



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

21^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 24 février au 9 avril 1942

1942

Texte établi par Anne Pelletier et Donald Chouinard

**Orateurs : les honorables Bernard Bissonnette
et Valmore Bienvenue**

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

21e Législature - 3e session

Vol. 1 - Séances du 24 février au 9 avril 1942

1942



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

21^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 24 février au 9 avril 1942

1942

Texte établi par Anne Pelletier et Donald Chouinard

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

| | |
|-------------------------------------|---|
| Direction: | Jean Chabot |
| Recherche et reconstitution: | Anne Pelletier Donald Chouinard Josée Levasseur |
| Introduction: | Nicholas Toupin |
| Traduction: | Conceptum |
| Révision et édition: | Michel Rhéaume Donald Chouinard Caroline Bilodeau |
| Indexation: | Josée Levasseur |
| Collaboration: | Marie Auger Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Louise Ouimet Jocelyn Saint-Pierre Olivier Thibault Réjeanne Trépanier Sylvie Turcotte Journal des débats |

Tous droits réservés

Dépôt légal – 3^e trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23960-3

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Trame historique

En 1942, l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, qui fait rage en Europe depuis 1939, est incertaine. Alors que les Allemands s'enlisent en Russie à la suite de l'opération Barbarossa¹ du 22 juin 1941, les Japonais entrent dans le conflit en attaquant la base navale américaine de Pearl Harbor le 7 décembre. Le Canada fait ainsi face à un nouvel ennemi et coopère avec les États-Unis pour assurer la défense du continent.

À Québec, la guerre affecte profondément la vie parlementaire. Les paroles, prononcées par Jacques Dumoulin, représentant libéral de Montmorency, reflètent les préoccupations des députés de l'Assemblée législative en 1942 :

Depuis 100 ans, le Canada avait été soustrait aux épreuves de la guerre. Le Canada, jusqu'ici, assuré contre les menaces d'invasion, doit maintenant préparer la défense de son sol. Notre sol a été épargné, et c'est avec une certaine curiosité que, dans nos heures de loisir, nous relisons de sanglants récits de bataille. Mais les nations totalitaires sont venues. Les événements survenus depuis la dernière session en Chambre nous amènent à constater douloureusement que les océans ne sont désormais plus des barrières pour les nations en raison des incessants progrès d'une science meurtrière, et l'avidité féroce de ces dernières nous ont infligé un dur éveil. Certes, nous prions tous pour que nous soyons épargnés des horreurs qui ne sont pas ménagées au reste des peuples. Mais, sur ce point essentiel, nos espérances et nos vœux ne suffiront pas à conjurer le péril. (25 février)

En effet, la menace nazie est à nos portes et, même si les autorités canadiennes tentent de minimiser le phénomène, on sait que depuis le mois de janvier 1942, des sous-marins allemands viennent chasser près des côtes canadiennes².

Les craintes d'une invasion, ajoutées à la nécessité de porter secours à l'Angleterre, incitent le gouvernement fédéral à prendre des mesures additionnelles pour accroître l'effort de guerre. Si la Loi de la mobilisation des ressources nationales (1940) entraîne le service militaire obligatoire pour la sauvegarde du territoire national, le volontariat demeure la politique des autorités canadiennes pour le service à l'étranger.

Ce sont les libéraux de Mackenzie King qui, à Ottawa, gouvernent avec la presque totalité de la députation québécoise (61 sièges sur 65 lors des élections de 1940). L'opposition conservatrice est, quant à elle, désorganisée. Elle n'a que 40 députés dont un seul représentant au Québec. Leur chef, Arthur Meighen, n'arrive même pas à se faire élire lors d'une élection partielle, tenue dans la circonscription de York South, le 9 février 1942. Richard Burpee Hanson est, dans les circonstances, le chef intérimaire de l'opposition officielle conservatrice à la Chambre des communes. Contrairement à leurs adversaires libéraux, ils appuient ouvertement l'enrôlement obligatoire pour aller combattre en Europe.

L'opinion publique canadienne est divisée sur cette question. D'une part, les francophones rejettent majoritairement toute idée de recourir à la conscription des forces armées à des fins d'intervention outre-mer. À l'inverse, les Canadiens anglais sont massivement favorables à l'idée du service militaire obligatoire hors frontières. Devant une opposition conservatrice, dont les discours soutiennent le recours à la conscription générale obligatoire, le Parti libéral fédéral – qui a gagné les élections de 1940 en promettant de ne jamais recourir à la conscription – doit prendre position. La solution du gouvernement de Mackenzie King est de sonder la population par le biais d'un plébiscite.

Le 22 janvier 1942, dans le discours du trône à Ottawa, la question suivante est présentée aux Canadiens : « Consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire ? » Par cette formule, l'administration King demande à l'ensemble des Canadiens d'être déliée de la promesse électorale faite essentiellement aux Québécois.

Dans la foulée de l'annonce du plébiscite, un mouvement qui se veut non partisan est créé en janvier 1942. Intitulé la « Ligue pour la défense du Canada », le mouvement regroupe diverses personnalités politiques et journalistiques, dont Maxime Raymond, André Laurendeau, Georges Pelletier et Jean Drapeau. Fortement opposés à la conscription³, ces derniers encouragent la population québécoise à voter "non" au plébiscite fédéral. Leur manifeste, publié en février dans le journal *Le Devoir*⁴, fournit des arguments qui concilient patriotisme et anticonscriptionnisme⁵. L'importance de la Ligue dans le paysage politique québécois est indéniable. Leurs membres soutiennent et défendent notamment la motion à caractère anticonscriptionniste présentée à l'Assemblée législative par le député de Lotbinière, René Chaloult (18 mars). Plusieurs des dirigeants de la Ligue se retrouveront au sein du Bloc populaire, un nouveau parti politique qui sera fondé en septembre 1942.

Le plébiscite a lieu le 27 avril 1942 et le oui l'emporte. Fort de l'appui de 63,7 % de la population canadienne, le gouvernement a désormais les coudées franches⁶. Le Québec a toutefois voté massivement contre à 71,2 %. Pour ménager la chèvre et le chou, le premier ministre du Canada emploie comme slogan : *La conscription si nécessaire, mais pas nécessairement la conscription*⁷.

Sur un autre flanc, l'économie canadienne est à la fois orientée et stimulée par la guerre. La main-d'œuvre agricole et ouvrière est mobilisée afin d'augmenter la production alimentaire et industrielle. Les besoins des troupes alliées sont pressants et, pour Ottawa, il est primordial que la production manufacturière n'accuse aucun retard. Lorsqu'une grève éclate à l'usine d'aluminium d'Arvida, les autorités fédérales réagissent. Comme l'explique Antonio Talbot, député unioniste de Chicoutimi : « [...] le gouvernement central, sans même consulter le gouvernement de la province, a passé un ordre en conseil par lequel il s'arroge le droit de faire intervenir la police ou l'armée quand il le voudra dans le territoire des provinces sans la nécessité d'une autorisation préalable. » (10 mars) Autrement dit, compte tenu de la situation mondiale, la centralisation des pouvoirs à Ottawa est renforcée, ce qui, conséquemment, réduit les prérogatives des provinces.

Certains hommes politiques canadiens se sont éteints durant cette période. C'est le cas d'Ernest Lapointe, ministre fédéral de la Justice et leader libéral du Canada français, et de Raoul Dandurand, ancien président de la Société des Nations et sénateur canadien⁸. Pour succéder à Lapointe, comme bras droit dans le cabinet fédéral, Adélard Godbout est approché par le premier ministre King, proposition qu'il décline se considérant davantage utile comme chef du gouvernement provincial⁹.

Sur la scène culturelle québécoise, deux artistes locaux, chacun à sa façon, se sont illustrés à l'extérieur du pays. Il s'agit du jeune compositeur de 14 ans, André Mathieu, qui interprète à New York ses propres concertos, de même que du peintre Alfred Pelland, dont l'exposition new-yorkaise « attire l'attention des critiques »¹⁰.

C'est dans ce contexte que s'ouvre, le 24 février 1942, la 3^e session de la 21^e Législature. Le premier ministre Adélard Godbout cherche à rassurer la population québécoise qui s'inquiète de l'application éventuelle de la conscription; et, comme de juste, la participation canadienne à la guerre est l'un des sujets les plus récurrents à l'Assemblée législative. Deux autres thèmes, à l'ordre du jour, se rattachent à cette question du conflit mondial : l'unité nationale et l'autonomie provinciale.

Les parlementaires

Depuis les élections générales du 25 octobre 1939 qui ont porté le Parti libéral au pouvoir, la composition de l'Assemblée législative s'est quelque peu modifiée¹¹. En 1942, on dénombre 68 députés dans les rangs des libéraux, 17 chez les unionistes, et un indépendant en la personne de Camillien Houde. Toutefois, en vertu de la Loi des mesures de guerre, ce dernier demeure en détention, depuis 1940, à la suite de propos qu'il a tenus à l'encontre de la procédure d'enregistrement du gouvernement fédéral.

Le président de l'Assemblée législative est Bernard Bissonnette. Au cours de la session, le 12 mai 1942, il sera remplacé par Valmore Bienvenue. Or, selon le président du Conseil législatif, Hector Laferté, Bernard Bissonnette, désireux d'intégrer ses nouvelles fonctions au

sein de la magistrature, aurait voulu quitter son trône plus tôt¹². Godbout chercha à le retenir jusqu'à la fin de la session, mais en vain. Hector Laferté, dans ses mémoires, mentionne également que le choix d'un remplaçant se serait d'abord porté sur Léon Casgrain qui refusa le poste¹³.

À la suite d'élections partielles, le 6 octobre 1941, les députés Dennis James O'Connor et Jean-Paul Beaulieu succèdent respectivement à James Walker Ross et à Alexis Bouthillier dans les comtés de Huntingdon et de Saint-Jean-Napierville. D'autres partielles ont lieu, le 23 mars 1942, en raison du décès de Joseph-Roméo Toupin, député de Montréal-Saint-Jacques, et de la nomination au Conseil législatif de Francis Lawrence Connors, de George Gordon Hyde et de Félix Messier. Sont élus sous la bannière libérale : Joseph-Willie Robidoux, Thomas Guerin, George Carlyle Marler et Claude Jodoin dans Richelieu-Verchères, Montréal-Sainte-Anne, Westmount-Saint-Georges, et Montréal-Saint-Jacques.

Des changements s'opèrent également au Conseil législatif. Sont décédés, en juin et en décembre 1941, Hector Champagne et Martin Beattie Fisher. Entrent en fonction Wilfrid Bovey, Jules-André Brillant, Francis Lawrence Connors, George Gordon Hyde, Félix Messier et Robert R. Ness. Six nouveaux députés libéraux viennent donc s'ajouter aux 13 déjà en fonction. Ainsi, sur les 24 membres du Conseil législatif, seulement cinq ne sont pas du parti au pouvoir : quatre unionistes et un conservateur, Thomas Chapais, qui occupe ce siège depuis 50 ans.

Absent depuis le début de la session pour des raisons de santé, Wilfrid Girouard effectue un retour en Chambre le 9 avril 1942. Il sera nommé juge et son comté d'Arthabaska sera vacant (8 mai 1942), tout comme celui de Bissonnette dans L'Assomption. Mais pour l'heure, en raison de sondages défavorables, Godbout retarde la tenue d'élections partielles dans ces deux comtés¹⁴; elles n'auront finalement pas lieu et il faudra attendre les élections générales de 1944 pour que de nouveaux députés y soient élus.

Deux acteurs importants de la scène parlementaire sont absents durant plus de la moitié de la session. Maurice Duplessis, le chef de l'opposition, est en convalescence dans le sud des États-Unis après avoir subi une intervention chirurgicale. Il sera de retour en Chambre le 22 avril. Ma santé, dit-il, n'est pas parfaite. « Elle n'est pas encore ce qu'elle devrait être. Je dois dire qu'au point de vue de ma santé physique, je suis un peu comme le gouvernement : je ne suis pas mort, mais pas fort. La différence qu'il y a entre lui et moi cependant, c'est que moi j'en regagne constamment tous les jours, alors que lui, au contraire, en perd chaque jour. » En son absence, c'est Onésime Gagnon, député de Matane, qui assume « avec sagesse et habileté¹⁵ » le rôle de chef intérimaire de l'opposition. Le second à avoir manqué une bonne part des débats est Téléphore-Damien Bouchard, le ministre des Travaux publics et de la Voirie. Il ne revient que dix jours avant la clôture de la session, soit le 19 mai.

Deux belles preuves d'amitié extraparlamentaire sont relatées lors de leur hospitalisation respective. Selon l'historien Conrad Black, Godbout, au chevet de Duplessis, « [...] lui dit que, affranchi de sa passion pour l'alcool, vice que Godbout ne connaissait que trop bien, Duplessis pourrait être un "grand homme dans l'avenir de la province"¹⁶. » Bouchard, quant à lui, se réjouit que le chef de l'opposition lui ait rendu visite « en ami et en camarade » durant sa maladie. (19 mai)

Les chefs et leur parti

Deux partis politiques sont représentés à l'Assemblée législative en 1942 : le Parti libéral et l'Union nationale. Le premier est très lié au Parti libéral fédéral de Mackenzie King qui joua un grand rôle dans la victoire électorale du gouvernement Godbout le 25 octobre 1939¹⁷.

Durant la campagne électorale de 1939, les discours anticonscriptionnistes des ministres québécois fédéraux, Ernest Lapointe et Pierre Joseph-Arthur Cardin en tête, avaient davantage fait écho auprès de l'électorat de la province que les propos de Duplessis contre la conscription. Car les libéraux ne traînaient pas le lourd passé du Parti conservateur fédéral qui eut recours à l'enrôlement obligatoire lors de la Première Guerre mondiale.

Une bonne part de l'opinion publique québécoise s'était donc convaincue qu'en votant libéral elle dotait la province d'un rempart contre la conscription. En octobre 1939, les engagements de Godbout à ce sujet avaient été catégoriques :

Comme chef du Parti libéral de la province de Québec, je vous affirme avec toute la force dont je suis capable que le gouvernement d'Ottawa ne décrètera pas la conscription militaire tant que vous laisserez la politique libérale diriger vos destinées. Et si mes paroles ne sont pas assez vigoureuses, si vous pensez qu'elles sont peut-être dictées par les circonstances, je m'engage sur l'honneur, en pesant chacun de ces mots, à quitter mon parti et même à le combattre, si un seul Canadien français, d'ici la fin des hostilités en Europe, est mobilisé contre son gré, sous un régime libéral¹⁸.

Durant les débats de 1942, l'opposition unioniste ne manque pas de rappeler ce discours au premier ministre. Elle critique également le soutien quasi inconditionnel que Godbout accorde au gouvernement fédéral lorsqu'il est question de l'effort de guerre. Duplessis reproche au premier ministre de liquider un à un les pouvoirs provinciaux.

Duplessis continue de se positionner comme le champion de l'autonomie : « L'autonomie est le droit et le privilège pour les provinces de s'administrer elles-mêmes au moyen des lois passées par leur Législature. Mais, il ne faut pas cependant oublier que l'autonomie, c'est le privilège précieux qui nous est donné à nous, minorité, de nous administrer soi-même [sic] par des lois que nous faisons nous-mêmes, suivant nos traditions, nos intérêts. » (22 avril)

La question de la survivance est particulièrement chère aux unionistes qui font couramment le lien entre l'autonomie provinciale et la survie de la « race » canadienne-française. Pour Duplessis : « Le bon sens même indique que la conservation de notre autonomie est essentielle à notre survivance, à notre prospérité, à la sauvegarde de l'unité nationale et à notre progrès dans le développement de nos destinées. » (22 avril) Plus encore, de l'avis de Joseph-Henri-Albiny Paquette, député de Labelle, le rôle du premier ministre Godbout « n'est pas de régler les différends internationaux, mais bien de sauver la race ». (11 mars)

En Chambre, libéraux comme unionistes prêchent majoritairement contre l'idée du service militaire obligatoire à l'étranger. Le gouvernement Godbout est toutefois dans une situation où il doit répondre aux demandes d'Ottawa tout en évitant d'isoler le Québec des autres provinces canadiennes. Redevable envers le premier ministre King d'être au pouvoir, il est difficile pour Godbout de s'opposer aux exigences fédérales. Selon le politologue Vincent Lemieux : « [...] dans un Québec où les enjeux fédéraux prévalent encore sur les enjeux provinciaux, [...] l'alliance entre les deux gouvernements libéraux, durant les années de guerre, desservit les libéraux provinciaux, alors que la rivalité avec un gouvernement conservateur les avait servis au moment de la Première Guerre mondiale¹⁹. » L'indécision de Godbout à ce sujet est perceptible au lendemain du plébiscite, lorsqu'il déclare : « Je n'ai rien à dire pour le moment²⁰. »

Le premier ministre demeure préoccupé par la guerre et, dans ses discours, il souhaite ardemment une victoire alliée. Cette attention constante à l'effort de guerre lui vaut certains reproches de la part des unionistes. Selon Albiny Paquette :

Le gouvernement actuel devrait commencer par s'occuper des affaires de la province, avant de s'occuper des affaires d'Ottawa. Là-bas, il se trouve des gens pour voir aux affaires de la guerre et pour régler les problèmes fédéraux. Le gouvernement provincial n'a pas à sortir de la province pour trouver des problèmes à régler. (11 mars)

Or, sur la question du service militaire obligatoire, la ligne de parti n'est pas toujours suivie par les députés. Plusieurs se donnent la liberté d'exprimer leur opinion personnelle. Chez les libéraux notamment, en dehors de la Chambre, une douzaine de députés et trois ministres (Oscar Drouin, Léon Casgrain et Wilfrid Hamel) suggèrent à leurs électeurs de voter non au plébiscite²¹. Godbout soutient que la question relève du fédéral et il lui faudra trois réunions de

caucus pour rallier ses troupes²². Une communauté d'opinion unit davantage les membres de l'opposition.

En ce qui a trait aux politiques gouvernementales, les libéraux prônent un engagement accru de l'État dans les sphères sociales. À l'opposé, l'Union nationale est davantage en faveur d'une intervention étatique limitée. Les positions des deux partis en matière d'éducation expriment particulièrement bien ce contraste. Bien qu'ils reconnaissent les mérites passés du clergé, les libéraux soutiennent que le corps professoral doit faire plus de place aux laïcs. Ils demandent également un enseignement plus « pratique », c'est-à-dire qui facilite la préparation au marché du travail. Ils veulent finalement qu'une place grandissante soit accordée à l'apprentissage de l'anglais.

Chez les unionistes, les réformes de l'éducation sont mal vues. La responsabilité première de l'État est de financer le système; l'enseignement doit principalement échoir au clergé qui collabore déjà avec le gouvernement. Jean-Paul Beaulieu, député de Saint-Jean-Napierville, déclare : « Dans ce domaine, l'État n'a aucun droit et un seul devoir : payer! » (7 avril) Pour ce qui est de l'enseignement de l'anglais, les avis divergent quelque peu, mais il en ressort que cet apprentissage ne doit pas se faire au détriment du français.

Sur le plan de la rhétorique, les discours des politiciens sont teintés par la situation mondiale. Les allusions à Hitler ne manquent pas. Il n'est pas rare que l'on compare les politiques de l'adversaire à celles du Führer. Duplessis recourt le plus souvent à ce procédé : « Bien je dis que, si Hitler avait besoin, dans cette province, d'un parti, de partisans, il pourrait les recruter au sein du Parti libéral et parmi les membres du gouvernement qui emploient les mêmes méthodes que lui. » (26 mai) Ou encore : « La mesure dont il est question exprime l'esprit et les idées de Hitler, en ce sens qu'elle tend à centraliser aux mains de quelques personnes les droits de plusieurs. » (22 avril) Godbout n'est pas en reste : « Si quelqu'un a jamais eu les méthodes d'Hitler, c'est bien le chef de l'opposition, quand il était premier ministre, de 1936 à 1939. Lorsque les représentants du peuple réclamaient, ici même, le privilège de se faire entendre, c'est encore à la façon d'Hitler qu'il les baïllonnait. » (20 mai)

Au demeurant, la plus belle manifestation de liberté de pensée durant la session revient à René Chaloult. Député indépendant intégré au caucus libéral, il met parfois son chef dans l'embarras avec ses positions. Véritable électron libre, mais respectant toujours l'opinion de ses collègues et reconnaissant la tolérance de Godbout à son égard, il critique les mesures gouvernementales qui réduisent l'autonomie de la province. Nationaliste, son opinion sur la conscription l'amène à formuler une motion qui sera appuyée par l'opposition, mais rejetée par ses confrères libéraux.

En raison de propos controversés que livre Chaloult, en Chambre et sur la scène publique, la presse anglophone réclame son arrestation. (22 mai) Deux jours avant la fin de la session, il annonce que des procédures sont intentées contre lui par le gouvernement fédéral. Il subira son procès et sera acquitté le 3 août 1942.

Le discours du trône

Le discours du trône, moins cérémoniel qu'à l'accoutumée, est lu par le lieutenant-gouverneur Eugène Fiset, le 24 février 1942. Ce dernier, revêtu pour l'occasion de son uniforme de major général de l'armée canadienne²³, donne le ton à la session en rappelant la participation québécoise à la guerre et la nécessité d'accroître la production agricole pour ravitailler les nations alliées.

Au programme législatif, il est prévu de doter la province d'une nouvelle loi des pensions et d'amender la loi de l'assurance des maris et des parents. Les péages sur les ponts provinciaux seront supprimés²⁴, la loi électorale sera refondue et des investissements majeurs seront consentis pour l'instruction publique. Une entente fiscale temporaire avec le gouvernement fédéral est également annoncée.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par Jacques Dumoulin, député de Montmorency. Dennis James O'Connor, député de Huntingdon, le seconde. Onésime Gagnon,

pour qui « jamais les discours du proposeur et du secondeur n'ont été aussi brefs », y voit le reflet de la maigreur de la session. (26 février)

Déjà, les discours sur l'adresse laissent présager que pour l'ensemble de la session, l'effort de guerre du gouvernement sera au cœur des discussions. L'appui que compte fournir le premier ministre au gouvernement fédéral est critiqué par l'opposition qui craint la centralisation des pouvoirs à Ottawa. L'Union nationale veut aussi l'assurance que les fils de cultivateurs resteront sur leurs terres et ne prendront pas part au service militaire obligatoire outre-mer. À cet égard, la correspondance entretenue par Godbout avec James Layton Ralston, le ministre de la Défense nationale, et Mackenzie King, est dévoilée comme preuve du souci qu'a le gouvernement provincial de garder les fils de cultivateurs dans les campagnes. (11 mars)

D'autres sujets litigieux sont débattus. Les membres de l'Union nationale condamnent la mise en tutelle de la ville de Montréal (1940). Les libéraux se défendent en affirmant que la municipalité a, par ce moyen, évité la faillite.

L'opposition critique le plan d'aide à la colonisation qui n'est pas suffisamment favorable au maintien des colons sur leurs lots. L'ingérence politique dans l'Office du crédit agricole est également vertement dénoncée par l'Union nationale qui rappelle ses réalisations passées à l'époque où elle était au pouvoir (1936-1939).

René Chaloult se démarque par son intention de parler de sujets controversés : « la guerre, le plébiscite et sa conclusion logique, le service militaire obligatoire et de la conscription. Je n'entends pas discuter les opinions des autres, dit-il, mais exprimer franchement la mienne. » (3 mars) L'Orateur lui rappelle qu'il n'appartient pas à la Législature de la province d'aborder cette question et évoque un changement récent dans les règlements de la Chambre²⁵ qui « ne donne plus la même élasticité aux cadres du débat sur l'adresse ». (3 mars)

L'adresse est finalement adoptée le 12 mars.

Les finances publiques

Le discours sur le budget est lu par le trésorier James Arthur Mathewson le premier jour de l'année financière, soit le 1^{er} avril 1942. Mathewson annonce un léger surplus de 1,5 million de dollars pour l'année fiscale qui prend fin. C'est donc le retour à l'équilibre budgétaire, une première depuis l'année fiscale s'étant terminée le 30 juin 1931, le budget du 30 juin 1932 ayant inauguré dix années consécutives de déficit²⁶.

Le trésorier attribue le bon état des finances publiques à la saine gestion du Parti libéral : « L'amélioration de la situation financière de la province n'est pas seulement causée par la situation créée par la guerre. Elle est principalement causée par la politique du gouvernement actuel qui est de vivre selon ses moyens. » (1^{er} avril)

La principale source de revenus du gouvernement est la taxe sur la gasoline, contribution qui arrive cependant au deuxième rang lorsque l'on additionne les deux taxes sur les corporations (capital et profits). Quant aux dépenses, le département du Trésor accapare la plus grande part de l'assiette fiscale avec 21,9 % du budget total, suivi par la Voirie, avec 20,4 %.

Pour l'année financière en cours, on estime une hausse des dépenses sans toutefois qu'il y ait déficit. Mathewson prévoit un second budget équilibré. La principale particularité des dépenses de l'année 1942-1943 est la part consacrée à l'Instruction publique, qui voit son enveloppe passer de 4,8 millions de dollars à 8 millions de dollars.

Même si, lorsque l'Union nationale était au pouvoir, la dette de la province s'était considérablement accrue, c'est pourtant sur ce point précis que portent les critiques de l'opposition sur le budget. L'Union nationale a peut-être augmenté la dette, argue-t-on, mais elle a fait les dépenses nécessaires pour rattraper le retard du Québec et pour freiner le chômage.

Pour Jean-Paul Beaulieu, député de Saint-Jean-Napierville, les libéraux sont parvenus à l'équilibre budgétaire en allant chercher dans les poches du citoyen 30 millions de dollars en taxes nouvelles. Il ajoute, en réaction aux propos de Mathewson, que « [l']amélioration de la

situation économique en général n'est pas due à l'administration du Parti libéral, mais aux conditions mondiales sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle ». (7 avril)

Selon l'hebdomadaire maskoutain *Le Clairon* – la voix journalistique de T.-D. Bouchard –, l'adoption du budget est exceptionnellement rapide : « Six discours ont été prononcés au cours du débat sur le budget qui vient d'être adopté, et c'est probablement le plus bref débat en la matière qui ait eu lieu à l'Assemblée législative, les deux chefs s'étant abstenus d'y prendre part²⁷. »

Les faits marquants de la session

En règle générale, les débats de 1942 sont passionnés et imprégnés de profondes convictions. Peu de lois à caractère social sont adoptées au cours de la session. En ces temps de guerre, la priorité est ailleurs. Les enjeux débattus relèvent, pour la plupart, d'engagements électoraux. Considérant que les libéraux se sont fait élire en promettant de ne jamais recourir à la conscription, l'Union nationale ne manque pas de critiquer plusieurs mesures législatives qui, selon elle, conduisent au service militaire obligatoire. Il s'agit bien souvent d'un argumentaire basé à la fois sur des valeurs (patriotisme, autonomisme) et sur des devoirs (effort de guerre, survivance). Chaque parti se positionne pour trouver quelle est, pour le Québec et le Canada français, la meilleure résolution à adopter vis-à-vis de l'unité du pays et de l'autonomie provinciale.

Un total de 181 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative au cours de la session. De ce nombre, 120 seront sanctionnés. La majeure partie des débats s'articule autour des six motions spéciales, proposées tant par les députés ministériels que par ceux de l'opposition. Toutes sauf une sont liées à la guerre.

La motion Chaloult

Comme à toutes les sessions depuis 1939, René Chaloult propose une motion ayant trait à la participation du Canada à la guerre. En 1942, son intervention a pour but de connaître la position des membres de l'Assemblée législative sur le plébiscite visant à délier le gouvernement fédéral de sa promesse de ne pas imposer la conscription. La motion exprime l'avis :

- a) que les électeurs de cette province doivent répondre non, à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral des promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;
- b) que les cultivateurs et les employés de ferme doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit. (18 mars)

Depuis le début de la session, Chaloult tente d'inscrire sa motion au *Feuilleton*. Dans un premier temps, l'Orateur, tout comme les libéraux, refuse d'aborder la question, sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'un sujet qui relève des compétences provinciales. La Ligue pour la défense du Canada s'impatiente. Le journaliste André Laurendeau soupçonne Godbout et les libéraux de chercher à retarder les débats autour de la motion :

La motion Chaloult, déposée depuis une semaine, n'est pas encore appelée. Que disent certains politiciens? Qu'il faut l'amender, la transformer, la changer, faire en sorte qu'elle ne veuille plus rien dire. Et quand elle ne voudrait plus rien dire, on la voterait, si j'en crois un journal partisan de Québec.

Eh! bien ce n'est pas un texte neutre, une motion inutile que désire le peuple du Québec; c'est le texte que le député ministériel René Chaloult a présenté à la Législature.

[...] Et de ceux qui se seront cachés à un pareil moment, de ceux qui nous auront trahis au lieu de nous défendre comme ils l'avaient promis, de ceux qui se

retranchent derrière des phrases vagues et des déclarations sans portée pratique, de ceux-là, nous saurons nous souvenir en temps et lieu.

Bref, la motion Chaloult doit passer telle quelle et tout de suite²⁸.

Lorsque la motion est présentée en Chambre, le 18 mars, Godbout remet à plus tard les discussions sur le sujet. Alors qu'Onésime Gagnon, encore chef intérimaire de l'opposition, tente d'appeler la motion Chaloult, son collègue, Antonio Barrette, s'exprime de la façon suivante : « L'opposition et la Chambre en général ont été très patientes au sujet de cette motion. [...] Je ne veux pas que le public puisse penser que l'attitude des députés paraisse être de la lâcheté. [...] [L']opinion publique est agitée sur la question de savoir comment les députés de cette Chambre se prononceront. » (1^{er} avril)

Le 8 avril, le sujet est finalement débattu en Chambre. Pour convaincre les membres de l'Assemblée du bien-fondé de sa motion, le député de Lotbinière utilise plusieurs arguments : la conscription est la suite logique du plébiscite; le premier ministre King est lui-même contre l'enrôlement obligatoire pour service outre-mer; le Canada n'est pas actuellement menacé, mais, s'il l'était, la priorité devrait être de défendre le territoire; le pays a déjà fait plus que sa part d'aide par le biais du volontariat et de dons en argent à l'Angleterre; préoccupons-nous du sort de nos minorités et de notre démocratie avant de vouloir régler ce type de problèmes à l'étranger; il existe des injustices quant aux emplois occupés par les Canadiens français dans le service civil et dans l'armée. Il résume sa position : « L'unité nationale, enfin, nous la voulons, certes, dit-il, mais non au prix de l'abdication nationale. » (18 mars)

Durant deux jours, les parlementaires débattent en grand nombre sur l'attitude à adopter vis-à-vis du plébiscite. Les libéraux se positionnent majoritairement contre la motion. Ils se rallient à l'amendement proposé par Alexis Caron, amendement selon lequel la Chambre n'a pas à se prononcer et doit appuyer la politique fédérale sur les travailleurs du sol. Toujours selon les ministériels, les élus n'ont pas à dicter comment voter aux citoyens de la province, ces derniers disposant d'une liberté d'opinion que l'on doit respecter. Le gouvernement King, mieux informé, ajoute-t-on, sait ce qui doit être fait pour défendre le pays.

Dans la mêlée, François-Joseph Leduc, député libéral de Laval (et ancien député et ministre unioniste de 1936 à 1938), ajoute : « Dans quelle situation extraordinaire nous trouverions-nous, si nous votions "non" au plébiscite et que le reste du pays votait "oui"? Quelles seraient les conséquences, si la province de Québec était la seule à répondre "non"? » (8 avril) Il est l'un des rares avec le député de Richelieu-Verchères, Joseph-Willie Robidoux, qui affirme ouvertement qu'il répondra par l'affirmative au plébiscite.

Onésime Gagnon est d'avis que le « peuple ne veut pas que ses représentants se cachent derrière des amendements pour éviter de faire face à leurs responsabilités ». Selon lui, les membres de l'Assemblée ne doivent pas se taire puisque tous « les députés en cette Chambre, en 1939, ont été élus sur un programme contre la conscription ». (9 avril)

Godbout est satisfait de la diversité des opinions exprimées en Chambre et de la liberté d'expression qui y règne. Habile, il évite d'indiquer clairement ses intentions de vote : « Pour ma part, justement parce que je suis contre la conscription et avant de répondre "non", moi-même, j'y ai songé longtemps, et je vais y penser à deux fois. » (9 avril)

La motion amendée sera adoptée le 9 avril (55 votes pour, 12 contre).

La centralisation fédérale

Pour répondre aux besoins croissants de l'administration fédérale, le premier ministre Godbout entend faire adopter une loi qui cède temporairement certaines taxes au gouvernement central. Il s'agit de l'impôt sur le revenu provincial et municipal ainsi que du double impôt sur les corporations. Ottawa a besoin de revenus supplémentaires pour assurer son effort de guerre et s'engage à verser en retour une compensation au Trésor de la province.

C'est lors de la deuxième lecture de ce projet de loi (bill 33) que Duplessis effectue un retour en Chambre. D'après Rumilly, il ne s'agit pas là d'une coïncidence : « Maurice Duplessis quitte son lit de convalescent, malgré l'avis du médecin, pour protester contre cet abandon de droits fiscaux²⁹. » Dans un long discours, le chef de l'opposition affirme que ce projet de loi porte atteinte à l'autonomie provinciale : « Si nous abandonnons de nouvelles sources de revenus, dit-il, nous mettons en danger le pouvoir de nous administrer nous-mêmes. » (22 avril)

Mathewson et Godbout se montrent rassurants en indiquant le caractère provisoire de cette législation. L'opposition craint cependant que le Québec ne recouvre jamais ses droits comme ce fut le cas lors de la Première Guerre mondiale, alors que le gouvernement fédéral imposa un impôt sur le revenu sans jamais cesser de le percevoir depuis.

Onésime Gagnon et Jean-Paul Beaulieu tissent des liens entre les recommandations de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois, 1940) et les demandes d'Ottawa. Le rapport de cette commission soutenait, entre autres, que les provinces devaient abandonner leurs principaux revenus en échange de programmes sociaux et d'une prise en charge de leurs dettes³⁰.

Au cours de l'étude du projet de loi en comité plénier, Duplessis veut s'assurer que l'argent perçu par le fédéral ne servira pas à la conscription. Roméo Lorrain, député de Papineau, renchérit en évoquant le résultat du plébiscite : « Les huit autres provinces ont déjà signé cette entente. Cela ne veut rien dire. Hier encore, huit provinces ont pris une attitude contraire à la nôtre. » (28 avril) Puis, le projet de loi est adopté par le gouvernement le 28 avril, après division des votes.

L'Union nationale voit un second exemple de l'attitude centralisatrice du fédéral dans le projet de loi 36 amendant la Loi électorale. (17 avril) Godbout souhaite que la loi provinciale s'inspire de la législation canadienne, législation qui a été pourvue d'un système de recenseurs chargés de préparer les listes électorales. Cette mesure permettra notamment aux femmes, bénéficiant désormais du droit de vote, de figurer sur les nouvelles listes. Duplessis ne voit pas d'un bon œil cet amendement qui est adopté le 28 mai.

Semblables critiques sont formulées contre le gouvernement Godbout lorsqu'un amendement est proposé pour modifier la loi des droits de succession. (13 mars) Les changements apportés par le bill 4 ont trait au partage d'information concernant les successions avec le fédéral. L'opposition proteste sans succès contre cette nouvelle « mainmise » d'Ottawa sur les provinces.

Les femmes et la guerre

Une loi sur la mobilisation des femmes au sein de l'industrie de guerre est annoncée par l'administration King. C'est la cellule familiale qui est menacée, au dire de l'Union nationale qui demande, par le biais d'une motion, à ce que le gouvernement fédéral n'intensifie pas le recrutement féminin. Compte tenu des besoins en main-d'œuvre dans les usines d'armement, plusieurs foyers, dit-on, se retrouvent désorganisés en raison de l'absence des mères. Joseph-Henri-Albiny Paquette, qui propose la motion, s'inquiète : « Est-ce que l'émancipation, corollaire inévitable de la liberté du temps de guerre, ne conduira pas à la destruction de l'âme familiale? » (6 mai)

Bien que le marché du travail emploie principalement de jeunes célibataires, les autorités religieuses et les « milieux traditionalistes » craignent une perturbation des valeurs familiales³¹. Les principes moraux énoncés par Paquette semblent faire consensus auprès de l'ensemble de la députation, puisque c'est sans débat que la motion est adoptée.

Autres motions entourant la guerre

Le 24 avril, Hormisdas Langlais, député des Îles-de-la-Madeleine, appuyé par Camille-Eugène Pouliot, député de Gaspé-Sud, présente une motion qui demande l'exemption du service militaire obligatoire pour les pêcheurs. Si les agriculteurs et les fils de cultivateurs, utiles aux travaux agricoles, ont obtenu cette dérogation, argue-t-il, les pêcheurs devraient bénéficier du

même privilège. En raison de leur apport significatif à l'effort de guerre, les employés œuvrant dans le domaine des pêcheries devraient pouvoir poursuivre leur occupation à tout le moins durant la saison de pêche. La motion est suspendue et ne sera pas inscrite à nouveau à l'ordre du jour. Notons que ce même sujet avait également été l'objet de discussions durant l'adresse.

Le 12 mai, Cyrille Dumaine, député libéral de Bagot, propose que cette « Chambre réitère l'indéfectible volonté de tous ses membres de soutenir le meilleur effort de guerre possible, mais elle exprime le vœu que le gouvernement fédéral s'en tienne à sa politique de volontariat et n'impose pas la conscription pour service outre-mer. » Selon lui, le recrutement actuel suffit et en cherchant à aller plus loin, l'administration King mettrait en danger l'unité nationale.

Roméo Lorrain voit une contradiction dans le rejet de la motion Chaloult par les libéraux et leur soutien à celle de Dumaine : « Il y a quelques semaines, on n'avait pas le courage de se prononcer sur la conscription. Et comment peut-on donc être contre la conscription quand on a favorisé tout ce qui mène à la conscription? » (12 mai) L'Union nationale considère la motion mal rédigée, « trop élastique » et incohérente par endroits. On critique l'opportunisme dont fait preuve le Parti libéral. François-Joseph Leduc, député libéral de Laval, confirme, en quelque sorte, les accusations de l'opposition : « Cette motion a été amenée dans un seul but politique, mais je préfère sauver mon pays plutôt qu'un grand parti. » (20 mai) Il votera contre.

Dans le but d'améliorer la motion Dumaine, Roméo Lorrain propose (en vain) un amendement qui placerait l'Assemblée législative devant la responsabilité de respecter l'opinion populaire exprimée par les citoyens de la province lors du plébiscite du 27 avril. Autrement dit, la Chambre devrait employer toutes les mesures nécessaires pour éviter la conscription.

Chaloult en profite pour exprimer son point de vue sur le résultat du plébiscite. Il est d'avis que le Parti libéral a peut-être, pour des raisons électorales, contribué à créer au cours des 25 dernières années l'idée que la conscription est une chose monstrueuse. Il sait que la conscription est la suite logique de la guerre, mais, comme il est contre la participation canadienne, il s'y oppose. On doit, selon lui, écouter la population pour éviter une guerre civile. Le député de Lotbinière tire parti du débat pour exprimer ses sentiments nationalistes : « Car si on veut absolument isoler Québec, Québec peut sortir de la Confédération si on nous y force. Québec ne manque pas de ressources, il a une population travailleuse, nous pourrions nous tirer d'affaire. » (12 mai)

Duplessis livre ses impressions sur l'attitude du gouvernement : « Jamais la province, au point de vue constitutionnel, au point de vue prérogatives, n'a reculé autant qu'avec le premier ministre actuel. Dans ses relations avec Ottawa, il a consenti un abandon que les règlements de la Chambre m'empêchent de qualifier comme il le mérite de l'être. » (20 mai) Il s'insurge contre la politique de volontariat « obligatoire » qui, grâce au « chantage » et à « l'intimidation », entraîne les forces vives de la province à s'inscrire pour le service militaire outre-mer. Il s'agit pour lui d'une « véritable conscription de la misère et de la faim, de l'anxiété, de l'angoisse ».

Godbout, quant à lui, réitère son appui aux politiques du gouvernement King, mais affirme que l'effort de guerre actuel est suffisant. La motion exprime cet avis. À la suite du discours du premier ministre, de nombreux libéraux réitèrent cependant leur entière confiance envers Mackenzie King; cela explique en partie pourquoi sept députés ministériels voteront contre la motion libérale. Néanmoins, cette dernière est adoptée dans la nuit du 20 mai.

Les lois sociales

Les libéraux modifient diverses lois – loi de l'instruction publique (bill 8, 17 mars), loi de l'assurance des maris et des parents (bill 9, 24 avril), et loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (bill 7, 12 mars) – qui accordent davantage de responsabilités aux femmes. Ces lois assurent, entre autres, à la gent féminine le droit de siéger dans les commissions scolaires, d'inspecter les écoles, de pouvoir emprunter sur leur police d'assurance et, finalement, de pouvoir recevoir une assistance si leur mari est invalide sans toutefois être hospitalisé.

Un amendement à la loi des pensions (bill 2) permet d'étendre aux fonctionnaires des services extérieurs l'allocation d'une pension. James Arthur Mathewson, trésorier et député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, énumère qui en seront les bénéficiaires :

Sont considérés comme employés du gouvernement et ont par conséquent droit au fonds de pension, tous ceux qui travaillent pour le gouvernement, à condition qu'ils reçoivent un traitement annuel fixe d'au moins \$600 et qu'ils soient nommés à un emploi continu pour un emploi déterminé: les employés du service civil, ceux du service extérieur, les greffiers et autres fonctionnaires, employés du Parlement ou des Chambres, les aides de camp et autres employés du bureau du lieutenant-gouverneur, les registrateurs à salaire fixe et leurs employés, la police des liqueurs, la Sûreté provinciale, fonctionnaires et employés des diverses commissions et offices et régies, des écoles régies par la loi de l'enseignement spécialisé, les agents généraux de la province, le gérant de la Commission des liqueurs. (17 mars)

D'autres modifications à la législation sont annoncées. Ainsi, tous les fonctionnaires devront verser 5 % de leur salaire pour consolider leur fonds de retraite. Pour les employés de l'État qui ont été engagés avant le 1^{er} avril 1942, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter dix ans à leurs années de service. L'opposition remet en cause ce pouvoir discrétionnaire qui, selon elle, avantage ceux qui ont de l'influence ou des liens d'amitié avec le gouvernement. Elle suggère également qu'au lieu d'un taux uniforme de 5 % les employés versent une cotisation en fonction de leur revenu.

Un nouveau ministère

Edgar Rochette, ministre du Travail et ministre des Mines et des Pêcheries maritimes, suggère la création d'un nouveau ministère autonome, celui des Pêcheries maritimes. (25 mars) Son projet de loi a pour but d'instaurer une nouvelle juridiction dotée d'un sous-ministre, dont les attributions sont définies dans le bill 24 à l'étude. L'Union nationale désapprouve l'étendue des pouvoirs de ce haut fonctionnaire. Gagnon fait part de ses inquiétudes quant à l'avenir des coopératives soumises au bon vouloir du sous-ministre. La loi est adoptée le 1^{er} avril sans être amendée.

Dans le même ordre d'idées, Hormidas Langlais, député des Îles-de-la-Madeleine, demande au ministre Rochette de bien vouloir corriger la situation de son comté dont les pêcheries sont toujours de compétence fédérale. Depuis 1922, la province a récupéré le pouvoir d'administrer ses pêcheries maritimes, mais les Îles-de-la-Madeleine ne faisaient pas partie de l'entente à ce moment. Rochette signale que des démarches ont été entreprises auprès d'Ottawa, mais que les autorités de Grosse-Île, à l'opposé de celles des autres îles du comté, n'ont pas encore apposé leur signature en faveur d'un transfert de compétence au gouvernement provincial. Cette question sera réglée lors de la session de 1943.

Les ponts à péage

Une loi satisfait tous les partis en Chambre, mais suscite bien des commentaires. Si la décision du gouvernement d'abolir les ponts à péage provinciaux signifie une taxe en moins pour le citoyen, elle constitue, en retour, le tarissement d'une source de revenus pour l'État. L'Union nationale y voit une fausse intention puisque la pénurie de pneus, imputable au rationnement du caoutchouc pour l'industrie de guerre, et les restrictions imposées par le fédéral sur la gazoline font en sorte que les péages sur les ponts ne sont plus rentables. Les libéraux répliquent en affirmant qu'ils ont ainsi pu, par cette mesure, acheter trois ponts privés lors de l'année précédente. Des discussions ont cours avec le gouvernement fédéral pour que les péages soient aussi abolis sur les ponts fédéraux Victoria et Jacques-Cartier, à Montréal. La mesure sera sanctionnée par le lieutenant-gouverneur le 31 mars.

La censure de Radio-Canada

René Chaloult est le premier à s'insurger contre Radio-Canada qui exerce une forme de censure à l'endroit des partisans du "non" au plébiscite. Ceux qui veulent faire entendre leurs plaidoyers en faveur du "oui" bénéficient gratuitement d'un temps d'antenne à la radio, tandis que ceux qui soutiennent le camp opposé doivent payer : « Je tiens à protester avec énergie, dit Chaloult, contre cette décision arbitraire. Je rappellerai à M. Frigon et aux autres directeurs de Radio-Canada que s'ils veulent combattre ici les méthodes hitlériennes, ils ne devraient pas chercher à commencer à les mettre en application et les instaurer ici, en notre propre pays. » (10 avril)

Gagnon se rallie à la dénonciation de Chaloult et appelle à la liberté de parole. Il tient des propos qui font réagir : « Je veux que chacun soit libre d'exprimer son opinion à la radio, qu'il soit rouge, bleu, vert, libéral, union nationale, orangiste ou même communiste. » (17 avril) Pierre-Émile Côté s'étonne que Gagnon ait inclus le mot « communiste » à son argumentaire, ce à quoi le député de Matane répond : « Sur une question de "oui" ou de "non", l'homme qui a des points de vue communistes a encore le droit de parler. Les communistes doivent avoir le droit de se prononcer comme les autres. Il n'est pas question de leur permettre d'enseigner des doctrines subversives. »

Le 23 avril, Gagnon présente une motion pour que tous bénéficient des mêmes avantages à la radio. Godbout conteste la motion qui, à son avis, n'a pas sa raison d'être, étant donné que les émissions radiophoniques dont il est question prennent fin le lendemain, soit le 24 avril. La motion sera rejetée.

De choses et d'autres...

Certaines législations donnent lieu à de vives discussions. C'est le cas de la loi de la canalisation du Saint-Laurent que l'opposition tente d'abroger par le bill 175. Onésime Gagnon évoque l'éventualité que Montréal perde son statut de métropole du Canada au profit de Toronto. Selon lui, Montréal doit sa position enviable « du fait qu'[il est] un grand port et le point de transbordement le plus important au Canada. La canalisation, poursuit-il, pourrait même lui faire perdre ces avantages et les transmettre à une autre province ». (29 avril) Cette tentative d'abrogation de la loi est rejetée par la majorité.

Le projet d'instaurer une industrie de la betterave à sucre à Saint-Hilaire est remis en question par Jean-Paul Beaulieu, député unioniste de Saint-Jean-Napierville, qui doute de la viabilité de l'entreprise. Godbout assure les députés unionistes que l'argent investi permettra la réussite du projet. Comme toute entreprise novatrice, il y a une part de risques, mais ceux-ci sont calculés, affirme le premier ministre. Duplessis craint le gaspillage des fonds publics et « accuse le gouvernement de se transformer en manufacturier de sucre de betterave ». (28 mai) Le projet continuera de susciter la controverse au cours de la session suivante.

Antonio Barrette, député unioniste de Joliette, propose que la province puisse recourir à un système de loteries dont les revenus seraient utilisés à des fins éducationnelles ou d'assistance publique³². À l'époque, l'article 236 du Code criminel du Canada empêche la tenue de loteries. Il s'agirait donc de modifier l'alinéa 6 qui a trait aux exemptions et la province pourrait financer en partie ses universités et ses hôpitaux. Léon Casgrain, représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup, rétorque que le projet d'amendement soumis par le député de Joliette est d'ordre fédéral. Ottawa a, selon lui, suffisamment de soucis présentement à trouver un moyen de gagner la guerre pour s'occuper de ce genre de question. Pour Barrette, la Chambre doit exprimer son point de vue à ce sujet. La motion est rejetée, le 15 avril, par un vote de 45 contre 11.

L'une des dernières lois adoptées durant la session concerne les forces hydrauliques de la rivière des Outaouais. L'Ontario, qui a de grands besoins en électricité, entreprend des pourparlers avec le gouvernement du Québec. L'entente, présentée à la Législature par le ministre Pierre-Émile Côté, implique le partage des forces hydrauliques de la rivière des Outaouais. Le territoire sera divisé de sorte que le Québec puisse exploiter les chutes les plus rapprochées de ses centres urbains. Duplessis n'y voit aucun avantage. Il soutient que la Chambre s'apprête à abandonner une part du patrimoine québécois. Le chef de l'opposition ne veut pas que la province subisse à ses frais la concurrence de l'Ontario. Il suggère que les

besoins énergétiques de l'Ontario soient comblés par la vente d'électricité que le Québec pourrait fournir en exploitant le potentiel de la Beauharnois. Côté réitère que le projet est bénéfique puisqu'il permettra d'obtenir plus de chevaux-vapeur et que les chutes sont à seulement 64 km (40 milles) de Montréal. Le bill est adopté en troisième lecture le 29 mai.

Faits cocasses

Certains débats, mi-sérieux mi-badins, font bien rire les parlementaires. Ces échanges témoignent à la fois de l'atmosphère qui règne en Chambre et du sens de l'humour des politiciens de l'époque.

Viande de cheval

Tout au long de la session, les unionistes se moquent des propos tenus par le premier ministre à l'occasion d'un banquet. Godbout aurait alors recommandé aux gens présents dans l'assistance de manger de la viande de cheval. Cette suggestion, tournée en dérision, lui sera constamment rappelée en Chambre. Le premier ministre devra même se défendre devant les membres de l'Assemblée à ce sujet :

Un député de l'opposition: Est-ce que le premier ministre prône toujours les qualités de la viande de cheval?

M. Talbot (Chicoutimi): La viande de cheval est dure à digérer.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Les députés de l'opposition ont tort de mépriser la viande de cheval. La viande chevaline est parfaitement bonne à manger. D'après des médecins diététiques, elle est très digestible. [...]

M. Talbot (Chicoutimi): Ottawa a pourtant déclaré que la viande de cheval n'était pas recommandable.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): [...] Tous les experts et soi-disant experts, qu'ils soient d'Ottawa ou d'ailleurs, qui affirment que la viande chevaline est mauvaise, dangereuse et non comestible ne savent pas de quoi ils parlent. Je crois donc, qu'Ottawa est dans l'erreur à ce sujet. [...]

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre a tout d'abord demandé à des gens de manger de la viande chevaline lors d'un banquet à Montréal. Le premier ministre a alors dit qu'il n'en avait jamais mangé. Je voudrais savoir si le premier ministre en a déjà mangé depuis?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, je n'ai jamais mangé de viande de cheval de ma vie.

M. Lorrain (Papineau): Comment pouvez-vous vanter le bon goût et la grande digestibilité de la viande de cheval, si vous n'en avez jamais mangé?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'en prends la parole de spécialistes qui ont tenté l'expérience. Je dis cela sur la foi des gens qui s'y connaissent. Dans plusieurs pays européens, la viande de cheval coûte plus cher que la viande de bœuf. (21 avril)

Les mots d'esprit de Maurice Hartt

Le député de Montréal-Saint-Louis se montre particulièrement plaisantin lors de la séance du 5 mars. Hartt explique comment s'est formée l'Union nationale :

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): [...] C'est alors que de ces deux groupements politiques, nous avons eu "l'Oignon national", facile à manger, mais difficile à digérer.

(Rires)

Des députés de l'opposition protestent.

M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre en invoquant l'article 759 qui a été invoqué hier contre le député de Lotbinière (M. Chalout).

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le mot "oignon" n'a rien d'offensant. Le nom d'un aussi bon légume ne peut être une insulte. C'est un légume respectable, que d'ailleurs je ne puis digérer.

M. Labbé (Mégantic): Parce que ça sent trop l'ail.

M. l'Orateur (M. Bissonnette) décrète que dans ce cas, le mot "oignon" est parlementaire. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), dit-il, peut parler de l'Union nationale avec humour, même avec un grain de sel, mais il ne doit pas employer d'expressions non parlementaires, ni de termes offensants.

Le lendemain, Antonio Barrette réplique :

M. l'Orateur, nous avons entendu parler de choses assez cocasses depuis le début de la session: un député s'est efforcé de prononcer union comme "oignon". Cela ne m'étonne pas de la part du député de Saint-Louis (Maurice Hartt); d'ailleurs, l'oignon est son légume préféré, et puis, lui et ses collègues ont versé assez de larmes quand l'Union nationale les a éloignés de la crèche, qu'il n'est pas étonnant qu'il confonde les deux.

Les exagérations

Il arrive que les élus énoncent des syllogismes qui laissent pantois. L'argumentaire d'Edgar Rochette contre la volonté libérale d'accorder une attention accrue à l'apprentissage de l'anglais est de ceux-là :

Oui, M. l'Orateur, notre peuple doit savoir l'anglais, pour posséder l'or et, avec lui, tous les biens matériels. J'ai voulu, M. l'Orateur, vérifier la recette et savez-vous ce que la statistique m'a enseigné? En Angleterre, où tout le monde doit parler anglais, il y a 18,000,000 de personnes qui gagnent moins de \$1,200 par année. À Londres, sur 8,000,000 d'habitants, il n'y a pas 40,000 propriétaires. En Angleterre, il n'y a qu'une personne sur quatre qui laisse une succession valant \$500. Et il nous faut apprendre l'anglais pour devenir riche? Je crois qu'il vaut mieux chercher autre chose. (10 mars)

Peu avant la fin des travaux, Duplessis rappelle encore comment, par le passé, l'Union nationale a empêché un syndicat allemand de s'emparer de l'île d'Anticosti. Il dénonce le fait que les Allemands disposent de renseignements sur la ville de Sorel. Il montre à la Chambre une carte imprimée en Allemagne qui atteste ses dires. Godbout ne croit pas que la défense du pays soit compromise par cette information. Il ajoute : « Tout ce que cette carte mentionne, c'est que Sorel est située au confluent du Saint-Laurent et de la rivière Richelieu et que c'est une ville de 10,000 âmes. Tout le monde sait cela. Il n'y a probablement pas un écolier en Allemagne qui ne sait pas cela. » (27 mai)

Atteinte au décorum

Le 8 mai, plusieurs points d'ordre sont soulevés. Les parlementaires sont agités :

M. Gagnon (Matane): Des députés hurlent autour de moi et je demande l'ordre. Le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) fait du bruit.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): C'est un député de l'opposition qui fait le bruit. Celui qui a hurlé, c'est son semblable, le député de Mégantic (M. Labbé). C'est un bouledogue comme vous.

M. Labbé (Mégantic) proteste contre de telles accusations qu'il déclare non fondées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le député de Jeanne-Mance retire cette expression qui n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Le bouledogue est le symbole du courage britannique.

M. Lorrain (Papineau): Le député de Jeanne-Mance n'a jamais le courage de se lever. Il reste toujours à son siège pour parler. C'est probablement parce que c'est là le siège de son intelligence. Je lui demande de retirer ses paroles.

[...]

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a parlé de décorum. Je n'ai pas manqué de décorum ici. Mais je n'ai jamais vu pareille scène en cette Chambre depuis 15 ans que je siège ici.
(Rires)

Le climat se calme à la suite des dernières paroles du chef de l'opposition. C'est que, selon *Le Soleil*³³, l'expression de Duplessis "Je n'ai jamais vu de scène pareille" a le don de déclencher le rire général. Si les députés trouvent l'expression de Duplessis aussi amusante, c'est que la plupart d'entre eux se souviennent de la session de 1937 et de 1939 où le décorum était, plus souvent qu'autrement, mis à rude épreuve. Godbout revient sur le climat régnant en Chambre lors du premier mandat de l'Union nationale :

Quels sont ceux qui nous reprochent de manquer de décorum? Pendant trois ans, des gens qui ne siégeaient pas de notre côté se sont déchaussés pour applaudir en cette Chambre et l'on vient nous parler de décorum! Et le député de Papineau a l'audace de parler de décorum et de trouver que nous en manquons! A- t-il perdu la mémoire?

Il était pourtant en Chambre de 1936 à 1939. Ne se rappelle-t-il pas qu'au temps où son parti gouvernait la province, des députés de l'Union nationale se prenaient à la gorge ici même, en pleine Chambre? [...]

Le député de Papineau sait les expressions qu'on employait. Il sait que nous étions la risée des autres provinces à cause des scènes qui se déroulaient en cette Chambre. Et, il parle de décorum! (25 mars 1942)

Critique des sources

La Tribune de la presse en 1941-1942 et les comptes rendus de la session

Joseph Lavergne, du journal *La Patrie*, est le président de la Tribune de la presse; Damase Potvin, de *La Presse*, en est le secrétaire-trésorier. Les autres courriéristes parlementaires connus sont : Maurice Bernier et Edmond Chassé, de *L'Événement-Journal*; Jean-Marc Denault, Raymond Dubé et Jean-Louis Gagnon, du *Soleil*; Ewart E. Donovan et Jack Dunn, du *Quebec Chronicle Telegraph*; Calixte Dumas et Jacques Verrault, de *L'Action Catholique*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; Arthur-W. Langlais, de *La Presse*; Charles-Eugène Pelletier, du *Droit*; Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*; de même qu'Abel Vineberg, du quotidien *The Gazette*.

En règle générale, les députés sont satisfaits du travail effectué par la Tribune de la presse. Bien que leurs propos en Chambre soient à l'occasion résumés dans les journaux, ils ne protestent pas d'avoir été improprement cités. À ce titre, René Chaloult fait figure d'exception.

Les attaques de la presse anglophone contre René Chaloult

Le député de Lotbinière est passablement écorché par la presse anglophone en raison de ses opinions politiques. Sa motion demandant aux parlementaires d'encourager la population à voter non au plébiscite ne plaît pas aux conscriptionnistes. À de nombreuses occasions, il doit se défendre en Chambre :

On me reproche d'avoir participé à la récente campagne contre la conscription et d'avoir défendu les droits des Canadiens français. *The Chronicle Telegraph* me reproche l'attitude que j'ai adoptée au sujet du plébiscite et on m'accuse de trahir le Québec. On me traite d'agitateur. On me compare à Laval et à l'amiral Darlan, en quoi on me fait beaucoup d'honneur. L'article suggère aussi que je devrais être envoyé au camp de concentration, rien de moins, si je ne change pas ma conduite. Le tout est agrémenté d'injures, de grossièretés et de gros mots.

Je tiens à rappeler aux maîtres chanteurs du *Chronicle Telegraph*, ce quotidien anglais de Québec, que leurs méthodes et leurs tactiques ne m'intimident pas, que je n'ai fait que seulement exercer mes droits en tant que citoyen britannique pour défendre la cause et les droits des minorités, non seulement de la nôtre, mais aussi des minorités de tout le monde. Et, je tiens à leur déclarer, qu'en dépit de leur chantage, je continuerai dans le futur à agir comme par le passé en défendant et en conseillant ce que je crois être bon. Je continuerai à réclamer le respect des droits des minorités en ce pays.

Ces messieurs ont une étrange façon de concevoir le fair-play britannique et de comprendre la liberté de parole et les droits de la minorité en notre province. Ils la réclament pour eux-mêmes, mais ils la nient pour les autres. J'entends continuer ma campagne.

J'ajouterai que j'ai décidé d'en appeler aux tribunaux. Je vais leur régler leur cas. J'ai confié ma cause à mon procureur et j'ai déjà donné instruction à mon avocat de poursuivre ce journal. Des procédures immédiates seront intentées contre les auteurs de ce libelle. Les propriétaires du journal *The Chronicle Telegraph* auront à répondre devant les tribunaux du libelle qu'ils ont commis à mon endroit. (28 avril)

La presse, selon Chaloult, est contrôlée par ceux qui appuient la conscription. Il affirme que les autres provinces canadiennes n'ont pu bénéficier d'une couverture médiatique nuancée comme ce fut le cas au Québec, de sorte que les Canadiens anglais n'ont pu avoir un vote éclairé au plébiscite. (12 mai)

Chaloult considère le *Montreal Gazette* comme un journal extrémiste (18 mars) et s'insurge contre les menaces proférées à son endroit par le *Montreal Daily Star*. (20 mai) Il accuse les journaux anglophones membres de la Tribune de la presse de mal citer certains de ses propos tenus en Chambre. En témoigne l'une de ses dernières prises de position en Chambre avant qu'il ne soit arrêté et subisse son procès (6 juin au 3 août) pour avoir tenu des propos subversifs :

Avant-hier le *Star* est revenu à la charge pour demander mon arrestation à la suite des discours que j'ai prononcés à la Chambre et dans des assemblées publiques. Hier matin, la *Gazette* a écrit un article à peu près dans le même sens. Le *Globe and Mail*, de Toronto, réclame aussi mon arrestation. [...]

Je veux donner des précisions sur les accusations que l'on porte. D'abord, je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. Mais, je ne veux pas qu'on m'attribue des paroles que je n'ai pas prononcées. Dans mes discours, ici ou en dehors, on détache des phrases ou des bouts de phrase, sans tenir compte des autres choses que j'ai dites et on dénature ma pensée. Il arrive aussi qu'on me fait dire des choses que je n'ai pas dites. [...]

On m'a reproché des propos contre l'unité du pays. J'ai dit et je le répète, que je suis favorable, d'abord, à une unité canadienne-française et que nous voulions d'abord l'unité canadienne-française. Je n'ai jamais dit que j'étais contre l'unité canadienne. [...]

Toute cette campagne dans les journaux me semble un complot tramé contre moi et tous ceux qui poursuivent les mêmes luttes. [...] Pas un journal français n'a eu de remarques désagréables à mon sujet et n'a demandé mon arrestation. [...] Quant à moi, je continuerai à dire ce que j'ai dit dans le passé, à revendiquer les droits des Canadiens français au prix même de ma liberté. (22 mai)

Nicholas Toupin

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Déclenchée par Hitler, l'opération Barbarossa met fin au pacte germano-soviétique (1939) qui assurait la paix entre l'Allemagne et la Russie. Avec l'ouverture de ce nouveau front à l'Est, les nazis cherchent à s'emparer des ressources de la Russie, veulent accroître leur « espace vital » et, par la même occasion, mettent en application leur politique raciale haineuse à l'égard des Slaves.
2. Roger Sarty, *Le Canada et la Bataille de l'Atlantique*, Montréal, Art Global, 1998, p. 94.
3. Il est à noter que le terme « conscription », lorsqu'il est employé seul dans le texte, réfère au service militaire obligatoire pour service outre-mer. Les sympathisants de la cause anticonscriptionniste ne rejettent pas l'enrôlement obligatoire pour la défense du Canada, mais refusent que les forces vives de la nation soient dans l'obligation d'aller combattre à l'étranger.
4. Fait à noter, *Le Devoir* se démarque des autres journaux de la province : « Toutes les forces officielles, toute la presse sauf *Le Devoir* mènent une campagne assourdissante en faveur du Oui. » Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps, tome I (1890-1944)*, Montréal, Fides, 1973, p. 609. De plus, « *Le Devoir*, seul journal à se ranger complètement du côté du "non", est le principal organe de diffusion de "La ligue pour la défense du Canada". Le directeur, Georges Pelletier, est d'ailleurs un des leaders du mouvement. » Jenny-Louise Sexton, « *Le Canada et Le Devoir* durant la Deuxième Guerre mondiale : deux perceptions opposées du conflit », dans Claude Beauregard et Catherine Saouter, dirs. *Conflits contemporains et médias*, Montréal, XYZ éditeur, 1997, p. 99.
5. « Le plébiscite : "Nulle province et nul groupe ethnique ne sauraient s'abstenir ou se taire" », *Le Devoir*, 7 février 1942, p. 1.
6. Hors Québec, le pourcentage de votes en faveur du oui est de 80 %.
7. Cité dans Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1999, p. 216.
8. Ernest Lapointe est décédé le 26 novembre 1941. Raoul Dandurand s'est quant à lui éteint le 11 mars 1942.
9. Jean-Guy Genest, *Vie et oeuvre d'Adélard Godbout, tome II*, Québec, (Ph.D. histoire, Université Laval), 1977, p. 422-429.
10. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec, XL : La guerre de 1939-1945*, Montréal, Fides, p. 107.
11. Lors des élections générales de 1939, on dénombre 70 libéraux, 15 unionistes et 1 indépendant.
12. Hector Laferté, *Derrière le trône. Mémoire d'un parlementaire québécois 1936-1958*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 203.
13. *Ibid.*, p. 204.
14. J.-G. Genest, *Vie et oeuvre d'Adélard Godbout*..., p. 471.
15. Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, p. 79.
16. Conrad Black, *Maurice Duplessis*..., p. 223.
17. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 64.
18. Cités dans René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 112.
19. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*, p. 65.
20. « Rien à dire », *La Patrie*, 28 avril 1942, p. 3.
21. J.-G. Genest, *Vie et oeuvre d'Adélard Godbout*..., p. 446.
22. *Ibid.*, p. 445.
23. « Le débat sur l'Adresse commence aujourd'hui à la Chambre », *Le Soleil*, 25 février 1942, p. 3.
24. Le discours du trône de la session de 1930-1931 fait également mention de la suppression des ponts à péage.
25. Il s'agit probablement de l'article 759, alinéa 2, de la refonte du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* : « Par dérogation au paragraphe 1 de l'article 273, la discussion sur la motion proposant l'adresse peut porter sur tous sujets d'intérêt public rentrant dans le cadre des attributions de la législature et du gouvernement de la Province, mais reste, pour le surplus, soumis aux règles des débats. » Cette refonte est réalisée en 1941 par le greffier Louis-Philippe Geoffrion.
26. Lors de la session de 1932, le trésorier de l'époque, le premier ministre Alexandre Taschereau, prévoit un surplus budgétaire pour l'année fiscale en cours qui s'étend alors sur deux années, soit 1932 et 1933. Ce budget est finalement annoncé comme étant déficitaire lorsque les comptes sont faits en 1933.
27. « La Semaine provinciale », *Le Clairon*, 24 avril 1942, p. 2.
28. « La conscription : "M. Godbout veut-il écarter ou amputer la motion Chaloult ?" », *Le Devoir*, 13 mars 1942, p. 10.
29. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 610.
30. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain, tome II : Le Québec depuis 1930*, Boréal, 1998, p. 160.
31. *Ibid.*, p. 70-71.
32. Ce projet de loi n'est pas nouveau. En 1934, Athanase David, député libéral de Terrebonne, présente le bill 41 qui prône l'instauration d'une loterie à des mêmes fins.
33. « Violente discussion à la Législature », *Le Soleil*, 9 mai 1945, p. 4.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montreal Daily Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Boussole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien/Le Canadien libéral, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Colon, Le
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Portneuf-Presse, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La
Gazette de Valleyfield, La
Gazette des campagnes, La

Gazette du Nord, La
Guide, Le
Homme libre, L'
Jour, Le
Journal de Waterloo, Le
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Montréal-Matin, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
Sorelois, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Temps, Le
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Mathewson, James Arthur. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. A. Mathewson, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 1^{er} avril 1942.* [s.l.]: 1942. 15 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1942, Québec 1942.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1942, Québec 1942.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1942.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1942, Vol. LXXVII, Québec, 1942, vi, 520, xxxvi, xxxiii p.*

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*,
6 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1942, iv, 668 p.

Rapports des comités généraux, 3^e session, 1942.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|--------|
| Introduction historique..... | vii |
| Critique des sources | xxii |
| Bibliographie..... | xxv |
| Table des matières..... | xxix |
| L'Exécutif en 1942..... | xxxiii |
| Membres de l'Assemblée législative | |
| Par ordre alphabétique | xxxv |
| Par ordre de circonscription | xxxvii |
| Débats | |
| 1 Séance du mardi 24 février 1942..... | 1 |
| 2 Séance du mercredi 25 février 1942..... | 7 |
| 3 Séance du jeudi 26 février 1942..... | 15 |
| 4 Séance du vendredi 27 février 1942..... | 33 |
| 5 Séance du mardi 3 mars 1942 | 45 |
| 6 Séance du mercredi 4 mars 1942..... | 59 |
| 7 Séance du jeudi 5 mars 1942..... | 77 |
| 8 Séance du vendredi 6 mars 1942..... | 101 |
| 9 Séance du mardi 10 mars 1942 | 117 |
| 10 Séance du mercredi 11 mars 1942..... | 147 |
| 11 Séance du jeudi 12 mars 1942..... | 169 |
| 12 Séance du vendredi 13 mars 1942..... | 189 |
| 13 Séance du mardi 17 mars 1942 | 199 |
| 14 Séance du mercredi 18 mars 1942..... | 211 |
| 15 Séance du jeudi 19 mars 1942..... | 239 |
| 16 Séance du mardi 24 mars 1942 | 249 |
| 17 Séance du mercredi 25 mars 1942..... | 261 |

| | | |
|----|--|-----|
| 18 | Séance du jeudi 26 mars 1942..... | 279 |
| 19 | Séance du vendredi 27 mars 1942..... | 301 |
| 20 | Séance du lundi 30 mars 1942..... | 315 |
| 21 | Séance du mardi 31 mars 1942 | 335 |
| 22 | Séance du mercredi 1 ^{er} avril 1942..... | 347 |
| 23 | Séance du mardi 7 avril 1942..... | 367 |
| 24 | Séance du mercredi 8 avril 1942 | 393 |
| 25 | Séance du jeudi 9 avril 1942 | 423 |
| 26 | Séance du vendredi 10 avril 1942 | 449 |
| 27 | Séance du mardi 14 avril 1942..... | 457 |
| 28 | Séance du mercredi 15 avril 1942..... | 475 |
| 29 | Séance du jeudi 16 avril 1942 | 493 |
| 30 | Séance du vendredi 17 avril 1942 | 507 |
| 31 | Séance du mardi 21 avril 1942..... | 519 |
| 32 | Séance du mercredi 22 avril 1942..... | 535 |
| 33 | Séance du jeudi 23 avril 1942 | 557 |
| 34 | Séance du vendredi 24 avril 1942 | 569 |
| 35 | Séance du mardi 28 avril 1942..... | 579 |
| 36 | Séance du mercredi 29 avril 1942..... | 597 |
| 37 | Séance du jeudi 30 avril 1942 | 615 |
| 38 | Séance du mardi 5 mai 1942 | 623 |
| 39 | Séance du mercredi 6 mai 1942 | 633 |
| 40 | Séance du jeudi 7 mai 1942..... | 641 |
| 41 | Séance du vendredi 8 mai 1942..... | 649 |
| 42 | Séance du mardi 12 mai 1942 | 659 |
| 43 | Séance du mercredi 13 mai 1942 | 679 |
| 44 | Séance du mardi 19 mai 1942 | 689 |
| 45 | Séance du mercredi 20 mai 1942 | 703 |

| | |
|---|-----|
| 46 Séance du jeudi 21 mai 1942..... | 733 |
| 47 Séance du vendredi 22 mai 1942..... | 755 |
| 48 Séance du mardi 26 mai 1942 | 767 |
| 49 Séance du mercredi 27 mai 1942 | 785 |
| 50 Séance du jeudi 28 mai 1942..... | 807 |
| 51 Séance du vendredi 29 mai 1942..... | 833 |
| | |
| Index des participants | 839 |
| Index des sujets | 879 |
| Index des bills publics et privés | 917 |

L'HONORABLE EUGÈNE FISET

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1942

L'honorable Joseph-Adélarde Godbout, premier ministre, ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation

L'honorable Oscar Drouin, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail et ministre des Mines et des Pêcheries maritimes

L'honorable Wilfrid Girouard, procureur général

L'honorable Henri Groulx, ministre de la Santé et du Bien-être social

L'honorable Hector Perrier, secrétaire de la province

L'honorable Pierre-Émile Côté, ministre des Terres et Forêts et ministre de la Chasse et de la Pêche

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard, ministre des Travaux publics et ministre de la Voirie

L'honorable James Arthur Mathewson, trésorier de la province

L'honorable Frank Lawrence Connors, ministre sans portefeuille

L'honorable Georges-Étienne Dansereau, ministre sans portefeuille

L'honorable Léon Casgrain, ministre sans portefeuille

L'honorable Louis-Joseph Thisdel, ministre sans portefeuille

L'honorable Cléophas Bastien, ministre sans portefeuille

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre sans portefeuille

L'honorable François-Philippe Brais, ministre sans portefeuille

Orateurs

L'honorable Bernard Bissonnette

L'honorable Valmore Bienvenue

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

| Député | Allégeance politique | Circonscription |
|------------------------------|----------------------|----------------------------|
| ALLARD, Félix | L | Abitibi |
| BARRETTE, Antonio | UN | Joliette |
| BASTIEN, Cléophas | L | Berthier |
| BEAULAC, Polydore | L | Saint-Maurice |
| BEAULIEU, Jean-Paul | UN | Saint-Jean-Napierville |
| BEAULIEU, Joseph-Alphonse | L | Témiscouata |
| BÉGIN, Joseph-Damase | UN | Dorchester |
| BIENVENUE, Valmore | L | Bellechasse |
| BIRON, Henri-Napoléon | L | Nicolet |
| BISSONNETTE, Bernard | L | L'Assomption |
| BONVOULOIR, Émile | L | Iberville |
| BOUCHARD, François-Xavier | L | Québec |
| BOUCHARD, Téléphore-Damien | L | Saint-Hyacinthe |
| BOUCHER, Émile | L | Montréal-Saint-Henri |
| BOURQUE, John Samuel | UN | Sherbrooke |
| BULLOCK, Charles Munson | L | Shefford |
| CARON Alexis | L | Hull |
| CARON, Joseph-Georges | L | Maisonneuve |
| CASGRAIN, Léon | L | Kamouraska-Rivière-du-Loup |
| CASGRAIN, Perreault | L | Gaspé-Nord |
| CHALOULT, René | L | Lotbinière |
| CHOQUETTE, Fernand | L | Montmagny |
| COMEAU, Joseph-Jean-Léopold | L | Montréal-Verdun |
| CÔTÉ, Pierre-Émile | L | Bonaventure |
| DANSEREAU, Georges-Étienne | L | Argenteuil |
| DELAGRAVE, Charles | L | Québec-Ouest |
| DESMARAIS, Stanislas-Edmond | L | Richmond |
| DROUIN, Oscar | L | Québec-Est |
| DUBREUIL, Joseph-Émile | L | Montréal-Jeanne-Mance |
| DUFFY, William James | L | Compton |
| DUFOUR, Joseph | L | Matapédia |
| DUMAINE, Cyrille | L | Bagot |
| DUMOULIN, Jacques | L | Montmorency |
| DUPLESSIS, Maurice Le Noblet | UN | Trois-Rivières |
| DUVAL, Joseph-Odilon | L | Montcalm |
| ÉLIE, Antonio | UN | Yamaska |
| FILLION, Joseph-Ludger | L | Lac-Saint-Jean |
| FORTIN, Roméo | L | Châteauguay-Laprairie |
| FRANCOEUR, Joseph-Achille | L | Montréal-Mercier |
| FRANCOEUR, Joseph-Georges | L | Lévis |
| FRÉGEAU, Raymond-François | L | Stanstead |
| GAGNON, Henri-Louis | L | Frontenac |
| GAGNON, Onésime | UN | Matane |
| GAUTHIER, Paul | L | Montréal-Laurier |
| GIROUARD, Wilfrid | L | Arthabaska |
| GODBOUT, Joseph-Adélar | L | L'Islet |
| GOSSELIN, Henri-A. | L | Missisquoi |
| GOULET, Paul-Oliva | L | Témiscamingue |
| GROULX, Henri | L | Montréal-Outremont |
| GUERIN, Thomas | L | Montréal-Sainte-Anne |

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

| Député | Allégeance politique | Circonscription |
|-------------------------------|----------------------|------------------------------|
| GUIBORD, Edmond | L | Laviolette |
| HAMEL, Wilfrid | L | Saint-Sauveur |
| HARTT, Maurice | L | Montréal-Saint-Louis |
| HOUDE, Camillien | I | Montréal-Sainte-Marie |
| JODOIN, Claude | L | Montréal-Saint-Jacques |
| JOYAL, Dorvina-Évariste | L | Chambly |
| KIRKLAND, Charles-Aimé | L | Jacques-Cartier |
| LABBÉ, Tancrède | UN | Mégantic |
| LANGLAIS, Hormisdas | UN | Îles-de-la-Madeleine |
| LAPOINTE, Thomas | L | Wolfe |
| LAWN, Edward Charles | L | Pontiac |
| LEDUC, François-Joseph | L | Laval |
| LORRAIN, Roméo | UN | Papineau |
| MARLER, Georges Carlyle | L | Westmount-Saint-Georges |
| MATHEWSON, James Arthur | L | Montréal-Notre-Dame-de-Grâce |
| MOREAULT, Louis-Joseph | L | Rimouski |
| MORIN, Joseph-Philias | UN | Champlain |
| MORIN, Joseph-William | L | Québec-Centre |
| NADON, Joseph-Célestin | L | Gatineau |
| O'CONNOR, Dennis James | L | Huntingdon |
| PANET, Henri-Pascal | L | Rouville |
| PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny | UN | Labelle |
| PERRIER, Hector | L | Terrebonne |
| PLAMONDON, Lucien | L | Portneuf |
| POTVIN, Georges | L | Roberval |
| POULIOT, Camille-Eugène | UN | Gaspé-Sud |
| RAJOTTE, Arthur | L | Drummond |
| RENAULT, Henri-René | L | Beauce |
| ROBIDOUX, Joseph-Willie | L | Richelieu-Verchères |
| ROBINSON, Jonathan | UN | Brome |
| ROCHETTE, Edgar | L | Charlevoix-Saguenay |
| SABOURIN, Alphide | L | Vaudreuil-Soulanges |
| SAUVÉ, Delpha | UN | Beauharnois |
| SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul | UN | Deux-Montagnes |
| TALBOT, Antonio | UN | Chicoutimi |
| THISDEL, Louis-Joseph | L | Maskinongé |

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

| Circonscription | Allégeance politique | Député |
|----------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| ABITIBI | L | Allard, Félix |
| ARGENTEUIL | L | Dansereau, Georges-Étienne |
| ARTHABASKA | L | Girouard, Wilfrid |
| BAGOT | L | Dumaine, Cyrille |
| BEAUCE | L | Renault, Henri-René |
| BEAUHARNOIS | UN | Sauvé, Delpha |
| BELLECHASSE | L | Bienvenue, Valmore |
| BERTHIER | L | Bastien, Cléophas |
| BONAVENTURE | L | Côté, Pierre-Émile |
| BROME | UN | Robinson, Jonathan |
| CHAMBLY | L | Joyal, Dorvina-Évariste |
| CHAMPLAIN | UN | Morin, Joseph-Philias |
| CHARLEVOIX-SAGUENAY | L | Rochette, Edgar |
| CHÂTEAUGUAY-LAPRAIRIE | L | Fortin, Roméo |
| CHICOUTIMI | UN | Talbot, Antonio |
| COMPTON | L | Duffy, William James |
| DEUX-MONTAGNES | UN | Sauvé, Joseph-Mignault-Paul |
| DORCHESTER | UN | Bégin, Joseph-Damase |
| DRUMMOND | L | Rajotte, Arthur |
| FRONTENAC | L | Gagnon, Henri-Louis |
| GASPÉ-NORD | L | Casgrain, Perreault |
| GASPÉ-SUD | UN | Pouliot, Camille-Eugène |
| GATINEAU | L | Nadon, Joseph-Célestin |
| HULL | L | Caron, Alexis |
| HUNTINGDON | L | O'Connor, Dennis James |
| IBERVILLE | L | Bonvouloir, Émile |
| ÎLES-DE-LA-MADELEINE | UN | Langlais, Hormisdas |
| JACQUES-CARTIER | L | Kirkland, Charles-Aimé |
| JOLIETTE | UN | Barrette, Antonio |
| KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP | L | Casgrain, Léon |
| L'ASSOMPTION | L | Bissonnette, Bernard |
| LABELLE | UN | Paquette, Joseph-Henri-Albiny |
| LAC-SAINT-JEAN | L | Fillion, Joseph-Ludger |
| LAVAL | L | Leduc, François-Joseph |
| LAVIOLETTE | L | Guibord, Edmond |
| LÉVIS | L | Francoeur, Joseph-Georges |
| L'ISLET | L | Godbout, Joseph-Adélard |
| LOTBINIÈRE | L | Chaloult, René |
| MAISONNEUVE | L | Caron, Joseph-Georges |
| MASKINONGÉ | L | Thisdel, Louis-Joseph |
| MATANE | UN | Gagnon, Onésime |
| MATAPÉDIA | L | Dufour, Joseph |
| MÉGANTIC | UN | Labbé, Tancrède |
| MISSISQUOI | L | Gosselin, Henri-A. |
| MONTCALM | L | Duval, Joseph-Odilon |
| MONTMAGNY | L | Choquette, Fernand |
| MONTMORENCY | L | Dumoulin, Jacques |
| MONTRÉAL-JEANNE-MANCE | L | Dubreuil, Joseph-Émile |
| MONTRÉAL-LAURIER | L | Gauthier, Paul |
| MONTRÉAL-MERCIER | L | Francoeur, Joseph-Achille |

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

| Circonscription | Allégeance politique | Député |
|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| MONTRÉAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE | L | Mathewson, James Arthur |
| MONTRÉAL-OUTREMONT | L | Groulx, Henri |
| MONTRÉAL-SAINT-ANNE | L | Guerin, Thomas |
| MONTRÉAL-SAINT-MARIE | I | Houde, Camillien |
| MONTRÉAL-SAINT-HENRI | L | Boucher, Émile |
| MONTRÉAL-SAINT-JACQUES | L | Jodoin, Claude |
| MONTRÉAL-SAINT-LOUIS | L | Hartt, Maurice |
| MONTRÉAL-VERDUN | L | Comeau, Joseph-Jean-Léopold |
| NICOLET | L | Biron, Henri-Napoléon |
| PAPINEAU | UN | Lorrain, Roméo |
| PONTIAC | L | Lawn, Edward Charles |
| PORTNEUF | L | Plamondon, Lucien |
| QUÉBEC | L | Bouchard, François-Xavier |
| QUÉBEC-CENTRE | L | Morin, Joseph-William |
| QUÉBEC-EST | L | Drouin, Oscar |
| QUÉBEC-OUEST | L | Delagrave, Charles |
| RICHELIEU-VERCHÈRES | L | Robidoux, Joseph-Willie |
| RICHMOND | L | Desmarais, Stanislas-Edmond |
| RIMOUSKI | L | Moreault, Louis-Joseph |
| ROBERVAL | L | Potvin, Georges |
| ROUVILLE | L | Panet, Henri-Pascal |
| SAINT-HYACINTHE | L | Bouchard, Téléphore-Damien |
| SAINT-JEAN-NAPIERVILLE | UN | Beaulieu, Jean-Paul |
| SAINT-AURICE | L | Beaulac, Polydore |
| SAINT-SAUVEUR | L | Hamel, Wilfrid |
| SHEFFORD | L | Bullock, Charles Munson |
| SHERBROOKE | UN | Bourque, John Samuel |
| STANSTEAD | L | Frégeau, Raymond-François |
| TÉMISCAMINGUE | L | Goulet, Paul-Oliva |
| TÉMISCOUATA | L | Beaulieu, Joseph-Alphonse |
| TERREBONNE | L | Perrier, Hector |
| TROIS-RIVIÈRES | UN | Duplessis, Maurice Le Noblet |
| VAUDREUIL-SOULANGES | L | Sabourin, Alphide |
| WESTMOUNT-SAINT-GEORGES | L | Marler, George Carlyle |
| WOLFE | L | Lapointe, Thomas |
| YAMASKA | UN | Élie, Antonio |

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union national

Séance du mardi 24 février 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 05.

La législature ayant été prorogée le 17 mai 1941, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la troisième session de la vingt et unième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier de la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, et reviennent par la suite à la salle de l'Assemblée.

Brefs d'élection:

**Districts électoraux
de
Montréal-Saint-Jacques,
Montréal-Sainte-Anne,
Westmount-Saint-Georges
et Richelieu-Verchères**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, j'ai adressé au secrétaire de la chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Montréal-Saint-Jacques, de Montréal-Sainte-Anne, de Westmount-Saint-Georges et de Richelieu-Verchères.

Vacances dans les districts électoraux:

**District électoral
de Montréal-Saint-Jacques**

Montréal, le 20 octobre 1941

L'honorable Bernard Bissonnette, c.r.,
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec,
Montréal

M. l'Orateur,

Je, soussigné, Antonio Élie, député du district électoral de Yamaska à l'Assemblée législative de la province de Québec et je, soussigné, Roméo Lorrain, député du district électoral de Papineau à l'Assemblée législative de la province de Québec, vous informons qu'il y a une vacance à l'Assemblée législative de la province de Québec par suite du décès du député du district électoral de Montréal-Saint-Jacques, le docteur Joseph-Roméo Toupin, qui est décédé le ou vers le 2 août 1941¹.

Nous vous demandons en conséquence d'adresser votre mandat au greffier de la couronne en chancellerie afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un député à l'effet de remplir cette vacance.

Antonio Élie,
député de Yamaska

Roméo Lorrain,
député de Papineau

**Districts électoraux
de Montréal-Sainte-Anne,
Westmount-Saint-Georges
et Richelieu-Verchères**

Québec, le 12 février 1942

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec,

Nous avons l'honneur de vous notifier que les collèges électoraux de Montréal-Sainte-Anne, de Westmount-Saint-Georges et de Richelieu-Verchères

se trouvent actuellement sans représentants à l'Assemblée législative de Québec, leurs députés, les honorables MM. Francis-Lawrence Connors, George Gordon Hyde et Félix-Ernest Messier, ayant accepté des sièges au Conseil législatif de Québec.

Adélard Godbout,
député de L'Islet

J. Arthur Mathewson,
député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du secrétaire de la chancellerie les certificats d'élection suivants:

District électoral de Huntingdon

SECÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 24 février 1942

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-neuf août mil neuf cent quarante et un et adressé à M. John Smaill, cultivateur et président d'élection domicilié à Huntingdon, M. Dennis James O'Connor, entrepreneur à Huntingdon, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député de collège électoral de Huntingdon à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. James Walker Ross, décédé.

Le secrétaire de la chancellerie,
L.-P. Geoffrion

District électoral de Saint-Jean-Napierville

SECÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 24 février 1942

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-neuf août mil neuf cent quarante et un et adressé à M. Louis Lord, comptable et président d'élection domicilié à Saint-Jean, M. J.-Paul Beaulieu, comptable agréé, à Saint-Jean, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député de collège électoral de Saint-Jean-Napierville à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Alexis Bouthillier, décédé.

Le secrétaire de la chancellerie,
L.-P. Geoffrion

Présentation de nouveaux députés:

Député de Huntingdon

Le nouveau député de Huntingdon, accompagné du représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) et du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Dennis James O'Connor, député du collège électoral de Huntingdon. L'honorable député a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger².

M. l'Orateur: Que l'honorable député prenne son siège.

M. O'Connor (Huntingdon) s'avance et présente ses respects à l'Orateur par une profonde révérence. Puis, le député de Huntingdon va serrer la main de l'Orateur et des ministres et se rend à son siège.

Député de Saint-Jean-Napierville

Le nouveau député de Saint-Jean-Napierville, accompagné du représentant de Matane (M. Gagnon) et du représentant de Mégantic (M. Labbé), se rend au bureau de la Chambre.

M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Jean-Paul Beaulieu, député du collège électoral de Saint-Jean-Napierville. L'honorable député a prêté, puis souscrit

sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Que l'honorable député prenne son siège.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) s'avance et présente ses respects à l'Orateur par une profonde révérence. Puis, le député de Saint-Jean-Napierville va serrer la main de l'Orateur et des ministres et se rend à son siège.

Projets de loi:

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône³

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La guerre dans laquelle le Canada s'est engagé, il y a déjà plus de deux ans, pour défendre notre droit de vivre en liberté, a pris en ces derniers temps une tournure inquiétante. Le conflit s'est singulièrement rapproché de nous. Pendant que nous avons à protéger la côte du Pacifique, les sous-marins ennemis s'aventurent sur l'Atlantique tout près de nos rives. Le sort de notre pays est en jeu.

Le sol canadien n'aura pas de meilleurs défenseurs que nos jeunes gens de la province de Québec, qui s'entraînent actuellement dans nos camps. Par ailleurs, nos volontaires s'enrôlent en grand nombre dans l'armée, l'aviation et la marine. Il a plu au lieutenant-général McNaughton, dès son retour au Canada, de louer hautement les régiments

québécois dont il a le commandement en Angleterre et qu'il classe parmi ses unités de choix. Quant à ceux qui ne sont pas sous les armes, l'esprit qui les anime se révèle dans l'habileté et l'énergie qu'ils déploient pour activer la production du matériel de guerre. Rien ne démontre mieux à quel point tous comprennent leur devoir que les sacrifices qu'ils s'imposent, d'un commun accord, pour fournir le nerf de la guerre en souscrivant généreusement aux emprunts de la Victoire.

En s'inspirant des nécessités de l'heure pour orienter son programme économique, le gouvernement se propose d'accroître la production agricole de telle sorte que notre province soit une abondante source de ravitaillement, aussi bien qu'un arsenal, pour les nations alliées. Nos cultivateurs seront encouragés à augmenter le rendement de leurs terres, et nos colons recevront l'appui voulu pour activer leurs fructueux travaux de défrichement.

Les perspectives de l'après-guerre nous invitent à entourer des soins les plus vigilants notre domaine forestier et nos richesses hydrauliques, et à nous mettre en état de garder les marchés que notre industrie forestière aura conquis. Vous serez priés d'adopter certaines lois qui répondent aux vœux de techniciens et d'exploitants intéressés à la conservation de la forêt.

L'instruction publique, à tous ses degrés, doit rester au premier plan de nos préoccupations. D'importantes assises auront lieu au cours de l'année, et seront précédées d'un recensement qui apportera des précisions définitives sur la fréquentation scolaire. Nos instituteurs et nos institutrices pourront aussi compter sur une amélioration graduelle et constante de leur sort. La question des finances tient une large part dans nos problèmes d'enseignement. Le gouvernement s'efforce, à cet égard, d'en arriver à une solution satisfaisante.

Nos écoles techniques et nos écoles d'arts et métiers s'appliquent à former les compétences requises pour la fabrication de nos armements. L'école d'avionnerie de Cartierville et la magnifique École d'arts et métiers de Rimouski, tout récemment inaugurée, sont appelées de ce chef à jouer un rôle très utile. Elles procureront en outre aux jeunes gens, qu'il nous faudra plus tard réhabiliter dans la vie civile, les moyens de se spécialiser, et de s'ouvrir une voie dans de profitables carrières.

Nos fonctionnaires bénéficient d'un boni de vie chère qui leur permettra de traverser la crise actuelle sans que leurs familles n'aient trop à en souffrir. Pour reconnaître le mérite de tous ceux dont le dévouement et la compétence assurent le bon

fonctionnement de nos rouages administratifs, il vous sera soumis une nouvelle loi des pensions accordant au personnel de nos services extérieurs et de nos diverses commissions des avantages analogues à ceux que possèdent les membres du service intérieur.

Dans le but de protéger la santé publique, le gouvernement se propose de réglementer plus efficacement la manipulation des aliments.

Des modifications seront apportées à nos lois de chasse et de pêche pour faciliter la répression de certaines infractions et pour établir une meilleure surveillance des établissements de pisciculture.

Tout en continuant d'améliorer les routes stratégiques qui peuvent servir à la défense de notre territoire, le gouvernement s'emploiera à fournir de bons chemins à nos régions agricoles.

La situation financière de la province permet l'abolition des péages sur tous les ponts qui lui appartiennent, ainsi que sur le pont de Québec. Un projet de loi a été préparé à cette fin.

Des représentations ayant été faites au gouvernement concernant les nombreux inconvénients qu'entraîne la loi de l'assurance des maris et des parents, lorsque la femme de l'assuré est bénéficiaire, le gouvernement a l'intention de supprimer ces anomalies. Vous jugerez s'il est opportun d'adopter les amendements qu'on suggère.

L'assurance automobile soulève également des problèmes qui demandent à être étudiés.

Une refonte de la loi électorale vous sera proposée dont l'objet est d'améliorer le mode selon lequel nos listes électorales sont dressées.

Le gouvernement vous soumettra une entente qu'il a été invité à conclure avec les autorités fédérales. Cette entente est d'ordre temporaire, et la sauvegarde de nos droits constitutionnels y doit être pleinement assurée.

Divers autres projets vous seront présentés concernant les caisses populaires, les syndicats professionnels, nos lois municipales et l'administration de la justice.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes du dernier exercice seront déposés devant vous. Vous serez invités à voter les crédits que requiert le prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur plusieurs matières d'intérêt général et d'intérêt particulier.

Je prie la Providence de bénir vos travaux pour qu'ils contribuent au bien-être et au bonheur de notre population.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le discours du trône, prononcé devant les deux Chambres de la Législature soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités et que les honorables MM. Godbout, Girouard, Mathewson; et MM. Bourque, Delagrave,

Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon, Lawn, Leduc et Robinson forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre de l'Agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1941 (Document de la session no 3)

Rapport du ministre de la Colonisation

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec pour l'année finissant 31 mars 1941. (Document de la session no 4)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur les messages suivants de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

Nominations dans le service civil

M. l'Orateur lit comme suit le premier message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative une copie des arrêtés en conseil concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 24 février 1942
(Document de la session no 5)

Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit comme suit le second message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 24 février 1942
(Document de la session no 6)

Tarif établi par la loi électorale

M. l'Orateur lit comme suit le troisième message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie d'un arrêté en conseil modifiant le tarif établi par l'article 391 de la loi électorale de Québec.

Hôtel du gouvernement,
Québec, le 24 février 1942
(Document de la session no 7)

La séance est levée à 3 h 50.

NOTES

1. Selon *L'Événement-Journal* du 25 février 1942, à la page 4, "Une gerbe de fleurs violettes recouvre le pupitre du député défunt".
2. *L'Événement-Journal* du 25 février 1942, à la page 4, rapporte l'incident suivant: "M. O'Connor, dans son empressement à serrer la main de l'Orateur, n'attend pas qu'il ait été présenté avant de s'approcher du trône. M. Godbout doit le retenir par

la manche de son veston, pendant qu'il annonce à l'Orateur que le nouveau député a prêté le serment prescrit par la loi."

3. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 5, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône.

Séance du mercredi 25 février 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Malartic, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion de territoire (M. Allard);
- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder certaines commutations de taxes (M. Beaulieu, Saint-Jean-Napierville);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bourque);
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi concernant ses finances (M. Comeau);
- de The Royal Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli (M. Casgrain, Gaspé-Nord);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette);
- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Duffy);
- de Les Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);
- de la Corporation de Prêt et Revenu, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Delagrave);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);
- de la Fraternité du Tiers-Ordre et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le legs de feu Dame Mochon-Lassonde (M. Delagrave);
- de Roméo-Édouard Demers, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'ingénieur civil après examen (M. Francœur, Lévis);
- de Arthur Tourville et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Tourville (M. Gauthier);

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goulet);

- de la colonie de vacances Jeanne d'Arc, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Gauthier);

- de The Hebrew Consumptive Aid Association of Canada Inc., demandant l'adoption d'une loi incorporant le Jewish Hospital of Hope (M. Hartt);

- de Jean-Michel Landau, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom (M. Robinson);

- des Pères Blancs missionnaires d'Afrique, demandant l'adoption d'une loi amendant leur loi corporative (M. Morin, Québec-Centre);

- de la Corporation de village de Princeville et des commissaires d'écoles de Stanfold, demandant l'adoption d'une loi les concernant (M. Rajotte);

- de M. l'abbé George-Étienne Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Centrale de Chicoutimi (M. Talbot).

Rapports du comité spécial:

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des règlements:

Président: M. Delagrave.

Les honorables MM. Bastien, Côté, Dansereau; MM. Bullock, Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Dumaine, Gagnon (Matane), Gauthier, Langlais, Potvin, Robinson, Talbot.

Nombre de membres: 15.

Quorum: 4.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Leduc.

Les honorables MM. Godbout, Casgrain, Girouard, Mathewson; MM. Barrette, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bourque,

Bullock, Caron (Hull), Desmarais, Duplessis, Francœur (Lévis), Gosselin, Guibord, Hartt, Kirkland, Lorrain, Morin (Québec-Centre), Panet, Paquette, Rajotte, Robinson.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 5.

Comité permanent des privilèges et élections:

Président: M. Boucher.

Les honorables MM. Bastien, Drouin; MM. Allard, Beaulac, Biron, Caron (Maisonnette), Comeau, Duffy, Dufour, Duplessis, Fortin, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Goulet, Joyal, Lawn, Moreault, O'Connor, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot.

Nombre des membres: 23

Quorum: 5.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Dumoulin.

Les honorables MM. Godbout, Bastien, Bouchard, Casgrain, Côté, Dansereau, Drouin, Girouard, Groulx, Hamel, Mathewson, Perrier, Rochette, Thisdel; MM. Allard, Barrette, Beaulac, Beaulieu (Saint-Jean), Beaulieu (Témiscouata), Bégin, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bourque, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Duplessis, Duval, Élie, Fillion, Fortin, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Gosselin, Goulet, Guibord, Hartt, Houde, Joyal, Kirkland, Labbé, Langlais, Lapointe, Lawn, Leduc, Lorrain, Moreault, Morin (Champlain), Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Panet, Paquette, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robinson, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot.

Nombre des membres: 81.

Quorum: 10.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Dumaine.

Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Drouin, Perrier, Thisdel; MM. Biron, Bouchard (Québec-Comté), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Delagrave, Dubreuil, Duval, Élie, Fillion, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Joyal, Kirkland, Lapointe, Nadon, Plamondon, Rajotte, Renaud, Talbot.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 5.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: l'honorable M. Godbout.

Les honorables MM. Bastien, Casgrain, Hamel, Thisdel; MM. Allard, Barrette, Beaulieu (Saint-Jean), Beaulieu (Témiscouata), Bégin, Bonvouloir, Bullock, Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Desmarais, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Élie, Fillion, Fortin, Francœur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gosselin, Goulet, Joyal, Labbé, Langlais, Lapointe, Lawn, Lorrain, Moreault, Morin (Champlain), Nadon, O'Connor, Panet, Paquette, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robinson, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot.

Nombre des membres: 51.

Quorum: 5.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Choquette.

Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Mathewson, Rochette; MM. Beaulieu (Saint-Jean), Bégin, Bienvenue, Boucher, Bourque, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Francœur (Montréal-Mercier), Gauthier, Leduc, Lorrain, Talbot.

Nombre des membres: 22.

Quorum: 7.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: l'honorable M. Girouard.

Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Côté, Drouin, Groulx, Mathewson; MM. Allard, Barrette, Beaulieu (Saint-Jean), Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Boucher, Bourque, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Francœur (Montréal-Mercier), Gagnon (Matane), Gauthier, Hartt, Kirkland, Labbé, Leduc, Moreault, Morin (Québec-Centre), Paquette, Plamondon, Potvin, Renault, Robinson, Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot.

Nombre des membres: 41

Quorum: 7.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Dubreuil.

Les honorables MM. Dansereau, Drouin, Groulx, Hamel; MM. Barrette, Beaulac, Bégin, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Bourque, Caron (Maisonnette), Choquette, Comeau, Desmarais, Duffy, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-

Mercier), Frégeau, Gagnon (Matane), Gosselin, Goulet, Hartt, Houde, Langlais, Lawn, Leduc, Lorrain, Morin (Champlain), Sauvé (Beauharnois).

Nombre des membres: 30.

Quorum: 7.

Comité permanent des impressions législatives:

Les honorables MM. Bouchard, Mathewson, Côté; MM. Bégin, Bourque, Dumaine, Gosselin, Lawn, Lorrain, Morin (Québec-Centre), Renault.

Comité permanent de la Bibliothèque:

Les honorables MM. Casgrain, Girouard, Groulx, Perrier; MM. Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Duffy, Dumoulin, Gauthier, Lawn, Paquette, Potvin, Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot.

Le rapport est adopté.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Dumoulin (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Huntingdon (M. O'Connor), que l'adresse suivante soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Dumoulin (Montmorency)¹: M. l'Orateur, le discours du trône porte la grave empreinte des événements mondiaux. En septembre 1939, au début des hostilités, nous étions sceptiques quand on nous parlait des risques d'invasion. Pareil optimisme n'est plus de mise. Le pays fait face à une situation qui ne peut plus être abordée avec optimisme. L'entrée en guerre du Japon, et les victoires initiales remportées par leurs armes laissent planer une redoutable et constante menace sur notre littoral du Pacifique.

Au large de Halifax, près de nos côtes, les sous-marins nazis ont déjà coulé 15 vaisseaux de guerre alliés. Chaque semaine, nos voisins et alliés doivent déplorer dans leurs eaux territoriales des pertes maritimes provenant de la même cause. Ceci

nous amène à voir la guerre avec beaucoup plus de réalité.

Depuis 100 ans, le Canada avait été soustrait aux épreuves de la guerre. Le Canada, jusqu'ici, assuré contre les menaces d'invasion, doit maintenant préparer la défense de son sol. Notre sol a été épargné, et c'est avec une certaine curiosité que, dans nos heures de loisir, nous relisons de sanglants récits de bataille. Mais les nations totalitaires sont venues. Les événements survenus depuis la dernière session en Chambre nous amènent à constater douloureusement que les océans ne sont désormais plus des barrières pour les nations en raison des incessants progrès d'une science meurtrière, et l'avidité féroce de ces dernières nous a infligé un dur éveil. Certes, nous prions tous pour que nous soyons épargnés des horreurs qui ne sont pas ménagées au reste des peuples. Mais, sur ce point essentiel, nos espérances et nos vœux ne suffiront pas à conjurer le péril.

L'élémentaire sagesse ne doit-elle pas consister à nous aider nous-mêmes, si nous entendons mériter l'aide céleste? Depuis deux ans, nos gens se sont d'ailleurs convaincus de cette inéluctable nécessité. Les Canadiens accomplissent des merveilles et se montrent dignes de leur passé glorieux. Pour faire face au danger qui menaçait la patrie canadienne, les fils du Québec, plus particulièrement, ont pris les armes. Elle peut compter sur leur dévouement et je dirai, sans crainte d'erreur, que le soldat, d'origine québécoise, sera à la hauteur de la situation. Il justifiera son titre d'aïnesse, qu'il fasse de l'aviation, de la marine ou des armées de terre. Chez nous, l'enrôlement volontaire ne cesse de progresser, et s'avère satisfaisant; c'est pourquoi il n'y a aucune raison de le changer. Il assure ainsi aux forces du Canada des éléments virils qui, par leur fidélité au devoir et leur bravoure tenace, sauront inscrire au "Livre d'Or" de la nation des pages dignes de figurer à la suite des bulletins héroïques de Vimy et de Courcellette.

Sans doute l'effort le plus rude, le sacrifice le plus entier sont la part des combattants. La meilleure façon dont le Canada puisse servir la cause des nations unies, c'est encore en produisant les outils de la victoire. Comme chacun le sait, les conflits actuels sont aussi et surtout des luttes d'usines aux dictateurs qui disposent de la production européenne presque tout entière; il faut opposer le rendement conjoint des deux États nord-américains. Si la fabrication du matériel de guerre aux États-Unis l'emporte sous le rapport quantitatif, l'usinier canadien tient le coup quant à la qualité.

Nos artisans sont en tout point à la hauteur de la tâche et leur ardeur au travail atteste qu'ils comprennent bien l'importance vitale de leur rôle. Il est, toutefois, une branche de l'activité humaine, l'agriculture, où nous puissions concurrencer nos puissants voisins du sud. Le Canada a fait un effort considérable, où il n'a rien épargné, tant dans les domaines industriel que militaire et agricole. Un pays comme le nôtre, tout compte fait d'une coopération militaire presque disproportionnée à ses ressources, peut et doit se demander si le meilleur mode d'aider ses alliés ne serait pas, dorénavant, de leur procurer des armes et des vivres.

Pour clore ce résumé imparfait de l'effort de guerre, je mentionnerai qu'il est tout à fait légitime de se demander si notre meilleure contribution à la cause alliée n'est pas celle des armes et des denrées alimentaires, sans oublier la généreuse aide financière que nous fournissons depuis 1939. Les généreuses souscriptions aux emprunts de la Victoire proviennent de toutes les classes sociales, des riches comme des moins riches et même des presque pauvres. Il s'agit du salut d'un ordre de choses qui, malgré les critiques souvent fondées que l'on formule à son égard, nous procure la plus grande somme possible de liberté civile, politique et intellectuelle. Pour une cause pareille, les cœurs et les bourses se sont ouverts.

Je regrette, M. l'Orateur, que les conditions du moment m'aient imposé le devoir de préfacer ces très modestes remarques d'allusions à la lutte cruelle qui nous atteint dans nos affections, dans nos personnes et nos biens. Le Canada français n'épargnera rien pour mériter la victoire et rétablir la paix. Qu'il me soit permis d'espérer que les prochains 12 mois verront luire l'aurore d'une paix victorieuse et chrétienne, d'une paix non pas uniquement politique, mais plus sociale, et s'inspirant de la morale pour le moins autant que des cupidités matérielles.

Du point de vue canadien, la guerre offre cependant déjà cet avantage de resserrer l'unité entre les groupes ethniques du pays. Nous en trouvons, je crois, des indices probants dans une expression récente et simultanée de l'opinion québécoise et ontarienne lors des élections complémentaires. Ensemble, le même jour et à même heure, le Haut et le Bas-Canada ont proscriit, de façon non équivoque, l'exploitation des préjugés. Ce résultat réconfortant, cette double victoire de l'entente cordiale, semble, en quelque sorte, la consécration posthume de l'œuvre d'apaisement et de mutuelle compréhension à laquelle le regretté ministre de la Justice, le très

honorables Ernest Lapointe, avait consacré sa longue et brillante carrière de patriote et d'homme d'État.

Il convient d'adapter tout notre programme administratif aux conditions actuelles que la guerre nous impose. Il n'est donc pas étonnant que l'agriculture figure au premier plan des préoccupations gouvernementales. Il importe à notre province de stimuler la production agricole.

Le développement de notre industrie terrienne, que le gouvernement va encourager, assurera aux travailleurs du sol des bénéfices sensiblement augmentés et leur permettra de s'assurer des marchés nouveaux dont ils conserveront le contrôle après la fin de la guerre. Le gouvernement s'est efforcé de témoigner aux agriculteurs l'intérêt que mérite leur dur et indispensable labeur. Ainsi le ministère de l'Agriculture s'est fait un devoir de venir en aide aux cultivateurs pour le transport du foin dans les districts sévèrement atteints par la sécheresse de la saison dernière. Un mandat spécial de \$25,000 fut autorisé à cette fin; un autre mandat de \$50,000 a été consenti pour alléger le fardeau des agriculteurs dont les immeubles furent incendiés ou dont les récoltes avaient subi les atteintes du vent et de la grêle.

Le mouvement coopératif n'a cessé de progresser dans tous les domaines. L'année dernière a vu naître 41 nouvelles coopératives agricoles. La province en compte aujourd'hui 415 coopératives locales dont les chiffres annuels d'affaires globales, du nombre total de ces entreprises, s'élèvent à \$20,000,000.

Une nouvelle industrie, celle du lin, a reçu une extension considérable, et, dans le cours de 1941, la superficie affectée à cette culture d'emblavure est passée de 12,000 à 30,000 acres. À Saint-Hilaire sur les bords du Richelieu, on construira bientôt une usine pour fabriquer chaque année 54,000,000² de livres de sucre de betterave par an. L'outillage a déjà été acheté et la construction de la manufacture commencera sous peu.

La Commission du drainage a également donné des résultats fort encourageants. Enfin, je mentionnerai qu'une somme de \$700,000 fut payée aux producteurs de fromage à raison de 2 cents la livre. Cette subvention eut pour résultat d'augmenter de 5 % la production fromagère en dépit de la sécheresse qui avait considérablement diminué le rendement des pâturages.

Le gouvernement de la province tient pour acquis que la colonisation est le complément naturel de l'agriculture, et il ne ménage rien pour mettre au service des colons un outillage mécanisé qui leur

évite les plus pénibles efforts et accroît d'autant leur chance de succès, et il fait tout en son possible pour aider à l'expansion de la colonisation chez nous, dont: inauguration de l'équipement mécanisé dans la colonisation; aide financière aux cultivateurs ruinés par l'incendie ou la sécheresse; création de 14 nouveaux centres d'initiation artisanale.

Puis, il énumère les principaux projets annoncés dans le discours du trône: transfert au gouvernement fédéral des droits de perception sur l'impôt provincial du revenu et de la taxe sur les corporations; préparation des listes électorales; extension aux fonctionnaires des services extérieurs des bénéfices du fonds de pension; aide à l'hygiène; aux établissements de pisciculture, etc.

Il souligne que notre province est l'une des plus riches du pays en forêts et en cours d'eau. Les pouvoirs publics s'occupent également de protéger nos ressources naturelles. Le ministère des Terres et Forêts voit, en particulier, à protéger nos forêts contre le feu, les maladies cryptogamiques et les insectes. Il suggère qu'après la guerre, on confie à des militaires l'aménagement intensif de nos bois, facilitant ainsi le problème social de la réadaptation.

Il parle du récent congrès forestier de Duchesnay auquel prirent part des représentants de l'industrie forestière, grande et petite. Le gouvernement, dit-il, va procurer à l'industrie forestière une certaine stabilité. Il mentionne la commission Renault créée par le gouvernement pour s'enquérir des prix payés aux cultivateurs et aux colons pour leur bois de pulpe.

Il souligne aussi des activités gouvernementales dans le domaine de l'éducation. Depuis 12 mois, nos quatre écoles techniques et nos 14 écoles d'arts et métiers ont formé un grand nombre de techniciens et de spécialistes. En outre, 14 centres d'initiation artisanale ont été fondés. Et, il y a eu agrandissement et construction de nouvelles écoles d'arts et métiers, Écoles techniques, etc. Si nous ajoutons à ceci l'avionnerie de Cartierville, on peut dire que les nouvelles institutions constituent un précieux acquis. Mais cet aspect utilitaire du problème n'est pas tout.

Dans l'ordre matériel, le premier devoir de la société et des autorités compétentes est de collaborer avec les parents et les éducateurs à la formation de la jeunesse. Ici encore les meilleures dispositions doivent tenir compte des disponibilités financières et, par bien des côtés, la question de l'éducation devient un problème fiscal. En est-il un plus saisissant exemple que le salaire trop souvent dérisoire accordé aux institutrices?

Le traitement de nos institutrices est dérisoire. Mais les déclarations récentes du premier ministre et du secrétaire d'État laissent prévoir que bientôt, elles verront leur sort s'améliorer. Il applaudit à ces déclarations à l'effet que rien ne sera épargné en vue d'améliorer, de façon régulière et persévérante, le sort des institutrices à la campagne. Même problème dans les grandes villes, et le gouvernement verra à atténuer autant que possible le fardeau et les ennuis des commissions scolaires et particulièrement ceux de Montréal. Il est périlleux de tolérer l'aggravation de l'état actuel des choses. Est-ce que le gouvernement propose des méthodes qui devront être employées pour atténuer le plus possible le fardeau et les inquiétudes des commissions scolaires de Montréal?

Il rappelle pour quelles raisons le gouvernement a accordé un boni de vie chère aux serveurs de l'État. L'anomalie injuste, qui privait le personnel dévoué des services extérieurs et des diverses commissions du bénéfice de la pension de retraite, disparaîtra. Il félicite le gouvernement d'inclure ainsi ce personnel sur les listes des employés qui recevront ce boni de vie chère. La protection tutélaire de la pension s'étendra dorénavant à toutes les classes du fonctionnarisme civil.

À cet endroit de mes remarques, on ne m'en voudra pas d'aborder un thème serein et reposant: la fondation prochaine d'un conservatoire national de musique. "Qui de nous n'a cherché le calme dans un chant!" écrivait Victor Hugo. M. l'Orateur, nous aurons, à ce qu'il paraît, de la musique et des chansons, de la pièce classique à la mélodie populaire, sans omettre les refrains du terroir. Le dieu qui nous assurera ces loisirs euphoniques, comme eût dit Virgile, n'est autre que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), qui fait preuve, en l'espèce, d'une prévoyance subtile et éclairée.

Maintenant que l'ordonnance 74 sur les loyers en décrète le renouvellement automatique, sans classer parmi des motifs de résiliation l'exercice même abusif des facultés musicales, il semble prudent d'effectuer, au sein de quelque luxueux conservatoire, la ségrégation de ces nobles et sonores talents. J'ose croire que ces messieurs de la gauche voudront s'unir à leurs collègues de la droite pour voter des crédits uniquement destinés à l'harmonie. N'étant pas mélomane, je ne sais trop ce que l'on proposera à l'attention des élèves, mais je ne saurais taire le vœu qu'un maître humanitaire enseigne à ses disciples, sur un rythme et une orchestration renouvelée, le prélude du concert européen.

Une seconde mesure ralliera, je présume, l'unanimité des suffrages: la suppression des péages sur les ponts provinciaux. Le désarroi des finances obligea le gouvernement à créer des sources de revenus additionnelles au lendemain de la prise du pouvoir. Mais aujourd'hui, en moins de deux ans et demi, par la pratique d'une judicieuse économie, et une sage et bonne administration, le gouvernement actuel a rétabli l'équilibre de l'assiette financière. À tel escient qu'il peut abolir totalement les taux de péage sur les ponts, qui annonçaient mal notre province auprès de la classe des touristes.

(Applaudissements)

La mesure facilitera les communications dans la province et contribuera au développement de l'industrie du tourisme. Le comté de Montmorency, qui comprend l'Île d'Orléans, est particulièrement sensible à cette populaire innovation. Redevables du superbe pont de l'Île d'Orléans à un homme d'État, l'honorable Alexandre Taschereau, qui les représenta pendant 36 ans à la Législature, les électeurs de Montmorency sont heureux de remercier avec un vif plaisir, à l'instar d'ailleurs de tous les contribuables de la province, l'honorable premier ministre (M. Godbout) d'avoir ajouté la gratuité à l'utilité.

Pour faire face aux dépenses de guerre, le fédéral fait appel aux provinces, les invite à lui déléguer, pour la durée des hostilités, leurs droits fiscaux. C'est un sacrifice réel que de consentir au prêt de ces prérogatives provinciales. Mais il s'agit du non-exercice passager d'une assez faible partie de l'autonomie provinciale, dans le dessein de collaborer à la sauvegarde de l'autonomie du pays tout entier. La Législature de Québec consentira à céder au gouvernement fédéral, pour la durée de la guerre, les taxes provinciales du revenu et des corporations, mais comme nous voulons conserver l'autonomie de la province, ce sacrifice ne sera que temporaire.

Nous y consentirons à regret malgré sa nature transitoire, mais par devoir patriotique, avec l'assurance formelle et catégorique que ces pouvoirs de prérogatives fiscales feront retour au patrimoine provincial, dès l'instant qu'ils ne seront plus indispensables à la défense de la patrie canadienne. Nous accepterons de collaborer ainsi avec l'autorité fédérale dans les mesures destinées à prévenir l'inflation.

Ces précautions, au surplus, sont d'ordre judiciaire, et seuls les avocats sauraient s'en plaindre. Or, il est notoire, M. l'Orateur, que sur cette terre d'exil, où la logique défaille fréquemment, quand les avocats se plaignent, le public se réjouit.

Il énumère quelques mesures que le gouvernement entend prendre pour protéger la santé publique. Il se dit heureux de ces mesures. Il affirme qu'il y aura lieu de modifier quelque peu les lois de chasse et de pêche de manière à mieux réprimer des excès fort nuisibles. Il félicite le gouvernement pour sa politique de voirie qui peut maintenant reprendre, grâce au bon état du Trésor, le travail inauguré sous le régime Gouin et intensifié par l'administration Taschereau.

Il note les changements que le gouvernement a l'intention de faire dans la loi des assurances. Les articles 1265 et 1301 du Code civil sanctionnent le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales et la prohibition faite à la femme mariée de s'obliger avec ou pour son mari, sauf en sa qualité de commune. Le chapitre 244 des Statuts de Québec, par ailleurs, permet, sous certaines conditions, au mari d'assurer sa vie pour le bénéfice de son épouse et de ses enfants. Cette dérogation au droit commun reste soumise dans ses modalités organiques aux stipulations de la loi générale. Ainsi l'époux ne saurait renoncer aux chances de survie, qui, se réalisant, en feront le bénéficiaire de l'assurance.

La femme, de son côté, ne peut valablement cautionner les dettes du mari par des emprunts grevant ses chances éventuelles à l'assurance. Exception faite des assurances, le législateur romain avait prévu ce cas précis où l'épouse devient la victime de son inexpérience ou de sa trop grande bonté. À ce qu'on prétend, les péripéties de la vie contemporaine s'accroissent mal de cette prévoyance antique. Les créanciers, les maris et les épouses nous font l'honneur de croire que notre sagesse l'emporte sur celle des jurisconsultes de Rome. Nous accorderons aux dames ce redoutable cadeau qui substitue l'espérance à la réalité.

Il déplore la disparition de trois députés, le député de Saint-Jean-Napierville (M. Bouthillier), le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Toupin) et le député de Huntingdon (M. Ross). Il félicite les nouveaux représentants du peuple, le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) et le représentant d'Huntingdon (M. O'Connor) qui est le second de l'adresse.

D'autres députés sont partis. Ils siègent maintenant au Conseil: MM. Frank Connors, Messier et Gordon Hyde. Il leur offre les félicitations de la Chambre. Il déplore enfin la maladie des députés de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) et de Trois-Rivières (M. Duplessis) et leur souhaite un prompt retour.

La sage administration du gouvernement préserve la paix sociale dans cette province et assure le maintien de la prospérité privée. Pour la tâche qu'ils accomplissent, tous les ministres méritent des félicitations et plus spécialement encore l'honorable premier ministre (M. Godbout). Je n'infligerai à la modestie du premier ministre qu'une allusion très brève à l'admiration que nous inspirent les dons intellectuels que la Providence lui a si généreusement départis. Je me permettrai cependant de dire que l'inlassable patience, la sérénité et la courtoisie parfaites de M. le premier ministre lui ont gagné à l'affection profonde du public des titres que peu d'hommes d'État ont su acquérir.

(Applaudissements)

Parmi les inquiétudes de tous les instants dont nous sommes assiégés, nous éprouvons ce réconfort d'être dirigés par des administrateurs compétents et uniformément probes. Selon la formule usitée devant les cours d'appel: "À ces causes et pour toutes autres qu'il plaira de suppléer", j'ai l'honneur d'inviter la Chambre à manifester au gouvernement une confiance méritée en lui proposant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

(Applaudissements)

M. O'Connor (Huntingdon)³ débute en évoquant la mémoire de deux anciens députés de son comté décédés depuis la dernière session, M. John J. Ross, dont le décès prématuré dans un incendie ayant détruit sa maison, a donné lieu à des élections partielles, et l'honorable Martin B. Fisher, qui a siégé pendant plusieurs années à titre de trésorier de la province sous le gouvernement Duplessis et qui était, avant son décès, membre du Conseil législatif. M. Fisher et lui-même ont connu quelques différends sur certaines questions politiques, mais le défunt trésorier de la province était toutefois un homme qui avait consacré sa vie aux intérêts de son pays, dit-il.

Je suis très honoré d'avoir à prononcer mon "maiden speech" comme député de Huntingdon, dans une pareille occasion, en cette Chambre législative où les députés de langue française et ceux de langue anglaise sont unis comme un seul homme dans leur amour de la patrie. Tous, ils sont animés d'une même volonté de démontrer à tout le Canada ce que signifie une absolue et effective unité nationale.

Il est, explique-t-il, d'autant plus à l'aise pour parler de l'unité nationale que le comté qu'il représente est formé d'un nombre égal de Canadiens français et de Canadiens anglais, qu'ils vivent dans la plus complète et parfaite harmonie, bien que chaque groupe ethnique reste profondément attaché à ses

coutumes, à ses traditions et à sa langue. Puis-je ajouter que, justement, cette chose est possible parce que nous nous respectons et parce que nous nous comprenons. Et, M. l'Orateur, cela constitue un exemple qui pourrait être facilement suivi dans chaque province, partout dans ce vaste dominion que Dieu a donné en héritage à tous les Canadiens.

La lutte soutenue par tous les Canadiens contre les puissances fascistes et contre l'hitlérisme sur tous les fronts, sur terre, sur mer et dans les airs, nous unit davantage et a raffermi encore l'édifice construit en 1867. Le conflit engagé est terrible, mais cependant, nous pouvons espérer avec confiance le jour où la Grande-Bretagne et les nations sœurs, avec l'aide des puissances alliées, sauront triompher de l'ennemi.

Le jour de la victoire viendra, non seulement de la victoire sur nos ennemis communs, mais aussi celui du triomphe de l'unité canadienne. Car la guerre rassemble plusieurs groupes ethniques du Canada. Une telle victoire annoncera une ère nouvelle de prospérité et d'unité dans tout le Canada.

Le jour arrivera où nous vaincrons non seulement nos ennemis, mais où nous aurons une unité canadienne parfaite dans la diversité, d'un océan à l'autre, ce qui caractérisera notre cher pays parmi les nations du monde, et nous pouvons prévoir le jour où, avec nos alliés, nous sortirons vainqueurs de la crise qui bouleverse le monde et menace de le détruire.

Une fois de plus, la province de Québec a fait ses preuves. Elle fait plus que sa part avec un esprit de générosité sans égal. Nos jeunes gens se sont enrôlés et s'enrôlent toujours en nombre plus considérable. Nos industriels, nos experts, nos ouvriers et nos cultivateurs fournissent, à nos troupes ici et outre-mer et à nos alliés, tous les matériaux de guerre et tous les approvisionnements en abondance. Québec est devenu l'une des principales sources de ravitaillement et un des arsenaux les plus productifs de la Grande-Bretagne et de ses dominions éloignés.

En dépit de la guerre, notre province marche de l'avant dans tous les domaines. L'enseignement technique, pour ne citer que celui-là, se développe aussi bien que celui des sciences, des lettres et des arts. Des lois sociales sont adoptées, qui font de Québec un des coins de terre les plus civilisés du monde. Des mesures spéciales sont prises dans la classification, la préparation et la manipulation des vivres, de façon à ce qu'ils atteignent le consommateur dans le meilleur état possible, ce qui fait que notre standard de vie n'est inférieur à celui d'aucune autre nation.

La législation qui nous sera soumise au cours de la présente session répond exactement à nos besoins. C'est une législation constructive, bien conçue. Dois-je citer la nouvelle loi du service civil accordant aux fonctionnaires du service extérieur aussi bien que diverses commissions les mêmes avantages qu'à ceux du service extérieur? Dois-je citer les amendements apportés dans la répression des infractions à la loi de chasse et de pêche et au contrôle des établissements de pisciculture? Dois-je parler de la politique rationnelle d'amélioration des grandes routes aussi bien que des routes rurales? Comment ne pas parler de la sage administration des finances provinciales qui a permis de mettre fin à l'ère des déficits et permet au gouvernement d'abolir les péages sur les ponts de la province, même sur le pont de Québec? En protégeant notre gibier et les poissons de nos eaux, en construisant de nouvelles routes, en abolissant les péages sur les ponts, la province prouve que rien n'est négligé pour assurer le bon développement de notre économie domestique.

Il exprime son approbation quant aux autres mesures annoncées lors du discours du trône en démontrant l'intention du gouvernement de stimuler le progrès dans tous les secteurs de l'administration publique. Le gouvernement ne se soustrait pas à son devoir. Il a décidé d'amender des lois très importantes et essentielles pour se conformer au progrès. Et cela est évident pour la réforme de la loi électorale, pour la coopération qu'il fournit aux autorités fédérales afin d'éviter l'inflation et pour s'adapter à la politique de guerre du pays, sans affecter les droits et l'autonomie de la province.

(Applaudissements)

Le sort de la province est entre bonnes mains et il seconde en terminant l'adresse au discours du trône.

M. Gagnon (Matane) Je propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 4 heures⁴.

NOTES

1. Le discours de M. Dumoulin dure 35 minutes, selon *Le Soleil* du 26 février 1942, à la page 3.

2. Selon *Le Devoir* du 26 février 1942, à la page 6: 45,000,000 de livres de betteraves.

3. Le discours de M. O'Connor dure 5 minutes, selon *Le Canada* du 26 février 1942, à la page 8.

4. À 4 h 30, selon *Le Canada* du 26 février 1942, à la page 8.

Séance du jeudi 26 février 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur¹: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boucher);
- de Dame Lucie-Florence Riegler, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'adoption d'une loi décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid (M. Boucher);
- de The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boucher);
- de Marguerite L. Redmond et de Charles James Redmond, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James Redmond (M. Boucher);
- de Albani Boudrias, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de l'art dentaire, après examen (M. Dumoulin);
- de la corporation du village de la municipalité de Saint-Jean de Boischatel, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Dumoulin);
- de la corporation du village de la municipalité de l'Ange-Gardien, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Dumoulin);
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi lui donnant la permission d'emprunter et amendant sa charte (M. Francœur, Montréal-Mercier);
- de Gaston-P. Sainte-Marie, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'ingénieur civil après examen (M. Francœur, Montréal-Mercier).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Malartic, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion de territoire (M. Allard);
- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder certaines commutations de taxes (M. Beaulieu, Saint-Jean-Napierville);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bourque);
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi concernant ses finances (M. Comeau);
- de The Royal Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli (M. Casgrain, Gaspé-Nord);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette);
- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Duffy);
- de Les Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);
- de la Corporation de Prêts et Revenu, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Delagrave);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);
- de la Fraternité du Tiers-Ordre et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant legs de feu Dame Mochon-Lassonde (M. Delagrave);
- de Roméo-Édouard Demers, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'ingénieur civil après examen (M. Francœur, Lévis);
- de Arthur Tourville et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Tourville (M. Gauthier);
- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goulet);
- de la colonie de vacances Jeanne d'Arc, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Gauthier);
- de The Hebrew Consumptive Aid Association of Canada Inc., demandant l'adoption d'une loi incorporant Hospital of Hope (M. Hartt);
- de Jean-Michel Landau, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom (M. Robinson);
- des Pères Blancs missionnaires d'Afrique, demandant l'adoption d'une loi amendant leur loi corporative (M. Morin, Québec-Centre);
- de la corporation de village de Princeville et des commissaires d'écoles de Stanfold, demandant l'adoption d'une loi les concernant (M. Rajotte);

- de M. l'abbé Georges-Étienne Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Centrale de Chicoutimi (M. Talbot).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que le nombre des membres du comité des comptes publics soit porté à 23 et que le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) soit nommé membre de ce comité.

Adopté.

Questions et réponses:

Entente fiscale avec le gouvernement

M. Gagnon (Matane): Le ministre des Finances à une question d'un député de l'opposition a promis de déposer sur la table du greffier de la Chambre la correspondance échangée entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral relativement à l'entente qui permettra à Ottawa de percevoir, pour la durée de la guerre, l'impôt sur le revenu et les taxes sur les corporations, en échange d'une allocation qui équivaut à un remboursement intégral. Est-ce que le premier ministre aurait l'obligeance de nous dire s'il va déposer sur le bureau de la Chambre cette correspondance? Une demande dans ce sens a été faite aux Communes fédérales et il est donc convenable que la même chose se fit à la Législature. C'est là un problème que mentionne le discours du trône et la discussion sur ce point serait grandement facilitée par la production des lettres échangées.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je déposerai les ententes et toute la correspondance qui s'y rapporte. Elle est très volumineuse. Nous les produirons aussitôt qu'elles pourront être transcrites; peut-être demain ou lundi.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 25 février dernier,

sur la motion proposée par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Gagnon (Matane)² déclare qu'il entend formuler des critiques sages, modérées, constructives et nuancées. Je tiens à complimenter, dit-il, les deux parrains de l'adresse le député de Montmorency (M. Dumoulin) et le député d'Huntingdon (M. O'Connor). Ils se sont acquittés de leur tâche de façon heureuse. J'ai cependant remarqué que, malgré leurs talents, ils n'ont pu trouver dans le discours du trône l'inspiration qui leur permit de parler beaucoup plus qu'une demi-heure: le premier 35 minutes, et le second, à peine 10 minutes.

De mémoire d'homme, je crois que jamais les discours du proposeur et du secondeur n'ont été aussi brefs.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): C'est un excellent exemple à suivre. (Rires)

M. Gagnon (Matane): Oui, mais peut-être devons-nous attribuer cette brièveté à l'extrême maigreur du menu de la session offert à la Chambre par le gouvernement qui exigea si peu de commentaires sur les œuvres du gouvernement. J'espère que cette maigreur n'a pas été inspirée par la nouvelle recette diététique préconisée par le premier ministre, qui nous demande de manger de la viande de cheval, cet aliment réparateur.

Nos amis d'en face seront reçus ce soir à un dîner d'État à Spencer Wood³ où ils goûteront à l'hospitalité proverbiale de notre lieutenant-gouverneur. J'espère que les cuisiniers du domaine que le premier ministre devait abolir suivront ses suggestions, pour lui être agréables, et qu'ils serviront du filet mignon de cheval à tous les commensaux. Un filet tiré de la cuisse de "Bouleau de Gambermont", par exemple. C'est le cheval importé du premier ministre.

Je regrette l'absence momentanée de notre chef, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis)⁴, qui joue un rôle si important en cette Chambre, et qu'une intervention chirurgicale a cloué sur un lit d'hôpital. Nous sommes heureux de savoir qu'il est en pleine voie d'un rétablissement complet et, en attendant de venir reprendre son siège, il est déjà en mesure de nous diriger de ses conseils. Sa convalescence lui permet de dispenser à ses collègues les lumières de son expérience. C'est un homme qui a déjà rempli une carrière remarquable mais qui n'a pas fini de rendre service à sa province et à son pays. Nous ne pouvons que déplorer son absence.

Le chef de l'opposition a rendu de grands services à la province depuis qu'il a siégé en cette Chambre pour la première fois en 1927. Il a conduit son parti à la victoire en 1936 et il a été premier ministre de sa province. Après avoir été défait en 1939, il mènera encore son parti vers la victoire. Il importe de se rappeler qu'il n'a eu contre lui que 53 % des votes donnés. Notre chef n'a subi qu'une défaite temporaire, dans les circonstances que l'on sait. Tout le monde est maintenant convaincu que, dans un bref délai, il lui appartiendra encore de conduire son parti à la victoire, pour le plus grand bonheur du Québec. D'ici son retour, nous nous efforcerons de ne pas démeriter, de présenter une critique sage, modérée et nuancée.

Je regrette aussi l'absence du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), dont j'ai appris la maladie et qui vient d'être opéré à Miami. J'étais inquiet lorsque j'ai lu que son médecin de Montréal avait été soudainement appelé au chevet du ministre dans les États du sud. Espérons qu'il n'y a rien de grave dans ce que l'honorable nous a laissé entendre dans les journaux. Je souhaite que le ministre revienne bientôt à la place qu'il occupe avec tant de talent et d'énergie à la droite du premier ministre. Je demande d'ailleurs au premier ministre de suivre, lui et plusieurs autres ministres, les conseils que son bras droit (l'honorable M. Bouchard) lui fait parvenir des régions du sud où il s'ennuie. Il a envoyé une lettre dans quelques journaux de la province intitulée "L'art de se reposer". Le premier ministre profitera sûrement des conseils contenus dans cette lettre. Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) s'est entretenu avec son chauffeur. J'espère que le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) fera comme son collègue, qu'il saura s'entretenir avec le petit peuple et qu'il comprendra qu'on lui demande de garder les fils de paysans sur la terre.

Je salue et souhaite la bienvenue aux deux nouveaux députés et à notre nouvel assistant-greffier

de la Chambre, M^e Antoine Lemieux. Ce dernier, un confrère sympathique du Barreau, un excellent avocat et un professeur distingué de législation minière à l'École des mines, remplira avec dignité ses nouveaux devoirs.

J'offre ma sympathie au premier ministre et à son parti aussi bien qu'à la famille de notre regretté collègue, le Dr Toupin, député de Saint-Jacques, décédé l'été dernier.

À chaque élection partielle, l'opposition gagne un nouveau siège. Depuis l'arrivée du Parti libéral au pouvoir en 1939, on a tenu quatre élections complémentaires. Chaque fois que le gouvernement a décidé d'en appeler au peuple, le nombre de partisans de l'Union nationale s'est accru. Elle a fait élire deux députés: le représentant de Mégantic (M. Labbé), quelques mois seulement après l'entrée au pouvoir du régime, et le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu).

Après cent ans d'erreurs...

(Murmures à droite)

... les contribuables du comté de Saint-Jean, vieille forteresse libérale, qui n'avaient jamais élu, depuis cent ans, quelqu'un qui ne fût un authentique partisan de l'idée libérale, ont voté sagement pour notre brillant collègue, le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu). Il n'était pas opportun de faire d'autres élections partielles, mais si le peuple se choisit des candidats, nous les appuierons. Le représentant de Mégantic, un avocat de la cause ouvrière, et le représentant de Saint-Jean-Napierville, un brillant représentant des jeunes, seront des acquisitions pour la Chambre et pour la province. Les élections du 23 mars continueront à accroître la force numérique de l'opposition.

Le premier ministre, qui en 1939 avait présenté un bill pour empêcher les élections complémentaires en temps de guerre, vient d'ouvrir quatre nouveaux comtés. Il a eu la délicatesse de réserver deux de ces comtés à l'Union nationale. Puisque nous en avons toujours remporté un sur deux aux élections précédentes, nous ferons notre possible pour combler ce vœu et nous allons sûrement en profiter. Je l'en remercie et je tiens à faire remarquer que ce n'est pas nous, cette fois, qui déclenchons des élections en temps de guerre. Je déplore le fait, dit-il, que ces élections n'aient pas eu lieu avant, pour que la Chambre soit au grand complet en ces heures difficiles.

Je dois féliciter les membres du Conseil législatif pour le haut ton et la dignité avec lesquels ils ont discuté le contenu du discours du trône et pour les conseils par eux donnés au gouvernement.

Le discours du trône est de souffle court et assez maigre de substance. Il brille surtout par ce qui ne s'y trouve pas. Il n'y a rien dans ce discours qui puisse prêter à controverse, pour la bonne raison qu'on n'y a rien dit. Il fallait d'ailleurs être à court d'inspiration pour parler de mesures pour assurer une meilleure surveillance des établissements de pisciculture. Ces établissements ont toujours été surveillés par des techniciens expérimentés et je ne vois pas quelle réforme de haute portée on pourrait apporter dans ce domaine⁵.

Je concours avec le gouvernement dans l'éloge qu'il décerne au courage et à la valeur de nos soldats, fils du Québec, qui font honneur à leur province et à leurs régiments en servant avec courage et ténacité une patrie en danger. Je rends hommage à la bravoure, à la ténacité, à l'esprit de sacrifice des nôtres enrôlés dans l'armée. On les a vus à Hong Kong, sur nos côtes, en Angleterre sur mer et dans les airs, et on dit qu'il y en a en Extrême-Orient. Les Canadiens ont prouvé qu'ils sont égaux aux gens des autres pays impliqués dans la guerre. Il est certain, dit-il, qu'ils continueront à faire honneur à leur pays, là où ce sera nécessaire. Nous leur souhaitons une carrière heureuse et un retour sans accident, couverts de gloire et d'honneur. Je prie, dit-il, pour qu'ils retournent sains et saufs vers leurs familles.

Nos soldats possèdent les vertus guerrières et la bravoure dont les Canadiens français ont toujours fait preuve et qu'ils tiennent de leurs ancêtres français. Dans les conflits actuels, ils font honneur à la race dont ils sont issus. Ils sont fidèles à la tradition. Est-il nécessaire de rappeler la bravoure caractéristique des Canadiens de langue française, qui ont sauvé la colonie du Canada à la couronne anglaise en 1774? Qu'on se rappelle que, 14 ans après la défaite de Montcalm, nos ancêtres n'hésitaient pas à reprendre le vieux mousquet pour repousser une invasion américaine, menée par les bostonnais et commandée par Montgomery, pour conserver cette colonie à la couronne britannique. On l'a trop oublié. Les Canadiens français d'aujourd'hui ont véritablement hérité de la loyauté de leurs pères, les Canadiens français de 1774. Sans eux, le drapeau anglais ne flotterait peut-être pas aujourd'hui sur notre pays, sur les bords du Saint-Laurent.

Sur la loyauté traditionnelle des nôtres, il cite un discours du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), invitant les Canadiens à faire tout leur devoir dans la guerre, et des paroles prononcées à Toronto par M^e Louis Morin, bâtonnier général du Barreau de Québec. Je cite ces derniers, dit-il, pour établir nettement que le Québec est fidèle à la cause

du Canada et qu'il fait sa large part pour aider les puissances alliées.

Les Canadiens français du pays ne mettront jamais l'unité nationale en péril. J'espère que les soldats canadiens-français et québécois qui servent les armées du pays seront traités comme ils le méritent, de façon aussi équitable que leurs compatriotes d'autres races, qu'ils auront la juste part qui leur revient, et que les promotions à des grades supérieurs seront accordées à bon escient parmi eux, suivant les mérites et les compétences de chacun, et non en fonction des origines raciales.

Nous avons oublié la bravoure des Canadiens français trop souvent. J'espère que la valeur de nos vaillants militaires sera reconnue et que l'on ne dira jamais de l'armée canadienne, comme en certains pays, qu'elle est conduite par une bureaucratie injuste, tatillonne et détestable.

Il cite aussi un article de M. Émile Vaillancourt, sur la conférence pan-américaine et y réclame un siège pour le Canada. Selon lui, toute la Chambre devrait approuver ce projet unanimement. Le Canada, pays d'Amérique, dit-il, doit prendre sa place à la conférence pan-américaine; la race canadienne-française se doit de hâter l'avènement d'une pareille et aussi sage politique. Je reconnais, dit-il, que ce problème ne regarde pas directement le gouvernement de la province de Québec, mais je me demande pourquoi nous laissons toujours vide le fauteuil qu'on a bien voulu garder pour nous autour de la table de conseil des 21 républiques du continent. Si je soulève cette question, dit-il, c'est parce que je crois que notre pays ne doit pas s'isoler, pas plus que la province ne doit le faire. Cette formule devrait guider notre politique générale: politique d'union à l'intérieur, politique de présence à l'extérieur.

Le proposeur de l'adresse, le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), est sorti des cadres du discours du trône pour nous annoncer la création d'un conservatoire de musique. Il a alors demandé à l'opposition de montrer de l'harmonie, lorsqu'il s'agira de voter des crédits pour le conservatoire provincial de musique. Il a aussi dit qu'il espérait que ce dernier aurait peut-être pour effet de rétablir l'harmonie au sein de l'opposition. Que le député soit sans crainte, l'harmonie est parfaite chez nous. Les députés de la droite peuvent donc se rassurer sur l'harmonie qui règne au sein de l'opposition. Qu'il regarde donc son propre parti et dans les rangs des ministres.

Si je scrute attentivement les banquettes ministérielles, je constate qu'il y a des vides. Des

ministres boudent, c'est connu partout. La rumeur publique veut que certains ministres de la couronne, qui ne partagent pas l'opinion du premier ministre, aient l'intention de s'absenter souvent pendant la session. Plusieurs aspirent tout haut après le moment où ils pourront se libérer de leur parti par des positions de tout repos.

Il faudrait d'abord que l'harmonie règne dans la maison ministérielle. J'espère en tout cas que le premier ministre, qui recule et qui avance, cessera de nous offrir le spectacle d'une attitude neutre, comme celle dont il fait preuve. Sur le clavier parlementaire, l'opposition ne veut pas jouer d'autre rôle que celui des notes blanches. Nous laisserons les soupirs aux membres du cabinet qui ont hâte de quitter le cabinet pour aller occuper les bancs de la magistrature.

Le premier ministre insiste particulièrement sur la production de guerre, tant en vivres qu'en armements et munitions, et avec raison. Il a bien fait dire dans son discours du trône que ceux qui ne servent pas dans l'armée doivent travailler sur la terre et dans les usines de guerre. Le premier ministre met dans la bouche du lieutenant-gouverneur, dans le discours du trône, une phrase qui a dû frapper tout particulièrement l'attention de la province, comme elle a frappé celle de l'opposition: c'est lorsqu'il dit son espoir que les Canadiens continueront à montrer le même zèle et la même énergie pour l'augmentation de la production de guerre.

J'aurais voulu que le discours du trône aille plus loin en affirmant que le Canada joue un rôle primordial en maintenant à un niveau toujours élevé sa production agricole. J'aurais voulu que le gouvernement nous fit connaître une politique, qu'il ait une attitude nette et bien tranchée, qu'il dise carrément ce qu'il entend faire au sujet des fils de cultivateurs et qu'il exprimât de façon plus catégorique l'opinion qu'il est d'importance primordiale de garder sur la terre celui qui est nécessaire pour assurer notre nourriture et qui est le meilleur auxiliaire du soldat, le cultivateur et le fils de cultivateur.

Pourquoi le discours du trône ne fait-il pas écho à une déclaration du premier ministre qui, au lendemain de son avènement, demandait au gouvernement fédéral d'exempter du service militaire les fils de cultivateurs? Je me souviens que le premier ministre avait fait une grande déclaration aux journaux au début de la guerre, qu'il avait entrepris des démarches auprès d'Ottawa à cet effet. Pourquoi n'a-t-il pas amplifié les demandes verbales qu'il faisait quelque temps après la déclaration de guerre?

À ce sujet d'ailleurs, on a vu que le député de Gaspé, M. Sasseville Roy à Ottawa, posa une interpellation pour obtenir copie de toute la correspondance échangée entre le premier ministre de Québec avec les autorités fédérales relativement aux fils de cultivateurs. Le ministre de l'Air (l'honorable M. Power), qui avait dû répondre ailleurs, lui répondit, au nom du gouvernement, qu'il n'y avait rien à cet effet et qu'il n'y avait eu aucune demande écrite de la part du premier ministre. Il fut donc établi que jamais le premier ministre de la province n'avait fait une telle demande auprès du pouvoir central.

S'il est beau de louer la vaillance de nos soldats, de les appuyer de notre sympathie, d'encourager le peuple à souscrire à l'emprunt, ne convient-il pas de prendre les mesures nécessaires afin que rien n'empêche les cultivateurs d'aider le Canada à gagner la guerre? Puisque le premier ministre laisse entendre qu'il est nécessaire d'aider l'agriculture pour obtenir une surproduction agricole, s'il est sincère quand il dit cela, pourquoi n'ajoute-t-il pas que le meilleur moyen d'arriver à cette surproduction est de garder sur nos terres les meilleurs ouvriers agricoles, les fils de cultivateurs, et de prendre des mesures pour les exempter du service militaire obligatoire?

Il est temps que le premier ministre fasse entendre une voix énergique. Qu'il n'ait pas peur de faire une déclaration catégorique à ce sujet. Nous l'approuverons. J'espère qu'il n'aura pas peur de prendre les attitudes énergiques qui s'imposent et qu'il aura le courage de bien représenter la conscience du Canada français.

Dans le discours qu'il prononçait ces jours derniers en faveur de l'emprunt, le chef du gouvernement déclara qu'il voulait être véritablement l'interprète de la conscience politique du Canada français. Il y a une occasion qui s'offre.

Ai-je besoin de vous rappeler ici l'attitude de l'Union nationale à l'égard de l'agriculture, de vous rappeler ce que fit le premier ministre d'alors pour venir en aide à la classe agricole, en la libérant d'abord de ses dettes par le crédit agricole et en l'aidant à améliorer son sort en encourageant la création de nouvelles coopératives de toutes sortes? Ainsi, l'Union nationale a institué en particulier le crédit agricole qui a sauvé les cultivateurs de la ruine et les a libérés de leurs attaches.

Lorsque le gouvernement de l'Union nationale arriva au pouvoir, il y avait des années que l'opposition conservatrice d'alors réclamait la création du prêt agricole provincial, parce qu'elle

prétendait que le prêt fédéral n'était pas pratique pour le cultivateur de notre province. Lorsqu'elle s'unit au groupe libéral de M. Gouin, le prêt agricole fut l'un des premiers articles du programme du nouveau groupe. Grâce à cette loi, \$35,000,000 furent distribués en trois ans à 14,500 cultivateurs. En 1939, lorsque l'Union nationale quitta le pouvoir, il y avait encore 25,000 demandes de la part des cultivateurs. Je regrette que le gouvernement actuel ait saboté cette loi dès son arrivée au pouvoir, en rendant plus onéreuses pour les cultivateurs les conditions de prêt agricole et le taux du fonds d'amortissement. Je rappelle, dit-il, que le premier ministre Godbout avait dit, en 1935, que les fermiers du Québec avaient déjà trop de crédit. Le résultat fut qu'en 1940, seulement 2,000 cultivateurs obtinrent des prêts, et encore, faut-il dire que ce fut à un taux plus élevé.

Le gouvernement de l'Union nationale a cru nécessaire de venir en aide aux cultivateurs en aidant leurs coopératives de crédit. C'est la raison de l'aide généreuse qu'il donna aux caisses populaires. En 1935, le gouvernement Taschereau leur avait donné un octroi de \$20,000 pour les aider à créer un système de vérification. L'Union nationale augmenta cet octroi à \$40,000. Dès 1936 et durant tout son régime, ce fut un développement rapide du mouvement des caisses populaires, dont le nombre passa de 276 à 479, et dont l'actif passa de \$12,000,000 à \$20,000,000.

Dans le domaine des coopératives, ai-je besoin de rappeler le succès dans le comté de Joliette, après que le député du comté (M. Barrette) eut obtenu un octroi pour développer la culture du tabac jaune dans cette région? Aujourd'hui, des cultivateurs ont pu vendre des terrains au prix de \$100 l'acre. En 1940, on a récolté 3,500,000 livres de tabac, alors qu'on en récoltait pas du tout avant la venue au pouvoir du gouvernement de l'Union nationale. Voilà un pâle reflet de la politique d'aide à l'agriculture sous ce gouvernement.

Ai-je besoin de rappeler la fondation de quatre nouvelles Écoles d'agriculture et la création d'une Chambre agricole provinciale? Les budgets de la province disent mieux que tout l'ampleur de l'aide à l'agriculture sous l'Union nationale. En trois ans, sous ce régime, les budgets de l'agriculture s'élevèrent à \$14,579,000, quand ils n'avaient atteint que \$10,315,000⁶ durant les trois années précédentes du régime libéral. Et s'il faut ajouter à cela les \$35,000,000 donnés pour le crédit agricole, on trouve que l'Union nationale a donné au grand total \$49,569,128 à l'agriculture en trois ans, contre

\$10,000,000 pour les trois dernières années du régime libéral qui l'avait précédé au pouvoir.

Le gouvernement actuel n'a rien fait depuis son arrivée au pouvoir pour venir en aide à la classe agricole. Et depuis 1939, soit depuis le retour au pouvoir des libéraux, une seule loi a été passée pour la classe agricole. Une des premières lois présentées par le premier ministre portait un titre pompeux "Loi pour faire cesser les abus préjudiciables à l'agriculture." Tous s'attendaient à quelque tentative audacieuse de rénover notre agriculture. À la stupéfaction générale, cette loi avait pour objectif de permettre aux municipalités d'imposer des licences pour les chiens, de donner une carte d'identité pour les chiens.

Le gouvernement de Québec a diminué d'une façon considérable les octrois aux expositions. Cependant, le premier ministre reçoit des prix, lui, aux expositions. Je sais qu'il porte une attention spéciale à la race chevaline. Le premier ministre s'intéresse à créer des titres de noblesse pour ses étalons, avec lesquels il court ensuite les expositions pour enlever les prix destinés aux vrais cultivateurs, alors que l'Union nationale est convaincue qu'il est préférable de garder ceux-ci sur leurs terres. Nous avons vu que le premier ministre possède un animal de race à qui il a même donné des titres de noblesse. Il a donné à son cheval, primé à l'Exposition provinciale, le titre de Bouleau de Gambermont.

Le premier ministre appartient pourtant à un parti qui a aboli les titres au Canada. Nous aimons mieux, nous, de l'Union nationale, encourager la noblesse des agriculteurs et améliorer leur sort, avant de songer à la noblesse des étalons. Ce que nous voulons, c'est encourager le cultivateur à rester sur sa terre, à comprendre la noblesse du rôle qui a fait le premier adjudant et collaborateur de nos soldats.

La colonisation est le complément naturel de l'agriculture. J'aurais préféré qu'on eût dit: la colonisation doit être développée en fonction de l'agriculture. On a toujours préconisé dans les milieux avertis qu'il faut développer la colonisation en fonction de l'agriculture et des besoins normaux de la croissance de la population agricole. Il est évident que le gouvernement actuel n'a pas de politique progressive en matière de colonisation et qu'il s'en est désintéressé, ainsi qu'en témoignent les milliers de plaintes qui parviennent aux députés et les multiples récits navrants de colons obligés de tuer leurs animaux domestiques pour pouvoir manger. Les colons se plaignent des conditions de vie qui leur sont faites. Ils sont malheureux. Ils ont hâte de nous voir revenir au pouvoir. Il rappelle alors les visites qu'il fit aux colons de son comté de Matane.

Contrairement au gouvernement antérieur, qui s'était à peu près constamment désintéressé de la colonisation sauf une année, le gouvernement de l'Union nationale a donné un puissant essor à l'œuvre colonisatrice. Sous le règne du député de Trois-Rivières, les colons filaient le parfait bonheur. Nous leur avons donné \$18,000,000 de plus que le régime précédent, votant en trois ans une somme de \$28,500,000, établissant plus de 10,000 colons, bâtissant 500 écoles, etc.

Il lit des extraits d'un travail présenté par M. Firmin Létourneau, professeur à l'école d'Oka, lors des réunions de l'U.C.C. (l'Union catholique des cultivateurs) sur la nécessité impérieuse d'organiser dès maintenant la production agricole, en prévision de la période d'après-guerre. Si nos cultivateurs, dit-il, ne s'organisent pas dans ce domaine à l'heure présente, ils courent le risque d'être submergés par les concurrents de l'Ouest et d'ailleurs. Cette organisation peut se faire de différentes façons, particulièrement par les caisses populaires, le crédit agricole et ce qu'on pourrait appeler "un crédit de production". À ce sujet, il devrait être possible d'organiser une fabrique coopérative d'engrais chimiques. Il convient aussi que le gouvernement, au lieu de faire de l'ingérence politique de bas étage dans l'organisation de l'U.C.C., l'aide en respectant son indépendance et en réfrénant durement le zèle intempestif et franchement mauvais de certains fonctionnaires qui existent apparemment pour le seul parti politique, et non pour la province qui les emploie.

Il cite la lettre pastorale collective de mai 1941 où l'on définit en quoi doit consister une politique agricole véritablement nationale, une politique qui n'établit pas l'octroi comme facteur dominant, ce qui peut entraîner une tendance socialisante, mais qui aide les cultivateurs à se grouper pour connaître et avancer leur véritable intérêt:

"Le problème de la terre. Nous avons traité le premier dans une de nos dernières lettres pastorales. Nous n'y insisterons pas. Tout le monde d'ailleurs reconnaît la primauté du problème rural. Peuple agricole, nous ne survivrons que par la terre. Restons-lui donc fidèle. Ne l'abandonnons pas pour aller grossir les villes. Tirons de son sein nourricier les richesses qu'elle nous destine. Employons-les à former une génération forte, saine, vertueuse, la réserve de notre race.

"L'agriculteur comprend en général cette sage politique. Il est prêt à la mettre en pratique. Mais le peut-il à l'heure actuelle? Ses conditions de

vie lui permettent-elles d'élever plusieurs enfants et de rester attaché au sol? Dans la plupart des cas, il semble bien que non. Ce n'est pourtant pas à l'État de le faire vivre. Nous nous sommes prononcés contre une politique habituelle d'octrois qui amoindrit la personnalité des cultivateurs et nous achemine vers le socialisme.

"L'État peut cependant, par toute une série de mesures: enseignement, action des agronomes, irrigations et drainage, électrification rurale, ouverture de nouveaux marchés, aider considérablement la classe agricole. Il peut surtout favoriser son organisation professionnelle. Car c'est d'elle avant tout que viendra le salut des agriculteurs. Loin d'entraver l'œuvre de l'Union catholique des cultivateurs, qu'il la facilite donc par tous les moyens possibles, même si cela ne sert pas directement ses intérêts politiques.

"Que l'État accorde aussi une attention spéciale à l'établissement des jeunes. Le nombre croît, d'une façon alarmante, de ceux que la terre rejette, faute de pouvoir les nourrir, et qui restent oisifs, désespérés, sans avenir, exposés à tous les maux. Quelle force représente cette jeunesse si nous savons la faire travailler, lui permettre de se marier, de s'installer sur une terre neuve, de fonder des paroisses nouvelles, d'augmenter notre capital humain! Mais aussi combien serions-nous coupables, si, par imprévoyance ou lâcheté, nous laissons ces jeunes se gâter l'âme et le corps dans la fainéantise et le vice.

"L'Épiscopat de cette province a toujours favorisé une colonisation intensive; il a prêché la conquête des terres nouvelles et n'a rien épargné pour y entraîner notre population. Les hommes d'aujourd'hui cependant n'ont pas la même vigueur que ceux d'autrefois, ils ont été élevés dans d'autres conditions, ils supportent moins bien les mêmes difficultés. Les autorités publiques se doivent de leur frayer la voie vers ces vastes territoires que nous a donnés la Providence, d'aplanir les obstacles qui les arrêtent, de rendre en un mot leur établissement moins ardu, plus humain. Une famille catholique et canadienne-française installée aujourd'hui sur une bonne terre, c'est toute une paroisse, ce sont deux cents familles qui vivront pour l'Église et le pays dans cent ans."⁷

Je mets le gouvernement en garde, dit-il, contre une politique de laisser-faire. Si nous n'agissons pas, nous serons submergés après la guerre par la surproduction de l'Ouest. Je considère comme la grande menace de l'heure la désertion des campagnes pour les usines de guerre. Les officiers

recruteurs vont y chercher les jeunes les plus recommandables. Il cite un article de la revue *Relations* de février 1942, intitulé "Notre front agricole menacé".⁸ L'article fait observer qu'il se produit un brassage des populations qui peut entraîner de très graves ennuis. Il se produit ces temps-ci, dit-il, un exode rural considérable et effarant des jeunes gens vers les villes pour des raisons que nous connaissons mieux.

Cet exode formidable fait courir un grave danger à l'équilibre normal et économique de la province, de même qu'au point de vue social. Si cette situation se continue, ce sera désastreux. Le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour éviter une telle catastrophe avant qu'il ne soit trop tard. Cet exode est dû à des causes que l'on connaît et entraîne un véritable dépeuplement de nos campagnes, non seulement des jeunes gens mais aussi des jeunes filles, vers l'usine, ainsi qu'en témoigne la pénurie croissante du service domestique. Dans les villes, l'on ne peut plus avoir de bonnes. Toutes les jeunes s'en vont travailler dans les usines de guerre.

Quand on songe que ces jeunes filles, sorties de la classe sociale la meilleure qui soit, la classe agricole, seront les mères de demain et que l'on songe aux nombreux ennuis de tout ordre que représente l'atmosphère des usines, il y a lieu de s'inquiéter. Il faudra que le gouvernement prenne les moyens nécessaires pour empêcher que les mères de demain cessent de respirer l'air délétère des usines. Je ne veux en rien empêcher l'effort de guerre et je ne suis pas contre les usines de guerre. Mais je dis qu'il ne faut pas négliger cet aspect du problème. Nous avons le devoir de protéger nos jeunes filles. J'ajoute que nous devons garder les jeunes sur la terre.

L'Angleterre, a-t-on dit, attend de nous les ravitaillements en vivres, munitions, armes, et des usines gigantesques ont surgi et c'est très bien. Tout comme le gouvernement, l'opposition estime que la province de Québec se doit d'apporter à la cause commune l'aide la plus formidable et la plus efficace dont elle est capable. Le Québec fait largement sa part dans sa contribution à la guerre par la formation de divisions canadiennes et la fabrication d'armes. La province fournit son plein quota de production de denrées alimentaires et d'autres produits essentiels pour nourrir et défendre la mère patrie, tout en souscrivant généreusement aux emprunts de guerre élaborés par Ottawa.

Québec doit avoir sa part dans les contrats de guerre. Mais, de grâce, que l'on fasse une sélection

judicieuse des employés dans ses usines pour prévenir la disette de bras qui frappe vivement notre agriculture. Le système actuel ne peut donner satisfaction, car le juge chargé des appels n'est nullement en mesure de vérifier, à des centaines de milles de distance, dans bien des cas, du bien-fondé des réclamations. Le même mal se produit dans les centres de colonisation, où l'on va arracher des gens qu'on y a installés à grands frais.

Pour assurer cette production en vivres et en armements, il faut autrement dit garder à chaque production ses producteurs naturels, et donc les cultivateurs et leurs enfants sur les terres. Que l'on laisse sur la terre les gens qui sont aptes à la terre et que l'on ne les détourne pas de la terre. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions atteindre le maximum désirable de production, tout en évitant les perturbations et les bouleversements sociaux pour le présent et l'avenir qui suivraient une économie de guerre désaxée. C'est pourquoi le premier ministre de la province se doit de représenter auprès des autorités fédérales, avec fermeté, les véritables besoins de l'heure.

Il cite les déclarations de M. Léon Trépanier, agent de recrutement militaire pour la province de Québec en particulier. Ce dernier lance le cri d'alarme sur le manque de logique qui sévit dans le choix des recrues et les conditions désastreuses qui s'ensuivent. Lorsque le premier ministre parle, qu'il soit, comme il le disait dans son dernier discours, l'interprète éclairé de la conscience des Canadiens français. Je ne veux pas que l'on voie ce que l'on a vu au Manitoba: des jeunes filles de 10 ans conduisant des tracteurs de fermes. Pour que cela n'arrive pas, il faut garder leurs sœurs aînées.

Il demande qu'on exempté du service militaire les fils de colons et de cultivateurs. Tous les gouvernements, dit-il, ont demandé l'aide du gouvernement fédéral pour établir les gens sur les terres, et il en a coûté \$1,000 par famille et plus encore au gouvernement provincial. Or, aujourd'hui, ces colons qu'on a établis à prix d'argent et avec nombre de difficultés, reçoivent l'ordre de partir pour le camp. Ainsi, des colons établis il y a trois ans dans mon comté et qui ont reçu \$1,000 du gouvernement, ont été appelés en service militaire. Il serait ridicule de les arracher à leur travail fructueux dans de telles conditions. Si l'on tient compte d'un tel effort de guerre rationnel et efficace, de telles méthodes peuvent entraîner exactement des résultats contraires à ceux que l'on recherche.

J'exprime l'espoir que les dirigeants à Ottawa feront en sorte que nos valeureux soldats ne partent

plus pour aller combattre l'ennemi, comme ils se retrouvaient récemment, sans l'équipement suffisant et nécessaire avec eux. J'espère que le gouvernement du Québec ne permettra jamais qu'une telle tragédie se reproduise⁹. Je suis d'avis, dit-il, que les autorités fédérales doivent adopter une politique sélective éclairée aussi bien définie que possible pour le recrutement des hommes. Par cette politique, dit-il, que l'on garde sur la terre les hommes qui ont des aptitudes pour la culture du sol et qui sont indispensables dans ce domaine; que l'armée n'enrôle que ceux qui sont le plus physiquement aptes au métier des armes.

Les juges appelés à se prononcer ont sans doute fait leur possible, et je reconnais que l'honorable juge Alfred Savard, chargé d'examiner les cas d'exemption, fait un excellent travail. Mais, ils ne peuvent juger de Québec des cas de colons qui sont à 400 milles. De plus, il ne faut pas oublier qu'ils doivent se prononcer la plupart du temps sur des représentations par lettres, que la procédure pour délais est difficile, compliquée, surtout lorsque les gens qui doivent y recourir n'ont guère l'expérience de la bureaucratie et de ses détours.

Je demande donc au gouvernement de faire des représentations modérées mais claires à Ottawa, afin qu'on garde les cultivateurs à leur tâche principale, celle pour laquelle ils sont à peu près les seuls qualifiés, la production agricole. Et je crois aussi qu'on devrait étudier le cas des illettrés. Que le gouvernement fasse des représentations à Ottawa. C'est le temps d'être le porte-parole de la conscience politique des Canadiens français.

Le moyen le plus sûr, encore une fois, d'accroître notre production agricole, c'est de garder sur la terre les fils de cultivateurs. J'adjure le gouvernement d'exercer son influence dans ce sens auprès d'Ottawa, afin qu'on lui permette d'activer notre production agricole. J'espère que le gouvernement de Québec verra à prendre les moyens qui s'imposent pour que l'on garde sur la terre les fils de cultivateurs. Je souhaite ardemment que le gouvernement prenne une attitude ferme sur ce sujet et qu'il ne passe pas son temps à avancer et reculer. Que le gouvernement sorte de son attitude neutre. Dans le discours du trône, il fait mention d'accroître la production agricole. Alors, que l'on garde sur les terres les fils de cultivateurs! Je suis en faveur d'une politique éclairée et sélective dans l'enrôlement.

Il s'élève contre les mesures centralisatrices d'Ottawa qui empiètent sur les droits des provinces, sous prétexte des mesures de guerre. En certains cas, à l'occasion de l'ordonnance fédérale décrétant la stabilisation des prix, Ottawa, dit-il, a mis de côté

toutes les ordonnances de la Commission de l'industrie laitière, si nécessaires à la protection des nôtres. On paie aux cultivateurs, pour leur lait, des prix d'hiver dérisoires. On ne leur a pas permis d'augmenter le prix de leur lait comme cela se faisait dans le passé au cours de l'hiver. C'est Ottawa qui a fait cela. On sait qu'il en coûte plus cher en cette saison pour l'entretien des vaches. Que l'on ne soit donc pas surpris, s'il s'élève un cri de rage. Ils vont jusqu'à dire: on ne nous donne qu'un cent de plus pour notre lait et pourtant les députés, eux, n'ont pas craint d'augmenter leurs indemnités parlementaires de \$500 par an.

Il y a eu notamment d'autres cas où, à cause de mesures de guerre passées sans réflexion, on a introduit des complications qui sont la mise au rancart de notre Code civil, notamment dans le cas des loyers. L'intention de la politique fédérale contre l'inflation était sans doute bonne, mais cette ordonnance sur les loyers était inutile, attendu que notre Code civil et nos vieilles lois françaises pouvaient corriger la situation qui existait. On met ainsi de côté notre Code civil qui offrait tous les moyens appropriés pour parvenir au but que l'on recherche. Il cite un article du juge P.-B. Migneault dans la *Canadian Bar Review*¹⁰. Je mets le gouvernement en garde contre les concessions et les atteintes portées à l'autonomie de la province. Actuellement, dit-il, on menace directement notre autonomie et ce que j'appelle l'arsenal des lois françaises. Que l'on prenne garde de mettre en péril, pour toujours, des droits qui nous sont essentiels.

Et il y a la loi des successions. Québec n'avait pas le droit de permettre à Ottawa, sans passer par la Chambre des représentants, de taxer les successions. Il s'agit là d'une entente dérogatoire aux intérêts de la province. J'espère que les ententes avec Ottawa ne sont que temporaires au sujet des remises de taxes au fédéral et que Québec recouvrera tous ses droits après la guerre. Je me demande si le premier ministre n'aurait pas dû consulter la Législature avant de conclure ces ententes d'une portée très considérable. Avant de se prononcer, j'attends la correspondance échangée et le texte de l'entente. Que l'on produise, dit-il, au moins sur la table de la Chambre l'entente et la correspondance à ce sujet entre Ottawa et Québec. Je suis d'ailleurs heureux que le premier ministre nous ait promis la production de toute la correspondance de ce propos.

Il (M. Gagnon) cite une entrevue accordée aux journaux par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté) et dans laquelle le ministre disait qu'en 1941, 1,800,000 acres¹¹ de forêt avaient

été détruites par les incendies. Il blâme le gouvernement en disant que cela est dû au fait qu'on néglige notre industrie forestière. A-t-on une idée, demande-t-il, de ce que représente une pareille superficie et de l'étendue d'un tel désastre? Et je dois vous dire que, dans la province, les désastres ne sont pas causés uniquement par les feux. Il y a aussi les insectes. Je souscris volontiers au vœu du gouvernement de prendre des mesures pour prévenir dans la mesure du possible d'autres désastres, mais je l'accuse d'impéritie.

Il nous faut, dit-il, développer de meilleures écoles forestières. Ces dernières devraient faire comme l'École des mines, qui a fait venir de très bons professeurs étrangers. Il ne faut pas redouter de faire appel aux compétences étrangères pour la protection des forêts. Dans le domaine forestier, les Norvégiens et les Suédois sont de grands techniciens, de véritables experts. La Norvège et la Suède ont détenu pendant 10 ans la connaissance scientifique du domaine forestier. La Suède n'étant pas en guerre, il est encore possible de faire appel à ses experts.

Depuis 30 ans, on a négligé l'industrie forestière. Pour sa part, l'Union nationale a fondé, entre autres, un laboratoire d'entomologie, a donné une impulsion nouvelle au développement de l'école de Duchesnay. Je préconise, dit-il, une politique à base scientifique et expérimentale. Le gouvernement devrait de toute nécessité créer, pour la protection des forêts, un organisme de police, de surveillance forestière qui soit indépendant de la politique et qui ne serait pas à la merci d'un changement de gouvernement. Sans cela, nous n'aurons jamais assez de gardes forestiers expérimentés. Le gouvernement actuel a renvoyé la grande majorité des agents nommés sous l'Union nationale alors que, sous le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), très peu de surveillants furent remerciés de leurs services¹². Je demande enfin d'appliquer la politique préconisée par M. Esdras Minville, relativement à la protection des forêts. Si les mines peuvent s'épuiser, il y a toujours moyen de renouveler les forêts.

Il s'apitoie sur le sort des bûcherons et déplore la situation faite aux cultivateurs et aux colons qui comptent sur leur bois pour se faire quelque revenu. Quand ces gens-là ont formulé des plaintes, dit-il, on a créé la commission Renault. Cette commission est au travail depuis six mois. Elle ne fera probablement pas de rapport au cours de la présente session. Les résultats pratiques seront nuls. En attendant, espérons que le gouvernement assurera un salaire plus convenable aux bûcherons, leur procurera des conditions plus hygiéniques et

préviendra l'exploitation des colons et des cultivateurs.

Après avoir fait de l'abolition du Conseil une composante primordiale de son programme de 1939, le premier ministre annonce qu'on conservera la Chambre haute comme élément de stabilité et de sécurité. On vient d'ailleurs de nommer de nouveaux conseillers législatifs. En septembre dernier, un ministre offrait de parier que le Conseil serait aboli. Or, voici qu'on a violé une autre promesse électorale. Je souligne, dit-il, le flair des anciens députés qui ont voulu s'y réfugier avant les prochaines élections. Parmi les nouveaux conseillers législatifs nommés, il y a un grand éducateur, l'honorable Wilfrid Bovey. J'avais suggéré moi-même au gouvernement de le nommer. Je félicite le premier ministre d'avoir exaucé mes vœux.

Les libéraux ne devraient pas se vanter d'avoir aboli les ponts de péage. Il ne faut pas oublier que ce sont eux qui les ont créés, et non l'Union nationale. Ils ont enfoncé le poignard dans la plaie et parce qu'ils le retirent aujourd'hui, ils se proclament héros. Le coup de poignard des ponts de péage a causé beaucoup de tort à la province.

Le gouvernement veut réformer l'éducation. Je le mets en garde contre un zèle intempestif dans ce domaine. Que l'on n'oublie pas l'œuvre des communautés religieuses enseignantes accomplies au cours des 200 dernières années, à des salaires inférieurs à ceux des balayeurs de rues.

Le gouvernement ne doit pas oublier le travail des collèges classiques qui ont progressivement modifié leurs programmes dernièrement. Au lieu de mépriser ces institutions, il serait préférable de leur fournir les outils nécessaires pour les aider à progresser. Je supplie le gouvernement, dit-il, de ne pas écouter certaines suggestions exagérées et de ne pas permettre qu'on ridiculise ou qu'on amoindrisse tout notre système actuel. Notre clergé et nos éducateurs ont érigé, grâce à un dévouement admirable, tout ce que nous avons; ils sont les premiers à admettre que les formules ont besoin d'être rajeunies.

On veut réformer l'enseignement, et bien, je dis que si l'on doit rajeunir les formules, il faut que l'on conserve les cadres. N'allons pas faire table rase. Gardons notre système tel qu'il est. Tout système éducatif, en notre province, doit être basé sur la collaboration de l'État et le clergé, premier apôtre de l'éducation dans notre pays. Nous avons 25 collèges classiques, dont le premier fut fondé par les Jésuites à Québec, dès les premiers temps de la colonie.

Pour ce qui est du Conseil de l'instruction publique, quelqu'un de nos amis d'en face, le secrétaire général (l'honorable M. Perrier), a déclaré que, dans ce Conseil, il se trouvait des vieillards hideux¹³ et impuissants. Il y avait pourtant à ce moment feu le très honorable Ernest Lapointe, l'honorable juge Séverin Létourneau, maintenant juge à la Cour d'appel et l'honorable juge Antonin Galipeault de la même juridiction. Bien, on a critiqué le Conseil de l'instruction publique, mais tous ses membres laïques, sauf un, ont été nommés par le Parti libéral. L'Union nationale n'a nommé que trois membres dans ce Conseil. Tous les autres ont été désignés par le gouvernement des libéraux qui nous ont précédés. Puisqu'on trouve à redire, pourquoi ne pas faire des nominations qui pourraient convenir, nommer des éducateurs au lieu de nommer des amis politiques. Si l'on veut faire d'autres nominations, je suggère que l'on nomme l'abbé Maheux et l'abbé Groulx, deux historiens de renommée.

Il fait l'éloge des discours de M. Antoine Rivard sur l'éducation. S'il est excellent et utile d'enseigner l'anglais, il ne faut pas non plus s'en faire une obsession au point d'imaginer que ce sera l'universelle panacée. Il soutient avec M. Eugène L'Heureux que la connaissance de l'anglais n'est pas nécessaire pour tous. Qu'on ne nous fasse pas croire, dit-il, que cet enseignement est indispensable pour assurer l'essor de notre nationalité. Personne ne s'oppose à l'enseignement de l'anglais. Nous le favorisons, mais pas au point où nous devons abandonner nos traditions françaises. D'un autre côté, personne de sérieux ne consent à admettre qu'il est nécessaire que tout notre peuple connaisse pareillement les deux langues. Cela est impossible à tous les points de vue, et non désirable.

Le parti de l'Union nationale n'était certainement pas contre l'enseignement de l'anglais, mais ne croyait pas que cette langue devait être enseignée aux Canadiens français au détriment de leur langue maternelle. Les institutions scolaires de la province n'ont aucune raison d'abandonner leurs méthodes d'enseignement actuelles pour ce qui n'est qu'une langue seconde dans la province de Québec. Il restera donc toujours élémentaire que nos élèves devraient avoir une connaissance approfondie de leur langue maternelle avant de commencer l'étude d'une autre langue seconde. Il faudrait tenir compte des circonstances de lieux, de temps et de milieux économiques et sociaux. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une langue seconde qui est particulièrement importante pour les techniciens et qui ne l'est pas pour la masse d'agriculteurs. D'ailleurs, dit-il, une

langue ne s'apprend vraiment que par la pratique. À ce sujet, je suggère au gouvernement, dit-il, d'envoyer des milliers de nos jeunes gens étudier l'anglais en Ontario.

Il reproche au gouvernement d'avoir négligé scandaleusement les pêcheries maritimes depuis son arrivée au pouvoir et met le gouvernement en garde contre les démarches qui pourront être faites pour faire fermer l'école des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Il demande ensuite au gouvernement de construire une route stratégique qui pourrait relier Rivière-du-Loup à Gaspé.

Au sujet des lois sociales, des réformes pourraient être apportées pour corriger la loi des allocations aux mères nécessiteuses et la loi des pensions de vieillesse. Je trouve, dit-il, qu'il est illogique de ne payer une pension qu'aux épouses dont les maris sont hospitalisés. Il peut arriver qu'un homme soit incapable de travailler, même s'il n'est pas hospitalisé.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'honorable député pourra-t-il contester le fait que, sous l'Union nationale, seules les épouses des maris asilés, internés dans une maison de santé, pouvaient obtenir cette pension? Nous avons donc libéralisé la loi.

M. Gagnon (Matane): J'en conviens. En ce qui a trait aux pensions de vieillesse, je suggère, dit-il, que le gouvernement demande à Ottawa de faire des amendements pour que des centaines de personnes âgées de la province ne soient pas privées de leur pension parce qu'elles ont été rendre visite à leurs enfants aux États-Unis. Dans certains cas, elles y sont allées parce qu'ils avaient besoin d'aide avant que la loi ne soit adoptée en 1936 dans la province; dans d'autres cas, elles y sont allées simplement pour rendre visite à leurs enfants, le Québec demeurant leur lieu de résidence, elles ont néanmoins perdu leur pension à cause de la teneur de cette loi.

Je demande au gouvernement, dit-il, de tenir des élections générales qui permettront sous peu au peuple de confier la direction de notre chère province à ceux qu'il regrette tant depuis 1940. Il proclame la victoire de l'Union nationale.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Dépôt de documents:**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

| <i>Service et rapports du Conseil</i> | | <i>Montant</i> | <i>Dépensé</i> | <i>Non dépensé</i> |
|---------------------------------------|--|----------------|----------------|--------------------|
| 1. | Terres et Forêts: Extinction des incendies forestiers (O.C. no 1273, du 29 mai 1941) | \$ 75,000.00 | \$ 75,000.00 | ..... |
| 2. | Terres et Forêts: Extinction des incendies forestiers (O.C. no 1541, du 27 juin 1941) | 225,000.00 | 225,000.00 | ..... |
| 3. | Agriculture: Pour venir en aide aux cultivateurs qui ont souffert des dommages, par cas fortuits, dans les comtés d'Abitibi, Berthier, Champlain, Châteauguay, Chicoutimi, Gaspé-Nord, Huntingdon, Lac Saint-Jean, L'Islet, Napierville, Portneuf, Roberval et Verchères..... (O.C. no 2401, du 22 septembre 1941) | 20,000.00 | 20,000.00 | ..... |
| 4. | Agriculture: Primes sur le fromage (O.C. no 2874, du 3 novembre 1941) | 175,000.00 | 109,428.31 | 65,571.69 |
| 5. | Agriculture: Pour compléter l'acquisition et le transport de la machinerie et l'outillage nécessaire pour une manufacture de sucre de betterave, pour l'achat du terrain requis et toutes constructions et aménagements nécessaires (O.C. no 2970, du 6 novembre 1941) | 350,000.00 | 55,706.99 | 294,293.01 |
| 6. | Agriculture: Pour l'achat de graines de semence de betterave à sucre à être revendues à certains cultivateurs de cette province (O.C. no 2971, du 6 novembre 1941) | 25,000.00 | ..... | 25,000.00 |
| 7. | Travail: Loyers, divers endroits (O.C. no 3704, du 19 novembre 1941) | 15,184.37 | 15,184.37 | ..... |

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

| <i>Service et rapports du Conseil</i> | | <i>Montant</i> | <i>Dépensé</i> | <i>Non dépensé</i> |
|---------------------------------------|---|----------------|----------------|--------------------|
| 8. | Terres et Forêts: | | | |
| | Extinction des incendies forestiers (O.C. no 3171, du 27 novembre 1941) | 175,000.00 | 167,689.64 | 7,310.36 |
| 9. | Colonisation: | | | |
| | Distribution de foin aux colons (O.C. no 3168, du 27 novembre 1941) | 100,000.00 | 69,857.82 | 30,142.18 |
| 10. | Agriculture: | | | |
| | Pour payer les frais de transport, d'inspection et de commission sur une quantité de foin requis pour certains cultivateurs de la partie de la province au nord du fleuve Saint- Laurent, dont la récolte a été compromise par suite de la sécheresse exceptionnelle de l'été dernier (O.C. no 3169, du 27 novembre 1941) | 25,000.00 | 5,056.56 | 19,943.44 |
| 11. | Agriculture: | | | |
| | Pour venir en aide aux cultivateurs qui ont souffert des dommages considérables et imprévus, au cours de l'été et de l'automne, par cas fortuits, dans les comtés suivants : Abitibi, Arthabaska, Beauce, Berthier, Bonaventure, Champlain, Châteauguay, Chicoutimi, Drummondville, Gaspé-Nord, Huntingdon, Lac Saint-Jean, L'Islet, Missisquoi, Montmorency, Napierville, Nicolet, Portneuf, Roberval, Sherbrooke et Verchères..... (O.C. no 3170, du 27 nov. 1941 et 3284, du 12 déc. 1941) | 35,000.00 | 23,269.51 | 11,730.49 |
| 12. | Conseil exécutif: | | | |
| | Service des impressions et service de cinéphotographie..... (O.C. no 3296, du 12 décembre 1941) | 40,015.06 | 9,706.08 | 30,308.98 |
| 13. | Service civil: | | | |
| | Boni de vie chère (O.C. no 3297, du 12 décembre 1941) | 600,000.00 | 394,929.68 | 205,070.32 |

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

| <i>Service et rapports du Conseil</i> | | <i>Montant</i> | <i>Dépensé</i> | <i>Non dépensé</i> |
|---------------------------------------|--|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| 14. | Colonisation: <i>Service de la Surveillance et de l'Aide aux colons :</i> Primes de labour et d'ensemencement (O.C. no 70, du 14 janvier 1942) | 150,000.00 | 149,996.25 | 3.75 |
| 15. | Mines et Pêcheries maritimes: Entrepôts frigorifiques, neigères et hangars de classification : entretien (O.C. no 236, du 30 janvier 1942) | 9,700.00 | 4,581.66 | 5,118.34 |
| 16. | Procureur général: Poursuites au criminel (Item 26) (O.C. no 256, du 5 février 1942) | 30,000.00 | 13,734.72 | 16,265.28 |
| 17. | Secrétaire de la province: <i>Dépenses en immobilisations :</i> École technique de Québec: construction d'une annexe (O.C. no 257, du 5 février 1942) | 55,800.00 | 35,000.00 | 20,800.00 |
| 18. | Colonisation: <i>Loi du service civil :</i> Traitements (O.C. no 323, du 13 février 1942) | 38,500.00 | 14,473.66 | 24,026.34 |
| 19. | Trésor - Bureau du revenu: <i>Loi du service civil :</i> Traitements (O.C. no 325, du 13 février 1942) | 31,550.00 | 11,953.81 | 19,596.19 |
| 20. | Procureur général: Administration et entretien des palais de justice et prisons Loi relative à la Sûreté provinciale (police judiciaire - police de la route) Police des liqueurs : Québec et Montréal | 95,000.00 50,000.00 50,000.00 | 501.52 5,867.88 | 95,000.00 49,498.48 44,132.12 |

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

| <i>Service et rapports du Conseil</i> | | <i>Montant</i> | <i>Dépensé</i> | <i>Non dépensé</i> |
|---------------------------------------|--|----------------|----------------|--------------------|
| 20. | Procureur général (<i>suite</i>): Inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc. (O.C. no 324, du 13 février 1942) | 1,000.00 | 266.66 | 733.34 |
| 21. | Conseil exécutif: Loi du service civil (O.C. no 375, du 18 février 1942) | 38,000.00 | 25,190.64 | 12,809.36 |
| 22. | Chasse et Pêche: Loi du service civil (O.C. no 376, du 18 février 1942) | 4,400.00 | ..... | 4,400.00 |
| 23. | Santé et bien-être social: Loi du service civil (O.C. no 377, du 18 février 1942) | 9,600.00 | ..... | 9,600.00 |
| 24. | Secrétaire de la province: Loi du service civil (O.C. no 378, du 18 février 1942) | 7,300.00 | ..... | 7,300.00 |
| 25. | Instruction publique: Loi du service civil (O.C. no 397, du 18 février 1942) | 11,700.00 | ..... | 11,700.00 |
| | | \$2,442,749.43 | \$1,432,395.76 | \$1,010,353.67 |

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, le 26 février 1942

L'auditeur de la province,
A.-J. Dolbec

(Document de la session no 9)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je propose l'ajournement de cette Chambre.

M. l'Orateur: À quand?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): À demain après-midi à 3 heures.

M. l'Orateur: Il faudra une motion spéciale pour éviter la séance du matin. Or, il est trop tard pour annoncer une motion.

L'article 100 des règlements de la Chambre dit que, durant les sessions, la Chambre à moins qu'elle n'en ait décidé autrement sur une motion annoncée, se réunit à 3 heures de l'après-midi le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 11 heures du matin le vendredi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si la Chambre est unanime, nous pourrions ajourner à 3 heures demain après-midi. Je demande donc à l'opposition la faveur de siéger vendredi après-midi¹⁴, afin de répondre au discours du représentant de Matane (M. Gagnon), qui remplace actuellement en Chambre le chef de l'opposition, M. Duplessis.

M. Gagnon (Matane): J'y consens volontiers.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. À 4 h 50, M. Bissonnette quitte son fauteuil et M. Bienvenue le remplace. Ce sera la première fois de la session que le vice-président occupe le fauteuil de l'Orateur, selon *Le Soleil* du 27 février 1942, à la page 17.

2. Son discours dure 2 h 30. "Tenant un verre à la main, classant les coupures de journaux et les revues qu'il a prises avec lui, le chef de l'opposition se lève au milieu des applaudissements". En tout, le député de Matane (M. Gagnon) a fait 13 citations dans son discours, selon *Le Soleil* du 27 février 1942, à la page 3.

3. La tradition parlementaire veut que le lieutenant-gouverneur reçoive officiellement à dîner tous les ministres au début de chaque session.

4. Selon *L'Action catholique* du 11 mars 1942, page 3, M. Duplessis a été hospitalisé à l'hôpital Saint-Sacrement de Québec à partir de la fin de décembre 1941 pour subir une intervention chirurgicale. Il aurait quitté en mars cette institution pour terminer sa convalescence dans le sud des États-Unis. Quant à la nature de l'intervention, Robert Rumilly écrit que Duplessis souffrait d'une hernie étranglée et resta hospitalisé jusqu'au 22 avril 1942 en raison d'une pneumonie, après quoi il reprit pour de bon ses activités politiques. Antonio Barrette et Conrad Black ajoutent d'autres détails pertinents.

Durant ce séjour à l'hôpital, Duplessis, menacé d'aggraver le diabète dont il souffrait, décida de suivre l'avis de ses médecins et de réduire sa grande consommation d'alcool. À la fin de 1942, il cessa complètement de boire et soigna son diabète quotidiennement grâce à l'injection d'insuline. Pour en savoir plus, voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*. Tome 1 (1890-1944), Montréal, Fides, 1973, Coll. "Vies canadiennes", p. 606-610 et 619-620; Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, vol. 1, Montréal, Éditions de l'Homme, 1976, p. 426; Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, p. 375.

5. Selon *La Presse* du 27 février 1942, à la page 16: "et je vois quelle réforme de haute portée on pourrait apporter dans ce domaine."

6. Selon *The Chronicle Telegraph* du 27 février 1942, à la page 3: \$13,313,000 ont été dépensés par les libéraux au cours des trois dernières années.

7. Cardinal J.-M.-R. Villeneuve, "Lettre pastorale collective de son éminence le cardinal archevêque de Québec et de leurs excellences nos seigneurs les archevêques et évêques de la province de Québec à l'occasion de l'anniversaire des Encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno* sur la restauration de l'ordre social", 11 mars 1941, dans *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, Québec, Chancellerie de l'archevêché, vol. 13, 1944, pp. 182-183.

8. "Notre front agricole menacé", *Relations*, No 14, février 1942, à la page 30.

9. Dans *The Montreal Daily Star* du 27 février 1942, à la page 2, le journaliste écrit que "le député réfère aux forces armées canadiennes à Hong Kong."

10. P.-B. Migneault, "The Dominion Succession Duty Act: Its Effect on The Succession Law Of Quebec", *The Canadian Bar Review*, vol. XIX, no 9, novembre 1941, pp. 719-732.

11. Selon *La Presse* du 27 février 1942, à la page 16: 1,8000,000 acres de forêt. Il s'agit fort probablement d'une erreur typographique, car une superficie de 18,000,000 d'acres semble invraisemblable.

12. À ce moment, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) proteste tout bas et fait signe que non, selon *Le Soleil* du 27 février 1942, à la page 17.

13. Selon *Le Soleil* du 27 février 1942, à la page 17: "des vieillards miteux et impuissants".

14. "C'est la première fois depuis plusieurs années que la semaine d'ouverture de la session comporte une séance le vendredi après-midi.", nous indique *The Chronicle Telegraph* du 27 février 1942, à la page 3.

Séance du vendredi 27 février 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de John Stephen Oppe, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de John Stephen Stephens (M. Bullock);

- de Belleterre Quebec Mines Ltd., demandant l'adoption d'une loi incorporant un certain territoire des cantons de Guillet et de Blondeau sous le nom de "Ville de Belleterre" (M. Goulet);

- de Canada Steamship Lines, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, et accordant une commutation de taxes à Canada Steamship Lines Limited (M. Morin, Québec-Centre).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boucher);

- de Dame Lucie-Florence Riegler, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid (M. Boucher);

- de The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boucher);

- de Marguerite L. Redmond et de Charles James Redmond, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James Redmond (M. Boucher);

- de Albani Boudrias, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de l'art dentaire après examen (M. Dumoulin);

- de la corporation du village de la municipalité de Saint-Jean de Boischatel, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Dumoulin);

- de la corporation du village de la municipalité de l'Ange-Gardien, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec (M. Dumoulin);

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi lui donnant la permission d'emprunter et amendant sa charte (M. Francœur, Montréal-Mercier);

- de Gaston-P. Ste-Marie, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'ingénieur civil après examen (M. Francœur, Montréal-Mercier).

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 25 février 1942

Résolu: Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Chapais, Connors, Laferté, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque;

Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Casgrain, Girouard, Groulx et Perrier; et MM. Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Duffy, Dumoulin, Gauthier, Lawn, Paquette, Potvin,

Sauvé (Deux-Montagnes) et Talbot constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Bouchard, Mathewson et Côté; et MM. Bégin, Bourque, Dumaine, Gosselin, Lawn, Lorrain, Morin (Québec-Centre) et Renault représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 26 février, sur la motion proposée par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) dont elle a été saisie mercredi le 25 février courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Godbout (L'Islet)¹:
(Applaudissements à droite) Je suis sûr, M. l'Orateur, que tous les membres de cette Chambre se félicitent de vous voir encore au fauteuil pour présider nos délibérations avec une impartialité qui nous honore. Votre présence ici est une garantie du décorum

convenable à l'Assemblée législative, garantie qui nous est assurée par l'équité de vos jugements. Votre connaissance approfondie de la procédure parlementaire et la gentillesse avec laquelle vous rappelez à l'ordre ceux qui peuvent violer les règlements ne sont jamais démenties. Je félicite et souhaite la plus cordiale bienvenue aux nouveaux députés d'Huntingdon (M. O'Connor) et de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu).

Je félicite particulièrement le proposeur et le second de l'adresse des excellents discours qu'ils ont prononcés. Le représentant d'Huntingdon (M. O'Connor), a employé des termes heureux pour définir l'unité canadienne et sa présence comme député sera une acquisition pour la Chambre et pour toute la province.

L'honorable député de Montmorency (M. Dumoulin), au talent littéraire, n'a surpris que le député de Matane par la brièveté de ses remarques. Mais, comme c'est le seul reproche qu'on lui ait fait, il faut reconnaître qu'il a très bien parlé. Le chef de l'opposition avait dû, jeudi midi, manger "de la viande de cochon" pour avoir réussi à parler durant près de trois heures. Il a voulu parler de la nouvelle diététique du premier ministre: la viande de cheval. Au temps jadis, M. Bona Dussault, alors pilote et ministre de l'Agriculture, était plus calé en navigation fluviale qu'en technique agricole.

(Applaudissements)

Il parlait des chevaux de race Ayrshire comme d'autres parlent des bancs de Terre-Neuve en s'imaginant qu'ils sont faits pour s'asseoir dessus. Les chevaux qui deviendront des tournedos, des entrecôtes et des filets mignons ne seront jamais de race Ayrshire, comme le croyait l'ancien ministre.

Il regrette la disparition de deux conseillers législatifs (M. Champagne et M. Fisher), ainsi que de deux membres de cette Chambre (Dr Toupin et M. Ross) et leur rend hommage. Ces gentilshommes n'avaient que des amis en Chambre. Tous ont voulu bien servir leur province. J'offre à leurs familles les condoléances de toute la députation.

Dans le domaine fédéral, nous avons perdu un grand Canadien, en la personne du très honorable Ernest Lapointe, l'une des gloires du Canada français et du Canada tout court. Si c'est un record que d'avoir vécu pendant plus de 30 ans dans la vie publique, c'en est un autre digne de louanges d'avoir toujours été un homme intègre. Mais le plus beau record de M. Lapointe, c'est d'avoir été le plus fort partisan de l'unité canadienne. Personne n'a donné plus généreuse contribution à la vie canadienne que lui. Il fut le plus grand prédicateur de l'unité nationale et

après plus d'un demi-siècle dans la vie publique, il n'a laissé que des amis.

Si M. Lapointe a été un grand Canadien, il a été foncièrement, aussi, un Canadien français éminent. Sa vie est un exemple édifiant pour ceux qui veulent faire quelque chose pour leur patrie et son patriotisme doit nous guider dans la période difficile que nous traversons. Sa disparition, survenue à un moment où nous avions le plus besoin de lui, cause un vide au sein de la nation canadienne. Il n'a laissé que des regrets. J'offre à sa famille la sympathie de la Chambre et de toute la province dans son grand deuil que nous partageons tous.

J'ai assisté ce matin aux obsèques de Mgr L.-A. Paquet. Ce dernier a été l'une des gloires de l'Église catholique et canadienne. Il a été un grand Canadien et un grand catholique, qui a porté haut et ferme en ce pays le flambeau de la spiritualité. Nous partageons avec tous les Canadiens les regrets que suscite sa disparition et j'offre mes condoléances et celles de la Législature à sa famille et aux grandes institutions dont il était l'orgueil.

Il regrette l'absence momentanée de MM. Bouchard et Duplessis. Mon collègue de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) est, dit-il, un ami sincère et un bras droit rigoureux. Il n'a que des amis ici. C'est un homme, un vrai patriote qui a toujours eu le courage de ses opinions et de ses convictions. Le député de Saint-Hyacinthe parle franc, et parfois vert, mais toujours dans le meilleur intérêt de la province. Je suis heureux de dire qu'il sera avec nous bientôt. Je regrette l'absence de l'honorable chef de l'opposition, qui, je l'espère, sera lui aussi bientôt revenu parmi nous. Nous croisons souvent le fer ensemble, nous échangeons souvent des paroles aigres-douces, mais j'espère que mon honorable ami entretient à mon égard les sentiments que j'ai pour lui. Je lui souhaite un prompt rétablissement afin que la Chambre puisse continuer à bénéficier de ses talents.

Nous commençons l'année dans des conditions difficiles. Nous sommes en guerre et la guerre s'approche de nous. Depuis quelques mois maintenant, les Canadiens français ont réalisé que la guerre les menace jusque dans leur propre foyer. Nous sommes directement menacés par des ennemis puissants. La population canadienne se sent menacée. Nous avons jusqu'ici été exemptés des horreurs de la guerre. Nous avons vécu jusqu'ici pour la paix et dans la paix. Nous voulons vivre pour la paix, mais le gouvernement de la province comprend que c'est son devoir de contribuer à augmenter l'effort de guerre de tout le Canada. Nous

sommes menacés par un ennemi puissant et sans âme, qui ne connaît pas la pitié. Nos foyers sont menacés de tous les côtés sur tous les fronts.

La province entend les défendre. Nous sommes menacés dans tout ce que nous avons de plus cher, dans nos biens matériels et dans tout ce que nous a donné la civilisation, civilisation que l'ennemi veut changer. On veut instaurer un système nouveau de barbarie. À cela nous tenons assez pour que toute notre population comprenne qu'elle doit fournir la coopération la plus entière et l'effort le plus complet possible. La situation étant devenue menaçante pour notre pays, il était de notre devoir de contribuer de toutes nos forces à l'effort du Canada. Le moyen, c'est d'aller au-devant du gouvernement fédéral qui en a toute la responsabilité. Nous devons collaborer avec le dominion par tous les moyens possibles pour que l'ennemi fasse demi-tour.

Jusqu'ici, nous n'avons rien refusé aux demandes du gouvernement du dominion: nous sommes toujours allés au devant de ses demandes et nous avons l'intention de continuer à le faire. Je lance un appel à l'unité et demande à la province de ne jamais lui refuser sa collaboration la plus étroite possible contre l'ennemi commun. C'est ce que nous ferons. Au cours de cette année, on nous demandera des sacrifices et des sacrifices plus lourds le seront encore. Nous les ferons. Ce ne sont pas des sacrifices considérables qui feront reculer les Canadiens français. Ils sont prêts à consentir tous ceux qui seront nécessaires au succès de nos armes. Telle est notre politique. Nous avons l'intention de nous en tenir à celle-ci au cours des mois à venir, comme par le passé.

Ce n'est pas mon habitude de faire la revue des œuvres du gouvernement, mais il est peut-être bon de considérer rapidement ce que nous avons fait depuis deux ans. Le tableau en sera plus intéressant que celui que l'on nous a tracé hier. Depuis deux ans et plus que nous sommes au pouvoir, nous avons d'abord rétabli les finances de la province et pris les rênes de l'administration. À cause du gaspillage et de la mauvaise administration, la province ne pouvait trouver nulle part les moyens d'emprunter.

Le trésorier (l'honorable M. Mathewson) a payé cette année à même les revenus toutes les dépenses ordinaires, extraordinaires et de compte capital. Nous avons même payé les orgies des dépenses spéciales de l'administration précédente. Aujourd'hui, les dettes étant payées, nous vous présentons un budget équilibré et Québec reprend la tête de la Confédération canadienne. Je ne suis pas

surpris que le chef intérimaire de l'opposition n'ait pas touché la question financière.

Hier, j'écoutais le chef de l'opposition rappeler avec orgueil comment le gouvernement de l'Union nationale a jonglé avec les millions. Bien je dis qu'il a tort de s'en vanter. L'ancien premier ministre Bennett disait, il y a sept ans, que la province de Québec était la seule solvable du dominion. Elle l'est redevenue après avoir été aux portes de la banqueroute à cause du gouvernement Duplessis qui, en trois ans, a dépensé plus d'argent que tous les autres gouvernements qui s'étaient succédés à la tête de cette province depuis 75² ans.

Dans les temps les plus difficiles que la province ait jamais connus, remplaçant le gouvernement le plus dépensier de toute l'histoire de notre province, qui nous endettait au rythme de \$50,000,000 par année, le trésorier provincial a réussi le véritable miracle de remettre notre province au rang des provinces solvables de notre pays, si elle n'est pas redevenue la province la plus solvable de toute la Confédération, comme elle l'était en 1936, après 40 ans d'administration libérale! D'ailleurs, le trésorier, M. Mathewson, aura l'occasion de vous entretenir de ces choses.

À propos de budget équilibré, j'écoutais, hier, le député de Matane affirmer que sous le règne de son chef la province avait dépensé des sommes formidables pour la colonisation. Mais on dépensait en pure perte. Jamais les colons n'ont souffert autant et n'ont été aussi malheureux et maltraités que sous l'Union nationale. On dépensait alors par millions les argents du peuple dans d'autres provinces. Le gouvernement actuel, en dépensant le tiers de son argent, a cependant fait beaucoup plus pour les colons et la colonisation.

Jamais nous n'avons prétendu que l'Union nationale n'était ni habile ni apte à dépenser les millions. Mais, nous avons toujours cru et nous croyons encore que la chose qui importe, ce n'est pas tant de dépenser beaucoup d'argent que de dépenser à bon escient chaque cent prélevé dans le peuple et que chaque sou dépensé soit consacré au développement réel de la colonisation. Car nous savons que l'argent que nous dépensons est l'argent du peuple et qu'il a été gagné difficilement.

Dans la dernière année de son régime, en 1939, l'Union nationale se vante des millions dépensés. Et bien avec ces millions, son gouvernement a été incapable de placer plus que 131 colons sur des terres neuves en vertu du plan provincial et 848 en vertu du plan provincial fédéral, en tout 979. Sans cette masse d'or prélevée sur le

peuple, nous avons placé en 1940 en tout 1,673 colons, 551 en vertu du plan provincial, 1,122³ en vertu de l'autre plan.

Au temps de l'Union nationale, la colonisation fut une période de honte, les colons revenaient par centaines vers les villes. La colonisation a alors rétrogradé parce qu'on avait à la tête des départements des favoris et non des experts. Nous avons réussi, nous, à remettre de l'ordre et du bon sens dans ce département. Aujourd'hui on a simplifié, coordonné l'administration, augmenté les pouvoirs des chefs, placé un plus grand nombre de colons, et en dépensant le tiers de l'argent dépensé par l'Union nationale, nos amis d'en face. Sous le régime de mon honorable ami, l'argent destiné aux colons était dépensé par ceux-là qui étaient chargés de leur distribuer.

Nous, nous avons accompli une révolution dans la colonisation en y implantant un système qui débarrasse le colon du travail pénible de l'établissement, grâce à la motorisation. Nous avons introduit la mécanisation pour l'essouchement et le labour, au moyen de 30 gros tracteurs. Il ne faut pas oublier que nous vivons dans une société moderne. Celle-ci ne peut plus demander raisonnablement aux colons d'aller défricher à la hache, d'aller ouvrir les terres à coup de pelle et de bêche, quand la machine en une année fait plus que les colons en 15 années avec moins du tiers du coût. Trente tracteurs ont donné le résultat suivant: 17,478 acres essouchées; 1,338⁴ acres labourées et parmi les subventions payées, \$265,217 ont été attribués aux grains et \$102,871 au foin.

Jamais, les colons n'ont été aussi bien traités et satisfaits que depuis l'arrivée de mon gouvernement au pouvoir. Ils ne sont pas dans la misère, c'est la déclaration de tous les missionnaires-colonisateurs, de tous les évêques qui ont des régions de colonisation dans leur diocèse.

(Applaudissements)

De plus, contrairement au temps de l'Union nationale, les primes des colons sont payées à temps et en temps utile. L'ancien ministre payait les primes au jour de l'An, comme si cela avait été des cadeaux, quand les primes étaient dues en août. Aujourd'hui, nous, nous donnons aux colons ce qui leur est dû en temps. Nous les payons en août, septembre et octobre. Il est humain d'agir ainsi. La première chose qui est payée, c'est la prime aux colons.

Le député de Matane (M. Gagnon) a dit que les colons étaient réduits à manger leurs animaux domestiques. Cela est parfaitement normal. Un colon a parfaitement le droit de manger les animaux

convenables à sa nourriture, puisque ce sont eux qui les nourrissent. Le gouvernement a songé que les colons ont besoin de bestiaux et d'animaux sur leur terre; l'Union nationale, elle, oubliait de leur en procurer.

À même les budgets modestes du ministère de la Colonisation, le gouvernement a trouvé moyen de dépenser plus de \$120,000 pour l'achat de foin. Le fourrage a manqué dans le nord-ouest québécois et l'État a secouru les colons placés sans recourir à des budgets monstres. C'est ainsi, que nous avons distribué depuis notre arrivée au pouvoir 7,537 animaux de ferme avec l'aide du fédéral et envoyé du foin pour \$60,000 pour aider à nourrir ces animaux, sans pour cela jongler avec les millions. L'Union nationale jonglait avec les millions mais ne songeait pas à donner des animaux domestiques aux colons. Nous avons donné les animaux surtout en Abitibi, où les colons ne peuvent être aidés par leurs pères, comme dans le haut de Témiscouata ou de Rimouski. C'est notre devoir de donner satisfaction aux colons. Nous allons continuer. Nous les aidons aussi en égouttant leurs terres. Que le député de Matane aille en Abitibi et il verra des colons qui ont leur jardin, qui avaient deux acres en culture il y a deux ans et en ont 17 aujourd'hui.

(Applaudissements)

Le drainage est essentiel et spécialement dans l'Abitibi et le Témiscamingue. Mais ces terres sont faciles à travailler. C'est pourquoi il convient de bien les drainer. Le travail s'en trouve allégé. Le gouvernement a fait des travaux de drainage en Abitibi pour \$100,000 suivant un plan d'ensemble préparé par des experts. Ces derniers travaillent à la solution de ce problème du drainage, auquel on veut accorder de plus en plus d'importance. En 1941, le gouvernement a ainsi dépensé \$62,623 pour le drainage des terres de colonisation en Abitibi sans recourir à des budgets exagérés. Aujourd'hui les colons de cette région ont chacun de cinq à 10 arpents de terre essouchée et labourée par le département de Colonisation, avec jardins et semences nécessaires pour l'étendue mise en culture.

J'ai aussi le devoir d'administrer le département de l'Agriculture. Sous le régime libéral, les coopératives ont fait de gigantesques progrès. Nous avons fait quelque chose, sans le crier sur tous les toits. Nous avons développé l'esprit de coopérative. Nous avons assuré la fondation de 46 nouvelles coopératives agricoles au cours de l'année 1941. Celles-ci font pour \$20,000,000⁵ d'affaires par année, sans compter l'énorme chiffre d'affaires de la coopérative agricole centrale. La

coopérative est nécessaire et essentielle aux cultivateurs qui sont exposés à être exploités quand ils ne sont pas unis. C'est l'organisme naturel des cultivateurs qui ont décidé de se défendre ou du moins de se protéger. Je veux qu'ils s'unissent non pas contre les autres classes de la société mais pour qu'ils cessent d'être exploités par certaines sortes de politiciens.

Le député de Matane a dit que nous avions voulu étrangler l'Union catholique des cultivateurs. Mais elle n'a jamais eu autant d'octrois. Ce qui est vrai, c'est que l'Union nationale a voulu étrangler et détruire les cercles agricoles paroissiaux ou de comtés et les sociétés d'agriculture, qui sont la vie des cultivateurs. Or, l'opposition libérale les a sauvés. Je sais qu'une loi a été présentée, appuyée par les 70 députés de l'Union nationale, pour les faire disparaître et que le gouvernement d'alors a eu peur. Il a reculé et n'a pas présenté cette loi à cause des protestations des 10 braves qu'il y avait à gauche dans cette Chambre et qui s'y opposaient et la loi a été retirée.

Le député de Matane a dit que l'Union nationale avait créé la culture du tabac jaune dans la région de Joliette. Je serais injuste de nier que le député de Joliette (M. Barrette) ait fait quelque chose pour encourager cette culture. Il y a fait un travail considérable et louable, mais nous l'avions inaugurée dès 1932. Le mérite de l'initiative du mouvement vient de l'administration libérale qui, des années avant l'arrivée de l'Union nationale, avait fait étudier la question par des experts des centres d'expérimentation.

Mais la culture du tabac jaune n'est pas la seule culture qui a retenu l'attention du gouvernement. Il y a la culture du lin. Le chef de l'opposition en parlait l'autre jour comme une chose que l'Union nationale aurait inventée. Et bien, pour employer une expression qu'il connaît bien et doit lui être chère, je dirai que son arrière-grand-mère n'était pas née et les Canadiens récoltaient du lin. Son origine remonte à des temps très reculés. Lorsque j'étais ministre de l'Agriculture, avant l'avènement de l'Union nationale, nous avons organisé la culture du lin sur une plus grande échelle et sur des bases scientifiques. Il y a trois ans, on n'en cultivait que 2,000 acres et, en 1941, on en a cultivé 30,000 acres.

Nous avons décidé de développer la culture de la betterave en créant une nouvelle et grande industrie, celle de la betterave à sucre. L'on va construire incessamment une usine à Saint-Hilaire, qui sera prête à fonctionner l'automne prochain, au moins partiellement. D'une capacité de production

de 45,000,000 de livres⁶, elle intéressera 4,000 à 5,000⁷ cultivateurs. Cette culture, par la pulpe qu'elle laisse comme résidu, sera aussi d'un grand appoint pour les bestiaux et leur alimentation. Le département a envoyé depuis trois ans des experts et agronomes, en Ontario et au Manitoba, pour se documenter sur l'exploitation d'usines similaires et se mettre parfaitement au courant.

Nous avons développé le drainage des terres et nous en avons doublé l'octroi que donnaient nos prédécesseurs. Alors qu'en 1938-1939, l'Union nationale drainait 37,000 acres au coût de \$413,000, le gouvernement actuel en a drainé en 1940-1941, 56,000 acres au coût de \$505,000 et en 1941-1942, \$670,000.

Le gouvernement a aidé puissamment l'industrie laitière. Mon honorable ami se vante que, sous l'Union nationale, les budgets agricoles se sont élevés à \$49,000,000 alors qu'ils avaient été de \$10,000,000, sous un régime libéral. C'est justement à cause de cela que nous sommes de ce côté-ci de la Chambre. L'argent du peuple a été gaspillé et les mauvais administrateurs ont été rejetés. Tout en dépensant moins, nous avons tout de même trouvé moyen de payer aux cultivateurs \$735,000 avec notre prime sur le fromage, ce qui en a augmenté la production de 5 % et fait obtenir en retour aux producteurs de beurre une somme entre \$2,500,000 et \$3,000,000 de plus. En 1936, j'ai promis cette prime pour les mois d'hiver. On a dit: le premier ministre est cultivateur et il ne sait pas que les cultivateurs ne produisent pas de fromage en hiver. Ils promettaient, eux, une prime toute l'année. Ils ne l'ont jamais payée. Nous réalisons une promesse de l'Union nationale.

Au chapitre du commerce et de l'industrie, le gouvernement provincial n'a pas peur du capital étranger. Nous avons d'immenses ressources naturelles qu'il importe de ne pas laisser sous le boiseau et nous cherchons, par nos agences extérieures, à attirer chez nous des industries étrangères pour les développer. Ceux qui placent de l'argent dans cette province n'ont qu'une obligation: se soumettre aux lois. Si le capital étranger veut les observer, il sera traité comme le capital de chez nous.

Nous ne sommes pas jaloux du capital étranger, en fait, nous l'invitons à venir ici. Nous avons des représentants à Ottawa, à New York, en Amérique du Sud, qui disent ces choses au capital étranger. Depuis deux ans, le gouvernement a nommé des agents: l'un à Ottawa qui s'occupe d'attirer de nouvelles industries dans cette province et un autre à New York qui voit à placer nos produits.

Nous voulons que ce qui est l'héritage de la population soit exploité au profit de la population. Nous voulons que nos ressources naturelles soient développées dans l'intérêt du peuple, non en créant une centrale électrique dans les bois du Témiscamingue comme l'Union nationale, mais dans un endroit stratégique, au cœur de la province, là où elle pourra être utile à la population. Ainsi, elle assurera de l'électricité à meilleur marché et pourra mieux faire concurrence au trust de l'électricité. Nous allons l'établir. Quand nous aurons réussi à assurer à nos industries le pouvoir dont elles auront besoin, nous mettrons, autour de cette première entreprise d'étatisation, d'autres organisations appartenant au public et qui sont nécessaires au développement de la société. C'est notre politique et nous allons l'établir. Cette mesure sera suivie d'autres mesures identiques.

Nous considérons qu'il est temps que la politique dans cette province devienne plus sociale et plus humaine. C'est le principe que nous voulons pratiquer de plus en plus. Nous le ferons sans agir en matamores mais sans reculer, non plus, devant qui que ce soit. Le gouvernement essaiera de développer des entreprises appartenant à l'État. Nous ne ferons pas de bravade devant les gros intérêts auxquels nous n'appartenons pas et qui ne nous font pas peur, parce que nous ne leur devons rien. Nous n'avons pas peur d'eux parce que nous ne sommes pas dépendants ni liés aux gros intérêts.

(Applaudissements)

Nous ne voulons pas faire la guerre à quiconque ni à aucune classe. Nous voulons l'appui de toute la province. Que les gens appartiennent aux classes ouvrières, capitalistes ou agricoles, nous voulons qu'ils reçoivent un traitement équitable. Voilà la politique libérale, véritablement libérale, que nous entendons pratiquer.

(Applaudissements)

Au sujet des lois ouvrières, jamais les relations entre le capital et le travail n'ont été meilleures que depuis trois ans. Si nous avons passé les deux ou trois dernières années dans la paix intérieure en cette province, en dépit des difficultés de l'heure, c'est que nous avons essayé d'y faire régner la justice. La paix règne entre patrons et travailleurs. Cela représente quelque chose. Et cela est ainsi parce que nous avons rétabli la loi des conventions collectives de travail qui avait été sabotée par l'Union nationale. Cette dernière a saboté la loi, mais nous l'avons rétablie, cette loi. Nous voulons faire régner dans la province une véritable démocratie, basée sur la justice. Le gouvernement a créé un Conseil supérieur du travail

pour l'aider dans sa tâche et il considère que c'est là faire œuvre de véritable démocratie.

Le gouvernement a créé de nombreuses et puissantes coopératives de pêcheurs. Ils reçoivent cinq fois plus d'argent qu'ils ne recevaient sous le gouvernement précédent pour le poisson qu'ils retirent de la mer. La pêche n'a pas été bonne l'été dernier et cependant les pêcheurs sont quand même satisfaits de leur sort et heureux, parce qu'ils se sentent aidés et leurs revenus n'ont pas été mauvais.

L'opposition criait contre les contrats sans soumissions et cependant, au pouvoir pendant 38 mois, les contrats étaient accordés sans soumissions et dans les conditions les plus avantageuses pour l'entrepreneur. On donnait des contrats à 5 % et à 10 %. L'année dernière, de nouvelles routes ont été construites partout dans la province. Nous avons exécuté des travaux sur 1,200 milles de chemins nouveaux, dont plus de 650⁸ milles de routes permanentes et 860 milles en gravier, 286 en surface bitumineuse et 54 en ciment. Que le député de Matane voyage un peu plus et il s'en rendra compte. Et tout cela s'est fait sans scandale. Tous les contrats ont été accordés aux plus bas soumissionnaires, quelle que fût leur couleur politique. Nos adversaires connaissent mieux que personne le nombre de leurs amis qui ont obtenu des contrats.

Concernant les ponts de péage, le député de Matane a dit à ce sujet: "Vous aviez plongé un poignard dans le dos des contribuables en imposant les péages et vous l'avez tout simplement retiré." Ça n'est pas cela du tout. À regret, nous avons donné un coup de bistouri dans la plaie béante des finances publiques laissées par l'Union nationale. Quand la plaie a été guérie, nous avons retiré le bistouri.

(Applaudissements)

Je l'ai dit à la Chambre déjà, c'est le peuple qui fournit au gouvernement l'argent dont il a besoin par des impôts. Pour que le peuple se rende compte de cela, il faut des impôts voyants. Celui des ponts en était un. Il a disparu. Nous avons aboli les taux de péage sur tous les ponts de la province, y compris les trois ponts privés que le gouvernement a achetés au cours de l'année et qui étaient des ponts de péage. Le gouvernement provincial a été en mesure d'acheter ces trois ponts sur lesquels le public voyageur avait été accoutumé de payer un droit du seigneur ou une redevance municipale.

Que l'on remarque que nous avons acheté ces trois ponts privés avant d'imposer les péages que nous abolissons, de sorte que le peuple y a gagné, puisqu'il ne paiera plus sur ces ponts. Nous avons

augmenté temporairement les péages sur les ponts parce que nous avions besoin de fonds pour remettre de l'ordre dans les finances de la province. Mais, nos finances sont maintenant assainies. Après la taxe des ponts, d'autres disparaîtront, car nos mesures d'économie nous permettront d'alléger le fardeau des contribuables.

Le gouvernement a créé des réserves cantonales et il a nommé une commission d'enquête, présidée par l'honorable député de Beauce (M. Renault). Nous en attendons de bons résultats. Le député de Matane ne semble pas avoir très bien compris le rôle de la commission Renaud. Exactement, cette commission a été nommée pour faire enquête sur le prix payé aux colons pour le bois qu'ils vendent.

Nous avons donné à la province une nouvelle loi des liqueurs raisonnable pour des gens raisonnables. Nous avons dit aux citoyens de la province que s'ils ne voulaient pas être raisonnables, nous allions resserrer les mailles de la loi. Mais, la population a été très raisonnable. La loi n'a pas fait cesser tous les abus du même coup mais, depuis la mise en vigueur de la nouvelle loi des liqueurs votée l'an dernier, je reçois des centaines de lettres de félicitations des quatre coins de la province, des lettres de membres du clergé, me disant que notre loi est bonne. L'amélioration s'est fait sentir partout. La loi n'était pas parfaite, étant donné qu'elle avait été amendée l'année dernière, mais je suis heureux d'annoncer à la Chambre, qu'en dépit d'un certain relâchement, attribuable à l'état de guerre, si l'augmentation de la consommation d'alcool a été de 28 %⁹ à 30 % dans tous les pays, elle n'a été que de 14 % dans la province de Québec.

(Applaudissements)

Certaines personnes croient que la loi est trop stricte, d'autres croient qu'elle ne l'est pas assez, et particulièrement en temps de guerre; les gens ont leurs idées sur les lois relatives aux boissons alcooliques. Les gens doivent être protégés par les lois relatives aux boissons alcoolisées. Nous avons reçu des requêtes nous demandant de changer la loi. Les requêtes peuvent continuer. Nous ne changerons pas notre loi, quelle que soit la violence des campagnes organisées que l'on montera contre elle.

Les vendeurs de boissons voudraient des heures plus longues et des facilités plus grandes pour faire leur commerce. Ils ne les auront pas. Quelles que soient la pression des vendeurs de boisson, et les annonces qu'ils publient dans les journaux, les heures de vente ne seront pas changées. Le dimanche sera respecté et la loi restera ce qu'elle est. Je félicite

l'honorable procureur général (M. Girouard) d'avoir si bien dirigé l'application de cette loi. Une loi peut être bonne mais si elle n'est pas bien appliquée, elle ne vaut rien. Je félicite mon collègue très sincèrement.

(Applaudissements)

À cause de notre climat et de nos familles nombreuses, les statistiques de la santé publique de notre province ne se comparent pas convenablement à celles des autres provinces. Nous avons augmenté, l'an dernier, le nombre des unités sanitaires de 45 à 63 et nous avons augmenté de 600 le nombre des lits pour les tuberculeux. Le placement familial a aussi continué avec de bons résultats.

Le gouvernement a créé de nouvelles écoles spécialisées: nouvelles écoles, 165; nouvelles écoles normales, 4; écoles rénovées, 486; argent versé pour améliorer le salaire des professeurs, \$1,500,000, et la province compte maintenant 30 écoles secondaires de premier cycle ou instituts familiaux, 1,000 bibliothèques scolaires et 60,000 volumes. Nous avons créé un Conseil supérieur de l'enseignement technique. Avec tous les citoyens, nous voulons réaliser une réforme de notre système d'éducation.

J'aborde maintenant la question de l'enseignement. Je sais que c'est un sujet épineux et disputé. Mais j'en parlerai quand même où et quand cela me plaira. Je dirai toute ma pensée. Il est nécessaire, dans bien des cas, de donner un côté plus pratique à notre système d'enseignement. Nous voulons que les Canadiens français et les Canadiens anglais de la province soient aussi instruits que qui que ce soit dans le monde. Que les Canadiens soient anglais, soient français, ils ont droit à l'instruction et qu'aucun ne doit être privé de chances d'avenir parce que notre système d'éducation est inférieur à celui de n'importe quel autre pays du monde.

En cherchant une solution aux problèmes, le gouvernement souhaite collaborer avec les parents, le clergé et avec les laïques. Les premiers éducateurs ont droit à la reconnaissance de tout un peuple pour l'œuvre qu'ils ont accomplie dans des conditions difficiles. Grâce à Dieu, nous avons le cœur assez haut placé pour reconnaître ce que nos éducateurs religieux et laïques ont accompli dans le passé pour l'éducation de la province. Ce sont eux qui ont assuré notre survivance, quand on sait que leurs ressources n'étaient pas ce qu'elles auraient dû être, quand on considère tout ce qu'ils ont, c'est à genoux qu'il faut les remercier. Mais, j'ajoute que nous avons également le cœur assez haut placé pour nous rendre compte que les Canadiens français visent à

l'aisance et non à la pauvreté, à l'instruction et non à l'ignorance.

Je ne suis pas de ceux qui disent que l'héritage des Canadiens français doit être un héritage de pauvreté, de souffrance et d'ignorance. Les Canadiens français ne visent pas à la richesse, mais à une honnête aisance. Ils désirent s'instruire pour leur satisfaction personnelle, pour leur propre avantage et pour être en mesure de participer à la vie économique, sociale et intellectuelle de leur pays. C'est une ambition légitime, nous voulons la favoriser. Pour cela, nous avons l'intention de coopérer efficacement avec les pères de famille et les éducateurs, tant religieux que laïques. Les pères de famille ont des droits sur l'éducation de leurs enfants. Ils ont le droit de demander qu'on donne à leurs fils un enseignement plus pratique.

Je crois qu'il manque quelque chose à notre système d'éducation. Il a besoin de plus de sens pratique. Beaucoup de nos jeunes gens ne peuvent réussir comme ils sont aptes à réussir, parce qu'ils n'ont pas l'éducation pratique voulue. Je suis pour l'éducation à tous ses degrés.

Mais pour que cette mission soit remplie avec efficacité, il faut comprendre le sens de la vie. Je veux garder à tout prix à la province sa culture française, qui est sa plus belle caractéristique et qui lui permettra de remplir sa mission sur cette terre d'Amérique. Nous voulons donner à nos jeunes une éducation qui les préparera à leurs carrières. Je ne consentirais pour rien au monde à céder cette culture que nous tenons de nos aïeux. Mais, avec cela, à côté de cela, il importe d'organiser un système pratique.

Il faut donner à la jeunesse une instruction pratique qui lui aidera à choisir une carrière. C'est une simple retouche qui s'impose. Nous voulons un peu plus de science au début du cours classique. J'aimerais que lorsqu'un jeune termine son cours classique qu'il soit prêt à entrer dans une école d'agriculture, une école technique ou une autre école. Il faut que le jeune homme, à 15 ou 16 ans, qui est rendu en versification et ne se sent pas d'aptitudes véritables pour le cours classique, qui n'a pas l'intention de devenir prêtre ou professionnel, n'ait pas perdu son temps.

On attaque le gouvernement parce qu'il veut donner au peuple des outils de défense et de conquête économique. Les oppositionnistes prétendent que si certains jeunes hommes peuvent trouver profit à connaître l'anglais, cela ne saurait être la même chose pour les fils du peuple qu'ils soient fils de la glèbe ou enfants d'ouvriers. Je suis contre les castes en cette province. Je dis que le fils

d'habitant doit avoir droit aux mêmes privilèges que les autres, et que pour cette raison il est normal et bon qu'on lui enseigne l'anglais. Il ne doit pas inéluctablement toujours rester habitant. Je ne veux pas qu'on garde aux seuls fils d'avocats le privilège exclusif d'être avocats et aux seuls fils de médecins le droit d'être médecins.

Je crois que les gens de ma province devraient avoir accès à tous les endroits possibles au Canada. Nous, Français et Anglais, avons la tâche de travailler davantage pour la cause commune. Je ne fais aucune distinction entre les deux grandes races de la province. Chacune d'elles a des caractéristiques, je l'admets, mais il n'y a pas de raison pour que l'esprit d'entente ne règne pas entre elles; mais elles devraient s'épanouir toutes les deux pour que leur héritage respectif et que leurs avantages servent la société. Agençons leurs caractéristiques et montrons au monde l'exemple que nous pouvons travailler ensemble pour la même cause, pour que le Canada soit un pays important.

Je veux que tout jeune homme qui a du talent, de l'honnêteté, de l'ambition puisse arriver n'importe où en ce pays, puisse entrer dans toutes les professions, atteindre tous les sommets. Les castes ne doivent pas exister dans cette province. Nous voulons que notre pays soit une véritable démocratie.

Il répète que l'anglais devrait être enseigné aux Canadiens français de la province. Je suis moi-même un fils d'habitant, je sors du cinquième rang. Et bien, je dis que je pourrais aujourd'hui porter peut-être plus allègrement mes responsabilités, en certaines occasions, si j'avais reçu un enseignement plus pratique aussi bien en anglais et en d'autres matières. L'habitant doit avoir quelques notions de l'anglais afin de résoudre les problèmes de la vie quotidienne. Interdire aux fils d'habitants d'apprendre l'anglais serait faire preuve d'une rare étroitesse d'esprit. Il ne s'agit pas de faire des bilingues parfaits, mais de donner à nos jeunes gens une éducation qui leur permette de se mêler à la vie du pays. Je ne veux pas que l'on enseigne l'anglais au détriment du français. Je crois comprendre le problème canadien-français et je pense que, si on a du talent, on doit pouvoir atteindre tous les sommets et toutes les professions.

Le gouvernement s'attend à être en mesure d'annoncer à la prochaine session l'établissement de la Commission du service civil. Celle-ci donnera aux fonctionnaires cette stabilité indispensable au bon fonctionnement de l'État, mais aussi afin d'assurer aux cultivables la nomination d'employés compétents plutôt que l'installation des favoris du

régime. C'est une loi d'une élaboration laborieuse et le travail d'organisation est très considérable. Le projet ne pourra être présenté qu'au cours de la prochaine session. Dès lors, une loi sera présentée à cette fin. Un meilleur système de pensions sera disponible à tous les employés de la fonction publique à compter de l'année prochaine. En attendant, des comités feront le travail de préparation. Présentement, nous avons dans chaque ministère un bureau d'examen qui s'occupe du travail préliminaire et qui voit à choisir les candidats.

Lorsque l'Union nationale a quitté le pouvoir, il y avait 10,000 demandes de prêts en suspens au Crédit agricole sur les listes du ministère de l'Agriculture. Il n'en reste plus que 212¹⁰ aujourd'hui. Cela constitue un progrès évident. C'est aussi peu qu'on peut raisonnablement en avoir en suspens dans une province. Sous l'Union nationale, ce ne sont pas les cultivateurs qui ont le plus profité du prêt agricole mais les favoris du régime, voire même les employés de l'administration.

Parlant du taux d'intérêt, si l'on tient compte des conditions, le cadeau fait aux cultivateurs est plus considérable sous le présent régime libéral que sous l'ancienne administration. Je vois sourire le député de Chicoutimi (M. Talbot). Bien, je pourrai lui montrer des faits précis qui le persuaderont que, sous l'ancien gouvernement, le prêt agricole, au lieu de profiter à des cultivateurs véritables, servait souvent à satisfaire certains fonctionnaires quand ce n'était pas les fins de quelques maîtres de poste. Ce cadeau était de 25 % de 1 % (0.25 %) et il est aujourd'hui de 1 %.

On nous reproche d'avoir légèrement augmenté le taux d'intérêt. Mais nous payons 4 % pas à cause du gouvernement actuel, qui pourrait emprunter à meilleur marché que le dominion du Canada lui-même, mais à cause de la guerre.

Au sujet des caisses populaires, le gouvernement de l'Union nationale ne peut réclamer l'exclusivité de leur venue en aide. Le nombre des caisses populaires était de 450. Nous l'avons augmenté à 613 en deux ans. Nos amis de l'opposition donnaient \$40,000 aux caisses. Nous leur donnons \$60,000 par année. Ce sont de magnifiques institutions qui doivent être encouragées. Elles sont la meilleure source de crédit pour les classes rurales et les petits épargnants. Nous continuerons à leur fournir notre collaboration.

On a parlé des élections partielles et le député de Matane (M. Gagnon) a dit que les cultivateurs étaient mécontents de l'administration actuelle. Si on relève les résultats de Saint-Jean-Napierville, on

verra que tous les "polls" ruraux ont donné une majorité au candidat libéral. Et dans Huntingdon, comté traditionnellement conservateur, nous avons remporté la plus grosse majorité jamais donnée. Voilà la réponse des paysans aux attaques contre le gouvernement¹¹.

On a voulu ridiculiser notre loi qui a pour but de protéger les moutons, mais on a eu dans Saint-Jean et Huntingdon la réponse des cultivateurs au sujet de la politique agricole du gouvernement. Dans ces deux comtés tous les districts ruraux ont donné des majorités au gouvernement.

À propos des insinuations de l'opposition à propos de Boulot de Gambermont, étalon de grande race qui a mérité plusieurs grands prix aux expositions agricoles, on a dit que nous manquions à la tradition démocratique du Parti libéral en nommant ce cheval Boulot de Gambermont. Le député de Matane qui n'a jamais connu la terre, ignore peut-être que c'est la coutume de donner à un cheval le nom de la ferme où il a pris ses premiers ébats. Boulot vient de la ferme de Gambermont en Belgique. Voilà l'explication. On a souligné en souriant que c'est un beau cheval. Je connais ça, moi, la terre et les bêtes. Je l'ai choisi parce qu'il était beau.

Dans Huntingdon, le représentant de Matane a fait des reproches au sujet de l'outillage employé pour des travaux de drainage, sur ma ferme. Cet outillage a été loué à un entrepreneur. Ma ferme a été drainée, mais à mes frais. Voilà ce que vous auriez appris si vous aviez regardé un habitant en face. J'ai payé ce drainage aux dépens de mes dettes, je l'admets. Mais, pas un cent de la province n'y a passé. Il y a ici un comité des comptes publics. Bien que l'on fasse enquête. Je ne redoute pas les accusations de cette sorte.

M. Gagnon (Matane): Si l'honorable député de L'Islet se rappelle encore qu'au lendemain de ce discours, je lui ai dit que j'avais été mal informé, il conviendra pour le moins qu'il manque de courtoisie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous avons voulu montrer ce que nous avons fait en deux ans: encouragement à toutes les activités de la vie québécoise, préparation aux problèmes de l'après-guerre. Il réaffirme son désir de voir la plus parfaite entente régner entre les citoyens de toutes les provinces.

Je suis orgueilleux de ma province et je crois que nous pourrions la placer au premier rang de toutes les provinces du dominion. Nous sommes

dans la Confédération, travaillant cœur à cœur avec les autres groupes du pays. Nous vivons en Amérique et nous ne devons pas vivre à l'écart des autres. Nous voulons comprendre les gens des autres provinces et nous voulons qu'ils nous comprennent. Nous voulons comprendre leurs problèmes, afin de nous permettre de mieux travailler avec eux dans l'intérêt commun du pays. Je voudrais prêcher à la population de ma province qu'il y a une chose qui s'appelle la patrie, une chose qui doit primer les partis politiques, les intérêts politiques et privés, que nous voulons grande et belle. En cette heure grave alors qu'elle est menacée, il est bon de penser à elle.

La patrie canadienne s'étend de l'Atlantique au Pacifique. Aucune partie du Canada ne doit être fermée aux citoyens de ma province. Le Canada appartient à tous les Canadiens et je refuse d'accepter l'idée que les Canadiens français devraient toujours se cantonner dans les limites du seul Québec. Je veux que notre patrie soit le Canada, uniquement le Canada, mais tout le Canada. Je veux enseigner cela à la génération qui monte. Je veux aussi que les hommes publics lui apprennent la même chose. Si nous le faisons, nous contribuerons à créer une mentalité vraiment canadienne. C'est à cette seule condition que nous formerons des hommes qui pourront accomplir la mission française qui nous est dévolue sur ce continent. Prouvons que nous avons l'intelligence assez large pour comprendre l'ensemble du problème canadien et l'âme assez haute pour embrasser d'un amour généreux toute la patrie canadienne qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique.

Nous devons réaliser que des responsabilités de plus en plus lourdes nous incombent pour la mission française à l'heure où la France à genoux ne peut plus rien faire. C'est un privilège pour les Canadiens français du Canada d'être appelés, en ces heures d'épreuves et de souffrances infligées au monde civilisé, de reprendre la mission abandonnée de force par la France martyrisée. Nous nous unissons aux autres nations afin d'assurer la survie de la culture latine et française, l'un des remparts du christianisme dans le monde. Nous avons le devoir de continuer l'œuvre de la France, qui fut la lumière du monde. Nous devons créer de la lumière, des œuvres de l'esprit et contribuer à établir une meilleure compréhension des problèmes mondiaux.

La mission que nous avons à remplir est celle de la France, c'est une mission civilisatrice. Est-ce que l'accomplissement de notre mission française est trop lourd pour nous? Non. Les Canadiens sont généreux et quand je dis les Canadiens, je parle des

deux groupes: Canadiens anglais, Canadiens français, avec leurs caractéristiques et leurs aspirations particulières. Mettons toutes nos ressources ensemble au lieu de diviser et nous donnerons au monde l'exemple de ce que peut un peuple formé de groupes différents quand on travaille dans un but commun: la grandeur de la patrie canadienne.

(Applaudissements)

M. Pouliot (Gaspé-Sud) explique qu'il est obligé de parler à la place du représentant de Labelle (M. Paquette), ancien ministre, rappelé chez lui d'urgence et pour montrer que tout le monde réalise entièrement l'importance de la situation mondiale actuelle.

Il félicite les parrains de la motion débattue et il présente ses condoléances aux membres de l'Assemblée dont les familles sont en deuil depuis la fin de la dernière session. Après ces quelques mots de préambule, il propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Questions et réponses:

Comptes publics

M. Gagnon (Matane): À quel moment seront déposés les *Comptes publics*?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Les *Comptes publics* seront déposés à la Chambre le plus tôt possible.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre de la Chasse et de la Pêche

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et de la Pêche pour l'année finissant le 31 mars 1941. (Document de session no 9)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit

ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

NOTES

1. Le discours du premier ministre dure une heure et 45 minutes, selon *La Patrie* du 28 février 1938, à la page 36.
2. Selon *Le Canada* du 28 février 1938, à la page 2: depuis 70 ans.
3. Selon *Le Soleil* du 28 février 1938, à la page 12: 1,522 colons de placés.
4. Selon *La Presse* du 28 février 1938, à la page 51: 1,358 acres de labourés.
5. Selon *Le Devoir* du 28 février 1938, à la page 3: \$30,000,000.
6. Selon *La Presse* du 28 février 1938, à la page 51: 50,000,000 de livres.
7. *La Patrie* du 28 février 1938, à la page 36, mentionne le chiffre précis de 5,200 cultivateurs.
8. Selon *La Presse* du 28 février 1938, à la page 51: 600 miles de routes permanentes.
9. Selon *Le Canada* du 28 février 1938, à la page 2: 28 %.
10. Selon *The Chronicle Telegraph* du 28 février 1938, à la page 4: il reste 215 demandes de prêts au Crédit agricole en suspens.
11. Selon *Le Soleil* du 28 février 1938, à la page 12: "Voilà la réponse des paysans aux attaques du gouvernement."

Séance du mardi 3 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées devant la Chambre:

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated, demandant l'adoption d'une loi les unissant et fusionnant en une seule corporation (M. Kirkland);
- de Samuel-Léopold Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Potvin);
- de James Keith et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Christian Brethren Church dans la province de Québec (M. Bullock).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de John Stephen Oppe, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de John Stephen Stephens (M. Bullock);
- de Belleterre Quebec Mines Ltd., demandant l'adoption d'une loi incorporant un certain territoire des cantons de Guillet et de Blondeau sous le nom de "Ville de Belleterre" (M. Goulet);
- de Canada Steamship Lines, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, et accordant une commutation de taxes à Canada Steamship Lines, Limited (M. Morin, Québec-Centre).

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 27 février dernier, sur la motion proposée par M. Dumoulin, dont elle a été saisie mercredi le 25 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Pouliot (Gaspé-Sud)¹: Je ne veux pas critiquer le gouvernement, mais faire des suggestions et l'aider. Je regrette l'absence et la maladie de l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis), qui nous manque beaucoup. J'offre mes sympathies au premier ministre qui a perdu momentanément son bras droit, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard); son absence prive le premier ministre d'un conseiller aussi puissant que bien écouté² et qui se voit de plus privé des lumières du chef de l'opposition, l'honorable Duplessis. Je leur souhaite un prompt rétablissement.

Il est surpris que le discours du trône ne contienne pas d'innovations dans le domaine législatif. Il reproche au premier ministre de faire remonter au début de son régime le réveil agricole dans cette province alors qu'il a pris son origine sous l'Union nationale avec, notamment, le crédit agricole et le drainage des terres. Le gouvernement actuel n'a fait que continuer la politique inaugurée par l'Union nationale.

Le premier ministre a fait une bataille d'arrière-garde, défendant son administration au lieu d'annoncer des lois neuves et progressives.

Le gouvernement ne fait rien pour les cultivateurs de la péninsule gaspésienne, et partout ailleurs, il ne fait que donner suite à des réalisations de l'Union nationale. Dans le domaine de l'agriculture, l'essor donné par le gouvernement à la

culture de la betterave à sucre est une belle initiative. Il approuve la construction d'une usine de betteraves. Malheureusement, dit-il, c'est une initiative qui ne profitera pas à la masse des cultivateurs. Avant de songer à implanter dans Québec des cultures spécialisées, le premier ministre devrait d'abord aider la population agricole d'une façon générale.

Et la meilleure façon d'aider la masse des agriculteurs, c'est de voir qu'ils obtiennent des prix raisonnables pour leurs produits. Le cultivateur sera un grand facteur de victoire. Le gouvernement doit donc l'aider davantage, assurer un meilleur prix à ses produits et prévenir la désertion des campagnes. Le cultivateur ne reçoit pas des gouvernements la protection à laquelle serait en droit d'exiger le principal artisan de la victoire. Il met le gouvernement en garde contre la centralisation.

Le premier ministre semble croire que les colons sont heureux. Mais si l'on parcourt les rangs de certaines colonies, combien de lots sont abandonnés? L'on trouve beaucoup trop de ces lots vacants et de maisons abandonnées. Il réproche la désertion des campagnes, accentuée par la multiplication des industries de guerre. Il déplore surtout que de nombreux colons aient abandonné leurs lots. Il y voit là une preuve que le gouvernement n'a pas eu toute la sollicitude voulue.

Actuellement, les fils de cultivateurs s'enrôlent ou viennent travailler dans les usines de guerre qui s'ouvrent dans les villes et qui réclament une main-d'œuvre considérable. Ces gens perdent l'amour de la terre devant la vie facile des villes. Je me demande si, après la guerre, ils seront nombreux ceux qui voudront retourner sur les terres et sur les fermes. Pourquoi le gouvernement ne voit-il pas à décentraliser l'industrie? Si l'on décentralisait les industries de guerre, si l'on créait de petits centres industriels dans nos campagnes, dans chaque comté rural, les fils de cultivateurs pourraient trouver du travail dans leur région, les cultivateurs resteraient sur la terre et leurs enfants continueraient d'être élevés dans l'atmosphère familiale, infiniment plus saine que celle des villes. Cette décentralisation aurait pour résultat d'augmenter notre production industrielle tout en empêchant la désertion des campagnes.

La politique de colonisation mécanisée a eu beaucoup de valeur en certains endroits. Mais il y en a d'autres où les tracteurs ont tout enlevé et rendu les lots impropres à la culture. Si cette technique est excellente en principe, il arrive qu'en pratique elle cause des dommages considérables aux terres des futurs paysans. Ces défrichements motorisés ont appauvri les colons en les privant de bonnes terres

par l'essouchement irraisonné. En plus, pour essoucher et labourer, souvent sans discernement, les terres des colons au moyen de tracteurs, le gouvernement exige d'eux, en retour, une rétribution qui se traduit souvent par une annulation de leurs primes.

À propos des mesures que le gouvernement entend prendre pour mettre notre domaine forestier à l'abri, afin de prévenir les années maigres qui sont appelées à suivre la période de guerre, je suggère que le ministère des Terres et Forêts exerce une meilleure surveillance pour empêcher les producteurs de bois de couper des arbres trop jeunes ou de trop faible diamètre.

Plus que jamais nos forêts subissent une coupe excessive et sans discernement. On profite de la hausse des prix d'une façon peu ordonnée pour couper sans discernement. À la faveur de la guerre, on risque fort de ruiner notre domaine forestier pour plusieurs années à venir. Est-ce ainsi qu'on va garder aux générations futures un moyen de subsistance convenable? Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) devrait s'occuper de cette question.

En plus d'avoir supprimé les inspecteurs dans les camps de bûcherons, le gouvernement n'a pas tenu ses promesses vis-à-vis les bûcherons. On dit que leurs salaires sont élevés, mais pourquoi des centaines, des milliers d'entre eux sont-ils allés dans les chantiers d'Ontario où les gages sont meilleurs?

Puis, il en arrive au problème de l'enseignement. Il cite une déclaration du député de Matane (M. Gagnon) dans laquelle le chef intérimaire de l'opposition rend hommage au clergé de la province:

"Le gouvernement veut réformer l'éducation. Je le mets en garde contre un zèle intempestif dans ce domaine. Que l'on n'oublie pas l'œuvre des communautés religieuses enseignantes accomplie au cours des 200 dernières années, à des salaires inférieurs à ceux des balayeurs de rues."

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement ne doit pas oublier le travail des collèges classiques, qui ont progressivement modifié leurs programmes dernièrement. Au lieu de mépriser ces institutions, il serait préférable de leur fournir les outils nécessaires pour leur permettre de progresser. On veut réformer l'enseignement, et bien, je dis que, si l'on doit rajeunir les formules, il faut que l'on conserve les cadres. Tout système éducatif, en notre province, doit être basé sur la collaboration de l'État et du clergé, premier apôtre de l'éducation dans notre

pays³. Il se dit surpris de constater que le gouvernement n'a pas souscrit à ces remarques⁴.

À propos de l'enseignement intensifié de l'anglais dans nos écoles, je dois dire que je suis pour qu'on enseigne cette langue seconde, et ce, dans toutes les écoles. Il ne faut pas cependant que cela soit au détriment du français. Mais, je dis qu'il faudrait que l'on enseignât également la langue française dans les écoles anglaises.

Nos gens doivent savoir parler couramment les deux langues. Les Canadiens français devraient être assez gentils pour donner plus souvent à leurs concitoyens de langue anglaise la chance de pratiquer le français. De même, il souhaite que les députés de langue anglaise donnent l'occasion à leurs collègues de langue française de converser en français avec eux.

Les pêcheries sont importantes pour l'économie gaspésienne et occupent une grande place dans les colonies de la Gaspésie. Je suis surpris que le gouvernement s'attribue le mérite de l'aide aux pêcheurs, qui a commencé en 1936 et non en 1940. La première coopérative de pêcheurs fut fondée en 1938 sous le règne de l'Union nationale et c'est en 1936 et non 1940 que fut inaugurée l'ère nouvelle dans le domaine des pêcheries.

Le premier ministre a peu parlé de la voirie. Un dicton populaire prétend que toutes les routes conduisent à Rome, maintenant est-ce que tous les bons chemins mènent à Saint-Hyacinthe? J'espère que l'on va réparer les routes qui sont en mauvais état. Le département de la Voirie a négligé l'entretien d'une foule de chemins ruraux qui servaient aux colons et aux cultivateurs.

L'abolition des ponts de péage n'est qu'une demi-mesure, parce que le gouvernement actuel, au lieu d'assumer le coût entier de la construction de nouveaux ponts, en charge le tiers aux contribuables. Ainsi, le gouvernement a trouvé un moyen détourné de garder le profit qu'il réalisait sur les ponts de péage.

Le premier ministre a omis de parler de l'entente fédérale-provinciale, relativement à l'impôt sur le revenu des corporations. Je crains fort, dit-il, que les ententes conclues entre le gouvernement provincial et le pouvoir central relativement aux impôts sur le revenu et les successions n'ébranlent fortement l'autonomie provinciale et ne soient encore une porte ouverte à l'abandon de nos droits. Notre autonomie provinciale est un dépôt sacré que nous devons conserver intact. En échange de certains privilèges, le gouvernement fédéral nous propose une compensation financière qui doit mettre dans nos coffres une somme équivalente d'argent.

Alors pourquoi avoir négocié cette entente? À quoi aura servi l'abandon de nos droits? Les concessions faites à la faveur de la guerre ne seront-elles pas le prélude de pertes plus étendues et plus considérables? Nous devrions faire nôtre et pratiquer la vieille maxime anglaise: "What we have, we hold", "Ce que nous avons, nous le gardons", qui a tant d'actualité en ce moment.

Mon dernier mot sera aux fils du Québec qui montent silencieusement la garde sur les falaises crayeuses de l'Angleterre et aux quelque 500 braves soldats de la Gaspésie qui sont actuellement prisonniers des Japonais à Hong-Kong. Il rend hommage à la vaillance et à l'héroïsme des centaines de Gaspésiens qui se sont enrôlés.

(Applaudissements à droite et à gauche)

Sans distinction de races ou de partis, dit-il, nos jeunes gens, libéraux ou de l'Union nationale, Canadiens français ou anglais, se battent actuellement ensemble et sur tous les fronts. Je leur adresse nos meilleurs vœux et un témoignage d'admiration. Lorsque viendra l'heure de la victoire, ils auront bien mérité la patrie. La guerre n'est pas encore gagnée. En face du danger qui nous menace, nous ne devons pas ergoter inutilement et garder un silence prudent.

Nous sommes en guerre. Cherchons la cause, non pas dans la haine d'un homme que la civilisation abhorre, mais dans chacun de nous.

Le rôle des législateurs est de protéger ce qui nous reste de biens avant que nous n'ayons à faire face à la ruine complète. Nous, législateurs, cherchons à mettre dans nos lois ce qui préviendra la licence. Essayons d'être les justes qui sauveront la patrie. Cela nous obtiendra peut-être la victoire que nous attendons tous avec anxiété.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Lotbinière)⁵: On s'est réjoui, M. l'Orateur, de vous voir présider encore à nos délibérations. Permettez-moi d'en exprimer le regret, car vos fonctions présidentielles ne vous permettent pas de prendre part aux délibérations de la Chambre. Le rôle muet ne vous convient pas. Je considère que vous pourriez être plus utile à un siège de ministre que sur un trône d'Orateur.

(À ce moment, les lumières s'éteignent)⁶

Je suis convaincu, M. l'Orateur, que dans ce rôle de ministre, vous jetteriez de la lumière sur nos débats et au Conseil exécutif.

(Les lumières se rallument. Rires)

Je souhaite que vous descendiez bientôt de votre tour d'ivoire.

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse. Le proposeur, mon voisin, l'honorable député de Montmorency (M. Dumoulin) a parlé comme un honnête homme.

Le premier ministre a traité en maître de plusieurs sujets, principalement de colonisation et d'agriculture, thèmes qu'il connaît magnifiquement et que le chef de l'opposition a eu l'imprudence de mettre sur le tapis. Il a également parlé d'éducation. Je ne partage pas toutes ses idées ni toutes ses opinions. Mais, je dois convenir qu'il a parlé avec son cœur cette fois et il a parlé avec tellement de sincérité qu'il nous a fait penser comme lui, même malgré nous.

(Applaudissements à droite)

Je suis heureux de dire qu'il donne l'impression à la Chambre et à la province d'un homme sincère, qui parle avec une belle éloquence. En attendant le premier ministre, on est porté à se répéter cette définition du parfait orateur formulée par Cicéron: *vir bonus discendi peritus*,⁷ un honnête homme qui s'exprime avec habileté et élégance.

Le représentant de Matane (M. Gagnon) a prononcé un discours inégal. Il a parlé avec beaucoup de conviction sur l'autonomie provinciale et j'approuve en tous points ce qu'il a dit à ce sujet. La Législature est la gardienne de notre autonomie et elle ne doit faire aucune concession que ce soit en ce domaine et garder intacte notre autonomie provinciale.

Sans doute pour me faire plaisir, le député de Matane a suggéré au gouvernement de nommer M. l'abbé Lionel Groulx membre du Conseil de l'instruction publique, le choix le plus beau à faire. Personnellement, je verrais cette nomination d'un œil satisfait. Malheureusement, je crains fort que s'il n'en tenait qu'au ministre de l'Instruction publique, (sic)⁸ M. John Charles Harvey (il prononce à l'anglaise) ait préséance sur l'abbé Groulx, et y entre avant lui.

Le représentant de Matane a fait un éloge de Saint-Jean-Baptiste, de nos collèges classiques. C'est beau pour le 24 juin. Il n'a pas parlé des réformes essentielles et fondamentales qui s'imposent dans le domaine de l'éducation. Parmi les réformes les plus urgentes, je mentionnerai une éducation plus nationale, la formation de techniciens pouvant lutter avantageusement avec nos compatriotes de langue anglaise et avant tout, il faudrait accorder une attention plus spéciale à la réforme des caractères, afin de donner aux nôtres plus de fierté et de ténacité.

Les arguments apportés par le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) ne sont pas de nature à

renverser le gouvernement. Il a prêché la coopération de l'Église et de l'État en matière d'éducation. C'est également la politique du gouvernement. Mais, il ne faut pas oublier que l'État a un rôle à jouer dans l'éducation, rôle qu'il n'a pas suffisamment joué dans le passé.

Il ne faut pas qu'il soit seul à jouer un rôle. Il est par contre absolument faux d'affirmer comme l'ancien (sic) chef de l'opposition, M. Duplessis. Ce dernier disait que l'éducation relève exclusivement du clergé. Mais non. L'État, qui a négligé de le faire, doit s'occuper de l'éducation comme les pères de famille.

Le député de Matane a omis de parler de notre libération économique et du problème monétaire de la province de Québec. Il aurait dû traiter particulièrement du corporatisme, du coopératisme et des réformes monétaires.

M. l'Orateur, j'ai l'intention de parler de sujets controversés: la guerre, le plébiscite et sa conclusion logique, le service militaire obligatoire et de la conscription. Je n'entends pas discuter les opinions des autres mais exprimer franchement la mienne.

M. l'Orateur: J'attire l'attention de l'honorable député sur le fait que cette question n'est pas dans le cadre des attributions de la Législature et du gouvernement de la province. En vertu de l'article 759 des règlements de la Chambre, il ne peut parler dans le débat sur l'adresse que des questions qui sont l'attribution de la Chambre. Cet article décrète ce qui suit: "La discussion sur la motion proposant l'adresse peut porter sur tous les sujets d'intérêt public rentrant dans le cadre des attributions de la Législature et du gouvernement de la province, mais reste, pour le surplus, soumis aux règles des débats". Le plébiscite est une affaire qui relève des pouvoirs du fédéral et non pas de ceux du gouvernement provincial et qui ne peut donc pas faire l'objet d'une discussion.

M. Chaloult (Lotbinière): Je veux traiter à fond de la question du plébiscite. Les Législatures de l'Alberta et du Manitoba en ont discuté et je crois que c'est dans le cadre du débat sur l'adresse. Je veux tout simplement rappeler les attitudes prises par la Législature de la province dans différentes circonstances et faire écho à la discussion qui s'est faite à ce sujet dans certaines campagnes électorales.

M. l'Orateur: Ma remarque est peut-être prématurée, mais le député de Lotbinière ne peut sortir des cadres du débat.

M. Chaloult (Lotbinière): Au surplus, je puis ajouter qu'au début du discours du trône, il est question de l'effort de guerre et de la participation de la province de Québec à la guerre. Il me semble que j'ai le droit d'en parler dans mon discours.

M. l'Orateur: Le discours du trône traite de la guerre d'une façon générale et le représentant de Matane en a parlé ainsi. C'est une simple remarque que j'ai faite au député de Lotbinière. C'est ma première impression que s'il entend traiter à fond de la question du plébiscite, cela comporterait une dérogation à l'article 759.

M. Chaloult (Lotbinière): La question du plébiscite intéresse au plus haut point la province de Québec. Le gouvernement fédéral demande au peuple de le relever de ses engagements au sujet de la conscription, ce qui veut dire qu'il veut imposer la conscription n'importe quand et peut-être pour outremer.

M. Comeau (Montréal-Verdun): Je soulève un point d'ordre. Je ne crois pas que cette question du plébiscite, qui est une question fédérale, puisse faire l'objet d'un débat ici en cette Chambre, car cette question ne regarde pas l'Assemblée législative. Aucune discussion ne devrait être permise sur cette question qui relève uniquement du Parlement fédéral. Ce n'est pas notre affaire. Même si nous prenions ici des centaines de votes, cela ne changerait rien aux actes posés par le Parlement canadien. Il l'accuse de vouloir braconner sur les terrains d'autrui, sur la chasse gardée d'Ottawa.

M. Chaloult (Lotbinière): Le discours du trône consacre deux paragraphes à notre effort et notre participation à la guerre: "La guerre dans laquelle le Canada s'est engagé, il y a déjà plus de deux ans, pour défendre notre droit de vivre en liberté, a pris en ces derniers temps une tournure inquiétante. Le conflit s'est singulièrement rapproché de nous. Pendant que nous avons à protéger la côte du Pacifique, les sous-marins ennemis s'aventurent sur l'Atlantique tout près de nos rives. Le sort de notre pays est en jeu.

"Le sol canadien n'aura pas de meilleurs défenseurs que nos jeunes gens de la province de Québec, qui s'entraînent actuellement dans nos camps. Par ailleurs, nos volontaires s'enrôlent en grand nombre dans l'armée, l'aviation et la marine. Il a plu au lieutenant-gouverneur McNaughton, dès son retour au Canada, de louer hautement les régiments

québécois dont il a le commandement en Angleterre et qu'il classe parmi ses unités de choix. Quant à ceux qui ne sont pas sous les armes, l'esprit qui les anime se révèle dans l'habileté et l'énergie qu'ils déploient pour activer la production du matériel de guerre. Rien ne démontre mieux à quel point tous comprennent leur devoir que les sacrifices qu'ils s'imposent, d'un commun accord, pour fournir le nerf de la guerre en souscrivant généreusement aux emprunts de la Victoire."⁹

C'est de cela que je veux parler et particulièrement du plébiscite. Dans le débat sur l'adresse, les députés ont toujours eu une très grande latitude. Il invoque le Règlement.

M. l'Orateur: Le député de Lotbinière a raison en ce qui concerne le passé. Mais, nous avons apporté aux règlements une modification bien précise à ce sujet l'an dernier. Cela ne donne plus la même élasticité aux cadres du débat sur l'adresse. Je ne fais ici qu'interpréter les règlements de la Chambre. Mais, si cette dernière est unanime à consentir à la suspension de ce règlement, très bien le député de Lotbinière pourra traiter de la question mentionnée. Mais, je suis obligé de voir au respect des règlements. Si l'honorable député veut discuter ces questions dans l'intérêt public, il doit présenter d'abord une motion de fond.

M. Chaloult (Lotbinière): Tout mon discours devait porter sur cette question. Si je ne peux en parler, je ne prononcerai pas de discours.

M. l'Orateur: Je n'approuve pas entièrement les paroles du représentant de Montréal-Verdun (M. Comeau), mais je dis qu'en vertu des règlements il faut une motion spéciale. Si la Chambre n'est pas unanime à permettre au représentant de Lotbinière de traiter de ce sujet, et donc de violer les règlements tels qu'amendés l'an dernier je devrai, bien qu'avec regret, lui demander de s'en tenir aux règlements. Est-ce que la Chambre est unanime à consentir à ce que l'honorable député de Lotbinière parle de cette question sur l'Adresse?

M. Goulet (Témiscamingue): Oui, oui.

M. Comeau (Montréal-Verdun): Non, je m'y oppose, déclare-t-il à deux ou trois reprises.

M. Leduc (Laval): Tout cela va conduire à un très long débat. Il s'oppose donc à ce que le député de Lotbinière continue sur ce sujet.

M. l'Orateur: À mon grand regret, je suis obligé de déclarer que la question est hors d'ordre dans le débat sur l'adresse. La question du plébiscite est du ressort exclusif du fédéral, et je dois dire à l'honorable député de Lotbinière qu'il ne peut la traiter à fond dans le débat sur l'adresse. Il pourra parler sur le même sujet en déposant au *Feuilleton* de la Chambre une motion spéciale. Si une telle motion est présentée, je puis assurer le député de Lotbinière qu'elle sera considérée d'intérêt public et qu'elle pourra être discutée en cette Chambre. En présentant une motion de fond, il en aura parfaitement le droit.

M. Chaloult (Lotbinière): Dans ce cas, j'annonce que, dès demain, je proposerai une motion qui me permettra de discuter de toute la question du plébiscite et d'exposer mon point de vue.

M. Robinson (Brome): M. l'Orateur, je félicite le gouvernement de vous avoir choisi pour présider à nos délibérations. Vous rendez vos décisions sans crainte ni faveur et vous méritez l'estime de tous les membres de la Chambre.

(Applaudissements)

Il parle de feu M. Martin Fisher et en fait l'éloge. Le Québec, dit-il, a fait son devoir et l'a fait généreusement et courageusement, et quand l'histoire s'écrit, elle lui rendra pleine et entière justice. Il n'est pas de famille canadienne-française qui n'ait un de ses fils dans la guerre présente, dans la ville de Québec, pour ne citer qu'un exemple. Il considère qu'il y a trop de publicité faite à propos des gens qui essaient de discréditer leur propre province.

Le gouvernement actuel n'est pas différent d'aucun gouvernement et il n'est probablement pas pire. Plusieurs promesses ont été faites aux vieilles gens, aux paysans et au peuple en général, mais le gouvernement n'a à peu près rien fait pour tenir ses promesses. En fait, à date, très rares sont celles qui furent réalisées.

À ce propos, on se rappelle que l'une des promesses les plus essentielles et les plus populaires faites par le gouvernement actuel était de remédier à la situation désastreuse déplorable et humiliante quant à l'éducation. Nombre de discours ont été faits à la radio et sur les tribunes publiques par le premier ministre, le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) et le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson).

D'autres discours et paroles qui ne mèneront nulle part. Mais après deux ans de pouvoir, je cherche encore les réalisations. Je suis surpris, car je ne trouve rien dans le discours du trône qui nous

fasse espérer que le gouvernement ait l'intention de faire quoi que ce soit pour améliorer l'état déplorable de notre système éducationnel cette année.

Le trésorier a laissé entendre que c'était une question financière et c'est vrai. Et personnellement, je suis des premiers à promouvoir l'économie la plus stricte. Je suis d'avis qu'il faut couper les dépenses au strict nécessaire, surtout en temps de guerre. Mais je considère que c'est une fausse économie même en temps de guerre, que de négliger l'éducation.

Dans certaines régions rurales, la population n'est pas encore mûre pour un changement radical et il faudra l'éduquer avant d'y arriver. Il faut étudier la question davantage avant d'apporter des modifications radicales. Mais sur l'île de Montréal, je ne crois pas que tel soit le cas. La situation a été étudiée et discutée pendant plusieurs années. Je crois qu'un projet adéquat a été formulé avec l'approbation de la majorité des protestants de langue anglaise de cette ville, qui, j'en suis certain, croient que le temps est venu de faire quelque chose. Et l'une des questions les plus vitales que l'on ait ainsi étudiées à fond, une vérité que personne ne peut nier, c'est la nécessité d'améliorer la situation financière de ceux qui font de l'enseignement une carrière et un apostolat.

Il m'est difficile de comprendre comment les parents consentiraient à confier le bien de l'avenir et l'éducation de leurs enfants à des professeurs mal payés et de second ordre. Discutez avec quelques professeurs de carrière et plusieurs de ces hommes sont des compétences et seront les premiers à vous dire que pour obtenir un personnel compétent dans leur domaine, et de première valeur, il faut que celui-ci soit bien payé et débarrassé de soucis financiers. Cependant, les mêmes gens paraissent s'attendre que les instituteurs doivent travailler à des salaires inférieurs à ceux que reçoivent les domestiques et servantes, sans aucun espoir que leur situation soit allégée ou améliorée.

Dans le passé, nous avons été excessivement chanceux de pouvoir trouver de bons professeurs malgré les conditions de travail qui leur étaient imposées. Ainsi, nous avons eu le bonheur invraisemblable d'avoir comme professeurs des hommes et des femmes qui ont choisi la carrière de l'enseignement plutôt comme devoir et vocation que pour considérations financières. Mais maintenant, par suite de la guerre, de la hausse du coût de la vie, la sécurité de ces hommes et de ces femmes est quasiment impossible maintenant et il est devenu plus difficile sinon impossible d'obtenir les mêmes services.

On me dit qu'à moins d'une intervention immédiate pour améliorer le sort financier de notre corps enseignant, la Commission des écoles protestantes en particulier, ne pourra obtenir le nombre suffisant d'instituteurs compétents et de premier ordre pour enseigner dans leurs écoles si un tel état de choses continue. La majorité des professeurs que l'on pourra obtenir ne seront pas qualifiés pour les positions qu'ils occuperont. Il faudra se contenter d'instituteurs de second ordre, ce qui est un bien mauvais calcul pour l'avenir.

Dans le régime actuel, les professeurs peuvent améliorer leur situation, non pas suivant le nombre d'années d'enseignement ou leur haute efficacité, mais suivant qu'ils sont appelés à professer dans des classes supérieures. De sorte que cela donne de jolis résultats. Nous sommes en face de la ridicule situation où une institutrice éminemment qualifiée, qui enseigne admirablement dans une petite classe d'un jardin de l'enfance, ne peut obtenir d'augmentation de salaire, quelles que soient ses qualifications ou le nombre des années qu'elle a fournies, à moins de professer dans une classe supérieure. On voit comment cela devient difficile pour les commissions scolaires de recruter un personnel compétent et de premier ordre pour enseigner dans les classes élémentaires.

Tout le monde convient que le problème de l'enseignement ne doit pas être mêlé aux questions politiques. Il a écouté avec infiniment de plaisir les déclarations du premier ministre à propos de l'éducation. Il est heureux de la nomination du Trésorier de la province (M. Mathewson), un excellent avocat, un homme qui est un avocat habile et qui compte de nombreuses années d'expérience dans le domaine de l'éducation à Montréal. Il est également très heureux de la nomination de l'honorable Hector Perrier qui a été choisi pour s'occuper du dossier de l'éducation, en sachant que le secrétaire de la province a étudié en profondeur les problèmes relatifs à l'éducation.

Il demande que le gouvernement prenne des mesures immédiates pour sauver l'éducation au Québec. Il réproche l'indifférence de la minorité anglaise à l'égard des affaires publiques de la province. La question de l'éducation est d'importance vitale. Je trouve malheureux que le discours du trône ne fasse qu'une pâle allusion à la question de l'enseignement. Qu'est-ce que celui-ci nous apprend à ce sujet? Quelle direction est donnée aux commissions scolaires de la province?

Il croit cependant que nous allons finalement obtenir quelque chose. Les quelques mots prononcés

lors du discours du trône à ce sujet n'indiquent pas ce qu'il faut faire et, entre temps, les enseignants démissionnent et plusieurs autres refusent de renouveler leurs contrats. On nous a dit qu'une conférence sera tenue pour discuter du problème, que l'éducation devrait être l'un de nos plus importants dossiers. Encore une conférence! Encore une réunion pour écouter des discours à caractère académique! Une simple platitude.

Ce qui a manqué aux autorités enseignantes, ce sont les outils nécessaires dont ils ont besoin et il ne reste plus aucun espoir qu'ils reçoivent ces outils. On dépense de l'argent pour une foule de choses, certains projets utiles, mais rarement pour l'enseignement. Cependant, aucune n'est aussi méritoire que l'éducation, qui est une des forces vives de la nation. Malgré cela, le gouvernement ne nous annonce pas qu'il va consacrer une partie de ses revenus au développement de l'éducation.

L'éducation n'est pas quelque chose d'inerte. C'est une force vivante. Ce qui était convenable il y a 30 ans, ou même lorsque le trésorier jouait un rôle dans le dossier de l'éducation à Montréal, est maintenant insuffisant pour répondre aux besoins actuels. Tout le monde s'entend sur ce point. Tout le monde convient que la situation est mauvaise et qu'il faut faire quelque chose, cependant, rien n'est présenté devant la Chambre. C'est comme si la Chambre était en feu et que l'on proposait de tenir une conférence au lieu d'éteindre l'incendie. Le gouvernement manque tristement de jugement en ce qui a trait au dossier de l'éducation. Rien n'indique dans le discours du trône que le gouvernement va apporter les changements nécessaires. Qu'est-ce qui peut être fait l'année prochaine qui ne peut pas être fait cette année? On nous dit que les professeurs pourront voir un changement graduel et constant de leur sort. Depuis combien d'années avons-nous et ont-ils entendu ce discours?

Depuis des années, on va répétant que le sort des instituteurs doit s'améliorer graduellement, et pourtant, le discours du trône ne donne guère d'encouragement sur la question éducative. On se contente de promettre des conférences, c'est-à-dire encore et toujours des discours. Ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des discours, mais des actes. Le gouvernement de l'Union nationale l'avait compris lorsqu'il avait commencé à faire quelque chose pour les instituteurs et les institutrices ruraux en leur assurant un salaire minimum de \$300¹⁰ en 1937. Il a ainsi dépensé par année \$400,000. Ce n'est pas grand-chose, c'est vrai, mais c'était un début. C'était une forme de reconnaissance. C'était la base.

Et lorsque nous évaluons les conditions financières de la province en 1937 alors que le gouvernement devait payer pour les aveugles, les pensions de vieillesse, les pensions aux mères nécessiteuses, pour le crédit agricole, etc. et bien d'autres choses qui avaient été négligées pendant 40 ans, c'était un bon départ. À tout prendre, c'était un réel progrès.

Le point de vue des commissions scolaires de Montréal est déjà empreint de désespoir et j'ai le terrible pressentiment que le gouvernement va s'en laver les mains. Il parle du point de vue actuel des commissions scolaires de Montréal en regard de la demande de la Commission des écoles catholiques de Montréal de pouvoir emprunter afin de rembourser son déficit. La Commission des écoles protestantes de Montréal est dans la même position, ainsi que la Commission des écoles catholiques de Verdun pour laquelle un projet de loi a été voté pour lui permettre d'emprunter pour rembourser son déficit. L'année dernière, le gouvernement a aidé la Commission des écoles protestantes de Montréal, il s'agissait d'un prêt, et non d'un cadeau et le gouvernement n'a pas besoin d'être trop félicité pour cette aide, à 4 %.

Bien que le gouvernement se soit montré plutôt indifférent face à la situation des écoles protestantes de Montréal, un bon nombre d'hommes patriotes, dévoués et ayant une vision plus large se sont penchés sur la question, et il est agréable d'apprendre que le comité protestant du Conseil de l'instruction publique fait preuve d'un splendide esprit de coopération. Le comité a travaillé avec dévouement et sans réserve. Il en est découlé un plan d'amélioration qui ne servira pas seulement pour l'année en cours ou l'année suivante, mais sera une solution permanente, du moins aussi permanente qu'une solution puisse l'être en matière d'éducation, car, je le répète, rien ne doit arrêter le progrès dans le domaine de l'éducation. Un projet a été élaboré et mené aussi loin que possible sans intervention législative.

Je fais peut-être preuve d'injustice envers le gouvernement en pensant que rien ne sera fait cette année et, si je le suis, je le regrette. Si le gouvernement fait quelque chose et s'il le fait rapidement, il recevra le respect et la gratitude de tous les hommes sensés et sérieux de la province, mais si le gouvernement ne fait rien pour l'éducation, il recevra bientôt le blâme légitime de tous les citoyens sensés de la province.

En terminant, il fait un nouvel appel au gouvernement et affirme qu'on ne saurait tarder plus longtemps. Un projet longuement préparé a été soumis au gouvernement et on avait toutes les

raisons de croire qu'il serait agréablement reçu. Ce fut le contraire. Comme ces projets ont mûri au point d'être présentables devant l'Assemblée, il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils soient accueillis favorablement et avec enthousiasme. Toutefois, le contraire s'est produit. En d'autres termes, une chaudière d'eau froide a été versée sur tous les efforts qui avaient été déployés.

M. Beaulieu (Témiscouata): M. l'Orateur, je représente un comté de cultivateurs, de colons et de bûcherons. Cultivateur moi-même, je crois devoir prendre part à ce débat. Si je ne respecte pas les règlements, vous pourrez me rappeler à l'ordre.

(Rires)

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse. J'offre ma sympathie aux familles de nos deux collègues disparus.

Deux nouveaux députés ont été élus et je salue leur entrée. Le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) porte mon nom. Je vais voir si dans ma famille il y en aurait qui auraient pu s'égayer.

(Rires)

Je représente un des plus beaux comtés de la province, le comté natal de l'honorable premier ministre. Le chef du gouvernement a montré qu'il était digne du haut poste qu'il occupe. Il nous a dit de regarder plus haut. C'est un conseil que tous les hommes d'État devraient donner. Je représente aussi le comté natal d'un grand canadien, le très honorable Ernest Lapointe, qui fut le forgeron de l'unité canadienne et sur lequel tous les Canadiens se reposaient dans les jours que nous traversons. Tous les membres de cette Chambre devraient s'unir derrière celui qui a été appelé à lui succéder.

Depuis 20 ans, je m'occupe de colonisation. Dès 1930, nous avons eu une bonne politique de colonisation. À notre retour au pouvoir en 1939, les libéraux ont stabilisé la situation. Les 37 chèvres que l'Union nationale avait achetées et installées dans le comté de Témiscouata ont disparu. Le gouvernement Godbout les a remplacées par de bonnes vaches laitières. Cette réforme a été vivement appréciée par les paysans. Les martyrs du Parti libéral ont recommencé à toucher leurs primes. Les jardins potagers ont été développés.

Les colons de mon comté ont bénéficié de la colonisation mécanisée; 2,559 acres de terre arable ont été défrichés au coût modique de \$3.18¹¹ l'acre. Grâce aux hommes qui en avaient la direction, ayant de l'expérience sur les machines, le coût des travaux a été moindre qu'ailleurs. Depuis 1939, il s'est

ouvert une nouvelle paroisse dans Témiscouata. J'aborde maintenant la question des destitutions. S'il y en a eu, c'est parce que l'on a voulu se débarrasser des incompetents seulement. Le coût de certains loyers a été baissé. Les dépenses ont été réduites de \$21,000 dans le comté de Témiscouata en 1941. L'Union nationale avait un bureau de cinq personnes dans une maison dont le loyer coûtait \$40 par mois. Nous l'avons remplacé par un bureau de \$10 par mois avec une seule personne.

L'on dépense beaucoup pour la colonisation, mais ce n'est pas trop étant donné la politique d'économie actuelle. Le gouvernement Godbout a sauvé \$2,000,000 à la province dans la transaction de la seigneurie du Lac Témiscouata, transaction qui avait été amorcée par l'Union nationale et que nous avons menée à bonne fin.

(Applaudissements)

Le député de Matane (M. Gagnon) a parlé de la commission Renaud qui fait enquête sur le prix payé aux colons et aux cultivateurs pour le bois de pulpe. J'ai d'ailleurs l'honneur d'en faire partie. Le chef intérimaire de l'opposition n'est certainement pas au courant de ses activités. Nommée en août dernier, elle s'est mise à l'œuvre au début de septembre et a siégé dans toutes les parties de la province.

Un rapport préliminaire sera probablement présenté la semaine prochaine. Cette commission travaille consciencieusement et ne coûtera pas cher à la province. J'ai dans mon bureau un chèque pour mes dépenses: pour trois voyages¹² à Québec; j'ai reçu un chèque de \$23.45. De 1936 à 1939, les commissions coûtaient plus cher que cela.

Les travaux de la Commission ont eu un effet immédiat. Déjà, grâce au travail accompli, le prix du bois a monté de \$1 la corde à certains endroits, le jour même où la Commission se réunissait et à d'autres endroits elle a fait monter le prix de 50 %. Je suis en mesure de le prouver. La Commission a siégé le jour et plusieurs soirs. Le lendemain d'une de nos longues séances du soir, le prix du bois de pulpe était monté de \$2 la corde.

(Applaudissements)

À telle enseigne que le prix du bois de pulpe qui se vendait l'an dernier \$6.50 la corde se vend maintenant \$14.00. Il a augmenté en moyenne de \$6.50 et \$7 à \$14 et \$15. En Gaspésie, le bois se vendait \$3 la corde et il est monté à \$7 et \$8. Quand la Commission aura fini son travail, il se vendra de \$12 à \$14 la corde.

Il demande ensuite un plan spécial pour le développement de la colonisation et un budget plus

considérable pour cette année. Je suggère au gouvernement d'acheter les terres à vendre à prix minime pour y placer les colons sur des lots libres dans mon comté, d'élargir les cadres actuels des vieilles paroisses afin de pouvoir réduire les taxes, améliorer leur situation en général et stabiliser leur organisation. C'est le cultivateur qui nous sauvera dans cette guerre, aidons-le. Des fils de cultivateurs nous demandent de les établir. Aidons-les. L'agriculture et la colonisation sauveront la situation actuelle.

Je remercie le gouvernement d'avoir augmenté le budget de l'instruction publique et je le prie de faire encore davantage. Je suis en faveur des écoles d'orientation professionnelle et demande au gouvernement de multiplier ces écoles dans toute la province, comme celles qui ont été ouvertes dans mon comté.

Enfin, comme dernière suggestion, je crois que le gouvernement devrait faciliter l'achat par les cultivateurs des engrais chimiques. J'ai confiance que toutes mes suggestions seront soigneusement étudiées.

(Applaudissements)

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)¹³:
M. l'Orateur, je réclame l'indulgence de la Chambre en prenant pour la première fois la parole ici. Vous me permettez de féliciter le proposeur et le second et de saluer les électeurs et les électrices de Saint-Jean-Napierville. Je félicite aussi mon homonyme, le député de Témiscouata (M. Beaulieu). La population de Saint-Jean, après 100 ans d'allégeance libérale, vient de me retrouver et vient d'envoyer au Parlement celui qui s'était égaré.

Je salue également le chef de l'Union nationale qui joue un rôle dans cette province. Nous l'attendons. Son expérience, sa sagesse, son érudition en font un parlementaire dont la renommée dépasse les frontières de notre province. Il (M. Beaulieu) présente (en anglais) ses félicitations au député de Huntingdon entré en même temps que lui à l'Assemblée législative.

M. l'Orateur, je veux rendre hommage maintenant à mon prédécesseur, M. le docteur Bouthillier, un adversaire politique mais un ami de toujours. Le docteur Bouthillier a rendu de grands services dans mon comté. Sa mort a été une perte considérable et je réitère à sa famille l'expression de mes condoléances.

(Applaudissements)

Je souhaite bonne santé et le prompt retour de l'honorable ministre de la Voirie et des Travaux publics (M. Bouchard). J'espère qu'il n'a pas pris sa

maladie dans Saint-Jean, bien qu'en traversant le pont de Saint-Jean pour retourner chez lui, il ait bien pu contracter la maladie de cœur. Il est venu dans Saint-Jean et il a dit aux électeurs que leur pont serait un pont de péage. C'est l'attitude ferme de mon comté qui nous a valu l'abolition des ponts de péage. L'électorat de Saint-Jean, en battant le candidat du gouvernement a forcé la main au cabinet qui en est venu à la conclusion qu'il valait mieux supprimer les péages sur les ponts de la province. C'est donc aux électeurs de Saint-Jean, qui n'ont pas craint de changer d'allégeance politique pour revendiquer leurs droits que les contribuables de toute la province doivent ce changement.

Le gouvernement dit qu'il a fait un beau geste en abolissant les péages, mais son geste est un peu tardif. Le gouvernement ne faisait pas un aussi grand sacrifice qu'il désirait le laisser croire puisque, en raison du manque d'essence, il était raisonnable de prévoir que les péages allaient sensiblement diminuer cette année. Avec le rationnement de la gasoline et celui des pneus, les péages auraient à peine suffi à payer les salaires des employés sur les ponts.

Il souligne l'importance du fameux pont entre Saint-Jean et Iberville et insiste sur sa décrépitude. L'ingénieur de la ville a averti le ministère des Travaux publics qu'il ne se rendait pas responsable des accidents qui pourraient survenir sur ce pont. Des promesses furent faites au cours des élections dans ce comté relativement au pont qui relie la ville de Saint-Jean à celle d'Iberville. Il demande au gouvernement de ne pas oublier la construction de ce pont. La population du comté de Saint-Jean-Napierville réclame la construction de ce pont et elle s'attend à ce que le gouvernement fasse diligence à doter le comté de cette amélioration dont l'urgence se fait sentir de plus en plus tous les jours. Nous sommes heureux de savoir que les plans du pont de Saint-Jean sont en voie de préparation au ministère. Un désastreux incendie ayant eu lieu récemment à l'entrée du pont, il suggère au gouvernement de profiter des circonstances pour acquérir les terrains qui permettront l'élargissement du pont et des approches.

Je ne veux pas oublier que l'honorable premier ministre a eu des paroles élogieuses à mon endroit. De sa part, je les accepte avec plaisir. Dans la vie publique, j'ai été courtois et je continuerai de l'être. Le premier ministre a dit que j'ai été élu par la ville de Saint-Jean et battu ailleurs. C'est un peu exagéré. Contrairement à la déclaration du premier ministre, dans les paroisses rurales, bien des "polls"

ont été divisés en ma faveur. Dans la ville de Saint-Jean, j'ai pris 2,600¹⁴ votes à l'élection complémentaire alors que je n'en avais reçu que 1,333¹⁵ en 1939. Il est vrai que mon adversaire a eu la majorité dans la partie rurale, mais dans la partie où j'étais le plus connu, la ville même, j'ai 1,200 de majorité. Dans un avenir rapproché je serai autant connu à la campagne. Il se déclare très heureux et très fier, tout jeune homme qu'il est, d'avoir été élu dans un comté qui avait été fidèle aux libéraux depuis l'Acte d'Union.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): (Souriant)
Vous oubliez que les femmes avaient le droit de vote cette année.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Les électrices de Saint-Jean n'ont pas oublié le parti qui leur avait donné le droit de vivre.

Mon espoir est que tous nos chefs politiques vont être l'expression véritable de la conscience populaire. Il est beau d'être souple, mais les hommes publics n'ont pas le droit de faire des gestes dans le seul désir de plaire à tout le monde. Pour être respectés, il ne faut pas voiler la figure: il faut parler franc. Nous ne sommes qu'un tiers de la population en ce pays, mais nous sommes le plus important groupe ethnique. Le devoir des hommes publics de notre province actuellement est de faire valoir les revendications populaires.

L'honorable trésorier, qui m'a connu dans d'autres domaines,¹⁶ sait quelle est ma pensée.

M. l'Orateur, je veux vous saluer à votre tour¹⁷. J'ai l'honneur de vous connaître depuis longtemps. D'autres ont manifesté le désir de vous voir monter plus haut. Je m'en réjouirai, car les succès des nôtres me causent toujours un réel plaisir.

On dit que l'Union nationale a endetté la province et l'a laissée en banqueroute en 1939. L'Union nationale a dépensé sagement et avec discernement de grandes sommes d'argent pour doter la province d'améliorations durables et nécessaires. C'est vrai. Mais, il valait bien la peine de conserver la vie de notre jeunesse. Nous avons dépensé quelques millions pour conserver et sauver notre capital humain, à une époque particulièrement critique et venir en aide à la jeunesse. Si le gouvernement actuel peut gouverner aujourd'hui avec facilité, c'est que le gouvernement précédent avait mis la province au point.

Québec est encore la première province de la Confédération au point de vue des finances, malgré les argents que nous avons dépensés. L'Union

nationale a dépensé, mais la province de Québec est encore la plus riche du dominion. L'Union nationale a mis Québec à date. Tout était à refaire en 1936. Aujourd'hui, le gouvernement n'est pas obligé de dépenser, parce que nous avons accompli ce qui devait être fait. Le gouvernement libéral actuel profite beaucoup des œuvres réalisées par l'Union nationale, surtout en cette période difficile que nous traversons.

Il passe en revue les œuvres du gouvernement de l'Union nationale dans le domaine de la voirie, des travaux publics et insiste sur le Jardin botanique, qui aurait pu devenir le plus considérable, le mieux aménagé et le plus beau du genre dans tout l'univers entier et qui pouvait se développer grâce à la compétence du frère Marie-Victorin. Il trouve étrange que le gouvernement actuel mette de côté cet homme de grande valeur. Nous avons de tels cerveaux, dit-il, et nous ne nous en servons pas. Il faut utiliser les grands cerveaux lorsqu'ils sont encore de ce monde. Il mentionne aussi l'œuvre de restauration de l'ancien premier ministre à l'Île Saint-Hélène en faveur des enfants de Montréal. On pourrait bien sous peu jeter un pleur sur le fleuve Saint-Laurent, le plus beau au monde, dit-il, et ça à cause de la canalisation, à laquelle il s'oppose de toutes ses forces.

L'Union nationale a compris l'importance de la santé publique, qui est encore le problème de l'heure, 40 % à 50 % de nos jeunes gens sont refusés à l'examen médical pour service militaire.

Le gouvernement nous annonce qu'il est prêt à céder à Ottawa, pour le temps de la guerre, l'impôt sur le revenu, la taxe sur les compagnies et la taxe sur les successions. Si nous nous départissons des droits garantis par l'article 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, c'en sera fait de nous comme groupe. Nous verrons se répéter la même chose que lors de la dernière guerre de 1914: l'impôt sur le revenu n'a jamais été rendu aux provinces. Ottawa retire encore l'impôt sur le revenu qu'il avait demandé aux provinces l'autorisation de décréter alors, en promettant que ce n'était que pour le temps de la guerre.

Si nous laissons aller nos taxes sur les successions, sur les compagnies, sur le revenu, que nous restera-t-il pour boucler le budget de la province? Il faudra de toute nécessité, surtaxer la masse de notre peuple. Depuis toujours, le gouvernement de cette province avait la haute main sur l'impôt et les taxes sur les corporations. Ottawa arrive et dit: Laissez-moi encaisser ces taxes et impôts et, en échange, je vous remettrai un chèque qui sera l'équivalent de la perte que vous ferez. Et

bien, je dis que cela est faux. Autrement, il ne serait pas nécessaire de faire tout ce travail pour obtenir la renonciation des provinces.

D'ailleurs, pourquoi aurions-nous fait pareille transaction si cela ne donne rien à personne? Au lieu de céder des privilèges, le gouvernement de la province aurait été plus avisé de faire un cadeau à Ottawa si la chose avait été absolument nécessaire. Nous ne devons pas leur donner nos droits sur les taxes.

Le premier ministre a dit qu'il voulait collaborer avec Ottawa. Très bien. Coopérer est essentiel; mais cela ne veut pas dire céder des droits acquis. Entre une collaboration, même complète et la cession de droits acquis, en vertu d'une grande charte, il y a un monde. Je ne le désapprouve pas, mais nous devrions percevoir nos taxes nous-mêmes, même s'il faut en faire cadeau - pour une partie - à Ottawa.

Que l'on n'oublie pas cette vérité élémentaire: le jour où Ottawa percevra toutes les taxes, nous n'aurons plus besoin de Législature provinciale. Jamais nous ne pourrions reprendre les droits que nous allons céder peut-être. Je parle sans considération politique. Je demande à l'honorable premier ministre et à tous les membres de cette Chambre de bien considérer que l'on nous demande de céder nos droits. Si nous les cédon, les reverrons-nous jamais?

Mais, comme il est six heures, je propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Rapport de la Régie des services publics

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport de la Régie des services publics pour la période commençant le 1^{er} août 1940 et se terminant le 31 mars 1941. (Document de la session no 10)

Rapport de la Régie des services publics, division électricité

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport de la Régie des services publics, rapport annuel 1940-41, division électricité. (Document de la session no 11)

**Arrêté en conseil,
loi des pensions**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport sur les arrêtés du conseil du lieutenant-gouverneur en conseil, signés depuis la vacance du Parlement (1941), préparé conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des pensions (Chapitre 13, S.R.). (Document de la session no 12)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je propose l'ajournement de la Chambre à 8 h 30¹⁸.

M. Gagnon (Matane): Je m'objecte M. l'Orateur. On ne nous a pas prévenus à l'avance d'un tel projet et nous n'avons pas pris de mesures en conséquence.

(Murmures des députés)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je propose l'ajournement de la Chambre à mercredi après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Il est 3 h 40, quand M. Pouliot commence son discours, rapporte *Le Nouvelliste* du 4 mars 1942, à la page 3.

2. À ce moment, le représentant de l'Islet (l'honorable M. Godbout) est souriant, selon *Le Soleil* du 4 mars 1942, à la page 3.

3. Discours du représentant de Matane (M. Gagnon) en réponse au discours du trône, le 26 février 1942.

4. "À ce moment, le député de l'Islet (l'honorable M. Godbout) lève la tête et semble encore plus surpris des paroles du député que celui-ci dit l'être de

la supposée abstention du premier ministre", selon *Le Soleil* du 4 mars 1942, à la page 3.

5. Selon *La Patrie* du 4 mars 1942, à la page 4, son discours a duré "une bonne dizaine de minutes".

6. *L'Événement-Journal* du 4 mars 1942, à la page 10, rapporte, que lors de la séance du 3 mars, l'Assemblée a siégé quelques fois dans l'obscurité, puisqu'il y a eu des interruptions de courant électrique, dues à la tempête qui soufflait alors sur la colline parlementaire.

7. Le proverbe *vir bonus dicendi peritus* signifie: qu'il faut à l'orateur la double autorité de la vertu et du talent. (*Petit Larousse en couleurs*, Paris, librairie Larousse, 1980.)

8. Le député fait probablement allusion au représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier), secrétaire de la province, puisque le ministère de l'Instruction publique n'existe pas.

9. Texte du discours du trône, selon *Le Devoir* du 4 mars 1942, à la page 7.

10. Selon *Le Soleil* du 4 mars 1942, à la page 3: le traitement minimum de \$300 est pour les institutrices rurales seulement.

11. Selon *Le Devoir* du 4 mars 1942, à la page 6: \$3.19 l'acre.

12. D'après *L'Action catholique* du 4 mars 1942, à la page 11: trois "wagons".

13. Selon *La Patrie* du 4 mars 1942, à la page 4, son discours a duré une demi-heure.

14. Selon *Le Canada* du 4 mars 1942, à la page 13: plus de 2,600 votes.

15. Selon *Le Canada* du 4 mars 1942, à la page 13: 1,300 votes.

16. Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) a déjà été le professeur du député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) à l'Université McGill. *Le Canada* du 4 mars 1942, à la page 13.

17. M. Bissonnette revient alors à son siège, où il était remplacé par M. Dumaine, selon *Le Canada* du 4 mars 1942, à la page 13.

18. Selon *L'Événement-Journal* du 4 mars 1942, à la page 4: à 8 heures.

Séance du mercredi 4 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur¹: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau la Chambre:

- de commissaires d'écoles de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition de Aluminium Company of Canada, Limited (M. Beaulac);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition de Aluminium Company of Canada, Limited et Canadian Resins & Chemicals, Limited (M. Beaulac);
- de la municipalité de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'exploitation d'un aqueduc (M. Biron);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dubreuil);
- du village de Rock Island et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition affectant Union Twist Drill Company (M. Frégeau).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated, demandant l'adoption d'une loi les consolidant en une seule corporation (M. Kirkland);
- de Samuel-Léopold Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Potvin);
- de James Keith et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Christian Brethren Church dans la province de Québec (M. Bullock).

Rapports des comités permanents:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements qui a admis toutes les pétitions relatives aux bills privés.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder certaines commutations de taxes;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de The Royal Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli;
- de Les Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la Fraternité du Tiers-Ordre et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant un legs de feu Dame Mochon-Lassonde;
- de Roméo-Édouard Demers, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'ingénieur civil après examen;
- de Arthur Tourville et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Tourville;
- de The Hebrew Consuption Aid Association of Canada, Inc., demandant l'adoption d'une loi incorporant le Jewish Hospital of Hope;
- de Jean-Michel Landau, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom;
- des Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, demandant l'adoption d'une loi amendement leur loi corporative.

Projets de loi:

Charte
de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jean Michel Landau

M. Robinson (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 changeant le nom de Jean Michel Landau en celui de Jean Michel Grand-Landau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Jean

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
de Charles Honoré Catelli**

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la succession de feu Charles Honoré Catelli.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi concernant
la succession Tourville**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 modifiant la loi concernant la succession Tourville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Roméo Édouard Demers

M. Francœur (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Roméo Édouard Demers à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jewish Hospital of Hope

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 constituant en corporation le Jewish Hospital of Hope.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Les Prévoyants du Canada

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Legs aux Guides catholiques des Trois-Rivières

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des Pères Blancs,
missionnaires d'Afrique**

M. Morin (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 modifiant la loi constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'impression des rapports**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 abrogeant la loi concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
droits sur les successions**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 modifiant la loi des droits sur les successions.

M. Gagnon (Matane): Quel est le but de l'amendement à la loi sur les successions?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Cela n'a aucune affaire avec l'entente avec Ottawa. C'est pour permettre tout simplement l'échange d'informations entre le fédéral et la province. Il dit que pour corriger la fausse impression, il veut rendre public que le fait qu'Ottawa impose une taxe sur les droits successoraux n'a pas de conséquences, puisque cette taxe n'est pas l'une de celles que les provinces cèdent au gouvernement fédéral pour la période de guerre. On sait que le gouvernement fédéral taxe maintenant les successions, domaine jusqu'ici réservé aux provinces. La présente loi permettra de fournir des documents qui sont d'ordre confidentiel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Réduction du taux d'intérêt

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 abrogeant la loi pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales.

La présente loi abroge une loi qui décrète la réduction à 3 % du taux d'intérêt légal dans la mesure où la Législature de la province peut avoir juridiction pour ce faire. Cette loi avait été adoptée à la première session du gouvernement Duplessis. On sait que le taux d'intérêt de l'argent relève du gouvernement fédéral, sauf en certains cas particuliers où il ressortait à la province. Le gouvernement Duplessis avait décidé d'abaisser ce taux à 3 % dans les cas particuliers susdits.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi de la chasse.

L'article 1 de ce projet a pour but de permettre au juge de décréter la confiscation d'engins saisis lors de la première contravention à la loi et non seulement dans le cas d'une deuxième infraction. L'article 2 rend applicable aux clubs la disposition qui défend, sous peine d'amende aux hôteliers et restaurateurs, de servir du gibier dont la vente est défendue. En somme, les clubs seront sur le même pied que les hôteliers et les restaurateurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi l'amendement à la loi des mères nécessiteuses?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il s'agit en somme de rendre la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses plus libérale.

(Applaudissements à droite)

La présente loi modifie les conditions auxquelles une mère peut être admise à bénéficier d'une allocation mensuelle sous la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses. La nouvelle rédaction du paragraphe *a* accorde à la veuve ou à l'épouse d'un mari totalement invalide, tandis que la loi actuelle ne l'accorde que si le mari est totalement invalide et hospitalisé. Le paragraphe *b* accorde le droit à l'allocation aux épouses ou veuves de sujets britanniques depuis 15 ans ou qui étaient nées sujets britanniques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 modifiant la loi de l'instruction publique.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi un amendement à la loi de l'instruction publique?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le gouvernement poursuit son œuvre et il amende la loi de l'instruction publique en accordant aux femmes le cens électoral et le droit d'éligibilité.

Le projet de loi a pour but d'accorder aux femmes le cens d'éligibilité aux commissions scolaires et abroge une loi de 1892 qui accordait le droit de vote aux filles majeures et aux veuves en matières municipales et scolaires. Le droit de vote étant maintenant généralement accordé aux femmes, cette loi de 1892 est désormais devenue inutile. Dorénavant les femmes pourront faire l'inspection des écoles et siéger dans les commissions scolaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'assurance des maris et des parents

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi de l'assurance des maris et des parents.

Ce projet découle des recommandations formulées par un comité du cabinet, qui avait fait enquête sur cette question après un jugement de la Cour suprême du Canada, ayant déclaré qu'un mari ne pouvait emprunter sur une police d'assurance dont sa femme serait la bénéficiaire. Attendu que la femme

peut exiger le plein montant de la police sans tenir compte des emprunts faits, la nouvelle loi a pour but de corriger cette situation.

Ce projet a pour but de permettre l'exercice des facultés d'emprunt ou de rachat stipulées dans des polices d'assurance-vie dont la femme est bénéficiaire, à la condition que cette dernière y consente. Il faut que cette disposition, se trouvant insérée dans la loi de l'assurance des maris et des parents, ne sera pas applicable aux polices d'assurance qui ont pu être transportées par contrat de mariage, car l'article 2 de ladite loi décrète que rien de ce qui y est contenu ne s'applique à de telles polices. Cet article donne à la loi proposée un effet rétroactif à compter de la date à laquelle la loi 61 Victoria, chapitre 41, a fait disparaître la disposition qui rendait inaccessibles de telles polices pour y substituer une disposition destinée à permettre d'en disposer et conçue dans les termes suivants: "L'assuré et les parties avantagées peuvent de concert transférer la police".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des renseignements sur les compagnies

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi l'amendement à la loi des renseignements des compagnies?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Pour exempter les syndicats professionnels de certaines formalités que doivent remplir les compagnies. Ce projet a pour but de soustraire les syndicats professionnels de l'application de la loi qui oblige les compagnies à produire un rapport annuel au secrétaire de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la liquidation volontaire des compagnies

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 modifiant la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Ce projet a pour but de remplacer par une simple note la transcription dans les registres de la

province du rapport final de liquidation d'une compagnie liquidée en vertu de la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Entrepôts frigorifiques

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Des soumissions ont-elles été demandées pour la construction des entrepôts frigorifiques-neigères, etc., qui a été autorisée par le mandant spécial no 236 du 30 janvier 1942?

Dans l'affirmative:

a) À qui?

Dans la négative:

a) Qui a été chargé de la construction de ces entrepôts et à quelles conditions?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): 1. Non.

a) Ce montant a été dépensé pour l'entretien général des entrepôts frigorifiques-neigères.

Transfert des droits fiscaux en temps de guerre

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre va-t-il déposer bientôt la correspondance échangée entre les autorités provinciales et fédérales au sujet du transfert des droits de taxation sur l'impôt provincial du revenu et sur les corporations? Le premier ministre m'avait assuré la semaine dernière qu'il déposerait sur la table, dans un jour ou deux, copie de cette correspondance. Comme ces copies ne sont pas encore déposées, il demande qu'on fasse diligence.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La correspondance pourra être déposée bientôt. Le trésorier a dû obtenir certaines informations du ministre fédéral des Finances (l'honorable M. Ilsey) avant de la produire, et le secrétaire de la province (M. Perrier) a demandé à ce dernier l'autorisation de copier ces lettres.

M. Gagnon (Matane): Le ministre fédéral des Finances (l'honorable M. Ilsey) l'a déposée à Ottawa. Je ne vois pas pourquoi il soit nécessaire de demander la permission pour produire ici.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est simplement une question de courtoisie et de politesse. Nous voulons avvertir le ministre des Finances avant de la déposer.

M. Gagnon (Matane): Je suis surpris d'apprendre que la province se croit obligée de demander pareille permission d'Ottawa pour avoir une correspondance qui intéresse d'abord la province au plus haut point, alors que le gouvernement fédéral a déposé ces correspondances. On met la province dans une position humiliante, quand cette affaire regarde au premier chef la province.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a rien d'humiliant à être poli envers ceux avec qui il nous faut traiter.

M. Gagnon (Matane): Pouvons-nous espérer avoir cette correspondance lundi prochain?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le plus tôt possible. Vous aurez tous les documents en temps et lieu, ce qui vous permettra d'être mieux renseigné lorsque viendra le débat et de parler cette fois en connaissance de cause.

M. Gagnon (Matane) insiste toujours.

M. l'Orateur intervient pour éviter une discussion sur la question et oblige le représentant de Matane (M. Gagnon) de passer à une autre question.

Comptes publics

M. Gagnon (Matane) veut savoir pourquoi le Trésorier n'a pas encore déposé devant la Chambre les *Comptes publics*. Il est contre le fait que les *Comptes publics*, qui n'ont pas été imprimés depuis longtemps, puisqu'il s'agit des comptes pour l'année se terminant le 31 mars 1941, n'ont pas été déposés et il suppose que le trésorier remet le tout en raison des élections partielles à Montréal. Il réclame que l'*État des Comptes publics* de l'année financière 1941 soit déposé le plus vite possible. Il se demande si l'on veut en ajourner la production jusqu'après les élections provinciales complémentaires.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 3 mars courant, sur la motion, proposée par M. Dumoulin, dont elle a été

saisie mercredi le 25 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): M. l'Orateur, je parlais hier de l'autonomie des provinces. Il fait un peu d'histoire pour rappeler les origines de notre Constitution, rappelant deux grandes dates de l'histoire de ce continent: 1776, la naissance des États-Unis et 1867, la formation de la Confédération canadienne.

Ce n'est pas le gouvernement d'Ottawa qui a donné naissance aux provinces. Ce sont les gouvernements provinciaux de l'époque, qui ont donné naissance au gouvernement fédéral en 1867, et non le contraire. Avec résultats, que les chefs politiques du temps surent mettre à l'abri certains droits acquis qui ont constitué ce qu'on appelle maintenant "l'autonomie provinciale". La grande charte des États de l'Amérique du Nord qui se sont fusionnés, c'est l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Elle montre que les pouvoirs sont répartis entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. C'est un contrat entre eux. On y voit bien que ce n'est pas Ottawa qui a donné naissance aux provinces, mais bien celles-ci qui ont enfanté le pouvoir central. Ottawa est l'enfant des provinces. Pour cette raison, aujourd'hui, on n'a pas de motif pour chercher à arracher à ces dernières des droits qui leur furent consentis à la suite de luttes mémorables au cours des siècles.

Le gouvernement manque gravement à son devoir en cédant des droits conquis aux prix de grands sacrifices au cours des siècles. On n'a pas le droit de toucher à l'autonomie des provinces aujourd'hui. Les faits abondent qui démontrent l'importance pour notre province de ne consentir aucune concession quand il s'agit des privilèges garantis par la constitution.

Hélas, Québec est en train de céder à Ottawa ses taxes sur les revenus des compagnies, sur l'impôt sur le revenu et sur les successions. Toutes ces taxes

en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord appartiennent à la province de Québec de droit et de fait. Le gouvernement d'Ottawa le reconnaît, quand il s'adresse à celles-ci pour solliciter leur consentement; autrement, il s'emparerait tout simplement de ces impôts.

Le futur lui semble menacé par le fait qu'Ottawa empiète dans les champs d'imposition des provinces. Allons-nous, dit-il, consentir à céder ainsi de bon cœur des revenus d'au-delà de \$25,000,000² de piastres? On nous dit: "Mais en échange, vous aurez en compensation le même montant." C'est inexact et impossible. Ce n'est qu'un leurre. Si c'est vrai, pourquoi nous enlever nos droits? Il doit y avoir quelque chose d'autre en vue. Que la province collabore avec Ottawa, mais sans céder aucun droit.

Serait-ce pour le simple plaisir d'exercer la perception de cet argent qu'on nous enlèverait ainsi nos droits? Non, il y a beaucoup plus que cela. Si nous gardons ce qui nous appartient, nous gardons en même temps le privilège d'augmenter le taux de ces impôts, si besoin s'en fait sentir. Mais si nous acceptons de nous laisser dépouiller par Ottawa, c'en est fini, cette source énorme de revenus ne nous reviendra jamais. Québec perdra l'augmentation des revenus de ces taxes. Si nous tarissons cette source, nous serons bientôt obligés de trouver de nouveaux moyens de taxation. Qu'on ne s'y méprenne pas: ce n'est pas uniquement pour échanger de l'argent qu'on désire avoir ces droits.

En fait, nous perdons le droit de taxer les corporations et d'augmenter nos revenus en augmentant les taxes. C'est là, qu'est le nœud de la question. C'est pour cette raison que je dis: le gouvernement actuel devra rendre un compte sévère au peuple des droits qu'il a déjà cédés. Ce n'est pas le temps de nous dépouiller de nos droits quand les nuages s'amoncellent sur notre tête. Quelles sources de revenus resteront entre les mains de la province une fois qu'Ottawa aura le privilège de percevoir à notre place l'impôt sur le revenu et la taxe sur les corporations?

Le gouvernement actuel a une lourde responsabilité et ce n'est pas seulement à la Chambre mais au peuple qu'il devra expliquer sa conduite. Rappelons-nous ce qui arriva lors de la guerre de 1914-1918. Jamais auparavant, le gouvernement d'Ottawa n'avait imposé une taxe directe. Avant 1914, il s'était contenté des revenus indirects, vivant des revenus des douanes et de l'accise, des taxes indirectes, suivant le pacte et l'esprit de la Confédération. Il s'empara du droit d'imposer une taxe sur le revenu, promettant que ce n'était que pour faire face à une exigence temporaire, qui disparaîtrait

avec la guerre. Vous savez ce qui est arrivé: nous continuons à verser l'impôt et nous continuerons longtemps. Le même phénomène se répètera; cette fois-ci, si nous consentons à perdre les impôts en question. Que restera-t-il, alors? La taxe sur les autos? Sur la gazoline, sur les liqueurs? Et après? Quand ces sources ne suffiront pas, il ne nous restera qu'un recours: augmenter ces dernières, qui sont des taxes directes pesant immédiatement sur la masse du peuple.

Les provinces ont les taxes directes, elles. Présentement, le fédéral empiète dans le champ des provinces. Il est vrai que la Constitution a donné à Ottawa le droit d'imposer toutes sortes de taxes, toutefois cette autorité devrait être lue dans le sens d'un amendement de la clause qui stipule que les provinces ont le droit de percevoir des taxes directes, sur les droits successoraux par exemple, sur le revenu et celui des sociétés. Or, en vertu de l'entente projetée, si nous consentons à ces abandons et si nous tarissons ces sources de revenus, il ne nous sera plus loisible, par exemple, de taxer les monopoles de l'électricité, qui sont de grosses compagnies.

Sans nul doute, si la situation l'exige, il sera décrété de nouveaux impôts sur celui-ci. Ainsi, le fédéral taxera ces monopoles et l'argent et les taxes que nous leur imposons tomberont dans ses coffres au lieu d'aider celui des provinces. Nous perdrons aussi la taxe sur l'essence et en fin de compte la seule source de revenus qui nous restera sera la taxe de vente. Si cela continue, alors nous n'aurons plus besoin de Législatures provinciales, car elles n'auront plus rien à administrer, rien du tout.

J'écoutais un député qui n'a pu terminer son discours, dire hier que nous devons nous affirmer. Une politique malheureuse a déjà cédé la grande partie de nos ressources naturelles et en cédant notre pouvoir d'imposition aux sociétés, nous renonçons au droit de profiter de nos ressources naturelles.

M. l'Orateur, si nous voulons un Canada organisé en provinces autonomes, il n'y a qu'une seule issue pour les membres de cette Chambre: il nous faut nous battre dans ce Parlement, même contre notre propre parti s'il le faut, pour le respect de nos droits, pour ne pas permettre l'adoption d'une loi comme celle-là. On nous dit que nous ferons ainsi des économies. Ce serait un désastre pour nous et pour l'unité canadienne. N'est-il pas illogique de consentir à abandonner complètement notre destin aux mains d'une assemblée aux trois quarts composée de gens qui ne peuvent avoir notre mentalité et nos idéaux?

Allons-nous abandonner notre droit d'ainesse et faire régler nos affaires par un Parlement dont les

trois-quarts des membres ne sont pas des nôtres? Bien que je ne suis pas contre un gouvernement central, je ne serai jamais d'accord avec toute entente qui céderait des droits à une administration dont plus des trois-quarts représentent d'autres races. Je demande aux membres des deux Chambres de l'Assemblée législative de s'opposer à l'entente lorsqu'elle sera présentée à la Chambre.

L'Union nationale a pris des positions bien définies, sur ce grand problème: ce sont les seules susceptibles d'assurer notre survivance. Il donne lecture d'une déclaration du chef de l'opposition (M. Duplessis) sur l'autonomie provinciale. C'est son credo politique et celui de l'Union nationale, dit-il.

Si cela favorise un Canada composé de provinces autonomes, vous allez même vous battre contre votre parti pour empêcher le gouvernement de ratifier l'entente sur les impôts. Si nous abandonnons nos droits, nous nous en allons à grands pas vers la centralisation totale de tous les pouvoirs à Ottawa. Il n'est pas logique qu'avec nos droits acquis, notre mentalité, nous cédions tout pour nous en remettre au bon plaisir de la majorité.

Bientôt, il ne nous restera plus en cette Chambre qu'à faire des discours de Saint-Jean-Baptiste sur ce que nous avons perdu. En prenant une attitude déterminée, nous rendrons un grand service à notre province et à notre pays.

Il développe quelques propositions nationalistes sur l'irrégentisme canadien-français et sur l'obligation que nous avons de sacrifier tous les privilèges individuels à la raison d'État.

Il se dit favorable au principe de l'assurance-chômage. Mais, il regrette que le gouvernement ait consenti à cette législation sur l'assurance-chômage, en particulier d'avoir tout abandonné, ici encore, nos droits aux représentants du pouvoir central. Ce dernier exerce une juridiction absolue et il a institué un système qui ne peut convenir à notre population. Il déplore que le Parlement provincial n'ait pas son mot à dire dans le contrôle de cette législation sociale pour l'adapter à nos besoins.

L'assurance est payée par la masse des petites gens qui ne sauraient en profiter. La contribution à l'assurance-chômage est un vol direct, pour tout ce groupe de petits ouvriers et ouvrières. Il faudrait amender cette loi pour la rendre juste et pratique, affirme-t-il. Ainsi, à ces milliers de jeunes filles de nos usines, qu'arrivera-t-il? Elles versent régulièrement leur quote-part; un bon jour, elles se marieront et ne profiteront jamais de cette assurance.

En passant, je veux dire que la loi d'assurance-chômage devrait s'appliquer aux militaires

et aux ouvriers qui travaillent dans les usines de munitions. Il faut prévoir l'avenir. Après la guerre, quels seront les chômeurs? Ce sont les 500,000 jeunes gens qui reviendront du front, plus les centaines de mille ouvriers des usines de guerre qui auront été fermées. Or, ceux-là ne payent pas de cotisations. Ils ne pourront donc pas en profiter. Je dis que pour cette raison, après la guerre, il faudra entreprendre de grands travaux de chômage et qu'il faudra imposer de nouvelles taxes.

Car ceux qui auront besoin de l'assurance-chômage n'y auront pas droit alors que ceux qui n'en auront pas besoin sont les seuls à payer actuellement. Il faudra donc amender cette loi, pour la rendre juste et pratique. Actuellement, un employé qui gagne \$25 par semaine en retire environ \$19. Pour la balance, il trouve dans son enveloppe cinq ou six reçus pour les montants qu'il est forcé d'abandonner à l'État, pour une raison ou pour une autre.

Je vais parler de Montréal, la gloire des Canadiens français, la richesse des Canadiens anglais, la métropole du pays. C'est la plus grande ville française libre du monde et de l'univers et une des plus fameuses de tout le continent américain. Je reproche et regrette que la Législature de Québec ait sacrifié l'autonomie de Montréal, lorsqu'elle l'a placée en tutelle et sous le contrôle de la Commission municipale de Québec, dont j'admets que ses membres sont compétents. Elle a accordé un certificat d'ignorance et d'incompétence à sa population. Comment veut-on après cela que cette ville soit respectée par les étrangers? C'est une triste réclame. Il affirme qu'il s'agit d'une insulte envers toute la province et que cela sera corrigé dès que l'Union nationale sera au pouvoir.

Alors qu'on se bat aujourd'hui pour conserver la liberté dans le monde, qu'on ne cesse de nous parler de démocratie, de liberté de voter, lorsqu'il s'agit de Montréal, on refuse de reconnaître ces principes démocratiques. En enlevant aux contribuables de la plus grande ville du Canada le droit de choisir leurs représentants et leurs administrateurs, le gouvernement a violé les principes fondamentaux de la démocratie. Le gouvernement n'a pas hésité à priver les citoyens de la métropole de leurs libertés essentielles. On leur a imposé un conseil d'honneur de 99 membres, dont le rôle est si inutile que la plupart ne sont même pas intéressés à assister aux séances.

Pourtant, nous pouvons affirmer sans nous tromper que, si la ville de Montréal, métropole du Canada, a été conduite un moment aux portes de la faillite, ce n'est pas la faute de la population, mais

celle des amis du régime actuel. Ils sont les premiers responsables d'avoir conduit la grande ville aux portes de la banqueroute. Et maintenant on punit sa population. Le régime libéral est responsable de l'état de chose actuel.

Montréal a une population de 800,000 âmes, en exceptant Outremont et Westmount, et une dette de \$250,000,000. Toronto, avec une population de 700,000 a une dette de \$110,000,000. Ce sont des gouvernements de Québec qui ont endetté Montréal. La démocratie est bonne ou elle ne l'est pas. Si elle l'est, pourquoi prétendre que le peuple d'une ville comme Montréal est incapable de choisir autre chose que des incompetents pour s'administrer? Qu'on laisse Montréal choisir ses gouvernants. Laissons-lui donc la liberté de désigner ceux qui la dirigeront. Elle peut commettre des erreurs, de temps à autre, comme en 1939, mais n'ayez crainte, elle se reprendra. Mais n'allons pas, nous-mêmes, violer les principes essentiels à la démocratie.

Il cite certains chiffres et démontre comment les amis du Parti libéral ont pu faire endetter la métropole dans des proportions scandaleuses, lui refusant les secours publics effectifs qui l'auraient soulagée. Sous l'Union nationale, des travaux d'envergure furent entrepris, qui ont absorbé les chômeurs et qui aidèrent la ville à passer la crise.

On prétendra, dit-il, que la tutelle actuelle a bouclé son budget quand les régimes antérieurs connaissaient toujours des déficits. Oui. Mais en taxant partout: l'eau dans les radiateurs, les radios dans les chambres à coucher, le pain et tous les articles imaginables. Ce fut un système désastreux pour nos grosses familles.

Il parle également des allocations familiales. Il reproche au gouvernement d'avoir appesanti le fardeau qui pèse sur les épaules du pauvre chef de famille nombreuse, en décrétant et en ayant imposé la taxe de vente; tous les biens de nécessité sont imposés. Il avertit le gouvernement que si les taxes de vente ne sont pas abolies, ce sera la chute ultime du Parti Libéral.

Il analyse la loi d'assistance aux mères nécessiteuses, notant que c'est l'Union nationale qui a eu le courage d'introduire cette mesure sociale recommandée depuis bien longtemps par nos sociologues. L'Union nationale a donné aux mères nécessiteuses une pension généreuse qui a été coupée de moitié par le nouveau gouvernement. Elles ne reçoivent pas de pension leur permettant de vivre, mais une maigre pitance, une forme de charité publique, qui est simplement cruelle et insultante. Il reconnaît cependant que les amendements apportés à

la loi depuis 1939 ont amélioré certaines choses. Maintenant, une mère peut avoir sa pension avec un seul enfant et le mari hospitalisé est mis sur un même pied d'égalité que l'époux exilé. Il espère qu'on remettra les allocations au moins au niveau précédent.

Il approuve la composition actuelle du comité catholique. L'éducation, dit-il, ne devrait pas relever de la Législature mais du Conseil composé de nos évêques, qui sont si bien à leur place et ajouter des pédagogues avertis, au lieu de désigner trop souvent des créatures politiques. Il veut aussi de l'indépendance pour ce groupe. La Législature devrait se contenter de voter les subsides raisonnables et laisser aux éducateurs le soin de dicter la ligne de conduite à suivre.

Le gouvernement ne doit pas se contenter de prodiguer de belles paroles. Il lui appartient d'affecter les sommes nécessaires à l'amélioration de nos méthodes et de nos moyens. Nous trouvons, actuellement, des instituteurs et des institutrices moins rémunérés, après 15 ou 20 années de carrière laborieuse, que de simples petits commis sans expérience. C'est au gouvernement qu'il appartient de solutionner ce problème, et c'est pourquoi je dis à nos amis les protestants d'insister, dans leurs revendications présentes. S'ils réussissent, cela nous permettra d'espérer une amélioration pour nos catholiques. Car nous, de l'Union nationale, nous sommes en faveur du respect des droits des minorités. Et si le régime actuel ne bouge pas, nous réglerons ce cas, quand nous reprendrons le pouvoir.

Il félicite le député de Brome (M. Robinson) du discours que celui-ci a prononcé mardi après-midi. Le député de Brome a raison, dit-il. Ce que le gouvernement doit faire pour améliorer l'enseignement, ce ne sont pas des discours et des conférences en matière d'éducation, mais bien de donner de l'argent qui s'avère une action directe visant à améliorer les conditions des enseignants. Il faut que le gouvernement donne de l'argent s'il veut avoir de bons professeurs.

Le député de Brome a parlé des droits des minorités, disant que la Commission scolaire protestante de Montréal est en droit d'exiger ce qu'elle réclame et il a demandé au gouvernement de l'aider pour les écoles de minorités à Montréal. Soyons généreux pour les minorités. Soyons plus généreux pour nos professeurs, qui ne gagnent pas même les salaires des inspecteurs, des salaires raisonnables. C'est au gouvernement qu'il appartient de résoudre ce problème. Il promet que, si l'Union nationale revient au pouvoir, la minorité anglophone

recevra tous les droits et privilèges auxquels elle a droit en matière d'éducation.

M. l'Orateur avertit le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) qu'il a déjà dépassé le temps qui lui était alloué³.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): En terminant, je dirai que nous attendons le retour prochain à la Chambre de notre chef malade. Il fait l'éloge du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont il vante la sincérité, l'éloquence, la générosité, l'esprit et le dévouement. On a dit du premier ministre qu'il est sincère, dit-il. Le chef de l'Union nationale l'est aussi. J'espère que pendant son absence le gouvernement n'engagera pas la province pour l'avenir ni ne passera de lois contraires à ses intérêts.

(Applaudissements à gauche)

M. Leduc (Laval)⁴: M. l'Orateur, plus que jamais il faut louer les électeurs de l'Assomption de vous voir élu pour les représenter en cette Chambre. Je suis heureux de l'abolition des ponts de péage et je souhaite que les ponts qui appartiennent à la ville de Montréal ne soient plus des ponts de péage. La disparition des ponts de péage est due à l'effort commun, à l'effort public. Il demande au gouvernement de ne pas en garder un seul dans la province.

On a beaucoup parlé d'éducation au cours de ce débat. Aux dires du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), l'éducation doit tendre à former les caractères et à développer une âme nationale. Il a déclaré hier que nos maisons d'éducation péchaient en ne formant pas des hommes de caractère et en ne leur inculquant pas des principes véritablement nationaux. Je ne crois pas que nous ayons le droit de faire porter à nos éducateurs cette responsabilité. Ceux qui ont la charge de l'enseignement dans cette province enseignent aux élèves des principes d'ordre, de bonne conduite, de persévérance dans l'effort de chaque jour et une application véritable dans la tâche quotidienne. Ils enseignent aux élèves de bien aimer leur patrie et d'en être fiers. Si les élèves ne comprennent pas et s'ils ne restent pas fidèles à cet enseignement sain et véritablement national, les maîtres ne peuvent pas être tenus responsables. Les bons éducateurs ne sont pas responsables des mauvais élèves.

Au point de vue de la formation du caractère, je suis absolument satisfait. Nos éducateurs s'y sont toujours appliqués depuis les premiers temps de la colonie. Et je n'ai rien à dire contre nos maisons

d'éducation, car ce sont elles qui ont formé le caractère des diverses générations de Canadiens français qui se sont succédé en notre province.

Les principales manifestations du caractère, qu'on apprend aux écoliers, sont la bonne conduite, la continuité dans l'effort, l'application au travail, la sobriété et la confiance en soi. Est-ce que nos éducateurs ont cherché à nous inculquer autre chose? Tant pis pour nous, si nous n'en avons pas profité.

Une manière de former le caractère, c'est de donner à un jeune homme la confiance en soi. Est-ce que dans nos collèges on n'enseigne pas à nos jeunes gens à avoir confiance en eux-mêmes? Dans nos maisons d'éducation, on m'a enseigné à être un homme dans toute l'acception du mot. Si je n'ai pas suivi ces enseignements, ce n'est pas la faute de nos éducateurs.

Quant aux programmes d'études, on les a tant améliorés qu'on ne les reconnaît plus. Je suis le chef d'une famille nombreuse et j'ai pu le constater; je dirai même que les gens de ma génération auraient de la difficulté à passer les examens d'admission aujourd'hui.

Il y a des lacunes dans notre enseignement et des réformes à faire surtout en ce qui concerne la création et le développement d'une âme nationale. Par exemple, l'une de nos périodes les plus glorieuses de notre histoire, celle de la guerre 1914-1918, n'est pas suffisamment mise en relief dans nos manuels. C'est ainsi, que les hauts faits des nôtres pendant cette guerre sont absolument ignorés. On se préoccupe trop de la préhistoire tandis que les faits d'armes de nos héros contemporains n'ont pas leur part et restent oubliés.

Nos grands historiens s'attardent trop à discuter des problèmes comme celui-ci: Pourquoi en 1942 chercher encore à savoir si M. Denonville a trahi les Iroquois? À quoi bon faire discuter par les écoliers cette question? En dépit de tout le respect que nous pouvons avoir pour les Iroquois, ce n'est pas par de semblables discussions que nous allons préparer l'avenir.

Il y aura une meilleure unité nationale dans le pays, quand les enseignants parleront moins des guerres avec les Indiens et de leurs démêlés avec certains gouverneurs du Canada français, et davantage des accomplissements des Canadiens du Québec depuis lors. Occupons-nous donc du présent, dit-il. Sachons tirer des conclusions pratiques de notre histoire. Nous avons des motifs d'être fiers et raison de porter la tête haute.

C'est avec plaisir que j'ai lu le beau discours prononcé à Toronto par l'honorable premier ministre.

Il félicite et garde une reconnaissance vive au chef de la province pour avoir voulu raconter un fait d'armes aux citoyens de Toronto dans une conférence prononcée il y a déjà plusieurs mois. Il a parlé, dit-il, de l'héroïsme de deux plus grands soldats de la dernière guerre, deux Canadiens français, Brillant et Keable. Si nous avions, en ces dernières années, appris à nos jeunes gens les hauts faits d'armes, l'héroïsme de ces deux vaillants compatriotes, nous aurions peut-être aidé à la création d'une âme nationale.

Pour inculquer à nos jeunes plus de fierté nationale, ne vaudrait-il pas mieux leur raconter l'héroïsme d'un Brillant, d'un Keable, deux Canadiens français qui furent les deux plus grands soldats de l'armée canadienne pendant la dernière guerre? Nous avons l'honneur de compter parmi ces jeunes héros, ces deux fils du Bas-Saint-Laurent ayant mérité la croix Victoria en 1914-1918. Si on réformait ainsi notre enseignement, on arriverait peut-être à créer une âme nationale.

Il est temps de mettre de côté les querelles stupides et stériles. Cherchons des leçons d'héroïsme dans l'histoire de 1914-1918. Sachons trouver une raison d'être fiers dans la participation du Canadien français à la nouvelle guerre mondiale. En 1942, il y a des choses plus importantes à faire qu'à ranimer des querelles mortes.

Que de choses on pourrait enseigner à la jeunesse pour lui donner une âme nationale! Ainsi, nous avons un hymne national qui est magnifique et entraînant, le "Ô Canada". Un hymne national si beau qu'il s'est imposé dans tout le pays. Sait-on que c'est l'œuvre d'un artiste, d'un patriote, d'un Canadien français, Calixa Lavallée, fils d'un modeste forgeron, qui dut s'expatrier aux États-Unis avant que son talent ne fût reconnu par les siens? Il revint dans son pays après avoir combattu dans les armées de Lincoln contre les marchands d'esclaves. C'est donc à un fils du Québec que le Canada doit son hymne national, si beau qu'il s'est imposé à tout le pays. Voilà une des choses que l'on devrait enseigner à la jeunesse.

(Applaudissements)

Il y a une chose qui a permis à la jeunesse de chez nous de voyager à travers le Canada, de découvrir notre pays, d'apprécier la grandeur de la patrie canadienne, c'est la mobilisation générale. La mobilisation générale va permettre à notre jeunesse de mieux comprendre l'idée de la patrie dont on ne lui a jamais parlé, dont on lui a insuffisamment parlé, et la mobilisation des ressources du Canada pour les besoins de la guerre a eu comme résultat de réveiller

des milliers de Québécois au fait que d'autres provinces et d'autres personnes sont aussi Canadiens qu'eux, de bons citoyens qui veulent travailler main dans la main pour défendre leur territoire. Les Québécois ont également appris que ces autres Canadiens et les territoires font partie d'un vaste héritage commun et méritent tous les sacrifices visant à préserver les richesses, les droits et les privilèges précédemment soulignés par le premier ministre.

Malgré ses inconvénients, la guerre aura permis à nos jeunes de découvrir leur pays. Aujourd'hui, ils vont dans les villes qui leur étaient étrangères et dans les autres provinces. Demain, les yeux bien ouverts ils reviendront ici. Car la jeunesse, lorsqu'elle reviendra, ayant compris que nous avions une grande patrie, demandera des comptes sévères aux petits nationaux qui leur ont laissé croire qu'il n'était pas nécessaire de travailler en harmonie avec les autres peuples du pays et qui ont voulu restreindre le patrimoine national et lui faire croire que la patrie, c'est le petit lopin de terre de quelques arpents de neige, autour de la maison paternelle.

Nous comprenons mieux nos obligations envers les autres parties du pays de même que les obligations qu'ont à notre égard les autres provinces du dominion. Québec a des devoirs envers les autres provinces, tout comme les autres provinces en ont envers Québec. Cette découverte va nous faire du bien.

Jusqu'ici, on a donné une fausse définition de la langue en disant que c'était un moyen de conserver une tradition. Nous traînons trop de préjugés avec nous. Nous devrions avoir, dit-il, une conception plus pratique que philosophique de la langue. M. l'Orateur, la langue est d'abord, un moyen d'expression, le moyen d'exprimer ses pensées et ses idées. Par conséquent, le principal, c'est d'abord d'avoir des pensées et des idées, peu importe qu'on les exprime en chinois, en grec ou en russe. Alors, commençons par avoir des pensées. Et si demain, vous faites une découverte utile, que l'un de nous découvre dans sa sagesse un nouveau moyen de vivre, qu'il le dise dans n'importe quelle langue. On lui trouvera des traducteurs pour qu'il soit compris de tous.

Que l'on parle chinois, turc ou grec, cela est d'importance secondaire et un moyen de transmission. C'est pour cette raison que j'approuve le gouvernement de cette province qui veut fournir au peuple divers moyens d'expression afin d'avoir plusieurs moyens de diffuser les idées.

Il faut que la langue soit à la portée de tout le monde. J'appuie la politique du gouvernement et le

félicite de développer l'enseignement de l'anglais. Cette question de langue ne lui semble pas essentielle et c'est pour cette raison qu'il n'attache pas une importance trop considérable à l'enseignement de l'anglais. Il ne voit pas pourquoi il devrait y avoir quelque objection que ce soit à enseigner adéquatement l'anglais au Québec, sans négliger l'enseignement du français. Pour ma part, dit-il, j'ai appris l'anglais au collège de Montmagny où il n'y avait que quatre élèves anglais, et je n'ai pas à me plaindre des méthodes qu'on a employées pour me l'enseigner. Je parle anglais comme je l'ai appris. Je ne parle pas un anglais parfait, ce qui ne m'empêche pas d'avoir une clientèle anglaise. Quatre-vingt-quinze pourcent⁵ de mes clients sont de langue anglaise. Et quand ils viennent à mon bureau, ils ne me demandent pas si je parle bien l'anglais ou de parler l'anglais. Mais ils me demandent: "Can you do the work?"⁶ Comme je leur ai répondu oui, ils me le donnent.

Je constate que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) m'écoute en ce moment et je l'en remercie. Je voudrais lui demander quelque chose. Qu'il se serve donc de son influence pour intervenir auprès des postes de radio pour les empêcher de déformer ce que nos maisons d'éducation forment et afin que l'on supprime certains programmes qui déforment la mentalité des enfants et qui ruinent ce qu'ils peuvent apprendre à l'école, le bon parler français en premier lieu.

Je dirai même que les enfants en sont rendus à tel point, qu'ils n'ont plus le temps de faire leurs devoirs. Le soir, ils ne veulent plus faire leurs devoirs à l'heure où ils doivent les faire. Les programmes de radio passent avant tout. Ils en ont trop à écouter, comme celui de *Ti-Pitt* et *Fifinne* et bientôt sans doute celui de *La Poudre*⁷ et de *Ti Zoume*⁸, où on leur enseigne à mal parler leur langue. Je demande que l'on fasse disparaître ces programmes au moins aux heures où les enfants doivent faire leurs devoirs. Que l'honorable secrétaire de la province obtienne au moins la disparition de ces programmes de Radio-Canada, qui a de si beaux programmes. Le gouvernement pourrait également user de son influence auprès de Radio-Canada pour que soient multipliés certains programmes éducatifs, dont l'un que je veux louer en particulier, celui du *Mon Professeur*, le dimanche.

Un orateur qui m'a précédé a dit: 40 % à 50 %⁹ de nos jeunes gens sont refusés à l'examen médical du service militaire. Ceci est entièrement faux. Pourquoi? Parce qu'aussitôt que les bureaux médicaux ont été ouverts, nous avons dit à tous ceux

qui souffraient d'infirmités: "Allez vous présenter aux bureaux médicaux et obtenez votre décharge." Il ne faut pas se baser sur ces chiffres pour déplorer l'état de la santé publique. Il fait son possible, dit-il, pour détruire ce qu'il affirme être une légende.

Ces jeunes gens infirmes sont les malheureuses victimes de la nature humaine. Il faut avouer que la perfection n'est pas de ce monde et que beaucoup de gens ont l'entendement un peu dur, ont une infirmité quelconque qui les rend inaptes au service. Mais ces gens-là ne sont pas des déchets. Nous ne sommes pas parfaits, nous-mêmes. Si nous l'étions, nous ne pourrions peut-être pas nous faire élire!

(Rires)

L'honorable député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) a parlé des dettes de Toronto et de Montréal. Il est inexact de dire que Montréal a une grosse dette et Toronto une petite dette. Toronto a des dettes spéciales comme pour son aqueduc.

M. l'Orateur, tout le monde parle de l'ordre nouveau qui sera établi après la guerre. L'ordre nouveau, dont on parle tant, s'établit présentement et il n'y a pas lieu de s'inquiéter à ce propos. Il dépendra de nous, plus tard, de décider s'il doit être établi de façon permanente.

Il tire, en passant, quelques flèches aux membres de l'opposition qui jouent aux grands patriotes. En réponse au représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) qui avait discuté la question de notre autonomie provinciale, dit-il, il faut penser au pays d'abord en ce moment. L'honorable député qui m'a précédé a parlé des droits de la province de Québec. Mais il a oublié de parler de la patrie, qui, en ce moment, doit assurer la protection des enfants.

(Applaudissements)

À propos de l'autonomie, dont on parle tant, qu'on n'oublie pas qu'en temps de guerre, la patrie doit avoir les moyens nécessaires pour mettre le pays en état de défense. Nous avons le devoir moral de contribuer jusqu'au sacrifice. La population de la province de Québec est prête à tous les sacrifices nécessaires pour assurer la poursuite efficace de l'effort de guerre et le gouvernement ne reculera devant aucun sacrifice pour amener la victoire des nations alliées. Le gouvernement actuel est prêt à se battre jusqu'à la fin pour conserver son autonomie, mais nous ne devons pas oublier ce qu'on nous demande de fournir comme effort de guerre. Nous n'allons pas continuer à donner notre effort de guerre maximum sans faire de sacrifices. Nous ne devons pas oublier qu'il nous est nécessaire d'aider à

défendre le pays et qu'il est également nécessaire que le pays prépare ses moyens de défense. Et c'est dans un esprit de généreux patriotisme que le premier ministre veut collaborer avec Ottawa et qu'il a déclaré que la province est prête à faire tous les sacrifices dans l'intérêt de la défense du pays. Tout le pays attendait cette déclaration et il fallait que ces paroles soient prononcées.

Il est bon que, dans les autres provinces, on sache que Québec est prêt à faire face à tous ses devoirs et à tous les sacrifices nécessaires pour gagner la guerre et conserver nos privilèges particuliers. D'ailleurs, nous n'avons pas à nous plaindre, nous jouissons de privilèges spéciaux dans cette province. Ainsi, nos prêtres et nos religieux sont exempts du service militaire. Or, en France, en Allemagne, en Italie, en Belgique et dans tous les pays du continent européen, les prêtres doivent servir comme les autres. Nous voulons garder ces privilèges qui n'existent que dans les pays britanniques, et il s'agit d'un privilège particulier pour lequel nous devrions être prêts à faire les sacrifices nécessaires pour le conserver.

Quel sera cet ordre nouveau? L'ordre nouveau c'est d'abord ceci: le mobile du profit disparaît et l'État intervient partout et dans tous les pays, la tendance est à l'étatisation et cela devient de plus en plus nécessaire. Tôt ou tard, il viendra bientôt un temps où les frais d'administration seront tellement considérables que les gouvernements n'auront pas assez de revenus pour administrer. Alors, ils devront intervenir, envahir le champ de l'industrie privée et devenir producteurs.

C'est une tendance à laquelle nous ne pouvons échapper. Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui l'économie libérale disparaît pour céder la place à une économie étatiste. Avec des exemples et des faits récents, il explique comment l'économie libérale cède rapidement la place à l'économie étatiste. Les profits sont réduits et l'État oblige quand même le producteur à lui fournir ce dont il a besoin. Moi-même, dit-il, j'ai été élevé dans le respect de l'économie orthodoxe. Je fus même conservateur. Mais, il faut bien voir ce qui s'en vient, il faut s'ouvrir les yeux et constater les vérités positives, même quand cela ne nous plaît pas.

Je suis pour la sauvegarde de l'autonomie provinciale. Pourtant, je ne m'oppose pas à ce que la province de Québec négocie des ententes avec le gouvernement d'Ottawa en vue d'uniformiser les taxes et de faciliter les transactions commerciales et industrielles en ce temps d'urgence nationale. Nous comprenons que la patrie ait besoin d'argent pour

nous défendre et la province de Québec est prête à tous les sacrifices pour assurer la défense du pays.

Nous sommes prêts à nous battre pour l'autonomie provinciale. Mais, je considère que l'autonomie n'est pas menacée par le gouvernement canadien actuellement, parce que nous avons à Ottawa un gouvernement qui comprend que la paix nationale et l'unité canadienne reposent sur le respect et la sauvegarde de nos droits que nous a garantis le pacte de la Confédération. Nous avons donc à Ottawa un gouvernement qui veut protéger nos droits. Nous nous battons toujours pour la défense de nos droits, mais ne soyons pas assez aveugles pour ne pas voir ce qu'il faut faire dans les heures tragiques que nous traversons.

Le gouvernement provincial va se trouver en face d'un grave problème à régler. Le projet de canalisation du Saint-Laurent ne sera pas exécuté tel que présentement conçu. Il va être modifié et c'est Québec qui écopera. Le gouvernement va transformer le projet afin de sauver quelques millions de dollars. Les États-Unis vont modifier les plans proposés et élaborer des projets énergétiques à la section internationale du fleuve au lieu de l'élargir pour la marine marchande. Au lieu de payer pour le creusage du Saint-Laurent pour obtenir une voie de navigation de l'Océan aux Grands Lacs, le gouvernement américain va simplement se contenter de concentrer tous ses efforts à l'aménagement et au développement des ressources hydroélectriques, en utilisant les eaux de la section internationale des rapides du fleuve.

Il affirme être confiant que le gouvernement provincial ne consentira pas à un tel changement de plans. Québec serait dans la situation où elle paierait une partie des coûts du développement fluvial et en même temps, les gens payeraient des taxes au fédéral en raison de l'électricité distribuée par des compagnies privées. Cette modification dans les plans peut avoir de grandes répercussions pour la province de Québec et il n'est pas sûr que nous ayons les compensations attendues. Il conseille fortement au gouvernement de surveiller bien attentivement les négociations et pourparlers relativement à ce projet d'importance vitale pour la province de Québec.

Ce changement est imposé, dit-on, par les conditions de la guerre. Mais il pose pour nous un grave problème. Le gouvernement va-t-il rester inactif? Je sais que non, car je le connais trop. Mais n'empêche que nous pourrions nous demander, à la suite de ce changement, où sont les avantages que nous avons vis-à-vis de la Beauharnois. Car, il ne

sera peut-être plus question de nous donner quelques millions en compensation du travail déjà fait en notre province, millions qui nous auraient permis d'étatiser la Beauharnois.

Jusqu'ici, la province de Québec avait priorité sur l'Ontario en matière d'énergie électrique. Tout cela va changer. Demain, à cause de ce développement la province de Québec ne sera plus comme hier, la province la plus riche en électricité, celle qui pouvait exporter en Ontario. Il demande au gouvernement d'étudier sans retard cette nouvelle proposition.

Il rappelle à la Chambre qu'avec les développements en électricité dans la section internationale du Saint-Laurent, la province de Québec perdrait sa position favorable relativement à l'électricité, étant donné que le Québec est le seul propriétaire du Saint-Laurent sur les deux côtés du fleuve.

Il dit que le fédéral doit entièrement réaliser les sentiments de la province à cet égard et qu'il ne croit pas qu'un tel désir d'autonomie cache de mauvais desseins. Il nous est nécessaire de prendre des engagements avec le gouvernement fédéral en ces jours de guerre pour la gestion plus efficace de nos affaires, de là la raison des arrangements pris relativement aux taxes.

Il est en faveur de l'étatisation de toutes les compagnies d'électricité dans la province, dit-il. La province de Québec est la seule à payer à Ottawa des impôts se chiffrant à \$6,000,000. Jadis, j'ai déjà suggéré au gouvernement de la province de s'emparer de toutes les compagnies d'électricité et qu'il se substitue aux propriétaires actuels des compagnies distributrices de courant électrique.

L'occasion est excellente pour faire disparaître l'injustice dont les consommateurs d'électricité sont victimes dans cette province. En Ontario les consommateurs ne paient pas de taxes au pouvoir fédéral parce que c'est le gouvernement de la province qui exploite les centrales électriques; dans la province de Québec ce sont des compagnies privées et celles-ci paient chaque année en taxes à Ottawa un tribut de \$6,000,000 à \$10,000,000, taxes que le consommateur doit absorber et que les autres provinces ne paient pas. La province d'Ontario ne paye pas parce que là, l'électricité est étatisée, ce qui n'est pas juste pour la province de Québec. Pour faire disparaître cette injustice, il suggère au gouvernement d'exploiter lui-même les centrales électriques dans la province de Québec, ce qui permettrait au consommateur d'économiser le montant payé actuellement pour les taxes fédérales.

Avec un trust, nous pourrions nous exempter de cette redevance.

Évidemment, si nous administrons, en substituant la province aux conseils d'administration actuels, les compagnies d'électricité selon leur chartre respective, nous pourrions avoir à payer quand même ces six millions. Mais alors, pourquoi ne pas profiter des circonstances. Je fais aujourd'hui une autre suggestion. Étant donné tous les sacrifices consentis par la province de Québec actuellement, pour aider le fédéral dans les mesures prises pour défendre le pays et faire tous les sacrifices possibles en ce sens, comme le premier ministre l'a dit la semaine dernière, il est temps que le gouvernement provincial s'entretienne avec le gouvernement fédéral pour enrayer l'injustice qui perdure. Le gouvernement de la province de Québec devrait obtenir la collaboration d'Ottawa pour étatiser, elle aussi, les entreprises hydroélectriques. Il pourrait se substituer aux propriétaires actuels des compagnies et continuer à administrer ces entreprises suivant les chartes des compagnies. La seule différence, c'est qu'il n'y aurait plus de taxe à payer à Ottawa. La province de Québec pourrait aussi, en retour des sacrifices qu'elle consent à l'occasion de la guerre, obtenir du pouvoir central qu'il lui rende ces six millions perçus chaque année des compagnies privées. Le provincial pourrait utiliser cet argent pour constituer un capital avec lequel la province pourrait payer les frais d'organisation d'une hydro pour enfin constituer une véritable hydro provinciale, ou, s'il le souhaite, le gouvernement provincial peut utiliser cette somme d'argent, pour répondre à d'autres besoins nécessaires. Quoi qu'il en soit, les Québécois seraient sur le même pied d'égalité que les Ontariens, afin que nous soyons des Canadiens au même degré que les gens des autres provinces. Il est temps qu'on nous donne au moins les mêmes privilèges. Il ne croit pas que cela allait engendrer des différends raciaux, mais qu'au contraire, l'Ontario serait flattée que le Québec suive son exemple en matière d'électricité.

Il rend hommage au Parti libéral, parce qu'il admet la liberté de penser et la liberté de parole au sein du parti qui est le seul qui soit digne de l'honnête homme.

Je suis prêt à l'effort suprême sous la direction de nos chefs, que je salue ici aujourd'hui même en terminant.

(Applaudissements)

M. Bourque (Sherbrooke): M. l'Orateur, le discours du trône fait allusion à la guerre mondiale

qui ensanglante, aujourd'hui, l'univers. Tous nous désirons ardemment et sincèrement le triomphe des Alliés et l'écrasement définitif du banditisme international représenté par Hitler et ses alliés. Personne, plus que l'opposition, ne souhaite le triomphe des armes alliées. Nous ne sommes pas nombreux, mais nous comptons parmi nos membres plusieurs vétérans de la dernière grande guerre.

La loyauté de la province de Québec est proverbiale. Le Québec est aussi loyal que les autres provinces et l'histoire en fournit des preuves nombreuses et irréfutables.

Il parle des efforts de guerre du Québec. Dans ces efforts, l'unité est essentielle et, selon lui, une telle unité existe présentement dans la province et il espère qu'elle ne sera pas dérangée.

J'ai l'honneur de représenter le comté de Sherbrooke, comté qui donne à tout le pays un exemple merveilleux d'harmonie et de bonne entente entre les races et les différentes classes de la société, qui travaillent ensemble vers la victoire. L'union de toutes les bonnes volontés, et la coopération de tous les patriotes, indépendamment de leur race et de leur croyance, constituent encore un élément de force et de progrès dans l'ordre. Il demande l'arrestation du pasteur Shields de Toronto¹⁰. Il n'a jamais perdu et ne perd jamais une occasion pour critiquer l'attitude des Canadiens français tant dans ses discours que dans ses écrits. Plusieurs journaux accusés d'avoir nui à la poursuite de l'effort de guerre, ont été supprimés ou prohibés depuis 1939. Comment se fait-il que les autorités fédérales laissent ce pasteur ontarien continuer ses diffamations contre la race canadienne-française? Comment se fait-il qu'on le laisse déblatérer contre tout ce qui est canadien-français au Canada? Il est temps que les autorités s'occupent de cet homme qui sème la haine et la désunion au Canada. Il demande que le gouvernement de la seule province française du dominion fasse pression auprès du ministre de la Justice pour qu'un tel état de choses prenne fin.

Le gouvernement annonce qu'il se propose d'accroître la production agricole. La terre reste la richesse la plus stable du peuple canadien-français. Pour accroître la production agricole comme le veut le discours du trône, il est évident qu'il est nécessaire de garder les cultivateurs sur les fermes. Il est également clair qu'ils doivent avoir la main-d'œuvre nécessaire pour exécuter les travaux des champs. L'agriculture est la pierre fondamentale de notre système économique. Son indispensabilité est constante en temps de paix comme en temps de guerre.

De plus, la terre possède des éléments de stabilité et de sécurité à nul autre pareils. De fait, l'or et l'argent peuvent diminuer de valeur; le système économique, basé sur les importations et les exportations, peut prévaloir ou peut déchoir, mais la terre a toujours une valeur intrinsèque qui est indépendante des fluctuations du marché, parce qu'elle sera toujours nécessaire et qu'elle double sa force du fait qu'elle est productive et nourricière de l'humanité.

C'est ce que le gouvernement de l'Union nationale a compris et c'est ce que le premier ministre actuel et ses amis politiques n'ont pas compris. Le gouvernement libéral n'a pas pris conscience des besoins et des exigences des fermiers. L'Union nationale, lorsqu'elle était au pouvoir, avait fait bien plus pour l'agriculture qu'ont pu faire les libéraux pendant toutes les années où ils ont été au pouvoir. Le premier ministre et ses amis politiques ont péroré; l'Union nationale a agi. C'est là la différence. Notamment, lorsqu'elle a donné à la classe paysanne le crédit agricole.

C'est l'Union nationale qui a sauvé l'agriculture dans la province de Québec, qui a maintenu le cultivateur sur la terre, qui aida considérablement à l'établissement de la jeunesse, qui empêcha l'exode ruineux de la campagne vers les villes. Le crédit agricole rétablit les finances municipales rurales et urbaines, et conséquemment, aida à la solidité du crédit provincial basé, en bonne partie, sur le crédit municipal.

Le premier ministre, ses auteurs et amis politiques ont toujours critiqué et dénoncé le crédit agricole provincial, mais aujourd'hui, ils sont obligés d'admettre sa nécessité et son utilité. Tous doivent reconnaître que l'établissement du crédit agricole a non seulement assuré la stabilité financière de la province en temps de paix, mais l'a garantie et sauvegardée en temps de guerre.

Le discours du trône dit que les perspectives de l'après-guerre nous invitent à entourer des soins les plus vigilants notre domaine forestier et nos richesses hydrauliques. Ces paroles dans la bouche du gouvernement actuel n'équivalent pas à un énoncé de principe, mais plutôt à la confession d'un pêcheur impénitent. Notre domaine forestier constitue une richesse incalculable, d'abord, parce que la forêt est indispensable pour assurer la fertilité du sol, pour garantir la régularité des cours d'eau, pour procurer de l'ouvrage et des salaires à des milliers et des milliers d'ouvriers employés, tant dans les opérations forestières que dans celles qui en sont la conséquence: moulins fabriquant le papier, usines fabriquant la pulpe et autres produits.

Nos forêts sont également nécessaires pour assurer la conservation d'une de nos richesses: les pêcheries et la chasse. C'est ce que le gouvernement de l'Union nationale a compris en organisant un inventaire national, en établissant un bureau d'entomologie pour protéger la forêt contre les insectes destructifs, en empêchant l'exportation de notre bois dans des pays étrangers, afin d'assurer aux ouvriers de la province de Québec les gages qui peuvent dériver de l'exploitation forestière. L'impéritie du gouvernement actuel est largement responsable des désastres forestiers enregistrés l'an dernier.

Sous le gouvernement actuel et sous le gouvernement de ses auteurs, les forêts de la province de Québec subissent des millions et des millions de dommages, d'abord parce que les différents gouvernements de nos adversaires ont toujours négligé d'assurer une coupe raisonnable et rationnelle de nos forêts; parce que ces gouvernements ont toujours négligé d'adopter les mesures appropriées pour assurer le nettoyage de nos forêts, et, enfin, parce que les gouvernements, qui sont les auteurs du régime actuel, n'ont jamais adopté les procédés nécessaires pour empêcher les incendies dévastateurs et les insectes nuisibles. Il croit que la référence aux problèmes forestiers dans le discours du trône n'est pas une renonciation de principes, mais une simple confession d'un pêcheur impénitent. Les opérations forestières imprudentes ont provoqué des dommages inestimables à cette grande richesse nationale de la province.

Comme question de fait, M. l'Orateur, vers 1923, eurent lieu des incendies de forêt qui coûtèrent à la province au moins \$10,000,000 en pertes brutes, sans compter les millions de dollars qui ont été perdus si nous considérons les procédés (sic) qui suivent l'abattage des arbres dans les forêts. Ces tous derniers mois, alors que la province avait encore comme gouvernement un régime qui ressemble au régime Taschereau comme à un frère, la province de Québec, à la suite d'incendies forestiers, subit des dommages pour des millions et des millions de dollars et une bonne partie de notre riche domaine forestier, qui constitue au point de vue matériel une garantie de survivance nationale, a été dévasté par l'incendie. Et ces faits, M. l'Orateur, sont irréfutables.

Nos amis de la droite prétendent peut-être que les ravages des feux de forêt de l'été de 1922-1923 et ceux de 1940-1941 ne proviennent pas de leur négligence. Pourtant, cette prétention n'est pas corroborée par les faits. Mais, même si elle était vraie, la province de Québec y gagnerait largement

en changeant de gouvernement, car sous le gouvernement de l'Union nationale, nous n'avons pas eu de ces feux de forêts.

Il accuse alors le gouvernement d'incompétence. À ceux qui pourraient prétendre que les feux de forêts avaient fait peu de ravages de 1936 à 1939 et que c'est là un effet de la Providence, M. l'Orateur, j'aime mieux un gouvernement qui a la Providence pour lui, qu'un gouvernement qui a la Providence contre lui.

Quant à nos richesses hydrauliques, le gouvernement actuel portera la responsabilité, tant par ses méfaits que par ceux des auteurs politiques dont il a accepté la succession, des abus criants qui ont vu jour sous l'œil paternel du régime actuel et des régimes avant 1936. Il est de mon devoir, M. l'Orateur, car j'ai eu l'honneur de présider au département des Terres et Forêts, d'attirer l'attention du gouvernement sur les dangers énormes qui proviennent du surdéveloppement, ou même du développement prématuré de nos ressources hydrauliques; surdéveloppement qui a été malheureusement encouragé par le gouvernement actuel dans bien des cas.

Le discours du trône dit aussi que l'instruction publique, à tous ses degrés, doit rester au premier plan de nos préoccupations. Grand phraseur, petit faiseur. Le premier ministre parle d'un système éducationnel réaliste et pratique. À entendre, des fois, le premier ministre et le nouveau secrétaire provincial, qu'il est allé chercher en dehors de la Chambre et qu'il a préféré à tous les députés ministériels, oserais-je le dire, même à vous, M. l'Orateur, à les entendre, dis-je, l'instruction publique dans la province de Québec serait présentement dans le marasme.

Qu'il y ait lieu d'améliorer l'éducation, cela ne fait pas de doute. L'amélioration est toujours désirable, mais ce n'est pas améliorer que de décrier; ce n'est pas améliorer que de méconnaître. Système éducationnel réaliste et pratique, dit le premier ministre, mais son réalisme est défectueux. Ne convient-il pas d'abord de réaliser l'œuvre admirable, l'œuvre incomparable de nos éducateurs, leur dévouement sans pareil et leur abnégation inégalée. Ne convient-il pas de réaliser que de nos maisons d'éducation sont sortis des hommes comme Laurier, Lemieux, Mercier, Chapleau, Chauveau et tant d'autres? Nos collègues ne peuvent pas être tellement arriérés puisqu'ils ont su former de tels hommes. Le Parti libéral est responsable de la situation actuelle pour n'avoir rien voulu faire au cours des 40 ans qu'il administra la province.

Les journaux ministériels répètent, à cor et à cri, que le premier ministre actuel est un quasi-génie; c'est un produit de notre système éducationnel, et s'il est vrai, comme on le dit en certains milieux, que notre système d'éducation doit donner lieu à des changements profonds, les produits de ce système, comme le premier ministre, ne prennent pas l'apparence d'hommes bien capables, alors; et serait-il vrai, M. l'Orateur, qu'un régime politique qui a conservé le pouvoir pendant 40 ans consécutifs, aurait laissé la province dans un tel abandon, au point de vue éducationnel? L'Union nationale est en faveur de toute réforme appropriée et juste. D'ailleurs l'Union nationale a réalisé plusieurs réformes: construction d'écoles, augmentation du salaire des instituteurs dans les régions rurales, ouverture d'une École des mines, ouverture d'une mine-école; École supérieure de commerce, Écoles des arts et métiers, etc.

Un système éducationnel réaliste, nous en sommes, pourvu que ceux qui sont appelés à appliquer les réformes nécessaires offrent les garanties de compétence qui manquent chez le régime actuel. Système éducationnel pratique, nous en sommes encore; mais savez-vous, M. l'Orateur, qu'après 40 ans de régime, on se plaint partout qu'il n'y a pas assez d'écoles, que les classes sont trop petites, que les instituteurs sont mal payés? Ne vaut-il pas mieux d'abord commencer par le commencement?

Pour améliorer l'enseignement, il faut d'abord construire des écoles dont la construction s'impose, payer des salaires et émoluments auxquels ont droit les instituteurs; accorder des subsides indispensables pour réaliser les réformes les meilleures, mais, ce n'est évidemment pas la politique du régime actuel. Le gouvernement a promis des conférences et des discours en matière d'éducation, mais on veut quelque chose de plus précis et de plus concret: de l'aide financière pour les professeurs.

Mais notre système éducationnel, M. l'Orateur, a inculqué à ceux qui ont voulu en profiter des principes qui constituent, non seulement une force présente, mais une garantie d'avenir, le respect de la parole donnée et, surtout, le respect du serment. J'ai appris, M. l'Orateur, et je l'ai toujours mis en pratique, qu'il n'était pas bien pour un homme de faire serment par oubli ou par distraction.

Au sujet des mesures d'hygiène annoncées dans le discours du trône, lorsque le gouvernement se propose de réglementer plus efficacement la

manipulation des aliments, veut-il faire allusion par là, à la nouvelle politique ministérielle qui consiste à encourager la population à manger de la viande de cheval?

Le gouvernement fait grand état du fait qu'il aurait aboli les taux de péage. Le gouvernement est dans la situation de celui qui, après avoir assommé un de ses concitoyens, voudrait obtenir les suffrages des autres concitoyens, parce qu'il serait allé chercher à l'hôpital la victime de son attentat. C'est le régime actuel qui a établi les péages. L'abolition des ponts à péage ne provient pas de la générosité du gouvernement, mais de la demande persistante et de la pression du public que le gouvernement n'a pas osé ignorer. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui les a abolis dans certains cas, qui les a diminués dans tous les cas et qui a construit des ponts pour plusieurs milliers de dollars, ponts reliant les grandes artères de la province, sans imposer un sou de péage.

M. Dumaine (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lapointe), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Dépôt de documents:

Chemins de fer

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant: États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1940. (Document de la session no 13)

Rapport des chemins de fer

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1940. (Document de la session no 14)

Statistiques de l'enseignement

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Statistiques de l'enseignement 1930-1940. (Document de la session no 15)

Ajournement

au cours des deux guerres mondiales. *Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, tome 3.

M. l'Orateur prononce l'ajournement

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. À la droite de l'Orateur sur le parquet de la Chambre, il y a le sénateur Marcotte alors de passage à Québec. *Le Soleil* du 5 mars 1942, à la page 7.

2. Selon *Le Soleil* du 5 mars 1942, à la page 7, le Québec va céder \$25,000 de revenus et selon *La Gazette* du 5 mars 1942, à la page 10, Québec va céder \$5,000,000 en revenus.

3. Selon *L'Action catholique* du 5 mars 1942, à la page 3, le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) avait 30 minutes pour terminer son discours.

4. Selon *La Presse* du 5 mars 1942, à la page 12, le représentant de Laval (M. Leduc) a parlé pendant une heure.

5. Selon *Le Soleil* du 5 mars 1942, à la page 7: 70 %.

6. *Le Canada* du 5 mars 1942, à la page 11, donne la version française de la question: "Pouvez-vous faire ce travail?"

7. La Poune, pseudonyme de Rose-Alma Ouellet (1903-1996), comédienne et fantaisiste.

8. Ti-Zoune, pseudonyme d'Olivier Guimond (père) (1893-1954), humoriste et fantaisiste.

9. Selon *The Chronicle Telegraph* du 5 mars 1942, à la page 3: 42 %.

10. L'ecclésiastique Thomas Todhunter Shields est pasteur d'une l'église baptiste à Toronto. Il défend la cause du christianisme baptiste et de l'impérialisme britannique contre le catholicisme romain et le protestantisme libéral. Il injure publiquement les dirigeants du Québec catholique pour leur "mollesse"

Séance du jeudi 5 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Saint-Joseph d'Alma, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à prélever une taxe de vente (M. Fillion);
- de Olivier LaRue, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue (M. Plamondon).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition de Aluminium Company of Canada, Limited (M. Beaulac);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition de Aluminium Company of Canada, Limited et Canadian Resins & Chemicals, Limited (M. Beaulac);
- de la municipalité de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'exploitation d'un aqueduc (M. Biron);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dubreuil);
- du village de Rock Island et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition affectant Union Twist Drill Company (M. Frégeau).

Rapports des comités permanents:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Lucie-Florence Riegler, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid;
- de Marguerite L. Redmond et de Charles James Redmond, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James Redmond;
- de Albani Boudrias, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de l'art dentaire après examen;
- de la corporation du village de la municipalité de Saint-Jean de Boischatel, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- de la corporation du village de la municipalité de l'Ange-Gardien, demandant l'adoption d'une loi l'incluant dans le territoire assujetti à la taxe de vente de la cité de Québec;
- de Gaston P. Ste-Marie, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'ingénieur civil après examen;
- de Canada Steamship Lines, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, et accordant une commutation de taxes à Canada Steamship Lines, Limited;
- de Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated, demandant l'adoption d'une loi les consolidant en une seule corporation;
- de Samuel-Léopold Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens et la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;
- de James Keith et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Christian Brethren Church dans la province de Québec.

Projets de loi:

**Commutation de taxes
à Canada Steamship Lines Ltd.**

M. Morin (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 ratifiant un

règlement de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, accordant une commutation de taxes à Canada Steamship Lines, Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Albani Boudrias

M. Dumoulin (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albani Boudrias à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à l'Ange-Gardien

M. Dumoulin (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 pour inclure la corporation du village de la municipalité de l'Ange-Gardien dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à Boischatel

M. Dumoulin (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 pour inclure la corporation du village de la municipalité de Saint-Jean de Boischatel dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gaston Sainte-Marie

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Gaston P. Sainte-Marie à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Assurance mutuelle des fabriques de Montréal

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joseph-Cyrille Reid

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid par dame Lucie-Florence Riegler.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de James Redmond

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 concernant la succession de feu James Redmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Samuel Léopold Roy

M. Potvin (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Samuel Léopold Roy au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

The Christian Brethren Church

M. Bullock (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 constituant en corporation The Christian Brethren Church dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Royal Edward Laurentian Hospital

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 constituant en corporation Royal Edward Laurentian Hospital et consolidant et fusionnant Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Rapport du ministère des Mines et Pêcheries

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Rapport général du ministre des

Mines et des Pêcheries maritimes de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1941. (Document de la session no 15A)

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre tienne à l'avenir une séance tous les jours, sauf le samedi et le dimanche, de trois heures de l'après-midi à onze heures du soir; qu'à la séance du lundi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mercredi; et qu'aux autres séances, l'ordre des affaires reste réglé par l'article 115 du Règlement.

M. Gagnon (Matane): Je suis prêt à collaborer avec le gouvernement pour assurer la rapide expédition des affaires de la session. Mais, le gouvernement manifeste soudain une hâte extraordinaire et il veut aller trop vite en affaires. Est-il nécessaire de nous faire siéger le lundi avant l'adoption de l'adresse, qui n'est pas encore votée? On ne peut certainement pas invoquer urgence à l'heure actuelle pour siéger tous les jours, matin, après-midi et soir. Il n'y a pas lieu de procéder à cette motion, qui arrive prématurément. Actuellement, le *Feuilleton* n'est pas chargé. Dans quelques jours, lorsqu'il y aura accumulation de travail et de projets de loi, très bien, elle sera plus opportune.

Suivant l'habitude, la Chambre ne siège pas le lundi et le soir au début d'une session. L'opposition n'a pas à sa disposition tous les moyens que possède le gouvernement pour étudier la législation. Il lui faut un temps raisonnable pour examiner les projets de loi avant qu'ils soient discutés en Chambre. Il faut qu'on donne à l'opposition le temps nécessaire de les étudier.

Les membres de l'opposition n'auront pas le temps d'examiner et d'étudier la nouvelle législation proposée s'ils sont obligés de siéger à l'Assemblée tous les jours. Ils pourront seulement consacrer leurs week-ends à cette étude, et maintenant, le premier ministre veut forcer l'opposition à être tout le temps en Chambre. Ceci est injuste. On veut mettre la gauche dans l'impossibilité de donner à chacun de ces bills toute l'attention nécessaire. L'opposition n'est pas placée dans une situation aussi favorable que le gouvernement qui lui, étant supposé les

comprendre et les connaître, a eu tout le loisir voulu pour préparer et étudier ses projets de loi.

Il a donc une avance considérable sur les autres députés, qui ne prennent connaissance des projets de loi qu'à partir du moment où ils sont distribués en bills en Chambre. Le gouvernement veut abuser de l'infériorité numérique de l'Union nationale. Ce ne sera certainement pas trop de deux ou trois jours par semaine pour disséquer les projets de loi et préparer une critique constructive. Nous ne pouvons étudier ces projets de loi d'ailleurs avant qu'ils ne soient présentés.

Il y a présentement sur le *Feuilleton* plusieurs lois importantes inscrites: neuf mesures du gouvernement et 10 bills privés déjà. Qu'on donne à l'opposition le temps nécessaire de les étudier. Si le premier ministre veut laisser la motion sur l'ordre du jour et ne pas insister pour qu'elle soit adoptée, nous serons enchantés de collaborer avec lui. Mais, en retour elle demande qu'on n'essaie pas de lui forcer la main.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis surpris de l'attitude du député de Matane (M. Gagnon). Si nous présentons cette motion aujourd'hui afin de siéger demain, c'est précisément à la demande du chef de l'opposition qui m'a demandé si nous siégerons vendredi. Nous aurions pu siéger vendredi soir¹, ce qui aurait avancé nos travaux. Mais, le chef de l'opposition ne l'a pas voulu; nous nous sommes rendus à sa demande.

Le gouvernement ne s'opposera à aucune demande raisonnable de l'opposition. Il n'entend porter aucun préjudice aux droits de l'opposition et il se fera toujours un devoir de ne pas convoquer les députés le soir, lorsqu'on lui apportera des raisons légitimes pour ne pas siéger. En fait, cette semaine, la Chambre n'a pas encore siégé le soir et le gouvernement n'a certainement aucune intention de forcer la main de l'opposition. Lorsque le député de Matane voudra s'entendre avec nous, il sait que cela sera facile.

Que mon honorable ami se rassure: le gouvernement ne forcera pas non plus l'opposition à étudier des projets de loi qu'elle ne sera pas prête à étudier. Quand l'opposition demandera de ne pas siéger un soir ou l'autre, elle pourra compter sur la coopération gouvernementale et, s'il y a des jours où l'opposition ne pourra siéger, nous nous entendrons parfaitement. Mais, si nous voulons siéger demain, il faut passer cette motion.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre est sans doute de bonne humeur, mais je me méfie tout de même de ses beaux sentiments, car le premier ministre, qui a saboté toutes les bonnes lois de

l'Union nationale et fait passer ses propres lois grâce à sa majorité, n'est pas coutumier en fait de tant de coopération.

Le projet de siéger le lundi peut convenir aux députés de la ville de Québec. Mais, il faut aussi songer aux députés des parties éloignées de la province. Et la preuve en est qu'aux fins de semaine, la moitié des banquettes ministérielles sont vides.

Pour sa part, cette motion l'ennuie beaucoup, attendu que pour venir siéger, il doit partir de l'autre bout de la province. À l'instar d'autres députés qui restent loin, il n'aura donc à peu près pas le temps d'aller chez lui en fin de semaine, si la Chambre siégera lundi.

Des voix ministérielles: Restez ici !

(Rires)

M. Lorrain (Papineau): Je ne puis revenir le lundi. On dirait que le premier ministre a peur de l'opposition.

(Rires à droite)

M. l'Orateur: À l'ordre! L'honorable député doit s'en tenir à la motion.

M. Lorrain (Papineau): Ce réveil d'activité du gouvernement est surprenant. Depuis qu'il est au pouvoir, à aucune des sessions il n'était prêt malgré ses vantardises. Le gouvernement cesserait-il de se vanter pour faire quelque chose de sérieux? Est-ce que le gouvernement veut précipiter les débats et pousser la session parlementaire afin de profiter de l'absence du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis)? Le gouvernement compte sur sa force numérique pour faire passer des projets de loi qui ne sont pas clairs. Veut-on essayer de bâillonner l'opposition? Ou, est-ce que les élections provinciales complémentaires lui causent de l'inquiétude? C'est ce qu'on serait porté à croire en face de cette motion.

M. Chaloult (Lotbinière): Permettez-moi de souligner l'inconséquence des membres de l'opposition, qui ont protesté depuis deux² ans contre la longueur des sessions. Et c'était vrai. Je concède qu'ils avaient souvent raison. Cette année, le gouvernement prend aujourd'hui le moyen de raccourcir la durée de la session et aujourd'hui, les mêmes gens protestent encore parce qu'on veut procéder rapidement. Permettez-moi, M. l'Orateur, de souligner cet illogisme. Au fond, cela prouve que la gauche n'est ici que pour faire de l'opposition systématique.

Il approuve la motion et dit qu'elle fait l'affaire de la grande majorité des députés du dehors. Il ne faut pas oublier, dit-il, qu'une longue durée de la session est nuisible aux députés qui ont leurs affaires à surveiller et il n'y a aucune raison pour que nous ayons des sessions de trois et quatre mois³. Une période de deux mois et demi suffit amplement. Il souhaite que l'on siéger plus fréquemment, du moment que les droits de l'opposition seront sauvegardés. L'expédition rapide des affaires de la session profiterait surtout aux députés éloignés.

M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Lotbinière vient de montrer encore une fois qu'il n'a pas de mesure. S'il convient de protester contre les sessions indûment prolongées, il ne faut pas pour cela verser dans l'excès contraire. L'opposition est prête à siéger le vendredi matin et pour cela le premier ministre n'a pas besoin de faire adopter cette motion pour nous faire siéger le vendredi matin, suivant la coutume. Car actuellement, suivant le Règlement, la Chambre peut siéger l'après-midi et le soir, mardi, mercredi et jeudi et siéger le vendredi matin jusqu'à une heure.

Quant à siéger le lundi, ce n'est pas l'habitude au début d'une session et il ne croit pas que ce soit nécessaire de se rencontrer le lundi à ce stade-ci des débats. Son but, dit-il, est de nous faire siéger le lundi alors qu'une foule de députés habitent des régions éloignées de la province et qu'il leur est difficile de revenir à Québec pour le lundi.

Qu'on laisse à la gauche au moins les journées de samedi et de lundi pour étudier la législation. Puis, la semaine prochaine, les députés siégeront le matin dans les comités. Que le gouvernement utilise les délais normaux et il aura plus de temps qu'il ne lui en faut pour le maigre programme législatif qu'il présente ou qu'il annonce.

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?

M. Gagnon (Matane): Non, vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit⁴:

Pour: MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine,

Duval, Fillion, Fortin, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Rochette, Thisdel, 48.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 4 mars courant, sur la motion, proposée par M. Dumoulin, dont elle a été saisie mercredi le 25 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Dumaine (Bagot)⁵: M. l'Orateur, permettez-moi de signaler l'honneur que nous avons aujourd'hui, par la présence sur le parquet, de l'honorable Thane Campbell, premier ministre de la province de l'Île-du-Prince-Édouard. Il lui souhaite la bienvenue. Notre éminent visiteur, dit-il, est également procureur général de sa province. C'est un Canadien dont tout le pays est fier.

(Applaudissements)

Il mêle habituellement le sport à la politique et il est un "curler"⁶ excellent et accompli.

Tous les députés sont heureux de vous voir au fauteuil du président, M. l'Orateur, car vous maintenez le décorum et la dignité dans les débats.

(Applaudissements)

Je félicite le proposeur de l'adresse, dont on peut dire qu'il ira loin et le secondeur, que j'ai eu l'honneur d'apprécier lorsqu'il était député à Ottawa. Nous avons siégé ensemble au Parlement fédéral.

J'ai écouté avec attention le discours de l'honorable premier ministre, un des meilleurs de sa carrière. Il a parlé comme un grand premier ministre et un grand Canadien.

(Applaudissements)

Il a l'admiration de ses compatriotes et il est l'orgueil de notre race. Toutes ses attitudes sont citées en exemple dans tout le pays.

(Applaudissements)

Nous sommes fiers de l'avoir comme chef. Nous vivons en paix avec lui et nous savions qu'il saura toujours sauvegarder les droits de la province.

(Applaudissements)

Il parle de l'élection de Bagot.

Le député de Matane (M. Gagnon) a prononcé un grand et long discours. Il a dit qu'il voulait collaborer avec le gouvernement et qu'il ferait des suggestions constructives. Or, il est surpris de n'en trouver aucune. Son discours, dit-il, ne peut pas aider le gouvernement, puisqu'il s'est contenté de faire surtout des critiques.

Le représentant de Matane s'est apitoyé sur les fils de cultivateurs et il a parlé de leur exemption au sujet de la guerre. Il a peut-être raison. Il est certain que nous voulons que les fils de cultivateurs restent sur la terre, parce que nous avons besoin d'eux pour assurer la production de guerre et nous aider à gagner la guerre. Il considère que le gouvernement devrait faire preuve de considération envers les fils de cultivateurs qui doivent aider le pays dans les efforts de guerre. Mais, dit-il, d'un autre côté nous avons également besoin des fils d'ouvriers.

Le député de Matane n'a pas dit un mot des autres jeunes gens de notre province, qui ne vivent pas sur les fermes, mais qui sont aussi essentiels à la production de guerre. Pourtant, eux aussi ont des droits à protéger. Il ne faudrait pas que l'on ne protégât qu'une seule classe de la société au détriment de la collectivité. Je suis convaincu que les hommes publics doivent au contraire rendre justice à tout le monde. Toutes les classes de la société doivent être traitées sur le même pied, dans le meilleur intérêt de l'effort de guerre. Nous ne voulons pas dans la province de Québec avoir des luttes de classes et que les jeunes cultivateurs viennent en conflit avec les jeunes ouvriers.

Je félicite le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) pour le bel exposé qu'il a fait de la politique de l'Union nationale. Mais, je regrette qu'il soit de ce côté parce qu'il ne pourra pas faire beaucoup pour sa province. Ce jeune homme de talent pourrait être bien plus utile s'il avait d'autres

politiques. L'Union nationale, dont il fait partie, est née en 1935. Elle a pratiquement disparu en 1939 et, après les prochaines élections, elle sera définitivement balayée. On n'en parlera plus.

(Applaudissements à droite)

Le député de Saint-Jean-Napierville, qui a tort de rester avec l'Union nationale, a prétendu que l'électorat a perdu confiance dans le gouvernement. Et pour faire sa preuve, il cite le résultat de Saint-Jean: 4,099 votes pour J.-Paul Beaulieu et 2,883 pour L.-Omer Perrier. Grand total de votes pour J.-Paul Beaulieu: 6,612 votes et pour L.-Omer Perrier: 6,603 votes⁷. Je dirai que le nouveau député a été élu à cause de la mésentente entre nos amis libéraux dans Saint-Jean. Parce qu'ils savaient que cette élection ne pouvait rien changer à la bonne administration de la province, les libéraux de Saint-Jean se sont divisés. Mais dans Napierville, l'électorat annexé à Saint-Jean a été fidèle au Parti libéral⁸. Aux prochaines élections, les libéraux de Saint-Jean reviendront à leur parti, j'en suis certain.

L'élection de Saint-Jean a été intéressante en ceci: que les anciens ministres de l'Union nationale ont promis mer et monde aux électeurs tandis que les ministres actuels n'ont fait aucune promesse pour influencer l'électorat. Ils peuvent maintenant dire aux électeurs: "Nous sommes certains qu'aux prochaines élections vous ne vous laisserez pas tromper et vous serez de nouveau fidèles à notre parti."

Le député de Saint-Jean-Napierville a parlé des mères nécessiteuses, mais il a oublié que le gouvernement a amélioré leur sort et qu'il fera davantage au cours de cette session. Il est vrai que le montant initial de la pension a été diminué, mais un plus grand nombre de mères nécessiteuses qu'en 1937 et en 1938 ont bénéficié de la pension, parce que nous avons élargi les cadres de la loi. Il démontre comment le gouvernement libéral a su prendre les moyens voulus pour améliorer cette loi depuis 1939. C'est ainsi, dit-il, qu'une mère ayant un seul enfant et dont le mari est hospitalisé peut toucher sa pension alors qu'auparavant, elle ne le pouvait pas. Même plus, nous laissons aux mères la liberté de travailler afin d'améliorer leur situation. Le gouvernement autorise maintenant les mères nécessiteuses à pouvoir gagner jusqu'à \$300 par an, sans que cela n'affecte en rien leurs pensions.

L'agriculture, depuis 1939, a fait de grands progrès dans la province. Le gouvernement ne s'est pas vanté autant que l'Union nationale au sujet de l'aide apportée aux agriculteurs, mais il a fait plus pour les encourager, privilégiant les actes aux paroles. Avant 1936, nous avançons aux jeunes

cultivateurs une somme de \$500⁹ pour s'établir sur des terres et faire les premiers frais. L'Union nationale a aboli cela. Elle a saboté cette excellente loi du gouvernement Taschereau pour l'établissement des fils de cultivateurs. À notre retour au pouvoir, les finances provinciales ne nous permettaient pas d'avancer \$500, mais nous avons donné \$300 pour commencer. On a ainsi rétabli les octrois pour l'établissement des fils de cultivateurs.

Il remercie le gouvernement d'encourager spécialement la fondation de nouvelles coopératives agricoles. Les cultivateurs ont commencé à s'organiser depuis 1939, dit-il, sans craindre l'ingérence du gouvernement, comme au temps de l'Union nationale.

Le gouvernement a été capable d'augmenter la production du fromage de la province en payant une prime de 2 % par livre, les primes s'élevant à \$765,000¹⁰ en prime sur le fromage l'année dernière. Je citerai en exemple les coopératives de Saint-Guillaume et de Saint-Gérard dans le comté de Yamaska. Cette dernière a produit du fromage en quantité et ses 70 patrons ont reçu plus de \$7,000 en primes, soit \$109 par patron. La production du fromage aide non seulement les cultivateurs mais les soldats. En effet, cette politique a contribué à notre effort de guerre et aidé à l'alimentation de nos soldats en Angleterre.

Grâce à l'encouragement donné à la culture du lin, le gouvernement a multiplié par 15 cette production. L'école de Plessisville va aider les jeunes. Grâce à une entente avec Ottawa et les États-Unis, depuis 1939, les cultivateurs vont recevoir maintenant 40 à 42 cents la livre pour le lin et 20 cents la livre pour la valeur marchande de l'étoffe, le sous-produit. Un cultivateur qui aura quelques arpents en culture pourra se faire en moyenne un revenu additionnel de \$600 à \$700 avec le lin, pour ceux qui auront une assez bonne étendue de terre ensemencée.

On ne devrait jamais permettre à la politique de s'immiscer dans les affaires de l'Office du crédit agricole. Cette loi devrait être administrée sans que la députation ait son mot à dire. Ainsi, l'Office du crédit agricole est administré sans ingérence politique, car le gouvernement actuel a fait disparaître la politique. Les membres de l'Union nationale auraient dû faire de même et c'eût été de beaucoup mieux pour les cultivateurs de la province. Tous les officiers ont été maintenus en place, à l'exception du président. On devrait faire ici ce qui se fait à Ottawa, où les prêts fédéraux sont consentis sans que les députés n'aient jamais besoin de fournir

des recommandations. Tout devrait aussi se faire par correspondance, comme à Ottawa, où il n'y a jamais eu de politique. Dorénavant ne plus servir d'agent de liaison entre l'Office du prêt agricole et les paysans et même laisser cet organisme régler tout seul le cas des cultivateurs qui ont besoin d'emprunter. Les députés ne devraient jamais non plus intervenir auprès des membres de l'organisme.

Il souligne que l'Union nationale a tort de tirer une vague gloire à propos du crédit agricole, attendu que, sous l'Union nationale, 75 % des prêts ont été accordés à des cultivateurs qui n'en avaient pas besoin et qu'un quart à peine des demandes faites ont été satisfaites. Si la population a voté contre l'Union nationale en 1939, c'est parce qu'on avait fait de la politique avec le crédit agricole. Et celui-ci eût rendu beaucoup plus de services à la province, s'il ne s'y était pas mêlé de politique. Voilà pourquoi les cultivateurs ont voté contre l'ancien gouvernement.

Je suis heureux de féliciter le gouvernement de sa politique de voirie qui vous donnera de belles routes droites, entre autres la route Montréal-Québec par la rive sud via Saint-Hyacinthe. Le ministre de la Voirie, (l'honorable M. Bouchard), dont nous connaissons les belles qualités et que nous souhaitons revoir parmi nous bientôt, a eu une heureuse initiative. Il le félicite tout particulièrement de la construction du boulevard New York-Québec. Il en fait l'éloge.

Il admet que la construction de la voie Sir-Wilfrid-Laurier¹¹ a soulevé des critiques, même chez les libéraux. On a tort, dit-il, de critiquer cette nouvelle route. Ce n'est pas la faute du ministre, si ce boulevard traverse Saint-Hyacinthe. Ainsi l'a voulu la géographie. Mais, on se rend compte aujourd'hui qu'elle est nécessaire, qu'elle est moderne et qu'elle ne coûte pas plus cher que les routes construites sous l'ancien régime. Je crois cependant que les octrois devraient être augmentés, notamment pour les chemins d'hiver, nécessaires au commerce.

Je remercie le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) d'avoir augmenté le nombre des unités sanitaires et d'en avoir donné une à mon comté dans Bagot, en nommant un bon médecin et un bon personnel pour en assurer le fonctionnement.

Nous nous attendons à des modifications à la loi de l'assistance publique, qui est un peu vieille et doit être améliorée.

Au ministère du Travail, il y a un grand mouvement sympathique aux travailleurs. Je regrette que la loi des salaires minimum ne donne pas les

services qu'on en attendait. Car, depuis que la loi des salaires raisonnables de l'Union nationale a été instituée, elle ne donne pas satisfaction aux ouvriers des centres ruraux, où se trouvent de petites industries. Au lieu de faire augmenter les salaires dans ces petits centres, elle les a fait diminuer en plusieurs cas. Je demande donc au gouvernement de faire augmenter le minimum des salaires pour les ouvriers des petites villes, ou de faire toute autre chose qui leur permettrait de mener une existence plus convenable. J'ai confiance que le gouvernement améliorera leur sort.

Il n'y a pas de convention collective dans Bagot. Par contre, ce comté est soumis aux décisions du comité paritaire de la construction, qui a déterminé le niveau des salaires dans son domaine. Il nous oblige à payer à nos hommes de métier et aux ouvriers du comté le même salaire horaire que l'on paye aux gens de Saint-Hyacinthe. C'est là une anomalie qui devrait disparaître. Je demande au gouvernement d'être plus sévère quand il s'agit d'établir une extension d'une convention collective. Nous n'avons pas besoin de ça dans nos paroisses rurales. Autrefois, tout allait bien avant et nous, les gens de la campagne, nous n'avons pas besoin de l'intervention des comités paritaires des villes. Nous réglions nous-mêmes nos affaires et nous sommes encore capables de le faire.

Il n'y a aucun doute que le temps est venu de faire des réformes dans le système d'école rurale de la province, particulièrement dans les classes élémentaires. Les instituteurs et institutrices reçoivent des salaires trop bas et ils ont parfois, voire souvent, trop de besogne. Je crois que nous devrions mieux payer les institutrices rurales qui sont mal payées. On devrait leur payer un traitement de \$500 à \$600 par année et, de ce fait, nous aurions un meilleur enseignement.

Nous avons un système d'écoles primaires qui laisse un peu à désirer dans nos campagnes. Ainsi, il arrive généralement qu'une seule institutrice doit s'occuper de cinq, six, sept ou huit classes, et ne peut pas obtenir d'excellents résultats. Dans un tel système, les enfants ne reçoivent pas une éducation adéquate. Il faudrait fusionner dans certains cas les écoles et avoir plus d'une institutrice primaire dans la même école, afin d'avoir des écoles de différents niveaux avec des professeurs pour différentes classes. On obtiendrait ainsi un meilleur rendement.

On devrait encourager l'étude de l'anglais dans toutes les écoles rurales et tous les Canadiens français ayant les idées claires sont de cet avis. J'approuve entièrement le gouvernement de vouloir

répandre l'enseignement de l'anglais, d'enseigner aux enfants à lire et à écrire en anglais. Les enfants de nos campagnes seraient heureux de savoir un peu d'anglais et ils ont besoin de l'apprendre.

Il n'était pas d'accord avec le député de Matane (M. Gagnon) qui a dit que nos cultivateurs canadiens-français du Québec n'avaient pas besoin d'anglais. Il est faux, dit-il, d'affirmer que les fils de cultivateurs n'ont pas besoin d'anglais. Un bon cultivateur est un bon homme d'affaires et un bon homme d'affaires doit savoir l'anglais, tout comme l'ouvrier, dans un pays dont la majorité est anglophone. Il doit être au courant des événements qui se déroulent dans le pays et dans le monde et il ne demande pas mieux que d'apprendre l'anglais pour améliorer son commerce et augmenter ses revenus.

Une connaissance de l'anglais est essentielle à toutes les classes de la société. Les fils de cultivateurs qui ne connaissent pas l'anglais ne peuvent pas s'attendre à occuper des postes importants dans l'industrie. S'il ne parle pas anglais, le cultivateur québécois ne peut pas participer à d'importants rassemblements agricoles. Lors des rassemblements qui se déroulent à Montréal, certains agriculteurs sont obligés de s'abstenir de participer aux débats, car ils ne comprennent pas l'anglais. Ça ne fait pas l'affaire de l'opposition, mais tous les Canadiens français sont pour que les cultivateurs apprennent l'anglais et viennent à le parler correctement, car cela les aidera énormément pour assister aux grands congrès, pour transiger avec les commerçants et avec leurs clients en général.

M. l'Orateur, nous avons un gouvernement qui administre dans l'intérêt de toutes les classes de la société. La province a confiance dans le premier ministre, ses ministres et ses députés. La confiance est aussi revenue dans les esprits et l'ordre règne dans toute la province. J'espère que c'est pour longtemps.

(Applaudissements)

M. Bégin (Dorchester): M. l'Orateur, je m'unis à tous les députés, tant de l'opposition que du gouvernement, pour souhaiter une rapide convalescence à l'honorable chef de l'opposition, et à l'honorable ministre de la Voirie et des Travaux publics, et j'espère que leur état de santé leur permettra de revenir parmi nous dans un avenir rapproché.

Je félicite le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône pour la forme littéraire de son discours; si la forme surpasse le fond, la faute en est exclusivement au discours du trône où c'est le

fond qui manque le plus. Quant au second, constatant qu'il n'y avait rien à dire sur le discours du trône, il n'a rien dit: c'est une preuve de sagesse, et ses quelques remarques ont convaincu les membres de cette Chambre qu'il ne doit pas mal traiter les bons sujets.

Tout le monde sait, sans avoir lu le discours du trône, que l'on se bat en Europe et en Asie, dans l'Atlantique et dans le Pacifique, que notre pays est en guerre, et que la province de Québec soutient présentement un effort de guerre qui n'a plus la modération qu'il devait garder. Tout ceci n'a rien d'original, mais nous voyons bien là l'indice, M. l'Orateur¹², que la seule et unique préoccupation du gouvernement de la province, c'est la conduite de la guerre. L'honorable premier ministre a une prédilection marquée pour la guerre, et il n'y a presque pas de jours où il ne fait de déclaration à ce sujet; c'est un *leitmotiv*, une fascination chez lui, et comme tous ceux qui ont une idée fixe, il en est venu à croire que le sort des Alliés dépend de lui et des paroles qu'il va dire. Il croit qu'ils vont gagner la guerre avec ses déclarations.

Le premier ministre néglige l'administration de la province pour s'occuper d'affaires qui ne le regardent pas, cherchant à donner l'impression que c'est lui qui va gagner la guerre par des déclarations multipliées et contradictoires. Il s'est rendu partout dans différentes régions de la province, faisant des discours et prêchant la conscription si cela devenait nécessaire pour assurer la victoire des Alliés, ou prêchant l'inverse selon son auditoire.

Je ne puis résister à l'envie de rapporter certaines déclarations du premier ministre, montrant bien son état d'esprit. Voici ce qu'il disait dans Huntingdon, au cours de l'élection complémentaire: "La question la plus importante, dans cette élection complémentaire, est de dire ce que vous pensez de la participation à la guerre. Nous devons être prêts à n'importe lequel sacrifice pour gagner cette guerre, car il s'agit de savoir si demain nous serons des hommes libres ou des esclaves". Puis, s'adressant à des électeurs de langue anglaise, de religion protestante, le premier ministre a ajouté: "Il ne faut pas confondre l'Union nationale avec l'unité nationale. L'Union nationale est l'union des franco-catholiques contre les anglo-protestants du reste du pays; c'est ça l'Union nationale, et cette union des franco-catholiques contre les anglo-protestants, je suis contre ça."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Bondissant) Ce n'est pas exact! Je dois dire au

député de Dorchester (M. Bégin) que je n'ai jamais fait semblable déclaration et je nie catégoriquement avoir prononcé ces paroles.

M. Bégin (Dorchester): Je suis satisfait que l'honorable premier ministre nous dise qu'il n'a jamais parlé ainsi et j'accepte avec plaisir sa déclaration. J'aime mieux pour lui qu'il n'ait jamais dit ces paroles, mais je dois lui dire que je les ai recueillies dans un journal de son parti.

Et pour finir: "Il ne faut pas oublier que l'Allemagne a les yeux sur la province de Québec. L'Allemagne interprète chacune des paroles publiques que j'ai dites; je ne connais pas Hitler, mais je sais qu'Hitler ne n'aime pas beaucoup. Chaque fois que j'ai prononcé un mot sur la question, les journaux allemands en ont parlé. Et si demain vous alliez battre le candidat libéral, l'Allemagne dirait que la province de Québec est mûre pour la dictature, l'oppression et le despotisme, et prête à abandonner l'effort de guerre contre l'Allemagne." C'est formidable, n'est-ce pas, et l'on peut se demander si ces paroles ne sont pas un rêve. C'est l'éternelle histoire de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf, où tout le monde sait ce qui se produit.

L'honorable premier ministre, qui veut toujours avoir l'air de protéger les cultivateurs, leur avait promis d'user de son influence pour faire exempter leurs fils du service militaire alléguant que les cultivateurs sont les pères nourriciers de l'armée, de l'armée et des populations en guerre, et qu'il était d'une suprême importance que l'agriculture ne manque pas de bras. Aussi, le 8 janvier 1940, l'honorable ministre déclarait au représentant des journaux, ce qui suit: "J'ai demandé au gouvernement fédéral d'arrêter toute propagande de recrutement dans les campagnes, et non seulement d'arrêter toute propagande, mais d'être extrêmement sévère pour les examens médicaux. Car je suis absolument convaincu que la solution du problème du chômage est dans le développement de l'agriculture, tant pour y maintenir leurs fils que pour rendre la vie agricole assez intéressante pour garder et attirer les agriculteurs."

Les journaux libéraux de la province ont applaudi, dans le temps, cette démarche du nouveau premier ministre, agriculteur lui-même; ne se montrait-il pas l'ami des agriculteurs, en demandant aux autorités fédérales de ne pas arracher les fils d'habitants à la culture de la terre? Le premier ministre remplissait, à la vérité, le rôle de rempart que les ministres libéraux fédéraux aimaient à jouer

sur les tribunes publiques pendant les campagnes électorales. Mais le rempart s'est écroulé de lamentable, de piteuse façon. Il a suffi pour le renverser, de vérifier les faits.

Voici comment les choses se sont passées: Le 18 juin 1940, monsieur J.-Sasseville Roy, député fédéral de Gaspé, inscrivait aux *Procès-verbaux* de la Chambre des communes la demande de documents suivante: "Copie de toute la correspondance, télégramme, mémoires et autres documents échangés entre le premier ministre de la province de Québec, M. Adélard Godbout, ou tout autre ministre provincial, et le premier ministre du Canada, ou tout autre ministre, fédéral ou fonctionnaire du ministère de la Défense nationale, relativement à la demande qui aurait été faite par le premier ministre de Québec, pour que les autorités fédérales ne fassent pas de recrutement de volontaires parmi les fils de cultivateurs et la province de Québec."

La Chambre des communes a approuvé cette demande le 24 juin. La réponse a été déposée le 22 juillet, et la réponse était: Aucune information. Par conséquent, le premier ministre, contrairement à ce qu'il a prétendu, n'a pas demandé aux autorités fédérales de ne pas faire de recrutement parmi les fils de cultivateurs. Il n'a rien fait pour les exempter du service militaire.

Au cours de la campagne de 1939, l'Union nationale fut battue et les libéraux furent portés au pouvoir parce que ses chefs s'affichaient devant le peuple comme des remparts contre la conscription. Ils étaient contre la conscription envers et contre tous, et ils s'étaient engagés, même à démissionner, si un seul canadien était mobilisé contre son gré. Depuis ce temps, des mois se sont écoulés, et aujourd'hui, les déclarations des mêmes hommes sont bien moins catégoriques. Depuis, le premier ministre a changé d'attitude. Maintenant, il fait campagne en faveur d'un effort de guerre total.

J'en choisis quelques-unes au hasard, et je cite ce que disait l'honorable premier ministre il y a quelque temps aux membres de l'Association des journaux hebdomadaires: "Vous pourrez dire dans vos provinces que les Canadiens français sont prêts à faire jusqu'au dernier sacrifice pour rester attachés à la couronne britannique." C'est cela, la guerre modérée. Cela venait confirmer la fameuse déclaration d'Oka, où à une réunion des membres de l'Association des producteurs de semences, il s'était écrié dans un accent de lyrisme: "Nous sommes mieux traités par l'Angleterre que nous ne l'aurions été par notre mère-patrie, la France." C'est certainement l'un des seuls cas où la belle-mère est plus aimable que la mère.

Enfin, à une réunion des marchands de fruits, le premier ministre a servi, au peuple de sa province, le fruit savoureux que voici, et qui montre bien qu'il est maintenant mûr pour la conscription: "Si je pensais que la conscription était le dernier moyen de gagner la guerre, je serais en faveur immédiatement."

Le premier ministre prouve qu'il est infiniment loin de l'absolu de 1939, où les "si" n'existaient pas, et où la modération était la grande vertu du Parti libéral. En 1939, il a été élu sous la bannière anticonscriptionniste du Parti Libéral. Mais par la suite, les discours du premier ministre pouvaient laisser croire qu'il était prêt à adopter la conscription pour plaire à ses amis à Ottawa. Mais pendant que le premier ministre se promène d'un bout à l'autre de la province, accumulant déclarations sur déclarations, affirmant aujourd'hui ce qu'il reniera demain, pendant que le premier ministre parle, conseille, affirme, jure, renie, répète, que se passe-t-il dans le gouvernement de Québec?

Au lieu de s'occuper des affaires relevant de l'administration du Québec, comme c'est son devoir, le premier ministre s'intéresse d'abord et avant tout de questions fédérales. Il n'a de soucis et de pensées que pour les affaires étrangères ou fédérales. Pendant que le premier ministre s'occupe de la guerre et semble vouloir conduire la guerre et gaspille son activité à des choses qui ne le regardent pas, que se passe-t-il dans sa propre maison? Pendant ce temps, les scandales abondent. Il laisse l'anarchie s'établir.

Pendant que le premier ministre a les yeux tournés vers Ottawa, on a vu des employés du bureau de placement, au ministère du Travail, vendre des positions aux chômeurs. Le Parti libéral trafique des emplois publics. C'était d'ailleurs des ventes absolument style moderne, où l'acheteur, s'il ne pouvait payer comptant avait le bénéfice du "terme", pour me servir d'une expression un peu juridique, et vendaient à "la petite semaine": et comme il n'y avait pas équation entre l'offre et la demande, le grand principe d'économie politique entraînait en jeu et le prix de vente dépassait la valeur réelle des positions offertes.

Pendant que le premier ministre est hypnotisé par la guerre, les employés des ponts de péage volent la province en mettant dans leurs poches l'argent des automobilistes et des touristes, de l'argent destiné au Trésor public. C'est formidable! Les ponts de péage, cette glorieuse invention du Parti libéral, destinée à remplir le Trésor, tout en rappelant aux automobilistes et aux touristes, le nom de certains grands hommes politiques d'il y a une décennie, ont servi d'instruments de fraude, à cause d'un manque

de surveillance coupable. Il est de toute évidence que ce n'était pas là le but que s'étaient proposé d'atteindre ceux qui ont fabriqué ces remarquables monuments du génie civil. C'est ainsi que, parfois, l'homme se fabrique ses instruments de supplice.

Heureusement les générations à venir n'entendront plus jamais parler des ponts de péage, ni des fraudes qui s'y commettent. Aussi, pour prévenir l'oubli, je suggérerais au gouvernement de placer sur chacun d'eux une plaque commémorative, sur laquelle on pourrait lire cette inscription: "Ceci fut un pont de péage, à partir du commencement du régime Taschereau, jusque vers la fin du régime Godbout, qui le fit disparaître à cause des scandales qui s'y commettaient." Ces plaques, dans un siècle ou deux, pourraient servir à faire la petite histoire, et avec un peu d'imagination, il sera facile alors de tout reconstituer, pour la plus grande gloire de ceux qui seront alors des hommes historiques.

Pendant que le chef du gouvernement joue au ministre de la Guerre, il n'a pas le temps de s'apercevoir que le ministère des Travaux publics a fait des dépenses scandaleuses pour certains travaux publics. Le département des Travaux publics fait construire des ponts en plein champ; c'est ainsi qu'à Charny près de Québec, presque à l'ombre du Parlement, a été construit un pont remarquable par les trois caractéristiques suivantes: 1.- Il est bâti en plein champ. 2.- Il a coûté \$50,000 à la province et n'a pas été terminé. 3.- Et pour finir, il ne sera jamais utilisé, car l'autostrade que le ministre de la Voirie avait décidé de construire ne passera pas là. Il aboutira au pont de Québec. Ce pont restera donc uniquement comme un monument pour attester le gaspillage et l'imprévoyance du présent régime.

Pendant que le premier ministre distribue à travers la province les mots d'ordre qui doivent nous conduire à la victoire, au département du procureur général, des membres de la police provinciale se rendent coupables de crimes punissables en vertu du droit criminel, et jamais personne n'a entendu parler que les coupables avaient été punis. Il signale ce qui s'est produit dans les locaux mêmes de la Sûreté provinciale, ce qui nécessita le renvoi de plusieurs inculpés.

Pendant que le premier ministre répète sur toutes les notes de la gamme qu'il faut faire des sacrifices pour gagner la guerre, se serrer la ceinture, et même, manger du cheval, les amis du gouvernement, les parents des ministres et des députés obtiennent de substantielles augmentations de salaire, de la part du gouvernement. De simples messagers sont engagés à des salaires de \$1,000 et de

\$1,400 par année; le salaire d'une nouvelle sténographe est basé sur le nom de son comté. Si elle vient du comté de L'Islet, c'est \$1,200 et si elle a eu le malheur de naître ailleurs, c'est \$800. Je tiens à dire, au cas où quelqu'un pourrait garder un doute, qu'il n'a jamais été prouvé que le fait de venir d'un comté, plutôt que d'un autre, était un indice de compétence.

Économie et sacrifice! C'est ainsi que M. Gérard Tardif, directeur des renseignements commerciaux, avait un salaire de \$2,100 sous l'Union nationale. Il est maintenant remplacé par un monsieur Guibault qui reçoit \$5,000 par année. Sous l'Union nationale, M. Scott, directeur de la police des Liqueurs, gagnait \$2,400 par année. Aujourd'hui il est remplacé par M. Rosario Lemire, et ce dernier a un salaire de \$4,000 par année. Le gouvernement n'a-t-il pas payé \$350 à M. Yves Goulet de Chambly-Bassin, pour un coin de garage afin d'y remettre un chasse-neige et une charrue de la voirie, pendant un mois seulement? Tout cela se passe au sein d'un gouvernement qui prêche le renoncement et le sacrifice, pendant que ses amis tripotent dans l'abondance. Les pharisiens ne sont pas morts: il en existe encore un grand nombre, mais ils ne trompent personne.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): M. Guibault a été changé de département sans changement de salaire.

M. Bégin (Dorchester): Cependant si l'honorable premier ministre veut absolument s'occuper de la conduite de la guerre, il pourrait employer son influence à faire supprimer les abus qui se commettent sous l'œil bienveillant des responsables. Si le premier ministre veut absolument s'occuper de choses fédérales pourquoi ne travaille-t-il pas à empêcher le gaspillage qui se fait dans la construction des camps, où tout coûte deux fois plus cher que le prix normal, et où, à certains moments, 500 ou 600¹³ ouvriers dorment ou volent du temps et sont récompensés d'une hausse de salaire? Encore là, je pourrais fournir à l'honorable premier ministre des noms, des dates, et tous les renseignements qu'il désire.

Si le premier ministre veut un effort de guerre total, que n'envoie-t-il ses représentants dans les différentes usines de Montréal et d'ailleurs pour réveiller les ouvriers dans les industries de la guerre qui dorment paisiblement à leur travail au lieu de faire des chars d'assaut?

Si l'honorable premier ministre veut absolument s'occuper de choses fédérales, pourquoi

ne persuade-t-il pas les organisateurs libéraux que leurs fils doivent répondre à l'appel de la patrie, aussi bien que les nationaux ou les adversaires politiques. Pourquoi n'enseigne-t-il pas à ces mêmes organisateurs qu'il est immoral d'user de leur influence politique auprès de certains médecins complaisants, pour se faire déclarer inaptes au service militaire, comme cela se passe dans Dorchester, et dans la Beauce; et encore là, je puis fournir des noms, des faits précis, à l'honorable premier ministre.

Si le chef du gouvernement veut absolument s'occuper de choses fédérales, pourquoi ne demande-t-il pas au gouvernement fédéral de traiter les ouvriers des arsenaux de Québec, sur le même pied que les ouvriers des arsenaux de Toronto où, pour le même travail, les échelles de salaire sont beaucoup plus élevées. Le matériel de guerre fait à Québec, ou celui fait à Montréal ou à Toronto s'équivalent. Les conditions de vie sont à peu près les mêmes; alors, pourquoi \$4 par jour à Québec, et \$6 ou \$7 à Toronto? Peut-être que, si le premier ministre insistait auprès des autorités, l'équilibre serait rétabli.

Si le premier ministre veut s'occuper de la conduite de la guerre, pourquoi ne demande-t-il pas à la Commission du service civil, à Ottawa d'accorder aux Canadiens français une juste part des positions que la Commission distribue actuellement? Il devrait se servir de son influence pour en finir avec les abus et les conditions déplorables qui règnent au sein de l'administration fédérale des industries de guerre. Le Canada français n'a pas sa juste part des emplois fédéraux et les Canadiens français sont pratiquement ignorés par les commissions de guerre qu'Ottawa a créées.

Lisant ces jours derniers la liste des titulaires des différents postes créés pour la surveillance du commerce et des prix pendant la guerre, j'ai compté huit Canadiens français, sur 93 employés, et la même injustice règne dans tous les départements. Quand il s'agit, cependant, de fixer l'objectif de l'emprunt de la victoire, nous avons un montant toujours proportionné à notre population. Il serait peut-être temps que le premier ministre rappelle aux chefs d'Ottawa que si nous sommes prêts à faire des sacrifices nous n'avons pas, pour cela, renoncé à nos droits.

M. l'Orateur, il ne fait aucun doute que le premier ministre a été choisi pour administrer la province. Or, depuis, tout est gaspillage et coulage et la situation financière ne s'est pas améliorée. Malgré son amour pour la guerre, il convient tout de même d'examiner les mesures qu'il nous propose dans le

discours du trône et qu'il a prétendu éclairer par son propre discours. L'éloquent discours du chef du gouvernement ne nous a rien appris, car pour la troisième fois depuis que son parti est au pouvoir le premier ministre a fait la revue des œuvres de l'Union nationale, non sans noircir quelque peu le brillant tableau que constituent ces œuvres.

Le premier ministre, suivant l'usage établi, nous accuse d'avoir inconsidérément gaspillé les deniers de la province, et d'avoir placé Québec aux portes de la faillite. Qui ne se souvient, cependant, des paroles prononcées par le trésorier provincial, au lendemain de l'élection de 1939 à l'effet que "la situation financière de la province était aussi bonne, sinon meilleure que celle d'aucune autre province du Canada." De plus, en 1940, lors d'un emprunt lancé par le gouvernement, pour un montant de \$21,000,000, car il est arrivé au gouvernement d'emprunter, et d'emprunter souvent, le meilleur argument employé par les agents du gouvernement pour vendre les obligations, était le suivant: "Sécurité du capital, parce que la dette *per capita* est la plus petite comparativement aux autres provinces du dominion." Cela est bien loin de ses cris alarmistes qui voyaient déjà notre province en faillite.

Si la situation des finances est si bonne, aux dires du premier ministre, cela dépend de l'excellente administration qui a précédé le régime actuel. Dépenses exagérées, dit le premier ministre: mais n'est-il pas vrai que tous les budgets que présente le gouvernement actuel sont tous plus élevés que n'importe lequel budget présenté par le gouvernement de l'Union nationale. Gaspillage! Mais, n'est-il pas vrai que l'argent que l'Union nationale a dépensé a servi à quelque chose? Gaspillage, les pensions aux vieillards? Gaspillage les pensions aux mères nécessiteuses? Gaspillage, le crédit agricole? Gaspillage, les travaux pour remédier au chômage? Non, M. l'Orateur, tout ceci est une politique sociale dans le vrai sens du mot, et dont l'Union nationale se glorifie. Le gouvernement ne fait rien pour aider la masse du peuple, exception faite du maintien des lois sociales courageusement adoptées par l'Union nationale, son prédécesseur.

Désordre financier! Mais le premier ministre ne vient-il pas d'annoncer que cette année, le gouvernement a l'intention d'abolir certaines taxes, à cause de la bonne situation financière de la province? N'est-ce pas là une preuve que l'Union nationale avait administré sainement le Trésor public, puisqu'au bout de deux ans, on sent le besoin d'abolir des taxes, abolition qui peut tout de même s'interpréter, mais que j'accepte pour réelle pour le

moment. C'est avec un manque de bonne foi constant qu'on a accusé et qu'on accuse encore l'administration de l'Union nationale d'avoir jeté à tout vent les richesses nationales, et d'avoir conduit la province aux portes de la faillite. Aujourd'hui, le peuple comprend qu'il a été trompé, et il attend avec impatience l'heure où le pouvoir lui sera donné de ramener à la tête du gouvernement l'homme qui pendant trois ans a fait de la province de Québec la province la plus prospère de la confédération.

Le premier ministre, qui est en même temps ministre de la Colonisation, a aussi parlé des progrès que la colonisation a faits sous sa tutelle. Au moyen de chiffres dont je m'empresse de signaler l'inexactitude, il nous a tracé la courbe qui correspond au développement de son ministère. Le premier ministre a présenté la situation de la colonisation sous un faux jour. "En 1939, dit-il, l'Union nationale avait établi 131 colons sous le régime provincial, et 848 sous le régime provincial-fédéral, tandis qu'en 1940, le gouvernement actuel en a établi en tout 1,673, soit 551 sous le régime provincial et 1,122 sous le régime provincial-fédéral."

Or, M. l'Orateur, en ouvrant le rapport du ministère de la Colonisation pour l'année 1939, rapport présenté et préparé par le ministre de la Colonisation du présent gouvernement, je trouve que l'Union nationale a fait mieux que cela. À la page 15, on dit que les colons établis en vertu du plan provincial-fédéral se chiffrent au nombre de 1,420; en continuant à la page 24, je trouve que par le plan provincial, seulement, nous avons placé 1,281 colons; en feuilletant davantage ce rapport, et en m'arrêtant à la page 41, je découvre aussi que 1,841 fils de cultivateurs ont été placés sur des terres, et enfin, à la page 51, je constate que 527 familles ont été placées sur des terres libres, ce qui fait un grand total de 5,069¹⁴. C'est beaucoup plus sur ce chapitre que les 979 familles mentionnées par l'honorable premier ministre dans son discours.

Quant aux chiffres qu'a donnés le premier ministre pour les colons placés en 1940, je ne les conteste pas, et nous pouvons les trouver aux pages 25 et 29 du rapport du ministère de la Colonisation, mais les honorables membres de cette Chambre reconnaîtront la différence énorme qui existe entre l'administration de l'Union nationale qui a placé 5,069 colons en 1939, et celle du Parti libéral qui en a placé seulement 1,673 en 1940. Voici donc la vraie courbe et, si le gouvernement actuel a dépensé trois fois moins d'argent, ce qui n'est pas, d'ailleurs, absolument exact, c'est qu'il a placé

quatre fois moins de colons. La politique de colonisation du gouvernement actuel n'a jamais consisté en autre chose qu'à faire publier de temps à autre, dans les journaux, certaines déclarations comme celles qui suivent: "La colonisation est le premier remède qui guérira notre monde d'après-guerre." La colonisation doit continuer de progresser même pendant la guerre, et elle nous aidera à sortir victorieux du conflit."

Et pendant ce temps, le nombre des colons diminue, et un grand nombre de ceux que l'Union nationale avait établis, quittent leurs lots, parce que le gouvernement ne leur accorde plus le secours qui leur permettrait d'y vivre. C'est à tort que le premier ministre résume la question de colonisation à une question de tracteurs. Il ne devrait pas oublier que le premier moteur de la colonisation, c'est encore le colon, et une augmentation de tracteurs qui correspond à une diminution de colons est une politique malsaine, et ruineuse pour le gouvernement.

Le premier ministre nous a aussi parlé de l'agriculture, son enfant chéri et privilégié. Quelles promesses le ministre n'avait-il pas faites en 1939? Il est impossible de les compter, depuis l'expansion de la betterave à sucre, en passant par une infinité de primes, propres à donner le vertige, jusqu'à la création de tentes d'amusements et de récréations, dans les campagnes, tout y a passé.

Mais en fait, qu'est-il arrivé depuis trois ans? Le crédit agricole, le plus puissant moyen de secours pour les cultivateurs, a été à peu près abandonné; le premier ministre se vante qu'il n'y a actuellement que 212 demandes en suspens à l'Office du crédit agricole, alors qu'il y en avait 10,000 lorsqu'il a pris le pouvoir, et il en déduit que le crédit agricole est mieux administré que du temps de l'Union nationale. Mais voici les vraies raisons de ce petit nombre de demandes: sous le régime actuel. Cela est facile à comprendre, car on a annulé la majorité des demandes ou on a suggéré aux pétitionnaires de s'adresser à Ottawa. Mais, surtout, l'augmentation du taux d'intérêt et de remboursement porté par le régime actuel de 4 % à 5.71 %, a rendu l'emprunt ruineux pour le cultivateur. Dans certains cas, on offre au cultivateur la moitié de la somme qu'il veut emprunter, avec la conséquence que ce dernier retire sa demande: et enfin, quand les circonstances sont telles qu'un prêt ne peut être refusé, on conseille au cultivateur de s'adresser au gouvernement fédéral.

Cette manière d'agir du gouvernement est connue des cultivateurs; il s'ensuit que ces derniers ne font plus de demandes à l'Office du crédit

agricole, les sachant inutiles. Et voilà pourquoi il n'y a que 212 demandes d'emprunts; c'est d'une clarté où même un aveugle verrait. Malgré tout, l'Office a fait quelques prêts, et en a consenti un, entre autres, au montant de \$5,250, immédiatement après les élections de 1939, alors que le Crédit agricole n'avait plus qu'une dizaine de mille dollars au crédit. M. l'Orateur, à qui a été consenti, par le gouvernement présent, le plus important prêt agricole? Ce prêt a été consenti à M. Georges Bellemare¹⁵, beau-frère du député de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel) et M. Majorique Bellemare, beau-père du député de Maskinongé, a retiré l'argent en vertu d'une hypothèque qu'il avait sur la terre. Ce fut certainement le plus gros prêt fait sous le régime actuel: celui-là, il n'a pas été question de le refuser, et je profite de la circonstance pour féliciter le député de Maskinongé de son influence et de son esprit de famille.

Le premier ministre fait le brave! Il n'a pas peur des trusts, et il a la force et le courage de les mâter, dit-il. Les déclarations du gouvernement à propos de grosses compagnies se résument à des déclarations sans conséquences. En attendant, les trusts n'ont pas peur de lui, ils continuent d'accumuler les profits et d'augmenter leurs revenus. L'an dernier, les profits de la plupart des monopoles ont augmenté considérablement sur l'année antérieure et sur les précédentes.

(Applaudissements à gauche)

C'est ainsi que la Quebec Power a fait des profits nets de \$577,672 en 1941, alors que les profits avaient été de \$523,140 l'année précédente. La Montreal Power, en 1940 a fait un profit net de \$7,947,043 alors qu'en 1941 les profits ont augmenté à \$8,451,631.

De plus, le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) n'a encore rien fait pour combattre le trust de l'électricité. Il a affirmé qu'il allait écraser les trusts, mais ils sont plus forts que jamais et tirent beaucoup plus qu'avant des profits substantiels de leur exploitation des ressources de la province.

Le premier ministre n'a pas peur des trusts. L'an dernier pourtant, il disait la même chose dans cette Chambre, avec le même terrible accent, alors qu'il défendait son projet d'étatisation de la Beauharnois. L'opposition lui avait dit dans le temps que ce projet ne se réaliserait jamais, et que tout cela n'était qu'un schème, comme disent les Américains. Alors que l'Union nationale n'était au pouvoir que depuis huit mois, l'opposition du temps voulait nous égorger parce que nous n'avions pas encore réglé le problème de l'électricité. Depuis deux ans et demi

que le gouvernement actuel est au pouvoir, peut-il nous montrer un atome de progrès dans cette question?

Le premier ministre nous a vanté sa loi des liqueurs. La consommation des liqueurs n'a augmenté que de 14 % dans la province; mais il nous semble que cette loi avait été refaite précisément pour empêcher les abus et devait ramener la tempérance et la modération. Le fait est qu'elle n'a rien changé en mieux. Voici ce que M. Édouard Lacroix disait au sujet de cette loi, dans un discours qu'il prononçait à Saint-Georges au cours d'une grande manifestation en faveur de la loi Scott: "Au moins, dit-il, nous voulons soustraire le comté de Beauce aux abus qui se rencontreront bientôt avec cette loi", et l'adoption de la loi Scott par les électeurs de la Beauce est le signe éloquent, évident que la loi de tempérance du gouvernement est un trompe-l'œil qui ne trompe personne."

M. l'Orateur, je ne voudrais pas terminer sans dire un mot de l'autonomie provinciale. C'est incontestablement ce que le gouvernement actuel a le plus saboté et cela peut avoir des conséquences excessivement graves pour nous. Profitant de l'incompétence, ou, ce qui est encore plus grave, de la complicité des hommes qui dirigent la politique de la province de Québec, le gouvernement fédéral nous enlève, petit à petit, ce que nous avions si jalousement gardé jusqu'ici: notre autonomie. La conférence interprovinciale pour l'adoption des conclusions du rapport Rowell-Sirois qui échoua si lamentablement l'an dernier, fut apparemment sans lendemain. Cependant, en considérant le chemin parcouru depuis un an, nous constatons que notre autonomie a été rongée, et nous en sommes au même point que si les conclusions du rapport avaient été acceptées. Sous le couvert du patriotisme et so-disant pour garder l'Unité nationale, le gouvernement cède nos droits.

C'est ainsi que les droits de la province, en matière d'assurance-chômage ont été reniés et cédés au gouvernement fédéral qui nous renvoie quelques miettes qui s'échappent de sa table. Le gouvernement, par l'entremise de l'honorable trésorier provincial, ne vient-il pas de céder à Ottawa la taxe sur les corporations et l'impôt sur le revenu? Tout cela s'est passé tranquillement, sans que le Parlement ne soit consulté et dans le dos des représentants du peuple. Chaque voyage à Ottawa du premier ministre de la province, ou du trésorier de la province, a marqué pour nous la perte d'un droit.

On nous endort en disant que les concessions que nous faisons sont pour la durée de la guerre. Cela

ne trompe personne, et lors de la dernière guerre, notre province comme les autres, avait fait certaines concessions pour la durée du conflit, et jamais on ne lui a remis sa source de taxation. Aujourd'hui les mêmes choses se répètent en s'amplifiant, et personne ne doute que les conséquences seront les mêmes. Jamais plus nous ne retrouverons les droits que nous aurons cédés.

M. l'Orateur, une forme de gouvernement vit en autant que les principes qui lui ont donné naissance sont respectés. Les Pères de la Confédération, en 1867 en rédigeant notre Constitution, voulaient que chacune des provinces de la Confédération fût une entité absolument indépendante du pouvoir central dans les cadres qu'on lui donnait. Du respect de cette indépendance, absolue, dépend la vie ou la mort de la Confédération. Aujourd'hui, nos droits sont constamment violés et personne ne prend notre défense. Au contraire, tout se fait avec la complicité de ceux qui ont le devoir de nous défendre. Chaque voyage du premier ministre à Ottawa, nous vaut le sacrifice d'un droit ou d'un privilège. C'est un manque de caractère très grave, et je dis au premier ministre qu'il portera devant l'histoire la responsabilité des actes qui sont actuellement posés. La Confédération meurt lentement et je souhaite que lorsque viendra l'heure de prendre une nouvelle direction, la province de Québec ait à sa tête des hommes capables de la sauver, et de réparer le mal qu'aura causé le présent régime.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): L'opposition m'amuse. Si elle met beaucoup d'ardeur à critiquer le gouvernement, c'est parce que nous avons un bon gouvernement. On met toujours le plus mauvais fumier au pied des meilleurs et des plus grands arbres.

M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre. Si nous nous sommes porté parfois de rudes coups, nous avons toujours respecté les règles de la courtoisie. Je m'insurge contre les termes antiparlementaires dont se sert le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt). Il compare les discours des membres de l'opposition à du fumier qu'on jette au pied d'un arbre. Il ne peut imputer de telles choses au discours prononcé par le député de Dorchester (M. Bégin).

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): J'ai voulu employer une figure de style. Disons que lorsque je parle de fumier, je fais allusion à l'engrais

chimique. Je n'ai voulu faire aucune allusion au discours du député de Dorchester (M. Bégin). Je n'ai pas voulu comparer les discours des députés de l'opposition à ce que j'ai mentionné: du fumier. Je n'ai établi aucune liaison entre les deux.

M. l'Orateur (M. Dumoulin): Le député de Montréal-Saint-Louis semble vouloir établir une liaison entre le terme dont il s'est servi et le discours de l'orateur qui l'a précédé. Je crois qu'il vaudrait mieux qu'il retire ses paroles, car je dois déclarer qu'il s'est servi d'une expression qui n'est pas parlementaire.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je les retire.

Il demande à la Chambre de l'excuser de parler un français qu'il voudrait meilleur. Mais si je ne parle peut-être pas aussi bien que les autres membres de l'Assemblée législative, je fais un effort. Ce n'est pas la Chambre qui me fait peur, mais le respect que je porte à la langue française.

Je regrette l'absence du chef de l'opposition, le chef réel, le chef no 1 et fais des vœux pour son prompt retour. Je regrette son absence, parce qu'il nous amusait beaucoup. Je fais aussi des vœux pour le retour de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) dont je regrette l'absence. Tous deux ont donné le meilleur d'eux-mêmes à la province.

Ils sont justement atteints dans les organes qu'ils ont donnés à leur province. Ainsi, si le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) souffre du cœur, c'est parce qu'il a donné son cœur à sa province.

Des discours de l'opposition, on peut dire avec Boileau: "Si ton esprit veut cacher les belles choses qu'il pense, dis-moi ce qui t'empêche de te servir du silence"¹⁶. Et, c'est Voltaire qui a dit: "Mentez, mentez, il y en a toujours qui va rester."¹⁷

(Rires)

Lorsqu'on entend les députés de l'opposition, on peut répéter: "Mentez, mentez. Il reste toujours quelque chose..."

M. Gagnon (Matane): Je soulève un nouveau point d'ordre! Le député de Montréal-Saint-Louis utilise des expressions qui ne sont pas permises par les règlements et qui prêtent des intentions aux députés de l'opposition.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Mais, j'ai simplement voulu citer un brave auteur français.

M. l'Orateur (M. Dumoulin): L'honorable député doit encore retirer ces paroles.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): (Souriant) Eh bien! Je les retire. J'accepte de retirer M. Voltaire du débat.

À entendre les membres de l'opposition, on a l'impression qu'avant l'arrivée du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), la province était un vrai désert.

À entendre les gens de l'Union nationale parler des millions qu'ils ont donnés pour ci et donné pour ça, on croirait qu'ils ont pris l'argent dans leurs poches. Les Unionistes n'ont pas la moindre conception de ce que peut être un gouvernement. Ce dernier doit être le gardien de la chose publique. Or, ils ne paraissent pas s'apercevoir que le peuple les avait constitués gardiens du Trésor public.

On voit et entend les oppositionnistes qui disent avoir bien fait de dépenser de 1936 à 1939 le patrimoine. Ils semblent se vanter d'avoir gaspillé l'argent du peuple. Ils devraient plutôt se repentir. Pour me servir d'une expression chère au chef no 1 de l'opposition, l'ancien gouvernement libéral n'a pu faire en 40 ans autant de dettes que l'Union nationale en a fait en l'espace de trois ans. Si l'Union nationale, fondée par des conservateurs, avait administré la province en bon père de famille, elle serait encore au pouvoir. Mais, il se trouvait des conservateurs, qui, depuis 40 ans, se mouraient du pouvoir.

Union nationale, personne n'a encore défini ce terme. Ce fut un moment l'union de quelques conservateurs affamés et de libéraux mécontents. Ils ont fait une convention conservatrice à Sherbrooke. Ce congrès a élu, pour plus de clarté, appelons-le, le chef de l'opposition no 1. Tout de suite, le chef no 1 partit en guerre. Il s'est mis à parcourir la province en disant: "Nous voulons sauver la race". J'espère qu'il me comprenait dans cela.

Pour prendre le pouvoir, le Parti conservateur, avec le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) comme chef, a fait, en 1935, un mariage secret, politique, un vrai mariage de Figaro avec l'Action libérale nationale, ayant M. Paul Gouin comme chef. L'Union nationale est donc née d'une union clandestine avec l'Action libérale nationale. Il rappelle les pourparlers entre MM. Gouin et Duplessis et se demande qui, dans cette histoire, fut Figaro et qui fut Suzanne?

Mais le voyage de noces fut court. Il n'était pas fini que les nouveaux mariés se séparaient avec des taloches. Les amoureux se sont battus et séparés avant même de venir au pouvoir. M. Gouin prend sa

retraite, M. Duplessis demeure seul à la tête de l'Union nationale. Notre province n'admet pas les mariages clandestins. C'est alors que de ces deux groupements politiques, nous avons eu "l'Oignon national", facile à manger, mais difficile à digérer.

(Rires)

Des députés de l'opposition protestent.

M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre en invoquant l'article 759 qui a été invoqué hier contre le député de Lotbinière (M. Chalout).

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le mot "oignon" n'a rien d'offensant. Le nom d'un aussi bon légume ne peut être une insulte. C'est un légume respectable, que d'ailleurs je ne puis digérer.

M. Labbé (Mégantic): Parce que ça sent trop l'ail.

M. l'Orateur (M. Bissonnette)¹⁸ décrète que dans ce cas, le mot "oignon" est parlementaire. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), dit-il, peut parler de l'Union nationale avec humour, même avec un grain de sel, mais il ne doit pas employer d'expressions non parlementaires, ni de termes offensants.

M. Caron (Maisonneuve): M. l'Orateur, il est six heures!

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 40

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) reprend de nouveau le mariage de Gouin-Duplessis.

Dès que l'Union nationale est tombée au pouvoir, le député de Lotbinière (M. Chalout), le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel), le député de Laval (M. Leduc) se sont retirés, parce que le premier ministre d'alors voulait être le maître absolu.

Le ministre des Affaires municipales et député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) s'est retiré à son tour, lorsque le premier ministre d'alors, le chef de l'Union nationale, a dit: "C'est moi qui mène tout seul".

Le chef de l'opposition no 1 croyait qu'en mettant son chapeau de travers, se renvoyant le bras gauche en arrière dans le dos, et glissant la main droite sur sa poitrine dans son veston, croyait qu'il était un vrai Napoléon¹⁹.

(Rires à droite)

Il croyait que pas un sou ne pouvait être dépensé sans sa permission.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): On n'a pas le droit d'insulter un membre de cette Chambre. Il soulève deux points d'ordre contre les accusations portées par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt).

M. l'Orateur: Il a comparé le chef de l'opposition à Napoléon! Le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), je dois attirer son attention, il peut continuer à faire de l'ironie, mais il ne doit pas parler plus d'une heure. Les deux points d'ordre sont rejetés.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): J'aurai l'occasion de parler du cimetière des œuvres de l'Union nationale et de l'élection de Saint-Louis.

(Applaudissements à droite)

Il note quelques-uns des scandales de l'Union nationale et l'accuse d'avoir accordé des contrats pour une somme de \$40,000,000 sans soumissions. Il taxe le régime de l'Union nationale d'extravagance dans les travaux de voirie. Un entrepreneur, dit-il, a pu réaliser sous ce régime un bénéfice de \$80,000 sur un contrat de \$250,000; la route Sainte-Anne-Tadoussac, longue de 18 milles, a coûté \$1,500,000 sous l'Union nationale, soit plus de \$80,000 du mille, alors que le gouvernement actuel fait construire d'excellentes routes pour \$25,000 du mille. Aussi, un ami de ce régime a reçu \$70,000 par an pour surveillance de travaux de voirie.

Il blâme l'opposition pour ses critiques destructives à l'égard du gouvernement.

Il termine en disant qu'à entendre les députés de l'Union nationale, on pourrait croire qu'ils détiennent des lettres patentes sur le patriotisme.

M. Lorrain (Papineau): M. l'Orateur, je suis heureux de vous offrir à mon tour mes meilleurs vœux. Je félicite le proposeur que nous aimons toujours à entendre et le secondeur, qui est un Irlandais élu, a-t-il dit, par un comté composé d'Anglais protestants et de Canadiens français. La population mi-française, mi-anglaise de Huntingdon, en élisant le représentant d'Huntingdon

(M. O'Connor), a prouvé que dans Québec, il n'y a pas de place pour le fanatisme. La défaite de Mégantic et celle de Saint-Jean ne sont que le prélude de l'effondrement du Parti libéral.

Il est malheureux qu'un homme, qui occupe une haute situation dans la province, ait cru devoir dans une élection, pour gagner quelques votes, s'écrier que l'Union nationale est l'union des catholiques canadiens-français contre les anglo-protestants du reste du pays. Il est invraisemblable que pour de mesquins avantages politiques, on puisse aller jusqu'à cela.

Dans le discours du trône, hachis apprêté à toutes les sauces, mais dans lequel, cette année, alors que l'heure est si grave, il ne se trouve aucun morceau substantiel. On y voit des promesses vagues, des désirs vagues de faire quelque chose. Nous espérons que le premier ministre y apporterait des précisions. Il a sans doute fait un bel effort oratoire, mais nous ne savons pas ce qui se fera. On nous annonce qu'il se fera quelque chose. J'espère que le gouvernement cessera de se vanter et fera quelque chose de sérieux. Nous attendons encore l'énumération des œuvres du gouvernement. Nous attendons aussi ce qui donnerait espoir à la population.

Un des proposeurs de l'adresse a signalé que le gouvernement a payé \$50,000 pour dommages causés aux cultivateurs par la grêle. Il est de fait que lors de la récente élection dans Saint-Jean, le gouvernement a payé énormément de dommages causés par la grêle et l'on peut s'attendre que dans les quatre autres élections complémentaires, il en paiera largement.

Où sont allés les millions soutirés au peuple? Où sont allés les millions de taxes provenant des sueurs du peuple qui les paye. Pourquoi le gouvernement se contente-t-il toujours de faire entendre la même vieille rengaine à laquelle personne ne croit plus disant qu'il fallait payer des dettes? Le discours du trône ne donne aucun espoir à la population. Le gouvernement, fidèle à la vieille tradition libérale, continue à faire des promesses, à augmenter les taxes, mais à ne rien faire.

Le premier ministre a dit l'autre jour qu'il déplorait, dès 1929, le sort malheureux et les maigres salaires des institutrices rurales. Mais, jusqu'en 1936, il se garda bien de les augmenter. En effet, il n'a jamais songé à augmenter leurs appointements alors que M. Taschereau était au pouvoir. Ce fut l'Union nationale qui s'en chargea. Et depuis 1939, le gouvernement actuel n'a encore rien fait dans ce domaine.

Le premier ministre dans son discours aurait dû nous dire où sont allés, depuis deux ans et demi, les millions perçus en taxes, les sueurs du peuple? Le gouvernement a imposé \$20,000,000 de nouvelles taxes annuelles, en plus des revenus qu'il retirait déjà. Qu'a-t-il fait de cet argent? Quelles œuvres peut-il réclamer pour justifier une telle augmentation de dépenses alors qu'il a continué à augmenter la dette de la province? Le devoir d'un gouvernement, c'est d'abord d'apporter du bien-être et de l'aide aux classes laborieuses. Mais, nous cherchons en vain et on attend encore, les œuvres profitables au peuple.

Le régime Godbout, en plus des revenus que la province retirait déjà, a imposé \$20,000,000 de nouvelles taxes annuelles, dépense chaque année des millions de plus que le gouvernement Duplessis, ne fait presque rien et continue à endetter la province.

En 1938 et 1939, le premier ministre se promenait dans la province. Avec des larmes dans la voix, il prétendait que la province était ruinée et sabotait ainsi la réputation de Québec. Il nous reprochait les œuvres gigantesques accomplies par l'Union nationale pour venir en aide à la population. Il nous reprochait d'avoir protégé le capital humain et criait à la banqueroute. Or, le gouvernement Duplessis a emprunté au taux moyen de 2.73 % tandis que le régime Taschereau-Godbout empruntait à celui de 3.21 %. Pour obtenir un taux d'intérêt si favorable il fallait que l'administration Duplessis ait la confiance des prêteurs.

Après avoir tant parlé d'une politique de stricte économie au cours de la campagne électorale de 1939 et avec les nombreux banquets auxquels il assiste, le premier ministre a une manière à lui de faire des économies, en augmentant de \$4,000²⁰ le salaire de M. Louis Jargailles, de \$3,000 celui du surintendant de l'instruction publique et celui du gérant de la Commission des liqueurs de \$4,000. Au lieu de l'économie promise, le peuple voit un gaspillage effréné des fonds publics favorisant les amis du régime.

Mais le gouvernement s'est attaché à taxer. Loin de comprendre son rôle qui est d'aider la population, il a imposé la taxe de vente, qui frappe les mille et une nécessités de la vie, qui frappe surtout les familles nombreuses et est un plus lourd fardeau pour les pauvres que pour les riches. Elle ne taxe pas les grandes compagnies d'électricité, elle taxe les petits détaillants et les consommateurs. La taxe de vente a donné pour résultat que nos gens achètent sur catalogue chez Eaton pour ne pas payer la taxe. Le gouvernement a aussi imposé une taxe sur la chasse et une taxe sur la pêche, mais par un arrêté

ministériel du 12 décembre il a réduit les permis de pêche pour les étrangers. Le peuple est grevé d'impôts qui ne profitent qu'aux étrangers.

Quant à la taxe sur le tabac, elle est injuste et très nuisible au commerce québécois, car les gens proches des autres provinces vont s'y approvisionner pour éluder la taxe provinciale et surtout on encourage les grandes maisons torontoises dans la vente au comptoir postal, au détriment du commerce québécois. Quiconque le désire peut aussi faire venir des autres provinces nombre de choses en éludant la taxe. Le régime Godbout protège ainsi le commerce des maisons Eaton et Simpson de Toronto au détriment du commerce québécois. En réduisant les allocations et pensions votées par l'Union nationale, le régime Godbout a taxé indirectement les vieillards, les veuves, les orphelins et les aveugles. Il a aussi taxé les liqueurs douces, les vendeurs de cigarettes, chaque consommateur d'électricité, etc.

Le gouvernement actuel qui taxe les pauvres gens est beaucoup plus tendre pour les gros intérêts. Car le 12 décembre 1941, il réduisait de \$60 à \$34 du mille les droits imposés par la province sur les voies ferroviaires, le tout avec un effet rétroactif de deux ans et demi. C'est une manière de soutenir les trusts.

Le premier ministre a déclaré dans un discours récent que le gouvernement n'était pas soutenu par les trusts. Il aurait dû dire que le présent gouvernement soutient les trusts et qu'il protège les trusts.

Le gouvernement se vante du geste de devoir abolir au 1^{er} avril prochain les péages sur les ponts de la province. Mais, il oublie de dire qu'avec les restrictions existantes sur les pneus et sur la gazoline, les autos circuleront si peu que la dépense de perception des péages dépassera les profits. Tant que les péages ont payé, le gouvernement qui les avait imposés les a gardés. Puis, maintenant qu'il ne peut plus en tirer profit, il fait le grand geste de les abolir après avoir après tant d'années exploité les automobilistes. Mais, que va-t-on faire des guérites et des machines à poinçonner sur les ponts? Elles sont autant de gaspillage.

L'assurance-chômage, dans sa modalité actuelle, elle est injuste. Il reproche au premier ministre d'avoir, par simple lettre, abandonné les droits provinciaux en matière d'assurance-chômage pour favoriser cette loi fédérale sans même consulter les Chambres. Quant à l'Union nationale, elle avait approuvé en principe une assurance-chômage, mais en adoptant une loi concurrente, qui aurait permis de fixer la modalité de son application chez nous, afin qu'elles soient justes pour ouvriers et patrons.

Il note l'absence du premier ministre qui oblige cependant la Chambre à siéger le soir. Il doit être encore à un banquet.

M. l'Orateur: Toute allusion directe ou indirecte au lieutenant-gouverneur est interdite à la Chambre. Le député de Papineau doit savoir que le premier ministre est à dîner chez le lieutenant-gouverneur²¹.

M. Lorrain (Papineau): Je suis heureux de l'apprendre et j'ai tout le respect possible pour le lieutenant-gouverneur. De fait, l'Union nationale portait ce respect tellement haut lorsque des députés dinaient chez le lieutenant-gouverneur que la Chambre ne siégeait jamais.

Le chef du gouvernement prétend que tout va pour le mieux dans le domaine de l'Agriculture. Mais des statistiques fédérales, celles de ses boss politiques d'Ottawa, démentent cette prétention. Elles établissent que malheureusement pour nous, l'agriculture ontarienne nous dépasse largement sur le marché économique et domestique. D'après le rapport fédéral en juillet 1941, Québec a mis sur le marché 16,109 moutons et Ontario, 23,225. Québec a offert en vente 1,784²² bouvillons; Ontario, 9,232 bouvillons.

Le détail est intéressant; pour 15 bouvillons de choix au Québec, Ontario en vendit 2,861; pour 100 classés bon, Ontario en a 8,201; pour 139 classés médium, Ontario en a 4,517; pour 230 classés commun dans Québec, Ontario en a 2,343. C'est comme cela sur toute la ligne.

Une autre preuve; pendant que nos cultivateurs portaient au marché 17,355 porcs, ceux d'Ontario en portaient 156,357. C'est que depuis plus de 40 ans, nous avons eu des ministres libéraux de l'Agriculture qui n'étaient pas qualifiés, que l'actuel n'est pas à la hauteur de sa charge, qu'ils ont tous fait de la politique avec le département de l'Agriculture au lieu d'aider la classe agricole. Le peu de compétences du ministre de l'Agriculture (M. Godbout) est d'ailleurs bien illustré par son expérience personnelle sur la culture du lin.

Il fait une comparaison entre M. Caron et le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) comme ministres de l'Agriculture et M. Bona Dussault, pilote. On a parlé, dit-il, des progrès de l'agriculture. Mais ni les Deschênes, ni les Turgeon, ni les Caron, ni les Perron, tous anciens ministres, ni le ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) qui est agriculteur lui-même, n'ont fait progresser l'agriculture.

Il veut maintenant faire manger du cheval. Il rapporte une conversation imaginaire entre l'étalon belge Boulot de Gamberon et le taureau pur sang Auchebain Yogin qui ornent les étables du premier ministre. Boulot, ayant appris que son propriétaire conseille maintenant à ses contribuables de manger de la viande de cheval, expose ses craintes au taureau rassuré, qui se réjouit d'éviter le couteau du boucher en disant au cheval pur-sang: "Tu vas être mangé à ton tour."

(Rires)

Le premier ministre a emprunté \$5,000 au crédit agricole fédéral. Il reproche au premier ministre d'avoir si longtemps refusé le crédit agricole provincial parce qu'il ne comprenait pas les besoins des cultivateurs de chez nous. Mais le gouvernement Duplessis n'a pas craint d'emprunter \$35,000,000 pour les prêter aux habitants suivant l'agriculture de notre province et redonnant espoir aux fils du sol.

Il rappelle la crise du chômage qui sévissait avant 1936, quand l'Union nationale s'est appliquée à y remédier. Le premier ministre a dit l'autre jour qu'il est temps que la politique devienne plus sociale et plus humaine, avouant ainsi que sa politique ne l'était pas. Nous le savions bien avant le traitement inhumain infligé aux chômeurs par son régime.

Il ne faut pas oublier que l'ancien régime Taschereau-Godbout, en refusant pendant 10 ans les pensions aux aveugles, leur a fait perdre \$3,000,000; en refusant les allocations aux veuves, leur a fait perdre \$10,000,000; en refusant les pensions aux vieillards, leur a fait perdre, en 7 ans, \$70,000,000 soit un total de \$93,000,000, perte totale qui aurait soulagé d'autant la misère des nôtres. Or, l'Union nationale a adopté toutes ces lois sociales bienfaisantes que le régime Godbout a sabotées.

Il dénonce comme un grave problème la concentration de la propriété immobilière à Montréal. Montréal fut la vache à lait de l'ancien régime libéral et elle est la vache à lait de la présente administration.

Montréal célèbre cette année son troisième centenaire et, à cette occasion, comme cadeau de fête, le gouvernement lui a imposé la tutelle et a enlevé à la métropole son autonomie. Il a interdit ses contribuables. Au lieu de 35 échevins, on a imposé une administration de 99 conseillers n'ayant que le ridicule pouvoir de faire des suggestions.

C'est une commission administrative qui de ses bureaux capitonnés donne des ordres à Montréal, depuis que le premier ministre a statué que les citoyens de la métropole ne pouvaient s'administrer eux-mêmes.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Le député de Papineau sait-il combien le gouvernement de l'Union nationale devait à la ville de Montréal?

M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement de l'Union nationale, c'est-à-dire la province de Québec, devait quelque chose, mais ce n'est pas la question. Pourquoi a-t-on privé Montréal de son autonomie?

Le gouvernement a placé Montréal sous le contrôle de la Commission municipale de Québec et depuis ce temps la ville tremble sous les ongles du gouvernement de Québec. À l'instar des dictateurs qui chargent d'impôts les peuples conquis, le gouvernement de Québec et ses amis ont imposé aux Montréalais une dizaine de taxes spéciales aux résidents de Montréal en sus de toutes les autres taxes provinciales dont ils doivent également supporter le fardeau. Cinq dollars et trente-deux pour l'eau des radiateurs d'auto, \$2.16 pour les radios, \$3.00 pour le téléphone, double taxe de vente, un impôt municipal sur le revenu, 2 % de plus qu'ailleurs pour la taxe de vente.

L'Union nationale avait une toute autre manière de venir en aide à Montréal et de respecter ses citoyens. Le gouvernement Duplessis a mis la garantie de la province pour favoriser ses emprunts. Il a donné à la métropole des travaux à millions: rues Sherbrooke, Notre-Dame et boulevard Pie IX; l'île Saint-Hélène; Jardin botanique, gloire du pays; ponts Pie IX et Charlemagne, celui-ci coûtant deux fois moins cher que le pont Mercier tout en étant deux fois plus large et plus long.

Il parle de la propriété privée, base de l'ordre social. À cause de l'incurie ou de la complicité des régimes Taschereau et Godbout, la propriété à Montréal est maintenant entre les mains du petit nombre. Le premier ministre s'y intéresse si peu qu'il n'a même pas daigné assister au congrès des Ligues de propriétaires tenu à Verdun. Il s'est contenté d'envoyer un télégramme.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le député sait-il que le premier ministre m'avait demandé de le représenter à ce congrès?

M. Lorrain (Papineau): C'est exact. Mais ce n'était pas le ministre le moins influent du cabinet que les propriétaires voulaient voir, mais le premier ministre lui-même. L'Union nationale a adopté, pour les propriétaires, la loi du moratoire, la consolidation des arrérages de taxes, l'intérêt réduit à 5 % sur les prêts hypothécaires, la loi concernant la libération de certains débiteurs, etc.

M. Bouchard a déjà lui-même condamné la politique de "routes en lacets de bottines", faites pour les ânes, de l'ancien régime Taschereau-Godbout. Quant à la politique de voirie progressive de l'Union nationale, il dut admettre qu'elle représentait un magnifique effort pour doter notre province de bonnes routes. Mais, hélas! La voirie ne favorise maintenant que quelques comtés privilégiés. Elle représente un formidable gaspillage quand, par exemple, la route de Laprairie se termine en forêt vierge à la frontière américaine, tout comme l'ancien boulevard Taschereau fut construit à \$233,000 du mille... Relativement à la politique de la voirie du présent gouvernement, je prétends qu'elle ne répond pas aux besoins de la province, que ce sont des millions dépensés prématurément. La route entre Montréal et Québec constitue des dépenses prématurées, par les temps que nous traversons, étant donné qu'il en existe une sur la rive sud.

Il souhaite ardemment le triomphe des Alliés contre les barbares et violateurs de promesses. Nous voulons tous qu'Hitler soit vaincu. Je rappellerai que le chef de l'Union nationale est celui qui a empêché les Allemands de s'installer sur l'Île d'Anticosti sous prétexte d'y établir une usine à papier. Ce n'était que deux ans avant la guerre, mais le chef de l'Union nationale, homme de prévision et d'énergie, répondit au syndicat allemand: "Jamais, tant que je serai premier ministre, une puissance étrangère n'aura un pied-à-terre en cette province." Qu'en serait-il aujourd'hui de la province et du Canada, si le chef de l'Union nationale n'avait empêché de vendre l'Île d'Anticosti à un syndicat allemand? Il est temps que la vérité se sache et qu'on rende unanimement hommage à l'homme public incomparable qui nous a sauvés.

Et le régime actuel tente vainement de saboter les œuvres de cet homme. Le peuple trompé se ressaisit. Mégantic et Saint-Jean l'ont prouvé. D'autres comtés le démontreront prochainement, quand la nouvelle politique d'espoir du gouvernement des taux se résume par les mots (élevant la voix) "Mangez du cheval".

(Rires et applaudissements à gauche)

Mangez de la viande de cheval, c'est ce que le présent gouvernement peut vous offrir. Mangez de la viande de cheval, cultivateurs. Mangez de la viande de cheval, colons. Mangez de la viande de cheval, chômeurs. Mangez du cheval miséreux. Je regrette d'avoir à dire ces choses mais le premier ministre a récemment invité la population à manger de la viande de cheval. Comme de 1936 à 1939, il faut remettre la province dans la voie du progrès avec l'Union nationale et son chef.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): M. l'Orateur, vous voudrez bien dire à M. l'Orateur, que vous remplacez en ce moment au fauteuil²³, que je lui offre aussi mes compliments et mes meilleurs vœux.

(Applaudissements)

En vous saluant, je me rappelle le temps où nous nous préparions ensemble à l'Université pour les luttes de la vie. Je ne savais pas qu'un jour vous seriez là et que je serais ici.

(Applaudissements)

En vous écoutant proposer l'adresse, je me sentais fier d'être Canadien français. Il félicite l'Orateur pour sa nomination comme professeur de droit constitutionnel à l'Université de Montréal.

Je félicite aussi le second de l'adresse. Le député de Papineau (M. Lorrain) m'a volé une idée, c'est la seule, du reste. Je voulais dire au représentant d'Huntingdon (M. O'Connor) que son élection est le symbole de l'entente, de la tolérance dans notre province.

M. l'Orateur, vous avez remplacé comme député de Montmorency, M. Alexandre Taschereau, qui célèbre aujourd'hui le 75^e anniversaire de sa naissance. Je souhaite qu'à cet âge vous ayez encore l'énergie, la jeunesse de l'ancien premier ministre de cette province.

(Applaudissements)

J'offre mes meilleurs vœux à l'ancien premier ministre, l'honorable M. Louis-Alexandre Taschereau. Je félicite aussi les nouveaux membres de la Chambre haute et j'offre ma sympathie aux familles des députés disparus.

Je souhaite que le dynamique ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) triomphe de la maladie et qu'il vienne retrouver ici le chef de l'opposition, à qui je souhaite un prompt retour parmi nous.

M. l'Orateur je n'aime pas les débats acrimonieux. Comme tous les députés ministériels, j'aime à entendre le représentant de Papineau (M. Lorrain).

(Applaudissements à droite)

Mais, il me semble que ce soir il n'a pas - est-ce l'absence de son chef? - qu'il n'a pas trouvé tous ses moyens.

Tout ce qu'il a dit pouvait sortir de sa tête, mais si les paroles sortaient de la bouche du député de Papineau (M. Lorrain), elles ne venaient sûrement pas de la tête de Papineau.

Des voix de l'opposition: À l'ordre!

M. Gagnon (Matane) proteste.

M. l'Orateur (M. Dumoulin): Il n'y a rien qui soit hors d'ordre. Il permet au député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) de continuer son discours.

M. Lorrain (Papineau): Le représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain) est le seul à ignorer que je ne suis pas Papineau.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Le député de Papineau ignore, lui, que nous avons pris l'administration dans une telle situation, qu'il fallait imposer des taxes. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui est responsable des taxes qu'il a fallu imposer pour combler les trous béants creusés dans le Trésor de la province et, si le gouvernement présent a dû taxer, c'est parce que l'administration précédente a jeté par les fenêtres les millions. Si nous avions imité nos prédécesseurs qui faisaient de la littérature dans les titres de leurs lois, nous aurions surnommé nos lois d'impôts: loi pour imposer les taxes de l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

On reproche au gouvernement de ne pouvoir mettre la production agricole du Québec sur le même pied que la production ontarienne. Le représentant de Papineau a cité quelques statistiques agricoles. Mais, il ignore que nous n'avons pas le même climat que l'Ontario. À ce compte-là, on pourrait comparer le Canada à la Floride. Va-t-on commettre en somme la sottise de reprocher à l'honorable premier ministre par hasard, de ne pas faire pousser des bananes et des ananas dans la province de Québec et en Gaspésie comme en Floride?

(Applaudissements à droite)

Le député de Papineau a parlé des anciens ministres de l'Agriculture. Il a nommé, entre autres, l'honorable Joseph-Édouard Caron, dont je chéris la mémoire, l'homme qui a donné à notre agriculture un si grand essor en organisant l'agronomie, en développant la science agricole, en établissant la comptabilité agricole.

(Applaudissements à droite)

Le représentant de Papineau a dit que le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) n'était pas à la hauteur de la situation comme ministre de l'Agriculture. Il (M. Casgrain) s'élève alors contre le fait que le député de Papineau a comparé ces deux grands ministres de l'Agriculture au ministre de l'Agriculture de l'Union nationale (M. Dussault). Qu'on aille donc, dit-il, comparer le premier ministre, fils d'agriculteur, lui-même agriculteur modèle

et professeur d'agriculture émérite, qui a réussi dans sa profession, à M. Bona Dussault, un bon pilote mais assurément pas un cultivateur.

(Applaudissements à droite)

Le député de Papineau nous amuse; il nous divertit, mais il est mal renseigné. J'ai voulu démontrer qu'il n'est pas aussi renseigné qu'il devrait l'être.

(Applaudissements à droite)

Et maintenant, M. l'Orateur, parlons de choses sérieuses.

(Rires et applaudissements à droite)

Je voudrais dire quelques mots de deux sujets auxquels je m'attache de plus en plus: la colonisation et les pêcheries maritimes.

Permettez-moi tout d'abord de rendre hommage au prêtre-colonisateur, au jeune missionnaire agricole, qui s'en va fonder une colonie. Il construit une petite église, un modeste presbytère tout en aidant les colons à s'établir le plus près possible de son clocher. Il leur apprend à aimer la terre davantage. Il est leur meilleur ami, leur protecteur. Saluons, saluons bien bas ce jeune missionnaire sans lequel la colonisation ne serait pas.

La manière d'augmenter notre rendement agricole, c'est de permettre aux fils de cultivateurs d'aller s'établir sur des terres neuves. La colonisation est l'œuvre par excellence. Or, cette œuvre est aujourd'hui possible grâce au travail ardu du petit curé missionnaire et elle serait très difficile sinon impossible sans lui.

Il insiste tout particulièrement sur les primes accordées d'après le plan provincial. Est-ce qu'on fait quelque chose, dit-il, pour stimuler la colonisation, ont demandé des députés de l'opposition. J'en citerai deux choses: depuis le 1^{er} avril 1941, à date, en vertu du prêt provincial seulement, le gouvernement a dépensé \$591,000²⁴, un montant très considérable, rien que pour construire des bâtiments et des maisons nouvelles de colonisation et en réparer d'anciennes.

On a aussi créé des cours pour les inspecteurs de colonisation, donnés à Duchesnay. Excellente chose. Je demanderai ici au gouvernement de nommer quelqu'un, peut-être l'inspecteur de colonisation par exemple, auquel le colon pourrait s'adresser pour obtenir l'assurance que le mesurage de son bois se fera sans qu'il y ait exploitation. En effet, pourquoi ne pas autoriser ces inspecteurs à passer des examens comme mesureurs de bois et permettre à ceux qui auront passé cet examen de mesurer le bois des colons avant que ce dernier ne soit livré aux marchands de bois? Le colon s'en remet au mesureur du marchand de bois qui est

honnête, je veux le croire, mais ne peut éviter des abus.

Il vante ensuite les mérites du défrichement agricole et les avantages de l'essouchage mécanisé.

Je désire relever un mot du représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), mon voisin et ami. Il a mal exprimé sa pensée sans doute quand il a dit que l'essouchage mécanisé ne donnait pas de bons résultats, et qu'il a dit qu'on retenait \$5 sur les primes des colons pour l'essouchage. Mais les colons sont absolument libres de payer le \$5. Seuls ceux qui le désirent se servent de cette technique d'essouchage pour défricher leurs terres. Quant aux résultats, j'invite mon honorable ami à venir voir avec moi les succès de cette politique dans Gaspé-Nord et il en félicitera le gouvernement.

(Applaudissements)

M. Pouliot (Gaspé-Sud): J'ai dit que la mécanisation faisait du bien dans certains cas mais que, dans d'autres, il y avait des essouchages non réussis.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): J'informe le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot) qu'il n'est permis d'essoucher un arbre que trois ans après qu'on l'a coupé.

Il note le magnifique essor des syndicats forestiers. Je veux maintenant, dit-il, rendre hommage à l'admirable esprit des citoyens de la Gaspésie. Ainsi, ces jours-ci, les membres du syndicat forestier de Grande-Vallée, composé de pêcheurs et d'humbles colons, ont souscrit \$1,000 à l'emprunt de la Victoire.

(Applaudissements)

Il félicite le gouvernement pour sa nouvelle politique en ce qui concerne les chemins de colonisation. Il parle de l'impulsion extraordinaire donnée par le gouvernement aux pêcheries maritimes et de sa politique libérale d'aide aux pêcheurs de la Gaspésie. Il rappelle tout le travail qu'a voulu faire le gouvernement depuis 1939 pour améliorer le sort du pêcheur gaspésien et se réjouit du travail accompli. On a, dit-il, distribué des octrois, construit des entrepôts de salaison et de séchage. Et grâce à nos agences commerciales, de nouveaux marchés s'offrent aux pêcheurs de la péninsule.

Les machines et les méthodes modernes ont amélioré la qualité du poisson de Gaspé sur les marchés. Le gouvernement, pas ses agents, a créé des marchés nouveaux. La vente et les marchés sont aujourd'hui si bien organisés que l'on commence à manquer de poisson. On a de la difficulté à se

procurer du poisson de Gaspé chez nous, alors qu'autrefois on ne savait qu'en faire. Je suis heureux d'en féliciter le bon ministre des Mines et Pêcheries maritimes (l'honorable M. Rochette).

La province de Québec est en train de s'emparer de l'un des plus grands marchés du monde, celui de l'huile de foie de morue que possédait autrefois la Norvège. Et aujourd'hui, la Gaspésie est en train de devenir une des plus grandes sources mondiales de ravitaillement en huile de foie de morue de ce côté-ci de l'Atlantique. Grâce à l'encouragement du gouvernement, une industrie fondée à Rimouski va s'emparer du commerce de l'huile de foie de morue et elle va utiliser aussi le hareng, dont on se servait pour faire de la boîte²⁵ pour la pêche. Le ministère des Pêcheries a su faire en sorte que maintenant on utilise le hareng jadis perdu, pour en extraire une huile médicinale.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) sait-il combien les pêcheurs vont recevoir pour leur hareng?

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Non, car je ne suis pas actionnaire de la compagnie. Mais, j'ai dit à la compagnie et averti les intéressés que si elle ne payait pas un prix raisonnable et si les prix sont insuffisants, elle aurait des difficultés. Il s'occupera de leur causer des ennuis sérieux.

(Applaudissements à droite)

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Très bien.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Comme on a besoin de plus de poisson en conserve pour expédier à l'Angleterre, me permettra-t-on de suggérer au gouvernement que l'on établisse sur la côte nord en Gaspésie, des usines de mise en conserve pour le hareng et le maquereau pour l'exportation en Grande-Bretagne. Je suggère ce développement de l'industrie du poisson en conserve. Il préconise la conservation massive du hareng et du maquereau qui se gaspille car il est difficile de préserver la fraîcheur de ce type de poissons. Cela aidera les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine. Je dirai aussi que nos pêcheurs obtiennent de meilleurs prix: augmentation de 100 %. La pêche à la "trôle" remporte beaucoup de succès aussi et le gouvernement l'encourage.

Le prix de vente du poisson a considérablement augmenté. Les prix sont aujourd'hui substantiels. Les pêcheurs reçoivent maintenant jusqu'à 10 à 12 cents la livre pour les filets de morue, qui se payaient autrefois 5 à 7 cents la livre. Le saumon se vend

16 cents. La morue sèche qui se vendait 5, 6 et 7 sous, se vend aujourd'hui 12, 13 et 14 sous la livre.

La Gaspésie n'est pas prospère, mais elle est sur le chemin de la prospérité. Le gouvernement agit avec une grande largeur d'esprit. Il coopère avec les syndicats des pêcheurs, dont les officiers sont dignes de sa confiance. Je ne crois pas qu'il y ait de plus belles associations, ni de plus beau modèle de coopérative pour ceux qui connaissent la coopération, que les Pêcheurs Unis de Gaspé.

(Applaudissements à droite)

Ces coopératives, ces syndicats ont brisé les chaînes des pêcheurs gaspésiens et ils l'ont fait sans révolution, en respectant les droits acquis. Je félicite l'honorable ministre des Pêcheries (l'honorable Edgar Rochette) de ce bel esprit. C'est ainsi qu'il faut administrer la chose publique.

(Applaudissements à droite)

Il démontre ensuite comment le gouvernement a su venir en aide aux coopératives gaspésiennes, qui demeurent le principal instrument de libération pour les pêcheurs, en outre, par l'entremise des caisses populaires, que le gouvernement encourage. Lorsque le pêcheur a besoin d'après de pêche, dit-il, il peut emprunter des caisses populaires, qui lui avancent de l'argent, et le gouvernement paie 4 % des 6 % d'intérêt, ce qui ne laisse que 2 % à être payé par les emprunteurs.

On ne cherche pas à détruire les marchands, et ceux qui ont bien traité le pêcheur dans le passé n'ont rien à craindre. Je crois avoir assez parlé de mes chers pêcheurs de la Gaspésie.

Il félicite l'effort de guerre de la Gaspésie. La péninsule, dit-il, a fourni un nombre record de conscrits. En terminant, je veux donc me joindre à mon collègue et voisin de Gaspé-Sud pour faire l'éloge et saluer le courage et la bravoure des jeunes soldats de la Gaspésie, qui s'enrôlent en si grand nombre et avec tant d'enthousiasme sous les drapeaux.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Pas tant que ça.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Oui, ils s'enrôlent avec le plus grand enthousiasme, avec le désir sincère de défendre leur patrie. Et le symbole de cette vaillance, c'est l'appel sous les armes des Fusilliers du Saint-Laurent, qui est l'orgueil de la péninsule et dans ce coin du Québec, on s'enrôle joyeusement.

Les Fusilliers du Saint-Laurent fourniront à l'armée canadienne dans cette guerre des héros comme ils en ont fourni dans la dernière guerre.

(Applaudissements)

Il rappelle l'héroïsme d'un Keable. Il termine en rendant hommage aux hommes de Gaspé qui ont déjà démontré un tel courage dans les rangs des forces alliées, particulièrement à Hong Kong.

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé) que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Après avoir consulté le représentant de Matane (M. Gagnon), je propose que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à vendredi après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 6 mars 1942, à la page 9: le mardi soir.

2. Dans *La Tribune* du 6 mars 1942, à la page 9, on rapporte plutôt trois ans.

3. Selon *Le Devoir* du 6 mars 1942, à la page 5: cinq mois.

4. M. Antoine Lemieux occupe pour la première fois sa fonction d'assistant-greffier intérimaire. *Le Canada* du 6 mars 1942, à la page 14, rapporte qu'il s'acquittait si bien de la tâche de nommer chaque député lors du vote, qu'on entendait parfois M. L.-P. Goffrion, greffier en chef, lui murmurer: "Doucement, doucement".

5. Le député de Bagot (M. Dumaine) est l'objet d'une ovation lorsqu'il se lève, selon *Le Canada* du 6 mars 1942, à la page 9.

6. Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard est venu à Québec pour le grand concours inter-provincial du curling, selon *Le Canada* du 6 mars 1942, à la page 9. Invité par le premier ministre du

Québec, il assiste à la séance et siège près du trône de l'Orateur. *La Presse* du 6 mars 1942, à la page 11.

7. *Rapport sur les élections générales de 1944 et sur les Élections partielles tenues pendant la vingt-et-unième législature (1939-1944)*, Québec, Rédempti Paradis imprimeur du roi, 1945, pp. 207-208.

8. Dans Napierville, J.-P. Beaulieu a eu 172 votes contre 254 pour L. Omer Perrier. *Ibid.*, p. 208.

9. Selon *Le Soleil* du 6 mars 1942, à la page 4: "Par cette loi, les fils de cultivateurs pouvaient recevoir une somme de \$300."

10. Selon *L'Événement-Journal* du 6 mars 1942, à la page 4, et *The Montreal Daily Star* du 6 mars 1942, à la page 4: plus de \$700,000.

11. La construction de la voie Sir-Wilfrid-Laurier ou route 9, fut entreprise en 1940 et elle comprend deux tronçons, tous deux à chaussée divisée. L'un relie Montréal à Québec suivant Saint-Hubert, Belœil, Saint-Hyacinthe, Drummondville. L'autre, relie Montréal à la frontière de l'État de New York par la ville de Laprairie. Ministère de la Voirie, *Rapport de 1942*, Québec, Imprimeur du Roy, 1942, pp. 62-65.

12. Le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) vient alors tout juste de remplacer le président Bissonnette au fauteuil, selon *Le Canada* du 6 mars 1942, à la page 9. MM. Bissonnette et Bienvenue s'absentent, selon *Le Devoir* du 6 mars 1942, à la page 5.

13. Dans *Le Nouvelliste* du 6 mars 1942, à la page 10, il n'y a pas le mot "cent" d'écrit.

14. Selon *L'Événement-Journal* du 6 mars 1942, à la page 4: 5,059 colons.

15. Selon *L'Événement* du 6 mars 1942, à la page 4, l'argent fut versé à M. Marjorique Bellemare, beau-frère du ministre.

16. Selon *Le Canada* du 6 mars 1942, à la page 9: "Si ton esprit veut cacher les belles choses qu'il pense, dis-moi ce qui t'empêche de garder le silence." Mais, dans Émile Genest, *Dictionnaire des citations*, Paris, Fernand Nathan, 1954, p. 314, on retrouve cette citation: "Si ton esprit veut cacher les belles choses qu'il pense, dis-moi qui peut t'empêcher de te servir du silence". Elle n'est pas de Boileau, mais de François De Mainard (1582-1646 *Poésies*).

17. Selon *Le Soleil* du 6 mars 1942, à la page 4: "Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose." D'après le *Larousse des citations françaises et étrangères*, Paris, Larousse, 1976, p. 576: "D'un bout du monde à l'autre on ment et l'on mentit. Nos neveux mentiront, comme ont fait nos ancêtres." Cette citation est de Voltaire.

18. M. Bissonnette a repris son fauteuil, selon *Le Devoir* du 6 mars 1942, à la page 5.

19. Le journal *L'Événement-Journal* du 6 mars 1942, à la page 4, et *L'Action catholique* du 6 mars 1942, à la page 21, mentionnent le contraire: le bras gauche en avant sur la poitrine et le droit en arrière dans le dos.

20. Selon *L'Événement-Journal* du 6 mars 1942, à la page 4: \$3,000.

21. Le député de Montréal-Mercier (M. Francœur), élu whip en chef au cours de la semaine, siège au fauteuil du chef du gouvernement alors que le premier ministre est absent, selon *La Patrie* du 8 mars 1942, à la page 52.

22. Chiffre du *Le Temps* du 13 mars 1942, à la page 3: 484.

23. Le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) vient tout juste de remplacer M. Bissonnette au fauteuil de l'Orateur, selon *Le Canada* du 6 mars 1942, à la page 9.

24. Selon *Le Soleil* du 6 mars 1942, à la page 4, et *L'Événement* du 6 mars 1942, à la page 13: \$291,000.

25. La boîte est un appât pour attirer le poisson.

Séance du vendredi 6 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Saint-Joseph d'Alma, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à prélever une taxe de vente (M. Fillion);

- de Olivier LaRue, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue (M. Plamondon).

**Souscription des fonctionnaires
à l'emprunt de la Victoire**

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, au début de la séance et avant de passer aux affaires du jour, je veux signaler la conduite particulièrement patriotique des employés civils de la province de Québec et leur rendre devant la Chambre un hommage pour le beau geste qu'ils viennent d'accomplir en faveur du dernier emprunt de la Victoire du Canada. Ils ont dépassé de beaucoup, soit \$100,000, leur objectif. Alors que le minimum qu'on leur avait demandé de souscrire était de \$500,000 à l'emprunt, ils ont souscrit \$600,000. Cette générosité, dont ils ont fait preuve, est une conduite éminemment patriotique pour laquelle je dois les remercier. Une fois de plus notre province est à l'honneur.

Dans la campagne de l'emprunt de la Victoire, les fonctionnaires de Québec se sont distingués mieux que les employés civils de toutes les autres provinces du Canada et du pays en se classant en avant d'eux. Ils se placent ainsi, toutes proportions gardées, au premier rang des fonctionnaires tant provinciaux que fédéraux.

(Applaudissements)

Je dois ajouter mes félicitations aux petits employés. En effet, les employés dont les salaires ne leur permettaient pas de souscrire \$50 pour l'achat d'un bon de la Victoire ont augmenté leur souscription aux timbres de guerre. C'est très beau.

En plus des \$600,000 qu'ils ont souscrit au présent emprunt de la Victoire, les employés de la province ont souscrit à date pour \$175,000 aux timbres d'épargne de guerre. Ce résultat les honore et leur mérite la reconnaissance de tout le pays.

Je suis heureux de féliciter publiquement tous les employés de la province de ce geste magnifique. Je tiens à ajouter que je suis heureux de dire que les fonctionnaires, nommés par le gouvernement de l'Union nationale, se sont conduits avec non moins de générosité que les autres.

(Applaudissements)

M. Gagnon (Matane): Je me joins à l'honorable premier ministre pour féliciter les employés civils de la province. Il exprime des sentiments d'admiration et de reconnaissance à leur égard. Nous devons, dit-il, les remercier et les féliciter pour la magnifique participation qu'ils ont prise dans la campagne de l'emprunt de la victoire. Un tel résultat est particulièrement réjouissant.

Il est aussi très réjouissant de voir nos fonctionnaires canadiens-français donner un si magnifique exemple de leur patriotisme, surtout lorsqu'on lit les articles injustes de certains journaux sur la participation des Canadiens français à l'effort de guerre. Les fonctionnaires provinciaux sont dans une proportion de 95 % Canadiens français. On ne pourra mettre en doute le loyalisme et le patriotisme des Canadiens français, et que nos gens font plus que leur part pour l'effort de guerre. Il tient à attirer l'attention sur ce geste patriotique.

Je remercie l'honorable premier ministre d'avoir rendu hommage aux employés nommés par l'Union nationale.

(Applaudissements)

Si les employés nationaux ont si bien fait leur devoir, le gouvernement ne devra pas les oublier, quand il s'agira d'accorder des augmentations, d'autant qu'il faut savoir reconnaître le travail si précieux, bien que parfois obscur de ces fonctionnaires, qui font tant pour assurer une bonne administration à leur province.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Pour permettre aux comités de siéger la semaine prochaine, je propose que les 21 bills, qui sont inscrits au *Feuilleton*, soient adoptés en deuxième

lecture et référés aux comités des bills publics et des bills privés. J'espère que l'honorable chef temporaire de l'opposition nous donnera son concours afin de hâter les travaux de la session.

M. Gagnon (Matane): Pour permettre à la Chambre de procéder, je n'ai pas d'objection à me rendre volontiers au désir de l'honorable premier ministre, surtout lorsqu'il nous demande cela avec son bon sourire.

Il doit être évidemment compris que l'adoption de ces bills en seconde lecture ne sera pas interprétée comme une expression d'opinion, mais simplement comme un moyen de faciliter le travail de la session.

Projets de loi:

Charte de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jean Michel Landau

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 changeant le nom de Jean-Michel Landau en celui de Jean-Michel Grand-Landau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Jean

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de Charles-Honoré Catelli

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi de la succession Tourville

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la loi concernant la succession Tourville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Roméo-Édouard Demers

M. Francœur (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Roméo Édouard Demers à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jewish Hospital of Hope

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation le Jewish Hospital of Hope soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Les Prévoyants du Canada

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Legs aux Guides catholiques des Trois-Rivières

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon-Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Pères Blancs,
missionnaires d'Afrique**

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la loi constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commutation de taxes
à Canada Steamship Lines Ltd.**

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 ratifiant un règlement de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, accordant une commutation de taxes à Canada Steamship Lines, Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Albani Boudrias

M. Dumoulin (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albani Boudrias à la pratique de l'art dentaire, après avoir subi ses examens, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe de vente
à L'Ange-Gardien**

M. Dumoulin (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 pour inclure la Corporation du village de la municipalité de L'Ange-Gardien dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe de vente
à Boischatel**

M. Dumoulin (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 pour inclure la

corporation du village de la municipalité de Saint-Jean-de-Boischatel dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Gaston Sainte-Marie

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Gaston-P. Sainte-Marie à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Assurance mutuelle
des fabriques de Montréal**

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Il veut que cette corporation puisse exercer de plus amples pouvoirs, notamment d'assurer contre les pertes ou dommages causés par le feu, la foudre et autres risques auxquels ils peuvent être exposés, les évêchés, églises, chapelles, sacristies, presbytères, hospices, couvents et autres maisons d'éducation, leurs dépendances et généralement tous les édifices appartenant aux corporations religieuses ou occupées par elles, autres que les hôpitaux, ainsi que les biens meubles qui s'y trouvent.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Joseph-Cyrille Reid

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid par dame Lucie-Florence Riegler soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de James Redmond

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant la succession de feu James Redmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Samuel Léopold Roy

M. Potvin (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Samuel-Léopold Roy au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Christian Brethren Church

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 constituant en corporation The Christian Brethren Church dans la Province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Royal Edward Laurentian Hospital

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation Royal Edward Laurentian Hospital et consolidant et fusionnant Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 5 mars courant, sur la motion, proposée par M. Dumoulin, dont elle a été saisie mercredi le 25 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des chambres.

M. Barrette (Joliette): M. l'Orateur, un mot d'abord, pour vous dire que je suis très heureux de vous voir présider, encore cette année, nos délibérations dans cette Chambre. J'en suis d'autant plus fier et j'ai peut-être plus de raisons que d'autres de dire cela, car nous sommes des voisins de comtés et en excellents termes.

Je veux aussi féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Le député de Montmorency avait une tâche difficile, car le discours du trône lui offrait peu de matière à discourir longuement; avec talent, il a su profiter du peu qui s'y trouvait, et donner à ses amis l'impression qu'il y avait vraiment quelque chose dans ce vague programme.

Je désire aussi offrir des félicitations aux deux nouveaux mandataires du peuple, qui siègent maintenant avec nous. Le député de Huntingdon a été élu facilement, grâce aux discours de ses amis, et de ses chefs, et je suis convaincu qu'il n'a ni les uns, ni les autres, n'oseraient faire dans cette Chambre, les déclarations qu'ils ont faites l'automne dernier, dans Huntingdon, et le député de Saint-Jean n'avait pas une tâche aussi facile; aussi, sa victoire a semé le désarroi dans les rangs du Parti libéral; en s'emparant de cette forteresse imprenable, le nouveau député a annoncé au gouvernement sa défaite prochaine. La nouvelle de cette victoire a retenti dans la province comme un coup de clairon, dont les échos ne se sont pas encore tus.

Venant après Mégantic, la victoire de Saint-Jean précède d'autres succès que l'Union nationale remportera avant la fin du mois, et alors, les ministériels, qui ne veulent pas encore se rendre compte de l'évidence, seront forcés d'admettre que si la population a semblé avoir retiré sa confiance au parti de l'Union nationale, elle s'est ressaisie depuis 1939, et elle n'attend maintenant que l'occasion de prouver au chef de l'Union nationale, qu'elle le considère comme son défenseur et le reconnaît comme son chef.

Il faut vivre au milieu du peuple pour savoir jusqu'à quel point nos gens étaient consternés d'apprendre, il y a quelques semaines, la maladie grave du chef de l'Union nationale. Il faut avoir constaté de près la joie exprimée par les mêmes gens lorsqu'il fut connu qu'il était hors de danger et qu'il

sera bientôt avec nous, pour savoir toute la place que l'honorable chef de l'Union nationale occupe dans le cœur de ses concitoyens. Il ne peut en être autrement: le peuple fait souvent des comparaisons, et afin de bien juger les hommes, il juge leurs œuvres, et l'œuvre de l'Union nationale de 1936 à 1939 soutient la comparaison avec les 40 années du régime qui nous avait précédés; quant à comparer le travail de l'Union nationale avec ce qu'a fait le gouvernement des hommes nouveaux depuis 1939, je crois, M. l'Orateur, que nos honorables amis, dans leurs plus grands moments d'enthousiasme, n'y ont jamais pensé.

Le chef de l'Union nationale reviendra dans notre parlement mettre ses talents au service de sa province, et il prouvera encore bien des fois dans les années qui suivront que pour lui, le patriotisme est une loi, et non pas un moyen d'arriver.

M. l'Orateur, le discours du trône est indécis. Si le discours du trône ne contenait rien de précis, disait bien peu de choses sur les intentions du gouvernement, par contre, les discours ministériels qui ont suivi nous en ont montré de toutes les couleurs. L'honorable premier ministre a donné le ton et ses disciples ont continué avec une émulation remarquable. En les écoutant, nous avons entendu parler de toutes les questions qui doivent préoccuper ceux qui s'intéressent d'office aux choses publiques, pourtant, il était impossible, dans ces pyramides de mots, déluges de phrases, de trouver des idées nouvelles, une formule nouvelle, une précision quelconque, un programme sur une question importante; rien de cela et rien autre chose que des paroles aussitôt emportées par le vent.

On a parlé de tout sauf des affaires du Québec. En les écoutant, nous nous sommes dit, de ce côté-ci de la Chambre, que nos honorables amis ont beaucoup d'imagination, car ils nous auraient fait faire le tour du monde en première, si nous avions voulu les suivre. Nous aurions préféré qu'ils soient restés dans Québec. Ils ne semblent pas vouloir continuer l'œuvre de l'Union nationale. Il est vrai que ce qu'ils ont fait depuis 1939 n'a rien de bien inspirateur, et il est facile de concevoir qu'ils préfèrent parler de politique internationale, de l'Ancien Testament, ou de toute autre chose que de l'ordre nouveau qui a prévalu dans Québec, après 1936. Et pour cause, car celui-ci ne leur fait guère honneur et ils seraient bien embêtés de causer de leur administration.

Mais, M. l'Orateur, ils ne peuvent nous distraire de notre tâche; nous allons parler des mesures nationales adoptées par notre gouvernement,

et nous demanderons ensuite à la population de Québec, de faire des comparaisons entre les deux systèmes, entre les résultats obtenus par l'un et l'autre. Voyons d'abord certaines déclarations de nos amis d'en face.

Quand le premier ministre dit à la Chambre qu'il ne reste que 212¹ cas de crédit agricole en suspens à l'Office du crédit agricole de la province, cela n'est pas surprenant. La chose est assez compréhensible. Cela provient de ce que des milliers de refus directs ou déguisés ont été faits aux cultivateurs et cela provient du fait que les conditions de prêt sont inacceptables dans la majorité des cas. En sabotant la loi de l'Union nationale, il a imposé des conditions de prêt inacceptables dans la majorité des cas et les cultivateurs sont forcés de retirer leurs demandes. Il n'est pas difficile de régler rapidement les demandes qui vous sont faites, quand on les refuse en grande majorité.

Aussi, le premier ministre n'a pas osé prétendre que les demandes que nous n'avions pu satisfaire ont été satisfaites par son gouvernement. Non, M. l'Orateur, il a dit qu'il ne restait que 212 cas en suspens; nous le savions, et tous les cultivateurs le savent aussi. Il a fort bien dit cependant qu'il y avait plus de 10,000 cas sous étude lorsque son gouvernement a pris le pouvoir; nous le savions, et nous savons aussi que si le gouvernement de l'Union nationale était resté au pouvoir, nous aurions moins de 212 cas en suspens, avec cette différence, toutefois, que nous aurions réglé ces cas en prêtant, tandis que le gouvernement a fait disparaître ces demandes en refusant les prêts demandés, ou en offrant des montants dérisoires, ou encore, en conseillant aux cultivateurs de s'adresser à Ottawa.

Le premier ministre a omis de dire que nous avions consenti près de 15,000 prêts, en moins de trois ans, et chose étrange, dans ce temps, on nous reprochait de prêter trop d'argent aux cultivateurs, sous le prétexte que les cultivateurs ne rembourseraient pas le gouvernement. On nous disait que ce dont les cultivateurs avaient besoin, c'était des petits prêts de \$50 à \$300. J'ai rencontré des centaines de cultivateurs depuis cette déclaration du premier ministre, et je n'en ai pas encore trouvé un seul qui accepte ce point de vue. Après avoir, pendant trois ans, reproché en termes violents à l'Union nationale, d'avoir prêté \$35,000,000 aux cultivateurs du Québec, ils lui reprochent maintenant de ne pas avoir fait plus. Pourtant, tout le monde se souvient de l'opposition faite par le parti libéral, contre cette mesure que l'on a qualifiée de salvatrice.

Nous avons consenti des prêts à près de 15,000 cultivateurs en deux ans et huit mois et ceux-ci, en dépit des ministres libéraux qui disaient que nos cultivateurs ne rembourseraient pas, ont fait honneur à leurs obligations. L'opposition libérale a qualifié d'orgie de dépenses, les \$35,000,000 prêtés à l'agriculture québécoise, et voilà que maintenant, on voudrait que nous ayons consenti 10,000 prêts de plus. Nos amis manquent de logique; ils savent fort bien qu'il était impossible à l'Office du crédit agricole de prêter plus d'argent, d'accorder plus de prêts, en moins de trois ans, et s'ils étaient quelque peu conséquents avec eux-mêmes, au lieu d'augmenter les taux d'intérêt agricoles, ils auraient maintenu les mêmes taux; au lieu de faire un prêt, quand nous en avons fait six, ils auraient consenti le même nombre de prêts avec le résultat que les 10,000 demandes de prêts sous étude en 1939 auraient été satisfaites, plutôt que d'être refusées comme cela s'est produit dans la majorité des cas.

D'ailleurs, les déclarations faites, même après 1939, prouvent bien que le gouvernement libéral n'est pas favorable au maintien de cette politique, puisque, de l'aveu même du premier ministre, il préfère le prêt fédéral au prêt provincial. Sous l'Union nationale, le taux demandé était de 4 % avec facilités de rembourser plus rapidement s'ils le désiraient. Depuis 1939, les cultivateurs doivent payer 5.71 % pour mettre le prêt provincial sur un pied d'égalité avec le prêt fédéral. Il l'a dit lui-même à maintes reprises. J'aurais cru que les efforts du premier ministre auraient eu plutôt pour but de faire diminuer les taux du prêt fédéral; s'il voulait les voir tous deux sur un pied d'égalité. Mais il a sa manière de voir; il a préféré ruiner le crédit agricole provincial pour donner la prépondérance au crédit canadien.

M. l'Orateur, l'honorable député de Bagot a aussi parlé un peu de prêt agricole; il a prétendu que, sous le gouvernement national, la politique s'était infiltrée dans l'Office du crédit agricole; je préfère le prêt fédéral, a-t-il dit, parce que là, on ne fait pas de politique. Jamais, a-t-il dit, un député fédéral a fait des démarches pour obtenir un prêt agricole. En fait, nos honorables députés fédéraux n'ont pas l'habitude de travailler énormément; ils ne nous ont guère habitués à cela; ils se contentent même de peu; ils n'ont pas d'ambitions exagérées. En temps de paix, ils parlent de guerre. En temps de guerre, ils souhaitent la paix, afin de prendre le moins possible de responsabilités.

Mais si l'honorable député a voulu dire qu'il n'y a pas de politique au prêt agricole canadien, je

regrette de lui dire qu'il n'a pas consulté tous les dossiers, et s'il veut se donner la peine d'obtenir des renseignements sur le dossier, prêt consenti, no 6060, il constatera alors qu'un prêt agricole provincial avait été consenti à un cultivateur de Saint-Ambroise de Kildare, comté de Joliette. Un député fédéral a réussi à convaincre ce cultivateur de refuser ce prêt à 4 % d'intérêt et d'amortissement, et par ses démarches, il lui a fait obtenir un prêt fédéral. Je constate par les lettres du prêt canadien, et adressées à ce brave cultivateur, qu'il est question de renseignements fournis par ce député, et qui justifient l'Office d'accorder ce prêt.

Dans une autre lettre, adressée au député, il est dit que grâce à son intervention, son protégé aura son prêt agricole. J'ai ces lettres devant moi, d'ailleurs, M. l'Orateur; j'ai vraiment cru que l'honorable député voulait faire une blague, quand il a dit cela. Évidemment, ces démarches des députés fédéraux n'ont pas été très nombreuses, mais c'est parce qu'il n'y a pas eu beaucoup de prêts consentis, car les démarches ont été aussi nombreuses que les prêts accordés, et même plus.

M. l'Orateur, lorsque nous entendons le chef du gouvernement dire qu'il a fait plus pour l'agriculture que le gouvernement de l'Union nationale, nous n'avons qu'à répéter ces propos sans aucun commentaire; les cultivateurs se chargent eux-mêmes de faire la différence entre les deux gouvernements, et de protester vivement. De même, lorsque le chef du gouvernement actuel affirme que la culture du tabac jaune, dans Joliette, est une initiative libérale, je pourrais lui répondre qu'à ce compte-là, il pourrait réclamer pour son parti toutes les initiatives connues dans le domaine agricole, depuis la Confédération, depuis la culture du blé, jusqu'à la culture de la carotte et même de l'oignon qui est le légume de prédilection du député de Saint-Louis.

Or, il s'agit d'une initiative de l'Union nationale. J'ai toujours dit, ici et ailleurs, que l'ancien gouvernement avait connu avant moi les possibilités qu'offrait cette culture, dans Québec, mais qu'il n'avait pratiquement rien fait de 1930 à 1936 pour la développer, et c'est là le grand reproche que j'ai fait au gouvernement libéral.

Il se dit fier du titre de "député du tabac" qu'on lui a décerné. Il entreprend de faire l'historique de la vaste entreprise de culture du tabac jaune, qui lui tient à cœur et qu'il a popularisée dans sa région dans le comté de Joliette.

Voici ce qu'a fait le gouvernement libéral pour développer cette culture: En 1930, il s'est fait

des travaux d'expérimentation à la ferme provinciale de Deschambault, sur trois arpents; les résultats furent assez prometteurs. Mais, pour une raison ou pour une autre, on a abandonné l'expérience. En 1931, une autre expérience chez M. Alphonse Lafond de Joliette, et qui coûta au gouvernement \$126.14. En 1932, M. Lafond à Joliette se rend dans le comté de Montcalm, chez M. Jean Dépaïron² et risque une nouvelle expérience. Le gouvernement y dépense \$64.60 plus \$6.50 pour des engrais chimiques fournis à M. Édouard Beuparlant de Lanoraie, dans le comté de Berthier.

Ces travaux préliminaires donnent ce résultat concret: en 1933, l'honorable M. Daniel, conseiller législatif et ancien député de Montcalm, obtint pour son comté un octroi qui lui permit de construire un séchoir à Sainte-Julienne. Ainsi, M. l'Orateur, vous constaterez qu'aucun effort sérieux n'était fait de 1930 à 1934, aucun progrès n'était fait. Après quatre ans. On recommence et abandonne des expériences à des endroits différents: aucun résultat concluant n'est obtenu.

En 1934, une compagnie se forme à Joliette, la Cie des Tabacs Jaune-Clair, composée en majorité d'employés du gouvernement. Cette compagnie reçut quelques centaines de dollars d'octroi, dès le début, et cultiva sept arpents de tabac. Je visitai cette ferme quelques fois dans le cours de l'été: le tabac était de pauvre qualité. En 1935, ladite compagnie a doublé sa production dans Joliette et cultive 15 arpents. De plus, elle obtient un nouvel octroi de quelques centaines de piastres du gouvernement pour ensemençer 4 ou 5 autres arpents dans le comté de Montcalm. Aux deux endroits, quelques centaines de dollars d'octroi furent accordés, de même en 1936, alors que 25 arpents furent plantés dans Joliette.

Donc, en sept ans, de 1930 à 1937, le gouvernement libéral a dépensé un capital entre \$5,000 et \$6,000 pour activer cette importante culture du tabac jaune. Le sous-ministre provincial de l'Agriculture était alors de l'avis qu'il fallait laisser le gouvernement fédéral continuer les expériences. Mais, la difficulté venait justement de ce que le Service fédéral des tabacs condamnait lesdites expériences tentées. C'était donc un échec. Voilà où nous en étions après sept ans d'expérience, lorsque le gouvernement national prit le pouvoir.

Je pourrais ajouter d'autres détails que la Chambre n'est pas intéressée à connaître. Qu'il me suffise de dire qu'en 1934, constatant que le gouvernement ne ferait jamais un effort sérieux pour implanter cette culture, et prévoyant la chute prochaine de ce gouvernement, j'avais promis

d'avance l'appui du gouvernement national qui lui succéderait, et le gouvernement national a racheté ma promesse.

En 1936, il y avait en tout 25 ou 30 arpents en culture dans la province, dans Joliette, Montcalm et Berthier, pour le tabac à cigarettes. Après sept années d'hésitation et de tâtonnements, cette culture allait être abandonnée: elle ne le fut pas parce que le régime d'alors mordit la poussière. Quand l'Union nationale prit le pouvoir, en 1936, personne n'avait entendu parler de cette culture. Mais en 1939, après trois années d'administration nationale, il y avait 7,000 arpents cultivés en tabac jaune, comparés à 30 arpents en 1936, et de ce nombre, 4,000 arpents avaient été d'abord défrichés avant d'être cultivés. Alors qu'en 1936, il y avait quatre à cinq séchoirs et une serre à tabac jaune, en 1939, il y avait près de 1,000 séchoirs, des centaines de maisons, de serres, d'entrepôts de toutes sortes, le tout évalué à \$1,000,000 et construit en trois ans.

Tout cela avait surgi grâce au travail de l'Union nationale. En 1936, pas un seul entrepôt pour tabac jaune; en 1939, une usine de 200 par 400³ pieds à deux étages, qui fait travailler, à Joliette, à chaque hiver, 450 personnes. En 1936, à peine quelques personnes travaillaient aux plantations de tabac jaune. En 1936, quelques personnes travaillaient dans les plantations de tabac jaune; en 1939, des milliers de jeunes gens, garçons et filles ont travaillé pour faire la cueillette.

En 1936, \$5,000 ou \$6,000 d'investis pour cette culture: trois⁴ ans plus tard, par les 1,500 constructions de toutes sortes, par la réhabilitation de sols improductifs, un actif agricole dépassant \$2,000,000 est surgi de terre, sans parler qu'à ce chiffre, il faut ajouter la Coopérative des Tabacs Laurentiens, dont la construction a été assurée grâce à la clairvoyance du chef de l'Union nationale. Cette usine, la plus moderne du genre au pays, est évaluée à \$800,000⁵, et est la propriété des cultivateurs producteurs; la supériorité de son outillage est reconnue dans tout le pays, puisque 23 wagons de tabac jaune, venant d'une Coopérative de la Colombie-Britannique ont été traités à Joliette au commencement du présent mois, et qu'une quantité plus considérable encore nous est venue d'Ontario.

C'est cela une initiative libérale? Non, M. l'Orateur, je le répète, la culture du tabac jaune n'existerait plus dans Québec si le gouvernement libéral était resté au pouvoir en 1936, car les amis du gouvernement ont tout fait pour tuer le projet, en allant dans les paroisses de mon comté, pour inciter les cultivateurs à ne pas faire partie de la

Coopérative, leur disant qu'ils se feraient exploiter par cette même coopérative. L'organisation libérale de Joliette, au cours des élections de 1939, a envoyé un grand nombre de lettres aux planteurs de tabac, pour dire qu'on leur avait volé deux sous par chaque livre de tabac qu'ils avaient vendu et mon adversaire lui-même a dit la même chose dans une assemblée à Saint-Thomas de Joliette. En fait d'initiative libérale, concernant cette culture, c'est la seule que je connaisse.

M. l'Orateur, je n'ai pas la prétention de dire ici, et je n'ai jamais dit ailleurs, non plus, que j'avais découvert le tabac jaune; au contraire, j'ai toujours rendu justice à qui justice était due, à certains agronomes qui m'ont aidé, comme j'ai dénoncé ceux qui voulaient nuire au profit, dans cette Chambre et dans mon comté, mais je puis dire que sans le gouvernement de l'Union nationale, cette culture ne se serait jamais développée dans Québec. J'ai été assez heureux de servir d'intermédiaire entre les deux principaux facteurs de production, le travail et le capital: le travail, il était représenté par les cultivateurs de mon comté, auxquels j'offre un tribut d'hommages pour le labeur obstiné qu'ils se sont imposé; le capital, il était représenté par le gouvernement national, dirigé par un homme de tête et de cœur, qui avait compris, dès l'automne de 1936, au cours d'une entrevue de 10 minutes, les possibilités qu'offrait cette nouvelle culture pour Québec.

M. l'Orateur, nous ne produisons pas seulement du tabac à cigarettes dans le district de Joliette: nous produisons aussi des tabacs à pipe et à cigare. Tandis que la situation des cultivateurs de tabac à cigarettes est prospère, si l'on considère qu'ils n'en cultivent que depuis quelques années seulement, la situation des planteurs de tabacs à pipe n'est guère brillante. Ils sont menacés de la ruine, de même que les commerçants qui ont vu leurs chiffres d'affaires diminuer de 50 % depuis trois ans. Pourtant cette culture fut implantée sur des bases solides en 1867 par M. Médéric Foucher de Saint-Jacques, comté de Montcalm, et quatre ans plus tard, en 1871, le premier recensement fédéral révèle que 1,200,000 livres de tabac furent produites dans Québec; c'était le fruit du travail de M. Foucher.

Quelques années plus tard, en 1884, deux paroisses des comtés de Montcalm, Saint-Alexis et Saint-Jacques ont l'une 800 arpents, et l'autre 600 arpents plantés en tabac à pipe. En 1886, la Compagnie manufacturière de tabac canadien de Joliette emploie 102 personnes régulièrement: la même année à l'exposition coloniale de Londres, les

juges font rapport que M. Boucher a exposé les plus beaux échantillons de tabac des colonies. Le 24 février 1890, M. L.-O. Taillon écrit à M. Foucher pour lui dire qu'il est le père de la culture du tabac, et lui annonce qu'il parlera en Chambre sur l'item budgétaire no 105, qui concerne le tabac. L'année suivante, la production canadienne de tabac fut de 4,277,936 livres, et la province de Québec produisait à elle seule 90 % de ce total.

Je cite rapidement ces chiffres, M. l'Orateur, pour démontrer l'avenir prometteur qui s'offrait aux cultivateurs de la région à cette époque. Mais voilà que 45 ans plus tard, en 1936, et après 40 ans de régime libéral, la production totale de Québec n'atteignit que 7,000,000 de livres, tandis qu'en Ontario, dans le même temps, elle passa de 500,000 livres à près de 90,000,000 de livres, principalement en tabac à cigarettes, il est vrai. M. l'Orateur, je ne veux tirer aucune conclusion à la suite de ce bref exposé, ces chiffres en disent plus que je ne pourrais en dire par des paroles.

Je désire simplement attirer l'attention du gouvernement sur la situation actuelle des cultivateurs de tabac à pipe qui sont plus menacés que jamais, et voici pourquoi: la province de Québec est la seule province du pays qui produise du tabac qui se fume à l'état naturel; ce tabac est vendu par des commerçants, et souvent par les cultivateurs eux-mêmes qui le vendent avec d'autres produits de leurs fermes, sur tous les grands marchés de la province.

Or, en 1940, le gouvernement fédéral a imposé une taxe de 10 cents la livre sur ce tabac, et les cultivateurs ne peuvent avoir en leur possession du tabac en feuilles attaché par paquets d'une livre, sans avoir un timbre d'accise de 10 cents sur chaque paquet, et lorsqu'ils viennent sur le marché avec 100 livres de tabac, il faut que les 100 livres soient séparées et qu'il y ait un timbre sur chaque paquet.

Il peut arriver, et il arrive souvent que le cultivateur ne vende pas tout son tabac, et alors ce tabac sèche, et le cultivateur subit une perte de 25 % sur la quantité qui lui reste. Ce traitement est tout à fait injuste; il affecte particulièrement les cultivateurs et les commerçants du district de Joliette, qui eux seuls, produisent et vendent du tabac brut. Des représentations ont été faites à Ottawa auprès du ministre de l'Agriculture; M. Gardiner répondit au mois de juin 1941 que, puisque les droits d'accise sur le tabac manufacturé avaient été augmentés en 1940 de 20 cents à 35 cents par livre, en plus du 8 % de taxe de vente, il n'était que juste qu'une taxe de 10 cents fût imposée sur le tabac brut.

De prime abord, le raisonnement semble logique, mais il faut se rappeler que le tabac manufacturé se vend de \$2.50 à \$3.00 la livre; la taxe de 35 cents ne représente en moyenne que 15 %, tandis que le tabac brut se vend actuellement 5 cents la livre, et ainsi donc, la taxe de 10 cents par livre représente un droit d'accise de 200 % sur un produit brut, et je ne sache pas qu'un autre produit brut soit ainsi taxé. Mais ce n'est pas tout; pour bien prouver jusqu'à quel point cette taxe affecte le district de Joliette, qu'il me suffise de dire à la Chambre, que durant les huit premiers mois qui suivirent l'imposition de cette taxe, le gouvernement fédéral a perçu \$175,000 dont \$156,000 provenant du Québec, et en grande partie du district de Joliette.

À moins que quelque chose ne se fasse sans retard, cet impôt va ruiner une culture, et un commerce qui ont fait la prospérité du district de Joliette. La province de Québec paie 90 % du montant total encaissé par le gouvernement fédéral par cette taxe; qui est injuste, vexatoire, et devrait disparaître. C'est ce qu'ont demandé les 850 cultivateurs de tabac à pipe, et représentant 15 municipalités, qui se sont réunis en congrès à Saint-Jacques de l'Achigan, le 16 décembre 1941. J'assistais à ce congrès, j'ai constaté le malaise qui règne chez les cultivateurs de tabac à pipe et j'attire l'attention du gouvernement provincial sur cette question très importante; j'ajoute que les cultivateurs demanderont des comptes sévères au gouvernement s'il ne trouve pas un moyen pour les sauver de la ruine.

M. l'Orateur, je ne peux me lever dans cette Chambre sans parler un moment du conflit dans lequel nous sommes engagés, et que nous avons toujours présent à l'esprit, sans parler un peu de l'effort magnifique que fait notre province pour assurer la victoire de nos armées. Pour la troisième fois, nous sommes assemblés dans ce Parlement depuis le commencement de la guerre et nous sentons de plus en plus quel terrible danger nous menace; notre civilisation tremble sur ses bases; notre société est secouée dans ses assises profondes, et nous devons nous demander, sans questionner notre effort de guerre, s'il ne serait pas sage d'envisager quelle conséquence a pour notre production agricole la mobilisation, sans discernement, des fils de cultivateurs. Nous voulons défendre notre patrie.

Mais la politique de conscrire et d'appeler sous les drapeaux les fils de cultivateurs sans discernement et sans s'occuper si leur présence est essentielle sur la terre, peut affecter gravement le

véritable effort de guerre du Canada et lui nuire sérieusement. Les fils de cultivateurs devraient rester sur leurs fermes et ils ne devraient pas être mobilisés dans les forces armées. On l'a dit et répété, la production de denrées est aussi nécessaire que celle de bombes et de canons, et il se peut que dans un avenir rapproché, nous soyions confrontés avec ce problème de nourrir, en plus des armées canadiennes et anglaises, des populations civiles considérables.

Or, je connais certains faits qui me font craindre pour l'avenir. Dans mon comté de Joliette, dans la paroisse de Saint-Thomas, un cultivateur du nom de Francis Duval qui avait un fils sous les drapeaux, me disait la semaine dernière que ses deux autres fils venaient d'être mobilisés, et que s'il ne pouvait obtenir une exemption, il ne cultiverait pas sa terre. Dans la même paroisse, Rosaire et Robert Desmarais, orphelins de père et de mère, et qui prennent soin de leurs six frères et sœurs en bas âge, ont aussi reçu leurs avis. S'ils sont mobilisés, cela veut dire une autre terre abandonnée, et la dispersion de la famille. Dans une autre paroisse, à Saint-Félix de Valois, M. Octave Gareau, cultivateur, presque aveugle, me dit que son fils Alfred, sur lequel il compte pour cultiver 250 arpents de terre, a été mobilisé, et il m'annonçait qu'il mettait ses terres en vente.

Ainsi, M. l'Orateur, le problème est sérieux; ces trois cas m'ont été soumis la semaine dernière; je les cite en disant que nous courrons à un désastre si nous ne nous intéressons immédiatement à ce problème. Il demande donc au gouvernement d'intervenir sans délai.

M. l'Orateur, je désire parler d'une autre question qui intéresse particulièrement les gens du nord de mon comté, qui vivent de l'exploitation forestière. Depuis deux ans, au nord des paroisses de Saint-Côme et de Sainte-Émélie, dans le comté de Joliette, il se fait une coupe de bois qui va ruiner des forêts en exploitation depuis 50 ans, et qui ont pourvu aux besoins des habitants de plusieurs paroisses; et du train où vont les choses, dans six ou sept ans, me dit-on, il ne restera rien autre chose que des souches dans le bassin de la rivière Noire, de la rivière Bull et de L'Assomption, et alors, ce sera la misère pour toute une population qui compte sur la forêt pour vivre. Durant les années 1936, 1937 et 1938, nous avons fait une coupe rationnelle, et à chaque printemps, nous faisons du reboisement sur des terrains que la municipalité de Saint-Côme avait été forcée de prendre à sa charge; la coupe qui se faisait durant ces années, dans le nord du comté, était suffisante pour faire vivre nos gens, et le reboisement

que nous avons fait va créer, avec le temps, une réserve communale.

Dans Joliette, on est en train de ruiner les réserves forestières par une surexploitation excessive. Les forêts du Québec disparaissent de façon constante en raison de négligence, d'abus et de mauvaise gestion. Le gouvernement laisse faire à travers la province le pillage du bois en permettant ou en laissant faire des coupes inconsidérées. M. l'Orateur, en 1939-40, il s'est fait dans le nord de Joliette, 10,000 cordes de bois de chauffage, et environ 6,000,000 de pieds de bois de construction; c'était raisonnable; durant l'hiver 1940-41, il s'est fait 5,000 cordes de bois de chauffage, 35,000 cordes de bois de pulpe, et 10,000,000 pieds de bois de construction; et pour la coupe qui vient de se terminer, 1941-42, 3,000 cordes de bois de chauffage, 55,000 cordes de bois de pulpe, et 18,000,000 de pieds de bois de construction. M. l'Orateur, le gouvernement est responsable de cet état de choses, et il est temps, il est grand temps qu'il fasse quelque chose, pour arrêter ce pillage et ce déboisement inconsidéré des forêts afin d'assurer l'existence future des paroisses des montagnes.

Armand Lavergne nous dit, dans son testament politique, que des milliards de dollars de bois sont sortis de nos forêts par le pillage des plus belles forêts du monde, et nos gens, qui ont enrichi les gros commerçants, ont toujours vécu dans la misère; ce pillage se continue sous le gouvernement actuel, digne successeur de l'ancien régime. Le peuple tiendra le gouvernement actuel responsable de ce gaspillage, car puisque gouverner, c'est prévoir, il dira d'un gouvernement imprévoyant, qu'il était un mauvais gouvernement.

M. l'Orateur, jusqu'ici, j'ai parlé de questions concernant surtout mon comté, et le district de Joliette, parce que mes mandants m'avaient demandé de le faire, et parce que je crois que la prospérité future de mon comté est liée à ces questions. Qu'il me soit permis, maintenant, d'exprimer des opinions sur d'autres sujets.

Des membres de cette Chambre, autorisés pour le faire, ont parlé de l'éducation, et je n'ai jamais voulu prendre part à un débat sur l'éducation, parce que je n'ai pas qualité pour le faire. Je me permets tout simplement de rappeler aux honorables députés que l'Union nationale n'a jamais prétendu rénover et transformer l'éducation, mais elle a fait plus pour l'éducation, en trois ans, que nos amis d'en face depuis qu'ils existent. La différence entre les deux gouvernements, c'est que le gouvernement libéral a parlé constamment d'éducation, depuis

toujours, et n'a encore rien fait, tandis que le gouvernement national qui n'a jamais prétendu vouloir refaire notre système, a pourtant encouragé l'éducation dans tous les domaines, et à tous les degrés, depuis l'enseignement primaire, jusqu'à l'enseignement universitaire; c'était notre façon à nous d'être réalistes et pratiques.

C'est le gouvernement national qui a élevé le salaire des institutrices de campagne, qui a décidé la construction d'écoles d'agriculture, de textile, de pêcheries, du commerce, des mines; c'est le gouvernement national, qui, le premier, a abordé de front le problème universitaire; c'est le gouvernement national qui a payé les dettes contractées par l'ancien gouvernement envers les Pères de Sainte-Croix. C'est le chef de l'Union nationale qui a aidé cette noble communauté des Sulpiciens à faire un règlement équitable d'une situation financière menaçante, toujours pour aider l'éducation, et ceux qui s'y dévouent. C'est le gouvernement national qui a bâti le Jardin botanique destiné à devenir, quand nous aurons repris le pouvoir, un modèle du genre, dans le monde entier. Le Parti libéral se vante là où l'Union nationale réalisait des œuvres. Elle a été la première à payer les pensions de vieillesse. Elle a établi les pensions aux aveugles et aux mères nécessiteuses. Le gouvernement actuel a réduit les pensions.

(Applaudissements à gauche)

Nous avons cru, et nous croyons encore, que pour aider l'éducation, le gouvernement aurait dû, avant 1936, et depuis 1939, dépenser plus d'argent en payant de meilleurs salaires aux institutrices, et aux professeurs, en augmentant les subventions aux collèges classiques, en assurant la vie des professeurs des universités, en organisant des laboratoires dans nos universités, en organisant et en bâtissant des écoles techniques.

Voilà un moyen d'aider véritablement l'éducation dans Québec; si l'on constate qu'il semble manquer quelque chose dans certaines maisons d'éducation, je défie qui que ce soit, après enquête, de trouver autre chose qu'un manque d'argent. Si l'on veut questionner les dirigeants des maisons d'éducation et des communautés religieuses dans Québec, dans chaque cas, l'on constatera que ces personnes se sont rendu compte bien avant nous de nos déficiences, mais qu'ils ne les ont pas aidées suffisamment. Ils ne peuvent réaliser leurs projets, parce qu'ils sont mal logés, mal payés, mal outillés. Le gouvernement national a fait un travail énorme, dans ce domaine, en trois ans; nos amis peuvent se frapper la poitrine après 42 années sur 45 de régime

libéral; ils en sont encore à la période des discours et des projets.

M. l'Orateur, nous avons entendu parler de choses assez cocasses depuis le début de la session: un député s'est efforcé de prononcer union comme "oignon". Cela ne m'étonne pas de la part du député de Saint-Louis (M. Hartt); d'ailleurs, l'oignon est son légume préféré, et puis, lui et ses collègues ont versé assez de larmes quand l'Union nationale les a éloignés de la crèche, qu'il n'est pas étonnant qu'il confonde les deux. L'oignon est cher aux fils d'Israël et il insiste sur les origines raciales du député de Montréal-Saint-Louis. Tout de même, j'étais heureux d'entendre le député de Saint-Louis se faire le défenseur du Parti libéral, et je félicite le Parti libéral de son choix; c'est magnifique et tout à fait comme il convient.

Un autre député nous a parlé des taxes en les nommant taxes Duplessis; évidemment, le député ne voyage pas beaucoup, car sur les ponts de péage, il aurait entendu les gens parler de la taxe à Godbout, et jamais, il ne réussira à faire croire aux citoyens de Québec, que la taxe de vente n'est pas une initiative libérale, que nous ne leur envions pas plus que cette autre initiative bien libérale de manger du cheval; il est vrai que nos cultivateurs et nos ouvriers sont déjà habitués avec nos amis à manger de la vache enragée. Taxes Duplessis, non, M. l'Orateur. Elles sont connues sous le nom des taxes libérales. Nous avions réussi à porter les revenus de \$35,000,000 où ils étaient en 1935, à \$67,000,000 en 1939, sans imposer une seule taxe; le gouvernement actuel passera à l'histoire sous le nom de gouvernement de taxes.

L'honorable député de Bagot nous a dit aussi qu'un sous-ministre a profité du prêt agricole sous le gouvernement national. Mais, M. l'Orateur, tous les députés qui siégeaient dans cette Chambre de 1936 à 1939, se souviennent de cette fameuse séance, alors que le premier ministre démontra que six ou sept des membres de l'opposition avaient bénéficié des prêts agricoles, l'un pour son fils, l'autre pour son beau-père, d'autres pour des amis. Tous ces hommes sincères avaient combattu avec violence notre politique de prêt agricole, pourtant ils la trouvaient excellente pour eux et leurs amis.

M. l'Orateur, des députés ministériels nous ont parlé aussi de grandes économies réalisées par le gouvernement libéral. J'admets qu'il y a eu diminution de crédits agricoles, diminutions dans les pensions aux mères nécessiteuses et aux vieillards, c'est peut-être cela que nos amis appellent des économies, mais sous l'Union nationale, ces dépenses étaient un placement, car alors le capital

humain avait la primauté sur le capital argent. Sous le présent gouvernement, on pratique l'économie en laissant les pensions et en refusant les demandes de crédits agricoles.

Les honorables députés ministériels considèrent-ils comme des économies les centaines et les centaines d'augmentations de salaires accordées aux amis du régime, ainsi que la multiplication des emplois. J'en vois qui font signe que non! Dans l'administration des pensions par exemple, lorsque nous avons perdu le pouvoir il y avait un inspecteur pour quatre ou cinq comtés avec 2,200 à 2,400 dossiers à réviser; le tout, salaires et dépenses coûtaient \$3,200 par année.

En 1940, on a nommé un inspecteur par comté, la plupart des inspecteurs ont déjà des emplois; ainsi dans le comté de Joliette, l'inspecteur est un employé régulier des chemins de fer nationaux qui gagne \$180 par mois, chaque dossier coûte maintenant \$4 par année, quand il en coûtait \$1.50 sous l'Union nationale; il n'est pas étonnant que les pensions aient été réduites; économies dans les pensions, diminution des crédits agricoles, oui! Le gouvernement a fait cela, mais son effort pour économiser s'est arrêté là, par contre, augmentation de salaires, et multiplication de positions, favoritisme et népotisme, tout comme avant 1936.

Le peuple sait tout cela et bien d'autres choses encore. Je suis certain que, si demain, la province allait aux "polls", le gouvernement serait balayé; à peu près tous les ministres mordraient la poussière. Le chef de l'Union nationale a donné des coups où il fallait en donner. Ce n'est que partie remise, nos amis libéraux iront bientôt méditer sur la décadence de leur faux libéralisme, dès qu'ils oseront aller au peuple. Car, si quelquefois le peuple retient sa colère, elle n'est que plus terrible lorsqu'il lui donne libre cours, elle augmente alors comme un cours d'eau soudainement gonflé, et lorsque la digue se rompt, cette colère déferle en torrent et renverse les idoles sur son passage.

Les chefs libéraux se croient des géants, parce qu'ils sont juchés sur des échasses; ils ont même voulu faire croire aux électeurs et électrices de Saint-Jean que la défaite de leur parti dans leur comté aurait une influence sur les événements mondiaux et sur le résultat de la guerre. Ils se croient ou se donnent une importance mondiale. Il est temps qu'ils subissent le sort des faux dieux et soient descendus de leurs niches par ceux-là mêmes qu'ils ont trompés avec leur credo du libéralisme, bourré de sophismes, de laisser-faire, d'erreurs politiques de toutes sortes et d'hérésies au point de vue national.

Parce que les ministres du gouvernement actuel ont abusé de la confiance du peuple et de sa générosité, parce qu'ils ont montré qu'ils étaient prêts à livrer la province de Québec, à sacrifier ses meilleurs intérêts, par la centralisation des pouvoirs à Ottawa qu'ils encouragent, par la diminution progressive de nos privilèges provinciaux qu'ils laissent faire, parce qu'ils ont approuvé la canalisation du Saint-Laurent, ils ont prouvé leur incompétence à gouverner la province de Québec et la province leur a retiré sa confiance car c'est ainsi que doit être interprété le verdict de Mégantic il y a deux ans et celui de Saint-Jean, le mois dernier. Ces deux comtés ont dit au premier ministre qu'il n'a plus le droit de parler au nom de la province de Québec et de faire des déclarations aussi contradictoires que celles qu'il a faites au nom des Canadiens français à Rivière-du-Loup, à Toronto, à Oka, et à Saint-Jean et à Huntingdon.

Le verdict de Saint-Jean, c'est la condamnation d'un gouvernement que la population a jugé après l'avoir vu à l'œuvre; c'est toute la province de Québec qui, parlant par l'électorat d'un comté, dit au premier ministre, que pour commander un peuple, il doit d'abord commencer par le respecter en lui disant la vérité.

M. l'Orateur, je termine, non cependant sans vous dire que nous allons continuer de crier partout que Duplessis a fait des œuvres admirables sur lesquelles son nom est gravé, que Duplessis est le successeur de La Fontaine, de Cartier, de Chapleau et de Mercier; comme eux, il veut que la province de Québec soit grande et belle et que sa population soit heureuse; comme eux aussi, il a eu à essuyer la bave des envieux et la haine d'ennemis féroces.

C'est d'ailleurs le sort de ceux qui luttent pour le peuple, car en luttant pour le peuple, il faut combattre ceux qui l'oppriment, il faut combattre les puissants, c'est ce qu'il fait, et comme chef de l'Union nationale, il est toujours au centre de la mêlée dénonçant avec toute son énergie les abus et les scandales, en s'attaquant toujours aux chefs les plus redoutés de la clique. Ses adversaires s'étaient vantés de l'avoir détruit, il est plus fort que jamais. Il demeure le chef des Canadiens français et soyez assurés qu'il y aura demain un deuxième gouvernement Duplessis. Le peuple, lors des prochaines élections générales, rappellera le gouvernement de l'Union nationale. Le gouvernement actuel a définitivement perdu l'appui et la confiance des électeurs qui attendent l'occasion de réélire le parti de l'Union nationale une seconde fois.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)⁶:

M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre ont pour vous de l'admiration pour la façon dont vous présidez nos délibérations. Tous les compliments que vous avez reçus sont bien mérités et j'y joins les miens.

J'ai écouté avec plaisir le proposeur de l'adresse, qui nous intéresse toujours. Le secondeur, le député de Huntingdon (M. O'Connor), a été élu dans un comté qui fut longtemps conservateur. En remportant la victoire dans Huntingdon, il a enlevé un comté aux conservateurs. Sa forte majorité est un triomphe pour sa belle personnalité.

(Applaudissements)

Il nous manque un grand travailleur au début de la session, l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) qui s'est dépensé pour nous.

(Applaudissements)

Dans la province, nous avons besoin d'un homme comme lui et, par conséquent, je lui souhaite une prompte guérison.

Je regrette avec l'opposition l'absence de son chef actif (M. Duplessis), et je suis heureux d'apprendre qu'il nous reviendra lui aussi. En recouvrant la santé, il pourra reprendre une tâche qui lui convient et qui doit être faite. La Chambre a besoin du représentant de Trois-Rivières et il me tarde de le voir revenir.

Le représentant de Matane (M. Gagnon) remplace son chef dans l'opposition. Il sait remplir de façon digne les fonctions de chef intérimaire de l'opposition. Nous comptons sur la collaboration de cet homme de valeur.

Je veux saluer le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu). Je suis heureux de le féliciter pour sa victoire dans Saint-Jean-Napierville. Lui et moi sommes presque du même métier. Nous appartenons à la même profession. Et, en l'écoutant parler, je me disais qu'il est presque bien que les choses se soient passées de la façon que l'on sait au cours de son élection. Il a fait une excellente impression à toute la Chambre en prononçant son premier discours. Il a fait une si bonne impression et une si bonne opinion en cette Chambre, que je serais tenté de dire que nous les ministériels sommes presque tentés d'oublier qu'il a été élu par faute d'impression.

(Applaudissements et rires)

J'ai écouté attentivement le représentant de Joliette (M. Barrette) nous parler surtout de la culture du tabac jaune dans la province de Québec. L'historique de la culture du tabac m'a énormément

intéressé, lorsqu'il en a parlé. Que ce soit un député de la droite ou de la gauche qui s'intéresse à l'agriculture, dit-il, je suis toujours heureux de l'approuver. Le député a fait un tableau qui n'était pas sympathique au gouvernement, mais il plaidait une cause.

Mais, je regrette que le député de Joliette (M. Barrette) ait parlé du député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) et qu'il se soit emporté contre lui. Je n'approuve pas ses dernières paroles. Il a parlé de races. Il n'y a pas de races ici en cette Chambre. Il ne doit pas y avoir de politique de race au Parlement. Il n'y a que des sujets canadiens élus pour représenter le peuple.

(Applaudissements)

Nous sommes prêts à entendre tous les hommes de bonne volonté et il ne faut pas prendre trop au sérieux les remarques faites sur un ton amusant.

Comme représentant d'une division ouvrière, j'ai été intéressé à tout ce qui s'est dit dans le débat au sujet du travail. À ce titre, je veux rendre ici hommage au ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), qui ne fait pas de politique dans son département, mais veut aider tous les ouvriers. Sa politique libérale et progressive a fait beaucoup pour améliorer la situation matérielle des classes laborieuses.

(Applaudissements)

On admettra que le Conseil supérieur du travail a été formé sans que les lignes de parti ne viennent conditionner les nominations. Je remercie le ministre du Travail de nous avoir donné un Conseil supérieur du travail d'hommes très représentatifs et sans attaches politiques. L'opposition ne pourra accuser le ministre d'avoir fait de la politique dans la composition de ce Conseil qui comprend des représentants capables de régler tous les problèmes du travail, parmi lesquels je suis heureux de voir des religieux. Ce Conseil répondait à un besoin et tous les intéressés ont applaudi à sa formation. C'est une œuvre vraiment libérale.

L'opposition insiste tellement sur les pensions de vieillesse, que je dois dire que, si au début de la présente administration, nous avons dû, c'est vrai, réduire le montant de certaines allocations, c'était à cause de la situation financière compromise et confuse dans laquelle nous avaient laissés nos amis d'en face: c'est parce que nous avons succédé à une administration de banqueroute.

L'opposition reproche aussi au gouvernement d'avoir réduit les pensions payées aux mères nécessiteuses. C'est exact. Mais, l'opposition a

oublié de dire que cela était encore dû au fait que le gouvernement actuel fut obligé d'administrer une province en banqueroute.

Maintenant que cette situation est rétablie et qu'on a remis de l'ordre dans les finances de l'État et dans la maison, je souhaite et je peux même dire qu'il sera probablement possible de redresser cette situation. Étant donné que le crédit de la province est maintenant restauré, nous pourrions réajuster ces pensions. En effet, depuis deux ans, nous avons administré la province avec une telle prudence que le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) est en mesure d'apporter et d'annoncer bientôt des élargissements très substantiels à la loi et dans les allocations aux mères nécessiteuses et aux aveugles.

(Applaudissements)⁷

La grosse différence qui existe entre l'administration de l'Union nationale et le présent gouvernement libéral, c'est que nous distribuons l'argent que nous percevons des contribuables. Ce dernier a prévu son budget en fonction de ses revenus et il a effectué des dépenses selon des principes économiques logiques et éprouvés. Alors qu'eux, les nationaux, endettent la province sans se soucier du lendemain. Nos amis d'en face, au contraire, endettaient les générations futures.

Il y a aussi cette différence entre nos amis de l'opposition et nous: Nous pourrions rester au pouvoir 40 ans encore et avoir du crédit aux banques, car avec les libéraux, il y a toujours de l'argent en banque pour nous. Tandis qu'eux, après trois ans de pouvoir, ils ont été obligés de se sauver un samedi après-midi après trois ans d'omnipotence.

(Applaudissements)

Fils de cultivateur, je ne suis pas resté sur la terre, probablement parce que je n'étais pas assez bon pour cela.

(Rires)

Mais je m'intéresse à tous les problèmes des gens de la campagne et je veux dire un mot des bûcherons. Les Québécois obtiennent aujourd'hui de meilleurs prix pour leur bois et leurs produits forestiers, et les travailleurs industriels sont mieux payés que lorsque l'Union nationale était au pouvoir. Les employés de la province reçoivent également une meilleure protection en vertu des contrats d'affaires faits par les libéraux.

Des députés de l'opposition ont dit que les salaires des bûcherons avaient été réduits sous le gouvernement actuel. Voyons si c'est exact. En 1939, lorsque le gouvernement libéral revint au pouvoir, le salaire du bûcheron, pour la coupe du bois dans les contrats à forfait, était de \$1.70 par jour⁸. Cet hiver,

il est de \$2 par jour au moins. En 1939, ceux qui travaillaient à la journée recevaient au plus \$45 par mois. Aujourd'hui, les mêmes bûcherons reçoivent \$60. Grâce à Dieu, nous avons corrigé les lois de l'ancien gouvernement.

Le représentant de Wolfe (M. Lapointe) disait, l'an dernier, que l'Union nationale avait tricoté une loi pour les bûcherons. Le mot est juste car on pouvait passer à travers des mailles pour éviter la loi. Et encore, les lois tricotées par l'Union nationale avaient des mailles tellement grandes et tellement larges que les amis du gouvernement passaient facilement à travers. Les entrepreneurs pouvaient faire fixer un salaire moindre par le sous-ministre du Travail, homme de première valeur, mais qui était obligé d'obéir aux influences. Ainsi, sous l'Union nationale, les salaires pour les travaux de sciage étaient laissés à la discrétion du sous-ministre; aujourd'hui, ils sont de \$42.50 par mois. Les salaires pour les travaux d'entretien des chantiers, sous l'Union nationale, étaient aussi laissés à la discrétion du sous-ministre; aujourd'hui, ils sont de \$60⁹ par mois.

En 1939, les ouvriers de la forêt recevaient \$45 par mois pour la coupe du bois de pulpe et \$32.50 pour la coupe du bois de sciage. Mais les compagnies gardaient le privilège de déterminer certaines conditions qui leur permettaient d'éviter la loi. D'ailleurs, cette loi ne donnait aucune protection ou garantie aux employés des services d'entretien comme les cuisiniers et les conducteurs de voiture. En somme, ceux qui ne bûchaient pas n'avaient droit à aucun salaire minimum. Aujourd'hui, la situation est changée. Le bûcheron reçoit \$52 pour la coupe du bois de pulpe; \$42 à \$50 par mois pour la coupe du bois de sciage et les préposés à l'entretien touchent un minimum de \$60 par mois.

J'ai déjà entendu parler de lois de camouflage en cette Chambre. C'est le nom qu'il faut donner à la loi de l'Union nationale pour les bûcherons.

À propos de salaires minima, je veux protester contre ce qui fut appelé la loi des salaires raisonnables. J'admets que les salaires minimums doivent être plutôt bas, mais, qu'on ne les qualifie pas de "salaires raisonnables". Jamais pareille insulte n'avait été jetée à la face du peuple. Jamais les ouvriers n'ont été aussi insultés que sous le régime de l'Union nationale qui leur a donné une loi qualifiée de "salaires raisonnables" leur assurant de 18 à 20¹⁰ cents de l'heure.

M. Morin (Champlain): Quels sont les salaires de 18 et 20 cents de l'heure?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

Ce sont les salaires payés en vertu de l'ordonnance no 4¹¹. Le ministre du Travail a eu l'honnêteté de dire que ces salaires n'étaient pas des salaires raisonnables mais des salaires minima.

(Applaudissements)

Voix à droite: Très bien.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

Nous avons changé ce mot "raisonnable" pour la définition "minimum". Parce que nous n'avons jamais cru que le patron devait s'en tenir aux termes mêmes de la loi et que le fait de payer un homme un salaire minimum de 18 ou 20 cents l'heure pouvait être considéré comme suffisant et raisonnable.

Un député de l'opposition: Pourquoi le ministre proteste, puisque rien n'a été changé?

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je proteste parce que vous n'aviez pas le droit de dire à un patron: Lorsque vous payez un homme 10 ou 20 cents de l'heure, vous lui donnez un salaire raisonnable.

Je suis heureux de le répéter, c'est qu'il n'y a pas de politique au ministère du Travail.

Il réclame à l'Assemblée législative la réparation d'une injustice pour les fonctionnaires de la province dans leur assurance collective. À l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, dit-il, l'Union nationale a accordé un contrat d'assurance qui frustre les employés de la province d'un droit important.

Et maintenant, M. l'Orateur, je suis obligé de rappeler certaines attaques du passé. Il reproche au régime Duplessis, qui voulait mettre fin aux soi-disant scandales des assurances au cours de deux campagnes électorales, d'avoir privé les fonctionnaires d'avantages considérables sans faire la moindre économie sur la prime.

En 1936¹², l'opposition accusait le gouvernement libéral du temps de favoritisme, de donner les assurances collectives des employés de la province à la même compagnie, pour la raison qu'un des membres de la compagnie était le parent d'un ministre. C'était sous le gouvernement de l'honorable M. Taschereau. La compagnie s'engageait à payer les bénéficiaires, à la mort de l'employé assuré, quel que fût son âge.

L'Union nationale, en arrivant au pouvoir, devait tout changer. Elle a changé de compagnie et a donné le contrat des assurances collectives des fonctionnaires à une autre compagnie, au même

taux¹³ et les primes coûtent exactement le même prix. Mais, il y a une différence dans le contrat: La seule différence c'est que jadis, au temps de l'administration Taschereau, les employés étaient protégés jusqu'à la fin de leur vie, tandis qu'aujourd'hui, en vertu du nouveau contrat, ils sont protégés jusqu'à 65 ans. Ils n'ont droit à rien, s'ils meurent après avoir dépassé cet âge.

En fait, on a changé ceci: la compagnie d'assurance des employés de la province ne paie les bénéficiaires que si l'employé assuré meurt avant l'âge de 65 ans. Les employés en sont rendus à demander au Bon Dieu tous les soirs dans leurs prières, la faveur de mourir avant cet âge peu avancé, pour que la compagnie paie leurs familles et qu'elles puissent profiter de la police d'assurance et soient ainsi protégées. Voilà la différence entre deux régimes.

Je demande à l'honorable premier ministre, à l'honorable trésorier, à tous mes collègues de corriger cette injustice au plus tôt, de rétablir l'assurance collective des fonctionnaires dans son ancien cadre de façon à protéger l'assuré jusqu'à sa mort et non jusqu'à 65 ans. Et cela, même si les employés ont vieilli depuis 1936 et même s'il devait en coûter un peu plus cher.

(Applaudissements)

(Se tournant vers le premier ministre et le trésorier provincial) Tâchez de trouver quelque chose pour corriger cette situation. Redonnez aux fonctionnaires le plein bénéfice de leurs polices d'assurance. Ils ont besoin de cette mesure libérale.

Un mot de l'éducation. Tout le monde dans cette province est unanime à reconnaître que le clergé et les communautés religieuses se sont chargés jusqu'ici d'éducation dans une proportion de près de 100 %. Ils ont tout fait dans le passé pour l'éducation et, comme on l'a dit, avec des ressources limitées. Ils ont déployé un zèle admirable, fait preuve d'une haute compétence et accompli des œuvres magnifiques.

Nous rendons hommage au clergé pour l'œuvre qu'il a faite. Dans la province, nous reconnaissons tout le travail du clergé et des institutions religieuses en matière d'éducation. Mais, aujourd'hui, nous voulons aider tous nos éducateurs à continuer d'améliorer le travail accompli pour l'éducation, et leur donner un coup de main et les moyens nécessaires pour améliorer l'enseignement.

Le gouvernement veut aider davantage les éducateurs par des moyens matériels, pour qu'ils puissent faire encore mieux. Tout ce que désire le gouvernement, c'est de les aider à poursuivre leur tâche et à remporter de nouveaux succès et on nous en fait le reproche. Quelle injustice! Parce que nous

voulons aider le peuple, on nous blâme. L'opposition voudrait donner un sens anticlérical aux réformes que le gouvernement entend faire pour moderniser l'enseignement dans cette province.

On a parlé de l'enseignement de l'anglais. Et bien je dis que nous avons besoin de cette langue seconde. En ce qui concerne son enseignement, l'on s'entend généralement sur la nécessité de l'apprendre. Tout le monde en reconnaît les avantages et tout le monde est en sa faveur comme outil d'avancement, car, tout le monde est pour un meilleur enseignement, qui nous met plus en mesure de traiter d'égaux à égaux avec tous les citoyens de ce pays et nos compatriotes de langue anglaise, qui composent la majorité sur notre continent.

(Applaudissements)

Il n'y a pas de question de race dans Québec. Nous appuyons et saluons tous ceux qui veulent le bien de la province. Nous y retrouverons un moyen additionnel de formation. Cela nous aidera à mieux jouer notre rôle en notre qualité de citoyens d'un Canada qui s'étend d'un océan à l'autre.

Il appuie sur l'importance de développer l'agriculture et la colonisation en cette province. Le député de Témiscouata (M. Beaulieu), dit-il, nous a parlé avec toute son expérience de tout ce qui se fait pour la colonisation. Comme fils de cultivateur, je l'ai écouté avec un vif intérêt. Mon bon ami nous a parlé des animaux domestiques que l'on donne aux colons et des chèvres de l'Union nationale.

Il félicite le premier ministre pour le travail qu'il a accompli en sa double qualité de ministre de l'Agriculture et de la Colonisation. Tous les cultivateurs, dit-il, sont heureux et honorés de voir à la tête de la province un membre de leur profession. J'éprouve une grande fierté de pouvoir dire aux cultivateurs de ma province: Messieurs, vous pouvez marcher le front haut car le premier citoyen de cette province est un des vôtres.

(Applaudissements)

Alors que le gouvernement de l'Union nationale avait l'idée des grandes choses et a bâti et s'est spécialisé dans des monuments à l'imprévoyance, le régime actuel accomplit des œuvres plus pratiques et plus durables. Il ne dépense pas des millions pour des monuments d'extravagance, mais accomplit des œuvres utiles.

Je suis heureux d'annoncer l'entente qui a été conclue entre le gouvernement et la cité de Québec pour la construction d'un marché couvert. C'est ainsi que le gouvernement va se rendre à un désir des cultivateurs, qui viennent de cinq ou six comtés avoisinants, vendre leurs produits au marché

Jacques-Cartier, situé sur les rives de la rivière Saint-Charles au pied de la rue de la Couronne dans le quartier Saint-Roch, en leur assurant, grâce à la coopération des autorités municipales de Québec, un marché couvert. En effet, il y a deux jours, le gouvernement a fait savoir à la cité de Québec qu'il était prêt à s'engager à payer 50 % du coût de la construction de ce nouveau marché dont bénéficieront tous les cultivateurs environnant la ville de Québec.

(Applaudissements)

Ce matin, j'ai reçu un mémoire à l'effet que la cité était prête à coopérer et consentait déjà à payer la moitié des coûts. On s'est entendu sur un projet relatif à la construction des marquises, que l'on construira prochainement. C'est dire que demain, ou plus exactement dans deux mois, les cultivateurs, qui se rendent ici à Québec pour vendre leurs produits seront enfin abrités contre les intempéries, grâce à la coopération de la cité de Québec, que j'apprécie hautement et à la générosité du gouvernement. L'abri en question, le marché Jacques-Cartier, qui sera couvert de marquises et pavé en béton, si ma mémoire est bonne, pourra protéger à la fois les produits agricoles à vendre, les vendeurs et les acheteurs éventuels. Il pourra accommoder à la fois au moins 400 des 600 fermiers qui viendront des six ou sept comtés situés près de la ville pour vendre leurs produits à ce marché local, à l'été et à l'automne. Les travaux commenceront bientôt et devraient être terminés dans une couple de mois.

C'est la réalisation d'un projet déjà si ancien, que l'on se demandait s'il avait quelque chance de réussite. Cette initiative démontre encore que le chef du gouvernement, un cultivateur, comprend les intérêts de la classe agricole.

M. l'Orateur, je terminerai mes remarques à la prochaine séance et j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1942, à la page 3: 218 demandes de crédit agricole en suspens.

2. Dans *Le Soleil* du 7 mars 1942, à la page 3, on rapporte plutôt M. Depaissen.

3. Selon *L'Événement-Journal* du 7 mars 1942, à la page 10: 200 par 240 pieds.

4. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1942, à la page 3: Aujourd'hui.

5. Chiffre du *Canada* du 7 mars 1942, à la page 9: \$300,000.

6. Le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) a parlé pendant une vingtaine de minutes, selon *La Presse* du 7 mars 1942, à la page 35.

7. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1942, à la page 11, le premier ministre et le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette) applaudissent également.

8. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1942, à la page 11: le bûcheron recevait \$1.70 la corde et selon *L'Action catholique* du 7 mars 1942, à la page 2: \$1.70 par mois.

9. Selon *L'Événement-Journal* du 7 mars 1942, à la page 10: \$52.50 par mois.

10. Tous les journaux, sauf *Le Devoir* du 7 mars 1942, à la page 3, *L'Action catholique* du 7 mars 1942, à la page 2, et *La Presse* du 7 mars 1942, à la page 35, écrivent: 18 à 22 cents.

11. L'ordonnance no 4 est la loi sur les salaires raisonnables proposée par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail de la province de Québec. Elle vint en vigueur le 15 mai 1938, sous le régime Duplessis. *Gazette officielle de Québec*, Québec, 5 mars 1938, no 9, vol. 70, p. 1545.

12. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1942, à la page 11: en 1935.

13. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1942, à la page 11: L'Union nationale a fait réduire le taux des primes en s'adressant directement à la compagnie.

Séance du mardi 10 mars 1942

Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que l'honorable Bernard Bissonnette est absent et que M. Valmore Bienvenue, vice-président, le remplace et prend le fauteuil de l'Orateur.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Demandes de documents:**Dépôts des Comptes publics**

M. Gagnon (Matane): Je prierais de nouveau le trésorier de déposer sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics* du dernier exercice. Je lui demande pour la troisième fois de les produire, car je sais qu'ils sont imprimés.

Les *Comptes publics* ne sont pas encore déposés, et ce, contrairement à la loi qui veut qu'au plus tard, huit jours après l'ouverture de la session, ils soient à la disposition des membres de la Chambre. Il cite la loi qui oblige le gouvernement à s'exécuter dans les tout premiers jours de la session: "Le trésorier de la province soumet à l'Assemblée législative les *Comptes publics* et l'état des crédits préparés par l'auditeur, le ou avant le trente et unième jour de décembre suivant l'expiration de l'exercice auquel ils se rapportent, si la Législature est en session, et, si elle n'est pas en session, dans le cours d'une semaine après sa réunion."²

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En fait, mon honorable ami de Matane ne peut prétendre que nous sommes en retard dans la production des *Comptes publics*. Qu'il se souvienne des années 1936-1939 et il verra que les critiques qu'il vient de formuler s'appliquent d'abord à sa propre conduite.

Sous l'Union nationale, les *Comptes publics* étaient toujours produits en retard. Les *Comptes publics* n'ont jamais été déposés au début de la session. En 1937, lorsque son parti était au pouvoir, la session s'est ouverte le 24 février et les *Comptes*

publics ont été déposés le 6 avril: 41 jours après l'ouverture. En 1938, ouverture de la session le 26 janvier et présentation des *Comptes publics*, le 1^{er} mars: 34 jours après l'ouverture. En 1939, ouverture de la session le 18 janvier et présentation des *Comptes publics* le 1^{er} mars: 42 jours après l'ouverture. Pourquoi le député de Matane ne se scandalise-t-il pas de la conduite de son propre parti? La présente session a été ouverte il y a 15 jours seulement. Nous produirons les *Comptes publics* le plus tôt possible. Le représentant de Matane peut être assuré que je les déposerai longtemps avant le budget.

(Applaudissements à droite)

M. Paquette (Labelle): J'insiste à mon tour sur la production des *Comptes publics* sans délai. Si dans le passé on a mal fait les choses, ce n'est pas une raison pour continuer. Si l'on a cru que l'Union nationale a mal agi, pourquoi ceux qui se prétendent de la race pure continuent-ils à mal faire? Pour les ministériels, eux, les vertueux, eux, les sans taches... les purs...

Un député ministériel: Ce qualificatif fut toujours l'apanage exclusif du parti qui porta tour à tour les noms de tory, castor, union nationale, etc.

(Applaudissements de la droite)

M. Paquette (Labelle): Lorsqu'on mange du cheval, on a la force d'applaudir! Si l'Union nationale s'est trompé, il est grand temps qu'ils fassent mieux, eux surtout sur qui le scandale ne prend pas.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 6 mars courant, sur la motion, proposée par M. Dumoulin, dont elle a été saisie mercredi le 25 février dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien

vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):

M. l'Orateur, je suis heureux de vous voir au fauteuil. Vous êtes aussi généreux que M. l'Orateur et j'ai besoin de votre indulgence.

Je remercie la cité de Québec d'avoir coopéré avec le gouvernement pour assurer à Québec un marché couvert. L'honorable premier ministre a dit: "Gardons nos propriétés". Je fais mienne cette parole et j'ajoute que c'est de la prévoyance surtout en temps de guerre. Le moyen d'aider nos cultivateurs à garder leurs propriétés, c'est de leur assurer un marché où ils pourraient vendre leurs produits sans passer par les intermédiaires. Il conseille fortement aux agriculteurs de rester sur leurs terres et aux gens des villes et villages de garder et de développer leurs propriétés. À l'heure actuelle, certaines conditions font que les acheteurs sont nombreux, les offres alléchantes. Mais il faut se rappeler que cette situation est temporaire, anormale. Gardons-nous un pied-à-terre, dans cette province, et demain, nous serons heureux d'avoir été prévoyants.

Il favorise les meilleures relations possibles entre le provincial et le fédéral, ainsi que de la coopération des deux administrations dans les efforts de guerre du Canada.

Il explique comment le nouveau gouvernement a su améliorer les lois sociales dont bénéficient plusieurs milliers de personnes.

Je vais suivre l'opposition sur le train qu'elle a choisi. Le thème favori des critiques du gouvernement est la rengaine connue: "Nous avons dépensé beaucoup d'argent, mais nous avons donné des pensions et des travaux! Nous avons sauvé la race!" Est-il besoin d'ajouter que cela est faux?

Dans ce débat, l'opposition cherche à se vanter d'avoir sauvé la province et la race quand elle était au pouvoir. Je crois plutôt qu'en endettant les générations à venir, l'Union nationale a nui à la province et à la race. Nos amis d'en face auraient pu éviter une trop grande augmentation de la dette en collaborant avec le pouvoir central et en acceptant les millions qu'on offrait à la province.

Les gens de l'Union nationale s'excusent d'avoir augmenté la dette de la province en disant qu'ils ont fait exécuter de grands travaux pour remédier au chômage. L'excuse est vaine, car au cours des années de dépression, le gouvernement fédéral a offert aux provinces de négocier des

ententes, pourvu que les provinces acceptassent un certain contrôle fédéral. Ottawa, étant alors bien disposé à payer sa part, s'engageait à payer 40 % ou 50 % des travaux entrepris pour remédier au chômage et venir ainsi en aide aux chômeurs, pourvu que les provinces se soumettent à un contrôle nécessaire. Comme nos amis d'en face voulaient faire de ces travaux une question de patronage et une question politique, ils ont renoncé au concours du gouvernement fédéral et mis sur les épaules des générations futures une dette énorme. Mais, il était convenu que ces travaux ne devaient pas être un moyen de faire du patronage politique.

Or, l'Union nationale se sentait gênée d'entreprendre ces travaux publics avec l'aide d'Ottawa et par les restrictions qu'imposait Ottawa pour sa contribution. Elle refusa de collaborer avec le fédéral pour régler les problèmes relatifs au chômage, entre autres. C'est pourquoi, l'Union nationale décida donc d'entreprendre seule ces travaux de chômage et d'en payer le coût. Nous avons ainsi perdu et ceci a coûté à la province au moins \$55,000,000³.

Mais, pouvons-nous dire que le gouvernement du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) a payé seul ce que cela coûtait? Malheureusement non. Il a négligé les offres de millions du pouvoir central et ainsi endetté la province. Ce sont les générations futures qui devront payer pour les excès commis. L'Union nationale a mis ainsi une dette énorme sur leurs épaules. Je dis que c'était le devoir de l'Union nationale de profiter des avantages offerts par le fédéral. Mais, parce que le gouvernement Duplessis refusa de négocier une entente pour des motifs de partisanerie politique, et parce qu'il a négligé de percevoir des millions d'Ottawa de 1936 à 1939 pour des travaux publics et d'exécuter ces travaux aux dépens seulement de la province, j'ajoute qu'il est responsable d'avoir augmenté la dette de la province de \$50,000,000 à \$100,000,000. Je dis que les ministres de l'ancienne administration sont aussi personnellement responsables de cette augmentation de dette. L'Union nationale doit seule ainsi porter la responsabilité d'avoir pour autant endetté la province.

Le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) a dit qu'il fallait avant tout sauver l'autonomie de la province dans nos ententes avec Ottawa. Il a prétendu que l'accord signé entre Ottawa et le gouvernement Godbout ne peut être honnête, pour cette raison que le fédéral s'engage à verser à la province une somme équivalente aux montants qui auraient été perçus en taxes sur les corporations et en

impôts sur le revenu. Cette théorie est fausse. Nous sommes en guerre et le gouvernement fédéral absorbe la grande partie des profits réalisés par les compagnies ou les individus. La taxe sur les successions n'est pas concernée dans l'entente conclue avec Ottawa. Si cette entente a été conclue, relativement au transfert de la taxe sur les revenus des individus et des compagnies, c'est un peu pour empêcher que les provinces augmentent le taux des taxes.

Ottawa s'est rendu compte que dans certaines provinces, on aurait pu être tenté d'augmenter l'impôt ou la taxe sur les corporations. Le gouvernement fédéral, en assumant la perception des impôts sur le revenu et les corporations, n'a d'autre but que celui de plafonner ces taxes de façon que les provinces ne puissent les augmenter au détriment des sources fédérales de revenus. Ainsi, afin de mettre un plafond à ceci, comme il en a mis un dans les autres domaines économiques, le fédéral a demandé qu'on lui concède certains droits acquis, qu'il s'est engagé à remettre après la guerre.

Certains députés de l'opposition se posent faussement en grands patriotes. Non seulement nous voulons sauver l'autonomie de la province, mais, si nous avons pris certaines décisions, c'est afin que soit sauvée aussi la vie même de la seule Assemblée législative française provinciale d'Amérique!

(Applaudissements)

Et c'est pour cette raison que nous aidons de toutes nos forces le pouvoir central à gagner cette guerre. Le député de Saint-Jean-Napierville a critiqué l'assurance-chômage en disant que ceux qui paient actuellement les primes d'assurance n'en profiteront jamais. Cela est bien possible. Mais, s'en plaindre ce serait faire comme ce brave homme qui disait: "Il y a 25 ans que je paye des primes d'assurance contre le feu et je n'ai pas encore passé au feu!" C'est comme s'il regrettait d'avoir payé des primes d'assurance contre le feu, parce que jamais un incendie n'a éclaté chez lui.

(Applaudissements)

Le député de Saint-Jean-Napierville a parlé du frère Marie-Victorin et du Jardin botanique. Je veux rendre hommage à la science du frère Marie-Victorin, un religieux qui fait honneur à sa province et à son pays. Mais, lorsque le gouvernement a constaté que le Jardin botanique était une entreprise au-dessus de nos moyens, nous avons cru devoir pratiquer une saine économie. En effet, la province n'avait pas les moyens de construire et d'entretenir pareil "éléphant blanc" et de faire du Jardin botanique de Montréal la plus grande et la plus merveilleuse organisation du genre au monde.

Lorsque nous avons décidé de couper court à ce rêve, c'est parce que nous savions que demain, nous aurions à faire face à nos obligations. C'est l'Union nationale qui a saboté le Jardin botanique à Montréal en voulant faire trop beau et trop dispendieux pour la qualité financière de la province, et en ne tenant pas compte des disponibilités de la province. Le gouvernement libéral s'est dit que les dépenses ne pouvaient continuer à cette allure parce que la province ne pourrait respecter ses engagements.

Et, puisque je suis sur ce terrain, je me permets de toucher à une entreprise située dans le comté du représentant de Matane (M. Gagnon). Dans ce comté, on a construit au temps de l'Union nationale un sanatorium à Mont-Joli. Lorsqu'on le voit, on a l'impression qu'on a voulu donner de beaux et de gros contrats et non construire quelque chose correspondant à des besoins. On a voulu faire grand d'abord. Le sanatorium est beau. Mais, il y a quelque chose qui ne va pas avec ce sanatorium. Il a un léger défaut: il a été bâti à l'envers.

(Rires)

Contrairement au bon sens, les solariums sont placés au nord, où il n'y a pas de soleil, quand ils devraient être au sud; les cuisines, la buanderie et l'aile de l'administration sont au sud, quand elles devraient être au nord. J'ai toujours cru moi qu'il fallait d'abord penser au bien-être des malades.

M. Gagnon (Matane): Le ministre des "banquets" aurait dû consulter son collègue du cabinet, le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) à ce sujet. Il m'a déclaré que le sanatorium de Mont-Joli était le plus bel hôpital de la province. Le député de Saint-Sauveur s'y connaît mieux en banquets qu'en hygiène.

L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): Je remercie mon honorable ami le député de Matane de m'avoir appelé le ministre des "banquets". C'est peut-être vrai. Le chef de l'opposition fait remarquer que j'assiste souvent à des banquets. Si l'on m'invite tant, c'est peut-être parce qu'on ne s'ennuie pas trop en ma compagnie et que l'on croit que je suis un homme de bonne compagnie.

(Applaudissements)

Quant au sanatorium de Mont-Joli, le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) a pu parfaitement dire que c'est le plus bel hôpital de la province. Mais, je maintiens ce que j'ai dit. Il sait, dit-il, que le député de Matane n'est pas responsable de cette erreur. Et si

le sanatorium n'est pas bâti à l'envers, et que les autorités médicales affirment le contraire, et bien, je suis prêt à reprendre mon siège immédiatement.

(Applaudissements)

Il parle ensuite de l'autonomie de Montréal. L'opposition, dit-il, nous a reproché ce que nous avons fait pour Montréal. La province de Québec ne pourrait avoir une économie stable et balancée sans la métropole. Elle ne peut pas être prospère si la métropole du Canada, la ville de Montréal, ne l'est pas. Le gouvernement actuel ne craint pas de prendre ses responsabilités envers Montréal. Mais, parce qu'un ressort était détraqué, nous avons demandé à la Commission municipale d'aider la ville de Montréal. Aujourd'hui, la situation s'améliore et Montréal se relève très rapidement au point de vue financier. Dans quelques années, ceux qui nous critiquent seront les premiers à nous féliciter. Le mérite reviendra au Parti libéral d'avoir remis Montréal sur pied. On dira que le gouvernement actuel a sauvé Montréal de la faillite.

(Applaudissements)

J'en arrive aux critiques formulés par le représentant de Dorchester (M. Bégin). Les lieux communs sur les pensions et les dépenses ne pouvaient suffire à l'organisateur en chef de l'Union nationale. Il a voulu parler de ce qu'il appelle les "scandales du régime actuel" à propos de prétendues ventes de positions au bureau de placement de Québec et d'un pont construit dans un champ, a-t-il dit.

Sans doute, le député de Dorchester voulait parler en premier lieu d'un incident survenu au bureau de placement provincial. Des accusations ayant été portées contre des employés, dont quelques-uns nommés par l'Union nationale, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a suspendu des employés et prié le procureur général de procéder à une enquête. Cette dernière a été faite avec soin par les meilleurs juges que l'on a pu trouver et soigneusement conduite par des policiers expérimentés. Rien, absolument rien n'a été découvert de fondé dans les accusations. Cette enquête sérieuse a blanchi tous les employés du bureau de placement de Québec, d'ailleurs placés par l'Union nationale, et n'a pu démontrer aucun scandale. J'ai demandé au ministre non seulement de réinstaller les employés mais de leur payer le temps perdu.

(Applaudissements)

Si quelques indécrottables furent commises, ce fut par deux personnes, qui n'étaient employées ni directement ni indirectement par le gouvernement,

qui avaient commis des irrégularités. Le département du Travail est sorti absolument indemne de cette enquête. Voilà de la politique de commérage, M. l'Orateur, de l'éloquence de corde à linge, comme on dit dans le langage populaire. Je demande aux honorables membres de la Chambre de nous éviter cela. Pourquoi ne pas se renseigner avant de lancer de telles choses?

À propos du pont, qui aurait été construit en pleins champs, l'histoire est claire et voici les faits. En 1941, Québec avait plusieurs chômeurs d'un certain âge qui, pour cette raison, ne pouvaient trouver d'emploi dans les usines de guerre. On faisait des travaux de voirie dans le comté de Lévis. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) demanda alors aux ingénieurs de la Voirie, s'il y avait des travaux à faire pour donner du travail immédiatement à 50 ou 100 pères de famille de Québec et de Lévis. On lui répondit qu'il n'y avait pas assez de travaux pour donner du travail aux chômeurs.

Les ingénieurs ont suggéré au ministre des Travaux publics, attendu que l'outillage nécessaire était disponible, de construire un pont, qui ne devait pas être construit avant un an. Le pont a donc été construit et il sera bientôt installé. Il se trouve sur le tracé d'une grande route que l'on construira d'ici un an ou deux. Aujourd'hui, il semble jeté au milieu d'un champ; mais demain, il sera sur la voie publique et je dirai à nos amis de l'opposition que ce ne sera pas un pont de péage.

(Applaudissements)

La différence entre l'Union nationale et l'administration actuelle est la suivante: sous l'ancien régime, les scandales étaient permis sans aucune intervention, tandis que sous le gouvernement actuel, ils sont punis dès qu'ils sont découverts.

Le député de Dorchester dit souvent que l'honorable premier ministre parle trop souvent de notre participation à la guerre et qu'il est trop préoccupé par celle-ci. Nous sommes en guerre. Dans la province de Québec, nous sommes unanimes à dire que nous devons aider volontairement les Alliés, unanimes aussi à dire qu'il faut éviter la coercition; nous sommes en effet presque tous contre la coercition dans le service militaire. Le Parti libéral reste pour la participation et la défense de la démocratie, mais contre la coercition. Dans l'ensemble, le Canada ne doit rien négliger pour contribuer à ce que la guerre soit gagnée, mais il faut prendre soin de ne pas déranger l'unité qui existe encore au sein du dominion. Il ne croit pas qu'il y

avait une forme de coercition et il est convaincu que tout le monde voulait faire sa part sans en être forcé.

Il y a des gens, dit-il, qui prennent des moyens pour empêcher la coercition; mais, il se trouve d'autres gens par contre, pour exploiter cette question extrêmement délicate, pour laisser percer dans leurs discours des considérations partisans ou de mesquine politique et qui seraient prêts à provoquer la coercition. Ils seraient heureux de voir le gouvernement employer pareilles méthodes. Laissons-leur la responsabilité de tout cela.

Il y a des gens qui placent l'intérêt du pays avant tout; d'autres laissent percer des considérations partisans dans la discussion. Oui, le premier ministre de ma province, conscient du danger qui nous menace, a voulu prendre ses moments de loisirs, qu'il avait cent fois mérités, pour aller un peu partout chez nous prêcher ici et là la cause de notre participation et évangéliser de ses convictions politiques; il veut protéger l'unité nationale et défendre la démocratie dans le monde. Il a fait son devoir. Chaque fois qu'il a pris la parole, il a voulu aider la cause et en même temps préserver cette unité nationale en exprimant les sentiments du peuple canadien-français dans des termes qui ont été approuvés par le pays tout entier.

(Applaudissements)

Il a demandé aux gens de la province de Québec de faire leur devoir et d'appuyer la cause des alliés. La parole du chef du gouvernement a porté des fruits merveilleux dans la province et dans tout le pays.

(Applaudissements)

Le résultat de cette heureuse propagande est magnifique. Il suffit de voir avec quel empressement le peuple a souscrit à l'emprunt pour s'en convaincre. Je vais vous en donner qu'un exemple. Je n'irai pas le chercher dans les grandes et grosses compagnies, des 30 corporations qui financent nos amis d'en face, parce que nous sommes en faveur de l'étatisation de l'électricité et afin d'empêcher le gouvernement actuel de donner suite à son programme d'étatisation des ressources naturelles. Cet exemple, j'irai le chercher auprès du petit peuple chez les petits et les humbles, chez les employés de la construction de l'égout-collecteur à Québec, qui étaient tous des chômeurs nécessaires avant leur embauchage. Ce petit groupe d'ouvriers, qui ne sont pas certains de pouvoir travailler toute l'année, ont souscrit \$8,350⁴ à l'emprunt de la Victoire de la semaine dernière. Ils versent en plus \$105.55⁵ par semaine pour les timbres et les certificats d'épargne de guerre.

(Applaudissements)

Dans cette guerre, nous voulons que nos foyers, nos croyances religieuses soient préservés. L'appel de l'honorable premier ministre a été entendu et chacun fait sa part pour aider à gagner la guerre. M. l'Orateur, l'horizon est plutôt sombre en ce moment, mais les jours meilleurs viendront. La victoire couronnera les efforts des hommes d'État comme l'honorable premier ministre de cette province et des braves ouvriers comme ceux dont j'ai parlé. La victoire couronnera le dévouement et le courage de nos vaillants soldats.

Il termine en démontrant comment le peuple du Québec est conscient de la part qu'il joue pour la défense du pays. Les discours du premier ministre (l'honorable M. Godbout) ont clairement démontré que le Québec souhaitait et était même impatient de faire les sacrifices nécessaires pour assurer la victoire des Alliés. Il souligne que les Canadiens français reconnaissent que leur pays s'étend d'un océan à l'autre, qu'il va au-delà de la province de Québec.

L'attitude du premier ministre a déclenché des ardeurs salvatrices. On en trouve des exemples partout: chez l'ouvrier, chez le cultivateur, chez toutes les classes de la société, conscientes de jouer un rôle national. La bataille que nous livrons contre le fascisme est terrible, dit-il. Je demande à Dieu de protéger ma province et de nous donner cette victoire le plus tôt possible. Mais, je le prie de sauver ma province, mon pays, le Canada et ma patrie.

(Applaudissements)

M. Morin (Champlain): M. l'Orateur, je suis heureux de me joindre à tous ceux qui m'ont précédé pour offrir des félicitations au proposeur et au second de l'adresse. C'est une tradition qu'il importe de perpétuer parce qu'elle est une des affirmations de notre caractère français, dans lequel la courtoisie tient une si haute place.

Avec tous les membres de cette Chambre, M. l'Orateur, je regrette l'absence du chef de l'Union nationale. Même ceux qui ne partagent aucunement ses convictions admettront, je crois, qu'il manque quelque chose à la physionomie de cette Assemblée quand le pupitre du député de Trois-Rivières n'est pas occupé par son titulaire. L'ex-premier ministre s'est tellement identifié à la vie parlementaire de cette province qu'il est difficile de concevoir une session sans lui. Le ciel a sans doute permis cette épreuve temporaire pour nous faire réaliser davantage le rôle éminent de ce grand politique. Je sais que mon chef a, depuis assez longtemps déjà, quitté la phase dangereuse de sa maladie. La province aura le privilège de bénéficier de nouveau,

avant peu, de ses connaissances brillantes et de son dévouement illimité et ses amis anticipent déjà la joie que leur causera son retour en cette enceinte.

M. l'Orateur, on a parlé de la guerre qui ensanglante présentement l'univers. Il me semble qu'il serait inutile d'insister sur la loyauté de la province de Québec en ces heures tragiques. Me pardonnera-t-on de citer ce cas personnel: père d'une famille de 14 enfants, deux de mes fils ont été appelés dans l'armée. Ce fait pourrait être le meilleur témoignage de mes sentiments face à cette guerre. Les cœurs de père comprennent ce que cela signifie car c'est par milliers que ces drames intimes se répètent. Notre loyauté, elle est là, dans l'acceptation des sacrifices douloureux, par devoir envers la patrie et par soumission à l'autorité légitime.

Je représente, M. l'Orateur, un comté mi-urbain, mi-rural. En fait, 63 % de la population de Champlain appartient à la classe agricole, les autres électeurs étant des ouvriers. On ne s'étonnera donc pas si je signale dès le début de mes remarques les plaintes sérieuses et nombreuses des fidèles ouvriers de la glèbe, pour le sabotage d'une des plus fécondes lois de l'Union nationale, celle du prêt agricole. Le gouvernement a saboté toutes les législations de l'ancien cabinet. Il a aussi réduit certaines pensions et n'a pas donné à la colonisation l'essor qui s'imposait. La loi du crédit agricole, parce qu'elle n'exigeait qu'un bas taux d'intérêt et des versements réduits, permettait au cultivateur d'équilibrer son budget; elle assurait aussi un loyer général, de l'argent dont toute la communauté rurale bénéficiait. Le gouvernement actuel a liquidé les demandes d'emprunt qui restaient par un procédé bien simple: il les refusait.

De plus, il a haussé le prix de l'intérêt et augmenté les versements, enlevant ainsi au crédit agricole provincial un de ses principaux avantages. Dès que le régime actuel eut pris le pouvoir, les cultivateurs apprirent avec tristesse qu'il rendait si onéreuses les conditions d'emprunt et de remboursement, que le recours à cette mesure sage devenait inutile et impossible. Ceux qui avaient été sauvés d'une situation voisinant souvent la faillite remerciaient le ciel d'avoir profité d'une initiative aussi sociale, tandis que les autres, ceux qui avaient aussi profité indirectement de la loi, par les millions mis en circulation parmi eux, comprirent la différence entre un gouvernement soucieux, avant tout, du bien-être du peuple et un régime préoccupé particulièrement des combinés d'amis.

M. l'Orateur, le comté de Champlain est habité par une population courageuse, mais que la

crise affecta péniblement, surtout pendant les années d'imprévoyance d'un régime dont un des principaux représentants était le premier ministre actuel. Pour gagner honorablement leur vie, plusieurs de nos gens s'imposèrent volontairement les sacrifices inévitables d'une émigration vers des terres neuves de colonisation, et ils se lancèrent de cœur ferme à l'assaut du territoire de l'Abitibi et du Témiscamingue.

Depuis l'exode organisé, je n'ai jamais cessé de m'intéresser personnellement à nos colons, et, depuis des années, je n'ai jamais manqué d'aller passer quelques semaines dans les centres que leur magnifique dévouement a constitués. Je sais donc ce dont je parle pour l'avoir constaté de mes propres yeux et non pour l'avoir appris par des rapports souvent déformés au cours de leurs transmissions. Lorsque l'Union nationale fut à la tête de la province, une impulsion nouvelle marqua la vie de la plupart des colonies, le sort de ces hardis pionniers devint plus tolérable; l'espérance grandit dans les foyers, parce que les moyens de subsistance augmentaient.

M. l'Orateur, j'entendais, l'autre jour, l'honorable premier ministre prétendre que jamais les colons n'avaient été aussi heureux que depuis 1939. Franchement, je me demande s'il s'est donné la peine d'approcher d'un rang de colonisation pour oser peindre un tableau aussi riant. Je crains fort que sa bonne foi n'ait été surprise par des rapports de fonctionnaires inspirés par l'idée de plaire à leur patron. Les savantes et laudatives descriptions faites de l'intérieur des bureaux de colonisation ne cadrent pas toujours avec les faits.

En septembre dernier, j'ai accompli ma randonnée habituelle, visitant, tout spécialement dans quatre paroisses du canton de Monbeillard. J'y ai séjourné; j'ai vécu avec les colons, j'ai mangé avec eux, j'ai passé des soirées au milieu de leurs chaumières sans joie. Partout, il m'est pénible de le révéler, j'ai trouvé désillusion, angoisse, mécontentement. Aujourd'hui, ces colons souffrent et il faut faire quelque chose pour eux.

Quelqu'un écrivait qu'on ne fonde pas des empires du fond d'un cabinet de philosophe. De même, jamais on n'assurera la prospérité de la colonisation en acceptant comme parfaites des situations décrites dans des rapports qu'on lit dans des bureaux luxueux. Il faut coudoyer ces gars de chez nous, qui ont du cœur tout plein, mais qui sont humains, pour comprendre leurs problèmes et réaliser leurs besoins.

M. l'Orateur, je ne crains pas d'affirmer que les colons ont de la misère, présentement, et qu'ils ne

sont pas satisfaits des prétendues belles politiques du gouvernement. On a parlé des tracteurs employés pour faire des travaux de colonisation. Ils regardent avec dédain et désespoir les tracteurs et autres machines modernes dont parlait le premier ministre. On a négligé de fournir une compensation aux colons à qui on a enlevé le gagne-pain qui leur était auparavant assuré, pour faire l'ouvrage de ces machines sur les chemins. Au temps de l'Union nationale, ce sont les colons qui faisaient les chemins. Et ils ont besoin de ce revenu. Car qui croira qu'avec les primes de défrichement et d'ensemencement, un homme puisse suffire à l'entretien fort modeste d'une famille, pendant plusieurs années?

Certes, M. l'Orateur, si en plus d'utiliser des tracteurs, on avait remplacé le gain ordinaire des colons d'une autre façon et par autre chose, personne ne trouverait à redire, car il est évident que l'outillage moderne réalise des merveilles dans certains domaines. Mais actuellement, la machinerie fait l'ouvrage et le colon, lui, ne reçoit rien, il ne reçoit plus aucun salaire. Il faudrait donc, en plus du travail des machines, assurer la vie du colon.

Mais les colons ont pour le régime actuel le triste privilège de s'asseoir à la porte de leur modeste habitation pendant que quelques favoris de la ville dirigent des mastodontes d'acier qui exécutent, en une journée, la besogne que leurs bras ardents prenaient des semaines à terminer. Pourtant, même dans nos vieilles paroisses, nos fermiers ont souvent besoin du revenu de travaux de cette nature pour parvenir à joindre les deux bouts.

Il n'y a donc pas à s'étonner si des colons qui sont appelés à tout créer dans un domaine agricole sont impuissants à vivre sans ces entreprises gouvernementales. L'Union nationale avait compris ce besoin essentiel, et c'est pour cela que l'on gravelait les routes, une fois qu'elles étaient ouvertes.

Aujourd'hui qu'ils sont privés de ces secours, les colons, du moins dans le coin de pays que je connais bien, sont forcés dans la pratique d'acheter à un magasin qui jouit d'une reconnaissance en quelque sorte officielle, et aux conditions qu'on y impose. Jamais ils n'ont l'avantage de profiter des quelques piastres qui leur ont été versées par les autorités; tout doit immédiatement être passé au magasin-monopole, sous peine de crever de faim la saison suivante. C'est ça la liberté et le bonheur qui ont arraché des exclamations au premier ministre, M. l'Orateur!

La population ouvrière de mon comté connaît des jours meilleurs, M. l'Orateur, à la suite des activités industrielles accrues par les besoins de la

guerre. Le gouvernement n'en peut réclamer le moindre mérite, parce qu'il n'a rien fait dans ce champ. Le gouvernement Godbout ne saurait certainement pas se vanter d'avoir ranimé l'emploi, alors que ce regain d'activité est dû entièrement à l'industrie de la guerre qui a assuré une reprise de l'emploi. Cette reprise des affaires n'a cependant pas suffi pour faire disparaître complètement le chômage. Il reste, malgré tout, quantité de nos gens que l'industrie normale ne peut absorber, soit à cause de leur âge, soit à cause de leur état physique, etc. Certes le chômage à l'état aigu n'existe plus. Cela ne devrait pourtant pas justifier le gouvernement d'abandonner ceux qui souffrent sans qu'il en soit de leur faute.

On sait, M. l'Orateur, que les usines refusent de prendre dans leurs rangs des ouvriers dans la force de l'âge, parce qu'ils représentent un risque plus élevé au sens de la loi des assurances. On se trouve en présence d'une situation antisociale à laquelle le gouvernement devra certainement trouver une solution. Une classe d'hommes se constitue, formée de gens condamnés au chômage bien qu'en état de travailler. Ce n'est pas avant 70 ans qu'ils pourront recevoir les secours auxquels ils ont droit. C'est une tragédie. Cette situation est inhumaine et c'est le devoir des autorités de la corriger. Leur nombre, même s'il est bien inférieur à ce qu'il fut, est encore trop grand, et il appartient au gouvernement de trouver une solution.

Il est intolérable de songer que des êtres humains qui ont consacré leurs forces à des besognes constructives soient ainsi abandonnés. Ils sont encore relativement vigoureux, mais ils subissent l'inévitable loi des conditions de la vie moderne. Hier encore, c'étaient des jeunes gens pleins d'ambition et d'ardeur, que l'industrie utilisait à plein rendement. Aujourd'hui, on les refuse partout, et ils sont loin de la période où l'État peut leur verser une allocation de vieillesse. Leur sort est pénible à fendre le cœur, et le gouvernement ne devrait pas se retrancher derrière des statistiques inhumaines pour les abandonner.

M. l'Orateur, le comté de Champlain a plusieurs titres qui le signalent à l'attention de la province. Sa population a démontré quel jugement sain le caractérise, lors de l'exploitation des préjugés de 1939 de la part de politiciens sans scrupules. Mais je m'en voudrais d'omettre d'attirer l'attention de cette Chambre sur le célèbre sanctuaire du Cap-de-la-Madeleine. Il est desservi par les Oblats de Marie-Immaculée, qui ont fêté il y a quelques mois le centenaire de leur arrivée en ce pays.

Il fait l'éloge des services immenses rendus à la cause de la foi et de la civilisation sur tous les coins du globe par cette communauté.

Pionniers dans le domaine spirituel, initiateurs merveilleux dans le domaine temporel, les Oblats de Marie-Immaculée ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire du Canada français. On les trouve aux avant-postes de la civilisation, servant d'abord l'Église, mais aussi la patrie. Bien peu de groupements ont mérité autant qu'eux la reconnaissance des nôtres, et je suis heureux de profiter de cette circonstance, M. l'Orateur, pour leur offrir l'hommage de la reconnaissance de cette Chambre, qui représente la population de tout le Québec.

Je ne saurais terminer ces remarques, M. l'Orateur, sans féliciter les deux nouveaux députés que nous avons le privilège de compter comme collègues. Vous avez sans doute remarqué, M. l'Orateur, que je m'approche de la droite chaque fois qu'il y a des élections partielles en cette province. Le mouvement s'accroît rapidement et le jour n'est pas loin où tous les membres de l'Union nationale auront traversé de l'autre côté de la Chambre, poussés là par l'opinion populaire qui en a assez du régime actuel et qui est anxieuse de ramener à la tête de l'administration l'équipe qui l'a si bien servie de 1936 à 1939.

(Applaudissements)

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): M. l'Orateur, je veux féliciter le gouvernement de son projet de faire bénéficier les employés du service extérieur de tous les mêmes avantages dont jouissent les employés du service intérieur. Il exprime sa satisfaction et se déclare heureux de l'intention du gouvernement Godbout de son projet de créer une Commission du service civil, qui sera bientôt mise sur pied dans la province, pour la protection de tous les employés du gouvernement, peu importe leur allégeance politique.

La région du Lac Saint-Jean et du Saguenay a beaucoup souffert de l'Union nationale, qui a apporté des remèdes coûteux aux maux du temps. Les remèdes apportés alors n'étaient pas proportionnés au mal. Je n'en veux d'autre exemple que la fondation d'une coopérative à Saint-Joseph d'Alma pour la production du beurre et du fromage. C'est ainsi ce que, toujours mégalomane, le gouvernement du temps conseilla cette fondation à une centaine de cultivateurs de Saint-Joseph d'Alma. Cette cocasse idée était excellente, mais les coopérateurs furent induits à construire ce qui fut appelé "l'éléphant

blanc de l'Union nationale": une fabrique au coût de \$75,000 avec un octroi de \$17,000 du gouvernement du temps.

Une telle organisation était hors de proportion. Avec un pareil éléphant blanc, l'entreprise était vouée nécessairement à une retentissante faillite après avoir englouti les \$75,000 y compris les \$17,000 accordés par le gouvernement Duplessis. Mais, grâce aux démarches du député actuel et à la clairvoyance et l'extrême sagesse de l'honorable premier ministre, elle a été remise sur pied. Il a fallu l'arrivée au pouvoir du Parti libéral pour la placer sur le chemin du succès.

Il parle des avantages de la prime sur le fromage promise aux paysans par l'Union nationale mais donnée par le Parti libéral.

Sous l'Union nationale, les ressources des colons se limitaient à de petits octrois. Le gouvernement libéral a trouvé de nouveaux moyens de leur venir en aide. Non seulement, il s'occupe de distribuer des octrois aux colons, mais encore, il a soin de fonder des coopératives. À L'Ascension, par exemple, une coopération de producteurs de patates et de bleuets a été créée. Je voudrais des coopératives semblables pour Sainte-Monique et Saint-Henri-de-Taillon. Il demande au gouvernement d'étendre cette politique bienfaisante à tous les comtés.

Je félicite le gouvernement de sa politique de drainage et j'espère qu'elle sera continuée et particulièrement accélérée en faveur des cultivateurs dans mon comté où des secteurs importants pourraient être convertis à l'agriculture.

Quant à la colonisation mécanisée, je suggère au ministère de l'Agriculture de mettre les mêmes avantages, dont l'équipement mécanique qui sert à défricher les lots de colonisation, à la portée des cultivateurs, dont la terre n'est pas encore entièrement défrichée.

L'honorable premier ministre devrait faire de nouvelles démarches pour obtenir que les fils de colons et de cultivateurs soient exemptés du service militaire.

Il traite des questions ouvrières. Il est d'opinion que la loi de la convention collective pourrait être amendée, de façon à empêcher certains employeurs peu scrupuleux de forcer leurs employés à faire partie d'une union qu'ils réprouvent et ne puissent les obliger à quitter telle union pour entrer dans telle autre. Les ouvriers de trois moulins de papier, dit-il, qui étaient membres d'une union catholique, ont dû abandonner cette union pour faire partie d'une autre, forcés par leurs employeurs d'agir ainsi, sinon ils perdaient leur position.

L'Union nationale a amendé la loi des contrats collectifs de façon à protéger certains entrepreneurs du gouvernement et pour permettre à ceux qui détenaient des argents, qu'ils devaient remettre à leurs ouvriers, de garder cet argent. Il cite deux cas de construction de ponts. Le bill 19⁶, passé par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), avait un effet rétroactif et près de \$2,000 ont été soustraits à la classe ouvrière dans ces entreprises.

Il suggère au ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) d'amender la loi des conventions collectives de telle façon qu'on oblige tous les employeurs ayant plus de 50 hommes à leur service à n'embaucher que des ouvriers organisés, membre d'un "trade union", sans que pour cela l'atelier fermé soit reconnu.

Parlant du problème forestier, il souligne le travail considérable accompli jusqu'à présent par la commission Renault, dont il fait partie. Il déclare qu'il s'est rendu compte de l'importance de cet organisme. Il est d'opinion que cette Commission était nécessaire. La Commission d'enquête sur le prix payé aux cultivateurs et aux colons pour les bois de pulpe, dit-il, a fait un excellent travail.

Les bûcherons ne sont pas suffisamment bien payés. Ils devraient gagner un salaire de \$80 à \$100 par mois environ. Cela ne serait certainement pas un précédent dans la condition de vie ordinaire qu'ils reçoivent un tel salaire. Je connais la rude tâche des bûcherons et je fais cette suggestion dans le meilleur esprit possible, étant convaincu qu'en le faisant, je rends service à la classe à laquelle j'ai déjà appartenu.

Je ne veux pas relever tout ce qu'il y a eu de mal fait dans mon comté sous le régime de l'Union nationale. Des centaines de milliers de dollars ont été dépensés pour la construction des routes de Chibougamau et de Sainte-Anne-Tadoussac, dans le seul but de favoriser des amis politiques. Vous ne sauriez croire la quantité et la valeur des marchandises entrées dans les camps et dans les caches en vue de travaux futurs que nous ne connaissons pas encore. Sur la route de Sainte-Anne-Tadoussac, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a dû sortir des milliers et des milliers de sacs de sucre, de sacs de farine, du sirop et du lard pour plusieurs années à venir. Je ne sais si l'Union nationale prévoyait la guerre et voulait se faire des provisions. Le gouvernement Duplessis a dépensé des centaines de milliers de dollars, dans le seul but de favoriser des amis politiques. Il cite de nombreux cas pour démontrer que l'Union nationale dépensait d'une façon qu'il considère extravagante.

En terminant, je me promets de suggérer tout particulièrement au gouvernement de terminer immédiatement ou le plus rapidement possible la route du Parc national conduisant au Lac-Saint-Jean, afin de décongestionner le trafic de l'unique chemin de fer qui relie Québec au royaume du Saguenay et permettre aux compagnies de recevoir leurs matériaux indispensables au fonctionnement des usines de guerre du comté. En effet, un développement fantastique se fait dans cette région et les moyens de communication ne répondent plus aux exigences des temps présents. De plus, une route militaire dans cette partie de la province pourrait rendre de grands services. Cette route intéresse au plus haut point la défense nationale.

Il parle aussi brièvement d'éducation et insiste sur la nécessité de l'anglais.

Ma dernière suggestion sera que le gouvernement dote Saint-Joseph d'Alma d'un hôpital. J'espère que l'honorable premier ministre restera longtemps à son poste pour donner justice aux cultivateurs et à toutes les classes de la société.

(Applaudissements à droite)

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): M. l'Orateur, mes premières paroles seront des paroles de profonde sympathie. Je veux tout d'abord adresser mes condoléances à l'égard de toutes les familles de mon comté, dont les fils étaient nombreux avec le malheureux régiment de l'expédition de Hong Kong.

La famille d'Édouard Chanel a perdu ses quatre fils avec le Royal Rifles, les deux familles Welsh deux chacune, enfin quinze de mes jeunes Madelinots venant de l'Île d'Entrée, du Cap-aux-Meules et de la Grosse-Île sont disparus avec ce régiment et sont soit morts ou ont été faits prisonniers à Hong Kong. À ces braves familles si cruellement éprouvées, que Dieu leur apporte force et courage, et à leurs fils tombés ou disparus, en faisant leur devoir, que leur sacrifice ne soit pas inutile.

Et maintenant, M. l'Orateur, sans vouloir blesser votre esprit de modestie, permettez-moi d'ajouter un nouveau témoignage d'estime à tous ceux que vous avez reçus depuis que vous présidez aux débuts de cette Chambre. À mon bon ami le député de Montmorency, proposeur de l'adresse de son Excellence le lieutenant-gouverneur, toute mon appréciation. À l'honorable ministre de la Voirie et des Travaux publics (M. Bouchard), mes vœux de prompt rétablissement.

Nous avons cette année le plaisir de recevoir deux nouveaux venus. Au député de Huntingdon, je

souhaite une fructueuse carrière. Au député de Saint-Jean-Napierville, son talent et sa personnalité feront de lui un homme de premier plan de la politique canadienne. Jeune, il lui reste de nombreuses années à servir sa Province et son pays. Le choix des électeurs et électrices de Saint-Jean-Napierville fut des plus judicieux.

La providence a voulu retenir éloigné pour un temps, de nos délibérations, l'honorable chef de l'opposition. Pas un homme politique dans cette province n'a été plus calomnié. Il a subi de la part de ses adversaires, les plus basses attaques systématiquement organisées. C'est le lot des grands hommes et notre histoire malheureusement rapporte combien des nôtres, qui étaient de véritables patriotes, furent en butte aux pires campagnes de haine de la part de la médiocrité. Malgré tout, le bon peuple sait toujours reconnaître ses véritables défenseurs et l'honorable député de Trois-Rivières présidera de nouveau et bientôt aux destinées de sa province.

M. l'Orateur, je voudrais au début de cet exposé, faire une revue de quelques passages du discours du trône. Je la ferai succinctement. Le discours du trône, affluence de mots et désert d'idées, ne nous apporte rien de précis sur la politique du gouvernement. Aucune directive donnée pour améliorer notre politique pendant la guerre et préparer l'après-guerre. C'est au moment où nous aurions tant besoin à la tête de l'administration d'un homme énergique et de décision, que nous voyons le chef du gouvernement suivre avec plaisir, comme il le dit lui-même, le sillon tracé par ses maîtres d'Ottawa.

Je veux exprimer mes regrets qu'on n'ait pas cru bon d'insérer dans cet important document, aucune législation spéciale ni même faire aucune mention susceptible d'aider les humbles travailleurs de la mer: nos pêcheurs de Gaspé, de la Côte-Nord et des Îles-de-la-Madeleine, dont la besogne est si utile au ravitaillement des pays alliés. On devrait améliorer le rendement de la pêche, soit en la diversifiant, soit en l'intensifiant avec des agrès modernes et des procédés mieux adaptés à notre milieu maritime. Quoiqu'ils soient une partie très importante de notre population, nécessaires au ravitaillement des pays alliés, une fois encore, ils ont été ignorés. Il demande à la Chambre que les fils de pêcheurs soient exemptés du service militaire.

Les pêcheries maritimes de la province de Québec sont le plus beau domaine de pêche maritime du pays. La recherche scientifiquement organisée de nos côtes et de nos bancs de pêche nous ferait

découvrir des richesses insoupçonnées. C'est un des actifs les plus prometteurs de nos ressources naturelles que la Providence a mis à notre disposition. Les pêcheries maritimes sont une des principales richesses pour la province et on devrait y songer. Nous devons développer et améliorer le rendement de notre pêche, soit en la diversifiant, soit en l'intensifiant avec des agrès plus modernes et des procédés mieux adaptés à notre milieu maritime, parce que le rendement de nos pêcheries de la côte du Pacifique sera en régression; 1,100 barques de notre flotte de pêche de la Colombie-Anglaise montées par les pêcheurs japonais, resteront forcément inactives au cours de la prochaine saison de pêche. Nos pêcheries avec celles de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick devront donc combler ce déficit dans notre production nationale, si nous voulons continuer à ravitailler en poisson, la Grande-Bretagne et les nations alliées.

La réponse du Canada français à l'effort de guerre n'est-il pas glorieux et sommes-nous à être obligés de le proclamer dans un document officiel pour que nos mérites soient reconnus? N'est-ce pas là une preuve que notre prestige diminue, ou bien la manie qui se répand chez nous de se draper du manteau du plus pur patriotisme, pour cacher ce que nous n'osons pas dire? Par une saine gestion des affaires, nous avons rétabli les finances de la province, se plaisent à dire l'honorable premier ministre et ses amis. La situation financière d'un individu, d'une compagnie et même d'un gouvernement est bonne lorsque ceux-ci possèdent l'argent liquide ou un crédit pour en obtenir, afin de payer sur présentation ses comptes dus. Tel n'est pas le cas de la présente administration. De nombreuses factures, dans plusieurs départements, attendent des mois pour être payées. Plusieurs cas ont été portés à mon attention ces derniers temps. Même des comptes de dépenses des employés restent impayés.

La question de ravitaillement est devenue un des principaux facteurs de la victoire. Pour produire, il faut de la main-d'œuvre et l'artisan à l'arrière est aujourd'hui aussi important que le soldat sur le champ de bataille. Si la collaboration de l'agriculteur est nécessaire, celle du pêcheur ne l'est pas moins. Dans notre effort de guerre, la main-d'œuvre est chose aussi importante que le soldat qui attend l'arme au pied.

M. Leslie Roberts écrivait dans le *Standard* du 31 janvier 1942: "Tous les statisticiens nous disent que pour entretenir un homme sous les armes, il faut 14 personnes travaillant à l'arrière, pour les équiper, les vêtir et les nourrir". Ceci démontre bien

que pour maintenir l'armée de 390,000 hommes que nous avons en service, il en faut 5,460,000 soit un total de 5,850,000 hommes engagés actuellement à l'armée et travaillant pour l'armée. Nous approvisionnons la Grande-Bretagne de quantités considérables de denrées, malgré cela, les demandes de la mère patrie se font chaque jour de plus en plus considérables et plus pressantes. Nous ne pourrions nous rendre à ces demandes, à moins d'avoir au travail plus de monde que nous en avons aujourd'hui.

D'un océan à l'autre, a dit M. Leslie Roberts, nos fermes manquent de bras. Femmes, vieillards et enfants se sont mis résolument à la besogne pour remplacer nos marins, nos soldats, nos aviateurs partis à l'armée. Avec une population qui se chiffre à 11,500,000 habitants, le Canada devra choisir bientôt entre l'envoi de nouvelles troupes sur les théâtres de la guerre ou les garder au pays pour ravitailler nos soldats et nos alliés.

M. Roberts continue: "Si par sa position géographique, notre pays peut rendre de plus grands services en servant d'arsenal et de grenier aux peuples qui luttent pour leur liberté, tout en maintenant et en augmentant notre contribution armée si possible, n'est-ce pas notre devoir de le faire? Cependant la Victoire ne peut être obtenue ni avec les armes, ni avec les méthodes employées dans la guerre de 1914-18. Notre rôle est donc d'agir pour le bien général sans nous occuper de la vaine gloriole que peut nous apporter le hasard des combats."

Voici le témoignage d'Anglo-canadiens, ils sont explicites. Si l'agriculteur est nécessaire à notre effort de guerre, le pêcheur ne l'est pas moins. Pour vaincre, l'armée moderne doit être bien pourvue d'armes, de munitions et de vivres. Le soldat ne peut marcher et se battre le ventre vide. Tout effort bien organisé demande donc une coordination parfaite de la production, afin de donner aux forces combattantes le matériel de guerre et les denrées alimentaires nécessaires pour obtenir un maximum d'efficacité. Le non combattant qui produit les vivres est donc aussi important que le combattant lui-même.

Nous devons garder nos pêcheurs à l'œuvre. L'enrôlement volontaire a déjà désorganisé passablement l'économie des Îles. Depuis le début des hostilités, les Îles-de-la-Madeleine ont donné à l'armée active un nombre important de recrues. En prenant du service, le jeune homme doit quitter sa barque de pêche. Ces engagements de nos jeunes gens ont déjà désarmé nombre de nos barques de pêche, faute d'équipage. L'enrôlement a considérablement diminué la flotte de pêche des Îles à tel point qu'à un seul endroit par exemple, soit à

l'Île d'Entrée, sur 36 barques qu'il y avait en service et que nous comptions en 1939, elles sont tombées en 1941 à trois barques qui continuent à tenir la mer. La même régression, proportion gardée de la population, existe dans toutes les autres parties de l'archipel.

Cet automne, la loi de mobilisation a appelé sous les drapeaux 104 de nos jeunes gens; fait à mentionner, pas un seul ne manquait à l'appel. Parmi ces jeunes gens, 72⁷ sont des pêcheurs de métier opérant des barques de pêche soit comme propriétaires soit comme associés à la part; cinq sont des pêcheurs-cultivateurs; huit autres travaillent à la préparation du poisson, hareng, morue, maquereau, homard, etc. enfin 19 travaillent dans différentes industries, attachées à la production de guerre pour la plupart.

Les quantités de poissons pris et préparés par ces jeunes gens pendant la saison de 1940 sont les suivantes: 726,291 lbs de morue, 549,050 lbs de maquereau, 165,617 lbs de homard, 249,800 lbs de hareng, 49,107 lbs de loups marins, formant un total de 1,739,865 lbs. La production sera donc diminuée de 1,739,865 livres, comparée avec les chiffres qui seront compilés en 1942. Si la saison de pêche est moins favorable que l'an dernier, l'écart sera encore plus considérable. En perdant cette production, nous portons un coup dur à l'économie des Îles. Il est donc certain que le rendement sera diminué au moins d'autant de cette quantité.

Nos pêcheurs ne fournissent-ils pas à nos armées, comme à nos alliés, les moyens de vaincre, tout comme le cultivateur et l'ouvrier de nos usines de guerre? Nous devons accepter comme acquis que cette année, dû à la campagne sous-marine dans l'Atlantique et la diminution des prises prévues par la guerre dans le Pacifique, la pêche côtière⁸, hormis que les équipages soient protégés, celle qui se pratique aux Îles-de-la-Madeleine, sur les côtes de Gaspé, sur la Côte-Nord, prendra une importance encore beaucoup plus grande, parce que nos bancs de pêche de l'Atlantique au large de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve et de la côte américaine, tels que les bancs George, Brown, Emerald, de l'Île de Sable, le Banquereau, le banc de Saint-Pierre, le Banc à Vert, de la Baleine, enfin les grands bancs de Terre-Neuve et le bonnet Flamand, seront exposés aux coups de l'ennemi, comme nos goélettes de pêche l'ont été en 1917 où un sous-marin allemand en coulait 27 en une seule journée. Déjà en décembre dernier, des goélettes de pêche appartenant à la compagnie Smith Brothers étaient retenues à Halifax parce qu'on ne pouvait trouver de marins pour la manœuvre.

Il y a donc déjà rareté de main-d'œuvre maritime, ou bien avec le danger auquel sont exposés nos bateaux de pêche sur l'Atlantique, les équipages ne veulent plus prendre la mer à moins d'être protégés. Devant une telle situation, ne faudrait-il pas amplifier notre pêche côtière et celle de nos bancs intérieurs, comme les bancs de Bradelle et de l'Orphelin qui se trouvent par leur position, protégés contre les activités des sous-marins, tout en prenant les moyens voulus pour protéger les pêcheurs contre les activités des sous-marins. Il faudra développer nos pêcheries côtières, si l'ennemi entrave la pêche sur les grands bancs en plein océan.

Cependant, pour rendre parfaitement sûre la pêche côtière à nos pêcheurs dans nos champs de pêche du golfe Saint-Laurent, qui seraient à la merci de l'ennemi si celui-ci décidait un jour d'envahir notre territoire, on pourrait fermer les entrées du Golfe en mouillant des mines entre le Cap Nord au Cap-Breton, l'Île Saint-Paul et le Cap Ray à Terre-Neuve, de même que dans le détroit de Belle-Isle entre le Labrador terre-neuvien et l'Île elle-même, enfin, installer une station de contrôle à Mulgrave dans le détroit de Canso. C'est alors que nos goélettes de pêche pourraient exploiter plus intensivement notre domaine intérieur très poissonneux et abandonner pour un temps les bancs de l'Atlantique.

Il prend la défense des pêcheries dans le Bas du Fleuve Saint-Laurent et dans la région du Golfe. Selon lui, si le gouvernement fédéral minait seulement les mers entourant cette partie des eaux de l'Atlantique, ceci profiterait non seulement à la province qui pourrait mieux se défendre, mais aussi aux pêcheurs qui pourraient alors travailler en paix et augmenter la production de poisson si essentielle pour nourrir la population, ici et à l'étranger.

Je me permets de faire aux autorités politiques et militaires du pays, les trois suggestions suivantes:

1^o Pour intensifier le rendement de nos pêcheries maritimes, nous avons besoin de bras pour préparer le poisson et d'équipages pour monter nos bateaux. Je demande au gouvernement et au ministre des Pêcheries maritimes (l'honorable M. Rochette), de faire pression auprès d'Ottawa pour obtenir un congé l'été, durant la bonne saison de pêche, à nos jeunes pêcheurs mobilisés au service militaire, afin qu'ils puissent retourner dans leurs foyers et manier la ligne et le filet pendant la prochaine saison de pêche. Comme leur instruction militaire est déjà assez avancée pour qu'ils soient en état de prendre les armes au moindre signe de danger, nous pourrions donc compter sur ces jeunes gens en cas de

besoin et ils pourraient revenir l'automne prochain, pendant la saison d'hiver, parfaire leur instruction militaire.

2^o Les Îles-de-la-Madeleine, sentinelle avancée de notre territoire sur l'Atlantique, et au Canada, ne possèdent aucun moyen de défense. Pas un seul canon et je doute qu'il y ait sur l'archipel un seul fusil à tir rapide. Quelques canons anti-avions de l'artillerie côtière, de l'infanterie, une D.C.A. et des batteries côtières, seraient une précaution à prendre pour protéger et fortifier militairement les Îles-de-la-Madeleine, cette partie de notre territoire qui occupe une position stratégique au centre du golfe Saint-Laurent. Il faudrait y établir des camps d'entraînement militaire pour les jeunes madelinots aptes au service.

Pendant la guerre de sept ans, de 1756 à 1763, pour défendre le Canada contre l'envahisseur, nous avons eu le soldat défricheur qui lâchait la hache et la charrue pour le mousquet et porter la guerre en pays ennemis pendant la saison morte des travaux des champs. Ce fut l'origine de nos régiments de milice dont l'héroïsme est écrit à chaque page de notre histoire de cette époque.

3^o Nos recrues actuellement à l'entraînement pourraient être enrégimentées dans des unités militaires cantonnées aux Îles-de-la-Madeleine et attachées à leur défense. Elles pourraient ainsi servir à la défense du pays, dans la région où elles sont le plus aptes à rendre service, tout en continuant le ravitaillement de la production de pêche. Tout en protégeant cette partie de notre territoire, ils pourraient comme nos pères, lâcher la mitrailleuse pour la ligne et le filet.

La production des produits de la mer si utile à notre effort de guerre ne serait pas diminuée, mais pourrait être ainsi augmentée. Nous verrions bientôt naître une pêche dirigée, facteur nécessaire aujourd'hui, qui serait en même temps une préparation à l'après-guerre.

Si on s'en tenait à une telle procédure, notre jeunesse ne perdrait pas le goût et l'amour de la pêche de son petit pays, et nos jeunes prépareraient leur futur dans leurs maisons. On garderait ainsi la jeunesse à ses occupations normales, sans la désorienter et la désaxer pour l'après-guerre. Le même mode de mobilisation pourrait s'appliquer à notre jeunesse agricole.

M. l'Orateur, j'ai écouté avec attention le discours de mon honorable ami de Gaspé-Nord (M. Casgrain). Il a du talent, cependant qu'il me permette certaines remarques que je ne veux pas faire désobligeantes, loin de là. Je l'entendais l'autre jour

nous parler de la colonie forestière de Grande-Vallée et des résultats obtenus. Au lieu du mot "autres" employé par le député, j'aurais aimé l'entendre dire que la colonie forestière de Grande-Vallée fut organisée par l'honorable M. Auger, ministre de la Colonisation sous l'Union nationale à l'instigation de M. Esdras Minville, un gaspésien d'origine et directeur de l'École des hautes études de Montréal.

(Applaudissements à gauche)

De même, la loi qui permet aux caisses populaires de prêter aux pêcheurs avec réescompte par le gouvernement fut passée sous l'administration de l'Union nationale à la demande d'un grand gaspésien, le député de Gaspé-Sud.

Enfin mon bon ami le sait, la guerre est la cause principale de la hausse des prix de tous les produits de la mer. Nous avons vu, pendant la guerre 1914-1918, un baril de maquereau du printemps se vendre \$35. Le meilleur prix atteint cette année fut de \$12. Il y a donc encore du chemin à parcourir pour atteindre le niveau de l'autre guerre. Pourquoi enfin ne pas le dire? Pourquoi ces restrictions voulues?

Je l'entendais vanter encore le bien fait au pays de Gaspé, par les Syndicats de pêcheurs et l'Association des pêcheurs unis du Québec. Encore là, ces organismes ont été montés et dirigés par l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, école fondée et subventionnée par le gouvernement de l'Union nationale. On entend dire un peu partout que cette École sera bientôt sabordée pour plaire à des amis politiques. Je demande donc au premier ministre comme au député, lui qui savait si bien nous faire apprécier les résultats obtenus par cette École au point de vue coopératif, de la défendre et de la garder pour le bien de notre province et de ses pêcheurs en particulier.

La péroraison de mon bon ami le député de Gaspé-Nord m'a ému profondément, et à l'entendre, je retournais par la pensée à plusieurs années en arrière. À un grand discours qu'il prononçait en octobre 1925, au Lac-au-Saumon, il avait été aussi éloquent que l'autre soir, cependant, ce jour-là, il disait tout le contraire que maintenant. Ce fut ainsi pendant 25 ans, le terme général des discours de nos bons amis "les libéraux" sur la guerre.

Pourquoi ne pas prêcher une doctrine saine, exempte d'opportunisme. À voir ses représentants, ses élus dire bien ou mal, suivant le parti qu'ils représentent, à constater de ceux-ci des volte-face comme ceux auxquels nous assistons aujourd'hui, le peuple perd confiance au système qui nous gouverne et la démocratie se meurt; elle mourra si nous, nous

ne réagissons pas pour l'épurer et la vivifier du tonique "bon sens".

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45⁹

Le débat sur l'adresse se poursuit.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): M. l'Orateur, je regrette l'absence aujourd'hui de l'honorable Président de la Chambre. Il a dû rester à Montréal pour assister au baptême de son second fils. Nous l'excusons car c'est le meilleur moyen de travailler pour la patrie.

(Applaudissements)

Il me faut prendre part au débat pour relever et répondre à certaines déclarations malheureuses, qui ont été faites au sujet des ouvriers des usines de guerre, par le député de Dorchester (M. Bégin), car j'ai à cœur l'intérêt des ouvriers de notre province. Cette déclaration malheureuse a été faite par l'organisateur de l'Union nationale et je dois la relever et la réfuter.

Je ne crois pas que le député de Dorchester ait mesuré la portée de ses paroles. Mais, je dois m'inscrire en faux contre de telles déclarations contre les hommes embauchés dans les industries de la défense nationale. L'organisateur de l'Union nationale, au lieu de parler en faveur de notre effort de guerre, a dit que dans les usines de guerre, les ouvriers canadiens des arsenaux dorment sur les machines-outils à leur travail, volent et perdent leur temps dans nos usines de guerre au lieu de construire des chars et de monter des canons.

Le député de Dorchester a insulté les travailleurs du Québec, lorsqu'il a dit dans son discours de la semaine dernière que, si le premier ministre voulait tellement aider la conduite de la guerre, il verrait à ce que les travailleurs ne dorment pas dans l'arsenal ou dans les usines de munitions. Le lendemain, des journaux pouvaient écrire¹⁰: Si le premier ministre veut un effort de guerre total, qu'il commence donc par réveiller les ouvriers des arsenaux des usines de guerre, qui dorment au lieu de fabriquer des canons, des armes et de construire des chars d'assaut.

M. l'Orateur, je ne devais pas prendre part à ce débat. Mais, je ne peux passer sous silence de

telles accusations. Je considère que c'est là la plus grave et la pire insulte et injure que l'on ait faite à toute une classe de la société, à nos braves ouvriers.

(Applaudissements)

Je proteste contre cette déclaration. Jamais pareille insulte n'a été jetée à la face d'une classe d'hommes, d'une classe qui forme justement et actuellement la première ligne de feu et de défense de notre pays. Je puis affirmer, qu'il se fait presque autant de travail pour la guerre, toute proportion gardée, chez nous qu'en Grande-Bretagne. Ce n'est pas parmi les travailleurs du Québec que nous allons trouver la cinquième colonne.

De telles déclarations comme celles que nous avons entendues la semaine dernière sont suffisantes pour nous faire rougir. Les ouvriers du Québec qui travaillent dans les industries de la guerre de la province ont une tâche tout aussi importante pour la défense du pays que ceux qui sont sous les armes. Ils ne méritent pas d'être insultés, car les travailleurs du Québec ont la réputation, aujourd'hui plus que jamais, d'être les plus loyaux et les plus honnêtes du pays.

Depuis deux ans, je suis ministre du Travail. Je travaille avec la classe ouvrière depuis longtemps et je sais ce qu'elle pense, je sais ce qu'elle vaut, je sais ce qu'elle a fait et je sais ce que nous lui devons. J'ai vu encore aujourd'hui son bel esprit, lorsque nous avons reçu la Fédération du travail du Canada. Cette délégation est venue rencontrer les membres du cabinet pour discuter des problèmes ouvriers dans le meilleur esprit possible et que les paroles qu'on a prononcées à l'endroit de nos braves travailleurs suffisent à faire monter du rouge du front.

M. Bégin (Dorchester): J'ai offert à l'honorable premier ministre de lui citer des faits précis et je puis lui fournir des noms et des dates. Je suis prêt à lui en donner. Je fais la même offre au ministre du Travail. Le ministre les désire-t-il? Je suis prêt à lui fournir cette liste de noms et à lui citer les faits, si le ministre est prêt à les étudier.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) refuse l'offre. Je continue à affirmer que les renseignements du député sont faux et erronés, déclare-t-il. Le représentant de Dorchester (M. Bégin) doit connaître son devoir. Mais si mon honorable ami veut des noms, je puis, moi aussi, en donner M. l'Orateur!

Il y a le témoignage du comte¹¹ d'Athlone, gouverneur-général du Canada, qui a récemment visité nos usines de guerre et nos arsenaux dans cette

province. Ce dernier a vu les hommes au travail et a exprimé son admiration pour leurs accomplissements. Il a déclaré que la production de nos ouvriers pouvait se comparer même à celle de la production des ouvriers de Grande-Bretagne.

(Applaudissements)

Nous avons le témoignage du général¹² MacNaughton, commandant en chef de l'armée canadienne outre-mer, qui a visité lui aussi nos usines de guerre et les arsenaux de Québec. C'est un grand militaire, un homme de devoir, de discipline et de science, un véritable expert. Il n'a pas fait de déclarations pour faire plaisir au Parti libéral ou pour l'aider. Ce n'est pas un flagorneur. Le général a donc autre chose à faire qu'à flagorner le Parti libéral. Cependant, après avoir visité nos usines, il a dit qu'il s'inclinait devant l'œuvre de nos ouvriers. Il a rendu un hommage et un éclatant témoignage à nos ouvriers et il a reconnu la grande et la haute valeur de leurs produits.

(Applaudissements)

Devant l'Empire et le monde, il a déclaré que la production de nos ouvriers, en qualité comme en quantité, n'était pas surpassée par la Grande-Bretagne et pouvait se comparer avec celle des travailleurs de la guerre de la Grande-Bretagne.

J'invite le représentant de Dorchester (M. Bégin) à visiter les usines de Sorel où sont à l'œuvre des milliers d'ouvriers canadiens-français, travaillant pour des producteurs canadiens-français. C'est une véritable ruche d'abeilles, en ce moment. Qu'il aille à Sorel et il verra que la plus belle activité, la plus belle entrain y règnent.

M. Gagnon (Matane): J'entends le ministre revendiquer l'honneur de nos ouvriers. Le ministre peut-il expliquer comment se fait-il alors, si nos travailleurs de Québec sont si compétents, que pour le même genre d'ouvrage, un ouvrier québécois est moins bien payé dans Québec? Pourquoi reçoit-il moins qu'un ouvrier de Toronto et de l'Ontario généralement?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je regrette d'avoir à répondre que c'est absolument faux.

En tout cas, une chose est certaine: la différence c'est que nos ouvriers sont payés beaucoup plus cher et les salaires ici sont plus élevés qu'ils ne l'étaient au temps de l'Union nationale. En fait, les ouvriers n'ont été mal payés qu'à une époque, c'est sous le régime de l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

En vertu des mesures de guerre, le gouvernement fédéral a pris à sa charge les conditions de travail, y compris les salaires dans cette province, comme dans les autres. Il nie les chiffres cités pour démontrer que les travailleurs du Québec reçoivent un traitement et des salaires raisonnables, sous la présente législation du travail.

Il dit qu'il a dressé le bilan de deux ans d'administration libérale. Nous avons la paix sociale en notre province. Depuis le début de la guerre, il n'y a pas un pays au monde où la paix sociale est plus complète que chez nous, dans la province de Québec. À l'honneur des travailleurs québécois, on dit que la paix règne dans l'industrie comme nulle part ailleurs. Il n'y a pas un pays au monde où il y ait eu moins d'heures et de jours de travail perdus que dans le Québec. Pour ces raisons, je me dresse contre les accusations portées par l'organisateur de l'Union nationale, le député de Dorchester. Je réprouve ses déclarations et les attaques de l'opposition contre nos ouvriers.

Le Québec n'a jamais connu de grève avec occupation. Il dit que le gouvernement libéral a fait beaucoup de choses, avant 1936, pour regrouper les travailleurs et les employeurs ensemble sous la loi sur la convention collective de travail. Le gouvernement de l'Union nationale, dans ces trois ans au pouvoir, a fait tout son possible pour saboter et massacrer toutes les conventions collectives de travail de la province pour plaire à certains de ses députés et le gouvernement actuel a rétabli et maintenu les droits des travailleurs.

Si l'Union nationale n'a pas maintenu les droits des ouvriers en temps de paix, le gouvernement libéral a su, lui, restaurer et protéger ces droits en temps de guerre.

Le député de Matane (M. Gagnon) a parlé des salaires des ouvriers. Mais, qu'il se souvienne donc des bills 19 et 20¹³ qui ont fait perdre des millions, des milliers de piastres, des sommes considérables, à la classe ouvrière. Qu'il se souvienne donc de ce que l'Union nationale a fait des contrats collectifs. On a changé celui de l'industrie du meuble, parce qu'un député de cette Chambre fabriquait des meubles. Qu'on nous parle donc des 74 modifications aux contrats collectifs pour satisfaire des amis. Ce sera l'honneur du présent gouvernement d'avoir rétabli intégralement les droits des ouvriers.

Il vante l'œuvre du gouvernement libéral qui, dit-il, a ramené l'ordre et l'harmonie au sein du monde des travailleurs. En plein temps de guerre, nous avons fait régner la paix dans une industrie dont la situation était très difficile: celle de la robe.

L'Union nationale a fait arrêter plusieurs chefs, mais le malaise a continué. Aujourd'hui, la situation est changée. Grâce au gouvernement libéral, un nouveau contrat collectif pour l'industrie de la robe à Montréal a été récemment signé, alors que jadis, cette industrie devait se protéger contre le régime Duplessis, qui voulut même faire coffrer les chefs de l'union. En ce moment, 12,000¹⁴ ouvriers et ouvrières modèles travaillent dans cette industrie à la confection d'uniformes pour nos vaillants soldats dans la concorde la plus complète.

(Applaudissements)

Il démontre, à l'aide d'une statistique précise, qu'après deux ans d'administration, le gouvernement est parvenu à libéraliser les lois sociales votées par l'Union nationale. L'opposition, dit-il, nous a reproché très injustement d'avoir diminué les allocations aux mères nécessiteuses et aux aveugles. C'est le contraire qui est vrai. Malgré que le nombre des mères nécessiteuses bénéficiant de la loi des allocations soit plus considérable, il a presque doublé depuis 1939, il en coûte moins de \$10,000 d'augmentation pour administrer ce département et cette loi. Le budget n'a donc été obéré que d'une dizaine de mille de dollars. De plus, les pensions se paient sans retard. Nous avons des inspecteurs qui ont été placés dans tous les comtés.

Sous l'Union nationale, un petit nombre seulement de mères nécessiteuses recevaient leur pension. Des catégories de mères nécessiteuses, qui n'avaient pas droit à une allocation au temps de l'Union nationale, la reçoivent maintenant depuis que la loi a été amendée:

- 1) Une mère n'ayant qu'un seul enfant au-dessous de 16 ans.
- 2) Une mère dont le mari est hospitalisé, ayant au moins un enfant au-dessous de 16 ans.
- 3) Une mère dont le mari est disparu depuis cinq ans, ayant au moins un enfant en-dessous de 16 ans.
- 4) Une tante ou une sœur majeurs d'enfants au-dessous de 16 ans, dont les père et mère sont décédés.

De plus, une allocation de \$5 par mois est accordée comme montant additionnel lorsqu'une mère est physiquement incapable de travailler.

De plus, toute mère qui reçoit une allocation a désormais le droit par son travail d'obtenir un revenu de \$300 par année, sans que cela n'affecte son allocation.

Nous avons modifié la loi avec le résultat que le nombre des mères qui reçoivent des allocations a augmenté comme suit: En 1939, le nombre des

allocations accordées aux mères nécessiteuses était de 4,727; il est passé à 6,283 en 1940 et à 7,201¹⁵ en 1941. La loi a été améliorée et groupe un plus grand nombre de catégories. Malgré ces améliorations, les frais n'ont pratiquement pas augmenté.

Le gouvernement a l'intention de faire passer une nouvelle loi, qui sera présentée pour permettre à un plus grand nombre de gens de bénéficier de la loi. Avec les modifications que nous ferons à la loi cette année, grâce à un amendement qui sera présenté pour la rendre encore plus généreuse, le nombre des allocations des mères sera porté à plus de 8,000 environ. Alors que le montant des allocations se chiffrait à \$2,064,732.86 en 1939, il s'élèvera à \$3,000,000 en 1942, soit 30 % de plus qu'en 1939. Ainsi, la somme globale des allocations versées a été augmentée de \$1,000,000. Je n'ai pas honte de comparer ce que nous faisons avec ce que l'Union nationale a fait.

Quant aux pensions de vieillesse, il y a eu du favoritisme sous l'Union nationale. Lors des élections de 1939, les grands hommes de l'Union nationale se promenaient de porte en porte pour offrir des pensions à tous les amis politiques sans égard à leurs besoins. Les pensions étaient distribuées comme on distribue du patronage. Le député de Bagot (M. Dumaine) l'a dit: dans une élection partielle, ministres et députés offraient des pensions à ceux qui voteraient du bon côté. Avec ce résultat que sous l'Union nationale, on payait des pensions à 40,000 vieillards et qu'en 1939, il y avait 49,000 noms sur les listes. Le Parti libéral administre et ne fait pas de patronage politique avec les pensions, avec l'argent du peuple.

Il est vrai que des pensions de vieillesse ont été supprimées. Mais, dans chaque cas, il y eut une enquête et pas un seul vieillard n'a perdu son allocation s'il y avait droit. L'été dernier, nous avons fait enquête sur tous les cas et, après un examen attentif de chaque dossier, 5,214 pensions ont été annulées par le gouvernement libéral, parce que les pensionnaires n'avaient aucun droit à la pension. Et je mets nos amis d'en face, ou qui que ce soit, au défi de prouver que les droits d'un seul vieillard ont été lésés ou que nous avons enlevé une pension ou un dollar injustement à un seul vieillard qui y avait droit.

Dans son discours sur l'adresse, le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) avait déploré le sort fait à nos bûcherons et il a déclaré que ça allait mal pour les hommes de chantiers, que leurs salaires étaient si bas que plusieurs émigrent en Ontario pour aller y travailler et encaisser de meilleurs gages.

Après avoir entendu de telles paroles, j'ai communiqué avec le gouvernement d'Ontario. Je me suis empressé de télégraphier à M. A. Farmer, qui est en charge des salaires en Ontario, pour lui demander des précisions sur les salaires payés dans la province voisine. J'ai reçu la réponse à mon télégramme. On m'a dit qu'à venir à décembre 1941, il n'existe, en Ontario, qu'une seule cédule de réglementation de salaires pour les bûcherons. Or, la cédule en question s'applique au district et à la région de Thunder Bay¹⁶, voisin (sic) de la province de Québec, où le salaire est fixé à \$46.75 par mois. Ailleurs, il n'y avait aucune réglementation. Dans la province voisine, une réglementation n'existe que depuis la création du bureau régional du travail en temps de guerre, le 5 janvier dernier.

J'ai demandé, dit-il, de l'aide à 16 de mes collègues de la Chambre, des députés représentant les comtés où il se fait du travail en forêt, pour étudier avec moi le cas des bûcherons. Nous avons créé un bureau de conciliation et un tribunal d'arbitrage pour régler tous les différends au sujet des salaires et des conditions. Les industriels et les ouvriers ont été entendus, la question a été longuement étudiée et après cela, on a passé à l'ordonnance no 39¹⁷.

Dans Québec, l'ordonnance no 39 a été émise par la Commission du salaire minimum. Cette ordonnance accorde des salaires mensuels de \$52.50 à \$60 et même \$80 aux bûcherons. Et ce sont des minima. De plus, nos bûcherons sont de bons hommes. Ils travaillent peu à tant par mois, mais surtout dans la province, la grande majorité des bûcherons et la plupart travaillent à la pièce à tant la corde et ils se font jusqu'à \$125 à \$150 par mois.

(Applaudissements)

Les travailleurs forestiers sont mieux traités dans notre province que dans n'importe quelle autre province et des dispositions sont présentement élaborées pour améliorer leur condition.

Les pêcheries maritimes se sont développées grâce à la politique progressive du Parti libéral. Or, le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) a dit que le développement des pêcheries maritimes avait commencé avec l'Union nationale. Mais dès 1936, sous le régime éphémère, lorsque j'étais ministre dans le premier cabinet Godbout, j'ai organisé d'urgence deux services: l'Office de production et l'Office de vente.

Le député de Matane (M. Gagnon) m'a remplacé. Au lieu de laisser s'épanouir ces deux services qui auraient jeté un rayon de soleil dans la maison des pêcheurs, dès qu'il prit charge du

ministère, mon successeur les a abolis pour s'empresse de remplacer ces deux organisations par une compagnie fameuse qui ne mangeait pas de poisson, mais qui mangeait les profits du pêcheur. Il s'agit de la Compagnie de transport de Gaspé.

Nous fêtons cette année le 20^e anniversaire de l'administration des pêcheries maritimes par la province. Tout ce qui a été fait dans ce domaine l'a été par les libéraux. L'Union nationale n'a fait que marcher dans le sillon. Il rappelle tout ce que le gouvernement a fait pour améliorer le sort des pêcheurs et améliorer la qualité de leurs produits.

En 1932, il n'y avait qu'un seul entrepôt frigorifique dans la province. En effet, le premier entrepôt date de 1932. Il était construit à titre d'expérience. Aujourd'hui, nous avons 37 entrepôts frigorifiques qui congèlent le poisson. Ils ont une capacité de 136½ tonnes de poisson par jour. L'Union nationale n'a organisé que la congélation de 25 tonnes. Nous avons créé une capacité d'emmagasinage de 10,000,000 de livres de poisson gelé. Le développement des pêcheries maritimes est entièrement dû aux libéraux. Une seule difficulté reste à régler: protéger le poisson lors de son transport de magasin de gros à un magasin de détail et de là chez un consommateur. Mais, un projet est à l'étude et bientôt cette question sera réglée.

L'ouvrier de la mer a été protégé au même titre que les autres travailleurs.

(Applaudissements)

Le gouvernement libéral entend continuer. L'administration actuelle s'est bien occupé des pêcheurs dans le passé et elle les aidera encore dans leur difficile tâche. Ils recevront plus d'installations de réfrigération et d'entreposage pour leurs poissons et des tentatives seront faites pour créer de nouveaux marchés.

Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) me disait: "Faites donc comme le fédéral, publiez des rapports". Mais, nous envoyons des rapports régulièrement à tous les pêcheurs. Ces rapports nous apprennent que 96 millions de livres de poisson ont été pêchés l'an dernier. Nous allons dépasser ce chiffre cette année.

(Applaudissements)

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le rapport, je ne l'ai pas vu!

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Si mon honorable ami voyait plus souvent ses électeurs, ils le lui auraient certainement montré, car ils l'ont reçu.

Il se réserve d'exposer plus largement la politique de son ministère lors du débat sur le budget.

En terminant, je félicite le proposeur et le second de l'adresse. Je félicite le nouveau député de Saint-Jean-Napierville qui a fait un bon début en cette Chambre. Il fait l'éloge au premier ministre. Permettez-moi de vous dire que je considère comme un grand honneur et un sujet de vive satisfaction de servir, en ces heures cruelles pour notre pays, sous la direction d'un premier ministre dont l'intelligence, la culture et la modération sont les garanties de bon et sain gouvernement.

(Applaudissements)

Nous devons à son calme, à sa logique et à son solide jugement d'avoir réhabilité la province non seulement aux yeux de ses compatriotes mais même des étrangers. Nous avons une province qui a droit à notre affection la plus sincère. Dans la grande crise que nous traversons, c'est tout notre avenir que nous jouons. L'issue du drame est imprévisible. Mais nous n'avons qu'un idéal: être à la hauteur de nos lourdes responsabilités. Car, veuillez le croire, M. l'Orateur, aucun gouvernement, aucun n'a un plus grand désir de remédier aux maux de cette époque difficile. Notre idéal est de faire face généreusement à nos responsabilités. Nous sommes animés d'un seul sentiment: garder cette province belle, grande et prospère, la voir marcher toujours dans la voie de la justice et du progrès.

(Applaudissements)

M. Talbot (Chicoutimi)¹⁸: M. l'Orateur, à la suite des orateurs qui m'ont précédé, en me levant aujourd'hui en cette Chambre pour y prendre la parole, je ne puis me retenir de déplorer comme tous mes collègues l'absence momentanée du courageux chef de l'Union nationale, de celui qui toujours fut mon chef politique, l'honorable Maurice Duplessis.

Vous le savez, M. l'Orateur, dès les premiers jours de son entrée ici, la promptitude de son raisonnement, son habileté à saisir la fausseté d'une thèse et d'une argumentation, sa science consommée de nos règles de procédure, son courage, l'abondance et la chaleur de sa parole, en ont fait un "debater" redoutable; par ailleurs, son amour indiscutable de sa province, sa claire vision de tous les problèmes qui la confrontent, la rectitude de son jugement, son honnêteté proverbiale et sa solide formation légale l'ont depuis longtemps placé aux tous premiers rangs de nos grands parlementaires.

Tous, ici, savent l'amour, le zèle, l'ardeur qu'il apporte à remplir ses devoirs sessionnels et tous

comprennent, j'en suis sûr, le sacrifice énorme qu'il fait en restant pour quelque temps encore éloigné de cette Chambre. L'intérêt que je porte à ma province, ma confiance dans les idées que nous défendons, de ce côté de la Chambre, et mes sentiments personnels sont d'accord pour souhaiter à l'honorable Maurice Duplessis une parfaite guérison et un prompt retour parmi nous. Le chef de l'Union nationale a voulu confier à l'honorable député de Matane (M. Gagnon) le soin de diriger son parti en son absence. Nous avons applaudi à ce choix et je tiens à assurer l'honorable député de notre entière collaboration.

M. l'Orateur, je regrette aussi la maladie très grave de l'honorable ministre de la Voirie. Bien que ne partageant pas ses idées politiques et que n'approuvant pas sa manière de gouverner les hommes, j'ai toujours admiré son courage et sa franchise et j'ai blâmé la conduite du gouvernement à son égard, qui le rendait injustement responsable de toutes les erreurs et de toutes les fautes du régime. Je forme des vœux sincères pour le rétablissement complet de l'honorable ministre des Travaux publics (M. Bouchard).

M. l'Orateur, je suis heureux de vous voir au fauteuil et j'ose espérer que le lapsus que commettait il y a quelques minutes l'honorable ministre du Travail en qualifiant de banc le trône que vous occupez, contient une promesse qui se réalisera. Vous voudrez bien aussi, M. l'Orateur, vous faire mon interprète auprès de celui que vous représentez pour lui présenter mes sincères félicitations de l'événement heureux qui vient de survenir dans sa famille.

M. l'Orateur, j'ai écouté le discours du proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône et je tiens à en féliciter l'honorable député de Montmorency. L'honorable député est un homme d'esprit. Appelé à exposer les projets d'un gouvernement dans lequel, j'en suis sûr, il n'a plus aucune confiance, il a pris la chose à la blague, comme il convenait; c'était la façon la plus élégante de se tirer d'une situation équivoque. Pour moi, cependant, qui le connais depuis longtemps et qui me rappelle ses accents éloquents et vengeurs de 1934 et 1936, je confesse que je l'aimais mieux dans ses rôles enthousiastes que dans son attitude blasée d'aujourd'hui, et je ne puis m'empêcher de lui conseiller s'il en est encore temps, de s'éloigner des banquettes ministérielles. Là cependant où l'honorable député de Montmorency a fait voir qu'il n'avait pas complètement oublié sa première manière, c'est lorsqu'il a fait de la douce ironie aux dépens du gouvernement en qualifiant de dieu

certaine personnalité et que modeste il est en omettant de mentionner certains ministres, grands dans leur propre estime, mais que leur insignifiance condamne au plus profond oubli.

Je suis heureux, M. l'Orateur, d'avoir à répondre à l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). J'ai quelques petites vérités à lui dire et je crois bien, M. l'Orateur, que je vais profiter de l'occasion pour les lui dire immédiatement. Vous me pardonnerez de mettre de côté le plan de mon discours, et l'honorable premier ministre me pardonnera de faire passer avant lui son ministre du Travail. Le ministre du Travail est le représentant du comté de Charlevoix-Saguenay. Le comté de Charlevoix-Saguenay forme avec les comtés de Roberval, du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi la grande région du Saguenay. C'est vous dire, M. l'Orateur, que le ministre du Travail représente dans le cabinet notre région, et comme tel, il est chargé de nous défendre et de revendiquer nos droits.

Nous avons eu, comme vous le savez, M. l'Orateur, au cours de l'année, à Arvida, une grève qui a fait quelque bruit. Le ministre du Travail a parlé de paix sociale. Sans doute ne sait-il pas que Chicoutimi, le comté, est situé non en Patagonie, mais dans notre province. Il ne sait pas sans doute que dans ce comté, il y a une ville qui s'appelle Arvida; que dans cette ville, il y a une fabrique d'aluminium la plus considérable au monde et que les ouvriers de cette compagnie ont fait une grève qui a eu un certain retentissement. Le ministre du Travail n'a pas dit un seul mot à propos des conflits de travail à Arvida lorsqu'il a parlé de la paix qui règne dans les industries, il va s'apercevoir que là-bas les travailleurs ont une bonne mémoire. Cinq à six mille ouvriers, exacerbés par les conditions pénibles dans lesquelles ils devaient travailler, ont abandonné l'ouvrage pendant quelques jours et déclenché la grève.

Vous voyez que l'honorable premier ministre a eu raison de dire qu'au cours de l'année le monde ouvrier a été en paix. Dans le même temps, il y avait aussi des grèves dans les industries de guerre en Ontario et en Nouvelle-Écosse. Mais, toutes ces grèves des autres provinces laissèrent indifférent le ministre fédéral, M. Howe. Seule la grève d'Arvida, faite par des ouvriers exclusivement canadiens-français, l'intéressa au point qu'il crut bon de l'intérêt de l'unité nationale de qualifier nos ouvriers de "traîtres" et de "saboteurs".

Nos ouvriers étaient persuadés que leur ministre, qui est en outre représentant de la région du

Saguenay dans le cabinet provincial et leur ministre en même temps du Travail à Québec, aurait pour les défendre des accents vengeurs. Vaine espérance. Vaine illusion. Pas un mot. Pas un geste... Le ministre du Travail, qui nouveau Don Quichotte, défend en cette Chambre les ouvriers qui ne sont pas attaqués, est resté muet, et ni lui ni ses collègues du cabinet n'ont fait entendre la moindre protestation. Au point que le modeste député de l'Union nationale se trouva seul pour protester contre les déclarations de C. D. Howe, qualifiant la grève de sabotage, et réclamer justice pour les siens.

Nos ouvriers ont la mémoire longue et comme je veux du bien au ministre du Travail, je crois prudent de lui conseiller amicalement de ne venir chez nous que par une température de cinquante sous zéro pour ne pas voir trop chaud.

Dans cette grève d'Arvida, un ministre du gouvernement actuel, qui a joué un rôle prépondérant, c'est l'honorable procureur général. Pendant les premiers jours de la grève, il était absent, introuvable. Le gouvernement fédéral en a profité pour nous faire perdre une autre tranche de notre autonomie provinciale et voici comment. Comme vous le savez, M. l'Orateur, le gouvernement fédéral ne peut, ou plutôt ne pouvait intervenir par sa force policière ou armée dans aucune des provinces du dominion sans l'assentiment du procureur général de la province concernée.

Tout est changé maintenant depuis le 31 juillet 1941. Prenant prétexte de l'absence de l'honorable procureur général de Québec, sachant d'ailleurs qu'il fait partie d'un gouvernement qui, selon l'expression du premier ministre lui-même, va au devant des désirs d'Ottawa, le gouvernement central, sans même consulter le gouvernement de la province, a passé un ordre en conseil par lequel il s'arroge le droit de faire intervenir la police ou l'armée quand il le voudra dans le territoire des provinces sans la nécessité d'une autorisation préalable. Ceci revient à dire que le fédéral pourra régler par la force n'importe lequel de nos problèmes sans que nous n'ayons un mot à dire. Encore une tranche de notre autonomie qui s'en est allée et pour toujours, à cause du laisser-faire de l'un des ministres du gouvernement actuel et sans la moindre protestation de la part des autres.

Le gouvernement fédéral a utilisé la grève d'Arvida pour faire passer un décret selon lequel le gouvernement peut utiliser la police et les forces armées pour intervenir dans tout conflit de travail dans une industrie du Canada, et c'est pourquoi le gouvernement fédéral peut utiliser ses forces armées

dans un éventuel conflit, au lieu de laisser le dénouement de ces questions aux autorités provinciales. C'était la façon dont le gouvernement actuel collabore avec Ottawa. Cette collaboration ressemble à une fusion et à une cession de l'autonomie provinciale, cela ressemblait à une assimilation.

D'ailleurs, plus nous considérons la situation que nous fait à l'heure actuelle le pouvoir central, sous l'œil bénévole de ceux qui n'ont pour mot d'ordre que d'aller au-devant des désirs d'Ottawa, plus nous réalisons que l'autonomie provinciale est un vain mot et qu'il ne nous en reste plus. Vous M. l'Orateur, qui êtes un juriste averti, je suis sûr que vous êtes effrayé, et à bon droit, des multiples accrocs faits à nos lois civiles françaises, l'un de nos plus chers héritages.

En matière de loyer, par exemple, il n'y a plus moyen de se reconnaître dans le fouillis des ordonnances passées par le gouvernement d'Ottawa en nombre formidable et en opposition complète avec tous les principes de notre Code civil français. Que l'on n'objecte pas qu'il y a la nécessité de guerre, car tout le monde sait que nous avons dans nos lois et dans nos pouvoirs législatifs, tout ce qu'il faut pour remédier de façon adéquate à n'importe quelle situation. Tout le monde réalise aujourd'hui la claire vision dont faisait preuve l'honorable chef de l'opposition lorsqu'il y a près de trois ans, il jetait le cri d'alarme. Nous sommes en train de perdre, l'un après l'autre, tous nos droits et comme vont les choses, d'ici peu il ne nous restera plus que la seule ressource de nous faire englober, assimiler, centraliser. Démission, lâchage, laisser-faire, abandon, telles sont les seules caractéristiques de la fameuse collaboration avec Ottawa, dont on nous parle tant.

Ils ont voulu répéter cette vieille théorie, que la cause de la défaite de l'Union nationale avait été les dépenses qu'elle avait faites. Or, le gouvernement actuel peut difficilement accuser l'Union nationale d'avoir dépensé sans compter, puisqu'il a maintenu les principales sources de dépenses de l'Union nationale. En d'autres termes, le premier ministre a de nouveau soutenu que la population de la province pouvait à ce point manquer de cœur pour nous reprocher d'avoir employé l'argent du Trésor public pour les cultivateurs, pour les mères nécessiteuses, pour les vieillards, pour les aveugles, pour les chômeurs de la province. Partant, il est faux de prétendre que le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) a été battu en 1939 à cause de sa politique financière. Ce qui a battu l'Union nationale, c'est l'imposture de certains chefs libéraux se donnant

comme des remparts contre la conscription. La province avait plus confiance dans le Parti libéral pour éviter la conscription.

C'est bien mal juger les nôtres! Et je ne comprends pas que le premier ministre qui, je veux le croire, aime sa race, puisse, après trois ans, persister à soutenir de pareilles absurdités. La vérité est toute autre et l'honorable premier ministre le sait, mais, pour l'en convaincre mieux, je lui citerai l'opinion, non pas d'un national, mais d'un bon libéral, l'opinion d'un homme qui est l'un des grands amis de l'honorable premier ministre, l'opinion d'un homme qui conseille et dirige l'honorable premier ministre, l'opinion d'un homme qui voit tous ses moindres désirs devancés par l'honorable premier ministre, vous entendez, M. l'Orateur que j'ai nommé M. King, premier ministre du Canada.

La cause de la défaite de l'Union nationale ne réside donc pas dans les dépenses; elle est toute autre. M. Mackenzie King disait, le 26 janvier 1942, à Ottawa, dans un discours prononcé devant la Chambre des communes et reproduit par les journaux du même jour, ce qui suit: "Tous les honorables membres de cette Chambre savent que, sans la conviction qu'advenant une guerre européenne il n'y aurait pas ici de conscription pour service outre-mer, le Parlement n'aurait jamais décidé, de la façon prompte et unanime que l'on sait, de se ranger aux côtés de la Grande-Bretagne pour résister à l'agresseur et défendre la liberté.

"Les honorables députés savent encore que si, à l'époque où la participation du Canada à la guerre était débattue au cours d'une campagne électorale dans la province de Québec par un gouvernement professant une doctrine politique différente de la nôtre, une assurance semblable contre la conscription pour service militaire outre-mer n'avait pas été donnée au nom du gouvernement actuel par feu le très honorable Ernest Lapointe, par le ministre des Travaux publics, par d'autres chefs libéraux de la province de Québec et par des représentants de cette province à la Chambre des communes, le verdict de la population québécoise aurait pu être bien différent."

La vérité, M. l'Orateur, elle est là, et tout le monde en cette province le sait! Tout le monde en cette province le dit, sauf le premier ministre et des thuriféraires. Tout le monde en cette province sait que la cause de la défaite de l'Union nationale, c'est l'horrible chantage exercé sur la population québécoise par les gens d'Ottawa. Tout le monde en cette province se rappelle qu'aux élections provinciales de 1939 les gens d'Ottawa sont venus

ici, dans Québec, dire à la population: "Nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne, mais cette guerre vous ne la ferez que modérément et librement, un peu comme vous voudrez. Nous sommes vos remparts et vos murailles contre la conscription que nous avons dénoncée et que nous avons appris à détester pendant 25 ans. Mais si vous votez pour l'Union nationale, nous démissionnerons, nous nous en irons, et vous aurez la conscription."

Et l'honorable premier ministre actuel de la province n'hésitait pas lui-même à dire et à écrire sous sa signature, par oubli et distraction, ce qui suit: "Je m'engage sur l'honneur, en pesant chacun de ces mots, à quitter mon parti et même à le combattre, si un seul Canadien français, d'ici la fin des hostilités en Europe, est mobilisé contre son gré, sous un régime libéral ou même un régime provisoire, auquel participeraient nos ministres actuels dans le cabinet de M. King."

La population pour son malheur les a crus et nous avons été battus. C'est ça la vérité! L'honorable premier ministre a voulu nous parler des grands progrès de l'agriculture sous son régime. Quelle force d'illusion il faudrait avoir, M. l'Orateur, pour croire que l'agriculture en cette province puisse progresser sous les directives d'un homme qui, ministre de l'Agriculture pendant sept ans, sous le régime Taschereau, et jusqu'à 1936, n'a eu à son crédit que cette œuvre d'avoir conduit l'agriculture à deux doigts de sa perte.

Cette époque n'est pas tellement éloignée, M. l'Orateur, que l'on ne puisse se rappeler la situation de l'agriculture en 1936, alors que le Parti libéral était chassé du pouvoir. Diminution des superficies ensemencées; diminution des cheptels; mévente des produits, faute de marché. Le paysan était écrasé par des dettes hypothécaires et l'emploi de cultures désuètes, tout ça avoué par le premier ministre lui-même l'année dernière, compliquaient la situation. De telles causes ne pouvaient entraîner qu'un résultat: le délaissement des terres, l'exode des cultivateurs vers les villes, où ils allaient grossir le nombre de chômeurs.

Les esprits sérieux s' alarmaient et suppliaient le gouvernement d'agir. L'Union catholique des cultivateurs, organisation toute dévouée à la classe agricole et dépouillée de toute partisanerie politique, faisait démarches sur démarches auprès du gouvernement pour obtenir l'action prompte qui s'imposait et suggérer comme premier remède, la création d'un crédit agricole large et facile. Le ministre de l'Agriculture faisait la sourde oreille et répondait à ceux qui réclamaient un crédit agricole

que: "les cultivateurs se mouraient de trop de crédit". Un simple signe, entre cent autres, aurait pourtant dû avertir le ministre du peu de sérieux de sa déclaration et du mal-fondé de son opinion sur le crédit agricole réclamé.

Vers 1933, le gouvernement fédéral avait passé une loi généralement connue sous le nom de "Loi de concordat," mais qui, en fait, s'appelait: "Loi d'arrangements entre cultivateurs et créanciers". Cette loi, comme tout le monde le sait, avait pour but d'offrir au cultivateur traqué de trop près par ceux à qui il devait, le moyen soit de conclure des arrangements soit de faire faillite. Cette loi n'offrait donc aux agriculteurs qu'un pis aller à peine meilleur que le mal dont ils souffraient, et, cependant, si grande était la détresse du cultivateur québécois que c'est par milliers qu'en notre province, jusqu'en 1936, nos agriculteurs réclamaient les bénéfices de cette loi.

Comment nos cultivateurs pouvaient-ils songer à conclure des arrangements avec leurs créanciers ou à faire faillite, s'ils n'avaient pas de dettes et s'ils souffraient, comme le prétendait le ministre de l'Agriculture d'alors et d'aujourd'hui: "de trop de crédit". En prenant le pouvoir en 1936, l'Union nationale, fidèle aux promesses faites et aux principes prônés, établissait de suite le crédit agricole, large, facile, solide, qui avait été promis. À partir de la mise en vigueur de la loi jusqu'au départ de l'Union nationale, soit en moins de deux ans et demi, plus de 35,000 demandes d'emprunt ont été faites à l'Office du crédit agricole provincial.

Trente-cinq mille demandes, M. l'Orateur, cela veut dire que 35,000 cultivateurs, en cette province, jugeaient leur situation financière assez précaire pour devoir recourir à l'aide de l'État, car j'ose espérer qu'aucun de nos honorables amis de la droite n'osera soutenir que l'agriculteur du Québec est assez peu sérieux pour vouloir emprunter quand il n'en a pas besoin. Trente-cinq mille demandes d'emprunt venues de tous les centres agricoles, et l'honorable ministre de l'Agriculture avait obtenu que les cultivateurs mouraient de trop de crédit. Quelle vision! Quel sens des réalités! Quelle connaissance des besoins de la classe que ses fonctions l'appelaient à diriger!

Le premier ministre se scandalisait, dans son discours, du fait que 10,000 demandes, c'est le chiffre qu'il a donné lui-même, étaient encore en suspens lorsqu'il a pris les rênes du pouvoir, et croyant que celui qui vous parle présentement mettait sa parole en doute, il offrait de fournir les chiffres officiels. Si cela peut faire plaisir à l'honorable

premier ministre, je lui dirai que je ne discute pas ses chiffres, et que, pour une fois il a même été conservateur. Mais quel scandale, M. l'Orateur, sur plus de 35,000 demandes en deux ans et demi, 10,000 n'auraient pas été satisfaites. Il y aurait eu un moyen bien simple de régler ces 10,000 demandes en suspens, cela aurait été d'appliquer la méthode draconienne prise par le gouvernement actuel: les refuser en bloc.

Mais de cette méthode égoïste et sans cœur, nous n'en avons pas voulu. Dieu merci, le gouvernement de l'Union nationale était trop averti de ses devoirs, il avait un trop grand respect de la classe agricole, une trop grande connaissance de ses besoins, pour agir à son égard avec le sans-gêne et la désinvolture du gouvernement actuel. Le gouvernement de l'Union nationale a préféré étudier à leur mérite toutes et chacune des demandes et ne refuser que celles que l'intérêt de la province et l'intérêt de l'emprunteur même l'obligeaient à refuser.

En moins de deux ans et demi, des milliers et des milliers de prêts ont été consentis et \$35,000,000 ont été mis à la disposition des cultivateurs, jetant de la joie et de l'espoir dans des milliers et des milliers de foyers qui n'avaient connu jusque-là, que la gêne et l'angoisse sous le régime dont faisait partie l'honorable premier ministre d'aujourd'hui.

Au sujet du prêt agricole, le premier ministre, a tenu à faire allusion une fois encore à certaines accusations déjà portées par lui en cette Chambre relativement à quelques prêts. Ces accusations, M. l'Orateur, ont fait long feu, et vous avez encore en mémoire, j'en suis sûr, l'éloquente réfutation qu'en a faite à maintes reprises le chef de l'opposition, l'honorable député de Trois-Rivières. L'honorable député de Dorchester (M. Bégin) a d'ailleurs démontré lui-même, la semaine dernière, que le gouvernement actuel est malvenu de porter des accusations à ce sujet. Lorsqu'on habite une maison de verre, on ne jette pas de pierres sur celles du voisin. Permettez-moi d'ajouter cependant que même si les prétentions de l'honorable premier ministre étaient fondées, même si, sur des milliers et des milliers de prêts consentis, quelques-uns l'avaient été de façon indiscrete, il faudrait avoir une bonne dose de puritanisme et d'étrousses d'esprit pour s'en scandaliser. Il n'y a que ceux qui ne font rien qui ne se trompent pas, et si le vieux régime, dont a fait partie pendant sept ans le premier ministre actuel n'avait eu que de pareilles peccadilles à se reprocher, il n'aurait pas été obligé de choir dans la honte un certain matin de juin 1936.

Si le premier ministre voulait, pour une fois, nous laisser connaître le fond de sa pensée, il avouerait sincèrement que pendant sept ans qu'il a dirigé le ministère de l'Agriculture, avant 1936, il s'est trompé en refusant à l'agriculteur québécois le prêt agricole qu'il réclamait avec raison; il avouerait que ce prêt était urgent; qu'il a sauvé du désastre notre agriculture; et il apprendrait à la Chambre, par la même occasion, qu'il a critiqué la mise en application de ce prêt à la légère, sans avoir les renseignements suffisants, mais qu'en prenant le pouvoir, l'une de ses plus grandes surprises a été de constater quel organisme sérieux constituait l'Office du prêt agricole, la besogne admirable qu'il avait abattue en moins de trois ans, et les bienfaits incalculables qu'il avait faits à la classe agricole et en même temps à toute la population en général.

Le gouvernement de l'Union nationale ne prétend pas avoir été formé de surhommes à la Nietzsche qui ne pouvaient jamais se tromper, mais, de grâce, que l'on ne cherche donc pas à nier, dans le but de nous abaisser, l'œuvre admirable du crédit agricole qui, de l'avis de tout le monde, restera comme la grande mesure salvatrice de l'agriculture québécoise. Par ailleurs, il restera que la plus lourde faute peut-être commise par le gouvernement actuel, qui pourtant en a déjà commis de si nombreuses, sera d'avoir entravé la marche de cette mesure par des modifications qui lui enlèvent tous ses avantages.

Le gouvernement actuel, conscient sans doute du prestige qu'avait donné au gouvernement de l'Union nationale la saine législation du crédit agricole, a voulu lui aussi avoir son prêt. C'était d'ailleurs une des marottes de l'honorable premier ministre, ce grand expert dans les choses de l'agriculture, que, ce qu'il fallait au cultivateur de la province, ce n'était pas la facilité d'emprunter des sommes substantielles remboursables à long terme, mais bien de pouvoir emprunter des sommes minimes, pour un temps très limité.

L'idée de cette mesure cadrait bien d'ailleurs les principes d'un gouvernement qui a toujours pratiqué la doctrine que ce qui importe, c'est de donner des octrois nombreux mais minimes à l'agriculteur, non dans le but d'aider les cultivateurs, mais de contrôler le vote, leur vote. C'est ce que nos gens, avec leur bon sens habituel ont appelé "les octrois à la cuillère".

Une mesure a été passée à ce sujet qui, dans l'application, s'est avérée si inefficace que les cultivateurs n'ont pas voulu s'en servir. L'honorable député de Matane a déjà fait voir à cette Chambre qu'il n'y a pas eu, dans toute la province,

100 cultivateurs qui ont réclamé les avantages d'une mesure que tous considéraient inadéquate et inutile.

Le gouvernement actuel se vante beaucoup de la fameuse prime sur le fromage. Si le gouvernement, à ce sujet, voulait exposer la situation exacte, il dirait que cette prime, il l'a donnée à l'instigation du gouvernement fédéral pour réparer une erreur de ce dernier. Cette mesure n'a été qu'un autre moyen pris par Ottawa pour faire payer ses dettes par la province. Cela fonctionnait de cette façon: Comme tout le monde le sait, le printemps dernier, le gouvernement central fixait à 15 cents une fraction le prix de la livre de fromage. Ce prix était si bas, par rapport au coût de production, que pas un seul producteur, tant soit peu soucieux de ses intérêts, aurait consenti à faire une seule livre de fromage à un pareil prix. Le fromage, étant une des premières nécessités de l'alimentation, pour empêcher que la production n'en fût discontinuée, il a bien fallu que le gouvernement provincial, sous la pression d'Ottawa, consentisse à payer une partie du coût par sa prime de deux cents. Mais le gouvernement sait bien, surtout le premier ministre, que, même avec la fameuse prime, le prix du fromage reste encore beaucoup trop bas, comparativement au coût de la vie et à la hausse des produits que doit acheter le cultivateur.

Le gouvernement se vante d'avoir encouragé la culture du lin. Pour vous permettre de juger du bien fondé de cette prétention, permettez, M. l'Orateur, que je vous mette au courant de ce qu'il a fait dans mon comté. La culture du lin en notre province, comme chacun le sait, ne date pas d'hier et tous et chacun d'entre nous avons été à même de voir, j'en suis sûr, dans les vieux bahuts ou les solides armoires paysannes, de ces belles et solides toiles dont l'usure défie les ans. Le comté de Chicoutimi a toujours compté des producteurs de lin, pas en très grand nombre peut-être, mais convaincus, sincères, et le sol de notre comté a toujours été reconnu, même par les experts les plus sérieux, comme éminemment propice à cette culture. Il paraît cependant, M. l'Orateur, que depuis que le comté de Chicoutimi, peuplé de gens de cœur, a voulu témoigner sa reconnaissance pour les services rendus en élisant un député de l'Union nationale, il paraît, dis-je, que les experts du gouvernement jugent que son sol a perdu toutes ses propriétés et ne se prête plus à la culture du lin. Aussi, le printemps dernier, quand nos gens ont voulu avoir des graines de lin pour la semence, ils ont rencontré toutes sortes d'ennuis et d'embarras au ministère provincial de l'Agriculture.

Les cultivateurs de chez nous ne sont pas des gens gênés et n'ont pas froid aux yeux. Héritiers des vertus françaises, ils sont particulièrement tenaces quand ils sont sûrs de leurs droits; aussi, en dépit de tous les obstacles, décidés à continuer la tradition ancestrale et à semer du lin, ils ont pris les moyens pour avoir de la graine et y ont réussi. Lorsque le ministère de l'Agriculture s'est aperçu qu'il n'y aurait pas moyen d'empêcher la culture du lin dans mon comté, il a immédiatement dépêché auprès des producteurs certains de ses employés pour engager ceux qui avaient semé, pour faire leur culture sous la surveillance des savants agronomes à l'emploi du gouvernement et céder ensuite leur récolte pour qu'elle soit préparée à l'école de Plessisville. Un arrangement écrit fut même signé, au terme duquel le gouvernement se chargeait particulièrement de faire lui-même l'arrachage et le brayage du lin.

Les cultivateurs intéressés, tous gens d'honneur, suivirent à la lettre les arrangements pris et se conformèrent en tous points à toutes les directives. La récolte du lin chez nous, de l'avis de tous les grands experts du gouvernement, était la plus belle qui se puisse voir. À l'automne, les producteurs de lin insistèrent pour que leur récolte fût arrachée aussitôt prête, mais les agronomes se contentèrent de faire visite sur visite, promesse sur promesse, sans jamais envoyer la machinerie nécessaire pour faire l'arrachage de la récolte qui, en définitive, est restée sous la neige.

La morale de cette histoire, suivant mes informations, pourrait bien être tirée par nos tribunaux, car Dieu merci, il y a encore des juges chez nous. Mais si c'est là ce que le gouvernement appelle développer la culture du lin, c'est à crever de rire. J'aurais bien, M. l'Orateur, une douzaine de bonnes petites histoires du genre de celle que je viens de vous raconter, qui vous feraient voir les méfaits du ministère de l'Agriculture dans le beau comté de Chicoutimi. Je vous en fais grâce pour aujourd'hui, car je suis bien sûr que nous aurons l'occasion d'y revenir.

Je puis vous certifier, cependant, que les déclarations claironnantes de l'honorable premier ministre ne changeront pas l'opinion bien forte des agriculteurs de chez nous, maintenant que toute la politique du gouvernement en matière d'agriculture ne vaut pas cher, et ils attendent l'occasion des élections générales, qui ne tarderont pas maintenant, pour le faire savoir à l'honorable premier ministre en votant contre lui.

Parlant de colonisation, l'honorable premier ministre a prétendu que son ministère avait fait

beaucoup plus pour les colons que le gouvernement de l'Union nationale, et il a même tenu à apporter des chiffres pour soutenir sa thèse.

Me rappelant qu'il y eut jadis en cette Chambre un premier ministre, père spirituel du premier ministre d'aujourd'hui, dont il fallait contrôler toutes les assertions, j'ai voulu, tout comme mon collègue de Dorchester, consulter les rapports officiels du ministère de la Colonisation, et voici, M. l'Orateur, les chiffres officiels que j'ai trouvés en rapport avec l'établissement des colons. En 1936, lorsque l'Union nationale prit le pouvoir, c'est la loi 25-26 George V, chapitre 35, qui était en vigueur, mieux connue sous le nom de Plan Vautrin¹⁹, du nom de ce grand ministre de la Colonisation qui faisait payer par son ministère ses culottes de pêche. Sous l'empire de cette loi, durant la première année d'administration de l'Union nationale, furent placées 4,108 familles de colons. Cette même année, pour réparer les erreurs de l'ancien régime qui avait placé des colons au petit bonheur, sans se soucier même de leur donner des communications, le ministère dut faire défricher et essoucher 86 milles de chemins, construire 850 milles de chemins nouveaux à travers les bois, et ce, dans les régions déjà colonisées, et refaire pour les rendre strictement passables 2,340 milles de chemins de colonisation.

Mais c'est en 1937 que commence à proprement parler l'administration en vigueur aujourd'hui. Du 30 juin 1937 au 30 juin 1938, l'Union nationale a placé 4,730 colons. Plan Rogers-Auger²⁰, ou pour faire plaisir à l'honorable ministre actuel de la Colonisation, plan fédéral-provincial, 1,200 familles. Plan provincial 1,490 familles; établissement sur terres libres, 471 familles; établissement de fils de cultivateurs 1,569 familles. Du 30 juin 1938 au 30 juin 1939 furent placés 5,069 colons.

Je me dispenserai, M. l'Orateur, de vous donner le détail de ce chiffre, l'honorable député de Dorchester vous l'ayant donné l'autre jour. Du 30 juin 1939 au 30 juin 1940, année que l'honorable premier ministre nous attribue et dans laquelle il prenait les chiffres qu'il citait l'autre jour: furent placés (évidemment notre plan se continuait) 3,048 colons répartis ainsi qu'il suit: plan Rogers-Auger ou fédéral-provincial, 848 (rapport page 24); plan provincial, 121 (rapport page 48); fils de cultivateurs, 1,257 (rapport page 60); établissement sur terres libres, 812 (rapport page 61).

Enfin, au cours de l'année 1940-1941, la seule qui appartienne en propre au ministre de la Colonisation actuel, furent placés (admettez,

M. l'Orateur, le chiffre fantastique), 1,673 colons répartis ainsi qu'il suit: plan fédéral-provincial, 1,122 colons (rapport page 25); plan provincial, 551 colons (rapport page 29).

Je m'excuse de tous ces chiffres, M. l'Orateur, mais il conduisent à des conclusions si extraordinaires que je ne puis résister au désir de vous en faire part. Imaginez, M. l'Orateur, que le gouvernement qui, par la voix de son ministre de la Colonisation, se vantait d'avoir beaucoup plus fait que l'Union nationale pour le développement de la colonisation, a placé en 1940-1941: 1,375 colons de moins que l'Union nationale en plaçait en 1939-1940; 3,396 colons de moins que l'Union nationale en plaçait en 1938-1939; 3,057 colons de moins que l'Union nationale en plaçait en 1937-1938; 2,435 colons de moins que l'Union nationale en plaçait en 1936-1937. Qu'elles sont belles et conformes aux faits, les déclarations grandiloquentes du ministre de la Colonisation! Aujourd'hui, on place moins de colons qu'au temps du gouvernement Duplessis. En outre, les colons quittent les lots qu'ils reçoivent en partage.

Mais il y a plus, M. l'Orateur. Vous avez entendu l'honorable premier ministre nous chanter le bonheur des colons sous sa paternelle surveillance. M. l'Orateur, cela nous rappelait les plus belles pages de Virgile et nous donnait l'envie d'aller défricher un lot. Vous l'avez entendu nous dire de sa voix suave: le régime de l'Union nationale fut pour la colonisation un régime de honte tandis que, sous notre gouverne, les colons n'ont jamais été si heureux, et il invoquait même, à l'appui, le témoignage des missionnaires-colonisateurs. Ces pauvres prêtres, comme ils ont dû être édifiés de la franchise du premier ministre. Imaginez-vous, M. l'Orateur, que les colons ne partagent pas du tout l'opinion de leur ministre de la Colonisation. Parfaitement, M. l'Orateur, les colons quittent, et de façon effarante, le paradis que leur a préparé le premier ministre. En 1941, 260 colons sur les 1,122 colons placés par le premier ministre, en vertu du plan fédéral-provincial, soit le quart, ont quitté leur lot (voir rapport page 37) et ces chiffres ne tiennent pas compte des départs des colons établis précédemment.

La vérité vraie, c'est que les colonies se vident et j'en ai la preuve par ce qui se passe dans mon propre comté. On me répondra peut-être que ceci s'est toujours fait et qu'il y a toujours eu des mécontents. Voyons un peu ce qui se passait au temps de l'Union nationale, tel qu'en rend compte le rapport officiel de la Colonisation, pour l'année

1938-1939, rapport produit en cette Chambre par l'honorable premier ministre lui-même en 1940. Voici ce qu'on lit dans ce rapport, à la page 16: "Les abandons, la première année, se chiffraient à 109 pour 1,309 établissements commencés; la deuxième année, on en comptait seulement 113 pour 1,420 établissements. Le pourcentage a donc tombé de 8.32 % à 7.95 %. Si nous comptons cependant sans distinction tous les abandons des deux années réunies, y compris ceux des colons de la première année qui ont abandonné au cours de la deuxième et les expulsions jusqu'au 30 juin 1939, nous arrivons au total de 267 pour 2,729 établissements ou 9.75 %."

Au temps de l'Union nationale, sur 2,729 colons établis en vertu du plan fédéral-provincial, 269 colons seulement abandonnaient leur lot, tandis que, sous le régime actuel, sur 1,122 colons établis en vertu du même plan, 260 quittent le sort misérable qui leur est fait. Le régime de honte pour la colonisation, c'est le régime actuel.

La vérité vraie, M. l'Orateur, c'est que sous l'Union nationale les colons restaient sur leurs lots et développaient leurs colonies, tandis que sous le régime libéral actuel, les colons désertent leurs lots et fuient l'existence de forçats qui leur est faite dans les colonies qui sont devenues des colonies pénitenciaires, où l'on ne mange pas même du cheval, mais du chien et du chat, comme nous l'écrivait un colon l'année dernière.

Mais, il y a encore autre chose, M. l'Orateur. L'Union nationale avait un système grâce auquel les fils de cultivateurs pouvaient s'établir sur des lots et se préparer un avenir convenable. De 1936 à 1940, 5,594 jeunes gens ont bénéficié de cet avantage; le gouvernement actuel, qui prône à temps et à contre-temps la nécessité de veiller à l'établissement de nos jeunes, et de préparer l'après guerre, a complètement discontinué ce système et je me demande, M. l'Orateur, ce qu'on réserve à toute cette jeunesse agricole qui ne demande qu'à s'établir, à travailler et à continuer la tradition terrienne des ancêtres?

Enfin, M. l'Orateur, permettez-moi de clore ce chapitre de la colonisation en vous disant quelques mots de la célèbre découverte du premier ministre: la motorisation de la colonisation. Comme cela sonne bien à notre époque moderne et guerrière: la motorisation de la colonisation. Ne croirait-on pas voir une "blitzkrieg" nouveau genre qui ferait s'écrouler les forêts comme des fétus de paille. Trente tracteurs ont été achetés, nous dit-on, à cet effet. Eh bien, M. l'Orateur, je suis allé les voir opérer ces fameuses machines, je les ai vues de mes yeux, ce qui s'appelle vu. Si jamais il vous arrive

d'avoir les bleus et de vouloir une défaite, je vous conseille l'expérience, cela vaut le coup et vous fera du bien.

Imaginez, M. l'Orateur que ces fameux tracteurs n'en sont pas, mais sont plutôt des machines à construire des chemins, dont j'ignore le nom technique, mais que nos gens appellent communément des "bulls". Elles pèsent des milliers et des milliers de livres, de sorte que pour le moins qu'un sol est humide, elles s'enlisent irrémédiablement et il faut cinq ou six paires de bœufs pour les tirer. Mais lorsqu'elles fonctionnent, c'est encore rien. Elles coupent au ras du sol les arbres et les souches, laissant toutes les racines dans la terre et rendent la situation 100 fois plus mauvaise qu'elle n'était avant leur passage, et si par hasard elles arrachent une racine, il se passe le phénomène que décrivait l'honorable député de Gaspé l'autre jour, toute la terre vient avec.

Ce qui vous fera sûrement crever de rire, M. l'Orateur, ce sont les remarques de nos colons lorsqu'ils constatent les ravages de leurs terres. Tout le vocabulaire de Rabelais et les expressions homériques les plus fortes deviennent langage d'Église auprès de ce que l'on entend. Je crois que même le premier ministre prendrait le parti de rire s'il pouvait se rendre compte de ce qu'on dit de lui en cette occasion, mais jamais plus il n'entreprendrait la Chambre de la motorisation de la colonisation.

L'année qui vient de s'écouler, M. l'Orateur, a été fertile en découvertes scientifiques. Après la motorisation de la colonisation, c'est, à mon sens, le ministère de la Voirie qui a fait la plus géniale: la disparition des microbes de la route. Vous avez entendu comme moi, M. l'Orateur, les déclarations sensationnelles: "Nous pourchasserons la poussière, les bactéries, le crotin et tous les autres microbes de la route". La recette est d'ailleurs assez simple, mais encore, comme pour l'œuf de Colomb, fallait-il y penser? On laisse pendant trois ans les grands chemins, les routes, toutes les routes sans le moindre entretien, on donne ordre de n'y pas mettre une seule pelletée de terre ni de sable, les voitures roulent bientôt sur la pierre concassée et les microbes disparaissent à jamais. La recette a été mise en application dans mon comté, comme d'ailleurs dans toute la région du Saguenay, qui comprend, comme vous le savez, M. l'Orateur, le comté de l'honorable ministre du Travail, ainsi que ceux de Roberval et de Lac-Saint-Jean, et je puis vous assurer qu'elle est infaillible.

Le seul petit inconvénient vient du rationnement du caoutchouc, car, imaginez,

M. l'Orateur, qu'on finit quatre pneus d'une seule course un peu longue. Le croirez-vous, M. l'Orateur, il y a des gens, ici-même en cette Chambre, assez peu à la page pour ne pas apprécier cette grande découverte. À la fin du printemps, nous avons eu à Chicoutimi la visite de l'honorable ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin). Comme vous le savez, c'est le ministre le moins important du cabinet, si tout est qu'il y en a qui ont quelque importance, mais comme c'était la première fois en trois ans que nous avions de la visite ministérielle, vous pensez bien que nous l'avons reçue comme il convenait: drapeaux, réception dans le meilleur hôtel de la ville, banquet, discours et tout et tout... Comme nous craignons de ne voir pas se répéter pareil honneur, nous en avons profité pour faire au ministre toutes nos demandes.

Pour ma part, je lui ai touché un mot, oh, bien discrètement, vous pensez bien, de l'état de nos chemins, mais mon honorable collègue du Lac-Saint-Jean, qui était présent, y est allé de la manière forte, et a réclamé, je cite textuellement: "des chemins pas aussi beaux qu'à Saint-Hyacinthe, mais au moins convenables". Quelque temps après, ayant eu avec mon honorable ami du Lac-Saint-Jean à présenter une délégation composée de membres de nos comtés respectifs à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), j'ai cru sentir dans l'accueil plutôt frais fait par le ministre à mon collègue, que la commission donnée à l'honorable ministre des Affaires municipales avait été faite. Nos chemins n'en sont pas moins dans le même état. Aussi, M. l'Orateur, bien que j'aie infiniment de plaisir à vous voir, j'ai trop le souci de votre santé pour vous inviter à venir chez nous tant que nous n'aurons pas de service d'avions.

Les conséquences les plus graves découlent pour nous de l'état de nos chemins, et permettez, M. l'Orateur, que, pour aujourd'hui, je vous en mentionne deux. Comme vous le savez, dans mon comté, se trouve la plus grosse usine d'aluminium au monde. Inutile de vous dire qu'à l'heure actuelle toute la production de cette usine est destinée à l'effort de guerre. Or, M. l'Orateur, savez-vous que présentement la production de ces usines est considérablement diminuée à cause de l'état de nos chemins. Les ouvriers travaillant à Arvida viennent de tous les coins du comté de Chicoutimi et même des comtés voisins. Or, à l'heure actuelle, il ne se passe pas de jours que les ouvriers manquent une ou deux heures d'ouvrage, et je suis averti qu'au printemps, à la fonte des neiges, la situation deviendra intolérable.

Non seulement des ouvriers, qui ont chômé si longtemps, perdent journellement des sommes appréciables, mais encore tout l'effort de guerre du Canada va s'en trouver considérablement diminué. Depuis trois ans, à chaque session en cette Chambre, j'ai mis le gouvernement en garde, mais tous mes avertissements ont été inutiles. Il me semble pourtant que le premier ministre, au lieu de faire au sujet de la guerre les déclarations ébouriffantes que l'on sait, aurait dû être réaliste et pratique, et voir à ce que le ministre de la Voirie, par son inaction et sa partisanerie politique, ne nuise pas, et à nos ouvriers et à notre production de guerre. Il n'y avait pas besoin de savoir l'anglais pour agir.

Le gouvernement se vante beaucoup de l'abolition des péages sur les ponts de la province. C'est une mesure longtemps réclamée par l'Union nationale, et vous vous rappelez, M. l'Orateur, que l'année dernière, le 12 mai, l'honorable député de Joliette, secondé par l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine présentaient une motion à cet effet que battait le parti ministériel. À moins d'un an d'intervalle, le gouvernement a déjà changé d'idée et s'est rangé à l'opinion de l'opposition. La raison de son attitude à ce qu'il prétend, serait que les finances de la province seraient restaurées, mais alors, que n'abolit-il pas la taxe de vente et tant d'autres taxes vexatoires qu'il a imposées? Là encore, M. l'Orateur, la vérité est plus simple. La raison de l'abolition des péages sur les ponts de la province provient uniquement de la décision prise par le gouvernement fédéral de restreindre la consommation de la gazoline.

Le gouvernement sait bien que la mesure fédérale va diminuer considérablement le trafic et que les revenus de ses ponts de péage tomberont à un tel point que leur administration serait déficitaire. En d'autres termes, à cause des restrictions fédérales sur la vente de la gazoline, il en coûtera moins cher au gouvernement provincial d'abolir les péages que de les maintenir. Et c'est là, M. l'Orateur, la seule raison de cette mesure. Je regrette cependant que le gouvernement n'ait pas laissé à l'honorable ministre de la Voirie (M. Bouchard) le soin d'annoncer lui-même cette nouvelle et qu'on semble avoir profité de son absence pour le montrer à la population comme l'homme des mesures impopulaires.

Le ministre qui a joué le plus grand rôle chez nous, au cours de l'année, c'est celui qui représente spécialement notre région dans le cabinet, l'honorable ministre du Travail (M. Rochette). Mais si les membres du gouvernement n'ont pas le courage de défendre nos droits, il y a une chose

qu'ils savent faire avec un zèle inouï, parler. Que des déclarations effarantes, naïves, vaniteuses, cocasses n'avons-nous pas entendues? L'honorable député de Dorchester (M. Bégin) en a relevé quelques-unes la semaine dernière, mais un jour, je l'espère, un député de cette Chambre se donnera la peine de les relever toutes pour le plus grand amusement de cette Assemblée. Permettez, aujourd'hui, M. l'Orateur, qu'à mon tour je vous en rappelle quelques-unes.

Dans mon comté, comme je vous le disais, c'est l'honorable ministre des Affaires municipales qui est venu nous voir. Son passage a créé un mouvement vers le goût de la politique étrangère. L'honorable ministre n'a cru mieux faire que de profiter de sa visite chez nous pour donner des conseils à notre mère patrie: la France. Vous voyez cela d'ici, M. l'Orateur, notre ministre des Affaires municipales devenu maître des politiques et diplomatique. Son voyage chez nous lui ayant sans doute rappelé notre existence, le 4 octobre 1941, l'honorable ministre des Affaires municipales annonçait à la province la réouverture de nos moulins, car j'oubliais de vous dire, M. l'Orateur, qu'en dépit de la guerre, en dépit de la nécessité d'une production intensive, alors que partout on édifie, à coup de millions, des usines nouvelles, chez nous quatre moulins en bon ordre,... au confluent de la Rivière Chicoutimi et du fleuve Saguenay, près d'un port de mer, sont toujours inoccupés et fermés, et qu'il s'y perd journellement 30,000 chevaux-vapeur. À l'annonce de la grande nouvelle, notre population a repris courage, heureuse de voir prendre fin un des plus grands scandales économiques de notre province.

Après trois ans de guerre, alors que l'on fait lever la population une heure plus tôt tous les jours pour économiser l'électricité, alors que l'on nous demande d'économiser même les chiffons, et jusqu'au papier d'étain qui enveloppe nos cigarettes, on se souvenait enfin qu'il y avait chez nous quatre moulins inutilisés en état de servir et que 30,000 chevaux-vapeur étaient à la disposition de l'industrie de guerre. Hélas! Il nous a fallu déchanter assez vite. La fameuse remise en opération de nos moulins a consisté à faire entrer dans les usines une douzaine d'ouvriers qui s'y emploient, personne ne sait à quoi. À l'avenir nous nous méfierons des grandiloquentes déclarations de l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Nous avons aussi entendu, au cours de l'année, la quasi-unanimité des ministres du gouvernement nous parler de la nécessité

d'apprendre l'anglais. Vous avez peut-être applaudi, M. l'Orateur, à pareille déclaration en songeant quelle culture constituerait pour notre race la connaissance de la langue qui a produit les œuvres d'un Shakespeare, d'un Milton, d'un Byron, d'un Browning. Détrompez-vous, M. l'Orateur, il ne s'agit pas de culture, il s'agit de s'enrichir. Oui, M. l'Orateur, notre peuple doit savoir l'anglais, pour posséder l'or et, avec lui, tous les biens matériels. J'ai voulu, M. l'Orateur, vérifier la recette et savez-vous ce que la statistique m'a enseigné?

En Angleterre, où tout le monde doit parler anglais, il y a 18,000,000 de personnes qui gagnent moins de \$1,200 par année. À Londres, sur 8,000,000 d'habitants, il n'y a pas 40,000 propriétaires. En Angleterre, il n'y a qu'une personne sur quatre qui laisse une succession valant \$500. Et il nous faut apprendre l'anglais pour devenir riche? Je crois qu'il vaut mieux chercher autre chose.

Mais, M. l'Orateur, celui qui s'est surpassé dans les déclarations stupéfiantes, c'est l'honorable premier ministre lui-même. Pas de semaine que l'on n'ait entendu une affirmation nouvelle dont certaines ont requis deux ou trois discours explicatifs. L'honorable premier ministre a évidemment fréquenté la même école que ce journaliste de Montréal qui, ayant fait une conférence à Toronto, n'a pu encore faire comprendre aux gens de Québec, en dépit de multiples déclarations, ce qu'il avait voulu dire. Pour n'être pas cruel, je ne vous rappellerai pas, M. l'Orateur, certaines des déclarations faites dans les comtés de Huntingdon et Saint-Jean-Napierville.

Je passerai sous silence certaines affirmations qui montreraient notre premier ministre comme autrement redoutable pour nos ennemis de l'heure que les Roosevelt et les Churchill. M. l'Orateur, vous avez lu Tartarin. Connaissant votre respect pour notre magistrature, je tairai certaines remarques sur certains juges, déclarations dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles étaient intempestives. Je ne vous montrerai pas, M. l'Orateur, notre premier ministre dans ses attitudes de prédicant, prêchant devant le Reform Club de Montréal, le socialisme chrétien. Vous n'avez pas, je crois bien, M. l'Orateur, étudié la théologie, mais vos connaissances religieuses sont assez étendues pour que vous sachiez l'élémentaire doctrine: qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de socialisme chrétien. Nous nous contenterons, M. l'Orateur, de causer du dernier menu qu'offre à la province le chef du gouvernement.

Il y eut, il n'y a pas encore très longtemps, un premier ministre, père politique du premier ministre

actuel, qui ordonnait aux chômeurs de ne manger que des viandes les plus communes et qui faisait défense aux marchands de leur vendre autre chose. Le fils a voulu surpasser le père, et tout dernièrement l'honorable premier ministre conseillait à la population de Québec de manger du cheval. La déclaration du premier ministre a provoqué à travers toute la province un formidable éclat de rire. Je ne vous citerai pas l'opinion des diététiciens d'Ottawa nous mettant en garde contre le conseil du premier ministre de Québec.

Si cela peut faire plaisir au premier ministre, je lui dirai que sa déclaration n'a pas surpris les gens de mon comté et qu'un brave cultivateur de chez nous a résumé la situation en disant: que le conseil donné par le premier ministre comportait une grosse amélioration sur les menus qu'il sert à la province depuis deux ans.

Pauvre province, notre petite patrie, celle qu'il faut aimer d'abord pour en arriver à l'amour et à la compréhension de la grande patrie canadienne, faut-il qu'elle en ait une santé pour résister au gouvernement actuel! Sa plus grande qualité peut-être, c'est la patience, mais elle peut avoir des retours terribles et c'est ce qui arrivera le jour prochain maintenant des élections générales. Dans un grand élan, elle portera au pouvoir l'Union nationale et son chef l'honorable Maurice Duplessis.

M. Francœur (Lévis)²¹: M. l'Orateur, je serai bref. Je représente un comté qui a prouvé sa loyauté en souscrivant près de \$1,000,000 à l'emprunt de la Victoire avec un objectif de \$600,000...

(Applaudissements)

... un comté qui a vu naître Mgr Bégin, Mgr Bourget. Mgr Hallé, Louis Fréchette, notre poète national, Alphonse Desjardins, fondateur des caisses populaires, les Lemieux, les Blanchet, les Roy et tant d'autres, bref, le plus beau comté de la province.

Je félicite le gouvernement d'avoir stabilisé les finances de la province. Je note que les contrats sont maintenant accordés après soumissions. Je suis heureux pour la province, même si très souvent, ce sont des conservateurs qui se trouvent favorisés.

Il fait l'éloge du travail du gouvernement et particulièrement celui du premier ministre Godbout. Il fait ensuite l'éloge du premier ministre. Je loue les discours du premier ministre sur notre effort de guerre. Le chef du gouvernement a parlé en homme d'État.

Le comté, que je représente, est à 80 % ouvriers et 20 % agricole. Au nom des ouvriers, je

remercie le gouvernement d'avoir décidé sans retard la construction de l'École des arts et métiers de Lauzon détruite par un incendie, il y a quelque temps.

Au nom des cultivateurs, je demande que leurs fils soient exemptés du service militaire obligatoire. Je suis confiant que le premier ministre Godbout va poursuivre ses efforts visant à exempter les fermiers du service militaire pour que les fermes puissent être exploitées et donner leur plein rendement.

Il s'élève contre les accusations de l'opposition. Il relève certaines affirmations du député de Dorchester (M. Bégin). Il donne un démenti à ce dernier, qui déclarait la semaine dernière que le pont encore inutilisé, qui a été construit dans ce comté, a coûté \$50,000. En fait, dit-il, il a coûté \$25,000. Aujourd'hui, il est inutilisé, mais demain, lorsque le gouvernement pourra se procurer certains matériaux, il fera l'ornement de la voie publique. Il ajoute que, si M. Yves Goulet de Chaudière-Bassin a reçu \$350 du gouvernement pour remiser l'outillage utilisé à l'entretien des routes d'hiver, c'est qu'il a donné au ministère de la Voirie le service permanent d'un garage chauffé et d'un mécanicien et qu'il a permis ainsi au Trésor provincial de réaliser une économie importante.

Enfin, je veux relever à mon tour l'accusation du député de Dorchester (M. Bégin) à l'effet que nos ouvriers seraient des endormis. Je proteste au nom des ouvriers de la fonderie de Saint-Anselme, située dans le comté du député de Dorchester (M. Bégin), ainsi qu'au nom des ouvriers des chantiers maritimes de Lauzon dont l'efficacité n'a jamais été dépassée dans aucun autre chantier maritime du pays. Nos ouvriers ne méritent pas ces remarques. Nos ouvriers ne sont pas des paresseux. Ils ne méritent pas cet affront.

De plus, toujours au nom des ouvriers des chantiers maritimes de Lauzon qui ont souscrit \$150,000 à l'emprunt de la Victoire et qui donnent un meilleur rendement que les ouvriers des autres chantiers maritimes du pays, je proteste avec toute l'énergie dont je suis capable. Je suis fier de représenter un comté qui a été assez patriotique pour souscrire \$1,000,000 au deuxième emprunt de la Victoire, alors que ses objectifs étaient établis à \$600,000 seulement. Il poursuit sur les besoins de son comté et du rôle considérable de l'élément des Canadiens français dans l'industrie et l'effort de guerre.

L'opposition nous chante la louange de ses grandes œuvres mais ces œuvres ont été pesées et

jugées. L'opposition est surprise de voir le décorum qui règne en cette Chambre, l'équilibre des finances, l'octroi des contrats de la voirie après soumission, les progrès de l'agriculture, etc. Sa surprise ne me surprend pas. Mon ami le représentant de Chicoutimi (M. Talbot) est surpris de la prime de deux cents sur le fromage, parce que son parti l'avait promise et qu'il ne l'a pas donnée. Les grandes œuvres de l'Union nationale ont été pesées et jugées par le peuple en 1939. Quant aux discours de l'honorable premier ministre, je suis heureux de dire que le chef du gouvernement a parlé comme un grand patriote et nous en sommes fiers.

(Applaudissements)

M. Labbé (Mégantic): Je propose, appuyé par le député d'Yamaska (M. Élie), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. Dans *La Tribune* du 11 mars 1942, à la page 10, on peut lire que "Pendant que l'éloquence coulait à flots cet après-midi, on entendit tout à coup le vrombissement d'un avion. Il y eut une minute de véritable émotion... mais le débat a continué."

2. *Statuts refondus de la province de Québec*, 1941, Québec, Rédempti Paradis, volume 2, chapitre 72, article 22, page 253.

3. Selon *The Montreal Daily Star* du 11 mars 1942, à la page 4: \$50,000,000.

4. Selon *La Presse* du 11 mars 1942, à la page 9: \$8,300.

5. Selon *La Presse* du 11 mars 1942, à la page 9: \$500.

6. Le bill 19 (loi modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers) fut adopté en 1938 sous le régime unioniste. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, Québec, vol. LXXIII, session 1938, à la page 118.

7. Chiffre du *Droit* du 11 mars 1942, à la page 7: 74.

8. Selon *Le Soleil* du 11 mars 1942, à la page 1: "cette année, par suite de la bataille de l'Atlantique, la pêche côtière sera sensiblement diminuée".

9. Selon *Le Canada* du 11 mars 1942, à la page 12: à 8 h 30.

10. Notamment, le journal *Le Soleil* du 6 mars 1942, à la page 4: "Si le premier ministre veut un effort de guerre total, pourquoi ne réveille-t-il pas les ouvriers qui dorment à leur travail au lieu de faire des chars d'assaut?"

11. *La Presse* du 11 mars 1942, à la page 9, et *L'Action catholique* du 11 mars 1942, à la page 17, utilisent le terme anglais "lord", tandis que *Le Soleil* du 11 mars 1942, à la page 4, et *Le Canada* du 11 mars 1942, à la page 12, utilisent le terme "comte".

12. Tous les journaux, sauf *The Montreal Daily Star* du 11 mars 1942, à la page 4: "lieutenant-général".

13. Le bill 20: loi modifiant la loi des salaires raisonnables fut adopté en 1938, sous le régime unioniste. *Journaux de l'Assemblée législative, op.cit.*, à la page 118.

14. Selon *La Presse* du 11 mars 1942, à la page 9, et *L'Action catholique* du 11 mars 1942, à la page 17: 10,000 ouvriers et ouvrières. Dans *Montréal-Matin* du 11 mars 1942, à la page 9, on rapporte 17,000.

15. Tous les journaux sauf *Le Soleil* du 11 mars 1942, à la page 14: 7,210 allocations en 1941.

16. *Le Canada* du 11 mars 1942, à la page 9, utilise le terme "Baie du Tonnerre".

17. L'ordonnance no 39 concerne les ouvriers affectés à l'exploitation des forêts. Elle a été émise par la Commission du salaire minimum et présentée par le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Rochette) en 1941. Voir la *Gazette officielle de Québec*, Québec, 3 mai 1941, no 18, vol. 73, à la page 1338.

18. Selon *Le Devoir* du 11 mars 1942, à la page 2: "M. Antonio Talbot, député de Chicoutimi, a fait un des meilleurs discours du débat, bourré d'arguments et de chiffres".

19. Le plan Vautrin, adopté en 1943, est un plan de colonisation provincial conçu pour l'établissement des fils de cultivateurs, fonctionnant avec ou sans subvention fédérale avec un crédit de \$10,000,000. Le nom provient du député de Saint-Jacques, M. Irénée Vautrin, ministre de la Colonisation dans le cabinet libéral de Taschereau. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec. L'Action libérale nationale*, Montréal/Paris, Fides, no 34, 1963, à la page 100.

20. Le plan Rogers-Augers propose aux colons une somme de \$1,000 en trois ans. Le fédéral, le provincial et le municipal paient chacun le tiers de cette somme. L'État fédéral ne s'occupant de colonisation que sous le couvert du chômage, sa contribution est une allocation de chômage accordée à des sans-travail. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec. L'autonomie provinciale*, Montréal/Fides, no 36, 1966, à la page 100.

21. Selon *Le Canada* du 11 mars 1942, à la page 12, et *La Presse* du 11 mars 1942, à la page 9: le représentant de Lévis (M. Francœur) a prononcé le plus bref discours de la journée. Il a parlé dix minutes.

Séance du mercredi 11 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Association d'hospitalisation du Québec

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par député de Montréal-Laurier (M. Gauthier) que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de MM. Sir Edward W. Beatty, G.B.E., industriel, Allan Bronfman, industriel, C.-Auguste Décary, médecin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée lue et reçue par la Chambre:

- de MM. Sir Edward W. Beatty, G.B.E., industriel, Allan Bronfman, industriel, C.-Auguste Décary, médecin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec.

Rapports des comités permanents:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de John Stephen Oppe, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de John Stephen Stephens;

- de The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- des commissaires d'écoles de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition de Aluminium Company of Canada, Limited;

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition de Aluminium Company of Canada, Limited et Canadian Resins & Chemicals, Limited;

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'exploitation d'un aqueduc;

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Olivier LaRue, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue;

- de la colonie de vacances Sainte-Jeanne d'Arc, demandant l'adoption d'une loi la concernant;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albani Boudrias à la pratique de la chirurgie dentaire après examen;

- bill 102 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Gaston-P. Sainte-Marie à l'exercice de la profession d'ingénieur civil après examen;

- bill 101 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Roméo-Édouard Demers à l'exercice de la profession d'ingénieur civil après examen;

- bill 108 modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 120 décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid par Dame Lucie-Florence Riegler;

- bill 103 modifiant la loi constituant en corporation les Pères Blancs missionnaires d'Afrique;

- bill 133 changeant le nom de Jean-Michel Landau en celui de Jean-Michel Grand-Landau.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 125 concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon-Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières.

Félicitations à l'Orateur

M. Gagnon (Matane): La nouvelle nous est parvenue, M. l'Orateur, d'une addition nouvelle dans votre famille. Au nom de l'opposition, je puis vous dire que nous avons hâte de humer le parfum de cette fleur nouvelle dans le parterre familial¹.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Questions et réponses:

Amendements à la loi électorale

M. Gagnon (Matane): Les secrétaires-trésoriers des municipalités rurales ont été avertis par le gouvernement de ne pas procéder comme d'habitude, à la préparation des listes électorales provinciales, étant donné que le mode de confection des listes sera changé au cours de la présente session. Or, comme je constate que le gouvernement a annoncé dans le discours du trône qu'il a l'intention de modifier la loi électorale, tenant compte de ce fait, je crois qu'il serait raisonnable qu'on veuille bien nous donner quelques explications.

L'honorable premier ministre ne devrait-il pas faire une déclaration pour nous dire les conséquences des amendements à la loi électorale qu'il proposera afin que tous les intéressés en prennent note? Je lui fais remarquer qu'il est important que les municipalités en soient informées immédiatement, vu que nous sommes en mars et que c'est le dernier mois pour la révision des listes électorales, suivant la loi actuelle. Il serait bon d'avertir les secrétaires-trésoriers de ne pas faire des frais inutiles.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):
L'honorable ministre des Affaires municipales, de

l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) a prévenu et averti les secrétaires-trésoriers des municipalités des changements et de ne plus s'occuper des listes.

Le gouvernement a l'intention d'adopter le mode fédéral d'inscription. Ainsi, il présentera un projet de loi dont le but est d'introduire dans notre province le mode de préparation des listes électorales en vigueur dans le domaine de la politique fédérale. On sait que ces listes sont dressées par des compilateurs officiels, qui vont de maison en maison.

Le nouveau mode de confection des listes sera, sinon tout à fait semblable, du moins équivalent au système fédéral. On sait qu'en vertu de la loi actuelle, les listes provinciales sont révisées chaque année par les secrétaires-trésoriers des municipalités rurales, qui prennent comme base le rôle d'évaluation.

Désormais, les listes provinciales, comme les listes fédérales, seront faites avant chaque élection par des énumérateurs, nommés par chacun des partis, un pour chaque parti, qui feront leur travail en passant de porte en porte pour recueillir les noms des électeurs qui ne seront pas déjà sur les listes. Jusqu'ici, le contribuable québécois désireux d'exercer son droit de vote devait aller s'inscrire.

Projets de loi:

Société des comptables agréés

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

John Stephen Oppe

M. Bullock (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 changeant le nom de John Stephen Oppe en celui de John Stephen Stephens.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Georges-Antoine LaRue

M. Plamondon (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rouyn

M. Goulet (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Résolutions de la Commission scolaire de Shawinigan Falls

M. Beulac (Saint-Maurice) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Résolutions et règlement de Shawinigan Falls

M. Beulac (Saint-Maurice) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadians Resins & Chemicals Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gentilly

M. Biron (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 ratifiant un règlement d'expropriation et un règlement d'emprunt de la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 concernant la colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de LaSalle

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 modifiant la charte de la ville de LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la cité de Lachine

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 10 mars courant, sur la motion, proposée par M. Dumoulin, dont elle a été saisie mercredi le 25 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Labbé (Mégantic) se dit mécontent du fait que le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) n'ait pu prononcer son discours.

Définissant le caractère nettement agricole de la province de Québec, il suggère au gouvernement que l'on devrait prendre des mesures pour organiser la production chez nous, afin de commencer par prendre le contrôle et de s'emparer de nos propres marchés domestiques, avant de dépenser de l'argent pour le maintien d'agences commerciales destinées à conquérir d'aléatoires marchés à l'étranger. Il serait sage, dit-il, de fermer notre agence commerciale de New York, attendu qu'elle ne peut pas ouvrir de marchés nouveaux à nos cultivateurs et puisque ceux-ci n'en ont pas besoin.

Je voudrais savoir quels résultats pratiques on a obtenus avec l'agence de New York. Le peuple a le droit de le savoir, car il s'étonne, dit-il, d'apprendre

que nous cherchons des marchés ailleurs, quand nous ne sommes même pas capables d'alimenter celui de Montréal. Malgré les supposés efforts des agences, la province continue à importer, année après année, des tonnes de nourriture des États-Unis, en incluant les oies à l'Action de grâces et, à Noël, des chargements de train de pommes de terre et d'œufs, etc. C'est ainsi que l'an dernier, nous avons importé pour la période des fêtes 80 chars² de dindes. En une seule semaine, plus de 50 chars de patates nous arrivèrent des provinces voisines. Nous importons pareillement 50 % environ des œufs que nous consommons.

La situation est un peu meilleure à Québec, en ce qui concerne le marché des dindes, parce que l'Union nationale commença l'organisation de l'élevage sur une échelle vraiment commerciale. Le mouvement s'est continué et, l'an dernier, au lieu de 10 chars comme autrefois, les grossistes de Québec ne firent venir que huit³ chars de dindes de l'Ouest. Le comté de Dorchester en particulier fournit environ 30,000⁴ livres d'un produit de qualité supérieure. Actuellement, l'Angleterre nous supplie de lui envoyer un million et quart de caisses d'œufs. Nous ne toucherons rien de ce marché, parce que nous importons nous-mêmes. Sous le gouvernement de l'Union nationale la situation s'est un peu améliorée, mais sous le deuxième gouvernement libéral, l'importation a augmenté de plus belle.

Au lieu d'avoir investi \$100,000 dans cette agence commerciale de New York, le gouvernement aurait dû plutôt affecter le coût de l'entretien de cette agence pour entreprendre et aider l'exploitation de certaines mines de fer du comté de Mégantic, ce qui serait fort utile à l'effort de guerre du pays. Il reproche au gouvernement de ne rien faire pour développer les mines ferreuses de cette région, alors que l'occasion est éminemment propice.

À propos du paiement de \$700,000 en primes d'agriculture aux fabricants de fromage, les ministériels ont tort de crier à la générosité du gouvernement. Il n'a pas fait un cadeau aux paysans, en leur donnant \$700,000 en primes sur le fromage, puisqu'il a eu soin d'abord de commencer par aller chercher tout l'argent possible dans le gousset des citoyens, par l'imposition d'une taxe de vente de 2 %, puis par les taxes multiples se chiffrant à \$20,000,000⁵.

Ensuite, il prétendit compenser en accordant des primes de \$700,000. D'ailleurs, cette prime n'est pas un cadeau, mais bien une chose nécessaire. Cela fait partie du cadeau d'un milliard du Canada, que nous avons donné à la Grande-Bretagne. Les acheteurs britanniques peuvent maintenant se procurer les vivres canadiens à 25 % en bas du prix

coûtant. Comme l'a expliqué le ministre fédéral de l'Agriculture, M. Gardiner lui-même, cette prime, c'est la différence entre le prix payé par les Britanniques et le prix de vente des producteurs canadiens.

Il cite des extraits de discours de M. Mackenzie King et M. Gardiner pour conclure que l'Angleterre ne peut pas payer ce que les producteurs canadiens exigent, de sorte que le seul moyen de rendre possible la transaction, c'est d'y contribuer par des primes. De cette façon, la générosité n'est qu'apparente, puisque nous avons dû en supporter le coût par des impôts nouveaux.

Traitant de la question des salaires, commentée par le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel), il reproche à celui-ci d'avoir interprété la situation à travers des vues partisans. Pour le ministre, \$1.80 par jour n'est pas un salaire raisonnable, si c'est sous l'Union nationale, mais, il ne trouve rien à redire d'un salaire de 50⁶ centins sous le régime Taschereau.

Il passe en revue les différents départements de l'administration, critiquant les méthodes suivies et accusant le gouvernement d'apporter partout un favoritisme étroit.

En marge de la politique financière du gouvernement actuel, administrer avec des revenus comme le prêche tant le ministère du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), ce n'est pas emprunter une centaine de millions⁷ en l'espace de deux ans. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a déjà emprunté \$93,000,000 sans entreprendre de travaux importants, tout en jetant \$20,000,000 de taxes additionnelles sur le dos des contribuables. Il ne trouve pas que c'est de la si bonne administration que les ministériels soient justifiables de lancer la pierre à l'Union nationale.

Il critique les abus de l'application des lois du crédit agricole, des pensions de vieillesse et des allocations aux mères nécessiteuses. Le régime actuel a crié partout qu'il allait pratiquer des économies, mais il l'a fait aux dépens de la pauvreté et de la misère. Et maintenant que, pressé par le soulèvement populaire, il va décider certains ajustements, il cherche encore à se vanter de sa générosité. Mais les électeurs de Mégantic ont exprimé ce que pense toute la province en condamnant la politique du gouvernement.

Les ministériels nous ont dit que le nombre des allocations aux mères nécessiteuses avait augmenté, mais c'est le nombre des bénéficiaires qui a augmenté et non le montant alloué. Pas que le chiffre avait subi une hausse. Il déplore la manière

dont le gouvernement Godbout s'y est pris pour couper les allocations aux mères de famille. Les pensions de vieillesse ont connu le même sort, le gouvernement actuel a saboté ces deux excellentes lois sociales du gouvernement Duplessis. Si on a économisé \$10,000 dans l'administration annuelle de certaines lois sociales, comme celles sous lesquelles des pensions étaient versées aux personnes âgées, aux mères dans le besoin, aux aveugles, etc., dit-il, c'est pour la simple raison que le paiement de ces pensions, lorsqu'il n'était pas arrêté, a été diminué de 15 %, de 20 % et même de 30 % et plus.

Il reprend les arguments de ses collègues et demande combien de pensions et de prêts agricoles furent donnés au peuple sous le régime de M. Taschereau. Sous le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, aucun favoritisme n'a été démontré quant à l'attribution des prêts sous le système des crédits agricoles, mais ceci a changé avec le gouvernement actuel et, juste avant son élection partielle, un homme, un chef rouge, qui travaille depuis 20 ans comme mineur à Asbestos, a reçu un prêt de \$1,200 et il n'avait même pas de maison sur sa terre. Le crédit agricole a sauvé l'agriculture, il faut exempter les fils de cultivateurs de tout service militaire.

Il parle des colons, qui sont très malheureux. Les libéraux sont coupables du sabotage des lois sociales et du travail de l'ancien gouvernement et ils ont causé un tort considérable aux fermiers et à l'agriculture du Québec.

Il rappelle tout ce que le gouvernement Duplessis accomplit pour les chômeurs. Il accuse ensuite les ministériels de suivre une politique mesquine et injuste. Il brandit un numéro de journal local où apparaît la photographie d'une demi-douzaine de colons qui furent destitués dès le lendemain des élections partielles dans son comté. Et l'on parle, dit-il, de liberté et de démocratie. C'est honteux une conduite pareille, et c'est digne des pays d'esclavage, où les êtres humains n'ont qu'une liberté, celle de partager l'opinion des puissants du jour.

Il réclame pour son comté une juste part des travaux publics; il note comment l'Union nationale fut généreuse pour tous les districts. À Thetford Mines, les contrats collectifs n'ont pas été donnés par un gouvernement libéral, mais grâce à l'Union nationale. C'est ainsi qu'il obtint pour Thetford Mines une école d'arts et métiers, quand tous les candidats libéraux en avaient promis une depuis 1912. Au temps du régime Duplessis, on a dépensé \$195,000 en travaux de chômage dans son comté, dit-il, et il se plaint de la politique actuelle.

Le fait d'avoir changé le nom de la Commission des salaires raisonnables en celui de Commission du salaire minimum n'a pas mis un cent de plus dans la poche des ouvriers.

Il évoque le conseil du premier ministre au sujet de la viande de cheval. Le premier ministre a dû oublier que si la population se met à manger du cheval, comme il le désire, nous allons manquer d'alimentation pour nos renardières. D'un autre côté, on m'affirme que les renards ne sont pas très friands du cheval; peut-être ne s'apercevront-ils pas trop du changement.

Jamais on ne me fera croire que si tous nos ouvriers et nos cultivateurs connaissent l'anglais, ils deviendront tous heureux et prospères. J'en connais trop, dans toutes les classes de la société, des bilingues parfaits pour qui la vie est loin d'être bonne. Non, c'est là une solution trop simpliste pour qu'on songe à l'offrir comme guérison de tous nos maux.

Il accuse les libéraux de favoritisme et de corruption électorale. Il prédit que les prochaines élections générales permettront au peuple de se débarrasser du régime qui l'opprime et le pressure de toutes les façons.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière du Loup)⁸: (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, je vous félicite de votre impartialité, une chose à laquelle les membres de l'opposition de 1936 n'ont pas été habitués. Deux sièges sont vacants. Ce sont ceux du chef de l'opposition, le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) et du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard): deux lutteurs. L'atmosphère de la Chambre se ressent de leur absence, mais, ils seront bientôt revenus. Il regrette leur absence et fait des vœux pour leur très prochain retour.

J'ai écouté le représentant de Mégantic (M. Labbé). Je ne savais pas que le vin de la victoire ait pu être aussi capiteux, puisque après des mois et des mois, toutes les vapeurs ne se sont pas dissipées. Il a été si surpris d'être élu qu'il n'en est pas encore revenu au bout d'un an et demi.

(Applaudissements et rires)

Il devrait être plus prudent et ne pas oublier la leçon qu'il a déjà reçue en 1939. Ce ne sera pas la dernière.

La loi des conventions collectives et celle de l'extension juridique ne sont pas des initiatives du gouvernement Duplessis. Or, mon honorable ami a dit que la loi des conventions collectives du travail était l'œuvre et l'invention de l'Union nationale.

Mais, cette loi date de 1934, dit-il. C'est en 1934, sous un régime libéral, que fut votée l'extension juridique des contrats collectifs qui furent donnés aux ouvriers par le gouvernement de M. Taschereau. Ses électeurs de Thetford, qui sont des ouvriers, seront surpris de le voir si mal renseigné.

Le député de Mégantic s'est permis de faire allusion à certains scandales électoraux. Il a aussi parlé de corruption électorale et de patronage. S'il y a un homme qui devrait s'abstenir et ne jamais parler de corruption électorale, c'est bien lui. Il devrait être le dernier à parler de corruption et de patronage, car à l'élection partielle, où il a été élu, on a dit que, si le candidat libéral était élu, les pensions de vieillesse seraient abolies. Il rappelle certains faits et gestes des députés de l'Union nationale au cours de la dernière campagne électorale.

Lors de l'élection de Mégantic, la veille du vote, le chef de l'opposition lui-même entra dans la danse. Il a pris la peine de se rendre à l'hospice de Thetford pour aller jusqu'à dire aux vieux que, si les gens votaient pour le Parti libéral et si les libéraux prenaient le pouvoir, les vieillards de Mégantic perdraient leurs pensions. Nous, libéraux, avons alors répondu aux électeurs de Mégantic: "Votez comme vous voudrez, pour qui vous voudrez, bleu ou rouge, mais, soyez assurés que quel que soit le résultat de cette élection, les pensions de vieillesse, vous les aurez demain, comme vous les avez toujours eues".

(Applaudissements)

Tous les vieux du comté continueront à recevoir leurs allocations, du moment qu'ils y auront droit.

M. Labbé (Mégantic)⁹: Nous avons dit aux électeurs...

M. l'Orateur: Le représentant de Mégantic ne peut interrompre que pour donner une explication et avec la permission de son collègue qui a la parole.

M. Labbé (Mégantic) semble ne pas comprendre.

M. Gagnon (Matane) intervient.

M. l'Orateur accorde la parole au député de Mégantic.

M. Labbé (Mégantic) ...

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (Continuant devant le silence du

représentant de Mégantic) On a parlé de la misère des colons. Le député de Mégantic ne peut prétendre que les colons sont maltraités sous le gouvernement Godbout. En effet, le régime libéral a fait beaucoup pour cette classe et se propose de faire encore davantage. Lorsqu'on sait ce que le régime précédent a fait subir aux colons du comté de Frontenac par exemple, on a la décence de se taire.

La même remarque s'applique aux destitutions. Le député de Mégantic en a parlé. Mais, sous l'Union nationale, c'est en bloc et souvent même à coups de télégrammes, que furent destitués des centaines de bons fonctionnaires. Ainsi en 1936, après la défaite libérale, l'Union nationale a fait des centaines de destitutions par télégramme. C'est de cette façon par exemple, que l'Union nationale destituait le registraire de la Rivière-du-Loup par télégramme, comme toute la police provinciale de Montréal. D'ailleurs, il est inutile de rappeler ces faits connus. Ils ont été jugés et condamnés par le peuple du Québec en 1939.

Le député de Mégantic s'est plaint de la politique agricole du gouvernement. En particulier, le député de Chicoutimi (M. Talbot) a voulu insister sur ce point. La semaine dernière, le cabinet provincial a reçu une délégation de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). Elle s'est présentée devant le conseil des ministres et est venue remercier le gouvernement d'avoir pris des mesures dans l'intérêt de la classe agricole et pour avoir aidé efficacement le cultivateur.

Ils ont exprimé en termes très clairs, dans leur mémoire, leur satisfaction pour ce qui a trait, entre autres, à la prime sur le fromage, à l'installation d'une raffinerie pour le sucre de betterave, à la création d'une Commission d'enquête sur les prix payés aux colons et aux cultivateurs pour leur bois et celle de l'Office du drainage et d'avoir donné un vif essor à la culture du lin.

Je préfère et j'aime mieux ce témoignage de l'U.C.C. que les affirmations de mon honorable ami, le représentant de Mégantic. L'U.C.C. n'a pas l'habitude de faire sa cour au Parti libéral et cette expression libre d'opinion vaut bien les critiques non fondées du représentant de Chicoutimi.

Laissons le député de Mégantic à la joie de sa victoire. Qu'il se souvienne de 1939 et il se préparera à sa prochaine défaite.

Le député de Chicoutimi a dit que le gouvernement devait sa victoire de 1939 à l'aide que lui a donnée le gouvernement fédéral et principalement et tout particulièrement le très honorable M. Lapointe, le chef d'alors dans la

province. Je ne nie pas cela. La défaite de l'Union nationale a été le résultat pur et simple de l'intervention de M. Lapointe et des chefs politiques du Parti libéral fédéral dans l'arène provinciale. Ils ont probablement contribué à la défaite de l'Union nationale et à la victoire du Parti libéral provincial en 1939.

Le rôle de M. Lapointe a été grand, mais, il ne diminue en rien celui du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout). Car la victoire, nous la devons surtout à la personnalité de notre chef, l'honorable premier ministre de cette province. Les véritables causes de notre victoire sont connues. Nous pouvons les résumer ainsi: les abus et erreurs commis entre 1936 et 1939 par la mauvaise administration de l'Union nationale.

Nous la devons aux violateurs de la parole donnée de 1936. Nous la devons à l'enquête des comptes publics, cette parodie d'enquête tenue pour satisfaire des rancunes personnelles et pour tenter de salir et noircir quelques réputations. Nous la devons enfin aux dépenses exagérées, à l'orgie de dépenses de l'Union nationale.

Le député de Chicoutimi a également essayé de ridiculiser la colonisation motorisée. Il a parlé de tracteurs énormes, pesant des milliers de tonnes, qui brisaient le sol et s'enlisaient dans la terre. Autant de visions, qu'il a prises au cinéma. Il a sans doute vu des tanks allemands et a pris cela pour des tracteurs de ferme.

(Rires)

Il n'y a que lui pour critiquer cette politique. Les députés de Gaspé-Nord (M. Casgrain) et de Témiscouata (M. Beaulieu) sont allés voir les machines à l'œuvre. J'y suis allé moi-même. Elles font un travail extraordinaire.

Les critiques du député de Chicoutimi relativement à la colonisation mécanisée indiquent qu'il n'est pas au courant du travail qui se fait. Il n'y a que lui qui se soit levé pour se plaindre d'une politique progressive. Il est le seul à ridiculiser le défrichement motorisé. Tout le monde est satisfait de cette innovation du premier ministre. Cette politique, d'ailleurs, a donné satisfaction à tous et récemment nous recevions cet éloge de l'U.C.C. Il veut alors citer un article.

M. l'Orateur fait remarquer que cet article a été publié après le 23 février, soit après l'ouverture du débat sur l'adresse et que cela est contraire aux règlements de la Chambre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est très bien. Cet article,

d'ailleurs, ne faisait que répéter les éloges que nous avons reçus, depuis que nous avons inauguré cette politique de défrichement motorisé. L'Union catholique des cultivateurs a loué les bons résultats de cette pratique et a dit au gouvernement que la nouvelle méthode de défrichement devrait être généralisée dans toutes les jeunes colonies, dans les vieilles paroisses qui ont du défrichement à faire et dans toute la province.

(Applaudissements)

Mais, je comprends que le député de Chicoutimi soit contre cette mesure. Il appartient à la vieille école conservatrice et réactionnaire qui s'oppose à la politique progressive du gouvernement actuel aussi bien en matière d'enseignement qu'en matière de colonisation. Il redoute le progrès et ses déclarations se rapprochent de cette phrase prononcée par un membre de l'opposition: "Le meilleur tracteur, c'est encore le colon". L'opposition veut que ce soit le colon qui remplace le tracteur. Nos amis d'en face veulent garder les vieilles méthodes conservatrices "toriques". Pour eux, toute innovation répugne. Nous, nous voulons aller de l'avant.

(Applaudissements)

L'opposition nous a parlé de prêts agricoles et a reproché au gouvernement actuel de refuser la grande majorité des prêts; c'est pour cette raison qu'il y en a peu à considérer. Exactement, la grande majorité des demandes que nous avons refusées étaient dans les dossiers de l'Office. À l'avènement du représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) au 31 décembre 1939, il restait à considérer 10,730¹⁰ demandes qui étaient en suspens, représentant un montant total de \$25,499,867.57. Mais, des 10,730 demandes en suspens, qu'il y avait à l'Office en novembre 1939, 4,000 étaient de 1937 et 5,000 de 1938. La plupart de ces demandes étaient accompagnées d'un avis des conseillers juridiques à l'effet que ces demandes devaient être refusées.

Mais, l'Union nationale laissait dormir ces demandes dans les dossiers et les tiroirs et pour ne pas indisposer les cultivateurs, pour laisser un espoir au requérant et faire ainsi de la petite politique. Nous, le régime libéral, n'avons pas craint de prendre nos responsabilités, de faire notre devoir et de les refuser.

Or, au 31 décembre 1941, les 10,730 demandes qui dataient de 1937, 1938 et 1939 avaient toutes été considérées, sauf 47 qui restaient à régler. Depuis, toutes les demandes reçues ont été considérées à l'exception de 168.

Le député de Mégantic dit: "Vous n'avez pas prêté." Mais, depuis le 31 décembre¹¹ 1939, 4,493¹²

prêts nouveaux ont été consentis aux cultivateurs par l'Office du crédit agricole, d'une valeur totale de \$9,131,150 et j'ajoute que, depuis le 31 décembre 1939, une somme de \$10,298,175 a été déboursée en faveur des cultivateurs par le crédit agricole.

L'opposition a parlé de l'éducation. Une chose me frappe au sujet de l'enseignement de l'anglais dans les écoles primaires du Québec. Ceux qui s'opposent le plus à cette mesure bienfaisante, sont justement ceux-là qui ont bénéficié du bilinguisme et ont appris l'anglais. Ce sont toujours de parfaits¹³ bilingues, qui font les plus vigoureuses critiques, qui ne veulent pas que les autres apprennent l'anglais, la langue de la majorité.

(Applaudissements)

S'ils ont fait leur profit de l'anglais, dit-il, pourquoi vouloir en priver les autres? Il est injuste de refuser une connaissance adéquate de l'anglais aux classes moins riches, lorsque les autres classes sont capables de l'apprendre grâce à leur statut financier.

Il n'est pas question d'apprendre l'anglais à un enfant encore sur les genoux de sa mère. Ce que le gouvernement veut, c'est que l'enfant apprenne l'anglais à un âge assez tendre où il peut apprendre facilement, de façon à pouvoir le parler convenablement plus tard. Les véritables éducateurs appuient cette politique. À 40 ans, il est beaucoup plus difficile de se lancer dans l'étude des langues. Je puis affirmer que nombreux sont ceux qui demandent au gouvernement de marcher de l'avant au point de vue de l'enseignement de l'anglais.

Du reste, les instituteurs catholiques de Québec nous ont adressé un mémoire, dans lequel ils reconnaissent tous, que c'est le gouvernement actuel qui a le plus fait pour l'éducation. Ils ont déclaré récemment que jamais on n'a fait autant dans cette province pour améliorer l'enseignement que depuis 1939. Il veut alors citer le mémoire des instituteurs de la cité de Québec en date du 5 mars.

M. l'Orateur: L'honorable ministre ne peut citer ce mémoire qui a été distribué après le commencement de ce débat. Le mémoire est postérieur au débat et par conséquent ne peut être cité.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) se soumet de bon gré et déclare qu'avant l'ouverture du débat, le gouvernement a reçu plusieurs mémoires du même genre.

(Les 300 membres de la Fédération des Chambres de commerce des jeunes entrent dans les galeries).

M. l'Orateur suspend la séance pour quelques minutes afin de permettre aux visiteurs de s'installer¹⁴.

La Chambre suspend ses travaux pendant un quart d'heure.

Reprise de la séance

Le débat se poursuit sur l'adresse.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, je regrette que ce ne soit pas l'honorable premier ministre qui ait présentement la parole et que les règlements de la Chambre l'empêchent de se substituer à moi pour souhaiter la bienvenue au nom du gouvernement, à la brillante jeunesse qui nous rend visite aujourd'hui. Et, leur dire combien celui-ci comprend l'importance du rôle que jouent les Chambres de commerce dans notre vie économique. Les Chambres de commerce des jeunes rendent de grands services à la province et je salue ses membres au nom de mes collègues et de toute l'Assemblée.

Et, j'en arrive au député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu). Je m'en voudrais de ne pas parler de lui. Il le félicite d'avoir été franc, d'avoir admis que le pont de Saint-Jean était une des principales causes de sa victoire. Le pont de Saint-Jean, dit-il, ne sera pas toujours à l'affiche. La prochaine fois, mon honorable ami connaîtra sans doute des jours moins glorieux.

Le représentant de Saint-Jean-Napierville a fait un bon début, mais, il a été cruel et pas aimable pour le chef temporaire de l'opposition, en demandant au gouvernement d'attendre le retour du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) pour présenter les principales mesures et qu'aucune mesure importante ne devrait être adoptée en l'absence du chef officiel de la gauche. Qu'en termes galants ces choses-là sont dites! Le député de Saint-Jean-Napierville manque de confiance dans le député de Matane (M. Gagnon)? Il semble avoir peu d'estime pour son chef. Chose curieuse, pas un seul député de l'opposition n'a protesté.

Eh bien, moi, j'entends protester et je proteste au nom de l'opposition. J'ai confiance en le député de Matane. J'espère qu'il sera encore longtemps là à ce poste, où il est en ce moment, afin que nous restions longtemps de ce côté-ci de la Chambre. Qu'il se défie du député de Saint-Jean-Napierville. Sa blessure reçue à Sherbrooke n'est pas cicatrisée et ne s'est pas encore refermée¹⁵. J'ai peur que le

député de Matane reste longtemps dans l'attente. Le représentant de Saint-Jean-Napierville a des ambitions. Et, si j'étais le député de Matane, je me méfiera.

Le représentant de Mégantic (M. Labbé) nous a reproché d'avoir imposé des taxes. Lorsqu'on a mené un patient vers une santé fragile à cause de mauvais conseillers, ce n'est pas la faute des médecins si des remèdes énergétiques doivent être utilisés. Les mauvais conseillers ont été le gouvernement de l'Union nationale de 1936 à 1939. En prenant le pouvoir en 1939, le premier ministre Godbout a été obligé d'appliquer une taxation supplémentaire comme remède. Y a-t-il un seul membre de cette Chambre qui ne sache pas que l'imposition des taxes est impopulaire? Personne n'aime imposer des taxes. Nous n'avons pas imposé des taxes par plaisir. Mais, si le Parti libéral l'a fait, ce fut parce que cela était devenu nécessaire afin de boucher les trous creusés dans le Trésor public.

Il a bien fallu imposer des taxes, à la suite des extravagances et des dépenses faites depuis 1936 jusqu'à 1939, les trois années de régime Duplessis, pour rétablir le statut financier de la province qui était au bout de ses ressources lorsque le gouvernement de l'Union nationale a perdu le pouvoir. Il faut féliciter le premier ministre de son attitude dans ce domaine. Le Parti libéral a demandé des sacrifices à la population, mais il est heureux de pouvoir alléger graduellement le fardeau qui pèse sur les épaules des contribuables, à preuve l'abrogation des ponts de péage.

Il cite un article d'un journal financier de Toronto, le *Financial Post* en date du 11 février 1939, qui, commentant la politique financière du régime de M. Duplessis, fait remarquer que la province de Québec a cessé d'être une province à économie stable, pour tomber au rang des provinces dépensières et emprunteuses. Pendant longtemps, dit-il, son crédit a été excellent. L'accroissement des dépenses n'est pas de bon augure et pour le contribuable, cela est mauvais.

Très tôt en 1939, dès le mois de février en fait, des observateurs financiers externes de la province ont noté qu'il était temps d'imposer une nouvelle taxe. Le *Financial Post* prévoyait que le gouvernement devrait taxer pour remettre ses finances sur pied et concluait en disant: "Une augmentation de taxes s'impose". Et, le journal terminait cette appréciation en déclarant que la province de Québec, jadis au premier rang de la Confédération dans la liste des provinces solvables a été remplacée par l'Ontario, qui a fait perdre à Québec son premier rang.

Il démontre comment la danse des millions a démoli l'œuvre patiente des gouvernements libéraux, qui avaient su faire du Québec la province la plus solvable de la Confédération. Aujourd'hui, dit-il, les finances sont rétablies et voilà pourquoi il nous est possible de faire disparaître les péages sur les ponts. Mais, l'Union nationale, de son temps, malgré sa guerre aux taxes, n'en a pas moins augmenté de deux sous la taxe sur l'essence et augmenté l'impôt sur les successions. Les véritables taxeux, ne sont pas ceux de l'administration actuelle, mais ils sont en face de nous, ce sont les membres de l'opposition qui ont dépensé l'argent de la population, sans aucune considération pour les ressources de la province.

Ce sont eux qui ont dû se sauver en octobre 1939, parce qu'ils ne pouvaient payer les dépenses de l'administration. Nous étions obligés d'imposer de nouvelles taxes. Tout le monde sait qu'il y eut des élections en 1939, parce que le gouvernement Duplessis n'était plus capable d'emprunter et parce qu'il n'avait pas le courage d'imposer les taxes nécessaires. Les membres de l'Union nationale sont ceux que l'on doit tenir responsables des taxes actuelles.

L'opposition a critiqué l'assurance-chômage, dit-il. Mais, il y a 20 ans, depuis longtemps, que les associations ouvrières organisées réclamaient cette réforme progressive. Nous l'avons aujourd'hui et l'opposition proteste. Le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) a dit: "Ceux qui ne chôment pas, paieront pour ceux qui chôment" et on dit que ceux qui payent, n'en profiteront peut-être pas. C'est le principe de l'assurance. C'est le risque normal et régulier de celui qui prend une police d'assurance, que ce soit contre le feu ou contre le chômage. Ceux qui vivent plus longtemps paient pour ceux qui meurent prématurément et c'est tant mieux pour ceux qui vivent. Ceux qui ne bénéficieront pas de cette assurance seront tout de même heureux, parce qu'ils n'auront pas connu le chômage. Tant mieux si ceux qui payent n'en profitent pas, comme c'est tant mieux de payer une police d'assurance-vie tout en retardant sa mort.

Pour satisfaire l'opposition, je citerai le témoignage d'un homme qui disait en 1935: "Il nous faut des lois sociales. Les conservateurs ont trop souffert dans le passé de ce manque de législation sociale." Qui parlait ainsi? Le représentant de Matane (M. Gagnon)¹⁶. C'est un de ses bons et grands discours faits à la Chambre des communes pour réclamer cette mesure. Les députés de gauche ne devraient pas trop insister, lorsqu'ils critiquent cette innovation.

(Applaudissements)

En ce temps-là, le député de Matane se faisait le défenseur de cette politique et présentait la loi de l'assurance-chômage comme une mesure progressive. Il se demandait même comment les libéraux pourraient voter contre. (Avec ironie) Les arguments donnés par le député de Matane en 1935 ont-ils cessé d'être bons en 1942 parce qu'au lieu de siéger aux Communes, il remplace son chef à la Législature?

À la question de l'autonomie provinciale, ce ne sont pas ceux qui crient le plus fort, qui la défendent et la respectent le mieux. On nous reproche d'avoir autorisé le gouvernement fédéral à percevoir, pour la durée de la guerre, certains impôts et certaines taxes, dont le produit tombait jusqu'ici dans les coffres de la province. "Vous avez fait un accroc à l'autonomie de la province", disent les oppositionnistes en parlant des ententes de la province avec Ottawa au sujet de deux taxes. Il est vrai que nous avons dû céder certaines taxes, mais, les députés de la gauche oublient-ils la gravité de l'heure et que le Canada est en danger, de l'avis d'hommes avertis? Les membres de l'opposition ne savent-ils donc pas que le Canada est en guerre et qu'il est directement menacé?

Les ententes relatives à la perception des impôts sur les successions et les corporations sont des mesures provisoires, prises à cause du danger qui menace notre pays. Nous avons seulement fait ce que tout patriote aurait fait. L'entente n'est conclue que pour la durée de la guerre. La situation était d'une grave importance, à cause de la guerre; ainsi, les politiques partisans doivent être mises en veilleuse pour l'instant. Il y aura d'ailleurs compensation et Ottawa nous remettra une somme équivalente aux montants que nous avions l'habitude de percevoir. L'entente ne fait pas perdre à Québec un sou, pas plus que les autres provinces. En échange des sacrifices que nous devons consentir, nous recevrons des revenus égaux à ceux que nous recevions le 30 juin 1941. D'ailleurs, après la guerre, ces droits nous reviendront.

C'est un contrat que nous avons négocié et j'ai encore confiance que dans ce pays on respectera longtemps les contrats signés. Dans la province de Québec, les contrats seront respectés tant que l'ennemi ne sera pas rendu sur nos bords. Nous croyons, nous, à la sainteté des contrats et il n'y a aucun danger pour ces contrats. Du moins, aussi longtemps que l'électorat du Canada ne commettra pas l'erreur d'envoyer au pouvoir à Ottawa le parti tory et au pouvoir à Québec son frère siamois, l'Union nationale.

(Applaudissements)

Le gouvernement provincial, selon l'entente, a cessé d'imposer des taxes sur le revenu et des taxes sur les bénéfices des entreprises. La loi provinciale sur les droits successoraux demeure intacte, rappelle-t-il à la Chambre. L'entente permettra amplement au trésorier de la province d'être compensé pour tous les revenus perdus. D'ailleurs, je laisse au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) le soin de nous expliquer ces ententes bientôt. En passant, je tiens à dire que bien qu'il ne soit pas de notre race et de notre religion, il est l'un des meilleurs amis et défenseurs des Canadiens français en cette province.

(Applaudissements)

Huit provinces avaient déjà consenti à céder pareils privilèges au gouvernement fédéral. On se rend compte dans quelle étrange position nous serions si nous avions été récalcitrants, et dans quelle situation nous aurions placé la province, si nous avions refusé. Il y a des fanatiques partout dans le dominion: il y en a voire même chez nous, dans la province de Québec. Dans les autres provinces, il y a des groupes de personnes qui cherchent un prétexte pour attaquer la province, comme nous avons ici de petits groupes d'irréconciliables qui cherchent des prétextes pour attaquer les autres. Si le Québec n'avait pas souhaité trouver une façon de s'entendre avec le gouvernement fédéral quant au système de taxation, les groupes des autres provinces auraient lancé des attaques contre le Québec. Ils auraient commencé une agitation qui aurait fait reculer le Canada à une époque moyenâgeuse comme ceci est arrivé en 1917.

Si nous étions les seuls à dire non, alors que toutes les autres provinces ont dit oui, les fanatiques des autres provinces, qui ont une presse puissante à leur solde, en profiteraient pour déclencher contre Québec la même campagne qu'ils ont faite en 1917. Ils étaient prêts à le faire. C'est bien beau de faire des discours avec l'espoir de gagner la prochaine élection partielle de Saint-Jacques, mais, il y a un problème bien grave et plus important à considérer: celui de ne pas isoler la province de Québec du reste de la Confédération et de conserver l'unité nationale.

(Applaudissements)

Le problème le plus important de l'heure étant celui de l'unité nationale, nous n'avions pas le droit d'isoler notre province et je demande au chef intérimaire de l'opposition s'il aurait pris pareille responsabilité. C'est grâce au premier ministre King et au premier ministre Godbout que l'unité nationale a été maintenue depuis le début de la guerre. Le Québec ne peut pas être et ne sera pas isolé des autres provinces de la Confédération, grâce au travail accompli par King, Godbout et Saint-Laurent.

M. l'Orateur, j'en viens à l'exécuteur des hautes œuvres de l'Union nationale, son organisateur, le député de Dorchester (M. Bégin), qui a déclaré que l'honorable premier ministre n'avait pas demandé l'exemption des fils de cultivateurs du service militaire. Il a dit que M. Sasseville Roy, député de Gaspé, avait demandé la correspondance à ce sujet et qu'il n'en existait pas. Il donne un démenti catégorique aux adversaires du gouvernement, qui ont prétendu à cor et à cri que le premier ministre de la province n'est jamais intervenu auprès des autorités fédérales pour demander que les fils de paysans soient exemptés du service militaire obligatoire, lorsque les travaux de la ferme les réclament.

Il donne lecture à la Chambre de la correspondance du premier ministre, l'honorable Adélard Godbout, avec les chefs du gouvernement fédéral.

Cabinet du premier ministre
Province de Québec

Québec, le 30 mai 1941

À l'honorable M. J. L. Ralston,
Ministre de la Défense nationale,
Ottawa.

Cher monsieur Ralston,

Je me permets d'attirer l'attention du gouvernement fédéral sur la pénurie de main-d'œuvre agricole dans la province de Québec. Cette pénurie est causée par la mesure récente adoptée par le gouvernement fédéral et qui stipule que nos fils de cultivateurs seront appelés à l'entraînement militaire et resteront sous les armes de façon permanente pour toute la durée de la guerre.

Nos cultivateurs se plaignent qu'il leur sera impossible de s'assurer la main-d'œuvre nécessaire au travail de la terre.

Afin d'assurer une production agricole intense, au cours de notre effort de guerre et de prévenir la désertion des campagnes, je considère qu'il est d'importance absolue que des mesures soient prises afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire à nos cultivateurs.

À ces causes, pourrais-je vous suggérer que l'entraînement militaire des fils de cultivateurs se fasse durant les mois d'hiver, car je crains qu'à mesure que la situation deviendra plus sérieuse,

nombre de nos cultivateurs devront abandonner la culture de la terre.

Si mes renseignements sont exacts, je crois qu'en Angleterre, aussi bien qu'en Australie, on en est venu à la même conclusion, et que les cultivateurs sont tenus de cultiver leurs terres et d'y rester.

J'espère que toute la considération qui importe sera accordée à cette question.

Veuillez me croire toujours, cher monsieur Ralston,

Votre sincèrement dévoué,
(Signé) Adélard Godbout

Cabinet du premier ministre
Province de Québec

Québec, le 30 mai 1941

Au très honorable M. W. L. Mackenzie King, C.P.,
Premier ministre du Canada,
Ottawa.

Mon cher monsieur King,

Je me permets d'inclure sous ce même pli la copie d'une lettre que j'adresse aujourd'hui à votre collègue, l'honorable M. J. L. Ralston, ministre de la Défense nationale, au sujet du service militaire des fils de cultivateurs.

Sincèrement à vous,
(Signé) Adélard Godbout

Cabinet du premier ministre
Ottawa, le 3 juin 1941

À l'honorable M. Adélard Godbout,
Premier ministre de la province de Québec,
Québec.

Mon cher Premier Ministre,

Je vous remercie d'avoir eu l'amabilité de m'adresser une copie de votre lettre du 30 mai dernier à l'honorable M. J. L. Ralston, ministre de la Défense nationale, au sujet du service militaire des fils de cultivateurs.

Cette question est l'une de celles qui sont actuellement soumises à la considération du Comité de guerre du cabinet.

Je suis sûr que monsieur Ralston vous tiendra sans délai au courant de la décision qui sera prise, aussitôt que l'étude de tous les facteurs en cause aura pu être faite.

Sincèrement à vous,
(Signé) W. L. Mackenzie King

Ministère de la Défense nationale
Ottawa, le 4 juin 1941

À l'honorable M. Adélard Godbout,
Premier ministre de la province de Québec,
Québec.

Cher monsieur Godbout,

J'ai bien reçu votre lettre du 30 mai.

Les règlements au sujet de l'appel à l'entraînement militaire relèvent du département de mon collègue, l'honorable M. J. G. Gardiner, ministre des Services nationaux de guerre. Toutefois, ce n'est pas mon intention d'éviter les responsabilités qui m'incombent, puisque notre département est consulté.

Je transmettrai avec plaisir une copie de votre lettre à l'honorable M. Gardiner et en parlerai à mes officiers qui s'occupent de cette affaire des remises et des règlements qui y ont trait.

Je note votre allusion à l'Angleterre et à l'Australie, et demanderai certainement que l'on examine les règlements en vigueur dans ces pays.

Je vous remercie encore de votre lettre et vous assure de ma considération distinguée.

Votre tout dévoué,
(Signé) J. L. Ralston

Ministère de la Défense nationale
Ottawa, le 30 juin 1941

À l'honorable M. Adélard Godbout,
Premier ministre de la province de Québec,
Québec.

Cher Monsieur Godbout,

Au sujet de votre lettre du 30 mai 1941, je dois vous dire que les suggestions que vous y faites ont été soigneusement étudiées. On est à établir que les hommes appelés sous les drapeaux pour un

entraînement de quatre mois, conformément à la loi de mobilisation des ressources nationales, auront l'avantage de faire leur demande de remise de service à plus tard aux Commissions adjointes au département des services nationaux de guerre.

Les fils de cultivateurs, entre autres, pourront ainsi voir leur cas étudié au mérite.

Suivant les règlements des services nationaux de guerre, les travaux de la ferme sont considérés comme des occupations saisonnières, et lorsque de nouveaux groupes d'hommes seront appelés, soit pour l'entraînement, soit pour le service ou devoir militaire, ils auront, comme dans le passé, l'avantage de faire des représentations aux Commissions du département des services nationaux de guerre, afin qu'il soit décidé s'il y a lieu de remettre à plus tard leur entraînement militaire ou leur service dans l'armée canadienne.

Je regrette de ne pouvoir vous envoyer les règlements qui régissent la question de service telle qu'elle apparaît au premier paragraphe de la présente lettre. Ces règlements ont été préparés par le major général Laflèche et le brigadier Cassels; mais, malheureusement, il y a eu du délai, à cause de la maladie du brigadier Cassels. Ces règlements seront cependant bientôt publiés.

Je vous remercie d'avoir bien voulu attirer mon attention sur ce sujet et me souscrire.

Votre tout dévoué,
(Signé) J. L. Ralston

Québec, le 7 juillet 1941

À l'honorable J. L. Ralston,
Ministre de la Défense nationale,
Ottawa.

Cher monsieur Ralston,

J'ai bien reçu votre lettre du 30 juin, dont je vous remercie bien sincèrement.

Votre tout dévoué,
(Signé) Adélard Godbout

Québec, le 3 février 1942.

Au très honorable W. L. Mackenzie King, C.P.,
Premier ministre du Canada,
Ottawa.

Cher Monsieur King,

Voulez-vous me permettre de vous féliciter très cordialement, au sujet du discours que vous avez prononcé à la Chambre des communes, le 26 janvier, et au cours duquel vous avez dit, entre autres choses: "Nous ne pourrions atteindre à un effort total si tant d'hommes étaient enrôlés dans les forces armées de terre, de mer et de l'air qu'il ne resterait pas assez d'hommes occupés aux travaux de la terre pour nourrir nos soldats."

Je ne doute pas qu'il vous intéressera de savoir que, depuis les derniers mois, j'ai reçu des centaines de lettres et de requêtes où l'on se plaint de la pénurie de main-d'œuvre pour les travaux manuels et ceux de la terre, et je considère qu'il est devenu impérieux d'arrêter le mouvement de désertion des campagnes par cette classe de travailleurs, afin d'améliorer, ou au moins de maintenir la production agricole de notre pays au point élevé qui est nécessaire à l'accomplissement de notre effort de guerre.

Je vous prie de me croire toujours, cher monsieur King,

Votre tout dévoué,
(Signé) Adélard Godbout

M. l'Orateur, dès 1939¹⁷, au début de la guerre, le premier ministre, le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), avait fait des représentations verbales au très honorable Ernest Lapointe pour l'exemption des fils de cultivateurs. Lorsqu'il fut question de service militaire pour la défense du pays, l'honorable premier ministre adressa la lettre de représentation suivante à l'honorable J. L. Ralston, ministre de la Défense nationale en ayant soin de faire suivre une copie de sa lettre au très honorable Mackenzie King, premier ministre du Canada.

M. Gagnon (Matane): À quelle date la lettre de M. Ralston?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): La première lettre est datée du 30 mai 1941. Les résultats furent excellents. Il n'y eut pas d'exemptions, parce qu'il ne peut pas y avoir d'exemptions pour servir son pays. Mais, il eut des délais. Les fils de cultivateurs, ceux de ma région en particulier, ne furent pas dérangés dans leurs travaux saisonniers.

M. Gagnon (Matane): En vertu des règlements de la Chambre, je demande à l'honorable ministre de bien vouloir déposer sur le bureau de la Chambre les lettres qu'il vient de lire.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, j'allais vous demander la permission de déposer ces lettres avant que l'honorable chef temporaire de l'opposition me le demande. Je conseillerais aux députés de l'opposition de les lire avec attention. J'espère qu'ils les liront toutes, ces lettres, afin de ne pas commettre de nouvelles erreurs et afin de parler en connaissance de cause la prochaine fois qu'ils prendront la parole.

(Applaudissements)

Le premier ministre a su prendre la défense de notre classe agricole sans le crier sur tous les toits. Le député de Dorchester (M. Bégin), (se tournant vers lui), aurait dû se renseigner avant de parler et de lancer des accusations. En tous cas, il a manqué une belle occasion de se taire.

Le débat est suspendu pour permettre le dépôt de documents.

Dépôt de documents:

Correspondance Québec-Ottawa sur le service militaire des fils de cultivateurs

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) dépose copie de la correspondance du premier ministre avec les autorités fédérales relativement au service militaire des fils de cultivateurs. (Document de la session no 16)

(Applaudissements à droite)

Des visiteurs (Les membres de la Fédération des Chambres de commerce du Québec) applaudissent.

M. l'Orateur prie la belle et ardente jeunesse de ne pas manifester dans la galerie.

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le premier ministre a laissé porter les accusations. Il n'a pas cherché à confondre

ses adversaires. Car, le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) n'a jamais été préoccupé par les succès électoraux. Une seule chose l'intéresse: le bien du peuple, dont les intérêts de la classe agricole. Et, c'est pour cette raison qu'il travaillait pour les fils de cultivateurs, alors que ses ennemis couraient la campagne et répandaient de fausses rumeurs. L'intervention du premier ministre a donné un résultat concret, à savoir que dans la grande majorité des comtés, les fils de paysans ne sont pas appelés sous les drapeaux à l'époque des semailles ou de la récolte.

Le représentant de Dorchester (M. Bégin) accuse le premier ministre de s'égarer dans les affaires internationales et dans le domaine fédéral au lieu de s'occuper de la province. Nos adversaires reprochent aussi à l'honorable premier ministre de s'occuper et de parler trop souvent de questions internationales. On lui fait un reproche d'avoir une vision haute et claire des choses du temps présent. Oh, je sais bien que ceux qui l'accusent, et l'exécuteur des hautes œuvres de l'Union nationale, le député de Dorchester, est au nombre de ces hommes, seraient bien incapables d'atteindre la hauteur du premier ministre. Ce dernier a parlé à sa province. Il a parlé à tout le pays et a exprimé nos sentiments.

(Applaudissements)

Le problème à l'heure actuelle, n'est-il pas de donner une direction énergique à la province? Dans la crise actuelle, il n'est pas question de savoir qui va rester au pouvoir. Il est donc fort important que le premier ministre donne à la population de cette province des directives, calmes, énergiques et généreuses, et c'est ce que notre premier ministre est en train de faire. Il regarde par-dessus les frontières d'une province qui ne doit pas s'isoler. Ceux qui l'attaquent d'ailleurs sont les mêmes qui insultaient le très honorable Ernest Lapointe au cours des dernières années.

M. l'Orateur, c'est un homme que l'on a attaqué bien injustement en cette province, parce qu'il avait dit qu'il serait toujours le rempart de protection pour ses compatriotes.

(Applaudissements)

Il est mort aujourd'hui et toute la population a été unanime à reconnaître que les Canadiens français n'ont jamais eu de chef plus dévoué, plus sincère que le très l'honorable Ernest Lapointe.

(Applaudissements)

De son vivant, il a été vilipendé, insulté par ses adversaires. On lui a reproché d'avoir dit qu'il était le rempart de sa race. M. Lapointe a été attaqué

injustement dans les derniers jours de sa vie. Mais, à peine avait-il fermé les yeux, que ses pires adversaires de toujours rendaient hommage à son action généreuse et à son œuvre bienfaisante et disaient: "La race canadienne française a perdu son meilleur chef et son plus grand défenseur".

Il cite (avec émotion) un poème: "Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie"¹⁸. Ceux-là, dit-il, ont le droit d'être bercés au fond de leurs tombeaux par la grande voix émue d'un peuple qui se souvient. La voix du peuple entier bercera M. Lapointe dans son tombeau aussi longtemps que des mères canadiennes-françaises enseigneront à leurs enfants ce qu'il a été pour le Canada français. M. Lapointe est mort et le jour de ses funérailles, il y a eu une apothéose. Ce fut un deuil national. Il est mort et tout le monde s'est incliné devant l'œuvre qu'il a accomplie.

Le premier ministre suit les traces du défunt ministre de la Justice (M. Lapointe), qui a travaillé pour le succès et la prospérité du Canada. Il est mort, mais, en mourant, il nous a indiqué son héritier politique. Cet héritier politique n'est nul autre que le premier ministre de cette province.

(Applaudissements)

Le premier ministre était le disciple préféré de M. Lapointe et il suit ses traces. Lapointe s'est élevé à une période où les gens avaient besoin d'être guidés. Et, c'est autour de cet homme, autour de notre chef, le député de L'Islet, que nous avons réformé nos rangs!

Coïncidence assez rare, tous deux sont nés dans le même village de Saint-Éloi du comté de Témiscouata, dans une petite paroisse qui fait partie du comté que j'ai l'honneur de représenter. Tous deux ont étudié au même village et ont fréquenté et reçu la même éducation dans le même collège.

M. Lapointe a été l'homme du destin pour guider le peuple canadien-français dans la route qu'il devait suivre. C'est le même destin qui commande au chef actuel du gouvernement de remplir un grand rôle dans notre vie politique. Le Parti libéral et la province de Québec tout entière ont aussi véritablement l'homme du destin à sa tête en ce moment, dans la personne du premier ministre, le représentant de L'Islet.

(Applaudissements)

J'espère que le premier ministre actuel de ma province ne se laissera pas arrêter et troubler par les critiques de ses adversaires, qui furent aussi ceux du très honorable Ernest Lapointe, dans ses revendications en faveur de l'unité nationale. Mais, qu'il continuera, au contraire, de nous guider dans la

voie du calme et de la réflexion. Il peut être assuré que tous les gens sérieux sont derrière lui, et, Dieu merci, c'est encore la majorité.

(Applaudissements)

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 9 h 45¹⁹

Le débat sur l'adresse se poursuit.

M. Paquette (Labelle): M. l'Orateur, je me souviens en ce moment des luttes que nous faisons ensemble il y a quelque 20 ans. Les années ont passé et je vous retrouve à un poste d'honneur que vous occupez dignement. Je vous en félicite.

Il déplore la disparition de son ancien collègue, l'honorable Martin Fisher et de deux de ses confrères, les Drs Bouthillier et Toupin.

La séance commence tard et je serai bref. Les députés ministériels, qui ont parlé avant moi, ont vanté la grandeur du Parti libéral. Ils ont eu beaucoup d'imagination et une extrême ingéniosité, car ils ont trouvé à dire des compliments sur l'administration du gouvernement actuel.

Le gouvernement actuel se félicite de la disparition du chômage, comme s'il avait déclaré la guerre, créé les usines d'armements et enrôlé les 250,000 Québécois, qui sont dans les armées et s'il eut dépensé les \$3,500,000,000 qu'on a votés cette année pour la guerre. Les conditions créées par la guerre sont trompeuses, car la prospérité fictive qui en résulte est de nature à être mal interprétée par une partie considérable de la population.

Les produits se vendent bien et l'argent coule maintenant à flots, grâce à la taxation inouïe dont les contribuables sont l'objet et aux emprunts contractés par les autorités fédérales. Mais que le gouvernement de cette province soit modeste. La guerre a amélioré les conditions économiques dans tout le pays. Le gouvernement n'a pas créé la prospérité; il n'est qu'un profiteur de guerre. Le gouvernement profite de ces avantages, mais il n'en est pas responsable. Personne ne dira que c'est l'honorable premier ministre qui a déclaré la guerre. Ce n'est pas sa faute si l'Allemagne a attaqué la Pologne.

Le communisme ne leur dit rien non plus. L'honorable premier ministre a déploré la propagande communiste. Mais, il a manqué de vision

et on a vu clair trop tard. Le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) fut le premier au pays à faire adopter une loi contre la propagande communiste, la loi du cadenas. Dans ce temps-là, on se moquait de lui. Elle est encore dans les Statuts. Aujourd'hui, selon le représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier), la situation serait changée et le premier ministre redouterait le danger stalinien dans la province. Ils sont obligés d'admettre que la propagande communiste est un danger menaçant. Le premier ministre lui-même s'est rendu compte de l'importance d'une législation efficace pour combattre la propagande communiste qui ne manquera pas de nous inonder surtout après la guerre. Et, il y a quelques jours, il déclarait qu'il fallait s'armer contre le communisme et les éléments dangereux.

À son arrivée au pouvoir, l'Union nationale a pris la direction d'une province arriérée et elle a été obligée de sortir le char de l'État de l'ornière où l'avait placé le Parti libéral. Aujourd'hui, le gouvernement de l'Union nationale est regretté de toute la province.

L'Union nationale ne devait pas être en si mauvaise situation financière que ça, puisque le gouvernement actuel se vante de pouvoir emprunter à des conditions excellentes. Il passe ensuite en revue les grandes œuvres de l'ancien régime: travaux de chômage, construction de routes et de ponts, crédits agricoles, etc. Il se moque des déclarations des ministres, dont l'un affirmait que la province était aux portes de la banqueroute, tandis que l'autre disait que tout allait très bien. On a répété maintes fois dans cette Chambre et dans les campagnes électorales que l'Union nationale avait conduit Québec à la banqueroute. Cependant, Québec est resté après les trois années de régime d'Union nationale la province la moins endettée proportionnellement à sa population. Cela est reconnu par toutes les sommités financières du Canada.

Comme on dit que la province de Québec était la seule province solvable et avait en 1939, la meilleure finance de toutes les provinces, sauf l'Île-du-Prince-Édouard, cela voulait donc dire que toutes les autres étaient en banqueroute. J'ajouterai ceci à la considération des libéraux: Si la situation financière de Québec est jugée mauvaise par eux, que faut-il penser de la situation financière du gouvernement libéral d'Ottawa, dont la dette est 22 fois plus élevée avec seulement trois fois plus de population. Que l'on cesse donc de dire de telles stupidités.

Il plaint les bûcherons qui sont exploités et abandonnés aux mains des entrepreneurs. Leur

situation, dit-il, est pénible et l'U.C.C. elle-même se plaint qu'on ne leur donne pas justice. Il cite plusieurs articles de la *Terre de Chez Nous*²⁰. Les salaires des bûcherons sont moindres cette année, comparativement à ceux des années précédentes, dit-il. On y dit que les prix payés en 1941 aux bûcherons sont en régression sur ceux de 1940, tout compte fait, et on demande pourquoi on n'oblige pas certaines compagnies à ne pas charger la pension les jours de pluie aux ouvriers à salaire? Pourquoi on laisse faire les employeurs qui jouent avec les prix sur les contrats d'embauchage et pourquoi on laisse certains individus salariés, des hommes, jusqu'aux coins les plus reculés, sur de fausses représentations?

La *Terre de Chez Nous* signale aussi que l'innovation, qui oblige le salarié aux pièces à étamper le bois qu'il a coupé, diminue en fait le prix de la corde de bois. Le journal dit que la Commission fait des lois à tort et à travers ou de connivence avec les employeurs et que c'est révoltant à la fin et les bûcherons, eux, disent que c'est dégoûtant. Ils se demandent pourquoi les députés n'interviennent pas en remaniant cette Commission. Serait-elle plus puissante que nos représentants? Cet étampage est long et pénible et gravement onéreux pour l'ouvrier, du point de vue financier.

Le 24 décembre dernier, le même journal disait: "Les ouvriers forestiers n'ont pas obtenu justice de la Commission du salaire minimum et après ce qui s'est passé, ils ne s'attendent pas d'en recevoir". Voilà des raisons qui motivent leur demande d'être de nouveau sous la tutelle du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté). Ce ministère semble mieux comprendre le problème des forestiers et est plus compétent pour leur rendre justice. Les bûcherons aimeraient mieux et seraient heureux de retourner sous la tutelle du ministère des Terres et Forêts parce que le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) ne leur rend pas justice.

La *Terre de Chez Nous* dit que dans certains cas on faisait du "bunching", opération qui consiste à faire exécuter par les bûcherons les opérations habituellement confiées aux bêtes de somme. Enquête fut faite; les preuves furent envoyées au ministre du Travail. La Commission et le ministre considérèrent tellement longtemps que les chantiers se terminèrent sans résultats et que l'on continua dans la suite à considérer, mais sans rien faire et que, dans une certaine compagnie, 1,850 ouvriers durent faire le travail des chevaux et que l'année d'après, 1,500 ouvriers furent obligés de faire le même travail.

Le gouvernement abandonne des centaines de bûcherons à la rapacité de certains employeurs.

Pourquoi la Commission du salaire minimum n'intervient-elle pas comme cela serait son devoir contre des employeurs qui ne respectent pas la loi du salaire minimum? Il n'y a vraiment pas de quoi s'enorgueillir de la façon dont les bûcherons sont traités. Le salaire des bûcherons n'a pas été augmenté en proportion de la hausse du coût de la vie et de la majoration des prix du papier. Il est resté stable, quand il n'a pas été diminué. Sans compter que ces salaires ont été lourdement taxés depuis la guerre.

Le gouvernement a abandonné les travailleurs de la forêt entre les mains de compagnies qui font à leurs dépens des profits énormes. Le ministre du Travail devrait surveiller plus les affaires de son cabinet. Il se rendrait compte que peu de bûcherons sont satisfaits et qu'ils sont exploités de toute manière. Il ferait mieux de surveiller les prix payés. De plus, il devrait visiter les camps des bûcherons de temps à autre et faire le tour des chantiers. Il y apprendrait une foule de choses, car on s'y instruit mieux que dans les banquets. Le ministre verra que les bûcherons qui ont des salaires de ministres sont rares.

Le gouvernement se contente de peu. Ainsi, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) s'est vanté d'avoir, en arrivant au pouvoir, enlevé 5,280 pensions de vieillesse, accordées jadis à des vieillards de sa province qui n'y avaient pas droit. C'est une honte. Il en était ravi et concluait avec complaisance que c'était du soleil que le gouvernement avait jeté dans les foyers de la province.

Comment peut-on dire qu'on a mis du bonheur dans les foyers, quand on a privé 5,280 vieillards de leur pension? En les laissant souffrir de faim, en attristant leurs dernières années, le ministre croit contribuer à leur bonheur? Quelle absence du sens social! Quelle pitié!

De plus, les veuves ne reçoivent plus que \$2.50 par enfant au lieu de \$5 payés sous l'Union nationale. C'est cela encore mettre de la joie dans les foyers? Je suggère, M. l'Orateur, que l'honorable ministre reçoive une pension lui aussi comme aveugle. Car il faut être aveugle pour ne pas voir la détresse des vieux sans pensions, des veuves sans argent, des bûcherons sans salaire, et des agriculteurs sans revenus. Dans mon comté, à La Minerve, on a payé l'énorme pension de \$1 à un vieillard de 76 ans. C'était sa pitance pour un mois. L'honorable ministre vivrait-il avec un dollar par mois? Vraiment! C'est du soleil qu'il met dans un foyer de Labelle!

En termes d'octrois, les cultivateurs eux-mêmes ne reçoivent pas grand-chose et le gouvernement construit des arénas avec l'argent de l'agriculture. Des rapports de l'Office fédéral de la statistique démontrent que la province de Québec est bien en arrière de la province de l'Ontario sous le rapport du nombre de têtes de bétail mises sur le marché. Cette dernière est beaucoup plus avancée et plus riche en bétail. L'agriculture, sous l'administration actuelle, est si prospère que suivant le rapport du marché canadien du mois d'août, il y avait 1,321 vaches laitières dans le Québec contre 14,000 en Ontario; 1,600 taures dans le Québec contre 7,600 en Ontario; 5 veaux engraisés dans le Québec contre 2,396 en Ontario; 4,000²¹ porcs dans le Québec contre 193,000 en Ontario. Même dans le domaine des moutons on est battu; 37,000 moutons dans le Québec contre 57,000 en Ontario. De même, en 1941, le pourcentage des bouvillons de choix pour Québec était de 0.7 %, contre 16 % pour Ontario et le pourcentage des taureaux était de 7 % pour Québec contre 83 % pour Ontario.

Il regrette que le gouvernement affecte les agronomes à des occupations où ils ne peuvent donner les services qu'on attend normalement d'eux. Il fait un tableau des conditions nouvelles imposées aux agronomes. On a donné ordre et instruction aux agronomes d'organiser et d'assumer la direction des cercles de fermières de la province. Maintenant que les cercles des fermières, jadis cercles diocésains et tombant sous l'autorité religieuse des évêques, sont devenus des cercles agronomiques qui relèvent du gouvernement, les agronomes n'ont plus la mission d'enseigner des procédés de culture aux paysans, mais de montrer à leurs épouses comment faire des tartes, du sucre à la crème.

Les agronomes en sont rendus à assister aux réunions des dames fermières, auxquelles ils apprennent comment tricoter et faire des casques et des mitaines et tailler des bavettes. Bref, voilà que nos agronomes sont devenus couturières et maîtres queux de ces cercles!

(Rires)

Ils sont chargés de faire la cuisine pour ces dames! Bientôt ils se mêleront d'enseigner l'art ménager. Il rend un hommage à la classe paysanne, véritable rempart de notre nationalité.

Les agronomes ont un rôle très important à remplir dans notre province tant arriérée. Notre agriculture est en retard de 25 ans sur l'Ontario. Ils ont là un vaste champ d'action où ils pourront déployer leur talent et prendre des initiatives heureuses. Qu'ils s'occupent d'élevage, des méthodes de culture, de l'amélioration du cheptel,

d'aider à augmenter le rendement du troupeau laitier, de faire aimer le sol à ceux qui vivent dans les campagnes, etc., etc. C'est cela, uniquement cela qui doit préoccuper l'agronome. Mais de grâce, qu'on lui épargne l'obligation de diriger les dames fermières: il n'en a pas le temps, et n'y connaît rien, ou moins que celles qu'il est appelé à diriger. Les organisations diocésaines de fermières étaient excellentes, elles obtenaient des résultats plus que satisfaisants; et les aumôniers y tenaient un rôle utile et désintéressé. Depuis qu'on a placé le fameux M. Bériau (illisible) à la tête des cercles, la politique s'y est infiltrée, et cela ira de mal en pis. Le chef actuel travaille pour le gouvernement qui le paie en retour. Les aumôniers eux, travaillaient uniquement pour servir la grande cause sociale et religieuse.

Le gouvernement actuel devrait commencer par s'occuper des affaires de la province, avant de s'occuper des affaires d'Ottawa. Là-bas, il se trouve des gens pour voir aux affaires de la guerre et pour régler les problèmes fédéraux. Le gouvernement provincial n'a pas à sortir de la province pour trouver des problèmes à régler. Il y a assez de travail au Québec pour tenir occupé le premier ministre, non seulement quant à notre participation à la guerre, mais aussi en ce qui a trait aux années après la guerre. Tout ce que nous demandons, c'est que le gouvernement utilise tout son pouvoir pour s'occuper des affaires du Québec.

Le rôle du premier ministre n'est pas de régler les différends internationaux, mais bien de sauver la race. Qu'on s'occupe plutôt des jeunes gens de notre province forcés de s'enrôler parce qu'ils ne peuvent se procurer du travail. Ils partent parce qu'ils meurent de faim. C'est comme cela qu'on les force à s'enrôler. Mais la faim ne constitue pas un bon motif pour joindre l'armée. Lorsqu'on part pour la guerre, il ne faut pas que ce soit parce qu'on n'a pu trouver autre chose. Les jeunes doivent se joindre à l'armée en ayant en tête qu'ils ne devraient pas se diriger vers les casernes parce qu'ils ont le ventre creux. On ferme les portes aux jeunes à cause de l'âge de guerre. C'est un mauvais système de recrutement par lequel on fait de mauvais soldats d'une bonne cause.

Si on veut que la jeunesse soit heureuse, qu'elle ne s'enrôle pas de désespoir, on devrait lui ouvrir des carrières. Les portes de nos grandes industries se ferment au visage de jeunes Canadiens en ce moment. La situation doit être corrigée. On doit mettre un terme à un tel état des choses si nous ne voulons pas qu'ils joignent l'armée en désespoir de cause. Ce n'est pas une façon de faire du recrutement dans l'armée.

Moi aussi, je suis parti pour la guerre en 1914. J'ai payé mon passage pour me rendre jusqu'en Turquie, au fond des Balkans, afin de faire ma petite part, pour servir la cause des alliés, mais de bon gré. Mais, ce n'était pas parce que j'étais découragé ou parce que je mourais de faim. La jeunesse doit être capable de travailler pour vivre, tant qu'on ne lui aura pas imposé la conscription. Agir autrement serait odieux. Si on veut que le moral de l'armée soit bon, il faut que la jeunesse s'enrôle avec enthousiasme, par patriotisme et non pas parce qu'elle ne peut gagner sa vie.

Le gouvernement sait qu'après la guerre, nous allons voir des milliers et des milliers de jeunes qui ne seront pas capables de se trouver du travail. On devra leur enseigner l'amour de la terre et les mérites de l'agriculture. Les mérites de l'agriculture constituent le meilleur moyen d'aider les jeunes Canadiens à se trouver du travail après la guerre. Laissons le gouvernement s'occuper lui-même des problèmes du Québec.

Un ministre a parlé aussi de colonisation. Le gouvernement actuel ne protège pas le colon. Le premier ministre néglige les colons et, dans certains cas, les persécute. Il en est de même pour les agriculteurs qui n'ont pas un meilleur sort. Les colons n'ont été payés de leurs primes qu'après des délais révoltants. Les travaux de chemins sont devenus nuls. Dans Labelle, on a accordé moins de \$5,000, soit un peu plus de \$100 par paroisse, en moyenne. Des colons ont été maltraités, expulsés de leurs lots, et même emprisonnés pour avoir voulu cultiver le sol de leur province. Ce n'est pas là la bonne manière d'encourager la colonisation. Cela s'est passé à la Minerve, dans mon comté, et un gouvernement qui tolère de tels abus n'est pas digne d'être appelé chrétien. On a enlevé des lots à de braves gens, qui les occupaient depuis plus de 15 ans, et cela sans raison avouable.

On continue à piller les lots de colonisation comme dans le passé. Dans le canton Pope, près de Mont-Laurier, les lots des rangs A et B, qui seront mis en vente dans quelques semaines, ont été dévastés sur l'ordre des compagnies de bois, et avec l'assentiment du gouvernement que préside le premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) rit.

M. Paquette (Labelle): Le premier ministre trouve cela amusant de voir souffrir les colons? Il n'y a rien de rôle en cela. Et l'on veut que les colons soient prospères? On veut qu'ils n'abandonnent pas

leurs lots? Qu'ils persévèrent? Et pour les déconcerter davantage, on leur arrache leurs fils pour le service militaire. Dans mon comté, on a chassé des colons de leur lot, on les a traînés devant les tribunaux à Mont-Laurier comme de vulgaires criminels. Ils avaient, en effet, commis le crime de se cramponner au sol et de vouloir cultiver la terre de leur province et s'obstiner à faire de la terre neuve. Le comté de Labelle a été ému en constatant les procédés utilisés sous le gouvernement Godbout, et mes gens sont fatigués de ne pouvoir vivre en liberté dans un pays démocratique.

Il est grand temps que nos dictateurs politiques et économiques réalisent leurs erreurs; il est temps que le gouvernement de Québec s'occupe de défendre le peuple contre l'ambition du pouvoir central. L'autonomie n'est pas un vain mot. On ne sait pas ce qu'est l'autonomie dans la province. On ne semble pas savoir ce que cela veut dire. Le gouvernement actuel semble croire que l'autonomie de la province, ça ne doit pas exister. En 1939, le peuple ne comprenait pas bien cette question de l'autonomie posée par mon chef, l'honorable M. Duplessis, mais aujourd'hui c'est différent. Le premier ministre semble imaginer que l'autonomie, c'est pour après la guerre. Il prétend qu'après la guerre M. King nous rendra ce qu'il nous enlève. Allez-y voir! C'est la vieille histoire du petit chaperon rouge qui se fit manger par le loup, parce qu'elle avait montré une confiance exagérée.

Depuis un an, on sacrifie nos droits les uns après les autres; depuis un an, on a même réussi à priver de son autonomie la plus grande ville française libre du monde: Montréal. On n'a même pas su la respecter à Montréal, car on ne s'est pas gêné pour humilier la deuxième ville française de l'Amérique, qui était pourtant mieux administrée que le gouvernement lui-même. On a donné à Montréal, la plus grande ville du Canada, un Parlement plus considérable que celui de la province, mais les parlementaires de la métropole n'ont aucun droit. Sans pouvoirs, ils ne peuvent rien faire. Je dis que la province est en train de perdre les derniers vestiges de son autonomie. L'autonomie ne dit rien à nos amis d'en face. Elle leur dira quelque chose quand nous aurons perdu tous nos droits. Quand nous serons complètement dépouillés, peut-être alors cela leur dira-t-il quelque chose, l'autonomie de la province!

Il déclare qu'il n'a pas l'intention de parler des problèmes d'enseignement. Je laisse cela aux pédagogues de cette Chambre, dit-il, et j'attendrai que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) ait exposé ses projets de loi.

Sur la question de la voirie, le gouvernement n'a pas terminé la route reliant Mont-Laurier à Saint-Jovite. Nous avons une route qui va de Mont-Laurier à l'Abitibi, dit-il. C'est une des grandes œuvres de l'Union nationale. Mais l'autre tronçon, que nous avons commencé, n'a pas été terminé par le gouvernement actuel. De sorte que nos gens doivent passer par l'Ontario et Québec est privé d'une partie des revenus qui devraient normalement lui revenir. Ainsi, le gouvernement perd volontairement pour Québec le commerce de l'Abitibi qui va à l'Ontario, parce qu'il refuse de terminer la route faite en majeure partie par l'Union nationale.

Le député de Témiscouata a vanté son comté. Il avait raison. Il faut aimer son comté, sa province et son pays. Il faut toujours vanter son pays, lui vouer une sorte de fétichisme et lui rendre un culte à part. Notre pays est grand, il est beau, il est appelé à un avenir glorieux. Quel dommage qu'il soit administré par de si petits hommes.

J'aurai l'occasion de traiter d'éducation et d'hygiène publique une autre fois. Je ne veux pas retarder la séance de ce soir.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) se lève pour exposer la politique du ministère en matière d'éducation.

(Applaudissements)

Le débat est suspendu.

Motions de condoléances:

Décès du sénateur M. Raoul Dandurand

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Avec la permission de la Chambre, j'interromprai le débat²². M. l'Orateur, nous venons d'apprendre avec un bien vif chagrin et regret la mort du très honorable sénateur Raoul Dandurand. Nous tenons à exprimer sans retard notre vive sympathie et j'offre nos profondes condoléances, à son chef, le très honorable M. King premier ministre du Canada, dont il fut toujours un collaborateur zélé, loyal et fidèle, à la famille en deuil du regretté disparu et à tous ses amis.

Vétéran de la politique canadienne, peu d'hommes auront pu donner dans la vie publique une aussi longue et aussi fructueuse carrière. Il fut l'interprète fidèle du sentiment des Canadiens français et c'est avec un vif regret que la population apprendra sa mort.

C'est un vrai gentilhomme qui vient de disparaître, emportant les regrets de tous ceux qui l'ont connu et créant un vide immense dans le champ des œuvres de charité qu'il soutenait et dans l'arène de la politique canadienne, où il représentait si brillamment les sentiments, les aspirations et les idéaux des citoyens de sa province. Un homme qui sera regretté de tous ceux qui l'ont côtoyé. Nous le tenions en haute estime. Il a toujours bien servi les intérêts de ses compatriotes et magnifiquement soutenu les idéaux des Canadiens français.

Le Parlement de Québec déplore la mort et la disparition de ce très grand Canadien. Sa mort creuse un vide profond et immense dans le champ des œuvres de charité, qu'il soutenait et auxquelles il a consacré beaucoup de son temps dans son pays, dans son parti et dans l'arène politique canadienne, où il représentait brillamment l'idéal des citoyens de cette province.

C'est avec regret que la Législature de Québec apprend sa mort. Je crois exprimer un sentiment unanime en offrant aux membres de la famille du défunt et à l'honorable M. King, qui perd un lieutenant loyal et un bon ami, le témoignage sincère de ma profonde sympathie et celle de cette Chambre.

M. Gagnon (Matane): Je me joins au premier ministre et je te tiens à m'unir à lui pour offrir mes sympathies à la famille de M. Dandurand et au chef du gouvernement canadien.

Le sénateur Dandurand a joué un rôle considérable dans la politique canadienne. À Genève, ce fut le premier Canadien français à occuper le poste de président de la Société des Nations. Sa mort sera ressentie vivement au sein du Parti libéral, dont il était l'un des piliers, et au sein de toute la province.

Tous les ans, le sénateur Dandurand avait l'habitude de venir dans notre ville, à Québec. Chaque été, il avait l'habitude de venir passer quelques semaines à l'Île d'Orléans, où le retenaient les souvenirs de famille, près de ses belles-sœurs, Mme Simard et Mme Legendre, les filles de l'ancien premier ministre.

Le sénateur Dandurand avait gardé en effet un culte pour la mémoire de son beau-père, l'honorable F.-G. Marchand, ancien premier ministre de cette province et pour la famille de son beau-père. J'offre à mes amis du gouvernement toute ma sympathie pour la perte de ce chef estimé et à sa famille en deuil, mes sincères condoléances.

En M. Dandurand, nous perdons une personnalité brillante. Nous nous associons à nos collègues de la droite pour exprimer nos regrets bien sincères.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je connaissais l'honorable M. Dandurand depuis plus de 40 ans. Je l'ai vu blanchir avec les années, mais, il était resté si actif, si alerte, que sa disparition soudaine nous émeut profondément. Il a joué un grand rôle dans la politique canadienne. Sa carrière fut aussi belle que longue. Il laisse en mourant un grand exemple qui sera suivi.

Le très honorable Raoul Dandurand a largement contribué à faire un Canada plus uni et plus fort. C'était une grande figure dans le monde international. Il a fait honneur non seulement aux Canadiens français, mais au Canada tout entier. Il a représenté notre pays avec dignité et habileté à la Société des Nations et dans bien d'autres grandes réunions. Sa mémoire sera chère à tous ceux qui l'ont connu.

Au nom de tous les citoyens de langue anglaise de cette province, je veux me joindre au premier ministre et au chef de l'opposition pour exprimer et offrir mes sympathies et mes condoléances à la famille de M. Dandurand et au chef du gouvernement canadien.

Sa vie sera une inspiration pour nous tous.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)²³: La province de Québec a perdu deux grandes figures avec les très honorables Ernest Lapointe et Raoul Dandurand. La mort du sénateur Dandurand suit de très près celle du très honorable Ernest Lapointe. Ces deuils affectent non seulement le gouvernement actuel du Canada, mais tous les citoyens du pays. Leur détachement et leur largeur d'esprit doivent demeurer des exemples.

Au nom de la minorité juive, j'offre à la famille de M. Dandurand mes plus vives sympathies et les condoléances de ses patriotes. Il exprime également ses sympathies au premier ministre du Canada, M. King. Il souligne enfin le libéralisme généreux qui animait M. Dandurand.

Adresse en réponse au discours du trône

La Chambre reprend le débat.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Vu les circonstances, je crois devoir proposer, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Dépôt de documents:

État des cautionnements des officiers publics

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics (y compris les huissiers) du gouvernement de la province de Québec, tel que requis par le chapitre 10, article 42, S.R.Q., 1941. (Document de la session no 17)

État des remises de droits et de peines

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la Chambre l'état détaillé des remises des droits et des peines préparé conformément aux dispositions de l'article 45, chapitre 73, S.R.Q., 1941. (Document de la session no 18)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. L'épouse du représentant de L'Assomption et Orateur de la Chambre (M. Bissonnette) a donné naissance à un fils, selon *La Presse* du 12 mars 1942, à la page 12.

2. *La Presse* du 12 mars 1942, à la page 12, mentionne des "wagons" de dindes et de patates.

3. *La Presse* du 12 mars 1942, à la page 12, et *L'Action catholique* du 12 mars 1942, à la page 21, spécifient trois wagons de dindes de l'Ouest.

4. *La Presse* du 12 mars 1942, à la page 12, et *L'Action catholique* du 12 mars 1942, à la page 21, mentionnent plutôt 50,000 livres.

5. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 12 mars 1942, à la page 3, qui parle de \$12,000,000 en taxes multiples.

6. Chiffre du *Temps* du 20 mars 1942, à la page 5: 30 centins.

7. Selon *L'Événement-Journal* du 12 mars 1942, à la page 4, le gouvernement a emprunté \$95,000,000 en deux ans.

8. Selon *Le Devoir* du 12 mars 1942, à la page 8; le discours du représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) est salué d'enthousiastes applaudissements des ministériels.

9. Le député de Mégantic (M. Labbé) vient alors tout juste de revenir en Chambre. *Le Soleil* du 12 mars 1942, à la page 9.

10. Selon tous les journaux sauf *L'Événement-Journal* du 12 mars 1942, à la page 4, qui mentionne 10,750 demandes de prêts.

11. Selon tous les journaux sauf *Le Canada* du 12 mars 1942, à la page 8, qui mentionne en novembre.

12. Tous les journaux sauf *Le Soleil* du 12 mars 1942, à la page 9, qui mentionne 4,961 prêts.

13. Selon tous les journaux sauf *La Patrie* du 12 mars 1942, à la page 6: "Ce sont les bilingues imparfaits qui veulent que les autres n'apprennent pas la langue anglaise."

14. La Chambre siégeait depuis environ une heure, lorsque les 300 membres de la Fédération des Chambres de commerce des jeunes entrèrent dans les galeries. Le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (M. Casgrain), qui parlait depuis 20 minutes, a interrompu son discours, selon *L'Événement-Journal* du 12 mars 1942, à la page 1. La Fédération est venue présenter un mémoire au gouvernement. Après la séance, les délégués ont été reçus par le président de la Chambre, M. Bissonnette, selon *Le Canada* du 12 mars 1942, à la page 8.

15. Lors de la convention du Parti conservateur provincial à Sherbrooke en 1933, le représentant de Matane (M. Gagnon) s'opposait au représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis).

16. Le député de Matane (M. Gagnon) a été ministre sans portefeuille dans le cabinet conservateur Bennett au fédéral du 30 août au 23 octobre 1935.

17. *Le Soleil* du 12 mars 1942, à la page 3, et le *The Chronicle Telegraph* du 12 mars 1942, à la page 3, mentionnent en 1940.

18. "Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie, ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie". Citation de Victor Hugo (1802-1885), P. Dupré, *Encyclopédie des Citations*, Paris, éditions de Trévise, 1959, p. 102. *L'Événement* du 12 mars 1942, à la page 4, mentionne que ces vers sont de Lamartine.

19. Selon *L'Événement-Journal* du 12 mars 1942, à la page 4, la séance débute à 9 heures 35 et selon *Le Canada* et *La Patrie* à 9 heures 30. Si la séance a commencé plus tard que l'heure prévue, c'est à cause du banquet offert au premier ministre par la Fédération des chambres de commerce des jeunes. *La Presse* du 12 mars 1942, à la page 12. Tous les journaux sauf *Le Soleil*, indiquent que c'est plutôt le gouvernement provincial qui offre le banquet à la Fédération au Café du Parlement.

20. La revue *Terre de chez nous* est un hebdomadaire fondé par l'Union catholique des cultivateurs en 1929. Son but est de défendre et promouvoir les intérêts de la classe agricole. André Beaulieu, Jean Boucher et Denise Caron, *La Presse québécoise des origines à nos jours, 1920-1934*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, tome 6, 1984, aux pages 178-182.

21. Selon *L'Action catholique* du 12 mars 1942, à la page 21: 49,000 porcs au Québec et d'après *La Presse* du 12 mars 1942, à la page 12: 4,000 porcs. Or, les recensements du Canada de 1941 mentionnent 808,017 porcs au total dans la province.

22. Il est alors environ onze heures moins quart, lorsque le premier ministre apprend la nouvelle aux députés. Cependant, les journalistes étaient au courant depuis environ une demi-heure, selon *Le Soleil* du 12 mars 1942, à la page 3.

23. Le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) ne parle que quelques secondes, selon *Le Soleil* du 12 mars 1942, à la page 1.

Séance du jeudi 12 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Joyal (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande que l'article 621 du Règlement soit suspendu et que les délais pour la présentation des bills privés soient prolongés au 26 mars courant, inclusivement, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du village de Princeville et des commissaires d'écoles de Stanfold, demandant l'adoption d'une loi les concernant;
- de Sir Edward W. Beatty et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'association d'hospitalisation du Québec;
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi lui donnant la permission d'emprunter et amendant sa charte.

Votre comité recommande que l'article 621 du Règlement soit suspendu et que les délais pour la présentation des bills privés soient prolongés au 26 mars courant, inclusivement, et de dispenser du

paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Charte
d'East Angus**

M. Duffy (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 modifiant la charte de la ville d'East Angus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest)¹ propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Princeville

M. Rajotte (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 concernant la corporation du village de Princeville et les commissaires d'écoles de Stanfold.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Association d'hospitalisation
du Québec**

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Jérôme**

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Foin livré aux colons**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): 1. À qui a été livré le foin au sujet duquel la somme de \$100,000 a été autorisée par mandat spécial no 3168 en date du 27 novembre 1941?

2. Quel prix a été payé pour ce foin et de qui a-t-il été acheté?

3. Quel système a été établi pour la distribution de ce foin?

4. Sur la recommandation de qui le foin a-t-il été livré aux colons?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Aux colons du comté d'Abitibi.

2. De \$18.50 à \$21.50 la tonne, suivant la qualité et les conditions du marché.

Fournisseurs:

La Coopérative Fédérée de Québec;

La Coopérative Lacadie;

La Coopérative Saint-Philippe;

La Coopérative Saint-Polycarpe.

3. Les colons ont souscrit le montant de \$15 par tonne de foin et le ministère a payé la différence du prix d'achat et, en plus, les frais de transport.

4. Des représentants du ministère de la colonisation.

Permis pour la coupe du bois

M. Gagnon (Matane): 1. Des permis ont-ils été accordés pour la coupe du bois sur les rangs six et sept du canton Blais et sur les rangs huit et neuf du canton Cuoq, au cours des années 1940, 1941 et 1942?

2. Dans l'affirmative, à qui ces permis ont-ils été accordés?

3. Combien de cordes de bois ont été coupées?

4. Quels sont les droits perçus ou à percevoir relativement à la coupe de ce bois?

5. À qui le bois a-t-il été livré par ceux qui ont eu des permis?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Rangs six et sept, canton Blais, par le ministère de la Colonisation, pour les années 1940 et 1941.

2. Aux colons avoisinants.

3. 7,440.57 cordes.

4. \$3,937.28.

5. Fortunat Bellavance;

Frank Byrne;

J.-Aurèle Bouchard;

Cyprien Bélanger;

D'Auteuil Lumber;

Jos. Dufour & Fils;

Charles Fortier;

J.-C. Lacroix;

Ernest Soucy

Louis Fortier.

Plaques de licence d'automobiles

M. Bégin (Dorchester): Depuis le 25 octobre 1939, le gouvernement a-t-il payé pour des plaques de licence d'automobiles fabriquées antérieurement et que le gouvernement avait refusé d'accepter de 1936 à 1939?

Si oui:

a) Quelle quantité de plaques furent ainsi payées?

b) Quel montant total fut versé?

c) À qui?

d) Pourquoi les plaques furent-elles ainsi payées après que le gouvernement les eût refusées?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Oui.

a) 76,916 plaques;

b) \$6,057.14;

c) Signs of Canada, Limited;

d) Paiement fut fait parce que la commande en avait été donnée par le Bureau du revenu suivant contrat passé entre ce Bureau du revenu et Signs of Canada, Limited, et que ces plaques avaient été faites par cette compagnie avant la cancellation du contrat.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 11 mars courant, sur la motion, proposée par M. Dumoulin, dont elle a été saisie mercredi le 25 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien

vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne)²:

M. l'Orateur, tous les députés ont rendu des hommages au proposeur et au seconneur de l'adresse. Au risque d'en ternir l'éclat, j'y ajoute les miens. Avec tous mes collègues, je me réjouis et je me réjouirai toujours des événements heureux qui surviennent et surviendront dans votre carrière, car ils marqueront votre loyauté et votre probité.

Nous avons appris avec chagrin la mort de l'honorable sénateur Dandurand, dont les idées claires et progressives ont servi la cause du Canada français. Il rend hommage à sa probité, à son esprit patriotique et à son désir de servir les siens. C'est un deuil national, dit-il, qui vient presque immédiatement après celui créé par la mort du très honorable Ernest Lapointe. La mort du sénateur Dandurand est regrettée par tout le peuple canadien et par toute la population québécoise. Nul Canadien n'a mieux connu que lui les choses internationales. Aucune autre personne plus que lui, au Canada, n'a occupé une aussi importante et plus belle place dans la diplomatie universelle.

Il était un homme d'une grande et haute culture. Quel vide existe maintenant dans les rangs du Sénat et des hommes politiques³! À toutes les époques de sa vie, il a exprimé de façon heureuse la pensée des Canadiens français. Il laisse de beaux souvenirs et de grandes réalisations. L'ancien président de la Société des Nations a toujours manifesté un grand dévouement et porté un vif intérêt à la cause de l'instruction publique. Si on l'avait mieux écouté, bien des choses seraient aujourd'hui différentes.

Et, puisque je viens de prononcer le mot d'éducation, permettez-moi de dire que les applaudissements du député de Matane (M. Gagnon) et ses collègues de la gauche m'ont déconcerté par leurs remarques à ce sujet. (Se tournant du côté des membres de la gauche) Leurs opinions sur le problème de l'enseignement ont évolué. Nos amis de la gauche semblent avoir fait des progrès en ce domaine.

Ils disent et prêchent que notre système éducatif doit être basé sur la collaboration de l'Église et de l'État, tandis que leur chef, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont je regrette l'absence, avait coutume de dire que l'éducation ne regardait que l'Église, et que le gouvernement de cette

province n'avait rien à voir dans les questions éducationnelles. Ils ont donc évolué.

Les oppositionnistes ont dit en cette Chambre depuis le début de cette session qu'ils admettent maintenant que l'État a non seulement le droit, mais le devoir de concourir à cette œuvre primordiale. Il a le devoir de s'occuper des problèmes de l'éducation. Les déclarations de certains oppositionnistes contredisent les déclarations du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis). Le chef de l'opposition n'a pas dû être très content de ses collègues en apprenant cela. J'ajouterai que leur évolution n'est pas encore complète et que dans l'éducation, il faut aussi tenir compte du rôle des parents. Or, ils ont omis les parents.

Pour obtenir des résultats, il faut, il me semble, la collaboration des parents. Je suis surpris de voir que personne n'a songé à noter que, dans cette affaire d'enseignement, ce sont les parents qui ont une priorité chronologique et logique au point de vue de l'éducation. Leur collaboration est aussi essentielle que l'étroite coopération qui existe entre l'Église et l'État. Nous, les ministériels, sommes d'opinion que doit exister cette collaboration. Le gouvernement et les chefs de famille ont les mêmes droits sacrés de contrôler l'éducation des enfants.

Nous prétendons donc, qu'il est du devoir de l'État d'intervenir dans le domaine de l'éducation. Nous ne sommes pas sans ignorer que la situation financière scolaire est complexe. Nous nous occupons de ces problèmes financiers. Si les commissions s'en rapportent au gouvernement pour les relever de leurs difficultés financières, je puis dire que nous ferons tout notre possible. Je ne dis pas que nous répondrons à toutes les demandes fanatiques que nous a lancées un journal financier de Montréal.

Le représentant de Brome (M. Robinson) a manifesté beaucoup d'inquiétude au sujet du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Il a critiqué l'attitude du gouvernement envers les commissions scolaires. Le gouvernement a un respect total envers le comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Sans doute, le respect que le représentant de Brome affiche envers le comité protestant de l'instruction publique ne tient-il aucun compte de l'attitude antérieure de son propre parti, qui voulut en 1937, démembrer ce comité. Il est évident que le député de Brome avait oublié que lorsque l'Union nationale était au pouvoir, on avait essayé de balayer tout le comité du revers de la main, qu'il a jadis voulu le décapiter.

Le député de Brome fait allusion aux difficultés financières des écoles protestantes de

Montréal. Quant à nous, nous sommes particulièrement au courant des problèmes financiers, non seulement ceux de la Commission scolaire de Montréal, mais aussi ceux de toute la province. Le problème est de taille. Nous disons qu'il faut respecter l'autonomie de toutes les commissions scolaires, celles de Montréal comme celle de Verdun, ainsi que l'autonomie de la province, mais que cela ne doit pas nous empêcher de nous occuper de leurs problèmes.

Le député de Brome est animé, et je le sais, des meilleures intentions, mais je regrette qu'il se soit permis d'être l'écho d'un certain journal de Montréal, contrôlé par des intérêts financiers⁴, cherchant à intéresser la population de Montréal à la question de l'éducation. Les commissions scolaires protestantes et catholiques de Montréal et la Commission scolaire catholique de Verdun éprouvent des difficultés financières et ce journal exploite la situation à des fins politiques. Ce dernier profite ainsi de la situation difficile actuelle pour pêcher en eau trouble au sujet de l'état financier des commissions scolaires à Montréal. Malgré ce que rapportent certains journaux de Montréal, le gouvernement comprend bien le problème scolaire de la ville de Montréal.

Je peux dire tout de suite que le trésorier de la province et ses collègues sont en pourparlers avec le comité protestant. Les négociations se déroulent depuis un certain temps. Nous avons eu des discussions avec le défunt président de la Commission scolaire, M. J. R. Cockfield, qui s'est dévoué entièrement à la cause. Malheureusement, son décès soudain a nécessairement mis fin aux négociations. Il (l'honorable M. Perrier) rend hommage au dévouement et au patriotisme de M. Cockfield. Ensuite, dit-il, nous avons repris les négociations avec le nouveau président, qui a le même désir d'aider. Je suis certain qu'une solution satisfaisante sera obtenue. La Commission des écoles catholiques de Montréal est aux prises avec la même situation financière, mais les mêmes efforts seront déployés pour trouver une solution.

Pour dissiper tout malaise, je tiens à déclarer, au nom du gouvernement que, dès la présente session, nous verrons à remédier aux problèmes financiers et aux maux de toutes les commissions scolaires de la province de Québec, tout en respectant leur autonomie. Je puis assurer les membres de cette Chambre que nous verrons en particulier à résoudre les problèmes financiers des commissions scolaires catholiques et protestantes de Montréal et de la Commission catholique de Verdun.

Ils seront réglés. Et cela, dès la session en cours, même si les unionistes s'en plaignent et s'entêtent. Non pas que nous entendons répondre à tous les appels de l'organe financier de Montréal, mais que nous entendons bien trouver une solution adéquate aux problèmes financiers des commissions scolaires.

Le député de Matane (M. Gagnon) et ses collègues se sont opposés aux réformes que nous voulons apporter au système de l'éducation. Le représentant de Matane nous a fait des suggestions destructives. Cela ne nous détournera pas de notre devoir.

Le représentant de Labelle (M. Paquette) n'a pas voulu traiter de ce problème dans le discours qu'il a prononcé hier. L'ancien ministre appartient d'ailleurs à l'école de ceux qui ont élevé la voix pour s'opposer aux réformes progressives, qui ont été faites et qui seront faites. Le député de Labelle (M. Paquette) a déclaré qu'il se réserve pour plus tard, quand je présenterai mes projets de loi. Mais, je peux dire dès maintenant que lui aussi n'aura qu'une idée: faire des critiques destructives. Il n'est vraiment pas sérieux lorsque, dans son discours, il a fait allusion à une prétendue mésentente au sein du cabinet. Je peux dire que s'il veut regarder de son côté et s'il écoute les discours de ses collègues, il constatera que, si la mésentente existe ici, dans cette Chambre, c'est bien du côté de l'opposition.

Le député de Joliette (M. Barrette) a parlé de la sollicitude de l'Union nationale pour le salaire des institutrices. C'est une question que la gauche ne devrait jamais aborder. Cela fait trop souffrir le représentant de Labelle. Le député de Joliette a tiré gloire du fait que les institutrices reçoivent maintenant \$300 par année. Il est animé de bons sentiments et je suis certain qu'il a voté avec la meilleure intention du monde ce salaire basique de \$300.

Mais, il oublie sans doute l'attitude du député de Labelle, l'ancien ministre de l'Éducation (sic). Le député de Labelle, qui a dirigé le secrétariat de la province sous l'Union nationale, était fort bien intentionné à l'endroit des institutrices de la province, quant à leur traitement.

Je ne doute pas de sa sincérité, lorsqu'il a consenti à ce que l'on paie un salaire minimum de \$300 aux institutrices. Mais, s'il était sincère sur ce point, il a montré d'autre part qu'il n'était pas persistant⁵, car, en accordant un minimum de salaire de \$300 aux institutrices, il omettait de placer dans son dernier budget les items et la somme nécessaires, promis aux commissions scolaires et aux municipalités, pour les aider à payer ce salaire

minimum aux institutrices. Ce sont les libéraux qui, lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, furent dans l'obligation de combler cette lacune.

D'ailleurs, le représentant de Labelle a plus tard fait passer un arrêté ministériel, qui prévoyait un traitement minimum de \$300 par an pour les institutrices. Mais, ne fut-il pas mis en pièces par cet autre arrêté ministériel, que faisait passer le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de l'Union nationale à l'effet que le minimum décrété devait être considéré comme inexistant, décrétant ainsi que le premier était de nul effet?

J'ai entendu bien souvent les vantardises de l'opposition au sujet de l'Université de Montréal. Je suis heureux d'annoncer à la Chambre que l'Université de Montréal ouvrira les portes de son nouvel immeuble de la Montagne l'automne prochain dès le 6 septembre. C'est un gouvernement libéral qui a conçu et permis la conception de ce vaste projet, dont la réalisation sera bientôt terminée.

C'est un gouvernement libéral qui a dépensé par millions les moyens pécuniaires nécessaires à la poursuite de la construction des édifices de la Montagne de l'Université, cette œuvre magnifique éminemment nécessaire. Et, c'est un autre gouvernement libéral qui le conduira à terme et terminera l'œuvre commencée. C'est un gouvernement libéral qui a rendu cette réalisation possible.

Le gouvernement libéral a des réalisations à présenter en matière d'éducation, tandis que, dans ce domaine, comme dans d'autres, l'Union nationale n'a donné que des promesses vaines et stériles, mais de l'argent point. Dans la période de crise, l'Union nationale a adopté une attitude défaitiste en ce qui concerne l'Université de Montréal et a cru que l'Université de Montréal serait une faillite. Le député de Labelle ne voyait pas d'autre solution au problème épineux de l'Université de Montréal, cette œuvre nationale, que la faillite. Le Parti libéral a voulu par contre prendre ses responsabilités. L'intervention du gouvernement a réglé définitivement l'épineux problème de l'Université de Montréal.

À la faillite, nous, nous y avons opposé la réussite. L'œuvre commencée par un gouvernement libéral sera donc parachevée par un gouvernement libéral. Au lieu d'un "monument à la sottise", suivant le mot dit naguère par le représentant de Labelle, nous aurons bientôt élevé une construction de plusieurs années, un monument de splendeur, que nous aurons élevé à la gloire de notre nationalité et pour la race canadienne-française, grâce à la sage politique des gouvernements libéraux.

Le gouvernement actuel s'intéresse vivement au sort des institutrices, qui le touche. J'ai parlé des institutrices et je veux ajouter que le gouvernement étudie présentement les demandes qui lui ont été faites. Nous ne pouvons, d'un seul jour, régler toutes les questions à nous, soumises par les institutrices. Nous sommes à étudier un plan pour venir en aide aux instituteurs et aux institutrices.

Mais, nous pouvons leur faire savoir que, dès la prochaine session et sans pour cela porter atteinte à l'autonomie des commissions scolaires, le gouvernement fera bientôt quelque chose de positif quant au salaire des institutrices qui sera réajusté. Le problème financier a affecté tout le système des commissions scolaires de la province. Bon nombre d'entre elles n'ont pas pu remplir leurs obligations et payer un salaire raisonnable aux professeurs.

Nous savons que les circonstances sont difficiles. Certaines commissions scolaires sont dans une situation difficile et nous savons que certaines commissions scolaires ne font pas ce qu'elles doivent faire pour les instituteurs et institutrices, et nous savons que certaines commissions ne sont pas capables de payer davantage. Mais, nous verrons à poser des gestes décisifs capables et de nature à améliorer le sort de celles qui se dévouent pour l'instruction de nos enfants. L'on augmentera ainsi, lors de la prochaine session, le salaire des institutrices et le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour qu'elles puissent exercer leur apostolat dans des conditions meilleures.

Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a suggéré la nomination de son chef, l'abbé Groulx, au comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Je lui dirai que dans cette province, en vertu de la loi de l'instruction publique, le comité catholique est composé de tous les archevêques et évêques de la province. Un nombre égal de laïques peut être nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont présents pour les assister. Je ne peux donc nommer M. l'abbé Groulx.

Je n'ai aucune objection à ce que M. l'abbé Groulx soit nommé membre du comité catholique, mais, je n'ai pas la juridiction pour le nommer évêque. Les prêtres qui ont des suggestions à faire, n'ont qu'à soumettre à leurs évêques les réformes qu'ils proposent et qu'ils croient nécessaires dans l'enseignement. Ces derniers les soumettent au Conseil.

Que M. l'abbé Groulx soumette à son évêque les réformes qu'il voudrait voir adoptées. Et, si un jour il devient évêque, il saura apprécier cette façon de procéder, j'en suis certain, à l'effet que ses prêtres

lui fournissent ainsi les mêmes renseignements et suggestions.

Quant à l'autre suggestion du représentant de Lotbinière, que M. Jean-Charles Harvey⁶ pourrait être nommé au comité catholique, je peux dire d'abord au représentant de Lotbinière que je ne pense pas⁷ que le directeur du *Jour*⁸ n'ait jamais postulé à ce poste. À tout événement, j'ajouterai en second lieu que je n'écouterai pas cette recommandation du représentant de Lotbinière et que malheureusement, je ne puis me rendre à sa suggestion, car, (regardant le représentant de Lotbinière) je me méfie toujours, et j'ai l'habitude de me méfier, des recommandations qui me sont faites par des extrémistes.

Le gouvernement de l'Union nationale a fait de longs discours en matière d'éducation, mais n'a rien fait pour aider. Pendant son bref mandat et durant son stage au gouvernement, l'Union nationale, pour tout ce qui a trait aux questions d'enseignement et au domaine scolaire, a fait preuve d'une incompetence et d'une incompréhension totales, d'une négligence ou d'une ignorance complète et absolue des problèmes d'ordre éducatif dans la province de Québec.

Je voudrais signaler à la Chambre quelques-unes des œuvres accomplies dans le département de l'Instruction publique. L'œuvre du gouvernement, depuis deux ans, ne représente pas une petite merveille, mais une grande merveille. Dans le domaine de l'enseignement primaire, nous avons construit, au cours de 1940-1941, 165 nouvelles maisons d'écoles, construites au coût de \$597,208 et, en outre, 486 maisons d'écoles ont été réparées au coût de \$578,376. La part payée par le gouvernement provincial dans cette dépense globale de \$1,175,584 a été de \$633,500.

Le congrès des inspecteurs d'écoles, tenu en septembre dernier, a permis au surintendant de l'Instruction publique d'étudier, en compagnie de tout son personnel d'inspection, les divers problèmes scolaires dont se préoccupe le gouvernement. Les inspecteurs ont reçu des directives qui les guideront dans leur travail et le rendront plus efficace; ils ont exprimé librement leurs opinions et des vœux, dont la réalisation ne pourra que donner d'excellents résultats. Sans aucun doute, les résultats de ce congrès seront excellents. Le gouvernement provincial a également augmenté le barème des salaires payés aux inspecteurs.

En outre, le gouvernement a contribué de façon généreuse à l'établissement d'écoles de garçons dans les campagnes. Une nouvelle formule est à

l'essai et vise: a) à donner aux fils du sol les notions spéciales dont ils ont besoin pour faire de l'agriculture sur une base scientifique; b) à les initier en même temps à la coopération et à l'exercice de leurs devoirs de citoyens.

Parallèlement à ces écoles rurales de garçons et aux écoles moyennes d'agriculture, 30 écoles ménagères moyennes ont été ouvertes en septembre dernier, sur la recommandation du comité catholique. Ces écoles ont particulièrement pour objet d'inculquer à nos jeunes filles l'initiative qui leur permette de remplir leur noble mission d'épouses diligentes et d'excellentes mères de famille.

Le gouvernement a également permis au département de l'Instruction publique de publier deux revues pédagogiques, *L'Enseignement primaire* et *The Educational Record*. Ces deux revues sont distribuées gratuitement dans toutes les écoles de la province et constituent pour le personnel enseignant une source précieuse de directives et de renseignements.

Considérant que l'habitude de la bonne lecture est essentielle au développement et à la conservation des connaissances, le gouvernement a décidé, dans le même esprit, de contribuer à la fondation de 1,000 bibliothèques scolaires dans nos écoles primaires et le projet a trouvé partout l'accueil le plus favorable. Il donnera aux petits de chez nous le goût de la lecture et le goût de s'instruire. En vertu de ce projet, d'ici quelques mois, 60,000 volumes seront distribués aux municipalités scolaires qui rempliront les conditions requises.

J'ajoute que des cours de perfectionnement en langue anglaise ont été organisés aux frais exclusifs du gouvernement, pour les instituteurs des cités de Québec, de Montréal et de Trois-Rivières. Actuellement, 92 % des instituteurs suivent ces cours. L'inscription des instituteurs a été telle que le gouvernement a dû dépasser de beaucoup les chiffres qu'il avait préalablement fixés. Des cours de perfectionnement en langue française ont également été organisés, grâce à l'initiative du gouvernement, pour les instituteurs de langue anglaise.

Il ne s'explique pas pourquoi l'on fait tant de bruit avec la question de l'anglais de l'autre côté de la Chambre, sinon pour capter quelques votes. Il n'y a pas un père de famille, conscient de ses responsabilités, qui ne soit soucieux de donner à son fils une éducation pratique. Je sais, dit-il, que tout le monde en cette Chambre est d'avis qu'il faut avoir aujourd'hui une connaissance quelconque des deux langues et qu'il est nécessaire d'avoir une connaissance suffisante de l'anglais. Dans cette

Chambre, les bilingues sont nombreux. Et, je mets au défi ceux qui ne le sont pas. Quel est le député de cette Chambre qui me dira, dans le cours de sa vie, qu'il n'a pas souffert un jour de ne pas posséder suffisamment l'anglais pour faire ressortir tous ses talents?

(Applaudissements)

Et pourquoi discuter? Les parents veulent que leurs enfants apprennent une langue seconde. Ils en reconnaissent l'utilité, la nécessité.

Cette connaissance ne saurait aucunement angliciser les Canadiens français. Ceux qui se laisseraient prendre ne seraient pas dignes d'être de véritables Canadiens français. Les Anglais qui ont appris notre langue, et je pourrais citer comme exemple mon éminent collègue le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) un bilingue parfait, un ami des Canadiens français; les Anglais qui, comme lui, ont appris notre langue n'ont rien perdu de leurs caractéristiques. Est-ce que le trésorier provincial a sacrifié quelque chose de ses sentiments religieux et raciaux en devenant un bilingue parfait? Le fait de parler une langue étrangère ou seconde ne signifie pas qu'on est prêt à abdiquer ses préférences raciales et ses principes sociaux.

Il cite également le cas de M. Henri Bourassa et met en contradiction toute l'école nationaliste, dont fait partie le représentant de Chicoutimi (M. Talbot). Aux nationalistes, je dirai ceci: Les nationalistes pourront-ils nous dire si M. Henri Bourassa est devenu moins bon Canadien français et moins bon catholique, parce qu'il parle l'anglais et l'a appris avec autant d'élégance que le français?

(Applaudissements)

Il relève une phrase du député Chicoutimi propre à faire naître des querelles raciales⁹.

Au risque d'être critiqué, je tiens à dire qu'actuellement, dans notre système actuel d'éducation, les Anglo-protestants consacrent plus de temps, d'efforts et d'argent à l'étude du français que les nôtres à apprendre l'anglais. On devrait penser à cela avant de soulever des préjugés.

Les membres de l'opposition ne craignent pas de se contredire lorsque cela fait leur affaire. C'est ainsi que M. Hortensius Béique, organisateur en chef de l'Union nationale, était candidat conservateur dans le comté de Chambly-Verchères. Comme le représentant de Matane (M. Gagnon), il essayait de faire avaler M. Meighen¹⁰ à la population de la province de Québec. Parlant un jour à Saint-Amable et à Sainte-Julie, M. Béique, déclara ceci le 16 août 1926 pour prouver qu'il devait être élu: "Mon adversaire, le notaire Langlois, un brave homme qui

a été élu député, ne sait pas l'anglais. Il ira à Ottawa pour s'asseoir tout simplement sur un siège de député, sans pouvoir suivre les débats aux Communes canadiennes. Il reviendra en nous disant: "Je n'ai rien compris". J'espère que les membres de l'opposition reviendront à de meilleures idées après cette déclaration de leur organisateur, qui ne pouvait être faite pour capter des votes.

(Rires et applaudissements)

Il prend à témoin le chef temporaire de l'opposition, le représentant de Matane, qui fut ministre dans le cabinet Bennett et affirme que l'enseignement de l'anglais est non seulement utile, mais nécessaire. Les nationaux, dit-il, devraient s'entendre une fois pour toutes, sur la question de l'anglais. J'espère qu'ils changeront de principes et d'idées.

Répondant aux députés de l'opposition, qui avaient critiqué le projet de rendre l'éducation plus réaliste et plus pratique dans la province, il s'écrie: Personne ne songe à angliciser notre province. Je tiens à redire qu'il n'y a personne, qui, de bonne foi, a le droit d'imputer aux membres du gouvernement de cette province, l'idée, le désir ou la volonté d'angliciser la population. Bien au contraire, après les événements dont nous avons été témoins, après les malheurs de la France, nous ne devons pas oublier notre mission.

Depuis la chute et la capitulation de la France, surtout, nous sentons qu'il est de notre devoir de faire tout en notre possible pour tenir bien haut le flambeau de la culture française. Au-dessus des hommes, qu'ils soient pour ou contre Vichy, il y a une question qui domine: c'est celle de la pensée française à maintenir¹¹.

Et, nous comprenons tous que notre mission à nous, Canadiens français, c'est de maintenir bien vivante et vivace cette pensée française. C'est à nous maintenant qu'appartient ce devoir.

(Applaudissements)

Mais, cela ne doit pas et ne peut pas nous empêcher de donner à la jeunesse tous les outils qui lui sont nécessaires et dont elle a besoin pour avancer dans la vie. Que ces outils soient l'arithmétique, la chimie, la physique, les mathématiques ou l'anglais, peu importe. Mais, nous sommes décidés à les lui fournir et ce ne sont pas les attaques et les cris de quelques patriotards qui nous en empêcheront.

Si la mission du Canada français est de maintenir bien vivante la pensée française, le rôle du gouvernement de la province est de donner aux nôtres, aux jeunes, les outils dont ils ont besoin pour multiplier les conquêtes économiques et pour leur

permettre d'arriver aux postes de commande. Il souhaite que tous les membres de la Chambre tombent d'accord sur la nécessité pour les jeunes d'avoir une connaissance suffisante de l'anglais pour arriver dans la vie.

Le gouvernement a obtenu l'approbation du comité catholique et du comité protestant du Conseil de l'instruction publique pour organiser actuellement une enquête scolaire complète, qui permette une fois pour toutes d'obtenir les statistiques les plus précises de toutes les provinces du dominion et d'envisager, aussi bien dans son ensemble que dans ses moindres détails, les divers aspects de nos problèmes scolaires. Nous allons compiler des statistiques précises et c'est sur une base solide, en tenant compte de tous les faits connus, que nous pourrions proposer nos réformes.

Lorsque l'enquête sera terminée, nous serons en mesure d'appliquer le véritable remède aux maux. Nul doute que les résultats de cette enquête ne soient d'un précieux concours pour le congrès d'éducation, récemment décidé par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique, et auquel le gouvernement accordera sa plus entière collaboration.

Par la loi des écoles professionnelles, adoptée au cours de la dernière session, le gouvernement, en exerçant une surveillance sur l'enseignement indépendant de nombreux métiers, sur les cours par correspondance et sur les écoles libres, a empêché l'exploitation du public. Par le service de l'aide à la jeunesse, le gouvernement a largement contribué à répondre aux demandes de l'administration fédérale, à préparer notre jeunesse pour occuper des positions importantes dans les diverses industries canadiennes. À Montréal, pour préparer au travail des usines des ouvriers compétents, le Secrétariat, avec la coopération de l'administration fédérale, a ouvert deux écoles de métiers: l'école Octave-Casgrain et l'école William-Lunn.

En outre, c'est également grâce à un généreux octroi du gouvernement que l'École d'arts et métiers de Rimouski, l'école Brillant, inaugurée le 15 janvier, a pu se transformer complètement et faire un agrandissement qui en constitue l'une des plus importantes écoles d'arts et métiers de notre province. L'agrandissement de l'École technique de Québec et celle de Montréal sont aussi deux événements qu'il convient de souligner. Le gouvernement a également fait l'achat d'un magnifique immeuble, dans le but d'organiser définitivement l'École du meuble.

Pour venir en aide à ceux qui ont prématurément quitté l'école, le gouvernement a

organisé plusieurs centres d'initiation artisanale à Amos, Cabano, Huntingdon, Joliette, Lévis, Montmagny, Rivière-du-Loup, Saint-Gabriel-de-Brandon, Saint-Jean-D'Iberville, La Malbaie, Sainte-Agathe-des-Monts et Saint-Joseph-D'Alma. Parmi les centres d'apprentissage, je veux mentionner tout particulièrement celui de Cabano, dans le comté de Témiscouata, dont le député de Témiscouata (M. Beaulieu) mérite des félicitations. On y attendait 20 élèves et il y en a 60 aux cours du jour. Les élèves, non satisfaits d'apprendre un métier, ont demandé qu'on leur donne des cours du soir pour parfaire leurs connaissances de la langue anglaise et des sciences mathématiques. Il y a une dizaine de jeunes élèves qui suivent les cours du soir et apprennent le français, l'anglais et les mathématiques.

Puis, le gouvernement a fondé un Conseil supérieur de l'enseignement technique de la province de Québec. Nous nous sommes assurés la coopération bienveillante de tous les chefs de l'industrie, dont la présidence a été confiée à l'un des plus grands éducateurs, un patriote sincère: c'est M. Victor Doré qui préside aux délibérations de ce Conseil. Il a été créé pour répondre avec plus d'efficacité aux nécessités modernes. Il est destiné à rendre des services inappréciables dans le domaine industriel.

Je tiens à remercier tous les chefs d'industrie de la province de leur précieuse collaboration dans l'organisation de ce Conseil. Le représentant de Matane (M. Gagnon) en a mentionné un en particulier en disant qu'il était un ancien organisateur de l'Action libérale nationale. Je ne me suis jamais enquis des convictions politiques de ceux qui ont été appelés à faire partie du Conseil supérieur. Je respecte leurs opinions, comme je demande que les miennes soient respectées. Nous avons nommé M. Édouard Montpetit directeur de l'enseignement technique dans la province. Peu d'hommes ont donné aux nôtres autant d'idéal. M. Montpetit a encore consenti à répondre à notre appel par esprit de devoir. À ce propos, il répond à ceux qui ont prétendu que M. Montpetit n'a pas le temps de s'occuper de cette besogne. Pour cette raison, dit-il, M. Montpetit voulut d'abord refuser l'offre que nous lui faisions. Mais, aujourd'hui, il dirige, avec cette science consommée que nous lui connaissons, l'enseignement technique de cette province.

Des cours de perfectionnement ont été donnés dans toutes les régions de la province, en vue d'accroître l'efficacité du travail des titulaires de nos écoles normales. Le gouvernement a facilité la réunion en congrès des principaux des écoles

normales de filles, ainsi que des principaux des écoles normales de garçons, religieux et laïques. Une série de vœux et de suggestions pratiques ont été formulés, auxquels le gouvernement accordera sa bienveillante et immédiate considération.

Le barème des salaires des professeurs des écoles normales de filles et pour les écoles normales Laval et Jacques-Cartier a été révisé et augmenté, de façon à ce que nos meilleurs instituteurs puissent accepter maintenant de faire partie du personnel enseignant de nos écoles normales, et recevoir une rémunération adéquate aux services qu'ils peuvent rendre.

De même, le gouvernement a donné suite aux recommandations du comité catholique et a contribué, afin d'assurer une réserve suffisante d'institutrices compétentes, à l'établissement de quatre nouvelles écoles normales à Lévis, Saint-Damien-de-Bellechasse, Saint-Simon-de-Drummond et Saint-Hyacinthe.

Des mesures préventives contre la tuberculose ont été prises en ce sens que le gouvernement exige maintenant des instituteurs un certificat de santé. Par ses modifications et ses amendements à la loi de l'instruction publique, le gouvernement a pu protéger à la fois la santé des instituteurs et celle du public, en exigeant de tous ses instituteurs un certificat de santé après examen pulmonaire. Dans ce domaine, comme dans plusieurs autres, le gouvernement libéral de Québec a ouvert la voie et montré la route à suivre aux autres provinces du Dominion.

Le gouvernement, soucieux de maintenir et de développer la culture française dans notre province, a généreusement contribué à la construction d'un nouvel immeuble pour le nouveau collège Stanislas, dont l'initiateur fut le sénateur Dandurand.

Le gouvernement a retenu des services de M. Jean Dansereau, éminent pianiste canadien-français de grand talent, chargé des cours d'interprétation musicale dans certaines des principales institutions éducationnelles de la province. Il donne des cours d'interprétation musicale, qui complètent l'orientation de nos talents locaux.

Enfin, des travaux de réparation sont actuellement en cours à l'immeuble universitaire de la rue Saint-Denis et à la bibliothèque de Saint-Sulpice. La réouverture de la bibliothèque de Saint-Sulpice sera chose faite d'ici le premier juin, et c'est le 6 septembre prochain, que la nouvelle Université de Montréal pourra recevoir les étudiants de la métropole et de la région pour les premiers cours.

L'année 1942 marque un centenaire. Nous célébrons cette année le centenaire de la création du Conseil de l'instruction publique en notre province. À cette occasion, un grand congrès sera tenu à Montréal, au mois de juin. J'en profite pour exprimer de nouveau, aux éducateurs et instituteurs du passé, la vive gratitude que leur doit la province de Québec. Ils ont fait une œuvre magnifique, mais, je le répète, le bien n'exclut pas le mieux. Il s'agit pour nous, et c'est notre devoir, éducateurs, parents, gouvernants, de poursuivre et de parachever l'œuvre qu'ils ont si bien commencée.

Voilà quelques-uns des progrès que nous avons réalisés au cours de la dernière année. Nos amis de l'opposition reconnaîtront que nous avons fait plus en un an qu'ils espéraient faire en 15 ans, s'ils étaient restés au pouvoir.

Dans le domaine éducationnel, nos jeunes gens doivent être aussi bien préparés que ceux des autres provinces. C'est par la préparation et l'instruction que les nôtres pourront prendre leur place. Si nous voulons atteindre les sommets, il faut y préparer notre jeunesse. Le gouvernement veut parfaire l'œuvre des autorités religieuses dans ce domaine pour deux raisons:

1. parce que nous sentons qu'il est important pour notre groupe ethnique que les ouvriers, les cultivateurs, les artisans soient instruits et soient aussi bien préparés pour les luttes de la vie que les groupes ethniques des autres provinces.

2. parce que nous sommes persuadés que, là où il y a des gens instruits, les préjugés n'existent pas. Et il faut que les préjugés disparaissent si l'on veut préparer et connaître dans sa plénitude le merveilleux développement qui est réservé au Canada et qui l'attend après la guerre.

Il demande de mettre de côté les préjugés et d'unir les efforts pour préparer la province aux merveilleux développements de l'après-guerre. Pour cela, il faut dissiper une fois pour toutes les préjugés religieux et raciaux.

Il fait remarquer qu'il a parlé pendant une heure pour donner une simple idée du travail accompli pendant un an. Je n'ai parlé que d'une partie de ce que nous avons fait, dit-il. Très bientôt, je serai probablement obligé de parler encore aussi longtemps pour dire à la Chambre ce que nous avons l'intention de faire au cours de la présente session, pour assurer le progrès de la province dans le domaine éducationnel.

M. Sauvé (Beauharnois)¹²: Le débat sur l'adresse tire à sa fin, et je ne veux pas prolonger

inutilement les délibérations de cette Chambre. Cependant, il y a un point sur lequel je ne puis rester silencieux, c'est l'affirmation faite par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) établissant l'intervention de l'honorable premier ministre, en faveur des fils de cultivateurs.

La correspondance entre le premier ministre et M. Ralston au sujet de l'exemption des fils de cultivateurs date de l'année 1941. Mais, hier le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) a réglé ce point en disant que le chef du gouvernement de Québec avait fait ses premières demandes verbalement au très honorable Ernest Lapointe, dès le début de la guerre et lors de la présentation de la loi de la mobilisation.

On sait que le 9 janvier 1940, l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) déclarait aux journalistes, à Montréal, qu'il avait fait une intervention auprès des autorités fédérales et qu'il les avait priées d'exempter du service militaire obligatoire les fils de cultivateurs nécessaires à la culture du sol. En voici la teneur: "Le premier ministre de la province de Québec, l'honorable Adélard Godbout, a déclaré aujourd'hui qu'il avait demandé aux autorités fédérales de suspendre sa campagne de recrutement militaire dans les districts ruraux de la province à cause de la nécessité de garder les jeunes cultivateurs sur les fermes. Le premier ministre a expliqué aux journalistes que la gravité du problème du chômage dans la province et l'urgence qu'il y a de maintenir le développement de l'industrie agricole l'avaient incité à faire cette demande à Ottawa. L'honorable M. Godbout a déclaré que les fils de cultivateurs aideraient mieux leur pays en travaillant sur les fermes qu'en s'enrôlant ou en entrant dans d'autres services. Ceux qui se sont enrôlés pourraient se trouver sans emploi à la fin de la guerre et tomber, ainsi à la charge du public, a-t-il ajouté."

Or, quelques mois plus tard, en apprenant cette nouvelle, un député de la province de Québec à Ottawa, M. Sasseville Roy, s'étant enquis des démarches du premier ministre, a posé une question au sujet de l'exemption des fils de cultivateurs du service militaire à la Chambre des communes. Le 18 juin 1940, qu'on remarque bien la date, M. l'Orateur, c'est en 1940 et non en 1941, que M. Sasseville Roy posait la question suivante que l'on trouve à la page 1140 des *Procès-verbaux* de la Chambre des communes du Canada: "Copie de toute la correspondance, télégrammes, mémoires, et autres documents échangés entre le premier ministre de la province de Québec, M. Adélard Godbout ou tout

autre ministre provincial, et le premier ministre du Canada, ou tout autre ministre fédéral ou fonctionnaire du ministère de la Défense nationale, relativement à la demande qui aurait été faite par le premier ministre de Québec, pour que les autorités fédérales ne fassent pas de recrutement de volontaires parmi les fils de cultivateurs de la province de Québec".

Or, la Chambre des communes, M. l'Orateur, a approuvé cette demande le 24 juin 1940 et la réponse à la question posée par M. Sasseville Roy fut donnée le 22 juillet 1940 suivant. Elle se lit comme suit dans les procès-verbaux: "Aucune information". Le gouvernement canadien a répondu qu'il n'était au courant d'aucune démarche en ce sens et que jamais on n'avait eu connaissance de pareille demande. Donc, le gouvernement provincial n'avait encore rien fait en ce sens en juillet 1940.

On voit donc, M. l'Orateur, que jusqu'au mois de juillet 1940, et non 1941, le premier ministre de la province ne s'était pas encore occupé du sort des fils de cultivateurs, malgré la déclaration contraire donnée dans les journaux. M. l'Orateur, je crois, qu'il est important que toute la province comprenne qu'il est évident que c'était en juin 1941 et non pas en janvier 1940 que le premier ministre s'est entretenu avec le fédéral au sujet du service militaire des fils d'agriculteurs et s'est occupé du cas des fils de cultivateurs, alors qu'il réalisait sans doute la situation où l'avait placé une déclaration faite au mois de janvier 1940, contredite par les documents officiels de la Chambre des communes du Canada.

De plus, la première lettre du premier ministre aux autorités fédérales, comme le prouve la correspondance du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), déposée hier en cette Chambre par nos amis de la droite, est datée de mai 1941, démontrant que ce n'est que 18 mois plus tard que le premier ministre est intervenu et a fait ses premières démarches dans l'intérêt des fils d'agriculteurs en ce sens. Et donc, n'infirme en rien les réponses négatives données par le gouvernement fédéral. Le public appréciera la méthode de la presse ministérielle qui cherche à montrer le premier ministre comme le champion de la classe agricole.

M. l'Orateur, je crois qu'il est important que toute la province comprenne, et je le répète, que ce n'est qu'en 1941 que le premier ministre s'est occupé du cas des fils cultivateurs, alors qu'il réalisait sans doute la situation où l'avait placé sa déclaration du mois de janvier 1940, contredite par les documents officiels de la Chambre des communes du Canada. C'est ce que je voulais

signaler, M. l'Orateur, et j'espère que la presse ministérielle rapportera fidèlement cette mise au point, par respect pour ses lecteurs et pour la vérité.

M. Gauthier (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, je veux rendre hommage à votre impartialité et à la façon avec laquelle vous dirigez les délibérations de la Chambre. Quel contraste avec le temps du régime qui nous a précédés et dont les scènes disgracieuses ont eu leur écho au soir de la dernière élection partielle de Saint-Jean-Napierville.

Il se dit heureux du fait que les chefs religieux et politiques du Canada français ont su prendre leurs responsabilités dans cette nouvelle grande guerre. Il souligne le caractère national de notre effort de guerre et rappelle comment le cardinal Villeneuve et le premier ministre Godbout surent expliquer devant un auditoire de Toronto les positions du Québec.

Les péages sur les ponts furent établis pour combler les vides creusés dans le Trésor de la province par l'Union nationale. Et, l'abolition des péages sur les ponts n'a pas été provoquée par l'élection du député unioniste, le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), mais après les demandes réitérées des députés libéraux de Montréal.

Il remercie le gouvernement, spécialement au nom de la population de Montréal, d'avoir aboli les taux de péage sur les ponts de la province. L'Union nationale, dit-il, avait promis de les abolir, mais, cette promesse, comme bien d'autres, est restée lettre morte. En novembre 1939, le gouvernement libéral n'a pu se rendre immédiatement au désir de tous les automobilistes à cause de la situation financière dans laquelle la province avait été laissée. D'ailleurs, il ne faut pas oublier qu'il y a encore 220¹³ ponts de péage aux États-Unis, dont 20 dans le seul État de New York. Il félicite le trésorier provincial d'avoir accompli un exploit peu commun, en restaurant à tel point l'état du Trésor public, qu'après deux ans d'administration des finances de la province seulement, tous les péages ont pu être abolis.

Nos amis de l'opposition critiquent ce que le gouvernement a fait pour Montréal. Mais, qu'est-ce qu'ils ont fait, eux-mêmes pour cette dernière de 1936 à 1939, M. l'Orateur, à part leur raid au bureau de chômage à Montréal rue Hochelaga, en pleine nuit, sous la direction de la police provinciale et de leur dette de plus de \$4,000,000 envers la cité de Montréal, que le gouvernement actuel a dû payer?

(Applaudissements)

C'est alors que l'on remplaça le général Panet, qui ne recevait qu'une piastre par année, par

M. Beaudet, à qui l'on donna un salaire de \$9,000 par année. Voilà, l'aide de l'Union nationale.

L'opposition a cherché en vain à trouver de graves erreurs dans l'administration actuelle. Mais, les scandales de l'Union nationale ne sont pas oubliés. Il relate les nombreuses dépenses faites par l'administration Duplessis sur l'Île de Montréal. Il parle des gaspillages scandaleux de l'ancienne administration, des contrats accordés sans soumissions, du gaspillage au Jardin botanique et au centre sportif. Je ne vous les énumérerai pas tous, mais la liste en est longue, dit-il. Elle commence avec le gaspillage de la construction du pont de Sainte-Anne à Tadoussac pour se terminer avec l'affaire du jeune marié, chef de département, qui se fit payer son voyage de noces par la province.

(Rires et applaudissements)

Il explique les trucs employés pour réaliser des profits substantiels sur les travaux de chômage.

Je ne sais si c'est le petit catéchisme de l'Union nationale qui a enseigné à ses membres la façon de gouverner qu'ils nous ont fait connaître.

(Rires)

Mais, ils n'ont ni le regret ni le ferme propos, car ils disent: "Si nous étions au pouvoir nous dépenserions de la même façon."

Parlant des pensions de vieillesse, il suggère au ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) que ses inspecteurs s'inspirent de l'esprit plutôt que de la lettre de la loi.

Un député de l'opposition a vanté son chef, en disant qu'il avait empêché les Allemands d'acheter l'Île d'Anticosti. La vérité est tout autre. Ce sont des Hollandais, qui voulaient acheter cette île. Si le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) refusa de vendre l'Île d'Anticosti à un syndicat étranger, c'est parce que le gouvernement King s'y est opposé et a averti et menacé le gouvernement de l'Union nationale que, s'il permettait la vente, Ottawa la désavouerait, ainsi que la Constitution le permet. C'est le gouvernement du très honorable M. King, qui a forcé le gouvernement Duplessis à empêcher la vente de l'Île d'Anticosti non pas aux Allemands, mais aux Hollandais.

Il se dit étonné du fait que plusieurs oppositionnistes aient pu croire un seul instant que le chef de l'Union nationale ait alors voulu protéger la province contre le danger du fascisme. Le député de Trois-Rivières antifasciste?, dit-il, allons donc! Comment aurait-il pu l'être en patronnant *L'Illustration nouvelle*, dont les rédacteurs Arcand et Duliani se faisaient les propagandistes des théories totalitaires. Il rappelle un discours du représentant de

Trois-Rivières (M. Duplessis) à Trois-Rivières à l'ouverture de la campagne électorale de 1939. Il démontre comment le chef de l'Union nationale était alors antiparticipationniste.

Le député de Dorchester (M. Bégin) a agi comme un enfant en essayant de ridiculiser le premier ministre dans son effort pour guider la population dans les questions se rapportant à la guerre.

Il félicite le gouvernement d'avoir établi un boni de vie chère et lui demande d'étendre ce boni à tous les fonctionnaires du gouvernement, qu'il s'agisse du service intérieur ou du service extérieur.

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?

M. Gagnon (Matane): Sur division.

M. l'Orateur: La motion est adoptée sur division¹⁴.

Ainsi, l'adresse est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant:

L'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses

pour l'année financière finissant le 31 mars 1942, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la chambre.

Eugène Fiset

Hôtel du gouvernement,
Québec, le 3 mars 1942.
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le message de l'honorable M. le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Dépôt de documents:

État des comptes publics 1941

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la chambre: *État des comptes publics de la province de Québec* et rapport annuel de l'auditeur de la province pour l'exercice clos le 31 mars 1941. (Document de la session no 19)

Projets de loi:

Loi de la chasse

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet a pour buts principaux: 1^{er} de permettre au juge de décréter la confiscation des engins de pêche et de chasse saisis dès la première contravention et non seulement dans le cas d'une deuxième infraction; 2^e de rendre applicable à tous les clubs la disposition légale qui défend, sous peine d'amende, aux hôteliers et restaurateurs de servir du gibier quand la vente en est interdite.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 71 de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1941, chapitre 153) est modifié en retranchant dans les onzième, douzième et treizième lignes du paragraphe 2, les mots "dans le cas d'une deuxième infraction ou de toute autre infraction subséquente"."

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'article 1 a pour but de décréter la confiscation d'engins saisis lors d'une première contravention à la loi et non seulement dans le cas d'une deuxième offense.

M. Talbot (Chicoutimi): Cet article ne favorisera certainement pas le tourisme. L'étranger, qui se fera saisir ses agrès de pêche à la première offense, gardera l'impression que nous sommes des gangsters. La loi, en devenant trop sévère, peut nuire au tourisme.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le juge saura user de discrétion, et d'ailleurs la loi n'ordonne pas au juge de décréter la confiscation, la saisie des engins dès la première offense, mais lui permet seulement de le faire.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 75 de ladite loi est modifiée en ajoutant l'alinéa suivant:

"Est passible des mêmes peines tout club qui sert ou offre de servir à ses membres ou à leurs invités du gibier dont la vente est ainsi défendue; à moins que ce club ne prouve que ce gibier n'a pas été obtenu illégalement. "

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'article 2 rend applicable aux clubs la disposition qui défend sous peine d'amende aux

hôteliers et restaurateurs de servir du gibier dont la vente est défendue.

M. Talbot (Chicoutimi): Où se trouve dans la loi la définition du mot "club?"

M. Gagnon (Matane) appuie les remarques du représentant de Chicoutimi (M. Talbot). Si la loi n'est pas modifiée, dit-il, elle sera susceptible d'interprétations qui causeront de sérieux embarras.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

À 6 heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Jean-Michel Landau

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 changeant le nom de Jean-Michel Landau en celui de Jean-Michel Grand Landau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Robinson (Brome) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Legs aux Guides catholiques des Trois-Rivières

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon-Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Assurance mutuelle des fabriques de Montréal

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph-Cyrille Reid

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid par dame Lucie-Florence Riegler soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société des comptables agréés

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des Pères Blancs, missionnaires d'Afrique

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la loi constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Morin (Québec-Centre) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Morin (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Georges-Antoine LaRue

M. Plamondon (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Résolutions de la Commission scolaire de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 confirmant des résolutions adoptées par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Résolutions et règlement de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadians Resins & Chemicals Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Gentilly

M. Biron (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 ratifiant un règlement

d'expropriation et un règlement d'emprunt de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant la colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de la ville LaSalle

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Roméo-Édouard Demers

M. Francœur (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Roméo-Édouard Demers à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Francœur (Lévis) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Francœur (Lévis) propose, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Gaston
Sainte-Marie**

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Gaston-P. Sainte-Marie à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Francœur (Lévis) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Albani
Boudrias**

M. Dumoulin (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albani Boudrias à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Dumoulin (Montmorency) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Dumoulin (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de l'assistance
aux mères nécessiteuses**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Rochette) explique le mécanisme des amendements qu'il entend apporter à la loi de l'assistance des mères nécessiteuses. Il démontre comment ces mesures permettront à un plus grand nombre de mères nécessiteuses d'obtenir les allocations données par la province. Les circonstances financières, dit-il, permettent au gouvernement d'élargir sa loi relative à l'assistance aux mères nécessiteuses.

En vertu de ce bill, l'allocation est accordée à la veuve ou à l'épouse d'un mari totalement invalide, tandis que la loi actuelle ne l'accorde que si le mari est totalement invalide et hospitalisé. La nouvelle loi accorde également le droit à l'allocation aux épouses ou veuves de sujets britanniques, tandis que le texte actuel ne l'accorde qu'à celles qui sont sujets britanniques depuis 15 ans ou qui étaient nées sujets britanniques.

Le gouvernement a amélioré d'année en année la loi d'assistance aux mères nécessiteuses et veut la rendre encore plus libérale. Grâce à cette loi, le nombre de mères nécessiteuses, qui profiteront de cette loi, sera porté à environ 8,000. On nous reproche d'avoir diminué la pension. Et bien, j'aime mieux que 8,000 mères nécessiteuses reçoivent un maximum de \$50¹⁵ par mois, que 4,000 un maximum de \$65, comme le faisait l'Union nationale. En plus, nous permettons à la veuve ou à la mère nécessiteuse de pouvoir gagner \$300 par année, en plus des allocations.

M. Gagnon (Matane) sans s'opposer aux amendements, fait remarquer que cette loi, qualifiée de libérale par le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) fut en fait votée par l'Union nationale.

L'Union nationale qui a créé la loi en 1937 a permis aux veuves d'obtenir une allocation de \$35 par mois et une allocation de \$5 par mois pour chaque enfant âgé de moins de 16 ans, et le gouvernement Godbout, lorsqu'il a pris le pouvoir en 1939, a réduit l'allocation à \$25 par mois et attribuait \$5 par mois pour le premier enfant et \$2.50 pour chaque enfant supplémentaire. Le ministre va un peu trop loin. En fait, on a réduit la pension de la mère

nécessiteuse de \$35 à \$25. Si on amende la loi, aujourd'hui, c'est pour faire écho à des suggestions de l'Union nationale. Il réclame d'autres amendements et reproche au gouvernement de ne pas se montrer assez généreux.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): En 1937, le chef actuel de l'opposition avait une belle occasion d'exprimer les idées qu'il vient d'exprimer. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait?

Il dit que, lorsqu'il a pris les rênes du ministère en 1939, il y avait environ 4,700 mères qui recevaient une allocation conformément à la loi et que le nombre a augmenté les années suivantes avec l'élargissement de la loi. Il calcule que, selon les amendements apportés au cours de la session, 8,500 mères allaient recevoir une allocation en 1942. Près de 8,000 en ont reçue une l'année dernière et environ 6,500 en 1940. C'était plus facile de gérer ce nombre même avec des allocations plus petites que la moitié de ce nombre ayant des allocations plus élevées.

De plus, les différences ne sont pas si importantes que ne le laisse entendre le député de Matane (M. Gagnon). L'allocation pour une mère est réduite à \$25 par mois, mais elle reçoit \$5 pour chaque enfant jusqu'à un maximum de \$50 par mois, et bien des familles peuvent joindre les deux bouts avec ce montant.

Ajoutons qu'en vertu de la nouvelle loi, la veuve ou l'épouse d'un mari invalide pourra bénéficier d'une pension, même si le mari n'est pas hospitalisé. L'idée d'un tel changement, dit le ministre, c'est que, dans certains cas, le mari ne peut pas travailler du tout pour une certaine période en raison d'une invalidité totale, mais qu'il ne nécessite pas d'être hospitalisé. Avec ce changement, la femme peut obtenir une allocation même si son mari est à la maison.

En outre, toutes épouses ou veuves de sujets britanniques y auront droit sans cette provision de 15 ans comme le voulait l'ancienne loi.

M. Gagnon (Matane) reproche au gouvernement d'avoir taxé les municipalités à la session de 1940 pour payer l'administration de la loi. Les électeurs¹⁶ de Mégantic et de Terrebonne ont prévenu l'imposition de cette taxe odieuse.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'unique cause de la défaite du gouvernement dans l'élection complémentaire de Mégantic était la situation critique dans laquelle la déclaration de la guerre a plongé l'industrie minière

de Thetford et des environs, une industrie qui produit 80 % de l'amiante du monde entier.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la liquidation volontaire des compagnies

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet a pour but de remplacer dorénavant par une simple note la transcription dans les registres de la province du rapport final de liquidation d'une compagnie liquidée.

M. Gagnon (Matane) proteste contre cette mesure. Elle est de nature à léser les droits des créanciers et du public, dit-il.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Le bill n'exclut pas le rapport de liquidation, mais, pour des raisons d'économie, il en exclut simplement la transcription au long.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté après division. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 11 sans l'amender.

Loi des renseignements sur les compagnies

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Cette mesure a pour but de soustraire les syndicats professionnels à l'application de la loi qui oblige les compagnies à produire un rapport annuel au secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier).

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) remercie le chef de l'opposition (M. Gagnon) et ses collègues pour leur collaboration dans l'étude d'un si grand nombre de projets de loi sur une si courte période et avec un minimum de friction.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 13 mars 1942, à la page 3, c'est le représentant de Québec-Centre (M. Morin) qui présente le bill de Québec en première lecture à la place du représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave). Ce dernier est alors absent, selon *L'Action catholique* du 13 mars 1942, à la page 20.

2. Selon *Le Soleil* du 13 mars 1942, à la page 3, le discours du secrétaire précède d'environ une heure l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône. Son discours dure plus d'une heure, selon *The Chronicle-Telegraph* du 13 mars 1942, à la page 3.

3. Selon *Le Canada* du 13 mars 1942, à la page 2: "Quel vide son départ causera dans les rangs du Sénat".

4. Il s'agit de la *Montreal Gazette*, selon *Le Soleil* du 13 mars 1942, à la page 5.

5. Tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 13 mars 1942, à la page 5: "consistant".

6. Selon *Le Devoir* du 13 mars 1942, à la page 7 et *L'Action catholique* du 13 mars 1942, à la page 20: John-Charles Harvey.

7. Selon *L'Action catholique* du 13 mars 1942, à la page 20: "je ne sache pas qu'il ait postulé ce poste".

8. Jean-Charles Harvey est le fondateur et le directeur de la revue *Le Jour*, un hebdomadaire qui date de 1937 et qui sera publié jusqu'en 1946. André Beaulieu et al. *La Presse québécoise des origines à nos jours*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, tome 7, 1935-1944, 1985, aux pages 91-92.

9. *Le Soleil* ajoute: "une phrase malheureuse".

10. Arthur Meighen est le chef du Parti conservateur à Ottawa entre le 12 novembre 1941 et le 9 décembre 1942. *The Canadian Directory of Parliament, 1867-1967*, Ottawa, Public Archives of Canada, 1968, à la page 361.

11. Selon *Le Devoir* du 13 mars 1942, à la page 5: "Une question domine, celle de savoir s'il faut être pour ou contre Vichy."

12. Le représentant de Beauharnois (M. Sauvé) ne parle que quelques minutes, selon *Le Soleil* du 13 mars 1942, à la page 3.

13. Tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 13 mars 1942, à la page 5: 221 ponts de péage aux États-Unis.

14. Selon *Le Canada* du 13 mars 1942, à la page 1, l'adresse a été adoptée à 5 h 30.

15. Tous les journaux, sauf *La Patrie* du 13 mars 1942, à la page 5: \$35 par mois à 8,000 mères.

16. Dans *Le Nouvelliste* du 13 mars 1942, à la page 8, on parle plutôt d'"élections".

Séance du vendredi 13 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**L'Institut des Frères
de Notre-Dame de Miséricorde**

M. Joyal (Chambly) propose, secondé par représentant de Rouville (M. Panet) que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde, demandant l'adoption d'une loi relative à l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde, demandant l'adoption d'une loi relative à l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde.

Projets de loi:

John Stephen Oppe

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 changeant le nom de John Stephen Oppe en celui de John Stephen Stephens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Rouyn**

M. Goulet (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte de la ville de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Lachine**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
d'East Angus**

M. Duffy (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 modifiant la charte de la ville d'East Angus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Princeville

M. Rajotte (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant la corporation du village de Princeville et les commissaires d'écoles de Stanfold soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Jérôme**

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Association d'hospitalisation du Québec

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi de la chasse

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une troisième fois.

Le projet de loi rendra applicable la clause interdisant aux hôteliers et aux restaurateurs de servir du gibier là où la vente est interdite, sous peine d'amende. Le projet de loi permettra aussi à un juge de donner l'ordre de confisquer l'équipement de chasse ou de pêche saisi au moment de la première offense conformément aux lois sur le gibier et le poisson. Présentement, le juge peut ordonner la confiscation seulement après la deuxième offense.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la liquidation volontaire des compagnies

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social soit maintenant lu une troisième fois.

Le projet de loi remplacera une simple note pour la transcription dans le registre de la déclaration provinciale pour l'année de la liquidation d'une compagnie qui a été liquidée conformément à la loi relative à la liquidation des compagnies.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des droits sur les successions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pour **l'honorable M. Godbout (L'Islet)**¹

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Gagnon (Matane)²: Explications.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En modifiant la loi des droits sur les successions, ce bill du gouvernement provincial a pour objet de permettre de conclure avec le gouvernement fédéral et les gouvernements d'autres provinces des arrangements réciproques pour l'échange de renseignements relatifs à la perception des droits sur les successions.

L'amendement projeté à l'article 23 de la loi des droits de successions stipule que les fonctionnaires pourront, sans ordonnance des tribunaux, donner des renseignements et fournir des documents à tout fonctionnaire chargé de la perception des droits sur les successions pour le gouvernement du dominion, ou d'une province, si ce gouvernement accorde les mêmes facilités aux fonctionnaires de cette province.

M. Gagnon (Matane): Il me semble que le principe de la loi sur les successions est menacé par ce projet de loi. La loi actuelle entoure le secret des familles dans les successions.

Le département du Trésor ne peut donner aucun renseignement sur les successions sans l'autorisation d'un juge. Cette disposition va disparaître, si on amende la loi et les renseignements pourront être fournis aux fonctionnaires du gouvernement fédéral.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi à l'étude ne concerne aucunement le principe de la loi sur les successions. Il s'agit de permettre un échange de renseignements et cela donnerait lieu à des procès.

M. Gagnon (Matane): Le bill en question sur les successions, sous une apparence insignifiante, consacre un principe dangereux et rendra forcément accessible tout renseignement confidentiel qui pourrait ainsi tomber entre les mains de personnes qui n'ont pas d'affaire à obtenir ces renseignements. Par le passé, les renseignements fournis par les héritiers à la division des droits successoraux du ministère du Revenu de la province étaient considérés comme confidentiels. Maintenant, ils deviendraient un bien public. Jusqu'ici, le secret des familles était bien gardé et cette mesure était sage.

Dorénavant, dans les recours en justice, on mettra à profit cet amendement.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il n'y a aucun danger.

M. Gagnon (Matane): Le gouvernement se prépare sous le couvert d'une loi anodine à sacrifier les droits du Québec.

Des députés cherchent à comprendre comment une telle chose pourrait se faire.

M. Gagnon (Matane): L'amendement a pour but de faciliter une mainmise de plus du gouvernement fédéral sur le provincial. C'est un nouveau pas vers la centralisation. En un mot, c'est une mauvaise loi.

M. Talbot (Chicoutimi): Avec la nouvelle loi, un grand nombre de personnes pourront se servir du bureau du revenu pour se procurer des renseignements sur les successions.

M. Gagnon (Matane): Le trésorier ne nous a pas encore parlé de son entente avec le fédéral et par ce projet de loi, c'est la mainmise d'Ottawa sur nos droits: on veut encore légaliser le transfert complet des droits du Québec et pouvoirs à Ottawa en regard des droits de successions. Il utilise cette mesure pour faire encore référence à l'accord financier entre Québec et Ottawa, et voit dans le projet de loi encore un effort supplémentaire d'Ottawa pour enlever au Québec son autonomie.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) soulève un point d'ordre. Les droits de successions, dit-il, n'ont rien à voir avec l'accord négocié entre Ottawa et Québec au sujet du transfert des droits fiscaux, si cela peut rassurer le représentant de Matane. Ce bill n'a rien à voir avec cette entente.

M. Talbot (Chicoutimi) maintient que l'amendement projeté donnera au fédéral un droit de regard sur les finances provinciales.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) fait remarquer que l'on discute en dehors de la question.

M. Gagnon (Matane): Depuis un an, nous payons à Ottawa des droits de successions. Comment pourrions-nous le faire si une entente n'avait pas déjà été passée?

M. l'Orateur maintient le point d'ordre et indique que le projet de loi et son titre sont conformes, étant donné qu'il y a présentement une disposition dans la loi sur les droits successoraux qui interdit aux agents du ministère de fournir toute information relative à une succession, et le but du présent texte législatif vise à permettre à ces agents d'échanger de l'information avec Ottawa.

M. Gagnon (Matane) maintient toujours que la nouvelle loi aura pour effet de rendre encore plus efficace la centralisation des pouvoirs. Il n'en dira pas plus, déclare-t-il, puisqu'il s'est aperçu que le trésorier provincial devient nerveux chaque fois qu'il fait référence à l'entente fiscale avec Ottawa.

Il se demande si la publication de la correspondance relative à cette entente n'est pas retardée en raison des élections partielles à Montréal-Sainte-Anne et à Richelieu-Verchères.

M. Talbot (Chicoutimi): On est en train de placer le contribuable québécois dans une situation humiliante à cause de ce projet. Il faut une ordonnance pour obtenir des renseignements sur une succession, tandis que le contribuable d'Ontario, par exemple, si cette province conclut un arrangement avec le Québec, pourra en avoir, sans recourir à un juge. Il dit que le projet de loi pourrait fournir aux Ontariens de l'information sur les successions du Québec, alors que la même information ne serait pas disponible aux Québécois. On donne trop de latitude aux fonctionnaires. On pourra éviter, dit-il, l'ordonnance dans le Québec en s'adressant à un fonctionnaire de l'Ontario.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pour **M. Godbout (l'Islet)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Chaloult (Lotbinière)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 23 de la loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1941, chapitre 80) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Ces fonctionnaires pourront, en outre, sans ordonnance, donner des renseignements et fournir des documents à tout fonctionnaire chargé de la perception de droits sur les successions pour le gouvernement du dominion ou d'une province, si ce gouvernement accorde les mêmes facilités aux fonctionnaires de cette province."

M. Talbot (Chicoutimi): On devrait obliger les fonctionnaires d'Ottawa et des autres provinces à faire comme les contribuables québécois lorsqu'ils désirent se procurer des renseignements relatifs à une succession: venir devant un juge.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) explique qu'il s'agit d'une loi d'intérêt général. On juge, dit-il, qu'il n'est pas convenable que le gouvernement d'une province sœur, par exemple, soit tenu de s'adresser à un juge pour avoir des renseignements sur une succession. La loi facilitera et favorisera l'administration et l'opposition a bien tort de s'alarmer. Personne plus que lui, dit-il, ne met plus d'ardeur à défendre les droits de la province.

Il fait aussi remarquer que la province de Québec ne peut être placée dans un état d'infériorité, puisque, pour obtenir le privilège d'avoir accès aux renseignements, n'importe quelle province devra accorder à la nôtre un privilège identique. Cette loi, dit-il, a tout simplement pour but de faciliter l'administration des affaires de successions.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil.

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

Réduction du taux d'intérêt

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pour **l'honorable M. Girouard (Arthabaska)**³ propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 abrogeant la loi pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Gagnon (Matane): Nous nous opposons à cette loi. Le taux d'intérêt relève du fédéral. Mais, en matières provinciales, la loi qu'on veut abroger a été passée par l'Union nationale en 1936 et a fixé le taux d'intérêt à 3 %. De plus, elle est connexe à une foule d'autres lois. Après avoir fait adopter cette législation, l'ancien gouvernement a fait passer plusieurs lois fixant des taux d'intérêt pour diverses choses. Toutes ses mesures de l'administration précédente ont contribué à faire baisser l'intérêt et permis à la province de réaliser des économies substantielles.

Il cite des autorités, des sociologues⁴ et des économistes et dit que ceux-ci ont fait remarquer que la principale cause de la crise actuelle est le taux d'intérêt excessif. Il se garde bien d'approuver toutes les conclusions de ces sociologues tirant à droite ou à gauche, mais, il partage leur point de vue pour ce qui a trait à l'intérêt. Il conclut que l'un des maux dont souffre la société est le taux d'intérêt trop élevé et il fait voir les avantages du taux d'intérêt peu élevé.

M. Talbot (Chicoutimi): Je voudrais toujours faire des compliments à l'honorable trésorier, mais le taux d'intérêt à 3 % est suffisant pour les temps que nous traversons.

Le principe qui a inspiré les lois de l'Union nationale, c'est que l'argent ne doit pas être un maître mais un serviteur. À l'avenir, on pourra charger n'importe quel taux. En supprimant tout simplement la loi, on autorise n'importe qui à prêter à n'importe quel taux d'intérêt.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi que nous abrogeons est inconstitutionnelle premièrement. Deuxièmement je tiens à souligner que cette loi que nous demandons à la Chambre d'abroger n'est guère celle de l'Union nationale, qu'elle n'est pas pratique et n'a jamais été appliquée. Depuis qu'elle est en vigueur, plusieurs personnes pensent que cette loi est tout à fait inconstitutionnelle. Sa présence même dans nos Statuts est une cause de litige.

L'honorable chef de l'opposition admet qu'après avoir fait passer cette loi, l'Union nationale a dû faire adopter des lois spéciales. Personne n'est plus en faveur que moi du respect des droits provinciaux. Mais, les lois provinciales doivent être constitutionnelles. Or, en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, le taux d'intérêt doit être fixé par le fédéral et relève d'Ottawa. Si l'on veut que le fédéral respecte nos droits, il serait raisonnable que nous respections les siens. Voilà

pourquoi le gouvernement de mes honorables amis et le gouvernement actuel n'ont jamais mis en pratique la loi dont nous demandons l'abrogation.

M. Talbot (Chicoutimi) cite un article du Code civil à l'effet que la loi de l'Union nationale était constitutionnelle.

M. Gagnon (Matane): Je suis étonné d'entendre le trésorier dire que la loi n'a jamais été appliquée. Il est faux de prétendre cela et, en réalité, le gouvernement actuel, tout particulièrement le ministère de la Voirie, pour un, se prévaut de cette loi, en observe la lettre et l'esprit. Ne s'en sert-il pas pour payer les 3 % d'intérêt lorsque l'on paie de l'intérêt sur l'argent dû sur les transactions, particulièrement en regard des expropriations? Le ministère a profité d'une loi que le trésorier affirme être inconstitutionnelle. Il cite plusieurs autres cas.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

Loi de l'instruction publique⁵

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a simplement pour objet d'accorder aux femmes le droit de vote et l'éligibilité en matière scolaire. Cette mesure, en somme, permettra aux femmes de faire l'inspection des écoles et de siéger dans les conseils des commissions scolaires.

M. Gagnon (Matane): On espérait une grande affaire et on arrive avec une toute petite chose. En voyant le titre de cette loi, j'ai cru que c'était la législation sensationnelle que nous a promise hier l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). Mais non. Il n'y a pas, dit-il, que le Parti libéral qui se soit intéressé dans cette province à la

libération politique de la femme. En 1892, l'honorable M. Hackett a présenté ici au nom du gouvernement Taillon, un conservateur intégral, une loi qui accordait le droit de vote aux femmes et aux jeunes filles en matières municipales et scolaires. Il évoque la figure des parlementaires de l'époque: M. Marchand, beau-père de feu le sénateur Dandurand, qui devait être le premier ministre de la province; M. Tessier, qui devint sénateur, etc.

L'Assemblée législative avait adopté cette loi par une majorité de sept voix. La loi à l'étude abroge la loi de 1892, qui est devenue inutile depuis que le gouvernement actuel a accordé le droit de vote aux femmes dans toute la province. J'ai voté moi-même pour la loi du suffrage féminin, ayant toujours été un partisan convaincu de l'affranchissement de la femme et je m'accorde avec le gouvernement sur ces questions relatives. À ce titre, je voterai donc pour la loi à l'étude, car je concours avec le gouvernement pour le droit de vote et d'éligibilité aux femmes en matières scolaires.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Je suis heureux de voir que l'opposition concourt avec le gouvernement pour adopter la loi à l'étude. Le député de Matane (M. Gagnon) a dit qu'il s'attendait à quelque chose de sensationnel. Pour ce qui est des grandes réformes auxquelles le chef de l'opposition fait allusion, je tiens à lui dire que nous ne recherchons pas les sensations de ce côté-ci de la Chambre, mais, mon honorable ami peut être certain qu'il y aura d'autres projets de loi relativement à l'éducation et en quantité suffisante pour intéresser l'opposition. Tout cela viendra en temps et lieu.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Chaloult (Lotbinière)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): Les deux principales dispositions de ce bill ont pour objet d'accorder aux femmes le droit de vote et d'éligibilité en matière scolaire et de substituer à la définition "d'occupant", une définition de

"propriétaire" identique à celle du Code municipal. Le bill vise aussi à supprimer certains passages de la loi qui n'étaient plus nécessaires maintenant.

M. Gagnon (Matane) ne s'oppose pas en principe ni à l'une ni à l'autre, mais il soutient qu'il n'a jamais vu une loi de camouflage mieux organisée que celle-ci.

Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) nous promet à grands éclats de voix des réformes dans l'enseignement. Hier encore, le ministre a promis de grands changements et il s'est même permis d'envoyer la fronde à certains députés de son parti. On nous a promis d'améliorer le sort des institutrices, d'aider les collèges et les commissions scolaires. En voilà des réformes!

Mais, il n'y a rien de cela dans le projet de loi actuel. Le bill change une définition et on accorde à toutes les femmes majeures ce que le gouvernement Taillon en 1892 accordait aux filles majeures et aux veuves. Voilà qui fait table rase des arriérés et des extrémistes! Voilà qui devrait nous faire entrer dans la terre promise où le rédacteur du *Journal* nous avait conviés.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'éducation est un domaine où l'action de la femme peut être la plus bienfaisante. Dans cette province, les femmes sont plus instruites que les hommes. Si le gouvernement présente ce bill, c'est pour parfaire l'œuvre qu'il a entreprise en accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité dans le domaine de la politique.

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil.

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

Loi de l'impression des rapports

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pour l'honorable M. Godbout (**L'Islet**) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 abrogeant la loi concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Gagnon (Matane): L'honorable trésorier propose l'adoption d'une loi au nom de l'honorable premier ministre qui est absent. Peut-il nous dire où est le chef du gouvernement?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'honorable chef de l'opposition peut être assuré que là où se trouve en ce moment l'honorable premier ministre, il travaille dans le meilleur intérêt de la province.

(Applaudissements à droite)

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Chaloult (Lotbinière)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique (1 Édouard VIII (2e session), chapitre 6), est abrogée."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il s'agit de faire disparaître une loi arbitraire, qu'on invoquait pour ne pas imprimer certains rapports des ministères.

M. Gagnon (Matane): Voilà encore une loi de camouflage! La loi que l'on présente a pour objet et pour seul effet de rendre obligatoire l'impression de rapports des départements, tandis qu'elle ne l'était pas sous l'Union nationale. Pour des raisons d'économie, on se contentait le plus souvent de rapports au miméographe. L'Union nationale avait fait adopter une loi afin de supprimer l'impression des rapports des départements, à l'exception du rapport du ministère des Mines qui est envoyé dans toutes les bibliothèques minières du monde et des *Comptes publics*. Il allègue que la mesure du gouvernement favorise les dépenses inutiles et le gaspillage aux dépens d'une économie raisonnable.

M. Talbot (Chicoutimi): Je suis surpris de voir le trésorier piloter ce projet, lui qui prétend

économiser les deniers de la province. Sous l'Union nationale, on se contentait en effet le plus souvent de rapports miméographiés et cela représentait une mesure d'économie.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi que nous abrogeons donnait au cabinet le contrôle complet sur la publication des rapports des départements. La loi de l'Union nationale dit: "Aucun rapport de département ne peut être imprimé sans un ordre de la Chambre". Appliquée à la lettre, cette loi pourrait empêcher l'impression des *Comptes publics*. Si nous demandons l'abrogation de la loi de l'ancien gouvernement, c'est que nous voulons, nous, sauvegarder les droits de la Chambre. Les députés ont le droit de savoir ce que l'on fait dans les divers services de l'administration, d'où la nécessité d'imprimer des rapports à leur usage. Nous allons rétablir un privilège démocratique et faciliter à la Chambre l'obtention des rapports.

M. Gagnon (Matane): La loi n'a d'autre but que de distribuer des contrats d'impression. À qui le gouvernement a-t-il l'intention de donner des contrats? Chez qui ferez-vous imprimer ces rapports?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Au meilleur imprimeur qui donnera le meilleur et le plus bas prix.
(Applaudissements)

M. Talbot (Chicoutimi): À qui a-t-on confié l'impression des rapports de l'an dernier?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): De mémoire, je crois que c'est *L'Action catholique* qui a imprimé les *Comptes publics*.

M. Gagnon (Matane): Je constate que le gouvernement encourage *L'Action catholique* en lui donnant des contrats. Je suis heureux qu'elle ait sa part. Mais, le gouvernement devrait lui en donner davantage. Mais, l'honorable trésorier me dira-t-il s'il va donner des contrats d'impression au *Devoir*? Est-ce qu'il aura sa part, lui aussi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Souriant) L'on va prendre la chose en sérieuse considération.

M. Gagnon (Matane): Je voudrais ne faire que des compliments à l'honorable trésorier, qui est

un grand ami des Canadiens français. Je l'ai déjà dit; si tous les Anglais étaient comme lui, et j'ai le plaisir de lui rendre cet hommage aujourd'hui, l'unité nationale serait plus forte dans notre pays et elle progresserait davantage aussi. Il allègue que ceci visait uniquement à permettre l'impression de contrats, souvent inutiles, qui seront remis à des amis politiques.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) répond que la loi en question allait simplifier, améliorer et faciliter la gestion des affaires publiques et permettra une meilleure distribution des renseignements à toutes les sources nécessaires.

M. Morin (Champlain): La Chambre a quorum, maintenant que le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) a pris son siège. Ce quorum n'existait pas depuis quelques minutes.

Les articles 1 et 2 ainsi que le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

Questions et réponses:

Inspecteurs du ministère des Terres et Forêts

M. Bégin (Dorchester): Le ministère des Terres et Forêts, ou le ministère du Travail a-t-il nommé des inspecteurs, pour s'assurer que les ordonnances concernant les salaires payés aux bûcherons et aux floteurs de bois sont respectées? Dans l'affirmative:

- 1) Quels sont ceux qui ont été nommés pour chaque comté de la province?
- 2) Quel salaire reçoit chacun d'eux?
- 3) Depuis quand sont-ils en fonctions?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui, à la Commission du salaire minimum.
M. Nap. Bouchard, Sacré-cœur: \$1,800 par année. Nommé à compter du 8 octobre 1941. Avec

juridiction sur le comté de Charlevoix, à partir de La Malbaie à l'est et tout le Saguenay.

M. Paul Caron, Hull: \$1,800 par année. Nommé à compter du 8 octobre 1941. Avec juridiction sur les comtés de Hull, Gatineau, Pontiac, Labelle, Papineau et Témiscamingue.

M. Jos. Giguère, Hébertville: \$1,800 par année. Nommé à compter du 8 octobre 1941. Avec juridiction sur les comtés de Chicoutimi, Roberval et Lac Saint-Jean.

M. Arthur Morin, Lambton: \$1,800 par année. Nommé à compter du 8 octobre 1941. Avec juridiction sur les comtés de Lambton, Lotbinière, Nicolet, Drummond, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe, Frontenac, Arthabaska, Mégantic, Brome et Shefford.

M. J. H. Brinck, Saint-Charles de Caplan: \$1,500 par année. Nommé à compter du 27 octobre 1941. Avec juridiction sur les comtés de Bonaventure, Gaspé-Sud, Gaspé-Nord, partie de l'est, jusqu'aux limites de la seigneurie de Mont-Louis et tous les tributaires du comté de Matapédia qui se versent du côté de la Baie-des-Chaleurs.

M. E. G. Gorman, Québec: \$2,000 par année. Nommé à la Commission des opérations forestières à compter du 18 mai 1935 et transféré à la Commission du salaire minimum à compter du 15 octobre 1940. Avec juridiction sur le district de Québec.

M. Emmanuel Deblois, Québec: \$1,380 par année. Nommé à la Commission des opérations forestières à compter du 28 décembre 1936 et transféré à la Commission du salaire minimum à compter du 1^{er} septembre 1940. Avec juridiction sur le district de Québec.

M. J.-R. Lapointe, Québec: \$1,500 par année. Nommé à compter du 1^{er} juillet 1941. Avec juridiction sur le district de Québec.

Ajournement

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à trois heures de l'après-midi.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi ne pas siéger lundi? La semaine dernière, le gouvernement a obligé la Chambre à voter une motion pour assurer des séances du lundi; toutefois, il n'y a pas eu de séance lundi dernier et aucune n'était prévue pour le lundi suivant.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pour donner le temps à l'opposition d'étudier les lois, ainsi qu'elle nous l'a demandé.

(Applaudissements)

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le premier ministre M. Godbout est à Ottawa pour rencontrer le premier ministre du Canada, M. King et se rendre ensuite aux funérailles du sénateur M. Raoul Dandurand à Montréal, selon *Le Devoir* du 13 mars 1942, à la page 3.

2. Le représentant de Matane (M. Gagnon) remplace encore le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) comme chef de l'opposition. Selon *L'Action catholique* du 14 mars 1942, à la page 9, ce dernier "est toujours en convalescence à l'hôpital Saint-Sacrement de Québec. Son état s'est sensiblement amélioré. Ses médecins ne lui permettent pas encore de recevoir de visiteurs ni de faire un travail intense". De plus, le journal nous apprend que le chef officiel de l'opposition "se tient au courant de tous les travaux de la session et tout particulièrement des bills à l'étude. Il a sous la main une collection de Statuts."

3. Selon *Le Canada* du 14 mars 1942, à la page 11: Le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) propose la deuxième lecture de la loi pour le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard). Selon *Le Devoir* du 16 mars, à la page 3: "le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard) aurait donné sa démission pour raison de santé. Il a dû passer quelques jours à l'Hôtel-Dieu de Québec". *The Montreal Daily Star* du 14 mars 1942 à la page 7, et *Le Soleil* du 14 mars 1942, à la page 4, mentionnent aussi l'absence du représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), ce dernier étant à l'hôpital. *L'Événement-Journal* du 17 mars, à la page 3, relate que le premier ministre n'avait aucunement entendu parler de la démission du procureur général.

4. Il cite notamment M. Lamarche, M. Mainville, M. Groulx et M. Victor Barbeau, selon *Le Soleil* du 14 mars 1942, à la page 4.

5. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), revint en Chambre au moment précis où le bill modifiant la loi de l'instruction publique était appelé par l'Orateur, selon *Le Soleil* du 14 mars 1942, à la page 4.

Séance du mardi 17 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi de la pêche

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 modifiant la loi de la pêche.

L'article 1 de ce projet rend applicable aux clubs la disposition qui défend, sous peine d'amende, aux hôteliers et restaurateurs de servir du poisson dont la vente est défendue.

L'article 2 accorde au gouvernement le droit d'expropriation pour la construction d'établissements de pisciculture.

L'article 3 défend d'exploiter un établissement commercial de pisciculture ou d'empoissonner un cours d'eau sans un permis. On veut ainsi empêcher par cette mesure le développement ou l'introduction d'espèces non désirables en elles-mêmes ou à cause des circonstances locales. Il s'agit en ce cas des cours d'eau qui font partie du domaine public ou sans bail du gouvernement. Le permis pour empoissonner un cours d'eau sera suivant les conditions fixées par le ministre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi des cités et villes.

M. Gagnon (Matane) demande s'il a des notes explicatives dans le bill.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): L'article 1 a pour but de rendre applicables à toutes les villes, régies par la loi des cités et des villes, les dispositions qui permettent de changer la date des élections par lettres patentes.

L'article 2 accorde aux cités et villes, pour la perception des permis de cirque et autres représentations, le droit de saisie au gouvernement. Tout droit imposé par un règlement, faits pour les cas susdits, peut être prélevé, s'il n'est pas payé à la demande, sur tous les meubles, même ceux ordinairement exempts de saisie, trouvés en la possession de toute personne attachée à un tel cirque, théâtre, spectacle ou représentation, sur mandat de saisie signé par le maire ou par un juge de paix et exécutoire instantanément sans autre formalité.

L'article 3 donne aux cités et villes le pouvoir d'accorder un escompte de 5 % sur les taxes payées avant échéance. On sait que ce pouvoir existe déjà pour les corporations régies par le Code municipal et les commissions scolaires.

Enfin, l'article 4 a pour but de défendre au conseil municipal d'une ville d'accorder un contrat de vente d'obligation à un autre qu'au plus bas soumissionnaire, sans le consentement du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant le Code municipal.

Les deux premiers articles sont des causes de concordance, la nouvelle définition du mot "propriétaire" comprenant les occupants à titre de propriétaire, il n'est plus besoin de faire de distinction spéciale pour ces derniers.

L'article 3 permet au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque le rôle d'évaluation municipal n'a pas été terminé dans le délai légal, d'accorder un délai additionnel au lieu de nommer de nouveaux estimateurs.

Dans le même bill, l'article 4 prévoit également la modification du Code municipal de façon à permettre d'en appeler à l'Office du drainage de toute décision d'un conseil municipal au sujet d'un cours d'eau.

La réglementation actuelle des cours d'eau soulève un grand nombre de problèmes techniques. Or, en vertu des articles 430 et suivants du Code municipal, les tribunaux ne peuvent que casser les procédures municipales. Ils n'ont pas le pouvoir de

les corriger ni de remédier à leur inaction. La nouvelle disposition permettra désormais à l'Office du drainage de rendre une décision qui a le même effet que celle du conseil municipal, car la loi du drainage oblige l'Office à siéger sur les lieux pour y entendre les intéressés.

Ajoutons que l'article 5 permet aux municipalités de faire un nouveau rôle sans attendre l'expiration de la période normale de trois ans.

L'article 10 décrète que dans les demandes de soumissions faites par les municipalités régies par le Code municipal, la municipalité ne peut accorder le contrat de ventes d'obligations qu'au plus bas soumissionnaire à moins d'autorisation spéciale du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des établissements industriels et commerciaux

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux.

Le bill a pour but de modifier en l'augmentant le délai de prescription des poursuites pénales en vertu de la loi des établissements industriels et commerciaux. Le texte actuel décrète que la poursuite ne peut être intentée plus de trois mois après que l'infraction est parvenue à la connaissance de l'inspecteur, ni plus de 30 jours après avis écrit donné par l'inspecteur à la partie en défaut. Désormais, le délai est porté de trois mois à six mois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la canalisation du Saint-Laurent

M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 abrogeant la loi 5 George VI, chapitre 27.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Explications!

M. Gagnon (Matane): Cette loi a pour titre "loi concernant la canalisation du Saint-Laurent". Comme c'est une souillure sur le blason de la province, nous en demandons l'abrogation.

Des députés ministériels protestent par des murmures.

M. Gagnon (Matane): Ce projet de loi a pour but de faire disparaître des Statuts de la province la loi adoptée l'an dernier, concernant la canalisation du Saint-Laurent. Il s'agit de la législation de 1941, sous laquelle le gouvernement provincial était autorisé à former une entente avec Ottawa pour le développement du Saint-Laurent et pour l'utilisation de son énergie hydraulique.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Avec humour) Est-ce qu'il y a des notes explicatives dans le bill?

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du Barreau

M. Bienvenue (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la loi du Barreau.

Il s'agit de modifier les règlements pour la régie interne du Barreau, tels qu'adoptés par le Conseil général du Barreau, au sujet des examens et de la conduite d'agents extérieurs qui empiètent sur les droits du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des pensions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 modifiant la loi des pensions.

La loi des pensions étend aux fonctionnaires de l'extérieur le privilège d'être pensionnés en payant 5 % de leurs traitements et les arrérages par petits versements annuels. Les employés obtiendront tous les droits des employés de l'intérieur en payant 5 % de leurs salaires et en versant les arrérages par paiements gradués sur une échelle qui est dans la loi.

Le projet de loi consiste en somme à faire bénéficier les employés provinciaux des services extérieurs du fonds de pension, qui jusqu'ici ne s'appliquait qu'aux employés du service intérieur gouvernemental. Actuellement, la loi des pensions contient deux séries de dispositions: l'une pour les fonctionnaires nommés avant le 22 décembre 1916, l'autre pour les fonctionnaires nommés après cette

date. La nouvelle loi va rendre ces deux séries de dispositions identiques.

Le bill stipule par ailleurs, que les fonctionnaires nommés avant le 1^{er} avril 1942 conservent le bénéfice des dispositions en vigueur lors de leur entrée dans le service civil. En plus, dit la note explicative, il leur est permis de faire compter leurs années de service à titre temporaire ou surnuméraire, en versant des contributions pour la durée de tels services. Ajoutons qu'ils peuvent aussi se soumettre, s'ils le désirent, aux dispositions qui régiront les fonctionnaires nommés après le 1^{er} avril 1942 et les fonctionnaires actuels du service extérieur.

Le bill établit un nouveau système de fonds de pension dont tous les fonctionnaires et employés à l'emploi du gouvernement de la province pourront bénéficier, à l'exception des juges des sessions et de la paix et autres magistrats auxquels la loi des tribunaux judiciaires accorde des pensions spéciales et sont déjà pourvus sur ce point. Le nouveau système règle de façon automatique les pensions des membres des Commissions, offices et régies diverses formées par le gouvernement.

La contribution est fixée à 5 % du traitement. Les fonctionnaires ont le droit de faire compter leurs années de service antérieures à l'adoption de la loi, dans la mesure où ils jugent à propos de le faire en payant un montant égal à la contribution qui aurait été exigible, mais sans intérêt. Ce remboursement peut se faire par versements sur une période déterminée d'après l'âge qui est indiqué à l'annexe de la loi.

Sont considérés comme employés du gouvernement et ont par conséquent droit au fonds de pension, tous ceux qui travaillent pour le gouvernement, à condition qu'ils reçoivent un traitement annuel fixe d'au moins \$600 et qu'ils soient nommés à un emploi continu pour un emploi déterminé: les employés du service civil, ceux du service extérieur, les greffiers et autres fonctionnaires, employés du Parlement ou des Chambres, les aides de camp et autres employés du bureau du lieutenant-gouverneur, les registrateurs à salaire fixe et leurs employés, la police des liqueurs, la Sûreté provinciale, fonctionnaires et employés des diverses commissions et offices et régies, des écoles régies par la loi de l'enseignement spécialisé, les agents généraux de la province, le gérant de la Commission des liqueurs.

Pour avoir droit à la pension, il faut avoir au moins 10 ans de service, avoir 65 ans ou être devenu infirme corporellement ou mentalement. La pension

est basée sur le traitement moyen du fonctionnaire pour les 10 dernières années de son service et elle est fixée à autant de cinquantièmes de son traitement qu'il aura d'années de service. Toutefois les agents généraux de la province, les membres de la Commission municipale de Québec, de la Commission des accidents de travail, de l'Office du crédit agricole, de la Régie des services publics, de l'Office du drainage, de la Commission des eaux courantes, de la Commission des pensions de vieillesse et le gérant de la Commission des liqueurs de Québec ont droit, de par leurs fonctions, à ajouter automatiquement 10 ans de service de plus que le nombre véritable de leurs années de service à la province.

Pour calculer la pension, on ne tient pas compte de plus de 35 ans de service. On ne tient pas compte non plus des années de service du temps pendant lequel le service a été interrompu, sauf pour le service actif dans les armées de Sa Majesté ou de ses alliés. À cette règle, s'ajoute une prévision: un fonctionnaire qui a fait de l'enseignement peut faire compter les années, qu'il a ainsi passées au service de la province, en versant les retenues réglementaires, soit comptant ou par versements en y ajoutant un intérêt annuel de 4 %.

La contribution du fonds de pension, pour les fonctionnaires est de 5 %. Et, il faudra avoir payé au fonds de pension pendant 15 ans pour avoir droit au plein montant de la pension. Celle-ci est naturellement payable la vie durant, par mensualité. À la mort du fonctionnaire, la pleine pension cesse après le premier du mois suivant, puis la veuve reçoit le reste de sa vie durant la moitié de la pension, tant qu'elle reste veuve. Cette dernière clause ne vaut pas si le fonctionnaire s'est marié à 60 ans ou s'est marié alors qu'il avait pris sa retraite.

Si la femme du fonctionnaire meurt avant lui, ou si ayant survécu au fonctionnaire, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, ou n'a pas le droit à la pension parce qu'elle a épousé le fonctionnaire après 60 ans ou après sa mise à la retraite, la demi-pension va alors aux enfants du fonctionnaire tant qu'ils n'ont pas atteint 18 ans.

En cas de démission, destitution ou d'abolition de la charge, les sommes versées au fonds de pension sont remboursées sans intérêt. Il en est de même pour un fonctionnaire qui n'a pas fait 10 années de service ou est devenu impotent. Mais, cette offre ne comporte pas de censure. La pension et la demi-pension sont incessibles et insaisissables.

Un fonctionnaire, qui avait été auparavant dans l'enseignement, peut faire compter ces années

d'enseignement en versant les retenues pour ces années à intérêts annuels de 4 %, soit comptant ou par versements. La loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1942.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Dépenses par le département des Pêcheries maritimes dans Matane

M. Gagnon (Matane): Des argents ont-ils été dépensés depuis le 1^{er} janvier 1941 au 12 mars 1942 inclusivement, dans le comté de Matane, par le département des pêcheries maritimes?

Dans l'affirmative:

a) Quel montant a été dépensé dans chaque paroisse?

b) Pour quelles fins les argents ont-ils été dépensés?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui.

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| a) Baie-des-Sables..... | \$ 360.00 |
| Islets de Méchins..... | 60.00 |
| Jaco Hughes | 60.00 |
| Matane..... | 5,633.32 |
| Méchins..... | 1,391.13 |
| Petits Méchins..... | 60.00 |
| Petits Capucins..... | 25.00 |
| Sainte-Félicité..... | 60.00 |
| Saint-Ulric de Rivière Blanche | 60.00 |

b) Pour l'entretien des bâtisses, le remplissage des neigères, les salaires, les gages et les déboursés des employés et les réclamations des sinistrés de Méchins.

De plus, les pêcheurs qui font partie de la coopérative de Matane ont profité de l'octroi de \$17,000 accordé aux Pêcheurs Unis de Québec pour le transport du poisson et l'administration du bureau-chef.

Les pêcheurs de Matane ont aussi l'avantage de profiter de l'octroi de \$25,000 accordé à l'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Entrepôt frigorifique aux Îles-de-la-Madeleine

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): La construction d'un entrepôt frigorifique à la Grande-

Entrée, Îles-de-la-Madeleine, a-t-elle été abandonnée par le gouvernement? Dans l'affirmative, pourquoi?

a) Quel était le montant du contrat initial?

b) Quel est le montant payé à l'entrepreneur?

c) Les matériaux de construction et la machinerie achetés pour la construction ont-ils été transportés ailleurs?

d) Quels sont les montants payés pour le transport de ces matériaux et à qui?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui. Parce que la pêche maritime, aux Îles-de-la-Madeleine tombe entièrement sous la juridiction fédérale.

| | |
|---|-------------|
| a) Machinerie | \$ 9,988.00 |
| Construction..... | 11,355.00 |
| b) \$ 6,200. | |
| c) Oui. | |
| d) \$408.46. À Clarke Steamship Co., Ltd., et aux manœuvres des Îles-de-la-Madeleine. | |

Loi des pensions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Loi de l'impression des rapports

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 abrogeant la loi concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique soit maintenant lu une troisième fois.

M. Talbot (Chicoutimi): L'Union nationale avait adopté cette loi, que l'on veut abroger, pour permettre au gouvernement de réaliser des économies en l'exemptant des dépenses d'impression. Au lieu de faire imprimer les rapports, on les faisait miméographier.

Les imprimeurs étaient peut-être mécontents de cette initiative, mais des économies considérables étaient réalisées. En la rappelant, le gouvernement supprime une loi adoptée par mesure d'économie. Le gouvernement veut sans doute accorder des contrats à des amis politiques.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis surpris de cette discussion. Je ne veux pas prêter des intentions à ceux qui ont fait la loi. Mais, la loi que nous voulons abroger prive complètement les députés de leur droit d'obtenir des rapports sur l'administration des divers départements, en leur qualité de représentants du peuple. La loi a pour but de rendre aux députés le droit qu'ils ont de consulter les rapports que le gouvernement doit soumettre à la Chambre. En faisant disparaître cette loi de nos Statuts et en l'abrogeant, nous rendons aux députés leurs prérogatives qu'ils avaient perdues. Ce droit constitue la base même de la démocratie de tout Parlement et nous voulons le rétablir. Ce n'est pas une question de contrats d'impression. Le gouvernement pouvait quand même faire imprimer tous les rapports, mais, il n'était pas tenu de les distribuer aux députés.

M. Gagnon (Matane) défie le chef gouvernement de lui citer un rapport du gouvernement qui n'a pas été soumis à la Chambre du temps de l'Union nationale. L'Union nationale, dit-il, a toujours présenté à la Chambre les rapports du gouvernement et les députés n'en ont jamais été privés. Mais, la plupart des rapports étaient miméographiés au lieu d'être imprimés pour sauver des dépenses inutiles. C'était une question d'économie. Le gouvernement actuel a ignoré cette loi en faisant imprimer les rapports.

Je demande au gouvernement de mettre tous les imprimeurs sur le même pied. Ce bill est un bill de camouflage, contraire à l'intérêt public. Le gouvernement doit soumettre tous ses contrats d'impression à des appels d'offres. Le but principal de cette mesure, qui fera augmenter inutilement les dépenses, permet tout simplement au présent gouvernement de donner des contrats d'impression à ses amis politiques.

M. l'Orateur: À l'ordre! La loi ne parle nullement de contrats d'impression.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi de nos amis de l'opposition est contraire aux principes du gouvernement constitutionnel, qui obligent les membres de l'Exécutif à rendre compte de leur administration à la Chambre. La loi de l'Union nationale donnait au cabinet le contrôle de l'information qui doit être donnée à la Chambre. La loi empêchait l'impression, la distribution et la production de tout rapport, à moins d'une

autorisation du cabinet. Ce qui consacrait un principe faux et antidémocratique. Nous croyons que c'est intolérable, parce que cela comporte une perte de temps pour le cabinet.

M. Gagnon (Matane): Nous avons combattu cette loi et nous voterons contre sa troisième lecture.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des droits sur les successions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane): Nous considérons que cette loi est inopportune. Elle est mauvaise et s'inspire d'un principe mauvais, dangereux et faux, parce qu'elle soumet la province de Québec aux directives du gouvernement fédéral.

M. Talbot (Chicoutimi) souscrit à cet avancé. C'est une loi humiliante pour la province, dit-il, car elle donne à Ottawa un droit de regard sur les successions provinciales. N'importe qui pourra obtenir des renseignements sur les successions sans l'autorisation d'un juge. Elle conduit aussi au principe dangereux pour nous de l'uniformité des lois à travers les provinces du dominion, faisant de cette façon disparaître le bénéfice des lois françaises nous venant du code Napoléon.

Les fonctionnaires des autres provinces seront dans une position plus avantageuse que les Québécois pour obtenir les renseignements. Dans notre province, il faudra obtenir une ordonnance de la Cour pour avoir les renseignements désirés. Avec cette loi, le secret qui entoure les successions n'existera plus et va disparaître.

M. l'Orateur: À l'ordre! Le député sait que ce qu'il affirme n'est pas dans la loi et qu'en conséquence, il est hors d'ordre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il ne peut être question de soumission ou d'infériorité, puisqu'il s'agit d'ententes réciproques. Nous ne donnerons des

informations sur les successions québécoises qu'aux gouvernements qui consentiront à nous rendre le même service. Comme je l'ai dit vendredi, la loi que nous avons présentée n'a d'autre but que de permettre simplement aux fonctionnaires des gouvernements fédéral et des autres provinces d'obtenir et d'échanger des renseignements sur les successions, sans être obligés de s'adresser aux tribunaux pour avoir la permission et l'autorisation des tribunaux. Cette loi est dans l'intérêt de la bonne entente.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Réduction du taux d'intérêt

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pour **l'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 abrogeant la loi pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane): La loi de l'Union nationale était une bonne loi. La province a donné un sage exemple en l'insérant dans les Statuts. Mais, le gouvernement a passé outre, au mépris de cette loi, pour imposer un taux d'intérêt de 5 % à ceux qui avaient des dettes envers la province. En justice pour le contribuable, on devrait lui rembourser le surplus d'intérêt qu'il a dû payer depuis 1939.

L'Union nationale avait fait un beau geste. Elle a voté cette loi pour empêcher l'usure en réduisant et en maintenant un faible taux d'intérêt à 3 %; cela a été un bon moyen pour dissuader les prêts usuraires.

L'honorable trésorier a dit que notre loi était inconstitutionnelle, mais le gouvernement actuel a payé seulement 3 % en intérêt depuis qu'il est au pouvoir et a appliqué dans les expropriations de la voirie, la loi actuelle. Le ministère de la Voirie s'en prévaut encore. Aucun changement ne devrait être apporté à la loi actuelle.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Mais, cette loi de l'Union nationale était inconstitutionnelle, et donc inapplicable, et n'a jamais été mise en application ni par le gouvernement de l'Union nationale ni par le gouvernement actuel. La loi vient en conflit avec les

attributions du gouvernement fédéral, qui a seul le droit de légiférer en matière de taux d'intérêt.

Je suis pour le respect des droits provinciaux. Mais si nous voulons que nos lois et nos droits soient respectés, il faut que nous commençons par respecter ceux du pouvoir central et ceux des autres. Or, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, c'est le fédéral qui fixe le taux d'intérêt. Pourquoi laisser dans nos Statuts une loi qui viole cet article de la constitution?

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:

Arrêtés ministériels sur la taxe des corporations

M. Sauvé (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1940 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement et se rapportant à la taxe imposée sur les corporations.

Adopté.

Arrêtés ministériels sur production hydroélectrique

M. Labbé (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels

adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement et se rapportant à tous les développements de pouvoirs d'eau ou toutes constructions de barrages ou écluses en vue de production d'énergie électrique, dans notre province.

Adopté.

Arrêtés ministériels sur les seigneuries

M. Labbé (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement et se rapportant aux seigneuries et aux lois y relatives, dans la province de Québec.

Adopté.

Subsides

Budget supplémentaire 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

M. Gagnon (Matane): Ces estimés budgétaires n'ont été présentés que vendredi dernier et les députés ne sont pas prêts à en discuter, n'ayant pas eu le temps de les examiner. Il demande qu'on attende plus tard pour les discuter.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le budget supplémentaire n'a d'autre objet que celui d'opérer quelques rajustements et il n'y a pas là aucun principe en jeu. Il est important d'en disposer au plus tôt et qu'on se hâte de l'adopter rapidement, afin de permettre aux fonctionnaires et employés du département du Trésor d'être libres de travailler sur le budget principal, de terminer la préparation des estimés budgétaires de la

prochaine année et afin de lui permettre de présenter au plus tôt son budget officiel.

Il annonce qu'il prononcera le discours du budget la semaine prochaine et que les devis budgétaires, pour l'exercice qui commence le 1^{er} avril, sont déjà rendus à l'impression. Ces estimés budgétaires pour la prochaine année seront probablement prêts et seront donc présentés à la Chambre très prochainement, peut-être la semaine prochaine².

M. Gagnon (Matane) reconnaît la nécessité des mandats spéciaux. Ce qu'il reproche au gouvernement, c'est de ne pas les avoir soumis à la Chambre pour approbation. Il est facile, dit-il, de présenter un petit budget supplémentaire, quand on a des mandats spéciaux pour un montant de \$1,432,395.76. Il dénonce la coutume de présenter de maigres budgets supplémentaires et de dépenser d'énormes sommes à l'aide de mandats spéciaux.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le budget supplémentaire est cependant le plus petit qui ait encore été présenté depuis bien des années³ à Québec. Grâce aux économies réalisées au cours de l'année dans divers services et à l'augmentation des revenus, ces dépenses non prévues n'empêchent pas la province de boucler son budget. Ces revenus permettent toujours au cabinet de payer toutes ses dépenses à même ses revenus ordinaires. L'opposition, dit-il, ne peut se scandaliser de la procédure suivie, puisque c'est celle que tous les gouvernements ont suivie.

M. Gagnon (Matane): Il est bien beau de parler de petit budget supplémentaire, mais s'il est si petit, c'est parce que les chiffres ne correspondent pas et ne reflètent pas la véritable situation. Le gouvernement veut tenter de nous montrer qu'il ne manque que \$383,200 au gouvernement pour boucler son budget. Mais, ceci est absolument faux. Il ne faut pas oublier que l'on ne tient pas compte des mandats spéciaux votés et dépensés au cours de l'année par le cabinet et qui s'élèvent à \$2,442,749.43. Sur cette somme, on a dépensé \$1,432,395.76.

Mais, pour que tous ces montants soient considérés valablement dépensés, il faut qu'ils aient été ratifiés par la Chambre et inclus dans le présent budget supplémentaire, qui est soumis aux députés pour être voté. C'est un principe élémentaire de droit constitutionnel. Nous avons là une comptabilité de camouflage. On devrait nous demander aujourd'hui de voter \$3,000,000 et non \$383,200. Et pourtant, la Chambre a voté l'an dernier un budget de

\$84,000,000, ce qui veut dire que nous sommes en présence d'un déficit de \$3,000,000. Nous avons devant nous un budget falsifié.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts (département des Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

M. Gagnon (Matane): Pour ce qui est du ministère des Terres et Forêts, on trouve un item de \$25,000. Cependant, on a déjà dépensé et voté \$383,200 en mandats spéciaux au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté). Le gouvernement nous présente un budget supplémentaire de \$383,200 et nous trouvons qu'il a dépensé en mandats spéciaux \$1,432,395.76. Or, ces mandats ne sont pas compris dans le budget supplémentaire, qui n'en fait pas mention, avouant seulement un item de \$25,000.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il faut procéder ainsi pour ne pas exiger et pour éviter deux autorisations pour le même montant. Le Conseil exécutif a déjà les pouvoirs nécessaires voulus pour passer des mandats spéciaux. Quant aux dépenses additionnelles, non couvertes par les mandats, elles apparaissent au budget supplémentaire et la Chambre les autorise. Si ces mandats apparaissaient dans le budget supplémentaire, on se trouverait à donner deux autorisations pour un même montant.

Cet item de \$25,000 représente des dépenses que nous avons dû faire après le vote des mandats spéciaux. Au lieu de me voter un nouveau mandat spécial pour \$25,000, le cabinet a décidé d'inclure cet item dans le budget supplémentaire.

Dans le cas des Terres et Forêts, le montant qui apparaît au budget supplémentaire est pour les dépenses occasionnées par les feux de forêt, qui ont ravagé la région du Saguenay⁴. Soit \$5,000 pour frais de déplacement de ceux qui ont combattu ces incendies, \$5,000 pour achat de matériel et \$15,000 pour salaires. Le gouvernement actuel, dans la préparation du budget supplémentaire, ne fait que suivre la coutume établie.

M. Gagnon (Matane) soutient, dit-il, la vraie doctrine constitutionnelle. Il admet la nécessité des mandats spéciaux pour couvrir certaines dépenses non prévues, mais, quelle que soit la coutume établie, ces mandats devraient figurer au budget

supplémentaire. Il regrette que le budget supplémentaire ne fasse mention de cet item additionnel de \$25,000. Il ne se soucie pas de la coutume établie, mais de l'esprit de la Constitution. Nous nous sommes battus, dit-il, pour obtenir le vote des crédits par la Chambre. Avec le système actuel, il suffirait de faire voter cinq sous dans le budget par les députés et de couvrir la balance avec des mandats spéciaux.

M. Talbot (Chicoutimi): À la suite des feux de forêt qui ont ravagé la région du Saguenay, le gouvernement a décidé de sévir, mais, il n'a sévi en réalité que contre les colons qui ne partageaient pas sa politique. Dans mon comté, on n'a pas inquiété les amis du gouvernement, mais on a causé des ennuis aux seuls adversaires du gouvernement, en les accusant de ne pas avoir éteint les feux d'abattis. Toutes les procédures ont été prises contre des adversaires du gouvernement.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) (Avec énergie) proteste et met au défi le représentant de Chicoutimi de donner des exemples. Tant que le ministère des Terres et Forêts sera dirigé avec bonne foi, je repousserai des insinuations comme celle-là avec indignation! Si le représentant de Chicoutimi peut me donner, sous sa signature, des noms et des dates, s'il peut prouver que nous avons exonéré des amis du Parti libéral et que nous avons poursuivi de pauvres martyrs, je m'engage, sur mon honneur, à sévir contre les coupables et à destituer les fonctionnaires, qui seraient rendus coupables de partisannerie.

M. Talbot (Chicoutimi): Un colon du nom de Louis Otis, du canton Boileau, comté de Chicoutimi, a été poursuivi et condamné pour une offense technique. Traduit devant les tribunaux, le colon fut condamné pour avoir mis le feu à des abattis sans un permis préalable. J'étais son avocat et le juge m'a demandé d'intercéder en sa faveur au ministère des Terres et Forêts. On l'avait accusé de ne s'être pas procuré de permis. Or, à cette époque, l'émission des permis était prohibée. Cependant, les officiers du département lui ont dit de faire brûler son abattis, qu'ils lui assureraient la protection des pompes et que tout s'arrangerait.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Une porte doit être ouverte ou fermée. L'avocat de ce M. Otis admet lui-même que son client avait violé la loi, qu'il ne s'était pas procuré de permis et que la Cour l'a condamné. La Cour n'a pas décidé que le

gouvernement poursuivait des martyrs de l'opposition. Elle a tout simplement décidé que le prévenu était coupable. Si la Cour l'a condamné, c'est que nous avons raison de l'appréhender.

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre nous dira-t-il s'il a l'intention de faire quelque chose? Quelles mesures entend-il prendre pour améliorer le système de protection des forêts et pour prévenir de nouveaux feux de forêt, à la suite des incendies qui ont ravagé notre domaine forestier et l'ont obligé à faire des dépenses, qu'il a dû payer par des mandats spéciaux et les estimés supplémentaires, qu'il nous demande de voter?

L'honorable M. Côté (Bonaventure) rappelle son voyage au Lac-Saint-Jean et dans Chicoutimi, lors des feux de forêt de l'été, et les entrevues qu'il a eues avec le représentant de la compagnie Price. Il a mené une enquête personnelle sur place et, à sa suggestion, on a abouti à l'organisation du congrès forestier, qu'il a convoqué à Duchesnay pour étudier la situation. Les ministères des Terres et Forêts et de la Colonisation et tous ceux qui sont intéressés à la protection des forêts étaient représentés au congrès, dit-il.

Tous les intéressés à l'industrie forestière eurent l'avantage de discuter avec les officiers du département et un rapport fut préparé. Le congrès a soumis des recommandations, que le ministre des Terres et Forêts a étudiées attentivement. Une loi sera présentée pour rendre plus efficace la loi relative à la protection des forêts. On modifiera aussi les règlements des Terres et Forêts. Toutes les suggestions seront favorablement accueillies.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi ne pas organiser une véritable police des forêts, tout comme pour la chasse et la pêche? Il suggère qu'on donne un uniforme aux gardes forestiers et que la police des forêts soit composée de gens à l'abri de toute influence politique.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Justement, c'est là une des suggestions, qui ont été faites par le congrès de Duchesnay et aucun moyen ne sera négligé pour assurer la protection des forêts. Je le répète, je suis heureux d'informer la Chambre que, dans quelques jours, j'aurai d'ailleurs le plaisir de présenter à la Chambre, probablement la semaine prochaine, des amendements à la loi de la protection des forêts, qui seront de nature à améliorer ce service et rendre plus adéquate et efficace la protection de

nos forêts. La loi sera en grande partie basée sur les recommandations du congrès de Duchesnay. Nous voulons sauver ce beau capital qu'est notre domaine forestier.

M. Talbot (Chicoutimi): Ce n'est pas une raison pour avoir décidé que seuls les libéraux étaient dignes de combattre les feux de forêt. Cela s'est passé dans mon comté.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Mon honorable ami ne devrait pas parler comme cela. Dès mon arrivée à Chicoutimi, j'ai lancé un appel à la radio, demandant le concours de tous ceux qui pouvaient prêter main-forte à l'extinction des feux. Dès le lendemain, nous avons eu suffisamment de volontaires; nous avons eu autant de volontaires que nous avions besoin, et on n'a pas fait de distinction entre libéraux et non libéraux lorsqu'il s'est agi de lever une armée de pompiers volontaires pour aller combattre les incendies.

M. Gagnon (Matane): L'on a destitué injustement le colonel Piuze comme chef de la Sûreté provinciale, nommé par le gouvernement de l'Union nationale.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) fait remarquer au président qu'il ne peut laisser passer sous silence de pareilles accusations. Je suis forcé d'intervenir, dit-il. Nous n'avons jamais destitué le colonel Piuze. Mais, au lieu de le destituer, nous lui avons, au contraire, donné une promotion en le nommant surintendant des prisons de la province et en le chargeant de faire en ce domaine les réformes qui s'imposent, parce que nous voulions réorganiser tout le système en séparant les divers groupes de prisonniers. Il a été très bien traité par nous. Nous avons une absolue et pleine confiance en son honnêteté, son savoir-faire et sa loyauté, pour exécuter cette importante réforme et le rapport qu'il a fait prouve que nous avons raison.

M. Gagnon (Matane): Oui, mais on a placé le colonel Piuze dans un endroit où il n'avait rien à faire. C'était là de la part du gouvernement un geste pire que celui de le mettre à pied. C'est une destitution déguisée, qui est encore plus déshonorante qu'un congédiement! On lui a enlevé un poste important pour lui donner une sinécure. C'était une façon déguisée de le destituer. On a créé une sinécure à M. Piuze pour le remplacer par qui? Par Jargailles⁵!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Sous l'administration de l'Union nationale, les politiciens lui passaient par-dessus la tête au temps des élections. Et, je dois dire au chef de l'opposition que nous avons remplacé le colonel Piuze, non par M. Jargailles, mais bien par Me Marcel Gaboury, comme chef de la police, et le poste que nous lui avons donné n'était pas une sinécure. Il nous remit des rapports très intéressants et a soumis un projet pour la réorganisation des prisons.

M. Gagnon (Matane): Oui, le gouvernement a nommé à ce poste un jeune avocat, qui n'avait aucune expérience dans le domaine de la police provinciale. C'est M. Jargailles qui mène en réalité.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Au temps de l'Union nationale, on avait aussi nommé un avocat en la personne de Philippe Aubé.

M. Gagnon (Matane): Oui, mais il n'y fut que six mois.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) annonce qu'il présentera deux lois pour améliorer la protection des forêts et qu'il a reçu mercredi dernier le rapport préliminaire de la commission Renault, qui enquête actuellement sur le prix payé aux colons et aux cultivateurs pour le bois de pulpe. La Commission qui a pour président le représentant de Beauce (M. Renault) a fait un excellent travail, dit-il.

(Applaudissements)

La Commission va bientôt présenter un rapport définitif.

Des députés de l'opposition attaquent la Commission Renault.

M. Renault (Beauce): À titre d'exemple, je dirai simplement qu'en Beauce, le prix de la corde a passé de \$7.50 à \$15.

L'étude de la résolution est suspendue⁶.

Rapport du comité des subsides:

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Dépôt de documents:

Rapport de l'archiviste du Québec 1940-1941

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1940-1941. (Document de la session no 20)

Fête nationale des Irlandais

L'honorable M. Godbout (L'Islet) présente ses félicitations et ses meilleurs vœux à la minorité irlandaise à l'occasion de la Saint-Patrice⁷.

M. l'Orateur, nous avons au pays et dans la province de Québec un groupe d'hommes et de citoyens qui sont connus pour être particulièrement intelligents, industriels et laborieux, qui comptent parmi les meilleurs éléments de la population. Nos compatriotes d'origine irlandaise fêtent aujourd'hui leur patron, un grand saint, qui a eu une très grande influence sur la vie spirituelle et temporelle de leur peuple: Saint-Patrice. Ce dernier vivait au cinquième siècle. Il a été un des plus grands hommes de l'humanité et était un bienfaiteur de l'humanité. Son action spirituelle et les directives temporelles qu'il a données à son peuple, en ont fait une grande figure de l'histoire et un héros de légende. Il a permis aux Irlandais de conserver intact leur territoire.

(Applaudissements)

Aux fils de Saint-Patrice, je souhaite une bonne fête au nom de la Chambre! Je suis heureux d'offrir à nos collègues irlandais et à tous leurs compatriotes mes meilleurs vœux et ceux de la province tout entière et l'assurance de notre entière coopération.

(Applaudissements)

M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, je suis particulièrement heureux de me joindre à l'honorable premier ministre pour offrir les vœux de l'opposition aux représentants de la belle race irlandaise, qui

siègent en cette Chambre. La population irlandaise a produit au Canada et dans notre province des hommes illustres, qui sont sortis de ses rangs. Je forme des vœux pour que les Irlandais continuent à remplir avec succès le rôle que la Providence leur a destiné.

(Applaudissements)

Il rappelle les persécutions, dont furent victimes les Irlandais dans le passé. Il est heureux de voir que l'Irlande, qui a longtemps été un pays persécuté, vit présentement de meilleurs jours. Il note que ce peuple a fourni de grands parlementaires dans tous les pays anglo-saxons.

M. Lawn (Pontiac): M. l'Orateur, je remercie l'honorable premier ministre et l'honorable chef de l'opposition au nom du peuple irlandais et de tous mes compatriotes irlandais de la province, pour ces bons souhaits. Je suis certain que Saint-Patrice comblera toujours la province de Québec de ses bénédictions.

(Applaudissements)

Nous sommes absolument satisfaits du traitement qu'on nous donne dans la province de Québec. Nous apprécions beaucoup nos voisins d'autres races et d'autres religions. Moi-même, je voudrais souhaiter un succès égal aux deux partis. Que Saint-Patrice vous rende tout le bien que vous nous avez fait.

Félicitations au député de Témiscamingue, M. Goulet

M. Allard (Abitibi) propose une motion de félicitations au représentant du Témiscamingue (M. Goulet), qui est l'heureux père de deux jumeaux⁸.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) félicite son collègue et souligne à la Chambre que Mme Goulet et le père se portent très bien.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi à 4 h 30.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15⁹.

NOTES

1. Le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) a eu à répondre quelques minutes plus tôt à une question du même genre, posée par le chef de l'opposition, selon *Le Soleil* du 18 mars 1942, à la page 4.

2. À ce moment, le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) propose que la Chambre remette à la fin de la séance le budget supplémentaire et dispose des quatre bills publics, qui n'attendent que leur troisième lecture, selon *La Presse* du 18 mars 1942, à la page 9, et *L'Événement-Journal* du 18 mars 1942, à la page 4.

3. *L'Événement-Journal* du 18 mars 1942, à la page 4, propose "jamais soumis à la Chambre".

4. Ces feux de forêt ont eu lieu à l'été 1941, dans les comtés de Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, selon *L'Événement* du 18 mars 1942, à la page 4.

5. Selon *Le Soleil* du 18 mars 1942, à la page 3; il est alors 5 h 30 lorsqu'on prononce ce nom.

6. À 6 heures, l'item des Terres et Forêts est adopté, selon *Le Canada* du 18 mars 1942, à la page 11.

7. Tous les députés irlandais avaient des trèfles sur leurs pupitres à l'ouverture de la séance. *Le Canada* du 18 mars 1942, à la page 11. De plus, des rubans verts ornaient les boutonnieres des députés. *Le Soleil* du 18 mars 1942, à la page 18.

8. Le représentant du Témiscamingue (M. Goulet) a déjà 12 enfants, selon *L'Événement-Journal* du 17 mars, à la page 3.

9. La Chambre n'a pas siégé dans la soirée. La séance a été remplacée par un caucus des députés libéraux, pour discuter de la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) sur la question du plébiscite. De plus, la séance du 18 mars a été retardée jusqu'à 4 h 30, afin de permettre aux députés d'assister à la manifestation à la Chambre haute, pour célébrer le 50^e anniversaire de l'entrée de Sir Thomas Chapais au Conseil législatif, selon *L'Action catholique* du 18 mars 1942, à la page 8.

Séance du mercredi 18 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Modification à l'horaire
des travaux de la Chambre**

La Chambre consent à l'unanimité que M. l'Orateur prenne le fauteuil à 3 heures de l'après-midi, nonobstant la motion adoptée le 17 mars.

**Hommage
à Sir Thomas Chapais**

M. Gagnon (Matane) félicite et présente les vœux de la gauche à Sir Thomas Chapais, doyen de la Chambre haute, à l'occasion du 50^e anniversaire de sa nomination au Conseil législatif. Il rend les hommages de l'Assemblée législative au vieux compagnon d'armes du Conseil. Il y a 50 ans le jour même, dit-il, Sir Thomas Chapais a été nommé au Conseil. Il a joué un grand rôle dans la province et dans notre histoire politique. Sénateur et conseiller législatif, il a eu une carrière de 50 années bien remplies et cet éminent concitoyen a à son crédit une œuvre magnifique.

Il reste un modèle de grand parlementaire et il mérite d'être cité comme tel. Il a toujours défendu avec enthousiasme les idées de son parti. Mais, il n'a jamais échappé une seule parole de nature à déplaire à un adversaire. C'est un modèle pour nous tous. Sa distinction naturelle, son éloquence, ses qualités d'historien et son honnêteté de journaliste lui ont mérité le respect de toute la population et la reconnaissance de son pays.

Sir Thomas Chapais, grand journaliste, est également un grand historien. Comme historien, il nous a donné un *Jean Talon*¹ magnifique, qui démontre que, si Champlain fut le fondateur de Québec, l'intendant Talon reste le grand bâtisseur, le fondateur du Canada. Dans son *Montcalm*², comme dans ses cours d'histoire, il a révélé sa passion du document et des faits concrets et ses opinions sont basées sur des documents. Ses cours d'histoire du Canada sont marqués au coin de la modération. Son œuvre historique fait l'admiration de tous ceux qui

s'intéressent à l'histoire du Canada. Comme rédacteur du *Courrier du Canada*, la carrière de M. Chapais a été remplie de mérite, soit qu'il ait été journaliste, historien ou homme politique.

Il regrette l'absence du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) dans une telle occasion. Dès son retour, dit-il, l'Union nationale entend bien faire d'une façon toute spéciale une fête à cet éminent collègue. Il présente à Sir Thomas Chapais ses vœux de longue vie, de bonheur, de santé et de prospérité.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux de m'unir au chef de l'opposition pour féliciter Sir Thomas Chapais, dont nous célébrons aujourd'hui le cinquantième anniversaire de sa nomination au Conseil législatif. Il lui présente un témoignage et des sentiments d'estime et d'admiration et lui souhaite une longue et heureuse vie. Il se dit sûr d'être l'interprète de tous les citoyens de la province en rendant hommage à l'œuvre immense que laisse Sir Thomas Chapais et à son renom de grand Canadien.

Je veux lui exprimer nos vœux de gratitude pour la longue et fructueuse carrière qu'il a fournie et consacrée à la vie politique de sa province, ainsi que les exemples qu'il a donnés. Sans aucune arrière-pensée et sans réticence, je veux le citer comme modèle. Et, je n'ai aucune hésitation à le proposer comme l'un des modèles que la jeunesse doit imiter. En effet, Sir Thomas Chapais reste un modèle à suivre. Il a brillé partout comme journaliste, comme historien et comme homme politique. Mais, au-dessus de ces choses, quel que pût être le journaliste, l'historien, l'orateur, l'homme politique, il y a un fait, qui domine tout cela: sa personnalité intègre et honorable, son intelligence ornée et son cœur généreux. La personnalité honorable de Sir Thomas Chapais a dominé toute sa carrière et toute son œuvre.

Il fut un homme d'honneur dans toute la force du terme. C'est pour cette raison que je dis: les politiciens et les hommes publics devraient toujours garder devant leurs yeux les beaux exemples qu'il a donnés au cours de sa carrière et de sa vie publique. Il doit être un exemple aux jeunes. Tous, nous devrions nous inspirer des exemples de vie politique qu'il a donnés.

Cet après-midi, nous avons le bonheur de célébrer un anniversaire heureux. Sir Thomas Chapais a bien mérité de la patrie, il a la gratitude du

Canada tout entier. Car, il fut avant tout un grand Canadien et c'est cela surtout qui restera attaché à la gloire de son nom.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Au nom des citoyens de langue anglaise, dit-il, je présente mes félicitations à Sir Thomas Chapais. Il insiste tout particulièrement sur son souci de la vérité objective et déclare qu'il a honoré la Chambre haute depuis 50 ans.

Sir Thomas Chapais est un fils de la Confédération. Sa vie politique est un exemple et son histoire un enseignement pour tous les bons patriotes. C'est un écrivain impartial et juste. Il ne plaide aucune cause, mais il expose simplement des faits contrôlés. Nous pouvons dire que, depuis 50 ans, il est l'honneur de ce Parlement. Puisse le ciel le garder encore longtemps parmi nous.

M. Robinson (Brome): Au nom de l'aile anglaise de l'Union nationale, je veux simplement payer un tribut d'hommage et de félicitations à celui qui fit toujours honneur à sa province et qui fut toujours au service de son pays.

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 147 changeant le nom de John Stephen Oppe en celui de John Stephen Stephens;
- bill 110 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Samuel-Léopold Roy au nombre de ses membres.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 106 concernant la colonie de vacances Sainte-Jeanne d'Arc;
- bill 134 accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean;
- bill 131 constituant en corporation The Christian Brethren Church dans la province de Québec.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 118 concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 112 modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Malartic, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion de territoire;
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi concernant ses finances;
- du village de Rock Island et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition affectant Union Twist Drill Company;
- de la ville de Saint-Joseph d'Alma, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à prélever une taxe de vente;
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde, demandant l'adoption d'une loi relative à l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde;
- de Belleterre Quebec Mines Ltd., demandant l'adoption d'une loi incorporant un certain territoire des cantons de Guillet et de Blondeau sous le nom de Ville de Belleterre.

Projets de loi:

L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde

M. Joyal (Chambly) demande la permission de présenter le bill 149 relatif à l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Exemption de taxes de Rock Island

M. Frégeau (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 148 autorisant le village de Rock Island, les commissaires d'écoles de Rock Island et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-de-la-Merci, à exempter de taxes une certaine propriété.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Chicoutimi

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Malartic

M. Allard (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 113 ratifiant la charte de la ville de Malartic pour annexer certain territoire des cantons de Dubuisson et Fournière, comté d'Abitibi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Belleterre

M. Goulet (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 142 constituant en corporation la ville de Belleterre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Verdun

M. Comeau (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 141 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Le projet de loi contient seulement les clauses financières du projet initial, qui avaient été supprimées et les clauses stipulant que la Commission est uniquement responsable de l'éducation française des enfants catholiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des Terres et Forêts

L'honorable M. Côté (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 19 modifiant la loi des Terres et Forêts.

Ce bill modifie la loi actuelle des terres et forêts. Le ministre obtiendra de nouveaux pouvoirs.

Il porte principalement sur les "squatters", ou, si l'on préfère, sur les resquilleurs des terres de la couronne. On appelle "squatters" celui qui s'installe sans autorisation sur une terre de la couronne, y construit une cabane, y installe ses lieux familiers pour vivre en paix le reste de ses jours. Le projet de loi actuel permettra au ministre de réprimer l'occupation illégale des terres publiques.

Les deux premiers articles de ce projet ont pour but de réprimer l'occupation illégale des terres publiques; le premier permet l'arrestation de tout "squatter" qui sera pincé, sans délai et sans mandat. Le second enlève en outre toute possibilité à celui-ci de réclamation pour amélioration ou effets personnels laissés sur les lieux après une expulsion décrétée par le tribunal à la suite d'une requête contre le possesseur illégal.

L'article 3 réduit de 15 à 8 jours les délais d'avis au cas de saisie de bois coupé illégalement.

L'article 5 supprime l'exemption du permis de circulation, qui existe actuellement en faveur de détenteurs de permis de chasse ou de pêche et des prospecteurs et il accorde au ministre des Terres et Forêts le pouvoir de fermer les forêts à la circulation, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 6 étend à tous ceux qui font des travaux dans la forêt, et non seulement aux compagnies de chemins de fer, l'obligation de mettre à la disposition du ministre le nombre d'employés nécessaires pour assurer l'observation des dispositions relatives à la protection des forêts contre l'incendie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la sécurité dans les édifices publics

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics.

Ce projet de loi ajoute certaines catégories d'immeubles à la liste des édifices déjà assujettis aux dispositions de la loi de la sécurité dans les édifices publics.

Les nouvelles catégories d'immeubles sont: les maisons de rapport ayant 10 chambres et plus, les établissements de divertissements publics, les estrades utilisées pour divertissements publics, les édifices de plus de deux étages utilisés comme

bureaux, les magasins dont la surface de plancher excède 3,000 pieds carrés. Ces nouvelles catégories comprennent: les noviciats, les maisons de retraite, les jardins d'enfance, les garderies, les édifices de cercles paroissiaux, les patronages, les colonies de vacances, les cliniques, les maisons de convalescence, ou repos, les refuges, les maisons de rapport de plus de deux étages et de huit appartements, les clubs, les cabarets, les cafés-concerts, les music-halls, les salles utilisées pour les pièces de théâtre ou la projection de films, les salles municipales, les édifices utilisés pour exhibitions, les foires, les kermesses, les arènes de lutte, de boxe, de goudet et hockey ou utilisées pour d'autres sports, les gares de chemins de fer, de tramway, d'autobus, les bureaux d'enregistrement, les bibliothèques, les musées et bains publics.

Il est entendu cependant que les gares d'un chemin de fer, les gares de chemin de fer de tout chemin de fer déjà soumis à l'autorité législative fédérale, sont soustraites aux dispositions de la nouvelle loi. La durée de la pénalité pour les infractions est prolongée de 60 jours à six mois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mécaniciens

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 21 concernant les mécaniciens de machines fixes.

Le bill, concernant les mécaniciens de machines fixes, comporte une refonte de la loi actuelle. Le projet a pour but principal de mieux définir la portée de la loi et l'objet des règlements et d'apporter plus de précision dans les termes.

On a fait en sorte de donner aux mots "édifices publics" et aux mots "établissements industriels" la même signification que dans les lois connexes, de telle sorte que les mêmes établissements se trouveront classés comme "édifices publics" ou comme "établissements industriels" pour les fins de toute législation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École polytechnique de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 22 concernant l'École polytechnique de Montréal.

Le bill permet à l'École d'emprunter \$100,000, emprunt garanti par le gouvernement de la province. Grâce à cet emprunt, l'École établira une section nouvelle consacrée spécialement à la haute mécanique. Il faut de l'argent supplémentaire pour ajouter un autre cours au programme scolaire, un cours de formation d'experts en mécanique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des appareils sous pression

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 23 modifiant la loi des appareils sous pression.

Ce projet de loi apporte des précisions dans la technique de la loi des appareils sous pression. Il modifie notamment le mode des inspections et exige l'approbation préalable des plans et devis, etc. Les articles 2 et 3 obligent les fabricants à produire plans et devis dans tous les cas et déterminent dans quels cas l'installation de ces appareils est soumise à une vérification sur place, ou à une inspection annuelle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gratuité des inspections commerciales et industrielles

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le gouvernement a l'intention de mettre à la page des lois anciennes, qui ne correspondent plus aux besoins actuels.

Désormais, les inspections techniques faites par les inspecteurs provinciaux dans les établissements commerciaux et industriels, les inspecteurs de machines fixes, d'édifices publics, d'appareils sous pression, d'appareil de réfrigération, d'installations électriques, etc., seront gratuites.

On a réuni tous les inspecteurs et on a convenu d'établir désormais la gratuité de ces inspections. Cela signifie une économie annuelle considérable aux intéressés, soit \$250,000 pour la population de la province du Québec. Nous voulons que l'inspecteur soit reçu comme un ami, puisque son rôle est de voir à la protection de la maison.

Le département maintient les permis et les licences d'installation, mais à prix nominal jusqu'à \$15,000, en gardant le tarif actuel pour les installations d'un prix plus élevé.

Motions des députés:**Plébiscite sur la participation
obligatoire à la guerre**

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'une motion inscrite au nom du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) et qui se lit comme suit:

Que l'Assemblée législative:

Attendu que le Canada, par l'entremise du Parlement fédéral, a décidé de participer volontairement à la guerre et a déclaré que notre participation en hommes resterait volontaire;

Attendu que c'est à cette condition que la participation a été convenue;

Attendu qu'aux élections générales de mars 1940 les chefs des partis politiques canadiens ont réaffirmé que cette participation à la guerre devait rester volontaire;

Attendu que, notamment, les chefs du Parti libéral ont solennellement promis que, s'ils étaient maintenus à la direction des affaires publiques du Canada, les moyens de participer à la guerre resteraient volontaires et qu'il n'y aurait jamais de conscription pour service obligatoire en dehors du Canada;

Attendu que c'est à raison de ces engagements que le gouvernement King a été maintenu au pouvoir;

Attendu que les Législatures d'autres provinces ont adopté des résolutions relatives à ces questions et qu'il est à propos que cette Législature exprime elle aussi son opinion;

Exprime l'avis:

a) que les électeurs de cette province doivent répondre non, à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral des promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b) que les cultivateurs et les employés de ferme doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

M. l'Orateur demande s'il y a un second.

M. Beaulieu (Témiscouata) seconde la motion.

M. l'Orateur donne la parole au représentant de Lotbinière (M. Chaloult).

M. Chaloult (Lotbinière) présente ses hommages respectueux à Sir Thomas Chapais à l'occasion du 50^e anniversaire de son entrée au

Conseil législatif. On peut ne pas partager³, dit-il, les idées politiques de cet éminent Canadien, on peut discuter son œuvre d'historien, ne pas penser comme lui sur la conception de l'histoire et cependant, entretenir à son égard les sentiments les plus respectueux. Il est impossible de n'avoir pas d'estime pour lui. Je salue en lui l'homme intègre et loyal. Il rappelle que Sir Thomas Chapais est originaire de Saint-Denis-de-Kamouraska.

Depuis longtemps déjà, je projetais de discourir, au début de cette session, sur le rôle social et national du Barreau. C'était là un de ces thèmes sereins, qui se prêtent aux développements faciles, et recueillent, du moins en théorie, les suffrages unanimes et distraits de la députation. Mais, les graves événements que nous vivons m'obligent à m'écarter de ce thème de tout repos pour exprimer mon sentiment sur un sujet que tout le monde, depuis un mois, a continuellement présent à la pensée: le plébiscite et sa conclusion logique, le service militaire obligatoire pour outre-mer.

M. l'Orateur, il y a trois ans, en 1939, j'ai présenté une motion contre la participation du Canada aux guerres extérieures et de l'Empire. Le gouvernement de l'Union nationale était au pouvoir. Au mépris des règles de la Chambre, des usages parlementaires et malgré toutes les insistances, ma motion ne fut jamais appelée et n'a pu être discutée, parce que le gouvernement de l'Union nationale s'y opposa sans arrêt.

Un an après, en 1940, nous avions changé de gouvernement. Les rôles étaient changés. Nous avions un nouveau gouvernement: les libéraux étaient revenus au pouvoir. Je présentai une autre motion de la même nature ou à peu près, sous le gouvernement actuel. J'ai alors proposé que notre participation aux guerres de l'Empire restât libre, volontaire et modérée. Le Parti libéral a consenti à suspendre tous les règlements de la Chambre pour que ma motion soit appelée. Et alors, on me permit de la soumettre, de la discuter et il fut possible d'exprimer mon opinion en toute liberté. On sait que ma motion fut renversée.

La conséquence logique de ces deux motions antérieures ne pouvait être que l'inscription d'une nouvelle motion. Je reviens aujourd'hui encore avec une autre motion de même genre et sur le même sujet. Cette année, enfin, je présente une nouvelle motion dans laquelle je m'oppose à la conscription pour service outre-mer, à toutes les mesures qui peuvent nous y conduire et à l'entraînement militaire pour les fils de cultivateurs. Cette motion a été appelée aujourd'hui et n'a reçu aucune obstruction.

Je veux signaler que le Parti libéral n'agit pas comme l'autre parti.

Je tiens à dire qu'à l'occasion de la présentation de cette motion, appelée dans les délais réguliers, je n'ai reçu aucun reproche, ni aucune parole désagréable de personne au sujet de la motion. Tout de suite, je demande à la Chambre de constater le contraste entre la façon d'agir des libéraux et celle de leurs prédécesseurs, entre les manœuvres libérales et les autres pour établir la supériorité de celles-là sur celles-ci. Je dis cela surtout pour rendre hommage à la vérité. La gloire d'un homme politique est d'être logique avec lui-même.

Cette motion est la suite logique de celles que j'ai déjà présentées et de l'attitude que j'ai toujours prise. Ce n'est pas de gaieté de cœur que j'aborde ce sujet, qui relève évidemment de la politique fédérale, mais passionne l'opinion du pays tout entier. Conscient autant que quiconque de mes responsabilités, je ne veux ni soulever d'inutiles rancœurs, ni tenir de propos déplacés en cette Chambre. Je n'ignore pas, dit-il, les ennuis que je cause ainsi à certains de mes meilleurs amis politiques. Il peut comprendre leur point de vue.

Il en profite pour rendre hommage à la tolérance, qui a toujours régné au sein du Parti libéral et fait un parallèle entre le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) et le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), entre un homme d'État et un leader autocratique. Que l'on croie bien, souligne-t-il, que c'est peut-être moi qui en aurai le plus de chagrin. Je résiste sans difficulté au chantage, mais, il n'en est pas ainsi, quand il s'agit de bons procédés.

Ça me chagrine, mais, je dois faire mon devoir. Lorsque j'étais candidat du comté de Lotbinière en 1939, j'ai pris des engagements formels devant mes électeurs et il est de mon devoir de les maintenir relativement à la conscription. Je leur ai promis de m'opposer non seulement à la conscription, mais à toute mesure pouvant y conduire. C'est en vertu de cet engagement même que je me sens obligé de présenter la motion. J'estime cependant que je manquerais à mon mandat et que je décevrais la confiance de mes électeurs, si je gardais le silence et ne rappelais sur ce sujet délicat quelques vérités de sens commun, qui me semblent n'avoir rien perdu de leur actualité. En se basant sur les promesses faites par les chefs libéraux de notre province tant au fédéral qu'au provincial et de tous les députés ici présents, je dois dire que l'on doit dire et voter "non" sur la question du plébiscite!

Le gouvernement fédéral, dans son plébiscite, nous invite à le relever de la seule promesse qui

tienne encore, celle de ne pas imposer la conscription pour service outre-mer. C'est donc qu'il projette l'enrôlement par contrainte. C'est logique. Le fédéral ne dépenserait pas plus que \$1,000,000 pour tenir un plébiscite. Il n'exposerait pas la paix du pays, "l'unité nationale", comme disent ces messieurs avec tant d'émotion, pour la seule jouissance d'un droit.

Je suis convaincu, dit-il, que le gouvernement n'a pas engagé de dépenses et pris des risques à moins d'avoir l'intention de faire une conscription au moment opportun. La conscription était l'intention éventuelle. Demande-t-on d'être relevé d'un vœu de chasteté pour continuer la pratique de la continence, ou de demander le divorce si l'on a l'intention de rester avec sa femme? Donc, en réalité, répondre oui, c'est voter pour la conscription éventuelle. De plus, la lecture des discours des Ralston, Ilsley et des autres indique clairement les intentions du gouvernement.

La conscription est d'ailleurs la conséquence logique de notre participation et de notre déclaration à la guerre; du moins, c'est une théorie que l'on peut raisonnablement défendre. Lorsque les gens déclarent la guerre, ils doivent être prêts à subir toutes les conséquences. On a beaucoup parlé de Meighen dans la province, mais, il note que l'attitude de Meighen est logique et conforme aux prémisses posées. J'ai plus confiance en la politique simple du chef du Parti conservateur qu'en la politique adoptée par le gouvernement actuel, et je crois que tous les efforts de guerre totale signifient la conscription. Personnellement, je suis contre la participation du Canada à la guerre actuelle. Toutefois le gouvernement canadien a décidé de participer au conflit actuel. Si ma maison était en feu, cela n'aurait aucun sens si je disais qu'il fallait verser de l'eau sur les flammes jusqu'à un certain point seulement et qu'il fallait ensuite arrêter. Lorsqu'on est en guerre, il n'y a pas de limite. Il faut aller jusqu'à la ruine du pays et la conscription.

Qui peut douter de l'intention du gouvernement de décréter la conscription, si on le libère de son engagement? Il suffit de relire l'histoire politique du Canada, depuis 1937, pour constater que c'est en vertu d'un plan bien arrêté que notre politique, de pacifique qu'elle était, est devenue progressivement et savamment belliqueuse. Il n'y a plus qu'un pas pour que notre "effort de guerre" se révèle dangereusement téméraire. Allons-nous permettre qu'on le franchisse? C'est la question.

Quoi qu'il arrive, si la guerre se prolonge, il est bien dangereux que sévisse un jour la conscription. Mais, si la conscription est inévitable, nous pouvons tout au moins la retarder en répondant

"non" à la question du plébiscite. Nous devons accepter la guerre. Il n'entend pas, dit-il, discuter le fait de cette participation. Ce qui est fait est fait et nous sommes devant une situation positive, qu'il serait inconvenant de vouloir modifier et prétendre que nous ne devons pas participer à la guerre.

Il y va de l'intérêt du Canada, s'il est vrai que nous sommes menacés; et là dessus, la majorité des Canadiens de langue anglaise pensent comme nous et quand ils ne penseraient pas comme nous, nous devrions quand même voter "non", parce que ce n'est pas toujours à nous de sacrifier à la bonne entente et à l'unité. Après tant de pactes sacrés, de concessions et de compromis, nous sommes encore traités en parents pauvres dans l'armée, dans les industries de guerre, dans le service civil, partout. À quoi nous aura servi de sauver les minorités européennes, si nous sommes incapables de nous sauver nous-mêmes?

Pour ma part, notre évolution politique ne m'étonne guère, car je connais maintenant la valeur des promesses électorales les plus solennelles. Sir Robert Borden s'était lui-même prononcé contre la conscription et il n'y avait aucune raison de douter de sa sincérité. Cependant, il a proclamé la conscription peu de temps après et il en fut de même pour Chamberlain. La conscription est une conséquence normale et régulière d'une déclaration de guerre. Je disais déjà à Montréal, le 4 septembre 1939, à une assemblée contre la participation à la guerre: "La conscription s'en vient à vive allure, pour peu que cette guerre dure; nous avons le droit et le devoir d'y résister par tous les moyens légaux et constitutionnels à notre disposition."

Pour juger l'extraordinaire évolution et l'extrême souplesse de nos caméléons politiques, il importe de remonter au moins à quatre ans. L'histoire du passé éclairera singulièrement l'avenir. Il passe en revue les événements politiques, qui se sont déroulés depuis quatre ans et cite les principales déclarations faites au sujet de la participation à la guerre par MM. King, Cardin, Dandurand, Power et Lapointe en 1938, contre la participation du Canada aux guerres extérieures. Ces derniers ont dit aux Québécois que le Canada ne participera plus à une autre guerre, dit-il.

Il décrit la mentalité des Canadiens français en 1937, 1938 et 1939, juste avant la guerre, lorsque des crédits de guerre plus importants décrétés par Ottawa les ont placés dans une situation gênante, alors que l'Allemagne devenait de plus en plus agressive en Europe. Il s'agissait alors de voter un budget d'armement de quelque \$30,000,000. Le peuple commençait à s'agiter. Pour le rassurer, le

24 mai 1938, M. King déclarait à la Chambre des communes: "Nous n'avons ni la puissance voulue pour attaquer d'autres pays pour servir nos propres intérêts, ni la volonté de le faire. Nous ne sommes pas non plus disposés à prendre part à des croisades sur d'autres continents... Il n'est ni en notre pouvoir ni de notre compétence de régler les destinées de pays situés à des milliers de milles de nous. Il n'y a pas plus de probabilité que nous intervenions de notre propre chef en Europe que la Suède ou la Bulgarie, ou encore la Suisse n'intervienne dans les affaires américaines."

À la fin du mois de mars 1939, cinq mois avant la déclaration de la guerre, M. King affirmait encore au Parlement, je cite le texte anglais qui est plus formel: "Canada, it is contended, is not a country of unlimited powers; it has not the capacity to stand indefinite strains. We have tremendous tasks to do at home, in housing the people, in caring for the old and helpless, in relieving drought and unemployment, in building roads, in meeting our heavy burden of debt, in making provision for Canada's defence, and in bringing our standards of living and civilisation to the levels our knowledge now makes possible. There is no great margin of realizable wealth for this purpose. We must, to a greater or lesser extent, choose between keeping our own house in order and trying to save Europe and Asia. The idea that every 20 years or so, this country should automatically and as a matter of course take part in a war overseas to defend democracy or self-determination of other small nations, that a country which has all it can do to run itself, should feel called up on to save periodically a continent that cannot run itself, and to these ends risk the lives of its people, risk bankruptcy and political disunion⁴ seems to many a nightmare and sheer madness."⁵ (*Débats des Communes*, tome III, page 2458, 30 mars 1939.) Alors, ceci s'est fait avec Cardin, Lapointe, Power, Dandurand et autres.

L'Angleterre et la France déclarèrent la guerre le 2 septembre 1939. On connaît la suite. Comme une docile colonie de la Couronne, le Canada suivit le 9 septembre et déclarait à son tour la guerre à l'Allemagne et aux pays de l'Axe. On oublia alors résolument les promesses du passé et on se prépara à un effort de guerre sans précédent dans l'histoire de notre pays. On avait promis un effort modéré; il n'en est plus question à l'heure actuelle. On avait dit qu'il n'y aurait ni mobilisation, ni conscription par coercition; il n'en est plus question.

En fait, à tort ou à raison, le Parti libéral a gagné les élections provinciales grâce à la politique

de non-participation aux guerres étrangères. On donne comme prétexte à ce changement de politique, que les circonstances ayant maintenant changé, il est normal que notre ligne de conduite soit révisée. Il repousse cet argument. Cela n'est pas une raison. Mais, M. l'Orateur, quand on est à la tête d'un pays, dit-il, et qu'on gouverne, quand on déclare la guerre, on doit avoir l'élémentaire prudence de prévoir! Il y a un axiome qui dit justement: "Gouverner, c'est prévoir". Il appartient à nos hommes d'État doués de vision de prévoir que les circonstances changeront.

Bien sûr, elles se modifient constamment. C'est leur nature même de changer. Mais cela ne justifie pas qu'un homme public se dégage d'une promesse. Ce serait trop commode si les hommes politiques pouvaient en toute occasion excuser de la sorte la rupture de leurs engagements. Un homme public sait que les conditions peuvent changer et, accepter qu'il s'excuse en disant que les conditions ont changé lui faciliterait trop la tâche. Non, c'est une excuse trop facile pour la violation de promesses passées. C'est un mauvais principe démocratique, que de ne pas tenir ses engagements, même si les circonstances ont changé.

En disant cela, je ne veux pas attaquer M. King et je me défends de lui jeter le blâme. Cette condamnation en bloc ne s'adresse pas spécialement à lui. Il dit sa confiance au très honorable Mackenzie King, premier ministre du Canada. Je crois, dit-il, que présentement, dans les circonstances actuelles, M. King est vraiment le seul l'homme qui puisse le mieux diriger les affaires et les destinées du pays en ce moment. Parmi tous ceux qui peuvent être appelés à nous gouverner, je crois qu'il est le chef d'État canadien le plus qualifié et le plus compétent que nous puissions avoir et celui qui convient le mieux. S'il y avait une autre campagne électorale générale, je ferais comme en 1940. Je vais continuer à appuyer sa candidature, comme chef du gouvernement. Mais, cela ne peut m'empêcher d'exprimer mon point de vue et de parler de ce qui s'est passé.

La mentalité populaire en septembre 1939 était antiparticipationniste. Le Canada français, en presque totalité, était alors opposé à toute participation aux guerres extérieures, opposition fondée sur son attachement exclusif au sol canadien et fortifié par la doctrine politique, qu'on nous prêchait depuis un quart de siècle. Une chose est claire, le Parti libéral et ses chefs ont toujours eux-mêmes créé, parmi la population canadienne-française de la province, un sentiment antiparticipationniste aux guerres étrangères à côté du sentiment conscriptionniste, qui existait ailleurs.

Il ne faut pas blâmer les Québécois de s'opposer à la conscription. Je crois que pendant 20 ou 25 ans, les libéraux ont prêché et éduqué les gens contre la conscription. Ils ont gagné leurs élections avec cette doctrine. Ils doivent prendre aujourd'hui leurs responsabilités, et en subir les conséquences. Les libéraux doivent récolter ce qu'ils ont semé, avec raison ou pas.

D'un autre côté, avant que la guerre n'éclate, il y avait un sentiment en faveur d'une participation à la guerre et à la conscription chez une partie peut-être minoritaire du Canada anglais. Lorsque la guerre fut déclarée en 1939, c'était avec ce genre de situation que le très honorable Ernest Lapointe, au nom de son peuple, est intervenu. Il jouissait d'un grand prestige. Il concrétisait l'idéal des Canadiens français. Il proposa donc un compromis, un pacte, un contrat, appelez cela comme vous voudrez, pour concilier ces deux éléments: les conscriptionnistes d'un côté et les anticonscriptionnistes de l'autre.

Une sorte de contrat fut signé entre le Québec et les autres provinces de la Confédération, entre les éléments de langue française et de langue anglaise, relativement à la conscription. Conscriptionnistes et antiparticipationnistes acceptaient de mettre de côté leurs points de vue extrémistes afin de se retrouver sur le terrain neutre et plat de la participation libre et modérée dans la guerre. Nous acceptons la guerre en substance, dit M. Lapointe, mais à une seule condition: c'est que jamais, jamais, pour aucune considération, on ne cherchera à nous imposer la conscription. Ce compromis doit être respecté.

Après avoir analysé le sentiment des deux races dominantes au Canada, M. Lapointe déclare substantiellement aux Communes, dans un discours prononcé le 9 septembre 1939⁶: "La province entière de Québec et je parle ici avec toute la responsabilité et la solennité que je puis donner à mes paroles, ne voudra jamais accepter le service obligatoire ou la conscription en dehors du Canada. J'irai encore plus loin. Quand je dis "toute la province de Québec", je veux dire que telle est aussi mon opinion personnelle. Je suis autorisé par mes collègues de la province de Québec dans le cabinet à déclarer que nous ne consentirons jamais à la conscription en dehors du Canada, que nous ne serons jamais membres d'un gouvernement qui essaiera d'appliquer et d'imposer la conscription et que nous n'appuierons jamais un tel gouvernement. Et les gens de la province de Québec, qui prétendent que la conscription sera adoptée en dépit des déclarations formulées par certains d'entre nous, ces gens, dis-je, aident l'ennemi en semant le germe de la désunion."

Dans une assemblée au Forum de Montréal, quelques jours plus tard, le 21 octobre 1939, il explique son attitude: "Lorsque la question de la guerre est venue devant le Parlement, j'ai dit à mes compatriotes de langue anglaise, franchement, loyalement, que toute la province de Québec est opposée à la conscription, que mes collègues et moi nous sommes opposés à la conscription; je leur ai dit que je ne ferai jamais partie d'un gouvernement qui imposerait la conscription. Cela a été accepté par tout le monde, et ce contrat a été observé, je verrai à ce qu'il soit observé".

M. Lapointe parle de contrat. Un contrat implique entre les parties contractantes des obligations réciproques, dont seul peut les délier un consentement réciproque. Or, le Canada français est-il prêt à donner ce consentement? Est-il prêt à délier l'autre partie contractante de ses obligations? Tous ceux qui sont en contact avec l'opinion publique chez nous, savent bien que ce n'est pas le cas. Et cependant, il me semble que seule notre province qui a rempli, et largement, les obligations découlant de notre participation à la guerre, pourrait maintenant dégager l'élément conscriptionniste de l'entente qui a rendu cette participation possible. On peut affirmer qu'elle ne le fera pas. Est-il loyal, enfin, de la part du gouvernement, de chercher à se libérer de ses promesses anti-conscriptionnistes, grâce au vote majoritaire de ceux qui n'ont pas rempli leur obligation?

Nous, qui sommes contre la participation, nous allons respecter nos engagements, même si nous sommes sollicités par ceux qui n'ont pas respecté leurs engagements de les dégager de leurs obligations. Seuls ceux qui sont contre la participation peuvent dégager les participationnistes de leurs obligations. Nous respectons nos engagements et nous avons fait d'importants et généreux sacrifices.

En théorie, toutes les nations alliées se battent pour la démocratie et la chrétienté, mais en fait chacune d'entre elles défend des intérêts matériels à l'exception du Canada, seul pays à se battre exclusivement pour des principes. La guerre n'est pas dépourvue d'intérêt. Ainsi, l'Angleterre a un intérêt dans la guerre, c'est son commerce. Elle a parfaitement raison. Le Canada, lui, n'a pas d'intérêt dans la présente guerre et il se bat sur une question de principe, parce que le Canada n'est pas menacé, ni attaqué. Notre premier devoir est envers nous-mêmes et le Canada.

Lorsque nous avons accepté la participation, on nous a promis avec insistance qu'elle resterait non

seulement libre mais aussi strictement modérée. "Libre et modérée" et pour toute la durée de la guerre, insistaient nos ministres. Inutile de rappeler leurs discours: tout le monde s'en souvient. De modérée qu'elle était au début, notre participation est devenue totale, parce que, nous dit-on, nous sommes engagés dans une guerre totale.

C'est sans doute ce qui explique des gestes comme le don récent d'un milliard à l'Angleterre, un acte généreux qui eût paru invraisemblable il y a seulement une couple d'années.

Pourquoi ne pas avoir gardé au moins cette créance dans nos livres? Cela n'aurait-il pas affermi notre position, lorsque le moment sera venu de conclure la paix? Le Canada, une des plus pauvres nations dans le monde, a donné un milliard, des millions et d'autres cadeaux canadiens à l'Angleterre, sans aucun doute la plus riche nation entre toutes dans le monde.

On parle de participation modérée. Peut-on en parler avec des cadeaux de beurre, de fromage, de blé à l'Angleterre? Cette politique est ruineuse pour nous. Cela est inadmissible et hors de toutes les proportions raisonnables avec nos moyens. C'est ainsi que nous voyons l'Angleterre prêter, et non donner, \$300,000,000⁷ à la Chine, immédiatement après avoir reçu des millions en cadeau du Canada. Les États-Unis n'ont pas effacé les dettes de la guerre de 1914-1918 de la Grande-Bretagne. Je crains fort que nous nous battions une fois de plus, à l'exemple de Cyrano, pour la gloire et pour les prunes.

M. Lapointe a déclaré qu'il ne ferait jamais partie d'un gouvernement qui accepterait la conscription. Il a été fidèle à ses engagements. Et, s'il eût vécu, je suis sûr que nous n'aurions certainement pas eu de conscription, ni de plébiscite aujourd'hui. M. Lapointe est mort l'automne dernier, mais son pacte subsiste. Pour briser le contrat, le compromis, il faudrait le consentement des deux parties, des anticonscriptionnistes et des conscriptionnistes. Or, jamais la province de Québec ne consentira à accepter la conscription et à modifier l'entente de 1939. Je sais être l'écho fidèle de M. Lapointe en faisant cette affirmation.

C'est dans notre sang de Canadiens français d'être contre la conscription. Ils sont anticonscriptionnistes, comme ils sont catholiques et français. Nous ne pouvons plus empêcher une participation totale avec ses conséquences ruineuses, mais nous pouvons encore réclamer que l'enrôlement pour service outre-mer reste libre. Voter pour le plébiscite équivaut à voter pour la conscription.

Le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) est l'interprète de la pensée de M. Lapointe et il n'a aucun doute qu'il se fera notre mandataire pour exiger qu'Ottawa respecte ses engagements. Il répète que les libéraux ont gagné leurs élections au Québec en s'opposant à la conscription pendant les 25 dernières années et qu'ils doivent être fidèles à leurs principes et en subir les conséquences, et se déclarer contre la conscription aujourd'hui comme ils l'ont été pendant 20 ou 25 années. Les députés ont pris des engagements formels en 1939, déclare-t-il, et la parole d'un homme public, c'est sacré. Pour ma part, c'est pour rester fidèle à ma parole que j'ai proposé cette motion.

N'appartient-il pas maintenant, M. l'Orateur, au gouvernement du Québec, représentant du Canada français tout entier, d'exiger le respect du contrat intervenu en septembre 1939, entre les conscriptionnistes et les abstentionnistes de ce pays, au témoignage de M. Lapointe lui-même? Il lui appartient de maintenir une attitude ferme. Puisque nous nous battons pour le respect des contrats dans le monde, il serait bon que nous les respections au pays. J'estime que c'est le devoir, de Québec, devant l'impuissance de notre députation fédérale, d'empêcher le plébiscite d'avoir lieu, si cela est possible. Sinon, que notre gouvernement prenne au moins parti et que, par la voix unanime de sa députation, il affirme notre opposition tenace à toute conscription pour service outre-mer et à toute manœuvre tendant à l'établir.

Qu'on ne prétende pas que cette question du plébiscite n'est pas un sujet de discussion approprié pour la Législature de Québec et ne regarde que le gouvernement fédéral. Il était approprié de donner une piste à la province, particulièrement lorsque la vaste majorité des membres de la Chambre, lors des élections générales de 1939, s'est engagée contre la conscription. Ce n'était pas seulement le gouvernement fédéral qui était contre la conscription. La majorité des membres de cette Chambre s'est également engagée contre la conscription.

De plus, des motions de la nature de la mienne ont été discutées et votées par les Législatures du Manitoba et de l'Alberta. Toutes deux ont exprimé leur opinion sur les questions de la guerre et la conscription. Il est probable que la province d'Ontario en adoptera une également. Si nous nous abstenons de nous prononcer, on pourra à bon droit déduire de notre silence que nous sommes prêts à accepter la conscription.

M. Gagnon (Matane) demande les textes des motions adoptées en Alberta et au Manitoba.

M. Chaloult (Lotbinière) dépose les textes de motions sur la table du greffier.

Le devoir de notre Législature de s'affirmer, poursuit-il, est d'autant plus impérieux que tous les ministres et tous les députés en 1931⁸ se sont engagés à combattre la conscription et à dénoncer tout gouvernement, même libéral, on s'en souvient, qui songerait à la décréter. N'eût été cette ferme attitude, le gouvernement actuel, d'après M. King, ne dirigerait probablement pas la province: "Les honorables membres savent encore, affirmait M. King, le 26 janvier dernier, que si, à l'époque où la participation du Canada à la guerre était débattue au cours d'une campagne électorale dans la province de Québec par un gouvernement professant une doctrine politique différente de la nôtre, une assurance semblable n'avait pas été donnée au nom du gouvernement présent par feu le très honorable Ernest Lapointe, par le ministre des Travaux publics, par d'autres chefs libéraux de la province de Québec, et par des représentants de cette province à la Chambre des communes, le verdict de la province de Québec aurait pu être bien différent."

Alors, n'est-ce pas le devoir du gouvernement, s'il veut se rendre digne de la confiance qu'on lui a manifestée, de s'opposer énergiquement à toute manœuvre qui tend à nous amener la conscription?

La Législature de Québec qui représente le plus important groupe et le plus ancien groupe ethnique du Canada a une raison de se prononcer sur la question.

Pourquoi le groupe ethnique le plus ancien, le plus nombreux, le plus véritablement canadien ne donnerait-il pas le ton au pays?

Je veux maintenant disposer d'une grave objection. J'entends chuchoter autour de moi des propos étranges, dignes de l'honorable ministre de l'instruction anglaise: il faut être prudent et modéré; il vaut mieux taire nos opinions sur la guerre; il n'est pas opportun que la Législature se prononce contre la conscription et prenne une attitude tranchée, de peur de provoquer des réactions chez nos compatriotes anglais des milieux anglo-saxons et chez nos concitoyens des autres provinces. Lorsqu'il s'agit d'une question nationale, il faut s'élever au-dessus des considérations de parti.

Il se défend de vouloir, par simple plaisir, causer des ennuis à ses amis politiques. Mais, dit-il, M. King a lui-même pris la précaution de ne pas faire du plébiscite une question de confiance. Ceux qui se sont prononcés contre n'ont pas été expulsés du parti. Il est possible de voter contre le plébiscite tout en

demeurant un bon libéral et M. King est le premier à l'admettre. Toutefois, même si cela implique une question de confiance, le problème transcende la loyauté du parti et sa discipline. L'ensemble de l'intérêt national est en jeu. L'intérêt du peuple canadien tout entier doit primer l'intérêt de parti.

Mon attitude est conforme à celle de l'organe officiel du Parti libéral à Montréal: *Le Canada*. Il cite l'article qui disait, à propos du discours du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin)⁹ contre la conscription, qu'il reflétait l'expression du sentiment canadien, quand il s'est prononcé contre le plébiscite:

"Le discours qu'a prononcé hier soir, à Québec M. Oscar Drouin, est d'une extrême importance. Tout d'abord parce que c'est là la déclaration d'un ministre du gouvernement de la province de Québec, parlant comme tel. En second lieu parce que c'est la première directive que reçoit publiquement la population, de la part d'un porte-parole officiel du Parti libéral dans la province de Québec, depuis que la loi du plébiscite a été adoptée par le Parlement fédéral. Cette directive est conforme aux sentiments de tous les véritables Canadiens, et il ne se trouve pas de ceux-là seulement dans la province de Québec. M. Drouin a eu raison d'évoquer dans son discours la grande figure d'Ernest Lapointe et l'attitude irréductible de l'ancien ministre de la Justice sur la question de la conscription. Le Parti libéral dans la province de Québec n'a pas renié cette attitude de son ancien chef. Ses adversaires veulent faire croire le contraire, mais la déclaration de M. Drouin leur apporte opportunément un démenti catégorique. Dans sa pondération, dans son argumentation réfléchie, sobre mais ferme, le discours de M. Drouin, appuyé de tout le prestige de sa qualité de ministre du cabinet Godbout, est l'expression du sentiment canadien." (*Le Canada*, 9 mars 1942, "La réponse à donner au plébiscite", à la page 2).

Ainsi, la presse ministérielle elle-même a donné son appui au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin), qui a demandé à ses électeurs de voter "non".

Une minorité doit souffrir en silence... Enfin, de concession en concession, on en arrive à la conclusion paradoxale suivante: si nous voulons éviter la conscription, accordons au gouvernement le droit de l'imposer et répondons "oui" à la question du plébiscite. Bref, pour obtenir un "non", il faut dire "oui". Eh bien, non! Pour ma part, je récusé avec indignation cette thèse défaitiste. Si nos pères avaient

manqué à ce point de fermeté, et de fierté, il y a longtemps que ne résonnerait plus le verbe français sur nos bords en Amérique.

Nous combattons, nous répète-t-on souvent, pour la démocratie, les minorités nationales et la liberté des petits peuples. C'est très beau, c'est très noble, assurément... Mais pendant ce temps, nous, petit peuple de 4,000,000 d'habitants, est-ce que nous ne pourrions nous exprimer librement sans provoquer des réactions vengeresses chez nos compatriotes anglo-saxons? Nous risquons la ruine financière, nous prodiguons le sang de notre jeunesse et on ne nous reconnaît pas le droit de parler haut et ferme dans les conseils de la nation? Quand il s'agit de faire verser le sang de nos fils à l'étranger, nous n'aurions pas le droit de nous prononcer! Cette attitude comporte un réflexe d'infériorité que je ne peux accepter. Allons donc...

Les partisans d'un tel laisser-faire jugent bien mal nos compatriotes anglais. Pour ma part, j'ai d'eux meilleure opinion. Je crois que nos concitoyens de langue anglaise ne s'offusqueront pas de notre attitude ferme. Les Anglais respectent toujours les Canadiens français qui ont du nerf, qui savent leur parler d'égal à égal, qui se dressent pour maintenir les droits de tous les Canadiens français. Ils méprisent, et à juste titre, ceux qui rampent devant eux, leurs valets. Les Canadiens français n'ont pas à se prosterner devant les autres peuples du Canada. Nous nous entendrons bien au Canada avec nos associés lorsque nous leur dirons: "Nous sommes des égaux dans ce pays. Nous avons des droits historiques et constitutionnels incontestables et nous voulons en exiger le respect. Nous désirons la paix, mais dans la justice".

Si nous exprimons notre sentiment avec trop d'ardeur, quelque légitime qu'il soit, nous allons provoquer une "guerre de race", nous dit-on. Objection puérile. Il ne craint pas ce genre de guerre. Nos compatriotes d'autre origine sont tout de même trop avisés, eux qui luttent à nos côtés pour la défense de la civilisation, la chrétienté et la charité pour fournir à nos ennemis communs un aussi formidable argument. Voyez-vous ça d'ici? Persécuter sa minorité nationale au moment même où on combat pour le salut des minorités étrangères. À l'heure actuelle, nos compatriotes seraient bien incapables d'allumer une "guerre de race", parce qu'alors ils fourniraient des armes à Hitler. Il ne croit pas qu'il soit souhaitable que les radios de Rome et de Berlin aient le droit de dire que les gens qui proclament être en guerre pour la démocratie sont en train d'écraser leur propre minorité au Canada.

La bonne entente, d'accord, mais à frais communs. L'harmonie entre les races, nous la désirons, mais dans la concorde et la justice, dans l'égalité absolue des droits et des devoirs, des charges et des privilèges. Des concessions mutuelles, soit, mais non pas unilatérales comme on veut parfois nous les imposer. La concession mutuelle est quelque chose à laquelle il croit, mais cela ne signifie pas le renoncement de soi-même, et il y a eu trop de cela par le passé. Si les Canadiens français ont toujours cédé, il n'en resterait plus un seul sur les rives du Saint-Laurent aujourd'hui. L'unité nationale, enfin, nous la voulons, certes, mais non au prix de l'abdication nationale.

L'opinion populaire ailleurs au Canada, en Ontario par exemple, n'est pas anticanadienne-française, cela est le fait d'une minorité et chaque province a ses extrémistes. Il fait remarquer qu'il a une plus haute idée que bien d'autres des gens de l'Ontario. On trouve de la largeur de vue et de la tolérance dans la province voisine, plus qu'on se l'imagine. Il n'est pas prêt à les accuser en bloc d'étroitesse d'esprit et de fanatisme. Sans doute, en Ontario comme ailleurs, il y a des esprits étroits, mais, il y a aussi de la largeur de vue et un grand nombre de gens, des anglophones qui pensent comme nous. Nous en avons eu la preuve lors des dernières élections partielles fédérales où le chef conservateur, M. Meighen a essuyé une récente défaite décisive. Dans la province voisine et à Toronto, il y a des extrémistes, tel le pasteur Shields, mais il ne représente pas le sentiment de la population. Chez nous, (se souvenant que le député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) l'avait traité d'extrémiste), il y a un John-Charles Harvey, "le maître et l'inspirateur de l'honorable ministre de l'anglais", mais il ne représente qu'un petit groupe. Le groupe des "Deux cents" ne représente pas le sentiment canadien.

Ne craignons pas la persécution, dont nous menacent un pasteur Shields, un John-Charles Harvey, le maître du ministre anglais, d'une part, car nous avons nos extrémistes dans les deux provinces, le *Toronto Globe and Mail*, la *Winnipeg Free Press* ou notre chère *Montreal Gazette*, d'autre part. Et rappelons-nous que notre peuple n'a jamais réalisé tant de conquêtes nationales qu'aux jours d'oppression. Aujourd'hui, comme en 1837, une oligarchie cherche à imposer sa volonté au pays. Les 200 millionnaires de Toronto sont prêts à nous ruiner au profit de l'Empire. Sachons leur résister, sans éclat inutile, mais avec fermeté. Comme au siècle dernier, nous en sortirons plus glorieux et plus forts.

La fidélité à sa parole d'honneur ne manque pas d'importance quand on guerroye pour le respect des contrats, mais ce n'est pas là le principal motif de notre opposition au service militaire obligatoire pour outre-mer. Notre intérêt dans cette guerre est assurément moindre que celui de nos alliés qui cependant, dans l'ensemble, se sont imposé de moins lourds sacrifices que nous.

Que notre "effort de guerre" égale et même dépasse généralement celui de nos amis les Russes, les Anglais, les Américains et les Chinois, cela a été démontré d'une manière irrécusable par M. Édouard Lacroix. À l'aide d'une brochure du gouvernement: *Le Canada en guerre*, numéro 4, publiée par le service d'information, avec l'autorisation du ministre, M. Thorson, le 4 décembre 1941. En tenant compte évidemment de notre population, nous avons mobilisé plus d'hommes et dépensé plus d'argent que nos alliés. Nous sommes même, d'après M. Maxime Raymond, beaucoup plus taxés que les Anglais. Les autres pays britanniques: l'Irlande du Nord, l'Australie, l'Afrique du Sud, etc., n'ont jamais voulu décréter la conscription. Pourquoi irions-nous plus loin qu'eux? Rappelons encore, par exemple, que l'Angleterre paye elle-même l'entretien des troupes australiennes, tandis que nous, non seulement nous acquittons les frais de notre armée, mais nous donnons \$1,000,000,000 à l'Angleterre. Peut-on se montrer plus servilement ridicules? On doit bien rigoler là-bas et, avec raison, car nous avouons qu'elles sont rares les poires aussi juteuses.

Tandis que notre "effort de guerre" est généralement plus considérable que celui de nos alliés, notre intérêt, dans l'issue heureuse de ce conflit, est moins immédiat que le leur dans la mesure où nous sommes moins directement menacés. Nous combattons pour la chrétienté et la démocratie, c'est entendu, même si nos alliés bolchevistes le contestent, mais on admettra que des motifs d'intérêt, très légitimes d'ailleurs, peuvent aussi nous inspirer.

Cet intérêt, d'ordre économique et politique est beaucoup moindre pour nous que pour l'Angleterre et les États-Unis, par exemple. Le salut de l'Empire ne peut pas nous passionner comme M. Meighen ou même M. Ilsley, britanniques et impérialistes farouches, qui considèrent le Canada comme une colonie taillable et corvéable à merci et qui, parfois, espèrent aller finir leurs jours "at home", c'est-à-dire à Londres, à l'exemple de M. Bennett.

Pour nous, nous ne nous reconnaissons pas d'autre patrie que le Canada. Nous habitons à demeure le continent américain et notre destinée est exclusivement américaine.

Nous devons donc limiter notre effort de guerre à la mesure de nos intérêts: "L'État, écrit Lucien Romier, dans les rapports du peuple à peuple, est l'expression même de l'égoïsme national et les hommes d'État ne sauraient, sans trahir leur mandat, s'affranchir de cet égoïsme."

Sûrement, la destinée des fils du Québec en Europe est une affaire en regard de laquelle les représentants des Canadiens français peuvent décider d'eux-mêmes. Il ne croit pas que le Canada soit actuellement menacé. Mais, dit-il, M. Churchill a dit que nous l'étions. C'est lui, si mon souvenir est fidèle, qui nous a rappelé que le Canada était menacé sur les deux côtés, de l'Atlantique et du Pacifique. Or, dans ce cas, si le Canada est menacé, alors, protégeons-nous. Laissez-nous nous protéger nous-mêmes. Ne faut-il pas s'en tenir à ce proverbe anglais: "Charity begins at home"? Charité bien ordonnée commence par soi-même. C'est ce que l'Angleterre pense du reste et elle a raison.

Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de soldats anglais à Hong Kong, à Singapour, en Chine, en Russie. Mais, il y a une armée de trois à quatre millions de soldats à la maison, en Angleterre pour la défendre et je trouve que l'Angleterre a parfaitement raison de les garder chez elle. Suivons son exemple et gardons nos soldats et nos fils chez nous au Canada pour défendre notre territoire. Au besoin, rappelons ceux qui sont partis. Au lieu de vanter l'Angleterre, pourquoi ne pas l'imiter davantage? C'est un bien bel hommage à rendre à son génie politique.

L'Angleterre s'occupe d'elle-même, elle garde ses soldats chez elle, elle protège ses îles. C'est très bien, et qui songerait à l'en blâmer? Nous luttons pour la démocratie, mais protégeons d'abord nos propres intérêts. De grâce, imitons-la, et, au lieu de servir de marchepied aux autres peuples, recherchons partout et toujours l'intérêt du Canada, notre seule et unique patrie. Je m'accorde avec l'honorable premier ministre de la province qui disait, dans un discours à Montréal, que nous ne devons pas nous placer dans la situation de l'Australie, qui a envoyé ses soldats sur tous les fronts et n'en a plus assez pour défendre son territoire.

M. l'Orateur: Je tiens à informer l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) qu'il a parlé 55 minutes. Il ne lui reste plus que sept¹⁰ minutes.

M. Chaloult (Lotbinière) déclare qu'il est rendu à mi-chemin. Mais, il se soumet de bonne grâce à la décision de l'Orateur qui s'en tient logiquement au texte des règlements.

Enfin, nous avons une dernière raison qui nous est propre, à nous Canadiens français, de nous opposer à la conscription et à tout effort de guerre exagéré qui l'impliquerait inévitablement. Un de nos buts de guerre, c'est le salut des petits peuples. Ne serait-il pas sage de songer d'abord au nôtre? On conviendra qu'une perte égale d'hommes et de biens matériels nous affectera beaucoup plus que les Américains, par exemple, parce que notre population est 10 fois plus petite et que nous disposons de ressources moins étendues.

Et puis, avant de réclamer de nous "les plus grands sacrifices", suivant l'expression de ce brave Fournier, peut-être pourrait-on songer un peu à nous rendre plus de justice au Canada. Pourquoi ne pas nous accorder, dans toutes les provinces du pays, les mêmes droits scolaires que nous concédons volontiers aux Anglo-Saxons du Québec? Comment oublier que nos minorités sont encore presque partout au Canada gênées dans l'exercice de leurs droits, pendant que nous guerroyons au loin pour les minorités étrangères?

La démocratie, c'est au Canada que nous devons d'abord la faire triompher. Or, nos droits sont violés. Les Canadiens français forment à peu près 30 % de la population du Canada. On devrait donc, en toute justice distributive, leur accorder cette proportion des emplois et des salaires du gouvernement dans le service civil et dans l'armée. Or, on ne nous abandonne, en somme, que les miettes de la table, soit environ 18 % des emplois fédéraux et nous recevons seulement 11 % des allocations, traitements et salaires payés par Ottawa. Et encore, ce pourcentage décroît-il sans cesse depuis la guerre. Il parle de l'injuste traitement fait aux nôtres. Plus on nous impose de charges, dit-il, moins on ne nous reconnaît de droits.

L'état-major, à Ottawa, par exemple, compte 33 officiers anglais et un seul officier de langue française. Je tiens à signaler à la Chambre que dans le haut état-major de l'armée, il n'y a qu'un seul officier canadien-français. On nous répond: "Vous n'avez pas de compétence". Mais que l'on en forme des compétences. Qu'on nous donne une école militaire dans la province de Québec comme celle de Kingston, dans l'Ontario. Comment veut-on que les nôtres soient anxieux d'aller se battre quand les commandements sont donnés en anglais? Comment peut-on s'attendre à voir les Canadiens français monter en grade quand nous avons une armée unilingue et que les explications que l'on donne aux soldats en anglais, les nôtres ne les comprennent pas? Les escadrilles du général de Gaulle ne sont pas

composées d'aviateurs parlant l'anglais et cependant elles sont moins nombreuses que les nôtres.

Tout le reste est à l'avenant. Dans le grand comité du contrôle des industries de guerre, composé d'une vingtaine de membres, on n'a pas daigné admettre un seul Canadien français. Il est vrai que ce comité relève de M. Howe, qui a accusé de sabotage nos ouvriers d'Arvida et qui, en dépit d'un jugement à l'effet contraire, ne s'est pas encore rétracté. Nous ne trouvons pas encore un seul des nôtres à la direction de la Commission fédérale du chômage, d'intérêt pourtant capital pour nous. M. Sirois en était le président, mais on ne l'a jamais remplacé.

Dans les industries de guerre, on nous traite aussi en parent pauvre. On favorise la province d'Ontario et l'Ouest canadien mais, comme par hasard, on pense à nous lors de la perception des taxes. Et comme les ouvriers qui travaillent dans ces usines obtiennent leur libération du service militaire, c'est ce qui explique qu'Ontario compte sept fois plus d'exemptions pour le service militaire que dans le Québec. Moyen indirect, mais très efficace, n'est-ce pas, de contraindre nos gens à l'enrôlement? Il va sans dire que les salaires payés par Ottawa dans Québec sont moindres que dans Ontario: toujours ce traitement de faveur.

Signalons au passage le caractère unilingue de l'armée, de la marine et de l'aviation "speak white", et l'absence inexcusable d'école militaire française dans Québec.

Écoutons M. Tucker, député de Rosthern (Saskatchewan). Il y a de beaux types parmi nos compatriotes anglais: "Ce n'est qu'à contrecœur, affirma-t-il aux Communes à la dernière session, qu'un grand nombre de Canadiens de langue anglaise admettent les droits des Canadiens français en dehors du Québec. Ils semblent oublier que le pacte confédératif a établi deux langues officielles au pays, et non seulement dans Québec; et ces deux langues sont l'anglais et le français. Nous sommes dans un pays bilingue. Nous ne réaliserons l'unité de la nation que si nous acceptons tous les articles de la Constitution et que si nous leur donnons à chacun d'eux une application pratique. Bien des fois j'ai été littéralement stupéfié de l'esprit de tolérance des Canadiens français, toujours prêts à oublier de bonne grâce les tentatives répétées des Canadiens anglais afin de leur enlever leurs droits garantis par le pacte confédératif. Nous avons conclu une entente avec les Canadiens français, et, en véritables britanniques, nous devrions nous y tenir intégralement."

Et c'est à nous qu'on prêche le sacrifice au nom de l'unité nationale? C'est à nous que l'on

reproche de la froideur, du scepticisme et du désabusement? Mais ne sommes-nous pas justifiables de nous demander à quoi il nous servira d'avoir délivré les autres peuples si, après la guerre, nous nous trouvons nous-mêmes complètement asservis? Notre premier devoir est envers nous-mêmes et envers le Canada. C'est dès maintenant qu'il faut nous affranchir du soviet des fonctionnaires fédéraux sans oublier notre dictature économique. Après la guerre, il sera trop tard. La civilisation, c'est ici d'abord qu'il importe de la sauvegarder. Ce qui veut dire que le premier peuple qu'il faut libérer, c'est le nôtre.

Espérons que cette nouvelle guerre nous vaudra au moins le sens de la liberté nationale et toutes les prérogatives nationales d'une nation. Une fois la paix revenue, il faudra entretenir des relations plus étroites avec les autres pays américains dont les intérêts sont solidaires des nôtres, et participer sans hésitation aux conférences panaméricaines où notre place est toujours réservée. Pour nous, Canadiens français, il y aurait aussi grand avantage à nous rapprocher de l'Amérique du Sud pour constituer avec elle un bloc latin.

En terminant, je dirai ceci: il y a huit ans environ, M. Bourassa, au cours d'une conférence qu'il prononçait à Québec un jour, lança la boutade: "Si le Christ revenait, il serait arrêté par la police provinciale de M. Taschereau, il serait emprisonné dans les pénitenciers fédéraux de M. Bennett et il serait interdit dans maints diocèses."

Le Christ ne revient pas, bien qu'il continue à nous guider et à nous parler par l'intermédiaire de la voix de son vicaire, le Souverain Pontife. Celui-ci nous prêche la paix et nous a donné les principes qui doivent être à la base de la paix. Mais, les Chrétiens ne l'écoutent pas. Et souvent, ceux-là mêmes dont la mission est une mission de paix semblent oublier la grande voix du pape dans le fracas des batailles. Dans son message de Noël, le S. S. Pie XII nous recommandait encore de songer dès aujourd'hui à la paix: "Nous attirons l'attention et la considération du monde entier, disait-il, sur le danger qu'il y a à attendre pour organiser une paix sur la base d'un véritable ordre nouveau et qui comblera ce désir universel d'un avenir plus sûr."

La paix parmi les peuples, l'établissement d'un ordre nouveau, fondé sur la liberté, l'intégrité et la sécurité des États, sur le respect des minorités nationales et sur une meilleure répartition des richesses naturelles dans le monde entre les individus et les nations, telle paraît bien être la pensée du pape. Et cette pensée MM. Roosevelt et Churchill la

partagent dans une large mesure, comme on le voit dans leur charte de l'Atlantique, où je retrouve quelques-uns de ces enseignements.

Mais, tous les principes posés par le Souverain Pontife doivent être à la base de la paix, qui sera conclue à la fin de la guerre. Je souhaite que tous les chefs d'État impriment ces directives dans leurs lois. Puissent les grandes nations s'en inspirer à leur tour, et écouter les enseignements du Pape, lorsqu'elles pourront retourner, après les jours terribles que nous traversons, aux travaux bénis de la paix¹¹.

(Applaudissements)

M. Caron (Hull) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Dumaine) que le débat soit ajourné jusqu'à ce soir.

M. l'Orateur: Le débat ne peut pas se terminer avant demain, à moins que l'on n'obtienne un consentement unanime de la Chambre.

M. Caron (Hull) prévoit continuer la discussion jusqu'à demain après-midi.

Adopté. Le débat est ajourné jusqu'à 8 heures¹².

À 5 heures, la Chambre suspend ses travaux¹³.

Reprise de la séance à 8 heures

Motions des députés:

Loteries

M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que l'Assemblée législative:

Attendu que l'opinion publique de la province de Québec est en faveur de l'établissement de loteries honnêtement organisées et dont le produit serait exclusivement employé pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir à de nouvelles ressources en faveur de ces œuvres vitales;

Attendu que le Code criminel du Canada, qui relève de la juridiction fédérale, contient des exemptions en faveur de certaines associations de la Grande-Bretagne et de l'Irlande;

Attendu que la province de Québec, conformément à ses traditions, veut rendre justice à tous sans oublier que son premier devoir est de conserver pour elle les revenus qui proviennent de sa population;

Attendu que la loi fédérale de l'observance du dimanche est d'une importance primordiale parce que sa transgression comporte des désavantages dont l'amplitude excède de beaucoup ceux de la transgression de la loi des loteries, et pourtant décrète qu'aucune poursuite en vertu d'icelle ne peut être entreprise sans l'assentiment du procureur général de chaque province;

Attendu que, particulièrement en matière d'éducation, l'autorité de chaque province doit être respectée;

Exprime l'avis que la prohibition de l'article 236 du Code criminel du Canada n'affecte pas les dispositions d'une loi provinciale qui autorise l'organisation et la tenue de loteries pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique et que des poursuites pour contravention audit article 236 ne puissent être intentées sans la permission du procureur général de la province de Québec où la contravention a été commise.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette la résolution ci-dessus au très honorable premier ministre du Canada.

M. l'Orateur, la loi fédérale défend des loteries au Canada, mais je veux que cette loi soit modifiée de façon qu'aucune poursuite ne puisse être intentée sans la permission du procureur général de la province, comme tel est le cas d'ailleurs pour les offenses contre la loi de l'observance du dimanche, où l'on procède de cette façon. En amendant la loi tel que le demande la motion, chaque province serait libre d'avoir des loteries ou non, et on ne pourrait alors pas dire que le Québec cherche à imposer sa volonté aux autres provinces. Il recommande que des loteries honnêtes soient établies dans la province pour fournir des sources de revenu à des fins éducatives et charitables.

Il est un fait qu'il faut bien constater: c'est que, depuis un grand nombre d'années, des millions d'argent canadien, notamment de la province de Québec, ont été placés en souscriptions dans les caisses de différentes loteries étrangères; ces argents partent du pays, prennent le chemin de l'étranger et leur produit sert en certains cas à des fins excellentes pour les pays qui les conduisent, mais parfois aussi, en d'autres cas, ils servent à enrichir des promoteurs véreux. La province de Québec à elle seule plaçait

jusqu'à \$2,000,000 chaque année dans la loterie nationale de la République d'Irlande avant la guerre et deux autres millions dans d'autres loteries.

La tenue de loteries est une question controversée. D'aucuns prétendent qu'elles diminuent la charité privée. C'est un danger peu à craindre. De fait, nombre de gens qui ne contribuent pas aux œuvres de charité le feraient indirectement au moyen de loteries, sans compter que la chance même petite de gagner le gros lot inciterait nombre de gens à faire charité avec plus d'entrain. Est-ce que quelqu'un refuserait un billet de loterie s'il savait qu'une partie de l'argent dépensé irait à l'éducation ou à une œuvre de charité? Si nos universités et nos collèges étaient financés à l'aide des loteries, le gouvernement pourrait consacrer plus d'argent à l'éducation élémentaire. Je suis convaincu qu'une somme d'au moins \$2,000,000 peut être obtenue annuellement du gouvernement pour nos hôpitaux et nos universités grâce aux loteries autorisées, comme ma motion le suggère.

Les loteries sont aussi vieilles que la civilisation et on les retrouve notamment sous l'Empire romain. Elles étaient populaires en ce temps-là, disparurent, pour ensuite revenir à la mode avec la Renaissance. Introduite en France dès 1520 sous François I^{er}, la loterie servit à grossir le Trésor public et fut même l'objet d'un édit promulgué en 1529. Sous tous les régimes, il y eut des loteries, parfois établies, parfois aussi abolies. On en retrouve successivement aux XVIII^e et XIX^e siècles. La Royauté, la Convention, le Directoire, l'Empire et la Restauration en profitèrent. Mais, elles ne furent abolies définitivement qu'au 1^{er} janvier 1836. L'État n'a pu établir un contrôle efficace contre les activités et les combines des spéculateurs. Pendant près d'un siècle environ, la France les tint pour illégales et les rétablit en 1933, sous le titre de "Loterie nationale", en faveur des œuvres reconnues d'utilité ou d'assistance publique. Elle fut parfaitement contrôlée et obtint un résultat remarquable.

Il faut aussi citer la loterie nationale d'Irlande pour le profit des hôpitaux, organisée sous le régime Cosgrave en 1930 et qui donna des profits énormes dans les caisses de l'État. Les Anglais achetèrent chaque année pour \$30,000,000 de billets de cette loterie, sans compter les millions venus du Canada, dont, pour sa part, la province de Québec fournit un minimum de \$2,000,000.

Est-il besoin d'ajouter qu'une loterie québécoise pour fins d'utilité publique eût donné davantage, car nombre de gens refusent d'acheter des billets dont on ignore la provenance et l'authenticité?

Et des loteries clandestines faites dans Québec, fonctionnaient à plein régime et ont rapporté des centaines de milliers de dollars. De fait, on peut affirmer que, pendant 15 ans, on a vendu dans la province, chaque année, pour au moins \$4,000,000 de billets de loteries tolérées ou purement clandestines¹⁴.

Le sentiment général dans la province est favorable aux loteries du moment qu'elles servent à des fins d'utilité publique. Elles serviraient par exemple dans notre jeune pays à équiper des laboratoires techniques, à doter nos universités, à faire travailler nos spécialistes, etc. Les organismes religieux ont tellement fait de choses en matière d'éducation dans la province, que le temps est venu pour que la population en général fasse quelques sacrifices afin que les jeunes puissent recevoir une formation visant à assurer leur avenir. D'ailleurs, à une époque où la taxation est devenue trop lourde, les revenus des loteries seraient fort à point.

On prêche partout qu'il nous faut des compétences, des techniciens, mais malheureusement, on ne fait guère pour les former, faute de ressources matérielles: la loterie serait un appoint précieux et facile. Il y a beaucoup à faire pour les universités, les écoles d'enseignement technique et les collèges classiques. De plus, des arrangements devraient être pris pour payer adéquatement les professeurs des écoles primaires, afin de garder les meilleurs professeurs. L'argent nécessaire pourrait être recueilli à l'aide d'une loterie.

La province de Québec ne peut pas imposer ses vues aux autres provinces, mais, dès 1934, cette Chambre adoptait une loi dans ce sens en créant une loterie provinciale. La loi n'a pu être appliquée à cause du refus de coopération du fédéral. Il suffirait pour cela de modifier l'article 236 du Code criminel, au dernier alinéa du 6^e paragraphe, qui a trait aux exemptions, en permettant au procureur général de décider si une poursuite doit être prise lorsqu'il y a contravention à l'article 236. L'interdiction de l'article 236 du Code criminel du Canada n'affecte pas les dispositions d'une loi provinciale qui autorise l'organisation de loteries à des fins d'éducation ou de service d'aide sociale, et les poursuites pour toute contravention à l'article 236 ne devraient pas être engagées sans la permission du procureur général du Québec lorsque de telles infractions ont lieu.

En 1934, ministériels et oppositionnistes avaient approuvé la loi des loteries. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) disait même à ce sujet: "La loi du dimanche qui voit à punir les infractions à l'observance du dimanche, comporte une importance

sociale et morale beaucoup plus grande que celle qui s'applique aux loteries. Or, la loi décrète qu'aucune poursuite ne peut être intentée sans le consentement du procureur général. Si donc pour la loi de l'observance du dimanche on a donné au procureur général de se prononcer ou de prendre des poursuites, la même latitude doit lui être donnée en matière de loterie.

En Colombie-Britannique, un plébiscite tenu à Vancouver en 1934 a réuni l'assentiment de 70 % des votants en faveur des loteries. En même temps, le Conseil des métiers et du travail approuvait les loteries sous le contrôle gouvernemental.

Je suis convaincu que notre province retirerait chaque année \$2,000,000 de revenus nets d'une loterie. Pour que ces loteries soient instaurées, il faut seulement que le fédéral concède au procureur général la permission de les organiser dans la province. Tout cet argent pourrait servir à nos universités. Je représente le groupe de travailleurs dans mon parti et j'espère que mes collègues approuveront ma motion.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Berthier (l'honorable M. Bastien), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Projets de loi:

Loi de la canalisation du Saint-Laurent

M. Gagnon (Matane) demande que la deuxième lecture du bill 175 abrogeant la loi 5 George VI, chapitre 27, inscrit à l'ordre du jour soit remise à une séance ultérieure.

Adopté.

Loi du Barreau

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Péage sur les ponts

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, à sa

prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux.

Adopté.

École polytechnique de Montréal

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 22 concernant l'École polytechnique de Montréal.

M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, l'opposition est prête à étudier immédiatement les résolutions et le bill de l'honorable secrétaire de la province. Nous consentirons à la suspension des règlements de la Chambre pour hâter leur adoption séance tenante. Nous sommes toujours prêts à collaborer quand il s'agit de promouvoir la cause de l'éducation. D'ailleurs, l'École polytechnique a été l'enfant gâtée de tous les gouvernements.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): M. l'Orateur, je saurais gré à l'honorable chef de l'opposition de son attitude, qui est inusitée, mais n'en est pas moins bienvenue. Je remercie le chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

En conséquence, je propose que la Chambre, à la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 22 concernant l'École polytechnique de Montréal¹⁵.

Adopté.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 22 concernant l'École polytechnique de Montréal.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil permette à l'École polytechnique de Montréal, corporation régie par la loi 57 Victoria, chapitre 23, et ses modifications, de contracter, en outre de tous emprunts déjà autorisés, un emprunt n'excédant pas cent mille dollars.

Adopté

2. Que le trésorier de la province sera autorisé à payer sur le fonds consolidé du revenu les sommes requises pour faire face à cette garantie et à retenir lesdites sommes sur tout montant payable à l'École polytechnique de Montréal et non affecté à la garantie d'autres emprunts.

Adopté

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 22 concernant l'École polytechnique de Montréal.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill 22 concernant l'École polytechnique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi est très simple. L'École polytechnique veut créer une section de mécanique. Il faudra pour cela une construction modeste et l'achat de machinerie. La loi autorise l'École à emprunter \$100,000, somme que garantit le gouvernement pour assurer les frais de la construction d'une aile et l'organisation d'une section de haute mécanique. L'emprunt sera fait par la corporation de l'École polytechnique.

M. Gagnon (Matane): L'opposition est heureuse de déclarer qu'elle est en faveur de ce projet. Nous n'avons aucune objection de principe. Nous sommes enchantés de constater que le gouvernement veut former des techniciens nouveaux à l'École polytechnique. Cette dernière a été l'enfant gâtée de

tous les gouvernements. Fondée en 1886 sous une administration conservatrice, elle a été développée considérablement plus tard par Sir Lomer Gouin et l'Union nationale a fait sa large part pour lui donner de l'essor et lui venir en aide. J'ajoute d'ailleurs, que nous sommes toujours prêts et heureux de collaborer, lorsqu'il s'agit de promouvoir et d'encourager la cause de l'éducation.

Adopté Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la pêche

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 69 de la loi de la pêche (Statuts refondus, 1941, chapitre 154) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Est passible des mêmes peines tout club qui sert ou offre de servir à ses membres ou à leurs invités du poisson dont la vente est ainsi défendue, à

moins que ce club ne prouve que ce poisson n'a pas été obtenu illégalement."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 69 de la loi de la pêche (Statuts refondus, 1941, chapitre 154) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Est passible des mêmes peines tout club qui sert ou offre de servir à ses membres ou à leurs invités du poisson dont la vente est ainsi défendue, à moins que ce club ne prouve que ce poisson n'a pas été obtenu illégalement. Tous hôteliers, restaurateurs, clubs ou tout autre personne est passible des amendes précitées à moins qu'ils ne prouvent que ce poisson n'a été obtenu illégalement."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et adopté.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane) demande au gouvernement s'il a l'intention d'obliger les constructeurs de barrages, tout particulièrement dans Matane où un cas concret se présente, à construire des échelles à poisson.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) a discuté aujourd'hui même la question avec M. Olivier Lefebvre, président de la Commission des eaux courantes.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi

des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Un des articles de ce projet de loi autorise le ministère des Affaires municipales à changer la date des élections.

La principale disposition de la loi défend aux conseils des cités et villes d'accorder, sans le consentement du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, le contrat de vente d'obligations à un autre qu'à celui qui a fait l'offre la plus avantageuse.

Ainsi, les municipalités devront toujours accorder les contrats aux soumissions les plus basses, à moins qu'elles n'obtiennent une autorisation du ministère des Affaires municipales.

M. Gagnon (Matane): La loi dit déjà que le contrat doit être accordé à celui qui a fait l'offre la plus avantageuse.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Non, la loi ne décrète pas cela. Dans leurs demandes de soumissions, les corporations municipales ont le soin de spécifier qu'elles ne s'engagent pas à accorder le contrat de vente des obligations à celui qui fait l'offre la plus avantageuse. Nous faisons un pas en avant à la suite d'abus qui ont été commis.

M. Gagnon (Matane): Par ce moyen le gouvernement entend prendre le contrôle des municipalités.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il s'agit avant tout de protéger les contribuables.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 15 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill sans l'amender.

Loi des établissements industriels et commerciaux

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le

bill 17 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

Loi des pensions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, nous présentons une loi qui est très humaine, je crois. Ce projet de loi a pour but de faire bénéficier tous les fonctionnaires de l'État du fonds de pension. Actuellement, il y a 12,000 employés du gouvernement et à peine un tiers ont droit à une pension et profitent du fonds de pension. Douze mille fonctionnaires, dont 8,000 à Québec, sont susceptibles de toucher la pension, mais 4,000 seulement se prévalent de cet avantage. C'est là une injustice envers les deux tiers de nos fonctionnaires, que nous croyons devoir faire disparaître.

La loi étendra le bienfait de la pension aux employés du service extérieur et aux futurs fonctionnaires. Il s'agit donc de mettre tout le monde sur le même pied; les employés des services extérieurs aussi bien que les fonctionnaires du service intérieur. En présentant cette loi, le gouvernement compte réparer une injustice, faire acte d'humanité et obtenir un meilleur rendement du personnel. Il n'y a rien de plus lourd à porter qu'un portefeuille vide. Surtout lorsqu'on atteint un certain âge.

Les employés se divisent en trois catégories:

1. Les employés déjà pensionnés;
2. Les nouveaux employés après le 1^{er} avril

prochain;

3. Des employés - c'est la catégorie la plus difficile à traiter, mais elle aura justice comme les autres - qui ont déjà plusieurs années de loyaux services à la province, qui ont passé leur vie au service de la province et qui n'ont pas droit à la pension, parce qu'ils n'ont pas été nommés permanents du service intérieur. La plus grande

difficulté a été de trouver un moyen de mettre sur le fonds de pension ces employés. Il convient de les faire payer pour cette pension.

Mais comment? Les sommes accumulées sont très élevées. Nous avons convenu que ces employés auront le privilège de rembourser ces sommes. Nous assurerons à ces derniers une pension, mais en leur faisant payer sans intérêt les arrérages. En outre, ils pourront payer pour le nombre d'années qu'ils voudront et nous échelonnerons leurs paiements sur une longue période d'années, basée sur la durée de leur emploi et leur âge. Ainsi, un employé qui aura à son crédit 20 ans de service pourra payer une pension pour 10 ans.

M. Gagnon (Matane) fait remarquer que l'opposition accepte le principe du bill, qu'il croit juste. Mais, il se réserve le privilège de faire les remarques qu'il jugera à propos lors de la discussion de chaque item en particulier en ce qui a trait aux modalités d'application de la loi. Il se contentera alors de faire les réserves qui s'imposent.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

Questions et réponses:

Mandats spéciaux pour l'aide aux cultivateurs

M. Gagnon (Matane): À qui ont été payées les sommes d'argent dont le paiement a été autorisé par les mandats spéciaux nos 2401 et 3170, au cours de l'année 1941, pour venir en aide aux cultivateurs?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La réponse ci-dessous concerne les arrêtés en conseil numéros 2401 et 3472; l'arrêté en conseil numéro 3170 a été révoqué et remplacé par l'arrêté en conseil numéro 3472.

| | | | |
|-----|----------------------|-------------------|---------|
| MM. | Jos. Perreault | La Reine | Abitibi |
| | Ls Thibault | — | — |
| | Chs-Em | | |
| | Gauthier | — | — |
| | Ernest Gauthier .. | — | — |
| | Ulric East | — | — |
| | Calixte Martial ... | — | — |
| | Damien | | |
| | Faucher | — | — |
| | Wellie Rivard | — | — |
| | Edmond | Canton | |
| | Mayrand | Desmeloizes | — |

| | | | | | | | |
|-----|---------------------|------------------------|------------|-----|--------------------|------------------------|-----------|
| MM. | Honoré | | | MM. | Lucien | | |
| | Mayrand ..... | — | ..... | — | Laferrière ..... | — | ..... |
| Mme | Hyacinthe | | | | Eugène Massé ... | Saint-Barthélemi | — |
| | Cloutier..... | Saint-Rosaire | Arthabaska | | Alfred | | |
| MM. | Julien Boisvert... | — | ..... | — | Malbœuf ..... | — | ..... |
| | Alfred Comeau .. | — | ..... | — | Cuthbert | | |
| | Lorenzo | | | | Manaigne..... | Saint-Cuthbert | — |
| | Comeau ..... | — | ..... | — | Philippe | | |
| | Omer Deshaies .. | Saint-Rosaire | Arthabaska | | Roberge..... | — | ..... |
| | Gérard Rheault .. | — | ..... | — | Anselme | | |
| | Joseph Boisvert.. | Saint-Valère-de- | | | Roberge..... | — | ..... |
| | | Bulstrode | — | | Louis | | |
| | Arthur Dureault . | — | ..... | — | Rousseau..... | — | ..... |
| | Alexandre | | | | Émilien | | |
| | Jackson..... | — | ..... | — | Sylvestre | Saint-Viateur | — |
| | Joseph Leblanc .. | — | ..... | — | Romulus | | |
| | Joseph Martel ... | — | ..... | — | Savoie | Saint-Barthélemi | — |
| | Wellie Cloutier ... | Saint-Victor | Beauce | | Cand. Sylvestre .. | Saint-Cuthbert | — |
| | Louis Bélair | Saint-Barthélemi | Berthier | Mme | Vve Odilon | | |
| | Elphège | | | | Toupin..... | — | ..... |
| | Brissette..... | Saint-Cuthbert..... | — | MM. | Arthur Valois | Saint-Barthélemi | — |
| | Avila | | | | Antonio | | |
| | Bellehumeur ... | — | ..... | — | Vadnais | Saint-Cuthbert | — |
| | Léo Bélanger .... | — | ..... | — | Honoré | | |
| | Lucien | | | | Destrempes .... | — | ..... |
| | Courmoyer..... | Île Saint-Ignace..... | — | | Omer Bolduc..... | Saint-Louis de | |
| | Ferd. Clément | Saint-Viateur..... | — | | | France | Champlain |
| Mme | Vve Adélar | | | | Raymond Baril ... | Sainte-Anne-de-la- | |
| | Comtois | Saint-Barthélemi | — | | | Pérade | — |
| MM. | Joseph | | | | Adrien Charest ... | — | ..... |
| | Clément | Saint-Cuthbert..... | — | | Melvil | Sainte-Anne-de-la- | |
| | Henri Clément ... | — | ..... | — | Dusablon..... | Pérade | Champlain |
| | Armand Désy..... | Iles du Pads..... | — | | Wilfrid Dargis ... | Saint-Maurice | — |
| | Régis Durand..... | Saint-Viateur..... | — | | Adélar | | |
| | Omer | | | | Héroux ..... | — | ..... |
| | Drainville ..... | — | ..... | — | Donat Jacob..... | — | ..... |
| | Sylvestre | | | | Henri Lebœuf..... | Sainte-Anne-de-la- | |
| | Désy ..... | — | ..... | — |  | Pérade | — |
| | Ildège | | | | Wellie Lebœuf ... | — | ..... |
| | Dauphin..... | Saint-Barthélemi | — | | Rosaire Leduc ... | — | ..... |
| | Georges | | | | Léopold | | |
| | Dauphin..... | — | ..... | — | Laquerre..... | — | ..... |
| | P.-E. | | | | Onésiphore | | |
| | Destrempes..... | Saint-Cuthbert..... | — | | Longval | Saint-Maurice | — |
| MM. | Cuthbert | | | | Théophile | | |
| | Dauphin..... | — | ..... | — | Levasseur..... | — | ..... |
| | Roméo Fafard .... | — | ..... | — | Albéric | | |
| | Germain | | | | Lamothe | Mont-Carmel | — |
| | Gervais | Saint-Barthélemi | — | | Donat Masson ... | Saint-Maurice | — |
| | Anthime | | | | Arthur Paquin..... | — | ..... |
| | Lefebvre | Berthierville | — | | Rosaire Tessier... | Sainte-Anne-de-la- | |
| | Michel | | | | | Pérade | — |
| | Lafontaine | Saint-Viateur..... | — | | Napoléon | | |
| | Octavien | | | | Tessier..... | — | ..... |
| | Laferrière..... | — | ..... | — | Anselme | | |
| | Joseph | | | | Turcotte..... | Saint-Maurice | — |
| | Laferrière..... | — | ..... | — | Philippe | Sainte-Anne-de-la- | |
| | | | | | Vachon..... | Pérade | — |

| | | | | | | | | | |
|-----|--------------------|----------------------|-------------|---|-----|---------------------|------------------------|------------|---|
| MM. | Louis Vivier..... | — | ..... | — | MM. | Conrad | | | |
| | Hubert Vallée .... | — | ..... | — |  | Tremblay..... | — | ..... | — |
| | Léop. Aganier.... | Saint-Chrysostome... | Châteauguay | | | Armand | | | |
| | Elphège Allen.... | — | ..... | — |  | Robidoux ..... | — | ..... | — |
| | Honorat | | | | | Armand Yelle..... | | | |
| | Beaudin ..... | — | ..... | — |  | Armand | | | |
| | Léopold | | | | | Asselin | Saint-Antoine Abbé.. | — | |
| | Beaudin ..... | — | ..... | — |  | Albert Dallaire ... | — | ..... | — |
| | Delma | | | | | Aldéric | | | |
| | Bertrand..... | — | ..... | — |  | Dallaire ..... | — | ..... | — |
| | Donat | | | | | Côme & | | | |
| | Bouchard ..... | — | ..... | — |  | Damien | | | |
| | Alexandre | | | | | Dallaire ..... | — | ..... | — |
| | Bourdeau ..... | — | ..... | — |  | François | | | |
| | Clovis | | | | | Dallaire ..... | — | ..... | — |
| | Bourdeau ..... | — | ..... | — |  | Albert Demers.... | — | ..... | — |
| | Médéric | | | | | Ludovic | | | |
| | Bourdeau ..... | — | ..... | — |  | Demers..... | — | ..... | — |
| | Ulric Boyer ..... | — | ..... | — |  | Dalma Guérin..... | — | ..... | — |
| | Armand | | | | | Philibert | | | |
| | Chevrefils..... | — | ..... | — |  | Laplane ..... | — | ..... | — |
| | Camille | | | | | Alcide | | | |
| | Dallaire..... | — | ..... | — |  | Lemieux..... | — | ..... | — |
| | Elzéar Dallaire... | — | ..... | — |  | Georges | | | |
| | Alphonse | | | | | Léonard..... | — | ..... | — |
| | Demers ..... | — | ..... | — |  | Zotique | | | |
| | Lambert | | | | | Ste-Marie ..... | — | ..... | — |
| | Denault ..... | — | ..... | — |  | Florian Ouimet... | — | ..... | — |
| | Paul-Émile | | | | | Oscar Ouimet .... | — | ..... | — |
| | Duhaine ..... | — | ..... | — |  | Roland Ouimet... | — | ..... | — |
| | Omer Gadouas... | — | ..... | — |  | Albini Renauld... | — | ..... | — |
| | Rosario | | | | | Arthur Renauld... | — | ..... | — |
| | Guérin ..... | — | ..... | — |  | Léonard | | | |
| | Léo Laberge..... | — | ..... | — |  | Vincent ..... | — | ..... | — |
| | Narcisse | | | | | Ludger | | | |
| | Labonté..... | — | ..... | — |  | Brassard | N.-D.-de-Laterrière .. | Chicoutimi | |
| | Hermas | | | | | Ludger | | | |
| | Lavoie ..... | — | ..... | — |  | St-Gelais ..... | — | ..... | — |
| | Stanislas | | | | | Paul & Henri | | | |
| | Lemieux ..... | — | ..... | — |  | Pellerin..... | — | ..... | — |
| | Aimé Lefort ..... | — | ..... | — |  | Herman & | | | |
| | Amable Mitras... | — | ..... | — |  | Onésime | | | |
| | Alexandre | | | | | Gauthier et | | | |
| | McKenzie..... | — | ..... | — |  | Joseph St- | | | |
| | James | | | | | Gelais..... | — | ..... | — |
| | McKenzie..... | — | ..... | — |  | Noël Lapointe, | | | |
| | Steven | | | | | Jean-Jos. | | | |
| | Normandin .... | — | ..... | — |  | Lapointe et | | | |
| | Alfred Ouimet.... | — | ..... | — |  | Luc Simard .... | — | ..... | — |
| | Alexandre | | | | | Thomas | | | |
| | Payant..... | — | ..... | — |  | Gauthier ..... | — | ..... | — |
| | Armand Payant.. | Saint-Chrysostome... | Châteauguay | | | France Gagnon ... | Jonquière | — | |
| | Clodomir | | | | | Patrick | | | |
| | Payant..... | — | ..... | — |  | St-Gelais | N.-D.-de-Laterrière .. | — | |
| | Edmour Payant .. | — | ..... | — |  | Louis-Georges | | | |
| | Aimé Provost.... | — | ..... | — |  | Gagnon | Saint-Honoré | — | |
| | Phidime | | | | | Louis-Abel | | | |
| | Renauld ..... | — | ..... | — |  | Verreault | | | |

MM. Paul-Émile
 Gagnon — —
 Joseph Trinqué .. Saint-Eugène de
 Grantham Drummond
 Aldor
 Brouillard — —
 Joseph Ménard... — —
 Ludger Gravel... — —
 Ovilà Fafard..... — —
 L.-P. Labrie..... Cap-Chat..... Gaspé-Nord
 Alphonse
 Bernatchez..... Riv. Mont-Louis —
 Joseph
 Boucher — —
 Michel Gagnon .. — —
 Ludger
 Laflamme — —
 Cléophas
 Lemieux — —
 Léo
 Létourneau — —
 Omer
 Mimeault — —
 Philias
 Mimeault — —
 Thomas
 Tremblay — —
 Isidore
 Bernatchez..... Mont-Louis —
 Émile Fournier... — —
 Marcel
 Gosselin..... — —
 Louis
 Létourneau — —
 Cléophas
 Lapointe — —
 Pierre
 Létourneau — —
 Zénon Lemieux.. — —
 Elzéar Lapointe.. — —
 Léonide
 Lapointe — —
 Cyrille
 Laflamme — —
 Étienne
 Lemieux — —
 Charles
 Lévesque — —
 Augustin
 Mimeault — —
 J.-Bte Mimeault. — —
 Osias Mimeault.. — —
 Léon Mimeault .. — —
 Georges Poitras.. — —
 Achille
 Robinson — —
 William
 Robinson — —

MM. Hermén.
 Robinson..... — —
 Adélard
 Thibault..... — —
 Gonzague Colonie de
 Auclair Marsouis —
 Marcelin
 Rousseau..... — —
 Épiphané
 Auclair Rivière Claude..... —
 Désiré Auclair — —
 Alphonse
 Rioux, fils — —
 Antoine
 Rioux, fils — —
 Yvon Rioux,
 fils Capt Ruisseau Arbour..... —
 Joseph
 Bélanger..... Ruisseau des Olives.. —
 Michel
 Bélanger..... — —
 Herménég.
 Bernatchez..... — —
 Moïse
 Bernatchez..... — —
 Alphonse Côté... — —
 Omer Côté..... — —
 Edmond
 Lapointe..... — —
 Stanislas
 Lapointe..... — —
 Henri Vallée..... — —
 Edmond
 Mercier Rivière-à-Pierre..... —
 Prime Ouellet — —
 Thomas Dupuis.. Ruisseau Patate —
 Adjutor
 Levesque..... — —
 Jos. Jérôme
 Levesque..... — —
 Adélard St-
 Laurent..... — —
 Douglas Laurie... Hemmingford Huntingdon
 Petch & Fisher... — —
 R. Van Castoel ... — —
 Walter Keddy — —
 Henry Philion — —
 W. Lacasse..... — —
 W.-W. Barr..... — —
 F. Beattie..... — —
 J.-B. Bouchard ... — —
 H. Bouleau Franklin Centre —
 Malcolm
 Brown Hemmingford —
 R. T.
 Brownlee..... — —
 A. Clayland — —

| | | | | | | | |
|------|-----------------------|-----------------------|----------------|-----|----------------------|----------------------|----------|
| MM. | W. A. | | | MM. | Albert | | |
| | Churchill..... | — | — | | Dumouchel | — | — |
| | H. Duiotte..... | — | — | | Eximir Dubois..... | — | — |
| | Chs. Ellerton..... | — | — | | Conrad Duclos | — | — |
| | E. F. Ellerton | — | — | Mme | Arc. Duclos | — | — |
| | John | | | MM. | Ad. Faille | — | — |
| | Emmerson | — | — | | Mart. Frenette..... | — | — |
| | W. English | — | — | | Gér. Galipeau | — | — |
| Mme | J. Fiddes..... | — | — | Mme | Ed. Guérin..... | — | — |
| MM. | A.-B. Hadley..... | — | — | MM. | Théod. Guérin | — | — |
| | Tom Hill | — | — | | Jos. Hamelin..... | — | — |
| | J. Mannoch | Franklin Center | — | | Arm. Lestage..... | — | — |
| | P. Marlin | Hemmingford..... | — | | Eugène | | |
| | W. Miller | Franklin Center | — | | Laverdière..... | — | — |
| | Geo. Moore..... | Hemmingford..... | — | | Phil. Lussier | — | — |
| Mlle | D. McFee..... | Franklin Center | — | MM. | René Lussier..... | — | — |
| MM. | R. McFee | — | — | | Roch Lussier | — | — |
| | D. Orr..... | Hemmingford..... | — | | Émile | | |
| | Émile Parent | — | — | | Lamoureux..... | — | — |
| | A. Patinaud | St-Chrysostome | — | | Johnny Leclerc..... | — | — |
| | F. Pelletier | Hemmingford..... | — | | Adrien Ménard | — | — |
| | Fred. Pelletier | — | — | | Amédée | | |
| | R.-J.-M. Reid..... | — | — | | Ménard..... | — | — |
| | J. Robinson | — | — | | Maur. Ménard | — | — |
| | H. Smith..... | — | — | | Wilf. Martin | — | — |
| | Ant. Tremblay | — | — | | Arm. Monette..... | — | — |
| | G. Thompson | — | — | | Patrick | | |
| | I. Waddell | — | — | | O'Connell | — | — |
| | G. S. Walsh..... | — | — | | Phil. Payant | — | — |
| | J. Watt..... | Franklin Center | — | | Honorius Riel..... | — | — |
| | H. White | Hemmingford..... | — | | Adélar Riel..... | — | — |
| | Armand | | | | H. Riel | — | — |
| | Lapointe | Taillon..... | Lac-Saint-Jean | | C.-E. Rivest..... | — | — |
| | David Gauthier .. | — | — | | Lester Sellar | — | — |
| | Louis Lapointe..... | — | — | | Louis Shenail | — | — |
| | Rosario Lepage .. | Saint-François, I. O. | Montmorency | | René Roy..... | — | — |
| | René Lussier | Sherrington | Napierville | | Joseph | | |
| | Alcide Beaudin .. | — | — | | Levasseur..... | Sainte-Eulalie | Nicolet |
| | Bart. Bisaillon, | | | | René Nemrod | — | — |
| | père..... | — | — | Mme | Vve Henri | | |
| | Bart. Bisaillon, | | | | Houle | — | — |
| | fils | — | — | MM. | Lucien | | |
| | Ulric Boulerville .. | — | — | | Tourigny | — | — |
| | Johan Casey..... | — | — | | Honoré | | |
| | Em. Cédillot..... | — | — | | Laganière | Grondines | Portneuf |
| | Paul Circé..... | — | — | | Francis | | |
| | Phil. Coalier..... | — | — | | Dallaire | Saint-André | Roberval |
| | Hec. Coalier..... | — | — | | René Dallaire | — | — |
| | Jos. Choquette | — | — | | Félix Loïselle | — | — |
| | Jos. Chouinard .. | — | — | | Edmour Noël..... | — | — |
| | Amédée | | | | Émile Noël | — | — |
| | Deshaies | — | — | | Joseph | | |
| | Gab. | | | | Ringnette..... | — | — |
| | Dumouchel | — | — | | Élie Tremblay..... | — | — |
| | Joseph | | | | Frédéric | | |
| | Dumouchel | — | — | | Tremblay..... | — | — |
| | Arthur | | | | Freddy | | |
| | Dumouchel | — | — | | Tremblay..... | — | — |

| | | |
|-----------------------------|-----------------------|------------|
| MM. Raoul | | |
| Tremblay | — | — |
| Joseph Boivin | Sainte-Frs-de-Sales.. | — |
| Rodrigue | | |
| Deschesne..... | — | — |
| Thommy | | |
| Deschesne..... | — | — |
| Arthur Gagnon.... | — | — |
| Joseph Gagnon .. | — | — |
| Joseph | | |
| (Georges) | | |
| Girard | — | — |
| Georges | | |
| Harvey..... | — | — |
| Joseph | | |
| Larouche..... | — | — |
| Phidyne Pagé | — | — |
| Sylvio Simard | — | — |
| Pierre | | |
| Tremblay | — | — |
| Arthur | | |
| Lalancette | Saint-Prime | — |
| Paul Gravel | Saint-Thomas- | |
| | Didyme..... | — |
| Léo Pelletier | — | — |
| Albert | | |
| Graveson | Ascot..... | Sherbrooke |
| Richard | | |
| Beauchemin.... | Varennes..... | Verchères |
| Auguste | | |
| Gagnon | Sainte-Hedwige | Roberval |
| Georges | | |
| Delisle | — | — |
| Auguste | | |
| Desgagnés | — | — |
| Welly | | |
| Lalancette | — | — |
| Joseph | | |
| Langlais..... | — | — |
| Wilfrid Morin | — | — |
| Arthur Paradis.... | — | — |
| Georges | | |
| Paradis, père ... | — | — |
| Jos.-Alph. | | |
| Paradis..... | — | — |
| Joseph-Pierre | | |
| Paradis..... | — | — |
| Dérésime Privé .. | — | — |
| Alfred Privé | — | — |
| Ovide Privé..... | — | — |
| Joseph | | |
| St-Pierre | — | — |
| Georges | | |
| Boissonneault. Albanel..... | — | — |
| Joseph | | |
| Boissonneault. | — | — |
| Télesphore | | |
| Brousseau | — | — |

| | | |
|----------------------|---|-----------|
| MM. Alphonse Dubé... | — | — |
| Gérard | | |
| Imbeault..... | — | — |
| Omer Lambert.... | — | — |
| P.-E. Leboeuf..... | — | — |
| Émile Vincent | — | — |
| Léo Vincent..... | — | — |
| Dorila Côté..... | — | Normandin |
| Napoléon Dion ... | — | — |
| Henri Fortin..... | — | — |
| Lucien | | |
| Fournier | — | — |
| Pierre | | |
| Larouche..... | — | — |
| Thomas | | |
| Larouche..... | — | — |
| Chs.-Ed. | | |
| Marcil | — | — |
| Élie Marcil | — | — |
| Georges | | |
| Marcil | — | — |
| Étienne | | |
| Painchaud | — | — |
| Alphonse | | |
| Perreault..... | — | — |

Aide financière aux colons du comté de Matane

M. Gagnon (Matane): Des argents ont-ils été dépensés depuis le 1^{er} mai 1940 au 12 mars 1941 inclusivement, pour venir en aide aux colons du comté de Matane?

Dans l'affirmative, quel montant dans chaque colonie ou paroisse?

Pour quelles fins particulières les argents ont-ils été dépensés?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oui.

| | | |
|--------------------------------|----------|--------------|
| TRAVAUX DE COLONISATION | | \$ 35,415.57 |
| Canton Cherbourg..... | Township | \$ 11,707.91 |
| Canton Langis et Tessier..... | " | 514.55 |
| Canton Matane..... | " | 529.93 |
| Canton Romieu et Dalibaire ... | " | 8,357.14 |
| Canton Tessier | " | 14,306.04 |

| | | |
|---|----------|--------------|
| PRIMES DE DÉFRICHEMENT, DE LABOUR ET D'ENSEMENCEMENT | | \$ 30,295.00 |
| Canton Cherbourg..... | Township | \$ 11,227.50 |
| Canton Dalibaire | " | 3,452.50 |
| Canton Matane..... | " | 516.25 |
| Canton Romieu | " | 3,090.00 |
| Canton Saint-Denis..... | " | 4,102.50 |
| Canton Tessier | " | 7,906.25 |

| <i>AIDE AUX NÉCESSITEUX DANS LES CENTRES DE COLONISATION.....</i> | | | \$ 3,200.66 |
|--|----------|-----------|--------------|
| Canton Cherbourg | Township | 177.66 | |
| Canton Dalibaire | " | 262.44 | |
| Canton Matane | " | 191.00 | |
| Canton Romieu..... | " | 152.00 | |
| Canton Saint-Denis | " | 129.56 | |
| Canton Tessier..... | " | 670.00 | |
| Paroisse Saint-Adelme | Parish | 646.00 | |
| Paroisse Saint-Léandre | " | 60.00 | |
| Paroisse Saint-Luc | " | 490.00 | |
| Paroisse Sainte-Félicité | " | 422.00 | |
| <i>SUBVENTION POUR CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS DE MAISONS ET CONSTRUCTIONS DE GRANGES-ÉTABLES</i> | | | \$ 10,960.00 |
| Canton Cherbourg | Township | 1,600.00 | |
| Canton Dalibaire | " | 3,625.00 | |
| Canton Matane | " | 300.00 | |
| Canton Romieu..... | " | 900.00 | |
| Canton Saint-Denis | " | 1,550.00 | |
| Canton Tessier..... | " | 2,985.00 | |
| PRIMES D'ÉTABLISSEMENT | | 699.00 | |
| Canton Cherbourg | Township | 190.00 | |
| Canton Dalibaire | " | 289.00 | |
| Canton Matane | " | 80.00 | |
| Canton Saint-Denis | " | 140.00 | |
| <i>SUBVENTION ET ALLOCATIONS ACCORDÉES RE : PLAN FÉDÉRAL-PROVINCIAL (CONSTRUCTIONS, ALLOCATIONS, ETC.)</i> | | | \$ 44,835.66 |
| Canton Cherbourg | Township | 20,271.51 | |
| Canton Dalibaire | " | 10,510.74 | |
| Canton Matane | " | 10.00 | |
| Canton Romieu..... | " | 1,030.93 | |
| Canton Saint-Denis | " | 4,295.85 | |
| Canton Tessier..... | " | 8,716.63 | |

| <i>CONSTRUCTION DE CHAPELLES ET DE PRESBYTÈRES.....</i> | | | \$ 7,950.75 |
|---|--------|----------|-------------|
| Paroisse Saint-Paulin | Parish | 4,200.75 | |
| Paroisse Saint-Thomas..... | " | 3,750.00 | |
| <i>ENCOURAGEMENT RE : TRAVAUX DOMESTIQUES.....</i> | | | \$ 406.92 |
| Paroisse La Coulée..... | Parish | 23.83 | |
| Paroisse Petits-Capucins..... | " | 5.70 | |
| Paroisse Saint-Adelme | Parish | 5.50 | |
| Paroisse Saint-Jean de Cherbourg | " | 171.34 | |
| Paroisse Saint-Luc | " | 5.50 | |
| Paroisse Saint-Paulin Dalibaire | " | 42.62 | |
| Paroisse Saint-René-Goupil.... | " | 115.31 | |
| Paroisse Saint-Thomas de Cherbourg | " | 37.12 | |
| <i>GRAINS DE SEMENCE</i> | | | \$ 9,159.62 |
| Dans tout le comté | | | 9,159.62 |
| <i>ANIMAUX D'ÉLEVAGE ET DE REPRODUCTION.....</i> | | | \$ 1,935.00 |
| Dans tout le comté | | | 1,935.00 |
| <i>CONCOURS DE LOTS</i> | | | \$ 248.00 |
| Paroisse Saint-Jean de Cherbourg | Parish | 90.00 | |
| Paroisse Saint-René-Goupil.... | " | 54.00 | |
| Paroisse Sainte-Paula..... | " | 104.00 | |
| <i>BATTEUSE À GRAINS.....</i> | | | \$ 699.50 |
| Paroisse Saint-Jean de Cherbourg | Parish | 699.50 | |

(Voir la suite du tableau ci-dessous)

| <i>Colonie ou paroisse</i> | <i>Fins particulières</i> | <i>Montant</i> |
|---|-------------------------------------|----------------|
| Saint-Thomas de Cherbourg..... | Placements de verrats | \$ 58.00 |
| Saint-Thomas de Cherbourg..... | Octrois pour achat d'agnelles | 900.00 |
| Saint-Thomas de Cherbourg..... | Placements de taureaux | 90.00 |
| Saint-René-de-Goupil..... | Octrois pour achat d'agnelles | 777.00 |
| Saint-René-de-Goupil..... | Placements de taureaux | 90.00 |
| La Coulée de Matane..... | Placements de taureaux | 15.00 |
| Canton Tessier Township..... | Placements de taureaux | 105.00 |
| Saint-Jean de Cherbourg | Placements de taureaux | 90.00 |
| Saint-Paulin | Placements de taureaux | 90.25 |
| Canton Romieux Township (rangs 3-4) | Placements de taureaux | 90.00 |
| Saint-Adelme (rangs 6-7-8-9) | Placements de taureaux | 105.00 |
| Trinité D. Monts (rang 1) | Placements de taureaux | 90.00 |

Chiffres fournis jusqu'au 31 mars 1941
inclusivement.

Dans certains cas, il a été impossible de
fournir les renseignements par colonie ou paroisse,
mais par canton ou pour le comté seulement.

Bons du Trésor

M. Morin (Champlain): 1. Depuis le
1^{er} janvier 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement,
quel est le total des bons du Trésor, ou "billets

promissoires" consentis par le gouvernement de la province de Québec, au nom de cette province?

2. Quel est le taux d'intérêt payé sur tous et chacun de ces bons du Trésor ou "Billets promissoires" consentis au nom de la province?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Du 1^{er} janvier 1941 au 10 mars 1942, le montant maximum des bons du Trésor ou billets promissoires en cours a été de \$25,550,000. aux fins suivantes:

1. Du 1^{er} janvier 1941 au 10 mars 1942, le montant maximum des bons du Trésor ou billets promissoires en cours a été de \$25,550,000. aux fins suivantes :
 - a) Pour remboursement d'une émission d'obligations échues le 1^{er} mars 1938 \$ 9,800,000.
 - b) Pour billets de l'Office du Crédit Agricole du Québec 5,250,000.
 - c) Pour affaires courantes temporaires (renouvellements non compris) 10,500,000.
 - Total \$ 25,550,000.
2. 2 % l'an.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Thomas Chapais, *Jean Talon, Intendant de la Nouvelle-France* (1665-1672), Québec, imprimerie de S.-A. Demers, 1904, 540 pages.
2. Thomas Chapais, *Le marquis de Montcalm*, 1712-1759, Québec, Garneau, 1911, 695 pages.
3. Tous les journaux, sauf *La Presse* du 19 mars 1942, à la page 14: "On ne peut pas partager."
4. Selon *The Montreal Daily Star* du 19 mars 1942, à la page 19: "political union".

5. *Traduction:* Il est de fait que le Canada n'est pas un pays aux pouvoirs illimités; il n'a pas la capacité de supporter des tensions infinies. Nous avons d'énormes tâches à accomplir chez nous, comme celle de loger les gens, de voir aux soins des gens âgés et des démunis, de soulager les problèmes de sécheresse et de chômage, de construire des routes, de nous acquitter de nos lourdes dettes, d'assurer l'avenir de la défense du Canada et de hausser nos niveaux de vie et de culture à ceux que nos connaissances nous permettent maintenant d'atteindre. Et nous n'avons que bien peu de richesses réalisables pour le faire. Nous devons, en quelque sorte, faire un choix entre voir à nos propres affaires ou essayer de sauver l'Europe et l'Asie. L'idée selon laquelle ce pays, tous les 20 ans environ, devrait automatiquement et systématiquement participer à une guerre outre-mer pour défendre la démocratie ou l'autodétermination de d'autres petites nations, selon laquelle un pays qui a peine à mener à bien sa propre gestion devrait se sentir interpellé afin de périodiquement sauver un continent qui ne peut se gérer, et à ces fins soumettre sa population à risquer des vies, ainsi que s'exposer à la faillite et aux schismes politiques, constitue, de l'avis de plusieurs, un pur cauchemar et relève de la folie.

6. Tous les journaux, sauf *Le Devoir* du 19 mars 1942, à la page 7: le 19 septembre 1939.

7. Tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 19 mars 1942, à la page 9: \$500,000,000.

8. Selon *L'Événement-Journal* du 19 mars 1942, à la page 4: 1939.

9. *Le Devoir* du 9 mars 1942, à la page 2, publie le discours du représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qu'il a prononcé devant ses électeurs de Québec-Est, où il leur demande de voter "non" au plébiscite.

10. Selon *L'Action catholique* du 19 mars 1942, à la page 1: cinq minutes.

11. Selon *La Patrie* du 19 mars 1942, à la page 6: "À la fin de son discours, le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) est applaudi par quelque six ou sept ministériels."

12. Selon *L'Événement-Journal* du 19 mars 1942, à la page 4: la Chambre s'ajourne à 8 h 30.

13. La séance est suspendue à 5 heures afin de permettre aux députés de présenter leurs hommages à Sir Thomas Chapais et d'assister à la fête organisée en son honneur, selon *L'Action catholique* du 19 mars 1942, à la page 1.

14. Dans une autre section du journal *Le Soleil* du 19 mars 1942, à la page 9: "d'une façon plus ou moins clandestine".

15. Selon *Le Canada* du 19 mars 1942, à la page 1: le débat sur les résolutions et la loi, présentées par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier), dure peu de temps.

Séance du jeudi 19 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 119 ratifiant un règlement d'expropriation et un règlement d'emprunt de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly.

Votre comité a toutefois amendé le préambule de ce bill en y ajoutant le paragraphe suivant: "Attendu que le règlement d'emprunt a reçu l'approbation des électeurs-propriétaires municipaux par une majorité en nombre et en valeur."

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 107 modifiant la loi concernant la succession Tourville.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 18 mars 1942

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions

législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Giroux, Grothé, Laferté, Marchand, Martin, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet, Raymond et Roy, auxquels avaient déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Questions et réponses:**Ponts de péage**

M. Morin (Champlain): Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé pour l'érection et l'entretien de constructions quelconques à l'entrée des ponts de péage, aussi bien que pour l'achat de machines, ou autres instruments de vérification pour l'usage des ponts de péage, dans la province de Québec, depuis le premier janvier 1940, à date?

Quel a été le montant ainsi dépensé pour chacun des ponts de péage au cours de cette même période?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

| | |
|--|-----------------|
| Pont à Sainte-Anne de la Pérade..... | \$ 2,582.59 |
| Pont à Batiscan..... | 39.71 |
| Pont de Bellefeuille à Saint-Eustache..... | 733.85 |
| Pont Galipeault à Sainte-Anne de Bellevue..... | 535.69 |
| Pont Honoré-Mercier..... | 4,960.82 |
| Pont du Bout de l'Île, y compris le système de contrôle de la perception et poste de police de la route..... | 27,074.64 |
| Pont Plessis-Belair à Sainte-Rose, y compris travaux de remplissage et d'élargissement en prévision d'un nouveau pont..... | 15,725.48 |
| Pont de l'Île d'Orléans..... | 34.92 |
| Pont de Québec..... | 359.05 |
| Pont Turcotte à Sorel..... | 315.42 |
| Pont Belceil à Saint-Hilaire..... | 10,647.87 |
| Pont David à Sainte-Rose..... | <u>7,363.41</u> |
| Total..... | \$ 70,373.45 |

Impôt sur le revenu

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Relativement à la loi de l'impôt de Québec sur le revenu (chapitre 16, 4 George VI):

a) Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 1^{er} janvier 1940 inclusivement jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement?

b) Combien est-il dû au gouvernement de Québec à ce sujet?

c) Combien le gouvernement de la province a-t-il retiré:

1. Quant au revenu de l'année 1939?
2. Quant au revenu de l'année 1940?
3. Quant au revenu de l'année 1941?

d) Combien est-il dû au gouvernement de Québec:

1. Quant au revenu de l'année 1939?
2. Quant au revenu de l'année 1940?
3. Quant au revenu de l'année 1941?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

a) \$ 4,306,589.40.

b) Information non disponible.

c) 1. \$ 2,330,598.37.

2. \$ 1,973,397.07.

3. \$ 2,593.96.

d) 1.

2.

3.

} Information non disponible.

Aide financière aux colons du comté de Matane

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Avant de passer à l'ordre du jour, je désire compléter une réponse faite hier à une interpellation du député de Matane (M. Gagnon). J'ai donné hier la liste des sommes payées aux colons du comté de Matane par le ministère de la Colonisation. Ce matin, le ministère de l'Agriculture m'a fait tenir une liste des sommes qu'il a payées aux colons du même comté et je la dépose pour compléter la réponse.

Projets de loi:

Loi des cités et villes

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une troisième fois¹.

M. Talbot (Chicoutimi): Nous nous objectons à quatre des modifications suggérées par le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin). Les amendements proposés, sauf un, ne sont pas dans l'intérêt public.

Il a étudié le bill, dit-il, et il a trouvé qu'il y avait quelque chose de dangereux, puisque l'amendement stipule que les provisions permettant de changer la date des élections devraient s'appliquer à toutes les municipalités, sans tenir compte de loi spéciale visant le contraire. Les députés des régions de Montréal et de Québec devraient s'opposer à ce projet de loi, car le but de l'article 1 de ce projet est de rendre applicables à toutes les villes régies par la loi des cités et villes les dispositions qui permettent de changer la date des élections par lettres patentes. Il vise Québec et Montréal particulièrement. En vertu de la nouvelle loi, ceci donnerait le droit et le pouvoir aux villes comme Montréal et Québec, par le biais de leur conseil, de prolonger la durée du mandat du maire et des conseillers municipaux, par lettres patentes, sans faire référence au pouvoir législatif, ce qui serait contraire à l'esprit démocratique de notre régime politique.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le représentant de Chicoutimi (M. Talbot) croit-il que l'amendement apporté s'applique aux villes qui ont des chartes spéciales? Est-ce l'opinion du député que les villes de Montréal et de Québec sont gouvernées par la loi des cités et villes?

M. Talbot (Chicoutimi): Certainement! La loi dit en effet que ces villes pourront prolonger le terme d'office de leurs conseils par lettres patentes. En vertu de l'article 1 de ce présent projet, il est écrit que les dates peuvent être changées dans toute municipalité, même celles ayant une charte spéciale, comme Montréal et Québec. Ces deux villes peuvent être touchées. On veut ainsi permettre aux villes de Montréal et de Québec de prolonger indéfiniment la période d'office du maire et des échevins. C'est tellement vrai, qu'en janvier dernier, quand la cité de Québec préparait son bill, elle voulait insérer une clause, dans le projet de loi qui est présenté à la session de l'Assemblée législative, permettant de prolonger de quatre ans le terme du maire et des échevins. Les ligues de citoyens ont protesté.

Devant les objections de cette mesure, on a décidé de biffer la clause. Plus tard, le maire de Québec, M. Lucien Borne, a dit qu'il renonçait à la clause en question, qu'on n'en aurait pas besoin vu que la Législature avait décidé de présenter une loi

générale à ce sujet pour amender la loi générale selon laquelle la durée peut être prolongée. C'est justement la loi qu'on nous propose aujourd'hui. Car, la loi générale couvrirait le cas. Pour Montréal, c'est encore pire, car on prolonge l'interdiction et l'humiliation. Il est évident que le projet de loi présentement en Chambre est celui auquel le maire Borne faisait référence.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) réfute l'affirmation.

M. Talbot (Chicoutimi) insiste sur le fait que l'idée existe pour Québec et Montréal aussi.

L'article 2 accorde aux cités et villes, pour la perception des licences de cirque et autres représentations, les pouvoirs spéciaux que le paragraphe 1 de l'article 403 du Code municipal accorde aux municipalités qu'il régit. En vertu de cet amendement, soumet-il, on pourra percevoir des droits, de tels cirques, théâtres, spectacles ou représentations, pratiquer même des saisies de meubles dans le cas de refus de paiement, quand il s'agira de représentations pour fins charitables. C'est aller beaucoup trop loin. On devrait exempter de cette disposition les représentations données par des organisations de charité ou philanthropiques dans un but de charité ou pour aider les bonnes œuvres.

Nous approuvons l'article 3 qui donne aux cités et villes le pouvoir d'accorder un escompte sur les taxes payées avant échéance. L'opposition n'y voit aucune objection. Il félicite le ministre de cet amendement.

Mais, il proteste contre l'article 4, qui a pour but de défendre aux conseils municipaux d'une ville d'accorder un contrat de vente d'obligations à un autre qu'au plus bas soumissionnaire, sans le consentement du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. Je ne vois pas, dit-il, quel intérêt peut avoir le ministre à accorder un contrat moins avantageux que celui qui devrait être régulièrement accordé? C'est la porte ouverte au favoritisme, si ce sont les conseils et le gouvernement qui ont le dernier mot sur ce qui constitue l'offre la plus avantageuse des soumissionnaires. Le ministre pourra en vertu de cet amendement donner les contrats aux amis du régime.

M. Leduc (Laval): Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) aime à faire des déclarations et il ne devrait pas avoir objection à en faire une présentement. Le projet de loi peut être utilisé par

des groupes de Montréal pour accuser le gouvernement de favoriser la prolongation de la durée de l'administration actuelle pendant la campagne d'élections partielles. Ses électeurs ne pourront admettre que le conseil de ville de Montréal ait le pouvoir de prolonger son existence sur un changement de date des élections. Je ne dis pas que l'argumentation du député de Chicoutimi (M. Talbot) donne une idée exacte du projet de loi, mais son argumentation est sérieuse. Le ministre doit faire une déclaration précise et claire à ce sujet.

La question est tellement sérieuse que, si le ministre ne peut faire une déclaration catégorique, nette et précise là-dessus, je veux que le bill reste sur la table jusqu'à une autre séance. Je lui demande de nous éclairer, de nous dire bien clairement que la loi ne s'appliquera pas dans nos grandes villes. Le projet de loi devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie et le ministre des Affaires municipales devrait clairement l'expliquer.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je m'aperçois que l'opposition pense à l'élection de Sainte-Anne² en soulevant cette question. Le bill a déjà été longuement étudié. C'est pour des fins spéciales qu'on recommence le débat. S'il n'y avait pas cette élection, je me demande si le député de Chicoutimi aurait tenu ce langage.

M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre! Le ministre n'a pas le droit de nous imputer des motifs que nous n'avons pas.

M. l'Orateur: Point d'ordre maintenu et bien fondé.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) retire toute mauvaise intention.

Le député de Chicoutimi semble croire qu'en vertu de la nouvelle loi les conseils municipaux pourront prolonger leurs termes d'office et prétend que l'amendement projeté s'appliquera aux villes de Québec et de Montréal. Il n'y a rien dans le bill qui permettra aux conseillers des villes de prolonger la durée de leur mandat par lettres patentes. Qu'on l'examine attentivement et on se rendra compte que la loi stipule tout simplement que la date des élections dans les municipalités régies par la loi des cités et des villes peut être changée par lettres patentes.

Le projet de loi donne seulement à un petit nombre de municipalités de la province ayant une charte le droit et le privilège de changer la date de

leurs élections, dont profite la majeure partie des municipalités.

Mais, jamais il n'a été possible, pas plus qu'auparavant, d'étendre le terme du maire ou des échevins par lettres patentes. Il n'a jamais été question, ni directement, ni indirectement, que la nouvelle loi soit de nature à permettre au maire ou aux échevins élus, de n'importe quelle municipalité, soit de Québec, soit de Montréal, soit de toute autre grande ville, de prolonger leur terme d'office sans un bill à cet effet et sans de nouvelles élections.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je dis que ni directement et ni indirectement les amendements apportés à la loi n'affectent les villes de Québec et de Montréal.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous voulons simplement changer quelques dates. Si nous voulions prolonger l'existence, nous serions obligés de présenter une loi à la Chambre. D'ailleurs, l'opposition peut être assurée que nous le ferions si cela, par hasard, devenait nécessaire par suite du désir de la population. Si jamais l'opinion publique réclame en effet la prolongation du terme du maire et des échevins et que l'on désire changer la date des élections à Montréal et à Québec, nous prendrons nos responsabilités et nous présenterons une loi spéciale en déposant un projet de loi à cet effet, mais il n'y a rien de prévu à cet effet dans le présent projet de loi. De plus, le fait de changer la date des élections ne veut pas nécessairement dire que le mandat est prolongé.

M. Talbot (Chicoutimi): Mais, en changeant la date d'une élection, le ministre ne croit-il pas que nous prolongeons le terme d'office du conseil? Si la date des élections est fixée au 15 mars³ et qu'on la change au 15 avril, est-ce qu'il n'y a pas prolongement de terme?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Présentement, ce n'est pas la question. Lorsque les municipalités se sont incorporées par lettres patentes, la date des élections était mentionnée et présentement, la loi permet de changer cette date en amendant les lettres patentes, et ce principe va être offert aux autres municipalités dont la date des élections n'est pas indiquée par lettres patentes.

La prolongation ne pourrait s'appliquer qu'après une nouvelle élection. Pour Montréal et Québec, il est spécifié, dans leur charte, que les élections sont tenues à une date spéciale. Ces

dispositions continuent de s'appliquer. D'ailleurs, la loi des cités et des villes ne s'applique pas à Montréal et à Québec, car ces villes ont des chartes spéciales et elles ne sont pas gouvernées par la loi des cités et villes, etc. Je répète que nous n'avons jamais eu l'intention, ni de près, ni de loin, de prévoir la prolongation du terme du maire ou des échevins, soit de Québec, soit de Montréal, soit d'autres grandes villes. Le représentant de Chicoutimi devrait savoir que pour prolonger un terme, il faudrait présenter un bill et la prolongation n'aurait effet qu'après une élection.

M. Gagnon (Matane) appuie les allégations du député de Chicoutimi. La clause peut être utilisée par les plus grandes ainsi que les plus petites municipalités pour éviter l'obligation de retourner devant la population à la date précisée dans leur charte. L'on n'a pas le droit de changer la date des élections sans consulter le peuple à Montréal et à Québec.

Il dit qu'il n'est pas certain que le projet de loi n'affectera pas les élections à Montréal et à Québec, car il n'a pas suffisamment étudié la question. Toutefois, il affectera bon nombre de cités et de villes et permettra la prolongation de la durée de leur mandat.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La clause qui est présentement débattue ne pourra en aucun cas être utilisée pour s'appliquer à des villes comme Montréal et Québec. Elle vise seulement à permettre à un petit groupe de municipalités de changer la date des élections municipales. Le gouvernement n'essaye pas de changer la loi en général, mais veut étendre à un certain nombre de municipalités les dispositions qui s'appliquent aux cités ayant une charte spéciale.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) passe ensuite à l'étude de l'article 4, qui oblige les municipalités à n'accorder les contrats de vente d'obligations qu'au plus bas soumissionnaire. L'amendement vise seulement à faciliter la décision du conseil municipal, dit-il.

Il fait remarquer que les municipalités, en donnant des avis dans la *Gazette officielle*, spécifient toujours qu'elles ne s'engagent pas à accepter la plus basse soumission. Nous avons introduit un principe nouveau dans la législation. Car, d'après la loi actuelle, les municipalités n'étaient pas tenues d'accepter les propositions les plus avantageuses.

M. Gagnon (Matane) veut savoir pourquoi le ministre voudrait assumer une telle responsabilité permettant à une municipalité d'accepter une offre désavantageuse. Ne serait-il pas préférable qu'une meilleure offre soit acceptée?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il y a des moments où même un bon règlement doit comporter des exceptions. Il peut y avoir des cautions de soumissions dans lesquelles le prix offert est supérieur, mais les termes sont différents et certains rajustements doivent être apportés.

M. Gagnon (Matane) suggère que la clause soit reformulée, pour que l'accord du ministre soit seulement donné dans les cas où la soumission est la plus avantageuse pour la municipalité.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) admet que la formulation de la clause était erronée et qu'on devrait dire la plus haute soumission.

C'est pour rendre la loi générale qu'on a mis dans le bill une disposition à l'effet que les municipalités ne seront pas tenues d'accepter les soumissions les plus avantageuses. Il peut arriver des cas où la proposition la plus avantageuse, ne l'est pas en réalité.

Il fait l'éloge des officiers de son département, entre autres, M. Émile Morin, sous-ministre adjoint, un homme qui connaît son affaire et prend l'intérêt des municipalités.

M. Gagnon (Matane) rend aussi hommage à la compétence et à l'intégrité de M. Morin et dit que celui-ci devrait être à l'abri des interventions de l'extérieur.

On nous a dit que la nouvelle loi ne s'applique ni à Montréal et ni à Québec. Mais, elle s'applique à toutes les municipalités qui ont reçu leurs chartes après 1888. Et, elles sont nombreuses. D'ailleurs, il est étrange que cette disposition de la loi ne soit pas placée dans le chapitre des élections de la loi des cités et des villes. La loi, telle que rédigée, a raison de rendre soupçonneux. Pourquoi n'avoir pas intercalé cet article 1 dans le chapitre des élections au lieu de l'avoir placé dans le chapitre des dispositions déclaratoires et interprétatoires (sic)?

Quel est l'homme de loi qui pourra dénicher cet article, s'il n'a pas étudié de façon approfondie les 697 articles de la loi des cités et villes? Pourquoi a-t-on voulu cacher cette disposition? L'amendement

est perdu dans le texte d'une loi volumineuse. Je ne suis pas surpris que beaucoup de députés y voient un piège. Je doute que les avocats du Conseil législatif consentent à voter ceci sans exiger plus de clarté. Je tiens à faire remarquer qu'il ne s'agit pas présentement d'obstruction, mais de critique constructive.

L'amendement projeté de l'article 4 veut dire que le ministre aura le droit de choisir l'offre qui ne sera pas la plus avantageuse, puisque les conseils municipaux ne pourront le faire sans le consentement du ministre. C'est la violation de toutes les libertés municipales. Il est bien convaincu que le Conseil législatif ne laissera jamais passer un bill qui constitue une pareille horreur.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je peux dire à mon honorable ami que le gouvernement a pris l'avis des officiers en loi et ces derniers ont déclaré que l'article 1 ne s'applique ni à Québec, ni à Montréal, et les amendements n'affectent ni directement et ni indirectement ces villes.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, secondé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot) que l'ordre du jour soit révoqué.

Adopté.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, secondé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot) que le bill 15 modifiant la loi des cités et villes soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général pour plus amples considérations.

Adopté.

Loi des établissements industriels et commerciaux

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill porte de trois à six mois le délai de prescription pendant lequel des poursuites pénales peuvent être prises en vertu du bill 17 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget supplémentaire
1941-1942**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil⁴.
Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 1. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi relative au tourisme (département du Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Divers en général" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux corporations scolaires rurales (département de l'Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Centralisation des écoles rurales protestantes", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de vingt-neuf mille quatre

cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Hygiène publique de Québec (département de la Santé et du Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de trois mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de vingt-sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de six mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi pour la préservation de l'enfance contre la tuberculose", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

10. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des arts domestiques (département de l'Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la grande culture", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

12. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'horticulture", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

L'honorable M. Côté (Bonaventure):

L'opposition a déjà consenti à voter quelques items à condition que je lui fournisse des renseignements subséquents. Il s'agissait des dépenses de voyage de la commission Renault. Les voici.

Cette Commission, présidée par M. Henri Renault (Beauce), a fait enquête sur le prix aux colons et aux cultivateurs pour leur bois de pulpe. Elle a tenu 21 séances, du 19 août 1941 au 4 mars 1942 dont 10 à Québec et 11 à des endroits situés aux quatre coins de la province, dont une dans chacun des endroits suivants: à Amos, Rouyn, Matapédia, Matane, Chicoutimi, Dolbeau, Hull, Disraëli, Beauceville, La Patrie.

Le comité a dépensé à date \$3,036, dont un total de \$1,749.54 pour dépenses de voyage des 10 membres qui en font partie. Voici les dépenses faites par chacun des commissaires: J.-A. Beaulieu: \$186.21; Avila Bédard: aucune; Fernand Boutin: \$210.13; Léo Brown: aucune; François Faure: \$202.34; Jos-L. Fillion: \$405.34; J.-Charles Lacroix: \$237.85; W. A. E. Pepler: \$78.60; H. R. Renault: \$239.10; Albert Saint-Laurent: \$189.67. La Commission tiendra quelques autres séances, dont une à Montréal le 30 mars.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 13. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts (département des Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

14. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le Parc national des Laurentides a été fermé pour la durée de la guerre. Des travaux considérables auraient dû être exécutés pour fournir aux touristes les facilités du Parc. Ces travaux ont dû être retardés à cause de la guerre.

Pour plusieurs raisons, mais surtout à cause de la guerre et la province voulant pratiquer une stricte politique d'économie, nous avons aussi fermé le Parc de la Gaspésie.

Le Parc national de la Gaspésie demeurera fermé pendant toute la durée de la guerre, car cela coûterait encore une somme considérable de terminer ce projet et de l'ouvrir. Nous sommes en guerre et nous devons tous faire des économies; alors je peux informer cette Chambre que la province, qui est toujours prête à collaborer, a décidé d'attendre et d'ouvrir le parc seulement lorsque la guerre sera

terminée. M. Tremblay a été nommé inspecteur des gardes-chasse de la province.

M. Gagnon (Matane): Et M. Ernest Ménard?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Nous avons nommé Gustave Bédard au Parc des Laurentides. Il restait le Parc du Mont-Orford, qui n'a qu'un budget de \$3,000. Nous ne pouvions logiquement le confier à un surintendant qui reçoit \$4,000 par an.

Nous avons en conséquence nommé M. Ernest Ménard, I. F., qui était surintendant du Parc des Laurentides, au poste d'inspecteur général des chefs de district au département des Terres et Forêts. Et la position de surintendant a été abolie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: 15. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chasse et Pêcheries (département de la Chasse et des Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

16. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942⁵.

Adopté.

17. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté, n'excédant pas la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission sur perception de royauté sur fourrure", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Voies et moyens**Budget supplémentaire
1941-1942**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme ne dépassant pas \$383,200.

Comme l'heure avancée⁶ et que c'est la dernière séance de la semaine, il demande à l'opposition de voter le budget supplémentaire, au montant de \$383,200, en bloc.

M. Gagnon (Matane) accepte de voter en bloc le budget supplémentaire à la condition que le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) lui fournisse les détails nécessaires et lui permette de revenir sur certains items.

Il se réserve ainsi le droit d'interroger le gouvernement sur ces dépenses lors de l'étude du budget de la prochaine année financière, lorsque l'on étudiera le budget principal devant la Chambre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:**Loi des subsides
No 1**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande la permission de présenter le bill 25 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Colonie de vacances
Sainte-Jeanne-d'Arc**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant la colonie de vacances Sainte-Jeanne-d'Arc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ville de Saint-Jean

M. Beaulieu (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 accordant certains pouvoirs à la ville de Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Beaulieu (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

The Christian Brethren Church

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 constituant en corporation The Christian Brethren Church dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Georges-Antoine LaRue

M. Plamondon (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant la succession de feu Georges-Antoine LaRue.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Plamondon (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Les Prévoyants du Canada

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 modifiant la charte de Les Prévoyants du Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde

M. Joyal (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 relatif à l'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

Exemption de taxes de Rock Island

M. Frégeau (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 autorisant le village de Rock-Island, les commissaires d'écoles de Rock Island et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-de-la-Merci à exempter de taxes une certaine propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

Charte de Malartic

M. Allard (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 ratifiant la charte de la ville de Malartic pour annexer certain territoire des cantons de Dubuisson et Fourmière, comté d'Abitibi, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

Belleterre

M. Goulet (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 constituant en corporation la ville de Belleterre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15⁷.

NOTES

1. Selon *L'Événement-Journal* du 20 mars 1942, à la page 4: "la discussion s'est prolongée pendant au-delà d'une heure".

2. Selon *L'Événement-Journal* du 20 mars 1942, à la page 4, et *The Gazette* du 20 mars 1942, à la page 7: l'élection de Saint-Jacques.

3. Tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 20 mars 1942, à la page 4: le 15 février.

4. Selon *L'Événement-Journal* du 20 mars 1942, à la page 4: à 4 h 40, la Chambre continue l'étude du budget supplémentaire.

5. Selon *Le Soleil* du 20 mars 1942, à la page 4: il y a eu une discussion de quelques minutes sur la pisciculture.

6. Selon *L'Événement* du 20 mars 1942, à la page 4, il est alors 5 heures.

7. Selon *L'Événement* du 20 mars 1942, à la page 4, il est alors 5 h 30.

Séance du mardi 24 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Propagation de la Foi

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Succession de
Charles Andrew Pentland**

M. Dumaine (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de dame Mary Taschereau-Demers, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Andrew Pentland et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de dame Mary Taschereau-Demers, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Andrew Pentland.

Projets de loi:

**Loi des
cités et villes**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose qu'il soit résolu que l'ordre par lequel la Chambre, à sa séance du 19 mars courant, a renvoyé au comité des bills publics le bill 15 modifiant la loi des cités et villes, soit révoqué et que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill 15 modifiant la loi des cités et villes soit de nouveau renvoyé à un comité plénier pour considération, à la prochaine séance.

Adopté.

Questions et réponses:

**Rapports de
l'administration publique**

M. Paquette (Labelle): 1. Combien a coûté l'impression de chacun des rapports des départements de l'administration publique, qui ont été imprimés par ordre des membres du Conseil exécutif, ou des chefs des divers départements depuis le 1^{er} janvier 1940?

2. Combien de rapports ont été imprimés?

3. À qui, dans chaque cas, le contrat d'impression a-t-il été donné?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Payé par le Service des achats pour les rapports et les documents suivants dont l'impression n'est pas expressément ordonnée par une loi. (Voir le tableau à la page suivante)

TRAVAUX PUBLICS

1

2

3

Statistiques sur les pertes causées par incendie –

| | | | |
|------------|-----------|-------|--------------------------|
| 1940 | \$ 451.20 | 1,500 | Charrier & Dugal, Québec |
|------------|-----------|-------|--------------------------|

*TERRES ET FORÊTS**Rapport du département*

Année 1937-38:

| | | | |
|-----------------------|-----------|-----|--------------------------|
| Version anglaise..... | \$ 976.00 | 500 | Charrier & Dugal, Québec |
|-----------------------|-----------|-----|--------------------------|

Année 1938-39:

| | | | |
|-------------------------|----------|-----|---------------------------|
| Version française | 1,342.53 | 500 | Action Catholique, Québec |
|-------------------------|----------|-----|---------------------------|

| | | | |
|-----------------------|----------|-----|---------------------------|
| Version anglaise..... | 1,342.53 | 500 | Action Catholique, Québec |
|-----------------------|----------|-----|---------------------------|

Année 1939-40:

| | | | |
|-------------------------|----------|-----|---------------------------|
| Version française | 1,283.53 | 500 | Action Catholique, Québec |
|-------------------------|----------|-----|---------------------------|

| | | | |
|-----------------------|----------|-----|---------------------------|
| Version anglaise..... | 1,091.00 | 500 | Action Catholique, Québec |
|-----------------------|----------|-----|---------------------------|

*TRAVAIL**Rapport du ministère*

Année 1939-40:

| | | | |
|-------------------------|-------------|-------|---------------------------|
| Version française | \$ 2,498.85 | 1,000 | Action Catholique, Québec |
|-------------------------|-------------|-------|---------------------------|

| | | | |
|-----------------------|----------|-------|-------------------|
| Version anglaise..... | 2,750.00 | 1,000 | Le Soleil, Québec |
|-----------------------|----------|-------|-------------------|

*AGRICULTURE**Rapport du Mérite agricole*

| | | | |
|--------------------|-------------|-------|---------------------------|
| Année 1938-39..... | \$ 4,321.55 | 3,000 | Action Catholique, Québec |
|--------------------|-------------|-------|---------------------------|

| | | | |
|--------------------|----------|-------|---------------------------|
| Année 1939-40..... | 2,667.00 | 3,000 | Action Catholique, Québec |
|--------------------|----------|-------|---------------------------|

*MINES**Rapport annuel, année 1936*

| | | | |
|-------------------------|-----------|-------|---------------------|
| Version française | \$ 355.00 | 1,550 | Le Quotidien, Lévis |
|-------------------------|-----------|-------|---------------------|

| | | | |
|-------------------------|-------|-----|---------------------|
| Version française | 60.55 | 200 | Le Quotidien, Lévis |
|-------------------------|-------|-----|---------------------|

| | | | |
|-----------------------|--------|-------|---------------------|
| Version anglaise..... | 340.00 | 1,575 | Le Quotidien, Lévis |
|-----------------------|--------|-------|---------------------|

| | | | |
|-----------------------------|--------|-----|-------------------------|
| Rapport annuel 1937-38..... | 504.00 | 600 | Tremblay & Dion, Québec |
|-----------------------------|--------|-----|-------------------------|

| | | | |
|-----------------------------|--|--|--|
| Rapport annuel 1939-40..... | | | |
|-----------------------------|--|--|--|

| | | | |
|-------------------------|--------|-----|-------------------------|
| Version française | 151.00 | 350 | Tremblay & Dion, Québec |
|-------------------------|--------|-----|-------------------------|

| | | | |
|-----------------------|--------|-----|-------------------------|
| Version anglaise..... | 153.00 | 400 | Tremblay & Dion, Québec |
|-----------------------|--------|-----|-------------------------|

AFFAIRES MUNICIPALES, INDUSTRIES ET COMMERCE

| | | | |
|-----------------------------------|--------------|-------|-------------------|
| Annuaire statistique – 1939 | \$ 10,925.00 | 5,003 | Le Soleil, Québec |
|-----------------------------------|--------------|-------|-------------------|

| | | | |
|-----------------------------------|----------|-------|-------------------|
| Annuaire statistique – 1940 | 8,090.00 | 4,000 | Le Soleil, Québec |
|-----------------------------------|----------|-------|-------------------|

| | | | |
|--------------------------------|----------|-------|------------------------------|
| Rapport du Bibliothécaire..... | 1,320.00 | 2,000 | Éditions LeRoy, Audy, Québec |
|--------------------------------|----------|-------|------------------------------|

| | | | |
|---|--------|-------|--|
| Rapport de l'inventaire des ressources naturelles.. | 996.60 | 1,500 | Service d'impression, Dépt Conseil exécutif |
|---|--------|-------|--|

Statistiques municipales

| | | | |
|------------------|-------------|-------|--------------------------|
| Année 1938 | \$ 3,616.60 | 3,000 | L'Attaque, Montréal |
| Année 1939 | 3,375.00 | 2,500 | L'Éclaireur, Beauceville |
| Année 1940 | 3,421.20 | 2,500 | L'Éclaireur, Beauceville |

Statistiques de l'enseignement

| | | | |
|------------------------------|-------------|-------|------------------------------|
| Année scolaire 1938-39 | \$ 5,975.00 | 4,500 | Éditions LeRoy, Audy, Québec |
|------------------------------|-------------|-------|------------------------------|

Caisse populaire, Sociétés coopératives agricoles

| | | | |
|--------------------|-----------|-------|---------------------|
| Année 1937 | \$ 850.50 | 1,200 | L'Opinion, Hull |
| Année 1938-39..... | 3,013.69 | 1,500 | Le Quotidien, Lévis |

*PÊCHERIE MARITIMES**Rapport général, année 1940*

| | | | |
|-------------------------|-----------|-----|--|
| Version française | \$ 148.25 | 500 | Cie d'Imprimerie Commerciale Québec |
| Version anglaise..... | 148.25 | 500 | Cie d'Imprimerie Commerciale Québec |

Rapport général, année 1941

| | | | |
|-------------------------|----------|-----|--|
| Version française | \$ 80.21 | 400 | Service d'impression, Dépt Conseil exécutif |
| Version anglaise..... | 78.71 | 400 | Service d'impression, Dépt Conseil exécutif |

*VOIRIE**Rapport, année 1940*

| | | | |
|-------------------------|-----------|-----|--|
| Version française | \$ 278.00 | 400 | Service d'impression, Dépt Conseil exécutif |
|-------------------------|-----------|-----|--|

Payé par le département du Secrétariat de la
province:

Rapport de l'archiviste

| | | | |
|--------------------|-------------|-------|---------------------|
| Année 1939-40..... | \$ 1,050.00 | 1,500 | Le Quotidien, Lévis |
| Année 1940-41..... | 1,050.00 | 1,500 | Le Quotidien, Lévis |

Inventaire des pièces d'archives

| | | | |
|--------------------|-------------|-------|---------------------|
| Année 1939-40..... | \$ 1,195.00 | 1,800 | Le Quotidien, Lévis |
| Année 1940-41..... | 1,200.00 | 1,800 | J.-H.-A. Labelle |

Aide aux cultivateurs

M. Élie (Yamaska): À qui ont été payées les sommes d'argent dont le paiement a été autorisé par les mandats spéciaux nos 3169 et 3284, pour venir en aide aux cultivateurs?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La réponse ci-dessous concerne seulement l'arrêté en conseil numéro 3169. L'arrêté en conseil numéro 3284 a été révoqué et remplacé par l'arrêté en conseil numéro 3472; la réponse pour ce dernier arrêté en conseil (numéro 3472) a été donnée à la question de l'honorable Onésime Gagnon, en date du 28 février 1942.

| | | |
|--------------------------------------|---------------------------------|----------------|
| Saint-Jérusalem Farmers Club..... | Lachute..... | Argenteuil |
| Wilfrid Savoie | Saint-Charles..... | Berthier |
| Siméon Bibeau | St-Gabriel de Brandon | Berthier |
| Joseph Granger | " | " |
| Irénée Brunelle | St-Eustache | Deux-Montagnes |
| Chs. Emile Farmer..... | Saint-Placide | " |
| Arcada Kavanagh | Sainte-Scholastique..... | " |
| Théophile Paquin..... | " | " |
| Godfroid Gagnon..... | Saint-Hermas | " |
| Napoléon Lapierre..... | " | " |
| Hervé Husereau..... | Oka | " |
| E. Trépanier | " | " |
| Pierre Erdos | " | " |
| Elzéar Franche dit Laframboise | Saint-Hermas..... | " |
| Ferdinand St-Onge | " | " |
| Léo Meloche..... | " | " |
| Lucien Levert | " | " |
| Adélard Legault..... | " | " |
| Théophile Paré..... | R.R. 1 Cantley... .. | Gatineau |
| Patrick Cashman | " | " |
| J.-B. Demers..... | Saint-Pierre de Wakefield | " |
| Ernest Deschênes..... | " | " |
| A. F. Brown | Kirks Ferry | " |
| John Hudson..... | Chelsea..... | " |
| John-A. Lacroix..... | Lac Sainte-Marie..... | " |
| Arthur Renaud | Ste-Cécile de Masham | " |
| Mazenod Petit..... | Denholm | " |
| Matt Morris | Wilsons Corner .. | " |
| Collège Saint-Alexandre | Limbour..... | " |
| Jean Gosselin..... | Ste-Cécile de Masham | " |
| Thomas Gosselin | " | " |
| Hormidas Larocque..... | Duclos | " |

| | | |
|---|---------------------------|----------|
| Willie Maxwell | Duclos | Gatineau |
| Louis Monete | " | " |
| Soc. Coopér. Agric. de Gracefield | " | " |
| Georges Trowse | Wakefield | " |
| Hervé Beaudoin | Crabtree | Joliette |
| Joseph Beaudoin | " | " |
| Germain Bourgeois | " | " |
| Rodolphe Desrosiers | " | " |
| Médéric Laurin | " | " |
| Joseph Thibodeau | " | " |
| Lucien Blouin | Sainte-Marcelline | " |
| Léon Bonin | Sainte-Élisabeth..... | " |
| Paul-Émile Bonin..... | " | " |
| Émile Chaput | Sainte-Élisabeth..... | " |
| Philibert Houle..... | " | " |
| Raoul Boucher | Saint-Ambroise .. | " |
| Alfred Sicard..... | " | " |
| Joseph Desmarais..... | Saint-Thomas.... | " |
| Origène Desrosiers..... | " | " |
| Fernand Madon | " | " |
| Francis Desrosiers..... | Sainte-Mélanie.. | " |
| Philippe Desserres..... | " | " |
| Onésime Grégoire..... | " | " |
| Marcel Joly | " | " |
| Pierre Lépine..... | " | " |
| Henri Nadeau | " | " |
| Roland Tellier | " | " |
| Azarie Gariépy..... | Saint-Alphonse .. | " |
| Achille Tellier | " | " |
| Émile Gravel | Pied de la Montagne | " |
| Frank H. Jones | Base de Roc | " |
| Avila Malo | R.R. 1 Joliette ... | " |
| Donatien Marion | " | " |
| Aquila Massé | " | " |
| Mme Féréole Sansregret .. | " | " |
| Henri Plante | Sainte-Béatrix ... | " |
| Viateur Rivest | Saint-Paul | " |
| Roger Thibaudeau..... | N.-D. de Lourdes..... | " |
| Philippe Lefebvre..... | R.R. 1 Joliette ... | " |
| Chs-Aug. Majeau | " | " |
| Georges Baby..... | " | " |
| Michel Mano..... | " | " |
| A. Bordeleau | 575, St-Charles | Joliette |
| H.-L. Sylvestre..... | Saint-Paul | " |
| Henri Lefebvre..... | Sainte-Mélanie.. | " |
| Oscar Faust | Crabtree | " |
| Lionel Forest | Sainte-Marcelline | " |
| G.-Étienne Geoffroy | Sainte-Élisabeth..... | " |

| | | | | | |
|-----------------------------|---------------------|--------------|-------------------------|-------------------|------------|
| Auguste Langelier | Saint-Alphonse.. | Gatineau | G. & A. Angus | Thurso..... | Papineau |
| Télesphore Beauséjour .. | Saint-Ambroise . | " | Maurice Bucham..... | R.R. 1 Angers ... | " |
| Louis Lépine..... | Sainte-Mélanie .. | Gatineau | Hormidas Charrette..... | Sainte-Rose de | |
| Avila Moreau..... | R.R. 1 Joliette.... | " | | Lima | " |
| Jos. Sicard..... | Saint-Ambroise . | " | Emmanuel Desjardins.... | Angers | " |
| Coopérative Agric. de | | | Algers Giles | East Templeton. | " |
| Nominique..... | " | Labelle | Eugène Guay | Gatineau Mills .. | " |
| Coopérative Agric. Riv. | | | Onésime Lahaie | " | " |
| Rouge | L'Annonciation . | " | David Lépine..... | Perkins Mills.... | " |
| Albert Vézeau..... | Saint-Lin | L'Assomption | J.-B. Madore | R.R. 1 Angers ... | " |
| Mastaï Racette..... | Saint-Gérard..... | " | Eugène Madore | Sainte-Rose de | |
| Guy Demontigny | " | " | | Lima | " |
| William Bertrand..... | " | " | Raoul Mineault | R.R. 1 Angers ... | " |
| Sylvio St-Jean..... | Saint-Liguori | Montcalm | Hormidas Nadon | Perkins Mills.... | " |
| Philias Breault | " | " | Vincent O'Brien..... | Gatineau Mills .. | " |
| Percy T. Ross..... | Buckingham | Papineau | Durham Pilon..... | Pointe- | |
| Ernest Mineault | R.R. 1 Perkins ... | " | | Gatineau | " |
| Pat Rowe | Masson | " | Josaphat Proulx | Angers | " |
| Aimé Mongeon..... | Angers | " | Daniel Trudel | Perkins | " |
| Honoré Bélec..... | " | " | Adélar Charbonneau | " | " |
| Honorius Drouin..... | Masson | " | Normand Hamel..... | R.R. 1 Angers ... | " |
| Aurèle Hébert | Perkins Mills.... | " | H. F. Harris | R.R. 1 Gatineau | " |
| Ernest Mineault | R.R. 1 Perkins ... | " | Mathias Frenette | Sainte-Rose de | |
| Arthur Murray | Buckingham | " | | Lima | " |
| Jules Paiement | Perkins | " | Wilfrid Williams..... | " | " |
| Alfred Trudel | " | " | J.-O. Sauvé..... | " | " |
| Armand Trudel | Perkins Mills.... | " | Thomas Sanscartier..... | East Templeton. | " |
| Pierre Trudel..... | R.R. 1 Perkins ... | " | Alfred Mineault..... | Angers | " |
| Hector Lécuyer..... | Sainte-Rose de | " | Henri Maisonneuve..... | Perkins | " |
| | Lima | " | Harold Ellard..... | R.R. 1 Gatineau | " |
| Adrien Charette | " | " | Alonzo Charrette..... | Sainte-Rose de | |
| R. M. Bucham | R.R. 1 Angers.... | " | | Lima | " |
| John Horan | R.R. 1 Gatineau | " | Patrick McClements..... | Buckingham..... | " |
| | Point..... | " | Christie Burns | Perkins | " |
| Marie-Anne Clément..... | Angers | " | Pierre Charbonneau..... | Perkins Mills.... | " |
| Jos. Gratton..... | " | " | Alcide Charrette | Perkins Mills.... | " |
| Eugène Mongeon..... | " | " | Eugène Dinelle..... | Saint-Faustin.... | Terrebonne |
| Abbé V. Croteau..... | Perkins..... | " | | | |
| Miss Bertha McDermid.. | Thurso | " | | | |
| Donat Bertrand | Angers | " | | | |
| Zéphir Chartrand | " | " | | | |
| Arthur Mongeon..... | " | " | | | |
| Henri Routhier..... | " | " | | | |
| Thomas Ross | Buckingham | " | | | |
| Edward Spencer..... | " | " | | | |
| Soc. Coopér. agric. de | | | | | |
| Thurso | " | " | | | |
| Léo Desjardins..... | Angers | " | | | |
| Lucien Desjardins..... | " | " | | | |
| Edmond Filion..... | R.R. 1 Angers.... | " | | | |
| Wilfrid Larose & Fils | " | " | | | |
| A.-D. Mineault | " | " | | | |
| Robert Mongeon..... | " | " | | | |
| Romuald Mongeon..... | " | " | | | |
| Israël Plouffe | " | " | | | |
| Jos. Proulx | " | " | | | |
| Oscar Beaudoin | Sainte-Rose de | " | | | |
| | Lima..... | " | | | |

Coopérative Fédérée de Québec, Montréal, pour les cultivateurs des comtés de Berthier, Champlain, Joliette, l'Assomption, Laviolette, Maskinongé, Montcalm, Montmorency, Portneuf, Saint-Maurice, Terrebonne.

Impôt sur le tabac

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):

Relativement à la loi de l'impôt sur le tabac (chapitre 15, 4 George VI):

a) Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 30 juin 1940 inclusivement jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement?

b) Combien est-il dû au gouvernement de la province de Québec à ce sujet?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): a) \$4,287,141.12.

b) \$48,275.86, sujet à vérification.

**Assurance des bâtisses
du département des Pêcheries maritimes**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il payé en primes pour chacune des polices d'assurance émises pour assurer les entrepôts frigorifiques, neigères, entrepôts de classification ou autres bâtisses relevant du département des Pêcheries maritimes, et ce, pour chacune des années fiscales suivantes:

a) 1939-1940?

b) 1940-1941?

c) 1941-1942?

Quelle est, ou quelles sont les compagnies d'assurance qui ont émis des polices, et pour quel montant?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

| | | |
|----|---|--------------|
| a) | Stanstead & Sherbrooke Fire Insurance Co., | |
| | Police de..... | \$560,000.00 |
| | Prime de | \$8,409.05 |
| b) | Merchants & Manufacturers Fire Insurance Co., | |
| | Police de..... | \$50,000.00 |
| | Prime de | \$975.00 |
| | Wellington Fire Insurance Co., | |
| | Police de..... | \$100,000.00 |
| | Prime de | \$1,950.00 |
| | Stanstead & Sherbrooke Fire Insurance Co., | |
| | Police de..... | \$325,000.00 |
| | Prime de | \$6,337.50 |
| | Halifax Fire Insurance Co., | |
| | Police de..... | \$50,000.00 |
| | Prime de | \$975.00 |
| | The Provident Assurance Co., | |
| | Police de..... | \$75,000.00 |
| | Prime de | \$1,462.50 |
| c) | Royal Insurance Company, Ltd., | |
| | Police de..... | \$600.00 |
| | Prime de | \$17.40 |

**Taxes de vente provinciale
sur diverses marchandises**

M. Labbé (Mégantic): Quel est le montant des taxes de vente provinciale qui ont été perçues sur les marchandises ci-après désignées:

a) Les liqueurs douces et eaux gazeuses?

b) Les journaux, périodiques ou magazines?

c) Les friandises?

d) Les pâtisseries?

Et ce, pour chacune des années fiscales suivantes:

1. 1940-1941?

2. 1941-1942?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): a), b), c), d), 1. et 2.: Le montant n'est pas connu, les agents percepteurs n'étant pas obligés en loi de détailler dans leurs rapports au trésorier quelle somme a été perçue dans chaque genre ou variété de marchandises vendues dans leurs établissements respectifs.

Projets de loi:

**Code
municipal**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois².

Cette loi poursuit les objectifs suivants: faire disparaître un faux prétexte qui permettait, dans certains cas, aux secrétaires de municipalité d'inscrire sur les listes électorales, et à titre d'occupants, des personnes qui n'y avaient pas droit; permettre à l'Office du drainage de rendre des décisions ayant le même effet que celles des conseils municipaux; interdire aux municipalités d'accorder des contrats de vente d'obligations à un autre qu'au plus bas soumissionnaire sans l'autorisation du ministre des Affaires municipales.

M. Gagnon (Matane): Quelques députés de l'opposition sont absents à cause du retard des trains causé par la tempête.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (Souriant) Sont-ils encore à Montréal?

(Rires)

M. Gagnon (Matane): Il y a du bon et du mauvais dans le projet de loi du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin).

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 16 du Code municipal, modifié par l'article 1 de la loi 12 George V, chapitre 99, par l'article 1 de la loi 14 George V, chapitre 83 et par l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 103, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 21."³

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le mot occupant a prêté à beaucoup d'abus. Aujourd'hui, il convient d'en supprimer la définition, attendu que la définition actuelle de propriétaire comprend les occupants à titre de propriétaire et que, par ailleurs, les occupants à titre précaire sont, en vertu de l'article 1608 du Code civil, réputés locataires, comme le dit la note explicative rattachée au bill.

Cette mesure a pour but de réprimer des abus, qui se sont glissés lorsque des secrétaires de municipalités ont inscrit sur les listes électorales certaines personnes qui n'en avaient pas le droit, parce qu'ils pouvaient jouer sur ce terme d'occupants.

M. Gagnon (Matane): J'admets le principe du bill. Mais, il y a au moins 50 articles dans le Code municipal où il est question d'occupants. Or, les amendements suggérés n'en corrigent que quelques-uns. Pourquoi ne pas changer la définition au lieu de prendre le risque de s'attirer des ennuis inutiles? Ceux qui occupent un immeuble sans bail et par simple tolérance du propriétaire sont, par le présent bill, exclus de toute participation à la vie municipale et qu'on ne pourra plus même les taxer.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le but de la loi n'est pas d'opérer une refonte du Code

municipal, mais simplement de faire disparaître certains abus.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 654 dudit code, modifié par l'article 36 de la loi 8 George V, chapitre 20; l'article 2 de la loi 14 George V, chapitre 84; l'article 16 de la loi 18 George V, chapitre 94; l'article 10 de la loi 2 George VI, chapitre 103 et l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 73, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 8."

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre n'est pas responsable de la rédaction de la loi, mais elle pourrait être mieux faite. Il serait beaucoup plus simple de dire ce qu'est le paragraphe 8, puis ajouter qu'il est retranché. Tel que rédigé, il n'est pas un citoyen qui s'y retrouvera.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Je crois que nous ne devrions jamais faire injure à Sa Majesté la langue française dans la rédaction de nos lois et je suggère un amendement à l'article 6 de la loi à l'étude, dans le sens préconisé par le représentant de Matane (M. Gagnon) et destiné à rendre la rédaction du texte plus élégante et plus claire.

Il n'est pas un citoyen qui peut s'y retrouver s'il n'a pas fait un cours de droit.

M. Gagnon (Matane): Je félicite le représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain) de son attitude et de cette intervention en faveur des droits inéluctables de la langue française.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) argumente que ce n'est pas si embrouillé qu'on veut bien le prétendre. Il fait remarquer qu'il arrive parfois que les avocats soient heureux d'avoir sous les yeux l'historique des amendements, ce qui rend forcément la rédaction d'un article moins élégante.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) et **l'honorable M. Drouin (Québec-Est)** discutent à propos de cet article.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Après avoir relu l'article en question) J'accepte l'amendement du député de Gaspé-Nord.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Le paragraphe 8 de l'article 654 du Code municipal qui se lisait comme suit: "Les noms et prénoms des occupants de tout immeuble et de toute partie d'immeuble, s'ils sont connus", est retranché."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 et 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'article 758 dudit code, remplacé par l'article 19 de la loi 8 George V, chapitre 60 et modifié par l'article 29 de la loi 11 George V, chapitre 48; l'article 7 de la loi 16 George V, chapitre 34; l'article 19 de la loi 18 George V, chapitre 94; l'article 6 de la loi 1 George VI, chapitre 51 et l'article 21 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant: "La résidence, aux fins du présent article, est celle portée au rôle d'évaluation"".

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose un amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) s'y objecte. Les références à des amendements antécédents sont nécessaires, dit-il.

M. Casgrain (Gaspé-Nord) n'insiste pas pour l'amendement.

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. L'article 760a dudit code, ajouté par l'article 27 de la loi 9 George V, chapitre 59, est modifié en ajoutant, après le paragraphe 2, le suivant:

"2a. Le conseil ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, l'offre la plus avantageuse."

M. Gagnon (Matane): Par cet amendement, le ministère est en train de faire disparaître les derniers droits municipaux. Il est mauvais et dangereux, enlevant aux conseils municipaux des

pouvoirs légitimes. C'est la mainmise du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce sur les municipalités du Québec. Cet article permettra des interventions inopportunes dans les affaires municipales. On dirait vraiment que l'on veut continuer ainsi la politique qui consiste à interdire et supprimer, à toutes fins pratiques, les conseils municipaux.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. L'article 771 dudit Code, remplacé par l'article 22 de la loi 8 George V, chapitre 60, modifié par l'article 8 de la loi 16 George V, chapitre 34; l'article 21 de la loi 18 George V, chapitre 94 et l'article 9 de la loi 1 George VI, chapitre 51, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant: "La résidence, aux fins du présent article, est celle portée au rôle d'évaluation"."

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Je suggère un autre amendement. La rédaction de l'article offre un danger dans l'interprétation.

M. Gagnon (Matane): Je seconde avec plaisir l'amendement du représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain).

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Je ne réclame qu'une meilleure rédaction. Si l'honorable ministre nous dit qu'il n'y a aucun danger, je retirerai volontiers mon amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je ne crois pas que l'amendement soit absolument nécessaire.

M. Gagnon (Matane): Je crois, moi, que l'honorable ministre veut "passer un Québec" au représentant de Gaspé-Nord.

Voix à droite: Depuis les élections d'hier, on dit "passer un Montréal".

(Rires)

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le représentant de Gaspé-Nord n'a aucune raison d'avoir peur.

M. Gagnon (Matane): (Riant) L'honorable ministre a-t-il peur de la motion Chaloult?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le député de Matane (M. Gagnon) a-t-il peur du peuple?

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 et 13 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 après l'avoir amendé.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Mécaniciens

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant les mécaniciens de machines fixes soit maintenant lu une deuxième fois.

Comme nous l'avons déjà expliqué, le bill relatif aux mécaniciens de machines fixes a pour but principal de moderniser un texte de loi, dont la rédaction est déjà très ancienne, de mieux définir la portée de cette loi et l'objet des règlements. On fait en sorte de donner aux mots "édifices publics" et "établissements industriels" la même signification que dans les lois connexes. Ce projet de loi constitue donc une refonte complète de notre législation existante en ce domaine.

Dans un but sécuritaire, le gouvernement exerce un certain contrôle sur le fonctionnement des chaudières à vapeur et autres appareils pouvant comporter un certain danger. Il voit, en particulier, à ce que ces machines soient placées sous la surveillance de mécaniciens compétents. La mesure obligerait les mécaniciens de machines fixes à détenir un certificat de la classe établie pour leur travail selon la réglementation du gouvernement.

Les amendements que nous proposons sont devenus nécessaires depuis quelques années déjà. L'ancienne loi avait été tant de fois amendée qu'elle manquait de clarté. De plus, elle ne répondait plus aux besoins du moment. Ainsi, elle ne faisait pas mention des appareils de réfrigération. Nous devons

faire une nouvelle loi des mécaniciens de machines fixes, qui s'appliquera aux appareils frigorifiques.

Nous avons nommé, pour étudier la question de ces appareils, un bureau d'ingénieurs, qui nous a fait des recommandations. Nous les avons soumises au préalable à un comité technique d'experts. Le présent bill, qui constitue une refonte complète de l'ancienne loi, est le résultat de l'étude faite par ce comité d'experts, et je puis donc assurer la Chambre que notre projet de loi a été rédigé avec la coopération de tous les intéressés.

M. Gagnon (Matane) et **M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** réclament la production du rapport des experts.

M. Gagnon (Matane): À mon avis, le bill est loin de constituer une amélioration. Ainsi, on fait disparaître les définitions de la force motrice et du cheval-vapeur.

Il est étonné de constater que l'on a nommé un seul inspecteur de plus, en dépit qu'il y a des milliers d'usines nouvelles qui ont surgi en notre province, surtout depuis le début de la guerre pour la fabrication d'engins de guerre et que les causes d'accidents graves sont nombreuses. Il rappelle, entre autres, le drame de Shipshaw⁴. Le gouvernement devrait augmenter le nombre de ses inspecteurs pour assurer une meilleure surveillance de ces usines, dit-il. Au lieu de cela, il nous présente une refonte antérieure à l'ancienne loi.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): S'il faut des inspecteurs plus nombreux, le gouvernement en nommera d'autres. Pour ce qui est du nouveau bill, il rencontre l'assentiment de tous les intéressés, y compris les manufacturiers.

Le public comprend mieux maintenant l'importance de l'inspection des machines fixes, des machines sous pression, des appareils frigorifiques et nous soumet volontiers ses plans. Et, s'il arrivait que nous ayons besoin d'un plus grand nombre d'inspecteurs, nous les nommerions sans retard.

M. Gagnon (Matane) fait remarquer que la nouvelle loi ne change pas tellement de choses en définitive, puisqu'il ne faudra qu'un examinateur de plus.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): En fait, la nouvelle loi ajoute les instituts, les collèges, les noviciats et les hospices à la liste des immeubles tombant sous le coup de

l'examen obligatoire. Pour ce qui est de l'examineur, je ferai à nouveau remarquer au député de Matane (M. Gagnon) que les conditions sont changées et que les gens, comprenant mieux l'importance de la chose, rendent le travail plus facile en faisant eux-mêmes les démarches nécessaires.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Questions et réponses:

Taxe de vente provinciale

M. Sauvé (Beauharnois): 1. Quel est le montant total des amendes et pénalités perçues par le gouvernement de la province de Québec relativement à la taxe de vente provinciale depuis le 1^{er} janvier 1940 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement?

2. Quel a été le montant des frais de perception ou autres payés par les contribuables poursuivis, relativement à la taxe de vente provinciale au cours de la même période?

3. Quel a été le montant des frais de perception ou autres payés par la province, relativement à la taxe de vente provinciale au cours de la même période?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. \$5,545.00.

2. \$5,509.36.

3. \$424,815.77; ce chiffre comprend une somme de \$85,690.87 qui est une partie des traitements des fonctionnaires permanents du Bureau du revenu employés à la perception de la taxe de vente et de d'autres taxes.

Taxe sur la gazoline

M. Labbé (Mégantic): Attendu que le gouvernement fédéral a annoncé que les montants perçus par le gouvernement provincial, en 1940, sur la taxe sur la gazoline, seraient garantis par le gouvernement fédéral sur la base de \$11,803,248.13 pour l'année courante: a) Sur quelle base ladite somme a été fixée? b) Quelles concessions le gouvernement provincial a-t-il faites en retour?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): a) Sur les revenus nets de la province pour la période de 12 mois finissant le 30 juin 1941. b) Aucune.

Dépôt de documents:

Arrêtés ministériels sur les seigneuries

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 mars 1942, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement, et se rapportant aux seigneuries et aux lois y relatives, dans la province de Québec. (Document de la session no 21)

Arrêtés ministériels sur la taxe des corporations

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 17 mars 1942, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1940 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement, et se rapportant à la taxe imposée sur les corporations. (Document de la session no 22)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. "À peine le premier ministre est-il assis à son siège qu'une gerbe de fleurs (des œillets rouges, *Le Devoir* du 25 mars 1942, à la page 4) lui fut apportée aux applaudissements de la députation, qui exprime ainsi sa vive satisfaction des quatre victoires remportées par le gouvernement lundi, (le 23 mars 1942) aux élections complémentaires", selon *Le Canada* du 25 mars 1942, à la page 12. Pendant ce temps, "les députés de Montréal, qui ont participé plus particulièrement aux élections parlementaires, distribuent des œillets rouges aux autres députés" (*Le Devoir* du 25 mars 1942, à la page 4) et des poignées de main avec le sourire aux lèvres, selon *Le Soleil* du 25 mars 1942, à la page 7.

2. Selon *L'Événement-Journal* du 25 mars 1942, à la page 4, le bill 16 intitulé: Loi modifiant le Code municipal a provoqué un débat d'une heure et demie. *The Montreal Daily Star* du 25 mars 1942, à la page 5, mentionne que la Chambre "a étudié les deux mesures gouvernementales pendant deux heures", soit pour le bill 16 et le bill 21.

3. Seulement sur cet article, le député de Matane (M. Gagnon) et le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) ont argumenté pendant 30 minutes, selon *L'Événement* du 25 mars 1942, à la page 4.

4. Une dizaine d'ouvriers ont perdu la vie lors de l'incendie d'un édifice causé par un bout de cigarette mal éteinte. *Le Devoir* du 31 mars 1942, à la page 10; *L'Action catholique* du 31 mars 1942, à la page 15; *L'Événement-Journal* du 31 mars 1942, à la page 4; *Le Soleil* du 31 mars 1942, à la page 4; *Le Canada* du 31 mars 1942, à la page 5. Shipshaw, dans la région du Saguenay, "s'est fait connaître à la fin des années 1940 pour son important développement hydroélectrique sur la Saguenay près de l'embouchure de Shipshaw. L'installation Shipshaw I (Chute à Caron) a été bâtie entre 1931 et 1934 et avait une capacité de 300,000 H.P.; l'installation Shipshaw II qui a été bâtie en 1942-1943 a une capacité de 1,200,000 H.P. Aluminum Co. of Canada était le propriétaire de ces deux installations." *Encyclopedia Canadiana*, Toronto/ Ottawa/Montréal, Grolier of Canada, à page 301.

Séance du mercredi 25 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme;

- bill 149 relatif à l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde.

Votre comité a aussi examiné le bill 143 concernant la corporation du village de Princeville et les Commissaires d'écoles de Stanfold et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements.

Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité, il a convenu que le titre soit changé en celui de: "Loi concernant la corporation du village de Princeville" et a aussi amendé le préambule.

Le comité fait, de plus, rapport qu'il a référé au comité des bills publics en général le bill 138 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec et recommande à la Chambre d'accéder à sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Charte
de Montréal**

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Ministère des
Pêcheries maritimes**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 créant un département des Pêcheries maritimes.

Ce projet transforme le service des Pêcheries maritimes en un département ou ministère distinct avec le Dr Arthur Labrie comme sous-ministre, en plus d'autres fonctionnaires déjà responsables de l'opération. Les pouvoirs que la loi actuelle confère au surintendant des Pêcheries maritimes sont attribués au sous-ministre du nouveau département.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des chemins
de colonisation**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 modifiant la loi des chemins de colonisation.

La nouvelle mesure stipule simplement que le ministre peut autoriser la tenue de tous les travaux de construction, de réfection, d'amélioration ou d'entretien des routes de colonisation et que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer lorsqu'une route de colonisation cesse d'en être une. Autrefois, comme des municipalités contribuaient à la construction des chemins de colonisation, ceux-ci étaient classifiés. Mais, les municipalités ne sont plus appelées à contribuer à la construction de ces voies, en sorte que la nécessité de la classification disparaît.

Ce projet supprime aussi les dispositions de la loi qui permettaient d'imposer des péages sur lesdits chemins de colonisation, ce qui concorde avec la loi générale, qui supprime tous les péages sur les ponts provinciaux. Enfin, un autre article fait

disparaître pour les municipalités l'obligation d'assurer les ponts construits par le département de la Colonisation.

Le projet assimile à des cantons les terrains dans les seigneuries, qui ont été acquis par la couronne en tout ou en partie et concédés de nouveau par billets de location.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner toute route existante qui a été ouverte ou améliorée, en totalité ou en partie, aux frais de la province comme route de colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi relative au tourisme

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant la loi relative au tourisme.

Le projet de loi porte de 20 à 30, le nombre maximum des membres du Conseil du tourisme. L'article 2 du même projet de loi prévoit l'obligation à l'avenir pour les syndicats d'initiative de fournir semestriellement et non plus annuellement le programme et le compte rendu de leurs activités. Enfin, on décrète le paiement sur les crédits annuels de toutes les dépenses encourues pour la mise à exécution de la loi du tourisme. Toutes les dépenses engagées pour exécuter les travaux doivent être payées à même les crédits annuels. Les frais de déplacement des membres du Conseil ne doivent pas dépasser \$5,000 par année.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Véhicules automobiles en temps de guerre

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 relatif aux véhicules automobiles en temps de guerre.

Ce projet de loi limite à 40 milles à l'heure la vitesse maximum pour toutes les automobiles dans la province de Québec, à compter du 1^{er} avril prochain et légalise l'emploi d'une seule plaque indicatrice du numéro de matricule de l'auto à l'arrière de la voiture. Elle doit être placée à l'arrière de la voiture, à une distance de plus de 18 pouces du sol et à un endroit facilement lisible pour une personne

regardant la voiture à une distance de 100 pieds de la plaque. Chaque remorque ou semi-remorque doit avoir une plaque aussi.

Le bill donne également force de loi à la mesure prise récemment et qui autorise les véhicules à n'avoir seulement qu'une seule plaque de licence à être installée à l'arrière de chaque automobile, au lieu des deux plaques exigées par la loi actuelle. On sait que ces nouveaux règlements sont déjà en vigueur. Le gouvernement se déclare aussi propriétaire des plaques et dit que le prix payé n'est que pour l'usage.

Par l'ordonnance fédérale, qui empêche d'obtenir de nouveaux pneus et rationne radicalement le caoutchouc, il arrivera que les voitures en viendront à rouler sur des pneus de qualité inférieure. Nous présentons ce projet de loi afin de prévenir les accidents de la route. Nous le faisons dans un but sécuritaire, car il est entendu que des mauvais pneus multiplient les dangers d'accidents par crevaisons et dérapage et peuvent causer des accidents graves. De plus, il s'agit d'utiliser les autos pour obtenir le rendement maximum de l'essence utilisée et de la durée maximum des pneus. La vitesse des 40 milles est considérée comme le point utile et comme durée et comme économie.

Tout d'abord, il n'y a pas de limite de vitesse actuellement dans le cas des routes aux surfaces dures où il n'y a pas de maison ou d'édifice; toutefois, la vitesse doit être raisonnable. Deuxièmement, il est interdit de rouler à une vitesse de plus 50 milles sur les routes aux surfaces dures où il y a des maisons ou des édifices ayant un accès donnant sur ces routes et il y a une limite de vitesse de 40 milles sur les routes de montagne ou les routes en gravier dont la visibilité est bonne. Une limite de vitesse de 20 milles à l'heure est établie pour les routes sinueuses, dans les courbes, les zones commerciales, devant les écoles, aux intersections et aux passages à niveau et ces restrictions ne sont pas affectées par le présent projet de loi.

C'est la province qui fixe la limite de vitesse et non Ottawa. De cette façon, le projet de loi comporte une disposition qui permet au gouvernement de rappeler cette loi par simple proclamation aussitôt que les circonstances le permettront. La limite demeure en vigueur jusqu'à l'abrogation proclamée par le lieutenant-gouverneur en conseil et cette abrogation aura pour effet de rétablir les dispositions ici amendées comme si ce projet de loi n'avait jamais passé, sans préjudice à tout amendement qui pourrait autrement avoir été adopté.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Réservoir de la rivière du Loup

L'honorable M. Côté (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 29 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas).

Le projet de loi autorise la Commission des eaux courantes de la province de Québec à construire, à même ses deniers, un barrage sur la rivière du Loup, comté de la rivière du Loup. Elle aura le pouvoir de faire les travaux requis pour établir des barrages réservoirs ou d'autres travaux dans la rivière du Loup (en bas) et dans les lacs et tributaires.

L'objet de ces travaux sera d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régulation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière.

En d'autres termes, on veut assurer la reconstruction du barrage Morin et produire de l'énergie électrique. Ces travaux de régularisation sont indispensables pour assurer le fonctionnement continu de l'usine qui fournit de l'énergie électrique à la ville de Rivière-du-Loup.

Le coût des travaux sera chargé sur les usagers de la rivière et non seulement à l'usine hydroélectrique de la ville de Rivière-du-Loup. Le barrage prévu sera de 10 pieds plus élevé que l'ancien, de façon à élever d'autant le niveau des eaux par filtrage. On sait que le barrage actuel subit des pertes considérables par déperdition des eaux par filtrage.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Inspecteurs d'établissements industriels

M. Talbot (Chicoutimi): Combien d'inspecteurs d'établissements industriels ont été nommés ou étaient en fonctions:

- a) en 1939?
- b) en 1940?
- c) en 1941?
- d) en 1942?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

- a) 34 inspecteurs au 31 décembre 1939.
- b) 34 inspecteurs au 31 décembre 1940.
- c) 32 inspecteurs au 31 décembre 1941.
- d) 34 inspecteurs au 15 mars 1942.

Projets de loi:

Loi des pensions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions.

M. Gagnon (Matane): Cette loi est d'une extrême importance et d'une portée considérable. Je demande à l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) d'en remettre l'étude après le lendemain du congé de Pâques, car le chef de l'opposition, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), sera de retour à cette date². Il convient d'attendre son retour en cette Chambre pour qu'il puisse discuter cette législation avec le gouvernement. Je sais qu'il aimerait exprimer ses vues sur le projet.

Le représentant de Trois-Rivières tient de façon toute particulière à discuter certains articles du bill, dont la portée lui semble dangereuse et nuisible aux intérêts généraux des pensionnaires. Il est vivement intéressé à la question des pensions de la fonction publique et a étudié en profondeur l'ensemble du dossier, et il est la personne la plus qualifiée pour en discuter.

Le principe de donner les mêmes avantages aux employés du service extérieur est bon, mais nous voulons discuter ses modalités d'application. Le bill contient certaines clauses qui peuvent être dangereuses et injustes pour les employés provinciaux. Il permet de donner des pensions à des employés expulsés ou à faire cadeau de 10 ans de service à des employés qui ne les ont jamais donnés. L'opposition est désireuse de collaborer avec le gouvernement et notre chef, avec sa grande expérience dont nous voudrions profiter pour étudier cette loi, pourra certainement jeter quelque lumière sur la discussion.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je suis heureux d'apprendre

le prochain retour du chef de l'opposition. J'aimerais me rendre au désir du député de Matane. Malheureusement, il est difficile d'accorder cette demande.

Il y a des raisons pratiques et techniques, qui nous obligent à l'étudier immédiatement. Nous voulons que cette loi entre en vigueur dès le 1^{er} avril et, pour cela, il est important qu'on l'adopte et l'étudie sans retard. D'ailleurs, l'opposition est très bien représentée.

Ce bill a été distribué il y a deux semaines, soit depuis le 17 mars. Tout le monde a eu le temps de l'approfondir. Je suis certain d'ailleurs que le chef intérimaire de l'opposition saura conduire le débat avec sagesse et qu'il pourra donner au gouvernement tous les renseignements qui peuvent être utiles. Je ne doute pas de la compétence du député de Matane à débattre de ce dossier.

Je puis ajouter qu'il pourra faire valoir ses objections et qu'ainsi, l'intérêt public n'en souffrira pas et sera aussi bien protégé avec mon collègue de Matane qu'avec son chef! Le député de Matane pourrait le remplacer dans l'étude de la loi, dont l'adoption doit être un fait accompli avant le 1^{er} avril.

M. Talbot (Chicoutimi): J'appuie la demande du représentant de Matane. Comme il l'a dit, l'expérience du chef de l'opposition serait utile à la Chambre pour l'étude d'une loi, qui affectera le Trésor public. L'objection de l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} avril n'est pas sérieuse, car rien n'empêche de dire que la loi est sensée avoir été en vigueur à cette date, ce à quoi personne ne s'opposera.

À date, l'opposition a prouvé sa bonne volonté et le gouvernement doit se rendre au seul désir encore exprimé par les membres de l'Union nationale.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) refuse encore.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le bill doit être absolument adopté avant cette date, si nous ne voulons pas priver les employés de leurs chèques du 1^{er} avril. Il y aura des retenues à faire pour la contribution au fonds de pension et il faut de toute nécessité que notre loi soit votée avant que les ajustements puissent être effectués.

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle acceptée?

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse), M. Dumaine (Bagot) et M. Casgrain (Gaspé-Nord).

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Comme j'ai eu l'honneur de le dire à la Chambre en présentant cette loi, nous voulons étendre les avantages de la loi des pensions aux employés du service extérieur.

À l'heure actuelle, seuls les employés du service intérieur bénéficient de la loi. Nous voulons élargir les dispositions de cette loi de façon à permettre à tous les employés civils, ceux des services administratifs extérieurs comme ceux du service intérieur, d'en profiter à l'avenir et de recevoir une pension de retraite basée sur le nombre de leurs années de travail.

Les fonctionnaires seront divisés en trois catégories: premièrement: les fonctionnaires nommés avant le 1^{er} avril et qui bénéficient déjà de la loi; deuxièmement: les employés du service extérieur qui ne tombent pas sous le coup de la loi, mais qui pourront en bénéficier en remplissant les conditions exigées et en versant les contributions nécessaires; troisièmement: les employés qui seront nommés après le 1^{er} avril.

Cette législation véritablement sociale doit être adoptée avant la fin du mois, car elle doit être sanctionnée pour entrer en vigueur le 1^{er} avril. Il faudrait même qu'elle soit adoptée le plus tôt possible. En effet, un bon nombre d'employés voudront en profiter et commencer à payer leurs versements dès le premier jour de la nouvelle année fiscale, le 1^{er} avril.

M. Gagnon (Matane): Combien y a-t-il actuellement de pensionnaires? Et, quel est le nombre d'employés nouveaux qui seront affectés par la nouvelle loi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La province a, en tout, environ 12,000 fonctionnaires provinciaux, dont un certain nombre toutefois n'ont pas le droit d'entrer dans le fonds de pension, tels les régistres à commission, etc. Il y a de 3,000 à 4,000 fonctionnaires qui bénéficient de la loi des pensions actuellement. Il ignore cependant combien d'employés pourront en bénéficier.

M. Robinson (Brome): Je n'ai pas de copie de la loi.

M. Paquette (Labelle): Moi non plus, et je voudrais bien en avoir une. Comment se fait-il qu'on n'a pas sous la main des copies d'un projet de loi aussi important? Quelques-uns de mes collègues de la gauche n'ont pas le projet devant eux.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi a été distribuée à tous les députés, il y a plusieurs jours. Si les députés de l'opposition n'en ont pas reçue, nous allons leur en donner de nouvelles copies.

Un député: On ne peut pas continuer l'étude du projet de loi sans un texte sous les yeux!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis surpris de cet incident. Il y a 10 jours, ce bill a été distribué. Les membres de l'opposition, qui prétendent tant s'intéresser à la question, auraient certainement pu s'en procurer une copie. Si nous semblons manquer de copies, c'est sans doute parce que quelques employés civils ont voulu en avoir, attendu qu'ils y trouvaient un intérêt particulier.

M. Talbot (Chicoutimi): Avant d'aller plus loin, il est très important que nous connaissions le nombre exact des employés qui bénéficieront de cette loi. Le ministre, alors qu'il présente un bill qui comporte de fortes dépenses pour la province, devrait savoir au moins le nombre des employés de la province qui peuvent en bénéficier et quelle sera l'éventuelle dépense pour la province.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'opposition ne peut poser des questions auxquelles il est impossible de répondre. Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a donné les chiffres qu'il peut donner et il ne peut aller au-delà, car on ne sait pas le nombre d'employés qui voudront bénéficier des avantages de la loi. C'est là un renseignement que personne ne peut donner et qu'il n'est pas raisonnable de demander.

M. Talbot (Chicoutimi): Mais, le nombre d'employés?

M. Gagnon (Matane): Avant de faire l'étude de ce bill, il convient que nous soyons renseignés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On vote le principe d'accorder des pensions à tous les employés des services intérieurs et extérieurs de la province. Le nombre d'employés intéressés importe

peu. S'il doit y en avoir 100 ou 200 de plus l'an prochain, ils en bénéficieront, mais, il est impossible d'en dire le nombre, puisque le droit de participer au fonds de pension est facultatif. Ce qui compte, c'est que tous les employés soient protégés par le gouvernement.

M. Gagnon (Matane): L'honorable trésorier de la province devrait savoir ce que cela va coûter au Trésor.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous ne pouvons dire ce que cela coûtera deux ou trois ans d'avance. Nous allons payer la pension à tous ceux qui y ont droit et se conformeront aux conditions. Le chef de l'opposition n'a pas posé la question du député de Chicoutimi, qui veut savoir le nombre exact d'employés qui bénéficieront de la nouvelle loi. Il ne pose jamais de questions comme celle-là.

M. Talbot (Chicoutimi): J'ai le droit de poser les questions que je veux comme député.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne nie pas les droits du représentant de Chicoutimi, mais il ne peut exiger une réponse à sa question, car nous ne savons pas le nombre d'employés qui voudront prendre avantage de la loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) (En uniforme de major de l'armée canadienne) demande au trésorier s'il avait bien compris que le gouvernement souhaite accorder la pension à tous les employés de l'extérieur comme aux employés de l'intérieur? Seront-ils sur le même pied?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pas tout à fait. C'est l'idée générale, mais il est impossible que tout entre en vigueur en même temps. Il y aura des cas où ce ne sera pas possible, mais tous les employés pourront bénéficier de la loi. Pour ce qui est des employés du service extérieur, on tâchera de leur donner la chance de rattraper le temps perdu.

M. Robinson (Brome) se réfère au cas d'un homme de 55 ans à l'emploi des services externes depuis 20 ans. Conformément au projet de loi, il pourrait cotiser pendant 17 ans au fonds à un taux d'intérêt de 4 %, s'il ne verse pas tout de suite une somme forfaitaire pour couvrir les paiements pour les 20 ans. Il sera alors âgé de 72 ans et, par conséquent, la loi ne présente aucun avantage pour

lui; en fait, plus l'employé est âgé, moins elle lui est avantagieuse.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) admet que la situation est difficile pour les hommes plus âgés.

M. Robinson (Brome): Si un homme a atteint l'âge de 60 ans, cette loi ne lui est absolument pas utile.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je n'irais pas jusqu'à dire ça.

Selon la loi actuelle, les employés des services externes du gouvernement ont droit à une pension et, par conséquent, ils ne sont pas obligés de déposer un pourcentage de leur salaire mensuel dans le fonds de pension. Toutefois, le nouveau projet de loi permettra à ces employés d'avoir le droit de recevoir une pension à condition qu'ils versent au fonds un montant équivalant à la somme qu'ils auraient dû déposer s'ils avaient souscrit au même programme auparavant. S'ils ne peuvent pas payer les arriérés en un seul montant, ils doivent le faire dans le cadre d'un programme de versements qui implique beaucoup de temps, sinon ils ne sont pas admissibles à des prestations de retraite.

M. Talbot (Chicoutimi): (Revenant avec sa question) Ce que je veux savoir, c'est le nombre d'employés jusqu'au 1^{er} avril, qui tomberont sous le coup de la loi et en bénéficieront. Le trésorier de la province devrait le savoir. Il les connaît les employés. C'est lui qui les paie.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Cette information se trouve dans le volume des *Comptes publics*, que j'ai déposé sur la table, il y a quelques jours.

M. Gagnon (Matane) demande si le nouveau bill retranche de la loi la disposition qui permettrait au lieutenant-gouverneur en conseil d'ajouter arbitrairement 10 ans aux années de service d'un employé, pour lui permettre de bénéficier d'une pension supérieure? Cette clause est la plus arbitraire et la plus injuste qui soit. Ceux qui ont beaucoup d'influence peuvent se faire octroyer une pension plus considérable, au détriment des autres qui ont versé régulièrement leurs contributions pendant un plus grand nombre d'années; de plus, on laisse dans la loi la clause qui permet au lieutenant-gouverneur

en conseil de n'accorder qu'une demi-pension à un employé qui a droit au plein montant.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il est vrai qu'en vertu de la loi actuelle le département du Trésor peut accorder jusqu'à 10 années supplémentaires de service, et a le pouvoir dans le cas des techniciens qui ont été embauchés après un certain âge, comparativement aux autres employés. Mais, ce pouvoir n'a pas été augmenté dans la présente loi. Ce mot technicien est très vague, de sorte que nombre d'employés voudraient s'en prévaloir. L'application de cette disposition donne lieu à des ennuis. Nous faisons disparaître la clause pour les fonctionnaires qui seront nommés après le 1^{er} avril. Quant aux employés actuels, comme la clause existait au moment de leur nomination et qu'elle a pu entrer en ligne de compte dans leur contrat d'engagement, ils pourront encore en bénéficier.

M. Paquette (Labelle): Qu'arrive-t-il dans le cas d'un homme qui meurt avant d'avoir terminé de payer les arriérés?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Dans le cas d'un homme qui meurt avant d'avoir terminé de payer ses arriérés, qu'il devait toujours au moment de son décès, ils seront déduits de la pension que sa veuve recevra.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 3 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots et chiffres "22 décembre 1916" par les mots et chiffres "premier avril 1942"."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En vertu de la loi, on fera une retenue de 5 % sur le traitement de tout fonctionnaire. Cette retenue sera versée chaque mois dans un fonds consolidé du revenu. Le fonds de pension ne formera pas un compte séparé, mais fera partie du fonds consolidé. Il désapprouve les comptes séparés comme celui de l'assistance publique et autres.

M. Talbot (Chicoutimi): Combien d'employés bénéficient actuellement de la pension? Combien en bénéficient en vertu de la nouvelle loi et quelle

dépense additionnelle cela peut-il représenter pour le fonds consolidé du revenu?

M. Gagnon (Matane): Combien a coûté la pension des employés depuis, disons, environ trois ans?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Les pensions ont coûté, l'an dernier, environ \$169,000 à la province. Les nouveaux fonctionnaires admis à bénéficier de la pension ne prendront évidemment pas tous leur retraite prochainement. De sorte que la nouvelle loi n'impliquera pas une grosse dépense additionnelle au début. Plus tard, je crois que lorsque le système fonctionnera régulièrement, peut-être dans cinq ou 10 ans, le coût de la pension, en vertu du projet de loi présenté, pourrait représenter une dépense additionnelle de \$300,000 environ de plus par année.

Pour ce qui est du nombre d'employés qui vont bénéficier de la nouvelle loi, personne n'est capable de le dire au juste, car les employés actuels du service extérieur seront libres de profiter des avantages offerts en versant un certain montant.

M. Gagnon (Matane): Je ne le crois pas, car il y aura peu de fonctionnaires qui prendront leur pension d'ici à un an. Dans l'avenir, d'ici à cinq ou 10 ans, l'augmentation du montant payé en pensions pourra être de \$300,000.

M. Talbot (Chicoutimi): Je demande encore à l'honorable trésorier de la province, quel est le nombre d'employés qui bénéficieront de la nouvelle loi des pensions? Il insiste pour avoir une réponse plus précise.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Personne ne peut dire le nombre de pensionnaires que la province aura, car nous ne savons pas combien d'employés du service extérieur voudront bénéficier de la loi.

M. Talbot (Chicoutimi): Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) nous réfère aux *Comptes publics*, mais j'y vois qu'il a payé \$1,900 pour faire préparer les estimés budgétaires.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Cette somme a été payée à des comptables de l'extérieur, pour examiner la situation financière du gouvernement de l'Union nationale.

M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre sur la préparation des estimés budgétaires.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) interpelle le député de Chicoutimi³.

Des députés ministériels demandent à l'opposition de s'en tenir à la discussion du projet.

M. le président (M. Dumaine) se lève pour rétablir la paix et soutient les points d'ordre.

M. Talbot (Chicoutimi): Je demande de nouveau, que l'on nous dise combien d'employés bénéficieront de la loi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'ai donné la seule réponse qui puisse être donnée et je l'ai donnée trois fois. Je soulève la question d'ordre.

M. Gagnon (Matane): Nous voulons savoir le nombre de pensionnaires actuels.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Ce n'est pas la question du député de Chicoutimi. Voilà deux heures que nous discutons sur une question au lieu d'étudier une loi qui doit être adoptée sans retard.

M. Gagnon (Matane): L'honorable trésorier de la province nous dira-t-il, ce soir, combien il y a d'employés du service intérieur qui bénéficient de la loi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est votre question, mais ce n'est pas celle du représentant de Chicoutimi, à laquelle personne ne peut répondre, car nous ne savons pas.

M. Gagnon (Matane): Nous posons deux questions bien distinctes au ministre. D'abord, nous voulons savoir combien y a-t-il actuellement de fonctionnaires qui sont pensionnaires? Ensuite, nous demandons combien d'autres le seront après le 1^{er} avril en vertu de la nouvelle loi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je tâcherai de fournir ces renseignements le plus tôt possible.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 6.

Le comité étudie les articles 61 et 62 introduits par l'article 6 du projet de loi et qui se lisent comme suit :

"61. Si un fonctionnaire démissionne ou est destitué, ou si sa charge est abolie, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont immédiatement remises, sans intérêts.

Si un fonctionnaire est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service avant le temps où une pension aurait pu lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont pareillement remises. S'il meurt avant ce temps, lesdites sommes sont remises à sa veuve, ou, à défaut, à ses enfants; nulle autre personne n'a droit à ce remboursement."

"62. Le fonctionnaire auquel les retenues ont été remboursées, en vertu de l'article précédent, ne peut, s'il est subséquemment nommé à une fonction visée par la présente section, faire compter les années de service antérieures à cette nouvelle nomination qu'en remettant lesdites retenues avec intérêt au taux de quatre pour cent, à compter du jour où il les a touchées. Cette remise doit être effectuée en la manière fixée à l'article 68."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Un fonctionnaire qui quitte le service civil après un certain nombre d'années a le droit de se faire remettre l'argent qu'il a versé au fonds de pension; s'il revient plus tard dans le fonctionnarisme, il pourra faire remise à la province de cette somme, avec un intérêt de 4 % et retrouver ses droits au fonds de pension.

M. Gagnon (Matane) signale qu'au chapitre qui a trait aux employés actuels du service intérieur, on garde l'article 8 de l'ancienne loi. C'est cet article qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'ajouter jusqu'à 10 ans aux années de service effectif de quelques⁴ fonctionnaires, qu'il qualifie de privilégiés, qui demandent à être mis à leur pension. Il proteste contre le fait qu'on laisse subsister dans le projet de loi ce pouvoir discrétionnaire.

Il soutient que cette disposition est arbitraire et injuste pour les employés en général. Ceux qui auront beaucoup d'influence, dit-il, pourront obtenir une plus grosse pension, au détriment des autres, qui auront versé leurs contributions régulièrement pendant un plus grand nombre d'années.

Il fait observer que le bill permet de donner des pensions à des employés mis à la porte, ou de

faire cadeau de 10 années de service à des gens qui n'auront pas fait, pendant ladite période, une minute de travail pour la province.

De plus, on laisse aussi dans la loi une autre disposition arbitraire, qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil de n'accorder qu'une demi-pension à un employé qui a droit à son plein montant. Tout cela devrait disparaître de la loi.

M. Paquette (Labelle) appuie la proposition de son chef et affirme que cela se fait au détriment du plus grand nombre de fonctionnaires.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) admet que ces clauses consacrent un mauvais principe et signale qu'elles disparaissent pour les nouveaux employés.

M. Gagnon (Matane): La loi permettra-t-elle au gouvernement d'ajouter 10 ans de service aux employés qui prennent leur retraite?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La clause reste pour les fonctionnaires actuels, mais elle ne vaudra plus pour les fonctionnaires qui entreront en service après le 1^{er} avril prochain. Quant aux autres, nous ne pouvons toucher à la loi en ce qui regarde les employés actuels. Ce serait injuste. Ils peuvent avoir pris cet avantage en considération au moment de leur entrée en service.

M. Gagnon (Matane): L'Union nationale n'a pas tenu compte de cet article, que je considère injuste. Ce n'est pas la même chose avec le gouvernement actuel. En tenant compte de cet article, le gouvernement pourra alors accorder de plus fortes pensions à certains employés. Ainsi, cela veut dire par exemple, que M. A. B. P. Williams, assistant-trésorier de la province, qui vient de donner sa démission et de prendre sa retraite, pourra se faire ajouter les trois années pendant lesquelles il n'a pas travaillé parce qu'il avait été destitué et remercié de ses services sous l'Union nationale. Il a été destitué par l'Union nationale. Replacé en fonctions depuis lors, il pourra bénéficier de cette clause en faisant compter les années où il a été absent du service de la province. Il nomme MM. Antoine Taschereau et Charles Lanctôt⁵.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je tiens à protester. La province de Québec n'a jamais eu de serviteur plus

honnête que M. Williams. Il n'a jamais eu l'opportunité de répondre aux accusations portées contre lui et c'est pour cette raison que je me lève aujourd'hui pour le défendre. Des membres de sa famille sont aujourd'hui au front pour nous protéger et nous défendre. Lui-même est malade et a dû quitter le service.

Je répète qu'on n'a jamais prouvé qu'il avait agi contre les intérêts de la province. M. Williams vient simplement de démissionner pour raison de santé. Je suis convaincu et me porte garant de l'honnêteté et de la parfaite loyauté de l'ex-assistant-trésorier.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) demande à l'opposition de définir exactement son point de vue.

M. Gagnon (Matane) s'élève contre le fait que la loi permet au gouvernement d'ajouter, dans certains cas, 10 ans de service théoriques au stage de quelques fonctionnaires.

M. Paquette (Labelle): Nous voulons simplement que tout le monde soit sur le même pied. Il n'est pas nécessaire d'avoir fait un cours en Sorbonne pour comprendre ça.

M. Gagnon (Matane): Le trésorier de la province devrait rayer de la loi l'article 8. Cet article de la loi actuelle, qui permet d'ajouter 10 ans aux années de service, est injuste. Le fonds de pension est un fonds commun. Il est injuste que certains privilégiés puissent en profiter outre-mesure en obtenant une pension pour des années de service qui n'existent pas, pendant lesquelles ils n'ont pas travaillé. Il est injuste aussi qu'on n'accorde qu'une demi-pension à celui qui a droit au plein montant.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'ai donné les raisons qui justifient cet article et je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'y revenir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition aime à mêler volontairement des noms aux critiques qu'il formule. À plusieurs reprises, il a parlé de M. Williams. Le gouvernement peut avoir fait des erreurs, mais il prend ses responsabilités. M. Williams a toujours été loyal et honnête. Si l'opposition a quelque chose à dire contre lui, qu'elle le dise donc franchement. Qu'elle ait le courage de son attitude et de porter des accusations si

elle ose. Si le député de Matane n'aime pas le caractère de M. Williams, c'est son droit. Mais, il ne peut laisser planer des doutes comme il le fait. M. Williams a démissionné simplement pour cause de santé.

On dit: "Il a été destitué pour cause". Quelle cause? Pourquoi laisser entendre toutes sortes de choses qui n'ont jamais existé, tout simplement parce qu'on jouit de l'immunité parlementaire.

(Applaudissements à droite)

M. Williams fut non seulement un bon serviteur de la province, mais un serviteur efficace. Il a coopéré avec tous les trésoriers. Qu'il dise donc ce qu'il reproche à M. Williams. A-t-il volé? A-t-il négligé ses devoirs? A-t-il fait des erreurs graves? Dans ce cas, qu'on le dise. Qu'on ait donc le courage de porter des accusations!

On n'a jamais réussi à prouver quoi que ce soit au sujet de M. Williams. Bien au contraire, les preuves sont là pour montrer qu'il fut un bon employé. Si un homme a démissionné pour cause de santé ou s'il a quitté son emploi pour aller servir son pays, il n'est que juste qu'on lui remette son fonds de pension. L'article dont on se plaint est équitable. Il donne à tous une mesure de justice. Les employés ne sont pas ici pour se défendre et on ne devrait pas les attaquer impunément. C'est injuste.

Au cours du débat, le représentant de Matane a mentionné le nom de M. Lanctôt. Il ne faut pas baser une législation sur un homme, et pareilles insinuations ne sont pas dignes du chef de l'opposition. S'il est capable de prouver quelque négligence contre M. Williams, qu'il procède. Les employés civils ne sont pas ici pour se défendre et il n'est pas juste de les laisser attaquer impunément.

M. Gagnon (Matane): Si M. Williams n'est pas satisfait ce soir, cela ne dépend pas de moi. Il devra s'en prendre au premier ministre...

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Talbot (Chicoutimi) attaque ceux qu'ils appellent les "back benchers"⁶.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Vous êtes un "back bench" vous-même!

M. Talbot (Chicoutimi): Le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) n'a pas le courage de se lever en Chambre et préfère parler assis!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est mieux pour le député de Chicoutimi que je ne parle pas souvent!

M. Gagnon (Matane): J'ai dit simplement et me suis contenté de dire que M. Williams avait été destitué pour cause.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Mais, quelle cause?

M. Talbot (Chicoutimi) (Se levant sur un point d'ordre) se plaint que la droite fait du bruit et tente d'interrompre les oppositionnistes. Il en appelle au président. Ces messieurs (avec ironie), qui parlent tant du décorum, signale-t-il, et se scandalisent avec tant de pudique rougeur sur ledit décorum, devraient commencer par le respecter.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): De quoi se plaint le député de Chicoutimi?

M. Talbot (Chicoutimi): Du fait qu'on grogne pendant qu'on parle!

M. Lorrain (Papineau): Je n'ai jamais vu depuis sept ans aussi peu de décorum et pareil désordre en cette Chambre! Jamais spectacle aussi violent ne s'est déroulé dans le "salon de la race". Il reproche à la droite de manquer de décorum.

M. l'Orateur (M. Dumaine) fait des gestes d'apaisement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On parle de désordre? On a demandé au chef de l'opposition pour quelle cause M. Williams avait été destitué. Est-ce manquer de décorum? Et maintenant, quels sont ceux qui nous reprochent de manquer de décorum?

Pendant trois ans, des gens qui ne siégeaient pas de notre côté se sont déchaussés pour applaudir en cette Chambre et l'on vient nous parler de décorum! Et le député de Papineau a l'audace de parler de décorum et de trouver que nous en manquons! A-t-il perdu la mémoire?

Il était pourtant en Chambre de 1936 à 1939. Ne se rappelle-t-il pas qu'au temps où son parti gouvernait la province, des députés⁷ de l'Union nationale se prenaient à la gorge ici même, en pleine Chambre?

Des voix de l'opposition manifestent.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Papineau sait les expressions qu'on employait. Il sait que nous étions la risée des autres provinces à cause des scènes qui se déroulaient en cette Chambre. Et, il parle de décorum!

(Applaudissements à droite)

Il oublie évidemment ce qui s'est passé en cette Chambre de 1936 à 1939.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Le calme se rétablit dans la Chambre) Dans l'armée, on a un peu plus que cela le sens de l'honneur. Il s'étonne de la sortie du premier ministre. J'ai entendu bien des critiques et lu bien des choses dans les journaux, dit-il. Je n'ai jamais rien dit. Mais, je ne peux laisser passer les paroles du premier ministre. J'ai été l'Orateur de la Chambre du temps de l'Union nationale de 1936 à 1939 et je sais ce qui s'est passé.

On a fait du désordre dans cette Chambre. On en a fait de 1936 à 1939, comme on en avait fait avant et comme on en fait aujourd'hui. Mais, qu'on cesse donc de répéter toujours les mêmes histoires. Il s'est fait du désordre des deux côtés de la Chambre. On a failli se prendre à la gorge, mais on ne s'est jamais pris à la gorge.

Il pourrait, dit-il, parler de la conduite de certains députés ministériels, mais l'opposition ne croit pas que cela soit digne d'elle. Certains députés ministériels actuels n'ont pas été des fleurs de belle conduite parlementaire. De 1936 à 1939, les députés libéraux n'avaient pas le monopole de la dignité. Même avant 1936, par exemple, il y a de grands hommes libéraux qui se sont botté le derrière, à la porte même de la Chambre, pour ne pas parler d'autres grands hommes libéraux qui ont fait encore pire et on n'en a pas parlé.

Quant à celui qu'on a déchaussé, on devrait l'avoir assez déchaussé. On l'a déchaussé dans toutes les élections, on l'a déchaussé partout. Qu'on le laisse donc tranquille! Pourquoi ressasser tout cela? La Chambre a autre chose à faire. On vient de faire quatre élections partielles.

Il me semble qu'on devrait être un peu plus calme. Il y a un projet de loi devant nous. Soyons donc assez sérieux pour l'étudier au lieu de se lancer à la tête des accusations banales et trop souvent répétées.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Deux-Montagnes a le scandale facile. Ce n'est pas la droite qui a soulevé la question. C'est le représentant de Papineau qui a dit que nous manquions de décorum. Il s'est indigné, parce que

nous avons posé une simple question. Il est surprenant qu'il soit si sensible, lui qui l'était si peu autrefois. J'ai dû lui répondre qu'il avait oublié les trois années que l'on connaît.

Nous avons simplement remis les choses au point. Nous voulons que les délibérations de l'Assemblée soient faites dans un décorum qui convient et que la dignité règne en cette Chambre. Et nous croyons que régulièrement les choses se passent ainsi. Il peut y avoir de vives discussions, mais le décorum doit régner.

Le gouvernement s'est efforcé de rendre à la Chambre son décorum, il y a réussi et il veut le maintenir. Le chef de l'opposition porte des accusations et nous lui demandons de les prouver. S'il a des preuves en main, qu'il les fasse connaître.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre n'était pas en Chambre de 1936 à 1939. Il ne peut parler en connaissance de cause!

Plusieurs voix: À l'ordre !

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre m'a attaqué, il a été injuste à mon égard, mais cela n'est pas surprenant: un homme, un monsieur qui fait des serments par distraction ou par oubli peut évidemment dire ou lancer n'importe quoi!

Plusieurs voix: À l'ordre !

M. Lorrain (Papineau) déclare que jamais dans le passé, il n'a interrompu ceux qui avaient la parole.

M. le président (M. Casgrain, Gaspé-Nord): L'incident est clos.

M. Gagnon (Matane): Je tiens à répéter ce que j'ai dit tantôt. Cet article n'est pas juste pour les employés civils, qui payent de leurs deniers pour constituer le fonds de pension. C'est un mauvais principe que de permettre à un employé civil de se faire réinstaller pour retirer son fonds de pension. Si un employé a été destitué à tort, on peut le dédommager de toutes sortes de façons, mais pas à même le fonds de pension des autres employés. Avec la loi actuelle, M. Charles Lanctôt peut revenir contre la province et réclamer et obtenir encore son fonds de pension. Des fonctionnaires destitués pour raisons graves pourraient réclamer une pension.

Je crois que le trésorier de la province devrait mettre dans la loi que M. Lanctôt, par exemple, ne

peut pas demander une pension. Il rappelle que M. Lanctôt a réclamé une pension de quelque \$40,000⁸, que le gouvernement a répondu par une demande reconventionnelle de \$294,775.49 contre M. Lanctôt, puis que cette action, confiée à un avocat non libéral, a été par la suite abandonnée par le gouvernement. Il note que ce dernier a fait appel aux services de M^e Antoine Rivard. Le premier ministre, dit-il, serait peut-être embarrassé de nous dire pourquoi cette action de \$294,775.49 contre M. Lanctôt a été retirée. C'est une action considérable. En vertu de la présente loi, M. Lanctôt peut se faire réinstaller et retirer sa pension.

Je pourrais citer d'autres cas. M. Antoine Taschereau lui-même, de glorieuse mémoire, pourra se faire réinstaller et retirer sa pension. Il a été forcé non seulement de démissionner, mais de rembourser. Il peut, lui aussi, revenir après ses aventures malheureuses et demander une pension. J'aurais probablement d'autres noms à citer, si je demandais la production des arrêtés ministériels relatifs à ceux qui ont demandé leur pension, après avoir été congédiés pour cause.

Quant à M. Williams, le premier ministre me reproche d'avoir mentionné son nom. Je ne l'ai pas accusé de vol. Je n'ai pas fait d'insinuations tel que le prétend le premier ministre. J'ai dit qu'il avait été destitué pour cause.

Des voix: Précisez.

M. Gagnon (Matane): Je n'ai pas craint de dire pour cause. Il y a bien des choses qui justifient une destitution. Ce n'est pas pour vol que M. Williams a été démis de ses fonctions. Il a simplement été destitué pour ne pas avoir obéi à un ordre de l'Exécutif, donc de ses supérieurs. Ce n'est pas de la malhonnêteté, mais c'est de la désobéissance à un ordre supérieur. Il est six heures.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la séance est suspendue.

Reprise de la séance à 9 h 15⁹

Projets de loi:

John Stephen Oppe

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 changeant le nom de John Stephen Oppe en celui de John Stephen Stephens.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Samuel-Léopold Roy

M. Potvin (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Samuel-Léopold Roy au nombre de ses membres.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Potvin (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Gentilly

M. Biron (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 ratifiant un règlement d'expropriation et un règlement d'emprunt de la corporation municipale de la paroisse de Saint-

Édouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Édouard de Gentilly.

Adopté. L'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Biron (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la succession Tourville

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 modifiant la loi concernant la succession Tourville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

Demandes de documents:

Sanatorium de Saint-François de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, etc., et toute personne, société, compagnie ou corporation, relativement au Sanatorium de Saint-François de Sherbrooke.

Adopté.

La construction de ce sanatorium, uni à l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke, est un projet vieux de plusieurs années. Il y a 12 ou 15 ans, l'administration de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke a demandé pour la première fois la construction d'un sanatorium dans les Cantons-de-l'Est. Le gouvernement du temps a refusé la demande. En 1936, l'administration de l'Hôtel-Dieu a réitéré sa demande. L'Union nationale, à son tour, l'a refusée. Ces refus étaient

du au peu de confiance que l'on avait dans la compétence des administrateurs. Cependant, la demande a été finalement accordée. En 1940, le gouvernement actuel a consenti et autorisé la construction de l'hôpital en faisant remplacer la commission d'administration de l'Hôtel-Dieu par une autre.

En 1940, on a fait une émission d'obligations. Mais, elles ont été vendues sous de fausses représentations. On aurait mentionné dans les prospectus une chose fautive, à savoir que l'institution du sanatorium serait sous la direction des Petites sœurs franciscaines de Sherbrooke et qu'elles assureraient les soins aux malades, ce qui est faux. Ces débentures¹⁰, ont servi à payer de vieilles dettes de l'Hôtel-Dieu, des comptes de médecins, de l'outillage médical pour l'Hôtel-Dieu, etc.

On a émis ainsi pour \$1,250,000 d'obligations. On a commencé la construction du sanatorium en un endroit peu propice à une telle institution. Le coût total de la bâtisse devait être de \$700,000 à \$800,000¹¹. Or, l'édifice a été commencé et n'est pas terminé. Il a coûté à date près de \$800,000. La construction est arrêtée et on a besoin encore d'une autre somme additionnelle de \$700,000 pour le parachever.

Le médecin, qui est en tête de l'affaire, est le meilleur médecin de la province.

Voix à droite: Ah! Ah!

M. Bourque (Sherbrooke): (Apercevant à côté de lui le député de Labelle, M. Paquette) Pardon, à l'exception de mon honorable ami de Labelle!

Il est prêt à reconnaître que l'administrateur, qui est en tête du sanatorium de Sherbrooke, est un excellent médecin, en qui il salue l'un des meilleurs de la province, mais, il n'a aucune valeur comme administrateur et ne le croit pas une autorité comme telle. En finances, dit-il, il ne s'y connaît pas. Un sou, il ne connaît pas ça.

On dit que le gouvernement a décidé de terminer la construction. C'est très bien. Dernièrement, celui-ci a changé l'administration du sanatorium et un nouveau bureau d'administration a été nommé. Il a bien fait et je l'en félicite. Le gouvernement a nommé un nouveau président, un excellent homme d'affaires. C'est très bien. C'est encore une excellente chose. Les nouveaux administrateurs sont des personnes éminemment qualifiées.

Mais, le gouvernement va-t-il terminer la construction du sanatorium de l'Hôtel-Dieu? Je

l'espère, car il y a des malades qui ont déjà retenu leurs lits et toutes les chambres seront louées, dès qu'il sera terminé.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, il n'y a pas de doute que toute la population de Sherbrooke et des environs réclame le parachèvement du sanatorium Saint-François, dont le représentant de Sherbrooke (M. Bourque) vient de nous parler. Un sanatorium sera très utile dans les Cantons-de-l'Est. Dès que nous aurons reçu de la nouvelle administration, dont l'honorable député a eu l'amabilité de faire l'éloge, un rapport sur la situation financière de l'entreprise, nous verrons à ce que ce sanatorium soit terminé.

(Applaudissements à droite)

Je puis assurer à la Chambre, que les porteurs de débentures du sanatorium de Sherbrooke seront protégés, que le gouvernement prendra soin d'eux et qu'il attend un rapport des nouveaux administrateurs pour étudier le cas.

La province sera dotée de magnifiques sanatoriums. Le gouvernement comprend que certaines régions de la province ont besoin d'hôpitaux. Le Bas-du-Fleuve en a eu un avec le sanatorium de Mont-Joli, l'un des meilleurs de la province.

M. Gagnon (Matane): Je suis heureux de dire à l'honorable ministre, en passant, que je le remercie d'avoir si bien parlé et d'avoir dit que le sanatorium de Mont-Joli était le plus beau de la province. Il a été plus juste qu'un de ses collègues. C'est la meilleure mise au point que l'on pouvait faire, après le discours inconsideré et les propos tenus par ce dernier¹².

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le sanatorium de Mont-Joli peut être le plus beau pour la vue. C'est peut-être une œuvre d'art pour l'œil, mais pour les malades, c'est un mauvais hôpital, parce qu'il est situé du mauvais côté. Il n'est pas aussi avantageux que le croit le député de Matane. J'aime bien le fleuve Saint-Laurent mais, pour les malades, ce n'est pas la vue du fleuve qu'il faut: c'est le soleil. Je crois que le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) avait raison de dire ce qu'il a dit.

Quant au sanatorium de Sherbrooke, c'est une institution réclamée depuis longtemps. Elle répond à un besoin dans cette région de la province, dont le climat est d'ailleurs favorable à une maison de ce genre. Il sera bientôt complété, comme le

ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) l'a dit.

Je remercie le représentant de Sherbrooke (M. Bourque) des bonnes paroles aimables, qu'il a eues à l'adresse du gouvernement au sujet notamment de la formation de la nouvelle administration de l'Hôtel-Dieu. Le sanatorium a été construit par un bon entrepreneur et la nouvelle administration verra à le faire terminer.

On a représenté au gouvernement que l'ancienne administration avait ses adversaires. Il se déclare heureux, dans l'intérêt public, de la fondation d'un bureau d'administration comme celui qui existe présentement.

Je ne sais pas si l'argent a coulé, mais ce que je sais, c'est que le sanatorium de Sherbrooke a coûté un sixième moins cher que celui de Mont-Joli¹³. Celui de Sherbrooke ne coûtera pas plus d'environ \$2,500 par lit. Il sera bientôt ouvert avec 500 lits et l'Hôtel-Dieu en a 60, je crois. La population de Sherbrooke pourra en être fière.

M. Gagnon (Matane): Le sanatorium de Mont-Joli n'a pas coûté plus de \$2,000 par lit. Il se déclare prêt à le prouver devant une commission d'enquête. Il s'offre même à payer les frais de l'enquête, si cette enquête établit qu'il en a coûté plus de \$2,000 par lit et si le premier ministre veut nommer un juge pour la présider.

M. Paquette (Labelle): Lorsque le sanatorium de Mont-Joli a été construit, des médecins se sont rendus sur les lieux avec M. White. Ils ont tous approuvé les plans.

Le site et l'orientation du sanatorium de Mont-Joli ont été déterminés par un comité de médecins de la province et de l'étranger, sous la direction et de concert avec l'une des plus grandes autorités au pays en matière de constructions pour les tuberculeux, M. White. Leur jugement en médecine vaut, à tout le moins, celui du premier ministre.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Loi des pensions

Conformément à l'ordre du jour adopté ce jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier de la Chambre pour étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions¹⁴.

En comité:

Présidence de M. Gasgrain (Gaspé-Nord)

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'opposition m'a demandé des chiffres cet après-midi. Le nombre des employés qui bénéficient de la loi actuellement et qui contribuent au fonds de pension est 2,162¹⁵ et 11,811 employés provinciaux pourront bénéficier de la nouvelle loi.

Le comité étudie l'article 52 introduit par l'article 6 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"52. Il est fait sur le traitement de tout fonctionnaire une retenue de cinq pour cent. Cette retenue est versée au fonds consolidé du revenu".

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Les argents versés iront au fonds de pension. Ce serait juste si les versements étaient de l'argent qui appartient à la province, mais ce n'est pas le cas, puisque c'est de l'argent qui appartient aux fonctionnaires souscripteurs.

De plus, d'après le bill, les fonctionnaires devront verser 5 % de leur salaire au fonds de pension, qu'il s'agisse de petits ou de gros salariés. Dans un fonds de pension du genre, le taux fixe uniforme de 5 % est une injustice pour les petits salariés qui vont, en somme, payer la plus lourde part du fardeau au profit des gros salariés.

Ainsi, prenons le cas de deux employés ayant chacun 35 ans de service. Étant donné que la moyenne de vie d'après l'actuariat est de 65 ans¹⁶, il se trouve que le petit salarié, qui gagne mettons \$1,500 par année, aura versé en 35 ans \$2,600. Le salarié de \$6,000 par an, aura versé pendant la même période environ \$10,000, soit \$7,400 de plus que le salarié de \$1,500.

Mais, dans leur moyenne de 10 ans qui suivra, le gros salarié de \$6,000 recevra \$30,000 de plus que le petit. Or, il est évident que pour \$7,000 versés en plus, le résultat n'est plus en proportion du tarif uniforme. Ainsi, dans un pareil fonds de pension, la prime ne se trouve pas proportionnée au capital normal.

La prime doit correspondre au risque. L'expérience de tous les fonds de pension organisés dans ce sens enseigne d'ailleurs que c'est les grosses pensions des gros salariés qui défontent les fonds d'assurance et de pensions, au détriment des petits. Car, il ne faut pas comparer pareils fonds de pension à un fonds d'assurance vie ordinaire, ni à de la

simple assurance commerciale, mais à une aide secourable apportée par le gouvernement aux petits salariés. Le gouvernement l'établit parce qu'il lui faut protéger les petits, qui ne gagnent pas suffisamment pour se mettre de l'argent de côté et qui passent leur vie sans s'assurer des économies pour leur vieillesse.

La contribution de \$75 par an pour le salarié de \$1,500, déjà obéré en taxes de guerre, souscriptions obligatoires, etc., d'une charge d'environ \$500, est infiniment plus lourde que la souscription de \$300 pour le salarié de \$6,000. Car, pour le petit salarié, \$75 représentent des nécessités indispensables de la vie, alors que pour le salarié de \$6,000, les \$300 représentent un simple supplément de confort. De plus, le gros salarié peut et, de fait, se protéger par des assurances et peut se constituer aussi des économies.

De plus, en thèse générale, les fonds de pension de ce genre ne doivent être organisés pour les gens qui gagnent \$10,000, car ceux-ci portent par ailleurs des assurances-vie considérables ou peuvent mettre de côté les réserves nécessaires. Et, il arrive toujours que dans de tels fonds, je le répète, ce sont les gros salariés qui défoncent la caisse, d'autant qu'ils ont plus d'influence pour entrer à bonne heure en pension que les petits.

Je considère que le gouvernement devrait faire une différence entre les petits et les gros employés. On leur exige 5 % à tous. Il devrait donc y avoir une échelle graduée des taux avec la croissance du salaire, et non un taux uniforme. Pas un actuaire n'aurait approuvé un pareil bill.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'employé qui gagne \$1,000 paie 5 % sur \$1,000, et au bout de 20 ans, il a payé \$1,000 au fonds de pension. L'employé qui gagne \$4,000 paie 5 % sur \$4,000, et au bout de 20 ans, il a payé \$4,000. Je considère qu'un employé qui gagne un petit salaire, quand il est jeune et n'a pas d'obligations de famille est dans une meilleure situation que l'employé qui gagne un meilleur salaire et a très souvent de lourdes obligations de famille et financières. Les membres de l'opposition, qui ont été ministres, savent que ce que je dis est vrai.

Quant aux pensions, c'est le même principe que pour les assurances. Les assurés, à conditions égales, retirent et paient d'autant plus qu'ils se sont assurés pour un plus grand nombre de milliers de dollars. Ainsi, si je paie \$30 de primes par mois, je recevrai moins que si je paie \$300 par mois. Les actuaire des compagnies calculent pour toutes les assurances et non pour moi seul.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): J'admets que le premier ministre calcule bien, mais j'ai parlé au nom des petits employés et je pense, malgré tout, que l'on devrait alléger leur charge en n'établissant pas un taux uniforme. Les contributions des fonctionnaires de Québec au fonds de pension de la province devraient être déterminées selon une base variable, à partir d'un taux de 2½ % du salaire des employés les moins bien payés, jusqu'à 5 % du salaire de ceux ayant un revenu plus élevé.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement contribue lui-même au fonds qui sera administré par un organisme entièrement indépendant qui pourra représenter le gouvernement et les employés de manière adéquate.

M. Gagnon (Matane) et M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) affirment que le gouvernement utilise un modèle de loi dépassé et inefficace datant de près de 40 ans, et il qualifie la base actuarielle comme étant à la fois non fondée et injuste.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Voici la situation exacte. Les employés souscrivent 5 % au fonds de pension et le gouvernement dépense à peu près l'équivalent pour rencontrer les déficits éventuels. La proportion est gardée la même pour tout le monde et chacun retire proportionnellement ce à quoi il a souscrit. Il n'y a donc pas d'injustice pour qui que ce soit. Un taux de 5 % était le tarif de base le plus juste et acceptable possible car le taux était le même, mais les montants actuariels, versés au fonds ou remboursés ultérieurement par le fonds, variaient selon le salaire de chaque employé.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): En pareille matière, il ne faut pas considérer la proportion de la prime, mais la prime en relation avec le capital à retirer. De plus, les fonds de pension pour les employés sont institués pour ceux qui, leur vie durant, ne peuvent pas mettre d'argent de côté. Ainsi, on ne devrait pas plus y inclure les salariés à \$10,000, et on n'a jamais eu l'idée, par exemple, d'établir des pensions de vieillesse pour les vieillards millionnaires.

Avec la loi actuelle, on accorde 10 ans de service supplémentaire au gérant de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je soulève un point d'ordre. Nous nous écartons du débat.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Si vous ne voulez pas l'étudier, votre bill, dites-le et je n'en parlerai plus!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le principe d'équité et de justice n'est pas violé en cette affaire. Car, si de deux citoyens d'âge égal, l'un prend \$1,000 d'assurance et l'autre \$2,000, le second paiera simplement le double du premier et retirera le double, si tous deux meurent en même temps. C'est le principe général et que l'on suit pour le fonds de pension. Puis, il ne faut pas oublier que souvent le petit salarié du début devient le gros salarié de la fin, par le jeu normal et naturel des promotions. D'autant que le plus gros employé est celui qui a le plus besoin de l'assistance de l'État, parce qu'à mesure qu'il a monté en grade, ses charges ont augmenté, ainsi que les dépenses inhérentes à son état social et public.

De plus, le système de fonds de pension, tel que décrit dans la mesure à l'étude, est exactement comme tous les principaux systèmes d'assurances approuvés et généralement appliqués dans le monde des affaires.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) renouvelle ses observations à l'effet qu'il s'agit d'un fonds différent de l'assurance ordinaire, puisqu'il s'agit de protéger, en partie par les finances publiques, les petits salariés qui ne peuvent mettre de l'argent de côté. D'ailleurs, l'expérience générale en ces sortes de choses est concluante: les gros salariés défontent le fonds de façon inévitable. Il conviendrait d'établir un taux progressif à commencer par exemple par 2½ % croissant avec l'augmentation des salaires.

M. Gagnon (Matane): La loi a certainement du bon puisqu'elle assure des pensions aux employés de l'extérieur. Mais, je suggère au ministre d'étudier un meilleur système.

M. Talbot (Chicoutimi): Il est 11 heures.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Comme il faut que cette loi des pensions soit nécessairement adoptée et sanctionnée avant le 1^{er} avril prochain, afin que l'administration puisse émettre les chèques de salaires, dont on aura enlevé la retenue de la pension, et pour la bonne administration de la province, il importe que nous terminions ce débat au plus tôt. Il prendra les mesures pour faire face à l'obstruction.

La discussion du bill ne va pas assez rapidement. Comme il n'y a que quatre des 10 articles d'adoptés, dit-il, et afin de ne pas retarder l'adoption de la loi, je tiens en conséquence à déclarer que demain, je proposerai un avis de motion pour que désormais la Chambre tienne deux séances par jour et prolonge la séance du soir après 11 heures du soir et toute la nuit, s'il le faut, afin de ne pas priver les employés de l'extérieur du droit de pensions dès le 1^{er} avril et de ne pas retarder les chèques de ceux qui voudront en bénéficier dès le début de l'année fiscale.

(Applaudissements à droite)

M. Paquette (Labelle): Nous siégerons la nuit s'il le faut, mais l'opposition examinera la loi.

M. Gagnon (Matane): Parce que l'opposition a discuté pendant moins de trois heures un bill, le premier ministre nous menace déjà de séances nocturnes, tout comme on fit l'an dernier pour passer à la faveur de la nuit et la canalisation du Saint-Laurent et l'achat de la Beauharnois.

Nous perdons un temps considérable dans cette Chambre. Les séances ne commencent pas à l'heure. Encore ce soir, nous avons dû attendre le chef du gouvernement. Nous étions prêts à procéder à 8 h 30 ce soir, mais le premier ministre n'est arrivé en Chambre qu'à 9 h 15.

Si le premier ministre est si pressé, qu'il commence donc ses séances à l'heure, au lieu d'arriver en Chambre à 9 heures et quart.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si ce soir, je suis arrivé en retard, c'est la première fois que cela m'arrive. Par contre, depuis le début de la session, à l'exception de ce soir, j'ai toujours été en Chambre bien avant le chef de l'opposition qui, lui, n'a pas sur les épaules les charges de l'administration.

(Applaudissements)

M. Paquette (Labelle): Le premier ministre devrait avoir la décence de respecter les faits. La vérité, c'est que depuis l'ouverture de la session, les séances n'ont jamais commencé à l'heure. Elles ont commencé une demi-heure en retard et souvent plus. Chaque jour, nous perdons au moins une heure. Si la législation presse tant, qu'on arrive donc à la Chambre à l'heure fixée.

Il accuse le gouvernement de vouloir essayer de voter en vitesse. La semaine dernière, l'opposition a voté 11 lois en cinq minutes et aujourd'hui, le premier ministre sort la hache pour intimider et intimider à l'opposition, formée d'une poignée d'hommes, qu'elle doit adopter en vitesse ou siéger toute la nuit. C'est de l'intimidation!

Nous ne sommes qu'une poignée, mais nous n'avons pas peur des ministériels et vous pouvez, du côté du gouvernement, vous nourrir de cheval. Mais, ce ne sera pas à défoncer les pupitres, comme fait le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil), que les lois passeront plus vite et on ne changera pas les faits.

Si le premier ministre trouve que c'est du courage que faire siéger l'opposition toute la nuit, qu'il le fasse!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai jamais menacé l'opposition et je ne veux pas le moins du monde forcer l'opposition, mais il se trouve simplement qu'il faut que le bill soit adopté à temps, avant le 1^{er} avril, pour la distribution des chèques.

En conséquence, nous siégerons le temps qu'il faudra. J'ai d'ailleurs pris la peine de prévenir la Chambre. Il réitère que depuis le début de la session, il a toujours été en Chambre avant le représentant de Matane (M. Gagnon).

M. Paquette (Labelle): (Parlant en même temps que le chef de l'opposition) Il faut avoir de l'audace...

M. Gagnon (Matane): C'est faux!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): À l'avenir, d'ailleurs je serai ici à 3 heures et à 8 h 30, et les séances commenceront là alors.
(Applaudissements)¹⁷

M. Lorrain (Papineau) proteste contre les mesures dictatoriales.

Une voix: À l'ordre!

M. Lorrain (Papineau): Personne ne m'empêchera de parler!

Des députés ministériels protestent.

M. l'Orateur fait observer qu'il est 11 heures et que la séance est finie.

Ajournement

M. l'Orateur annonce que la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi après-midi à 3 heures.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. L'honorable sénateur Athanase David, ancien secrétaire de la province, est présent dans les galeries, selon *Le Canada* du 26 mars 1942, à la page 5.

2. *La Presse* du 26 mars 1942, à la page 17 mentionne que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a quitté l'hôpital depuis quelques jours et on le dit rétabli de sa maladie.

3. Selon *Le Soleil* du 26 mars 1942, à la page 16: "durant quelques secondes un véritable feu croisé de propos aigres-doux passe par-dessus la tête du président, le représentant de Bagot (M. Dumaine)".

4. *L'Événement-Journal* du 26 mars 1942, à la page 4, mentionne "de tous fonctionnaires".

5. Antoine Taschereau est un ancien comptable de l'Assemblée législative et Charles Lanctôt un ancien assistant procureur général de la province. Ce dernier "ami intime et conseiller politique" du premier ministre libéral L.-A. Taschereau fut accusé par l'opposition d'accumuler titres et rémunérations. Conrad Black, *Duplessis*, Montréal/Bruxelles, Éditions de l'homme, traduit de l'anglais par Monique Benoît, 1977, aux pages 71-72.

6. Le député de Chicoutimi (M. Talbot) se lève au milieu d'un certain brouhaha, selon *Le Soleil* du 26 mars 1942, à la page 17.

7. *L'Action catholique* du 26 mars 1942, à la page 12, écrit "deux députés".

8. *Le Devoir* du 26 mars 1942, à la page 6, mentionne plutôt: "de la poursuite de \$40,000 contre le gouvernement".

9. Selon tous les journaux sauf *Le Canada* du 26 mars 1942, à la page 5, qui indique 8 h 30.

10. Obligations.

11. Tous les journaux sauf *Le Canada* du 26 mars 1942, à la page 5: de \$600,000 à \$700,000.

12. Le représentant de Matane (M. Gagnon) fait probablement allusion au discours prononcé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Celui-ci avait alors dit que le sanatorium de Mont-Joli avait été construit à l'envers. Les cuisines placées au soleil et les lits à l'ombre. Pour plus de détails, consulter la séance du 10 mars 1942.

13. Selon *Le Canada* du 26 mars 1942, à la page 5: le sanatorium de Sherbrooke coûtera un sixième du coût du sanatorium de Mont-Joli et selon *L'Événement-Journal*, à la page 4: le sanatorium de Sherbrooke ne coûtera pas le sixième de ce qu'a coûté le sanatorium de Mont-Joli. Ce dernier, inauguré en 1939, a coûté \$860,000. *Mont-Joli. Histoire et illustrations de son premier cent ans (1880-1980)*, 1980, aux pages 501 et 503.

14. Environ une heure de la séance du soir fut consacrée à l'étude de cette loi, selon *La Presse* du 26 mars 1942, à la page 19.

15. Selon tous les journaux sauf *La Presse* du 26 mars 1942, à la page 19, qui chiffre le nombre d'employés à 2,168.

16. Selon tous les journaux sauf *Le Soleil* du 26 mars 1942, à la page 17, qui mentionne 63 ans.

17. Selon *La Patrie* du 26 mars 1942, à la page 6: les députés de l'opposition applaudissent, or selon *Le Soleil* du 26 mars 1942, à la page 17: tous les députés de la Chambre applaudissent.

Séance du jeudi 26 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 105 constituant en corporation Royal Edward Laurentian Hospital et y unissant et fusionnant Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association, Incorporated.

Votre comité recommande de prolonger au 17 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Corporation de Prêt et Revenu, demandant l'adoption d'une loi la concernant;
- de M. l'abbé Georges-Étienne Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Centrale de Chicoutimi.

Votre comité recommande de prolonger au 17 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 132 concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli;
- bill 137 concernant la succession de feu James Redmond.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec;
- bill 138 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec;
- bill 176 modifiant la loi du Barreau.

Projets de loi:

Centrale de Chicoutimi

M. Talbot (Chicoutimi) demande qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 concernant La Centrale de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation
de Prêt et Revenu**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière finissant le 31 mars 1943, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et

recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Eugène Fiset.

Hôtel du Gouvernement

Québec, le 25 mars 1942

(Document de la session no 1)²

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Questions et réponses:

Primes sur le fromage

M. Élie (Yamaska): 1. Quelles sont les sommes qui ont été payées, dans chaque comté de la province, à titre de primes sur le fromage, depuis le 1^{er} avril 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement?

2. À qui ces primes ont-elles été payées et pour quel montant?

3. Quelle procédure a été suivie pour la vérification et le paiement des primes?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Voici les sommes qui ont été payées, dans chaque comté de la province, à titre de primes sur le fromage, depuis le 1^{er} avril 1941 jusqu'au 10 mars 1942, inclusivement:

| <i>Comtés</i> | <i>Sommes payées</i> |
|------------------|--------------------------|
| Abitibi..... | \$ 925.90 |
| Argenteuil..... | 7,713.22 |
| Arthabaska..... | 61,631.88 |
| Bagot..... | 5,995.02 |
| Beauce..... | 18,920.08 |
| Beauharnois..... | 1,373.66 |
| Bellechasse..... | 22,747.08 |
| Berthier..... | 10,083.26 |
| Bonaventure..... | 1,031.80 |
| Brome..... | ..... |
| Chambly..... | 1,782.04 |
| Champlain..... | 14,861.44 |
| Charlevoix..... | 4,377.60 |
| Châteauguay..... | 6,209.42 |
| Chicoutimi..... | 29,029.34 |
| Compton..... | 3,153.68 |

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Deux-Montagnes..... | \$ 349.70 |
| Dorchester..... | 6,484.40 |
| Drummond..... | 15,195.86 |
| Frontenac..... | 11,998.62 |
| Gaspé-Sud..... | ..... |
| Gaspé-Nord..... | ..... |
| Gatineau..... | 3,062.94 |
| Îles-de-la-Madeleine..... | ..... |
| Îles de Montréal & Jésus..... | 3,062.94 |
| Huntingdon..... | 7,254.68 |
| Hull..... | ..... |
| Iberville..... | 1,235.68 |
| Joliette..... | ..... |
| Kamouraska..... | 1,978.82 |
| Labelle..... | 1,603.90 |
| Lac-Saint-Jean..... | 66,198.24 |
| Laprairie..... | ..... |
| L'Assomption..... | ..... |
| Laviolette..... | 2,088.42 |
| Lévis..... | 17.50 |
| L'Islet..... | 3,479.46 |
| Lotbinière..... | 3,777.70 |
| Maskinongé..... | 9,380.96 |
| Matane..... | 5,411.56 |
| Matapédia..... | 6,480.36 |
| Mégantic..... | 12,401.44 |
| Missisquoi..... | 3,351.16 |
| Montcalm..... | ..... |
| Montmagny..... | 7,945.22 |
| Montmorency..... | ..... |
| Napierville..... | ..... |
| Nicolet..... | 62,600.68 |
| Papineau..... | 18,674.04 |
| Portneuf..... | 4,159.16 |
| Pontiac..... | 1,933.88 |
| Québec..... | ..... |
| Richelieu..... | 8,977.22 |
| Richmond..... | 10,989.28 |
| Rimouski..... | 20,865.22 |
| Rivière-du-Loup..... | ..... |
| Roberval..... | 62,298.22 |
| Rouville..... | 16,029.74 |
| Saguenay..... | 868.52 |
| Shefford..... | 555.16 |
| Sherbrooke..... | 34.58 |
| Soulanges..... | 3,189.20 |
| Stanstead..... | 15.84 |
| Saint-Hyacinthe..... | 20,905.42 |
| Saint-Jean..... | ..... |
| Saint-Maurice..... | 1,515.18 |
| Témiscamingue..... | ..... |
| Témiscouata..... | 2,276.70 |
| Terrebonne..... | 3,926.56 |

| | |
|-----------------|------------------|
| Vaudreuil..... | 7,243.29 |
| Verchères | 8,280.34 |
| Wolfe..... | 29,153.74 |
| Yamaska..... | <u>65,487.10</u> |
| Total | \$709,511.11 |

Payé aux fabriques d'Ontario, Nos

| | |
|---|--------------------|
| Enrg. : 218-383-770-902-766- 750-691-720-674 pour fromage fabriqué avec lait produit dans Québec | \$ <u>4,059.46</u> |
|---|--------------------|

Total des primes payées du 1^{er} avril
1941 au 10 mars 1942..... \$713,570.57

Ces primes ont été payées aux acheteurs de fromage en remboursement des argents qu'ils ont avancés, pour le compte du ministère provincial de l'Agriculture, division de l'Industrie laitière, en paiement de la prime de 0.02 la livre de fromage classé 92 points et plus directement aux fromageries en sus du prix courant du fromage.

Voici les noms et adresses des acheteurs, et les montants que nous leur avons remboursés du 1^{er} avril 1941 au 10 mars 1942, inclusivement. (Voir le tableau ci-dessous)

| <i>Noms des acheteurs</i> | <i>Adresses des acheteurs</i> | <i>Montants qui leur ont été remboursés</i> |
|---------------------------------|---|---|
| The A. A. Ayer Co., Ltd. | 690, rue Saint-Paul, Montréal | \$ 73,045.98 |
| Alf. Bissonnette..... | 610, rue William, Montréal | 6,502.56 |
| Coop. Féd. Québec..... | 130, est, rue Saint-Paul, Montréal..... | 218,425.52 |
| Canada Packers Co., Ltd..... | 419, rue Saint-Vincent, Montréal..... | 26,989.84 |
| J. C. Edwards | 404, rue Saint-Henri, Montréal | 77,705.82 |
| Coop. Féd. Québec..... | 38, Marché Champlain, Québec..... | 64,339.92 |
| Émond & Côté, Enrg..... | 95, Dalhousie, Québec | 426.46 |
| Geo. Hodge & Son, Ltd | 166, rue King, Montréal | 6,443.78 |
| Hodgson, Rowson Co., Ltd..... | 771, rue William, Montréal | 77,920.20 |
| Dominion Fish & Fruit, Ltd..... | 43, rue Saint-Paul, Québec | 19.48 |
| Lovell & Christmas, Ltd..... | 160, rue King, Montréal | 36,628.76 |
| P. W. McLagan, Ltd..... | 417, rue Saint-Pierre, Montréal | 27,315.94 |
| Olive & Dorion, Ltd..... | 722, rue Saint-Paul, Québec..... | 83,571.46 |
| Swift Canadian Co., Ltd..... | 153, rue Saint-Roch, Québec..... | 76.36 |
| J. A. Sanderson | Oxford Station, Ontario..... | 1,725.96 |
| United Dairyman, Ltd | 748 ouest, rue Saint-Paul, Montréal | 1,941.98 |
| Canada Packers, Ltd..... | 44, rue Saint-Nicholas, Ottawa | 747.32 |
| Canada Packers, Ltd..... | 224, de la Couronne, Québec | <u>127.30</u> |
| Total | | \$ 703,954.64 |

Fabriques limitrophes:

Après entente conclue entre les ministères d'Agriculture de Québec et d'Ontario, du 1^{er} juillet au 10 mars, inclusivement, les primes sur le fromage ont été payées directement aux fabriques limitrophes.

Voici les noms et adresses des fabriques, et les montants qu'elles ont reçus. (Voir le tableau à la page suivante)

| <i>No. Enrg.</i> | <i>Noms des fabriques limitrophes</i> | <i>Adresses</i> | <i>Montants payés</i> |
|--|---|---|-----------------------|
| 2016 | Dalhousie Cheese Factory | Dalhousie Station, (Soulanges) | \$ 1,995.68 |
| 3059 | Willow Grove Factory | Pointe Fortune, (Vaudreuil) | 109.08 |
| 1869 | J.-G. Hamelin | Sainte-Justine Station, (Vaudreuil) | 2,292.82 |
| 3063 | Edgar Sabourin | Saint-Rédempteur, (Vaudreuil) | 1,158.89 |
| 218 | Bridge End Dairy | Dalhousie Station, Glengarry, Ont. | 368.16 |
| 383 | Curry Hill Cheese Factory | Bainsville, Ont. | 523.40 |
| 770 | Riverside Cheese Factory | Dalhousie Mills, Ont. | 447.68 |
| 902 | Gore Cheese Factory | Glen Robertson, Ont. | 47.88 |
| 766 | The J. G. No. 3 Factory | Delkeith, Ont. | 205.20 |
| 750 | Maple Leaf No. 1 Factory | Chevrier Corner, Ont. | 500.88 |
| 691 | The Riverview Factory | Rigaud, R.R. No. 1, Ont. | 830.96 |
| 720 | Western Star Factory | Saint-Eugène, Ont. | 673.82 |
| 674 | Treadwell (Stafford) Cheese | Plantagenet Via Treadwell, Ont. | 461.48 |
| Total des primes payées aux fabriques limitrophes | | | 9,615.93 |
| Total des primes payées aux acheteurs | | | 703,954.64 |
| <i>Grand total des primes payées sur le fromage du 1^{er} avril 1941 au 10 mars 1942</i> | | | <i>\$ 713,570.57</i> |

Voici les procédés suivis pour la vérification et le paiement des primes:

Instructions aux fabriques:

Une copie des règlements concernant la prime provinciale sur le fromage (Formule A-913) a été envoyée directement à chacune de nos fromageries de la province, accompagnée de feuilles d'envoi de fromage.

Instructions aux acheteurs:

Une copie des mêmes règlements accompagnée de feuilles de *Réclamation* (Formule A-Mh-4) intitulées: Détail des primes payées sur le fromage pour le compte de la province de Québec, ont été envoyées directement à chacun des acheteurs de fromage.

Réclamations:

L'acheteur envoie au ministère de l'Agriculture, division de l'industrie laitière, sa feuille de réclamation accompagnée des feuilles d'envoi de fromage pour les primes qu'il a avancées.

Vérification:

1. Feuilles d'envoi de fromage. (Formule A-913). Après vérification du no d'enregistrement de

la fabrique - des dates de fabrication - des numéros de bassins - du nombre de meubles expédiés - additions des totaux - du pointage - des signatures du classificateur officiel, du peseur public, de l'acheteur, la feuille d'envoi de fromage est vérifiée sur la réclamation de l'acheteur.

2. *Réclamation de l'acheteur.* - (Formule A-Mh-4). Sur la réclamation nous vérifions: la signature de l'officier en charge - le numéro de la réclamation - les numéros de fabrique - le nombre de boîtes de fromage par lot - le nombre de boîtes classées 92 points ou plus - la perte en poids par meule de fromage - le poids brut - le total des pertes en poids des meules - le poids net - le montant d'argent réclamé pour chaque lot de fromage - les additions des totaux - le montant total de l'argent réclamé.

3. *Recommandation de paiement.* La recommandation de paiement faite en cinq copies:

- a) pour l'Auditeur;
- b) pour le Trésor;
- c) pour le département;
- d) à l'usage de l'officier-émetteur;
- e) pour la division de l'Industrie laitière,

montrant le montant à payer à chaque acheteur, ou, selon le cas, à chaque fabrique limitrophe, son nom et son adresse, est signée par M. Oscar Boisvert, chef de la division de l'Industrie laitière, et envoyée à M. DesTroismaisons, comptable du ministère de l'Agriculture.

Après vérification de la recommandation de paiement, les chèques pour le montant recommandé

sont faits payables à l'ordre des acheteurs ou des fabriques limitrophes mentionnés, et leur sont envoyés par malle directement.

4. Détail des primes reçues sur le fromage des acheteurs pour le compte de la province de Québec: (Formule A-1546). Ces formules sont envoyées aux inspecteurs de beurreries et de fromageries qui vont dans les fabriques, y enregistrant les dates d'expédition du fromage - les numéros de bassins couverts par l'expédition - le nom de l'acheteur - le nombre de boîtes classées - primées et non primées - le montant périodique reçu pour la prime - et les corrections sur la prime payée s'il y a lieu.

Ces formules dûment remplies sont retournées par les inspecteurs de beurreries et de fromageries à la division de l'Industrie laitière, et la vérification des montants d'argent reçus de l'acheteur par les fabriques est faite avec les montants d'argent que le ministère de l'Agriculture, division de l'Industrie laitière, a payés à l'acheteur pour ces mêmes fabriques.

Subsides:

Crédits provisoires 1942-1943

L'ordre du jour appelle la formation en comité des subsides.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: Qu'un crédit n'excédant pas \$4,551,843.33, soit un douzième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 26 mars 1942, soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943.

M. Gagnon (Matane): Je n'ai pas l'intention de soulever un grand débat, bien que les règlements me permettraient de parler sept heures sur les deux motions qui ont été présentées, pour ne pas être accusé injustement de vouloir encombrer le travail de

la Chambre. Après la présentation de l'estimation du revenu et d'autres renseignements sur l'état financier de la province, l'opposition se réserve le droit de critiquer le budget en détail.

Il n'a pas l'intention de retarder le vote sur l'argent nécessaire pour le gouvernement, mais il ne peut pas, dit-il, s'empêcher de remarquer que si le gouvernement se félicite de sa politique économique, le budget augmente d'année en année à une vitesse incroyable. L'année dernière, il s'élevait à \$83,000,000 en chiffres ronds. Cette année, le budget est supérieur à \$89,000,000. Il y a augmentation. C'est surprenant, quand tout le monde se prive. Cependant, le gouvernement a peu de choses à montrer pour justifier l'augmentation des dépenses.

Il offre ses sympathies au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin), qui n'a qu'un maigre et petit \$546,520 dans le budget, pendant que ses collègues nagent dans les millions. Il veut savoir pourquoi le ministre subit un tel traitement. Je tiens à dire que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce est le plus maltraité des ministres. On le magane.

Je demande au premier ministre de s'apitoyer sur le sort de son collègue. Ce dernier doit être jaloux du ministre de "l'éducation anglaise" qui voit son budget accru de \$3,000,000. Le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) est persécuté par ses collègues, en particulier depuis qu'il a été dit que le commerce allait prendre un essor insoupçonné; cela ne paraît pas dans le budget actuel. Il est vrai, ajoute-t-il, qu'il veut répondre "non" au plébiscite. Ce n'est pas parce qu'il a promis de dire non sur certaines questions, qu'on doit le maltraiter.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Comment l'honorable député va-t-il répondre, lui?

M. Gagnon (Matane): Je suis prêt à répondre "non". Dans le même ordre d'idées, je m'étonne que l'on ait donné \$14,000,000 à la Voirie, bien que l'on crie sur tous les toits qu'il faut se serrer la ceinture et qu'il faut se rationner. J'espère cependant qu'on trouvera dans le budget les provisions nécessaires pour payer ce que l'on doit aux colons de Matane.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a pas de colons qui ne sont pas payés.

M. Gagnon (Matane): Si des millions ont été dépensés par le gouvernement de l'Union nationale, il était possible de montrer des réalisations

les justifiant. Le gouvernement actuel, bien qu'il présentait le budget le plus important de l'histoire de la province, et dépense de plus en plus d'argent d'année en année, n'a aucune réalisation à présenter qui pourrait justifier ces dépenses. En fait, les écoles créées sous le régime de l'Union nationale, comme l'École des mines de Val-d'Or, ont fermé l'an dernier. Je n'aurais jamais cru que cela pourrait arriver sous un gouvernement qui prétend avoir une politique progressive en matière d'éducation. Jadis, cette mine-école avait une subvention annuelle de \$100,000 du gouvernement fédéral: aujourd'hui, elle ne recevra plus un cent. Il espère qu'on ouvrira la mine école, dont on a fermé les portes. Il fait le parallèle entre les œuvres du gouvernement actuel et le travail accompli dans le domaine de l'enseignement par l'Union nationale. L'ancien gouvernement, déclare-t-il, s'est appliqué à fonder des écoles spécialisées dans toutes les régions de la province, pour aider les commerçants et l'industrie en général.

Les agences commerciales du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) sont dans le budget. Je me demande si elles rapportent quelque chose. À New York, le ministre n'a pas d'agent, mais un secrétaire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): L'honorable chef de l'opposition s'apitoie sur mon sort. Il recommence tous les ans. Ça n'est pas nouveau. Il nous dit que c'est bien peu \$546,520 pour l'administration de mon département dans le budget. Avec l'opposition, il n'y a qu'une chose qui compte: la danse des millions. Ils sont toujours dans les millions, eux.

(Rires à droite)

Que l'honorable chef de l'opposition ne s'apitoie pas sur mon sort. Je lui dirai que je suis très bien ici, avec le gouvernement actuel. Bien mieux que lorsque j'étais ministre dans l'Union nationale⁴.

(Applaudissements à droite et rires)

Quant à mon budget, il se trompe. Je lui ferai remarquer que ça varie avec les années. L'important c'est de ne pas être jugé par la taille du budget; s'il s'élève à des millions, cela pourrait démontrer que tous les budgets des municipalités de la province sont plus ou moins sous son contrôle. Ils peuvent paraître petits, en premier, lorsqu'ils sont comparés aux autres, mais lorsque l'on sait que le ministre des Affaires municipales a le contrôle de plus de \$34,000,000, dépensés par les municipalités, il peut se vanter de ce que son budget soit plus important que celui de n'importe quel autre de ses collègues. Il

n'est pas seulement de \$546,520. L'an dernier, il dit qu'il a administré en somme le plus gros budget de la province. Mon budget, dit-il (souriant), était de \$34,175,446. Ça varie avec les années.

(Rires)

M. Gagnon (Matane): Qu'est-ce que cela représente?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Avec sérieux) En effet, j'ai dû approuver tous les règlements d'emprunts municipaux et scolaires. Ces derniers doivent être soumis à mon approbation avant d'être faits. Et, c'est ainsi que j'ai administré un budget supérieur à celui de n'importe lequel de mes collègues.

Il est tout à fait satisfait de la part qu'on lui donne. Le chef de l'opposition a tort de soulever cette question, dit-il. C'est plus qu'il n'a jamais eu lorsqu'il était ministre des Mines de l'Union nationale, attendu que lui-même avait un budget particulièrement maigre à administrer.

(Applaudissements)

En ce qui concerne les agences commerciales de la province, elles rendent de grands services et je le démontrerai à la Chambre bientôt.

(Applaudissements)

M. Labbé (Mégantic): Les déclarations du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce sur l'administration des emprunts scolaires et municipaux sont révélatrices et indiquent la portée du bill du député de Québec-Est, quand il se faisait autoriser à intervenir dans les soumissions pour ventes d'obligations municipales. À ce compte, le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce aura dans l'avenir un budget encore plus formidable à administrer, attendu qu'il vient de se faire donner de nouveaux pouvoirs pour contrôler les emprunts municipaux et scolaires.

Même si le gouvernement se vante d'avoir le plus gros budget de l'histoire de la province, il a fermé le bureau de l'emploi à Thetford Mines!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) n'a pas l'intention de discuter du budget de l'année prochaine à ce stade-ci de la procédure. Il en discutera lorsque le discours sur le budget aura été prononcé. Toutefois, pour répondre à l'argument que le budget est augmenté par rapport à celui de l'année dernière, je dirai que cette augmentation est justifiée par les items suivants: au \$3,000,000 de plus pour l'éducation, il faut environ

\$1,200,000 pour le boni de vie chère aux fonctionnaires, un autre \$1,000,000 de plus pour les mères nécessiteuses. Les travaux publics, principalement pour l'entretien des petits ponts et pour s'occuper d'autres travaux qui ont été négligés, la réparation des ponceaux et des routes secondaires, etc., coûteront un supplément de \$500,000.

Pour cette année, qui se termine mardi prochain, la promesse d'équilibrer le budget a été réalisée, malgré l'augmentation des dépenses. Il y aura même un surplus de \$390,000 pour la prochaine année fiscale, comme il y en aura un à la fin de ce mois-ci, lorsque se terminera l'exercice financier de 1941-1942. Le fait principal est qu'après avoir pris soin de toute l'administration, en assurant tous les services, y compris la dette, nous allons terminer l'année fiscale le 31 mars avec un surplus global de \$1,500,000. Nous allons continuer à vivre suivant nos moyens, sans prêt ou autre méthode utilisée par l'ancienne administration.

(Applaudissements)

Il rappelle à la Chambre que la dette publique de la province est encore élevée et qu'il va en parler lors de son discours. Cependant, \$5,000,000 supplémentaires ont été versés au fonds d'amortissement.

M. Lorrain (Papineau): Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) devrait parler des faits réels, à l'effet que la dette de la province a augmenté et que de nouvelles taxes ont été imposées. Lui aussi regrette que le budget du ministère de l'Industrie et du Commerce n'ait pas été augmenté. Le gouvernement actuel aura dépensé plus que le gouvernement de l'Union nationale. Il augmente la dette encore plus vite, à un rythme accéléré et il ne fait rien. Le premier ministre a vivement recommandé la viande de cheval dans nos habitudes alimentaires, et la tâche du ministre de l'Industrie et du Commerce est d'aider à vendre cette viande au public. Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin), pour être aimable envers son chef, devrait faire de la publicité pour encourager le commerce de la viande de cheval, faire imprimer des menus variés sur la viande de cheval et les faire distribuer par toute la province.

(Murmures à droite)

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Avez-vous mangé de la viande de cheval à Saint-Jacques⁵. En avez-vous parlé à Montréal?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que le député de Papineau a parlé de cela à Montréal?

M. Lorrain (Papineau): Oui, j'en ai parlé, mais les gangsters ont volé l'élection en terrorisant les électeurs à l'élection partielle à Montréal. Les bandits qui ont fait couler le sang à Montréal ont empêché l'électorat de s'exprimer librement. Le gouvernement a gagné les élections à Montréal en faisant appel aux pires bandits. Des gangsters envahirent le comité central du candidat de l'Union nationale, M. Omer Côté, arrachèrent le téléphone, le matin de la votation, et assommèrent plusieurs personnes, dont deux au moins gisaient sur le trottoir, dans des mares de sang. C'est là le genre de démocratie que le premier ministre demande à ses compatriotes de défendre.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): M. le président, je soulève une question d'ordre. L'honorable député de Papineau n'a pas le droit d'insulter les honnêtes électeurs de Saint-Jacques.

M. Lorrain (Papineau): Je n'ai insulté personne. Je n'insulte pas les électeurs honnêtes de Saint-Jacques, mais je parle des bandits de Saint-Jacques et si le député de Gaspé-Nord veut les défendre, c'est ses affaires.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution est lue et agréée.

Voies et moyens:

Crédits provisoires 1942-1943

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose: que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1943, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$4,551,843.33.
Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport qu'il a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 2, 1942

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des pensions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

M. Gagnon (Matane): Je veux proposer un amendement pour faire disparaître de la loi l'article 8, qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, sur recommandation d'un chef de service, que 10 années de services supplémentaires soient ajoutées à la pension des fonctionnaires qui prennent leur retraite, même s'ils ne les ont jamais données. Il fait valoir le fait que cette disposition ne s'applique pas aux cas des employés embauchés après le 1^{er} avril de l'année prochaine.

Il propose qu'on insère, entre l'article 3 et l'article 4 du bill, une clause abrogeant la seconde partie de l'article 7 et l'article 8 de la loi des pensions.

Sa proposition se lit comme suit: "Que la présente loi soit amendée en ajoutant, après l'article 3, l'article suivant:

"4. Le deuxième paragraphe de l'article 7, et l'article 8 de la loi des pensions (Statuts refondus 1941, chapitre 13), sont abrogés."

Les dispositions que nous voulons faire abroger par la Chambre donnent au gouvernement un pouvoir discrétionnaire et consacrent, de l'aveu même du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), un principe mauvais. Il est donc inutile, je crois, de revenir sur l'argumentation exposée hier à ce sujet. Je présente cet amendement dans le meilleur esprit, afin de sauvegarder les droits des petits salariés à l'encontre de l'influence dont pourraient se prévaloir, à leur détriment, des fonctionnaires supérieurs. Je n'ai d'autre but que celui d'améliorer le bill. Puisque nous amendons la loi des pensions, profitons-en donc pour en faire une loi aussi parfaite que possible.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il me semble que

l'opposition ne peut présenter un amendement à l'ancienne loi. Elle peut présenter un amendement au présent bill seulement. Je sais que le principe de ce pouvoir discrétionnaire, laissé au lieutenant-gouverneur en conseil et au chef de service, est mauvais et discutable. Aussi, l'avons-nous enlevé de la loi. La nouvelle loi déclare que cette provision ne jouera plus à l'avenir et que tous les fonctionnaires qui seront nommés après le 1^{er} avril ne pourront s'en prévaloir. Ce pouvoir discrétionnaire ne s'appliquera que dans le cas des employés nommés avant cette date.

Mais, pour ce qui est des employés actuels en service, ils bénéficient d'un droit acquis du fait que la loi permet d'ajouter 10 ans aux années de service. Je crois que nous ne pouvons toucher aux droits acquis. Nous devons les respecter pour ces employés avec lesquels le gouvernement a un contrat. Il peut y avoir des cas où le pouvoir discrétionnaire d'ajouter des années de service se justifie, même si, avec la meilleure volonté du monde, on ne peut empêcher qu'il s'y glisse des faveurs ou qu'il y ait quelques injustices.

M. Paquette (Labelle) appuie l'amendement de son chef...

(Deux employés portant des cruches d'eau entrent, interrompant les travaux de la Chambre)⁶

M. Gagnon (Matane) se lève pour protester...

(Les employés se retirent dans le couloir)

M. Gagnon (Matane) et tous les députés rient.

M. Paquette (Labelle): Puisque le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) admet lui-même que cet article est la porte ouverte aux injustices, pourquoi ne pas la fermer avec l'amendement? Autrement, nous verrons des tireurs de ficelles tenter d'obtenir une plus forte pension au détriment de la masse des employés. La mesure est une tentative de la part du gouvernement pour assurer une retraite somptueuse à certains amis, après un certain nombre d'années.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est avec raison que le trésorier de la province croit que ne pouvons pas toucher aux droits acquis. Je suis certain que la Chambre comprendra notre point de vue. Cette loi a pour but d'ajouter et de faire

participer des catégories nouvelles de fonctionnaires au fonds de pension, de faire en sorte que tous les employés civils puissent en profiter. Nous avons donc fixé de nouvelles conditions pour ces nouvelles catégories et l'article discuté ne joue pas pour les employés qui entreront au service de la province après le 1^{er} avril.

Mais, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) n'a pas cru qu'il pouvait faire des changements modifiant les termes d'un contrat passé jadis entre le gouvernement et une catégorie de fonctionnaires. Lorsque les employés actuels sont entrés au service de la province, ils ont consenti à verser une certaine partie de leur salaire au fonds de pension. Ils ont en quelque sorte passé un contrat avec le gouvernement. L'une des dispositions de ce contrat, c'était que certains employés supérieurs, pour des raisons bonnes et justes, pouvaient faire ajouter un certain nombre d'années à la durée de leurs services. Le gouvernement leur a dit qu'ils pourraient profiter de tel article leur permettant de majorer de 10 ans leurs années de fonctionnarisme en reconnaissance des services qu'ils pouvaient rendre. Ce contrat a été accepté.

Les employés ont exécuté leur part d'obligations en versant leurs contributions. Nous ne pouvons plus maintenant changer à leur détriment les clauses du contrat. L'une des parties contractantes a respecté ses engagements; nous n'avons donc pas le droit de violer les nôtres.

Il est arrivé que nous ayons ainsi ajouté un certain nombre d'années à la durée des services d'un employé. Dans chaque cas, nous avions d'excellentes raisons de justice et d'humanité. Je n'ai aucune objection à ouvrir les livres. On constatera que nous avons agi dans chaque cas avec équité et bon sens.

M. Gagnon (Matane): Encore une fois, nous ne présentons pas cet amendement dans un but partisan. Nous voulons simplement apporter notre contribution de façon à donner aux employés, qui donnent à la province le meilleur d'eux-mêmes pour des salaires généralement très faibles, une loi aussi parfaite que possible.

Cette loi du fonds de pension présente trois aspects: un aspect administratif, un aspect technique et un aspect social. Nous sommes d'avis qu'au point de vue d'une administration saine, les contributions devraient être versées dans un fonds spécial et non pas dans un fonds consolidé du revenu. L'Union nationale ne trouve pas raisonnable l'idée d'une contribution uniforme et demande à l'État de contribuer dans un fonds séparé.

De plus, et je répons en ceci aux remarques du premier ministre, s'il y a eu contrat signé entre les employés et le gouvernement, il ne peut en résulter une situation juridique équitable et juste, que si tous les employés sont mis sur le même pied et retirent une pension proportionnelle aux contributions versées. Actuellement, le gouvernement a le pouvoir discrétionnaire de changer seul le contrat en donnant plus à un employé au détriment des autres. D'après le contrat, les pensions devraient être en raison des contributions versées. Le gouvernement peut chambarder tout cela par un trait de plume. Or, seuls les grands commis et les hauts fonctionnaires de l'administration peuvent en bénéficier. Les petits employés doivent s'attendre à ce qu'on ne rogne pas le fonds de pension pour donner de grosses sommes à des fonctionnaires, qui n'auront contribué que pendant quelques années.

Il faut aussi envisager le côté social. Je tiens à me placer de ce point de vue et faire de la critique constructive. Il y a actuellement de petits employés qui ont neuf enfants et qui ne retirent que \$1,200 par année. On ne devrait pas exiger d'eux une contribution de 5 % comme on exige des autres. Le succès d'une administration repose sur le dévouement et la compétence de ses employés. Créons une législation ayant un beau caractère social. Ayons une contribution graduée, suivant l'importance du salaire. Que l'on consulte les actuaire. Nous n'avons pas d'objection à remettre la discussion du bill à plus tard, si l'on veut consulter des actuaire.

Il répète qu'il entend collaborer avec le gouvernement et que cette loi ne peut être votée à la légère. Il cite une lettre d'un fonctionnaire anonyme, qui se plaint de la loi présentée par le trésorier de la province. Il évoque le temps heureux où Sir Lomer Gouin, premier ministre, appelait à ses côtés le chef de l'opposition, Sir Mathias Tellier, lorsqu'il y avait une mesure importante à présenter, comme la loi des caisses populaires, une législation que l'on a copiée à Ottawa pour les syndicats coopératifs. Je voudrais que la Chambre fasse une vraie bonne loi qui donnerait satisfaction à tous les employés civils et qu'ils soient contents de nous comme législateurs. C'est dans cet esprit que j'ai proposé un amendement.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'apprécie et je suis sensible au bon esprit que manifeste le chef de l'opposition et dans lequel il envisage de discuter la loi et dans lequel l'amendement est présenté. Mais malheureusement pour le moment, nous ne pouvons pas l'accepter. Il faut que la loi soit en vigueur le 1^{er} avril.

Je ne me fais pas l'illusion de croire que la loi est parfaite. Mais, je crois qu'elle satisfait la masse des fonctionnaires. Je crois que nous devrions l'adopter, puisqu'elle est urgente, quitte à l'amender plus tard s'il y a lieu. La loi que nous présentons pourra dans l'avenir subir des améliorations. Si l'expérience nous démontre qu'elle doit être modifiée, nous la modifierons. Pour le moment, je suggère que nous adoptions la loi et que nous nous prononcions dès maintenant sur le principe même du bill. S'il fallait attendre que tous les députés soient du même avis pour voter cette loi, les fonctionnaires pourraient bien être obligés d'attendre longtemps. Or, ils ont le droit de participer le plus tôt possible au fonds de pension.

Si nous en retardons l'adoption, nous serons obligés de retarder les chèques de plusieurs employés. La masse des employés est en faveur de la loi et c'est mon devoir de la faire adopter avant le 1^{er} avril. Je demande donc le concours de l'opposition. Nous en sommes à la troisième séance et après ces trois séances consacrées à l'étude du bill, nous en sommes encore à l'article 4. Je ne veux pas soulever une atmosphère hostile. Mais, si l'opposition ne veut pas de loi des pensions, qu'elle le dise. Si l'opposition veut prendre la responsabilité de faire de l'obstruction, c'est son droit, mais ce n'est pas son devoir. Si l'opposition est contre les pensions aux employés du service extérieur, qu'elle prenne ses responsabilités, mais si elle est favorable, elle devrait adopter la loi et collaborer.

(Applaudissements)

Je demande que l'amendement soit déclaré hors d'ordre.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):

L'opposition n'a pas du tout l'intention de faire de l'obstruction. Nous sommes pour les pensions. Moi-même, je suis assez large d'esprit pour causer avec tout le monde. J'ai causé avec plusieurs fonctionnaires de tous les partis. Et, on me dit souvent: "Nous ne savons pas comment nous ferons pour payer cette contribution de 5 %" et il y a des employés qui sont venus me dire à mon bureau qu'ils ne pouvaient payer ce 5 %. Il se prononce en faveur de l'amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) fait remarquer que cet amendement est apparemment hors d'ordre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) est d'avis que le représentant de Matane amende non pas le projet à l'étude, mais une loi existante.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est exact, mais la loi que l'on présente peut être considérée comme un amendement à la loi existante. Donc, on a le droit de proposer un sous-amendement à l'amendement.

M. Gagnon (Matane): En vertu de quel article l'amendement serait déclaré hors d'ordre?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) cite l'article 234: "Quand une question complexe a été ainsi divisée, les parties en sont prises en considération et mises aux voix séparément suivant l'ordre dans lequel elles se trouvent dans la question complexe."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cet article s'applique autant au cas présent qu'à la charte du C.P.R. (Canadian Pacifique Railway).

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): L'amendement me paraît hors d'ordre, car il amende l'article 3 qui a été adopté.

M. Gagnon (Matane): Alors, je propose que l'amendement pour faire disparaître de l'ancienne loi la disposition des 10 ans de service soit l'article 4 de la nouvelle loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'amendement est un simple ajout à la loi et il est parfaitement dans l'ordre.

M. le président: Ma décision est que l'amendement est hors d'ordre pour deux raisons⁷. D'abord, parce que l'amendement n'est pas un amendement, mais a plutôt la nature et équivaut à un nouveau bill et qu'en conséquence, il devrait être précédé d'un avis préalable inscrit au *Feuilleton*. Ensuite, il affecte une question financière. Or, en matière financière, l'initiative de la législation doit venir du membre du gouvernement et non d'un député. Seul un ministre de la couronne a le droit de présenter un projet de loi entraînant une dépense de deniers publics. Je déclare donc l'amendement hors d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il n'est pas satisfait du tout de la décision qui a été rendue. Je voudrais bien savoir en vertu de quel article le président du comité appuie la première partie de sa décision.

M. le président: (Fouillant le livre des règlements) Sur l'article 530⁸ des règlements. Mais,

je ferai remarquer au représentant de Deux-Montagnes qu'il ne peut discuter ma décision.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est évidemment pas l'article 530. Cet article dit...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je soulève un point d'ordre. Le représentant de Deux-Montagnes n'a pas le droit de critiquer la décision du président du comité. Mais, il peut en appeler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas critiquer la décision du président. Je veux lui aider. Je dis simplement que l'article 530 ne peut s'appliquer dans le cas qui nous occupe. Cet article dit qu'il y a différentes étapes...

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. En vertu des règlements de la Chambre, le représentant de Deux-Montagnes est obligé d'accepter sans la discuter la décision du président. On doit en appeler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je répète que je ne veux aucunement critiquer la décision. Je veux simplement signaler une chose au président et lui seul peut me dire qu'il peut se passer de mon concours.

M. le président: Ma décision est rendue, qu'elle soit bonne ou mauvaise, j'ai fait de mon mieux. Le seul recours qu'on a contre ma décision, c'est d'en appeler à la Chambre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) parle⁹.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prie le gouvernement de faire taire ceux qui barbotent.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) rougit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre ne se lève pas souvent pour avoir le courage d'exprimer ses opinions.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le député de Deux-Montagnes n'est pas satisfait, il doit en appeler de la décision du président.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je sais cela, mais j'ai le droit de demander au président comment

il motive sa décision. Le Règlement donne le droit à n'importe quel député d'insister pour obtenir une explication du président, en plus du droit d'appel de sa décision. J'ai l'intention d'utiliser ces deux privilèges.

M. le président: Malgré toute l'amitié que j'ai pour le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), je suis obligé de lui dire en effet, qu'il n'a pas d'autre alternative que d'en appeler de ma décision.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans ce cas, j'en appelle de votre décision à la Chambre M. le président.

Rapport du comité plénier:

M. le président (M. Casgrain, Gaspé-Nord) fait rapport qu'il a rejeté comme hors d'ordre un amendement de l'honorable chef intérimaire de l'opposition, se lisant comme suit:

"Que la présente loi soit amendée en ajoutant, après l'article 3, l'article suivant:

"4. Le deuxième paragraphe de l'article 7, et l'article 8 de la loi des pensions (Statuts refondus 1941, chapitre 13), sont abrogés."

Il apporte les motifs suivants à l'appui de sa décision:

1. L'amendement n'en est pas un à proprement parler parce qu'il ne modifie aucun article du bill à l'étude et qu'il est à proprement parler un autre bill d'une nature semblable mais distinct de celui à l'étude;

2. Qu'il aurait dû, en conséquence, être précédé de toutes les formalités d'un bill: avis, impression, lecture, etc.;

3. Qu'il affecte une matière de finance et que, partant, il ne peut émaner d'un député;

M. l'Orateur: La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?

M. Gagnon (Matane) en appelle à la Chambre de la décision du président.

La question: "La décision du président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron,

Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Sabourin, Thisdel, 45.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 13.

Ainsi, la décision du président est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur: Je constate que le représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain) n'a pas voté. Un député doit toujours voter quand il est à son siège au moment du vote.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): J'ai cru préférable de ne pas voter comme président. Je crois inconvenant de se faire le juge de sa propre décision.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle unanime à ne pas insister pour que le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) vote? (Silence des deux côtés)

Des voix: Oui! Oui!

M. l'Orateur: Alors sa décision est maintenue. L'incident est clos.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions.

En comité:

Le débat se poursuit.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Pour faire suite à l'argumentation d'hier, un journal a dit que j'avais admis que l'honorable premier ministre calculait bien¹⁰. J'ai dit que l'honorable premier ministre, qui est un homme instruit, savait calculer, mais pas qu'il calculait bien.

L'honorable premier ministre a comparé le fonds de pension à une assurance, mais l'assurance n'est pas une rente viagère. On n'a pas le droit, et on

aurait tort, de comparer et confondre la rente viagère avec l'assurance-vie. Dans ce dernier cas, le taux d'assurance est, toutes proportions gardées, le même parce que le paiement n'a lieu qu'une fois. L'indemnité est donc payée d'un seul coup.

Il est alors permis de dire que celui qui a une assurance pour \$1,000 bénéficie dans la même proportion que celui qui a une assurance de \$5,000. Celui qui est assuré pour \$1,000 paiera \$900 et celui assuré pour \$5,000 paiera \$4,500 et ce sera tout et final. Mais, il en est autrement pour les pensions, car le montant est payable à répétition tant que la vie de pension durera. En effet, la rente viagère est versée au rentier, qui reçoit chaque année le montant de sa pension jusqu'à sa mort.

De plus, comme tout projet de pension est basé essentiellement pour placer les modestes employés à l'abri du besoin dans leur vieillesse et non pas sur une simple base d'assurance-vie, il n'est pas fait pour assurer de grasses pensions aux gros salariés, puisque ceux-ci peuvent facilement y pourvoir par d'autres moyens. Les \$75 payés par le salarié de \$1,500 représentent des nécessités de la vie, tandis que les \$300 payés par le salarié de \$6,000 ne sont que superflu. L'échelle des taux doit donc différer dans les deux cas. Celui qui a un petit salaire ne peut pas être placé sur le même pied que celui qui en retire un gros. La contribution uniforme de 5 % n'est pas équitable.

Pour faire une bonne loi, il faudrait établir une échelle progressive de taux pour la contribution au fonds de pension. Les contributions des employés devraient être échelonnées au lieu d'être établies à un taux forfaitaire de 5 %. Il est d'opinion que la contribution devrait être fixée à un taux seulement de 1 % pour les employés gagnant jusqu'à \$1,000 par année; de 2 % pour ceux gagnant jusqu'à \$2,000; 3 % pour jusqu'à \$3,000; 4 % pour jusqu'à \$4,000; et ainsi de suite jusqu'à un plafond de 5 % pour les salaires de \$5,000. Là doit s'arrêter le plafond des contributions.

On ne devrait pas payer de pension à ceux qui retirent plus de \$5,000 par année, car il n'est pas juste de donner des rentes à des gens qui gagnent \$10,000 à \$12,000 par an. Ces gens-là, qui retirent de tels salaires, doivent être capables d'organiser leur vie tout seuls et être capables de faire leurs propres dispositions à l'égard de leur pension de vieillesse. Chacun doit s'assurer selon ses moyens et le petit salarié n'a pas les moyens de payer 5 %. Avec toutes les contributions actuelles, il ne reste que \$1,000 par année à celui qui gagne \$1,500. Je voudrais que les pensions soient fixées à un minimum de \$700 par an

et que l'homme qui a 60 ans et dont toute la famille est élevée ne reçoive pas plus de \$2,000 maximum de pension par an.

Il condamne le principe du bill qui fait que les contributions des fonctionnaires sont absorbées dans le fonds commun des revenus de la province. Au point de vue administration, cela est faux, car ce ne sont pas des revenus de la province. Le montant déposé par les employés civils appartient à ces derniers et le gouvernement n'a pas le droit d'y toucher et de prendre la contribution des employés civils pour la verser au fonds consolidé de la province.

De plus, le maximum de la pension ne devrait pas excéder \$2,000, car c'est une pension pour assurer la vieillesse et non pas une assurance-vie. Il est d'avis que le fonds de pension, tel qu'on veut l'établir, va être fatalement et inévitablement défoncé par les gros salariés. Si le gouvernement peut ajouter 10 ans de service dans le calcul des pensions, ceci représenterait des pensions plus élevées pour certains retraités jouissant de la faveur du gouvernement et ceci épuiserait le fonds de pension. Dans une dizaine d'années, une centaine de gros pensionnaires tireront en pensions la moitié¹¹ du montant qui sera versé aux 11,000 autres. C'est injuste.

Un neuvième des employés civils prendront la moitié du fonds de pension. Ainsi, sur 500 pensionnaires éventuels, s'il y a 100 gros salariés, suivant les calculs basés sur le projet de loi, ils retireront environ \$400,000 et les 400 autres, \$900,000. Tout de suite, l'écart saute aux yeux. Les fonctionnaires dont le salaire est peu élevé sont imposés à un taux excessif, afin d'assurer un revenu de retraite inutilement démesuré à une minorité de fonctionnaires aux salaires élevés, ce qui mènera rapidement à l'épuisement du fonds de retraite en question.

Le gouvernement n'a pas formulé d'opinion précise et sérieuse au sujet du problème des pensions. La loi nouvelle affectera 8,000 à 10,000 employés. Un fonds considérable pourrait être établi. Cela signifie que chaque année, en plaçant les contributions au fonds consolidé de la province, à 5 %, ce montant rapportera au gouvernement environ \$1,000,000, sans pratiquement rien déboursier de pension, et cela, au moins pendant une dizaine d'années. Ce qui revient à dire qu'au bout des 10 années, il aura encaissé un montant total d'au moins \$10,000,000. Or, la somme placée à intérêt normal suffirait pour subvenir aux pensions éventuelles et même plus tard, à justifier la diminution des taux contributoires.

À 5 %, cela lui aura rapporté un intérêt d'environ \$500,000 pour payer des pensions. Le fonds se soutiendrait lui-même. Il ne croit pas que le gouvernement devrait faire des investissements dans un tel fonds, mais qu'il devrait seulement l'administrer et au besoin combler le déficit. En outre, il faut penser que ce montant de \$10,000,000 aura été dépensé. Il s'agit d'un véritable virement de fonds. Il faudra rembourser ces \$10,000,000. Et, ce sont les contribuables de la province qui seront taxés, qui paieront pour un montant déjà payé par les employés civils. Le gouvernement actuel n'a pas le droit d'engager les gouvernements futurs.

Que le gouvernement impose des taxes, mais qu'il ne taxe pas les employés. La loi va donner \$1,000,000 au fonds de pension par année. Je ne veux pas changer la loi actuelle des pensions, mais nous devrions améliorer la nouvelle. Le gouvernement a l'air de vouloir se financer avec la nouvelle loi. Veut-on aider les employés ou créer une nouvelle source de revenu? L'affaire a été calculée non par des actuaire, mais par des financiers qui veulent assurer des revenus additionnels à la province. De cette façon, le gouvernement percevra les fonds - ce qui permettra de remplacer la recette évanouie des péages sur les ponts - les dépensera, et plus tard le public sera appelé à souscrire de nouveau les fonds que les employés auront déjà souscrits. Les employés civils devraient avoir un fonds de pension spécial pour les contributions. Ce fonds serait administré par le gouvernement et les employés civils. On pourrait placer ce fonds à 4 % ou 5 %.

Le fonds de pension des instituteurs et institutrices est mieux organisé. Leur nombre est presque aussi grand que celui des employés civils, soit de 7,000 à 8,000. Ils paient une contribution de 3 % seulement et aucun pensionnaire chez eux n'a le droit de retirer ni dépasser plus de \$1,500 par année, quel que soit le salaire, même s'il touche un gros salaire. C'est une loi sage. Pourquoi permettrions-nous aux gros salariés, parmi les employés civils, de retirer des fortunes et des grosses pensions, tandis que les instituteurs et les institutrices si peu rémunérés, ne peuvent avoir plus de \$1,500 par année? Des pensions de \$6,000, \$7,000 et \$8,000 sont injustifiées.

De même, suivant le projet, il y a une cinquantaine de gros employés auxquels on accorde 10 années de service en cadeau purement gratuit. Ils peuvent être mis à leur pension au bout de cinq ans. Or, comme tels, ils retireront leur vie durant un énorme revenu tout en n'ayant à peu près rien payé. Qui fera les frais, sinon le grand nombre des petits

salariés? Il prend pour exemple le cas du président de la Commission des liqueurs. En supposant, dit-il, qu'il a travaillé pendant cinq ans, que le gouvernement lui accorde une gratuité de 10 années, il va pouvoir retirer environ \$7,000 par année.

Ce qui veut dire qu'il aura retiré une fortune au détriment des petits salariés, s'il a la chance de mourir à un âge avancé. C'est une iniquité que le gouvernement et le premier ministre ne veulent pas, j'en suis certain. Pour cette raison, je dis que le projet de loi devrait être étudié beaucoup plus profondément et ils devraient l'étudier davantage.

Il s'élève de nouveau contre le projet de placer les contributions au fonds consolidé de la province.

Il ne voit pas pourquoi le gouvernement insiste tant pour passer le bill avant le 1^{er} avril. Je crois que l'on veut protéger quelqu'un avec ce bill. La loi actuelle est onéreuse et injuste pour les petits employés. Pour sa part, il s'oppose énergiquement au bill tel que rédigé et se déclare prêt à rester en Chambre jusqu'à Pâques pour combattre la mesure. Il n'y a rien qui presse pour passer cette loi. Nous n'irons pas nous coucher avant Pâques s'il le faut.

Il revient sur la pension des gros salariés et dit que si l'on maintient le principe actuel pour la pension des gros salariés, à un tel rythme, aucune caisse ne pourra tenir. Suivant lui, aucun actuaire compétent ne voudrait recommander le paiement d'une contribution uniforme de 5 %. La loi ne rencontre pas les besoins des petits.

En terminant, il suggère de changer l'échelle de l'impôt, de créer un fonds spécial pour la pension des employés civils, de ne pas payer de pension de plus de \$2,000 et de modifier la clause qui s'applique aux épouses des employés civils.

M. Francœur (Montréal-Mercier) expose le point de vue des classes laborieuses et accuse l'opposition de faire volontairement de l'obstruction.

Les calculs arithmétiques faits par le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) pèchent à leur base. Les chiffres donnés par celui-ci sont faux intégralement. L'Union nationale, aujourd'hui si avide et anxieuse de critiquer la loi du gouvernement qui rend justice à des milliers d'employés, n'a pourtant rien fait pour eux quand elle était au pouvoir. Elle a fait preuve d'injustice criante à leur égard au contraire. Il parle des destitutions d'employés en 1936, notamment à la Commission des liqueurs.

M. Gagnon (Matane): Je tiens à dire que, si le représentant de Montréal-Mercier persiste à

rabaisser la discussion à des questions partisans, il en portera la responsabilité. Si le président laisse entamer la discussion sur ce terrain, l'opposition suivra.

M. le président invite le député de Montréal-Mercier à s'en tenir à l'article à l'étude.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Le député de Matane a tort de vouloir tuer le temps en attendant le retour du député de Trois-Rivières. Ce dernier devrait être ici. Actuellement, je sais qu'il voyage et qu'il est suffisamment rétabli pour reprendre le travail sessionnel, s'il juge cela tellement important.

M. Gagnon (Matane): Je m'objecte contre cette affirmation. Je ne vois pas en quoi l'absence du député de Trois-Rivières peut intéresser le débat proprement dit.

M. le président: L'avancé du représentant de Montréal-Mercier est probablement une transition.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Les employés du service extérieur sont anxieux d'avoir des pensions et une loi pour les protéger. L'opposition nous dit: "Nous ne voulons pas faire de politique avec cette loi." Mais dans tous les discours que les députés de la gauche prononcent, dès la troisième phrase, on voit poindre l'intérêt politique. L'opposition doit mettre fin à l'obstruction systématique.

Le comité étudie l'article 4.

Le comité étudie l'article 32, introduit par l'article 4 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"32. Toute personne à laquelle s'appliquent les dispositions de la présente section peut faire compter, pour fins de pension, en tout ou en partie, la durée de ses services à titre temporaire ou surnuméraire dans toute fonction qui, occupée à titre permanent, est visée par la présente section, en donnant, avant le premier avril 1943, un avis écrit au trésorier de la province et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal à cinq pour cent du traitement reçu pendant la durée des services à être ainsi comptée. Cette somme est payable en la manière prévue à l'article 68."

M. Talbot (Chicoutimi): Le premier ministre disait, il y a quelques minutes pour justifier la clause des 10 ans, que le gouvernement ne pouvait violer l'esprit et la lettre des contrats. Or, par cette clause, tous les contrats sont violés. L'ancienne loi disait qu'en vue du fonds de pension,

une retenue de 5 % devait être faite durant trois ans et qu'ensuite, cette retenue ne serait que 3 %. Avec la nouvelle loi, la retenue est de 5 % pour toute la durée des services.

M. le président: L'article est-il adopté?

M. Paquette (Labelle): L'on cause un grave préjudice aux employés actuellement sous ce système de pension, car leur contribution est de 3 %. Ils devront donc payer 2 % de plus. Cette affaire est importante. Il y a là une surcharge de 2 %. Actuellement, les salaires payés aux fonctionnaires se chiffrent à \$20,000,000. Cela veut dire qu'avec le 5 %, \$400,000 iront chaque année engraisser le fonds consolidé de la province. On augmente le nombre de bénéficiaires, mais on taille dans les budgets. Actuellement, il y a 5,000 fonctionnaires qui retirent moins de \$1,500 par an. On s'imagine dans quelle situation, ils vont se trouver. Il est certes excellent d'appeler les employés du service extérieur à profiter du fonds de pension, mais ce n'est pas une raison pour traiter injustement le pensionnaire actuel.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la séance est suspendue.

Reprise de la séance à 8 h 45¹²

Projets de loi:

Loi de la succession Tourville

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la loi concernant la succession Tourville soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Princeville

M. Rajotte (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant la corporation du village de Princeville et les commissaires d'écoles de Stanfold.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Rajotte (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Jérôme

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Francœur (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde

M. Joyal (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 relatif à l'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Joyal (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des pensions

Conformément à l'ordre du jour adopté ce jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

Le comité étudie l'article 6.

Le comité étudie l'article 45, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"45. Sont considérés comme fonctionnaires ou employés du gouvernement, pour les fins de la présente section:

"1° Les personnes visées par la loi du service civil (chapitre 11);

"2° Les personnes visées par la loi du service extérieur (chapitre 12);

"3° Les greffiers et autres fonctionnaires et employés de la Législature ou de l'une des Chambres;

"4° Les aides de camp et autres employés du bureau du lieutenant-gouverneur;

"5° Les registrateurs et les officiers de justice recevant un salaire fixé suivant la loi du service extérieur (chapitre 12), ainsi que les employés sous leurs ordres;

"6° Les membres de la Sûreté provinciale de Québec et de la police des liqueurs;

"7° Les fonctionnaires et employés

"a) de la Commission municipale de Québec;

"b) de la Commission des accidents de travail de Québec;

"c) de l'Office du crédit agricole du Québec;

"d) de la Régie des services publics;

"e) de la Commission du salaire minimum;

"f) du Conseil supérieur du travail;

"g) de l'Office du drainage;

"h) de la Commission des eaux courantes;

"i) de la Commission des pensions de vieillesse de Québec;

"j) de la Commission des liqueurs de Québec;
 "k) de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec;
 "l) des écoles régies par la loi de l'enseignement spécialisé (chapitre 63);
 "m) des agents généraux de la province;
 "8° Les agents généraux de la province;
 "9° Les membres
 "a) de la Commission municipale de Québec;
 "b) de la Commission des accidents du travail de Québec;
 "c) de l'Office du crédit agricole du Québec;
 "d) de la Régie des services publics;
 "e) de l'Office du drainage;
 "f) de la Commission des eaux courantes;
 "g) de la Commission des pensions de vieillesse de Québec;
 "10° Le gérant de la Commission des liqueurs de Québec."

M. Gagnon (Matane): La loi dit que les fonctionnaires et employés des écoles spécialisées auront droit à la pension. Or, les écoles spécialisées, ce sont les écoles techniques, les écoles des beaux-arts et l'École polytechnique. Ces écoles sont administrées par des corporations. Pourquoi les mélanger avec le service civil au lieu de leur donner un fonds spécial?

L'honorable M. Perrier (Terrebonne): L'École polytechnique est administrée par une corporation et son personnel ne peut tomber sous la loi des pensions, mais les autres sont des écoles gouvernementales. Les instituteurs d'écoles subventionnées par le gouvernement auront droit à la pension s'ils payent leur contribution.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi laisser de côté les écoles d'agriculture?

M. Talbot (Chicoutimi): (Presque en même temps) Pourquoi donner des pensions aux agents généraux qui n'ont même pas été capables de faire rouvrir les usines de Chicoutimi malgré les déclarations du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin)?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous leur donnons des pensions, s'ils paient la cotisation.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce n'est pas le temps de discuter la prétention du représentant de Chicoutimi, ni l'œuvre des agences

commerciales. Mais, nous en aurons l'occasion. En temps et lieu, je démontrerai que les agences commerciales de la province à Ottawa ou à New York, rendent de grands et d'immenses services à la province. Mais, on ne m'entraînera pas maintenant dans une discussion à propos des services rendus par les agents généraux de la province.

M. Lorrain (Papineau): Au lieu de gaspiller l'argent de la province avec des agences commerciales, que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce organise donc plutôt des marchés locaux.

Des députés protestent.

M. le président se lève.

M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement...

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Nous sommes à organiser un fonds de pension pour les gens qui ont les moyens de se faire des rentes. À deux reprises, j'ai dit que le taux de 5 % était injuste pour les petits.

Les employés qui gagnent \$5,000 par année et plus ne devraient pas jouir du fonds de pension et bénéficier de ce privilège, car ce sont eux qui défonceront la caisse. D'ailleurs, il faut que l'assurance qu'un homme porte, corresponde à ce qu'il peut payer.

M. Beaulac (Saint-Maurice): Je soulève la question d'ordre. Il n'est pas question de taux de cotisation dans l'article à l'étude.

M. Gagnon (Matane): C'est le gouvernement qui fait de l'obstruction en soulevant des points d'ordre.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) veut prendre la parole...

M. Beaulac (Saint-Maurice): Le député de Saint-Jean-Napierville nous a fait la même chose 10 fois!

M. le président: Le représentant de Saint-Jean-Napierville peut continuer en s'en tenant à la question.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): L'honorable trésorier devrait accepter ma suggestion de charger un taux de 1 % par \$1,000 de salaire. Le

gouvernement a un principe de loi excellent, mais on devrait faire la part moins lourde aux petits.

M. le président: Je suis obligé de rappeler l'honorable député à l'ordre.

M. Paquette (Labelle): Comment se fait-il que les membres du Conseil du travail ne sont pas sur la liste des pensionnés?

M. Talbot (Chicoutimi): Quel est le salaire des membres du Conseil supérieur du travail?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Les membres du Conseil supérieur du travail donnent généreusement leurs services gratuitement à la province. Ils ne reçoivent qu'un traitement nominal d'un dollar par an. Mais, s'ils étaient ici, ils seraient peu intéressés à voir comment on gaspille le temps de la Chambre et bien étonnés de voir le genre de travail que fait l'opposition en ce moment.

M. Paquette (Labelle): Ils n'ont pas le même traitement que les membres de la Commission des accidents du travail. Comment se fait-il que l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) permette que l'on traite différemment les commissaires et les employés à la Commission des accidents du travail?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je réponds pour démontrer que l'on n'a pas d'autre but que de faire perdre le temps de la Chambre avec ces questions. Les commissaires et les fonctionnaires de la Commission des accidents du travail ont tous droit à leur pension en vertu de la nouvelle loi. Le personnel qu'ils ont à leur emploi tombe sous le coup de la loi comme les autres fonctionnaires.

M. Paquette (Labelle): Si les membres du Conseil supérieur du travail ne reçoivent pas de salaire, pourquoi les place-t-on parmi les fonctionnaires qui auront droit à la pension?

Le comité étudie l'article 48, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"48. La pension est basée sur le traitement moyen des fonctionnaires pour les dix dernières années de son service.

"La pension est fixée à autant de cinquantièmes de ce traitement moyen que le fonctionnaire a d'années de service. Dans le cas des

fonctionnaires visés aux paragraphes 8, 9 et 10 de l'article 45, il est ajouté dix ans au nombre d'années de service."

M. Gagnon (Matane) proteste contre les dispositions abusives du projet, qui placent sur le même pied les petits et les gros employés. Selon lui, ce projet ne répond pas au désir de ses auteurs. Il proteste surtout contre les dispositions du bill qui permettent d'ajouter dix années de service aux catégories suivantes d'employés: 1. les agents généraux de la province; 2. les membres de la Commission municipale de Québec, de la Commission des accidents du travail, de l'Office du crédit agricole, de la Régie des services publics, de l'Office du drainage, de la Commission des eaux courantes, de la Commission des pensions de vieillesse; 3. le gérant de la Commission des liqueurs de Québec.

Ces fonctionnaires, dit-il, qui ont tous de gros salaires, vont prendre la crème du fonds de pension, constitué à même les contributions des petits salariés, puisqu'on leur accorde 10 années supplémentaires de services. Ainsi, le président actuel de la Commission des liqueurs est en fonction depuis trois ans. S'il lui plaît de se retirer, il aura droit à une pension comme s'il avait contribué pendant 13 ans au fonds de pension.

M. Paquette (Labelle): C'est sans doute pour payer ces grosses pensions qu'on porte de 3 % à 5 % la contribution des petits salariés.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pour avoir droit à leur pension, ces fonctionnaires, comme tous les autres, devront avoir été en fonction pendant 10 ans et être âgés de 65 ans.

M. Paquette (Labelle): Sur 11,800 fonctionnaires, il y en a un tout petit nombre qui vont bénéficier d'un traitement de faveur. On les récompense sans doute d'avoir eu de gros salaires. Leur pension sera payée à même les contributions des petits employés qui gagnent \$600, \$800, \$1,000 ou \$1,200 par année. C'est pour cela qu'on porte de 3 % à 5 % la contribution des petits salariés.

M. Lorrain (Papineau): M. Lanctôt va-t-il bénéficier de ce pouvoir discrétionnaire du lieutenant-gouverneur d'accorder 10 autres années de service? Aura-t-il droit à une pension en vertu de cette loi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): M. Lanctôt n'est pas actuellement employé par la province et il n'aura donc droit à aucune pension.

M. Lorrain (Papineau) n'est pas convaincu. Il soutient que c'est un scandale que de donner ainsi un traitement de faveur à ceux qui ont bénéficié des plus gros salaires.

M. Talbot (Chicoutimi): Je demande une réponse plus claire! Je veux savoir si ce projet de loi permettra au gouvernement de donner une pension à Charles Lanctôt, l'ancien procureur général adjoint. Est-ce l'intention?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La réponse est non!

M. Lorrain (Papineau): À Montréal, les histoires courent quant au fait que le trésorier de la province serait bientôt remplacé par le nouveau député de Westmount-Saint-Georges. Il en fait mention, car il n'aime pas l'idée que le trésorier quitte son poste avec une mauvaise réputation venant du fait qu'il favorise une si mauvaise mesure que celle qu'est la loi sur les pensions. Il aimerait penser que le trésorier quitte son poste en laissant un meilleur souvenir que celui d'une telle législation.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) se contente de sourire et refuse de participer.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) voit dans l'article 48 la confirmation de tout ce qu'il a dit sur le bill. Les petits employés vont contribuer pour la pension des gros. Il répète que l'on devrait établir la contribution à 1 % par 1,000 dollars de salaire. Il s'objecte à ce que les employés recevant plus de \$5,000 par année aient droit à la pension.

M. Gagnon (Matane) répète que le bill est rédigé en vue de favoriser les grosses légumes et établit une distinction injuste et arbitraire entre les différentes catégories d'employés. En conséquence, je m'oppose à ce paragraphe, dit-il, qui donne aux membres des commissions et des offices du gouvernement le droit d'ajouter 10 années à leurs services en demandant leurs pensions. Je propose que ce troisième paragraphe de l'article 48, celui qui ajoute 10 ans de service aux fonctionnaires plus haut nommés, soit biffé pour éliminer ainsi du fonds de

pension les très gros salariés qui bénéficient de 10 ans de service jamais accomplis. Ceci nuira à l'ensemble des employés.

M. Paquette (Labelle): Ceci constituera la reconnaissance du fait que, pendant leur service, ils ont reçu des salaires élevés.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'amendement est inacceptable. Le paragraphe que l'on veut retrancher a été conçu pour protéger les employés supérieurs, qui ne sont généralement nommés qu'à un âge avancé. Si les salaires de ces gens sont si élevés, c'est parce que leurs responsabilités sont également élevées. Autrement, nous ne pourrions jamais trouver d'hommes compétents pour ces positions pleines de responsabilités. Ce n'est pas en détruisant les gros, que l'on protégera et améliorera le sort des petits. D'ailleurs, pour avoir leurs pensions, il est bon de rappeler qu'il faut que ces commissaires ou régisseurs soient âgés de 65 ans et aient au moins 10 ans de service.

M. Paquette (Labelle): Ces personnes sélectionnées pour recevoir un crédit d'années de service additionnel aux années effectivement travaillées sont les agents généraux de la province, les membres de la Commission municipale, les membres de la Commission des accidents du travail de Québec, les membres de l'Office du crédit agricole du Québec, les membres de la Régie des services publics, les membres de l'Office du drainage, les membres de la Commission des eaux courantes, les membres de la Commission des pensions de vieillesse et le directeur de la Commission des liqueurs et, dans leurs cas, les 10 années devaient être ajoutées à des fins de pensions, a-t-on fait valoir. Or, on veut accorder un traitement privilégié à ce petit groupe d'employés. Pourquoi les membres de la Commission du salaire minimum ne sont pas placés sur le même pied que les autres membres des autres commissions provinciales?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Ils sont protégés par la clause générale, qui donne à tous les fonctionnaires l'avantage de bénéficier du fonds de pension. Ils tombent sous le coup de la loi, comme les autres fonctionnaires.

M. Paquette (Labelle): Pourquoi ne pas les mentionner comme les autres?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Ils sont protégés par l'article 45 déjà adopté.

M. Paquette (Labelle): C'est la seule commission oubliée dans la loi.

M. Gagnon (Matane): Il est clair qu'on a oublié de traiter les membres de la Commission du salaire minimum comme les gens des autres commissions.

M. Gagnon (Matane) propose en amendement de retirer le dernier paragraphe de l'article 48.

L'amendement du député de Matane (M. Gagnon) est mis aux voix et rejeté par 28 voix contre 10.

Le comité étudie l'article 52, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"52. Il est fait sur le traitement de tout fonctionnaire une retenue de cinq pour cent. Cette retenue est versée mensuellement au fonds consolidé du revenu."

M. Gagnon (Matane) propose un nouvel amendement à l'article 52 afin d'inclure une clause fixant une échelle progressive des taux pour la contribution des pensionnaires au fonds de pension, graduée en proportion des salaires. Cet amendement est fondé sur la suggestion faite par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) cet après-midi.

L'amendement du député de Matane (M. Gagnon) est mis aux voix et rejeté par 27 voix contre 11.

M. Gagnon (Matane) et M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Un officier en loi de l'ancien gouvernement, M. Jean Langlais, qui avait voulu s'enrôler, s'est vu refuser le maintien sur le fonds de pension et la promesse de reprendre sa position. Il est actuellement en mer, où il contribue à la lutte contre les sous-marins.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) promet d'y voir sans délai et de faire justice s'il y a lieu.

Le comité étudie l'article 63, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"[[63. Le paiement des pensions et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu.]]"

M. Gagnon (Matane) suggère la création d'un fonds spécial à cette fin.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le placement des contributions au fonds consolidé offre plus de sécurité et de garantie.

Le comité étudie l'article 65, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit¹³:

"65. La pension et la demi-pension sont incessibles et insaisissables."

M. Gagnon (Matane): En réalité, toutes les grosses pensions devraient être saisissables, jusqu'à une certaine limite.

M. Paquette (Labelle): En fait, toutes les pensions en haut de \$3,000 devraient l'être, je suggère la saisissabilité au-dessus de \$3,000.

M. le président fait remarquer qu'il est 11 heures.

L'étude de l'article 6 est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. Dès 2 h 45, journalistes et députés étaient présents en Chambre pour voir qui, entre le premier ministre

et le chef de l'opposition, arriverait en premier, suite à la discussion de la vieille. Le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) eut une avance "par une tête", sur le représentant de Matane (M. Gagnon). La séance a ainsi débuté à 3 heures 2 minutes, qui est, selon le journaliste du *Devoir* du 27 mars 1942, à la page 2, "un fait sans précédent dans l'histoire parlementaire de la province depuis un quart de siècle".

2. Pour la première fois, le budget du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) est présenté sous une forme bilingue, alors qu'auparavant, on l'imprimait séparément en français et en anglais, selon *Le Soleil* du 30 mars 1942, à la page 11.

3. Les résolutions et le projet de loi qui l'accompagne sont passés par toutes les étapes de la procédure en moins d'une heure, selon *The Montreal Daily Star* du 27 mars 1942, à la page 4.

4. Le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) était membre du gouvernement de Duplessis, il a démissionné sous Duplessis, puis il a rejoint le cabinet formé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) en 1939, selon *The Gazette* du 27 mars 1942, à la page 11.

5. Le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) se réfère au fait que M. Lorrain a pris part à la récente élection partielle de Saint-Jacques, selon *The Gazette* du 27 mars 1942, à la page 11.

6. Deux employés, chargés de remplacer les cruches d'eau potable placées dans les galeries attenantes à la Chambre, surgissent derrière le trône de l'Orateur tenant chacun par une oreille une cruche à la panse rebondie pleine d'eau. Ils passent d'un pas égal, lent et calme, tirant leur cruche au bout des bras en plein milieu de la Chambre. Ils avisent un bon moment d'un œil débonnaire le premier ministre et le chef de l'opposition et ignorent le président du comité. Ils traversent le parquet, oubliant même de donner un coup de chapeau à la masse. Les employés ne se rendent compte de leur méprise qu'une fois rendus près du sergent d'armes et se dirigent alors vers l'autre sortie de la Chambre. Il est alors environ 4 heures, selon *Le Devoir* du 27 mars 1942, à la page 2.

7. Tous les journaux sauf *Le Canada* du 27 mars 1942, à la page 12, mentionnent trois raisons.

8. Tous les journaux sauf *Le Canada* du 27 mars 1942, à la page 9: l'article 538.

9. Dans *Le Temps* du 27 mars 1942, à la page 8, on écrit que "M. Léon Casgrain marmonna toutes sortes de remarques à voix moyenne."

10. *Le Canada* du jeudi 26 mars 1942, à la page 5.

11. Selon *L'Action catholique* du 27 mars 1942, à la page 3: "autant".

12. Tous les journaux sauf *Le Canada* du 27 mars 1942, à la page 9: "8 h 30".

13. Il est alors 11 heures, selon *L'Action catholique* du 27 mars 1942, à la page 21.

Séance du vendredi 27 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a examiné le bill 111 constituant en corporation Hospital of Hope et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres, il a convenu que le titre soit changé en celui de: "Loi constituant en corporation Jewish Hospital of Hope" et a aussi amendé le préambule.

Questions et réponses:**Voirie en Gaspésie**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Quelles sommes d'argent ont été dépensées par le département de la Voirie, depuis le 1^{er} janvier 1940 jusqu'au 12 mars 1941 inclusivement, pour la construction et l'amélioration des grandes routes dans chacun des comtés de Rimouski, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, de même que pour les Îles-de-la-Madeleine? Combien a été dépensé dans chacun des mêmes comtés au cours de la même période, pour les routes secondaires, et ce, par le même département?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

| Comtés | Grandes routes | Routes secondaires |
|---------------------------|----------------|--------------------|
| Rimouski | \$ 226,336.55 | \$ 70,663.99 |
| Matane | 87,896.18 | 42,841.85 |
| Matapédia | 128,691.56 | 70,780.98 |
| Bonaventure | 209,012.94 | 70,506.78 |
| Gaspé-Nord | 129,544.79 | 99,390.41 |
| Gaspé-Sud | 129,604.48 | 67,973.47 |
| Îles-de-la-Madeleine..... | ... | 7,920.03 |

L'affaire Charles Lanctôt

M. Chaloult (Lotbinière): Quelles sommes d'argent M. Antoine Rivard, avocat à Québec, a-t-il reçues pour le mandat que lui a confié le gouvernement libéral dans la seule affaire Lanctôt?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): \$2,126.40.

Droits de succession de Holt et Webster

M. Sauvé (Beauharnois): Quels sont les montants que le gouvernement a perçus à date, des successions de Sir Herbert Holt et de l'honorable L. C. Webster, à titre de droits sur les successions?

Quels sont les montants que le gouvernement doit encore percevoir, relativement aux mêmes successions?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il n'est pas dans l'intérêt public de fournir l'information demandée.

Droits de succession de Dufresne et Pitfield

M. Plamondon (Portneuf): Quels sont les montants que le gouvernement a perçus à date des successions Dufresne et Pitfield à titre de droits sur les successions?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il n'est pas dans l'intérêt public de fournir l'information demandée.

Travaux de la Chambre:**Horaire des séances**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre tienne à l'avenir deux séances tous les jours, sauf le samedi et le dimanche, la première, de trois heures à six heures de l'après-midi et la seconde, de huit heures et demie du soir jusqu'à l'adoption d'une résolution d'ajournement; qu'aux séances du lundi l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mercredi

et qu'aux autres séances l'ordre des affaires soit celui réglé par l'article 115 du Règlement, les dispositions du paragraphe 2 recevant leur application au début de la séance à huit heures et demie du soir.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des pensions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions.

En comité:

Présidence de M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)

Le comité poursuit l'étude de l'article 6.

Le comité étudie l'article 65, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"65. La pension et la demi-pension sont inaccessibles et insaisissables."

M. Talbot (Chicoutimi): Cette clause peut être justifiable dans une certaine mesure, si elle s'applique uniquement à celui qui touche une pension minimum et qui a juste ce qu'il faut pour assurer son existence. Mais, il en est autrement pour celui qui recevra une pension élevée, de \$3,000, \$4,000 ou \$5,000. Je trouve que c'est inacceptable dans le cas des grands pensionnaires de l'État, car il n'y a alors aucune raison qui puisse justifier pareil privilège.

Celui qui reçoit une grosse pension et qui, par conséquent, peut faire honneur à ses engagements, doit le faire, et les lois ne doivent pas avoir pour but de l'aider à s'en dispenser. C'est un article mauvais et antisocial. Il constituera un appel à la mauvaise foi, à la malhonnêteté. Certains salariés, surtout chez les gros, ne craindront pas de s'endetter à droite et à gauche, sans considération pour leurs créanciers. Il faut aussi penser aux droits des créanciers.

On devrait indiquer une limite à ce privilège, comme dans le cas des salaires et on aurait dû fixer un montant raisonnable pour l'insaisissabilité et non pas déclarer toute la pension insaisissable.

Le comité étudie l'article 66, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"66. Tout fonctionnaire mis à la retraite pour cause d'infirmité corporelle ou mentale qui, avant

d'atteindre l'âge de soixante-cinq ans, est devenu en état de rendre des services, peut être appelé à remplir tout emploi public qui n'est pas inférieur, ni en importance ni en émoluments, à celui qu'il a quitté, si cet emploi lui permet de résider dans la localité où il réside ou dans celle qu'il habitait lors de sa mise à la retraite.

"L'acceptation d'un tel emploi annule la mise à la retraite et le fonctionnaire doit continuer à subir la retenue pendant la durée de ses nouveaux services lesquels entrent en ligne de compte pour les fins de la pension.

"Si ce fonctionnaire refuse d'accepter l'emploi qui lui est offert, il perd par là même, ainsi que sa veuve et ses enfants, tout droit ultérieur à une pension."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est très simple. Lorsqu'un fonctionnaire, mis à sa retraite pour cause d'incapacité physique ou mentale, retrouve subitement la santé, le gouvernement veut avoir le droit de le rappeler au travail, pourvu que ce soit dans des conditions identiques.

M. Gagnon (Matane): On n'aurait pas dû garder cette disposition dans la loi actuelle. Il la trouve dangereuse. Cela peut donner naissance à des abus, dit-il. C'est une porte ouverte à l'arbitraire, car le gouvernement reste libre de le faire ou de ne pas le faire. On s'en servira pour forcer des gens à quitter leur retraite, afin d'exercer des fonctions pour lesquelles ils ne sont pas préparés. Pourquoi devrions-nous laisser une telle clause dans nos lois?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Ce n'est pas un principe nouveau. Il est déjà reconnu dans les lois provinciales. Le but principal est d'empêcher que des gens prennent leur pension, sous raison de maladie plus ou moins grave, puis aillent travailler ailleurs. Si une fois guéri, ce fonctionnaire continuait à recevoir sa pension sans travailler, il pourrait aller se chercher un emploi ailleurs et enlever la place à un autre homme. Et puis, ou le pensionnaire est malade ou il ne l'est pas et, s'il n'est pas malade, il doit continuer à donner ses services à la province jusqu'au temps normal révolu pour sa pension.

M. Talbot (Chicoutimi): Ce qui importe, c'est d'entourer la mise à la retraite de toutes les précautions possibles.

Le comité étudie l'article 67, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"67. Tout fonctionnaire a droit de faire compter, pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service comme fonctionnaire dans l'enseignement primaire, en donnant, dans l'année suivant la date à laquelle la présente section lui devient applicable, un avis écrit au trésorier de la province et en versant au fonds consolidé du revenu, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées sur son traitement pendant lesdites années si les dispositions de la présente section avaient été alors applicables, déduction faite du total des retenues effectuées en vertu de la huitième partie de la loi de l'instruction publique (chapitre 59), sans intérêt."

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'article 67 a trait aux instituteurs. Il déclare que l'instituteur peut faire compter les années qu'il a passées dans l'enseignement comme des années passées dans le service civil et conséquemment toucher sa pension, pourvu qu'il accepte de payer les retenues réglementaires.

M. Talbot (Chicoutimi) s'oppose à cette disposition. L'instituteur, ajoute-t-il, en vertu de la nouvelle loi, devra payer 5 % sur toutes les retenues accumulées, alors que les fonctionnaires qui sont entrés dans le service civil, alors que lui se dirigeait vers l'enseignement, n'auront à payer que 3 % selon l'ancien règlement.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le député de Chicoutimi oublie que cette retenue de 5 % accumulée sera payée sans intérêts. Le fonctionnaire régulier n'aura payé que 3 %, mais son argent aura été immobilisé.

Le comité étudie l'article 68, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"68. Les retenues payables en vertu de l'article précédent portent intérêt au taux de quatre pour cent calculé annuellement, à compter du jour où la présente section est devenue applicable au fonctionnaire.

"Ce dernier peut, à son choix, en payer le montant dans l'année suivant ladite date ou en répartir le paiement en versements échelonnés sur le nombre d'années fixé à l'annexe de la présente loi. Ces versements sont déduits du paiement du traitement de la même manière que la retenue et si la pension ou la demi-pension devient payable avant qu'ils aient tous été acquittés, ils en sont déduits."

M. Talbot (Chicoutimi): L'intérêt devrait être à 3 %, d'autant que le gouvernement emprunte à 2½ %.

Le comité étudie l'article 69, introduit par l'article 6 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"69. Par dérogation aux articles 44 et 45, nul fonctionnaire de l'enseignement primaire occupant le premier avril 1942 une fonction visée par la présente section n'est assujéti aux présentes dispositions, à moins qu'il ne donne, dans l'année suivant ladite date, un avis, à cette fin, au trésorier de la province, lequel avis a effet à compter de ladite date."

M. Gagnon (Matane) est surpris que l'on permette aux instituteurs, qui peuvent devenir fonctionnaires, de faire compter leurs années d'enseignement comme services pour leurs pensions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je trouve cette disposition très juste pour les instituteurs qui méritent cela.

M. Gagnon (Matane): Par le système établi, on invite les instituteurs, qui ont quelques années d'enseignement à leur actif, à rechercher particulièrement les emplois du gouvernement, afin de bénéficier ainsi des avantages particuliers qui leur sont offerts, ce qui peut entraîner quelques inconvénients. C'est là une invitation aux instituteurs de se faire les thuriféraires du gouvernement. J'ai peur que l'on ouvre la porte au favoritisme.

Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), qui a de nombreuses relations avec les professeurs, pourra en retroussant sa moustache comme un mousquetaire, leur dire que son gouvernement leur offre des conditions intéressantes et se vanter de cela aux instituteurs.

Et, il en arriverait que d'aucuns puissent être tentés d'insuffler à leurs élèves des sentiments qui n'ont rien à voir à l'éducation.

On nous dit que ce sont des hommes nouveaux qui sont au pouvoir, qu'ils ne veulent pas de favoritisme. Le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) est un homme nouveau et comme un des hommes nouveaux, il avait promis...

M. le président: À l'ordre! Tenons-nous-en à l'article 69. Le député de Matane discute en dehors de la question.

M. Gagnon (Matane): Au contraire, il répond, dit-il, au trésorier provincial.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) sourit.

M. le président: (Élevant le ton) On doit s'en tenir à l'article 69!

M. Gagnon (Matane) veut discuter.

M. le président (Élevant encore plus la voix) rappelle à l'ordre le représentant de Matane.

M. Gagnon (Matane) trouve que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) le prend de trop haut. Et, par-dessus le fauteuil présidentiel, il s'adresse directement au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) à propos de l'article en discussion.

Il prononce le mot cirque.

M. le président insiste et dit au député de Matane qu'il se verra obligé de lui faire reprendre son siège.

M. Gagnon (Matane) fait observer au président, qu'il parle au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson).

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): M. le président, c'est moi qui ai parlé des instituteurs, je dois le dire. Je reconnais avoir même placé le débat sur ce terrain et introduit le sujet en discussion, sans doute à tort, et cela explique la digression que le député de Matane (M. Gagnon) a pu faire. Je crois qu'il peut se considérer comme libre de m'y suivre.

M. Gagnon (Matane) remercie le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande la prise en considération par la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

M. Gagnon (Matane): Je souhaite la bienvenue au nouveau président (M. Delagrave). M. le président, je suis certain² que vous présiderez le comité et ses délibérations mieux, plus honorablement que votre prédécesseur.

(Murmures à droite)

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Point d'ordre! Le député de Matane, qui est un gentilhomme, ne devrait pas parler comme ça. Il devrait retirer sa parole blessante à l'égard du représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt). C'est d'ailleurs contre ses habitudes.

Il a trop d'expérience pour parler comme il vient de le faire. Je suis certain que tantôt, après la séance, l'honorable chef de l'opposition va regretter les paroles qu'il vient de prononcer.

(Murmures)

M. Gagnon (Matane) veut discuter...

M. le président: Sur quoi le représentant de Matane veut discuter? Il n'y a pas de point d'ordre.

M. Talbot (Chicoutimi): Parlant sur le point d'ordre du représentant de Bonaventure...

M. le président: Quel point d'ordre? Il n'y a pas de point d'ordre, le député de Chicoutimi (M. Talbot) ne peut parler.

M. Gagnon (Matane) entend simplement que les mêmes observations, qui s'appliquaient aux résolutions, peuvent s'appliquer au bill.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit résolu

que, suivant l'article 63 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 6 de la loi qui accompagne la présente résolution, le paiement des pensions et des remboursements sera fait sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue après division.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 2 est agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions.

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant la loi des pensions.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 2 après l'avoir amendé.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill amendé, soit maintenant lu.

Adopté après division.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Adopté.

Questions de privilège:

Paroles prononcées à l'égard du député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt)

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): (Revenu à son fauteuil après un moment d'absence) M. l'Orateur, je soulève une question de privilège. On me dit que l'honorable chef intérimaire de l'opposition a prononcé des paroles injustes à mon égard et je demande qu'il les retire ou qu'il les

explique. Il a félicité le nouveau président, en disant qu'il espérait qu'il allait s'acquitter de sa tâche plus honorablement que son prédécesseur. C'est non seulement une insulte directe à moi-même, mais une insulte à la Législature. Et, l'Orateur de la Chambre ne doit pas permettre que des manifestations semblables aient lieu dans la Législature. C'est pourquoi je lui demande de rendre justice.

M. Lorrain (Papineau): Il n'y a pas lieu à une question de privilège, car il s'agit en somme d'expression d'opinions sur les mérites respectifs de députés. Chaque député a le droit d'apprécier différemment les actes de ses collègues et chacun a le droit d'apprécier les présidents des comités comme il l'entend.

Voix à droite: Non! Non!

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) dit que s'il voulait exprimer les sentiments qu'il entretient pour certains députés de l'opposition, ceux-ci soulèveraient peut-être des points d'ordre, car ils n'aimeraient pas sa façon de parler. Mais, il s'en abstient et veut que justice soit rendue, car on l'a insulté.

M. Gagnon (Matane): Je ne veux pas que l'on fasse une tragédie de ce que j'ai dit comme boutade. Tout cela, c'est une tempête dans un verre d'eau. À la suite des notes aigres-douces entre lui-même et le député de Montréal-Saint-Louis, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) est intervenu et a rendu justice au chef de l'opposition, celui-ci l'en remercie. Le trésorier lui-même a admis, tout à l'heure, que la digression que je faisais était dans l'ordre. Quand je me suis adressé au nouveau président, j'ai employé un ton humoristique. Un point d'ordre a été soulevé et le président lui-même a jugé qu'il n'y avait pas de point d'ordre. Maintenant que le jugement a été rendu, on doit considérer l'incident clos. Il s'agit en somme d'un incident plutôt humoristique, où l'on n'a pas eu en vue d'insulter personne.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'avais pas l'intention d'intervenir, si je n'avais entendu clairement les paroles de l'honorable chef de l'opposition et s'il avait rapporté exactement les paroles qu'il a prononcées. Mais, devant l'affirmation du chef de l'opposition, je crois qu'il est de mon devoir de rétablir les faits. Je l'ai entendu dire au président, le député de Québec-Ouest (M. Delagrave), qu'il s'acquitterait de ses fonctions

plus honorablement que son prédécesseur. Il a bien "souhaité" que le nouveau président agisse plus honorablement.

Mais, il comprend que la situation de l'Orateur est difficile. Il peut difficilement rendre un verdict sur cette affaire, car, il n'était pas en Chambre et n'a donc pas entendu ni l'un ni l'autre député. Dans les circonstances, je ne veux pas demander à l'Orateur de se prononcer sur la requête du député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), dit-il. Mais, le député de Matane aurait dû retirer les paroles injustifiables, qu'il a prononcées à l'égard du député de Montréal-Saint-Louis.

(Applaudissements à droite)

M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre. La décision a été rendue. On n'a pas le droit de revenir sur ce qu'a fait le président du comité, le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave).

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a pas de raison de soulever un point d'ordre. Ce que je veux déplorer devant vous, M. l'Orateur, ce sont les paroles prononcées par l'honorable chef de l'opposition à l'adresse d'un député de cette Chambre, paroles qu'il doit regretter. Elles ne sont pas justifiables à l'égard de celui qui présidait le comité. Comme vous étiez absent, je ne demande pas que vous interveniez. Mais, je veux dire à la Chambre que les députés, à quelque parti qu'ils appartiennent, peuvent compter sur le gouvernement pour que leurs privilèges soient respectés. Dans cette Chambre, tous les représentants du peuple ont droit au respect dû à leur personne.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) réitère que le député de Matane a dit qu'il espérait que le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave) s'acquitterait de sa tâche plus honorablement que son prédécesseur.

M. Gagnon (Matane): J'ai dit que je souhaitais qu'il s'en acquitte plus honorablement. Il n'a jamais dit qu'il "espérait", mais qu'il était sûr, car il connaît bien son ami le député de Québec-Ouest, qu'il tient pour un gentilhomme.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je déplore l'attitude du chef de l'opposition, qui a eu des paroles injustifiables à l'adresse du député de Montréal-Saint-Louis et que, j'en suis sûr, il regrette. Je puis assurer les membres de cette Chambre qu'ils recevront toujours, de la part des députés de la droite, le respect auquel ils ont droit.

M. l'Orateur: Je regrette de ne pas partager l'avis de l'honorable premier ministre. Un député a le droit de soulever une question de privilège, contre ce qu'il croit être une insulte, même s'il croit avoir été attaqué en dehors de la Chambre. Mais, puisque l'honorable chef de l'opposition a dit qu'il n'avait fait qu'une boutade, dont il ne veut pas que nous fassions une tragédie, qu'il s'agissait d'un incident humoristique et qu'il n'avait jamais eu l'intention d'insulter le représentant de Montréal-Saint-Louis, je ne crois pas qu'il faille insister davantage. J'accepte les explications du chef de l'opposition. Mais, je tiens à faire remarquer que chaque député a un statut égal à celui de tous ses collègues. Il a par conséquent droit à leur respect. L'incident est clos.

Péage sur les ponts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande la prise en considération par la Chambre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose: 1. Que les sections V et VI de la loi des travaux publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 148), comprenant les articles 53 à 74, soient abrogées.

2. Que l'article 75 de ladite loi soit modifié en retranchant, dans les cinquième, sixième et septième lignes, les mots "ou pour fixer et faire percevoir les droits, péages et revenus sur ces ouvrages".

3. Que l'article 76 de ladite loi soit remplacé par le suivant: "76. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également imposer des amendes n'excédant, en aucun cas, quatre cents dollars pour toute infraction à ces règlements et décréter que tout véhicule avec lequel une infraction a été commise ou des dommages ont été causés, peut être détenu

jusqu'à ce que l'amende, les dommages et les dépenses soient payés."

4. Que l'article suivant soit ajouté après l'article 83 de ladite loi: 84. Sont déclarés ponts provinciaux à la charge de la province les ponts suivants:

Batiscan, (à Batiscan);

Bellefeuille, (à Saint-Eustache);

Belœil-Saint Hilaire, (entre Belœil et Saint-Hilaire);

Chicoutimi, (entre Sainte-Anne et Chicoutimi);

David, (entre Sainte-Rose-de-Laval et Saint-Louis-de-Terrebonne);

David-Laperrière, (entre Saint-François-du-Lac et Pierreville);

De l'Île d'Orléans, (entre Saint Grégoire et l'Île d'Orléans);

De Québec, (entre Sainte-Foy et Saint-Nicolas);

Du Bout de l'Île, (entre Pointe-aux-Trembles et Repentigny);

Galipeault, (entre Sainte-Anne-de-Bellevue et l'Île Perrot);

Honoré-Mercier, (entre Ville LaSalle et Caughnawaga);

Plessis-Bélair, (entre Sainte-Rose-de-Laval et Sainte-Thérèse-de-Blainville);

Monseigneur Ross, (entre Gaspé village et Gaspé Harbour);

Sainte-Anne-de-la-Pérade, (entre la paroisse et le village de Sainte-Anne-de-la-Pérade);

Taschereau, (entre Vaudeuil et l'Île Perrot);

Thompson, (sur le bras du lac DeMontigny qui rejoint le lac Lemoine);

Turcotte, (entre Sorel et Saint-Joseph-de-Sorel);

Yamaska, (entre Yamaska et Yamaska-Ouest);

5. Que le ministre des travaux publics soit autorisé à rembourser le prix de tout billet inutilisé, vendu pour le paiement des péages sur les ponts provinciaux, à la condition que ces billets lui soient présentés pour remboursement avant le premier octobre 1942.

6. Que l'article 5 de la loi 10 George V, chapitre 5, soit abrogé.

7. Que l'article 5 de la loi 11 George V, chapitre 9, soit abrogé.

8. Que l'article 4 de la loi 19 George V, chapitre 6, soit abrogé.

9. Que l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 6, soit abrogé.

10. Que l'article 5 de la loi 24 George V, chapitre 3, soit abrogé.

11. Que l'article 3 de la loi 5 George VI, chapitre 40, soit remplacé par le suivant: "3. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra affecter à la construction de ce pont, des chemins d'accès et autres travaux accessoires, une somme n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars à prendre sur le fonds consolidé du revenu."

12. Que l'article 4 de ladite loi soit abrogé.

13. Que la corporation du pont du Lac Saint-Louis, régie par la loi 18 George V, chapitre 110, modifiée par les lois 20 George V, chapitre 3; 21 George V, chapitre 6; 22 George V, chapitre 6; et 1 George VI, chapitre 3, soit autorisée à céder à la province tous ses biens, meubles et immeubles et notamment le pont Honoré-Mercier par elle construit vis-à-vis la réserve de Caughnawaga.

Que le trésorier de la province soit autorisé à accepter cette cession au nom de la province à la charge de toutes les obligations de ladite corporation.

Que le trésorier de la province soit autorisé, après telle cession, à acquitter toutes obligations de ladite corporation et à émettre, à cette fin, des bons du Trésor ou obligations de la province portant intérêt à un taux n'excédant pas quatre pour cent et payables aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Qu'après la cession ci-dessus autorisée et l'extinction des dettes de ladite corporation du pont du Lac-Saint-Louis, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse décréter la dissolution de ladite corporation au moyen d'un arrêté publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

14. Que les articles 17 et 18 de la loi 18 George V, chapitre 110, soient abrogés.

15. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le premier avril 1942.

Cependant, l'article 14 de ladite loi ne pourra entrer en vigueur avant l'adoption de l'arrêté en conseil visé au quatrième alinéa de l'article 13, lequel article entrera en vigueur le jour de la sanction de ladite loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Au sujet des ponts Victoria et Jacques-Cartier, appartenant tous les deux au gouvernement fédéral, mon gouvernement a fait des propositions à Ottawa à ce sujet et nous sommes prêts à faire des sacrifices visant à enlever le péage de ces ponts. Le pont du port, anciennement connu sous le nom du pont Jacques-Cartier, fait partie d'une convention tripartite entre Montréal, la province et le fédéral. La ville et la province doivent chacun consentir \$150,000 par année pour combler le déficit.

Pour ce qui est d'accorder le crédit de cette abolition à quelqu'un, l'Union nationale peut en réclamer une partie. Félicitons ceux qui le méritent.

M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement n'a pas raison de prétendre faire un grand geste de générosité, qui n'est qu'apparent. Il n'y a pas lieu de trop insister sur sa magnanimité. L'abolition des postes de péage est un maigre cadeau pour les gens de la province. Pourquoi le premier ministre ne dit-il pas la vérité en avouant que l'abolition des postes de péage permettra d'améliorer la circulation et qu'en raison des restrictions en temps de guerre, la circulation baissera tellement que ceci ne vaudra plus la peine d'avoir des postes de péage? Car, les restrictions sur la gazoline et le manque de pneus vont empêcher les gens et les automobilistes de voyager et de payer sur les ponts. Les revenus des ponts auraient ainsi été considérablement diminués. La générosité est devenue facile.

Je dis que cette loi en est une de camouflage qui favorisera quelques personnes. Il s'agit d'une mesure qui profitera surtout aux grosses compagnies de transport, suivant la politique du présent gouvernement de toujours protéger les gros intérêts. Le gouvernement a décidé d'abolir les postes de péage sur les ponts parce que les recettes obtenues ne seront pas suffisantes pour payer le salaire des employés. Si le premier ministre voulait réellement venir en aide au petit contribuable, il avait nombre d'autres moyens à sa disposition.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis surpris de l'attitude du représentant de Papineau (M. Lorrain). Le gouvernement vient de présenter cette loi et aucun discours n'a été prononcé. Nous ne nous sommes pas vantés par conséquent. Le gouvernement n'a jamais prétendu vouloir faire un exploit extraordinaire. Nous ne faisons que remplir tout simplement la promesse que nous avons faite au peuple d'abolir les péages et aussi les taxes, dès que les finances de la province, mises dans un si piètre état par nos prédécesseurs de l'Union nationale, seraient restaurées. L'Union nationale, elle, ne voulait pas de taxes, et pourtant, elle n'a pas aboli les péages.

L'ancien gouvernement a posé un fardeau énorme sur les épaules du contribuable. Nous nous sommes engagés à commencer à alléger ce fardeau dès que l'ordre aurait été rétabli dans les finances et que nous serions en mesure de le faire. C'est un commencement.

Ce n'est pas un exploit, même si du coup, le Trésor se trouve privé d'un revenu annuel de

\$1,300,000³ en abolissant les péages. Mais, nous avons fait plus. Nous avons acheté trois ponts privés l'an dernier, qui appartenaient à des intérêts particuliers et sur lesquels il fallait payer pour passer. Maintenant qu'ils sont la propriété de la province, nous abolissons les péages sur tous ces ponts. Encore une fois, nous ne prétendons pas accomplir d'exploit. Mais, l'honorable député de Papineau (M. Lorrain) serait-il contre l'abolition des péages sur les ponts?

(Applaudissements)

M. Lorrain (Papineau): L'opposition est favorable au principe du projet. La modestie de l'honorable premier ministre ne me surprend pas. Le gouvernement ne devrait pas prétendre faire un grand geste, parce qu'il enlève les péages imposés par les libéraux. C'est son parti qui a créé les ponts de péage et c'est lui qui les abolit. On devrait placer des plaques commémoratives sur chaque pont expliquant que le péage fut institué par M. Taschereau, augmenté par M. Bouchard et aboli en 1942. L'honorable premier ministre imite l'Union nationale, qui a toujours bâti des ponts libres. Cette dernière a toujours réclamé l'abolition des ponts à péage.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'Union nationale n'a pas imposé de péages sur les ponts, ni bâti de ponts de péage lorsqu'elle était au pouvoir de 1936 à 1939. Mais, elle a imposé des dettes énormes à la province. Elle l'a tellement endettée qu'il a fallu établir des péages sur les ponts pour payer ses dettes.

(Applaudissements)

M. Lorrain (Papineau): C'est sous l'Union nationale qu'on a pour la première fois bâti des ponts sans y mettre de péages. C'est d'ailleurs le gouvernement actuel qui avait imposé ces péages. Il ne fait que réparer.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement n'a pas imposé de péages sur les ponts; il a simplement payé les dettes de l'Union nationale.

M. Gagnon (Matane): L'opposition a toujours eu pour politique de s'opposer aux péages!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Dans ce cas, si l'Union nationale était opposée aux péages, pourquoi n'a-t-elle pas trouvé le moyen de supprimer ceux qui existaient au cours des trois années qu'elle fut au pouvoir?

M. Lorrain (Papineau): Ça s'en venait.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Riant de bon cœur) Ah! Ça s'en venait! Un grand nombre de municipalités de la province ont déjà exprimé leur satisfaction et on remercié l'administration de cette décision. Il croit que l'abolition des péages sur les ponts sera très favorablement accueillie partout. Je m'attendais à des félicitations de l'opposition.

M. Labbé (Mégantic): Ce n'est pas un cadeau dont le gouvernement puisse se glorifier, puisqu'il a commencé par augmenter les taxes. À tout événement, le geste que vient de faire le gouvernement sera bien accueilli du public en général.

Le gouvernement n'a pas diminué la dette provinciale, mais il l'a augmentée, et après avoir imposé pour \$20,000,000 de nouvelles taxes, il veut se faire passer pour généreux. C'est un bien petit montant qu'on rend au peuple, en enlevant les péages.

M. Gagnon (Matane): L'opposition a toujours réclamé la suppression des péages sur les ponts. C'est elle qui a recommandé au gouvernement d'abolir les ponts de péage dans une motion présentée ici.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si l'honorable chef de l'opposition avait dit cela dans une assemblée publique, il aurait vu un sourire sur les lèvres de ses auditeurs.

M. Gagnon (Matane): En mai 1941, l'Union nationale a fait une motion pour demander l'abolition des péages sur les ponts, alléguant que cela nuisait au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, et le gouvernement a voté contre la motion. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a même fait un grand discours pour défendre sa politique, disant que les touristes devaient payer sur les ponts et contribuer à l'entretien des chemins. L'abolition des péages est due aux démarches répétées de l'opposition et la politique des ponts de péage est la grande cause de la défaite du gouvernement dans Saint-Jean.

Pourquoi aujourd'hui, le gouvernement nous demande une somme additionnelle de \$75,000 pour le pont de la rivière Thompson, dans l'Abitibi? On avait déjà voté un montant de \$350,000 l'an dernier pour ce pont. Je voudrais avoir des explications du premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le futur pont de la rivière Thompson, dans l'Abitibi, coûtera \$425,000 au lieu de \$350,000 parce que les plans ont été modifiés. Le contrat a été accordé, mais la

compagnie de chemin de fer s'est objectée à la construction du pont, suivant les plans originaux préparés, parce que le nouveau pont se trouvait placé trop près du sien. Elle y voyait un danger. Il a fallu se déplacer d'environ 400 pieds et vu la nature du terrain, le coût des travaux sera plus considérable.

L'Union nationale n'était pas capable d'abolir les péages existants sur les ponts. Si elle était demeurée au pouvoir plus longtemps, le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) aurait été dans l'obligation non seulement d'augmenter et d'imposer de nouvelles taxes dans bien d'autres domaines et multiplier les impôts, mais il aurait probablement été forcé d'imposer les péages et d'augmenter les taux. Nous avons mis les finances en ordre et aujourd'hui, nous sommes en mesure d'abolir les péages sur les ponts, parce que le gouvernement est capable de se priver de cette taxation.

La province de Québec sera le seul coin du pays et peut-être le seul point de tout le continent Nord américain, où il n'y aura plus de ponts de péage et où les ponts seront entièrement libres, sauf pour les deux ponts du fédéral que j'ai mentionnés. Ce sera le premier État d'Amérique à se libérer de ce qui est à la fois une charge et un inconvénient. Dorénavant, on pourra circuler en toute liberté, dans "the old french province", en ne dépassant pas toutefois une vitesse maximum de 40 milles à l'heure!

Non seulement, le gouvernement a supprimé les péages qui avaient été imposés sur plusieurs ponts afin de renflouer les finances de la province, mais encore, on a libéré le voyageur des redevances qu'il était obligé de payer lorsqu'il voulait franchir tel pont privé ou telle autre passerelle municipale. Le même gouvernement, qui a aboli les derniers droits seigneuriaux, vient de faire disparaître les vestiges d'un âge révolu. La route est libre et ces privilèges archaïques sont allés rejoindre les joujoux de Scarlet O'Hara, "Gone with the wind"⁴!

Le Québec était prêt, non seulement à céder cette source de revenu par l'opération conjointe de ces ponts, mais il était également prêt à indemniser soit le gouvernement fédéral ou la municipalité concernée, ou les deux, afin d'éventuellement retirer tous les postes de péage se trouvant actuellement sur les ponts de la province.

C'est ainsi que nous avons libéré le pont de Québec qui relie les deux rives du Saint-Laurent. La province a même accepté de payer \$6,000 par an au gouvernement fédéral, pour lui rembourser cette somme qu'il perd et qu'il exige de la province comme indemnité pour le droit de passage. La

province continuera à payer ce droit. Nous la payons et nous abolissons les péages. Le gouvernement a toujours considéré que la taxe des ponts de péage était ennuyeuse pour les commerçants et les touristes. Et, il est prêt à faire des sacrifices pour la supprimer. Il y a des ponts à péage en Ontario, dans d'autres provinces et aux États-Unis. D'ailleurs, nous n'avons pas seulement affranchi les ponts que la province a bâtis et sur lesquels nous avons mis des péages, mais encore, nous avons racheté trois ponts sur lesquels on a toujours payé, parce qu'ils appartenaient à des intérêts particuliers. Il s'agit: du pont de Bellefeuille à Saint-Eustache, du pont Plessis-Bélair à Sainte-Rose et du pont de Sainte-Anne de la Pérade. Les ponts à péage ralentissaient la circulation et ce ralentissement était l'une des principales raisons de leur abolition. Les autres ponts dont le péage est aboli sont: Batiscan, sur la route Montréal-Québec; le pont reliant la rivière Richelieu entre Beceil et Saint-Hilaire; le pont de Chicoutimi entre Sainte-Anne et la ville de Chicoutimi, reliant la rivière Saguenay; le pont David entre Sainte-Rose-de-Laval et Saint-Louis-de-Terrebonne; le pont David-Laperrière, entre Saint-François-du-Lac et Pierreville; le pont de l'Île d'Orléans; le pont de Québec; le pont Du Bout de l'Île à Pointe-aux-Trembles, Montréal; le pont Galipeault, entre Sainte-Anne-de-Bellevue et l'Île Perrot; le pont Honoré-Mercier entre ville LaSalle et Caughnawaga; le pont Mgr Ross, entre le village de Gaspé et le port de Gaspé; le pont Taschereau, entre Vaudreuil et l'Île Perrot; le pont Thompson sur le bras du lac DeMontigny; le pont Turcotte reliant la rivière Richelieu à Sorel et le pont Yamaska, reliant la rivière Yamaska entre Yamaska et Yamaska-Ouest. Avec l'abolition du péage sur le pont de Caughnawaga, la corporation du lac Saint-Louis est dissoute et ses obligations sont payées et remboursées par une émission des obligations du gouvernement provincial. Tous les billets non utilisés seront remboursés s'ils sont présentés d'ici le premier octobre prochain.

Nous avons voulu supprimer tous les péages, et c'est pour cette raison que nous avons offert de laisser aller notre part quant au pont Jacques-Cartier, dont les revenus sont partagés entre le municipal, le provincial et le fédéral. Nous sommes prêts à céder la part de la province et même à indemniser dans une certaine mesure le municipal et le fédéral car, nous voulons conclure un arrangement avec la cité de Montréal et le gouvernement fédéral, en vue de rendre le pont Jacques-Cartier libre et faire disparaître les péages à cet endroit également.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):

L'honorable premier ministre s'étonne que nous ne le félicitions pas. Mais, le gouvernement n'a pas décidé d'abolir les péages, parce que la situation financière s'était améliorée. Si nous avons l'abolition des péages sur les ponts, c'est à la suite de l'élection de Saint-Jean. À une délégation de mon comté, l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) a dit aux électeurs que, s'il construisait un nouveau pont, ce serait un pont de péage et il ferait payer un droit de passage. De plus, il n'était pas question d'abolition des péages, puisqu'on a acheté de la machinerie pour prévenir la fraude dans la perception des billets.

L'Union nationale a traversé la pire période de chômage de toute notre histoire. La crise ne lui a pas permis d'abolir et faire disparaître les péages sur les ponts, bien qu'elle fût en faveur de cette mesure. Mais, elle n'a pas créé de nouveaux péages. La province de Québec va trouver un grand avantage dans l'abolition des péages. Les belles routes, que nous avons construites, vont nous amener beaucoup de touristes.

M. Gagnon (Matane): Le député de Saint-Jean-Napierville a été élu parce que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) menaçait d'imposer un droit de passage, sur le pont qui relie Saint-Jean à Napierville.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cela n'est pas exact. Les choses se sont passées d'une façon fort différente. Le représentant de Saint-Jean-Napierville n'a pas présenté la situation sous son véritable jour et représente mal la déclaration du ministre des Travaux Publics (l'honorable M. Bouchard).

Un groupe de citoyens est venu rencontrer le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) pour lui demander le droit de reconstruire le pont en le déplaçant, ce qui aurait nécessité l'ouverture de nouvelles artères. Le ministre des Travaux publics a dit aux citoyens de Saint-Jean: "Si vous voulez réparer votre pont, nous allons le réparer. Mais, si vous voulez faire un pont neuf sur un nouveau site avec de nouvelles approches, cela va coûter très cher. Pour réaliser un tel projet, quelqu'un devra payer. Il faudra nécessairement imposer des péages et vous devrez payer pour". Mais, l'ancien pont a été réparé et on n'y réclame aucun droit de passage. Tout le monde est satisfait.

Je dois ajouter que lorsque nous avons décidé d'établir des ponts de péage, ce n'était pas la politique du ministre des Travaux publics seulement, mais la politique de tout le gouvernement. Toutes les

décisions ont été prises par le Conseil des ministres au complet. De même, l'abolition des péages a été décidée avant l'absence de l'honorable ministre, par tous les membres du gouvernement. Sous le régime libéral, ce n'est ni un groupe, ni un ministre en particulier qui prend des décisions, mais tout le gouvernement.

(Applaudissements)

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux sont agréées.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose qu'il soit permis de présenter le bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

Succession de Charles-Honoré Catelli

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose que le bill concernant la succession de feu Charles-Honoré Catelli soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de James Redmond

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 concernant la succession de feu James Redmond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Royal Edward Laurentian Hospital

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation Royal Edward Laurentian Hospital et y unissant et fusionnant Royal Edward Institute et The Laurentian Sanatorium Association Incorporated.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Alma

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

Corporation de Prêt et Revenu

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 concernant la Corporation de Prêt et Revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills privés en général.

Centrale de Chicoutimi

M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant la Centrale de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane) rappelle les objections de principe de l'opposition.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Inspecteurs-vérificateurs pour la taxe de vente

M. Sauvé (Beauharnois): Combien d'inspecteurs-vérificateurs ont été nommés, dans

chaque comté de la province de Québec, relativement à la perception de la taxe de vente provinciale?

Des inspecteurs-vérificateurs ont-ils été nommés spécialement pour la perception de l'impôt sur le tabac (4 George VI, chapitre 15)?

Dans l'affirmative, combien dans chaque comté de la province?

Quel est le nom de chaque vérificateur, et quel salaire reçoit-il?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pour les fins de la vérification de la taxe de vente, la province n'est pas divisée par comté, mais en deux zones, celle de Québec et celle de Montréal.

Pour la zone de Québec, il y a sept inspecteurs et six vérificateurs.

Pour la zone de Montréal, il y a 30 inspecteurs et 34 vérificateurs.

Non. Une partie des inspecteurs et des vérificateurs, chargés de faire le travail se rapportant à la loi de l'impôt sur la vente en détail, à la loi de la taxe d'hôpital sur les repas, à la loi de la taxe sur la gazoline, fait également le travail d'inspection et de vérification des établissements chargés de percevoir l'impôt sur le tabac.

Nil.

| <i>Nom et salaire de chaque vérificateur</i> | <i>Salaire par année</i> |
|--|--------------------------|
|--|--------------------------|

Zone de Québec

| | |
|-----------------------|-------------|
| Bédard, Ulric..... | \$ 1,800.00 |
| Dumont, Henri | 1,800.00 |
| Gagnon, Lucien..... | 1,800.00 |
| Frenette, Aimé | 1,500.00 |
| Delaney, Robert..... | 1,500.00 |
| Beaumont, Hector..... | 1,500.00 |

Zone de Montréal

| | |
|-----------------------|-------------|
| Bourgeois, J.-R. | \$ 2,800.00 |
| LaRoche, J.-R. | 2,000.00 |
| Berry, F.-H. | 1,800.00 |
| Bourgoin, Geo..... | 1,800.00 |
| Dillon, E..... | 1,800.00 |
| Dumontier, I..... | 1,800.00 |
| Egan, D..... | 1,800.00 |
| Forest, J.-L..... | 1,800.00 |
| Gagné, A.-D..... | 1,800.00 |
| Leduc, O.-E..... | 1,800.00 |
| Peace, John | 1,800.00 |
| Raymond, J.-A..... | 1,800.00 |
| Sabran, G..... | 1,800.00 |

Nom et salaire de chaque vérificateur *Salaire par année*

Zone de Montréal (suite)

| | |
|-----------------------|-------------|
| Sullivan, G. A..... | \$ 1,800.00 |
| Thibault, J.-H..... | 1,800.00 |
| Casaubon, G..... | 1,700.00 |
| Durand, F.-J..... | 1,600.00 |
| Peloquin, J.-A..... | 1,600.00 |
| Amann, H..... | 1,500.00 |
| Armand, B..... | 1,500.00 |
| Delisle, J.-F.-A..... | 1,500.00 |
| DeRive, L..... | 1,500.00 |
| Deschamps, R..... | 1,500.00 |
| Desrochers, N..... | 1,500.00 |
| Dethier, D..... | 1,500.00 |
| Dionne, J.-F..... | 1,500.00 |
| LeBel, R..... | 1,500.00 |
| Mongeau, P.-E..... | 1,500.00 |
| O'Neil, J.P..... | 1,500.00 |
| Allard, H..... | 1,400.00 |
| Goulet, A.-D..... | 1,400.00 |
| Mathieu, J.-R.-E..... | 1,300.00 |
| Dostie, F..... | 1,200.00 |
| Hamelin, P..... | 1,200.00 |

Dépôt de documents:

**Sanatorium
de Sherbrooke**

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 mars 1942, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, etc., et toute personne, société, compagnie ou corporation, et copie de tout arrêté ministériel passé par le conseil exécutif de la province de Québec, relativement au Sanatorium de Saint-François de Sherbrooke. (Document de la session no 23)

Discours sur le budget

M. Gagnon (Matane): À quelle date le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) prononcera le discours sur le budget? Sera-ce lundi après-midi?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) ne prononcera pas son

discours lundi après-midi. Mais, dit-il, peut-être le lendemain, mardi.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Chambre s'ajournera mercredi soir à 6 heures pour les jours saints. Le congé de Pâques commencera mercredi soir prochain à 6 heures, pour se terminer le mardi après Pâques à 3 heures.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Dans tous les journaux sauf *L'Action catholique* du 28 mars 1942, à la page 2, cette réplique est attribuée au représentant de Matane (M. Gagnon) et non au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson).

2. On relève des nuances pour le verbe utilisé par le chef de l'opposition: "Je souhaite" *Le Soleil*, à la page 4 ou "j'espère" *L'Événement* du 28 mars 1942, à la page 3, à cause de la suite du débat relatif à cette remarque.

3. Tous les journaux sauf *The Gazette* du 28 mars 1942, à la page 13: \$1,500,000.

4. Le roman *Autant en emporte le vent* (*Gone with the wind*), publié en 1936 et sujet d'un film en 1940, fut écrit par l'Américaine Margaret Mitchell (1900-1949). Il raconte la vie de Scarlett O'Hara, riche aristocrate qui vivra la guerre de Sécession.

Première séance du lundi 30 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des terres
de colonisation

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 modifiant la loi des terres de colonisation.

M. Gagnon (Matane) demande quelques explications.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ce projet de loi réduit de trois à un an le délai minimum entre l'émission du billet de location et celle des lettres patentes quant aux terres publiques déboisées, lorsque toutes les conditions d'établissement ont été remplies. Il s'agit de faciliter l'établissement de nouveaux colons. Présentement, les lettres patentes ne peuvent pas être émises avant la fin de la période de trois ans suivant l'émission du billet de location. Ce changement permet d'émettre les lettres patentes un an après l'émission du billet de location dans les mêmes conditions. Le changement peut être important en raison des conditions du billet de location, qui stipule qu'aucune coupe de bois ne sera faite sur la terre sauf pour le bois de chauffage ou pour la construction. La coupe et la vente du bois provenant de ce lot est un des moyens par lequel le colon subvient à ses besoins et la restriction a pour but d'empêcher les faux colons de défricher rapidement le lot en prenant le bois de qualité marchande, puis de quitter les lieux. Toutefois, le changement à cette clause permettrait la coupe du bois un an plus tard, à l'émission des lettres patentes.

En outre, un autre amendement, l'article 2, autorise formellement la vente de terres de colonisation à tout colon âgé de 18 ans et plus. Présentement, il n'y a pas de limite d'âge.

Présentement, la loi exempte des droits de coupe pour toute coupe de bois sur les lots acquis en vertu d'un billet de location, à condition que la coupe

soit faite en toute bonne foi. Une autre mesure pour protéger les terres de la couronne est énoncée dans une disposition supplémentaire précisant que les règlements peuvent servir à déterminer les conditions selon lesquelles les colons peuvent profiter de cette exemption des droits de coupe. D'autres modifications permettent de coordonner les dispositions de la loi à celles de la loi sur les terres et forêts. Enfin, un autre amendement permet au gouvernement de prendre action contre les "squatters" et d'empêcher l'occupation illégale des lots.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Conseil législatif

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 25 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif a voté ce bill sans amendement.

Conseil législatif

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 31 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif a voté ce bill sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 3 abrogeant la loi concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique;

- bill 7 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses;

- bill 11 modifiant la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social;
- bill 4 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 5 abrogeant la loi pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales;
- bill 10 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies;
- bill 22 concernant l'École polytechnique de Montréal;
- bill 101 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Roméo-Édouard Demers à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen;
- bill 102 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Gaston-P. Sainte-Marie à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen;
- bill 120 décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid par dame Lucie-Florence Riegler;
- bill 133 changeant le nom de Jean-Michel Landau en celui de Jean-Michel Grand-Landau.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 103 modifiant la loi constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant à la fin de l'alinéa 4 les mots suivants:

"Les fondés de procuration mentionnés au présent article doivent avoir été désignés au préalable par la corporation."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 125 concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon-Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en y ajoutant, à la fin, les mots suivants:

"et aux charges imposées au legs de ladite propriété suivant les termes du testament de feu dame Georgianna Mochon-Lassonde, et à charge de conserver les deux peintures à l'huile qui devaient rester à la maison."

2. L'annexe est biffée.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albani Boudrias à la pratique de

l'art dentaire après avoir subi ses examens, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en y ajoutant, immédiatement à la suite des mots: "aura subi", dans la ligne 3 de la page 2, les mots suivants:

"Avec succès".

Projets de loi:

Loi des Pères Blancs, missionnaires d'Afrique

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 103 modifiant la loi constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique.

L'amendement est lu et accepté

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Legs aux Guides catholiques des Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon-Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Albani Boudrias

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albani Boudrias à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens.

L'amendement est lu et accepté

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Bureau de placement à Joliette

M. Barrette (Joliette): 1. Le gouvernement provincial a-t-il un bureau de placement à Joliette?

- 2. Si oui:
 - a) Depuis quand?
 - b) Où est situé ce bureau?
 - c) Quel est le loyer payé pour ce bureau?
 - d) Quel est le nom des employés?
 - e) Quel est le salaire payé à chacun d'eux?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): 1. Un bureau de placement temporaire qui a été fermé récemment.

- 2. a) du 1^{er} avril 1941 au 31 décembre 1941;
- b) 205, rue Saint-Marc, Joliette;
- c) Aucun;
- d) Victor Masse et Georges Malo;
- e) Victor Masse, \$125 par mois;
Georges Malo, \$100 par mois.

Projets de loi:

Réservoir de la rivière du Loup

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas).

Adopté.

Loi des terres de colonisation

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 modifiant la loi des terres de colonisation.

Adopté.

Loi des pensions

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane): L'opposition s'est déclarée en faveur du principe du bill lors de sa deuxième lecture. Mais, nous aurions voulu que cette loi et ses conditions fussent plus favorables aux

fonctionnaires d'une façon générale. C'est à dire, que nous sommes favorables d'étendre la pension aux membres du service extérieur, de façon à ce qu'ils reçoivent une pension comme ceux du service intérieur. Mais, l'opposition s'oppose à certaines modalités d'application de la nouvelle loi, qui ne rencontrent pas ses désirs ni ceux des employés civils. L'opposition entend donc se faire l'interprète fidèle de ces derniers.

La loi actuelle est très injuste, dans la mesure où elle prête et ouvre la porte au favoritisme. Nous avons fait plusieurs suggestions. Elles ont toutes été rejetées. Nous avons même proposé des amendements, mais en vain. Ils ont été défaits. Nous avons aujourd'hui encore l'intention de proposer un autre amendement, pour que la loi retourne devant le comité. Nous considérons qu'il est injuste notamment de permettre à une certaine catégorie d'employés et à certains gros salariés de bénéficier d'une gratuité, d'un cadeau, de 10 années de service, qu'ils n'ont jamais données.

L'opposition estime que le chiffre maximum de la pension devrait être limité. Nous sommes d'avis que la contribution devrait être graduée et non uniforme pour tous les employés. Le tarif contributoire devrait être progressif, suivant l'importance des salaires, afin de ne pas obérer injustement les petits. Nous soumettons que le salaire des grosses pensions devrait être saisissable à compter d'un certain montant.

Il proteste à l'effet que les membres de la Commission du salaire minimum ne soient pas couverts par la nouvelle loi et qu'ils n'aient pas droit à une pension, et que le gouvernement écarte le problème en disant qu'ils sont considérés comme des fonctionnaires; mais il ne semble pas les avoir traités ainsi. Pour quelle raison n'ont-ils pas le droit à la pension et ne tombent-ils pas sous le coup de cette loi? Pourquoi cette distinction entre eux et les membres des autres commissions, nommées dans le texte? Le ministre n'a pu nous le dire. On devrait inclure les membres de la Commission du salaire minimum, puisque l'on fait entrer dans la loi des pensions des membres de toutes les autres commissions. Il y a là de l'arbitraire injustifiable.

La loi sera particulièrement onéreuse pour les fonctionnaires. Elle ne rendra pas justice tout spécialement aux petits employés du service extérieur, qui devront rembourser une somme considérable, un fort montant d'arrérages, pour avoir droit à la pension. Il cite le cas d'un homme d'âge avancé qui, ne gagnant que \$1,200 par an, serait obligé de remettre au gouvernement la somme

rondelette de \$2,000 pour avoir le privilège de participer au fonds de pension.

La loi, telle que rédigée, ne rend pas justice au service civil; elle impose un fardeau onéreux aux fonctionnaires, se prête au favoritisme et va à l'encontre des intérêts du public et des employés.

Pour ces raisons, M. l'Orateur, l'opposition a l'honneur de proposer l'amendement suivant: Je propose, secondé par le député de Sherbrooke (M. Bourque) ce qui suit: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots qui suivent le mot "soit" par les suivants:

"Renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon:

a) À permettre à tout fonctionnaire ou membre d'un office ou commission de bénéficier de ses dispositions;

b) À faire disparaître toute disposition qui s'y trouve et qui a pour objet de permettre à certains fonctionnaires ou employés, d'ajouter 10 années de services au nombre d'années de service pendant lesquelles ils ont été à l'emploi de la province;

c) À ne pas rendre uniforme, pour tous les fonctionnaires ou employés, l'obligation de consentir une retenue de 5 % sur leur salaire ou traitement, mais établir les contributions des fonctionnaires ou employés sur une base graduée, suivant le chiffre de leur salaire;

d) Que le maximum de la pension soit limité comme dans le cas des pensions aux instituteurs et aux institutrices, régies par le code scolaire de la province de Québec;

e) Que l'insaisissabilité des pensions ne soit pas décrétée, excepté dans le cas de fonctionnaires peu rétribués;

f) Que des conditions plus favorables soient fixées pour permettre aux fonctionnaires ou employés du service extérieur de bénéficier de la loi."

Il réclame le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, 7.

Contre: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamourska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Lapointe,

Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Rochette, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): M. l'Orateur, je crois que les employés seront satisfaits de cette loi, qui est basée sur la justice et l'équité. Depuis longtemps et pendant des années, les employés du service extérieur ont réclamé une loi de pension de cette nature. La loi que nous avons présentée a pour but d'assurer une vieillesse heureuse et paisible aux fonctionnaires du gouvernement. Elle leur viendra en aide en leur assurant la paix pour leurs vieux jours. Nos amis d'en face préfèrent-ils des discours, si éloquents soient-ils, à cette loi? Je crois que les employés civils préféreront, eux, la présente loi qui marque un effort sérieux pour leur venir en aide. Je crois qu'ils y verront un désir sincère du gouvernement de leur être utile. C'est un effort qui sera apprécié, j'en suis certain.

Je n'ai jamais prétendu que notre loi était parfaite. Mais, elle est juste. Nous avons voulu faire ce qu'il y a de mieux. Nous n'avons présenté notre loi qu'après une sérieuse étude de la question. Elle présente une grande amélioration. Elle n'est peut-être pas parfaite, mais, il n'y a que la loi de Moïse qui soit parfaite. Il sera possible de l'amender au besoin. Mais, nous savons qu'elle répond au désir des employés. Nous montrons à ces derniers que nous nous intéressons à leur sort.

Les fonctionnaires préféreront une loi, fut-elle imparfaite, à tous les discours. Nous avons voulu être aussi généreux que possible. Il me semble qu'il règne un peu de confusion dans l'esprit de l'opposition à propos des contributions. Je dirai d'abord que l'argent ne tombe pas du ciel. Il n'y a pas de lac d'or en arrière du parlement, où nous pouvons puiser nos revenus. Le gouvernement devra faire sa part. Il la fera le plus généreusement possible. Les pensions doivent être proportionnées aux contributions payées. S'il faut diminuer la contribution du petit employé, il faudra diminuer aussi sa pension.

En fixant la base de la contribution à 5 %, nous avons suivi l'exemple d'Ottawa, où le nombre d'employés est beaucoup plus considérable. Le gouvernement va contribuer à peu près pour une somme équivalente, donc autant que les employés dans ce fonds de pension. En fait, les employés québécois, beaucoup moins nombreux que les employés fédéraux, ne paieront pas plus cher, ce qui signifie que c'est le gouvernement qui paiera d'autant.

Quant aux conditions de paiement des arrérages, c'est tout ce qu'il y a de plus humain. Nous avons voulu humaniser la loi qui existait déjà, si je peux me servir de cette expression, et ses conditions. Le gouvernement n'est pas uniquement un employeur. C'est pour cette raison que l'État paye sa part des contributions. Car, nous avons voulu que les employés civils sentent qu'ils font partie de l'administration. Nous avons voulu montrer et faire sentir aux employés civils que nous nous intéressons véritablement à eux et à leur sort. Non seulement quand ils sont en mesure de travailler pour la province, quand ils sont en pleine santé, mais encore, quand ils ne peuvent plus rendre service.

Après un certain nombre d'années de travail, les employés de la fonction publique peuvent compter sur une rente suffisante pour que leur famille et eux-mêmes ne tombent pas dans la misère. Quand un homme a donné le meilleur de lui-même à sa province, il a droit d'être traité avec justice par le gouvernement. Ils doivent tous être traités de la même manière, à l'égard de la contribution de 5 % au fonds. Ce serait injuste de forcer les fonctionnaires ayant un plus gros salaire à contribuer plus que les autres, parce que toutes les contributions sont calculées en fonction du salaire payé.

S'il avait fallu attendre, pour avoir une loi parfaite à présenter, il aurait fallu attendre peut-être très longtemps. Je suis certain que les fonctionnaires l'auront compris et qu'ils sont satisfaits de ce que nous leur présentons.

Les employés méritent autre chose de mieux que les discours de mes honorables amis d'en face¹, qui ont été ici au pouvoir pendant trois ans et n'ont jamais pensé à assurer une pension à tous les employés. Ils auraient eu le temps de préparer une loi parfaite, mais, ils n'ont rien fait. Je n'ai trouvé aucune trace de projet destiné à améliorer le sort des employés civils. Ces derniers méritent mieux que des discours.

Il porte le débat sur la question des 10 années de service théoriques, qui s'ajoutent à la pension de certains hauts fonctionnaires. Il dénonce les procédés contre ceux qui sont rémunérés, parce qu'ils ont plus de responsabilités. Au cours du débat, dit-il, on a parlé contre les employés supérieurs. On a insinué qu'ils étaient mieux traités par la loi que les petits employés.

M. Gagnon (Matane): Je m'oppose à cette manière de voir. Je suis obligé de dire à l'honorable trésorier que nous n'avons pas attaqué les employés supérieurs et nous n'avons jamais rien insinué contre les gros fonctionnaires.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je reconnais que je n'ai peut-être pas bien compris. Mais, souvent certains parallèles sont de véritables insinuations. L'opposition a dit que les petits employés étaient taxés au bénéfice des employés supérieurs, que l'insaisissabilité des pensions ne devrait pas s'appliquer aux employés qui gagnent de gros salaires. On a tort de s'en prendre aux gros salariés, aux fonctionnaires supérieurs.

On veut les priver des avantages de la loi, leur demander que leur salaire soit saisissable. C'est un principe économique que je ne peux accepter. Ce n'est pas parce que certains employés rendent à la province des services plus précieux, qu'il faut les ostraciser. Il ne faut pas non plus que les fonctionnaires supérieurs, qui ont eu de lourdes responsabilités à assumer, subissent un traitement inférieur à celui des petits employés.

D'ailleurs, si les gros fonctionnaires sont mieux payés, c'est parce que les employés supérieurs ont plus de responsabilités considérables. Et puis, très souvent le gros fonctionnaire actuel est un petit fonctionnaire d'hier. En effet, la plupart d'entre eux ont commencé au bas de l'échelle, en gagnant de petits salaires et ont obtenu des promotions grâce à leurs mérites. Est-ce qu'on doit les punir pour cela? Pourquoi punir les gros fonctionnaires? Parce qu'ils ont réussi et parce qu'ils sont mieux arrivés dans la vie?

Je m'insurge contre cette erreur courante, qu'il faille couper la tête de celui qui émerge au-dessus du niveau moyen. Je n'ai jamais compris que le bonheur des pauvres devait provenir de la ruine des riches. Le bonheur des petits ne vient pas de l'abaissement de ceux qui ont des situations plus élevées. Ce serait alors du communisme. Pour notre part, nous avons voulu donner justice à tout le monde. Je n'ai pas honte du travail que représente cette loi. Elle donnera justice aux employés et devrait rencontrer l'approbation unanime de la Chambre.

(Applaudissements)

À ceux qui réclament un fonds spécial, l'expérience a démontré l'erreur d'un fonds spécial, qui n'est pas la bonne méthode. Ce fut le cas des instituteurs et des institutrices. Leur fonds spécial est venu bien près de la faillite. Il a fallu passer une loi pour venir en aide aux membres du personnel enseignant.

M. Lorrain (Papineau): L'honorable trésorier dit que la nouvelle loi est fondée sur la justice et l'équité. Pourquoi alors est-elle injuste pour les petits employés et généreuse pour les gros employés? Au

lieu d'être basée sur la justice et l'équité, elle favorise des privilégiés.

L'insistance du gouvernement justifie les critiques de l'opposition. Le trésorier a demandé pourquoi l'Union nationale n'avait pas donné une meilleure loi aux employés. Si l'Union nationale n'a pas passé de loi pour les employés civils au cours de son règne, c'est parce qu'elle avait trop à faire. Elle avait 40 ans de mauvaises lois à corriger, passées par l'ancien régime. Le temps lui a fait défaut. Elle ne pouvait pas tout faire à la fois.

La présente loi crée une classe de favoris et de privilégiés. En vertu de quel principe, les gros salariés, qui recevront une grosse pension, sont exemptés de payer leurs dettes quand tous les autres contribuables sont assujettis à la loi? Est-ce de la justice et de l'équité? Pourquoi n'a-t-on pas la même mesure de justice pour tous? Pourquoi ne met-on pas tout le monde sur le même pied? Le ministre nous reproche de demander qu'une partie des gros salaires devienne saisissable. Est-ce cela qu'on appelle de la justice et de l'équité? On instaure par là un véritable régime de castes et de privilèges, régime qui conduira aux plus graves inconvénients.

La nouvelle loi, elle équivaut à une véritable taxe et va assurer de nouveaux revenus à la province, puisqu'elle fait tomber dans le fonds consolidé de la province des sommes considérables. C'est un moyen détourné de taxer la population.

Le gouvernement veut passer cette loi sans accepter les amendements de l'opposition. Il veut sans aucun doute passer sa loi pour probablement protéger des amis.

L'opposition est en faveur du principe de cette loi, mais d'une loi qui protégerait tous les pensionnaires de la même façon. Enfin, ce n'est pas prêcher le communisme que de réclamer justice égale pour tous les pensionnaires.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Un mot seulement pour relever certains arguments, entre autres ceux du député de Papineau (M. Lorrain). Il est surpris que nous n'acceptions pas les amendements de l'opposition. M. l'Orateur, si nous ne sommes pas prêts à accepter les amendements de l'opposition, c'est que nous avons devant nous une excellente loi. Les dispositions à l'égard des pensions ont été étudiées attentivement par des experts.

La loi est réclamée par les employés civils depuis déjà des années, même au temps du gouvernement de M. Taschereau. Avec notre loi, de façon générale, nous donnons les mêmes avantages

aux fonctionnaires du service externe et à ceux du service interne. Nous voulons leur offrir un peu de sécurité pour protéger leurs familles, lorsqu'ils ne pourront plus travailler. Les employés civils ne veulent pas de la critique de l'opposition.

L'opposition est revenue souvent avec l'argument que le petit salarié devrait payer un plus petit pourcentage pour sa pension. Nous demandons aux employés de verser à tous le même pourcentage.

L'opposition fait mine de se pencher sur les petits salariés comme pour les protéger et se pose en défenseur de cette classe d'employés. En fait, c'est le gouvernement libéral actuel qui s'est depuis longtemps occupé de protéger efficacement les petits salariés. Le gouvernement s'intéresse à leur sort depuis longtemps. Depuis un an, il n'y en a pratiquement pas un seul, qui n'ait reçu une augmentation de salaire. Nous avons augmenté les salaires de tous les petits salariés en leur accordant un boni de vie chère justement et de telle sorte qu'ils puissent tous payer facilement et largement leur contribution de 5 % au fonds de pension. À Ottawa, la limite était à 5 % et le nombre d'employés était beaucoup plus important qu'ici, alors notre loi peut être considérée comme étant plus généreuse. Nous avons été généreux à l'égard des petits employés, mais, pour être généreux envers eux, il n'est pas nécessaire d'être injuste envers les autres, les grands salariés qui ont souvent des obligations familiales et sociales à rencontrer. Tout en étant justes pour les petits employés, nous ne devons donc pas être injustes envers les employés supérieurs.

On s'est élevé à gauche, contre les 10 années de services théoriques, qui sont ajoutées aux années de service pour la pension de certains employés. Je ne comprends pas cette attitude. Le gouvernement ne peut pas demander à des hommes, qui brillent dans leurs professions, d'occuper des postes dans des commissions ou des offices du gouvernement sans leur assurer la sécurité.

Le gouvernement a souvent été forcé d'aller chercher dans le civil des gens pour occuper des positions importantes. Le gouvernement et tout gouvernement veulent obtenir les meilleurs talents pour les commissions et les postes exigeant beaucoup de responsabilités. Il est dans l'intérêt et l'avantage de la province de confier les postes de contrôle aux meilleurs hommes. Or, pour les obtenir à ces postes, il faut non seulement les bien payer, mais aussi assurer leur avenir de façon raisonnable. Les membres de certaines commissions n'acceptent généralement les propositions qu'on leur fait que si on leur donne certaines garanties.

Ces gens-là ne sont appelés dans le service civil que lorsqu'ils ont prouvé leurs capacités et leur valeur exceptionnelle. Il y a des hommes qui valent mieux que d'autres. Il est toujours bon d'avoir les meilleurs hommes que nous connaissons parmi les médecins, les avocats, les ingénieurs civils, les techniciens, les experts. Ces hommes de grands mérites ne quitteront jamais leur bureau, leurs cabinets d'avocats ou leurs firmes d'ingénieurs. Ils ne seront pas intéressés à entrer dans le service civil, si on ne pouvait leur offrir quelques avantages et certaines garanties. Ces hommes quittent souvent des positions plus rémunératrices pour obtenir un salaire moins élevé au gouvernement. La rémunération est parfois la moitié ou le tiers du salaire qu'ils peuvent recevoir en pratiquant leur profession.

Il est normal que, pour les attirer dans le service civil, nous leur donnions une compensation en leur assurant une sécurité relative, et leur accordions certains avantages qui correspondent aux sacrifices qu'on leur demande. C'est pour donner cette sécurité, que nous avons dans la loi cette disposition qui permet d'ajouter 10 années de service civil en surcroît aux services d'un employé. C'est un de ces avantages. Ce n'est pas autre chose. Le gouvernement protège autant les fonctionnaires qui touchent un faible salaire que ceux dont les revenus étaient plus élevés.

Nous n'avons pas fait une loi pour un an, mais pour l'avenir et nous ne voulons protéger personne en particulier. Il n'a jamais été question de protéger Monsieur Untel et Monsieur Untel, ou qui que ce soit en particulier. Voilà l'unique raison. Et, c'est peut-être ce qu'il y a de mieux dans la loi. Jamais le gouvernement n'est en mesure d'offrir à un bon avocat ou un bon ingénieur civil autant qu'il pourrait se faire à son bureau. Si nous demandons des sacrifices à quelques-uns de nos concitoyens, offrons donc au moins des compensations. Nous devons leur garantir la sécurité et c'est ce qu'il y a de mieux dans la loi.

Il y a trois ans, on a vu le gouvernement du temps jeter dehors des hommes qui avaient droit à la protection du gouvernement. C'est une erreur. Nous avons maintenu la plupart de ceux qui font partie de commissions et d'offices et je crois que c'est très juste, car on n'a pas le droit de demander un sacrifice à des hommes qui pourraient gagner deux fois plus en dehors du gouvernement sans leur assurer la sécurité.

Cette loi nous était demandée depuis plusieurs années. Quelques années auparavant, avant l'élection de l'Union nationale, plusieurs

fonctionnaires qui avaient droit à la pension ont demandé au gouvernement d'élargir la loi pour inclure les employés des services externes. Il y a des employés permanents du service extérieur, qui ont aussi demandé eux-mêmes à ce que leurs contributions soient augmentées selon un pourcentage de 3 % à 5 %.

Ils étaient prêts à payer non seulement leur contribution de 5 % au fonds de pension, mais un 5 % additionnel pour assurer que tous les employés puissent participer au fonds de pension et pour obtenir cette mesure de justice. Je veux le dire à leur gloire.

Pour l'honneur des employés civils, je veux dire que la critique que l'on formule contre le projet de loi actuel ne vient pas d'eux, ne peut venir d'eux, car ils réclament cette loi, dont tout le personnel du service administratif va profiter.

(Applaudissements)

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Si le gouvernement consultait les employés, il verrait que sa loi n'est pas aussi bonne qu'il le croit. Ce sont les employés civils eux-mêmes qui ont formulé des plaintes.

La loi qu'on nous propose est antisociale. Cette loi aurait dû être plus sociale et plus humaine. Telle quelle, elle est presque inhumaine. Le gouvernement veut favoriser une certaine classe.

Je ne partage pas l'opinion du premier ministre. S'il veut connaître réellement l'opinion des fonctionnaires, qu'on fasse un référendum chez les employés civils et on verra ce qu'ils pensent réellement de ce projet de loi. Le gouvernement ne devrait pas abuser.

Je ne dis pas que la loi est entièrement mauvaise. Le principe de la loi est bon. Mais, la loi elle-même a été faite par des gens qui ne s'y connaissaient pas. On aurait dû créer une commission d'experts pour préparer une telle loi.

M. Labbé (Mégantic) ajoute quelques remarques et affirme que cette loi favorise les gros fonctionnaires au détriment des petits.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Péage sur les ponts

L'honorable M. Godbout (L'Islet) pour **l'honorable M. Girouard (Arthabaska)**² propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane): L'opposition est entièrement d'accord avec le principe défendu par le projet de loi. Cette mesure de l'abolition des péages était depuis longtemps réclamée par l'Union nationale. Cependant, nous trouvons curieux de lire dans le bill que tout en faisant disparaître les péages, l'on augmente le coût de construction des ponts.

Le gouvernement a inclus dans ce bill l'article 11. Cet article n'a pas trait aux péages, mais autorise le gouvernement à dépenser \$425,000 pour le pont que l'on projette de construire en Abitibi sur la rivière Thompson, non loin de Val-d'Or dans le canton de Dubuisson, au lieu du montant de \$350,000 qui avait été autorisé l'an dernier par la Législature.

Il ne peut pas comprendre pourquoi les coûts du pont de la rivière Thompson ont autant augmenté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si l'on prévoit une dépense plus considérable, c'est simplement dû au fait qu'on a considéré qu'il était nécessaire de changer le site initialement projeté pour le pont, le Canadien National ne voulant pas que l'on en élève un tout près du sien, ce qui a augmenté le coût des travaux.

La seule raison expliquant pourquoi son administration n'a pas aboli les ponts à péage avant, est que l'ancien gouvernement a laissé les finances de la province dans une situation tellement lamentable que son gouvernement n'a pas été en mesure de le faire jusqu'ici.

M. Bourque (Sherbrooke) rappelle les œuvres de l'Union nationale.

M. Gagnon (Matane): J'ai demandé à l'honorable premier ministre de produire certains documents.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les voici.

Dépôt de documents:

Marché et conventions entre Québec et la Société d'entreprise générale

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: **Marché et conventions entre le gouvernement de la province de Québec et la Société d'entreprises générales, limitée.** (Document de la session no 24)

Péage sur les ponts

La Chambre reprend le débat sur la troisième lecture du bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux.

La motion est adoptée après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mécaniciens

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 21 concernant les mécaniciens de machines fixes.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): En présentant ce projet de loi, le gouvernement n'a qu'un seul but principal: moderniser la loi de façon à augmenter la sécurité industrielle et mieux définir la portée, et de la loi et l'objet des règlements.

C'est une refonte de la loi actuelle qui permet au gouvernement de contrôler la compétence des mécaniciens affectés à la garde et au fonctionnement des machines à vapeur et des moteurs à combustion interne de plus de 25 chevaux-vapeur mécaniques.

M. Gagnon (Matane): Pourquoi on ne définit pas le cheval-vapeur comme dans l'ancienne loi?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il est maintenant bien difficile de traduire par une définition les formules dont se servent les ingénieurs. Il annonce qu'un manuel des mécaniciens de machines fixes est sous presse.

Enfin, dit-il, le bill a été préparé et soigneusement étudié par des experts et il répond aux besoins actuels. Je crois qu'il offre toute la protection voulue au public.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): La loi a pour but de tout centraliser entre les mains du ministre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Nous voulons surtout simplifier...

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je ne m'oppose pas à la centralisation, car nous ne serons pas obligés d'avoir affaire à 20 personnes.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 après l'avoir amendé.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté après division.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division.

Loi du Barreau

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Morin (Québec-Centre)

M. Bienvenue (Bellechasse): La principale disposition de la loi touche au bureau des examinateurs. Le Conseil général du Barreau veut réduire de 16 à 9 le nombre des examinateurs du

Barreau: trois de Montréal, trois de Québec et trois du Barreau rural. Les universités McGill, de Montréal et Laval pourront choisir un des neuf examinateurs nommés pour effectuer les examens d'admission annuels pour la pratique du droit au Québec. Le Conseil général du Barreau a l'intention de donner aux universités une représentation directe. Les autres examinateurs représenteront les divers conseils de quartier du Barreau.

En offrant aux universités la représentation directe des examinateurs du Barreau, on cherche à effacer un sentiment de malaise qui règne dans la province à l'effet qu'une université certifie qu'un élève a les compétences pour devenir un avocat et que ce même élève, lorsqu'il se présente à l'examen du Barreau, est souvent bloqué par les examinateurs. Le changement, on le prévoit, permettra une meilleure coopération entre les universités et le Barreau, afin de déterminer quelles sont les exigences relatives aux futurs avocats.

En vertu du nouveau projet de loi, les stagiaires auront le droit de pratiquer dans les causes non contestées et plaider devant certains tribunaux, pour le seul compte et au nom de leur patron. Il n'y aura plus qu'une seule séance d'examens par année et la loi interdit aux "runners" d'agir comme ajusteurs; dans ce dernier cas, il s'agit de gens qui se font une profession de courir après les accidentés pour leur offrir leurs services en recouvrement d'indemnités, moyennant un pourcentage.

M. Gagnon (Matane): En réduisant ainsi le nombre des examinateurs, je crains que les districts ruraux soient privés d'une représentation à laquelle ils ont droit.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le changement a été demandé par le Conseil du Barreau, qui a pris cette décision pour des raisons d'économie. Aux derniers examens, il n'y avait que 13 candidats pour 16 examinateurs. En plus, un grand nombre d'avocats s'enrôlent. Le conseil est obligé de faire quelque chose. Voici comment le Barreau entend procéder: Trois des examinateurs seront nommés par les universités Laval, Montréal et McGill, ce qui est une innovation. Comme Montréal a deux universités, le Barreau de Montréal ne nommera qu'un seul examinateur et les universités, les deux autres. Mais, à Québec, où il n'y a qu'une seule université, le Barreau de Québec nommera deux examinateurs. Il n'y a que le Barreau rural qui nommera trois examinateurs. Montréal aura deux délégués, soit un délégué pour 550 avocats; Québec en aura un pour

260 avocats; les districts ruraux auront enfin trois examinateurs, soit un représentant par 110 avocats. On peut voir que la proportion est généreuse, même que les districts ruraux seront mieux représentés que les grandes villes.

Il cite quelques exemples pour démontrer que certains districts fournissent peu d'avocats et qu'on ne peut imposer de telles dépenses au conseil de l'ordre.

M. Potvin (Roberval): Plusieurs avocats ruraux sont opposés à cette mesure. Le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) et le député de Chicoutimi (M. Talbot) sont chargés de présenter en Chambre ce point de vue des avocats venant des districts ruraux.

M. Bienvenue (Bellechasse): J'ai donné simplement l'opinion du Conseil de l'ordre, qui est unanime et qui ne s'opposera pas à ces nouvelles réglementations.

M. Gagnon (Matane): Si telle est la volonté du Barreau, il convient que cette loi soit votée.

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Bienvenue (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) consulte le chef de l'opposition.

Loi des Terres et Forêts

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des Terres et Forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Gagnon (Matane): Ce bill ne devrait-il pas être précédé de résolutions?

M. l'Orateur conclut dans la négative.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le but de cette loi est de réprimer l'occupation illégale des terres publiques. Les amendements suggérés ont pour but: premièrement de permettre au gouvernement d'arrêter sans délai et sans mandat les "squatters", ou si l'on préfère, les resquilleurs des terres de la couronne. D'ailleurs, le premier article du bill est dirigé contre les "squatters". Le deuxième prévoit d'accorder au ministre responsable de nouveaux pouvoirs pour assurer la protection des forêts contre l'incendie.

Donc, le bill augmente les pénalités contre les "squatters", c'est-à-dire les gens qui occupent les terres de la couronne, qui s'établissent sur ses biens, ou y construisent des abris ou bâtiments de leur propre chef, sans droit. On amende la loi de façon à la faire correspondre à la loi des mines, qui prévoit aussi de tels cas. Car, les "squatters" affectionnent en particulier les pays neufs du nord-ouest québécois.

C'est ainsi qu'à Val-d'Or seulement, il y a, par exemple, 250 resquilleurs, qui se sont bâti de petites cabanes sur les terres de la couronne, en y installant leurs dieux lares et leurs chères guenilles pour vivre en paix le reste de leur âge. On ne leur donne que 30 jours pour déménager, sous peine de confiscation des biens qui se trouveront après ces 30 jours sur les terres de la couronne. Et, on réduit de 15 à 8 jours le délai d'avis au cas de saisie du bois coupé illégalement.

De plus, le bill interdit à quiconque de circuler, sans droit ou devoir, sur les terres de la couronne. Désormais, toute personne qui passe, occupe ou construit sur les terres de la couronne est passible de pénalité allant de \$5 à \$50. Le bill permet l'arrestation sans délai et sans mandat.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit³:

"1. La loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93) est modifiée en insérant après l'article 48, le suivant:

"48a. Excepté dans l'exercice d'un droit ou de quelque devoir imposé par la loi, nul ne doit passer sur les terres publiques, y séjourner ou y ériger des constructions.

"Sans préjudice de tout autre recours, toute infraction au présent article est punie, sur poursuite sommaire, d'une amende de cinq à cinquante dollars et des frais, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois à défaut de paiement et, au cas de récidive, d'un emprisonnement de dix à trente jours en outre des dites peines.

"Tout fonctionnaire chargé généralement ou spécialement autorisé par le ministre à surveiller l'application du présent article ou tout constable peut arrêter, sans mandat, toute personne sur le fait de contravention au présent article et la traduire, ou faire traduire, sans retard devant un juge de paix."

M. Gagnon (Matane) et M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) font valoir qu'il est utile, sans doute, d'empêcher les gens d'occuper sans droit les terres publiques ou de s'y établir. Mais, le bill va trop loin lorsqu'il interdit de passer sur les terres de la couronne.

Ainsi, un citoyen peut avoir à circuler à travers un terrain de la couronne pour se rendre chez un voisin. Du moment qu'il met le pied sur le terrain de la couronne, il est passible de pénalité allant jusqu'à \$50 et même de prison en cas de récidive.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Tel n'est pas l'esprit de la loi et il est entendu qu'on ne poursuivra personne dans le cas qu'on vient de soumettre. D'ailleurs, c'est le gouvernement qui prend la poursuite après dénonciation par ses agents.

M. Labbé (Mégantic): Il est mauvais de placer une foule de gens comme violateurs de la loi de façon automatique, par le simple fait qu'ils circulent sur les terres de la couronne.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le bill dit que les citoyens peuvent passer dans l'exercice d'un droit ou d'un devoir, ce qui ouvre déjà une large mesure les occasions où les gens doivent circuler.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Cela peut donner naissance à des abus sérieux, du moins à des tracasseries.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il s'agit de prévenir le mal en empêchant le "squatter" d'aller se construire une vague habitation.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je ne mets pas en doute la bonne foi du ministre et les bonnes dispositions des employés du ministère, mais quand même on pourra avoir tendance à n'appliquer que la lettre de la loi sans tenir compte de l'esprit.

M. Gagnon (Matane): En vertu de cette loi, il faudra se procurer, en plus d'un permis de chasse ou de pêche, un permis pour circuler en forêt.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): C'est exact. En sorte que, par exemple, à l'avenir, celui qui a un permis de pêcher ou de chasser devra en plus pour parcourir les terres publiques avoir un permis de circulation.

M. Lorrain (Papineau): On finira par taxer les permis.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Nous montrons des surplus, nous ne réclamerons pas des taxes. La taxe de \$1 pour les permis de chasse au cours de la dernière année avait fait tomber dans le Trésor provincial \$65,000.

Le comité étudie la traduction du mot "trespass" par le mot "passer".

Des députés débattent à propos de cette traduction.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Nous n'avons fait que traduire le mot "trespass" par un équivalent.

M. Gagnon (Matane): L'opposition n'est pas satisfaite.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 50 de ladite loi est modifié en insérant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Trente jours après l'expropriation du délai d'exécution, toutes les constructions et améliorations faites sur le terrain décrit dans l'ordre, de même que tous les biens meubles qui s'y trouvent, deviennent la propriété de la couronne sans indemnité."

L'honorable M. Côté (Bonaventure):

L'article 2 prévoit le délai de 30 jours donné au "squatter" pour déménager des biens des terres de la couronne, sans quoi, lesdits biens deviennent propriété de la couronne.

La loi permet l'arrestation du "squatter" sans délai et sans mandat et enlève toute possibilité de réclamation pour amélioration ou pour effets personnels laissés sur les lieux après une expulsion décrétée par le tribunal, à la suite d'une requête contre le possesseur illégal.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Dans certaines périodes hivernales ou printanières, ou encore par suite de maladie, tel déménagement devient très difficile.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le département ne tient pas à poursuivre injustement les gens, ni à s'emparer de leurs biens.

En fait, s'il se présente des difficultés particulières, le département s'abstiendra de donner l'avis officiel, tout en donnant l'avis officieux voulu, afin que les "squatters" aient le temps voulu pour déménager.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

**Rapport du ministre
des Travaux publics et du président
du Bureau de reconstruction
économique de Québec, 1941**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Rapport général du ministre des Travaux publics et président du bureau de reconstruction économique de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1941. (Document de la session No 25)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 30 mars 1942**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 8 h 30⁴.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Société
des comptables agréés**

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des Terres et Forêts

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 19 modifiant la loi des Terres et Forêts.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit⁵:

"3. L'article 92 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, de même que dans la cinquième ligne du troisième alinéa, le mot "quinze" par le mot "huit"."

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'article 3 réduit de 15 à 8 jours le délai d'avis au cas de saisie de bois coupé illégalement.

M. Gagnon (Matane): L'honorable ministre a raison de vouloir empêcher les colons de mauvaise foi de piller le domaine public, mais, par son projet, il réduit de 15 à 8 jours le délai d'avis en cas de saisie de bois coupé illégalement et j'estime que ce délai sera trop court. Ceux qui restent loin n'auront que huit jours pour venir expliquer leur cas.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Avec le délai de 15 jours, il arrivait que celui qui avait coupé le bois avait suffisamment de temps pour faire charroyer le bois par camions.

Le colon de bonne foi, qui aura coupé le bois par erreur, celui que veut très justement protéger l'honorable chef de l'opposition, n'a rien à craindre si le délai est plus court, car il est assuré en tout temps de la protection du ministère.

M. Gagnon (Matane): Telle quelle, la loi pourrait bien être une cause de tracasseries.

M. Labbé (Mégantic) signale au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) que l'on fait du pillage sur les terres et les lots de la couronne dans le comté de Mégantic. On a même suspendu les fonctions d'un inspecteur pour permettre la nomination d'un autre inspecteur, qui avait instruction de fermer les yeux.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il n'y a rien à répondre à de telles prétentions, surtout quand on accuse le gouvernement d'avoir agi délibérément.

Cependant, le gouvernement est toujours prêt à faire des enquêtes et le département est prêt à agir quand on accuse le gouvernement de façon acceptable. D'ailleurs, cette question des lots de Mégantic sera prochainement tirée au clair.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Réservoir de la rivière du Loup

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 29 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas).

L'honorable M. Côté (Bonaventure) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose:
1. Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la loi qui accompagne les présentes résolutions et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière du Loup (en bas) et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.
Adopté.

2. Qu'après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la résolution 1 et entendu les intéressés, il sera du devoir de la commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts:

1° Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière du Loup (en bas), de ses lacs et de ses tributaires;

2° Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1° de la présente résolution, pour l'utilisation des eaux de la rivière du Loup (en bas), de ses lacs et de ses tributaires.

Les contrats passés en vertu dudit paragraphe 1° n'auront force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2° de la présente résolution, n'aura force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues après division.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 29 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas) sont agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier de la Chambre chargé d'étudier le bill 29 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas).

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 accordant

certaines pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas) soit maintenant lu une deuxième fois.

Comme l'honorable député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) est plus intéressé que moi, je lui demanderai de donner les explications à la Chambre et exposer le projet de loi, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes au sujet de l'emmagasinage des eaux de la Rivière-du-Loup.

M. Gagnon (Matane): (Souriant) L'honorable ministre est intéressé dans l'entreprise?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je n'ai aucun intérêt personnel dans l'entreprise, mais mes intérêts sont liés à ceux de mes électeurs.

(Applaudissements)

Rivière-du-Loup a un système d'électricité municipalisé. La résolution a pour but d'assurer la reconstruction du barrage du lac Morin, qui est nécessaire au service municipal de Rivière-du-Loup.

M. Gagnon (Matane): Je désirerais avoir plus de détails.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière du Loup): Je vais en donner à mon honorable ami. Ce barrage régularisera le volume et le débit des eaux de la rivière du Loup. La ville de Rivière-du-Loup a un système municipalisé d'éclairage et c'est le barrage qui fournit les ressources hydroélectriques nécessaires.

Ce que nous proposons, c'est le rachat, par le gouvernement, d'une autre promesse faite par l'Union nationale, qui avait promis en 1939, à Rivière-du-Loup même, de reconstruire le barrage, mais à condition que le député soit battu.

(Rires et applaudissements)

Présentement, on considère que le barrage en bois est insuffisant pour alimenter les consommateurs de la région en électricité et, à certains égards, il est même dangereux.

Comme il y a urgence, bien que nous soyons en guerre, le gouvernement actuel a étudié le projet et il a consenti à allouer aux intéressés une somme de \$350,000 pour assurer la reconstruction. Le gouvernement avance l'argent, avec la compréhension que les utilisateurs d'électricité, y compris les municipalités, devront rembourser ce

montant sur un certain nombre d'années, incluant les intérêts.

Le bill autorise donc la Commission des eaux courantes à diriger la construction d'un barrage au Lac Morin, sur la rivière du Loup, à même une somme de \$350,000 que le gouvernement avancera à la Commission. Le barrage actuel, construit en bois et qui date de 30 ans, laisse perdre une forte quantité d'eau. On construira un barrage en ciment avec des bases suffisantes pour élever plus tard le niveau des eaux de 10 pieds. Mais, on gardera le niveau actuel entre-temps. Si on exhausse le niveau de 10 pieds, il faudra exproprier sur les rives, ce qui entraînera une dépense d'environ \$150,000. Une clause du projet de loi donne le droit au gouvernement d'exproprier le barrage et les installations plus tard.

Il y avait trois plans qui ont été suggérés à l'étude: l'un de \$130,000; un deuxième de \$350,000, comprenant la possibilité d'exhausser le niveau des eaux dans un avenir plus ou moins rapproché; enfin le troisième de \$500,000. En vertu de ce dernier plan, le barrage devait être exhaussé de 10 pieds et comprenait l'exécution immédiate des travaux. D'après le plan choisi, le barrage ne sera pas exhaussé, mais on construira une base qui permettra l'exhaussement, dès que tels travaux deviendront nécessaires.

Dans le passé, et jusqu'ici, la ville de la Rivière-du-Loup devait tout payer et entretenir seule le barrage. Mais, nous avons fait une loi plus juste. À l'avenir, tous les autres usagers, ils sont au nombre de quatre industries qui en bénéficient, paieront leur part. La Commission imposera des hypothèques proportionnellement à leurs revenus sur les quatre usagers de la rivière pour rembourser le capital du fonds d'amortissement et l'intérêt de cette avance de \$350,000, suivant la proportion des chevaux-vapeur utilisables par chaque usager.

M. Bourque (Sherbrooke): Je dois dire à l'honorable député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), que le chef de l'opposition, le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'il connaît bien, n'a jamais dit que le barrage serait reconstruit si le député était battu.

Je félicite la Rivière-du-Loup et son député d'avoir un système d'électricité municipalisé. Nous en avons un à Sherbrooke et je tiens à faire remarquer à l'honorable premier ministre que Sherbrooke paie ses barrages tout seul.

Il n'a aucune objection à ce qu'on vienne en aide à Rivière-du-Loup. Mais, il craint un précédent.

C'est un précédent dangereux, dit-il, que l'on crée à Rivière-du-Loup en donnant de l'argent pour construire ou reconstruire un barrage dans la région. Le gouvernement pose là un précédent qui peut l'entraîner dans des complications considérables, car ce que l'on accorde à la municipalité de Rivière-du-Loup, on ne saurait raisonnablement le refuser à d'autres municipalités, qui seront tentées de le faire.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Si d'autres municipalités se trouvent dans la même situation, le gouvernement leur accordera une égale mesure de justice. Il promet que toutes les demandes similaires seront étudiées à leur mérite et dans les meilleures dispositions. D'ailleurs, la province, dans cette affaire, ne fait que garantir, elle ne paiera pas un cent. Elle endosse tout simplement. En effet, nous ne donnons pas l'argent. Nous nous contentons d'avancer le montant. Nous avons prévu de créer un fonds d'intérêt et d'amortissement pour payer le tout. Ce fonds sera payé par les usagers. La Commission des eaux courantes surveillera les travaux.

M. Bourque (Sherbrooke): Supposons que Sherbrooke vienne demander quelque chose au gouvernement? Si son barrage devient défectueux, la ville pourra venir devant la Législature pour demander la même faveur.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Nous écouterons la voix de son député. La ville de Sherbrooke sera la bienvenue.

M. Bourque (Sherbrooke): Supposons que 5 ou 20 municipalités demandent la même faveur?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'argent qui sera dépensé à Rivière-du-Loup sera remboursé dans un certain nombre d'années. Il se dit prêt à discuter des projets similaires avec toute autre municipalité.

M. Bourque (Sherbrooke): L'honorable ministre sait que Sherbrooke n'a besoin de rien pour son service d'électricité.

M. Gagnon (Matane): Quel tarif va-t-on charger?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le tarif sera basé sur le fonds d'amortissement.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"[[1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la présente loi et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière du Loup (en bas) et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.]]"

M. Gagnon (Matane): Est-ce la Commission des eaux courantes ou la ville qui va bâtir?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): La Commission.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il y aura sans doute des inondations. Va-t-on payer des indemnités pour les inondations? Dans cette somme de \$350,000 a-t-on prévu les dommages qu'il faudra payer?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Il n'y aura pas d'inondations ni de dommages, car le niveau du lac Morin ne sera pas exhaussé et restera le même. L'inondation ne viendra que plus tard, lorsqu'on voudra exhausser le niveau de 10 pieds. On verra ce que l'on peut faire.

M. Gagnon (Matane): La loi autorise le gouvernement à exproprier le service de Rivière-du-Loup. Est-ce son intention?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le gouvernement prévoit toujours, afin d'assurer de

l'électricité à meilleur marché à la population, mais il n'est pas question d'exproprier ce système pour le moment.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la sécurité dans les édifices publics

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de la nouvelle loi de la sécurité des édifices publics, certaines catégories d'immeubles sont ajoutées à la liste des édifices publics soumis à l'inspection annuelle et qui sont assujettis aux dispositions de la loi actuelle.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 170) est remplacé par le suivant:

"2. Les mots "édifices publics" employés dans la présente loi désignent les églises, les chapelles, ou les édifices qui servent d'église ou de chapelle, les monastères, [les noviciats, les maisons de retraite,] les séminaires, les collèges, les couvents, les maisons d'école, [les jardins d'enfance, les garderies,] les crèches et ouvroirs, les orphelinats, [les patronages, les colonies de vacances,] les hôpitaux, [les cliniques, les maisons de convalescence ou de repos,] les asiles, [les refuges,] les hôtels, les maisons de logement de dix chambres ou plus, [les maisons de rapport de plus de deux étages et de huit appartements, les clubs, les cabarets, les cafés-concerts, les music-halls,] les cinémas, les théâtres [ou les salles utilisées pour des fins similaires,] les salles de réunions publiques, de conférences, de divertissements publics, [les salles municipales, les édifices utilisés pour les expositions, les foires, les kermesses,] les estrades situées sur les champs de course ou utilisées pour des divertissements publics, [les arènes de lutte, de boxe, de goudet ou utilisées pour d'autres sports,] les édifices de plus de deux étages utilisés comme bureaux, les magasins dont la surface de plancher excède trois mille pieds carrés, [les gares de chemins de fer, de tramway, ou d'autobus, les bureaux d'enregistrement, les bibliothèques, les musées et bains publics,]"

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Cette loi allonge la liste des édifices soumis à l'inspection obligatoire.

M. Gagnon (Matane): C'est une bonne chose, mais je me demande si on va assez loin. On dit que seuls les magasins de 3,000 pieds de superficie seront soumis à l'inspection. Est-ce bien suffisant?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Nous devons procéder graduellement. Nos inspecteurs ont trouvé ce chiffre suffisant.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Cela va augmenter le nombre des inspecteurs?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Pas beaucoup.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Les usines de guerre tombent-elles sous le coup de cette loi?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Est-ce que tous les règlements sécuritaires avaient été observés dans les camps de Shipshaw, où une dizaine d'ouvriers ont perdu la vie lors de l'incendie dramatique d'un édifice? Les tragédies sur ces chantiers n'étaient-elles pas à l'état épidémique?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Cette tragédie fut un pur accident et la rumeur voulant que de nombreux accidents se produisent fréquemment à cet endroit est fautive. Les enquêtes sévères, que nous avons faites, n'ont révélé aucune preuve de négligence. Tous les règlements avaient été observés.

M. Gagnon (Matane): À ce propos, le ministre connaît-il les causes de ce tragique incendie de Shipshaw dans lequel plusieurs personnes ont perdu la vie?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'édifice avait été inspecté. Toutes les prescriptions de la loi avaient été observées dans ce cas. Les camps qui ont été détruits par un désastreux incendie au cours duquel une dizaine d'ouvriers ont perdu la vie avaient été construits conformément aux règlements édictés par le gouvernement dans un but de sécurité. Le chef de l'opposition pourra d'ailleurs consulter le rapport s'il le désire. D'après l'enquête, il semble que le feu a probablement été allumé par un bout de cigarette mal éteinte, jeté imprudemment dans un couloir où il y avait du papier.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): On entend la rumeur à l'effet que plusieurs autres accidents mortels fréquents se sont produits avec pertes de vie sur les chantiers de construction de Shipshaw même. On va jusqu'à dire qu'il y meurt plusieurs personnes par jour. On m'assure que sur 4,000 ouvriers qui travaillaient, à peine 1,000 sont encore à l'ouvrage. Les autres auraient abandonné le travail, dans la crainte d'avoir le même sort. Il demande qu'on use d'une grande sévérité dans les inspections.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Cette rumeur est mal fondée. Il y a à Shipshaw un nombre extraordinaire d'ouvriers. Des constructions formidables sont en cours. D'après un rapport récent, que m'ont fourni mes inspecteurs, il s'y produit beaucoup moins d'accidents qu'on

pourrait prévoir dans les circonstances. Tenant compte du nombre d'ouvriers qui travaillent à cet endroit, les enquêteurs m'ont dit que le chiffre des accidents est très normal.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le gouvernement devrait avoir là constamment un inspecteur en permanence sur les lieux afin de veiller à la sécurité des travailleurs.

Cet article est amendé en remplaçant le mot "appartements" par le mot "logements".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 après l'avoir amendé.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté après division.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division.

Loi des appareils sous pression

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des appareils sous pression soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de mettre à la page une loi qui ne cadre plus avec la technique moderne. Ce bill constitue une refonte des dispositions qui permettent au gouvernement de surveiller, par ses inspecteurs, la fabrication et le fonctionnement de toutes les machines qui peuvent devenir un danger pour le public. Il s'agit en résumé de protéger ce dernier en intensifiant la surveillance sur toutes ces machines.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 231 sans l'amender.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ministère des Pêcheries maritimes

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 créant un département des Pêcheries maritimes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill crée un nouveau ministère des Pêcheries. Il a pour principal objectif de transformer le service actuel des Pêcheries maritimes en véritable ministère des Pêcheries maritimes, qui n'est encore qu'un département soumis à la juridiction du ministre des Mines et représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette). Les pouvoirs conférés au surintendant des Pêcheries maritimes sont attribués au sous-ministre du nouveau département avec pouvoirs accrus. Ce projet a l'avantage de donner plus d'autorité au surintendant, qui deviendra sous-ministre. On sait que ce poste est occupé présentement par le Dr Arthur Labrie, D. Sc. Le bill n'entraînera aucune dépense supplémentaire.

M. Gagnon (Matane) porte la discussion sur l'ancien surintendant des Pêcheries maritimes, M. Gibault.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): M. Gibault, après une enquête sur les marchés mondiaux pour le poisson séché, est entré au service du ministère du Commerce, où il fait très bien. Le Dr Labrie, très versé dans la biochimie, l'a remplacé. Il agit maintenant comme sous-ministre des Pêcheries maritimes.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 200 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"5. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des Pêcheries maritimes.

Sous la direction et l'autorité du ministre, le sous-ministre exerce les fonctions suivantes, à part celles qui peuvent lui être attribuées en tout temps et à diverses reprises par le ministre

"a) Voir à la création de sociétés coopératives de pêcheurs, à leur organisation et fonctionnement;

"b) Surveiller la préparation et l'inspection du poisson;

"c) Voir au bon fonctionnement, en autant que les pêcheries de cette province sont concernées, des entrepôts frigorifiques qui sont subventionnés par le gouvernement;

"d) Tenir des statistiques au sujet des pêcheries maritimes de cette province;

"e) Donner aux pêcheurs et aux sociétés coopératives de pêcheurs tous les renseignements nécessaires pour la conservation, le transport et la mise sur les marchés du poisson;

"f) Coopérer avec le département des Pêcheries du Canada.

"Sous la direction et l'autorité du ministre, le sous-ministre a de plus la surveillance des autres officiers, employés, messagers et serveurs; il a le contrôle général des affaires du département et il exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre et son autorité est celle du chef du département et sa signature officielle donne force et autorité à tout document qui est ou peut-être du ressort du département.

"Il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses

ordres, ou dont il juge la conduite répréhensible; il doit en faire rapport au ministre."

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) rappelle le travail qui se fait actuellement pour organiser la mise en conserve du poisson.

M. Gagnon (Matane) s'élève contre le sous-paragraphe a de l'article 1, qui donne au sous-ministre la juridiction nécessaire pour voir à la création de sociétés coopératives de pêcheurs, à leur organisation et fonctionnement. Il y a là un danger pour les coopératives: le gouvernement pourrait être tenté de s'en emparer.

Il parle de l'immense succès des coopératives en Gaspésie surtout depuis 1937, grâce au beau travail de M. Gaudreault, de l'École des pêcheries de Saint-Anne-de-la-Pocatière.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'article en question ne change rien à la loi des coopératives.

M. Gagnon (Matane): Je propose, secondé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais):

Que dans l'article 5 qui définit les devoirs du ministre, on remplace le paragraphe a, qui dit "voir à la création de sociétés coopératives de pêcheurs", par le paragraphe suivant: "Aider à la création de sociétés coopératives de pêcheurs conformément à la loi des syndicats coopératifs de pêcheurs, Statuts refondus 1941."

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La loi a été préparée avec soin et nous ne pouvons la changer.

L'amendement du représentant de Matane (M. Gagnon) est mis aux voix et est rejeté par 23 voix contre 7.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) signale le sort injuste fait à son comté des Îles-de-la-Madeleine. Parce que ce comté est au point de vue pêcheries placé sous la juridiction fédérale, dit-il, le ministère provincial des Pêcheries ne veut rien faire pour le comté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le comté des Îles-de-la-Madeleine est dans la province de Québec et lui appartient. Il a droit comme tel à

toute l'aide provinciale comme les autres comtés. Il doit jouir des mêmes avantages que les autres parties de la province à tous les points de vue.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'on a donné, cette année, un essor considérable à l'industrie de la mise en conserve du poisson. Les Îles-de-la-Madeleine en auront leur bonne part.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance⁶.

Prolongement de la séance

L'honorable M. Godbout (L'Islet) suggère la poursuite des délibérations après 11 heures.

Des députés s'objectent.

Questions et réponses:

L'affaire Charles B. Howard

M. Bourque (Sherbrooke): Quel est le montant des frais payés par le gouvernement de la province, relativement à l'action intentée par le département des Terres et Forêts contre l'honorable Charles B. Howard?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le montant des frais payés s'élève à \$6,410.82. Les frais ont été payés aux procureurs suivants:

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Ernest Bertrand, Montréal..... | \$ 1,267.66 |
| Dalma Landry, Sherbrooke..... | 878.40 |
| Leblanc et Delorme, Sherbrooke | 1,192.45 |
| A. Rousseau, Sherbrooke..... | 3,072.31 |

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 31 mars 1942, à la page 4, et *Le Canada* du 31 mars 1942, à la page 12, utilisent l'expression "nos amis d'en face", tandis que *La Presse* du 31 mars 1942, à la page 18, et *L'Action catholique* du 31 mars 1942, à la page 15, utilisent plutôt le terme "nos adversaires" pour désigner les membres de l'opposition.

2. Bien que le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard) ait obtenu son congé de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu le 30 mars, il ne siégera pas immédiatement en Chambre, puisqu'il part pour les États-Unis, afin de refaire ses forces. *La Presse* du 30 mars 1942, à la page 11.

3. Selon *Le Soleil* du 31 mars 1942, à la page 4, le débat sur cet article dure une demi-heure.

4. Selon *Le Canada* du 31 mars 1942, à la page 5, la deuxième séance débute à 8 h 30, tandis que *Le Soleil* du 31 mars 1942, à la page 4, mentionne 8 h 45.

5. Selon *Le Soleil* du 31 mars 1942, à la page 4, le débat sur cet article dure quelques minutes.

6. Selon *Le Canada* du 31 mars 1942, à la page 5, il est alors 11 heures.

Séance du mardi 31 mars 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
de James McCready**

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain) que les articles 603, 615 à 621 et 653 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Stella Frances Langan *et al.* concernant la succession de James McCready, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 concernant la succession de feu James McCready.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Stella Frances Langan *et al.* concernant la succession de James McCready.

Projets de loi:

**Succession
de James McCready**

M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 concernant la succession de feu James McCready.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rapports des comités permanents:

M. Potvin (Roberval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 145 modifiant la charte de la ville d'East Angus, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité a examiné le bill 127 confirmant une résolution adoptée par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadian Resins & Chemicals, Limited, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité, il a convenu que le titre soit changé en celui de: Loi pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadian Resins & Chemicals, Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier, et a aussi amendé le préambule.

Votre comité a aussi examiné le bill 128 intitulé: Loi confirmant une résolution adoptée par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire aussi faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité, il a convenu que le titre soit changé en celui de: "Loi confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited" et a aussi amendé le préambule.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de dame Mary Taschereau-Demers, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Andrew Pentland.

Votre comité est d'opinion que la pétition de l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné; que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le Règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre à la pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'elle a déposé.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Propagation de la foi

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 modifiant la loi constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Charles Andrew Pentland

M. Dumaine (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 concernant la succession de Charles Andrew Pentland

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux;
- bill 18 supprimant les péages sur les ponts provinciaux.

Projets de loi:

Loi relative au tourisme

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi relative au tourisme soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi a trois objets. En vertu de cette loi, à l'article 1, nous portons de 20 à 30 le nombre maximum des membres du Conseil du tourisme, afin d'y assurer la représentation de toutes les diverses parties et régions de la province, des diverses classes du commerce, de l'industrie, des universités, les sociétés historiques et le reste. Nous voulons ainsi que tous les corps publics et sociaux soient représentés dans ce Conseil.

Par ailleurs, l'article 2 a pour objet d'obliger les syndicats d'initiative, qui reçoivent des octrois provinciaux, de soumettre tous les six mois, et non tous les ans, le programme et le compte rendu de leurs activités au gouvernement. Les syndicats ont été consultés et n'y voient pas d'objection.

Enfin, j'ajoute que le dernier article de la loi, l'article 3, permet au gouvernement de prendre à même le fonds consolidé le paiement sur les crédits annuels nécessaires de toutes les dépenses encourues par la mise en exécution de la présente loi relative au tourisme qui, y compris les frais de déplacement des membres du Conseil du tourisme, seront payées sur les crédits votés chaque année par la Législature, lesdits frais de déplacement des membres du Conseil ne devant pas excéder \$5,000 par année.

M. Gagnon (Matane): L'opposition consent à la deuxième lecture et nous sommes prêts à adopter cette loi sur division, à condition que nous puissions la discuter en comité plénier.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord)

M. Gagnon (Matane): Tout le monde s'entend sur les principes impliqués, mais je pense que

l'occasion est bonne pour mettre en valeur les attractions de chacune des régions, particulièrement celles de Québec, Trois-Rivières et Gatineau.

Le tourisme est une des grandes industries et ressources de la province, et il est important de veiller à la conservation de nos trésors historiques et artistiques que viennent voir les touristes. Nos vieilles maisons, nos vieilles églises, nos vieux moulins, nos vieux monuments historiques et toutes les reliques qu'ils renferment émerveillent les touristes. Tous les édifices qui ont un cachet historique font l'admiration des étrangers.

On doit les considérer comme des trésors historiques et rien ne doit être épargné pour en assurer la conservation intégrale. Le gouvernement se doit de faire tout son possible pour voir à restaurer, entretenir et préserver ces trésors.

Il fait un examen des beautés artistiques du Québec. Il note les travaux publiés en marge de cette question par l'archiviste Pierre-Georges Roy et par M. Gérard Morisset. Il vante les beautés historiques du moulin de Vincennes. Il rappelle que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) avait décidé avant son départ d'acquérir, au nom de la province, ce moulin pour le préserver comme monument historique.

Il classe aussi comme monument historique le manoir de l'Île-aux-Grues dans L'Islet, qui a déjà appartenu au gouverneur de Montmagny. Il fait le tour du comté de L'Islet, qui prend l'aspect d'un véritable musée en plein air.

Il en arrive à l'enquête provinciale, commencée sous l'Union nationale, qui fut faite entre 1936 et 1938 sur nos trésors artistiques, nos ressources naturelles et économiques. Je crois, dit-il, que les rapports qui ont été faits à la suite de cette enquête devraient être publiés.

Aujourd'hui, notre ligne de conduite n'a pas changé. Toute initiative qui pourra être prise pour le tourisme, ou toute mesure que le gouvernement pourra prendre pour conserver nos monuments et ces trésors historiques, et mettre en valeur ces richesses, rencontrera l'approbation unanime de l'opposition en ce domaine. Il ne faut pas avoir peur de dépenser pour embellir notre province. Sur un budget de \$98,000,000, que l'on dépense un peu plus pour fins touristiques!

Il convient de conserver au Québec son visage français. Nous devrions conserver en particulier les trésors historiques du régime français, afin d'avoir à montrer aux touristes quelque chose de différent, suivant l'expression de M. Maurice Hébert, directeur de l'Office du tourisme. On doit montrer

avec fierté ce qui s'est fait chez nous sous ce régime. Le gouvernement ne devrait pas mesquiner là-dessus.

Nous ne sommes pas opposés à l'augmentation du nombre des membres du Conseil du tourisme. Et, puisqu'on en augmente le nombre, j'espère que le gouvernement choisira les nouveaux membres, comme l'honorable premier ministre l'a dit, parmi des gens bien qualifiés pour faire partie du Conseil du tourisme. Nous comptons cependant que le choix sera fait en dehors de toutes considérations politiques et indépendamment des partis politiques, de façon qu'ils représentent les diverses classes de la société.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. le président, je puis assurer l'honorable chef de l'opposition que, dans la formation du Conseil du tourisme, nous avons choisi et nous choisirons des représentants des corps sociaux sans regarder ni jamais tenir compte de leurs convictions politiques. Il est important et nous avons toujours tâché d'éliminer et de mettre de côté toute considération politique dans le choix des membres du Conseil. Il y a là des représentants de tous les corps publics intéressés à garder à la province de Québec son visage français. Ceux qui en font partie actuellement ont été nommés sur la suggestion des associations qu'ils représentent.

Nous voulons garder à notre province son visage français et, en ce qui concerne la conservation des richesses du régime français et de nos trésors historiques, je suis entièrement d'accord avec l'honorable chef de l'opposition et de tout cœur avec lui. À cause de son caractère particulier, de son visage français, la province de Québec intéresse les étrangers des provinces voisines, des pays voisins et des nations étrangères. C'est cette caractéristique que nous voulons lui conserver et c'est à ce point de vue que nous nous sommes placés.

Nous avons voulu conserver et mettre en lumière les trésors que nous possédons. C'est pourquoi nous attachons une importance spéciale à la conservation de nos monuments historiques. Nous avons commencé, au tourisme, la conservation et la remise en état des monuments historiques, principalement dans la ville de Québec, où la Commission d'embellissement, nommée l'an dernier¹, par laquelle la ville, l'industrie et le gouvernement sont représentés, fait du bon travail dans ce sens avec la somme de \$100,000 que nous avons mise à la disposition de l'organisation et qui sera dépensée à cette fin. En effet, la Commission d'embellissement de Québec utilisera une partie de

ce montant pour remettre en bon état tous nos monuments historiques. Nous ouvrirons aussi des artères nouvelles pour dégager les abords de la ville.

M. le président, il y a deux choses auxquelles je pense constamment et qui importent à l'heure actuelle. Premièrement, ce à quoi tend notre politique, que j'ai expliquée à plusieurs reprises au cours des dernières années, c'est de garder à Montréal, à quelque prix que ce soit, son titre de métropole du Canada.

(Applaudissements)

La valeur commerciale et financière de Montréal est un grand actif considérable. C'est là un grand atout pour toute la province. Les industries nouvelles viennent s'installer chez nous, partout dans diverses parties de la province, surtout parce qu'elles sont attirées par la puissance financière et économique de Montréal. Deuxièmement, nous devons garder à Québec tout son caractère et toute sa beauté.

(Applaudissements)

Ainsi, nous avons deux trésors: l'un, Montréal, est une pierre d'assise de notre vie économique, et l'autre, Québec, le centre artistique de la province². Le gouvernement entend ne ménager aucun effort pour garder à Montréal et à Québec le caractère que ces deux villes peuvent avoir actuellement. Pour les conserver, nous ne devons refuser aucun sacrifice.

Le gouvernement ne négligera rien et rien ne sera ménagé pour faire de Québec une véritable capitale et lui garder son cachet de première ville française du continent américain. Nous devons et nous sommes prêts à faire des sacrifices considérables pour garder à la Vieille Capitale son caractère et sa valeur historique et artistique, tout en rajeunissant un peu son visage et en faisant disparaître graduellement les rides, qui déparent le beau visage français de Québec, tout en lui conservant son architecture typique.

Quant au choix et aux nominations à faire des membres futurs du Conseil du tourisme, si l'honorable chef de l'opposition a des suggestions à me faire, elles seront les bienvenues et je les accepterai avec plaisir. Le tourisme, l'embellissement, la conservation de nos richesses historiques, ce n'est pas l'affaire d'un parti, mais de toute la province.

M. Gagnon (Matane) remercie le premier ministre de lui avoir demandé de faire des suggestions. Je serai heureux de faire des suggestions à l'honorable premier ministre. Et, si je lui suggère des noms pour la Commission de Québec, je

choisirai des noms parmi des personnes qui n'ont pas d'attaches politiques.

Il rappelle les travaux de l'Union nationale dans le domaine spécifique de la survivance française.

L'opposition sera toujours prête à seconder le gouvernement pour aider Montréal. Elle appuie ainsi avec plaisir et de tout cœur le vœu formulé par le premier ministre, que Montréal demeure la plus grande puissance économique de la province et conserve son caractère et son titre de métropole du pays. C'est dans ce but que l'Union nationale avait travaillé. Rien n'a été négligé pour faire progresser Montréal.

D'ailleurs, je dois rappeler que c'est ce désir qui a inspiré l'Union nationale, lorsqu'elle a doté la ville de Montréal du plus beau Jardin botanique du monde. Voilà un trésor qu'il faut conserver et compléter pour en faire l'une des merveilles du monde³. Et, nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement pour le conserver. Ce Jardin de premier ordre fut placé sous la direction du frère Marie-Victorin.

Il fait l'éloge du célèbre botaniste et rappelle l'entrevue du savant canadien-français avec le général Smuts. Grand botaniste lui-même, le premier ministre de l'Afrique du Sud voulut que Marie-Victorin aille siéger avec lui aux Communes sud-africaines.

C'est aussi l'Union nationale, ajoute-t-il, qui a accompli une œuvre à l'Île Sainte-Hélène, en créant le jardin de l'Île Sainte-Hélène, qui est un musée en plein air pour la jeunesse.

L'honorable premier ministre a parlé de la Commission d'embellissement de Québec. Je regrette que le gouvernement n'ait pas suivi à ce sujet les suggestions du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qui voulait nommer des experts dans cette Commission et faire préparer un plan d'ensemble. Je crois qu'il est important d'avoir ce plan pour l'embellissement de Québec et la Commission devrait d'abord en faire préparer un.

Le gouvernement a nommé le maire de Québec, qui, en effet, doit faire partie de la Commission d'embellissement. Il reconnaît que sa présence dans une telle Commission s'impose. Mais, il se dit surpris d'y voir le colonel⁴ Boulanger, qui est un ancien chef de cabinet du premier ministre, dit-il, et un autre personnage que je ne connais pas. Je comprends que l'honorable premier ministre l'ait nommé, parce qu'il voulait avoir dans la Commission un homme qui est près de lui, ce qui est juste.

Mais, le colonel J.-L. Boulanger, qui préside cette Commission, n'a pas fait d'études spéciales pour occuper ces fonctions. Aujourd'hui qu'il est organisateur libéral dans le district, il devrait donner sa place à un autre. On devrait peut-être compter et adjoindre, parmi les membres de cette Commission, des hommes comme le colonel William Wood et Sir Thomas Chapais. Cent mille dollars par année pour l'embellissement de Québec ne seraient certainement pas une subvention exagérée.

Nous demandons simplement ceci au gouvernement: que tous les projets caressés fassent partie d'un plan d'ensemble. On pourrait suivre l'exemple d'Ottawa. Je suis heureux de dire ici que l'honorable premier ministre du Canada, M. King, a fait beaucoup pour l'embellissement de la ville d'Ottawa. Le premier ministre devrait faire de même pour la ville de Québec. La Commission d'embellissement d'Ottawa n'a aucun caractère politique et elle a fait un travail merveilleux. Il félicite M. Mackenzie King pour la part directe qu'il a prise dans l'organisation de cette Commission.

Il exprime le regret que le gouvernement n'ait pas pensé aux autres centres francophones comme Trois-Rivières et Gatineau.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas de mépris pour les gens qui s'occupent de politique. Au contraire. Et, je prie le chef de l'opposition d'être absolument à son aise. Je n'ai aucune objection à ce qu'il me suggère des noms d'hommes politiques, d'adversaires du gouvernement même. Si ces messieurs sont qualifiés, j'accepterai ses suggestions.

Je ne partage pas l'avis de l'honorable chef de l'opposition, à propos du colonel Boulanger. Je me permets de différer d'opinion avec lui, sur les connaissances de ce dernier. M. Boulanger a occupé, pendant 25 ans, la place de sous-ministre de la Voirie. Il s'est occupé d'ouvrir non seulement de nouvelles voies de communication, mais aussi de l'organisation touristique et de l'embellissement général de la province; il en a fait une spécialité. À l'heure actuelle, il s'agit d'embellir Québec et, pour cela, il faut faire de nouvelles entrées dans la ville.

Je suis d'avis que M. Boulanger est l'homme tout désigné pour s'occuper de cette entreprise. Ses connaissances pratiques en font un acquis pour une Commission d'embellissement. Je dirais même qu'il est beaucoup mieux qualifié, pour ce genre de travail, j'oserais dire, que Sir Thomas Chapais, pour lequel j'éprouve beaucoup d'estime et pour lequel on connaît mes sentiments. Mais, il rendrait, je crois,

des services moins efficaces dans ce domaine technique.

Quant aux membres de la Commission d'embellissement de Québec, je crois que nous ne pouvions faire un meilleur choix. Elle se compose en outre de M. le maire de Québec (M. Borne), qui doit représenter la cité; de M. Boulanger, représentant le gouvernement. Enfin, le troisième membre représente la Chambre de commerce: M. J.-E. Castonguay. En sorte, la Commission peut s'entourer des experts de ces trois organismes. C'est un bon choix et telle quelle, elle peut faire de l'excellente besogne. Je n'ai pas l'intention de dicter à ces messieurs leurs devoirs.

Le chef de l'opposition a dit que la Commission d'embellissement de Québec n'avait pas encore commencé à dépenser les crédits mis à sa disposition. C'est vrai. Elle n'a pas encore dépensé un sou. Mais, elle a fait quand même un travail énorme et très considérable. Je serais heureux de montrer au député de Matane les plans qui ont été préparés et qui m'ont été soumis. Il y verrait le soin qu'on a mis à conserver à Québec son cachet historique, tout en dégagant certaines artères. Ce qu'il faut d'abord pour embellir la ville de Québec, c'est lui ouvrir des voies d'entrées. Toutes les entrées de la ville sont congestionnées. Il faut faire des entrées qui cadrent avec le cachet de la ville et qui conduiront au cœur de la cité.

Le plan tracé par les ingénieurs du ministère des Travaux publics, qui veulent dégager tout à fait les abords du parlement, complète celui qui a été soumis par les ingénieurs de la ville à la Commission d'embellissement. Ce dernier projet prévoit l'amélioration des entrées de Québec. Il y a des plans pour une nouvelle entrée du côté de Sillery, par la rue Saint-Cyrille, où deux ou trois routes se rencontrent à l'entrée de cette rue, qui serait continuée jusqu'au Palais Montcalm.

De là, une nouvelle sortie de Québec vers la côte de Beaupré, via la porte Saint-Jean, vers la côte du Palais, au pied de laquelle l'on construira un viaduc. Ce viaduc nous fera sauter et passer au-dessus des rues Saint-Vallier et Saint-Paul pour rejoindre la route du pont Samson, près du bureau de poste, d'où nous pourrions aller rejoindre, par cette autre voie qui partirait du parlement, la route de Sainte-Anne de Beaupré.

Dès cet été, on fera des travaux de l'autre côté du pont Samson. De plus, la Commission a préparé des plans pour une entrée reliant la ville au pont de Québec. Une voie sera en direction du pont de Québec et une autre en direction de la Suète. La route de la Suète serait donc reliée à cette artère.

Des plans sont aussi préparés pour dégager le parlement, où des options ont été prises sur la plupart des édifices qui l'environnent, car autour du parlement, nous avons l'intention de dégager les différents immeubles. Dans ce but, le gouvernement a déjà acheté plusieurs maisons et bâtisses qui environnent les édifices du parlement de l'autre côté de la Grande-Allée, par exemple dans les rues Saint-Amable, Lachevrotière, D'Artigny, Conroy et Sainte-Julie. Nous avons acheté la plupart des propriétés en face du parlement et du côté de la rue Saint-Amable jusqu'au couvent des Sœurs du Bon Pasteur.

La Commission va coopérer à l'aménagement d'un bout de rue à Limoilou, probablement le boulevard des Capucins. Elle a travaillé des plans d'embellissement pour les rives de la rivière Saint-Charles, pour les transformer en terrasses fleuries. Elle s'occupera bientôt, au printemps, des réparations, de l'entretien et de la mise en état de tous les monuments historiques de Québec et des arbres d'ornement. Dès cet été, on s'occupera de la taille des arbres et on fera le grand nettoyage des monuments historiques.

Tout cela ne coûtera pas bien cher. Des plans sont déjà dressés pour un vrai travail d'ensemble. La Commission d'embellissement de Québec, je le répète, a déjà fait du bon travail, sans dépenser d'argent⁵. La Commission, avec le colonel J.-L. Boulanger comme président, n'a pas entamé son budget de \$100,000 qui a été mis à sa disposition par une loi de la Législature et elle n'en aura pas moins fait un travail énorme à date.

Cette somme de \$100,000, que nous avons votée l'an dernier pour l'embellissement de Québec, sera dépensée pour la conservation des monuments historiques et certains travaux préliminaires dans un plan d'ensemble de grande envergure. Les premières dépenses qui seront faites seront pour l'ouverture d'une rue du côté du pont Samson et pour la remise en état des monuments historiques. Nous avons également l'intention de renouveler constamment l'octroi de \$100,000 à la Commission, aussi souvent qu'il sera nécessaire, afin d'assurer la conservation des beautés de Québec.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Lotbinière): Je suis heureux de féliciter l'honorable premier ministre pour ses paroles au sujet des dispositions et des initiatives prises en vue de conserver le caractère historique et le cachet français de notre province de Québec⁶ et de Montréal, spécialement. Henry Bordeaux a déclaré, à

son retour en France d'une visite dans notre province, en parlant de Montréal: "On a l'impression d'être dans une ville anglaise, habitée par des Français"⁷. Il faut empêcher qu'une telle chose se produise à Québec⁸.

Je tiens à signaler l'intéressant travail de M. Maurice Hébert au bureau du tourisme. M. Hébert sait que les étrangers recherchent avant tout du français dans notre province. Il loue son bon travail, qu'il fait avec un haut sens national, dit-il, pour la préservation de notre caractère français.

On ne doit rien épargner pour conserver à Québec son visage français. C'est le meilleur moyen d'attirer les touristes étrangers, qui viennent chercher dans notre province ce quelque chose qu'ils ne trouvent pas ailleurs. On s'imagine à tort qu'il faut anglifier la province pour attirer les visiteurs. Il faut leur montrer quelque chose de différent. Ils veulent trouver ici une architecture française. C'est ce cachet spécial, qui attire chez nous les touristes. Les Américains ont depuis longtemps compris l'importance du "something different". On s'efforce de redonner, aux vieux quartiers de la Nouvelle-Orléans, un caractère typiquement français, et à Saint-Augustin en Floride, on n'hésite pas à rester fidèle au cachet espagnol laissé par les premiers conquérants.

M. Lorrain (Papineau): La région outaouaise est très riche en souvenirs historiques et très intéressante au point de vue historique. Elle mériterait d'être représentée dans le Conseil du tourisme. Il demande au premier ministre de porter une attention spéciale.

Il demande qu'on n'oublie pas la ville de Trois-Rivières et parle du député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Je suis surpris que l'honorable premier ministre n'ait pas parlé de Trois-Rivières, dit-il. On pourrait lui dire qu'il a oublié la ville qui a donné à la province un premier ministre...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député a tort de croire cela. Il y a longtemps que nous nous occupons de Trois-Rivières. Je dirai même au député de Papineau que, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il y a deux ans et demi, la première maison⁹ historique que nous avons achetée, est une vieille maison trifluvienne. Nous avions des raisons de nous souvenir de la vieille ville française de Trois-Rivières, non seulement à cause de son député, et nous avons enlevé au mercantilisme ce trésor historique. Nous savons que Trois-Rivières est une vieille ville française, qui renferme des beautés que nous devons sauver.

M. Lorrain (Papineau): Eh bien, je suis heureux de féliciter l'honorable premier ministre. Il a fait une bonne action.

M. Gagnon (Matane): Je suis heureux de m'associer au député de Lotbinière (M. Chaloult) pour louer le travail que fait à l'Office du tourisme M. Maurice Hébert, un de mes anciens camarades d'université.

M. Talbot (Chicoutimi) demande au gouvernement de ne pas songer uniquement aux villes, de s'occuper aussi de l'embellissement rural et de ne pas négliger le problème de la campagne québécoise. Nous avons à Chicoutimi un syndicat d'initiative du tourisme. Mais nous ne pouvons inviter le touriste chez nous, car c'est le faire courir à une mort certaine dans nos mauvaises routes. Je dois dire que le caractère français de notre province tend à disparaître dans les constructions par exemple.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Dès 1934¹⁰, je me préoccupais de cette question d'embellissement des campagnes et j'ai pensé à faire revivre le caractère français de la maison canadienne.

C'est dans le but de garder à la campagne son cachet canadien-français que des mesures ont été prises pour la conservation de ce caractère particulier de nos campagnes. Aujourd'hui, nous venons d'ouvrir à travers la province un concours d'architecture pour la création de divers types de maisons rurales québécoises. Il s'agit de dessiner quelques types d'habitations d'inspiration nationale. À la suite de ce concours, quand les styles de maisons auront été choisis, nous offrirons à nos cultivateurs les plans de maison.

Une fois ce concours terminé, je veux organiser un autre concours. En effet, nous en avons greffé et institué un autre pour l'amélioration et la création de bâtiments de ferme dont les lignes pourront s'harmoniser et être conformes avec l'architecture des maisons familiales. Le gouvernement fournit déjà gratuitement des plans pour la construction des maisons.

Et bientôt, le gouvernement fournira également des plans pour la construction de bâtiments de ferme. On pourra probablement modifier les plans des édifices de ferme pour les faire cadrer, et concorder sans frais additionnels, ou à peu près, avec les différents types de plans des maisons.

Tout ce travail sera long et prendra du temps. Mais, si tous les députés de cette Chambre nous aident dans cette campagne, dans 100 ans, ce n'est

pas si long après tout, nous aurons refait le visage du Québec. La province de Québec sera redevenue véritablement française. Son esprit et son cœur seront français à jamais.

(Applaudissements)

Nous ne serons plus là, mais l'œuvre sera belle quand même.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): J'espère que l'on n'oubliera pas le beau petit pays que je représente, où personne n'a rien commencé avant que je ne sois élu député.

Nous avons en plein milieu du golfe un beau petit pays, qui possède un visage à part et qui constitue quelque chose d'unique. Ceux qui visitent les Îles-de-la-Madeleine reviennent enchantés. Le climat y est merveilleux en été. Il y a là des plages superbes.

Le Conseil du tourisme devrait s'intéresser aux Îles, qui offrent un véritable attrait touristique, et faire de la publicité pour y attirer les touristes en distribuant des pamphlets de propagande à ce sujet.

M. Gagnon (Matane): Le moyen de développer le tourisme, c'est de développer les parcs nationaux. L'Union nationale en a créé trois dans la province: Gaspésie, Orford et Mont-Tremblant. Il s'étonne de voir que le gouvernement actuel n'a pas continué l'œuvre de l'Union nationale dans ce domaine et regrette qu'il ne fasse rien pour ces trois grands parcs provinciaux.

M. le président, comme vous représentez la Gaspésie, je vais vous parler comme si vous parliez vous-même. Lorsque nous avons créé le parc national de la Gaspésie, nous avons envoyé M. Ernest Ménard pour ouvrir le parc. Un jour, il a vu arriver une quinzaine de personnes et a appris que c'étaient des géologues, des botanistes, des savants de l'Université Columbia de New York, qui venaient là depuis plusieurs années: "Nous n'avons jamais rien vu de plus beau à l'est des Montagnes Rocheuses que cet endroit de la Gaspésie", ont dit ces universitaires à notre représentant.

Les articles 1 à 4 sont adoptés

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 sans l'amender.

Messages du Conseil législatif¹:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant la loi des pensions;
- bill 108 modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 2 Loi modifiant la loi des pensions;
- 3 Loi abrogeant la loi concernant l'impression des rapports des départements de l'administration publique;
- 4 Loi modifiant la loi des droits sur les successions;
- 5 Loi abrogeant la loi pour réduire à trois pour cent le taux d'intérêt en matières provinciales;
- 7 Loi modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses;
- 10 Loi modifiant la loi des renseignements sur les compagnies;
- 11 Loi modifiant la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social;
- 17 Loi modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux;
- 18 Loi supprimant les péages sur les ponts provinciaux;
- 22 Loi concernant l'École polytechnique de Montréal;

101 Loi autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Roméo-Édouard Demers à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen;

102 Loi autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Gaston-P. Sainte-Marie à l'exercice de la profession d'ingénieur civil, après examen;

103 Loi modifiant la loi constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique;

108 Loi modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal;

120 Loi décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid par dame Lucie-Florence Riegler;

125 Loi concernant le legs particulier de dame Georgianna Mochon-Lassonde aux Guides catholiques des Trois-Rivières;

126 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albani Boudrias à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens;

133 Loi changeant le nom de Jean Michel Landau en celui de Jean-Michel Grand-Landau.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et présente les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

25 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins;

31 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943 et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *bénévolence* et sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:**Mécaniciens**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le

bill 21 concernant les mécaniciens de machines fixes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la sécurité dans les édifices publics

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Véhicules automobiles en temps de guerre

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 relatif aux véhicules automobiles en temps de guerre soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi est très simple et apporte des modifications temporaires à la loi des véhicules-moteurs à cause de l'état de guerre. La loi prévoit l'émission d'une seule plaque à l'arrière des véhicules au lieu de deux plaques exigées par la loi actuelle, pour sauver l'acier. La vitesse des véhicules est limitée à 40 milles à l'heure, à commencer demain le 1^{er} avril, pour protéger le public et économiser sur l'essence et les pneus.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité étudie les articles 1 et 2 qui se lisent comme suit:

"1. L'article 5 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142)

est modifié en remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

"9. Le prix de la plaque est payable en sus des honoraires ci-dessus."

"2. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"26. 1. Tout véhicule automobile utilisé dans la province doit, durant toute l'année d'enregistrement, être muni d'une plaque fournie et livrée par le bureau, pour ce véhicule automobile et pour cette année seulement. Cette plaque doit être fixée solidement au véhicule automobile au moyen de rivets, vis et écrous au cadre, de manière à ne pouvoir être facilement enlevée et à ne pas osciller quand il est en mouvement. Elle doit, de plus, être tenue libre de toute matière qui en obstrue la lecture à cent pieds de distance et être placée à l'arrière du véhicule automobile à une hauteur du sol dépassant dix-huit pouces, et à un endroit qui en permet la lecture en face à cent pieds de la plaque, et obliquement, à vingt pieds de l'axe du véhicule automobile et à trente pieds de la plaque. Une plaque numérotée doit être portée à l'arrière de chaque remorque ou semi-remorque servant à former un convoi automobile au sens du paragraphe 3 de l'article 5.

"2. La plaque doit porter: a) le même numéro d'enregistrement que celui qui est entré dans les registres du bureau en regard du nom du propriétaire du véhicule automobile; b) les chiffres indiquant l'année courante d'enregistrement; c) le nom de la province abrégé; d) des lettres ou autres signes d'identification ou autres moyens de protection.

"3. Aucune autre plaque portant des numéros ne doit être fixée à l'extérieur du véhicule automobile, sauf celle qui peut être exigée en vertu d'une loi ou d'un règlement municipal.

"4. Le bureau reste propriétaire de cette plaque et peut en reprendre la possession lorsque l'enregistrement du véhicule automobile pour lequel elle a été fournie expire ou est annulé. Le prix payé pour cette plaque est pour son usage."

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) proteste contre le coût élevé des licences et l'inutilité d'adopter la plaque d'immatriculation unique comme mesure d'économie. Il indique que, deux ans auparavant, le gouvernement avait commandé des plaques, pour les années 1941 et 1942, et comme l'acier était rare en raison de la guerre, une partie des commandes a été annulée.

M. Gagnon (Matane): Combien coûtaient les deux plaques de licences d'automobile et combien coûtera une seule plaque?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement avait un contrat pour la fabrication des plaques de 1941 à 1942 et il a cassé le contrat.

M. Gagnon (Matane): On supprime une plaque sous prétexte d'économie et les automobilistes continuent par ailleurs à fixer à l'avant de leurs voitures des plaques fantaisistes en acier, que l'on voit sur un grand nombre d'autos. De sorte que l'économie du gouvernement est une économie de bouts de chandelle. On devrait prohiber l'usage de plaques d'acier de caractère privé à l'avant des voitures, si l'on veut réellement faire de l'économie.

De plus, la loi des véhicules automobiles en temps de guerre stipule que chaque voiture n'aura plus qu'une plaque d'enregistrement. Mais, le coût des plaques n'a pas baissé, il est resté le même. Le consommateur paie le même prix.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) cite le paragraphe 3 de l'article 2 disant: "Aucune autre plaque portant des numéros ne doit être fixée à l'extérieur du véhicule automobile, sauf celle qui peut être exigée en vertu d'une loi ou d'un règlement municipal." J'ai vu moi-même, poursuit-il, des plaques qui portaient des numéros de téléphone. Cela peut porter à confusion.

Il fait observer à la Chambre que la suppression d'une plaque a été faite à la demande du fédéral. Québec entend faire sa part pour ménager l'acier et a été heureux de contribuer à son économie, à l'instar des autres provinces. Il aurait même été prêt à accepter un substitut à l'acier pour les plaques d'autos. Il fait remarquer que le montant de \$1 n'est pas éloigné du coût de la plaque, si l'on tient compte des impressions des bureaux du personnel.

J'ajoute que nous avons l'intention de proposer un amendement à cette loi pour rendre la loi plus claire, dit-il. Il est entendu que cet amendement spécifiera que les plaques ne seront exigibles que pour les autos en service. Cependant, les autos qui ne porteront pas de plaques ne devront pas avoir de pneus.

M. Gagnon (Matane): Si ces informations sont exactes, les plaques sont fabriquées par la General Steel Ware. Sous le régime de l'Union nationale, un certain député et les libéraux se

scandalisaient parce que ce contrat avait été accordé à cette maison par le gouvernement au pouvoir.

Mais, sous l'Union nationale, les plaques coûtaient neuf sous au lieu de 11 sous.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) soulève une question de principe. Le gouvernement, dit-il, supprime une plaque pour aider à l'effort de guerre. Or, il vend une plaque le prix de deux. De ce fait, il devient profiteuse de guerre. Qu'on économise l'acier, très bien. Mais, qu'on ne nous fasse pas payer pour une marchandise qu'on ne reçoit pas. C'est une taxe additionnelle sur le contribuable.

M. Chalout (Lotbinière) déclare que c'est lui-même qui a critiqué l'Union nationale, parce qu'elle avait enlevé à une maison canadienne-française la fabrication des plaques pour la donner à une maison de Montréal ou de Toronto. Qu'on me prouve, dit-il, qu'une maison canadienne-française puisse fabriquer les plaques d'auto pour le même prix qu'une maison étrangère et je critiquerai le gouvernement actuel si on ne lui donne pas le contrat.

Mais, ce que je tiens à dire pour le présent, c'est que le gouvernement actuel n'a fait aucune promesse en ce sens, alors que l'Union nationale s'était fait élire en jurant et en s'engageant à combattre les trusts, à favoriser de toutes façons les Canadiens français et à encourager les gens de notre province, en se donnant comme le parti du nationalisme intégral. Or, c'est tout le contraire qui a été fait. On peut reprocher à l'Union nationale d'avoir manqué à ses engagements, et on ne peut reprocher au gouvernement actuel d'avoir violé des promesses qu'il n'a pas faites.

M. Lorrain (Papineau): Des soumissions avaient été demandées pour les plaques d'automobile et celle de la General Steel Ware était la plus avantageuse. Aujourd'hui, la plaque est plus petite, coûte moins cher et se vend le même prix. C'est de l'exploitation. Le trésorier de la province a parlé de substitut et, avant longtemps, le peuple sera en faveur lui aussi d'un substitut au gouvernement actuel. Le gouvernement a mauvaise plaque, voilà pourquoi il sera bientôt remplacé.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je voudrais croire le député de Papineau, mais c'est impossible. La question a été posée au peuple. Il n'en a pourtant pas ainsi décidé dans les quatre dernières élections partielles. Il n'a pas voulu du substitut offert.

L'opposition veut provoquer une tempête dans un verre d'eau et elle a bien de la difficulté. Ce ne sont pas les plaques qui sont vendues au public. En chargeant \$1, c'est le permis de circulation que le gouvernement fait payer tout simplement. La plaque elle-même coûte 11 sous. Si l'on en croyait le député de Papineau et si on acceptait son arithmétique, il faudrait charger cinq sous et demi de moins.

Sous le gouvernement libéral, comme cela se pratiquait au temps de l'Union nationale, on ne se permet pas de qualifier de voleurs tous ceux qui ont de l'argent et du capital. Si quelqu'un a accumulé de l'argent honnêtement, ce n'est pas une raison pour le persécuter. Il doit être traité d'une façon équitable. Nous avons demandé des soumissions et nous avons donné le contrat à la plus basse. Il s'est trouvé que le contrat a été accordé à une maison de Toronto.

Nous n'avons pas peur du capital étranger. Il est le bienvenu dans cette province. En 1936, sous l'Union nationale, tout devait être canadien-français. Rien ne devait aller en dehors de la province. On devait protéger de façon toute spéciale le petit capital chez les nôtres. Si jamais politique plus contraire a été appliquée, ce fut bien par l'Union nationale elle-même.

M. Lorrain (Papineau): L'argumentation du premier ministre est boiteuse. C'est l'Union nationale qui a réduit de \$5 à \$2.50 le permis de conduire. Elle ne passait pas son temps à faire des déclarations échevelées.

Il parle des élections de Saint-Jacques. Est-ce que les électeurs, lors des dernières élections complémentaires à Montréal, se sont prononcés librement, demande-t-il? Il y eut des assommeurs. On parle d'hommes matraqués et de crânes ouverts.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) soulève la question des élections municipales de Montréal de 1936, soit l'affaire Galagas.

Il fait allusion à M. Lévis Lorrain, frère du député de Papineau (M. Lorrain) et ancien secrétaire du maire Adhémar Raynault, mis en cause.

M. Caron (Maisonnette) parle de René Labelle, ancien député de Saint-Henri.

M. le président rappelle les députés à l'ordre. Il serait temps, dit-il, de revenir au bill.

M. Chaloult (Lotbinière): L'Union nationale, en 1936, s'est fait élire sous un programme canadien-

français, avec la promesse de combattre les trusts et de favoriser les Canadiens français.

Mais, l'Union nationale a trahi. Elle a encouragé les trusts. Voilà pourquoi j'ai quitté l'Union nationale!

M. Lorrain (Papineau): Vous ne l'avez pas quittée, vous en avez été chassé.

M. Chaloult (Lotbinière): Jamais, les trusts et les grandes industries n'ont été plus favorisés et aussi prospères que sous l'Union nationale de 1936 à 1939.

M. Lorrain (Papineau): Le représentant de Lotbinière a suivi le Parti libéral sans au préalable lire son programme.

M. Gagnon (Matane): Le gouvernement doit savoir qu'il y a un grand nombre de vols de pneus depuis le rationnement des pneus.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La police arrête tous les délinquants.

L'article 1 est adopté.

L'honorable M. Mathewson propose, en amendement, que la licence ne soit pas exigible pour les autos en garage non utilisées pour la durée de la guerre, pourvu que les pneus soient enlevés.

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 41 de ladite loi est modifié en remplaçant les alinéas *a*, *b*, et *c* du paragraphe 2 par le suivant: "*a*. En toute circonstance, une vitesse excédant quarante milles à l'heure."

M. Labbé (Mégantic): Est-ce que la vitesse de 40 milles s'applique aux camions?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Oui.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division¹².

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 1^{er} avril 1942, à la page 12: La Commission d'embellissement de Québec fut nommée en 1941 et selon *The Montreal Daily Star* du 1^{er} avril 1942, à la page 5, en 1940.

2. Selon *Le Soleil* du 1^{er} avril 1942, à la page 3: "Tous les députés s'accordent pour qu'on mette tout en œuvre, afin que Montréal demeure la métropole et que la Vieille Capitale reste toujours une ville bien française avec ses ronds-points, ses maisons basses et ses pignons sur rue."

3. Tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 1^{er} avril 1942, à la page 4: "Elle a doté la ville de Montréal de l'une des grandes merveilles du monde: le Jardin botanique".

4. Tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 1^{er} avril 1942, à la page 4: le lieutenant-colonel.

5. Tous les journaux, sauf *Le Devoir* du 1^{er} avril 1942, à la page 4: "la Commission tout en ne dépensant que peu d'argent".

6. *Le Canada* du 1^{er} avril 1942, à la page 6, et *L'Événement* du 1^{er} avril 1942, à la page 4, mentionnent plutôt la ville de Québec au lieu de la province, comme c'est le cas dans les autres journaux.

7. Tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 1^{er} avril 1942, à la page 17: "Montréal, ville anglaise où les gens parlent français".

8. Deux journaux montréalais ont des versions différentes. *Le Canada* du 1^{er} avril 1942, à la page 6, écrit: "On peut dire la même chose de Québec" et la *La Patrie* du 1^{er} avril 1942, à la page 6: "Lorsque nous visitons actuellement la ville de Québec, nous croirions visiter une ville anglaise, habitée par des Français, tout comme la ville de Montréal".

9. Tous les journaux sauf *L'Événement-Journal* du 1^{er} avril 1942, à la page 4: "monument".

10. Selon *Le Soleil* du 1^{er} avril 1942, à la page 17: 1934 et selon *Le Canada* du 1^{er} avril 1942, à la page 6: 1933.

11. À 4 h 30, selon *Le Canada* du 1^{er} avril 1942, à la page 6, la séance est interrompue pendant plus de trois quarts d'heure pour la sanction des lois, selon *La Presse* du 1^{er} avril 1942, à la page 10.

12. Il est alors quelques minutes avant 6 heures, selon *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1942, à la page 8.

Séance du mercredi 1^{er} avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Potvin (Roberval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Le comité fait rapport que les promoteurs du bill 139 ratifiant un règlement de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, accordant une commutation de taxes à Canada Steamship Lines, Limited, ont demandé la permission de retirer leur bill et que le comité recommande à la Chambre d'accéder à leur demande.

Le rapport est adopté.

Dépôt de documents:

**Rapport du service
des pêcheries maritimes, 1941**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Rapport général du ministre des Mines et des Pêcheries maritimes de la province de Québec concernant les activités du service des pêcheries maritimes pour l'année civile 1941. (Document de la session no 26)

Motions des députés:

**Plébiscite sur la participation
obligatoire à la guerre**

M. Gagnon (Matane): La séance du mercredi est habituellement consacrée, par les règlements, aux motions des députés. Or, il est une motion d'une particulière urgence, la motion Chaloult, parce qu'elle a trait au plébiscite et demande aux députés de se prononcer sur cette importante question.

Tenant compte des circonstances, l'opposition est d'avis que la Chambre passe à l'ordre du jour la motion Chaloult. On devrait l'appeler immédiatement pour qu'elle soit discutée maintenant. Ceci peut être vu comme un manque de courage, si la motion est laissée inactive au *Feuilleton*. D'ailleurs, actuellement, l'Assemblée législative est citée à la barre de l'opinion publique de la province avec cette motion.

Des députés provinciaux ministériels, tels le député de Drummond (M. Rajotte), le député de Montmorency (M. Dumoulin), le député de Portneuf (M. Plamondon), etc., se sont prononcés en dehors de cette Chambre à ce sujet. Ils ont déjà demandé à leurs électeurs de répondre "non" à la question du plébiscite et ont déclaré qu'ils répondront "non". Je ne vois pas pourquoi, ils ne se prononceraient pas ici, maintenant, sur le parquet de la Chambre. J'estime, dit-il, que ce serait agir de façon peu courageuse, peu conforme à leurs devoirs de représentants du peuple, si les députés n'exprimaient pas leur opinion à la Chambre en premier lieu.

Je crois qu'il convient que la Législature fasse connaître définitivement son opinion. Le peuple le réclame. Et surtout, à la veille des vacances, la Chambre va s'ajourner jusqu'au lendemain de Pâques, et d'ici à la reprise des délibérations, on organisera dans tous les comtés des meetings de propagande. Des assemblées nombreuses ont été convoquées, où l'on a invité les députés de cette Chambre à venir dire à la population de leurs comtés respectifs, comment ils entendent voter sur le plébiscite.

L'opinion publique s'étonnera, avec raison, si la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) n'est pas appelée en discussion avant Pâques, et elle conclura, avec raison, qu'une pareille façon d'agir de la part des députés n'est ni courageuse, ni digne des électeurs.

En 1940, la motion Chaloult contre la participation du Canada aux guerres en dehors du pays avait été appelée séance tenante, le jour même de sa présentation. Car, le gouvernement a admis qu'il y avait urgence. On avait, pour le faire, suspendu tous les règlements de la Chambre, pour qu'elle soit présentée et pour permettre aux députés d'étudier cette motion, présentée par le représentant de Lotbinière et qui avait trait à la même question. Or, pourquoi ne procéderait-on pas de la même manière cette année? La motion actuelle, qui est certainement urgente et importante, est sur le *Feuilleton* de la

Chambre depuis un temps considérable et le gouvernement ne l'appelle pas, et rien n'annonce qu'il ait l'intention de l'appeler. Si le gouvernement use de procédés dilatoires pour empêcher que la discussion se fasse en temps utile et que la Chambre se prononce dans un temps suffisant avant le vote sur le plébiscite, le public va s'en étonner avec raison, de même qu'il va s'étonner aussi si le parrain de la motion, le député de Lotbinière, n'insiste pas pour que sa motion soit appelée et discutée.

Devant le retard apporté par le gouvernement à discuter cette motion, les députés de l'opposition ont le devoir d'intervenir et de réclamer la continuation du débat sur cette question et que l'on fasse droit à la demande de l'opinion publique. Les députés de la Chambre ainsi que la population qu'ils représentent, dit-il, ont hâte que l'Assemblée législative elle-même se prononce sur la motion, qui vise à inciter la population à voter "non" au plébiscite, à savoir si le gouvernement de King doit être relevé de sa promesse faite aux électeurs en 1940 concernant la conscription outre-mer et l'exemption du service militaire des agriculteurs, ici ou ailleurs.

C'est pourquoi, je propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque) que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour, appelant la reprise du débat sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), proposant que l'Assemblée législative exprime l'avis:

a. Que les électeurs de cette province doivent répondre "non" à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral de ses promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b. Que les cultivateurs doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je pense que beaucoup de députés de cette Chambre seront surpris de la motion et du geste du chef de l'opposition. Car, il était entendu, entre le gouvernement et le chef de l'opposition depuis plusieurs jours et voire plusieurs semaines, qu'aujourd'hui même le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) devait prononcer cet après-midi son discours sur le budget, qui est un des principaux événements de la session. Il me semble que ce discours est là un événement assez considérable et important au cours d'une session, pour que les députés consentent à abandonner leurs privilèges ordinaires du mercredi, afin de laisser le trésorier prononcer son discours.

En second lieu, je ferai remarquer que l'honorable chef de l'opposition sait parfaitement¹, en reprochant aujourd'hui au député de Lotbinière (M. Chaloult) de ne pas insister pour que l'on appelle sa motion en discussion, que cette motion n'appartient plus au député de Lotbinière (M. Chaloult), mais à la Chambre.

Si la motion Chaloult ne peut être appelée maintenant, c'est parce que le débat a été ajourné par l'honorable représentant de Hull (M. Caron). C'est lui qui a la parole. Or, il a été rappelé chez lui pour des affaires urgentes. Il a demandé de ne pas appeler la motion et m'a demandé d'attendre son retour pour l'appeler, parce qu'il tient à prendre part au débat et à exprimer ses vues. Allons-nous priver un député de parler sur cette motion et de prendre part au débat?

En appelant la motion aujourd'hui, nous priverions donc un représentant d'un groupe important de la population de la chance d'exprimer son opinion sur une question importante. Je peux affirmer que la motion sera débattue. Comme le député de Hull est absent aujourd'hui, la discussion sera remise à plus tard.

De plus, le chef de l'opposition doit se rappeler l'attitude de son chef à lui, l'attitude du gouvernement de l'Union nationale dont faisait partie le député de Matane (M. Gagnon) en 1939, lorsque le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) présenta une motion de même nature, ou à peu près, et demandait d'appeler sa motion contre la participation du Canada aux guerres extérieures. Le premier ministre d'alors répondit que lui seul devrait décider quand la motion devrait être appelée. En fait, il ne l'a pas appelée du tout et refusa de la faire appeler. De plus, le député de Matane qui était assis à côté de son chef, adhérait à l'idée.

La motion que l'on veut appeler n'appartient pas plus au chef du gouvernement que la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) de 1939 n'appartenait au député de Trois-Rivières (M. Duplessis), d'alors. La motion actuelle appartient aussi au gouvernement aujourd'hui.

Mais, aujourd'hui, la situation est changée. Il y a une différence entre l'ancien chef du gouvernement et le premier ministre actuel, entre les deux partis qui siègent dans cette Chambre. La différence, c'est que la présente motion Chaloult sera appelée quand l'heure sera venue. Je promets, dit-il, que le débat se continuera. La motion va être discutée pleinement ici en cette Chambre verte et n'importe où. Tous les députés auront l'occasion d'exposer librement et pleinement leurs vues sur ce sujet, alors qu'en 1939, aucun représentant du peuple

n'a pu exprimer son opinion, parce que le chef du gouvernement d'alors avait refusé d'appeler la motion du temps. Tous les électeurs de la province, par le biais de leurs députés, ont le droit de connaître le point de vue de ces derniers.

Ce qui s'est passé en 1939 ne sera pas répété. Si le gouvernement appelle cette motion, c'est parce qu'à l'Assemblée législative, le gouvernement estime et reconnaît que tous les représentants du peuple de cette Chambre ont le droit de parler, d'exprimer librement leurs points de vue et leur opinion. Ce privilège sera respecté aussi longtemps qu'un gouvernement libéral présidera aux destinées de la province.

C'est une question importante et nous n'avons pas l'intention de jouer double jeu. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a prononcé son discours: il a parlé librement. Dans la discussion sur cette question, tous les autres députés auront le privilège et le droit de faire exactement la même chose, soit exprimer leur opinion et toutes leurs opinions en toute liberté, contrairement à ce qui s'est produit en 1939, alors que pas un député n'a pu parler. Nous n'avons pas l'intention de faire le geste de l'ancien premier ministre et de mettre cette motion dans notre poche, comme si elle nous appartenait. Elle appartient à la Chambre et la Chambre se prononcera.

M. Barrette (Joliette): J'approuve, dit-il, la motion du représentant de Matane (M. Gagnon). L'opposition et la Chambre en général ont été très patientes au sujet de cette motion. Mais, elle ne saurait attendre plus longtemps sans être taxée de lâcheté. Je ne veux pas que le public puisse penser que l'attitude des députés paraisse être de la lâcheté.

Le premier ministre a déclaré que le débat ne pouvait continuer à cause du discours du budget. L'argument que le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) prononce aujourd'hui le discours du budget, n'est pas une raison sérieuse. Il est exact qu'on nous avait prévenus que le trésorier devait aujourd'hui même prononcer son discours. Mais alors, pourquoi n'a-t-on pas appelé cette motion dès la semaine dernière? Elle est inscrite sur le *Feuilleton* depuis trois semaines: Pourquoi ne l'a-t-on pas appelée avant? Depuis 15 jours, on aurait pu, soit appeler la motion Chaloult, soit encore faire le discours du budget.

Des députés en ont parlé en dehors, mais personne n'a exprimé son opinion sur le parquet de la Chambre. La province attend avec impatience et intérêt que la députation se prononce et avec

combien de raison sur cette motion de première importance à l'Assemblée législative tout d'abord! La Chambre va s'ajourner jusqu'après Pâques, alors que l'opinion publique est agitée sur la question de savoir comment les députés de cette Chambre se prononceront, alors que d'ici Pâques, plusieurs assemblées publiques vont être tenues en de nombreux endroits. Durant ce congé, des députés seront forcés de se prononcer, et pas un n'a déclaré en cette Chambre ce qu'il fera, et cela compte quand on sait que la date de la votation n'est tout de même pas si éloignée.

On allègue la motion Chaloult de 1939. Outre qu'un tel argument ne justifie en rien le gouvernement actuel de retarder la discussion, il ne faut pas oublier que la situation était différente. Elle n'est pas la même aujourd'hui qu'en 1939. En 1939, le gouvernement fédéral ne posait alors aucune question au peuple de cette province. Le pays n'était pas en guerre et il n'était pas question que le Canada entrât en guerre. On ne tenait pas de plébiscite et le Parlement fédéral n'était pas appelé en aucune façon à se prononcer sur l'entrée du pays en guerre, et les fils de cultivateurs n'étaient pas appelés. En 1939, il ne s'agissait pas de libérer de ses promesses un gouvernement fédéral et un parti, le Parti libéral de la province qui, depuis 25 ans, s'engageaient contre la participation et la conscription. Aujourd'hui, la question est posée au peuple canadien et le gouvernement veut se faire délier de ses promesses anti-conscriptionnistes.

M. Chaloult (Lotbinière): (Avec ironie) Le représentant de Matane (M. Gagnon), avec beaucoup de sollicitude, s'inquiète de l'opinion publique et il m'invite, avec non moins de sollicitude, à insister pour qu'on discute ma motion. L'opposition n'a pas à faire un tel geste pour essayer de forcer la situation. Je remercie, dit-il, le représentant de Matane (M. Gagnon) de sa bienveillance coutumière à mon endroit, mais le chef de l'opposition n'a pas à s'inquiéter. Je ne crains pas l'opinion publique, moi, parce que j'ai toujours suivi la même ligne droite depuis mon entrée dans la politique.

L'opposition se montre envers lui d'une gentillesse inattendue. Sous l'administration actuelle, on ne m'a pas empêché d'exprimer mes idées, que ce soit en 1940 ou en 1942. En 1939, sous le gouvernement de l'Union nationale, on ne me l'a jamais permis. En 1939, je présentais une motion contre toute participation du Canada aux guerres de l'empire, motion d'une importance extrême, puisque l'on discutait alors du principe de la conduite du

Canada. Le premier ministre d'alors, son collègue, le député de Matane (M. Gagnon) et plusieurs autres députés ministériels, s'opposèrent à ce que cette motion fût appelée.

Si, en 1939, le gouvernement de l'Union nationale s'était prononcé sur ma motion contre la participation du Canada aux guerres de l'empire et l'avait adoptée, je n'aurais peut-être pas eu besoin de présenter ma motion actuellement devant la Chambre, et il n'y aurait pas lieu de la discuter maintenant. Ma motion de 1939, en dépit de la justice, de l'équité et des règlements, est restée sur le *Feuilleton* pendant deux mois, malgré les demandes réitérées de la discuter et elle n'a jamais été appelée.

Et, le chef de l'opposition actuelle appuyait son chef, le premier ministre d'alors. Ces messieurs de l'opposition sont bien mal venus, aujourd'hui, de reprocher au gouvernement de ne pas appeler ma nouvelle motion. J'ai toujours reçu un traitement juste du gouvernement actuel. S'il y a eu un acte de lâcheté, il a été commis en 1939.

La situation a changé en 1940. Le Parti libéral était au pouvoir. J'avais insisté pour que sa motion contre la participation aux guerres extérieures fût présentée en Chambre. Toutes les règles parlementaires de la Chambre ont été suspendues, du consentement immédiat du gouvernement, parce qu'au même moment, l'après-midi même, on devait prendre, au Parlement d'Ottawa, le vote. On y discutait d'une mesure importante et touchant de près à cette motion. Il y avait donc urgence et, avec l'obligance coutumière, le gouvernement s'est rendu à la demande de discussion.

Aujourd'hui, la situation n'est pas exactement la même. Je suis tranquille d'ailleurs. Je sais personnellement que ma motion sera appelée dès que possible. J'ai l'assurance, dit-il, que le gouvernement fera en sorte que le débat sur cette motion reprenne, et ce, avant que le moment ne vienne pour tenir le vote sur le plébiscite. J'ai confiance en la justice du gouvernement actuel, car, de ce côté-ci de la Chambre, dit-il, j'ai d'ailleurs toujours rencontré dans le parti ministériel actuel un respect des droits et des institutions démocratiques que je n'ai pas obtenu de l'autre côté de la Chambre.

Je vais voter toutefois pour la motion de l'opposition, non parce que cette motion est opportune aujourd'hui même, mais, parce que je suis naturellement désireux et anxieux que ma propre motion soit appelée le plus tôt possible.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): La motion du chef de l'opposition est opportune,

urgente, parce que la tenue du plébiscite est prochaine. Moi-même, dit-il, je donnerai mon opinion en temps et lieu; auparavant, je veux entendre les députés de tous les partis.

On ne sait, maintenant, quand cette motion sera appelée, dit-il. Nous commençons aujourd'hui le débat sur le budget, qui durera peut-être 15 jours. Le peuple attend d'abord la décision de ses représentants et que ces derniers expriment leur opinion dans l'enceinte de l'Assemblée législative.

Cette motion doit être discutée immédiatement, parce que durant les vacances de Pâques, les députés auront à se prononcer au cours de grands meetings organisés dans toute la province. De nombreuses assemblées ont été convoquées pour la période de Pâques, précisément au sujet du plébiscite. Je cite, dit-il, le cas du député fédéral de mon comté, qui a voté pour la tenue d'un plébiscite aux Communes, mais qui a demandé aux électeurs de répondre "non".

Le peuple a besoin de directives claires et nettes. En conséquence, il serait important que la Chambre se prononce. Le vote aura lieu en avril et il est donc urgent que la Législature se prononce en temps utile. Il n'y a aucune bonne raison pour retarder la discussion. Le plus tôt ce sera, le mieux ce sera pour la province.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière du Loup): Au moment où l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) va prononcer son discours sur le budget, l'opposition fait simplement une petite manœuvre politique. Si cette discussion est tellement urgente, pourquoi le député de Matane (M. Gagnon) ne l'a-t-il pas déclenchée mercredi dernier? Il était entendu que le trésorier devait prononcer son discours sur le budget cet après-midi et qu'on ajournait ensuite après Pâques.

À supposer que la motion serait appelée aujourd'hui, qu'y gagnerait-on, sinon d'entendre deux ou trois discours? Aucun vote ne serait pris, car il est entendu que la Chambre doit s'ajourner vers 5 heures. Par conséquent, il n'y aurait pas eu d'opinion exprimée par l'Assemblée législative. On n'en serait pas plus avancé. Les députés ministériels tiendront la même attitude en Chambre que partout ailleurs. De plus, cette motion ne fait rien décider, car il faut se rappeler que c'est le peuple qui est appelé à se prononcer, que c'est le peuple qui va décider.

Ceux qui réclament la discussion cet après-midi sont les mêmes qui, en 1939, refusaient de discuter une motion du même genre. En 1939, la

guerre s'en venait et on demandait à la Législature de se prononcer pour ou contre la participation à la guerre. Le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) a alors proposé une motion beaucoup plus importante sur la participation à la guerre. Nous n'étions pas en guerre alors et on aurait pu discuter de cette motion. Or, c'est le premier ministre de l'Union nationale qui s'est opposé à ce que la motion soit discutée, et il a été suivi par la majorité qu'il commandait dans le temps. Malgré une manifestation de plus de 300 étudiants, venus ici même au Parlement pour demander au premier ministre de se prononcer, il n'a même pas osé se montrer à son siège et appeler la motion Chaloult.

Lorsque la motion de l'honorable représentant de Lotbinière (M. Chaloult) sera discutée, le gouvernement et les députés n'auront pas peur de parler, mais la manœuvre de l'opposition aujourd'hui est de la bien petite politique.

M. Lorrain (Papineau): La Chambre peut se prononcer cet après-midi même, sans empêcher le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) de faire son discours. Qu'on cesse de parler et qu'on agisse. On n'a simplement qu'à adopter la motion Chaloult. La Chambre se sera prononcée et rien ne sera retardé. L'opposition est même prête à siéger toute la nuit, si les députés ministériels veulent absolument parler au lieu de voter et pour permettre au trésorier de prononcer son discours. Mais d'abord, on doit discuter la motion Chaloult.

L'argument au sujet de la motion Chaloult en 1939 n'est pas sérieux. Lorsque le député de Lotbinière (M. Chaloult) a proposé sa motion, la guerre était encore dans le domaine de l'hypothétique. Non seulement elle n'était pas déclarée et on ne parlait pas de guerre, mais depuis 25 ans, MM. King et Lapointe et les chefs du Parti libéral avaient juré à la population que le Canada ne participerait pas à la guerre et qu'on n'aurait jamais la conscription pour le service militaire en dehors du Canada. La province de Québec était confiante dans les promesses de MM. King et Lapointe. Elle croyait réellement qu'ils étaient sincères, que leurs promesses solennelles étaient sincères. Si, en 1939, la motion Chaloult ne fut pas appelée, c'est parce que le gouvernement de l'Union nationale, comme le peuple, se fiait aux promesses des chefs politiques, comme MM. King et Lapointe, qui avaient déclaré qu'ils étaient des remparts contre la conscription. La province n'avait aucune raison de penser que les chefs du Parti libéral changeraient d'opinion en si peu de temps.

Le premier ministre actuel et son collègue, qui vient de parler, le représentant de Kamouraska-Rivière du Loup (l'honorable M. Casgrain), ont voté contre la motion Chaloult en 1940.

Un député de l'opposition demande que l'on prenne le vote sur la motion du représentant de Matane (M. Gagnon).

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Contre: MM. Bastien, Beulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Côté, Dansereau, Delagrave, Dufour, Dumaine, Duval, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Sabourin, 37.

Ainsi, la motion est rejetée.

Voies et moyens:

Discours du budget 1942-1943

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)²: (Prenant la parole en anglais) Je sais, dit-il, que personne ne va défier mon droit de parler en anglais aussi longtemps que le gouvernement libéral sera au pouvoir, mais pour mieux me faire comprendre, je vais parler en français, et je remercie les députés de leur indulgence.

M. l'Orateur, l'attention de la Chambre est trop retenue par des questions pressantes et qui demandent une solution rapide pour me permettre de consacrer beaucoup de temps à un exposé rétrospectif des événements des 12 derniers mois. Il suffira que je rappelle aux honorables membres de la Chambre deux événements capitaux dans la situation internationale, à savoir l'attaque allemande contre la Russie et l'attaque japonaise contre les États-Unis d'Amérique.

L'attaque soudaine et sans provocation du Reich allemand contre la Russie, qui était son alliée,

eut lieu le 22 juin 1941. Cette attaque, déclenchée après la subjugation de la Grèce, constituait de toute évidence une nouvelle manifestation de la soif criminelle des Nazis pour le sang et la conquête.

Les Grecs qui, malgré leurs faibles effectifs, avaient réussi à défendre leurs pays contre les prétendus guerriers de Mussolini, ont combattu avec une bravoure exemplaire contre les gigantesques armées de l'Allemagne; mais, les Grecs ayant succombé sous le poids du nombre et du matériel, la bête allemande se mit à la recherche d'une autre proie.

Le traité qui avait été signé avec la Russie ne détourna aucunement les Allemands du but qu'ils s'étaient assignés. L'attaque contre la Russie, que rien ne laissait prévoir et que rien ne justifiait, entreprise par l'Allemagne et sa puissance alliée, a choqué profondément le monde, mais n'a pas réussi à atteindre son objectif. Le peuple russe a combattu avec une bravoure si persistante que les rôles s'en sont trouvés renversés. Le temps joue pour la Russie avec ses 15,000,000 d'hommes mobilisables. Puisse bientôt se lever le jour où ses soldats envahiront à leur tour le pays de l'ennemi qui les voulait conquérir.

L'attaque délibérément organisée, meurtrière et d'une insigne trahison, lancée le 7 décembre 1941 par l'Empire du Japon contre le territoire de nos voisins, les États-Unis d'Amérique, constitue l'autre événement comparable en infamie; il représente pour nous au Canada un présage encore plus sinistre.

Il sied que l'Allemagne et le Japon se soient unis dans l'effort qu'ils ont entrepris pour imposer au monde le règne des gangsters. Tous deux ont manifesté leur dédain méprisant pour leur parole ainsi que pour tous les principes moraux. Le Canada et ses alliés croient encore qu'il est possible d'instaurer la justice et le droit dans le monde civilisé tout entier. Il faut que nous fassions d'encore plus grands efforts afin d'organiser et d'utiliser effectivement toutes nos ressources d'ordre moral, physique et financier. Pour survivre, il faut que nous résistions et que nous combattons comme un seul homme, mais ce n'est pas assez, il nous faut rechercher notre ennemi et le détruire avant qu'il ne soit en mesure de nous détruire.

C'est à l'honneur de la province de Québec, de son peuple et de son gouvernement, de n'avoir pas manqué d'apprécier la gravité des éléments en jeu. De notre mieux nous avons essayé de faire notre devoir courageusement et pratiquement.

Pour concrétiser la détermination de la province de Québec d'accomplir tout son devoir, le

gouvernement a estimé qu'il lui incombait de gérer les affaires en s'inspirant de la réalité des conditions actuelles, telles qu'elles se manifestent pendant la guerre. Je me bornerai pour l'instant à souligner l'effort du gouvernement dans un domaine seulement, à savoir celui de sa gestion financière.

Résultat final 1940-1941

Les *Comptes publics*, qui ont été soumis à la Chambre il y a quelque temps, couvraient la période qui s'est terminée, il y a une année hier, c'est-à-dire le 31 mars 1941. Ils s'appliquaient à une période financière de neuf mois. On se souviendra que l'année dernière, à l'occasion de mon discours sur le budget, j'avais donné à titre provisoire quelques indications sur les résultats de l'année en question. En basant mes chiffres sur une expérience effective de huit mois et sur les prévisions d'un mois, j'envisageais un déficit global de \$15,153,800. Tel était le chiffre qui constituait une évaluation des résultats probables de l'année financière. Les chiffres définitifs tels qu'ils figurent dans les *Comptes publics* ne diffèrent guère des prévisions. Le chiffre exact du déficit global est de \$15,944,912.48. La réduction de ce déficit global, si on le compare aux déficits de chacune des trois années de l'administration de l'Union nationale, constitue un résultat remarquable.

Résultat provisoire 1941-1942

De nouveaux progrès ont été réalisés, et je suis fier de pouvoir annoncer que, pour l'année financière qui a commencé le 1^{er} avril 1941 et qui s'est terminée le 31 mars 1942, le gouvernement de la province de Québec a équilibré son budget sur une base globale, et que les résultats de l'année sont encore meilleurs que ceux qui avaient été prévus. C'est la première fois que, depuis bien des années, l'on a obtenu un excédent global. Par excédent global, j'entends que le gouvernement a fait face au paiement de toutes les dépenses, qu'elles soient ordinaires, extraordinaires ou de capital, au seul moyen des revenus courants et sans avoir recours à aucun emprunt, sauf pour rembourser d'anciennes dettes à leur échéance.

Je sou mets les *Tableaux No 1 et No 2* qui font ressortir les opérations de l'année en question (1941-1942); ils démontrent, sur la base d'une expérience effective de onze mois et des prévisions de revenus et de dépenses pour un mois, un excédent global de \$1,577,300. (Voir le tableau à la page suivante)

Tableau No 1

Province de Québec

État provisoire du revenu ordinaire
Année financière du 1^{er} avril 1941 au 31 mars 1942

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

Revenu ordinaire:*Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:

| | |
|--|------------------|
| Loi des véhicules automobiles..... | 7,300,000.00 |
| Taxe sur la gazoline | 12,200,000.00 |
| Droits sur les successions..... | 11,900,000.00 |
| Taxes sur les corporations (sur capital) | 7,200,000.00 |
| Taxes sur les corporations (sur profits)..... | 8,500,000.00 |
| Taxes sur transferts de valeurs..... | 210,000.00 |
| Licences d'hôtels, restaurants, etc. | 340,000.00 |
| Taxe sur le tabac | 2,970,000.00 |
| Taxe de vente | 11,950,000.00 |
| Taxe sur le revenu..... | 1,900,000.00 |
| Autres taxes..... | <u>50,000.00</u> |

64,520,000.00

| | |
|---|-------------------|
| Trésor, bureau des assurances..... | 125,000.00 |
| Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits..... | 2,950,000.00 |
| Secrétaire de la province..... | 120,000.00 |
| Travaux publics..... | 1,325,000.00 |
| Travail | 110,000.00 |
| Chasse et Pêche..... | 30,000.00 |
| Procureur général | <u>175,000.00</u> |

69,355,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside de la puissance du Canada basé sur la population..... 2,464,500.00

Intérêts (y compris intérêts sur fonds d'amortissement)..... 1,690,000.00

Commission des liqueurs de Québec:

| | |
|--|---------------------|
| Compte de commerce | 6,500,000.00 |
| Moins: Octroi à l'assistance publique..... | <u>1,000,000.00</u> |

5,500,000.00

Richesses naturelles:

| | |
|------------------------|-------------------|
| Terres et Forêts | 7,950,000.00 |
| Mines..... | 1,650,000.00 |
| Chasse et Pêche..... | 470,000.00 |
| Colonisation | <u>120,000.00</u> |

10,190,000.00

Tableau No 1

Province de Québec

État provisoire du revenu ordinaire
Année financière du 1^{er} avril 1941 au 31 mars 1942 (suite)

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

Revenu ordinaire:

Provenant d'autres sources (suite):

| | |
|---|------------------------|
| Honoraires, divers départements..... | 650,000.00 |
| Amendes, divers départements | 575,000.00 |
| Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie, assistance publique et unités sanitaires: | |
| Entretien des prisonniers..... | 50,000.00 |
| Divers, différents départements, etc..... | <u>510,000.00</u> |
| | <u>\$90,984,500.00</u> |

Tableau No 2

Province de Québec

État provisoire des dépenses ordinaires et de capital
Année financière du 1^{er} avril 1941 au 31 mars 1942

11 mois terminés - 1 mois en cours - 12 mois

| Départements | Total | Dépenses | |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|
| | | Ordinaires | De capital |
| Législation..... | \$ 718,400.00 | \$ 718,400.00 | ..... |
| Trésor | 19,597,000.00 | 19,597,000.00 | ..... |
| Procureur général | 4,357,800.00 | 4,357,800.00 | ..... |
| Conseil exécutif | 1,499,600.00 | 1,499,600.00 | ..... |
| Secrétaire de la province | 6,209,000.00 | 4,560,000.00 | \$ 1,649,000.00 |
| Instruction publique | 4,811,400.00 | 4,811,400.00 | ..... |
| Santé et Bien-être social..... | 5,607,300.00 | 5,575,300.00 | 32,000.00 |
| Travaux publics..... | 2,782,400.00 | 2,076,100.00 | 706,300.00 |
| Mines et Pêcheries maritimes | 1,217,100.00 | 904,000.00 | 313,100.00 |
| Travail..... | 5,734,500.00 | 5,734,500.00 | ..... |
| Agriculture | 7,261,400.00 | 6,739,400.00 | 522,000.00 |
| Voirie | 18,302,800.00 | 6,802,800.00 | 11,500,000.00 |
| Terres et Forêts | 4,398,800.00 | 2,808,800.00 | 1,590,000.00 |
| Chasse et Pêche..... | 582,400.00 | 543,900.00 | 38,500.00 |
| Colonisation..... | 4,433,700.00 | 3,322,700.00 | 1,111,000.00 |
| Affaires municipales, Industrie et Commerce | 427,700.00 | 427,700.00 | ..... |
| Bureau de reconstruction économique..... | <u>1,465,900.00</u> | <u>939,500.00</u> | <u>526,400.00</u> |
| | <u>\$89,407,200.00</u> | <u>\$71,418,900.00</u> | <u>\$17,988,300.00</u> |

Sommaire

Compte ordinaire:

| | |
|---------------------------|----------------------|
| Revenus ordinaires..... | \$90,984,500.00 |
| Dépenses ordinaires | <u>71,418,900.00</u> |

Surplus au compte ordinaire..... \$19,565,600.00

Compte capital \$17,988,300.00

Je dois signaler tout de suite que ce résultat a été obtenu après qu'il ait été versé au fonds d'amortissement, en vue du paiement de la dette publique, une somme d'environ \$4,887,000. En d'autres termes, après avoir remboursé \$4,887,000 de la dette publique, l'année se termine par un excédent de \$1,577,300. Il y a des années que pareil résultat n'a été obtenu.

Comparaison du surplus global avec les déficits des années précédentes

Pour mettre en valeur l'importance de ces chiffres, il convient de les comparer au résultat des opérations des années immédiatement précédentes. L'année 1939-1940, qui a été celle du dernier budget du gouvernement de l'Union nationale, s'est close par un déficit global de \$52,545,466.61.

D'autres importants déficits s'étaient accumulés pendant chacune des autres années de l'administration de l'ancien gouvernement; mais je ne veux pas prendre le temps de la Chambre en les détaillant à nouveau. Je les ai en effet longuement discutés dans le discours sur le budget que j'ai prononcé le 21 mai 1940, et j'y ai de nouveau fait allusion dans le discours du budget du 18 mars 1941. Tous ces déficits ont dû nécessairement être ajoutés à la dette publique et ils devront un jour être acquittés par le peuple de la province de Québec.

Revenant en arrière et prenant comme point de départ la dernière année de l'administration de l'Union nationale, 1939-1940, nous constatons un déficit de \$52,545,466.61.

L'année financière suivante, 1940-1941, qui ne couvrait que neuf mois, fut très difficile. Il nous fallut reprendre en main le mécanisme gouvernemental qui glissait le long de la pente qui

mène au gouffre sans fond de la banqueroute. Si toutes les dépenses dépassant les revenus disponibles avaient été abruptement et soudainement réduites, le mécanisme eût été arrêté si brusquement qu'il se serait brisé, et le service public aurait cessé de fonctionner. Le gouvernement a donc appliqué toutes les mesures possibles d'économie et a courageusement pris les dispositions nécessaires pour ajuster les revenus; c'est ainsi qu'en regard du déficit de \$52,545,466.61 de l'année précédente, on aboutit à un déficit de \$15,944,912.48 seulement pour l'année en question.

L'année financière suivante, celle qui s'est terminée hier, se présente d'une manière très différente puisque les revenus et les dépenses ont été équilibrés. Il n'y a pas de déficit. Le surplus qui résulte des opérations de l'année s'élève à \$1,577,300, et comme je l'ai déjà expliqué, ce résultat est obtenu après le versement d'environ \$4,887,000 au fonds d'amortissement. Afin d'éviter toute confusion dans les esprits, je dois signaler que cette somme est affectée à la réduction de la dette publique directe de la province. D'autre part, ces chiffres ne tiennent pas compte des avances consenties à l'Office du crédit agricole du Québec, qui ne constituent pas des articles budgétaires.

Amélioration des prix cotés pour les obligations de la province de Québec

Pendant l'année qui s'est terminée hier, la province n'a pas emprunté un sou au public pour des buts autres que le remboursement, à leur échéance pendant l'année, d'obligations émises durant les années précédentes. Ces opérations de remboursement ont été effectuées sans difficulté et à des taux avantageux.

On a eu recours comme d'ordinaire à des emprunts temporaires contractés auprès des banquiers de la province, au moyen de l'émission de bons du Trésor à court terme. Tous les bons du Trésor de la province de Québec, qui avaient été émis, ont été remboursés en argent comptant, sauf une somme de \$500,000, dont le non-remboursement a été demandé par une banque dont les titulaires ont insisté pour les garder. La liquidation des bons du Trésor de la province n'a pas représenté simplement une opération technique; pendant une période d'environ deux mois, la province ne devait rien aux banques même pour des besoins purement temporaires.

Au cours des dernières années, les prix cotés pour les obligations de la province ont manifesté une tendance qu'il n'est pas sans intérêt de signaler. La tendance vers la hausse de la cote de nos obligations

indique que la situation financière de la province continue de s'améliorer.

Pendant les 12 derniers mois, la valeur en bourse des émissions de la province, qui font l'objet de transactions fréquentes, a accusé une appréciation moyenne de plus de cinq points. Les chiffres suivants démontrent que cette appréciation est supérieure à celle d'autres valeurs comparables pendant la même période.

La province élabore une méthode de comptabilité de caisse, avec les résultats que les obligations émises par le Québec, telles que cotées sur le marché, indiquent qu'ils sont dans une bonne position, parfois meilleure que celles du Canada et de l'Ontario.

Je soumetts un tableau comparatif indiquant certains chiffres relatifs à la valeur en bourse de certaines obligations. (Voir le tableau ci-dessous)

| | % | Remboursable | Mars 30-1941 | Mars 30-1942 | Augmentation |
|---------------|-----|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Canada..... | 3 % | 1955 | 99 | 99.625 | .625 |
| Ontario | 3 % | 1951 | 98.50 | 98.75 | .25 |
| Québec | 3 % | 1951 | 90 | 97 | 7.00 |

Les prix cotés pour les obligations de la province de Québec en septembre 1939 et mars 1942, qui font l'objet du tableau ci-après, se passent de commentaires.

| <i>Date de l'échéance</i> | <i>Prix septembre 1939</i> | <i>Prix mars 1942</i> |
|---------------------------|----------------------------|-----------------------|
| 1947 | 91½ | 98¾ |
| 1948 | 92 | 99¼ |
| 1949 | 92½ | 99 |
| 1951 | 87 | 97 |
| 1952 | 97½ | 98 |
| 1954 | 87½ | 98 |
| 1958 | 98½ | 106 |
| 1959 | 90½ | 99½ |
| 1963 | 101½ | 111 |

Une autre comparaison est digne d'être mise en vedette.

En septembre 1936, juste après que l'Union nationale eut pris le pouvoir, les obligations 4½ % de

la province de Québec, échéant le 2 janvier 1963, se vendaient à 115¼. Après trois années de gouvernement de l'Union nationale, en septembre 1939, ces obligations avaient perdu 14 points et se vendaient 101½. Aujourd'hui, après deux ans et demi de régime libéral, la même émission est remontée à 112.

On pourrait se demander si ces violentes fluctuations ne valaient pas pour le marché de toutes les obligations gouvernementales. Tel n'est pas le cas. Alors que les obligations de la province de Québec perdaient 14 points, les obligations de la puissance du Canada à long terme et comportant un coupon du même taux avaient baissé de moins de quatre points, et l'appréciation des obligations de la province de Québec a été plus sensible que celle du gouvernement fédéral. Il résulte de ce qui vient d'être dit que les obligations de la province de Québec sont en train de regagner la situation enviable dont elles jouissaient dans le passé.

L'amélioration de la situation financière de la province n'est pas seulement causée par la situation créée par la guerre. Elle est principalement causée par la politique du gouvernement actuel qui est de vivre selon ses moyens.

Prévisions 1942-1943

Passons maintenant aux perspectives budgétaires pour l'année prochaine; j'ai déjà déposé les prévisions de dépenses qui s'élèvent à \$89,285,835.44 sur tous comptes.

Les opérations probables de l'année s'établissent de la manière suivante:

Le revenu ordinaire basé sur
l'expérience de la présente
année, compte tenu des
réductions prévues,
est estimé à \$89,656,747.00

Dépenses ordinaires 77,931,435.44

Ce qui laisse un surplus au
compte ordinaire de..... \$11,725,311.56

Toutes les dépenses de capital ont été comprimées, et le chiffre total de ces dépenses est réduit à \$11,354,400.00.

Le résultat net est un excédent global anticipé de \$370,911.56.

Si l'on compare le budget total avec les prévisions de l'année dernière, l'augmentation est de \$5,705,758.43.

L'augmentation des dépenses en général se justifie par la nécessité de stimuler l'éducation, principalement, quoique d'autres ministères n'ont pas été négligés.

Cette augmentation est plus que compensée par l'augmentation des revenus.

Il convient de signaler en passant que les revenus totaux et les dépenses totales, telles qu'elles figurent au budget, comportent actuellement des revenus propres aux départements, revenus qui antérieurement étaient gardés par les départements et y étaient dépensés sans figurer au budget général. En d'autres termes, certains revenus des départements étaient autrefois affectés aux dépenses desdits départements, et seul l'excédent ou le déficit apparaissait au budget principal.

Je sou mets, pour l'information de la Chambre, un tableau comportant une analyse des estimations de revenus pour l'année prochaine et un tableau faisant ressortir les prévisions de dépenses classifiées par départements. (Voir le tableau à la page suivante)

Tableau No 3

Province de Québec

**État des revenus ordinaires probables
pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943**

Revenu ordinaire:*Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:

| | |
|---|------------------|
| Loi des véhicules automobiles | 6,800,000.00 |
| Taxe sur la gazoline | 11,800,000.00 |
| Droits sur les successions..... | 12,000,000.00 |
| Taxes sur les corporations..... | 15,720,000.00 |
| Taxes sur transferts de valeurs..... | 200,000.00 |
| Licences d'hôtels, restaurants, etc. | 350,000.00 |
| Taxe sur le tabac | 2,800,000.00 |
| Taxe de vente | 11,500,000.00 |
| Taxe sur le revenu | 2,470,000.00 |
| Autres taxes..... | <u>39,000.00</u> |
| | 63,679,000.00 |

| | | |
|---|-------------------|---------------|
| Trésor, bureau des assurances..... | 132,200.00 | |
| Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits..... | 2,900,000.00 | |
| Secrétaire de la province | 106,600.00 | |
| Travaux publics..... | 30,000.00 | |
| Travail | 123,700.00 | |
| Chasse et Pêche..... | 25,100.00 | |
| Procureur général | <u>979,600.00</u> | 67,976,200.00 |

Provenant d'autres sources:

| | |
|--|--------------|
| Subside de la puissance du Canada basé sur la population..... | 2,725,000.00 |
| Intérêts (y compris \$1,300,000 <i>re</i> fonds d'amortissement) | 1,779,447.00 |

Commission des liqueurs de Québec:

| | | |
|--|---------------------|--------------|
| Compte de commerce | 6,400,000.00 | |
| <i>Moins : Octroi à l'assistance publique.....</i> | <u>1,000,000.00</u> | 5,400,000.00 |

Richesses naturelles:

| | | |
|------------------------|-------------------|---------------|
| Terres et Forêts | 7,999,400.00 | |
| Mines..... | 1,665,900.00 | |
| Chasse et Pêche..... | 446,900.00 | |
| Colonisation..... | <u>126,500.00</u> | 10,238,700.00 |

| | |
|--------------------------------------|------------|
| Honoraires, divers départements..... | 794,100.00 |
| Amendes, divers départements | 393,700.00 |

Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie, assistance publique et unités sanitaires:

| | |
|---|-------------------|
| Entretien des prisonniers..... | 44,000.00 |
| Divers, différents départements, etc..... | <u>305,600.00</u> |

\$89,656,747.00

Tableau No 4

Province de Québec

**Prévisions budgétaires et de capital
pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943**

| Départements | Total | Dépenses | |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|
| | | Ordinaires | De capital |
| Législation..... | \$ 789,600.00 | \$ 789,600.00 | ..... |
| Trésor | 20,321,682.11 | 20,321,682.11 | ..... |
| Procureur général | 5,224,100.00 | 5,224,100.00 | ..... |
| Conseil exécutif | 1,555,800.00 | 1,555,800.00 | ..... |
| Secrétaire de la province..... | 4,946,400.00 | 4,791,400.00 | \$ 155,000.00 |
| Instruction publique | 8,082,670.00 | 8,082,670.00 | ..... |
| Santé et Bien-être social..... | 6,060,000.00 | 6,028,000.00 | 32,000.00 |
| Travaux publics..... | 4,355,083.33 | 2,863,683.33 | 1,491,400.00 |
| Mines et Pêcheries maritimes | 1,230,500.00 | 1,004,500.00 | 226,000.00 |
| Travail | 6,793,500.00 | 6,793,500.00 | ..... |
| Agriculture | 7,225,000.00 | 6,625,000.00 | 600,000.00 |
| Voirie | 14,678,000.00 | 7,178,000.00 | 7,500,000.00 |
| Terres et Forêts | 2,838,800.00 | 2,488,800.00 | 350,000.00 |
| Chasse et Pêche..... | 535,000.00 | 535,000.00 | ..... |
| Colonisation | 3,933,200.00 | 3,033,200.00 | 900,000.00 |
| Affaires municipales, Industrie et Commerce | 546,500.00 | 546,500.00 | ..... |
| Bureau de reconstruction économique..... | 170,000.00 | 70,000.00 | 100,000.00 |
| | <u>\$89,285,835.44</u> | <u>\$77,931,435.44</u> | <u>\$11,354,400.00</u> |

Sommaire

Compte ordinaire:

| | |
|---|-------------------------------|
| Revenus ordinaires..... | 89,656,747.00 |
| Dépenses ordinaires | <u>77,931,435.44</u> |
| <i>Surplus au compte ordinaire.....</i> | <u><i>\$11,725,311.56</i></u> |

| | |
|-----------------------------|------------------------|
| Compte capital | \$11,354,400.00 |
|-----------------------------|------------------------|

On constatera qu'aucune nouvelle taxe n'est imposée.

Sans dépasser les limites du budget, on a pu faire face à des augmentations importantes dans différents départements, majorations dont les suivantes sont les principales. (Voir le tableau à la page suivante)

*Département de l'Instruction
publique:*

| | |
|------------------------------------|----------------|
| Augmentation des dépenses | \$3,338,200.00 |
|------------------------------------|----------------|

Département du Travail:

| | |
|---|--------------|
| Pensions de vieillesse et mères nécessiteuses..... | 914,800.00 |
| Allocations de vie chère aux fonctionnaires civils | 1,200,000.00 |
| Augmentation du crédit pour la dette publique, les intérêts, les fonds d'amortissement, l'amortissement de l'escompte, etc. | 1,071,000.00 |

(La contribution effective au fonds d'amortissement, y compris le revenu dudit fonds, s'élèvera à \$5,170,020.24).

En résumé, il y a lieu de prévoir que les revenus de la province pour l'année financière 1942-1943, qui sont basés sur l'expérience effectivement acquise au cours de la présente année, dépasseront de \$370,911.56 les dépenses de tous comptes ordinaire, extraordinaire et de capital.

En d'autres termes, le budget pour 1942-1943 est de nouveau équilibré sur une base globale et comportera un léger excédent.

Il convient également de signaler qu'à sa session actuelle le gouvernement a supprimé les péages sur les ponts de la province et a fait perdre au gouvernement un revenu approximatif de \$1,300,000. Toutefois, la perte de revenu qui résultera de cette décision a été plus que compensée par une réduction des dépenses de capital, qui ont été ramenées au strict minimum et qui, comme je l'ai déjà signalé, ont été comprimées jusqu'à concurrence des revenus escomptés.

Le gouvernement s'est tracé comme ligne de conduite, de continuer de pratiquer, pendant la période de guerre, la politique d'équilibre budgétaire qu'il s'est imposée.

Les emprunts seront limités au remboursement, à leur échéance, des obligations de la province et à la consolidation des avances consenties à l'Office du crédit agricole du Québec.

Activités des divers départements

Me serait-il permis de répéter une phrase qui figure dans mon discours sur le budget de l'année

dernière: "Chaque service du gouvernement a compris les exigences terribles de la guerre et de la situation actuelle. Il s'en est suivi une coopération entière, loyale et de bon cœur, dans la tentative de rétablir la position financière de la province. Cet esprit de coopération va continuer et chaque département est tenu en honneur de réduire davantage les dépenses partout où cela sera possible, et de donner à la province des services efficaces, loyaux et économiques."

Tous les départements travaillent avec un rendement accru, tout en prêtant leur pleine collaboration pour réaliser des économies.

Le département de l'Agriculture a poursuivi ses efforts afin d'améliorer le sort de notre population agricole. Différentes entreprises, anciennes et nouvelles, ont été assistées, et on s'est efforcé d'activer la production de ce qui est nécessaire pour la guerre. Si une armée marche sur son estomac, comme le déclarait Napoléon, il est également vrai que ce sont les produits de la ferme qui sustentent l'armée et les populations civiles de l'arrière.

En dépit des difficultés de l'époque actuelle, la colonisation n'a pas été négligée et de grands progrès ont été réalisés pour porter les fermes des colons au stade de la production, ce qui leur permet non seulement de faire vivre les colons, mais aussi de produire un excédent pour la cause commune.

On a poursuivi la construction de chemins d'intérêt militaire, mais la politique du gouvernement est de restreindre la construction d'artères principales. Les routes actuelles seront maintenues en bon état et l'on procédera aux réparations, jusqu'ici différées, des routes secondaires et des ponts. On s'efforcera de compléter les projets en cours qui ne peuvent pas servir à d'autres objets.

Le département des Affaires municipales s'est attaché à améliorer la liaison avec les municipalités qu'il a guidées et aidées dans la solution de leurs propres problèmes. On a voué une attention spéciale aux services que rend l'industrie hôtelière. L'industrie et le commerce ont été protégés, et on s'est efforcé de développer la confiance généralement ressentie en la stabilité de la province de Québec, tant au point de vue social qu'industriel.

Le département du Travail a obtenu d'utiles résultats en ce qui concerne la prévention des conflits de travail. Des accords qui donnent satisfaction tant aux patrons qu'aux employés ont été conclus et ont donné des résultats dont on peut se louer.

Le département des Pêcheries maritimes a acquis une telle importance qu'il va être érigé en ministère séparé. Ce ministère a suscité d'opportunes

initiatives pour améliorer le sort des pêcheurs de nos côtes.

L'industrie minière a continué de progresser et des dispositions ont été prises pour aider l'industrie métallurgique.

Le département du procureur général est toujours aussi vigilant. Les éléments criminels et subversifs, qui auraient désiré s'établir dans la province de Québec, y ont trouvé un sol défavorable à leurs desseins.

Le département de la Santé et du Bien-être social a poursuivi sa lutte persistante contre l'ennemi universel que constitue la maladie. Une commission a été instituée; elle examine attentivement la situation des hôpitaux afin de rendre encore plus efficaces l'administration et la gestion de l'assistance publique.

Le département des Terres et Forêts a accompli une tâche énorme en coopérant avec les autorités fédérales pour la poursuite directe de l'effort de guerre. On a eu recours à toutes les ressources disponibles de l'industrie hydroélectrique, dont l'importance est si vitale pour la fabrication du matériel de guerre, et des dispositions de grande envergure ont été prises afin de les mettre en commun et de les utiliser à plein rendement.

On s'est préoccupé également de développer les industries du bois et du papier, ce qui a permis d'obtenir des devises étrangères supplémentaires, et de produire les matériaux nécessaires à la poursuite de la guerre d'où dépend tout l'avenir de notre civilisation.

J'ai laissé pour la fin les efforts du département de l'Instruction publique, pour élever le niveau intellectuel en améliorant les programmes d'études et les moyens de s'instruire. Une commission est chargée d'établir les faits. Le gouvernement se rend pleinement compte que l'éducation constitue pour l'avenir de la province le plus important des facteurs d'ordre social.

L'après-guerre

En conclusion, je tiens à dire quelques mots sur les idées du gouvernement en ce qui concerne la préparation pour la période d'après-guerre. Il est évident que la transformation de l'économie de guerre à l'économie du temps de paix amènera d'inévitables dislocations dans la vie des individus. Mais notre pays peut envisager sans crainte les ajustements qui suivront la guerre, si on les examine courageusement et à la lumière de la raison. Bien que l'on puisse se rendre compte que la fin des hostilités

n'amènera pas la paix dans le sens véritable du mot, elle permettra tout au moins le transfert à d'autres sphères de certaines activités.

La province de Québec, comme le dominion du Canada et les autres provinces, ont non seulement la responsabilité d'aider les Nations Unies à gagner la guerre, mais aussi à préparer la population à un travail qui est également ardu, celui de gagner une paix prospère et durable.

Les populations du Canada et du Québec en particulier ont la volonté et l'intelligence pour gagner la guerre et la paix. Pour arriver à cette fin, ils sont armés de la richesse potentielle du pays, un crédit impeccable en raison de politiques financières strictes et orthodoxes et un esprit de coopération entre toutes les classes sociales de la communauté. Les gens, les employeurs et les employés retourneront paisiblement à leur travail avec la même volonté qu'ils ont eue pour faire la guerre et la gagner.

Je ne redoute pas l'après-guerre et j'envisage l'avenir avec confiance. Notre pays est jeune, vigoureux et potentiellement riche. Nous disposons de grandes richesses naturelles dans notre agriculture, dans nos mines et dans d'autres domaines, ressources qui ne demandent qu'à être développées. Nous disposons d'une population aussi laborieuse qu'intelligente et de bras pour accomplir le travail nécessaire. L'affectation des travailleurs à leurs nouvelles tâches constituera le problème qu'il nous faudra régler. Notre devoir sera de les placer aux bons endroits, de cultiver l'intelligence par le développement de l'éducation et d'assurer la stabilité sociale.

C'est une pure folie, et il serait complètement déraisonnable de penser que le gouvernement, comme tel, pourrait ou devrait trouver du travail pour tous les citoyens. Des expériences socialistes extrêmes de ce genre ont échoué partout où elles ont été mises en pratique. Je ne crois pas que cette guerre porte un coup sérieux à l'ensemble du système dans lequel nous évoluons. Toutes les expériences d'économie dirigée ont manqué le but. Et, le meilleur exemple est celui de Louis Blanc qui essaya, en 1852, d'organiser en France ses fameux ateliers nationaux. Il convient de maintenir, d'encourager et de compter sur l'initiative privée, mais l'initiative privée doit être coordonnée et alignée à l'intérêt public. Je crois dans l'entreprise privée. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas taxer à blanc les compagnies privées. Elles ne devraient pas être tellement épuisées par une imposition exagérée qu'elles se trouveront privées de réserves. Il faut leur permettre d'accumuler certaines réserves, afin qu'elles puissent faire face aux difficultés de

l'avenir et traverser victorieusement la période d'après-guerre. Il appartiendra à l'industrie privée de remettre en mouvement la grande roue de l'économie nationale. Les travaux publics pourront déclencher ce mouvement, mais cela ne sera pas suffisant.

Il y aura des bouleversements dans la vie privée des gens, mais nous devons nous préparer à l'après-guerre. Le gouvernement, d'autre part, peut aider. Tout ce qu'il doit faire, c'est aider en donnant à la province une législation saine. Pour que soit effective la coopération du gouvernement dans le domaine économique, le crédit du gouvernement doit être sain. À tous les facteurs que je viens d'énumérer, qui nous aideront à surmonter les difficultés consécutives à la fin du conflit, à savoir: ressources naturelles, travailleurs bien disposés et un crédit sain, il convient d'ajouter les deux éléments primordiaux suivants: l'intelligence cultivée et la stabilité au point de vue économique et social.

C'est notamment pour tenir compte de ce grand facteur, qu'est la culture de l'intelligence, que le gouvernement projette de prendre à l'avenir toutes mesures possibles pour améliorer le niveau de l'éducation et faciliter les moyens de s'instruire. Un haut standard d'éducation doit être développé dans les limites et y être maintenu. Par conséquent, des sommes supplémentaires sont à la disposition du département de l'Instruction publique.

Subsidiairement, le gouvernement peut aider ses citoyens pendant la période difficile de rajustement de l'après-guerre en entreprenant, à un moment bien choisi, de grands travaux publics appropriés et répondant à de réelles nécessités. Le gouvernement prépare et réunit des plans pour des travaux de ce genre.

Comme contribution du gouvernement à l'édification de la paix, une paix durable, l'administration a déjà entrepris l'élaboration d'un vaste dossier de projets d'entreprises publiques que nous allons étudier, mûrir et que nous tiendrons prêts à être réalisés au moment voulu, et nous donnerons ainsi du travail à des milliers d'hommes qui attendent d'être réembauchés à d'autres emplois plus permanents. Tous ces plans de l'après-guerre, qui ont été mis au point, seront entrepris aussitôt que possible après la fin des hostilités et au retour de la paix promise aux hommes de bonne volonté.

Avec une population comme celle du Québec, avec un crédit stable, le Québec peut faire face à la guerre et à la paix en toute confiance. Avec ces éléments, je ne crains pas l'avenir. La province de Québec considère l'avenir avec une foi inébranlable dans sa destinée et dans la destinée du

Canada. Nous affrontons et poursuivons la guerre et tous les périls qu'elle comporte avec courage et détermination. Nous tournons nos regards vers la lumière et nous envisageons la période d'après-guerre avec espérance et confiance.

Je propose, M. l'Orateur, que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens³.

Adopté.

M. Gagnon (Matane): Il n'est, dit-il, que 4 h 30. Le trésorier a parlé pendant un peu plus d'une demi-heure. En conséquence, on peut dire qu'il n'avait pas beaucoup de choses à dire. Ça ne justifiait pas le fait d'exclure tout autre débat.

M. l'Orateur: Je rappelle, dit-il, le député de Matane à l'ordre; ses remarques sont antiparlementaires.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Projets de loi:

Loi relative au tourisme

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi relative au tourisme soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Véhicules automobiles en temps de guerre

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 relatif aux véhicules automobiles en temps de guerre soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ministère des Pêcheries maritimes

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 24 créant un département des Pêcheries maritimes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Dumaine (Bagot)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 200 des Statuts refondus, 1941, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des Pêcheries maritimes.

"Sous la direction et l'autorité du ministre, le sous-ministre exerce les fonctions suivantes, à part celles qui peuvent lui être attribuées en tout temps et à diverses reprises par le ministre

"a. Voir à la création de sociétés coopératives de pêcheurs à leur organisation et fonctionnement;"

"b. Surveiller la préparation et l'inspection du poisson;

"c. Voir au bon fonctionnement, en autant que les pêcheries de cette province sont concernées, des entrepôts frigorifiques qui sont subventionnés par le gouvernement;

"d. Tenir des statistiques au sujet des pêcheries maritimes de cette province;

"e. Donner aux pêcheurs et aux sociétés coopératives de pêcheurs tous les renseignements nécessaires pour la conservation, le transport et la mise en marché du poisson;

"f. Coopérer avec le département des Pêcheries du Canada.

"Sous la direction et l'autorité du ministre, le sous-ministre a de plus la surveillance des autres officiers, employés, messagers et serveurs; il a le contrôle général des affaires du département et il exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre, et son autorité est celle du chef du département, et sa signature officielle donne force et autorité à tout document qui est ou peut être du ressort du département.

"Il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres, ou dont il juge la conduite répréhensible; il doit faire un rapport au ministre."

M. Gagnon (Matane): Un article de ce projet de loi parle de la coopération du département des Pêcheries avec le ministère fédéral des Pêcheries. Je n'ai aucune objection. Mais, depuis 1922, la province a pris en main les pêcheries maritimes du Québec, bien que ce fût là une mesure anticonstitutionnelle. Aujourd'hui, Ottawa ne fait rien pour nos pêcheries. L'an dernier, nous avons eu un octroi de \$8,000 pour l'école de Sainte-Anne; cette année, l'octroi a été supprimé. Mais, les Provinces maritimes continuent à recevoir de \$200,000 à \$300,000 par an.

Incidentement, je me plains, dit-il, de ce que le rapport qui vient d'être distribué par le ministère des Mines et de Pêcheries maritimes ne porte aucune date de publication.

L'article, qui permet au sous-ministre de renvoyer un employé, est abusif. Je répète, poursuit-il, ce que j'ai déjà dit au sujet des coopératives de pêcheurs. Le gouvernement veut mettre la main sur celles-ci. L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) elle-même redoute que le gouvernement s'empare des cercles agricoles. Dans le projet de loi qui crée le nouveau ministère, le ministre veut se faire donner des pouvoirs très étendus, dans le but d'écraser les coopératives de pêcheurs. L'attitude du gouvernement actuel à l'égard des coopératives donne de graves et sérieuses inquiétudes. Dans les milieux agricoles, on s'émeut d'un prétendu projet du gouvernement pour fédérer les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture. La *Terre de chez nous* a déjà fait part de ses appréhensions.

L'Union nationale a fait beaucoup pour développer le mouvement coopératif. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il n'y avait qu'une seule coopérative et elle était établie à Carleton. Elle fonctionnait d'ailleurs indépendamment du gouvernement. Je rappelle, dit-il, ce que l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne, Mgr Ross et le clergé de Gaspé ont fait pour donner de l'essor aux coopératives de pêche. Depuis 1939, elles sont fédérées et progressent indépendamment du gouvernement, déclare-t-il. Elles n'ont pas tardé à se multiplier et font de l'excellent travail.

Elles devraient continuer à se développer et être indépendantes du gouvernement. Je signale, dit-il, de nouveau le travail accompli par M. Boudreau, sous la direction de l'École supérieure d'agriculture

de Sainte-Anne, en faveur de la coopération. Les coopératives de pêche ont droit à la protection du gouvernement tout comme les caisses populaires. Cette politique progressive ne doit pas être interrompue. Je demande encore au gouvernement d'accepter l'amendement que nous avons proposé et qui empêchera l'État de s'emparer des coopératives.

Il fait l'éloge du système coopératif. Il cite des témoignages d'évêques. Il rappelle les récentes déclarations de son Éminence et dit que l'opposition est heureuse d'accepter les directives éclairées du cardinal touchant les coopératives, qui, d'après le primat de l'Église du Canada, sont une œuvre de rédemption économique. L'opposition, dit-il, continuera sa lutte en faveur de l'aide aux coopératives. L'Union nationale accepte les directives de l'épiscopat et entend mettre dans son programme politique les directives données à ce sujet par Son Éminence le cardinal Villeneuve.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le chef de l'opposition peut être sans inquiétude. Le gouvernement n'a pas l'intention de mettre la main sur les coopératives. Il les a aidées de toutes façons et continuera de les aider. Je ne veux pas revenir sur ce que j'ai dit hier sur le même sujet.

Pour ce qui est du rapport, je lui ferai remarquer que non seulement il est daté, mais que cette date est placée sur la couverture, bien en vue.

L'article 5 du chapitre 200 des Statuts refondus, 1941, modifié par l'article 1 du projet de loi, est adopté

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 24 sans l'amender.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association d'hospitalisation du Québec

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 constituant en corporation l'Association d'hospitalisation du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Résolutions et règlement de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadians Resins & Chemicals Limited, et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité n'a pas terminé l'examen du bill 127 et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolutions de la Commission scolaire de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier de la Chambre pour étudier le bill 128 confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport que le comité n'a pas terminé l'examen du bill 128 et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Propagation de la foi

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de Charles Andrew Pentland

M. Dumaine (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant la succession de Charles Andrew Pentland soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

une copie de son discours du budget. Il était entendu que le discours ne pouvait être publié avant 3 heures, dans les éditions de l'après-midi. Le ministre devait commencer à parler à 3 heures. Or, dès le début de la séance, l'opposition présenta une motion qui amorça un débat. À 3 heures et demie, les représentants des quotidiens, qui publient une édition tardive l'après-midi, s'inquiétèrent: on discutait encore la motion et les journaux étaient à la veille de lancer la nouvelle du jour. Enfin, à 3 h 50, soit après une heure de retard, le trésorier se levait pour prendre la parole. À ce moment même, les rotatives (presses) des journaux de l'après-midi venaient de terminer l'impression de leurs éditions finales, qui contenaient le texte du discours du trésorier.

3. Selon *Le Canada* du 2 avril 1942, à la page 1, le discours du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a duré 50 minutes, alors que *L'Événement-Journal* du 2 avril 1942, à la page 3, mentionne plutôt 40 minutes.

NOTES

1. Tous les journaux, sauf *Le Canada* du 2 avril 1942, à la page 9, et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 4, disent plutôt que: "Le chef de l'opposition devrait savoir que cette motion ..."

2. *L'Événement-Journal* du 2 avril 1942, à la page 3, rapporte l'incident suivant: "Le trésorier avait remis aux journalistes, quelques heures avant la séance,

Première séance du mardi 7 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Certificats d'élection¹:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du greffier de la chancellerie les certificats d'élection suivants:

District électoral
de Richelieu-Verchères

SECRÉTARIAT
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 7 avril 1942

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le 12 février 1942 et adressé à M. Osias Sosineau, protonotaire domicilié à Sorel, M. Joseph-Willie Robidoux², médecin à Sorel, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Richelieu-Verchères à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Félix-E. Messier, qui a accepté un siège au Conseil législatif de Québec.

L.-P. Geoffrion,
Secrétaire de la chancellerie

District électoral
de Montréal-Sainte-Anne

SECRÉTARIAT
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 2 avril 1942

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le 12 février 1942 et adressé à M. Michael McBrine, commis domicilié à Montréal, M. Thomas Guerin³, administrateur à Montréal, a été ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les

archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Sainte-Anne à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Francis-L. Connors, qui a accepté un siège au Conseil législatif de Québec.

L.-P. Geoffrion,
Secrétaire de la chancellerie

District électoral
de Westmount-Saint-Georges

SECRÉTARIAT
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 2 avril 1942

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le 12 février 1942 et adressé à M. Daniel P. Gillmor, avocat domicilié à Westmount, M. George Carlyle Marler⁴, notaire à Montréal, a été ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Westmount-Saint-Georges à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. George Gordon Hyde, qui a accepté un siège au Conseil législatif de Québec.

L.-P. Geoffrion,
Secrétaire de la chancellerie

District électoral
de Montréal-Saint-Jacques

SECRÉTARIAT
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 2 avril 1942

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le 12 février 1942 et adressé à M. Émile Pigeon, voyageur de commerce domicilié à Montréal, M. Claude Jodoin⁵, agent à Montréal, a été ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Saint-Jacques à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de feu Joseph-Roméo Toupin.

L.-P. Geoffrion,
Secrétaire de la chancellerie

Présentation de nouveaux députés:**Député de
Richelieu-Verchères**

Le nouveau député de Richelieu-Verchères se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter monsieur le député du collège électoral de Richelieu-Verchères. M. Joseph-Willie Robidoux a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Robidoux (Richelieu-Verchères) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

**Député de
Montréal-Sainte-Anne**

Le nouveau député de Montréal-Sainte-Anne se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter monsieur le député du collège électoral de Montréal-Sainte-Anne. M. Thomas Guérin a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Guérin (Montréal-Sainte-Anne) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

**Député de
Westmount-Saint-Georges**

Le nouveau député de Westmount-Saint-Georges se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter monsieur le député du collège électoral de

Westmount-Saint-Georges. M. George Carlyle Marler a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

**Député de
Montréal-Saint-Jacques**

Le nouveau député de Montréal-Saint-Jacques se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter monsieur le député du collège électoral de Montréal-Saint-Jacques. M. Claude Jodoin a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

Questions et réponses:**Listes électorales**

M. Gagnon (Matane): Au sujet du nouveau projet de loi relatif à la confection des listes électorales, les municipalités ont-elles été averties du changement de système? La préparation future des listes électorales se fera-t-elle, en vertu de cette loi, suivant le même système que pour les listes électorales fédérales?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement présentera en effet un projet de loi qui stipulera que la confection des listes électorales s'effectuera, à l'avenir, d'après un système à peu

près exactement semblable à celui qui est en vigueur pour les élections fédérales.

Projets de loi:

Aide à l'A.C.J.C.

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 pour venir en aide à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Adopté.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 15 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et des villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe l'alinéa suivant:

"Les dispositions des trois derniers alinéas de l'article 173 s'appliquent à toutes ces municipalités notwithstanding toute loi particulière au contraire."

Un député de l'opposition s'objecte à cette disposition de la loi en disant qu'elle pourrait peut-être permettre l'extension du terme d'un maire ou de conseillers municipaux par le ministre des Affaires municipales.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La disposition à laquelle on s'objecte n'a nullement cette portée.

M. Gagnon (Matane): Il y a probablement un piège dans ce projet de loi pour permettre au maire et aux échevins des grandes villes de prolonger leur terme. Le bill contient deux principes dangereux. On y voit une autre tendance, dans les

modifications apportées, à réduire les pouvoirs des officiers municipaux et à substituer aux administrateurs élus par le peuple, le ministre des Affaires municipales.

M. Talbot (Chicoutimi): Avec cette loi, le ministre permet à la ville de Québec ou à la ville de Montréal de changer la date des élections et de prolonger le terme d'office des maires et échevins par simples lettres patentes.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il a toujours été entendu que la loi des cités et des villes ne s'applique pas à Montréal, Québec, Sorel et l'Assomption. Si le gouvernement voulait prolonger le terme d'office des conseils municipaux de Québec et de Montréal, il prendrait ses responsabilités. Il n'aurait qu'à présenter un projet de loi spécial sans avoir besoin de recourir à des moyens détournés. Il insiste sur le fait que Montréal et Québec ne sont pas touchées, malgré la formulation de l'amendement.

M. Talbot (Chicoutimi) insiste sur le fait que toutes les municipalités sont touchées. L'argumentation est légale et le ministre a lu les points de vue légaux. Il (M. Talbot) fait part de ses propres points légaux et affirme que la loi sur les cités et les villes n'affecte pas les villes de Montréal, Québec, Sorel ou l'Assomption, quatre villes qui ont une charte à elles.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 428 de ladite loi est modifié en ajoutant au paragraphe 5 ce qui suit:

"Tout droit imposé par un règlement, fait en vertu du présent paragraphe, peut être prélevé, s'il n'est pas payé à demande, sur tous les meubles, même ceux ordinairement exempts de saisie, trouvés en la possession de toute personne attachée à tel cirque, théâtre, spectacle ou représentation, sur un mandat de saisie signé par le maire ou par un juge de paix, et exécutoire *instantanément* sans autre formalité."

Un député de l'opposition s'élève contre l'article 2 qui permet aux municipalités de saisir les meubles des cirques et autres spectacles, si on oublie de payer la licence.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 592 de ladite loi est modifié en insérant, après le troisième alinéa, le suivant:

"Le conseil ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, l'offre la plus avantageuse."

M. Gagnon (Matane): Par cet amendement, le gouvernement va exercer un contrôle abusif sur les municipalités.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1942-1943 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 1^{er} avril courant, sur la motion de l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)⁶: Au moment de m'acquitter d'une tâche fort honorable que m'a confiée la bienveillance de mon chef, ma première pensée de reconnaissance s'en va vers mes chers électeurs de Saint-Jean-Napierville. Ils m'ont honoré de leur confiance, en brisant avec une tradition politique qui maintenait notre comté dans les rangs du Parti libéral depuis un siècle, afin de

montrer clairement qu'ils comprenaient la gravité de l'heure et la nécessité de sacrifier les intérêts de parti aux intérêts supérieurs de la patrie, et que, seule l'Union nationale peut assurer le triomphe de notre cause. L'Union nationale, formée de libéraux, de conservateurs et d'indépendants, a toujours placé au premier rang de son programme l'amour de la province au lieu de l'esclavage de parti. Je les remercie du fond du cœur pour la confiance qu'ils ont placée en moi.

Mon souvenir ému s'adresse, en ce moment, à notre chef estimé, l'honorable Maurice Duplessis. La maladie l'a forcé au plus grand sacrifice qu'il était possible de lui imposer en le retenant loin de cette Chambre où ses talents extraordinaires se sont exercés avec un brio et une assiduité que tous, amis et adversaires, se plaisent à reconnaître. En me confiant le devoir d'analyser le discours de l'honorable trésorier provincial, il m'a manifesté un intérêt et une confiance qui me touchent et pour lesquels je le prie d'accepter l'hommage de ma sincère gratitude.

Il m'est aussi agréable d'offrir à l'honorable trésorier provincial nos remerciements pour la courtoisie qu'il a montrée à l'égard de la population de cette province en prononçant son discours sur le budget dans les deux langues officielles de ce pays, en français et en anglais.

Nous avons écouté et nous avons lu le discours du trésorier provincial. On constate, en résumé, que, sans augmenter l'actif de la province, sans augmenter les valeurs tangibles de cette province, le régime actuel a trouvé le moyen de soutirer à la population chaque année, \$30,000,000, de plus de taxes que le gouvernement de l'Union nationale, des taxes qui pèsent particulièrement sur les pauvres et les faibles, notamment la taxe odieuse de vente.

Il a augmenté la dette de la province annuellement aussi de plusieurs millions. En effet, les surplus que le gouvernement actuel annonce se traduisent, si on les dépouille du camouflage des chiffres, par un déficit réel de plusieurs millions par année. Malgré ses allégations, l'administration Godbout augmente actuellement les taxes du Québec, et ses dettes et ses politiques vont éventuellement ruiner les finances et le crédit de la province.

Il ne faut pas oublier que le gouvernement actuel n'a pas à faire vivre les chômeurs, n'a pas les problèmes d'envergure auxquels le gouvernement de l'Union nationale avait à faire face et, contrairement aux prétentions incompréhensibles du trésorier

provincial, la dette publique a augmenté, chaque année, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. Comme a été forcé de l'admettre le trésorier de la province, en définitive, c'est le consommateur qui paie toutes les taxes.

Le gouvernement a prétendu qu'il payait les dettes de la province, au taux de \$100,000 par semaine. Tout le monde a entendu cela? Cent mille dollars par semaine, cela représente \$5,000,000 par année. Comment se peut-il que si on a payé la dette au taux de \$5,000,000 par année, que la dette se soit augmentée à chaque année et qu'on ait terminé l'année financière avec un déficit de \$15,000,000 pour une période de neuf mois?

Une légende basée sur l'ignorance ou la mauvaise foi a été colportée avec une complaisance coupable, outrageant la vérité et salissant la réputation de notre province. Le premier ministre d'aujourd'hui a crié, avec ses amis, que l'Union nationale avait ruiné la province en gaspillant l'argent des contribuables. Mais les faits démontrent le contraire et les montants actuels que le gouvernement présente à la Chambre prouvent les allégations de l'Union nationale. Et l'on a cité des chiffres absolument fantaisistes, puisés dans des états faux, parce que préparés contrairement à tous les principes élémentaires de la comptabilité et de la justice. Les gens, qui n'ont pas le temps d'étudier les documents officiels, ont pu croire à ces chiffres.

Mais on a répété ces mensonges avec tellement d'aplomb, qui n'a d'égal que le cynisme, que les gens qui n'ont pas eu le temps de référer aux *Comptes publics* ont cru ces avancés. Plus que cela, le premier ministre et le trésorier provincial ont débité avec la même assurance des déclarations qui variaient, sur le même sujet, d'une circonstance à l'autre.

Un exemple, entre plusieurs, illustrera jusqu'à quel point le régime actuel a économisé la vérité, seule économie qu'il ait pratiquée.

Inaugurant, à la radio, sa campagne de 1939, et récemment en 1942, le premier ministre (l'honorable M. Godbout) déclarait que, lorsque l'Union nationale prit le pouvoir en 1936, la dette de la province, en chiffres ronds, était de \$130,000,000⁷. Il précisait qu'à la fin de son règne, lorsque l'Union nationale a quitté le pouvoir, la dette avait bondi à \$252,000,000⁸. Le premier ministre ajoutait: "le montant réel de la dette, sans finasserie comptable, sans camoufflage, sans tromperie dépasse de beaucoup \$300,000,000". Ces déclarations ont été répétées à plusieurs reprises par les membres du gouvernement et ses partisans.

Je ne répondrai pas à cela; je vais laisser parler le trésorier provincial qui, en réponse à une question du député ministériel de Montréal-Mercier, posée en Chambre au mois de juin 1941, donnait la réponse suivante.

1) Quelle était la dette nette de la province au 1^{er} août 1936?

2) Quelle était la dette nette de la province au 25 octobre 1939?

Les *Procès-verbaux* rapportant la séance du 21 juin, donnent la réponse suivante par l'honorable représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson): 1. \$160,756,048; 2. \$277,726,242.70. Le trésorier a dit que la dette avait augmenté de \$177,000,000 seulement.

Lorsque l'on fait des déclarations en sa qualité de premier ministre ou de trésorier provincial, on n'a pas le droit de faire des déclarations qui ne soient pas claires et s'il y a confusion entre dette directe, dette nette, dette flottante, s'il y a confusion dans l'esprit de certaines gens à ce sujet, ceux qui doivent éclairer l'opinion publique ont le devoir de se renseigner, et lorsqu'ils parlent, ils doivent dire exactement les faits tels qu'ils sont.

Je dirai au premier ministre et au trésorier provincial ce que je pense de leur enquêteur, qui nous a fait un rapport sur les affaires de la province de Québec en 1939.

L'honorable M. Bastien (Berthier): L'honorable député me permettra-t-il une question?

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Non, pas pendant mon discours.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Je voulais dire à l'honorable député qu'il y a toutes sortes de dettes.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Entre les chiffres donnés par le premier ministre et ceux fournis par le trésorier provincial, au sujet de la dette de la province de Québec, il y a une différence de \$96,000,000, soit presque le tiers de toute la dette, et c'est cela que l'on jette à la face de la population de la province de Québec pour faire croire que l'Union nationale a ruiné la province.

L'an dernier, dans son discours sur le budget, prononcé le 21 mai, le trésorier provincial disait: "Avec l'aide des hauts fonctionnaires de mon ministère et de M. Thompson, j'ai constaté les faits suivants: Les chiffres pour la date la plus rapprochée de la prise du pouvoir du gouvernement de l'Union

nationale, ceux du 30 juin 1936, indiquent qu'à cette date la dette directe et indirecte de la province de Québec était de \$209,869,000. Quand le gouvernement de l'Union nationale a laissé le pouvoir, ou plutôt quand le pouvoir lui fut arraché par le peuple et mis entre nos mains (8 novembre 1939), ce chiffre avait atteint la somme de \$420,275,000, en incluant les engagements au montant de \$41,867,000, soit une augmentation de \$210,406,000 durant la période d'un peu plus de trois ans sous le gouvernement de l'Union nationale."

Si en 1939, la dette de la province était de \$420,000,000, comment se peut-il qu'en 1942 elle soit tombée à \$300,000,000? Ou bien on a trompé la population, ou, aujourd'hui, on ne dit pas la vérité. Il n'est pas possible qu'il y ait cette différence entre le montant de la dette aujourd'hui et celui de 1939. Malgré les taxes effarantes que le gouvernement actuel a imposées, la dette a augmenté chaque année depuis que ce gouvernement est au pouvoir, et elle est aujourd'hui à \$318,000,000, alors qu'elle était, au dire de nos adversaires, en 1939 de \$420,000,000. C'est inexact, ce sont des déclarations fausses, faites par des gens malintentionnés. Celui qui a fait le rapport sur la situation financière de la province, en 1939, l'a fait malicieusement.

Toutes les obligations prises par l'ancien gouvernement, les emprunts garantis par le gouvernement, comme celui de Saint-Sulpice, par exemple, toutes ces choses étaient chargées à l'Union nationale dans le rapport de M. Thompson, et étaient calculées comme des dettes.

On nous dit: quand vous êtes partis vous avez laissé des comptes non payés pour \$16,000,000. On oublie de dire que, lorsque l'Union nationale prit le pouvoir en 1936, il y avait pour \$50,000,000 de comptes non payés, et dès les premières semaines de l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, il a fallu faire un emprunt de \$54,000,000. L'Union nationale n'a pas emprunté de l'argent pour s'amuser, mais elle a emprunté pour payer les comptes qui étaient restés en souffrance.

Le trésorier provincial a enlevé un escompte de 2 % sur les comptes de l'Union nationale, et a déclaré que nous avions paralysé la circulation de l'argent dans la province. Son gouvernement avait laissé pour \$50,000,000 de comptes impayés, et nous avons payé ce montant de \$50,000,000 sans enlever ce 2 % d'escompte. Nous ne sommes pas des commerçants. Quand les gens font un contrat avec la province, ils sont en droit de s'attendre que la province rencontre ses obligations.

L'exemple que je donnais tantôt, au sujet des déclarations contradictoires du premier ministre et du

trésorier de la province, au sujet de la dette, doit nous porter à nous inquiéter de la valeur des informations transmises au public par nos amis du gouvernement. Il s'agit de renseignements consignés dans un document officiel et qui ne permettent guère d'élaborer des développements fantaisistes comme ceux dont on a bourré la propagande électorale. Le vérificateur, qui a fait enquête sur la situation financière de la province en 1939, a dû recevoir l'ordre d'ajouter toutes les obligations pour augmenter la dette. Qui oserait soupçonner que le trésorier de la province pourrait trahir la vérité sous sa propre signature?

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut pas dire cela!

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Je le retire. Ce sont là des chiffres contradictoires fournis par des adversaires politiques, qui ont prouvé plusieurs fois le désir qu'ils avaient d'empirer la situation financière de la province pour atteindre l'Union nationale.

Je relève plusieurs affirmations renversantes dans le discours de l'honorable trésorier provincial. Mais il en est une, en particulier, qui m'a étonné: c'est quand il déclare, sans rire, ce qui a dû être difficile pour lui, car je veux croire qu'il fait tout son possible pour dire la vérité, qu'en d'autres termes, après avoir remboursé \$4,887,000, la dette publique, pour l'année 1941-1942, se termine par un excédent de plus de \$1,577,000. Mais ces \$4,887,000 ont simplement été versés au fond d'amortissement et ne constituaient pas une diminution de la dette.

Il s'agit du fonds d'amortissement. Ce que le trésorier provincial a voulu dire sans doute, c'est que le fonds d'amortissement de la province éteint la dette sur une base de \$100,000 par semaine. Sous l'Union nationale, on a remboursé la dette de l'ancien gouvernement au taux de \$75,000 par semaine. Le fonds d'amortissement, comme on le sait, c'est une obligation pour la province, c'est une charge au budget, c'est une charge, comme les salaires, c'est une dépense ordinaire; on est obligé de payer ce fonds d'amortissement. Il représente des argents qui doivent être mis de côté, chaque année, pour donner des acomptes sur les dettes contractées par la province.

Donc, les montants ainsi mentionnés par le trésorier provincial ne représentent que l'accomplissement d'une obligation légale imposée à tous les gouvernements, antérieurs comme postérieurs au régime actuel. Le trésorier de la province doit se sentir bien coupable, lui et son gouvernement, pour éprouver le besoin de ne se

vanter que sur un point: ils ont simplement suivi la loi!

En 1940, la dette de la province était de \$308,000,000; en 1941 elle était de \$318,000,000. Si le gouvernement avait diminué la dette de \$5,000,000, comment se fait-il qu'elle soit montée et non diminuée?

Je me ferai un plaisir et un devoir de donner ces chiffres à l'honorable ministre (M. Bastien) qui voulait poser une question il y a quelques instants. Ce ne sont pas mes chiffres, mais ce sont ceux du gouvernement.

Mon intention, dans cette première partie de mon discours, c'est de démontrer que l'Union nationale n'a pas ruiné le crédit de la province de Québec, et le trésorier provincial l'a admis lui-même. Le trésorier a dit, quelques jours après être arrivé au pouvoir, "que le crédit de la province de Québec était aussi bon que celui de n'importe quelle autre province." Ce n'est pas tout à fait ce que l'on a dit à la population.

L'Union nationale a dépensé; c'est bien simple, consultez les documents officiels et que verrez-vous? Vous verrez que la province de Québec, au point de vue voirie, était de beaucoup en arrière de la province voisine, si vous la comparez, proportions égales, avec la province d'Ontario, qui est la seule province qui puisse se comparer par sa population, par son importance, ses sources de revenus, avec la province de Québec. Nous avons un système de voirie sur lequel nous n'avions pas dépensé \$100,000,000 et, en Ontario - pas aujourd'hui, parce que je n'ai pu obtenir pour l'Ontario que les chiffres donnés lors de l'enquête de la Commission Sirois-Rowell - en Ontario, dis-je, ils avaient dépensé, en voirie, \$272,000,000.

La province de Québec n'avait pas dépensé \$100,000,000 pour sa voirie: la province de Québec était arriérée, la province de Québec n'avait pas de tourisme, avec tout ce que cela comporte de revenus pour une province. La province de Québec a, aujourd'hui, un système de voirie presque aussi important que celui de l'Ontario. Ce système a été fait sous le gouvernement de l'Union nationale. Des grandes routes ont été construites dans plusieurs parties de la province de Québec par notre gouvernement.

Allez-vous nous dire que c'est gaspiller de l'argent que de faire des routes qui se paient toutes seules? Les routes de la province de Québec rapportent - consultez le budget - chaque année, en augmentation d'automobiles, taxe sur la gasoline, industrie du tourisme, qui a toujours augmenté

jusqu'à récemment, et qui est une source de revenus considérables, des millions et des millions de dollars.

Pendant 15 ans, nous avons laissé l'industrie du tourisme aller enrichir la province l'Ontario au détriment de notre province. La province de Québec ne voulait pas faire des dépenses capitales pour organiser son système routier. La province doit avoir un système de voirie comparable à celui de l'Ontario afin de donner, à ceux qui veulent visiter le Canada, les mêmes avantages à venir dans le Québec, parce qu'ils trouvent là des routes de première classe.

Nous avons des milliers de chômeurs à qui nous avons donné du travail, parce que nous nous sommes dit qu'au lieu de payer des secours directs, nous serions mieux de faire travailler les gens. Dans des villes telles que Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Jean, Chicoutimi, nous avons construit, avec la main d'œuvre des chômeurs qu'il fallait absolument faire vivre, des édifices pour des générations, édifices que la province de Québec devait construire, parce que les villes auraient été obligées de le faire et c'est une erreur profonde de laisser les villes s'endetter, comme on a laissé s'endetter Montréal. Tantôt je vous démontrerai comment on a tout fait pour ruiner nos propriétaires, comment on a organisé les finances provinciales pour faire croire qu'on avait un gouvernement de gens économes.

La province de Québec était en arrière de 25 à 30 ans sur la province d'Ontario quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir. J'ai ici un article publié dans le *Financial Post* de Toronto, le 20 mai 1939, et voici ce qu'écrivait M. John Langdon, au sujet de la province de Québec.

"Avant que le gouvernement Duplessis n'assumât le pouvoir, écrit M. Langdon, la province de Québec, dans le domaine social et économique, était en arrière de toutes les autres provinces du dominion. Il ne peut y avoir discussion sur la vérité de cette assertion. Des comparaisons injustes ont toujours été faites au sujet des conditions existantes dans l'Ontario et Québec. On disait couramment que la province de Québec était arriérée. Il était urgent que des mesures énergiques fussent prises afin que Québec marquât le pas avec le reste du dominion."

Quand vous prenez une autorité comme M. Langdon, du *Financial Post*, cela vaut la peine qu'on y apporte un peu d'attention. Et M. Langdon continue: "La tâche à laquelle le gouvernement Duplessis avait à faire face a été et continue d'être une tâche formidable; tout le programme de législation sociale, pensions de vieillesse, relations meilleures entre ouvriers et patrons, loi concernant

les accidents du travail, l'aide aux cultivateurs, etc., était à refaire. La législation existante semblait donner des privilèges à certaines classes et avait besoin d'être remodelée sur un plan nouveau. Il fallait exercer un contrôle plus énergique sur le développement des ressources naturelles de la province."

En Ontario, il y a 15 ans que cela existait. L'Ontario avait une dette de \$450,000,000 alors que Québec n'avait pas une dette de \$100,000,000. En Ontario il y avait quelque chose; ici, nous n'avions pratiquement rien. "Le terme radical, et je continue la citation du *Financial Post*, peut se justifier seulement par la comparaison qui peut être faite entre la politique du gouvernement actuel et celle des gouvernements antérieurs. Voilà un aspect de la question que les critiques du gouvernement de Québec n'envisagent pas suffisamment.

"Mais le point qui intéresse l'homme d'affaires ou l'industriel québécois n'est pas tant la nature ou le caractère de la législation qui a été votée durant les trois dernières années, mais le coût de cette législation. Le gouvernement Duplessis tente courageusement de mettre Québec sur un pied d'égalité avec les autres provinces en matière de législation sociale et économique, et il désire opérer ces réformes dans un court espace de temps, alors que d'autres gouvernements ont obtenu les mêmes résultats mais par un travail de plusieurs années.

"Pour atteindre cet objectif, des argents ont dû être dépensés. Conséquemment, le gouvernement de Québec a contracté une dette comparativement grande, mais on ne doit pas oublier que les besoins financiers de la province étaient extraordinaires. Le total des dépenses a dû excéder les revenus.

"Cependant, la dette de la province est telle qu'elle peut être portée sans difficultés, bien qu'elle laisse prévoir une augmentation de taxes. Bien plus, on doit reconnaître que si la dette augmente, une grande partie de cette augmentation est nécessaire, si la province veut suivre la voie du progrès et non pas rétrograder. Bref, l'avenir de Québec est plutôt encourageant..."

Le gouvernement d'Ottawa, n'a pas aidé la province de Québec dans les travaux qu'elle a entrepris. La province de Québec a payé 75 % des dépenses faites pour le chômage et les secours directs. Cet argent aurait dû être remis à la province dans la proportion qu'on a donnée aux provinces de l'Ouest. On faisait de la politique en ce qui concerne Québec; il fallait que le gouvernement soit de la même couleur.

Dans la province de Québec, on a fait circuler toutes sortes de rumeurs: on a cité, à la radio, dans

des discours et dans les journaux, toutes sortes de chiffres fantaisistes. Aujourd'hui, je dis que ceux qui connaissent un peu la comptabilité et les finances peuvent établir ce que coûtent à la province de Québec toutes les dettes de l'Union nationale, et si cette Chambre me le permet, je vais vous démontrer ce qu'ont coûté à la province de Québec toutes les dettes de l'Union nationale. Je ne m'occuperai pas de savoir si on devait \$130,000,000 ou \$250,000,000 au commencement.

Et, encore, il (l'honorable M. Mathewson) a ajouté à cette vantardise une dissertation financière, qui ne concorde aucunement avec les données élémentaires de la comptabilité et qui indique un manque absolu de connaissances en comptabilité. Le seul moyen de savoir ce qu'ont coûté les dépenses de l'Union nationale, c'est de prendre le fonds d'amortissement plus les intérêts que le gouvernement payait pendant les années qu'il était au pouvoir et de prendre le même fonds d'amortissement et les intérêts qu'il payait l'année après qu'il est parti du pouvoir, et je vous réfère aux *Comptes Publics* de la province: En prenant comme base l'année 1936-1937, je découvre, dans les *Comptes publics* vérifiés par l'auditeur de la province, que le fonds d'amortissement et les intérêts annuels se montaient à \$9,684,082.78.

Un an après que l'Union nationale eut laissé le pouvoir, d'après les *Comptes publics* pour 1940, le fonds d'amortissement et les intérêts s'élevaient à \$13,067,497.90, soit une différence de \$3,383,415.12, et cela, c'est tout ce que coûte à la province, par année, l'administration de l'Union nationale; et quand le gouvernement vient dire à la province qu'il a imposé des taxes au peuple pour payer les dettes de l'Union nationale, il trompe la population, parce que la différence du fonds d'amortissement, d'une période à une autre période, c'est exactement ce que ça coûte à la province.

Je vais être généreux au cas où l'on me dirait que les fonds d'amortissement sont mal calculés; c'est vrai, les fonds d'amortissements devraient être refaits parce que, lorsqu'on fait un emprunt, l'actif sur lequel on dépense son argent n'a pas toujours la même longueur de vie qu'un autre actif. Je dis que l'administration de l'Union nationale, d'après les chiffres des *Comptes publics*, n'a coûté à la province que \$3,000,000. Je suis prêt, pour aider nos amis du gouvernement, à prendre une autre année de dette. Ce que je ne puis pas admettre, c'est quand on dit, quand les ministériels disent qu'ils ont été forcés d'imposer des taxes nouvelles, taxe de vente, taxe sur le tabac, taxe sur le revenu, etc., pour payer les dettes de l'Union nationale.

Comment, mais les dettes de l'Union nationale, elles coûtent \$4,000,000 par année et vous avez taxé pour \$30,000,000 par année. Or, d'après le trésorier de la province, voici ce que rapporteront les nouvelles taxes imposées par le gouvernement actuel, depuis que l'Union nationale n'est plus à la direction de la province:

Revenu total de taxes:

| | |
|---------------|-----------------|
| En 1939 | \$60,836,100.20 |
| En 1942 | \$90,884,500.00 |

Ceci indique que l'augmentation en taxation de 1939 à 1942, payée par les contribuables de la province, a été de \$30,048,399.80 en trois ans.

Si le gouvernement, comme il le prétend, n'avait taxé que pour payer les dettes de l'Union nationale, il n'aurait élevé les impôts que de \$3,383,415. Or, les taxes, qui rapportaient \$60,836,100, en 1939, rapportent maintenant \$90,884,500. C'est dire qu'on a imposé de nouvelles taxes pour \$30,000,000. Qui oserait soutenir que, pour payer environ \$3,500,000, mettons \$5,000,000 si l'on veut, il était nécessaire d'infliger la population d'un pareil fardeau de \$30,000,000, à une époque où chacun est déjà plus que lourdement chargé par le fisc fédéral?

Ce seul argument, étayé sur des données fournies par le gouvernement lui-même, prouve clairement que les nouvelles taxes, imposées par le gouvernement actuel, ne l'ont pas été pour payer des dettes contractées par l'Union nationale, mais pour tous autres motifs qui, à mon sens, ne s'apparentent pas aux meilleurs intérêts de la province et à l'accomplissement par le gouvernement du devoir qui lui incombe, de rendre justice à la population. Le nœud de l'histoire, la vérité, c'est que le régime actuel qui a imposé \$30,000,000 supplémentaires à la population, affecte une somme exacte de \$3,500,000 au paiement des dettes de l'Union nationale et qu'il utilise la balance, soit \$26,500,000, pour masquer l'augmentation injustifiée de ses propres dépenses en un temps où il n'y a pas de chômage et où il est impossible, à cause de la guerre, de prendre des initiatives de quelque envergure.

J'ai ici le rapport fait sur les affaires de la province de Québec, il y a une dizaine d'années, par la maison Price, Waterhouse & Co. On dit dans ce rapport qu'il n'y avait pas de comptabilité dans la province de Québec. On tenait une caisse. Ces comptables ont eu toutes les misères du monde à établir un bilan.

Il faut parler avec des documents officiels et il y a dans cette province une source d'information officielle: ce sont les *Comptes publics*. Dans les derniers *Comptes publics*, il y a une somme de \$800,000 de dettes qui n'apparaît pas dans le bilan. Le trésorier provincial n'en a pas parlé, mais l'auditeur la mentionne dans son rapport annuel. Cette somme représente une transaction faite récemment. On baisse ainsi la dette de près de un million de dollars. Si le gouvernement changeait l'année prochaine, on chargerait encore cela à l'Union nationale. Cet exposé donne une idée de la situation, telle que cette Chambre doit la connaître. Aucun des chiffres que je présente ne peut être nié.

Dès le lendemain des élections de 1939, l'honorable trésorier a admis que l'Union nationale n'avait pas ruiné le crédit de la province. L'Union nationale a dépensé de l'argent? Oui, mais elle a donné à la province une voirie, aussi bonne que celle d'Ontario, qui a coûté \$277,000,000 tandis que Québec n'a dépensé que \$140,000,000. La province de Québec était 25 ans en retard avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Le gouvernement ne peut faire porter à l'Union nationale toute la responsabilité des dettes de la province. Les dettes du député de Trois-Rivières (M. Duplessis)...

M. l'Orateur: L'honorable député doit porter respect à l'honorable député de Trois-Rivières.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Les dettes de l'ancien régime ne coûtent que \$3,500,000 à la province par année. Le crédit de la province est excellent. Comment se fait-il que, seulement trois semaines après la prise de possession du pouvoir par le gouvernement actuel, le trésorier de la province pouvait dire: "le crédit de la province de Québec était aussi bon que celui de n'importe quelle autre province dans le dominion", bien qu'on n'ait pas eu le temps de changer quoi que ce soit? À ce moment-là, le gouvernement n'avait pas eu le temps, ni la chance, d'imposer de nouvelles taxes. Donc, sans les nouvelles taxes, le crédit de la province, d'après le trésorier, était aussi bon que celui de n'importe quelle autre province et il résulte clairement que les nouvelles taxes n'ont pas été imposées pour rétablir le crédit de la province.

De plus, on se rappelle sans doute que lors des élections générales de 1939, les chefs politiques du gouvernement actuel reprochaient au gouvernement de l'Union nationale de faire des élections avant l'expiration de son terme, soit cinq ans, et ajoutaient que le gouvernement de l'Union

nationale n'aurait pas dû faire des élections avant deux ans plus tard. Comment peut-on prétendre sérieusement que le gouvernement de l'Union nationale avait ruiné le crédit de la province et demander, en même temps, au gouvernement de rester encore deux ans de plus au pouvoir?

J'entendais avec beaucoup d'intérêt le trésorier provincial nous dire, au cours de son discours la semaine dernière, qu'une obligation de la province, échéant en 1963, portant un taux d'intérêt de 4½ %, valait aujourd'hui 112 et qu'en 1939, elle ne valait que 101, ce qui est vrai. Depuis qu'Ottawa a envahi le marché canadien, avec un taux d'intérêt de 3 % par une débenture au pair de 100, cela veut dire que n'importe quelles débentures des provinces et du dominion, ayant les mêmes garanties, sont considérées comme une valeur équitable.

Il est facile d'avoir des amis, surtout lorsque le gouvernement leur accorde beaucoup de faveurs, qui possèdent les moyens de faire augmenter apparemment arbitrairement les débentures de la province en achetant pour un montant quelconque. Mais, cet alibi du trésorier provincial n'est pas impressionnant car, en 1939, le loyer de l'argent n'était pas fixé comme aujourd'hui. Tous savent que, présentement, les emprunts du fédéral, ne portant intérêt à un taux que de 3 %, sont généralement achetés au pair par le public. Il est clair qu'une obligation provinciale à long terme, non pas de 3 %, mais de 4½ %, vaut certainement de 10 à 12 points de plus que le pair. Les successions seront heureuses d'acheter des obligations de la province.

Le taux d'intérêt moyen, sous l'Union nationale, était de 2.77 %; le taux d'intérêt moyen sous le régime actuel est d'environ 4 %. C'est l'Union nationale qui a contribué à baisser le taux d'intérêt payé pour la province de Québec. Aujourd'hui, les obligations du Québec enregistrent des taux d'intérêt moins élevés principalement en raison du changement et de l'amélioration des conditions du marché monétaire, et l'administration actuelle ne peut pas prétendre que ceci est dû à sa bonne gestion financière.

Je voudrais que le trésorier provincial puisse emprunter à meilleur taux que le gouvernement de l'Union nationale. Les administrateurs actuels n'ont pas emprunté à meilleur taux, et cela est prouvé dans tous les *Comptes publics*. J'ai ici une déclaration faite par le trésorier provincial, trois semaines après l'assermentation du gouvernement actuel: "Toutes les dettes contractées par le gouvernement de l'Union nationale, tout l'argent dû par la province sont payés régulièrement depuis le 15 octobre. Au

15 octobre les comptes courants que devait la province s'élevaient à \$15,822,863.47 et les comptes en banque étaient soutirés de \$744,571. La somme de tout ce que doit la province n'est pas encore connue. Malgré cela, tous les comptes régulièrement approuvés par le trésorier et le vérificateur sont payés." M. Mathewson explique aussi que les paiements se font comme dans toute entreprise commerciale ou financière bien conduite: "On paie comptant à tous les 10 jours, avec un escompte de 2 %."

La province de Québec a réglé ses comptes avec un escompte de 2 %; on n'a jamais vu cela dans aucune province pour établir l'équilibre financier. Et le trésorier ajoute ceci: "Toute personne - c'est toujours le trésorier qui parle - qui a fait ou fera des affaires avec le gouvernement de la province de Québec peut s'attendre à être payé régulièrement, honnêtement. Le crédit de la province n'a pu être détruit en trois ans. Il est aussi bon que celui de n'importe quelle autre province. Il est meilleur depuis le 25 octobre. Avant que nous finissions notre tâche, je crois que notre crédit sera le meilleur dont un gouvernement puisse se prévaloir." Est-il possible de prendre au sérieux une déclaration que la province était en banqueroute et, du moment que ces gens-là prennent le pouvoir, on constate que le crédit de la province est aussi bon que celui de n'importe quelle autre province, que les débentures montent sur le marché, que tout le monde est prêt à faire des affaires avec la province?

En 1939, on disait: "Le gouvernement de l'Union nationale ne peut plus emprunter et c'est pour cela qu'il s'en va devant le peuple." Il y avait une autre chose aussi; on le dit moins.

Vous devez savoir qu'en 1917, lors de la guerre comme aujourd'hui, le gouvernement d'Ottawa a passé une loi pour défendre aux provinces de financer des emprunts sans une autorisation expresse. C'est tellement vrai que le premier ministre du temps, Sir Lomer Gouin, a fait passer une résolution par cette Chambre, déclarant anticonstitutionnel l'arrêté ministériel d'Ottawa qui défendait aux provinces d'émettre des débentures pour la période de la guerre. La même chose s'est répétée au cours de la guerre actuelle.

Le gouvernement Godbout n'a pas fait la même chose que Sir Lomer Gouin; il n'est pas intervenu. Cette loi est en vigueur pour toutes les provinces, fermant tous les marchés financiers du monde, lesquels sont fermés pour le gouvernement actuel et pour tous les gouvernements qui ne peuvent pas emprunter sans la permission d'Ottawa. C'était là la question constitutionnelle, à savoir si ce

Parlement avait le droit d'émettre des débetures ou s'il n'avait pas le droit.

Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas voulu rester au pouvoir s'il lui fallait demander la permission à Ottawa, si la province ne conservait pas ses prérogatives. Le gouvernement actuel sait bien qu'il ne peut pas emprunter sans la permission du gouvernement d'Ottawa. C'est contre cela que l'Union nationale critique, qu'elle se bat. Le gouvernement Godbout a fait des concessions que l'on regrettera avant longtemps.

Je veux maintenant parler de la dernière année d'administration de l'Union nationale. Nos amis du gouvernement, après avoir administré la province pendant une période de huit mois, pour l'année 1939-1940, sortirent un état financier dans lequel il y avait un déficit de \$52,000,000⁹ et ont voulu en rejeter la responsabilité sur l'Union nationale, afin de compromettre, aux yeux du public, l'administration de cette dernière. Pendant cette année financière l'Union nationale avait administré la province pour une période de quatre mois. Voici ce que disaient les gens du gouvernement: "L'Union nationale a administré pendant quatre mois, nous autres, huit mois. Or, ce \$52,000,000 de dettes, ce n'est pas le gouvernement qui a fait cela, ce sont eux autres, de l'Union nationale."

Le gouvernement actuel avait peut-être intérêt à accumuler un déficit et à payer des anciennes dettes contractées par ses prédécesseurs politiques et les charger à l'Union nationale? Je n'ai aucune hésitation à répondre affirmativement. Et, lors de la discussion sur les estimés budgétaires, alors qu'il est permis de relever au fur et à mesure les erreurs, nous l'établirons clairement. Mais, aujourd'hui je l'affirme sans crainte de pouvoir être contredit honnêtement.

Et cette année, savez-vous ce qu'on a fait? On n'a pas voulu comparer la période de 1940-1941 avec la période antérieure; on a changé l'année fiscale et fait une année de neuf mois pour ne pas comparer une année de 12 mois avec 12 mois, comme cela doit se faire. Vous savez que, quand on ferme les livres au bout de neuf mois, on peut laisser des comptes en souffrance, on peut donner les rapports qu'on veut, ne pas payer tout de suite pour des comptes dus, jongler avec les chiffres sans comparaison avec une année ordinaire couvrant les 12 mois du calendrier et, avec tout cela, pour neuf mois, on nous a donné un déficit d'au-delà de \$15,000,000, d'après les chiffres du trésorier de la province.

J'irai plus loin: Si on a le droit de fractionner des années, on peut dire que le déficit, pour 12 mois,

serait de \$20,000,000. Dans les revenus de la province il y a \$10,000,000 de nouvelles taxes qui ont été encaissées et que nous n'avions pas à notre époque.

| | |
|-------------------------|------------------|
| Taxe sur le tabac..... | \$ 1,540,000 |
| Taxe sur le revenu..... | 2,410,000 |
| Taxe de vente..... | <u>6,457,000</u> |
| Total..... | \$10,407,000 |

Si le gouvernement n'avait pas eu ces taxes, il aurait fallu qu'il emprunte ou il aurait eu un déficit de \$30,000,000, et cependant, le gouvernement actuel n'a pas eu à faire les dépenses que l'Union nationale avait à rencontrer.

J'affirme que sur les \$30,000,000 reçus par le gouvernement en nouvelles taxes, pas plus de \$5,000,000 ont été pris pour éteindre la dette de l'Union nationale plus les intérêts, et personne ne peut nier cela. Je crois que la province de Québec va comprendre que ceux qui ont taxé, ce ne sont pas les gens de l'Union nationale et je vais démontrer que l'Union nationale n'a augmenté qu'une seule taxe, celle sur la gasoline; cependant nous avons diminué le permis de conduire de \$5 à \$2.50.

En 1937, l'Union nationale avait un revenu de \$47,000,000. En 1939, par une meilleure perception des taxes, par un meilleur contrôle au bureau du revenu en faisant payer plus de 2,000 compagnies qui ne payaient pas de taxes à la province, on a réussi à monter les revenus de \$47,000,000 à \$53,000,000. En 1939, en contrôlant toujours les revenus et sans augmenter les taxes, la province, dirigée par l'Union nationale, avait un revenu de \$60,000,000, c'est-à-dire qu'à chaque année, avec la seule taxe imposée sur la gasoline et grâce à une meilleure perception, on a réussi à monter les revenus de \$6,000,000 à \$7,000,000, sans jamais pressurer, sans jamais taxer, comme le gouvernement actuel.

On est en train de céder à Ottawa nos droits de percevoir des taxes, et je dis qu'avant longtemps, la taxe de vente ne servira plus. On va prendre 50 % du \$30,000,000 chez les salariés, chez les cultivateurs. On ne pourra plus augmenter les taxes. Je vois que le budget du trésorier mentionne un revenu, pour l'an prochain, de \$90,000,000. Le gouvernement d'Ontario ne fait pas son budget sur la même base que celui de Québec. Il prévoit, cette année, une diminution dans ses revenus, comme conséquence de la guerre, comme conséquence du contrôle de l'essence, du contrôle du caoutchouc, comme

conséquence de tout cela; l'Ontario prévoit une diminution de \$10,000,000 dans ses revenus. Est-ce que dans Québec on a prévu cela?

Pendant la période de guerre, on sait qu'Ottawa a besoin de revenus, on sait qu'Ottawa a besoin de souscriptions d'argent, mais quand on est taxé au fédéral, ce n'est pas le temps d'augmenter les taxes dans la province de Québec; quand les revenus étaient de \$60,000,000 en 1939, ils sont maintenant de \$90,000,000, augmentation de \$30,000,000 en deux ans par l'augmentation de taxes.

Je veux parler d'une autre méthode qui a été employée par les gouvernements antérieurs au nôtre et qui est partagée par le gouvernement actuel. Qu'est-ce qu'on a fait pour nos municipalités dans la province de Québec? J'ai sous la main des chiffres qui ne peuvent être contredits parce qu'ils sont pris dans des livres officiels.

Tous admettent que la position financière de la province d'Ontario est très bonne. Au 31 mars 1941, notre dette était de \$318,069,351.08. En 1937, soit près de quatre ans plus tôt, celle de l'Ontario se montait à \$614,000,000, en chiffres ronds. Le gouvernement se décharge sur les municipalités de fardeaux qu'il devrait supporter lui-même, tout comme ont fait d'ailleurs les régimes libéraux d'avant 1936. Le crédit municipal, on l'a dit avec raison, est à la base du crédit provincial. Seulement 10 % des citoyens de Montréal sont propriétaires; cependant, nous avons découvert que 70 % des citoyens de Toronto sont propriétaires. La dette totale des municipalités de l'Ontario est de seulement \$404,290,461¹⁰, quand celle des municipalités du Québec, malgré leur nombre moins élevé de personnes, elles ont une dette plus importante qui s'élevait à \$513,137,878¹¹, d'où une différence de plus de \$108,000,000 qui est le résultat de la mauvaise administration du Parti libéral. Les municipalités d'Ontario, avec une population supérieure de 20 % à nous, devraient avoir une dette plus élevée que celle de Québec, mais elles ont \$100,000,000 de moins.

La ville de Toronto, avec sa population de 700,000 âmes a une dette qui ne dépasse pas \$110,000,000, tandis que la ville de Montréal, avec ses 800,000 âmes, écrase sous un fardeau de \$280,000,000 de dettes. À Montréal, seulement 10 % des contribuables sont propriétaires tandis qu'à Toronto, il y en a 70 %. Est-ce que la race canadienne-française et anglaise de la province de Québec n'a pas le droit d'être propriétaire? En Ontario, nous avons une classe de propriétaires et, dans Québec, nous avons une race de prolétaires.

Ceci se rattache à la finance provinciale. Les petits propriétaires n'ont pas été protégés par les gouvernements de nos adversaires. Les propriétaires qui voulaient absolument conserver, non seulement le sol, mais conserver la propriété qui est en effet le sol de nos ouvriers des villes, se sont fait enlever leurs propriétés parce qu'ils avaient à payer des taxes formidables, des intérêts sur ces taxes, etc. Ce sont des compagnies de trust qui sont propriétaires dans les villes de la province de Québec. C'est de la mauvaise finance.

J'entendais l'autre jour le premier ministre dire qu'il fallait faire tous les sacrifices pour conserver à Montréal son titre de métropole du Canada; le meilleur moyen pour atteindre ce but, c'est de rembourser à la ville ce qu'elle a payé pendant des années, montants qu'elle n'aurait jamais dû payer.

Il est évident, les chiffres cités par les statistiques le prouvent, que la base du crédit provincial a été minée et sabotée par les auteurs politiques du régime actuel et par le régime actuel. Personne ne prétendra sérieusement que protéger raisonnablement et démocratiquement le crédit municipal n'est pas un bon moyen de sauvegarder le crédit provincial. C'est ce que l'Union nationale a compris en aidant les municipalités, en instituant de grands travaux publics, tant pour parer à la crise du chômage que pour créer dans les villes et dans nos campagnes des institutions qui profitaient et profiteront pendant de longues années à la population de la province. Si nous avons dépensé, ce fut pour bâtir, et les œuvres que nous avons laissées en sont des témoignages.

C'est ainsi, par exemple, que l'Union nationale a bâti ou amélioré des milliers et des milliers de milles de chemins; qu'elle a refait à neuf, en la raccourcissant et en l'élargissant, l'artère vitale qu'est la route Québec-Montréal; elle a construit de nombreux ponts, libres de péages et à meilleur marché que l'ancien régime. C'est l'Union nationale, qui a construit les nouvelles routes vers les régions minières de la province; c'est elle qui, pour protéger notre capital humain, a fait abolir presque toutes les traverses à niveau; c'est elle qui a créé l'École des mines, la mine-école, qui a aménagé des parcs dans les villes, bâti des terrains de jeux, des piscines etc., etc.

Le gouvernement actuel, au contraire, obère le fardeau des municipalités. C'est ainsi qu'il leur fait payer une partie des pensions aux vieillards et aux mères nécessiteuses. Le gouvernement libéral a été responsable de l'état des choses, en entravant

l'autonomie des municipalités et en imposant des frais excessifs aux municipalités.

Alors que l'Union nationale a fait son possible pour protéger par tous les moyens la petite propriété, qui est un élément de stabilité de la population, le gouvernement actuel a favorisé la concentration de la richesse dans les mains d'un petit nombre.

Mais, revenons à l'état financier présenté par le trésorier de la province pour l'année 1940-1941. Il admet un déficit de \$15,000,000 pour neuf mois seulement. Pour comparer avec une année entière, il faut dire que cela représente un déficit total de \$20,000,000. Si l'on ajoute à ce dernier chiffre les \$10,000,000 de taxes nouvelles, le déficit réel du gouvernement est bien de \$30,000,000, ce qu'il aurait fallu déclarer si les impôts n'avaient pas été augmentés. Car, si on n'avait pas taxé ainsi, il aurait fallu emprunter le même montant ou avouer un déficit augmenté d'autant. Nous sommes loin du \$15,000,000 admis par le trésorier provincial. Et, c'est là le résultat de l'administration qui prétendait rembourser les dettes de la province au taux de \$100,000 par semaine, soit \$5,000,000 par an! Quel écart entre la vérité et la vantardise!

Il est évident que le trésorier voulait signifier que l'amortissement de la dette se faisait au taux de \$5,000,000 par année. Il n'y a rien de neuf dans tout cela. Tous les gouvernements sont forcés par la loi de créer et de maintenir un fonds d'amortissement. Tous s'y sont soumis sans avoir jamais eu l'idée de se vanter de cela et de la considérer comme un remboursement de dette. L'Union nationale faisait des remises au fonds d'amortissement au rythme de \$75,000 par semaine. Jamais l'idée ne lui est venue de considérer cela comme un haut fait. Elle faisait ce que la loi l'obligeait à faire. Le trésorier se vante-t-il de faire ce que la loi l'oblige de faire?

Tout cela est d'ailleurs facile à vérifier. En consultant les documents publics officiels, on se rend compte qu'au 30 juin 1940, la dette nette de la province était de \$309,000,000 et de \$318,000,000 neuf mois après. Comment le régime actuel peut-il venir affirmer, après cela, qu'il a remboursé une partie de la dette, quand ses propres chiffres prouvent à l'évidence que cette dette, il l'a augmentée? Et cela, lorsque le gouvernement de l'heure n'a plus à supporter l'énorme fardeau des dépenses provenant du chômage, qui fut celui de l'Union nationale, comme ce fut le cas de 1936 à 1939. L'amélioration de la situation économique en général n'est pas due à l'administration du Parti libéral, mais aux conditions mondiales sur lesquelles nous n'avons aucun

contrôle. En raison de la guerre et de l'importante augmentation de l'activité industrielle, le grave problème du chômage a pratiquement disparu.

S'il reste encore des chômeurs, le présent gouvernement les ignore et ne fait rien pour résoudre ce qui reste en fait de chômage. Il a simplement laissé la gestion de ce problème aux municipalités du Québec déjà surchargées. Contrairement à cette politique de travaux publics et d'aide aux chômeurs, le gouvernement ne fait rien et les sans-travail doivent compter sur la charité privée. Ce sont les associations de bienfaisance qui y voient. Le gouvernement les laisse à leur malheureux sort. Il l'a transféré aux municipalités qui doivent s'en occuper.

On se souvient qu'après avoir pris le pouvoir, en 1939, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) est allé chercher un ancien citoyen et comptable de l'Alberta pour faire enquête sur les affaires de la province, M. Thompson. Ce M. Thompson ouvrit un bureau à Montréal en 1936. Jusqu'alors, il avait été membre de l'Association des comptables de l'Alberta. C'était faire une injure imméritée à tous les comptables agréés de la province que de les ignorer de la sorte. Nous possédons sûrement, tant dans les bureaux de langue anglaise que dans ceux de langue française, des comptables dont la compétence égale au moins celle de M. Thompson.

Ce M. Thompson, contre qui je n'ai rien personnellement, est responsable, pour une partie, des déclarations hautement fantaisistes qui ont été faites à propos de la situation financière de la province de Québec. Si le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce avait eu un autre avis, il n'aurait probablement jamais avancé ce qu'il a dit et répété depuis 1939, et le premier ministre n'aurait pas eu à subir un démenti de la part de son propre trésorier provincial.

Je relève le paragraphe suivant du rapport soumis au gouvernement actuel par M. Thompson: "Passif éventuel: Ce n'est qu'en incluant ce passif éventuel avec le passif direct qu'une donnée exacte de la situation financière de la province peut être faite. Dans le bilan ci-attaché, les passifs éventuels suivants, en date du 8 novembre 1939, ont été inclus avec le passif ordinaire." En qualité de comptable agréé, je dois déclarer que cette affirmation de principe, faite par l'expert du trésorier, M. Thompson, est fausse, inexacte et apparemment inspirée par un but politique.

Il a faussé le principe de base de la comptabilité en assimilant les endossements à des engagements pris et en chargeant au compte de

l'Union nationale des dépenses que le trésorier actuel laisse lui-même de côté. Rappelons-nous, toutefois, que c'est l'énoncé de ce faux principe qui lui a permis de charger à l'administration de l'ancien gouvernement la jolie somme de \$43,277,000 pour des objets suivants:

Emprunts garantis par le gouvernement seulement:

| | |
|----------------------------|--------------|
| Sociétés coopératives..... | \$ 1,280,000 |
| Crédit agricole..... | \$11,000,000 |

Remarquez que le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) ne prend même pas cette somme en considération cette année. (Voir la liste ci-dessous)

| | |
|--|--------------|
| Corporation du pont Saint-Louis | \$ 3,000,000 |
| Obligations de municipalités (écoles et hôpitaux, "garanties")..... | \$ 4,800,000 |
| Engagements contractuels (pour payer l'intérêt et pourvoir au fonds d'amortissement sur certaines émissions de divers hôpitaux, instituts de charité, payables par versements annuels pendant un certain nombre d'années)..... | \$18,500,000 |
| Total des endossements | \$43,000,000 |

Précisions que cette somme comprend des endossements qui furent donnés par le régime de nos successeurs. Cela ne fut jamais mentionné. Il fallait tout ramasser pour en charger l'Union nationale et on connaît le but que l'on se proposait d'atteindre. Si M. Thompson considérait ces sommes comme des engagements pris par l'Union nationale, pourquoi n'en est-il plus question dans la comptabilité publique depuis l'arrivée au pouvoir du trésorier actuel et de son gouvernement? Ces faits prouvent que le gouvernement actuel n'a pas hésité, pour tenter de détruire l'œuvre nationale d'un homme et de son gouvernement, à outrager la vérité et à salir la réputation de la province. L'histoire jugera, comme ils méritent d'être jugés, les auteurs d'une manœuvre aussi méprisante.

C'est ainsi que, pour grossir la dette mise à la charge de l'administration précédente, on a fait compter le passif éventuel de la province et même des endossements contractés par des régimes précédents dans le calcul de cette dette. On a même inclus dans le passif \$11,000,000 du crédit agricole.

Aujourd'hui, le trésorier dit que le crédit agricole n'entre pas dans le budget. On a deux façons de calculer: l'une pour l'Union nationale, l'autre pour le gouvernement actuel. Et, l'on prétend faire des comparaisons.

Le gouvernement se vante actuellement qu'il touche suffisamment de revenus pour solder toutes les dépenses et qu'il lui en restera assez pour faire des dépenses capitales de plus de \$11,000,000. Si cela est vrai, pourquoi certaines taxes ne sont-elles pas abolies? L'administration actuelle a le devoir de diminuer les taxes qui pèsent si lourdement sur la population. Qu'on fasse au moins sauter l'odieuse taxe de vente, qui va chercher \$10,000,000 dans les poches du petit consommateur.

Nos amis d'en face ont clamé que l'Union nationale ne pouvait plus emprunter en 1939. Les faits établissent clairement que l'Union nationale, au mois d'août 1939, a pu emprunter une somme de \$30,000,000 sur le plus grand marché bancaire du monde: le marché américain, marché qui aide aujourd'hui la riche Grande-Bretagne, marché que convoitent, après s'en être servi énormément, le gouvernement fédéral, la France et tous les pays. Mais, la situation de la guerre et l'utilisation du marché monétaire par le gouvernement fédéral rendaient plus difficiles les transactions, à tel point que le gouvernement actuel, dans une autre vantardise, dit ne pas vouloir emprunter, alors qu'il n'est pas capable d'emprunter. Il proteste contre ce contrôle du fédéral qui essaie de détruire l'autonomie de la province.

La situation de 1917 se répète. On se souvient que le gouvernement fédéral du temps avait adopté un arrêté ministériel pour défendre aux provinces de faire des emprunts sans autorisation expresse. La province de Québec était alors administrée par Sir Lomer Gouin. Pour protéger notre autonomie, le gouvernement de Sir Lomer Gouin adopta une mesure ministérielle pour protester contre cette atteinte à nos droits et affirmer que la défense faite par Ottawa était illégale et anticonstitutionnelle. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas voulu rester au pouvoir en perdant ses droits.

(Sourires et mouvements d'incrédulité à droite)

On a parlé de Montréal. Si on veut sauver la métropole, que les gouvernements d'Ottawa et de Québec lui remboursent¹² toutes les sommes qu'elle a dépensées pour le chômage, étant donné que le problème relève du fédéral, selon les autorités d'Ottawa.

Le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), champion de l'autonomie provinciale, se battit lui

aussi pour la sauvegarde des droits de la province de Québec, mais le premier ministre actuel courbe la tête et se soumet docilement aux décisions des centralisateurs.

La population de la province se souvient de l'attitude prise par l'ancien premier ministre (M. Duplessis) lors des élections de 1939. Alors qu'il revendiquait pour sa province son autonomie entière et qu'il la défendait contre l'emprise des centralisateurs, le gouvernement fédéral, aidé par le premier ministre actuel et ses partisans, a ravalé les grandes questions patriotiques à des menées électorales inqualifiables. Le peuple se rend compte de plus en plus que le gouvernement actuel augmente les taxes, augmente la dette, augmente les accrocs à la vérité. Les gens de la province commencent à se rendre compte que le gouvernement actuel est meilleur pour augmenter les taxes, la dette et d'autres frais qu'il ne l'est pour améliorer les problèmes actuels. Que le premier ministre et ses collègues n'essaient pas de présenter les réformes nécessaires pour réaliser les promesses électorales.

Je demande au gouvernement de faire de la politique véritable, de ne pas faire de la politique pour gagner des élections, d'examiner la situation de la province de Québec, de jeter un regard en dehors de la province, d'examiner la situation de nos municipalités, et il verra qu'il y a beaucoup à faire dans ce domaine. Il faut absolument faire quelque chose pour nos petits propriétaires. Le gouvernement de l'Union nationale a pensé à aider les petits propriétaires. Au lendemain de la guerre, il y aura des mouvements nouveaux. Si on ne fait rien, alors que nous aurons à résoudre une foule de problèmes, des attaques injustifiées seront portées contre les partis.

Comme conséquence de ces attaques, vous aurez le résultat suivant: ces partis politiques seront peut-être obligés de disparaître et vous donnerez naissance à toutes sortes d'idées. Si vous n'avez, dans la province de Québec, que des prolétaires et des gens qui ne sont pas attachés au sol, alors ce sera le danger. Il faut préparer l'après-guerre. Si nous n'avons que des prolétaires dans la province, on aura des gens qui ne seront attachés à rien. Préparons un ordre pour l'après-guerre. Encourageons les petits propriétaires comme l'Union nationale a encouragé les cultivateurs qui, sans le crédit agricole, auraient quitté leurs terres. La partie la plus saine d'une population, c'est celle qui est propriétaire.

L'honorable trésorier nous a dit qu'il voulait payer toutes les dépenses de la province à même les revenus. C'est bien, on a droit à s'attendre à ce que

les dépenses de la province soient payées à même les revenus, mais il admettra que, si l'on devait entreprendre des travaux comme cela devra se faire après la guerre, si nos gens nous reviennent, si les usines ferment, nous serons sans préparation. Je demande au gouvernement d'y penser, de se préparer, de créer des revenus, d'organiser son programme immédiatement et de ne pas faire de la finance à l'envers, de ne pas trahir nos sources de revenus, parce que la province va en avoir besoin.

La province ne sera pas capable de payer à même les revenus actuels les entreprises d'envergure que l'on aura à accomplir après la guerre. Il sera impossible de taxer la population davantage, et le seul moyen pour Québec de se garantir, sa seule porte de sortie, c'est de ne pas perdre le contrôle de ses revenus sûrs. N'oubliez pas que, quand on cède un droit pour une période de guerre, on ne sait pas quand on le reprendra. La province ne doit donc pas céder ses droits de revenus à Ottawa.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut devancer le débat sur l'entente avec Ottawa qui fait le sujet d'une motion inscrite au *Feuilleton*.

M. Gagnon (Matane): Sans vouloir critiquer votre décision, M. l'Orateur, je dirai que l'honorable trésorier a fait allusion à cette entente dans son discours.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut discuter au mérite, une question qui fait le sujet d'une motion de l'opposition elle-même.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Je voulais dire tout simplement que nous voulons bien coopérer, mais pas au détriment de notre autonomie. Un des grands arguments du chef de l'Union nationale, l'honorable M. Duplessis, c'était précisément l'autonomie des provinces, le droit qu'à chaque province de conserver ce qui lui est garanti par le pacte de la Confédération, et dans ces garanties, il y a les sources de revenus qui permettent à chaque province de se gouverner elle-même. À ceux qui prétendent que notre intention n'était pas juste, nous répondrons qu'il n'a jamais été question de refuser au gouvernement du pays la collaboration qu'il est en droit d'attendre de la province de Québec, mais que nous voulons protéger l'autonomie de notre province dans tous les cas, où, même pour atteindre des fins supérieures, il n'est pas nécessaire de la violer.

Je sais que nos adversaires prétendent qu'ils protègent eux-mêmes cette autonomie, en dépit de

toutes les mesures centralisatrices auxquelles ils ont consenti. Je vous ferai remarquer à ce sujet que pour avoir une idée exacte de ce qu'est pour nous l'autonomie, il ne suffit pas de s'en tenir à la définition du dictionnaire Larousse.

L'Union nationale a toujours donné au mot autonomie un sens concret, réaliste et pratique. La première condition du maintien de l'autonomie est de permettre à chacune des provinces de contrôler ses sources de revenus. Nous avons fait porter la lutte sur ce point précis, parce que nous en savons toute l'importance. Ce n'est pas parce que notre point de vue n'a pas été compris que nous aurions tort. Nous nous rendons compte, aujourd'hui, que la population de la province de Québec comprend mieux qu'autrefois la portée des changements apparemment négligeables qui ont été faits, et qu'elle s'oppose, comme nous, de toutes ses forces, à la cession de nos droits, surtout sous les fuites prétextes qui ont été invoqués par les tenants de la centralisation et leurs complices.

Le système économique mondial est fondé sur différentes bases suivant les opinions des différentes époques. D'aucuns prétendent que l'or doit servir comme base; d'autres que c'est l'argent; d'autres que ce sont les importations et les exportations. Toutes ces bases sont conventionnelles, soumises aux fluctuations et aux aléas des opinions des États qui dirigent. Mais, une chose est indéniable, une valeur est incontestable, cette valeur est stable et elle est la plus sûre des valeurs réelles, parce que indépendante dans son essence de toutes les fluctuations, alors que toutes les autres y sont soumises: c'est la terre nourricière de l'humanité, c'est la terre qui garantit le passé, qui a sauvé le présent, c'est la terre auxiliaire indispensable des Alliés, c'est la terre, dont la stabilité fondamentale essentielle apporte au règlement des questions de l'après-guerre une solution matérielle, et je dirai même spirituelle, à nulle autre pareille.

La province de Québec va vers un désastre, si nous continuons dans la voie où nous nous sommes engagés. Car, la terre est en même temps gardienne des traditions. Je veux parler au nom de l'Union nationale qui a pensé à organiser dans la province de Québec, au point de vue économique, le crédit agricole qui a donné \$35,000,000 pour conserver sur le sol nos cultivateurs et garder les fils sur la terre, stabilisant la situation de l'agriculture dans la province et en aidant aux solutions des problèmes de l'après-guerre, politique de vision, de prévoyance, de patriotisme et de survie. C'est grâce à l'Union nationale, si notre paysannerie a été sauvée d'un désastre certain.

L'Union nationale n'a-t-elle pas procuré à la province et à sa population des richesses incomparables en posant un acte éminemment patriotique? Les jeunes gens de la campagne désertent la terre pour venir gagner des salaires dans les usines de guerre. Nous voyons cet exode vers les villes et, au lendemain de la guerre, le gouvernement actuel s'il est encore là verra qu'il n'a pas préparé l'après-guerre. Comment pourrions-nous faire retourner ces gens sur le sol s'ils n'ont pas de capital?

L'Union nationale s'est rendu compte que les gens désertaient les campagnes, que l'on perdait de l'intérêt, et elle a pris le moyen de garder ces gens sur la terre, sans faire perdre un sou à la province, comme le trésorier provincial l'a admis lui-même dans son discours. Elle a institué le crédit agricole, qui se rembourse à 100 %, et qui a eu comme avantage de permettre aux cultivateurs de rester sur la terre.

Le gouvernement actuel parle de réformes, surtout de réformes éducationnelles. Mais, toutes les réformes qu'il a mises en pratique n'ont, comme étendue, que les bouches qui les proposent et, comme écho, que les oreilles de ceux qui les ont entendues. On dit que l'éducation est un désastre, mais ce n'est pas la faute de l'Union nationale, qui n'a été au pouvoir que trois ans. Nous voyons partout des commissions scolaires au bord de la faillite, nous voyons des écoles de Montréal qui viennent demander à la Législature de leur aider. Le Parlement existe pour voter les subsides nécessaires à l'éducation, mais non pas pour organiser l'éducation.

L'éducation est dirigée par le Conseil de l'instruction publique, composé de tous les évêques de la province de Québec et d'un nombre égal de laïcs, et c'est ce comité qui doit être en charge des matières que l'on doit enseigner dans les programmes de nos écoles. Si nos enfants ne sont pas instruits, n'allons pas voir des politiciens, mais allons voir des pédagogues. Il n'y a pas un seul homme dans cette Chambre qui peut toucher au programme de l'enseignement dans la province de Québec. Du reste, le Parlement n'a rien à faire dans la question. C'est lui qui doit choisir les programmes et l'Assemblée législative n'a qu'à voter les octrois nécessaires.

(Applaudissements à gauche)

Dans ce domaine, l'État n'a aucun droit et un seul devoir: payer! Espérons que ce ne sera pas des discours que l'on fera cette année. Ça fait deux ans que l'on entend dire que l'éducation va être améliorée dans la province de Québec. Jamais on ne

réalise ce qui doit être réalisé. Le problème scolaire n'est pas l'affaire d'un parti politique, le problème scolaire devrait être soumis à un groupe compétent et l'on devrait trouver le moyen de faire instruire nos enfants, pauvres comme riches.

On doit organiser d'une façon bien équilibrée la finance scolaire dans la province de Québec, et tant qu'on ne fera pas cela, je dis que nous n'avancerons à rien. Il nous faut réaliser ce que nous avons à faire et comprendre que la province de Québec est composée de représentants du peuple qui sont là pour régler les problèmes que les municipalités ne peuvent pas régler. Or, l'éducation est devenue un problème d'ensemble, c'est un plan d'ensemble qu'il faut avoir pour l'éducation, et c'est de première importance pour Québec.

Je veux terminer sur cette pensée. Je crois avoir prouvé que l'Union nationale n'a jamais ruiné la province, que toutes les dépenses faites par l'Union nationale étaient essentielles, par exemple pour donner de meilleures routes; l'Union nationale a dépensé pour aider les chômeurs, les ouvriers, pour empêcher le pauvre monde de mourir de faim. Les Travaux publics qui ont été faits à travers la province l'ont été par les chômeurs, sauf dans les cas où une main-d'œuvre spécialisée était nécessaire.

J'ai prouvé que le gouvernement actuel a augmenté les taxes de \$30,000,000 et qu'il n'a pas le droit de prétendre que cette augmentation est pour payer les dettes de l'Union nationale. Je veux en terminant réitérer ces observations que:

1° dans les circonstances, on doit orienter toute la finance, notre économie générale, de façon à venir en aide d'abord à nos enfants en réorganisant la situation scolaire;

2° que l'on doit s'occuper de rétablir l'équilibre financier de nos municipalités afin de permettre à nos compatriotes d'être propriétaires et de demeurer chez eux à titre de propriétaires et non de prolétaires;

3° je suis d'opinion que Québec devrait commencer à réaliser que c'est une erreur que d'entreprendre des campagnes comme celles que l'on a entreprises depuis quelques années. Je sais qu'il y a des hommes qui sont venus ici avec l'esprit de servir leur province, mais lorsqu'on est exposé à toutes sortes d'attaques, comme celles qu'a subies notre chef, l'honorable M. Duplessis, par contre il y a des hommes qui n'envisagent pas la situation politique au point de vue de l'avenir de leur province, mais au point de vue de l'avenir de parti ou intérêt personnel; la province de Québec s'en va vers un désastre. Il y a dans cette province

des hommes de valeur qui ne voudraient pas venir ici parce qu'ils ne voudraient pas subir des attaques injustes.

Je pourrais citer les écrits qui ne sont pas de nature à encourager ceux qui ont la formation nécessaire pour venir aider à résoudre les problèmes dont les solutions sont compliquées. Si le Parlement veut étudier, examiner, et tâcher de diminuer les taxes dans la province de Québec, les gens seront plus heureux.

Dans un an ou deux, peut-être dans quelques mois, nous verrons ce que la province de Québec pense des nouvelles taxes imposées par le gouvernement Godbout.

L'Union nationale a réalisé des réformes en stabilisant le présent et garantissant l'avenir, mais le gouvernement actuel fournit seulement au peuple un surplus de paroles, une accumulation de taxes et un déficit de vérité. L'Union nationale lui a accordé un surplus de réalisations fécondes¹³.

L'honorable M. Bastien (Berthier): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

Dépenses pour des réclamations ou des comptes

M. Morin (Champlain): Depuis le 1^{er} janvier 1941 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement, quel est le total des argentés déboursés par la province de Québec, relativement soit à des réclamations ou soit par des comptes antérieurs au 26 août 1936?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): \$24,445.33.

Destitution de fonctionnaires

M. Barrette (Joliette): Depuis le 1^{er} janvier 1941 au 12 mars 1942 inclusivement, combien de fonctionnaires, appartenant au service intérieur ou extérieur de la province, ont été destitués?

Combien dans chaque département?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Voir la liste ci-dessous)

| | |
|---|-----|
| Agriculture | 5 |
| Auditeur: Bureau de l' | 33 |
| Bureau de reconstruction économique | 112 |
| Chasse et Pêche | 6 |
| Colonisation | 15 |
| Conseil exécutif..... | 1 |
| Imprimeur du Roi..... | 1 |
| Instruction publique..... | 1 |
| Mines..... | 4 |
| Pêcheries maritimes..... | 2 |
| Procureur général | 98 |
| Revenu..... | 8 |
| Santé et Bien-être social | 3 |
| Terres et Forêts..... | 4 |
| Travail | 13 |
| Travaux publics..... | 14 |
| Voirie..... | 14 |
| | 334 |

Dépôt de documents:

**Commission des liqueurs
de Québec, 1940-1941**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Commission des liqueurs de Québec, 1940-1941. (Document de la session no 27)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 7 avril 1942

Présidence de V. Bienvenue

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent, et le président des comités M. Valmore Bienvenue (Bellechasse) prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant.

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Jewish Hospital
of Hope**

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 constituant en corporation Jewish Hospital of Hope.

Cet hôpital est une organisation charitable poursuivant un travail philanthropique depuis 36 ans. On s'y occupe surtout de malades incurables.

La ville de Montréal lui a fait don d'une vaste étendue de terrain pour lui permettre d'ériger cet hôpital.

Il est situé rue Sherbrooke-Est. La ville devra nommer un membre comme directeur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bienvenue (Bellechasse)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. La corporation aura le droit d'acquérir de la pétitionnaire toutes propriétés mobilières et immobilières et tous biens de toute nature et de tout genre, possédés par elle, dans la mesure seulement où ces acquisitions seront liées au projet d'hôpital et aux bâtiments construits; assumer toutes les obligations de la pétitionnaire relatives audit hôpital; le tout devant être fait par acte notarié signé par les parties intéressées."

M. Bourque (Sherbrooke): L'hôpital est-il construit?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):
Oui, mais il n'est pas complètement terminé et on ne l'a pas encore ouvert aux patients.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"3. Les fins et buts pour lesquels la corporation est créée par la présente loi sont:

"a) L'exploitation, l'aménagement et l'entretien d'un hôpital pour les incurables et/ou les personnes souffrant de toute autre maladie qui pourrait être déterminée par les règlements de ladite corporation; l'accomplissement et la pratique de ce qui est en usage dans un hôpital de ce genre.

"b) L'admission et le soin des personnes, sous telles restrictions et conditions de paiement qui pourront être établies et prescrites à l'avenir par les règlements de ladite corporation;

"c) L'admission et le soin de tels malades à titre de patients pauvres sous telles restrictions et réglementations qui pourront être établies par lesdits règlements.

"d) L'avancement de la science médicale et chirurgicale, l'établissement et le développement de laboratoires pour cliniques, expériences et recherches scientifiques; l'entente dans ce but avec toute autre corporation; la pratique de la dissection sur les cadavres pour la formation professionnelle des médecins et des chirurgiens sous réserve de l'article 1 et suivants du chapitre 265 des Statuts refondus, 1941 concernant l'anatomie;

"e) L'établissement, l'acquisition et l'exploitation de sanatoriums pour le traitement de la tuberculose ou autres maladies, de maisons pour convalescents, de résidences pour gardes-malades et d'œuvres de même nature."

M. Paquette (Labelle): Je vois que l'hôpital juif demande des privilèges que ne détiennent même pas les hôpitaux canadiens-français et canadiens-anglais, notamment en ce qui concerne la dissection des cadavres et la nomination des professeurs de clinique, qui ne doivent relever que des universités. Le bill accorde aussi à l'hôpital israélien le droit d'établir des sanatoriums, des maisons pour les incurables, les convalescents, etc.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement verra à accorder aux Juifs les privilèges accordés aux autres hôpitaux, mais rien de plus.

Nous allons ajourner l'étude du bill, afin de savoir s'il accorde à cet hôpital des pouvoirs qui ne sont pas octroyés aux autres hôpitaux et afin qu'il n'y ait pas de privilèges spéciaux accordés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1942-1943 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Bastien (Berthier): (Applaudissements) M. l'Orateur, je suis heureux de souhaiter, au nom de la députation, la plus cordiale bienvenue aux nouveaux députés qui sont entrés à la Chambre cet après-midi. Leur réputation les avait précédés à l'Assemblée législative et ils rendront de grands services à la province. Je leur souhaite une longue et fructueuse carrière.

L'entrée de nouveaux députés est toujours un jour de joie en cette Chambre, mais l'honorable représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) a vu quand même tout en noir. Il n'a pas été aimable pour le chef intérimaire de l'opposition, car il a dit que le chef numéro 1 l'avait choisi comme critique financier de la gauche. L'an dernier, c'est l'honorable représentant de Matane (M. Gagnon) qui avait été choisi pour cette tâche et il s'en était acquitté avec plus de succès que mon honorable ami (M. Beaulieu).

Le député de Saint-Jean-Napierville a montré qu'il avait une rude besogne à accomplir en critiquant le budget. Il s'est trouvé en présence du budget du trésorier et député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) qui est l'un des plus beaux, des mieux équilibrés qui aient jamais été présentés à la Chambre, depuis nombre d'années. Ce budget nous a valu des compliments et des éloges de tous les journaux, même ceux qui nous combattent.

Ils ont même déclaré qu'il faudrait remonter jusqu'à 1939 pour trouver un exposé financier aussi sain et réconfortant pour le crédit de la province. Ils

ont aussi reconnu que le budget de l'honorable trésorier était un des meilleurs que la province ait eus et l'honorable député de Saint-Jean-Napierville n'a pas pu s'en apercevoir.

Mon honorable ami (M. Beaulieu) s'améliore cependant. Ses mœurs politiques s'améliorent. J'ai été heureux de l'entendre demander cet après-midi du respect pour les hommes publics et pour son chef.

J'ai assisté à la naissance politique de l'honorable député de Saint-Jean-Napierville, naissance difficile.

(Rires)

Le soir de l'élection, croyant que nous avions gagné, et nous avons gagné par 22¹⁴ voix, les amis de mon honorable ami, les unionistes, nous ont attaqués. Ils ont lancé des pierres aux hommes publics et ont même endommagé la propriété de citoyens respectables.

Les chefs libéraux ont été reçus avec des pierres et des tomates à Saint-Jean même. Et, aujourd'hui, le représentant de Saint-Jean-Napierville demande le respect des hommes publics et celui de l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis). L'honorable député nous a dit qu'il ne resterait pas longtemps dans la vie publique...

Des députés de l'opposition soulèvent des points d'ordre.

M. l'Orateur suppléant intervient.

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Je dois dire à l'honorable ministre que je n'ai pu contrôler les incidents, le soir du vote à Saint-Jean, auxquels il a fait allusion.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Les tomates, les cailloux et les injures ne sont jamais venus de notre côté. Quelle que soit la durée de la carrière de mon honorable ami, le Parti libéral continuera à faire des luttes de gentilhomme dans la province de Québec.

(Applaudissements)

L'honorable député a dit que nous avions retiré \$30,000,000 de nouvelles taxes de plus, sans augmenter l'actif de la province. Ce n'est pas le cas. Il est vrai que nous avons imposé des taxes. Mais, nous avons augmenté l'actif de la province. Ainsi, du 8 juin¹⁵ 1939 au 31 mars 1940, nous avons dépensé \$16,000,000 pour la construction de routes nouvelles. D'avril 1941 à avril 1942, nous avons dépensé \$11,000,000 encore pour des routes nouvelles. Le gouvernement Godbout devait imposer des taxes supplémentaires uniquement pour payer les frais de la dette qui avaient terriblement augmenté

depuis 1936 et pour les dépenses en capital de Québec, sans nouvelles émissions d'emprunts dispendieux.

Mais, le représentant de Saint-Jean-Napierville est le seul à ignorer que nous avons construit pour \$27,000,000 de belles routes en deux ans: le boulevard New York-Montréal, la route Montréal-Québec, rive sud, le boulevard Métropolitain à Montréal, la route Sainte-Anne-Baie-Comeau, la route Sainte-Anne-Métis...

M. Gagnon (Matane): Combien de milles ont été construits sur cette route depuis 25 ans?

L'honorable M. Bastien (Berthier): Je ne parle pas de la politique de l'Union nationale. Elle n'est pas défendable.

(Applaudissements et rires)

Non seulement nous avons augmenté l'actif de la province, mais nous avons tenu les promesses de l'Union nationale, qui sont parties en coup de vent.

Le gouvernement a aussi donné \$1,100,000 par an pour aider la construction de l'Université de Montréal, dont nous avons assuré le parachèvement. Il a déboursé \$1,600,000¹⁶ pour la construction et l'achat de l'école de Victoriaville, et l'achat de la bibliothèque Saint-Sulpice dans la métropole. Ceci s'ajoute à l'actif de la province.

M. Bourque (Sherbrooke): L'honorable premier ministre a dit que l'école avait été achetée pour le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Bastien (Berthier): L'honorable représentant de Sherbrooke est un bon colonel, mais il sait que l'honorable premier ministre n'a jamais dit cela.

L'honorable député de Saint-Jean-Napierville a tenté de mettre en contradiction l'honorable premier ministre et l'honorable trésorier au sujet de la dette. Il est apparent que le député se trompe dans la désignation des montants de la dette. Il ne sait pas qu'il y a une dette consolidée, une dette flottante et une dette directe, qui exclut, elle, la dette indirecte et les engagements. Comparons les deux régimes au sujet de la dette directe.

Au chapitre de l'administration financière de l'Union nationale, le fait est que du 30 juin¹⁷ 1936 au 8 novembre 1939, lorsque le parti de l'Union nationale était au pouvoir, elle a emprunté¹⁸ \$217,000,000, dont \$51,000,000 pour rembourser des émissions échues. Nos adversaires ont donc eu,

en nouvel argent, \$166,000,000. Après avoir déduit de ce montant \$40,000,000 pour le paiement et pour consolider la dette flottante que nous avons laissée, il est donc resté aux administrateurs du temps \$126,000,000¹⁹ pour couvrir ses déficits.

D'un autre côté, concernant les opérations financières du gouvernement actuel, le bilan est fort différent. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons emprunté \$130,725,000 du 8 novembre 1939 au 28 février 1942. Le gouvernement a eu à rencontrer \$64,700,000 d'échéances. Il lui est resté seulement \$66,025,000²⁰ de nouvel argent, dont il a fallu déduire \$55,000,000 pour payer et consolider la dette flottante, laissée par l'Union nationale. En réalité, nous n'avons utilisé que \$11,025,000 pour couvrir les déficits de l'Union nationale.

L'honorable député de Saint-Jean-Napierville a été d'une faiblesse extraordinaire. Il a dit en parlant de la hausse de nos obligations, après le retour des libéraux au pouvoir: "Quand on a des amis, il est facile de faire monter les obligations de la province à la bourse".

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Je n'ai pas dit que l'honorable trésorier avait fait cela.

L'honorable M. Bastien (Berthier): J'accepte le repentir de mon honorable ami.

(Rires et applaudissements à droite)

Il a eu raison de dire: "Les successions vont acheter nos obligations à 112". Mais même à 101, sous l'Union nationale, elles n'en achetaient pas.

L'honorable député n'a pas voulu considérer la dette directe des deux régimes. Au 30 juin 1936, la dette directe et indirecte, comprenant les engagements de la dette flottante et de la dette consolidée, est cependant passée de \$183,747,000²¹ à \$346,133,000, au 8 novembre 1939. En l'espace de 38 mois²² de régime d'Union nationale, ces messieurs ont augmenté la dette de plus de \$162,386,000.

"Le trésorier a dit que le crédit de la province était bon même en 1939", s'est écrié l'honorable député de Saint-Jean-Napierville. Mais, le crédit, c'est la confiance et, quand nous disions au peuple en 1939: "Sauvons l'honneur et le crédit de la province", nous avions raison. Le crédit des pays comme celui des particuliers ne reposait pas seulement sur l'argent, mais plus particulièrement sur la confiance du créancier envers le débiteur. Après la chute de l'Union nationale, le crédit de la province était sauvé et nous avons pu emprunter \$65,000,000 pour payer ses comptes en souffrance et sa dette flottante. La confiance était revenue.

L'Union nationale, elle, ne pouvait plus emprunter. L'auditeur dit que, sur une émission de \$20,000,000 en mars 1939, \$9,000,000 n'étaient pas vendus au mois de juin 1939. "Si nous sommes partis si brusquement, c'est qu'Ottawa empêchait les provinces d'emprunter et nous avons voulu sauver notre autonomie", nous a dit l'honorable député de Saint-Jean-Napierville. Il regrettera cette affirmation. Toutes les provinces pouvaient emprunter, sauf aux États-Unis où on ne prêtait pas aux pays belligérants. C'est pour cela que ces messieurs ont plié bagage un samedi, lorsqu'il n'y avait que quatre ministres au Conseil.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) avait promis mer et monde à Montréal. Il avait promis d'abolir la taxe de vente, de lui donner une part des revenus de la Commission des liqueurs et une part des revenus des licences d'autos. Mais, le chef de l'Union nationale a oublié ses promesses. Il a oublié non seulement de respecter ses promesses, mais il a même oublié de payer à Montréal ce que le gouvernement lui devait en secours directs. Une fois au pouvoir, le Parti Libéral a été obligé de payer à Montréal, à partir de ce compte, la somme de \$4,120,000.

Le représentant de Saint-Jean-Napierville a mieux parlé sur l'adresse que sur le budget. Ce qui l'a rendu tour à tour terne et nerveux, c'est qu'il devait se faire le critique d'un gouvernement qui a fait quelque chose d'extraordinaire dans l'administration financière de la province.

(Applaudissements)

L'Union nationale dépensait au rythme de \$17,000,000 par mois et elle devait avoir recours à des trucs de comptabilité. Les dépenses de l'ancien gouvernement de Duplessis s'étendent sur une période de trois ans seulement et elles s'élèvent à \$306,559,000; soit \$88,451,000 pour 1938; \$110,108,000 pour 1939 et \$108,000,000 pour 1940. Par ailleurs, les dépenses du gouvernement libéral actuel pour une période de trois ans s'élèvent à: \$71,912,000 en 1941; \$89,407,000 en 1942 et une prévision de \$89,286,000 pour 1943. Ceci représente un total de seulement \$250,605,000 pour trois ans. Sous l'Union nationale, la moyenne annuelle des dépenses était de \$102,186,333 et, sous le régime actuel, de \$83,535,000. Tout ceci indique qu'il y a une importante différence de \$18,651,333 par an en notre faveur entre les dépenses de l'ancien gouvernement et celles du gouvernement libéral actuel.

Permettez-moi encore une comparaison: En 36 mois d'administration, l'Union nationale a eu au

compte ordinaire, revenus et dépenses ordinaires, excluant dépenses extraordinaires et de capital, des déficits accumulés de \$34,163,000²³. Pendant 33²⁴ mois d'administration, au contraire, le gouvernement actuel a accumulé, au même compte ordinaire aussi, des surplus qui s'élèvent à \$34,803,000. Le changement radical que nous avons effectué dans le domaine des finances de la province peut aisément se voir.

(Applaudissements)

Et, en l'espace de 24 mois, finissant le 31 mars 1943, nous bouclons le budget avec un surplus global de \$1,948,000 pour les opérations sur tous comptes (ordinaire et de capital).

(Applaudissements)

D'un autre côté, en 36 mois, l'Union nationale a eu un déficit global de \$136,924,000 pour les opérations sur tous les comptes. C'est cette différence dans la politique financière qui a valu au gouvernement des éloges universels.

Le représentant de Saint-Jean-Napierville a parlé des travaux exécutés sous l'Union nationale pour remédier au chômage. Ça a été une orgie de dépenses! "Ah! oui, mais nous avons aidé les chômeurs", a dit l'honorable représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu). Voyons quels sont les chômeurs qui ont profité de l'Union nationale.

Parlant des moyens employés par l'Union nationale pour gaspiller l'argent, dans le comté de L'Assomption, on a construit un pont. Les soumissions ont été demandées. La plus haute était de \$23,700, la plus basse de \$19,800. Aucun soumissionnaire n'eut le contrat. On n'a accepté ni la plus haute, ni la plus basse soumission. Mais, celle-ci fut accordée à un autre au prix de \$49,500 par le Bureau de reconstruction économique. Le seul changement aux plans et devis était l'addition d'une balustrade en béton au coût de \$650.

M. Bourque (Sherbrooke)²⁵: Est-ce un pont du ministère des Travaux publics?

L'honorable M. Bastien (Berthier): C'était un pont du Bureau de reconstruction économique dont l'honorable député de Sherbrooke (M. Bourque) faisait partie.

(Applaudissements)

Continuons la liste. Dans Charlevoix-Saguenay, la route Sainte-Anne-Tadoussac, où, pour 11 milles de chemin, un peu moins même, un chemin de troisième classe, dont 6 milles ont été ébauchés, on a payé \$1,300,000, c'est-à-dire une dépense moyenne de \$71,000 du mille.

Dans le comté de Roberval? Il y eut le chef-d'œuvre de la route de Chibougamau. J'attire l'attention de mon honorable ami le chef de l'opposition intérimaire. C'est un chemin sur lequel on ne passe qu'en hiver: On a dépensé un quart de million.

Dans le comté de Portneuf, à quelques milles de Québec, à Donnacona, seulement pour étudier le site d'un pont, on a dépensé \$48,386. Des études qui coûtaient cher... Voilà 15 ans que je suis député et je n'ai jamais été témoin d'études qui aient coûté si cher à la province²⁶. Mais cela, ce sont les petites bouchées.

Sous le gouvernement de Duplessis, il y avait, dans le cabinet, deux champions de la dépense. Il y avait une bataille entre le premier ministre (M. Duplessis) et le grand sociologue de l'Union nationale, M. William Tremblay alors ministre du Travail, pour savoir lequel des deux dilapiderait le plus l'argent de la population. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) s'est réservé la grosse part dans son comté: le chef de l'Union nationale a dépensé \$4,000,000 et plus dans la ville de Trois-Rivières seulement, dont un demi-million pour le terrain de jeux de Saint-Philippe et \$113,000 pour la construction d'une piscine. Pour marquer son règne, il a même fait construire, pour \$300,000, un stade et un colisée. La seule construction de la porte du colisée, un véritable monument, a coûté \$33,650.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière du Loup): (Souriant) Ça a été sa porte de sortie.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Bastien (Berthier): Et maintenant, venons-en au grand sociologue de l'Union nationale, à son ministre du Travail, l'honorable William Tremblay, qui a dépensé \$8,000,000 dans son comté, dont \$900,000 rien que pour une clôture et \$4,000,000 à l'île Sainte-Hélène²⁷. Après 40 ans d'opposition, les dents étaient longues, les estomacs creux. Il fallait donner des contrats pour satisfaire les amis. Et quand on dit à ces messieurs qu'ils ont vraiment exagéré dans la dépense, ils s'indignent.

Au fait, cette orgie de dépenses obligea le chef de l'Union nationale et son trésorier à aller emprunter \$30,000,000 à New York le 15 juillet 1939 à 2.7 %. Mais, c'était à court terme et nous payons actuellement 11 % sur le change dans nos remboursements, ce qui coûte si cher à la province, des conditions ruineuses, parce que personne ne

pouvait compter sur leur administration. L'Union nationale empruntait à court terme et il faudra bientôt emprunter²⁸ d'ici à quelques mois, \$21,100,000 pour payer les échéances de l'autre régime.

Chaque année, il faut rembourser \$1,000,000 sur cet emprunt. En outre, il faut payer \$110,000 de prime sur le change et payer les intérêts sur l'emprunt, ce qui coûte, en prime sur le change, au-delà de \$200,000. Cet emprunt coûte à la province en prime sur le change \$310,000 de plus qu'il aurait coûté si ces \$30,000,000 avaient été empruntés au Canada. Pourquoi? Parce que, dans un moment d'oubli, le peuple a confié le gouvernement de la province aux plus grands hommes d'État depuis la Confédération.

(Applaudissements et rires)

"Pauvre peuple", a dit le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) avec une apparente émotion, pauvre peuple, on lui a imposé \$30,000,000 de taxes. Si nous avons dû imposer des taxes, bien à regret, et ce n'était pas par plaisir, mais pour rétablir le crédit de la province, pour payer le service de la dette, pour payer nos dépenses capitales sans faire de nouveaux emprunts, pour refaire la réputation de la province, parce que l'Union nationale a fait tort et anéanti le crédit de la province.

La preuve de mon avancé réside dans le fait que le gouvernement de l'Union nationale a emprunté \$217,000,000. De ce montant, \$57,000,000 ont servi à payer des échéances et le solde, soit \$165,000,000, à payer une partie des déficits de l'Union nationale. Ces \$165,000,000 ont été empruntés à court terme. Nous avons cessé d'emprunter afin de refaire la réputation du crédit de la province et nous avons réussi.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, si nous étions des hommes, je ne dirai pas de la trempette mais de l'acabit de mes amis de l'opposition, nous pourrions commencer la rédaction de nos lois imposant les taxes par le titre suivant: "Taxe pour payer les extravagances de l'Union nationale", mais nous avons plus le souci de la réputation de notre province. C'est parce qu'elle ne l'a jamais eu véritablement, ce souci, que l'opposition n'est pas prise au sérieux. Le gouvernement Godbout n'est pas un gouvernement de mots mais d'actions. Les gens de la province le réalisent. (Montrant les quatre nouveaux députés) Les résultats des quatre récentes élections en sont la preuve irréfutable.

(Applaudissements)

Après avoir rétabli le crédit de la province, le gouvernement est en mesure d'entreprendre des réformes importantes dans le domaine de

l'agriculture, de la colonisation, de la voirie, de la construction et surtout de l'éducation. Je terminerai, comme l'honorable représentant de Saint-Jean-Napierville, en parlant d'éducation.

"Le gouvernement n'a pas le droit de s'occuper d'éducation", a dit mon honorable ami, le représentant de Saint-Jean-Napierville. Nous estimons que c'est notre droit et notre devoir même d'attirer l'attention du Conseil de l'instruction publique, du comité catholique et de l'opinion publique sur les nécessités de donner un peu plus de sens pratique à notre enseignement et sur les réformes à apporter. "Tout ce que vous avez à faire, c'est de payer", ajoute l'honorable député de Saint-Jean-Napierville. Nous faisons les deux. Nous avons porté le budget de l'éducation à plus de \$8,000,000.

(Applaudissements)

L'éducation, c'est le dossier le plus important selon les ministres actuels, parce que, si les gens ne possèdent pas la formation nécessaire pour occuper les postes qui les attendent dans l'industrie, le commerce et les autres emplois, sans éducation, ils resteront dans l'ombre comme ils le sont actuellement, sans avoir la chance de dépasser leurs concurrents. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a déjà commencé à stimuler l'éducation, afin d'assurer une meilleure vie à des milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes qui finissent leurs cours à chaque année. La création d'un Conseil supérieur de l'enseignement technique, une meilleure classe d'enseignants avec de meilleurs salaires, etc. sont les améliorations que le gouvernement a accomplies.

M. l'Orateur, je félicite l'honorable ministre de ses initiatives pour avoir invité le peuple à s'instruire davantage, pour permettre à notre nationalité de prendre conscience du rôle qu'elle a à jouer; pour avoir dit à la jeunesse le rôle que l'on attend d'elle et qu'elle doit jouer dans l'avenir; de donner son opinion sur les programmes d'études. Pour tout cela, il ne passe pas pour un mauvais catholique. Nous ne sommes à genoux devant personne, mais nous voulons coopérer avec tous, les éducateurs et nos communautés religieuses. Notre attitude est bien comprise.

Nous avons l'appui de pédagogues éclairés comme Mgr Camille Roy, recteur de l'Université Laval. Ce dernier l'a dit lui-même: "Nous applaudissons à la formule de l'honorable premier ministre. Je ne vois pas pourquoi les plus idéalistes de la vieille cité de Québec ne se réjouiraient pas d'un changement dans l'ordre traditionnel du progrès"²⁹. Il souscrit pour rendre notre enseignement plus réaliste

et plus pratique. Dans les limites de nos attributions, nous nous occuperons des programmes. J'aime autant la collaboration d'un pédagogue de la valeur de Mgr Camille Roy, que la défense de l'honorable représentant de Saint-Jean-Napierville: "Ne vous occupez pas d'éducation. Payez tout simplement".

(Applaudissements)

Je demande à la province de Québec, à tous les esprits éclairés, de placer cette question au-dessus de la politique, de faire la trêve sur la question de l'éducation. Je demande à tous les citoyens de cette province, aux chefs d'entreprises et aux autres citoyens importants du Québec d'aider le gouvernement dans ses efforts pour améliorer et élever les normes actuelles en éducation et de prêter leur concours généreusement à l'honorable premier ministre et à la politique progressive de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), dans une campagne qui aidera la nationalité canadienne-française à étudier encore et encore.

(Applaudissements)

Après la guerre, si nos jeunes gens n'ont pas écouté les sages conseils de l'honorable premier ministre et de l'honorable secrétaire de la province, ils seront exposés à connaître des jours sombres. Mais, j'ai confiance dans la jeunesse et je sais qu'elle aidera le gouvernement dans ce qu'il veut faire pour elle-même, pour la province et pour les Canadiens français.

(Applaudissements)

M. Paquette (Labelle): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Projets de loi:

Loi des chemins de colonisation

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi des chemins de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

L'un des principaux objets de ce bill est de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de déclarer "chemins de colonisation" des chemins déjà construits et pour lesquels cette déclaration n'avait pas été faite. On fait disparaître l'obligation pour les municipalités d'assurer les ponts construits par le

département de la Colonisation. On fait disparaître les dispositions qui permettent d'imposer des péages sur les chemins de colonisation.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article³⁰ et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le nombre des membres du comité permanent des bills privés en général soit porté de 81 à 85 et que M. Marler, M. Jodoin, M. Guerin et M. Robidoux fassent partie dudit comité.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le nombre des membres du comité permanent du code municipal soit porté de 25 à 26 et que M. Robidoux fasse partie dudit comité.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le nombre des membres du comité permanent des comptes publics soit porté de 22 à 23 et que M. Jodoin fasse partie dudit comité.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le nombre des membres du comité permanent des bills publics en général soit porté de 41 à 42 et que M. Marler fasse partie dudit comité.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le nombre des membres du comité permanent des industries et du commerce soit porté de 30 à 31 et que M. Guerin fasse partie dudit comité.

Adopté.

Plébiscite sur la participation obligatoire à la guerre

M. Gagnon (Matane) veut savoir quand on allait discuter de la motion.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je dois informer la Chambre que demain nous reprendrons le débat sur la motion de l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) sur le plébiscite et la conscription, lors de la séance de l'après-midi, si le député de Hull (M. Caron) est en Chambre.

Ajournement

M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 20³¹.

NOTES

1. Le président communique à la Chambre les rapports des quatre élections complémentaires tenues le 23 mars et proclame les nouveaux députés élus. Des applaudissements marquent l'entrée et la présentation de chaque député, selon *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11. De plus, la plupart des membres de la droite ont un œillet rouge à la boutonnière, selon *L'Action catholique* du 8 avril 1942, à la page 16.

2. Le représentant de Richelieu-Verchères (M. Robidoux), médecin depuis 30 ans, selon *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 14, est présenté par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) et le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), selon *The Gazette* du 8 avril 1942, à la page 9.

3. Le représentant de Montréal-Saint-Anne (M. Guerin), qui cultive intensivement des pommiers à Saint-Hilaire, est présenté par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) et le représentant de Berthier (l'honorable M. Bastien), selon *The Gazette* du 8 avril 1942, à la page 9. Il est le fils de l'honorable Dr J. J. Guerin, qui a été député à Québec et ministre peu de temps après, maire de Montréal et député à Ottawa, selon *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 14.

4. Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est présenté par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) et le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson). Il est notaire et il est membre du comité exécutif du

conseil municipal de Montréal, selon *The Gazette* du 8 avril 1942, à la page 9.

5. "C'est le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin), présenté par l'honorable Adélar Godbout et l'honorable Hector Perrier qui a été le plus applaudi, à cause précisément du fait qu'il est un des représentants autorisés des jeunes et un des chefs de la grande classe des travailleurs. Une trentaine de ses amis étaient dans la galerie et ont applaudi son entrée. Le président Bernard Bissonnette, dont on connaît les sentiments pour la jeunesse, ne les a pas rappelés à l'ordre", selon *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 14.

6. Lorsque le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) prend la parole, il est alors 4 h 10, selon *L'Événement-Journal* du 8 avril 1942, à la page 4.

7. Selon tous les journaux sauf *L'Événement-Journal* du 8 avril 1942, à la page 4, qui propose le chiffre de \$150,000,000.

8. Selon tous les journaux sauf *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11, qui avance le chiffre de \$340,000,000.

9. *The Gazette* du 8 avril 1942, à la page 17, mentionne \$32,000,000 de déficit.

10. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 8 avril 1942, à la page 3, qui soutient que la dette des municipalités ontariennes est de \$404,290,481.

11. Selon tous les journaux sauf *The Montreal Daily Star* du 8 avril 1942, à la page 17, qui soutient que la dette des municipalités québécoises est de \$513,137,778.

12. Selon *The Montreal Daily Star* du 8 avril 1942, à la page 17, le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) "exprime l'idée que Montréal et la province devraient être remboursées".

13. M. Beaulieu termine son discours à 5 h 45, selon *L'Événement* du 8 avril 1942, à la page 4.

14. "Les libéraux ont gagné l'élection de Saint-Jean par une majorité de 21 voix", selon *La Patrie* du 8 avril 1942, à la page 6.

15. *L'Événement-Journal* du 8 avril 1942, à la page 4, révèle la date du 8 novembre, tandis que *The Gazette* du 8 avril 1942, à la page 17, et *The Chronicle Telegraph* du 8 avril 1942, à la page 3, celle du 1^{er} juin.

16. Selon tous les journaux, sauf *The Montreal Daily Star* du 8 avril 1942, à la page 17, qui inscrit la somme de \$1,100,000.

17. *The Gazette* du 8 avril 1942, à la page 17, propose la date du 3 juin.

18. Selon tous les journaux sauf *Le Soleil* du 8 avril 1942, à la page 13, qui propose: "les nouvelles émissions ont rapporté \$217,000,000"

19. Selon tous les journaux sauf *La Patrie* du 8 avril 1942, à la page 6, qui mentionne "environ \$127,000,000".

20. Contrairement aux autres journaux, *Le Devoir* du 8 avril 1942, à la page 6, affecte la somme de \$66,023,000 pour payer les échéances.

21. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11, et *Le Soleil* du 8 avril 1942, à la page 13 qui mentionnent respectivement \$188,000,000 et \$163,000,000.

22. D'après *L'Événement-Journal* du 8 avril 1942, à la page 4, l'Union nationale a augmenté la dette en l'espace de trois ans (36 mois).

23. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11 et *Le Soleil* du 8 avril 1942, à la page 13, qui donnent le chiffre de \$36,000,000.

24. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11, et *Le Soleil* du 8 avril 1942, à la page 13, qui mentionnent 36 mois.

25. Le représentant de Sherbrooke (M. Bourque) était le ministre des Travaux publics de l'Union nationale, selon *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11.

26. *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11, fait remarquer que les députés de la droite montrent des signes de satisfaction.

27. *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11, note encore la satisfaction des députés ministériels à ce moment.

28. *L'Événement-Journal* du 8 avril 1942, à la page 4, propose que le gouvernement devra rembourser \$21,000,000.

29. Il cite cette déclaration en date du 8 décembre 1940, selon *Le Devoir* du 8 avril 1942, à la page 6.

30. Lorsque la Chambre se forme en comité plénier, c'est le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), un des nouveaux députés, qui est invité à occuper le fauteuil présidentiel. Il est alors applaudi par ses collègues. Et M. Gagnon (Matane) rappelle que le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) passe la belle saison dans le comté de Matane et il lui fait des compliments, selon *Le Soleil* du 8 avril 1942, à la page 3.

31. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 8 avril 1942, à la page 6 et *Le Canada* du 8 avril 1942, à la page 11, qui disent que la séance est levée à 11 heures.

Première séance du mercredi 8 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Joyal (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 151 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec.

Votre comité désire recommander que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit imprimé de nouveau.

Votre comité désirerait aussi avoir un rapport des légistes avant d'en continuer l'étude et recommande à votre honorable Chambre d'accéder à ses demandes.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 150 concernant la succession de Charles Andrew Pentland.

Projets de loi

Charte de Trois-Rivières

M. Choquette (Montmagny) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Beaulac)

que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxes en temps de guerre

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.

La loi a pour effet de permettre à la province de faire une entente avec le fédéral au sujet des taxes suivantes: Impôt sur le revenu provincial et municipal; impôt sur les corporations (taxe du capital et sur les profits). Il s'agit d'un arrangement temporaire auquel la province pourra mettre fin quand elle le voudra, mais il est entendu que cet arrangement est pour la durée de la guerre et ne comporte l'abandon d'aucun de nos droits.

Les attendus de la loi constatent que cette cession n'est que pour les fins et la durée de la guerre et, qu'en retour, le gouvernement fédéral verse une compensation adéquate au Trésor de la province. Il est clairement indiqué, dans l'entente, que le gouvernement fédéral reconnaît que la province, en prenant cet engagement, n'abandonne ni ne cède aucune partie de sa souveraineté ni aucun de ses droits, pouvoirs et privilèges constitutionnels en matière de taxation et que, dès que la guerre sera terminée, l'entente prendra fin, sous certaines conditions.

La convention a un effet rétroactif. Elle entre en vigueur pour point de vue perception desdites taxes le 2 septembre 1941 pour les taxes sur les corporations; quant aux taxes sur les profits des corporations, la province cesse de les percevoir pour les années postérieures à l'année 1940. Il en est de même pour l'impôt sur les revenus.

La ville de Montréal abandonne aussi certains impôts mineurs, dont le plus important est l'impôt sur le revenu. Pour indemniser Montréal, qui se trouve directement affectée de la perte de ses impôts sur le revenu et les corporations, le gouvernement se réserve le droit de verser à ladite région la somme de \$2,396,475 par année dans les coffres de la métropole durant toute la durée de la convention, et également tant aux municipalités de la région qu'aux corporations scolaires, qui seront également dédommagées.

En vertu de l'entente, le gouvernement fédéral s'engage à payer à la province, chaque année de la convention, une somme globale de \$20,586,074². De plus, l'entente indique également qu'une compensation doit être versée à la province pour ce qui est de la taxe sur l'essence, la province devant maintenir la loi actuelle et faire preuve de diligence en collectant la taxe. L'entente stipule que le dominion doit payer à la province à la fin de chaque exercice financier de la province, pendant la durée de l'entente, le montant des recettes nettes des taxes perçues sur l'essence vendue dans la province pour une année fiscale *x* inférieur au montant des recettes nettes perçues sur les taxes recueillies en 1940. Le montant était \$11,803,248; la province obtiendra alors la différence entre ce montant et celui qui est perçu sur l'essence vendue dans la province.

Tandis que l'entente ne comprend pas de clause spécifique à l'égard du remboursement des pertes de Montréal, il est sous-entendu qu'une telle compensation sera payée. La province peut mettre fin à la convention, le 31 mars de toute année, en donnant avis par écrit au ministre fédéral de son intention de ce faire 30 jours avant ladite date.

En vertu de l'entente, la province abandonne au fédéral la perception des taxes sur les corporations, tant sur le capital que sur les profits. Montréal doit aussi abandonner sa taxe sur les primes d'assurance-feu, mais peut continuer à percevoir la taxe annuelle de \$200 sur chaque compagnie d'assurance. La province abandonne aussi sa taxe sur le millage des voies ferroviaires, soit environ \$7,097³. L'impôt sur le revenu provincial, calculé au 30 juin 1941, est de \$2,489,387⁴ et les taxes sur les corporations, soit sur le capital et les profits de \$15,713,113. Montréal perd \$2,377,577 en impôt sur le revenu, \$18,898 en taxes sur les primes d'assurance-feu ainsi que des montants plus petits pour d'autres taxes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demande et dépôt de documents:

Transferts fiscaux en temps de guerre

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), qu'une adresse soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance

échangée entre le gouvernement fédéral, aucun de ses membres, officiers ou employés, et le gouvernement provincial de Québec, aucun de ses membres ou officiers, relativement à l'entente intervenue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, au sujet du transfert, par le gouvernement de la province de Québec au gouvernement fédéral de toutes taxes et spécialement les taxes sur le revenu, les successions et les corporations, et ce, depuis le 1^{er} janvier 1940 jusqu'au 10 mars 1942 inclusivement.

Comme il s'agit de la même question soulevée par la loi présentée par l'honorable trésorier, je ne veux pas faire deux débats, et si le gouvernement veut adopter ma motion, je ferai mes remarques lorsque nous discuterons la loi qui vient d'être présentée.

Adopté.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose, sur le bureau de la Chambre, lesdits documents. (Document de la session no 28)

Motions des députés:

Plébiscite sur la participation obligatoire à la guerre

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 18 mars dernier, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), dont elle a été saisie le même jour, proposant:

Que l'Assemblée législative:

Attendu que le Canada, par l'entremise du Parlement fédéral, a décidé de participer volontairement à la guerre et a déclaré que notre participation en hommes resterait volontaire;

Attendu que c'est à cette condition que la participation a été convenue;

Attendu qu'aux élections générales de mars 1940, les chefs des partis politiques canadiens ont réaffirmé que cette participation à la guerre devait rester volontaire;

Attendu que, notamment, les chefs du Parti libéral ont solennellement promis que, s'ils étaient maintenus à la direction des affaires publiques du Canada, les moyens de participer à la guerre resteraient volontaires et qu'il n'y aurait jamais de conscription pour service obligatoire en dehors du Canada;

Attendu que c'est à raison de ces engagements que le gouvernement King a été maintenu au pouvoir;

Attendu que les Législatures d'autres provinces ont adopté des résolutions relatives à ces questions et qu'il est à propos que cette Législature exprime elle aussi son opinion;

Exprime l'avis:

a) Que les électeurs de cette province doivent répondre "non", à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral des promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b) Que les cultivateurs et les employés de ferme doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

M. Caron (Hull): M. l'Orateur, je veux exprimer franchement mes vues sur la question du plébiscite. Qu'il me soit permis de féliciter l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) de l'excellente tenue de son discours qu'il a prononcé en présentant sa motion. Même si nous ne partageons pas toutes ses idées, il faut convenir qu'il a fait preuve de calme et de modération. Il (M. Caron) demande le respect mutuel des points de vue au Canada, en ces jours troubles lorsque l'unité nationale est si importante.

Je regrette cependant que cette motion ait été présentée devant cette Chambre. Elle est inopportune parce que la question du plébiscite, à laquelle elle touche, relève essentiellement du domaine fédéral. Car, comme le spécifie l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, toute question relative à la défense nationale et la guerre relève exclusivement du gouvernement fédéral. Le régime confédératif est tel qu'il est impossible qu'aucune province se dissocie des autres sans briser l'harmonie essentielle au bien général et causer de graves préjudices à l'unité nationale. Selon le texte même de notre Constitution, les provinces n'ont pas l'autorité nécessaire pour discuter de problème militaire. D'ailleurs, dans quelle position se trouverait notre province, si elle allait se dissocier de l'autre partie du pays?

Évidemment on évoque l'argument que d'autres Législatures⁵ ont cru bon de se prononcer sur la question même du plébiscite. Si elles l'ont fait, c'est leur affaire. Mais, cela ne change rien au principe en jeu. Cela ne justifie pas la Législature de Québec de les imiter. Elle ne devrait pas se prononcer sur le fond de la question. La Législature, comme corps, comme entité juridique et constitutionnelle ne doit ni se prononcer sur une question qui est du

ressort exclusif du fédéral ni s'ingérer dans ses affaires. Les députés, comme citoyens individuels, peuvent entretenir et exprimer une opinion personnelle sans contrainte d'un éventuel plébiscite et gardent le droit de voter comme bon leur semblera. Cela les regarde. Mais, il y a de la marge de là à se prononcer comme législateurs.

L'heure est grave et les circonstances difficiles et critiques. Nous sommes en guerre contre les pays de l'Axe. Le Canada a déclaré la guerre à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon, et il nous faut faire face à la situation et au fait accompli. Pour cela, dans les circonstances actuelles, les derniers à créer de l'agitation et du désordre ne doivent pas être les membres de l'Assemblée législative. Il faut faire preuve et apporter et du courage et de la prudence, et se garder de surexciter l'opinion populaire. Agir autrement, c'est rendre un mauvais service au peuple lui-même. Car, il ne faut pas dramatiser cette situation plus qu'il ne se doit, comme l'ont fait certains députés, comme certains journaux et certains groupes de citoyens l'ont fait.

Il dénonce les isolationnistes qui montent le peuple, mais qui ne sont jamais là quand les coups pleuvent. Nous en avons eu la preuve récemment à Montréal. Il convient sur ce point de se rappeler certains incidents qui s'y sont produits, dit-il. Une réunion s'est déroulée récemment à Montréal et des jeunes se sont enflammés, et ce n'est pas une manière d'agir pour les membres de l'Assemblée législative. Ce ne sont pas les orateurs qui ont fait des discours enflammés qui souffrent des conséquences, mais c'est le peuple qui endure les coups. Or, il n'est pas un orateur, qu'il soit député ou non, qui a le droit d'attirer ainsi les coups sur le peuple.

De plus, il est une chose qu'il faut redire et il ne faut pas l'oublier. Si nous voulons avoir le respect de ceux qui ne pensent pas comme nous, nous devons respecter en retour leur opinion, et je dis cela, non pas seulement pour ceux qui sont contre le plébiscite et la conscription, mais également pour ceux qui sont pour le plébiscite ou la conscription. Tant que la motion ne sera pas votée, tant que la loi ne sera pas passée, toute personne a droit de donner son opinion, suivant les principes élémentaires de la véritable démocratie que nous défendons. Nous avons le droit de penser comme nous voulons en pays démocratique encore.

Je ne veux pas jeter la pierre à ceux qui ne pensent pas comme moi, mais que l'on ne me jette pas la pierre. Toutes les opinions et les théories ayant droit de cité, pour cette raison, on ne peut accuser de lâcheté ou de trahison ceux qui répondront "oui" au

plébiscite de même que les "non" ont droit au respect des autres. À l'exception de quelques agitateurs, la population du Québec a toujours respecté le point de vue des autres, dit-il en avertissant ceux qui cherchent à créer la discorde entre les deux races de la province.

Le discours de l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) était rempli d'idéal. Au point de vue idéaliste, son discours est un bien beau morceau et est remarquable quant aux idées exprimées. En se tenant dans le seul domaine idéal, il ne contient pas d'erreur. Malheureusement, force nous est de tenir compte des réalités, qui nous obligent parfois à laisser de côté certains points de vue. Mais la guerre est un fait brutal. Comme tout fait brutal, il nous faut demeurer sur terre et compter avec réalisme. Nous sommes en guerre et il faut être réaliste. C'est ce que M. King a voulu faire comprendre dans son discours d'hier. Il a dit: "Notre effort de guerre ne serait pas plus grand, si nous avions adopté la conscription..."

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut lire ce discours.

M. Caron (Hull): Tout ce que demande le plébiscite, c'est la libération d'une promesse du gouvernement. M. King ne demande pas à la population de le libérer des promesses faites dans le but d'imposer la conscription, mais afin de tenir compte de certaine psychologie d'une partie de la population. Dans la province de Québec, ce qui inquiète bon nombre de gens, c'est la possibilité de la conscription. En politique, il faut être réaliste. De même qu'il ne faut pas conclure de la présence d'un fromage sur la table à la nécessité de le manger, de même il ne faut pas conclure que le gouvernement de M. King va imposer la conscription, ni qu'il projette de le faire, parce qu'il sera autorisé à le faire.

Il ne faut pas oublier non plus que nos ministres fédéraux connaissent mieux que nous la situation réelle. Ils reçoivent des renseignements confidentiels et spéciaux, que nous ne pouvons pas avoir et qu'en conséquence, ils sont dans une meilleure position que nous ou que nos journaux pour savoir ce qui se passe. Mieux que quiconque, ils sont seuls en mesure de juger de l'urgence des mesures à prendre et de décider ce qu'il est nécessaire de faire.

Je ne pense pas personnellement que M. King ait changé d'opinion sur le service obligatoire et l'envoi des troupes au-delà des mers. Il a dit nettement en janvier qu'il ne croyait pas que la conscription était nécessaire pour le service outre-

mer pour le moment et qu'elle ne le sera peut-être jamais. Il a, par exemple, refusé tout récemment d'envoyer un contingent de troupes canadiennes en Australie. Ce n'est donc pas son opinion qu'il faut imposer la conscription. Mais, le fait est que cette limitation technique de notre effort de guerre pourrait compliquer nos alliances et même ennuyer nos voisins. Mais, encore une fois, il est difficile, à la cadence présente des événements mondiaux qui se précipitent, de prévoir ce qui va se produire d'une semaine à l'autre.

C'est pourquoi, M. King nous demande cependant une complète liberté d'action, qu'on lui détache les mains, parce que les événements changent chaque jour et qu'il est impossible de prévoir ce que feront nos ennemis. On en a vu l'exemple dans le Pacifique, où, avec une déconcertante rapidité, les Japonais se sont emparés de tout ce qui se présentait à eux. Depuis qu'ils sont entrés en guerre, ils ont avancé avec une telle rapidité que nous pouvons nous attendre à tout. Il convient donc que nos gouvernants aient la liberté d'agir promptement devant les éventualités imprévues. Il n'est pas un citoyen, ou un député en cette Chambre, qui soit en mesure de décider ce qu'il faudra faire à un moment donné, à la place du gouvernement fédéral.

Il s'accorde avec le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) pour dire que, dans les circonstances difficiles que nous traversons, il n'y a qu'un homme pour diriger les destinées du pays, c'est le très honorable Mackenzie King, premier ministre du Canada.

Il n'y a aucune raison pour les Canadiens français de ne pas accorder leur confiance au premier ministre King, particulièrement à un moment si déterminant. Tout le passé de M. King constitue une garantie pour l'avenir de son attachement profond au Canada et aux institutions canadiennes. Il n'y a pas un seul député ici qui puisse douter de M. King. C'est sous son gouvernement que le Canada s'est débarrassé du colonialisme. C'est sous son gouvernement que le Canada est arrivé au stage de nation entièrement autonome.

C'est à lui que nous devons le Statut de Westminster et c'est lui qui nous a délivrés de la tutelle. C'est sous son gouvernement que le Canada a pour la première fois signé, par ses propres représentants, ses premiers traités avec les pays étrangers, sans la présence d'un représentant de l'Angleterre. Donc, M. King n'a rien du colonialisme dangereux, qui pourrait nous lancer aveuglément dans n'importe quelle aventure impérialiste. Il est

tout à fait le contraire des impérialistes qui voulaient encore voir le Canada comme une colonie de l'Angleterre.

Par ses ancêtres, M. King est attaché comme nous au Canada. En effet, ses ancêtres ont lutté avec nos pères pour obtenir le gouvernement responsable. Il est resté le digne descendant de son illustre grand-père. Même en remontant à Sir John MacDonald, en passant par Laurier, que nous avons aimé, nous ne pouvons trouver un premier ministre aussi canadien que M. King. En plus, il n'est pas un premier ministre au Canada, qui, plus que M. King, ait respecté les opinions de la province de Québec, son particularisme et même ses susceptibilités. Il mérite donc qu'on lui fasse confiance. Il eût bien pu, sur le conseil des ultra impérialistes rouges et bleus, imposer simplement la conscription et passer outre à ses engagements. Il avait en main les pleins pouvoirs. Mais, il ne l'a pas voulu, parce qu'il a confiance en nos institutions démocratiques. Il a voulu démontrer qu'en pays démocratique, les promesses d'un homme doivent être respectées et que le gouvernement entend respecter les promesses faites solennellement à la population du Canada. Pour toutes ces raisons, ne mérite-t-il pas une confiance presque illimitée de notre part? C'est un démocrate sincère, et aujourd'hui, il nous demande d'avoir confiance en lui.

Les électeurs se prononceront le 27. À tout événement, ce n'est pas à l'Assemblée législative de leur dicter leur conduite sur une question fédérale et les députés de cette Assemblée ne doivent pas dicter la ligne de conduite à suivre ou comment ils doivent voter. La Chambre doit laisser à tous les citoyens de la province la liberté absolue d'exprimer leur opinion personnelle à l'occasion du prochain plébiscite.

L'opinion, à peu près unanime, est que nous sommes tous opposés à la conscription en cette Chambre. De même, tous les citoyens de cette province et même du Canada sont opposés à la conscription. Mais, nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Il ne nous appartient pas d'imposer nos vues à ceux qui sont chargés de nous guider. Raison de plus pour libérer M. King. Non pas qu'il faille le faire en vue d'obtenir la conscription pour service outre-mer. Notre premier rôle est de fournir des armes et des vivres: "Give us the tools and we will finish the job" disait M. Churchill. Ce dernier veut que le Canada s'occupe surtout de fabriquer des armements et des munitions, d'augmenter la marine. Il n'a pas demandé des hommes, mais des armes, des munitions et des navires.

Aussi, ce ne serait pas rendre service à la cause alliée dans la fabrication des armements en imposant la conscription, car le volontariat fournit déjà amplement les besoins. Nous pouvons mieux aider le Canada et nos alliés en gardant nos usines de guerre en pleine activité. Et d'ailleurs, notre population restreinte ne pourra jamais lever ni équiper plus de 7,000 ou 8,000 hommes par mois. Pour cela, nous n'avons pas besoin de la conscription. Or, actuellement, nous en avons plus que cela qui veulent s'enrôler. On peut donc être convaincu que le gouvernement fédéral n'a pas l'intention d'imposer la conscription.

N'oublions pas qu'avec le système de volontariat actuel, nous avons fourni presque autant d'hommes sous les armes que nous en eûmes dans la guerre de 1914 à 1918. Nous avons déjà fait dans cette guerre plus que nous avons fait dans la dernière. C'est donc dire que les Canadiens ne refusent pas de s'enrôler volontairement. Ils n'ont pas peur de s'enrôler pour défendre leur pays. Donc, il ne s'agit pas d'un fait, mais d'un principe. Le plébiscite, c'est une affaire de psychologie.

Par suite du nouveau et de l'extraordinaire développement des facilités de communication et de transport, ce qui crée de nouveaux moyens d'attaque, nous savons que le Canada est maintenant en danger et il est exposé. Depuis que nous pouvons être attaqués et que nous sommes en danger, il est important de donner au fédéral le droit de décider de la meilleure manière de défendre le pays. Est-ce que le gouvernement va nous dire d'attendre ici jusqu'à ce que la guerre vienne à nous? Faut-il attendre l'ennemi sur nos rives, faut-il risquer le massacre de nos femmes, de nos personnes âgées, de nos enfants, qui seraient alors exposés aux horreurs de la guerre et la perte de leurs biens? Ne serait-il pas mieux d'aller là-bas et de porter la guerre chez l'ennemi, là où nous pourrions le trouver? L'expérience démontre, comme c'est le cas dans le sport par exemple, que c'est celui qui attaque, qui gagne habituellement la bataille. Il serait stupide de se cramponner à nos rivages en disant: nous nous battons ici. Il faut aller parfois au devant de l'ennemi. Mais, actuellement le volontariat suffit. Au surplus, c'est aux autorités fédérales à en juger.

Avant de voter la conscription des hommes pour outre-mer, l'État devra d'abord conscrire les industries de guerre. Du moins, que l'on conscrive celles-ci avant que l'on ne parle même de conscrire les hommes. Naturellement, les tories n'aimeront pas ça. D'ailleurs, ils se sont opposés au plébiscite, parce que cette consultation ne comporte pas en soi

l'obligation pour M. King d'imposer la conscription. Ceci, en outre, ne saurait se faire sans le consentement du Parlement de la nation, il faudrait un bill en la Chambre des communes.

Deuxièmement, il faut la conscription du capital avant la conscription des hommes. On a besoin d'argent pour continuer la guerre. Si l'impôt du sang nous est imposé, et s'il est important que les hommes aillent donner leur sang, il n'est pas moins important et il importe encore plus, que ceux qui ont des ressources sacrifient quelque chose de leur avoir; que l'on fasse d'abord les sacrifices d'argent nécessaires. Si la conscription est considérée par le gouvernement et s'il devient impérieux de verser son sang pour son pays, il sera plus urgent pour les industries de la guerre de fournir assez d'armes et de munitions, et finalement, si jamais cela devient nécessaire, la conscription du capital devra suivre. Il faut aussi lui donner ses richesses. Ce jour-là, comme pour les hommes, la province de Québec au même titre que les autres provinces donnera son consentement et sera prête à contribuer.

Lors de la discussion du plébiscite au Parlement, la grosse objection qu'y voyaient les conscriptionnistes conservateurs, c'est que le plébiscite ne garantissait pas que la conscription serait imposée. Ce fut aussi l'argument des 200 financiers torontois. Même si le peuple répond "oui", il faudra une loi du Parlement pour que la conscription soit établie. Grâce à M. King, la conscription ne sera pas imposée sans que les Chambres ne se soient prononcées. Même si le gouvernement était libéré de sa promesse, le parlement devra quand même se prononcer sur la conscription.

Nous avons plusieurs ministres dans le cabinet King, qui nous sont sympathiques. On voit que M. Crerar, qui laissa le Parti libéral en 1917 pour joindre le cabinet de l'Union pour imposer la conscription, est aujourd'hui un des plus irréductibles adversaires de la conscription, car il s'est convaincu, lors de la Première Guerre, que c'était une mauvaise chose. Nous avons aussi d'autres amis. Ainsi, M. Thorson qui, avant la guerre actuelle, fut un des pires adversaires de la participation du Canada aux guerres étrangères, sans compter Saint-Laurent, Cardin, Gardiner et autres. Nous avons à Ottawa des ministres qui ne voteront la conscription que si elle devient absolument nécessaire. Il est important que nous ne recommencions pas les luttes, qui nous ont valu nos libertés actuelles.

Si le danger devenait à un point tel que tous les sacrifices étaient requis, est-il quelqu'un au

Canada qui, sachant que le Canada doit tomber demain, n'est pas prêt à tout donner pour le sauver? Il ne le croit pas. Certainement pas les Canadiens français qui ont été abandonnés ici en 1760 par la France. Aujourd'hui, nous formons un pays libre. Dans ce pays, les Canadiens français ont obtenu la liberté, parfois ils ont dû se battre pour l'obtenir, mais ils l'ont obtenue et nous avons des droits égaux en regard de n'importe quelle autre partie de l'Empire. Si nous avons décidé de participer à la guerre, c'était notre propre choix et parce que nous savions que nous nous battons pour le Canada.

Seul, le Canada ne pourrait se défendre et, pour cette raison, nous avons besoin d'alliés plus puissants qui soient capables d'arrêter la machine ennemie. Nous ne sommes que 11,000,000. Il est important de dégager Ottawa de ses engagements, parce qu'il lui faudra peut-être agir un jour avec rapidité. En conséquence, il faut consentir à certains sacrifices. D'ailleurs, les Canadiens sont prêts à mourir pour sauver leurs libertés constitutionnelles. Depuis 1800, ils ont lutté sans arrêt pour les obtenir. Maintenant que nous les avons, il serait bête de les voir supprimées par un conquérant étranger.

Nous ne pouvons pas défendre le Canada avec une politique d'isolation. Nous avons besoin des alliés, d'alliés plus forts que nous, comme M. King l'a dit. Lorsque le Japon a attaqué Pearl Harbour, le Canada a été parmi les premiers pays à déclarer la guerre. Nous réalisons que la scène s'est déplacée vers ce continent.

Nous, qui voulons un Canada indépendant le plus tôt possible, si nous ne faisons pas confiance au gouvernement King, nous retomberons dans les mains de nos adversaires, dont on connaît les sentiments.

On dit que le gouvernement a fait des promesses. Oui mais, il ne faut pas oublier que des faits nouveaux et imprévus se sont produits depuis lors et c'est pourquoi le gouvernement King demande d'être relevé de ses promesses.

Le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) a dit que gouverner, c'est prévoir en voulant démontrer par là que le Parti libéral n'avait pas su prévoir la guerre, puisqu'il a pris des engagements relatifs à la conscription. Cette thèse, sans doute vraie en principe, peut prendre un sens inattendu. On ne peut prévoir les coups de poignards. D'ailleurs, le grand politique n'est pas celui qui ne se trompe jamais, mais celui qui se trompe le moins. Les plus grands génies ne peuvent tout prévoir. Ainsi l'histoire du monde nous enseigne qu'Alexandre, César, Vercingétorix commirent des erreurs monumentales, que Napoléon Bonaparte n'avait pas prévu la défaite

de sa flotte à Trafalgar, ni la résistance et l'hiver russe. Il n'avait pas prévu, par ailleurs, la révolte passive de l'Espagne, sa résistance et le soulèvement des opprimés.

Hitler, que nous l'aimions ou non, est un génie; il a prouvé qu'il est un génie. Mais, il n'a guère fait mieux. Il a oublié, ou n'a pas prévu, que l'Angleterre héroïque résisterait avec une telle ténacité, que le groupe de Gaulle se formerait, entraînant une partie de la flotte française et que la Russie se défendrait jusqu'au dernier homme et qu'elle n'était plus celle que le Japon a battue. Il y a des choses qui ne peuvent pas être prévues. Même nos ultra nationalistes, Lacombe et les autres, quand ils vantaient au début de la guerre, les pays neutres de ne pas entrer en guerre, en citant en exemple la Hollande, la Belgique et des pays scandinaves, la Norvège, le Danemark, n'ont pas prévu, en 1939, que ces mêmes pays et des territoires voisins du Reich seraient écrasés quelques mois plus tard sous la botte allemande, que les pays d'Europe seraient asservis par Hitler. Il dénonce le fascisme international.

Je le répète, le grand homme n'est pas celui qui ne fait pas d'erreurs, mais celui qui en fait le moins. Et, il est évident que c'est encore M. King, parmi nos gouvernants, qui fait actuellement le moins d'erreurs. Je m'accorde avec l'honorable représentant de Lotbinière (M. Chaloult) pour dire que l'homme qui peut le mieux nous gouverner, c'est M. King. Ce dernier a raison de demander: "Si vous ne me faites pas confiance, à qui et à quoi ferez-vous confiance?"

"La conscription est la suite logique de la guerre", a dit l'honorable député de Lotbinière. Si c'est vrai, il reste à décider par qui aimeriez-vous qu'elle soit appliquée? King ou les tories? Je préfère que ce soit M. King, qui offre des garanties de bon sens, plutôt que M. Meighen, qui nous offre la répétition des troubles de 1917. C'est comme une personne qui a mal aux dents. Dans le village, il y a un dentiste et un arracheur. Elle doit choisir entre deux dentistes. Les deux font mal, mais le choix n'est pas douteux. Le premier arrache seulement la dent, alors que l'autre arrache la mâchoire.

Si nous ne faisons pas confiance à King, allons-nous donner notre confiance aux impérialistes enragés et aux esprits coloniaux qui veulent un gouvernement d'union? Pour moi, je dis "non". Si nous devons avoir la conscription, j'aime mieux qu'elle soit appliquée par King, qui nous connaît et nous aime, que par Meighen qui nous déteste.

L'honorable député de Lotbinière a dit que ce sont les libéraux qui ont créé la situation actuelle. On

a prétendu que si nous avons des difficultés, c'est que les libéraux en sont responsables. Les libéraux admettent qu'ils ont eu confiance que l'ère des vastes boucheries était finie. Mais, s'ils ont prêché, ainsi qu'on le dit, c'est qu'on avait fait une mentalité spéciale, en ne laissant pas suffisamment comprendre que nous devons d'abord nous occuper de nos affaires. Nous avons peut-être notre part de responsabilités. Mais les vrais responsables, ce sont ceux qui nous ont appris que le Canada, c'était la province de Québec toute seule, qui nous ont enseigné l'histoire de Dollard des Ormeaux, sans nous dire qu'il a sauvé la colonie en allant porter la guerre chez les Iroquois. Dans l'acte héroïque de Dollard des Ormeaux, on a oublié d'ajouter, par exemple, qu'il accomplissait surtout un acte de stratégie et qu'il allait combattre l'ennemi avant qu'il n'atteignît notre territoire. Si on nous avait enseigné de façon différente, notre mentalité serait différente.

On nous a mal enseigné l'histoire. De tous les peuples du monde, c'est l'Angleterre qui a le mieux respecté les us et coutumes de ses colonies et des peuples conquis. La France, elle, ne les respectait pas. Il parle de la liberté régnant dans la province à cause de la règle britannique. L'Angleterre, dit-il, est un pays qui respecte les traditions, les coutumes et les lois des pays qu'il occupe. Nulle part dans le monde, pouvait-il y avoir un peuple conquis jouissant d'une telle liberté, sauf les États-Unis et les pays qu'ils ont conquis. Toutes nos libertés, nous les devons à l'Angleterre. On a dû parfois se battre pour les obtenir, mais nous les avons tout de même obtenues. Ne l'oublions pas.

Il est convaincu que les conclusions de la motion du représentant de Lotbinière ne sont pas tout à fait ce qu'elles devraient être. Il y a dans les conclusions de cette motion, dit-il, quelque chose qui est inacceptable. C'est l'ordre au peuple de répondre "non". Il est indélicat de dicter à la population la manière dont elle doit voter. Ce n'est pas à la Législature à dicter au peuple ce qu'il doit faire. Nous avons la liberté de parler, mais le peuple a la liberté de choisir.

(Applaudissements)

En conséquence, je propose, appuyé par l'honorable député de Laval (M. Leduc), l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée:

a) En retranchant, après les mots "Assemblée législative", tous les attendus dans le préambule pour les remplacer par les suivants:

"Attendu que les citoyens de cette province, comme d'ailleurs ceux du Canada tout entier,

pourront, en toute liberté, exprimer leur opinion, le 27 de ce mois, sur l'une de ces questions, savoir le plébiscite;"

"Attendu que cette Législature ne doit pas parler pour le peuple et avant le peuple lorsque celui-ci peut exprimer son opinion par lui-même et pour lui-même;"

b) En retranchant le paragraphe "a)" et en le remplaçant par le suivant:

"a. Que cette Chambre estime qu'elle n'a pas à se prononcer comme tel, mais qu'il importe de laisser à chacun de ses membres, comme à tous les citoyens de la province, la liberté absolue d'exprimer leur opinion personnelle à l'occasion du prochain plébiscite;"

c) En retranchant le paragraphe "b)" et en le remplaçant par le suivant:

"b. Qu'il est opportun, pour intensifier la production agricole en cette province, d'appuyer la politique du gouvernement fédéral concernant les travailleurs du sol."

M. Leduc (Laval): Je veux parler, M. l'Orateur, comme représentant d'un comté exclusivement canadien-français et pour défendre les institutions que nous chérissons depuis des siècles. Il veut exposer son opinion sur ce problème, parce qu'il est conscient de ses responsabilités de Canadien et de patriote.

Les députés doivent prendre leurs responsabilités, ils ne doivent pas se laisser entraîner par les courants populaires, qui ont amené la ruine de tant de pays. Il dénonce ceux qui cherchent à empoisonner l'opinion publique à cet égard.

Je prétends que cette motion, à l'étude sur le plébiscite, n'est pas du ressort de cette Législature. En effet, il appartient au peuple, non au Parlement provincial, de décider de la question. Celle-ci n'est aucunement du ressort de la juridiction provinciale. En raison d'un manque d'information, le pouvoir législatif n'est pas en mesure de discuter du problème et d'adopter un point de vue. De plus, ce n'est pas l'opinion des provinces et de l'Assemblée législative de Québec qu'Ottawa a voulu consulter. Le gouvernement s'est directement adressé à l'électorat, le tribunal approprié pour décider de la question relative au plébiscite à venir. Si le gouvernement fédéral avait voulu procéder par l'entremise des provinces et les consulter sur le sujet, il aurait convoqué une conférence interprovinciale, comme lors de l'étude du rapport Rowell-Sirois. Au surplus, le fédéral sait que la province n'a aucunement juridiction en la matière.

Même si la Chambre se prononçait sur la question de fond, et passait la résolution, l'Orateur ne saurait à qui adresser le vœu de cette Assemblée. Qui devrait le recevoir? Il n'y a aucun canal de disponible, il n'y a aucun endroit où aller, personne n'est désigné pour évaluer son point de vue. La province n'a pas ici le pouvoir ni les moyens nécessaires de faire respecter l'expression de son opinion et de sa volonté en ce domaine. La législature ne peut rien faire pour que sa volonté soit réalisée si la résolution est adoptée. Si la résolution passe, que va-t-il arriver si les Québécois, en suivant les recommandations de l'Assemblée, refusent de réaliser le souhait d'Ottawa? Quelles mesures de protection pourriez-vous offrir à ceux qui, se fiant à votre autorité, refuseraient d'obéir aux ordres d'Ottawa? Supposons que la province de Québec vote contre le plébiscite, qu'arrivera-t-il? De plus, la Chambre n'avait aucune information sur la situation de la guerre.

La question est d'ordre militaire: la conscription ne peut regarder que l'état-major et le Parlement fédéral. D'ailleurs, où sont, en cette Chambre, les ministres qui peuvent nous renseigner sur les nécessités, nous donner les renseignements qui nous manquent et nous parler des effets du vote sur nos traités avec les autres nations? Nous n'avons pas ici de ministre de la Guerre. Je ne vois pas, dans cette Chambre, le ministre de la Guerre et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères pour nous donner les renseignements qui nous manquent. Qui peut informer la Chambre correctement et nous donner les détails que nous pourrions par la suite transmettre aux gens pour les éclairer? Alors pourquoi nous mêler de cette question et tenter de guider l'opinion publique?

Il croit que l'opinion publique de la province s'est ouvert les yeux et est frappée du fait que des pays étrangers établissent des industries de guerre chez nous. Cela est donc dû au fait que le Canada, incapable de se défendre seul, a pris des engagements envers d'autres pays et nous ne les connaissons pas. Ces alliances l'obligent aujourd'hui à faire face à de nouveaux devoirs. C'est ainsi qu'aujourd'hui, les États-Unis construisent une route militaire à travers le territoire canadien et que des comités de guerre anglo-américains sont établis à Montréal. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer comme Législature de manière à affecter de tels traités avec des pays étrangers. L'opinion publique sait que nous avons fait un "pool" de toutes nos ressources en hommes et en matériaux, de toutes les facilités manufacturières avec les États-Unis.

Dans quelle situation extraordinaire nous trouverions-nous, si nous votions "non" au plébiscite et que le reste du pays votait "oui"? Quelles seraient les conséquences, si la province de Québec était la seule à répondre "non"? Ce geste ne serait-il pas assimilé à un vote de non-confiance envers le gouvernement du Canada⁶, qui serait obligé de disparaître?

L'heure est trop grave pour déchaîner des tempêtes. J'ai vécu les jours de 1917. Lorsque la loi a été votée, ceux qui avaient promis de protéger nos jeunes gens et qui les dressèrent avec passion contre la conscription se sont sauvés comme des rats quand les coups se sont mis à pleuvoir. Ils n'étaient pas présents pour répondre des conséquences. L'histoire se répétera en 1942.

L'honorable député de Hull (M. Caron) a eu raison de dire que les hommes comme Lacombe se sont trompés en 1939. Y a-t-il des gens qui ont le plus bêtement trompé l'opinion publique depuis le début de la guerre que les ultra-nationalistes comme Maxime Raymond?

Il répond à ceux qui parlent de l'Australie et tentent d'en faire un exemple qu'il ne faut pas suivre. On a invoqué, dit-il, que l'Australie s'est trouvée dans une situation précaire. Mais, lorsqu'elle a lancé un appel S.O.S. tragique à ses alliés à travers le monde, des secours de toutes parts lui furent envoyés. Les États-Unis ont envoyé leur meilleur général. C'est donc un général américain, le héros des Philippines, Douglas MacArthur, qui assure sa défense. Qui aurait prévu cela? Les ultra-nationalistes, comme Maxime Raymond, se sont trompés depuis le début de la guerre. Ceux qui ont cité le cas de l'Australie se sont trompés.

Parce qu'elle a été digne de sa mission dans le Pacifique, elle reçoit aujourd'hui des secours de toutes parts. En fait, si elle peut aujourd'hui compter sur les troupes américaines et sur l'aide des Nations Unies, c'est parce que l'Australie a fait son devoir en Lybie et que ses fils ont bravement défendu un patrimoine, qui nous est commun. Il en sera de même pour nous si nous aidons fermement nos alliés. Faisons notre devoir, et si jamais nous sommes en danger, nous pourrions compter sur l'appui des puissances alliées. Car, pas un peuple n'est actuellement assez fort pour se défendre seul.

Si j'étais centralisateur, cette motion me fournirait mon meilleur argument. Il y a deux groupes qui se réjouissent de l'opposition faite au plébiscite et seraient heureux de voir le peuple du Québec répondre "non". D'abord, les centralisateurs, qui y trouvent un argument prouvant l'inutilité des provinces et les ennemis de nos libertés. Si la

Législature allait se prononcer sur une question qui ne la regarde pas, cela deviendrait vite une arme qui pourrait servir à supprimer les gouvernements provinciaux. Et puis, il y a les nationalistes, qui fournissent à l'ennemi des arguments nouveaux. Le groupe de nos ennemis exagère tous les incidents les plus insignifiants, qui se produisent dans la province de Québec.

Il y a eu beaucoup de publicité défavorable au sujet du Québec. C'est ainsi que la radio allemande dit maintenant que la province de Québec est représentée comme étant fasciste, que les juifs sont poursuivis dans les rues de Montréal. Et l'histoire a commencé à circuler que les Canadiens français ne permettent plus à un seul Juif de sortir dans les rues de Montréal, que nous sommes prêts à abdiquer devant les États totalitaires. Nous savons que rien n'est plus faux, mais que ceci est fait pour améliorer le moral de l'ennemi et lui faire croire que le pays est divisé ici.

J'en arrive à un autre point: la confiance en M. King. Est-ce possible de concevoir une situation plus anormale que celle voulant que la province de Québec dise "non" à Mackenzie King le 27 et puis, ensuite, affirmer avoir confiance en lui? Est-il possible de répondre "non" au plébiscite de M. King et de faire son éloge à la fois? Pourtant, c'est ce qu'on peut lire dans certains journaux. C'est le renversement du bon sens et un non-sens qui surprend tout le monde. Ceux qui manquent de logique à ce point ne méritent pas les hauts postes qu'ils convoitent. Ceux qui prennent cette attitude ne comprennent pas la portée de la guerre actuelle. Ils ont oublié en outre la leçon de Dollard allant au-devant de l'ennemi. Le représentant de Hull (M. Caron) en a parlé. La fête de Dollard des Ormeaux a remplacé une fête de l'Empire chez nous, la fête de la reine Victoria. Ce jour-là, on fait de grands discours. On répète la devise du héros du Long-Sault: "Jusqu'au bout" et non "Jusque-là". Mais, on oublie que lorsqu'on entre en guerre, il faut aller jusqu'au bout. Nous n'avons pas le choix.

M. King a posé carrément hier la question de confiance: Si nous refusons d'appuyer M. King et si nous n'avons pas confiance en lui et dans le gouvernement démocratique de la nation, en qui et en quoi aurez-vous confiance? Par qui allons-nous le remplacer? Dans la province de Québec, il se présente un problème terrible. Avons-nous un chef pour remplacer M. King, si cela arrivait? Il mérite notre confiance.

Ceux qui demandent aux Québécois de dire "non" ont fait preuve d'un manque d'acuité politique

par le passé, à un point tel que les gens se demandent s'il ne serait pas plus sage d'encourager le gouvernement de King au lieu de les suivre.

Le plébiscite ne met pas en jeu la question de la conscription, car seul le Parlement d'Ottawa possède les pouvoirs de l'appliquer ou de ne pas la décréter. C'est une question militaire. Il craint que, si la province de Québec répond "non", ses libertés ne lui soient enlevées. Rien de plus fragile qu'une constitution, poursuit-il. Si les Canadiens français ne veulent pas coopérer avec les autres provinces, on peut très bien préparer une constitution nouvelle, qui jouera contre eux. Une constitution n'est pas une chose éternelle. La nôtre est un acte du Parlement anglais.

La chose la plus terrible qui puisse nous arriver, c'est que la province de Québec réponde "non" et que le pays réponde "oui". Ce qui est arrivé en France, peut arriver ici. Une constitution peut rapidement être mise en pièces. On a vu comment M. Pétain a su déchirer celle de la Troisième République. Or, on nous dit que ce n'est pas le danger auquel nous nous exposerons en votant "non"? Actuellement, il se fait une campagne pour remplacer M. King par le général McNaughton. Mais, en arrière, il y a de la menace à peine voilée.

Aussi longtemps que nous aurons la Constitution actuelle, aussi longtemps nous serons à l'abri. Pour cette raison, il faut donner un vote de confiance à M. King et tout mettre en œuvre pour défendre l'Angleterre. Le Québec et sa population jouissent de privilèges spéciaux que l'on ne retrouve pas ailleurs, grâce à l'Angleterre. Les Canadiens français ont une liberté d'expression unique au monde. Dans la guerre actuelle, nous ne nous battons pas pour l'Angleterre ou pour l'Empire. Les Canadiens se battent pour leur propre vie, pas pour celle des Anglais. Nous nous battons pour nous-mêmes. Nous nous battons pour conserver notre régime, nos libertés civiles et pour le maintien de la liberté du travail. Nous nous battons pour l'autonomie et la survivance du Québec. Nous nous battons pour conserver le droit de subventionner nos séminaires, pour sauvegarder notre langue et notre religion. Si demain, par malheur, l'Angleterre tombait, avec elle retomberaient nos libertés. Qu'arriverait-il de la province de Québec? Est-ce qu'il resterait encore une province de Québec au Canada? Nous pourrions d'autant moins résister que ces changements de constitution se font d'ordinaire à l'abri de la force armée.

Nous bénéficions actuellement, dans la province de Québec, d'un régime de faveur de liberté

unique. Nous avons une Constitution unique au monde: Par exemple, il n'y a que dans l'Empire britannique que les membres du clergé sont exempts du service militaire. Nous avons un régime de faveur et c'est pour le conserver que nous nous battons.

Il fait la revue de nos participations aux guerres extérieures. Nous nous battons, dit-il, pour défendre nos institutions religieuses au même degré que nous avons défendu les intérêts du Pape en 1868. Nous sommes allés au secours du Pape et défendre Rome attaquée dans ses biens matériels par l'envoi d'un corps de zouaves quelques années avant la guerre franco-prussienne. Parce que Rome est le centre de la religion catholique, comme Londres est la Rome et le centre de la religion protestante. C'est le cœur de l'empire et le centre nerveux des Nations Unies. Il ne faut pas que Londres tombe aux mains de l'ennemi.

M. King a besoin d'être libéré, parce qu'il ne connaît pas l'avenir. Il peut arriver un temps où ceux qui ont la mission et le devoir de nous défendre soient obligés de prendre les grands moyens. En tant que puissance participant à la vie des Nations Unies, nous avons d'ailleurs des responsabilités auxquelles nous devons faire face.

Il fait l'éloge des institutions britanniques. Devant la tournure des événements, nous devons faire confiance au gouvernement. Ne devons-nous pas reconnaître le courage d'un Churchill, la prévoyance d'un Roosevelt et faire confiance à notre gouvernement? On a formé un conseil de guerre du Pacifique dont le Canada fait partie. Qui sait si le commandant en chef de la défense du continent ne sera pas un Canadien? C'est peut-être l'histoire de l'Australie qui se répète ici. Le gouvernement doit donc avoir les mains libres.

Pour ma part, je suis favorable au plébiscite. Je n'hésiterai pas à répondre vigoureusement "oui" à l'appel du premier ministre de ma province.

(L'opposition rit bruyamment)

Je voulais dire: le premier ministre du pays! L'erreur s'explique, car bien des fois notre premier ministre a parlé comme un premier ministre du pays. Il a parlé courageusement.

Le soir du plébiscite, je ne serais pas surpris qu'au moins 70 % des Canadiens français de la province aient répondu "oui". Il n'y a plus de place pour les *Non serviam* dans notre province. Quand l'heure du danger et du devoir vient et sonne, les Canadiens français ne se récusent pas. Ils répondent "présent" à l'appel du devoir. Les Canadiens de chez nous, je les connais. Ce sont des braves. Ils vont comprendre leur devoir. Les gens, qui vivent dans les

nuages noirs, ne sont pas écoutés. Notre province, comme le reste du Canada, saura libérer le premier ministre des engagements qu'il a pris.

Dans cette agitation, pouvons-nous ne pas avoir confiance en notre gouvernement? Nous avons envoyé des représentants à la conférence de Washington, à la conférence du Pacifique et, tout cela, c'est pour notre propre défense. Je conseille aux gens de voter pour, et je vais continuer à le faire. Nous ne sommes pas des gens négatifs, au contraire, nous sommes un peuple positif et affirmatif.

Il se trouve des députés en cette Chambre, qui vont ravalier bien des opinions. S'il se trouve des députés qui conseillent à la population et à leurs électeurs de voter "non", ils vont être appelés à porter de bien lourdes et grandes responsabilités, si les choses tournent mal et si le reste du pays répond "oui".

(Applaudissements)

M. Talbot (Chicoutimi): M. l'Orateur, mon attitude est connue, et je suis heureux d'avoir l'occasion d'exposer ici, en cette Chambre comme au pays et ailleurs, les mêmes idées que j'ai exprimées sur cette question dans mon comté.

Il ne croit pas, comme les deux autres députés qui l'ont précédé dans le débat, le représentant de Hull (M. Caron) et le représentant de Laval (M. Leduc), que la question en jeu soit une question fédérale. Ils ont essayé d'affirmer que le plébiscite ne relève pas de la Législature. Mais, on a reconnu le peu de sérieux de ce principe, lorsqu'ils ont souligné eux-mêmes que d'autres Législatures provinciales se sont déjà prononcées sur la question du plébiscite. Les ministériels défont ainsi leur propre argumentation quand ils l'admettent. C'est donc un faux principe de soutenir, dans un amendement, que ce n'est pas l'affaire de la Chambre de s'occuper de cette question.

La question est du ressort provincial et ce n'est pas la première fois que des questions fédérales sont soulevées dans l'arène provinciale. En 1939, quelques mois après la déclaration de la guerre, des élections provinciales ont eu lieu et les questions fédérales ont été soulevées, indépendamment de l'Union nationale. Tous les députés qui sont ici, ont pris des engagements devant le peuple contre la conscription au cours de cette campagne politique. Les chefs, y compris le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), ont fait des déclarations. Il démontre, à l'aide de textes, que c'est grâce à ces déclarations carrément contre la conscription que la grande majorité des députés actuels se sont fait élire.

M. King, dit-il, l'a d'ailleurs reconnu en disant que, sans ces engagements, le verdict de la

province aurait pu être fort différent. Il rapporte une déclaration du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) prononcée le 2 octobre 1939 et dans laquelle il prenait l'engagement de quitter son parti et même de le combattre si un seul Canadien était mobilisé contre son gré sous un régime libéral ou un régime auquel participeraient les chefs de ce parti. Il lit partiellement diverses déclarations des honorables Mackenzie King, Ernest Lapointe, P.-J.-A. Cardin et autres, par lesquelles ceux-ci promettaient à la population qu'il n'y aurait jamais de conscription, ni même de participation aux guerres extérieures.

Il n'y a peut-être pas cinq membres de la Chambre, qui aient été élus aux dernières élections sans avoir pris des engagements formels au sujet de la conscription, promettant qu'elle ne serait pas établie. J'affirme donc qu'ils ne devraient pas chercher à éluder leurs responsabilités. Il est naturel, dans l'ordre, et c'est du devoir de la Législature du Québec de se prononcer comme le veut la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult).

Il y a un devoir impérieux pour les députés de se prononcer sur la question en discussion. L'amendement présenté par le représentant de Hull (M. Caron) est en train de répéter le geste d'un homme, Pilate, qui s'attira le mépris de l'humanité, il y a deux mille ans, tirant son épingle du jeu, geste qui est resté symbolique de lâcheté et qu'on appelle "Le lavement des mains".

La province s'attend à une directive de la part de ses chefs. En somme, à quoi se résume le plébiscite? Le gouvernement fédéral demande si on veut le relever de l'engagement qu'il a contracté de ne pas imposer la conscription. Depuis 25 ans, le Parti libéral a régulièrement exploité cette question. Elle lui a suffi, à elle seule, à gagner plusieurs élections en prenant une attitude contre la conscription. Même en 1939, alors qu'un vent de guerre soufflait sur l'Europe, ministres et députés n'ont pas hésité à répéter les mêmes promesses formelles à la population, qui les a crues et leur a accordé sa confiance. Si, en 1939, ses engagements furent partiellement mis de côté, ce fut afin de sauver l'unité nationale au moyen d'un contrat, comme le disait M. Lapointe. Ce dernier a souvent dit qu'il y avait un contrat en vertu duquel le peuple confiait ses destinées au Parti libéral en échange de l'acceptation d'une participation libre et modérée à la guerre sans conscription.

Il cite des déclarations des chefs libéraux pour bien faire voir qu'un contrat a été passé, que des engagements ont été pris, touchant la conscription. Or, dit-il, notre peuple a respecté et rempli sa partie

du contrat. Il a consenti au volontariat, aux emprunts de guerre, il paye sans regimber les taxes plus lourdes, il s'est soumis au don de \$1,000,000,000 à l'Angleterre, au prêt de \$700,000,000 au même pays, etc. Le peuple a consenti à des sacrifices énormes, parce qu'il se fiait aux promesses qui lui avaient été faites. Nous avons rempli toutes nos obligations. L'autre signataire doit remplir les siennes: le gouvernement doit, de son côté, respecter sa partie du contrat. Or, on vient maintenant nous demander de le libérer.

On nous dit qu'il faut faire confiance à M. King et au Parti libéral. Mais, le premier ministre fédéral a dit lui-même qu'il ne fait pas du plébiscite une question de confiance et qu'il ne considérera pas un vote négatif comme une désapprobation de son gouvernement. Et ceux qui ont dit une telle chose essaient de tromper les gens. On nous dit même qu'il est contre la conscription. Dans ce cas, c'est rendre service à M. King que de voter "non" au plébiscite et de voter en faveur de la motion du député de Lotbinière. S'il est vrai qu'il est opposé à la conscription, il aura un bel argument à offrir à ceux qui voudront l'exiger. Et, si M. King ne doit jamais appliquer la conscription, pourquoi soulever dans le pays une question aussi troublante?

Nous avons besoin de main-d'œuvre pour nos industries de guerre, notre agriculture. Nous manquons de main-d'œuvre agricole. Il y a eu une diminution de 26 %⁷ depuis deux ans. Le Canada doit être le grenier des démocraties.

Par ailleurs, un grave danger menace notre pays. Si nous sommes sous la menace d'une agression étrangère, il est naturel que nous voulions garder au pays la grosse partie de nos troupes. Déjà, 250,000 hommes servent outre-mer et un autre 250,000 hommes sont prêts à défendre notre patrie sur les sept mers et dans tous les continents. Pourquoi alors la conscription? Il est temps que nous songions à nous-mêmes. Charité bien ordonnée commence par soi-même. La leçon de l'Australie doit nous servir. Il importe que nous n'ayons pas les mêmes problèmes qu'elle à résoudre.

L'amendement actuel, dont le but est d'empêcher cette Chambre de se prononcer sur une question vitale, constitue une lâcheté. Toutes ces raisons justifient que je voterai contre l'amendement proposé et pour la motion principale.

(Applaudissements à gauche)

M. Choquette (Montmagny) compte examiner séparément les deux points de la motion présentée par son collègue le représentant de Lotbinière.

La motion qui nous est soumise exprime l'avis:

a) Que les électeurs de cette province doivent répondre "non" à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral des promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b) Que les cultivateurs et les employés de ferme doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

M. l'Orateur, mon honorable ami, le représentant de Lotbinière veut-il seulement par sa motion, que nous nous prononcions pour ou contre la conscription? Si tel est le cas, il ne saurait y avoir aucune hésitation de la part des membres libéraux de cette Chambre. Ces derniers se sont faits les champions du volontariat à la suite du très honorable premier ministre du Canada, des honorables ministres Ernest Lapointe, Cardin, Power et de l'honorable premier ministre de cette province. La motion, comme le plébiscite d'ailleurs, ne porte pas techniquement sur la question de conscription. La politique de M. King est bien connue. Elle a toujours été la même et peut se résumer ainsi: aucune participation aux guerres extérieures et extra-territoriales sans le consentement du Parlement. Conscription? Jamais! Je parle évidemment de conscription pour service militaire outre-mer. Lors du déclenchement des hostilités, le gouvernement s'en est tenu à sa politique traditionnelle, dont la base est le volontariat, et le pays s'en est bien trouvé. Que disaient MM. King, Lapointe et Cardin avant la guerre?

Dès le 30 mars 1939, l'honorable M. King (*Hansard*, page 2658): "Le gouvernement actuel affirme sa conviction que la conscription des hommes en vue du service militaire outre-mer ne constituerait une mesure ni nécessaire ni efficace. Laissez-moi vous dire qu'aussi longtemps que le présent gouvernement restera au pouvoir, aucune mesure de ce genre ne sera adoptée."

Le 23 juin 1940, les honorables MM. Lapointe et Cardin s'adressant par la voix de la radio à la population de la province de Québec à l'occasion de la loi de mobilisation s'exprimaient comme suit: M. Lapointe. "De fait, lorsque je parlai au Parlement canadien, lors de la déclaration de la guerre, le 9 septembre 1939, page 71 du *Hansard*, je disais ce qui suit: L'autre opinion est celle des gens qui, fermant les yeux à la réalité, se font les protagonistes d'une politique qui désunirait le Canada, car de telles mesures ne seront jamais acceptées ou appliquées par et dans une partie très

importante du pays. La province entière de Québec, et je parle ici avec toute ma responsabilité et la solennité que je puis donner à mes paroles, ne voudra jamais accepter le service obligatoire ou la conscription en dehors du Canada. J'irai encore plus loin. Quand je dis toute la province de Québec, je veux dire que telle est mon opinion personnelle. Et je continuerai en déclarant que mes collègues et moi n'accepterions jamais une telle mesure.

"De même, avant la guerre, lors d'un grand débat à la Chambre des communes, le 31 mars 1939, page 2510 du *Hansard*, je me servais du langage suivant: "J'aborde maintenant un sujet délicat. Les Canadiens français ne conviendront jamais qu'un gouvernement, quel qu'il soit, ait le droit de leur imposer le service militaire outre-mer. Telle était mon opinion en 1917, et elle est restée la même. Je suis persuadé que la conscription fut alors une erreur d'une ampleur effroyable et que nous récoltons encore les tristes résultats de cette politique malheureuse."

M. Cardin. "À ceux qui veulent vous troubler et vous pousser au mécontentement, je dis: Lisez donc la loi. Voici l'article troisième: Les pouvoirs conférés par l'article qui précède ne peuvent pas être exercés aux fins de requérir des personnes de servir dans les forces militaires, navales ou aériennes en dehors du Canada, et de ses eaux territoriales. Est-ce assez clair? Et remarquez-le bien, il ne s'agit pas ici d'une promesse, d'un engagement qui pourrait être changé par le gouvernement. C'est la loi. Personne ne pourra lui faire dire autre chose. Le service militaire qu'elle autorise est limité au Canada. Ceux qui doutent encore doutent de la loi. Ils méprisent ce qui est la base de l'ordre dans un pays. Ne les écoutez pas. Ce n'est point votre intérêt qu'ils recherchent, c'est plutôt le leur."

Il faut reconnaître que si le Canada a atteint des résultats merveilleux dans son effort de guerre et si on a pu maintenir et sauver l'unité nationale en 1939, c'est grâce à l'heureuse formule adoptée par le Parti libéral depuis le début de la guerre: le volontariat. Le Parti libéral l'a prêché depuis 25 ans. D'ailleurs, c'est aussi la formule suivie en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et en Irlande du Nord. Par la formule du volontariat, le gouvernement d'Ottawa a réussi à concilier des divergences qui semblaient irréconciliables.

Au début de la session, le discours du trône a signalé le patriotisme de nos jeunes qui font leur service militaire ou qui se sont enrôlés volontairement dans nos forces armées pour la défense du territoire canadien sur tous les théâtres de la guerre. On y

soulignait même les paroles élogieuses du général McNaughton à l'adresse des régiments canadiens-français.

Si l'on compare l'attitude de Québec à celle des autres minorités dans l'Empire britannique, nous pouvons dire que jamais une minorité n'a donné à une majorité une preuve de loyauté aussi grande, une contribution aussi généreuse et vaste, que ne l'a fait la province de Québec en hommes, argent et sacrifices. Personne n'a fait autant que nous, Canadiens français de la province de Québec, pour l'effort de guerre. Ceci grâce à la formule du volontariat.

Me serait-il permis d'ouvrir une parenthèse pour dire que le comté de Montmagny donne l'exemple au reste de la province. Il vient pour la deuxième fois de dépasser l'objectif qui lui avait été assigné pour l'emprunt de la victoire. Son centre d'entraînement d'abord sous la direction du colonel V.-P.⁸ Godreau et maintenant du colonel Cortland Fages, est le modèle des camps militaires de la province.

Un grand nombre de nos jeunes se sont enrôlés volontairement. Je me permets de citer à cette Chambre l'héroïsme du héros de Montmagny, le lieutenant Raymond Béchar, membre de l'aviation royale canadienne qui, en février dernier, a perdu la vie en accomplissant son devoir alors qu'il était en service actif en Angleterre. Il est tombé au champ d'honneur. Il est mort pour sa patrie. Honneur à lui. Honneur à sa famille.

Puisque l'agriculture, elle aussi, joue un rôle essentiel dans la guerre, je désire aussi déplorer la disparition récente d'un grand agriculteur de chez nous, M. Fortunat Bélanger, agriculteur, écrivain et lauréat du Mérite agricole, auteur des *Mémoires d'un cultivateur*. M. Bélanger est d'après le premier ministre l'un de ceux qui ont jeté le plus de lustre sur la classe agricole dans notre province. À sa famille, je réitère l'expression de ma plus profonde sympathie.

À date, le volontariat a rencontré toutes les exigences. Il faut donc admettre que le succès de notre effort de guerre est attribuable à la politique d'unité nationale de King et de Lapointe. J'exprime le vœu qu'il serait sage que le gouvernement fédéral s'en tienne à cette politique heureuse. Parce que le système volontaire a permis au Canada d'atteindre ces résultats magnifiques pour l'effort de guerre, que le premier ministre Churchill a lui-même signalé lors de son passage parmi nous à Ottawa; parce que nos chefs politiques ont pris l'engagement au début du conflit envers chacune des provinces qui composent

la Confédération, de poursuivre la guerre par le système du volontariat; parce que les raisons qui justifiaient⁹ le volontariat en 1939 et en 1940¹⁰, à savoir le maintien de l'unité nationale, subsistent plus que jamais encore aujourd'hui. Plus que jamais, sommes-nous d'avis qu'une mesure de coercition allant à l'encontre de la volonté populaire dans notre province serait de nature à briser irrémédiablement l'unité nationale et compromettre notre effort de guerre; parce que la défense du territoire canadien menacé requiert la présence au pays du plus grand nombre de défenseurs possible; parce que le triomphe de la cause commune nous commande de maintenir à son maximum notre production agricole et industrielle.

Moralement, la politique du volontariat ne saurait être changée sans un vote affirmatif de la province de Québec. Évidemment, il y a maintenant la guerre contre le Japon. Mais, cela ne change rien à la situation. Cette guerre ne fait-elle pas que justifier la politique suivie jusqu'ici par Ottawa? Au fait, c'est une raison de plus pour vouloir garder ici nos soldats et nos armes. Par suite de cette guerre, ce n'est plus seulement l'Empire britannique qui est menacé dans son ensemble, mais c'est le continent américain; c'est le territoire canadien, qui sont directement mis en péril. Et alors, c'est la défense du Canada sur le continent américain qui doit occuper nos premiers soucis. Il faut qu'ils soient en mesure de se défendre.

Pour la défense du Canada, il y a union complète de pensée et de sentiments chez les Canadiens français, comme un seul homme pour la défense de notre pays, comme ce fut d'ailleurs le cas en 1775 et en 1812. Les Canadiens français unis à leurs patriotes de langue anglaise défendront de leur sang et de leur vie ce sol sacré de leurs ancêtres, auquel ils sont enracinés par tant de générations.

Le *Hansard* veut que je sois l'arrière-petit-fils de Sir Étienne Taché, l'auteur de la phrase célèbre qui dit que: "Le dernier coup de canon tiré sur le sol canadien pour la défense de l'Angleterre le sera par un Canadien français." Ce n'était pas par amour de l'Angleterre que l'ancien premier ministre parlait ainsi; il voulait proclamer notre attachement aux institutions que la Grande-Bretagne a engendrées et à la faveur desquelles nous avons réussi à reconquérir nos droits et nos libertés. Ce sont ceux-ci, qui sont maintenant notre patrimoine national, que nous voulons défendre avec le sol canadien. Les institutions britanniques font maintenant partie de notre patrimoine national; elles s'incorporent à notre régime démocratique. Ces institutions, nous voulons

les conserver et nous les défendrons en même temps que nous défendrons le sol canadien.

Le cas de l'Australie montre que la défense de l'Australie, on le voit aujourd'hui, ne peut plus se faire en Lybie, mais elle doit se faire en Australie, et la défense du Canada doit se faire au Canada et sur le continent américain. Si la défense du Canada exige notre intervention sur les autres théâtres de la guerre pour tenir l'ennemi éloigné de nos rives, je dis que nos volontaires semblent fournir là-bas toute la contribution qu'il est raisonnable d'attendre de nous, eu égard au chiffre de notre population. C'est pour maintenir cette défense extra territoriale qu'on nous a proposé et que nous avons accepté une participation libre et volontaire.

Sur cette question du service outre-mer, c'est évidemment le privilège du premier ministre du Canada de consulter l'électorat, surtout quand il s'agit d'éviter un plus grand mal et, en cela, combien sa conduite et sa politique de guerre sont préférables à celle des conservateurs. Ne fait-elle pas contraste avec celle des amis du député de Chicoutimi (M. Talbot) qui, s'étant fait élire en 1911 sur un programme nationaliste, renièrent en 1917 tous leurs engagements, sans prendre la peine de consulter l'électorat par un plébiscite, avant d'imposer la conscription?

(Applaudissements)

M. Barrette (Joliette): Certains de ces députés s'étaient opposés à la conscription de 1917.

M. Choquette (Montmagny): Mais, si l'on veut respecter les conditions solennelles de notre adhésion à la déclaration de guerre, je soutiens que moralement la politique du volontariat ne saurait être changée sans un vote affirmatif dans toutes les provinces du Canada, ou du moins sans l'approbation minimum des deux plus grandes provinces du pays: le Québec et l'Ontario, chez les deux principaux éléments qui composent notre population. Autrement, ce serait la théorie du chiffon de papier qui l'emporterait.

Le peuple de la province de Québec a bien le droit cependant, s'il le désire, de modifier son attitude lors du plébiscite. Il n'hésiterait pas à la modifier s'il croyait que le salut de la patrie l'exige. Mais en cela, il est le maître absolu et personne de nous, ici, dans cette Chambre n'a le droit de lui dicter sa manière d'agir. Quoi qu'il arrive, on peut être assuré que l'amour de son pays et le salut de la nation canadienne seront ses seuls guides dans la décision qu'il aura à prendre le 27 avril prochain.

Je réclame la liberté de vote pour le peuple. Dans une démocratie, chacun est libre d'exprimer son opinion. C'est même la condition essentielle du système, une loi qu'on ne peut pas violer sans mettre en péril la démocratie elle-même. Conséquemment, j'entends donner la mienne.

Je n'aurais donc pas hésité à voter pour la motion de mon honorable ami, le représentant de Lotbinière, s'il s'était contenté d'exprimer exclusivement le principe de notre opposition à la conscription pour service outre-mer tant et aussi longtemps que le peuple de Québec, comme celui des autres provinces, n'aura pas relevé le pouvoir fédéral de ses engagements. Je l'aurais fait à raison du caractère de pacte qu'a revêtu la modalité de notre participation à la guerre actuelle. Je l'aurais fait, bien que je trouve la motion inopportune et de nature à provoquer ailleurs le résultat que le proposeur veut sans doute éviter, sans rien modifier de l'attitude de la province de Québec. Je l'aurais fait seulement comme preuve de respect de la parole donnée et comme expression de mon opinion personnelle, si la motion était rédigée de façon à ne pas faire donner un ordre par l'Assemblée législative, si elle n'était à l'effet de vouloir dicter un ordre à la population.

Malheureusement, elle est rédigée en des termes inacceptables, et de telle façon qu'on ne peut raisonnablement nous demander en tant que Législature de l'accepter dans ces termes. Si elle avait été présentée par un autre que mon honorable ami, je dirais que son auteur l'a intentionnellement rédigée de cette façon, afin d'embarrasser le gouvernement et de mettre la députation dans l'obligation de la rejeter. En effet, on aurait voulu embarrasser le gouvernement qu'on ne l'aurait pas rédigée autrement. Mais, je n'impute aucune intention de cette nature à mon honorable ami. Je connais sa loyauté et son patriotisme.

La motion, en demandant au peuple, au nom de la Législature, de façon impérative de voter "non", va trop loin. Elle veut que, dans une question fédérale, la Législature impose sa volonté au peuple en disant qu'il doit "voter" dans un sens plutôt que dans l'autre lors du plébiscite. J'ai déjà eu l'occasion de déclarer que je voterais dans la négative lors du plébiscite et je n'ai pas d'objection à le répéter. Je le ferai comme expression de mon opinion personnelle et à raison des engagements que j'ai contractés envers mes électeurs; mais, je ne puis dicter mes opinions à l'électorat en votant une motion à l'effet que le peuple "doit" voter d'une manière ou de l'autre.

Je ne puis dicter mes opinions à l'électorat, car le peuple est souverain. Il est au-dessus du

Parlement. Il n'est lié par aucun engagement, comme nous le sommes, et il est libre de voter comme il l'entendra. Je voterai donc contre la motion, bien que je me propose de répondre dans la négative lors du plébiscite, à cause des engagements pris vis-à-vis mes électeurs de Montmagny. Ici, le vœu que nous exprimerions, ce serait comme représentants, comme mandataires, comme porte-parole du peuple que nous l'exprimerions; nous parlerions pour lui et à sa place. Pouvons-nous faire cela, lorsque c'est le peuple qui a la parole, lorsque c'est lui qui est directement appelé à se prononcer lui-même. Il me semble que la simple convenance nous commande d'écouter sa voix d'abord et de parler ensuite.

Ceci ne nous empêche pas de l'éclairer et de le guider, sans prétendre lui dicter notre manière de voir. Pour me servir de la comparaison d'un journaliste qui a de l'esprit, je me demande ce que l'on dirait de nous si, à la veille d'une élection générale, nous adoptions une motion exprimant le vœu que le peuple "doit" voter pour nous et "doit" nous réélire tous au scrutin qui va suivre. Il cite un article paru dans *La Patrie* et fait l'éloge du journal et de son représentant à Québec, en sa qualité de président de la Galerie de la presse.

D'autres Législatures se sont prononcées, il est vrai. Mais, cela ne change rien au fait que cela ne nous regarde pas. Je crois qu'elles se sont contentées de faire un appel à la population, sans prétendre lui dicter une ligne de conduite. Si elles ont agi autrement, donnons-leur donc au Québec l'exemple de la logique, de la mesure et de la convenance.

J'aborde maintenant le second point de la motion, celui qui a trait à l'exemption du service militaire pour les fils de cultivateurs. Nos deux gouvernements semblent reconnaître toute l'importance de notre production agricole comme facteur essentiel de notre effort de guerre. Nous en avons eu la preuve dans le discours du trône, dans la correspondance de notre premier ministre et dans la nouvelle politique annoncée par l'honorable M. King.

"En s'inspirant des nécessités de l'heure pour orienter son programme économique, le gouvernement, disait le discours de trône, se propose d'accroître la production agricole de telle sorte que notre province soit une abondante source de ravitaillement, aussi bien qu'un arsenal, pour les nations alliées. Nos cultivateurs seront encouragés à augmenter le rendement de leurs terres, et nos colons recevront l'appui voulu pour activer leurs fructueux travaux de défrichement."

Les journaux du 19 mars dernier rapportaient que la Fédération des agriculteurs d'Ontario avait elle aussi adopté une résolution priant le gouvernement de retarder l'entraînement militaire des jeunes gens dont la présence est essentielle sur les fermes; et d'examiner la ligne de conduite de toutes les commissions chargées de fixer les prix en temps de guerre, afin d'améliorer le sort des cultivateurs. (*La Patrie*, 19 mars 1942)

Pour ce qui est de la correspondance du premier ministre, je l'ai relue dans le *Courrier de Montmagny*, l'un des meilleurs hebdomadaires de la province¹, et j'y lis ce qui suit:

Cabinet du premier ministre
Province de Québec

Québec, le 30 mai 1941

À l'honorable M. J. L. Ralston,
Ministre de la Défense nationale,
Ottawa

Cher Monsieur Ralston,

Je me permets d'attirer l'attention du gouvernement fédéral sur la pénurie de main-d'œuvre agricole dans la province de Québec. Cette pénurie est causée par la mesure récente adoptée par le gouvernement fédéral et qui stipule que nos fils de cultivateurs seront appelés à l'entraînement militaire et resteront sous les armes de façon permanente pour toute la durée de la guerre.

Nos cultivateurs se plaignent qu'il leur sera impossible de s'assurer la main-d'œuvre nécessaire au travail de la terre.

Afin d'assurer une production agricole intense au cours de notre effort de guerre et de prévenir la désertion des campagnes, je considère qu'il est d'importance absolue que des mesures soient prises afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire à nos cultivateurs.

À ces causes, pourrais-je vous suggérer que l'entraînement militaire des fils de cultivateurs se fasse durant les mois d'hiver, car je crains qu'à mesure que la situation deviendra plus sérieuse, nombre de nos cultivateurs devront abandonner la culture de la terre.

Si mes renseignements sont exacts, je crois qu'en Angleterre, aussi bien qu'en Australie, on en est venu à la même conclusion, et que les cultivateurs sont tenus de cultiver leurs terres et d'y rester.

J'espère que toute la considération qui importe sera accordée à cette question.

Veuillez me croire toujours, cher monsieur Ralston,

Votre sincèrement dévoué,
(Signé) Adélard Godbout

Cabinet du premier ministre
Province de Québec

Québec, le 30 mai 1941

Au très honorable M. W. L. Mackenzie King, C.P.,
Premier ministre du Canada,
Ottawa.

Mon cher Monsieur King,

Je me permets d'inclure sous ce même pli la copie d'une lettre que j'adresse aujourd'hui à votre collègue, l'honorable M. J. L. Ralston, ministre de la Défense nationale, au sujet du service militaire des fils de cultivateurs.

Sincèrement à vous,
(Signé) Adélard Godbout

Cabinet du premier ministre

Ottawa, le 3 juin 1941

À l'honorable M. Adélard Godbout,
Premier ministre de la province de Québec,
Québec

Mon cher Premier Ministre,

Je vous remercie d'avoir eu l'amabilité de m'adresser une copie de votre lettre du 30 mai dernier à l'honorable M. J. L. Ralston, ministre de la Défense nationale, au sujet du service militaire des fils de cultivateurs.

Cette question est l'une de celles qui sont actuellement soumises à la considération du comité de guerre du Cabinet.

Je suis sûr que monsieur Ralston vous tiendra sans délai au courant de la décision qui sera prise, aussitôt que l'étude de tous les facteurs en cause aura pu être faite.

Sincèrement à vous,
(Signé) W. L. Mackenzie King

Ministère de la Défense nationale

Ottawa, le 4 juin 1941

À l'honorable M. Adélard Godbout,
Premier ministre de la province de Québec,
Québec

Cher Monsieur Godbout,

J'ai bien reçu votre lettre du 30 mai.

Les règlements au sujet de l'appel à l'entraînement militaire relèvent du département de mon collègue, l'honorable M. J. G. Gardiner, ministre des services nationaux de guerre. Toutefois, ce n'est pas mon intention d'éviter les responsabilités qui m'incombent, puisque notre département est consulté.

Je transmettrai avec plaisir une copie de votre lettre à l'honorable M. Gardiner et en parlerai à mes officiers qui s'occupent de cette affaire des remises et des règlements qui y ont trait.

Je note votre allusion à l'Angleterre et à l'Australie, et demanderai certainement que l'on examine les règlements en vigueur dans ces pays.

Je vous remercie encore de votre lettre et vous assure de ma considération distinguée.

Votre tout dévoué,
(Signé) J. L. Ralston

Ministère de la Défense nationale

Ottawa, le 30 juin 1941

À l'honorable M. Adélard Godbout,
Premier ministre de la province de Québec,
Québec

Cher Monsieur Godbout,

Au sujet de votre lettre du 30 mai 1941, je dois vous dire que les suggestions que vous y faites ont été soigneusement étudiées. On est à établir que les hommes appelés sous les drapeaux pour un entraînement de quatre mois, conformément à la loi de mobilisation des ressources nationales, auront l'avantage de faire leur demande de remise de service à plus tard aux Commissions adjointes au département des services nationaux de guerre.

Les fils de cultivateurs, entre autres, pourront ainsi voir leur cas étudié au mérite.

Suivant les règlements des services nationaux de guerre, les travaux de la ferme sont considérés comme des occupations saisonnières, et lorsque de nouveaux groupes d'hommes seront appelés, soit pour l'entraînement, soit pour le service ou devoir militaire, ils auront, comme dans le passé, l'avantage de faire des représentations aux commissions du département des services nationaux de guerre, afin qu'il soit décidé s'il y a lieu de remettre à plus tard leur entraînement militaire ou leur service dans l'armée canadienne.

Je regrette de ne pouvoir vous envoyer les règlements qui régissent la question de service telle qu'elle apparaît au premier paragraphe de la présente lettre. Ces règlements ont été préparés par le major général Laflèche et le brigadier Cassels; mais, malheureusement, il y a eu du délai, à cause de la maladie du brigadier Cassels. Ces règlements seront cependant bientôt publiés.

Je vous remercie d'avoir bien voulu attirer mon attention sur ce sujet et me souscrire.

Votre tout dévoué,
(Signé) J. L. Ralston

Québec, le 7 juillet 1941.

À l'honorable J. L. Ralston,
Ministre de la Défense nationale,
Ottawa

Cher Monsieur Ralston,

J'ai bien reçu votre lettre du 30 juin, dont je vous remercie bien sincèrement.

Votre tout dévoué,
(Signé) Adélard Godbout

Québec, le 3 février 1942

Au très honorable W. L. Mackenzie King, C.P.,
Premier ministre du Canada,
Ottawa

Cher Monsieur King,

Voulez-vous me permettre de vous féliciter très cordialement, au sujet du discours que vous avez prononcé à la Chambre des communes, le 26 janvier, et au cours duquel vous avez dit, entre autres choses: "Nous ne pourrions atteindre à un effort total si tant d'hommes étaient enrôlés dans les forces armées de

terre, de mer et de l'air qu'il ne resterait pas assez d'hommes occupés aux travaux de la terre pour nourrir nos soldats."

Je ne doute pas qu'il vous intéressera de savoir que, depuis les derniers mois, j'ai reçu des centaines de lettres et de requêtes où l'on se plaint de la pénurie de main-d'œuvre pour les travaux manuels et ceux de la terre, et je considère qu'il est devenu impérieux d'arrêter le mouvement de désertion des campagnes par cette classe de travailleurs, afin d'améliorer, ou au moins de maintenir la production agricole de notre pays au point élevé qui est nécessaire à l'accomplissement de notre effort de guerre.

Je vous prie de me croire toujours, cher Monsieur King,

Votre tout dévoué,
(Signé) Adélard Godbout

En annonçant sa nouvelle politique de mobilisation générale, l'honorable M. King a démontré qu'il avait tenu compte des avis de l'honorable premier ministre de la province (M. Godbout), et les cultivateurs doivent l'en remercier d'avoir aidé à l'exemption des fils de cultivateurs du service militaire obligatoire. La nouvelle politique fédérale rend justice à la classe agricole. Il félicite, et le gouvernement d'Ottawa et le gouvernement de Québec, tout particulièrement le premier ministre, le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), pour l'attention spéciale qu'ils portent aux fils de cultivateurs.

Mais encore, sur ce point, la motion est rédigée en des termes que je ne puis accepter. Elle propose l'exemption des fils de cultivateurs "de tout service militaire quel qu'il soit", même pour la défense de leur patrie, au Canada, elle va trop loin. Ce texte suppose en somme que, même en cas d'invasion, les fils de cultivateurs seraient exemptés. C'est inconcevable. Peut-on nous demander de voter pour une telle proposition sans faire injure à la classe agricole?

Je ne suis pas prêt à voter pour n'importe quoi, sous prétexte que la conscription est mise en jeu dans une motion. Si la motion s'était bornée à exprimer notre désir de voir nos fils de cultivateurs exemptés du service militaire dans une mesure compatible avec la défense du Canada, je l'aurais approuvée sans réserve. Mais, tel n'est pas le cas. Les instances du représentant de L'Islet ont déjà donné des résultats concrets à ce sujet et le gouvernement fédéral n'entend pas priver l'agriculture des bras dont elle a besoin.

Au surplus, les conclusions de la motion ne me paraissent nullement découler de son préambule. On invoque les engagements des gouvernants pour conclure à l'obligation des gouvernés. Si j'étais devant le tribunal, je m'inscrirais en droit contre ces conclusions.

En conséquence, tout en réitérant mon opposition à la conscription pour service outre-mer, jusqu'à ce que notre peuple se soit prononcé dans le sens contraire et tout en accordant mon appui à la nouvelle politique du gouvernement fédéral concernant les fils de cultivateurs, je regrette de déclarer que je ne pourrai appuyer la motion telle que formulée.

Afin d'être bien compris, je résume mon attitude:

1. Je suis opposé à la conscription pour service outre-mer, et je le resterai aussi longtemps que les deux principales provinces de la Confédération, Québec et Ontario, principaux éléments qui composent notre population, n'auront pas exprimé une opinion contraire et jusqu'à ce qu'un mandat contraire ait été donné au pouvoir fédéral.

2. Personnellement, j'enregistrerai un vote négatif lors du plébiscite, afin d'être fidèle et pour respecter les engagements que j'ai contractés envers mes électeurs.

3. Je considère que le peuple doit être laissé libre de voter comme il l'entendra en s'inspirant des meilleurs intérêts du Canada.

4. Je réclame pour les fils de cultivateurs l'exemption du service militaire dans toute la mesure compatible avec la défense du Canada. Je suis opposé à l'exemption des fils de cultivateurs dans certains cas.

5. Je ne puis voter pour la motion qui nous est soumise parce qu'elle intervient directement dans la libre expression de la volonté populaire.

(Applaudissements)

Il fait état une nouvelle fois de la déclaration de M. Ernest Lapointe, du 23 juin 1940 à la radio où il disait que la conscription serait un facteur de désunion nationale et ajoutait: "La province entière de Québec, et je parle ici avec toute ma responsabilité et la solennité que je puis donner à ma parole, ne voudra jamais accepter le service obligatoire ou la conscription en dehors du Canada." M. Lapointe ajoutait que telle était aussi son opinion personnelle et disait que ses collègues et lui n'accepteraient jamais une telle mesure. Il cite une déclaration de MM. Cardin et Manion dans le même sens.

Le bien-fondé de la doctrine libérale trouve sa confirmation dans la déclaration de l'ancien chef conservateur, M. Manion. Le 20 mars 1942, l'honorable M. Manion faisait une déclaration publique dans les journaux en réponse aux critiques de MM. Meighen et Hanson touchant les engagements anticonscriptionnistes qu'il avait pris comme chef du Parti conservateur lors de la dernière élection fédérale. Voici ce qu'il dit:

"Lors de l'élection générale en 1940, j'ai parlé d'un océan à l'autre à quelque 65 assemblées, et avant chaque assemblée, y compris celles que j'ai tenues à Toronto, à London, à Vancouver, à Victoria, à Halifax et à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, la première demande qui m'était faite par nos candidats était que je déclare clairement que j'étais opposé à la conscription pour le service outre-mer. Alors que chacun de nos candidats pouvait exprimer librement son opinion sur tous les points de notre programme, je ne me rappelle pas d'avoir entendu aucun de nos partisans exprimer autre chose que sa satisfaction sur mon programme anticonscriptionniste et, sur mon projet du gouvernement national, programme et projet adoptés; il est vrai alors que la situation relative à la guerre était largement différente de celle d'aujourd'hui, mais adoptés avec un désir tout à fait approprié à l'unité et à l'entente nationales. Après l'élection, j'ai écrit à tous nos candidats pour leur demander leur opinion sur la cause de la défaite de notre parti. Sur plus de 200 candidats, les deux tiers m'ont répondu et, sauf deux exceptions, ils exprimèrent l'opinion que les électeurs avaient craint qu'il n'y eût beaucoup plus de danger d'avoir la conscription avec nous qu'avec nos adversaires... Dans un de ces discours, M. Meighen a déclaré que je n'avais pas le droit de promettre qu'il n'y aurait pas de conscription et, sans s'arrêter pour respirer ou sans prendre le temps de réfléchir sur quelques-unes de ses propres promesses à Hamilton et ailleurs, il fit lui-même la promesse qu'il y aurait conscription. Il fut défait par environ 5,000 voix de majorité!"

La défense du Canada sur le continent américain doit occuper nos premiers soucis, dit-il. Pour la défense du Canada, la province de Québec sera unie comme un seul homme. Au contraire, et plus que jamais, sommes-nous d'avis qu'une mesure de cœrcition allant à l'encontre de la volonté populaire et à l'encontre de l'unité nationale dans notre province serait de nature à briser irrémédiablement l'unité nationale et à compromettre notre effort de guerre; parce que la défense du territoire canadien menacé requiert la présence au pays du plus grand nombre de défenseurs possible;

parce que le triomphe de la cause commune nous commande de maintenir à son maximum notre production agricole et industrielle.

M. Barrette (Joliette): J'ai l'honneur, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), de proposer que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Godbout (L'Islet) annonce que la soirée sera consacrée au budget¹².

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures

Deuxième séance du 8 avril 1942

Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 8 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et, sur ce, le président des comités pléniers, M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Plébiscite sur la participation obligatoire à la guerre

M. Gagnon (Matane) propose, secondé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque) que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour, appelant la reprise du débat sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), proposant que l'Assemblée législative exprime l'avis:

a) Que les électeurs de cette province doivent répondre "non" à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral de ses promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b) Que les cultivateurs doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) veut commencer la soirée par de la législation privée.

M. l'Orateur suppléant décide que la Chambre doit passer à l'étude des bills privés, conformément à l'article 115 du Règlement.

Projets de loi:

Résolutions et règlement de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadians Resins & Chemicals Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

Résolutions de la Commission scolaire de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

Succession de Charles Andrew Pentland

M. Dumaine (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 concernant la succession de Charles Andrew Pentland.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Dumaine (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Chicoutimi

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Choquette (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de James McCready

M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant la succession de feu James McCready soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Motions des députés:**Plébiscite sur la participation
obligatoire à la guerre¹³**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur l'amendement proposé par M. Caron (Hull) à la motion de M. Chaloult, dont elle a été saisie le 18 mars dernier proposant:

Que l'Assemblée législative:

Attendu que le Canada, par l'entremise du Parlement fédéral, a décidé de participer volontairement à la guerre et a déclaré que notre participation en hommes resterait volontaire;

Attendu que c'est à cette condition que la participation a été convenue;

Attendu qu'aux élections générales de mars 1940 les chefs des partis politiques canadiens ont réaffirmé que cette participation à la guerre devait rester volontaire;

Attendu que, notamment, les chefs du parti libéral ont solennellement promis que, s'ils étaient maintenus à la direction des affaires publiques du Canada, les moyens de participer à la guerre resteraient volontaires et qu'il n'y aurait jamais de conscription pour service obligatoire en dehors du Canada;

Attendu que c'est en raison de ces engagements que le gouvernement King a été maintenu au pouvoir;

Attendu que les Législatures d'autres provinces ont adopté des résolutions relatives à ces questions et qu'il est à propos que cette Législature exprime elle aussi son opinion;

Exprime l'avis:

a) Que les électeurs de cette province doivent répondre "non" à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral des promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b) Que les cultivateurs et les employés de ferme doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

Lequel amendement propose:

Que la motion en discussion soit amendée:

a) En retranchant, après les mots "Assemblée législative", tous les attendus dans le préambule pour les remplacer par les suivants:

"Attendu que les citoyens de cette province, comme d'ailleurs ceux du Canada tout entier, pourront, en toute liberté, exprimer leur opinion, le 27 de ce mois, sur l'une de ces questions, savoir le plébiscite;"

"Attendu que cette Législature ne doit pas parler pour le peuple et avant le peuple lorsque celui-ci peut exprimer son opinion par lui-même et pour lui-même;"

b. En retranchant le paragraphe "a)" et en le remplaçant par le suivant:

"a. Que cette Chambre estime qu'elle n'a pas à se prononcer comme telle, mais qu'il importe de laisser à chacun de ses membres comme à tous les citoyens de la province la liberté absolue d'exprimer leur opinion personnelle à l'occasion du prochain plébiscite;"

c) En retranchant le paragraphe "b)" et en le remplaçant par le suivant:

"b. Qu'il est opportun, pour intensifier la production agricole en cette province, d'appuyer la politique du gouvernement fédéral concernant les travailleurs du sol."

M. Barrette (Joliette): M. l'Orateur, à titre de membre de cette Législature, je crois qu'il est de mon devoir d'exposer franchement mon opinion sur la motion et l'amendement présentement sous étude. La question du plébiscite est d'une importance vitale, et pour le Canada, et pour la province de Québec. Il est donc dans l'ordre, je crois, de relever tout d'abord certaines affirmations des députés ministériels qui se sont prononcés, jusqu'ici.

L'honorable député de Hull a commencé son discours, cet après-midi, en nous disant qu'il s'agissait d'une question fédérale, qui n'aurait jamais dû être discutée ici. Pourtant M. l'Orateur, pendant 30 ou 40 minutes, il nous a expliqué son point de vue pour en venir à nous proposer un amendement.

Si vraiment le plébiscite et la conscription, formant cette fois une seule et même question, sont du ressort du fédéral, pour quelles raisons alors les ministres fédéraux, en 1939, en ont-ils fait une question provinciale, lorsqu'ils ont menacé la population du Québec de démissionner comme membres du cabinet King si le gouvernement de l'Union nationale était réélu? Ce sont eux qui en ont fait une question provinciale, en affirmant que leur démission entraînerait la conscription à brève échéance. Ils ont dit qu'un vote pour Duplessis était un vote pour la conscription. Les libéraux ont été élus grâce à la promesse que les ministres combattraient la conscription et démissionneraient, si elle était imposée.

Aujourd'hui, ces mêmes gens viennent affirmer sans vergogne que cette question n'est pas du ressort des provinces. Ce n'est pas nous qui avons pratiqué cet odieux chantage, mais les amis de nos

amis d'en face. Si c'est vraiment une question fédérale, purement et simplement, pour quelles raisons 90 % des députés qui siègent à votre droite, M. l'Orateur, en ont-ils fait aussi une question provinciale, à tel point qu'ils ont réussi à se placer au pouvoir par cette tactique de confusion?

L'honorable député de Laval a cité l'Australie comme un exemple de loyauté, il nous a dit approuver la conduite des Australiens depuis le début de la guerre. Jusque-là, tout est bien en apparence, mais dès qu'un port de l'Australie est bombardé, tous les sacrifices héroïques de ce pays qui pouvaient servir d'exemples aux nations du Commonwealth changent d'aspect. Après le bombardement de Darwin, et certaines îles voisines, les Australiens, pas assez protégés, ont regretté les 150,000 soldats qu'ils avaient en Afrique, et ils ont réclamé le rapatriement de leurs troupes. C'est précisément ce que nous voulons éviter ici. Ainsi, si nous ne voulons pas nous trouver dans la position actuelle de l'Australie, il est temps de garder nos soldats chez nous. Nous avons assez de 250,000¹⁴ hommes de l'autre côté des mers.

L'honorable député de Montmagny a comparé l'Union nationale avec le groupe nationaliste de 1911 en disant que les Nationalistes de 1911 avaient manqué à leurs engagements. Ils n'ont pas réclamé un plébiscite sur la conscription avant de l'imposer. Évidemment, le député a oublié l'attitude énergique d'un groupe de nationalistes qui ont combattu la conscription avec énergie, à Ottawa. Il y en a qui ont voté contre.

Parmi ceux-là, je veux mentionner M. J.-P.-O. Guilbault, député de Joliette du temps qui, quoique malade, s'est fait transporter en 1917 à Ottawa pour voter, dans une chaise roulante, contre la conscription et on peut dire qu'il en est mort. Que dire de monsieur J.-A. Barrette, député de Berthier, qui propose le renvoi du bill de la conscription à six mois pour tuer le bill? Cet amendement aurait pu sauver la situation, mais il fut rejeté. Que faut-il penser aussi, de la conduite de M. Patenaude? Je n'en dirai pas plus long sur les discours prononcés par les ministériels, car je veux surtout expliquer mon point de vue, et donner mon opinion sur le plébiscite.

Vous concevez, M. l'Orateur, combien il est difficile de rester dans le cadre de ce seul sujet du plébiscite. Je veux m'efforcer de le faire. Mais il ne faut pas pour cela que l'explication que je présenterai soit incomplète; il ne faut pas pour cela que les mérites de la cause que nous défendons soient atténués, ou que la vérité perde ses droits.

Il se fait actuellement un peu partout une campagne formidable pour inciter la population à voter "oui" sur le plébiscite, c'est-à-dire à voter pour libérer le gouvernement de ses promesses, en ce qui concerne la conscription pour service outre-mer. L'honorable député de Laval (M. Leduc) nous en a donné la preuve lorsqu'il a affirmé qu'il voterait "oui". À ceux qui prétendent qu'il faut voter "oui", pour prouver leur confiance à M. King, tous les chefs de parti ont demandé de voter "oui". Cette campagne est dirigée par les chefs des partis politiques fédéraux, MM. King, Hanson, et même M. Tim Buck. Le chef libéral, le chef conservateur, et le chef communiste se donnent la main, fraternisent, et s'entendent comme des complices sur la réponse à donner au plébiscite.

De même, des journaux de toutes nuances, de l'extrême droite à l'extrême gauche, tel le *Canadian Tribune*, communiste, prêchent maintenant la même doctrine et demandent à la population canadienne de libérer le gouvernement de ses promesses. Ainsi donc, à ceux-là qui, comme le député de Hull, disent qu'en votant "oui", nos gens donnent un vote à M. King, nous pouvons répondre que ceux qui votent "oui", votent aussi pour Hanson, pour Tim Buck le chef communiste, et pour M. Meighen le croque-mitaine de Toronto. Ce sera aussi leur prouver notre confiance. Le gouvernement fédéral ayant leur appui, cela me suffit pour répondre "non" au plébiscite. Il est grand temps que le groupe de leaders qui trompent le peuple depuis 25 ans se fassent interdire la vie publique pour toujours.

De plus, il faut que les citoyens comprennent bien qu'il ne s'agit pas de libérer de ses promesses le gouvernement actuel, présidé par M. King, mais qu'il s'agit de libérer de ses engagements le gouvernement fédéral, qu'il soit formé par un parti politique ou un autre, ou même par plusieurs partis et, si le gouvernement obtenait un vote affirmatif, le 27, c'est-à-dire une majorité de "oui", tout gouvernement qui succéderait à la présente administration pourrait se prévaloir de ce vote et l'interpréter comme le désir de notre peuple que ses fils aillent combattre sur tous les champs de bataille du monde. Cette réponse vaudrait à l'avenir pour tous les gouvernements, nous ne pouvons en douter.

Nous devons envisager la question froidement, sans partisanerie, et puisque les éléments les plus disparates se donnent la main, oublient les dissensions et les haines qui les ont divisés depuis toujours, puisque les leaders politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche s'entendent comme des trafiquants qui ont des intérêts communs, pour quelle

raison ne ferions-nous pas l'union sacrée pour dénoncer leurs tactiques et pour inciter notre population à répondre par un "non" formidable à la question qui lui est posée...

Si tous les députés étaient d'accord sur cette question, notre population serait moins embarrassée pour répondre, et une fois de plus, par une décision sage, la province de Québec rendrait service à tout le pays. Il ne s'agit pas de faire l'union d'un groupe ou d'une race, contre un autre groupe ou une autre race; "non", cent fois "non", et je veux être bien compris, mais il s'agit de faire l'union de tous ceux qui croient que, pour maintenir l'unité nationale, et pour assurer la défense du Canada, nous devons garder ici, à l'avenir, nos soldats.

Pour quelle raison M. King demande-t-il la permission de se faire relever de ses engagements de 1939, avec le plébiscite, s'il n'a pas l'intention d'imposer la conscription pour outre-mer? Nous avons actuellement 250,000 soldats en dehors de nos frontières, soit un peu plus de la moitié du chiffre total de nos troupes, environ 560,000, et le gouvernement central se propose de mobiliser 750,000 hommes; c'est l'engagement qu'il a pris au début de la guerre. Nous ne devons pas vider le Canada de sa jeunesse et mettre le Canada en danger à l'égard de sa propre défense.

Si le même gouvernement était maintenant délié de ses engagements passés, qu'il a pris envers la population de ne pas conscrire de soldats pour les envoyer outre-mer, qui nous dit que nous n'aurions pas, dans un an, s'il y a conscription, 500,000 ou 600,000 hommes qu'on enverrait à l'étranger, de l'autre côté des mers, en Europe, en Asie, ou en Afrique? Il ne resterait ici que 100,000, 150,000 ou 200,000 soldats pour défendre un pays grand comme l'Europe.

Lorsque la mobilisation a été décrétée pour la défense du Canada, on nous a dit que nous étions directement menacés; nous l'avons cru, et jusqu'à présent par cette mobilisation, près de 500,000 hommes ont été appelés sous les drapeaux. Cependant, rien de sérieux n'a été fait pour organiser la défense de nos côtes, ou de nos eaux territoriales; tout le monde le sait, principalement les citoyens de la Colombie-canadienne qui protestent contre le peu de protection dont ils jouissent. Et pourtant, quand il s'agit d'obtenir l'adhésion des Canadiens français à la participation, on leur dit qu'il s'agit avant tout de défendre le pays. Notre effort est déjà formidable. Le pays a déjà fait beaucoup plus que sa part raisonnable dans la guerre.

Les efforts de guerre du Canada selon le système volontaire ont été excellents sur tous les

points de vue jusqu'à présent; avec ce système, 500,000 hommes ont été placés sous les armes. Tous les efforts ont porté pour envoyer nos troupes ailleurs, avec le résultat que 250,000 soldats canadiens sont en dehors du continent en service actif. Il est logique de croire que, si la conscription pour service extérieur, était mise en vigueur, ce nombre serait pour le moins doublé; il ne serait plus question de la défense du Canada, mais bien de vider le Canada de sa jeunesse, sans se soucier de ce qu'il adviendrait ici, en cas d'attaque.

On semble vouloir nous convaincre que nous pouvons faire plus pour gagner la guerre. Pourtant, l'effort actuel du Canada pour aider ses alliés est sans précédent; près de 500,000 soldats sous les drapeaux, dont 250,000 à l'étranger; le budget annoncé le 18 mars dernier par M. Isley, ministre des Finances, comporte une dépense de \$2,213,000,000 pour l'année en cours, plus un montant de \$1,000,000,000 toujours pour l'année en cours, plus un montant de \$700,000,000 prêté sans intérêt, ce qui équivaut aussi à un don. Sans compter les hommes, la production de la guerre et la contribution agricole, pour cette année, tout cela représente en dépenses de guerre, et en cadeaux et prêts à l'Angleterre, l'incroyable somme de \$4,800,000,000¹⁵, et pour une année seulement. Je crois que c'est là une preuve que nous avons fait tout notre devoir. Personne n'a donc le droit de douter de nos bonnes intentions.

Notre population a accepté cette contribution loyalement et tous les sacrifices qu'on lui a demandés sans murmurer. Je cite ces chiffres parce que je crois que nous devons les apprendre à tous, aussi pour bien démontrer que nous faisons un effort total extraordinaire, et que personne n'a le droit de douter de nos intentions lorsque nous nous opposons à la conscription pour service extérieur. Nous sommes mus par cette seule considération de maintenir l'unité nationale qui serait brisée définitivement et irrévocablement si, après cet effort gigantesque, hors de proportion avec nos moyens, que nous faisons pour gagner la guerre, et si après des promesses répétées et multipliées depuis 25 ans, promesses qui ont été la cause de succès politiques faciles, le gouvernement fédéral imposait la conscription pour service outre-mer.

En 1939, dans le mois d'octobre, dans mon comté, j'ai pris l'engagement formel de combattre la conscription quand elle serait imposée. J'avais alors affirmé que les formules de mobilisation étaient prêtes à Ottawa, et que la conscription suivrait inévitablement. Je veux respecter ma promesse, en dénonçant la tenue du plébiscite, et en me prononçant comme en 1939, carrément contre la

conscription pour service en dehors du continent. J'espère que tous les députés feront de même. Il ne peut agir autrement qu'il le fait. Si j'agissais autrement, si je votais contre la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), après avoir promis à mes électeurs de combattre la conscription, je trahirais mon mandat, je n'aurais plus le droit à la confiance de mes électeurs. Je considère que je devrais démissionner comme député, car j'agis contre les intérêts de ma province et de mon pays.

Plusieurs députés se sont déjà prononcés dans leur comté respectif pour que le gouvernement reste lié par ses promesses. Ces députés ont promis qu'ils voteraient "non" le 27 avril prochain. J'espère que dans le parlement de Québec, ces représentants du peuple qui ont exprimé une opinion en faveur d'un vote négatif, en dehors de cette Chambre, tiendront la même conduite. Il est temps que cette attitude soit définie. Le peuple murmure et dit que la plupart des députés obéissent aux mots d'ordre, qu'ils suivent leurs leaders politiques, et que devant l'électorat, ils prennent une autre attitude; cette conduite est sévèrement critiquée et dénoncée comme il convient.

On compare, dans le peuple, ces députés qui se prononcent contre la conscription dans leurs comtés et qui changent d'attitude en Chambre, à des caméléons politiques qui changent d'opinion selon l'angle dans lequel ils se placent. Ces gens se sont fait élire en disant qu'un vote pour eux était un vote contre la conscription. Même ceux qui n'osent pas dire ce qu'ils pensent font le jeu des conscriptionnistes. Où sont les engagements pris sur l'honneur, les serments proférés? Sur la question du plébiscite, comme le disait récemment un grand journaliste, ils sont devenus comme les chauves-souris du fabuliste: ils sont oiseaux chez les conscriptionnistes, et souris chez les anticonscriptionnistes.

Il est temps que cette équivoque cesse. Durant cette campagne, qui commencera bientôt pour demander aux Canadiens de libérer le gouvernement, de grands orateurs diront que celui-ci demande tout simplement de le délier d'une promesse qu'il n'aurait pas dû faire, et que là est toute la question. Je dis que les gens qui affirment une telle chose tentent de tromper délibérément notre population. Cette promesse n'a pas été faite une seule fois, mais elle a été répétée constamment depuis 25 ans. Ce n'est donc pas une promesse avancée à la légère; elle a été commentée avec emphase à chaque occasion pendant 25 ans; elle a des racines profondes, et on ne peut pas l'arracher de force, comme on tente présentement, sans tout bouleverser, qu'on ne l'oublie pas.

Le plébiscite est plus qu'une simple question qu'on pose; c'est, au fond, un vote pour ou contre la conscription pour service extérieur, et je crois que les députés de cette Législature doivent manifester leur opposition en votant "non", et en conseillant à leurs mandants de voter "non". De toutes les promesses faites par ceux qui en ont profité, il ne reste plus que la moitié d'une promesse qui ait été respectée. Si le gouvernement désire en être libéré, mais pour quelle raison, si ce n'est que pour appliquer la conscription? Qu'on soit donc franc pour une fois et, si le gouvernement n'a pas l'intention d'imposer la conscription pour service outre-mer, pour quelle raison demande-t-il alors la permission de l'imposer.

N'est-il pas vrai qu'au cours des dernières élections provinciales et fédérales, les chefs politiques actuellement au pouvoir ont sollicité l'appui de l'électorat disant qu'un vote pour eux, c'était un vote pour l'unité nationale et contre la conscription? Et aujourd'hui, ils viendraient renverser les rôles, et vous soutenir qu'il vous faut voter pour la conscription si vous voulez maintenir la même unité nationale? Car, on dira cela! Je dis que ces gens sont des farceurs et que l'unité nationale a toujours été une grande dame, mais au service de ces messieurs, elle en devient l'opposé. J'ai demandé à mes électeurs de ne pas se laisser tromper, et d'envisager froidement la situation, en affirmant par leur vote qu'ils sont contre la conscription pour service outre-mer.

Je leur ai dit que si la majorité vote "oui", ils auront cette conscription inévitablement, et qu'alors, il sera trop tard pour la combattre, et qu'ils devront se soumettre à tout ce que ce vote affirmatif comportera de conséquences pour maintenant et plus tard. D'ailleurs, il est évident que, si le gouvernement fédéral, appuyé par Tim Buck et par Meighen, pose la question, ce doit être parce qu'il cherche une réponse. Ma réponse, c'est "non", et je la fais connaître.

Si la conscription est imposée, cela en est fini de l'unité nationale. L'adoption de la conscription n'aidera pas, mais détruira l'unité nationale. J'ai un mandat du peuple et je crois de mon devoir de dire ce que je pense; et plus que cela, je dis que ceux qui n'osent pas se prononcer sont des conscriptionnistes. M. l'Orateur, celui qui vous parle a pris l'engagement formel, en 1939, de combattre la conscription qu'il croyait inévitable, et il tient sa promesse.

Quant à ceux qui ont fait aussi des promesses et qui aujourd'hui les renient, je les plains, et je dis que nous sommes justifiés de croire qu'ils n'ont jamais eu l'intention de les respecter. Je pourrais

vous parler de ces promesses prises ici et ailleurs par des hommes qui n'ont pas craint de jouer avec les sentiments, avec les appréhensions de notre population. Je pourrais parler des engagements contractés sur l'honneur et des serments prononcés par ces mêmes hommes, qui n'avaient d'autre but que d'escamoter des votes. Ces hommes, des chefs pourtant, avaient tout promis, tout juré; ils avaient promis que jamais la conscription ne serait imposée s'ils étaient élus; ils avaient juré de la combattre; ils ont aujourd'hui tout oublié, et tout renié.

Je ne veux pas mentionner de noms; je ne veux pas aller plus loin; d'autres occasions se présenteront bientôt, car le jour des grandes luttes n'est pas éloigné. Lorsque se lèvera ce jour, que nous attendons, tous ceux-là qui ont failli à leurs devoirs, qui ont manqué à leurs engagements, seront traduits à la barre de l'opinion publique et cloués au pilori de la vindicte populaire. Nous nous débarrasserons alors à jamais de ce groupe d'hommes qui nous a été si néfaste dans le passé.

Peu importe qu'ils soient des conservateurs ou des libéraux, nous ne considérerons alors d'un côté que ceux qui auront été fidèles à leurs engagements, et de l'autre, ceux qui auront trahi leurs serments. Les premiers auront droit à l'estime et à l'appui de notre population, les seconds disparaîtront dans l'oubli. Il faut que le peuple reconnaisse et fasse la différence entre ceux qui veulent le servir vraiment, et ceux qui ne servent que des intérêts partisans.

Il faut que le peuple dise à ceux qui l'ont trompé par calcul ou par ignorance qu'il n'y a pas d'excuses qui permettent de manquer à 25 années d'engagement formel et précis, à moins que ces hommes n'aient le courage de venir avouer qu'ils ont été eux-mêmes trompés, et qu'ils aient aussi le courage de le dire dans les Parlements.

Si, par une volte-face de nos prétendus champions, la conscription devient une réalité, cette unité nationale, à laquelle je veux croire encore, sera détruite à jamais, et détruite aussi à jamais sera la confiance du peuple envers les chefs et les dirigeants actuels. Le vote qui se donnera le 27 du mois courant sera un vote pour ou contre la conscription, pour le maintien de l'unité nationale nécessaire à l'avenir de notre pays. Ce sera un vote pour la défense de notre pays.

En conséquence, je suis opposé de toutes mes forces à la conscription pour service extérieur, et je le montrerai de façon pratique en votant contre l'amendement et pour la motion principale du représentant de Lotbinière.

M. Beaulac (Saint-Maurice): Il y a quelques jours¹⁶, bien avant qu'il ne soit question alors de la motion de l'honorable député de Lotbinière, mes électeurs de Shawinigan m'ont invité, en même temps que le député fédéral de Saint-Maurice, à exprimer mon opinion sur le plébiscite au cours d'une assemblée publique. Je leur ai alors simplement répondu, sans hésitation, que je répondrais "non" lors du plébiscite. Toutefois, lorsque j'ai fait cette déclaration, ce n'est pas comme membre de la Législature, mais comme chef du Parti libéral dans mon comté. Je ne cache pas mon attitude et je suis prêt à renouveler cette déclaration, chaque fois qu'on voudra l'entendre et autant de fois qu'il le faudra. Je n'ai pas changé d'idée. Mais, quand même, je demeure d'avis que cette question relève uniquement de l'électorat et que ce n'est pas à un gouvernement provincial à lui dicter une ligne de conduite.

Le gouvernement du Canada soumet la question aux électeurs du Canada et, la meilleure chose à faire, c'est de les laisser répondre à la question, et à l'Assemblée législative de s'occuper de ses propres affaires. La motion du député de Lotbinière dit aux électeurs qu'ils doivent répondre "non". Je dis que je vais voter "non" au plébiscite, mais je ne pense pas une minute à donner des ordres... je ne donne pas d'ordre aux électeurs de mon comté de ma province sur la manière de voter, et encore moins à tous les électeurs de la province. Ils donneront leur opinion le 27.

L'honorable représentant de Joliette (M. Barrette) a parlé des Barrette et des Guilbault. Je pourrais lui parler des députés qui, en 1911, imploraient, les larmes aux yeux, tous les saints des niches de nos églises, de protéger nos femmes et nos enfants. La guerre est venue et ils se sont conduits comme des farceurs.

La motion contient une insulte gratuite à l'adresse des cultivateurs, quand elle nous dit que les fils de cultivateurs doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit. Cette clause ne contient aucune réserve. On aurait voulu lancer une insulte gratuite aux cultivateurs, qu'on ne s'y serait pas pris autrement. C'est une injure à la classe agricole, qui est prête à défendre notre pays s'il est attaqué. Nos cultivateurs ont généreusement répondu à l'appel pour la défense de la patrie. Je suis content de dire que les paysans de mon comté ont fait tout leur devoir. Je ne crois pas que les cultivateurs veuillent être exemptés de tout service militaire. Quand il s'agira de défendre leur sol, les cultivateurs feront leur devoir. Je ne crois pas non plus qu'eux et

leurs fils seraient heureux d'être exemptés de servir pour la défense du sol de la patrie.

On agite depuis longtemps le spectre de la conscription. Il est temps que les gouvernements prennent leurs responsabilités, mais se mêlent de leurs affaires en même temps.

J'ai toujours été contre la conscription et je le suis encore. Je n'ai pas changé d'idée. Je n'ai pas pris d'engagement en 1939 et en 1940, parce que je ne me suis aucunement mêlé des affaires fédérales. Je peux donc parler aujourd'hui en toute liberté. Ce n'est pas la situation des députés de l'Union nationale. Cette question n'est pas du ressort de la Législature. C'est aussi l'avis de nos amis d'en face. Eux qui, en 1939, refusaient au représentant de Lotbinière le droit de discuter sa motion et qui s'en font aujourd'hui les champions intéressés.

En effet ce dernier a proposé une motion en 1939, au sujet de la guerre contre la participation; 14 fois il demanda qu'elle fût étudiée par la Chambre et 14 fois sa demande fut refusée par l'Union nationale. Le député de Joliette (M. Barrette) a ainsi voté 14 fois pour qu'elle ne soit pas discutée.

(Applaudissements)

D'ailleurs, même si la Chambre était unanime à voter la motion du député de Lotbinière, cela ne changerait rien et n'engagerait aucunement le gouvernement fédéral.

Je n'ai pas changé d'opinion. Je voterai contre la motion Chaloult.

M. Gagnon (Matane): L'honorable député, que je ne veux pas embarrasser, n'a pas le droit de qualifier ainsi la motion à l'étude. Il ne doit pas la désigner par le nom de son auteur, qui est député.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable chef de l'opposition veut tout simplement tenter d'embarrasser l'honorable député de Saint-Maurice, qui a parfaitement le droit de donner le nom de son auteur à la motion Chaloult.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Exemple, la motion Barrette.

M. Beaulac (Saint-Maurice): Je n'ai pas changé d'opinion, je voterai "non" au plébiscite. En votant "oui", ce serait permettre à Ottawa d'imposer la conscription. Et, je suis contre la conscription. Mais, je suis aussi contre la motion du représentant de Lotbinière. En défaisant cette motion, nous allons régler toutes les motions semblables qui ne nous concernent pas. J'estime que la Législature n'a pas le

droit de commander au peuple comment il doit voter et d'imposer son point de vue à l'électorat de la province. Les électeurs doivent être laissés libres de voter comme ils l'entendent.

(Applaudissements)

Je voterai pour l'amendement.

M. Paquette (Labelle): Je ne voulais pas parler, car tout a été dit et nous revenons aux lieux communs. Mais, devant la tournure des événements, je veux ajouter quelques mots. Nous vivons sans doute des heures extraordinaires. Nous assistons à un spectacle qui fera l'étonnement du public. Depuis 25 ans, nos amis libéraux sont contre la conscription. Pourquoi ne se prononcent-ils pas sur la motion du représentant de Lotbinière?

Des 150 députés qui représentent actuellement la province de Québec à la Législature et au Parlement canadien, soit 85 députés provinciaux et 65 députés fédéraux, plus de 75 % ont été élus parce qu'ils ont promis à la population de combattre fortement la conscription et de se prononcer carrément contre toutes les suggestions de conscription.

Il rappelle les paroles de M. Lapointe, qui disait que jamais la province de Québec n'accepterait la conscription et que jamais le Parti libéral ne l'imposerait. Il cite les paroles prononcées par le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), le 6 octobre 1939, qui disait alors: "Comme chef du Parti libéral de la province de Québec, et je suis sûr d'exprimer le sentiment de tous nos ministres canadiens-français dans le cabinet fédéral, je vous affirme, avec toute la force dont je suis capable, que le gouvernement d'Ottawa ne décrètera jamais la conscription militaire, tant que vous laissez la politique fédérale diriger vos destinées. Je m'engage sur l'honneur à quitter mon parti et même à le combattre, si jamais un seul Canadien français est mobilisé contre son gré pour service outre-mer par le gouvernement libéral ou un gouvernement auquel participeraient nos chefs actuels à Ottawa".

Si le gouvernement d'Ottawa n'avait pas l'intention d'adopter la conscription, pourquoi voudrait-il être relevé de ses engagements à ce sujet? Quant aux électeurs, pourquoi fourniraient-ils au gouvernement fédéral l'occasion prochaine de pécher en le relevant de tous ses engagements.

On a exploité la conscription dans cette province; on l'a exploitée à nous en donner des frissons d'horreur. Il y a 25 ans environ que le Parti libéral se fait élire dans cette province en agitant comme un épouvantail la question de la conscription. Et, après un quart de siècle, le même groupe qui a

toujours utilisé cet argument électoral est prêt à changer son fusil d'épaule et à tout approuver ce qu'Ottawa veut. Les libéraux accusaient autrefois les conservateurs d'avoir fait marcher les Canadiens dans le sang jusqu'aux genoux.

L'ancien député de Labelle, M. Henri Bourassa, s'est toujours battu contre la conscription. Il voyait juste. Il avait prévu, dès 1914, ce qui arrive aujourd'hui. Autrefois, on le traitait de rêveur, de cerveau brûlé, de cerveau étroit¹⁷, lorsqu'il parlait de conscription. On disait que ses idées ne cadraient pas avec la mentalité canadienne. Aujourd'hui, on est tenté de croire que peut-être, dans quelques années, on rendra justice et hommage à la clairvoyance de cet homme éminent. M. Bourassa aura son monument pour avoir été le précurseur du véritable canadianisme.

La motion du représentant de Lotbinière de 1939 et la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) de 1942, celle d'aujourd'hui, sont deux choses bien différentes. Il y a toute la différence du monde. Les temps ont changé. Il y a trois ans, en 1939, il n'y avait pas de guerre, elle n'était qu'une simple question de principe. Au printemps de 1939, nous n'avions pas 560,000 hommes sous les armes et c'est pour cette raison que l'Union nationale a jugé la motion prématurée. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'un gouvernement qui a déclaré la guerre et d'un conflit qui est universel. Conséquemment, la motion arrive à son heure et nous lui faisons bon accueil.

Il entend voter aujourd'hui pour la motion parce que la motion Chaloult était à propos. Ce qui m'étonne, ce qui me surprend, dit-il, c'est que le Parti libéral ne respecte plus ses engagements et qu'il se détourne de son amour anticonscriptionniste. On est prêt à faire un enterrement de première classe à une motion qui devrait rallier tous les membres de cette Chambre.

Le gouvernement d'Ottawa a tous les pouvoirs pour enrégimenter sous les armes qui il veut. De fait, pour la défense du Canada, nous avons maintenant la conscription. Si le gouvernement fédéral veut être délié de ses engagements pour la défense du Canada, c'est évidemment parce qu'il entend imposer la conscription pour outre-mer. C'est une blague monumentale. Il a déjà tous les pouvoirs nécessaires et c'est d'autre chose qu'il veut être relevé. Il n'y a vraiment que les aveugles qui ne voient pas les conséquences de l'acte à poser à ce sujet.

Pour le Canada, actuellement nous avons la conscription. Le plébiscite est donc pour outre-mer. L'ambition du Parti libéral, c'est de gagner les

élections. Je sais que la grande préoccupation du Parti libéral a toujours été de gagner le pouvoir ou de le garder. Mais je trouve extraordinaire qu'un groupe élu depuis 25 ans avec une propagande intense contre la conscription, lui qui aime tellement le pouvoir, ne s'aperçoive pas qu'ils sont en voie de se saborder et de faire couler leur propre bateau. Il donne aujourd'hui le spectacle d'une aussi flagrante volte-face. On ne respecte plus ce que l'on a adoré. Il accuse les députés du parti provincial de maintenant changer leur fusil d'épaule pour faire plaisir à leurs amis libéraux et leaders dans le camp du fédéral à Ottawa. Je trouve extrêmement malheureux que les députés libéraux ne trouvent pas assez de nerfs, assez d'énergie pour remplir un devoir qui s'impose envers les électeurs qui les ont élus, pour rester dignes de leur passé et voter en faveur de la motion. Pour ma part, je le ferai et je me prononce contre l'amendement déplorable présenté pour permettre aux libéraux d'échapper à leurs responsabilités.

M. Rajotte (Drummond) affirme que son attitude est simple et précise: il votera "non" au plébiscite. Depuis 25 ans, dit-il, le Parti libéral a fait une lutte de principe contre la conscription. Mais, cette discussion sur cette question du plébiscite, s'éternise bien trop inutilement. La situation est bien claire. Le Parti libéral ne peut imposer un vote. Tout ce long débat porte uniquement sur quelque chose qui relève du fédéral. Il considère que la Législature n'a pas l'autorité nécessaire pour dicter une ligne de conduite au peuple de la province. Les seules personnes qui peuvent régler ce problème, ajoute-t-il, ce sont les électeurs de tout le Canada qui vont le faire, en votant, en tant que citoyens libres de ce pays, sur la question du plébiscite à la fin du mois. Il appartient au peuple de se prononcer librement pour ou contre le plébiscite. Il déliera le gouvernement King ou il ne le déliera pas, s'il le veut. C'est son droit et ce n'est pas notre affaire de lui dire comment il doit voter.

Nous sommes des anticonscriptionnistes. Nous sommes des hommes de principe. Les libéraux se sont toujours battus pour des principes. La position fondamentale du Parti libéral n'a jamais changé. Sur ce problème, il a toujours été contre la conscription des hommes et toutes les mesures de contrainte, mais il favorise le côté humanitaire, l'honneur et le bon sens. En 1898, lors de la guerre des Boers, c'est Sir Wilfrid Laurier, qui a posé le principe du volontariat. On ne peut le taxer d'avoir voulu faire de la petite politique. En 1914-1918, il refusa de s'écarter de cette ligne de conduite et

d'accepter une autre théorie. Les tories ne l'entendaient pas ainsi et, pour cette raison, Laurier tomba.

Les libéraux ont toujours été contre la conscription des hommes. C'est pour cela que la province a élu 65 députés en 1921. C'était la réprobation populaire du parti qui avait imposé la conscription. Nous ne voulons pas faire du capital politique avec une chose éminemment nationale. Nous sommes pour le volontariat. Pour ce qui est de moi, j'ai dit que je voterai "non", au plébiscite, parce que je ne veux pas ouvrir la porte à la conscription. Mais, je veux que chacun soit libre de son opinion.

Le temps des mesures coercitives n'est pas encore venu. Avant d'en arriver là, à la conscription, il faudra que nous prenions des mesures pour nous protéger et mettre notre pays en état de défense. Nous manquons d'armes et de munitions. Ce n'est pas la conscription qui pourrait nous en donner. Actuellement, nos grandes villes, Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, nos ports, nos industries, nos champs d'aviation, notre territoire sont sans protection et nullement protégés contre l'ennemi.

Il ne saurait être question de conscription aussi longtemps que notre propre territoire ne sera pas organisé. En prenant cette position, je n'ai pas l'impression d'être déloyal envers le Canada ou les Nations Unies. Mais, pour le moment, une seule question est devant la Chambre. Or, la Législature n'a pas autorité pour se prononcer. Chaque député doit en conséquence s'en remettre à l'intelligence de ses électeurs.

Récemment, il prit part à un meeting anticonscriptionniste tenu à Drummondville. Il s'est prononcé contre l'enrôlement forcé pour outre-mer. Il fera bloc avec ses électeurs, lesquels voteront "non" dans une proportion de 90 %.

Il rend hommage aux qualités du représentant de Lotbinière. Mais, dit-il, sa motion va trop loin. Respectant les libertés du peuple, nous ne pouvons accepter la motion du député de Lotbinière, telle que présentée.

M. Lorrain (Papineau) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné¹⁸.

Projets de loi:

Taxes en temps de guerre

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre, à

sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. "En Chambre, il y avait beaucoup plus de spectateurs venant du grand public qu'il n'y en avait eu depuis les dernières semaines. Ce qui était surprenant, à peu près les trois-quarts n'étaient pas touchés par la conscription étant donné qu'ils étaient des hommes âgés de plus de 40 ou 45 ans et qu'un bon nombre étaient des femmes", selon *The Chronicle Telegraph* du 9 avril 1942, à la page 3.

2. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 9 avril 1942, à la page 3, qui propose une somme de \$20,586,075.

3. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 9 avril 1942, à la page 12, qui propose la somme de \$7,007.

4. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 9 avril 1942, à la page 12, et *The Montreal Daily Star* du 9 avril 1942, à la page 19, qui inscrivent la somme de \$2,469,387.

5. Selon *Le Devoir* du 9 avril 1942, à la page 6, des Législatures canadiennes et selon *La Presse* du 9 avril 1942, à la page 10, des gouvernements provinciaux.

6. Selon tous les journaux sauf *Le Canada* du 9 avril 1942, à la page 9. Ce dernier propose que, si la population répond "non" à la question du plébiscite, cela serait un vote de non-confiance envers le gouvernement de la province.

7. *Le Canada* du 9 avril 1942, à la page 9, rapporte une diminution de 26 % contre 25 %, selon *Le Soleil* du 9 avril 1942, à la page 5.

8. Dans *Le Courrier de Montmagny* du 11 avril 1942, à la page 2, on rapporte plutôt J. P. J. Godreau.

9. Selon tous les journaux, sauf *Le Devoir* du 9 avril 1942, à la page 6, qui offre le terme "militier" au lieu de justifier.

10. Selon tous les journaux, sauf *Le Soleil* du 9 avril 1942, à la page 9, qui mentionne l'année 1941.

11. Ici, le député de Montmagny lit les lettres échangées entre M. Ralston et le premier ministre de la province de Québec, le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), selon *Le Canada* du 9 avril 1942, à la page 5.

12. Il est alors 6 heures, selon *La Presse* du 9 avril 1942, à la page 10.

13. Lorsque la motion sur la participation obligatoire à la guerre est appelée, il est alors 10 heures du soir. *The Gazette* du 9 avril 1942, à la page 14.

14. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 9 avril 1942, à la page 4, qui donne le nombre de 150,000 hommes à l'étranger.

15. Selon tous les journaux, sauf *La Presse* du 9 avril 1942, à la page 10, et *L'Action catholique* du 9 avril 1942, à la page 16, qui proposent la somme de \$4,000,000,000.

16. Selon tous les journaux, sauf *Le Canada* du 9 avril 1942, à la page 5, qui mentionne il y a quelque temps.

17. Selon tous les journaux, sauf *Le Devoir* du 9 avril 1942, à la page 7, qui préfère le terme de "esprit étroit".

18. Selon tous les journaux, le débat est ajourné à 11 heures et quart. Or, *La Presse* du 9 avril 1942, à la page 10, ne s'entend pas pour l'heure d'ajournement du débat du soir. À la page 10, elle propose 11 heures et, plus loin, à la page suivante, elle mentionne 11 h 30, comme *La Patrie* du 9 avril 1942, à la page 4.

Première séance du jeudi 9 avril 1942

Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent, et le président des comités pléniers, M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 142 constituant en corporation la ville de Belletre.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 113 ratifiant la charte de la ville de Malartic pour annexer certain territoire des cantons de Dubuisson et Fournière, comté d'Abitibi.

Projets de loi:

**Corporation
des agronomes**

M. Potvin (Roberval) demande, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Biron), la permission de présenter le bill 177 constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec.

Tout comme les membres du Barreau et les membres de la Chambre des notaires, les agronomes de la province de Québec désirent se former en corporation. Ils demandent à l'Assemblée législative la charte nécessaire. Ce projet contient des dispositions qui permettent aux agronomes de former leur profession.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
chemins de colonisation**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi des chemins de colonisation soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

**Plébiscite sur la participation
obligatoire à la guerre**

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 8 avril courant sur l'amendement proposé par M. Caron (Hull) à la motion de M. Chaloult dont elle a été saisie mercredi le 18 mars dernier, proposant:

Que l'Assemblée législative:

Attendu que le Canada, par l'entremise du Parlement fédéral, a décidé de participer volontairement à la guerre et a déclaré que notre participation en hommes resterait volontaire;

Attendu que c'est à cette condition que la participation a été convenue;

Attendu qu'aux élections générales de mars 1940, les chefs des partis politiques canadiens ont réaffirmé que cette participation à la guerre devait rester volontaire;

Attendu que, notamment, les chefs du parti libéral ont solennellement promis que, s'ils étaient maintenus à la direction des affaires publiques du Canada, les moyens de participer à la guerre resteraient volontaires et qu'il n'y aurait jamais de conscription pour service obligatoire en dehors du Canada;

Attendu que c'est à raison de ces engagements que le gouvernement King a été maintenu au pouvoir;

Attendu que les Législatures d'autres provinces ont adopté des résolutions relatives à ces questions et qu'il est à propos que cette Législature exprime elle aussi son opinion;

Exprime l'avis:

a) Que les électeurs de cette province doivent répondre "non" à toute question relative à la

libération du gouvernement fédéral des promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b) Que les cultivateurs et les employés de ferme doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

Lequel amendement propose:

Que la motion en discussion soit amendée:

a) En retranchant, après les mots "Assemblée législative", tous les attendus dans le préambule pour les remplacer par les suivants:

"Attendu que les citoyens de cette province, comme d'ailleurs ceux du Canada tout entier, pourront, en toute liberté, exprimer leur opinion, le 27 de ce mois, sur l'une de ces questions, savoir le plébiscite;"

"Attendu que cette Législature ne doit pas parler pour le peuple et avant le peuple lorsque celui-ci peut exprimer son opinion par lui-même et pour lui-même;"

b) En retranchant le paragraphe "a)" et en le remplaçant par le suivant:

"a. Que cette chambre estime qu'elle n'a pas à se prononcer comme telle, mais qu'il importe de laisser à chacun de ses membres, comme à tous les citoyens de la province, la liberté absolue d'exprimer leur opinion personnelle à l'occasion de son prochain plébiscite;"

c) En retranchant le paragraphe "b)" et en le remplaçant par le suivant:

"b. Qu'il est opportun, pour intensifier la production agricole en cette province, d'appuyer la politique du gouvernement fédéral concernant les travailleurs du sol."

M. Lorrain (Papineau): La loyauté de la province de Québec et des Canadiens français ne peut être mise en doute au point de vue de l'effort de guerre. L'histoire le démontre clairement.

Il a été surpris d'entendre les députés libéraux parler comme ils l'ont fait de cette motion. Je croyais que le temps des subtilités, des échappatoires, des hésitations, des contradictions, des volte-face et des reniements était passé. Je croyais que le temps était venu de prendre une attitude. Mais l'attitude des députés libéraux en cette Chambre prouve le contraire.

La question posée est vitale et bien simple. Il s'agit tout simplement de savoir si les députés de cette Chambre sont pour ou contre la conscription¹. Il s'agit de savoir s'ils vont donner un vote pour l'éviter ou la favoriser. C'est le devoir des membres de cette Chambre de se prononcer. Aujourd'hui, les députés ministériels, qui ont prêché l'anticonscription,

ou qui ont été bercés par leurs chefs à ce chant, prétendent que la question ne les regarde pas. Ils veulent éviter leurs responsabilités. Ils appuient un amendement qui est loin de clarifier et de préciser leur attitude. Les députés ministériels ont pris plaisir à rendre cette question obscure, et ils disent que discuter un sujet comme la motion Chaloult ne nous ne regarde pas.

On a parlé de tout. Le député de Drummond (M. Rajotte) est remonté à 1898, à la guerre des Boers et a déclaré que le principe du volontariat avait alors été adopté pour la première fois par Sir Wilfrid Laurier.

À ce propos, ce n'est pas Laurier, mais bien Bourassa qui a vu juste. Ce dernier avait donné l'avertissement au tournant du siècle, prédisant qu'en participant à la guerre des Boers, le Canada s'engageait dans une politique sans retour. Le député de Drummond n'a pas mentionné que M. Henri Bourassa avait alors averti M. Laurier que, si pour aller combattre un petit peuple sans défense en Afrique il nous fallait envoyer une expédition de quelques milliers d'hommes, ce serait des centaines de mille hommes que le Canada devrait contribuer si l'Angleterre entraînait en guerre contre une grande nation. Combien de soldats enverrez-vous, disait-il? Le temps lui a donné raison. C'est bien ce qui est arrivé. Et nous avons aujourd'hui, selon l'expression employée par le député de Labelle, le volontariat obligatoire.

Les libéraux remontent trop loin: 1898, 1911, 1917. Ce n'est pas ce qui compte aujourd'hui. On a parlé des nationalistes de 1911 qui ne sont pas en cause. On a aussi parlé de 1917 et de Laurier. Encore une fois, on a sorti de sa tombe le vieux chef libéral. Nous croyions qu'il était mort pour toujours.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ah non!

M. Lorrain (Papineau): Mais on a bien évité de dire que Laurier fut trahi par un nombre imposant de députés libéraux qui ont voté la conscription en 1917. On s'est abstenu de dire que MM. King et Lapointe avaient par la suite récompensé la majorité de ces traîtres libéraux, qui avaient trahi Laurier, en les nommant juges, ministres et présidents de commissions. On a soigneusement évité de mentionner que, si M. Meighen, avec l'appui d'un bloc libéral imposant, fut l'homme de la conscription, l'honorable Crerar en fut l'âme. Et nous voyons aujourd'hui le même M. Crerar faire partie du cabinet de guerre de M. King. Quelle

garantie de sincérité politique y trouvons-nous, je le demande. Les libéraux ont cependant oublié - leurs oublis et distractions sont si multiples - de parler du sénateur Dandurand qui, à la veille d'une élection fédérale, avait inventé une guerre en Égypte et tenté de faire croire encore à la possibilité prochaine de la conscription.

Ceci m'amène à parler des 25 ans de chantage odieux fait sur le fantôme de la conscription par le Parti libéral, pour arracher des votes, des 25 ans de promesses solennelles contre la guerre et la conscription qu'on foule aux pieds, faites tant aux élections fédérales que provinciales. On spéculait et on exploitait l'amour maternel et paternel et filial. On accusait les conservateurs de vouloir faire marcher la population dans le sang jusqu'aux genoux. On dénonçait et qualifiait d'assassins, bourreaux et criminels ceux qui envoyaient nos fils canadiens à la guerre. On agitaient l'épouvantail de la conscription.

Plus que cela, les libéraux conseillaient la désobéissance aux lois civiles. Si nous répétions aujourd'hui, hors de cette Chambre, certains discours qu'ils ont prononcés depuis 25 ans et ce qu'ils disaient en 1917, on nous enverrait aux camps de concentration. Certes, ils ne semblaient pas alors très soucieux d'unité nationale. Comme les temps sont changés! Les mêmes hommes, qui lançaient ces dénunciations, sont aujourd'hui au pouvoir à Ottawa.

Mais, le passé est le passé. Ce qui compte maintenant, ce n'est pas 1898, 1911 ou 1917, ce n'est pas Wilfrid Laurier qui nous occupe, ou les nationalistes de 1911, c'est l'attitude que nous allons prendre en 1942. Aujourd'hui, il s'agit de savoir si nous prendrons ou non les moyens voulus pour empêcher qu'on impose la conscription. Ce moyen, c'est la motion du député de Lotbinière.

C'est uniquement quand il n'y a pas de guerre, que les libéraux défendent la paix. Ces remparts, contre la guerre et la conscription en temps de paix, osent encore se dire contre la conscription, alors qu'en réalité, ils favorisent toutes les mesures qui y conduisent. Drôle d'attitude. Savante évolution libérale. Les remparts? Où sont-ils? Au cours des dernières années de la guerre précédente et depuis lors, le Parti libéral de Québec a gagné toutes ses élections sur la question de la conscription. Ceux qui se sont engagés formellement à sauver le peuple de la conscription pendant 25 ans se défilent aujourd'hui en disant que ça ne les regarde pas, qu'il faut laisser le peuple libre d'exprimer son opinion et décider que nous n'avons pas le droit de discuter d'un sujet sur lequel ils ont gagné leurs élections depuis les 25 dernières années.

À Ottawa, M. King dispose d'une majorité écrasante. Le gouvernement King a, à la Chambre des Communes, 170 députés libéraux pour l'appuyer contre 39 conservateurs. Pourquoi ne prend-il donc pas ses responsabilités? Le gouvernement fédéral a donc amplement la force voulue pour tenir les engagements qu'il a faits à la population s'il le désire réellement, sinon, pour les violer.

Un député libéral a amené comme argument que, si Québec votait "non" au plébiscite, notre province serait isolée des autres et qu'elle serait dans une fausse situation. Il répond, dit-il, en citant une déclaration d'un ministre de M. King disant que l'opposition à la conscription n'est pas confinée à Québec et qui affirme: "Je puis nommer 25 circonscriptions ontariennes, dont quelques-unes exclusivement de sang britannique, où le sentiment contre l'imposition de la conscription est fort, et je pourrais de même désigner d'autres régions du Canada".

Un autre argument veut que nous laissions le peuple souverain voter librement, sans que nous tentions de le guider. Alors que nos sociétés Saint-Jean-Baptiste, nos associations, nos syndicats ouvriers, la Ligue de la défense du Canada demandent au peuple de voter "non" au plébiscite sur la conscription, les chefs politiques au pouvoir dans la province veulent se défilier, alors qu'une campagne formidable se poursuit pour influencer la population à voter "oui".

Un député libéral a prétendu: "Ce n'est pas parce qu'il y a du fromage sur la table que nous sommes obligés d'en manger. Ce n'est pas parce que le fédéral sera autorisé à passer la conscription qu'il l'adoptera". Je lui demande qui achète du fromage inutilement? Et pourquoi se ferait-on relever des promesses, si on ne voulait pas les violer?

La réponse est tellement claire que l'honorable M. Crerar, ministre des Ressources naturelles, a déclaré mardi "que si l'on ne pouvait recruter les armées nécessaires par le service volontaire, il faudrait de toute nécessité considérer la conscription comme mesure à adopter". C'est le même M. Crerar qui était en 1917 pour la conscription et qui quitta le Parti libéral pour se joindre à Borden et à Meighen pour passer la conscription. Et pourtant, l'âme de la conscription au temps de Laurier, ce M. Crerar, fait aujourd'hui partie du cabinet comme ministre de M. King.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Aujourd'hui, il est contre la conscription.

M. Lorrain (Papineau): Un autre ministre actuel de M. King, ministre du Revenu, l'honorable Colin Gibsone, a déclaré le même jour que "si lors du plébiscite le vote était affirmatif, il ne serait pas surpris de voir les Statuts du Canada amendés, de manière que les hommes soient conscrits pour service outre-mer".

Voilà ce qui s'en vient si, comme nos amis d'en face, nous n'y prenons garde. Il rappelle alors que M. Cardin avait pourtant déclaré, le 8 octobre 1939, lors de la campagne électorale provinciale, qu'il n'y aurait pas de conscription au Canada. M. Cardin ajoutait: "Soyez assurés que vos enfants ne vous seront pas arrachés. Ils resteront près de vous aussi longtemps qu'ils le désireront." M. Cardin ajoutait le même jour: "Je suis en faveur du régime volontaire et je l'étais en 1917; je suis de toutes mes forces, de toute mon énergie, opposé au régime de la conscription des hommes." M. King a déclaré lui-même qu'il était opposé à la conscription, que son gouvernement ne l'imposerait pas.

M. Lapointe, parlant en son nom, et au nom de M. Power, a déclaré: "Nous sommes opposés à la conscription, nous ne ferons pas partie d'un gouvernement qui imposerait la conscription; et nous irions même jusqu'à combattre un gouvernement qui voudrait imposer la conscription au Canada." Ces déclarations de M. Cardin étaient catégoriques. Joignons-y le fameux "jamais" de M. Lapointe: "Jamais il n'y aura de conscription, jamais nous ne consentirons à la conscription..." Jamais ne veut pas dire peut-être. À moins qu'il soit maintenant nécessaire de publier à l'intention des libéraux un dictionnaire où les mots auraient une tout autre signification.

Tous disaient: "Si la province de Québec élit un gouvernement libéral, il n'y aura pas de conscription pour outre-mer". On en faisait, dit-il, un pacte solennel, dont l'enjeu était le sang de nos fils et les larmes de nos mères. Et l'on vient dire aujourd'hui: cela n'est pas du ressort provincial. Le premier ministre et tous ses députés ont été élus en 1939 sur la promesse qu'il n'y aurait pas de conscription. Toutes leurs paroles d'honneur ne valent rien pour le passé. Que peuvent-elles valoir pour l'avenir?

Le premier ministre a pris part à l'élection fédérale de Québec-Est. Dans le comté de Québec-Est, M. Saint-Laurent demanda de voter "oui" et le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) de voter "non" au plébiscite, et le premier ministre se contenta d'affirmer: "Je pense comme vous". En proposant leur amendement, les ministériels prétendent que la question discutée n'intéresse pas le Parlement

provincial. Comment se fait-il, alors, que M. Godbout ne cesse de parler partout des questions fédérales de la guerre et de la conscription? Comment se fait-il que d'autres provinces n'ont pas hésité à prendre l'attitude qui leur convenait dans ce domaine? Oublie-t-on que même le gouvernement de Québec, régime libéral dirigé en 1917 par Sir Lomer Gouin, a pris lui aussi une attitude tranchée avec la motion Francoeur que les libéraux n'ont jamais désavouée depuis? Je ne rappellerai pas la motion Francoeur. On s'en souvient.

Il rappelle une déclaration faite par le premier ministre (l'honorable M. Godbout), le 6 octobre 1941, au cours de l'élection partielle provinciale de Huntingdon: "La question la plus importante dans cette élection complémentaire est de dire ce que vous pensez de la participation à la guerre. Nous devons être prêts à n'importe quel sacrifice pour gagner cette guerre". MM. Mathewson et Brais parlèrent alors dans le même sens.

Le premier ministre et les membres du cabinet amenaient les questions fédérales et la guerre dans les élections provinciales d'octobre 1939, ainsi que dans leurs discours publics. Par exemple, M. Mathewson déclarait le 13 décembre dernier: "On ne peut prétendre que la conscription n'existe pas au Canada... Elle existe déjà pour la défense du sol canadien. Je dis que le cri de conscription n'est pas sérieux... Si cela signifie le service obligatoire, nous l'avons maintenant... On n'a pas le droit d'affirmer que nous ne sommes pas complètement mobilisés." Mais, en Chambre, il ne veut pas qu'on revienne là-dessus.

Si le peuple a le droit de se prononcer sur le plébiscite, pourquoi la Chambre de Québec ne pourrait-elle en faire autant? La députation serait-elle élue pour ne pas se prononcer? La motion principale demande tout simplement le respect des engagements solennels pris, il y a deux ans; quelle objection le gouvernement peut-il avoir à cela?

Il cite les paroles du premier ministre à une réunion de l'Association des marchands de fruits, le 16 janvier: "Si, disait-il, je pensais que la conscription était le dernier moyen de gagner la guerre, je serais en sa faveur immédiatement." Mais, 10 jours plus tard, le premier ministre était forcé de s'expliquer à l'école Lamennais de Montréal et déclarait: "La conscription pour outre-mer, un crime actuellement." Il rapproche cette déclaration de l'engagement d'honneur pris, avant les élections provinciales de 1939, par le premier ministre. Aux dernières élections, *Le Soleil* publiait une déclaration du premier ministre avec sa photographie, il est joli garçon.

(Applaudissements à droite)

Dans cette déclaration, il rappelait que Laurier tenta d'empêcher la conscription en 1917, mais qu'il vit déferler une vague de terrorisme dans la province de Québec. Avec des larmes dans le gosier...

(Rires)

... le premier ministre nous disait que nous devons la sécurité aux successeurs de Laurier qui avaient obtenu un compromis supprimant la conscription. Le premier ministre ajoutait que la province vengerait M. Lapointe des injures qu'on lui décernait. Avec des mensonges comme cela...

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre! L'honorable député doit retirer ces paroles.

M. Lorrain (Papineau): Je les retire. Mais, je dis que le gouvernement doit se prononcer. Il rappelle les promesses faites en demandant de faire confiance au Parti libéral qui n'imposerait jamais la conscription. On a ainsi exercé un chantage odieux sur la population. En se faisant élire sur une question fédérale, on nous donnait le droit absolu de demander au gouvernement actuel de remplir ses engagements. Le temps de prouver sa sincérité est maintenant arrivé. Que le gouvernement pose un acte dans ce sens.

C'est le devoir de la Législature, comme représentante du peuple, de revendiquer les droits de la province. Qu'elle prenne ses responsabilités au lieu de tenter de les esquiver et qu'elle ait le courage de ses convictions. Nous n'avons pas peur, nous, de nous prononcer. Le peuple veut savoir et a droit de savoir si l'attitude actuelle du régime au pouvoir dans Québec veut dire "oui" ou "non".

Quant à moi, mon attitude est claire, nette, logique; c'est "non". Je suis contre l'amendement. Je voterai "non" au plébiscite et je voterai pour la motion principale.

(Applaudissements à gauche)

L'amendement proposé par le député de Hull a pour effet de faire disparaître totalement la motion du député de Lotbinière qui, en définitive, demande à la Chambre d'exprimer son opinion au sujet d'une question vitale: la conscription pour service outre-mer. L'amendement est contradictoire, contraire aux intérêts, aux droits, aux prérogatives de la province et de sa population. Il analyse l'amendement. Il est inexact. S'il est vrai que les citoyens peuvent en toute liberté exprimer leur opinion au sujet du plébiscite, pourquoi les représentants du peuple de cette province n'auraient-ils pas le droit d'exprimer le leur? Si tous les membres d'une collectivité ont le

droit de faire entendre leur opinion, pourquoi cette collectivité ne pourrait-elle pas s'exprimer?

La Législature, qui est un Parlement, n'aurait-elle pas le droit de parler pour ceux qu'elle représente? C'est le devoir de la Législature d'agir et de parler, de revendiquer les droits de la province. Seuls ceux qui ne voient pas clair peuvent s'y opposer. Car la Législature est la gardienne de nos droits, de nos traditions, de notre autonomie. Il faut avoir une bien piètre conception de l'autonomie provinciale et de nos droits pour prétendre que la Législature ne peut se prononcer lorsqu'il s'agit des droits les plus sacrés de la vie et de l'avenir de nos commettants. Et ce n'est pas donner un signe de grand courage.

Les libéraux sont bien malvenus aujourd'hui d'affirmer qu'il faut se taire au Parlement. Presque tous les ministres ont parlé de la conscription et ils ne veulent pas que nous en parlions. Si la Législature ne peut parler, comment peut-elle agir? Ne pas s'exprimer sur une question aussi vitale constituerait, à mon sens, un abandon de nos droits, un recul, un oubli des luttes homériques du passé, un oubli de notre devise *Je me souviens*.

Après tout, la motion principale ne demande que de se souvenir et le plébiscite a pour effet de faire perdre la mémoire en faveur de ceux qui sont intéressés à oublier des engagements solennels et sacrés. Répondre "non" au plébiscite, ce n'est pas parler avant le peuple, mais c'est exercer et accomplir en cette Chambre un devoir que le peuple impose à ses représentants qui veulent se tenir debout. Hitler ne veut pas de Parlement. Ce monstre est-il bien pire, à ce sujet, que ceux qui voudraient faire du Parlement une machine à voter ou un Charlie McCarthy?

Vraiment, c'est la première fois que j'entends dire que la Législature est élue pour ne pas se prononcer, que nous voyons consigné dans les *Procès-verbaux* de la Chambre une déclaration aussi extraordinaire. Si la Chambre n'a pas à se prononcer comme tel, comme quoi se prononce-t-elle? Sûrement pas comme esclave d'un pouvoir extérieur ou l'instrument d'un parti politique. Mais l'amendement se prononce sur un point après avoir dit précédemment que la Chambre ne doit pas se prononcer. On veut faire des compliments à ceux qui ont pris des engagements qu'ils ne paraissent pas vouloir suivre. Nous n'en sommes pas. Nous n'avons jamais eu peur de nous prononcer et de faire entendre notre opinion; nous avons même sacrifié le pouvoir et sonné l'alarme en face des dangers que nous prévoyions et qui, malheureusement, s'accumulent depuis cette époque.

La motion principale demande, en définitive, aux hommes publics de respecter leurs engagements solennels; j'en suis et c'est notre politique. Elle demande à la Législature, dans l'exercice de son droit, d'exprimer son opinion sur une question vitale: je l'exprime sans crainte, sans embargo et sans détour. Depuis quand un plébiscite est-il nécessaire pour forcer un honnête homme à tenir ses engagements? Si quelqu'un promet de ne pas commettre un meurtre, on ne prétendra pas qu'il pose un acte courageux en faisant un plébiscite pour être dégagé de son engagement. Nous avons le courage de nos convictions. En favorisant l'expression d'opinion de la Législature, je suis fidèle et loyal aux luttes du passé, aux prérogatives de la province de Québec, à la sauvegarde des intérêts de sa population et de l'autonomie québécoise.

M. Dumoulin (Montmorency) commente les déclarations du représentant de Papineau (M. Lorrain) et fait quelques blagues en marge des histoires terribles racontées par ce dernier. L'honorable député de Papineau, pour qui j'ai beaucoup d'estime, me permettra de lui dire qu'il ne devrait pas lire *Le Soleil*, puisque cela lui fait dresser les cheveux sur la tête².

M. Lorrain (Papineau): Je suis bon prince et je ne demanderai pas à mon honorable ami de retirer ses paroles.

M. Dumoulin (Montmorency): L'honorable député nous a dit que c'était la première fois qu'il apprenait que l'Assemblée législative de Québec ne pouvait se prononcer sur une motion de ce genre. Mais, l'honorable député représentait le comté de Papineau de 1936 à 1939. Quand cette motion du représentant de Lotbinière sur le même sujet ou sa sœur aînée a été présentée en 1939, que faisait-il donc? Que faisait le même député de Papineau en 1939 alors qu'il votait à 14 reprises pour empêcher que la motion du député de Lotbinière soit discutée librement? Ce dernier a demandé 14 fois que sa motion soit appelée, discutée, avant d'avoir une fin de non-recevoir. Quatorze fois le premier ministre du temps, le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), a refusé. Le gouvernement actuel reconnaît à tous les députés le droit de discuter cette motion. Le contraste est frappant.

L'honorable représentant de Papineau a reproché au Parti libéral d'avoir mêlé la question de la conscription à de nombreuses campagnes électorales. Mais, si les libéraux ont traité les

questions fédérales aux dernières élections, c'est parce qu'ils avaient été entraînés sur ce terrain par le député de Trois-Rivières dans son manifeste électoral du 25 septembre 1939. Il demande à ses collègues de consulter *Le Soleil* du 25 septembre 1939 et de lire le manifeste.

Qu'ils relisent donc, dit-il, le manifeste de son chef en 1939. Ils y verront qu'à la dissolution des Chambres, en 1939, c'est le chef de l'opposition d'aujourd'hui, le député de Trois-Rivières lui-même, qui a pris sur lui d'annoncer expressément qu'il avait fait des élections, beaucoup moins et non pas tant pour soumettre au peuple de la province sa gestion financière et demander un renouvellement de mandat, mais afin de fournir à l'électorat une occasion de se prononcer sur la décision du gouvernement fédéral de participer à l'effort de guerre et à la guerre.

Cela veut dire que c'est bien le député de Trois-Rivières qui a provoqué le Parti libéral. Nous avons été provoqués et nous nous sommes défendus. Nous avons répondu: ils sont là et nous sommes ici. Si les libéraux, en 1939, ont parlé des questions militaires, c'est parce que l'Union nationale, incapable d'administrer plus longtemps la province, a tenté d'escamoter un verdict populaire en brouillant la question et en demandant au peuple de se prononcer sur la participation à la guerre, et le peuple lui a refusé sa confiance. On a tort d'accuser les députés ministériels d'avoir battu monnaie avec la participation et de s'être fait élire sur une question de guerre. Si cela fut, le représentant de Trois-Rivières doit en porter seul la responsabilité.

Il demande à la Chambre où se trouvait le député de Papineau en 1917. L'honorable député de Papineau, qui n'avait peut-être pas de larmes dans le gosier, avait tout de même des sympathies pour M. Meighen.

M. Lorrain (Papineau): Je soulève un point d'ordre! En 1917, je n'avais alors que 15 ans! Et de plus, au fédéral, chez nous, j'ai toujours appuyé M. Henri Bourassa.

M. Dumoulin (Montmorency): Quinze ans! Je prends note de la déclaration de l'honorable député de Papineau et je me rends compte que le député de Papineau n'a pas vieilli.

(Rires et applaudissements)

Il explique les origines du plébiscite. En 1941, c'est l'attitude de M. Meighen qui a inspiré les 200 millionnaires de Toronto qui partirent en campagne pour arracher au gouvernement King une

mesure de conscription. Ces hommes appuyaient M. Meighen, qui est un ami de plusieurs membres de l'opposition. Leur mouvement a fait croire à une division possible de la députation libérale d'Ottawa. Puis, ce furent les élections partielles. On croyait que M. Meighen allait être élu dans York South, que M. Mitchell serait battu dans son comté et que M. Saint-Laurent aurait de la difficulté à maintenir la majorité électorale de feu M. Lapointe. Cela ne manqua pas de semer l'inquiétude dans les rangs du Parti libéral. Un groupe de 31 députés menaçait même de faire défection.

M. King a eu recours au compromis du plébiscite pour parer le coup et faire échec à M. Meighen, l'auteur de la mesure de conscription de 1917 et de la loi des élections en temps de guerre, qui pouvait revenir en Chambre et y exercer une influence aussi néfaste qu'en 1917.

C'est parce que le Parti libéral voulait être fidèle à sa politique traditionnelle de nous éviter la conscription, par tous les moyens légaux, qu'il a décrété la tenue de ce plébiscite. Autrement dit, ce sont les circonstances qui l'obligèrent à prendre cette décision, qui n'a rien à voir avec la question de principe.

Et la motion du député de Lotbinière? Il offre à son collègue de le contredire s'il se trompe. La motion Chaloult soulève, par certains côtés, une question de principe, le principe de la conscription pour service outre-mer. L'auteur de la motion a bien évolué depuis 1939. Alors qu'il était contre la participation, aujourd'hui il n'est pas opposé à ce que les soldats canadiens soient envoyés n'importe où sur le continent pour défendre le Canada et nos libertés menacées. Il accepte la participation et l'envoi de troupes un peu partout sur le continent américain.

Depuis 20 ans, je suis opposé à la conscription pour service outre-mer. Personnellement, j'étais opposé à la conscription en 1939 et je suis toujours et encore contre la conscription aujourd'hui. Il est convaincu plus que jamais que rien dans la situation militaire ne justifierait de changer d'idée ou d'attitude. Trois raisons justifient d'ailleurs cette dernière.

Premièrement, parce que, si elle était appliquée, la conscription rendrait un mauvais service et serait préjudiciable aux intérêts des Alliés, en servant mal leur cause pendant la guerre. Son application causerait beaucoup de torts à l'important effort de guerre du dominion. La conscription rendrait un mauvais service même à la cause démocratique, que nous avons à cœur et pour

laquelle nous nous battons: le triomphe des Alliés et de notre philosophie de vie sur la tyrannie et la barbarie.

Deuxièmement, parce que la conscription serait dictée par des mobiles contraires aux intérêts canadiens.

Troisièmement, parce que je suis fidèle aux engagements pris depuis 20 ans: la conscription serait une violation flagrante et contraire aux engagements pris par le Parti libéral depuis 20 ans.

Chacune des nations alliées doit jouer le rôle qui lui appartient. Il n'appartient pas à ce petit peuple, une nation d'une population de 11,000,000 d'habitants comme la nôtre, répandue sur un vaste territoire, de servir de réservoir d'hommes pour tous les pays en guerre. Si on nous demande plus, j'entrevois la faillite de tout ce que nous avons édifié pour notre effort de guerre. Si grande et si sincère que soit notre sympathie envers nos alliés, envers l'Angleterre, elle doit être subordonnée à un intérêt principal et capital, à un intérêt auquel on ne pense pas assez: l'intérêt du Canada.

Et cet intérêt veut dire aussi la bonne entente entre les nationalités. Il faut que notre pays, à l'issue du conflit, soit en mesure d'envisager la dure période d'après-guerre. Quelle que soit l'issue de la guerre, le Canada y survivra et c'est à nous de nous demander dans quelles conditions.

L'intérêt canadien comprend d'abord l'harmonie entre les deux groupes ethniques qui composent notre population. La pierre de touche de l'entente conclue et négociée par M. Lapointe était que le volontariat suffirait à notre effort de guerre.

Dans la province de Québec, on attache un sens symbolique à ce mot. Nous sommes pour la participation libre des nôtres et nous reconnaissons dans ce système la consécration de notre liberté. D'ailleurs, le volontariat a donné des résultats concluants.

Le Canada tout entier a fait jusqu'ici, à tous les points de vue, un effort de guerre qui le dispense de recevoir des leçons de qui que ce soit. On peut trouver, même en Angleterre, un exemple de la sagesse qu'il y a de pourvoir d'abord à la défense du pays. Sur une population de 11,000,000, nous avons déjà plus de 500,000 hommes sous les armes. En Angleterre, il y en a environ 3,000,000. En Égypte, il y a une armée de 150,000 hommes, dont un tiers d'Australiens et de Néo-Zélandais. En Grèce, il y avait 60,000 impériaux, dont 12,000 qui ont été faits prisonniers, la plupart des Australiens et des Néo-Zélandais. Aux Indes, il y a 100,000 hommes pour protéger un peuple de 350,000,000. Nous avons de

l'autre côté en Grande-Bretagne près de 200,000 soldats canadiens. Ainsi, sur ce chapitre du service extra-territorial, le Canada n'a pas de leçon à recevoir.

Les deux premières années de guerre nous ont coûté \$2,183,000,000. Nous avons fait un cadeau de \$1,000,000,000. Nous avons prêté sans intérêt \$750,000,000. À date, nous avons donc dépensé \$5,000,000,000. Pour l'exercice en cours, on prévoit une dépense de \$3,000,000,000. Dans un an d'ici, le 31 mars 1943, c'est dire qu'avec les emprunts contractés, avec une dette de \$3,000,000,000 contractée en grande partie au cours de l'autre guerre, le Canada aura à faire face à une dette totale de \$13,000,000,000³. Cela se passe de commentaires.

Je ne fais aucune récrimination. Toutes ces dépenses sont indispensables. De crainte d'être acculés à la faillite, nous devons tenir compte de notre situation financière avant d'assumer des dépenses comme celles que nécessiterait le service militaire obligatoire pour outre-mer.

Et puis, qui pourrait se plaindre de notre effort de guerre? Avec 500,000 hommes sous les armes, nous n'avons pas de reproches à recevoir de qui que ce soit. Les reproches, du reste, ne viennent pas des Alliés. Il parle de l'effort de guerre de l'Angleterre. Ce n'est pas ce pays, affirme-t-il, qui peut nous faire de reproches. Nous avons $\frac{1}{5}$ de notre province sous les armes. Comparativement, les États-Unis devront avoir 6,500,000 hommes sous les armes avant de pouvoir nous dire quoi que ce soit et nous faire des reproches, puisqu'ils ont une population de 130,000,000. Mais, avant que nos voisins aient mobilisé une armée proportionnelle à la nôtre, cela prendra plusieurs mois encore.

Reste l'aspect financier du problème. Dans ce domaine, Québec joue un peu le rôle du frein sur l'automobile. C'est moins reluisant que d'autres accessoires, mais c'est quand même utile! À date, la guerre nous a coûté plus de \$7,000,000,000. Cette année encore nous dépenserons \$3,000,000,000, soit exactement le chiffre de notre dette lors de la déclaration de guerre. Naturellement, ces dépenses passées étaient indispensables. Mais, l'heure n'est-elle pas venue de tenir compte de nos possibilités financières?

Je m'oppose radicalement et absolument à la conscription pour service outre-mer, comme je l'ai fait dans le passé et, en terminant, je dirai que je suis contre la motion en discussion pour trois raisons:

Premièrement, la question n'est pas du ressort provincial. La motion outrepassa les prérogatives de la Législature.

Deuxièmement, le gouvernement fédéral soumet la question à l'électorat. C'est donc le peuple qui est invité à se prononcer sur cette question fédérale. J'ai toujours été opposé à l'ingérence des provinces dans les affaires fédérales comme à l'ingérence du fédéral dans les affaires provinciales; elles violent la souveraineté populaire.

Troisièmement, parce que la Chambre pourrait en outre donner l'impression de vouloir provoquer l'opinion des autres provinces. Le principal mérite du Parti libéral a été d'adopter une attitude modérée, dont aucune critique n'a pu le faire dévier. En adoptant la motion de l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult), nous pourrions déroger à cette attitude de calme et de modération. Si le Manitoba et d'autres provinces ont mal agi, ont eu tort, ce n'est pas une raison pour mal agir à notre tour.

Ce vote ne changera rien cependant à la réponse qu'il entend donner à la question du plébiscite et qui sera un non énergique. Car, le plébiscite n'est pas un geste dirigé contre le Québec, ni contre Ottawa, mais il constitue une consultation loyale. Il décrit le plébiscite comme étant le compromis le plus satisfaisant. Il n'est pas de la juridiction de l'Assemblée législative de la province, déclare-t-il.

On a dit qu'un vote affirmatif au plébiscite, c'était prévenir la conscription. Je ne suis pas de cet avis. Nous avons été invités à voter loyalement, honnêtement, et, dans ces conditions, c'est le devoir de tous d'y participer. Lui-même n'a pas d'objection à répéter qu'il votera "non". Il va voter contre la motion principale et pour l'amendement du gouvernement. Je dois cependant dire, ajoute-t-il, que l'on doit voter énergiquement et carrément "non" sur le plébiscite, si l'on veut n'encourir aucun risque sur la conscription. Avec un "oui", on enlèverait à M. King, son arme principale.

M. l'Orateur, j'espère que, l'an prochain, si nous avons une autre motion du député de Lotbinière (M. Chaloult) - il y en a une tous les ans - l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) me consultera pour qu'elle soit rédigée de telle façon que l'honorable député de Papineau (M. Lorrain) vote contre et nous voterons tous pour.

(Applaudissements)

M. Robinson (Brome)⁴: Je ne dirai que quelques mots afin d'exposer clairement ma position sur cette question, car il se peut que je ne puisse le faire par un vote inscrit. Je suis, et contre l'amendement, et contre la motion du représentant de

Lotbinière (M. Chaloult) parce que la question du plébiscite ne relève aucunement des Législatures provinciales et parce que ce n'est pas le moment de discuter de la confiance envers le gouvernement de King, ni de se rappeler des promesses faites en 1939 ou avant, contre la conscription. L'objectif principal est de gagner la guerre. Alors, même s'il n'a aucune confiance envers le gouvernement actuel à Ottawa, il va voter "oui" au plébiscite et il va laisser de côté les autres questions pour les années qui suivront la guerre. Les députés pourront tirer leurs propres conclusions pour savoir contre lequel des deux je suis le plus opposé.

Quant à la motion du représentant de Lotbinière, il trouve étrange qu'il l'ait présentée. Cette motion, dit-il, n'aurait jamais dû nous être soumise; je dois dire que le principe de cette motion soulève une question qui relève exclusivement du Parlement fédéral. La population de notre province doit se prononcer en la matière par la voix de ses 65 représentants élus à Ottawa, qui siègent là précisément pour voir aux intérêts du Québec. Car, si quelqu'un doit parler au nom de la province, c'est la représentation québécoise à Ottawa.

Je n'ai aucun commentaire à faire sur la qualification de ces 65 députés à représenter l'opinion de la province; qu'il me suffise de dire qu'ils ont été élus par le peuple, pour le mieux ou pour le pire, et qu'ils sont responsables au peuple seul sur de telles questions. Je pense que les députés québécois au fédéral n'aimeraient pas l'attitude du député de Lotbinière qui pense discuter mais qui en fait transgresse ces questions qui relèvent essentiellement du fédéral. Les députés fédéraux ont le droit de s'opposer à l'ingérence du gouvernement provincial que l'on se propose de faire, tout comme nous-mêmes d'ailleurs aurions le droit de nous opposer fortement contre toute tentative de leur part de passer des résolutions qui affecteraient les affaires proprement provinciales.

J'ignore si le député de Lotbinière met en doute la compétence des 65 représentants de cette province à Ottawa à régler ces problèmes, mais il est non moins certain que chacun des 65 députés a droit de s'opposer à l'acte du représentant de Lotbinière. Toutefois, je ne suis guère intéressé dans ce qui au plus n'est qu'une dispute de famille.

Puisque la motion nous force à nous prononcer sur certaines questions, je me contenterai de dire que, tout d'abord, lorsque le Parlement a déclaré la guerre pour la défense du Canada, le mot de conscription ou tout autre mot tendant à définir l'étendue de la participation n'auraient jamais dû être

employés. La guerre, et surtout cette guerre-ci, est assez difficile à livrer sans que nous nous embarrassions de divisions internes. Nous sommes dans une guerre totale. Nous devons suivre notre gouvernement, l'appuyer et prier Dieu pour que la sagesse lui vienne. Il n'y a pas d'autre issue. Et, il faut regretter profondément que le Parti libéral ait, pendant plus de 25 ans et presque jusqu'à ces jours derniers, employé le mot conscription, comme un ballon politique. À cause de ces campagnes passées, je puis maintenant comprendre le ressentiment des gens de cette province, qui ont souffert à cause de cette méprisable tactique. Toutefois, il faut écarter ce ressentiment, tout comme d'autres sentiments et attendre après la guerre pour le règlement des comptes. Pour le moment, il faut gagner la guerre.

Puisque nous avons déclaré la guerre, il est capital que nous la gagnions. Nous avons à Ottawa un gouvernement qui a été élu pour diriger l'effort de guerre vers une victoire finale, et ce serait faire acte antipatriotique que d'aller lui mettre des bâtons dans les roues.

Quant à l'amendement, j'y suis également opposé, si ingénieusement rédigé soit-il, par le député de Hull (M. Caron), qui bénéficie d'ailleurs d'être inspiré de très près. Je n'ai nullement l'intention d'aider les libéraux en tirant pour eux les marrons du feu qu'ils ont allumé, ni en aidant à formuler une base sur laquelle on puisse établir une paix de compromis et de partisannerie. Il est évident que depuis quelque temps, les premiers ministres sont inquiets. Je les laisse à leur propre tâche.

Il votera donc contre l'amendement qui tend: premièrement à neutraliser l'attitude du Québec envers le plébiscite; deuxièmement à obliger la Chambre à voter confiance à M. King pour sa politique de guerre au sujet des fils de cultivateurs. Je ne puis non plus voter confiance au gouvernement de Mackenzie King, comme on nous le demande de le faire dans le second paragraphe de l'amendement, et qui oblige la Chambre à voter confiance à M. King pour sa politique de guerre au sujet des fils de cultivateurs. C'est là aussi une affaire à décider par nos 65 représentants que nous avons à Ottawa, et non pour un Parlement provincial qui n'a aucun renseignement de nature officielle devant lui. Quant à moi, je ne puis qu'espérer que cette politique est bonne pour le bien du pays.

Parlant de l'amendement, je ne me crois pas justifié d'appuyer l'attitude de neutralité à l'égard du plébiscite. Il votera contre la motion parce que personnellement, déclare-t-il, je suis en faveur du plébiscite et je veux qu'il soit adopté par une

immense majorité dans chaque province du Canada. Voter "oui" au plébiscite à venir signifie qu'on aide le Canada et les Canadiens à l'effort de guerre. Écarter ce sujet comme on le propose dans l'amendement est pire que de n'en pas parler, mais apparemment, le gouvernement avait peur d'éprouver sa force dans un vote nettement défini sur la motion elle-même⁵. Il reproche au Parti libéral ses déclarations anticonscriptionnistes d'hier et d'aujourd'hui. Ces déclarations ne sont que de la démagogie et elles n'ont d'autre but que celui de conserver le pouvoir.

M. Plamondon (Portneuf): J'approuve l'amendement du représentant de Hull (M. Caron), qui est très bien fait et auquel je me rallie de préférence à la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), car les termes de celle-ci outrepassent ma pensée en comportant un ordre, une ligne de conduite à l'électorat souverain, qui est au-dessus du Parlement lui-même. Parce que l'amendement dit aussi que chaque député est libre de se prononcer personnellement en dehors de la Chambre sur le plébiscite et la conscription, il votera avec le représentant de Hull et contre le représentant de Lotbinière.

D'ailleurs, la conscription relève du fédéral; le vote sur la motion ne peut en rien changer quelque chose à la loi du plébiscite et la réponse qui sera donnée par l'électorat canadien. J'approuve entièrement la thèse, exposée hier, de l'honorable député de Montmagny (M. Choquette).

Il fait l'histoire de la politique canadienne depuis la guerre. Il note que le Très Honorable M. Lapointe dit dans le temps: qu'un pacte avait été conclu entre les représentants de Québec et des autres parties du pays, pour la participation à condition qu'il n'y aurait pas de conscription. On sauva ainsi l'unité nationale. Aujourd'hui, il entend rester fidèle à ces promesses et pour cette raison, il votera "non" au plébiscite. Dans le passé, j'ai endossé les promesses anticonscriptionnistes de mes chefs, dit-il, et je me suis engagé à combattre la conscription et toute mesure de nature à la favoriser. Une partie de mon succès électoral est dû à l'attitude ferme que j'ai prise contre la conscription. Par conviction personnelle, je dois dire que je demeure fermement et pour toujours opposé à la conscription.

L'effort de guerre du Canada est aussi élevé que le plus considérable de nos alliés, ainsi qu'en témoignent les dons fabuleux et les prêts sans intérêt faits à l'Angleterre. Notamment, au 1^{er} février 1942, nous avions dans l'armée 393,000 volontaires⁶, 28,000 dans la marine, 265,000 dans l'armée, 100,000 dans l'aviation et 156,000 dans la réserve et

mobilisation pour la défense du pays. Nous avons 350 navires de guerre. Faut-il parler des emprunts souscrits, des budgets de guerre énormes, qui ont fait du Canada le principal arsenal des alliés? Déjà, nous avons fait largement notre part et notre effort de guerre a été complet. Les emprunts ont été souscrits et les cadres de l'armée ont été remplis. La conscription, dans les circonstances, n'est pas nécessaire et serait une sottise. Elle serait nuisible à l'effort de guerre, à l'unité nationale et à la défense du pays.

Au plébiscite, chacun vote comme il l'entend, mais moi, je voterai "non" au plébiscite.

Il est en faveur de la conscription pour service au pays. Les Canadiens français sont disposés, et ils admettront l'idée, à servir n'importe où sur la terre d'Amérique pour assurer la défense du continent, que ce soit au Labrador, à Terre-Neuve, en Alaska et aux États-Unis même, si c'est nécessaire... Mais, pour ce qui est de servir outre-mer, nous avons assez cédé. Depuis 25 ans, on a formé une mentalité anticonscriptionniste. Au début de la guerre de 1939, il y a eu un pacte entre Québec et le reste du pays basé sur l'engagement qu'il n'y aurait pas de conscription. Québec a tenu parole, elle a droit qu'on tienne parole à son égard.

Nous avons cédé assez, que les conscriptionnistes maintiennent maintenant leurs concessions et soient fidèles à leur contrat. Elles seront nécessaires pour l'unité nationale, la bonne administration et l'effort de guerre. Le plébiscite trouble l'âme nationale et retarde notre effort de guerre. Il est urgent que cette question de conscription soit tranchée une fois pour toutes et que les engagements pris soient respectés...

Que l'on s'en tienne au volontariat pour le service au dehors du continent et que l'on enseigne aux Canadiens qu'avant la France, avant l'Angleterre, il existe au monde une terre à laquelle nous devons nous attacher plus qu'à toute autre, une terre qui a bu le sang et les sueurs de nos ancêtres, une terre à laquelle la génération d'aujourd'hui ne refusera ni son sang, ni ses peines et ses sueurs, pour en faire un Canada glorieux.

Il garde toute sa confiance au Parti libéral qui lui semble présenter les meilleures garanties. Il votera pour l'amendement du représentant de Hull parce qu'il croit que les électeurs doivent être libres de donner leur opinion. Je demeure fermement opposé à la conscription et je voterai "non" au plébiscite pour faire honneur aux engagements que j'ai pris et aux convictions que je garde encore. Je suis surtout Canadien, Canadien de l'Atlantique au Pacifique.

(Applaudissements)

M. Labbé (Mégantic): Il me répugne et je ne veux pas ressasser toutes les déclarations anticonscriptionnistes formulées par le Parti libéral, faites depuis quelques années. Le peuple s'en souvient. Le peuple sait que le Parti libéral a renié jusqu'ici 95 %⁷ de ses promesses, et cela, sans plébiscite. On demande l'approbation du peuple pour violer le dernier 5 %. Il procède par étapes, par doses successives, de façon à endormir l'opinion publique.

On avait promis de maintenir le pays à l'écart des guerres extérieures. Mais, on a déclaré la guerre sans plébiscite. On avait promis ensuite de maintenir notre participation sur un plan⁸ modéré. Mais, on y a participé à outrance et sans plébiscite. On avait promis de ne jamais imposer la conscription. Mais, on a imposé la conscription au Canada sans plébiscite. Reste enfin que les libéraux avaient promis de ne pas imposer la conscription pour outre-mer. Comme c'est la dernière fraction de la promesse qu'ils n'ont pas encore violée, ils veulent se faire passer pour des figures de démocrates en faisant un plébiscite. On tente d'escamoter la question à l'aide d'un plébiscite cette fois.

Les libéraux se sont toujours représentés comme étant contre la conscription et contre l'impérialisme et contre toute participation aux guerres étrangères. Pour cette raison, et uniquement pour cette raison, les électeurs du Canada les avaient réélus, particulièrement en ces dernières années de guerre. Il ne peut avoir confiance à un parti qui se joue et se moque ainsi de l'opinion publique et qui dose ses reniements de façon à ne pas provoquer de réactions trop violentes.

La motion du représentant de Lotbinière ne donne pas un ordre, mais exprime tout simplement un avis, qui est à l'effet que le gouvernement fédéral ne soit pas dégagé de ses promesses sur la conscription pour service outre-mer. Il est ridicule de prétendre que l'Assemblée législative ne peut pas voter elle-même sur la motion Chalout et peut toutefois voter sur l'amendement du gouvernement à cet effet, étant donné que les deux questions sont liées. Je voterai pour la motion principale, contre l'amendement et je voterai "non" au plébiscite.

Selon moi, la conscription avec Ralston n'est pas mieux que la conscription avec Hanson ou Meighen. En conséquence, je répondrai "non" au plébiscite, parce que je considère qu'en votant "non" sur le plébiscite, nous protégeons ainsi le gouvernement fédéral contre les ultra impérialistes et les conscriptionnistes qui en font l'assaut.

La population de la province de Québec espère que les députés de l'Assemblée législative

exprimeront leur opinion. Le peuple a droit à cela. Il est totalement illogique de prétendre que la Législature provinciale ne peut discuter d'une question qui a été soulevée par le Parti libéral qui en a fait une question principale lors des réunions provinciales à travers le Québec au cours des 25 dernières années. Les libéraux prétendent que ce sujet n'est pas du ressort provincial quand on sait que depuis 25 ans il n'y a pas eu même une élection municipale ou scolaire sans qu'il en soit question.

M. Robidoux (Richelieu-Verchères): Je propose, appuyé par le représentant du Témiscamingue (M. Goulet), l'ajournement du débat

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné⁹.

Ajournement

M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 9 avril 1942

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projet de loi:

Résolutions et règlement de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de Canadians Resins & Chemicals Limited et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Résolutions de la Commission scolaire de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de Aluminum Company of Canada, Limited soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Plébiscite sur la participation obligatoire à la guerre

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur l'amendement proposé par M. Caron (Hull) à la motion de M. Chaloult dont elle a été saisie mercredi le 18 mars dernier, proposant:

Que l'Assemblée législative:

Attendu que le Canada, par l'entremise du Parlement fédéral, a décidé de participer volontairement à la guerre et a déclaré que notre participation en hommes resterait volontaire;

Attendu que c'est à cette condition que la participation a été convenue;

Attendu qu'aux élections générales de mars 1940, les chefs des partis politiques canadiens ont réaffirmé que cette participation à la guerre devait rester volontaire;

Attendu que, notamment, les chefs du parti libéral ont solennellement promis que, s'ils étaient maintenus à la direction des affaires publiques du Canada, les moyens de participer à la guerre resteraient volontaires et qu'il n'y aurait jamais de conscription pour service obligatoire en dehors du Canada;

Attendu que c'est à raison de ces engagements que le gouvernement King a été maintenu au pouvoir;

Attendu que les Législatures d'autres provinces ont adopté des résolutions relatives à ces questions et

qu'il est à propos que cette Législature exprime elle aussi son opinion;

Exprime l'avis:

a) Que les électeurs de cette province doivent répondre "non" à toute question relative à la libération du gouvernement fédéral des promesses et engagements touchant le service militaire obligatoire hors du Canada;

b) Que les cultivateurs et les employés de ferme doivent être exemptés de tout service militaire, quel qu'il soit.

Lequel amendement propose:

Que la motion en discussion soit amendée;

a) En retranchant, après les mots "Assemblée législative", tous les attendus dans le préambule pour les remplacer par les suivants:

"Attendu que les citoyens de cette province, comme d'ailleurs ceux du Canada tout entier, pourront, en toute liberté, exprimer leur opinion, le 27 de ce mois, sur l'une de ces questions, savoir le plébiscite;"

"Attendu que cette Législature ne doit pas parler pour le peuple et avant le peuple lorsque celui-ci peut exprimer son opinion par lui-même et pour lui-même;"

b) En retranchant le paragraphe "a)" et en le remplaçant par le suivant:

"a. Que cette Chambre estime qu'elle n'a pas à se prononcer comme telle, mais qu'il importe de laisser à chacun de ses membres, comme à tous les citoyens de la province, la liberté absolue d'exprimer leur opinion personnelle à l'occasion du prochain plébiscite;"

c) En retranchant le paragraphe "b)" et en le remplaçant par le suivant:

"b. Qu'il est opportun, pour intensifier la production agricole en cette province, d'appuyer la politique du gouvernement fédéral concernant les travailleurs du sol."

M. Robidoux (Richelieu-Verchères):

M. l'Orateur, vous ne serez pas, je l'espère, trop péniblement impressionné en me voyant me lever en cette Chambre si tôt après mon entrée et faire entendre une voix qui ne concordera pas avec l'harmonie de celles que vous avez entendues dans ce débat. Je crois, un peu comme vous il me semble, à la vieille maxime latine: *Audaces fortuna juvat*. J'espère qu'après le geste que je vais poser la fortune me sourira. À défaut de forme et de manière en cette Chambre, que l'on a qualifiées un soir d'enthousiasme de "salon de la race", je vous offre un cœur largement ouvert, comme les pages d'un livre, un

cœur qui veut démontrer sa sincérité, la conviction de ses idées et le courage de les exprimer.

M. l'Orateur, permettez-moi tout d'abord d'offrir le témoignage de l'admiration de mes électeurs et la mienne à l'honorable premier ministre de cette province et de lui offrir aussi en même temps en hommage, la majorité de quelque 8,000 voix que le comté de Richelieu-Verchères a données à son représentant.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, depuis deux jours, j'ai entendu de nombreux discours. Tous les discours entendus convergent dans le même sens. On ne parle que de promesses faites à l'électorat. Sans doute, des promesses ont été faites. Les deux partis ont fait des promesses, qui se valent au point de vue de la conscription.

J'ai entendu rappeler des promesses faites aux élections fédérales de 1940. Que l'on ait fait des promesses, c'est indéniable. J'ai fait des promesses moi-même et je ne les renie pas. Mais, la question aujourd'hui est de savoir si oui ou "non", nous délierons le gouvernement du pays et ceux qui ont fait des promesses en 1940, des promesses qu'ils ont faites au sujet de la conscription.

Ces promesses, les libéraux ne les renient pas, puisqu'ils tiennent un plébiscite pour en être déliés. Les conservateurs sont d'ailleurs dans la même position. Mais, pourquoi faire des comparaisons? À quoi sert de rappeler le passé des deux partis politiques? Rien ne sert de rappeler les passés politiques. Quant au Parti libéral, il n'a rien à perdre à cette comparaison depuis un demi-siècle. Le peuple a changé d'allégeance politique pendant les trois ans de pouvoir donnés à l'Union nationale. Cela lui a permis de faire la comparaison. Et, après comparaison, il est revenu au Parti libéral. Tout ce que la province a réalisé dans sa vie et son progrès, elle le doit au Parti libéral.

(Applaudissements)

C'est le Parti libéral qui a présidé aux destinées de cette province. Sommes-nous en guerre ou ne le sommes-nous pas? Si nous sommes en guerre, est-ce pour gagner ou perdre la guerre? Voilà toute la question. Je comprends que, dans cette province, il y ait cependant certaines appréhensions dans le peuple. C'est qu'il n'est pas encore complètement formé à l'effort de guerre. L'opinion publique ne comprend pas ce qu'est un effort de guerre total et ne réalise pas toute la gravité de la situation.

(Applaudissements)

Chez nous, à l'école de Cardin, on m'a habitué à parler de l'abondance du cœur.

Lorsque la guerre fut déclarée il y a moins de trois ans, le peuple de cette province et le peuple du pays en général ne pensait pas qu'il s'en allait dans une nouvelle aventure. Il n'a pas réalisé complètement. Le Canada est entré en guerre, non pas de bonne volonté, mais forcé par les circonstances. Le peuple ne s'attendait pas à une guerre comme celle-ci. Lorsque la guerre fut déclarée, le peuple était encore sous l'impression que ce serait une guerre semblable à celle de 1914-1918 et qu'elle en serait la répétition. Mais il se trompait.

Nous avions confiance en la puissance de nos Alliés. Nous avions confiance dans la préparation de notre mère patrie. Quand la guerre se déchaîna, nous pensions que la France, l'Angleterre, l'Empire britannique, les colonies et ses alliés étaient préparés à faire face à nos ennemis. Eh bien, hélas! Les événements ont démontré qu'aucun de ces pays, ni la France, ni l'Angleterre n'étaient préparés.

Or, après la chute de la Pologne, nous avons vu la chute de la France. Elle fut vaincue en quelques jours. Alors, est venu le miracle de Dunkerque, nous avons vu le miracle de la résistance de l'Angleterre et, en particulier, de la ville de Londres.

(Applaudissements)

Sans le miracle de Dunkerque, sans la résistance de l'Angleterre, nous ne serions probablement pas ici ce soir, jouissant de toutes nos libertés à délibérer en ce moment.

Et cependant, on dit encore que nous nous battons pour l'Angleterre. Si c'était vrai, je répondrais que si aujourd'hui, nous nous battons un peu pour l'Angleterre, il faut bien reconnaître qu'alors la Grande-Bretagne, au début des hostilités, s'est battue pour nous tous.

Tous ces faits ont changé la situation. En effet, depuis Dunkerque, les conditions ont changé. La vague a déferlé par-delà des océans jusqu'à notre continent. Cette vague, elle est rendue jusqu'à nous. C'est une vague qui nous balaie, en nous apportant des éléments dangereux pour nous, des éléments destructeurs, et cette vague déferle vers nous au moment même où nous vous parlons. Au moment où l'ennemi menace nos côtes du Pacifique et de l'Atlantique, qu'est-ce qui attend le peuple du Canada? S'il gagne, que va nous réserver l'ennemi demain? Si l'ennemi réussit à bloquer les avenues commerciales de l'Angleterre et du Pacifique, c'en sera peut-être fini de nous. À la lumière de tout ceci, pouvons-nous faire autrement que de penser à la gravité de la situation? C'est à la lumière des faits qu'il faut envisager la question, prendre nos responsabilités. Le peuple attend de nous direction,

l'éclaircissement des faits, la vérité. La situation est grave. Aujourd'hui, nous sommes directement menacés et nous avons un devoir impérieux à remplir.

Les conclusions du député de Lotbinière (M. Chaloult), au sujet des fils de cultivateurs, font insulte à la classe agricole, qui a fait si généreusement sa part et dont tant de membres se sont enrôlés volontairement. Pour ma part, je viens d'un comté où les fils de cultivateurs ont offert leurs services avec enthousiasme et empressement, pour aller combattre l'ennemi partout où on peut l'arrêter, où les ouvriers travaillent jour et nuit pour répondre à l'appel de la patrie en danger. Ces cultivateurs, ces ouvriers ont-ils eu tort?

Si mon cinquième voisin voyait sa maison en feu et me demandait d'aller le secourir, je ne lui répondrais pas: "Je me mêle de mes affaires!". Je volerais à son secours pour sauver sa vie, et sauver du coup ses¹⁰ biens menacés. Voilà le problème.

Je suis opposé à la conscription. Ce principe n'entre pas dans le cœur et le cerveau d'un libéral. La conscription n'entre pas dans la mentalité de notre population. Il y a tout près d'un siècle que le peuple est habitué à vivre tranquillement, jouissant de ses institutions, sans être dérangé. Mais, nous ne savons pas ce que sera notre situation dans 200 jours. Nous ne savons pas où l'ennemi sera rendu, ce que sera notre sort demain. C'est à ce danger qu'il faut parer en libérant le gouvernement de ses engagements. Car, nous ne savons plus ce que nous réserve l'avenir.

J'ai confiance dans le premier ministre du Canada, qui est de ma race. Son grand-père a combattu avec nos ancêtres pour nous gagner la liberté, dont nous jouissons actuellement et depuis près de 100 ans. Nous devons avoir confiance en M. King, qui vient de poser un geste essentiellement démocratique.

La motion du représentant de Lotbinière contient des considérations contraires aux principes démocratiques. Elle vient en contradiction avec le geste que nous serons appelés à faire le 27 avril prochain. Je me demande si cette Assemblée législative, où il y a plus de liberté que dans n'importe quel autre Parlement, viendrait en conflit avec sa tradition si elle adoptait la motion par laquelle elle imposerait à l'électorat de cette province une ligne de conduite? A-t-elle le droit de dire aux citoyens ce qu'ils se doivent répondre au plébiscite? La Législature principale, gardienne des principes démocratiques, ne saurait appuyer ces considérations.

Le 27 avril, les citoyens de cette province seront parfaitement libres de voter comme ils

l'entendent. Mais, pour ma part, je suis de l'école de M. Cardin, je parle sans papier. Je répondrai "oui" à la question du plébiscite. En répondant ainsi, personne ne pourra me taxer d'être un mauvais patriote et je ne crois pas devoir être qualifié de plus mauvais citoyen.

Par une heureuse coïncidence, ce soir, à la même heure, un homme de chez nous, député de mon comté à Ottawa, et concitoyen, le député fédéral de Richelieu, l'honorable M. Cardin, ministre des Travaux publics, parle au peuple de cette province à la radio sur le réseau français de Radio-Canada, pour lui demander de faire confiance à M. King et de voter "oui" au plébiscite. Je suis fier du fait qu'à toutes les époques de notre histoire, il se soit trouvé parmi les nôtres des hommes bien trempés pour parler à leurs compatriotes. À la même heure, le député provincial de Richelieu, d'une façon plus humble, dit ce qu'il croit être la vérité.

M. l'Orateur, je demande à mes compatriotes de maintenir l'unité nationale. Même si nous avons les meilleurs soldats, les meilleurs armements, nous ne connaissons pas la victoire si nous n'avons pas dans le pays une force morale pour les appuyer, et cette force morale, c'est l'unité nationale.

Il croit aussi que l'adoption de la motion du député de Lotbinière servirait mal les fins de l'unité nationale. Je voterai donc contre la motion et en faveur de l'amendement.

M. Potvin (Roberval): Je félicite l'honorable député de Richelieu-Verchères (M. Robidoux) de son éloquent discours, mais je ne puis partager son opinion. J'ai toujours été contre la conscription et je répondrai "non" au plébiscite. Je voterai contre la motion cependant parce que le peuple doit être libre.

Les engagements anticonscriptionnistes des chefs libéraux ne font pas de doute. Ils ont fait confiance à la province de Québec et la province leur a donné raison. Le système du volontariat a donné des résultats magnifiques en notre province. Il cite des chiffres pour démontrer que la province de Québec a fait sa large part tant en hommes qu'en argent.

Cette guerre nous a été imposée. Nous la faisons avec courage et sans compter nos sacrifices. Le pays a répondu à tous ceux qu'on lui a demandés. Toutefois, notre effort de guerre doit être équilibré, proportionné à nos moyens et bien balancé. À date, le volontariat a donné tous les résultats qu'on en attendait. Pourquoi changer?

En conséquence, il est pour le respect de la parole donnée, puisque, en définitive, c'est pour cela

que nous combattons. Personnellement, dit-il, j'ai toujours été et je demeure opposé à la conscription pour service militaire obligatoire pour outre-mer, tant que le sentiment de la province de Québec n'aura pas changé à ce sujet. Conséquemment, je voterai "non" lors du plébiscite, convaincu que le volontariat suffit à nos besoins et peut mieux que tout autre système sauvegarder l'unité nationale. Mais, par ailleurs, il ne se reconnaît pas le mandat pour imposer sa manière de voir à l'électorat.

Je ne veux pas imposer mes vues à mes électeurs appelés à juger d'une question fédérale, affirme-t-il. L'électorat doit être laissé libre d'agir suivant ses convictions. En conséquence, pour cette raison, il regrette de ne pouvoir souscrire aux vues du représentant de Lotbinière. Je voterai et serai obligé de voter pour l'amendement et contre la motion principale du représentant de Lotbinière.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) affirme qu'il est de ceux qui pensent qu'il n'appartient pas aux membres de cette Législature de dicter une ligne de conduite aux électeurs et électrices de la province ni la manière dont ils doivent voter, s'ils doivent dire "oui" ou "non" lors du plébiscite. Si le gouvernement fédéral nous avait demandé d'émettre notre opinion à titre de députés provinciaux, dit-il, je serais un de ceux qui n'auraient pas hésité un instant à l'exprimer en toute franchise. Mais, ce n'est pas à nous que le gouvernement s'adresse et pose la question. C'est au peuple et le peuple parlera.

Je n'ai aucune hésitation à déclarer, comme citoyen du Canada, que je suis toujours contre la conscription pour service outre-mer et je le serai d'ailleurs tant et aussi longtemps que les électeurs de mon comté ne m'auront pas relevé des promesses, faites dans plusieurs luttes antérieures, tant provinciales que fédérales.

Le jour de la votation, le 27 avril prochain, j'irai donc répondre un "non" catégorique à la question du plébiscite et à la demande du gouvernement canadien, et je laisserai aux lecteurs de mon comté la liberté de se prononcer de la manière qu'ils l'entendront. Cependant, comme je reste actuellement d'opinion que cette Chambre ne doit pas donner de ligne de conduite spécifique aux électeurs de cette province, j'appuie l'amendement du représentant de Hull. Ainsi, je voterai pour l'amendement et contre la motion du député de Lotbinière.

M. Gagnon (Matane)¹¹: Par la motion du représentant de Lotbinière, l'Assemblée législative est aujourd'hui citée à la barre de l'opinion publique

sur un sujet qui a agité le public en général et qui se tourne naturellement vers les députés provinciaux pour tracer leur point de vue et pour les guider un peu relativement à cette question primordiale. Le peuple de toute la province est dans l'anxiété. Il attend l'opinion que la Législature doit et va émettre. Ce qu'il demande, ce n'est pas qu'on fende les cheveux en quatre, mais que chaque membre de cette Chambre exprime son opinion catégorique.

Il y a ici un grand nombre de députés libéraux, qui, dans leur for intérieur, appuient la motion du représentant de Lotbinière. Mais, ils ne peuvent le faire ouvertement. Elle n'est peut-être pas rédigée d'une façon parfaite, mais je ne veux pas rapetisser la question en essayant de trouver des points faibles dans la motion. Ce que le peuple de Québec veut, c'est une expression, une réponse claire, nette, catégorique et l'expression de l'opinion des membres de l'Assemblée législative de leur propre province sur ce sujet, sur la conscription; et il n'est pas trop concerné par la perfection oratoire et littéraire. Le peuple ne veut pas que ses représentants se cachent derrière des amendements pour éviter de faire face à leurs responsabilités.

Il compare la motion et l'amendement et affirme que celui-ci contient deux affirmations fausses. En premier lieu, affirme-t-il, l'amendement du représentant de Hull ne veut rien dire. Il dit que le 27 avril les électeurs de la province seront libres d'exprimer leur opinion sur le plébiscite. Contrairement à ce que dit l'amendement, la population n'est pas appelée à se prononcer sur le plébiscite, mais sur une question qui fait l'objet de ce plébiscite. En réalité, c'est sur la libération des promesses du gouvernement et de ses engagements, que le peuple se prononcera.

En second lieu, l'amendement dit aussi que¹² "la Législature ne doit pas parler pour le peuple". Depuis quand une Législature parle-t-elle? La Législature ne parle pas: elle exprime son avis. Tout ce qu'elle peut faire, c'est d'adopter des motions et d'exprimer son opinion par le moyen d'une motion.

C'est une curieuse mentalité que révèle tout d'abord l'amendement, lorsqu'il dit que les députés peuvent exprimer leur opinion personnelle, comme individus, mais seulement, ils ne sont pas libres de parler en Chambre sur le plébiscite. Ils doivent se taire comme députés. C'est une étrange barrière, pour dire le moins.

Tous les députés en cette Chambre, en 1939, ont été élus sur un programme contre la conscription. Depuis quand et pourquoi refuserait-on aux membres de la Législature de Québec le droit d'exprimer une

opinion et de se prononcer ici même, en cette Chambre sur des questions qui intéressent la population du Québec, quand ils peuvent le faire en dehors? La Législature de Québec a toujours eu le droit de donner des directives à la population! Le peuple n'a-t-il pas toujours considéré cette Législature comme un arsenal, où l'on trouve les armes nécessaires pour la défense de ses droits, de ses aspirations et de ses traditions?

L'amendement manifeste le désir ardent du gouvernement d'esquiver la question, alors qu'elle intéresse au premier chef toute la population de la province dans une matière d'une extrême gravité, alors que la Législature est la gardienne naturelle des intérêts, des traditions de cette population, et c'est la Législature qui devrait prendre l'initiative pour la défense de sa population. Elle doit même prendre l'initiative de défendre nos sentiments. C'est à elle qu'il appartient de donner des directives de force et de lumière au peuple qui se tourne vers elle dans tous les moments de crise. Ce n'est certainement pas la première fois que l'on demande à l'Assemblée législative de la province d'exprimer son point de vue pour guider les gens de la province sur des sujets d'intérêts publics qui les concernent.

Les libéraux si prudents, si précautionneux aujourd'hui, si peureux de prendre une attitude au grand jour, alors que l'intérêt primordial de la province le réclame, avaient plus de cran et de fierté autrefois. Dieu merci, la Législature de Québec n'avait pas peur de se prononcer, de revendiquer les droits des faibles, des minorités¹³.

C'est ainsi qu'en 1886, le premier ministre Mercier, secondé par M. Marchand, qui devait être à son tour premier ministre, présentait une motion priant le gouvernement fédéral d'accorder une amnistie dans l'affaire Riel.

En 1887, c'est encore la Législature de Québec qui s'élève noblement pour réclamer pour la minorité irlandaise en faveur du Home Rule.

En 1915, c'est toujours la Législature de Québec qui proteste officiellement sur le problème des luttes scolaires ontariennes et contre l'odieux Règlement XVII, qui proscrivait l'enseignement du français dans les écoles ontariennes.

En 1931, sur la concurrence des produits russes aux marchandises canadiennes, c'est la Législature de Québec qui demande au gouvernement de rompre toutes les relations commerciales avec la Russie.

En 1935, c'est encore la Législature de Québec, qui dénonce les persécutions des catholiques et les atrocités commises par le gouvernement mexicain.

Est-ce que le même sang ne court plus dans les veines? C'étaient des jours glorieux où la Législature ne craignait pas de relever fièrement la tête, d'exprimer une opinion et de prendre attitude sur des questions de première importance.

Des députés applaudissent (au moment où le représentant d'Arthabaska, l'honorable M. Girouard¹⁴, fait son entrée en Chambre).

M. Gagnon (Matane) souhaite la bienvenue au procureur général (l'honorable M. Girouard) et exprime le plaisir de toute la députation de le voir revenu à la santé. La vie politique a ses petites choses, dit-il. Mais, elle a aussi ses bons moments et le retour d'un collègue estimé, aux applaudissements de toute la Chambre, en est un. On me permettra, dit-il, d'exprimer le plaisir qu'éprouve l'opposition de revoir le procureur général (l'honorable M. Girouard), apparemment en excellente santé. J'espère que la rumeur qui veut qu'il nous quitte bientôt pour des cieux plus sereins, ne se réalise pas avant la fin de la session, afin que nous ayons le plaisir de discuter le budget du procureur général avec lui¹⁵. Au nom de l'opposition, il a envoyé un télégramme au représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) pour lui souhaiter un complet rétablissement.

Ce plébiscite est un stratagème, qui permettra à des gens élus depuis 25 ans, grâce au fantôme de la conscription, de se faire libérer par le peuple des engagements pris. La conscription a été le cheval de bataille de tous les partis libéraux du fédéral et du provincial, depuis les 25 dernières années ou à peu près. En effet, depuis 25 ans, les libéraux ont dénoncé la conscription pour service outre-mer. Ils ont promis et se sont engagés d'innombrables fois à ne jamais imposer la conscription. En fait, ils ont fait des élections de 1917, 1921, 1925, 1926, 1930, 1935, 1939 et 1940 en s'engageant à ne jamais imposer la conscription pour service outre-mer. Ils y mettaient tant de vigueur, qu'à deux reprises, ils affichèrent le danger de guerres avec l'Égypte et l'Éthiopie.

En 1940, tous les partis politiques s'engagèrent solennellement à ne pas imposer la conscription et reconnurent que c'était un pacte passé entre la province de Québec et le reste du pays, pour un grand effort de guerre, moyennant l'assurance qu'il n'y aurait pas de conscription. Nos chers amis ont fondé et gagné plusieurs de leurs élections, si ce n'est pas toutes les élections, avec cette question, et j'ajouterais que c'est principalement en raison de telles tactiques que la plupart d'entre eux siègent à cette Assemblée aujourd'hui.

Nous sommes peu courageux et peu fiers, si nous tentons de nous dissimuler derrière un amendement comme celui-là. Que dira le peuple quand il apprendra que la Législature n'a pas voulu parler pour le peuple, en son nom? Le peuple ne demande pas de dissertations savantes, mais, il ne pardonnera pas les reculades. Ce que le peuple veut, au lieu de longs discours qui ne veulent rien dire, c'est que ses représentants se prononcent contre la conscription, contre le plébiscite et qu'ils appuient la motion du député de Lotbinière (M. Chaloult).

Voilà pourquoi l'opposition se doit d'appuyer cette motion, même si on ne partage pas toujours ses opinions. Le texte de la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) lui plaît dans son ensemble. Or, relativement à l'exemption des fils de cultivateurs, elle n'exprime pas totalement son opinion. Mais, il croit de son devoir de l'appuyer quand même. Mais, dit-il, on prendra une attitude différente de l'autre côté de la Chambre. Le représentant de Montmagny (M. Choquette) n'est pas obligé de voter pour l'amendement, si la motion principale ne lui va pas.

Je suis prêt à faire crédit à M. King de ses bonnes intentions pour la classe agricole. Mais, j'affirme que le gouvernement fédéral a entouré sa procédure de telles complications que, dans un grand nombre de cas, les exemptions deviendront impossibles. Ce qui importe d'abord, poursuit-il, c'est la défense du Canada. Je vais voter pour que le gouvernement libéral tienne ses engagements.

Il n'y a aucune raison pour les Québécois de libérer le gouvernement fédéral de sa promesse de ne pas imposer la conscription pour les services à l'étranger. Quarante pour cent des recrues dans les camps de réserve militaire sont assignés à un service à l'étranger. L'opposition n'a aucune objection à envoyer des volontaires à l'étranger. Pour la défense du pays, nous sommes prêts à tout donner. Que l'on nous demande notre argent et nos fils, très bien. Mais si l'on nous demande de sacrifier notre honneur, pour le service outre-mer et la conscription, je dirai: Non! Non! Jamais! Les promesses libérales ont été faites sur l'honneur.

Il parle et fait l'éloge de la loyauté des Canadiens français envers la couronne britannique à toutes les époques de leur histoire, du grand nombre d'enrôlés volontaires dans son comté, des sacrifices de toutes sortes consentis par le peuple. Il exalte la part que les Canadiens français prennent au conflit actuel. Après cela, ajoute-t-il, il n'est pas nécessaire de délier M. King de ses engagements.

Nous avons dépensé \$4,000,000,000 pour la guerre et seulement \$110,000,000 pour la défense du

Canada. Je suis d'accord avec le représentant de Drummond (M. Rajotte), pour dire qu'il importe d'abord de songer à la défense du Canada. C'est pour cela qu'il répondra "non" au plébiscite.

La loyauté du Québec doit d'abord s'exercer envers le Canada. Les députés d'ailleurs, se sont engagés sur l'honneur à combattre la conscription. Et, M. Lapointe, à ce sujet a dit: "Non, jamais!" J'espère que ces paroles retentiront dans l'histoire pour des générations et des générations jusqu'à la quinzième génération. Je nie à qui que ce soit le droit de déchirer le testament de ce grand Canadien et de cracher sur son tombeau.

L'honorable M. Godbout (L'Islet)¹⁶:
(Applaudissements) M. l'Orateur, avant de commencer mes remarques, vous me permettrez bien d'exprimer ma joie de voir le procureur général (l'honorable M. Girouard) de retour et de saluer sa rentrée en cette Chambre. Il lui souhaite de conserver sa santé. Si mon honorable collègue et bon ami jette un coup d'œil sur la Chambre, dit-il, il constatera que les quatre sièges, qui étaient vides, sont remplis. L'opposition les réclamait, mais le peuple nous les a donnés. L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) en éprouve une joie toute particulière, car trois des candidats lui ont donné leurs dépôts.

(Applaudissements)

Il a l'intention de relever certaines affirmations du chef de l'opposition. L'honorable député de Matane (M. Gagnon), dans son discours, nous a fait plusieurs reproches. Mais, dit-il, le principal est qu'il nous reproche de nous cacher derrière un amendement, pour que nous ne prenions pas nos responsabilités. Que faisait-il en 1939, quand l'honorable député, 14 fois de suite, a refusé avec son chef de discuter une motion de même nature, qui fut appelée 14 fois et ne fut jamais étudiée sous le régime dont il faisait partie? Où mettait-il ses responsabilités?

Comment alors s'arrangeait-il avec sa conscience pour pouvoir voter 14 fois avec son chef, afin d'empêcher la libre discussion de la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult)? Il s'arrangeait comme ses amis, qui ont toujours deux attitudes, suivant les circonstances.

Les conservateurs ont une opinion une journée et une autre le lendemain. Comme toujours, c'était la politique d'avoir une opinion quand et si cela faisait leur affaire. Du côté libéral, nous respectons nos engagements et les promesses faites au peuple.

Le chef de l'opposition prétend aussi que nous avons muselé les députés. Il a tenté de prouver que le gouvernement avait empêché les députés ministériels de s'exprimer comme bon leur semblerait. Pourtant, depuis deux jours, il s'est exprimé bien des opinions et des opinions contradictoires. Tous les députés qui ont voulu parler, ont pu le faire. Ils ont été libres d'exprimer l'opinion qu'ils voulaient et c'est pour cette raison qu'on a pu connaître une multiplicité de points de vue.

Nous, nous respectons le droit des députés de se prononcer, et l'honorable député de Matane a entendu des députés exprimer leur opinion. Il a été pendant trois ans dans le régime de l'Union nationale et nous n'avons pas de leçons à recevoir de lui. Il n'appartient pas à l'ancien ministre du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) qui a siégé de 1936 à 1939, à l'ancien ministre de M. Bennett, de donner des directives et des leçons au Parti libéral!

Le député de Matane a dit également du plébiscite: "C'est un stratagème". Consulter l'opinion publique? Consulter le peuple sur un point vital de son existence, pour ensuite guider sa conduite, c'est un stratagème? Non! C'est l'acte d'un honnête homme. C'est un acte logique et démocratique du premier ministre canadien. Est-ce bien le député de Matane qui a prononcé ce mot? Cela ne me surprend pas de sa part. Son parti n'est pas habitué à agir comme nous agissons, selon les véritables principes démocratiques. Il a été dans la politique avec des gens qui ne consultaient pas le peuple avant d'imposer la conscription.

Mon honorable ami n'est pas tout à fait satisfait de l'exemption des cultivateurs, annoncée par M. King. Mais, il a appartenu à un régime qui n'exemptait pas les fils de cultivateurs.

(Applaudissements)

Il appartient à un régime qui est allé chercher les fils de cultivateurs qui ne voulaient pas s'enrôler et les a torturés de toutes façons, au lieu d'accorder l'exemption que leur donne M. King.

(Applaudissements)

Encore aujourd'hui, son chef à Ottawa, le chef de l'opposition, qui a appartenu au même gouvernement que le représentant de Matane, donne une juste note du respect qu'il a pour le peuple. Il n'est pas pour la consultation du peuple. Il a dit: "La conscription; tout de suite. L'opinion du peuple, je m'en f...". Il se fiche de l'opinion du peuple. C'est dans la tradition conservatrice. Dans le passé, le Parti conservateur a simplement ignoré les idées, les désirs et les opinions des gens et a simplement appliqué la conscription lorsqu'il le voulait.

La politique libérale est différente; elle est logique et honnête. Le premier ministre du Canada tient une attitude plus digne. Il a pris un engagement en 1940 avec la population, à une époque où il ne pouvait prévoir les terribles résultats de cette guerre et ce qu'il allait se passer. Toutefois, la loi lui permettait de renier les promesses faites au peuple et d'imposer la conscription. Mais, parce qu'il est libéral, honnête et démocrate, il consulte le peuple. L'opposition demande la tenue d'un plébiscite sur la stratégie politique, lorsque le gouvernement veut une consultation.

Est-ce un stratagème pour le gouvernement de M. King de demander au peuple de le délier de ses promesses? Le chef du gouvernement fédéral ne va pas nécessairement imposer la conscription. Il veut prévoir la situation où il serait urgent d'appliquer une politique différente à celles de 1939 et de 1940, si le besoin survenait. M. King demande d'être libéré de son engagement.

C'est une question d'une importance primordiale pour les Canadiens. Le geste d'Ottawa est simplement ce que j'appellerais de l'honnête politique. C'était logique et sensé. C'est libéral, c'est démocratique et il n'y a seulement que de l'autre côté de la Chambre que l'on ne comprend pas cela.

Je connais trop votre intelligence, M. l'Orateur, pour croire que vous avez pu comprendre quelque chose à l'argument de l'honorable chef intérimaire de l'opposition. Ce dernier nous reproche de faire un amendement, qui déclare en somme que la motion contre la conscription et un vote négatif à l'égard de la motion du plébiscite du représentant de Lotbinière sont inopportuns. L'honorable député de Matane a dit que la Législature a toujours exprimé son opinion. Oui, mais ce n'est pas ce que fait la motion. C'est bien simple. La question, sur laquelle le représentant de Lotbinière veut que nous donnions un commandement, est posée au peuple. Elle est exclusivement du ressort fédéral. D'ailleurs, c'est le gouvernement fédéral qui pose la question aux électeurs. Il appartient à ceux-ci d'y répondre et de voter comme ils le veulent.

Nous prenons cette attitude, parce que la motion voudrait que nous donnions un ordre direct à l'électorat du Québec. On nous demande de dire au peuple qu'il doit répondre de telle façon au gouvernement fédéral. Pareille méthode de dicter au peuple comment voter, peut être celle de nos amis d'en face, et c'est peut-être la méthode conservatrice tory, mais, ce n'est pas la manière du Parti libéral. Ce n'est pas la conception du Parti libéral d'un régime démocratique.

Nos engagements, nous les tenons et nos promesses, nous les respectons. L'électorat doit soigneusement étudier la question qui lui est posée, afin de répondre dans l'intérêt du pays et de la province. Il veut en discuter ouvertement et étudier l'essence même de la question, car, dit-il, c'est notre devoir de guider et d'éclairer le peuple afin que celui-ci soit en mesure de se prononcer.

La motion du député de Lotbinière est inopportune, parce qu'il s'agit là d'une question fédérale et parce que c'est l'électorat, et non la Législature, qui a été appelé à se prononcer. Depuis deux jours, les membres de la Législature sont libres d'exprimer leurs opinions personnelles, tout comme les électeurs sont libres de le faire.

Tous les membres de la Législature seront libres d'aller rencontrer l'électorat et de lui expliquer leurs vues, de conseiller directement leurs électeurs. Mais, il n'est pas opportun que la Législature comme telle se prononce comme Législature sur la question et donne une direction à l'électorat.

De plus, au sujet du plébiscite, la question est posée... Mais, il y a une chose qu'il ne faut pas perdre de vue. Ce qui est important, c'est de ne pas la mêler avec la question de la conscription. C'est de distinguer la question du plébiscite de celle de la conscription. Ce sont deux choses distinctes et l'heure est trop grave pour aller compliquer la situation par plaisir.

Dans la période la plus critique de l'histoire du Canada et surtout pour nous, groupe canadien-français, il est important de bien distinguer les questions dans l'esprit de l'électorat, afin de ne pas mélanger les jugements et de bien se prononcer. Il est important qu'il n'y ait pas de confusion dans l'esprit des gens. Jamais l'électorat canadien-français n'aura en somme à se prononcer sur une question aussi importante. Il est nécessaire qu'il comprenne bien la question qu'on lui pose. Nous jouons notre destin.

On ne demande pas aux gens de voter pour ou contre la conscription. La question n'est pas là, et une fois que ce sera compris, il ne doute pas de la décision des gens. Conscription et plébiscite ne sont pas une seule et même chose. Si le gouvernement fédéral en avait fait une seule et même chose, et avait demandé aux électeurs: Êtes-vous pour ou contre la conscription? dans ce cas pour ma part, j'aurais répondu "non" et je n'aurais aucune hésitation à dire: répondez "non" au plébiscite. Car, la question ainsi posée, sous cette forme, le gouvernement fédéral aurait été obligé d'imposer la conscription, advenant une réponse affirmative.

Mais, ce n'est pas la question. En fait, la question posée dans le plébiscite, c'est de savoir si en cas d'urgence et de nécessité absolue, l'électorat est prêt à libérer le gouvernement de ses engagements de ne pas imposer la conscription pour service militaire outre-mer. La différence est importante. Car, si l'électorat répond "oui", le gouvernement sera délié de ses promesses. Mais, il ne sera pas tenu d'imposer la conscription. Il sera simplement libre d'agir suivant les circonstances.

Mais, on dira: pourquoi alors, si le gouvernement ne veut pas imposer la conscription, demande-t-il d'être libre de l'engagement qu'il avait pris de ne pas l'imposer? Si nous le faisons, nous aurons la conscription. Je veux avoir le courage de dire ici, à cette Chambre, toute ma pensée à ce sujet. Je serai très franc. Le gouvernement fédéral peut, peut-être, être obligé au cours de la présente guerre, d'imposer la conscription pour service en dehors du pays. Il peut nous demander d'aller nous battre par exemple au Labrador, qui est une terre canadienne, ou en Alaska, aux États-Unis.

Mais, actuellement, tant qu'il n'est pas délié de ses engagements, le gouvernement King ne pourra pas imposer la conscription pour service sur ces territoires canadiens. Or, il n'y a pas un Canadien, et particulièrement pas un Canadien français, qui ne comprenne qu'au Labrador, en Alaska, aux États-Unis même, l'ennemi peut attaquer demain.

Le Canada est seulement l'une de 21 nations qui ont signé récemment un traité avec les autres nations du continent. Il a fait un pacte d'assistance mutuelle avec les États-Unis. Par cette entente, le Canada a consenti à agir avec les autres nations participantes. Ce pacte est avantageux pour le Canada, parce que le territoire américain est plus petit et 10 fois plus peuplé que le nôtre.

En vertu de ce pacte, Washington met à notre disposition ses armées et ses ressources. Nous devons faire la même chose. Eux, ont une population de 130,000,000; nous de 11,000,000 à peine¹⁷. Ce n'est pas un marché de dupes. Ce traité nous avantage et nous devons être prêts à mener à bien notre part de l'entente. C'est la question et ça ne sert à rien d'essayer de la changer. Mais, pour remplir les conditions de ce pacte d'assistance mutuelle, le gouvernement canadien est obligé et a besoin de demander qu'on le délie de ses engagements et de ses promesses.

Le gouvernement du dominion doit être libre de coopérer avec les alliés par conscription ou autrement. Les troupes peuvent être demandées au Labrador ou en Alaska. Présentement, le

gouvernement n'a aucune autorité pour envoyer les soldats à l'extérieur du territoire canadien, sauf dans le cas des volontaires. Nos amis d'en face le comprennent, mais ils essaient d'embrouiller la question pour que l'électorat ne comprenne pas. On demande à l'électorat, non pas de voter la conscription et de dire s'il est ou non favorable à la conscription, mais simplement de délier le gouvernement fédéral et lui donner les pouvoirs nécessaires pour parer en cas d'urgence absolue. C'est ça la question.

Depuis deux jours, les députés de l'opposition se sont surtout appliqués à lui dire qu'il manquait à ses promesses. Les députés de l'opposition ont dit que j'avais fait des promesses; mes honorables amis peuvent être tranquilles. Mes promesses, je n'ai pas besoin qu'on me les rappelle, je les tiens.

(Applaudissements)

En autant que cela me touche, je me suis engagé auprès des gens de la province contre la conscription. J'étais contre la conscription pour le service outre-mer et je suis toujours et encore contre la conscription pour outre-mer. Je suis certain que le premier ministre King est toujours contre cette politique, comme il l'a été dans le passé. J'ai promis à l'électorat de ma province d'être contre la conscription et je tiendrai ma promesse à l'égard de ma province, même si des électeurs de tout le Canada et le reste du Canada délient le premier ministre du Canada de ses engagements de ne pas imposer la conscription. M. King, lui, s'est engagé envers le Canada. Moi, je me suis engagé envers ma province. C'est à ma province que j'ai promis d'être contre la conscription et c'est à ma province que je tiendrai parole et que je tiendrai mes promesses.

(Applaudissements)

J'ai pris aussi d'autres engagements: celui d'avoir le courage de mes opinions, celui de ne pas mentir, celui de donner à la population, grâce aux renseignements que nous possédons, les avis qui s'imposent. J'ai un devoir à remplir envers ma province, c'est de parler franchement et de lui dire la vérité et je la lui dirai, quelles que puissent en être les conséquences politiques de l'expression d'opinion que j'aurai donnée.

La conscription pour la défense et service au Canada: c'est un fait accompli et c'est accepté. Pour le service en Amérique, c'est nécessaire. Tout Canadien l'admet. Il n'est pas un Canadien français qui n'admette tout de suite que la conscription est nécessaire pour la défense commune de l'Amérique. Mais le gouvernement fédéral est obligé d'en demander la permission aux Canadiens. Mais la

conscription pour le service outre-mer, pour la défense d'un autre pays étranger en dehors de l'Amérique: jamais!

(Applaudissements)

Pour la défense du Canada; c'est le peuple qui répondra. Mais moi, je ne serai pas délié de ma promesse envers ma province, même si le premier ministre du Canada est délié. Je ne serai pas délié de mes promesses par l'expression de l'opinion des autres provinces du pays. J'ajoute d'ailleurs que je serai lié par la volonté populaire et par l'expression d'opinion de ma province, qui s'exprimera le 27 avril prochain. Quel Canadien refuserait de laisser le gouvernement défendre le continent? Certainement pas les Canadiens français. Que les gens du Québec soient rassurés quant au comportement que j'adopterai moi-même. Je me suis engagé sur cette question et je n'y faillirai pas. Je ne faillirai pas à ma parole. Je ne manquerai pas à mes promesses.

(Applaudissements)

En démocratie, il est essentiel que les chefs politiques respectent leurs engagements. Car le respect de la parole donnée, c'est la base et l'essence de la démocratie. C'est en manquant à leurs promesses sacrées que les leaders démocrates ont porté les coups les plus terribles à la démocratie. Si les hommes publics attachaient plus de valeur à la parole donnée à la population et s'ils avaient toujours respecté leurs engagements dans le passé, bien des démocraties ne seraient pas aujourd'hui au point où elles sont maintenant et dans les difficultés où elles sont tombées. Ce qui s'est passé dans certains pays d'Europe le prouve largement. C'est pourquoi, nous devons garder à la démocratie son sens véritable, en assurant la libre expression des opinions et de la vérité, en respectant la parole donnée, et entre autres choses, les classes populaires doivent être libres de toute attache financière.

Il y a, au pays, un homme qui est entièrement démocratique et qui incarne le vrai système démocratique à 100 %. Un homme qui a ma confiance absolue et en qui j'ai foi à 100 %: c'est Mackenzie King, le chef du gouvernement canadien. Sous sa direction, nous n'avons rien à craindre. Cet homme a des responsabilités immenses à porter, car la vie même du Canada est en danger. C'est pourquoi en ce moment, dans cette période troublée, des plus sérieuses de notre histoire, que nous traversons, il n'est pas permis de faire de la petite politique, des plaisanteries et de chercher à embarrasser ses adversaires: c'est la vie même du pays qui se joue actuellement.

Si demain, nous tenions cette séance de l'Assemblée législative et nous nous trouvions face à

Hitler, qui envahirait le pays, nous sentirions-nous dignes d'être les représentants du peuple et de la confiance qu'il a mise en nous, si nous continuions à faire de la politique? Demain, le Canada pourrait bien être la prochaine victime d'Hitler. L'honorable député de Papineau (M. Lorrain) sourit et trouve ça drôle?¹⁸ Je dis, que nous sommes en train de jouer la vie même de notre petite patrie. Demain, Hitler peut être ici.

Or, qu'il n'oublie pas qu'actuellement, il y a déjà 20 pays du monde, dont la plupart sont plus puissants que le Canada¹⁹, qui ont été abattus par Hitler et sont sous la botte nazie en Europe. La prochaine attaque de Hitler, la plus normale, la plus logique, c'est contre le Canada, qui est la plus belle proie que convoite Hitler en ce moment. Et, il y a des députés qui sourient.

C'est la survie même du Canada qui est en danger, étant donné que le premier plan, le plus naturel, d'Hitler sera d'attaquer le dominion demain, et malgré cela, les membres de l'opposition semblent trouver ça amusant. En cette période la plus critique de notre histoire, il n'est pas opportun et ce n'est pas le temps, et c'est encore moins le temps de jouer à faire de la petite politique ou d'essayer de cacher la vérité aux gens du pays.

Si demain Hitler envahissait le continent, plusieurs hommes politiques de ce continent auraient peut-être à faire le même examen de conscience, comme ceux qui ont été accusés, parce qu'ils faisaient de la petite politique sur la vie même de la nation et qui subissent actuellement leur procès à Riom. Ceux qui l'oubliaient devraient s'en rappeler.

En Europe également, certains politiciens n'ont pas su voir ces choses. Qui nous dit que, demain, ce n'est pas nos fils, nos femmes et nos enfants qui seront les victimes d'Hitler, comme l'ont été les femmes et les enfants des pays envahis? Véritablement, ce n'est pas le temps de cacher la vérité à l'électorat. Dans une situation comme celle que nous traversons, je dis que l'on devrait tenter un effort ultime pour gagner la guerre. Le dernier effort, le dernier sacrifice doit être consenti.

On devrait dépenser jusqu'au dernier sou au besoin, pour protéger nos libertés. Mais le dernier effort de guerre total et complet ne veut pas dire que l'on doive imposer la conscription. Cela veut dire qu'on utilisera les moyens et les efforts les plus efficaces pour gagner cette guerre si importante.

Je ne crois pas que la conscription soit le meilleur moyen de gagner la guerre et soit le meilleur moyen pour mettre en force notre effort de guerre. Il y a d'autres moyens. À cause des

engagements qui ont été pris, parfois un peu à la légère, et à cause de la nécessité primordiale de l'unité nationale canadienne pour assurer l'effort total de guerre, je ne pense pas que la conscription puisse refaire l'unité canadienne, si essentielle dans une période de danger.

Or, il y a un homme dans la politique fédérale, qui pense exactement comme nous et qui a toujours pensé comme nous... qui a été le champion de l'autonomie du Canada, qui est un véritable démocrate au plein sens du mot. Un homme qui s'est efforcé à appliquer ici les principes démocratiques dans toute leur intégrité; un homme qui a aidé les classes ouvrières en donnant au pays ses lois du travail; un homme qui a respecté toujours le degré d'autonomie auquel les provinces ont droit, et cet homme, c'est Mackenzie King.

(Applaudissements)

On n'a pas le droit de détourner le sens de la véritable question en jeu, en disant que le plébiscite équivaut à demander au gouvernement d'imposer la conscription. King a toujours été l'expression et l'interprète fidèle du sentiment canadien et en particulier du sentiment canadien-français. Je voudrais voir, où est le Canadien qui va refuser à cet homme, qui est l'honneur, la sincérité même, la confiance qu'il demande au peuple tout entier.

Je ne veux pas imposer aux compatriotes de ma province la réponse qu'ils doivent donner. Mais je veux qu'ils sachent pourquoi ils voteront et ce que signifie la réponse qu'ils vont donner. Cette réponse veut dire confiance à l'homme, qui, depuis 40 ans, a donné les meilleures garanties de canadianisme. Il a offert la meilleure garantie de ses intentions actuelles pour l'avenir.

Cet homme est placé dans une situation spéciale. Le premier ministre du Canada est chargé de porter des responsabilités accablantes, écrasantes et épouvantables. Il a des renseignements que personne d'autre au monde ne possède, à cause de sa situation dans le conseil allié.

Mieux que personne, il connaît la situation mondiale. Il est l'homme le mieux placé et le mieux informé à l'égard des données sur la guerre et les besoins de la guerre. Et, nous lui refuserions de le délier de ses promesses?²⁰ Il faut y penser à deux fois avant de lui refuser, et je demande au peuple de ma province d'y penser à deux fois avant de le refuser à M. King, avant de répondre "non" au plébiscite, contre la demande du seul grand et important personnage du monde anglais qui nous soit sympathique, comme M. King. Je demande au peuple d'y penser beaucoup avant de voter.

Pour ma part, justement parce que je suis contre la conscription et avant de répondre "non", moi-même, j'y ai songé longtemps, et je vais y penser à deux fois. Car, si le peuple du Canada répond "non" au plébiscite, ce vote de non-confiance à M. King voudrait dire que c'est le pouvoir à Hanson et à Meighen, qui imposeront la conscription sur-le-champ, dans deux semaines.

(Applaudissements et rires ironiques à gauche)

C'est ce qu'il faut que le peuple sache. Il y a deux groupes d'hommes qui demandent qu'on impose au Canada la conscription. Il y a d'abord le groupe conservateur de la haute finance, la classe des millionnaires, qui veut la conscription pour des fins financières, afin de pouvoir pousser leurs grandes et petites affaires. Mais il y a aussi l'autre groupe, qui est composé d'un grand nombre de gens qui pensent sincèrement que, si le gouvernement fédéral n'impose pas la conscription, c'est à cause uniquement des promesses qu'il a faites et ne veut pas violer ses engagements, et que c'est là la seule raison.

L'opinion de ces derniers est respectable, même si elle est erronée. Ces derniers, il faut les calmer, qu'ils soient du pays ou d'en dehors. Pour cela, il est nécessaire de faire paraître ce point d'interrogation. Si le gouvernement fédéral était libre d'imposer la conscription et s'il continuait à s'en tenir au volontariat, tout le monde, dont ce groupe, serait calmé et notre effort de guerre s'en porterait encore mieux.

Le Canada a donné le plus bel effort de guerre qui soit et le plus efficace au monde. Cet effort de guerre, sans conscription, c'est M. King qui l'a fait, qui en est le principal et le grand artisan. Lui qui n'a pas voulu de la conscription, qui veut garder jalousement la liberté en terre canadienne. C'est M. King qui maintient les cultivateurs sur la terre, les ouvriers à l'usine.

Tout récemment, un député a dit que nous avons donné comme cadeau \$1,000,000,000 à l'Angleterre. Nous ne l'avons pas donné à l'Angleterre. Ce n'est pas un prêt, mais une contribution à la défense commune. Nous avons fait cette contribution en munitions au lieu de la faire en hommes. Aurions-nous préféré une contribution en hommes plutôt qu'en biens et en armes? Ce milliard, c'est la contribution du Canada à l'effort de guerre. En ce moment, les armements sont plus nécessaires que les hommes: c'est la politique de M. King.

À ceux qui prétendent que nous nous battons pour l'Angleterre, en fait, nous nous battons pour nous. Ce ne sont d'ailleurs ni la France, ni

l'Angleterre et ni la Chine, qui ont imposé cette guerre au monde entier. Il n'y a qu'un seul coupable: Hitler. C'est lui qui nous impose la nécessité d'un effort total. Grâce à M. King, nous avons donné jusqu'ici un effort de guerre juste, logique, total, bien balancé, bien réparti sur toutes les classes, suivant leur capacité de payer, en protégeant les petits et les pauvres, et qui convient mieux à nos besoins. Les profits de guerre ont été tellement taxés qu'on peut dire que nous avons fait la conscription du capital. Les profiteurs n'existent pas. Qui voudrait que cette guerre ait été conduite autrement et par un autre que M. King?

Le Canada a donné un effort de guerre gigantesque, qui n'a pas été dépassé, toutes proportions gardées, mais réparti avec justice et sagesse. C'est M. King, qui a fait cela. Et c'est lui qui, avec les responsabilités terribles qui reposent sur ses épaules, demande à la population de le délier des engagements qu'il a pris envers elle.

Si le Canada est demeuré indifférent aux dangers l'entourant, le sort de la France et d'autres pays conquis pourrait être le sort qui l'attend demain.

J'ai tellement une grande confiance en la sagesse de Mackenzie King dans la conduite de la guerre que, si demain, il me commandait d'aller en Europe, en Angleterre pour gagner la guerre, serait-ce pour être le cireur des bottes de nos soldats canadiens, j'irais joyeusement.

(Applaudissements)

Rien ne peut être refusé lorsqu'il s'agit de défendre le Canada. Je n'ai aucun doute que, du côté de l'opposition, on obéirait avec autant d'entrain. Car, il ne s'agit pas de savoir si la guerre nous plaît ou ne nous plaît pas: nous sommes en face d'une guerre totale et telle que, dans un mois, nous pouvons avoir l'ennemi ici. Et alors, si par malheur la chose arrivait, je me demande si nous continuerions à délibérer, pour savoir si nous devons changer le gouvernement de la province, etc.

Rien ne doit être épargné pour gagner cette guerre. Car, ce ne sont pas seulement nos biens qui sont menacés, c'est notre vie nationale, ce sont nos croyances, nos traditions, bref, ce qui est en danger et que nous devons défendre, c'est tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. Vingt pays conquis témoignent en faveur de cette affirmation. Et nous devons nous défendre avec d'autant plus de hâte que la ruine qui nous menace s'est produite dans ces 20 pays d'Europe, foulés sous la botte de Hitler. Je le répète, c'est toute notre vie qui est en danger.

D'aucuns ont parlé de la guerre de l'Angleterre. Ceux qui disent que c'est la guerre de

l'Angleterre, ne savent pas ce qu'ils disent et c'est heureux, car autrement on pourrait croire qu'ils sont traîtres à leur pays. Ce n'est pas la guerre de l'Angleterre seulement que nous faisons, c'est la guerre de la civilisation, pour le salut de nos foyers, de nos croyances et de nos traditions. Nous avons des légions de Hitler qui menacent de nous envahir, d'un côté par l'Atlantique, et de l'autre, la menace japonaise par le Pacifique. Peu important les promesses faites auparavant par les deux partis politiques, la question principale est de savoir si le pays est en danger.

Il répond à ceux qui prétendent que nous sommes mal défendus. Quand, dit-il, on voulait assurer la défense du pays en 1939 par exemple, il y avait des politiciens qui faisaient des bons mots. Lors de la session de la Législature de 1939, alors que le gouvernement King demandait de voter des millions pour défendre le Canada, le chef du gouvernement du temps, un chef de l'opposition ici en Chambre, disait: "Ottawa dépense des millions pour faire des canons et nous, nous donnons de l'argent au peuple, nous dépensons des millions pour le faire vivre." Si, à ce moment-là, on avait eu plus le sens des responsabilités et on avait organisé la défense du pays, on les aurait ces canons anti-avions à Québec, à Montréal et ailleurs pour défendre le pays. Nous en serions très heureux. On serait mieux placé aujourd'hui.

Car, il ne faut pas se leurrer: le Canada serait le pays le plus riche pour Hitler et ses fins de guerre. Aujourd'hui, le Canada joue un rôle important dans la guerre mondiale en fournissant une bonne partie de l'aluminium nécessaire. On sait que les usines d'Arvida produisent 45 % de l'aluminium du monde pour les Alliés. On sait que notre province produit des munitions d'une qualité supérieure à tout ce qui se fait dans le monde pour les Alliés. Dernièrement, Hitler a attaqué les forces alliées sur deux flancs, qu'arriverait-il s'il attaquait le Canada?

Le peuple va réfléchir. J'espère qu'il saura donner, lors du plébiscite, la réponse qu'il convient dans l'intérêt du pays et de la province. Mais, il faut que le peuple soit renseigné. Quand il comprendra que Hitler peut envoyer ses avions ici en quelques heures, il saura répondre à M. King. Mais, je veux que l'on cesse de politiquer, quand la vie du pays est en danger. Toute la question est là.

Je répète que je ne crois pas que la conscription soit le meilleur moyen de gagner la guerre. Encore une fois, je serai contre la conscription pour service militaire outre-mer et je tiendrai ma promesse tant que le peuple de ma

province ne m'aura pas délié de mes engagements envers lui. Mais, actuellement, je demande simplement au peuple de réfléchir. Je demande à tous les citoyens sensés de la province de ne pas se prononcer en se basant sur leurs sentiments. Et, lorsqu'il saura ce qu'il doit savoir, quand il aura vu la situation telle qu'elle est, je sais que le peuple répondra avec dignité. Sa réponse sera celle de ses intérêts supérieurs.

Nous sommes fiers de notre histoire, de notre patrimoine français, de nos traditions. Mais, nous ne devons pas oublier que notre avenir est fait non seulement de nos richesses, mais aussi de notre renommée et qu'il faut la conserver. Or, si l'on interroge l'horizon en dehors de notre province, il y a des points d'interrogation qui sont inquiétants, qui sont humiliants pour nous, quand, par exemple, on se demande quelle est l'attitude des Canadiens français dans certains domaines. Prenons garde que l'on pose des points d'interrogation sur nous.

On m'a appelé en Chambre le ministre de la Guerre dans ce débat, parce que je parle souvent de la guerre. Mais si j'en parle, c'est parce que je n'aime pas la guerre. J'aime mieux la paix et l'avenir de ma province, parce que je veux garder sa grandeur, son salut et sa prospérité.

C'est pourquoi nous avons donné une coopération étroite et absolue au gouvernement fédéral. Nous avons collaboré comme personne avec les autorités fédérales. Il ne faudrait pas gaspiller cette renommée et briser nos chances d'avenir. La population entière de notre province a approuvé et appuyé notre attitude. Car la population entière de la province veut l'effort de guerre complet à condition qu'il soit bien balancé, réparti équitablement et suivant l'intérêt même du pays.

Cette guerre, nous allons la gagner. Mais, après la guerre, après la victoire, nous devons être capables de continuer à marcher le front haut, car cela est excessivement important pour l'avenir des Canadiens français. C'est pour cela que je veux ce soir exposer la situation tout entière. Car la décision de la province, le 27 avril, sera un ordre pour moi. Alors, faisons en sorte qu'aucun discours ne donne une fausse impression de nous aux étrangers.

La politique du gouvernement King et la mienne sont de répartir les charges équitablement, de mettre les ressources de la province à la disposition des nôtres, afin que ceux qui travaillent aient leur part de soleil.

Tout ce que je demande, c'est que le peuple réfléchisse avant de voter. Je sais que le peuple réfléchira avant de croire qu'il peut demander à

M. King de le défendre d'une main, tout en plaçant l'autre derrière son dos.

Les Québécois vont faire pencher la balance du bon côté lors du plébiscite. Pour ma part, je serai heureux d'agir comme interprète du peuple québécois, pour ce qui est de l'effort de guerre. Prenez garde avant de voter le 27 avril, parce que ce vote aura des répercussions à long terme sur la conduite de la guerre, sur l'unité nationale et sur le développement économique du pays après la guerre.

Nous avons une grande politique sociale, humaine, pour l'après-guerre, et c'est avec ce drapeau que nous voulons faire un effort suprême, éloigner le suprême danger!

(Applaudissements)

M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville): Si, comme dit le premier ministre, la situation est si grave, est-ce bien le temps et le moment de faire un plébiscite? Pourquoi, quand, en 1939, M. King a déclaré la guerre en pleine connaissance de cause et qu'il savait que ce n'était pas pour rire, faisait-il des promesses à l'électorat? Faire une exception à la forme sur une question de principe, c'est une véritable parodie. Si Hitler nous guette sur l'Atlantique, pendant que les Japonais nous serrent de près dans le Pacifique, ce n'est pas le temps d'aller cirer les bottes des soldats anglais.

Le Canada a déjà fait plus que sa part et le volontariat devrait être la limite de son effort. M. King est en train de placer la province de Québec dans une bien mauvaise situation, sachant que la majorité du Québec votera "non", alors que les autres provinces diront probablement "oui".

Je crois que la motion du représentant de Lotbinière est opportune. Il n'y a présentement aucune raison de libérer le gouvernement fédéral de ses engagements et de ses promesses. Car, pour ceux qui ont décrété le plébiscite, les libéraux, il ne s'agit pas tellement de sauver la démocratie, comme de sauver le gouvernement²¹.

Il n'a pas confiance en ce plébiscite, parce que dans les élections, on ne sait pas souvent de quel côté vont les votes. Le plébiscite ne serait pas nécessaire si on ne voulait pas imposer la conscription, dit-il. En conséquence, je voterai pour la motion du représentant de Lotbinière et contre l'amendement.

M. Chalout (Lotbinière) se réjouit que le débat ait été maintenu à un niveau très élevé. Il trouve dans la Chambre une atmosphère de gentilhommierie reconfortante.

Il remercie les députés de l'opposition, qui sont les seuls députés à appuyer sa motion. Il ne serait pas élégant, dit-il, de sa part de s'attaquer à l'opposition, étant donné que les membres de l'Union nationale seront probablement les seuls à l'appuyer et à voter en faveur de sa motion.

Il veut cependant relever une remarque du représentant de Labelle (M. Paquette). Celui-ci a dit que la motion du député de Lotbinière de 1939 était inopportune. À cela, il répond que si en 1939 le gouvernement d'alors avait accepté de discuter sa motion, la participation aux guerres de l'Empire aurait peut-être été évitée et la motion de 1942, celle qui est actuellement devant la Chambre, n'aurait peut-être pas été nécessaire.

Il reconnaît que le député de Montmagny (M. Choquette) a prononcé un éloquent discours. Mais, il a défendu habilement une mauvaise cause. Si le député de Montmagny, dit-il, s'objecte à ma motion sous prétexte qu'elle dicte au peuple sa réponse, pourquoi M. King, M. Cardin, M. Drouin et de nombreuses organisations dictent-ils, eux, au peuple de répondre "oui"? Ils dictent donc une réponse. Je ne vois pas très bien la distinction que l'on veut faire entre une opinion individuelle et une opinion collective. Les députés doivent avoir la même opinion au Parlement et devant leurs électeurs.

Il répond à ceux qui prétendent que cette question relève uniquement d'Ottawa. Tout ce qui concerne la guerre relève du fédéral, déclare-t-il. Mais, cela ne veut pas dire que notre Législature n'a pas le droit de se prononcer sur une question fédérale. En vertu de l'article 136 du Règlement, la Chambre peut, sur une motion, exprimer son avis sur n'importe quel sujet. Le député de Matane (M. Gagnon) a clairement démontré qu'on l'avait fait à maintes reprises dans le passé. Les Législateurs sont les mandants du pouvoir central, car ce sont les provinces qui ont délégué leurs pouvoirs au gouvernement central. Pourquoi les mandants ne pourraient-ils pas exprimer une opinion à leurs mandataires?

Comment peut-on prétendre que la Législature doit se désintéresser d'une question aussi importante que celle de la conscription? Elle n'a pas le droit. D'ailleurs, les députés ont reçu un mandat du peuple, un mandat anticonscriptionniste. Ce sont les députés eux-mêmes qui ont dit à leurs électeurs qu'ils combattraient la conscription et les mesures pouvant y conduire. Ils ont un mandat et ont le devoir de le respecter.

Les Législatures ont parfaitement le droit d'exprimer une opinion. Les précédents jouent un

rôle important dans le droit constitutionnel anglais. Il y a des précédents même sur la question du plébiscite. Les Législatures de l'Ontario, du Manitoba et de l'Alberta ont pris des attitudes analogues. En outre, on ne saurait les mettre complètement de côté. Il est probable que toutes les autres Législatures feront la même chose et demanderont de voter "oui". Elles trouvent qu'il est convenable d'exprimer une opinion.

Est-ce que les députés canadiens-français n'ont pas le droit de se prononcer comme les députés des autres provinces? Nous ne pouvons et il serait inutile, d'avoir raison contre tout le monde. Si toutes les autres Législatures croient devoir prendre attitude, ont-elles des privilèges que nous n'avons pas?

Ou souffrons-nous d'un complexe d'infériorité? Sommes-nous dans une situation inférieure par rapport aux autres? En agissant comme nous le faisons, nous nous plaçons dans une situation humiliante pour nous.

Va-t-on prétendre que si nous répondons "non" à l'unanimité, ce sera une motion sans effet? Pourquoi les autres Législatures auraient-elles passé des résolutions dans le même sens, si elles avaient cru que ce seraient des motions sans effet? Beaucoup de gens pensent qu'ils doivent répondre "non" au plébiscite. Un bon moyen d'appuyer leur opinion, c'est de nous prononcer dans cette Chambre.

Si les Canadiens français ne s'occupent pas de leurs affaires, qui va s'en occuper? Lapointe a fait un pacte. Lui disparu, il appartient à la Législature de faire respecter cet engagement d'honneur. Pour ce qui est de la thèse développée par le premier ministre, qui dit que nous étions menacés des deux côtés, il a fait un sombre tableau de la situation. Mais ce sont autant d'arguments en faveur de la thèse de ceux qui veulent garder ici nos défenseurs.

Si le Canada est si directement menacé que cela, comme le dit le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout), c'est une raison de plus, de grâce, qu'on garde nos gens chez nous. Si nous ne sommes pas menacés, gardons-les encore. Nous sommes prêts à donner notre vie pour le Canada, mais pas pour les autres pays. Notre patrie, ce n'est pas l'Angleterre, ce n'est pas les États-Unis.

Il a admiré la sincérité et l'éloquence du premier ministre, qui parle toujours avec une grande élévation de la pensée. Mais, il regrette que les Canadiens français soient éternellement divisés. Notre individualisme nous a très mal servis depuis 50 ou 75 ans. J'espère qu'un jour ou l'autre, les Canadiens français sauront faire bloc, afin de faire

respecter leur volonté et qu'on fera passer l'intérêt national avant l'intérêt de parti²².

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:²³

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Francœur (Lévis), Francœur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Guibord, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Rochette, Thisdel, 55.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent.

Ainsi, la motion, telle qu'amendée, est adoptée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 h 10 du matin.

NOTES

1. Selon *La Patrie* du 10 avril 1942, à la page 6.
2. Comme le représentant de Papineau (M. Lorrain) est chauve, "la Chambre se réjouit de cette remarque", selon *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 3.
3. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 10 avril 1942, à la page 4, qui mentionne que le Canada aura à faire face à une dette de \$10,000,000,000.

4. Le représentant de Brome (M. Robinson) ne parle que durant quelques minutes, selon *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 14.

5. *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 14, rapporte que lorsque le représentant de Brome (M. Robinson) termina son discours, "pas un député n'a levé la main pour l'applaudir".

6. Alors que *Le Devoir* du 10 avril 1942, à la page 6, indique une armée de 393,000 volontaires, *L'Action catholique* du 10 avril 1942, à la page 8, de son côté, en dénombre 303,000.

7. Chiffre du *Devoir* du 10 avril 1942, à la page 6: 99½ %.

8. Selon tous les journaux, sauf *L'Action catholique* du 10 avril 1942, à la page 8, qui indique "sur un pied modéré".

9. Il est alors 6 heures, selon *The Gazette* du 10 avril 1942, à la page 11.

10. Alors que *Le Canada* du 10 avril 1942, à la page 9, rapporte "ses biens menacés", *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 14, affirme plutôt "mes biens menacés".

11. Il est 10 h 07 minutes du soir, lorsque le représentant de Matane (M. Gagnon) prend la parole. *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 14.

12. Selon tous les journaux, sauf *L'Événement-Journal* du 10 avril 1942, à la page 10, qui propose plutôt: "l'amendement ne peut dire que..."

13. Selon *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 14, "le chef de l'opposition ouvre alors les *Procès verbaux* de la Chambre et cite de nombreux textes pour prouver que, dans le passé, l'Assemblée, par des motions, a exprimé bien des vœux sur diverses grandes questions".

14. Le procureur général (l'honorable M. Girouard) était absent depuis le début de la session pour des raisons de santé, selon *Le Devoir* du 10 avril 1942, à la page 6. Il fait son entrée dans la Chambre à 11 heures moins quart, selon *L'Événement* du 10 avril 1942, à la page 4.

15. Le chef de l'opposition fait "allusion à la rumeur qui veut que le représentant d'Arthabaska (l'honorable

M. Girouard) soit bientôt nommé juge", selon *L'Événement* du 10 avril 1942, à la page 4.

16. L'heure à laquelle il prend la parole varie selon les journaux. Par exemple, il est 11 heures et quart d'après *Le Soleil* et *L'Événement-Journal*, tandis qu'il est plutôt 11 h 30 selon *La Presse*, et 11 heures pour *L'Action catholique*. Le premier ministre Godbout s'est adressé à l'Assemblée pendant une heure et 10 minutes, selon *The Gazette* du 10 avril 1942, à la page 1.

17. *The Gazette* du 10 avril 1942, à la page 11, chiffre à 12,000,000 le nombre de personnes au Canada et de centaines de millions le nombre de personnes dans les autres nations américaines.

18. À ce moment, le premier ministre s'avance sur le parquet de la Chambre et pointe du doigt le représentant de Papineau (M. Lorrain), selon *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 14.

19. Selon tous les journaux sauf *La Gazette* du 10 avril 1942, à la page 11 et *Le Devoir* du 10 avril 1942, à la page 6. Le premier écrit: "Il y a des pays dix fois plus puissants que le Canada", tandis que le second affirme que plusieurs de ces pays du monde sont trois fois plus puissants que le Canada.

20. *Le Devoir* du 10 avril 1942, à la page 6, rapporte que le premier ministre prononce ces mots "d'un ton exclamatif indigné".

21. Selon tous les journaux, sauf *La Patrie* du 10 avril 1942, à la page 11, qui dit que "les libéraux ne veulent pas sauver la démocratie, mais bien leur parti".

22. Le débat s'est terminé à 1 heure du matin, selon *Le Devoir* du 10 avril 1942, à la page 6; à 1 h 05 selon *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 14; et peu avant 1 heure, pour *L'Événement-Journal* du 10 avril 1942, à la page 1.

23. Selon tous les journaux, le vote sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) est pris à 1 heure du matin. Or, le journaliste du journal *Le Soleil* du 10 avril 1942, à la page 10, indique à 1 h 10.

